SES

NOUVEAU BAC PROGRAMME 2020

PRÉPARATION AU GRAND ORAL

Tle SPÉCIALITÉ

SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

DIRECTEURS D'OUVRAGE

Marjorie GALY
Lycée Fustel de Coulanges, Strasbourg (67)

Rémi JEANNIN
Lycée Hector Berlioz, Vincennes (94)

Martin ANOTA
Lycée René Descartes, Champs-sur-Marne (77)

Carole BERNIER
Lycée Jacques Monod, Clamart (92)

Julien BORRELLY
Lycée Maximilien Perret, Alfortville (94)

Jennifer CAUX
Lycée Paul Robert, Les Lilas (93)

Clément CHANTELOUP
Lycée Léonard de Vinci, Tremblay-en-France (93)

Louise CHAPEL
Lycée du Pays de Soule, Chéraute (64)

Murielle GERMANAZ
Lycée de Stella, La Réunion (974)

Kevin HÉDÉ
Lycée Émile Zola, Rennes (35)

Cédric HOUNSOU
Lycée Rémi Belleau, Nogent-le-Rotrou (28)

Nicolas KEMOUN
Lycée Robert Doisneau, Vaulx-en-Velin (69)

Erwan LE NADER
Lycée français international de Bangkok (Thaïlande)

Claire OPPENCHAIM
Lycée Guy de Maupassant, Colombes (92)

hachette
ÉDUCATION



LA BANQUE DE RESSOURCES ACTUALISÉE

GRATUIT POUR LES ENSEIGNANTS UTILISATEURS*

Pour une plus grande liberté pédagogique !

- Les documents du manuel organisés en base de données
- De nouveaux documents au fil des saisons

→ *Fonctionne avec une connexion Internet*

* Extraits et conditions sur le site Hachette Éducation

Nous remercions tous les enseignants qui ont bien voulu contribuer à la conception de cet ouvrage et, en particulier, les relecteurs pédagogiques Mathias Cadeau (académie de Rennes), Annabelle de Cauna (lycée Descartes, Antony), Adrien Laforie (lycée Évariste Galois, Sartrouville), Florence de Maria (lycée Paul Langevin, La Seyne-sur-Mer), Frédéric Prevel (lycée François Villon, Paris) pour leurs conseils et suggestions.

Maquette intérieure et mise en page : Anne-Danielle Naname et Juliette Lancien

Couverture : Guylaine Moi

Iconographie : Laetitia Guillemin • Corine Hamel

Infographie : AFDEC

Édition : Pascale Beauvois • Céline Bénard (pp. 158-181 ; 210-263)

Relecture typographique : Sarah Rivoal

PAPIER À BASE DE FIBRES CERTIFIÉES

hachette s'engage pour l'environnement en réduisant l'empreinte carbone de ses livres. Celle de cet exemplaire est de : 2000 g éq. CO_2 Rendez-vous sur www.hachette-durable.fr

ISBN : 978-2-01-329358-7
ISBN à utiliser pour toute commande de l'ouvrage

© Hachette-Livre 2020, 58 rue Jean Bleuzen, 92178 Vanves
www.hachette-education.com

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous pays.
Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes des articles L.122-4 et L.122-5, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usages privé du copiste et non destinées à une utilisations collective » et, d'autre part, que « les analyses et les courtes citations » dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite ».
Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français de droit de copie (20, rue des Grands-Augustins – 75006 Paris), constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par l'article L335-2 du Code de la propriété intellectuelle.

Notions

I SCIENCE ÉCONOMIQUE

14-155

CHAPITRE 1 Quels sont les sources et les défis de la croissance économique ?

Croissance économique • Facteurs de production • Productivité globale des facteurs • Progrès technique • Innovation • Croissance endogène • Institutions • Destruction créatrice • Inégalités de revenus • Croissance soutenable

CHAPITRE 2 Quels sont les fondements du commerce international et de l'internationalisation de la production ?

Dotations factorielles et technologiques • Avantage comparatif • Spécialisation internationale • Différenciation des produits • Fragmentation / Internationalisation de la chaîne de valeur • Compétitivité • Productivité • Inégalités entre pays / au sein des pays • Libre-échange • Protectionnisme

CHAPITRE 3 Comment lutter contre le chômage ?

Chômage • Sous-emploi • Chômage conjoncturel • Demande globale • Chômage structurel • Appariement • Asymétrie d'information • Salaire d'efficience • Institutions • Politiques conjoncturelles • Coût du travail • Flexibilisation • Rigidités du marché du travail

CHAPITRE 4 Comment expliquer les crises financières et réguler le système financier ?

Crise financière • Bulle spéculative • Comportements mimétiques • Prophétie autoréalisatrice • Aléa moral • Panique bancaire • Effet de richesse • Collatéral • Ventes forcées • Contraction du crédit • Supervision bancaire • Banque centrale • Ratio de solvabilité

CHAPITRE 5 Quelles politiques économiques dans le cadre européen ?

Intégration économique • Marché unique • Zone euro • Croissance économique • Politique européenne de la concurrence • Banque centrale européenne • Politique monétaire • Politique budgétaire • Défaut de coordination des politiques conjoncturelles • Choc asymétrique

II SOCIOLOGIE ET SCIENCE POLITIQUE

156-289

CHAPITRE 6 Comment est structurée la société française actuelle ?

Espace social • Stratification sociale • PCS • Composition du ménage • Cycle de vie • Salarisation • Tertiarisation • Qualification • Féminisation des emplois • Classe sociale • Distances inter- et intra-classes • Rapports sociaux de genre • Identification subjective • Individualisation

CHAPITRE 7 Quelle est l'action de l'école sur les destins individuels et sur l'évolution de la société ?

Société démocratique • Égalité des chances • Taux de scolarisation • Massification • Démocratisation • Taux d'accès à un diplôme / une formation • Capital culturel • Investissements familiaux • Stratégies scolaires • Socialisation selon le genre

CHAPITRE 8 Quels sont les caractéristiques contemporaines et les facteurs de la mobilité sociale ?

Mobilité sociale intergénérationnelle • Mobilité géographique • Mobilité professionnelle • Tables de mobilité • Mobilité ascendante • Reproduction sociale • Déclassement • Mobilité observée • Mobilité structurelle • Fluidité sociale • Ressources familiales • Configurations familiales

CHAPITRE 9 Quelles mutations du travail et de l'emploi ?

Travail • Emploi • Activité • Statut d'emploi (salarié, non-salarié) • Chômage • Qualité d'un emploi • Organisation taylorienne • Organisation post-taylorienne • Conditions de travail • Télétravail • Polarisation des emplois • Intégration sociale • Précarisation

CHAPITRE 10 Comment expliquer l'engagement politique dans les sociétés démocratiques ?

Engagement politique • Vote • Militantisme • Engagement associatif • Consommation engagée • Paradoxe de l'action collective • Incitations sélectives • Rétributions symboliques • Structure des opportunités politiques • Action collective • Conflit du travail • Luttes minoritaires • Parti politique • Syndicat • Répertoires de l'action collective

III REGARDS CROISÉS

290-347

CHAPITRE 11 Quelles inégalités sont compatibles avec les différentes conceptions de la justice sociale ?

Inégalités • Rapport inter-quantiles • Courbe de Lorenz • Coefficient de Gini • Top 1 % • Corrélation de revenu parents-enfants • Égalité des droits / des chances / des situations • Justice sociale • Utilitarisme • Libertarisme • Égalitarisme libéral • Égalitarisme strict • Protection sociale • Fiscalité • Services collectifs • Discrimination • Désincitations

CHAPITRE 12 Quelle action publique pour l'environnement ?

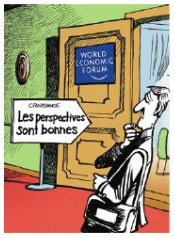
Pouvoirs publics • ONG • Mise à l'agenda • Conflit • Coopération • Échelles de l'action publique • Bien commun • Passager clandestin • Externalités • Réglementation • Marchés de quotas d'émission • Taxe • Subvention

Sommaire

Révisions de première 11

I SCIENCE ÉCONOMIQUE

CHAP 1 Quels sont les sources et les défis de la croissance économique ? 16



A Les origines de la croissance économique

Dossiers
1 Quelles sont les sources de la croissance économique ? 18
2 Comment l'innovation favorise-t-elle la croissance ? 20
3 Quel est le rôle des institutions dans la croissance économique ? 22

B Les effets de la croissance économique et du progrès technique

Dossiers
4 Le progrès technique : créateur ou destructeur ? 24
5 Comment le progrès technique engendre-t-il des inégalités de revenus ? 26
6 La croissance peut-elle être respectueuse de l'environnement ? 28

Activités
1 Schématiser Vers une stagnation séculaire ? 30
2 Rédiger un texte argumenté
Faut-il favoriser le développement des voitures électriques ? 31

SYNTHÈSE • L'ESSENTIEL EN SCHÉMA 32-34
UTILISEZ LES STATISTIQUES • TESTEZ VOS CONNAISSANCES 35-36

Objectif BAC
ÉPREUVE COMPOSÉE Vous montrerez que l'innovation peut aider à reculer les limites écologiques de la croissance. 38
DISSERTATION Le progrès technique n'a-t-il que des effets positifs ? 40
PRÉPARER LE GRAND ORAL 42

CHAP 2 Quels sont les fondements du commerce international et de l'internationalisation de la production ? 44



A Les raisons des échanges commerciaux entre pays

Dossiers
1 Pourquoi les pays se spécialisent-ils ? 46
2 Pourquoi des pays comparables échangent-ils ? 48

B Le rôle des firmes dans la mondialisation

Dossiers
3 D'où vient la compétitivité d'un pays ? 50
4 Quelles stratégies de production pour les firmes multinationales ? 52

C Les effets du commerce international

Dossiers
5 Quelles sont les conséquences du commerce international sur les inégalités ? 54
6 Libre-échange ou protectionnisme ? 56

Activités
1 Étude de cas La spécialisation de la Côte d'Ivoire lui est-elle favorable ? 58
2 Rédiger un texte argumenté La fragmentation de la chaîne de valeur dans l'industrie automobile 59
3 VERS LE GRAND ORAL Débat Faut-il craindre le retour du protectionnisme ? 60

SYNTHÈSE • L'ESSENTIEL EN SCHÉMA 62-64
UTILISEZ LES STATISTIQUES • TESTEZ VOS CONNAISSANCES 65-66

Objectif BAC
ÉPREUVE COMPOSÉE Vous expliquerez les effets du commerce international sur les inégalités à l'intérieur des pays développés. 68
DISSERTATION Le libre-échange est-il préférable au protectionnisme ? 70

CHAP 3 Comment lutter contre le chômage ? 72



A Les sources du chômage

Dossiers
1 Comment définir et mesurer le chômage ? 74
2 Quelles sont les causes du chômage conjoncturel ? 76
3 Quelles sont les causes du chômage structurel ? 78

B Les politiques de lutte contre le chômage

Dossiers
4 Le soutien de la demande globale permet-il de baisser le chômage ? 80
5 La baisse du coût du travail peut-elle réduire le chômage ? 82
6 La formation et la flexibilisation du marché du travail permettent-elles de lutter contre le chômage ? 84

Activités
1 Construire une carte mentale La politique française d'allègement du coût du travail est-elle efficace ? 86
2 Rédiger une synthèse Avantages et limites du modèle danois de flexisécurité 87
3 VERS LE GRAND ORAL Réaliser une chronique radio
A-t-on déjà tout essayé contre le chômage ? 88

SYNTHÈSE • L'ESSENTIEL EN SCHÉMA 90-92
UTILISEZ LES STATISTIQUES • TESTEZ VOS CONNAISSANCES 93-94

Objectif BAC
ÉPREUVE COMPOSÉE
Vous présenterez les effets des institutions sur le chômage structurel. 96
DISSERTATION Vous montrerez que la lutte contre le chômage repose sur une diversité de politiques. 98



CHAP 4 Comment expliquer les crises financières et réguler le système financier ? 100

A Les causes des crises financières

Dossiers

1 Qu'est-ce qu'une crise financière ? 102
2 À l'origine des crises financières, les bulles spéculatives ? 104
3 Pourquoi les banques prennent-elles parfois des risques excessifs ? 106

B Les effets des crises financières et leur régulation

Dossiers

4 Pourquoi les banques font-elles faillite en chaîne ? 108
5 Comment une crise financière affecte-t-elle l'économie réelle ? 110
6 Comment réguler le système financier ? 112

Activités

1 Schématiser Les inégalités, véritable moteur des crises financières ? 114
2 Rédiger une synthèse La prochaine crise viendra-t-elle de Chine ? 115
3 VERS LE GRAND ORAL Débat Les réformes bancaires sont-elles allées trop loin ? 116
SYNTHÈSE • L'ESSENTIEL EN SCHÉMA 118-120
UTILISEZ LES STATISTIQUES • TESTEZ VOS CONNAISSANCES 121-122

Objectif BAC

ÉPREUVE COMPOSÉE Vous montrerez quels sont les effets d'une crise financière sur l'économie réelle. 124
DISSERTATION Comment expliquer les crises financières ? 126



CHAP 5 Quelles politiques économiques dans le cadre européen ? 128

A L'intégration européenne et ses effets

Dossiers

1 Quelles sont les caractéristiques de l'intégration européenne ? 130
2 L'intégration européenne est-elle source de croissance économique ? 132
3 La politique de la concurrence est-elle efficace dans l'Union européenne ? 134

B L'efficacité des politiques économiques dans l'Union européenne en question

Dossiers

4 Comment la Banque centrale européenne mène-t-elle la politique monétaire ? 136
5 Comment les politiques budgétaires agissent-elles sur la conjoncture ? 138
6 Quelles sont les difficultés de coordination des politiques conjoncturelles dans la zone euro ? 140

Activités

1 Construire une carte mentale Quelles conséquences économiques au Brexit ? 142
2 Rédiger un texte argumenté Des règles budgétaires européennes trop contraignantes ? 143
SYNTHÈSE • L'ESSENTIEL EN SCHÉMA 144-146
UTILISEZ LES STATISTIQUES • TESTEZ VOS CONNAISSANCES 147-148

Objectif BAC

ÉPREUVE COMPOSÉE Vous montrerez les difficultés de mise en œuvre des politiques conjoncturelles dans la zone euro. 150
DISSERTATION Dans quelle mesure les pays de la zone euro peuvent-ils faire face à un choc asymétrique ? 152
PRÉPARER LE GRAND ORAL 154

II SOCIOLOGIE ET SCIENCE POLITIQUE



CHAP 6 Comment est structurée la société française actuelle ? 158

A Un espace social structuré par de multiples facteurs

Dossiers

1 Comment la profession et le revenu structurent-ils l'espace social ? 160
2 Quels sont les autres facteurs qui structurent l'espace social ? 162
3 Quelles sont les principales évolutions de la structure socioprofessionnelle en France ? 164

B L'approche en termes de classes sociales

Dossiers

4 Quels sont les débats théoriques autour de l'existence des classes sociales ? 166
5 L'analyse en termes de classes sociales permet-elle de rendre compte de la société française aujourd'hui ? 168

Activités

1 Faire une fiche de révisions Les théories de la stratification sociale 170
2 Réaliser une exposition photographique Les quartiers de votre ville, reflets de sa structure sociale ? 171
SYNTHÈSE • L'ESSENTIEL EN SCHÉMA 172-174
UTILISEZ LES STATISTIQUES • TESTEZ VOS CONNAISSANCES 175-176

Objectif BAC

ÉPREUVE COMPOSÉE Vous mettrez en évidence les divers facteurs de hiérarchisation de l'espace social en France. 178
DISSERTATION L'approche en termes de classes sociales est-elle pertinente pour rendre compte de la structure sociale en France ? 180
PRÉPARER LE GRAND ORAL 182

Sommaire

CHAP 7 Quelle est l'action de l'école sur les destins individuels et sur l'évolution de la société ? 184



A Les caractéristiques de l'école dans les sociétés démocratiques

Dossiers
1 À quoi sert l'école ? 186
2 L'école s'est-elle démocratisée depuis les années 1950 ? 188

B L'origine des inégalités de réussite scolaire

Dossiers
3 Quel rôle joue la socialisation familiale dans la production des inégalités scolaires ? 190
4 Comment les stratégies familiales influencent-elles la réussite scolaire ? 192

Activités
1 Enquêter Le parcours scolaire jusqu'au premier emploi 194
2 Rédiger un texte argumenté Comment évoluent les inégalités scolaires ? 195
3 VERS LE GRAND ORAL Jeu de rôle Comment renforcer l'égalité des chances ? 196

SYNTHÈSE • L'ESSENTIEL EN SCHÉMA 198-200
UTILISEZ LES STATISTIQUES • TESTEZ VOS CONNAISSANCES 201-202

Objectif BAC
ÉPREUVE COMPOSÉE Vous montrerez qu'il existe une multiplicité de facteurs d'inégalités de réussite scolaire dans la construction des trajectoires individuelles de formation. 204
DISSERTATION Dans quelle mesure l'école française s'est-elle démocratisée ? 206
PRÉPARER LE GRAND ORAL 208

CHAP 8 Quels sont les caractéristiques contemporaines et les facteurs de la mobilité sociale ? 210



A Les caractéristiques contemporaines de la mobilité sociale

Dossiers
1 Quelles sont les différentes formes de mobilité sociale ? 212
2 Comment mesure-t-on la mobilité sociale ? 214
3 La mobilité sociale des hommes est-elle identique à celle des femmes ? 216

B Les facteurs de mobilité sociale

Dossiers
4 Une société plus mobile est-elle nécessairement plus fluide ? 218
5 Quel est le rôle de la formation et des ressources familiales dans la mobilité sociale ? 220

Activités
1 Enquêter Réaliser la table de mobilité de la classe 222
2 Exploiter des données statistiques Comment les économistes étudient-ils la mobilité sociale ?
3 VERS LE GRAND ORAL Débat La mobilité sociale est-elle en panne ? 224

SYNTHÈSE • L'ESSENTIEL EN SCHÉMA 226-228
UTILISEZ LES STATISTIQUES • TESTEZ VOS CONNAISSANCES 229-230

Objectif BAC
ÉPREUVE COMPOSÉE Vous montrerez que les niveaux de formation des individus contribuent à expliquer leur trajectoire sociale. 232
DISSERTATION L'évolution de la structure socioprofessionnelle suffit-elle à expliquer la mobilité sociale ? 234

CHAP 9 Quelles mutations du travail et de l'emploi ? 236



A Du travail à l'emploi

Dossiers
1 Quelles sont les frontières de l'emploi ? 238
2 Qu'est-ce qui fait la qualité d'un emploi ? 240

B L'organisation du travail évolue

Dossiers
3 Le taylorisme est-il dépassé ? 242
4 Quels sont les effets de l'évolution de l'organisation du travail sur les conditions de travail ? 244

C Les effets des mutations du travail et de l'emploi

Dossiers
5 Quels sont les effets du numérique sur le travail et l'emploi ? 246
6 Le travail est-il toujours source d'intégration sociale ? 248

Activités
1 Rédiger un texte argumenté Le management participatif : révolution ou mirage ? 250
2 Distinguer stocks et flux Comment progresse la précarité de l'emploi ? 251
3 VERS LE GRAND ORAL Débat Vers la fin du salariat ? 252

SYNTHÈSE • L'ESSENTIEL EN SCHÉMA 254-256
UTILISEZ LES STATISTIQUES • TESTEZ VOS CONNAISSANCES 257-258

Objectif BAC
ÉPREUVE COMPOSÉE Vous montrerez que certaines évolutions de l'emploi peuvent affaiblir le pouvoir intégrateur du travail. 260
DISSERTATION Le travail est-il encore source d'intégration sociale aujourd'hui en France ? 262

CHAP 10

Comment expliquer l'engagement politique dans les sociétés démocratiques ? 264



A Les formes et les déterminants de l'engagement politique

Dossiers
1 Quelles sont les formes de l'engagement politique ? 266
2 Est-il toujours rationnel de s'engager ? 268
3 Comment les caractéristiques sociales des individus influencent-elles leur engagement politique ? 270

B Les transformations de l'engagement des individus dans l'action collective

Dossiers
4 Comment ont évolué les revendications collectives ? 272
5 Quelles évolutions pour les acteurs et les répertoires de l'action collective ? 274

Activités
1 **Enquêter** Réaliser un entretien avec un militant politique 276
2 **Exploiter des données statistiques** La sociologie des Gilets jaunes 277

SYNTHÈSE • L'ESSENTIEL EN SCHÉMA 278-280
UTILISEZ LES STATISTIQUES • TESTEZ VOS CONNAISSANCES 281-282

Objectif BAC
ÉPREUVE COMPOSÉE Vous montrerez que l'engagement politique dépend de variables sociodémographiques. 284
DISSERTATION Comment peut-on expliquer l'engagement politique ? 286
PRÉPARER LE GRAND ORAL 288

III REGARDS CROISÉS

CHAP 11

Quelles inégalités sont compatibles avec les différentes conceptions de la justice sociale ? 292



A La dynamique des inégalités économiques et sociales

Dossiers
1 Comment ont évolué les inégalités économiques depuis le début du XXe siècle ? 294
2 Comment les inégalités se cumulent-elles ? 296

B La justice sociale face aux inégalités

Dossiers
3 Quelles sont les différentes formes d'idéal égalitaire ? 298
4 Qu'est-ce qu'une société juste ? 300

C L'action des pouvoirs publics pour favoriser la justice sociale

Dossiers
5 Comment les pouvoirs publics peuvent-ils favoriser la justice sociale ? 302
6 Les pouvoirs publics peuvent-ils réduire les inégalités ? 304

Activités
1 **Concevoir une infographie** Qui est pauvre ? Qui est riche ? 306
2 **Rédiger un texte argumenté** La fiscalité est-elle redistributive en France ? 307
3 VERS LE GRAND ORAL **Débat** Pour ou contre le revenu universel ? 308

SYNTHÈSE • L'ESSENTIEL EN SCHÉMA 310-312
UTILISEZ LES STATISTIQUES • TESTEZ VOS CONNAISSANCES 313-314

Objectif BAC
ÉPREUVE COMPOSÉE Vous montrerez que la protection sociale permet de réduire les inégalités. 316
DISSERTATION L'action des pouvoirs publics pour réduire les inégalités est-elle efficace ? 318

CHAP 12

Quelle action publique pour l'environnement ? 320



A Les questions environnementales comme problème public

Dossiers
1 Quels sont les acteurs de la construction des questions environnementales ? 322
2 Quelles relations entretiennent les acteurs des questions environnementales ? 324

B Les échelles de l'action publique pour l'environnement

Dossiers
3 Du local au mondial : comment articuler l'action publique ? 326
4 Quelles sont les contraintes qui pèsent sur les négociations et accords internationaux ? 328

C Les instruments des politiques climatiques

Dossiers
5 Quelle est l'efficacité des mesures réglementaires ? 330
6 Quelle est l'efficacité des mesures incitatives ? 332

Activité
Jeu de rôle Faut-il supprimer des lignes d'avion en France ? 334

SYNTHÈSE • L'ESSENTIEL EN SCHÉMA 336-338
UTILISEZ LES STATISTIQUES • TESTEZ VOS CONNAISSANCES 339-340

Objectif BAC
ÉPREUVE COMPOSÉE Vous montrerez comment l'action publique pour l'environnement mobilise différents acteurs. 342
DISSERTATION Les actions publiques en faveur de l'environnement sont-elles toujours efficaces ? 344
PRÉPARER LE GRAND ORAL 346

Sommaire

FICHES OUTILS

1. Calculer et interpréter une proportion 349
2. Calculer et interpréter une variation 350
3. Calculer et interpréter des indices 352
4. Lire et interpréter une valeur nominale et une valeur réelle 353
5. Lire et interpréter une moyenne et une médiane 354
6. Lire et interpréter les indicateurs d'inégalités (1) Les quantiles 356
7. Lire et interpréter les indicateurs d'inégalités (2) La courbe de Lorenz et le coefficient de Gini 358
8. Lire et analyser un tableau statistique 360
9. Lire et interpréter les tables de mobilité sociale 362
10. Lire et analyser un graphique de répartition 364
11. Lire et analyser un graphique chronologique 366
12. Distinguer corrélation et causalité 368

FICHES MÉTHODE

1. Construire une argumentation 370
2. Rédiger un texte long 372
3. S'exprimer à l'oral 373
4. Réussir un débat 374
5. Construire une carte mentale 376

SE PRÉPARER AU BAC

MÉTHODOLOGIE GUIDÉE (à la fin de chaque chapitre)

Mobilisation des connaissances → *Chapitres 1, 3, 5, 7, 9, 11*

Étude d'un document → *Chapitres 1, 3, 5, 7, 9, 11*

Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire & Dissertation

1 Analyser le sujet → *Chapitres 1, 2, 5, 9, 10*

2 Organiser ses connaissances → *Chapitres 1, 2, 5, 9, 10*

3 Étudier le dossier documentaire → *Chapitres 2, 4, 6, 10, 12*

4 Construire son plan détaillé → *Chapitres 2, 4, 6, 10, 12*

5 Rédiger l'introduction → *Chapitres 3, 6, 7, 11*

6 Rédiger les paragraphes AEI → *Chapitres 4, 8, 12*

7 Rédiger la conclusion → *Chapitres 4, 8, 12*

Grand oral → *Chapitres 1, 5, 6, 7, 10, 12*

CAHIER BAC

FICHES BAC

1 Réviser efficacement 378

1 L'épreuve composée 380

3 La dissertation 382

4 Les types de sujets et de plans 385

5 Utiliser un brouillon 387

6 Le Grand oral 388

SUJETS BAC

392

Corrigé des autoévaluations et des exercices 400

Lexique 408

SCIENCE ÉCONOMIQUE

QUESTIONNEMENTS	OBJECTIFS D'APPRENTISSAGE	VOTRE MANUEL
Quels sont les sources et les défis de la croissance économique ? Chapitre 1	• Comprendre le processus de croissance économique et les sources de la croissance : accumulation des facteurs et accroissement de la productivité globale des facteurs ; comprendre le lien entre le progrès technique et l'accroissement de la productivité globale des facteurs. • Comprendre que le progrès technique est endogène et qu'il résulte en particulier de l'innovation. • Comprendre comment les institutions (notamment les droits de propriété) influent sur la croissance en affectant l'incitation à investir et innover ; savoir que l'innovation s'accompagne d'un processus de destruction créatrice. • Comprendre comment le progrès technique peut engendrer des inégalités de revenus. • Comprendre qu'une croissance économique soutenable se heurte à des limites écologiques (notamment l'épuisement des ressources et la pollution) et que l'innovation peut aider à reculer ces limites.	Dossier 1 p. 18 Dossier 2 p. 20 Dossier 2 p. 20 Dossier 3 p. 22 Dossier 4 p. 24 Dossier 5 p. 26 Dossier 6 p. 28
Quels sont les fondements du commerce international et de l'internationalisation de la production ? Chapitre 2	• Comprendre le rôle des dotations factorielles et technologiques (avantages comparatifs) dans les échanges commerciaux et la spécialisation internationale. • Comprendre le commerce entre pays comparables (différenciation des produits, qualité des produits, et fragmentation de la chaîne de valeur). • Comprendre que la productivité des firmes sous-tend la compétitivité d'un pays, c'est-à-dire son aptitude à exporter. • Comprendre l'internationalisation de la chaîne de valeur et savoir l'illustrer. • Comprendre les effets induits par le commerce international : gains moyens en termes de baisse de prix, réduction des inégalités entre pays, accroissement des inégalités de revenus au sein de chaque pays ; comprendre les termes du débat entre libre-échange et protectionnisme.	Dossier 1 p. 46 Dossier 2 p. 48 Dossier 3 p. 50 Dossier 4 p. 52 Dossier 5 p. 54 Dossier 6 p. 56
Comment lutter contre le chômage ? Chapitre 3	• Savoir définir le chômage et le sous-emploi et connaître les indicateurs de taux de chômage et de taux d'emploi. • Comprendre que les problèmes d'appariements (frictions, inadéquations spatiales et de qualifications) et les asymétries d'information (salaire d'efficience) sont des sources de chômage structurel. • Comprendre les effets (positifs ou négatifs) des institutions sur le chômage structurel (notamment salaire minimum et règles de protection de l'emploi). • Comprendre les effets des fluctuations de l'activité économique sur le chômage conjoncturel. • Connaître les principales politiques mises en œuvre pour lutter contre le chômage : politiques macroéconomiques de soutien de la demande globale, politiques d'allègement du coût du travail, politiques de formation et politiques de flexibilisation pour lutter contre les rigidités du marché du travail.	Dossier 1 p. 74 Dossier 3 p. 78 Dossier 3 p. 78 Dossier 2 p. 76 Dossier 4 p. 80 Dossier 5 p. 82 Dossier 6 p. 84
Comment expliquer les crises financières et réguler le système financier ? Chapitre 4	• Connaître les principales caractéristiques de la crise financière des années 1930 et de celle de 2008 (effondrement boursier, faillites en chaîne, chute du PIB et accroissement du chômage). • Comprendre et savoir illustrer la formation et l'éclatement d'une bulle spéculative (comportements mimétiques et prophéties autoréalisatrices). • Comprendre les phénomènes de panique bancaire et de faillites bancaires en chaîne. • Connaître les principaux canaux de transmission d'une crise financière à l'économie réelle : effets de richesse négatifs, baisse du prix du collatéral et ventes forcées, contraction du crédit. • Connaître les principaux instruments de régulation du système bancaire et financier qui permettent de réduire l'aléa moral des banques : supervision des banques par la banque centrale, ratio de solvabilité.	Dossier 1 p. 102 Dossier 2 p. 104 Dossier 3 p. 106 Dossier 4 p. 108 Dossier 5 p. 110 Dossier 6 p. 106
Quelles politiques économiques dans le cadre européen ? Chapitre 5	• Connaître les grandes caractéristiques de l'intégration européenne (marché unique et zone euro) ; comprendre les effets du marché unique sur la croissance. • Comprendre les objectifs, les modalités et les limites de la politique européenne de la concurrence. • Comprendre comment la politique monétaire et la politique budgétaire agissent sur la conjoncture. • Savoir que la politique monétaire dans la zone euro, conduite de façon indépendante par la Banque centrale européenne, est unique alors que la politique budgétaire est du ressort de chaque pays membre mais contrainte par les traités européens ; comprendre les difficultés soulevées par cette situation (défaut de coordination, chocs asymétriques).	Dossier 1 p. 130 Dossier 2 p. 132 Dossier 3 p. 134 Dossier 4 p. 136 Dossier 5 p. 138 Dossier 6 p. 140

SOCIOLOGIE ET SCIENCE POLITIQUE

Comment est structurée la société française actuelle ? Chapitre 6	• Savoir identifier les multiples facteurs de structuration et de hiérarchisation de l'espace social (catégorie socioprofessionnelle, revenu, diplôme, composition du ménage, position dans le cycle de vie, sexe, lieu de résidence). • Comprendre les principales évolutions de la structure socioprofessionnelle en France depuis la seconde moitié du XXe siècle (salarisation, tertiarisation, élévation du niveau de qualification, féminisation des emplois). • Connaître les théories des classes et de la stratification sociale dans la tradition sociologique (Marx, Weber) ; comprendre que la pertinence d'une approche en termes de classes sociales pour rendre compte de la société française fait l'objet de débats théoriques et statistiques : évolution des distances inter- et intra-classes, articulation avec les rapports sociaux de genre, identifications subjectives à un groupe social, multiplication des facteurs d'individualisation.	Dossier 1 p. 160 Dossier 2 p. 162 Dossier 3 p. 164 Dossier 4 p. 166 Dossier 5 p. 168
Quelle est l'action de l'École sur les destins individuels et sur l'évolution de la société ? Chapitre 7	• Comprendre que, dans les sociétés démocratiques, l'École transmet des savoirs et vise à favoriser l'égalité des chances ; comprendre l'évolution, depuis les années 1950, des principaux indicateurs mesurant l'accès à l'école et à l'enseignement supérieur (taux de scolarisation, taux d'accès à un diplôme ou à un type de formation) en distinguant les processus de massification et de démocratisation. • Comprendre la multiplicité des facteurs d'inégalités de réussite scolaire (notamment, rôle du capital culturel et des investissements familiaux, socialisation selon le genre, effets des stratégies des ménages) dans la construction des trajectoires individuelles de formation.	Dossier 1 p. 186 Dossier 2 p. 188 Dossier 3 p. 190 Dossier 4 p. 192

SOCIOLOGIE ET SCIENCE POLITIQUE

Quels sont les caractéristiques contemporaines et les facteurs de la mobilité sociale ? Chapitre 8	• Savoir distinguer la mobilité sociale intergénérationnelle des autres formes de mobilité (géographique, professionnelle). • Comprendre les principes de construction, les intérêts et les limites des tables de mobilité comme instrument de mesure de la mobilité sociale. • Comprendre que la mobilité observée comporte une composante structurelle (mobilité structurelle) ; comprendre que la mobilité peut aussi se mesurer de manière relative indépendamment des différences de structure entre origine et position sociales (fluidité sociale) et qu'une société plus mobile n'est pas nécessairement une société plus fluide. • À partir de la lecture des tables de mobilité, être capable de mettre en évidence des situations de mobilité ascendante, de reproduction sociale et de déclassement, et de retrouver les spécificités de la mobilité sociale des hommes et de celles des femmes. • Comprendre comment l'évolution de la structure socioprofessionnelle, les niveaux de formation et les ressources et configurations familiales contribuent à expliquer la mobilité sociale.	Dossier 1 p. 212 Dossier 2 p. 214 Dossier 4 p. 218 Dossier 3 p. 216 Dossier 5 p. 220
Quelles mutations du travail et de l'emploi ? Chapitre 9	• Savoir distinguer les notions de travail, activité, statut d'emploi (salarié, non-salarié), chômage ; comprendre que les évolutions des formes d'emploi rendent plus incertaines les frontières entre emploi, chômage et inactivité. • Connaître les principaux descripteurs de la qualité des emplois (conditions de travail, niveau de salaire, sécurité économique, horizon de carrière, potentiel de formation, variété des tâches). • Comprendre les principales caractéristiques des modèles d'organisation taylorien (division du travail horizontale et verticale, relation hiérarchique stricte) et post-taylorien (flexibilité, recomposition des tâches, management participatif) ; comprendre les effets positifs et négatifs de l'évolution des formes de l'organisation du travail sur les conditions de travail. • Comprendre comment le numérique brouille les frontières du travail (télétravail, travail / hors travail), transforme les relations d'emploi et accroît les risques de polarisation des emplois. • Comprendre que le travail est source d'intégration sociale et que certaines évolutions de l'emploi (précarisation, taux persistant de chômage élevé, polarisation de la qualité des emplois) peuvent affaiblir ce pouvoir intégrateur.	Dossier 1 p. 238 Dossier 2 p. 240 Dossier 3 p. 242 Dossier 4 p. 244 Dossier 5 p. 246 Dossier 6 p. 248
Comment expliquer l'engagement politique dans les sociétés démocratiques ? Chapitre 10	• Comprendre que l'engagement politique prend des formes variées (vote, militantisme, engagement associatif, consommation engagée). • Comprendre pourquoi, malgré le paradoxe de l'action collective, les individus s'engagent (incitations sélectives, rétributions symboliques, structure des opportunités politiques). • Comprendre que l'engagement politique dépend notamment de variables sociodémographiques (catégorie socioprofessionnelle, diplôme, âge et génération, sexe). • Comprendre la diversité et les transformations des objets de l'action collective (conflits du travail, nouveaux enjeux de mobilisation, luttes minoritaires), des acteurs (partis politiques, syndicats, associations, groupements) et de leurs répertoires.	Dossier 1 p. 266 Dossier 2 p. 268 Dossier 3 p. 270 Dossier 4 p. 272 Dossier 5 p. 274

REGARDS CROISÉS

Quelles inégalités sont compatibles avec les différentes conceptions de la justice sociale ? Chapitre 11	• Connaître les grandes tendances d'évolution des inégalités économiques depuis le début du XXe siècle et comprendre que les inégalités économiques et sociales présentent un caractère multiforme et cumulatif. • Savoir interpréter les principaux outils de mesure des inégalités, statique (rapport inter-quantiles, courbe de Lorenz et coefficient de Gini, top 1%) et dynamique (corrélation de revenu parents-enfants). • Comprendre que les différentes formes d'égalité (égalité des droits, des chances ou des situations) permettent de définir ce qui est considéré comme juste selon différentes conceptions de la justice sociale (notamment l'utilitarisme, le libertarisme, l'égalitarisme libéral, l'égalitarisme strict). • Comprendre que l'action des pouvoirs publics en matière de justice sociale (fiscalité, protection sociale, services collectifs, mesures de lutte contre les discriminations) s'exerce sous contrainte de financement et fait l'objet de débats en termes d'efficacité (réduction des inégalités), de légitimité (notamment consentement à l'impôt) et de risque d'effets pervers (désincitations).	Dossier 1 p. 294 Dossier 2 p. 296 Dossier 1 p. 294 Dossier 2 p. 296 Dossier 3 p. 298 Dossier 4 p. 300 Dossier 5 p. 302 Dossier 6 p. 304
Quelle action publique pour l'environnement ? Chapitre 12	• Savoir identifier les différents acteurs (pouvoirs publics, ONG, entreprises, experts, partis, mouvements citoyens) qui participent à la construction des questions environnementales comme problème public et à leur mise à l'agenda politique ; comprendre que ces acteurs entretiennent des relations de coopération et de conflit. • Comprendre que l'action publique pour l'environnement articule différentes échelles (locale, nationale, européenne mondiale). • En prenant l'exemple du changement climatique : – connaître les principaux instruments dont disposent les pouvoirs publics pour faire face aux externalités négatives sur l'environnement : réglementation, marchés de quotas d'émission, taxation, subvention à l'innovation verte ; comprendre que ces différents instruments présentent des avantages et des limites, et que leur mise en œuvre peut se heurter à des dysfonctionnements de l'action publique ; – comprendre qu'en présence de bien commun les négociations et accords internationaux liés à la préservation de l'environnement sont contraints par des stratégies de passager clandestin et les inégalités de développement entre pays.	Dossier 1 p. 322 Dossier 2 p. 324 Dossier 3 p. 326 Dossier 4 p. 328 Dossier 5 p. 330 Dossier 6 p. 332

OBJECTIFS D'APPRENTISSAGE CONCERNANT L'UTILISATION DES DONNÉES QUANTITATIVES ET DES REPRÉSENTATIONS GRAPHIQUES

Calcul, lecture, interprétation	• Proportion, pourcentage de répartition (y compris leur utilisation pour transformer une table de mobilité en tables de destinée et de recrutement). • Taux de variation, taux de variation cumulé, coefficient multiplicateur, indice simple. • Moyenne arithmétique simple et pondérée.
Lecture et interprétation	• Indice synthétique. • Médiane. • Écart et rapport inter-quantile. • Coefficient de Gini. • Corrélation et causalité. • Taux de variation moyen. • • Valeur nominale, valeur réelle (notamment, taux d'intérêt nominal et taux d'intérêt réel). • Tableau à double-entrée. • Représentations graphiques : diagrammes de répartition, représentation de séries chronologiques, courbe de Lorenz. • Représentation graphique de fonctions simples (offre, demande, coût) et interprétation de leurs pentes et de leurs déplacements.

Révisions de première

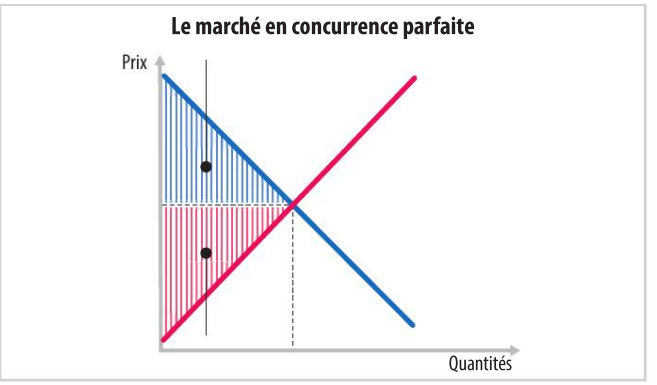
Exercice interactif

Chapitre 1 Comment un marché concurrentiel fonctionne-t-il ?

Exercice interactif

Complétez le schéma avec les mots suivants :

- Demande
- Offre
- Quantité d'équilibre
- Prix d'équilibre
- Surplus des consommateurs
- Surplus des producteurs.



Chapitre 2 Comment les marchés imparfaitement concurrentiels fonctionnent-ils ?

Exercice interactif

Complétez le texte avec les mots suivants :

oligopole • dilemme du prisonnier • politique de la concurrence • innovation • naturel • coûts fixes • entente • barrières à l'entrée • loi • pouvoir de marché • abus de position dominante • monopole.

Lorsque les entreprises ont la possibilité de s'éloigner du prix qui s'établirait s'il y avait une concurrence parfaite, on dit qu'elles disposent d'un ..... . C'est le cas notamment lorsqu'il y a une ..... entre entreprises ou lorsque des ..... existent sur le marché.

Le pouvoir de marché est particulièrement fort dans le cas extrême où l'entreprise est en situation de ..... . C'est le cas lorsqu'une entreprise a su s'imposer sur un marché grâce à une ..... protégée par un brevet. Toutefois, dans certains cas, c'est la ..... qui impose qu'il n'y ait qu'une seule entreprise sur le marché, dans les cas particuliers où l'État souhaite avoir un contrôle de la production. Enfin, dans certaines situations, la production ne pourrait pas être rentable s'il y avait plusieurs entreprises présentes, en raison de ..... extrêmement élevés. On parle alors de monopole ..... .

Le pouvoir de marché existe aussi dans le cas d'un ..... , lorsqu'il y a un petit nombre d'entreprises présentes sur le marché. Le ..... montre que les entreprises ont alors intérêt à coopérer et former une entente pour accroître leurs profits. Ces ententes sont cependant illégales et peuvent faire l'objet de sanctions dans le cadre de la ..... .

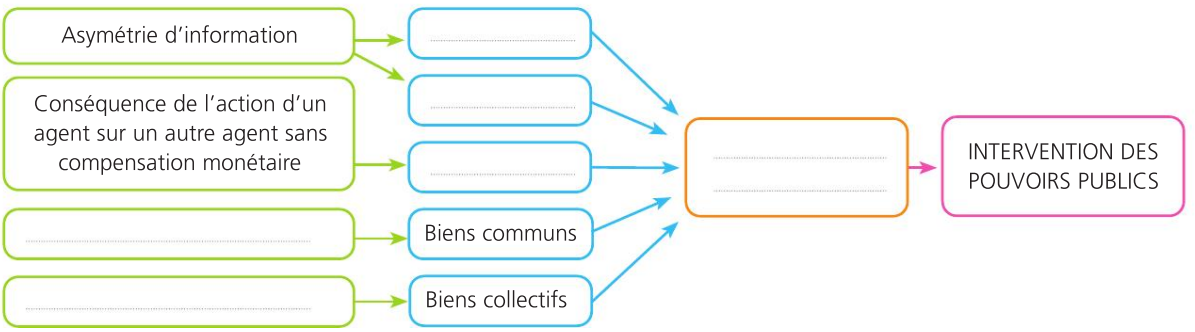
Les ....., lorsqu'une entreprise détient une forte part de marché et utilise cet avantage pour développer des pratiques qui restreignent la concurrence, sont également interdits.

Chapitre 3 Quelles sont les principales défaillances du marché ?

Exercice interactif

Complétez le schéma à l'aide des éléments suivants :

Biens non excluables mais rivaux • Aléa moral • Défaillances de marché • Sélection adverse • Biens non excluables et non rivaux • Externalités.



Révisions de première

Chapitre 4 Comment les agents économiques se financent-ils ?

Exercice interactif

Choisir la ou les bonnes réponses :

1. L'épargne est...
a) la partie non consommée du revenu.
b) la partie non déclarée du revenu.
c) la partie non placée du revenu.
d) Aucune de ces réponses.

2. Le taux d'intérêt...
a) est le coût de l'emprunt.
b) est la rémunération du prêt.
c) est bas pour les pauvres.
d) Aucune de ces réponses.

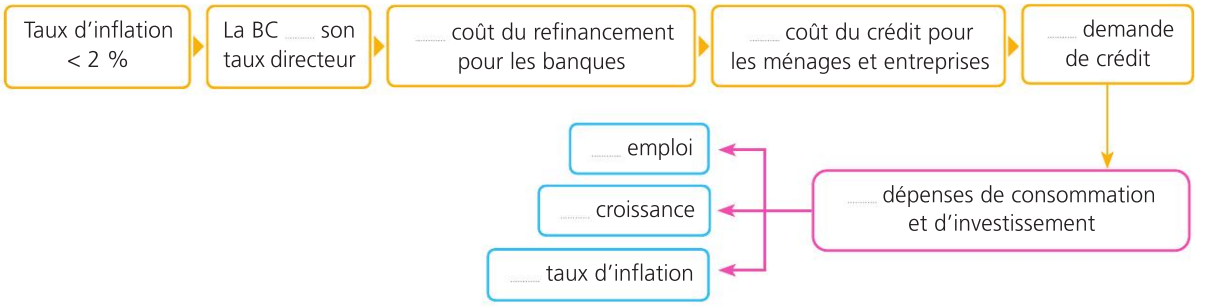
3. Une obligation...
a) est un titre de propriété.
b) est un titre de créance.
c) permet de recevoir des intérêts si l'entreprise fait des profits.
d) Aucune de ces réponses.

4. Une politique budgétaire de relance consiste...
a) à baisser les impôts.
b) à baisser les dépenses publiques.
c) à augmenter le déficit public.
d) Aucune de ces réponses.

Chapitre 5 Qu'est-ce que la monnaie et comment est-elle créée ?

Exercice interactif

Complétez le schéma en remplaçant les pointillés par des flèches : ↗ (hausse) ou ↘ (baisse).



Chapitre 6 Comment la socialisation contribue-t-elle à expliquer les différences de comportement des individus ?

Exercice interactif

Complétez le texte avec les expressions suivantes :
imprégnation • socialisation primaire • improbables • pratiques directes • configurations familiales • socialisation secondaire • intérioriser • instances de socialisation • inculcation.

Au cours de sa socialisation, l'individu va ..... des « façons de faire, de penser et d'être » au sein de ..... diverses selon le milieu social, la taille de la fratrie, la situation conjugale des parents et leur origine migratoire, le niveau de revenu, etc. Ces apprentissages vont avoir un effet sur les goûts, les pratiques et les aspirations des individus socialisés.
On distingue différentes modalités de la socialisation : l'..... , c'est-à-dire la transmission explicite et consciente par les agents socialisateurs assortie de sanctions positives et de sanctions négatives, les ..... qui conduisent à l'incorporation de « façons de faire, de penser et d'être » au cours d'activités récurrentes, l'..... qui désigne la lente intériorisation inconsciente par l'agent socialisé au cours des milliers d'interactions du quotidien. On distingue habituellement la ..... qui se déroule au cours de l'enfance de l'individu de la ..... qui se déroule à l'âge adulte même s'il est difficile d'introduire une séparation nette entre ces deux phases de la socialisation.
Les parents, les frères et sœurs, les amis, les enseignants, le conjoint, les collègues de travail sont autant d'..... qui constituent une pluralité d'influences pour l'individu socialisé. Ces influences plurielles peuvent conduire à des trajectoires ..... . C'est le cas, par exemple, des enfants issus de milieux modestes ou des enfants d'immigrés peu diplômés en situation de réussite scolaire.

Exercices interactifs

Chapitre 7 Comment se construisent et évoluent les liens sociaux ?

Exercice interactif

Associez les bons exemples aux notions et mécanismes présentés.

Notions/Mécanismes	Exemples
1. Les diverses formes de liens sociaux sont complémentaires.	a. Un travailleur en intérim n'a pas ses horaires de travail à l'avance. Difficile de prévoir une sortie entre amis sans connaître ses revenus et son emploi du temps !
2. La solidarité mécanique existe toujours dans les sociétés modernes.	b. Dans les grandes entreprises, chaque travailleur a une fiche de poste précise, avec des tâches différentes et complémentaires de celles des autres.
3. Le processus d'individualisation produit de la solidarité organique.	c. Les personnes qui ont un emploi participent plus souvent à une association et votent plus que les autres.
4. La sociabilité numérique entretient le lien social.	d. Dans les tribunes de supporters, tout le monde chante la même chanson en même temps.
5. La précarité de l'emploi peut fragiliser le lien social.	e. 91 % des services de ressources humaines utilisent Internet pour recruter.

Chapitre 10 Voter : une affaire individuelle ou collective ?

Exercice interactif

Complétez l'enchaînement avec les notions suivantes :

Sentiment de compétence politique • Participation électorale • Niveau de diplôme • Intérêt pour la politique.



Chapitre 11 Comment l'assurance et la protection sociale contribuent-elles à la gestion des risques ?

Exercice interactif

Lorsque c'est faux, justifiez pourquoi.

	Vrai	Faux
1. Le risque est la combinaison d'un aléa et d'un enjeu.	☐	☐
2. Le risque est toujours quantifiable.	☐	☐
3. Les risques sont perçus de la même manière quelle que soit l'époque.	☐	☐
4. Selon notre statut social, l'exposition aux risques est différente.	☐	☐
5. La famille ne contribue pas à la prise en charge des risques.	☐	☐
6. Il y a une mutualisation des risques dans les sociétés contemporaines.	☐	☐
7. Les compagnies d'assurances n'interviennent que dans le domaine des risques sociaux.	☐	☐
8. Les mutuelles sont des compagnies d'assurances à but non lucratif gérées par leurs adhérents.	☐	☐
9. La protection sociale en France est principalement financée par l'impôt.	☐	☐
10. Les dépenses liées à la protection sociale représentent en France environ 750 milliards d'euros par an.	☐	☐





PARTIE I

SCIENCE ÉCONOMIQUE

1 Quels sont les sources et les défis de la croissance économique ?

Ressources en ⊕
Sur le site collection : lycee.hachette-education.com/ses/tle

Rappel de 2de et 1re
• Valeur ajoutée • Produit intérieur brut • Biens communs

NOTIONS À DÉCOUVRIR
- Croissance économique
- Facteurs de production
- Productivité globale des facteurs
- Progrès technique
- Innovation
- Croissance endogène
- Institutions
- Destruction créatrice
- Inégalités de revenus
- Croissance soutenable

DÉCOUVRIR PAR LA VIDÉO

Lien vidéo www Vidéo



Votre smartphone contient des cailloux qui menacent la planète.
Le Monde, 28 septembre 2019.

1. Pourquoi parler de « terres rares » alors que ces métaux sont très abondants ?
2. Quelles sont les conséquences environnementales de l'exploitation des terres rares ?

DOSSIERS

A Les origines de la croissance économique
1 Quelles sont les sources de la croissance économique ? 18
2 Comment l'innovation favorise-t-elle la croissance ? 20
3 Quel est le rôle des institutions dans la croissance économique ? 22

B Les effets de la croissance économique et du progrès technique
4 Le progrès technique : créateur ou destructeur ? 24
5 Comment le progrès technique engendre-t-il des inégalités de revenus ? 26
6 La croissance peut-elle être respectueuse de l'environnement ? 28

ACTIVITÉS

1 Schématiser
Vers une stagnation séculaire ? 30
2 Rédiger un texte argumenté
Faut-il favoriser le développement des voitures électriques ? 31

L'essentiel 32
Utilisez les statistiques 35
Testez vos connaissances ! 36
Objectif Bac 38

Préparer le Grand oral 42

DÉCOUVRIR PAR L'IMAGE

Pourquoi le dessinateur oppose-t-il les perspectives de croissance et celles concernant le climat ?



DÉCOUVRIR EN DONNANT SON AVIS

Êtes-vous d'accord, pas d'accord ou sans opinion avec les affirmations suivantes ?

- Vous pouvez reporter vos réponses dans la grille à télécharger.
- Pour visualiser les réponses de la classe, utilisez le Q-Sort interactif

1. Un pays plus peuplé a forcément un PIB plus élevé.
2. Les pays qui innovent le plus sont ceux qui ont la plus forte croissance économique.
3. Les innovations du numérique (Internet, téléphonie mobile, intelligence artificielle) augmentent la productivité.
4. Les entreprises innovantes font plus de profit que les autres.
5. L'intervention de l'État nuit à l'innovation.
6. Pour favoriser l'innovation, il faut laisser les entreprises s'imiter.
7. Les innovations du numérique accroissent les inégalités dans les pays.
8. La croissance économique est responsable de la dégradation de l'environnement.
9. Pour lutter contre le changement climatique, il faut davantage d'innovations.

QU'EN PENSEZ-VOUS ?

Attention ! Vous devez choisir une seule affirmation avec laquelle vous n'êtes pas du tout d'accord, deux avec lesquelles vous n'êtes plutôt pas d'accord…

Pas du tout d'accord
Plutôt pas d'accord
Sans opinion
Plutôt d'accord
Tout à fait d'accord

Grille à télécharger

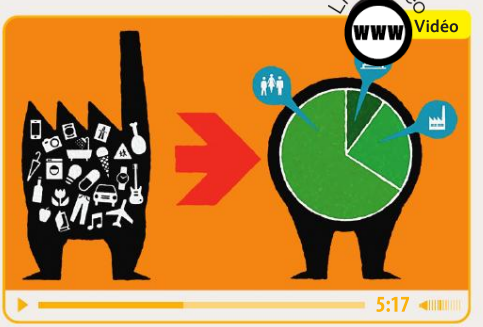
A Les origines de la croissance économique

DOSSIER 1 Quelles sont les sources de la croissance économique ?

• Croissance économique • Facteurs de production • Productivité globale des facteurs

POUR COMMENCER

DOC 1 Comment se mesure la croissance économique ?



Cité de l'économie
© Universcience 2012.

Rappel de 2de

Produit intérieur brut (PIB)

Le PIB est un indicateur statistique qui mesure la production réalisée sur un territoire pendant un an. Mesuré par l'INSEE en France, il se calcule en additionnant toutes les valeurs ajoutées (marchandes et non marchandes). Cependant, il ne permet pas de rendre compte des inégalités de revenus ou des effets de la production sur l'environnement.

1. Qu'est-ce que la valeur ajoutée et comment se calcule-t-elle ?
2. Complétez la formule ci-dessous, et expliquez son sens.
   PIB = ... = ... = ...
3. Quelles sont les deux raisons pour lesquelles le PIB peut augmenter ?
4. Que mesure mal le PIB ?
5. Qu'est-ce que la croissance économique ?

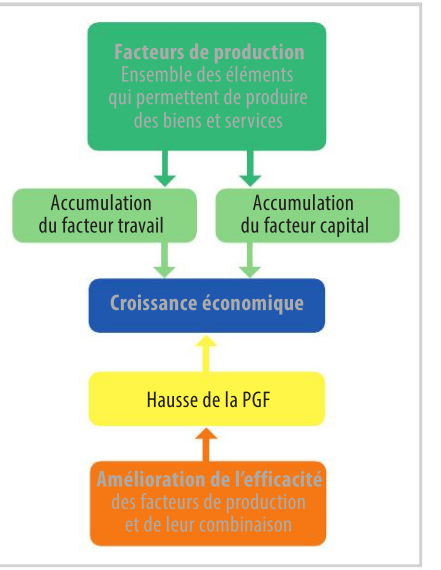
DOC 2 Quels sont les facteurs de la croissance ?

Une première approche de la croissance consiste à additionner les différents moyens contribuant à la production, les « facteurs de production », en prenant en compte leur productivité. Pour produire et vendre ses produits, une entreprise aura tout d'abord besoin de travail, c'est-à-dire de main d'œuvre, quel que soit le statut de cette dernière (salarié, indépendant, intérimaire…). Ensuite, elle aura besoin de capital, c'est-à-dire des bâtiments, des terres, des machines, des équipements, des logiciels et autres immobilisations, matérielles ou immatérielles, utilisés dans le cadre du processus de production. […]

Au-delà de la contribution de chacun des facteurs à la production, leur combinaison peut être plus ou moins efficace. La différence entre la croissance de la production et la contribution à cette croissance du capital et du travail est la productivité globale des facteurs (PGF). Il s'agit donc d'un résidu qui capture la part de la croissance inexpliquée par la croissance de ses facteurs.

Que représente ce résidu ? Il peut tout d'abord être attribué au progrès technique, qui permet une meilleure combinaison des deux facteurs de production. Il faut comprendre le progrès technique dans son acception la plus large : il s'agit à la fois du progrès des technologies, mais également de l'efficacité de leur usage et de l'organisation du processus de production.

Antonin Bergeaud, Gilbert Cette, Rémy Lecat, *Le bel avenir de la croissance*, Éd. Odile Jacob, 2018.



1. Rappelez à quoi correspondent les facteurs de production.
2. Comment l'augmentation de ces facteurs permet-elle la croissance économique ?
3. Pourquoi la productivité globale des facteurs est-elle un « résidu » ?
4. Comment expliquer l'existence de ce « résidu » ?

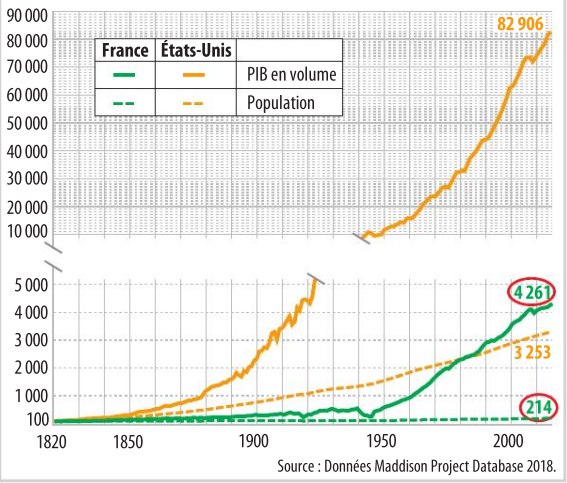
DÉFINITION

Productivité globale des facteurs (PGF)

Amélioration de l'efficacité des facteurs de production et de leur combinaison. Elle se mesure en retranchant de la croissance du PIB tout ce qui est lié à l'utilisation de quantités plus importantes de travail et de capital.

DOC 3 Croissance et population : quels liens ?

PIB en volume et population, indices base 100 en 1820



Source : Données Maddison Project Database 2018.

1. Rédigez une phrase présentant la signification précise de chacune des données entourées.
2. Par un calcul approprié, mesurez la variation du PIB en volume et de la population dans les deux pays depuis 1820.
3. Comment évolue le PIB en volume dans chacun de ces pays ?
4. La hausse du nombre de travailleurs est-elle la seule source de la croissance ?

NE PAS CONFONDRE

PIB en valeur et en volume

Le **PIB en valeur** (ou nominal) est mesuré avec les prix de chaque année. Ceci pose un problème pour comparer les données dans le temps, puisque la monnaie voit son pouvoir d'achat se détériorer avec la hausse des prix. Pour supprimer l'effet de l'inflation, le **PIB en volume** (ou réel) est donc mesuré à prix constants.

4 EXERCICE Mesurer les sources de la croissance

Tableau à imprimer

Vous êtes économiste et le gouvernement vous demande de comparer les sources de la croissance en France à celles d'autres pays. Vous avez fait une première sélection et vous devez maintenant compléter et interpréter ces données.

Variation annuelle du PIB (en %) et contributions à la croissance (en points de %), en 2017

	Nouvelle-Zélande	États-Unis	Allemagne	Corée du Sud	France
Variation du PIB (en %)	2,5	2,2	2,1	3,0	2,2
Contributions (en points de %)					
Travail	3,2	0,8	0,9	- 0,7	0,6
Capital	0,8	0,7	0,4	1,3	0,7
Productivité globale des facteurs (PGF)	…	…	…	…	0,9

Source : Données OCDE, 2019.

1. Comment obtient-on la donnée entourée ?
2. Recopiez et complétez le texte suivant à l'aide des données du tableau :

> En France, en 2017, le PIB a augmenté de ..... % ; cette hausse du PIB s'explique grâce à la contribution du facteur travail à hauteur de 0,6 ....., à la contribution du facteur capital à hauteur de ..... point de % et à la contribution de la PGF à hauteur de 0,9 point de %.

3. Calculez la contribution de la PGF à la croissance économique des quatre autres pays.
4. Calculez la part que représente la contribution de la PGF à la hausse du PIB pour les États-Unis.
5. Montrez que selon les pays, la croissance économique n'a pas la même origine.

S'entraîner

Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS P. 400

Complétez le texte avec les mots suivants : investissement • travail • efficacité • quantités produites • productivité globale des facteurs • population active • capital.

Il existe deux facteurs de production essentiels à la croissance économique : le facteur ..... qui dépend de la ..... occupée et de la durée du travail, et le facteur ..... qui se cumule grâce à l'..... . L'augmentation de ces deux facteurs va permettre d'augmenter les ....., et donc elle crée de la croissance. Il existe, toutefois, une partie de la croissance qui ne s'explique pas par l'augmentation de ces deux facteurs de production, mais par une amélioration de leur ..... . Ce gain d'efficacité est mesuré par la ..... . Plus la combinaison des facteurs de production est efficace et plus les entreprises vont pouvoir augmenter les quantités produites, ce qui est synonyme de croissance économique.

2 Mobiliser ses connaissances

BAC

À l'aide d'un exemple, montrez que la productivité globale des facteurs est source de croissance.

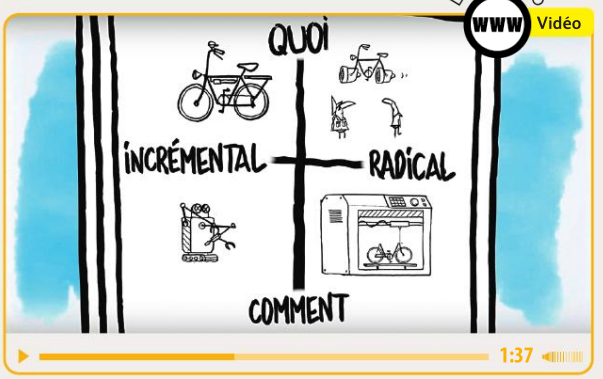
DOSSIER 2 Comment l'innovation favorise-t-elle la croissance ?

• Innovation • Progrès technique • Croissance endogène

POUR COMMENCER

Doc 1 Qu'est-ce que l'innovation ?

Lien vidéo



« Différentes façons d'innover »,
Louvain School of management, 31 mai 2017.

DÉFINITION

Innovation

Utilisation à des fins productives d'une invention ou d'une découverte. Elle peut prendre plusieurs formes : innovation technologique de produit ou de procédé, qui résulte de dépenses en recherche et développement, mais aussi innovations non technologiques, organisationnelles ou de commercialisation.

1. À l'aide de l'encadré, indiquez à quelle forme d'innovation correspondent les innovations qui changent le « quoi » et le « comment ».
2. Cherchez un exemple pour chacune de ces formes d'innovations.
3. Cherchez des exemples d'innovations non technologiques.
4. Quelle est la différence entre une innovation radicale et une innovation incrémentale ? Illustrez à l'aide d'un exemple concret.

2 EXERCICE De l'invention au progrès technique

Production de connaissances
par des scientifiques, techniciens, ingénieurs, etc.

Production de biens ou de services
par des agents économiques : entreprises, entrepreneurs, administrations publiques, associations, etc.

Invention
(création d'une idée)
OU
Découverte
(révélation de l'existence d'un phénomène réel)

→ Application →

Innovation
Différents types : produit, procédé, organisationnelle et de commercialisation

→ Effet cumulatif →

Progrès technique
Ensemble des innovations qui transforment les produits et les activités productives, permettant généralement d'élever la productivité

1. À l'aide du schéma, distinguez parmi les éléments suivants ceux qui sont des découvertes, des inventions ou des innovations :
   a) La machine à vapeur (1769)
   b) Marquage des jeans Levi Strauss (1886)
   c) Le travail à la chaîne dans les usines Ford (1913)
   d) La pénicilline, premier antibiotique (1928)
   e) L'ADN (1953)
   f) La machine de Turing, modélisation de l'ordinateur (1936)
   g) Premier robot industriel (1961)
   h) Commercialisation de la première pomme de terre OGM (1994)
   i) Le Macintosh d'Apple (1984)
   j) Lancement de l'application Uber (2010)
2. Pour les éléments que vous avez caractérisés comme des innovations, déterminez à quel type d'innovation ils appartiennent.
3. Donnez des exemples d'innovations qui améliorent la productivité.

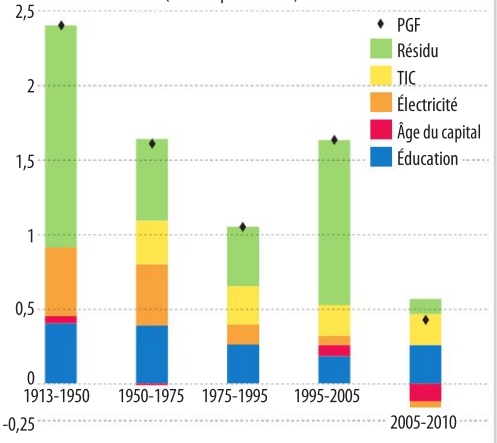
NE PAS CONFONDRE

Progrès technique et innovation

Les **innovations** n'arrivent pas de manière isolée, mais de manière cumulative, chaque innovation interagissant avec d'autres pour en générer de nouvelles. Le **progrès technique** désigne ce mouvement général qui devient un « progrès » dans la mesure où il élève la productivité.

DOC 3 La productivité globale des facteurs aux États-Unis

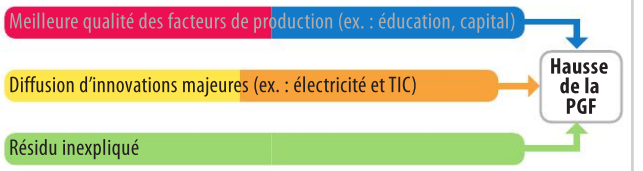
Décomposition de la croissance de la PGF entre qualité des facteurs de production et contribution des nouvelles technologies
(en % et points de %)



Source : A. Bergeaud, G. Cette, R. Lecat, *Le bel avenir de la croissance*, Odile Jacob, 2018.

1. Rédigez une phrase présentant la signification précise des données pour la période 1975-1995.
2. Comment semble évoluer à long terme la croissance de la productivité globale des facteurs ?
3. Comment l'éducation et la diminution de l'âge du capital permettent-elles d'améliorer la productivité ?
4. L'électricité et les TIC ont-elles eu des effets de même ampleur sur la productivité ?
5. Pourquoi existe-t-il encore un résidu, une fois pris en compte l'effet de ces variables ?

Les facteurs explicatifs de la hausse de la PGF



DOC 4 Le progrès technique permet une croissance cumulative

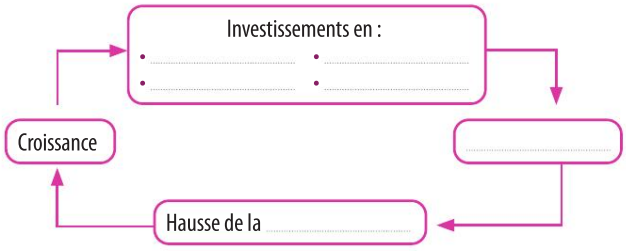
L'économie peut-elle croître indéfiniment ? A priori, la réponse est simple et claire, elle a l'évidence du bon sens : non, puisque les ressources matérielles de notre planète sont finies. […] Sauf que cet argument de bon sens est faux […].

Lorsqu'une ressource se raréfie, son prix augmente, ce qui incite à chercher des solutions de remplacement et rend certaines alternatives rentables. Par la découverte de nouvelles formes de production, c'est l'innovation qui permet de continuer à croître. Principal moteur de la croissance de long terme, l'innovation profite dans un premier temps à l'entreprise innovante ; mais tôt ou tard les idées se diffusent, sont reprises, copiées, adoptées par d'autres entreprises, et profitent à l'ensemble de l'économie. Le capital humain, constitué de l'ensemble des connaissances, est le facteur clé et, au contraire des ressources physiques, il n'est limité par aucune barrière matérielle, et peut donc nourrir indéfiniment un processus de croissance. […]

Quels sont donc les facteurs qui favorisent l'investissement dans les connaissances ? Avant tout, naturellement, l'éducation ; mais la santé contribue également à l'accumulation du capital humain : ces deux éléments conditionnent la recherche et l'innovation. En outre, pour qu'une entreprise puisse profiter de ses efforts de recherche et développement, son activité doit s'inscrire dans un environnement favorable, tant en termes d'institutions que d'infrastructures physiques et immatérielles.

P.-Y. Geoffard, « La seule croissance sera celle du capital humain », *Libération*, 15 octobre 2018.

1. Pourquoi la croissance ne bute-t-elle pas sur les limites des quantités de ressources disponibles ?
2. Pourquoi le progrès technique est-il considéré comme « endogène », c'est-à-dire permettant une croissance autoentretenue ?
3. Complétez le schéma avec les termes appropriés.
4. Comment le progrès technique permet-il une croissance indéfinie ?



S'entraîner

Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS P. 400

Vrai ou faux ?

1. Toutes les inventions deviennent des innovations.
2. Les innovations du numérique ont des effets très positifs sur la productivité.
3. L'accumulation des connaissances crée des externalités positives favorables à la croissance endogène.
4. Le ralentissement fort de la productivité globale des facteurs en France est peu favorable à la croissance économique.

2 Étude d'un document

BAC

À l'aide du document 3, analysez l'évolution de la productivité globale des facteurs aux États-Unis sur la période 2005-2010.

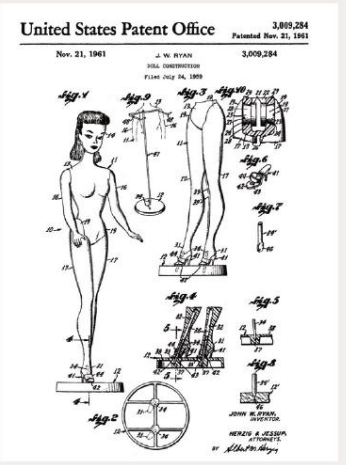
DOSSIER 3 Quel est le rôle des institutions dans la croissance économique ?

• Institutions

POUR COMMENCER

DOC 1 À quoi servent les brevets ?

Le brevet de la poupée Barbie, déposé aux États-Unis, le 21 novembre 1961


United States Patent Office 3,009,284 Patented Nov. 21, 1961
Nov. 21, 1961 J. W. RYAN 3,009,284

United States Patent Office est le Bureau américain des brevets.

Barbie aujourd'hui

Plus de 800 millions de poupées Barbie ont été produites et vendues depuis le lancement en 1959 par Mattel. Cela en fait le jouet le plus rentable de l'histoire.



Collection 2019 créée pour les 60 ans de Barbie.

1. Quels éléments importants doivent figurer sur un brevet ? Illustrez votre réponse à l'aide du brevet de la poupée Barbie.
2. Montrez qu'un brevet est une incitation à investir et innover.

REPÈRE

Brevets et licences

Un **brevet** protège une innovation technique, c'est-à-dire un produit ou un procédé qui apporte une solution technique à un problème technique donné. Il donne à celui qui le possède un monopole sur son exploitation économique, sauf s'il vend des autorisations d'utiliser l'innovation (des **licences**) à d'autres agents.

DOC 2 Institutions et croissance

Une façon pour les décideurs politiques de stimuler la croissance économique consiste à protéger les droits de propriété et à promouvoir la stabilité politique. […] Les droits de propriété font référence à la capacité qu'ont les individus d'exercer une autorité sur les ressources qu'ils possèdent. Une compagnie minière ne fera pas l'effort d'extraire du fer si elle sait que ce minerai sera volé. Elle ne le fera que si elle est sûre de pouvoir retirer un bénéfice des ventes de fer à venir. Pour cette raison, les tribunaux jouent un rôle important dans l'économie : ils garantissent les droits de propriété. Le vol est puni par les tribunaux et le respect des termes des contrats entre acheteurs et vendeurs est garanti par les tribunaux civils. […]

Dans de nombreux pays, la justice ne fonctionne pas bien. Les contrats sont difficiles à exécuter et la fraude reste souvent impunie. Dans des cas extrêmes, non seulement le gouvernement ne réussit pas à faire respecter les termes des contrats, mais en plus il lui arrive même de les enfreindre. Pour faire vivre leur entreprise dans certains pays, des entrepreneurs sont parfois obligés de corrompre des membres influents du gouvernement en place et la corruption constitue une entrave de coordination des mécanismes de marché. Elle décourage aussi l'épargne nationale et l'investissement en provenance de l'étranger.

Gregory N. MANKIW et Mark P. TAYLOR, *Principes de l'économie*, 4e édition, De Boeck, 2016.

1. Qu'est-ce qu'un droit de propriété ?
2. Quelles sont les institutions nécessaires au respect des droits de propriété ?
3. À quoi correspond la corruption ?
4. Pourquoi la corruption entrave-t-elle la coordination des mécanismes de marché ?

DÉFINITION

Institutions

Ensemble des organisations et des règles, formelles et informelles, qui encadrent et favorisent les relations entre les agents économiques.

3 EXERCICE Les institutions indispensables à la croissance économique

Institutions créatrices de marchés : institutions qui protègent les droits de propriété et qui permettent l'exécution des contrats.

Institutions de réglementation des marchés : institutions qui réglementent les marchés, en particulier pour que la concurrence puisse s'exercer, et pour limiter les effets des externalités négatives.

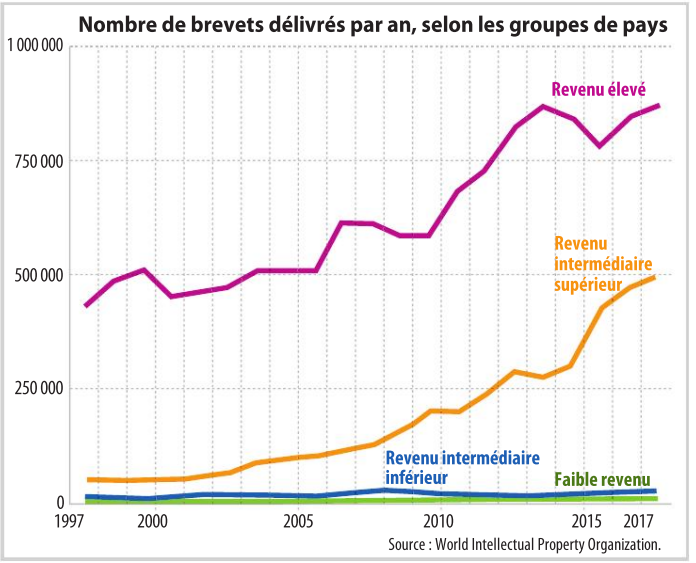
Institutions de stabilisation des marchés : institutions qui limitent l'inflation, les déséquilibres macroéconomiques et évitent les crises financières.

Institutions de légitimation des marchés : institutions qui légitiment les résultats de l'activité économique, en fournissant une protection sociale et en redistribuant les richesses.

Source : D'après Dani RODRIK et Arvind SUBRAMANIAN, « La primauté des institutions », *Finances et développement*, 2003.

1. Associez les exemples suivants à l'un des quatre types d'institutions :
   a) La Banque centrale
   b) Les droits d'auteur
   c) L'Autorité de la concurrence
   d) Le tribunal de commerce
   e) La Sécurité sociale
   f) La monnaie
   g) Un brevet
   h) L'impôt sur les bénéfices
   i) L'Institut national de la propriété intellectuelle (INPI)
2. En prenant l'exemple du chemin de fer, listez les institutions nécessaires à son développement.

DOC 4 L'évolution des brevets délivrés entre 1997 et 2017



1. Comment a évolué le dépôt de brevets dans les pays à revenu élevé entre 1997 et 2017 ?
2. À l'aide de l'outil statistique approprié, calculez l'écart entre les brevets délivrés par les pays à revenu élevé et les autres pays, en 2017.
3. Quelle est la corrélation mise en évidence dans ce graphique ? Rappelez la distinction entre corrélation et causalité.
   Fiche outil n° 12 p. 368
4. Pourquoi les pays à revenu élevé ont-ils tant besoin de protéger leurs innovations ?

S'entraîner — Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS P. 400

Complétez le texte avec les mots suivants : institutions • croissance • corrompues • droits de propriété • recherches • tribunaux • inciter • brevet • innove • voler • contrefaçon.

Les _____ sont fondamentaux pour favoriser la croissance économique. En effet, sans droit de propriété, les entreprises ne sont pas incitées à produire puisqu'elles peuvent se faire « _____ » leur production. La _____, par exemple, est considérée comme une fraude puisque le droit de propriété est utilisé par quelqu'un qui n'y est pas autorisé. De même, un entrepreneur qui _____ peut se faire dérober le résultat de ses _____ s'il ne dépose pas un _____ pour protéger son innovation. Pour cela, il faut que les pays disposent d'_____ solides et non _____ (_____, autorités de la concurrence, banques centrales…) pour _____ à innover et ainsi favoriser l'activité et la _____ économique.

2 Mobiliser ses connaissances

BAC

Comment les brevets peuvent-ils favoriser la croissance ?

B Les effets de la croissance économique et du progrès technique

DOSSIER 4 Le progrès technique : créateur ou destructeur ?

• Destruction créatrice

POUR COMMENCER

DOC 1 Quels sont les effets des innovations sur l'activité économique ?



La location d'appartements entre particuliers, grâce à la plateforme en ligne Airbnb.

1. De quel type d'innovation est-il question ici ?
2. Quels peuvent être les effets destructeurs de cette innovation ?
3. Cette innovation a-t-elle, par ailleurs, des effets créateurs ? Si oui, lesquels ?

DÉFINITION

Destruction créatrice

Processus par lequel les innovations s'accompagnent de la création de nouvelles activités mais aussi de la disparition ou du déclin d'autres activités, selon Joseph A. Schumpeter (1883-1950).

DOC 2 Le processus de destruction créatrice

L'impulsion fondamentale qui met et maintient en mouvement la machine capitaliste est imprimée par les nouveaux objets de consommation, les nouvelles méthodes de production et de transport, les nouveaux marchés, les nouveaux types d'organisation industrielle – tous éléments créés par l'initiative capitaliste. […]

L'histoire de l'équipement productif d'une ferme typique, à partir du moment où furent rationalisés l'assolement, les façons culturales et l'élevage jusqu'à aboutir à l'agriculture mécanisée contemporaine – débouchant sur les silos et les voies ferrées, – ne diffère pas de l'histoire de l'équipement productif de l'industrie métallurgique, depuis le four à charbon de bois jusqu'à nos hauts fourneaux contemporains, ou de l'histoire de l'équipement productif d'énergie, depuis la roue hydraulique jusqu'à la turbine moderne, ou de l'histoire des transports, depuis la diligence jusqu'à l'avion. L'ouverture de nouveaux marchés nationaux ou extérieurs et le développement des organisations productives, depuis l'atelier artisanal et la manufacture jusqu'aux entreprises amalgamées telles que l'*U.S. Steel*, constituent d'autres exemples du même processus de mutation industrielle […] qui révolutionne incessamment *de l'intérieur* la structure économique, en détruisant continuellement ses éléments vieillis et en créant continuellement des éléments neufs. Ce processus de *destruction créatrice* constitue la donnée fondamentale du capitalisme : c'est en elle que consiste, en dernière analyse, le capitalisme et toute entreprise capitaliste doit, bon gré mal gré, s'y adapter.

Joseph SCHUMPETER, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, 1942, Éd. Payot.

1. Illustrez chacun des aspects du progrès technique, mis en évidence dans la première phrase, par un exemple récent.
2. Relevez la phrase du texte de Schumpeter définissant la destruction créatrice.
3. Quelles sont les caractéristiques des activités qui disparaissent ? De celles qui se développent ? Vous illustrerez à l'aide du document 1.
4. Pourquoi le progrès technique, selon Schumpeter, est-il à l'origine d'un processus de destruction créatrice ?

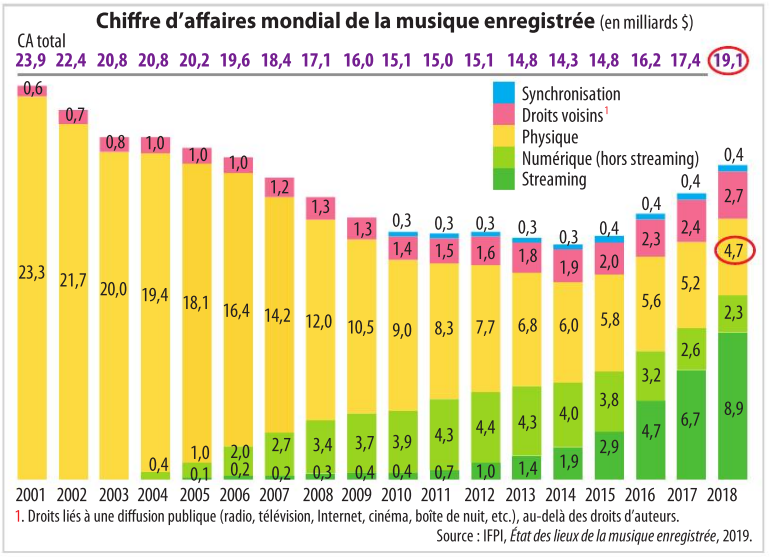


REPÈRE

Joseph Aloïs Schumpeter (1883-1950)

Économiste autrichien, il a étudié l'évolution du système capitaliste et le rôle central de l'entrepreneur et des innovations. Il assimile l'innovation à un phénomène de « destruction créatrice » puisque l'innovation est à la fois source de croissance économique et facteur de crise.

DOC 3 Le numérique bouleverse le marché de la musique



1. Rédigez une phrase présentant la signification précise des données entourées.
2. Dégagez les grandes périodes d'évolution du chiffre d'affaires mondial de la musique enregistrée depuis 2001.
3. Calculez la part de la musique en ligne (streaming et numérique) dans le chiffre d'affaires mondial de la musique en 2018, puis faites une phrase exprimant la signification du résultat.
4. Comment ces données illustrent-elles le concept de destruction créatrice ?

DOC 4 Y a-t-il un essoufflement des innovations ?

Lorsque les premiers ordinateurs de bureau ont été introduits, des *pools* de secrétaires faisaient un travail aujourd'hui totalement révolu : taper des milliers de pages sans droit à l'erreur. Les données informatiques étaient stockées sur des cartes perforées. La musique s'écoutait sur des microsillons et personne n'aurait imaginé possible de disposer de plusieurs milliers de chansons dans l'équivalent d'une boîte d'allumettes. On envoyait des lettres par courrier, dont la réponse venait plusieurs jours plus tard. Il fallait rester devant son téléphone lorsqu'on attendait un appel important. À l'aune de l'ensemble de ces transformations, les années soixante apparaissent bien comme un âge de pierre. Pour autant, la période écoulée depuis le premier PC d'IBM n'a pas été particulièrement brillante en matière économique. Pour la grande majorité des habitants des pays avancés, la stagnation des revenus est devenue la règle. […]

Face aux innovations exceptionnelles du siècle précédent, seul le smartphone apparaît comme une innovation dont la radicalité se compare aux bouleversements antérieurs. Pour [l'économiste Robert] Gordon, la bulle Internet a été un événement unique, dont les effets se sont déjà dissipés ! « La vie est plus agréable et nous avons plus de choses à consommer, mais la vitesse du progrès matériel a ralenti, relativement à ce qu'ont connu les deux ou trois générations précédentes. » […] Selon Gordon, l'informatisation de la société a produit une secousse importante mais éphémère.

Daniel Cohen, *Le Monde est clos et le désir infini*, Albin Michel, 2015.

1. Illustrez le phénomène de destruction créatrice à l'aide des premières lignes du texte.
2. Quels sont les effets possibles sur l'emploi ?
3. Quel paradoxe est mis en évidence dans la deuxième partie du texte ?
4. La destruction créatrice est-elle moins intense aujourd'hui que lors des Trente Glorieuses ?

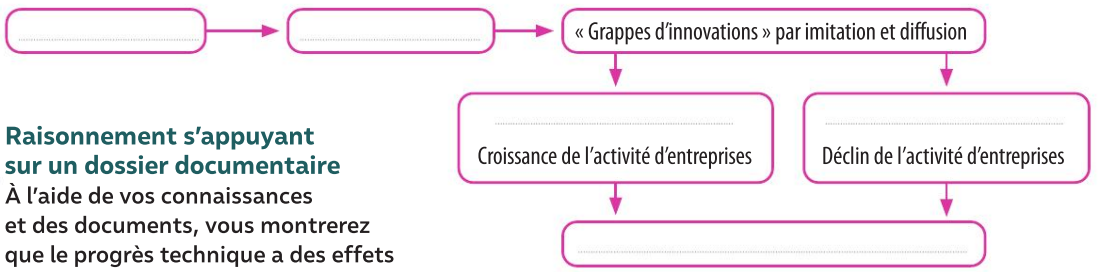
S'entraîner

Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS P. 400

Complétez le schéma avec les éléments suivants : Alternance de hausse et de baisse de la production et de l'emploi • Invention • Création • Innovation • Destruction.



2 Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire

BAC

À l'aide de vos connaissances et des documents, vous montrerez que le progrès technique a des effets contradictoires sur l'activité économique.

DOSSIER 5 Comment le progrès technique engendre-t-il des inégalités de revenus ?

• Inégalités de revenus

POUR COMMENCER

DOC 1 De la librairie au commerce en ligne des livres

a) Une librairie indépendante à Paris



b) Un hangar Amazon



1. Quels sont les effets du développement du commerce en ligne sur les emplois dans les librairies ?
2. Recensez les différences entre les emplois sur les deux photos.
3. Selon vous, quel est l'effet du commerce en ligne sur les inégalités de salaire ?

DOC 2 Les innovations profitent-elles de la même façon à tous les travailleurs ?

Les robots vont-ils prendre nos emplois ? Quels sont les métiers menacés par l'automatisation ? C'est souvent à travers un prisme quantitatif que sont analysés les effets de l'innovation sur l'emploi. C'est l'originalité d'une récente note du Ceet[1] que de s'intéresser à ses effets sur la qualité des emplois. […] Des travaux préexistants, Richard Duhautois et ses coauteurs retiennent l'hypothèse selon laquelle « les entreprises innovantes préfèrent investir dans leur capital humain plutôt que flexibiliser l'emploi ». Un postulat partiellement confirmé par leur enquête, qui met en évidence un lien positif entre innovations de produit et emploi en contrat à durée indéterminée (CDI)… mais uniquement dans le secteur industriel. […] Les innovations de procédés, elles, ont plutôt tendance à détruire de l'emploi : leur raison d'être, en effet, est souvent de réduire la quantité de travail nécessaire à la production d'un bien ou d'un service. L'impact sur les salaires est également différencié. D'un point de vue théorique, suite à une innovation, la rémunération des travailleurs peut diminuer si le capital innovant vient se substituer au travail ou, au contraire, augmenter si les salariés lui sont complémentaires et pèsent suffisamment pour pouvoir négocier et capter une partie des gains que cette innovation procure. Selon les données obtenues par les auteurs du Ceet, c'est clairement la première option qui domine.

Aude Martin, « L'innovation ne profite qu'aux plus qualifiés », *Alternatives économiques*, 25 mars 2019.

1. Centre d'études de l'emploi et du travail.

REPÈRE

Substituabilité ou complémentarité des facteurs de production

Produire consiste à combiner des facteurs de production : le travail et le capital. Selon les productions, et selon les emplois, ces facteurs sont complémentaires (jusqu'à présent, il faut un conducteur pour les camions) ou substituables (l'intelligence artificielle permettra, à terme, de remplacer les conducteurs).

1. Expliquez et illustrez les expressions « capital humain » et « flexibiliser l'emploi ».
2. Quel est l'effet des innovations de procédés sur l'emploi ?
3. Quel est le lien entre innovations de produit, investissements en capital humain et emplois en CDI ?
4. Complétez le tableau avec les éléments suivants :
Investissement en capital humain • Hausse • Substituabilité • Complémentarité • Substitution du capital au travail • Baisse.

Tableau à imprimer

Type d'innovations	Innovations de procédé	Innovations de produit
Conséquences sur la combinaison productive	.....	.....
Relations entre innovation et emploi	.....	.....
Effet sur les salaires	..... des salaires des emplois concernés	..... des salaires des emplois concernés

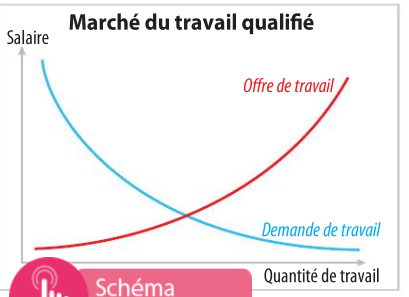
DOC 3 Les effets contrastés du progrès technique sur les revenus

Les États-Unis ont été incontestablement les pionniers de la massification de l'enseignement supérieur. […] Au contraire, la France est demeurée longtemps extrêmement sélective. Au début des années 1970, seuls 18 % d'une classe d'âge obtenaient un diplôme du supérieur. […]

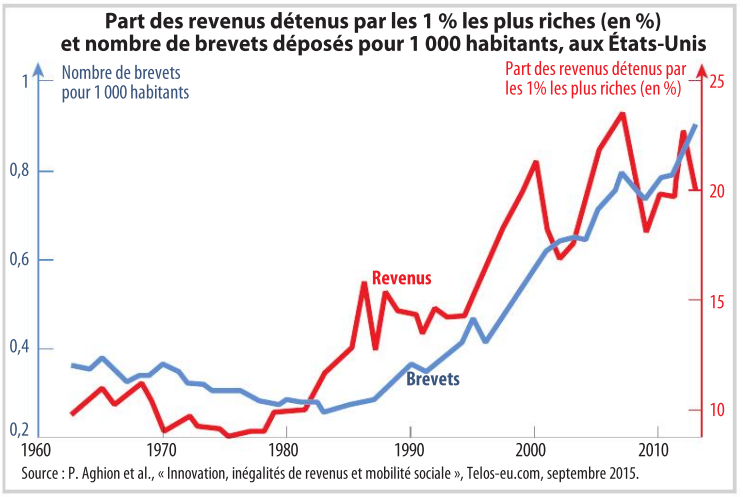
Les hausses du niveau d'éducation ont influencé les inégalités de salaire par effet de composition. Mais comme elles ont augmenté l'offre de travail qualifié, elles ont aussi fait pression à la baisse sur les salaires. […] Plus la population est éduquée, plus il devient rentable d'inventer ou d'adopter des technologies complémentaires aux emplois qualifiés, ce qui stimule la demande des firmes pour ce type de travail. Selon Claudia Goldin et Lawrence Katz, la combinaison de ces deux mécanismes, dont l'effet sur les salaires est opposé, a guidé les grandes tendances des inégalités de salaire durant le siècle dernier. L'évolution des salaires des travailleurs qualifiés ressemble à une course entre l'éducation, qui augmente l'offre et baisse les salaires, et la technologie, toujours plus gourmande en travail qualifié, qui stimule la demande et les salaires. La manière dont les inégalités évoluent permet de comprendre qui domine cette course : quand le salaire des employés qualifiés stagne ou recule, l'offre gagne la course ; quand le salaire augmente, c'est la technologie qui l'emporte.

G. Verdugo, « *Les nouvelles inégalités du travail. Pourquoi l'emploi se polarise* », © 2017 Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.

1. Rappelez ce qu'est l'offre de travail, la demande de travail et le prix sur le marché du travail.
2. Sur le schéma ci-contre, déplacez la courbe d'offre de travail de manière à faire apparaître les conséquences d'une augmentation du nombre de travailleurs qualifiés.
3. Quel est l'effet du progrès technique sur la demande de travail qualifié ? Déplacez la courbe de demande de travail pour représenter cet effet.
4. À l'aide de vos réponses, expliquez la phrase soulignée.



DOC 4 Quel lien entre innovation et inégalités de revenus ?



1. Rédigez une phrase présentant la signification précise des données pour l'année 2013.
2. À l'aide d'un coefficient multiplicateur, calculez l'évolution de la part des revenus détenus par les 1 % les plus riches aux États-Unis et du nombre de brevets déposés entre 1970 et 2013, et faites une phrase avec le résultat. Fiche outil n° 2 p. 350
3. Quelle corrélation est mise en évidence par ce graphique ? Expliquez-la. Fiche outil n° 12 p. 368

S'entraîner

Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS P. 409

Complétez le texte avec les mots suivants : progrès technique • offre • inégalités • qualifiés.

Les ..... ont fortement augmenté ces dernières années dans les pays riches et développés. Une des explications possibles est le ..... . Les nouvelles technologies accroissent la productivité des travailleurs les plus ..... , ce qui entraîne pour ces derniers des rémunérations plus élevées. Mais face au développement des technologies, la population se forme toujours plus, ce qui a pour effet d'augmenter l'..... de travail qualifié et de baisser les salaires.

2 Mobiliser ses connaissances

BAC

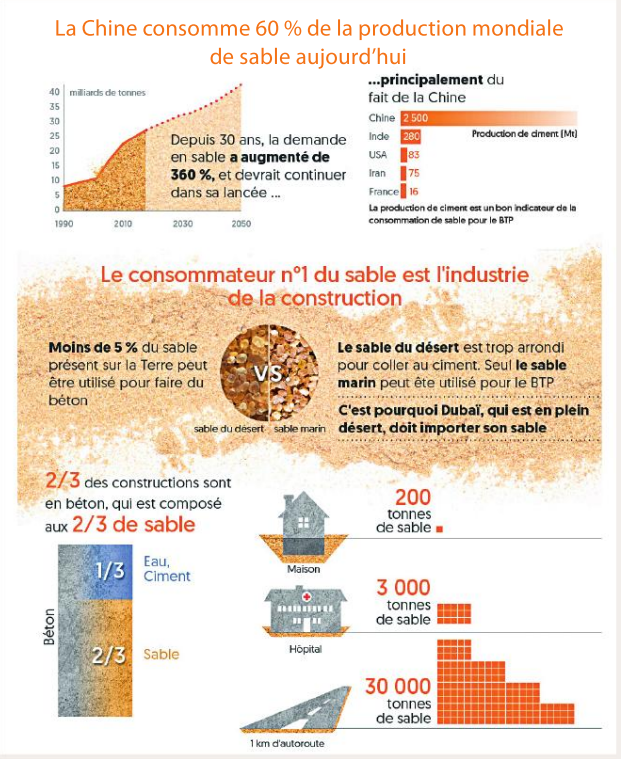
Expliquez quel peut être l'effet du progrès technique sur les revenus des plus qualifiés.

DOSSIER 6 La croissance peut-elle être respectueuse de l'environnement ?

• Biens communs • Croissance soutenable

POUR COMMENCER

DOC 1 Vers une pénurie de sable ?



Source : Natura-Sciences, 28 novembre 2018.

1. À l'aide de l'encadré, montrez que le sable est un bien commun.
2. Comment expliquer l'augmentation de la demande mondiale de sable ?
3. Pourquoi va-t-on vers une pénurie de sable ?
4. Selon vous, quelles sont les conséquences environnementales de l'exploitation du sable marin ?

Rappel de 1re

La tragédie des communs

Elle concerne les biens communs, c'est-à-dire des biens non excluables et rivaux. Elle correspond à une situation de surexploitation d'une ressource limitée lorsque celle-ci est accessible à tous et qu'il y a concurrence pour l'obtenir.

DOC 2 Le CO_2 s'accumule dans l'atmosphère

La concentration de CO_2 dans l'atmosphère a atteint un nouveau record selon le dernier bulletin de l'Organisation météorologique mondiale, or la question de la concentration de dioxyde de carbone (CO_2) dans l'atmosphère est centrale pour limiter les effets du changement climatique. Ce gaz, dont la concentration dans l'atmosphère a augmenté de plus de 40 % depuis le début du XIXe siècle, favorise l'effet de serre et donc le réchauffement climatique. Il est incolore, inodore, à la saveur piquante selon la Société chimique de France, et s'il n'est pas intrinsèquement mauvais pour la santé, il l'est pour le climat.

Pour comprendre l'évolution des rejets de ce gaz dans l'atmosphère et combien l'environnement ne parvient plus à l'absorber, il faut mettre en avant ces chiffres : les activités humaines sur toute la planète produisaient 25 gigatonnes (25 milliards de tonnes) de CO_2 en 2000 contre… 1,5 en 1950. En 2016, nous en avons collectivement émis 36,3 gigatonnes. […] Le CO_2, dont le niveau élevé des émissions est massivement dû aux activités humaines, est le principal responsable du réchauffement climatique. Il a moins de pouvoir « réchauffant » – à effet de serre – que d'autres gaz émis par les activités humaines, mais il se retrouve dans l'atmosphère dans de telles quantités qu'il est celui dont il est urgent de réduire la quantité, selon les scientifiques du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).

Pierre Breteau, *Le Monde*, 9 novembre 2017.

REPÈRE

Réchauffement climatique

Modification du climat caractérisée par un accroissement de la température moyenne à la surface de la Terre en raison, en particulier, des activités humaines qui accroissent les émissions de gaz à effet de serre.
Synonyme : dérèglement climatique.

1. Calculez le taux de variation des émissions de CO_2 entre 1950 et 2016 et faites une phrase avec le résultat obtenu.
2. Quelles peuvent être les conséquences du réchauffement climatique ?

DOC 3 Qu'est-ce qu'une croissance soutenable ?

Le capital dont disposent les sociétés humaines peut être soit *naturel* – les ressources naturelles étant elles-mêmes soit renouvelables (par exemple les couverts végétaux, les énergies hydrauliques, éoliennes ou solaires), soit non renouvelables (les énergies fossiles comme le charbon, le gaz, le pétrole, etc.) –, mais ce capital peut aussi être *construit* : le capital physique des infrastructures et des biens produits, le capital financier, le capital humain des compétences et des qualifications, le capital social des réseaux et des relations.

La durabilité[1] est dite *forte* […] quand on considère que le capital naturel doit absolument être maintenu en état. Elle est dite *faible* […] lorsque la somme du capital naturel et du capital construit doit être maintenue constante, c'est-à-dire que l'on peut substituer du capital construit à du capital naturel. […]

Les partisans de la durabilité forte estiment que les activités humaines doivent être limitées pour préserver la planète : l'homme n'est qu'une espèce parmi les autres sur la Terre. Pour eux, l'environnement prime : ils prônent la conservation du patrimoine naturel, la sanctuarisation des milieux et des espèces animales et végétales menacées, voire la croissance zéro. […] Les tenants [de la durabilité faible] se caractérisent par une grande confiance dans les techniques : pour eux, le progrès remet en question la notion d'irréversibilité des destructions et des dégradations portées à l'environnement. Un fleuve pollué peut être dépollué, une forêt détruite peut être replantée, la biodiversité végétale réintroduite par une action volontariste.

Sylvie Brunel, *Le développement durable*, Que sais-je ?, PUF, 6e édition, 2018.

1. Durabilité ou soutenabilité. Ces deux termes ont le même sens.

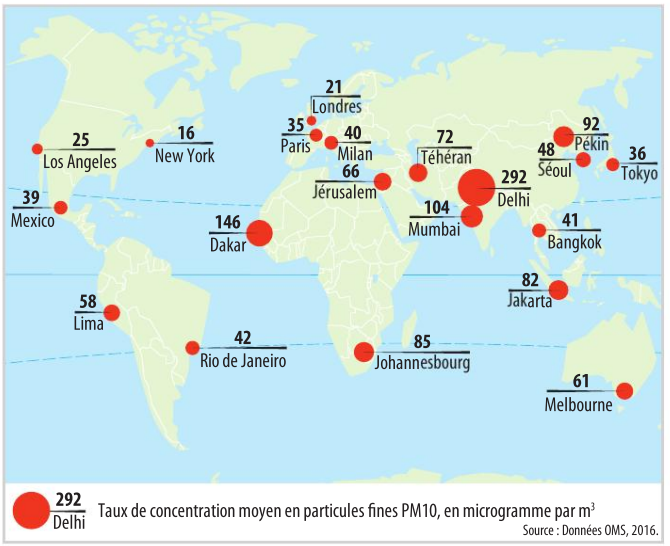
1. Quelles sont les caractéristiques du capital naturel ?
2. À quelles conditions parle-t-on d'une soutenabilité faible ?
3. Comment l'innovation peut-elle permettre de compenser la diminution du capital naturel ?
4. Montrez que des innovations technologiques, mais aussi de commercialisation ou organisationnelles, permettraient de repousser les limites écologiques de la croissance.

Lien audio



« Bientôt des robots pollinisateurs pour remplacer les abeilles », RTL, 18 mars 2018.

DOC 4 Les villes les plus polluées au monde



Source : Données OMS, 2016.

1. Dans quel type de pays trouve-t-on les huit villes les plus polluées au monde ?
2. À l'aide de l'outil statistique adapté, mesurez l'écart entre le taux d'émission annuel de PM10 recommandé par l'OMS et celui des villes de Delhi et de Paris.
3. Quelles sont les principales sources d'émissions de particules fines dans les villes ?
4. Pourquoi une forte croissance économique entraîne-t-elle une hausse des émissions de particules fines ?

REPÈRE

Recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) concernant la concentration des particules fines PM10 dans l'air

20 µg/m³ moyenne annuelle
50 µg/m³ moyenne sur 24 heures

S'entraîner

Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS P. 400

Vrai ou faux ?

1. La croissance économique a des conséquences négatives sur le stock de capital naturel.
2. La hausse des émissions de CO_2 est très récente.
3. La thèse de la soutenabilité forte prône le développement des innovations.
4. La thèse de la soutenabilité faible prône de tendre vers une croissance zéro.

2 Mobiliser ses connaissances

BAC

Montrez que la croissance économique se heurte à des limites écologiques.

ACTIVITÉ 1 Schématiser

Vers une stagnation séculaire ?

Objectifs

Savoirs : productivité globale des facteurs, innovation, croissance économique.

Savoir-faire : interpréter des taux de variation, schématiser.

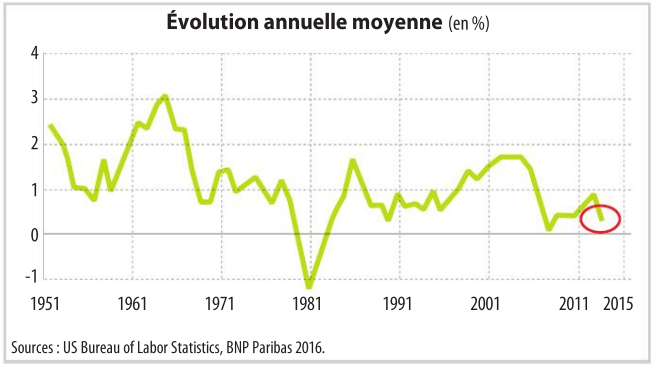
Vous partez étudier aux États-Unis l'année prochaine. Votre professeur de SES, qui a lu les travaux de Robert Gordon, vous sensibilise aux difficultés rencontrées par l'économie américaine… Des difficultés et un ralentissement que connaissent aussi les économies européennes et le Japon.

Votre mission **Votre professeur vous demande de synthétiser toutes les informations qu'il met à votre disposition ci-dessous sous la forme d'un schéma.**

ÉTAPE 1 Analyser les documents

40 min

DOC 1 Évolution de la productivité globale des facteurs aux États-Unis



Sources : US Bureau of Labor Statistics, BNP Paribas 2016.

1. Rédigez une phrase présentant la signification précise de la donnée entourée.
2. Dégagez de ce graphique les deux périodes où la production globale des facteurs (PGF) a crû fortement aux États-Unis, et les deux périodes où sa croissance est faible.
   Fiche outil n° 2 p. 350
3. Quelles innovations permettent d'expliquer les deux périodes de forte croissance ?
4. Comment maintenir la croissance aux États-Unis avec une faible croissance de la PGF ?

DOC 2 Robert Gordon : des « vents contraires » qui s'ajoutent au ralentissement de l'innovation

Lien vidéo WWW Vidéo



Robert Gordon, « La mort de l'innovation, la fin de la croissance », TED Talk, février 2013.

Après avoir visionné la vidéo, complétez le tableau.

Les 4 « vents contraires » qui pénalisent la croissance américaine aujourd'hui

Tableau à imprimer

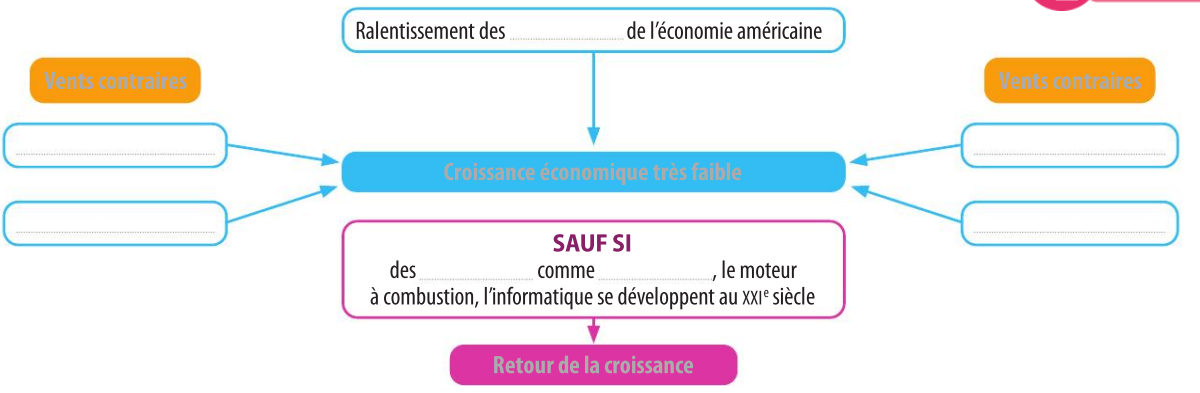
Difficultés rencontrées par l'économie américaine dans les domaines suivants :	
Démographie	
Éducation	
Dette	
Inégalités	

ÉTAPE 2 Synthétiser les informations

15 min

À l'aide de vos réponses aux questions des documents 1 et 2, complétez le schéma.

Schéma à télécharger



ACTIVITÉ 2 Rédiger un texte argumenté

Faut-il favoriser le développement des voitures électriques ?

Objectifs

Savoirs : innovation, croissance, pollution, réchauffement climatique.

Savoir-faire : rédiger un paragraphe argumenté, synthétiser.

Votre mission **Membre d'une association de protection de l'environnement, vous êtes invité au conseil municipal de votre ville. Les élus s'interrogent sur l'opportunité d'investir dans des bornes électriques pour inciter davantage d'habitants à rouler en voiture électrique et réduire les pics de pollution. Le conseil municipal vous a demandé de présenter une synthèse des arguments « pour » et « contre » avant votre audition.**

ÉTAPE 1 Répertorier les arguments

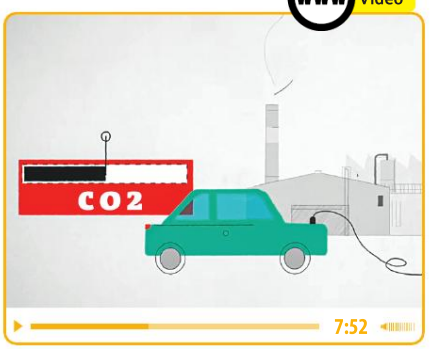
30 min

Analysez les trois documents afin de classer les arguments dans un tableau à deux colonnes :

Oui, il faut favoriser le développement de la voiture électrique en France.	Non, il ne faut pas favoriser le développement de la voiture électrique en France.

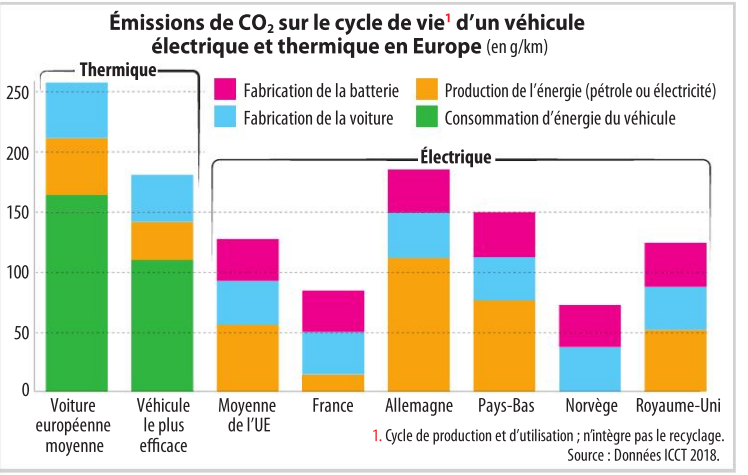
DOC 1 Les voitures électriques sont-elles vraiment plus écologiques ?

Lien vidéo WWW Vidéo



Le Monde, 10 décembre 2018.

DOC 2 Quelles émissions de CO_2 pour les voitures ?



1. Cycle de production et d'utilisation ; n'intègre pas le recyclage.
Source : Données ICCT 2018.

DOC 3 Comment recycler les batteries ?

Des métaux toxiques, rares, précieux, du plastique mais aussi des acides. Dans les batteries des voitures électriques, on retrouve un peu de tout. Des matières valorisables, mais aussi dangereuses et polluantes. À la SNAM, une des deux principales entreprises françaises spécialisées dans le recyclage des batteries, on se prépare à vivre de grands bouleversements dans les prochaines années. […] « L'exigence française est de recycler 50 % d'une batterie lithium ion, détaille le cadre[1]. Nous recyclons plus de 70 %. » Quant aux batteries rechargeables Nickel-Metal-Hydrure, là aussi la norme est de 50 %, mais c'est plus de 75 % de la batterie qui sont récupérés. Quid des 20 % à 30 % restants ? « Ils sont détruits, brûlés et à la fin il reste 2 % qui sont enfouis, précise Frédéric Salin. Oui, nous avons un impact sur l'environnement mais nous travaillons pour le limiter au maximum. »

Dans l'usine de Saint-Quentin-Fallavier, placée dans un environnement dépressionnaire pour éviter que des particules s'échappent, des employés munis de masques démontent les batteries, trient les différentes parties, les détruisent dans des fours ou les font fondre pour récupérer les métaux : nickel, aluminium, cuivre, cobalt, lithium ainsi que les fameuses terres rares (La, Ce, Nd, Pr).

Vincent Vérier, « Véhicules électriques : 700 000 tonnes de batteries à recycler en 2035 », *Le Parisien*, 12 août 2019.

1. Frédéric Salin est cadre de la SNAM.

ÉTAPE 2 Synthèse

25 min

Rédigez deux paragraphes AEI contradictoires en réutilisant les arguments collectés à l'étape précédente. Fiche méthode n° 1 p. 370 *Construire une argumentation*

L'essentiel

Quels sont les sources et les défis de la croissance économique ?

Podcast

La croissance économique est au cœur de nos préoccupations. En effet, c'est grâce à la création de nouvelles richesses que sont distribués les revenus qui permettent ensuite de consommer, d'investir… Il est donc fondamental de comprendre d'où vient cette croissance : quels sont les facteurs, économiques ou non, nécessaires pour qu'il y ait croissance ?

A Les origines de la croissance économique

Podcast

1. Quelles sont les sources de la croissance économique ?

La croissance économique correspond à l'augmentation des richesses produites dans un pays, pour une année donnée. La croissance est un phénomène récent puisqu'elle apparaît avec la Première Révolution industrielle dans les pays développés. Elle s'explique tout d'abord par l'**accumulation des facteurs de production**, c'est-à-dire l'accumulation du **facteur travail** (la main-d'œuvre) et du **facteur capital** (le capital productif fixe). En effet, lorsqu'on augmente les quantités de travail et/ou de capital, les quantités produites augmentent également.

Mais cette hausse des facteurs de production n'explique pas toute la croissance économique. La **combinaison** des facteurs de production peut être plus ou moins efficace. Une partie de la croissance s'explique alors par la **hausse de la productivité globale des facteurs** (PGF). Ces **gains de productivité** viennent du **progrès technique** incorporé au processus de production et aux facteurs de production. Schéma 1

2. Comment l'innovation favorise-t-elle la croissance ?

Le progrès technique correspond à l'ensemble des innovations qui entraînent une plus grande efficacité des activités productives, mesurée par des gains de productivité. Le décollage de la croissance au XIXe siècle n'est pas lié seulement à la hausse du nombre de travailleurs, dans un contexte de croissance démographique, mais aussi à des innovations comme la mécanisation qui a permis d'augmenter la production par travailleur, et donc le PIB par habitant.

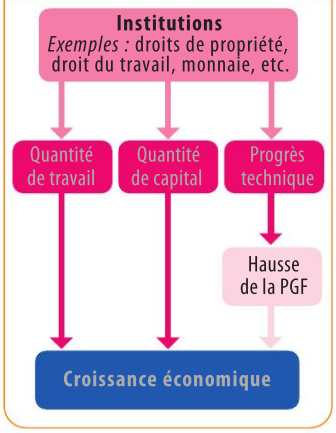
Le progrès technique est dit endogène, c'est-à-dire qu'il est créé par le système économique lui-même. En effet, ce sont les agents économiques (les entrepreneurs, l'État…), qui, grâce à leurs investissements, créent les conditions de la croissance. Les **investissements** dans la recherche-développement, la formation, les nouvelles technologies… vont créer des externalités positives, favorables à l'autoentretien de la croissance. Par exemple, l'accumulation des connaissances, grâce à l'éducation, va bénéficier à tous. Ces connaissances permettront d'innover ensuite dans du capital physique qui augmente les richesses produites… Plus les investissements sont nombreux, plus les capitaux s'accumulent et plus la croissance sera forte.

3. Quel est le rôle des institutions dans la croissance économique ?

Pour que la croissance soit possible, il est nécessaire toutefois que le pays soit doté d'institutions fiables pour que les entrepreneurs soient **incités à investir**. Tout d'abord, les **droits de propriété**, comme les **brevets**, doivent être protégés pour favoriser la recherche et l'innovation. L'entrepreneur peut ainsi bénéficier des fruits de son travail pendant un certain nombre d'années, en général 20 ans.

Il existe également de nombreuses autres institutions indispensables à l'activité économique, comme la Banque centrale, l'Autorité de la concur-

1 Les origines de la croissance économique



NOTIONS

Croissance économique
Augmentation durable de la production dans un pays, généralement mesurée grâce au taux de croissance du PIB en volume entre deux années. C'est un processus de long terme, qui se traduit à court terme par des phases d'expansion (taux de croissance positif) et de récession (taux de croissance négatif).

Facteurs de production
Ensemble des moyens mis en œuvre pour produire, c'est-à-dire générer de la valeur ajoutée : le travail (moyens humains) et le capital (biens et services qui servent durablement à produire). Au sens strict, les consommations intermédiaires n'en font pas partie, car elles sont détruites et transformées lors de la production.

Productivité globale des facteurs (PGF)
Amélioration de l'efficacité des facteurs de production et de leur combinaison. Elle se mesure en retranchant de la croissance du PIB tout ce qui est lié à l'utilisation de quantités plus importantes de travail et de capital.

Progrès technique
Ensemble des innovations qui transforment les produits et les activités productives, permettant généralement de réaliser des gains de productivité.

rence, l'Institut national de la propriété intellectuelle, les tribunaux, la Sécurité sociale… Ces institutions permettent de créer des marchés, de les réglementer, de les stabiliser et de les légitimer.

B Les effets de la croissance économique et du progrès technique

Podcast

4. Le progrès technique : créateur ou destructeur ?

Selon l'économiste J. A. Schumpeter les innovations sont fondamentales car elles permettent la croissance économique, grâce aux nouveaux produits mis en vente sur les marchés, aux nouveaux procédés de production, aux nouveaux modes de distribution…

Mais ces innovations sont à l'origine d'un double mouvement : le processus de destruction créatrice. D'un côté, l'innovation s'accompagne de la création de nouvelles activités, et donc de nouveaux emplois, ce qui est favorable à la croissance économique. De l'autre, l'innovation détruit les activités obsolètes ou dépassées, ce qui entraîne des faillites d'entreprises et des phases de ralentissement économique ou de récession.

5. Comment le progrès technique engendre-t-il des inégalités de revenus ?

Le progrès technique, par ailleurs, ne bénéficie pas à tous de la même façon. Les **employés** et les **ouvriers** subissent en partie la concurrence des innovations de procédés, ce qui menace leur emploi et leur revenu. Les **professions intermédiaires** et les **cadres** subissent moins directement la concurrence des innovations de procédés. Mais le développement des innovations et des nouvelles technologies nécessite en parallèle de plus en plus de qualifications. Cette **montée des qualifications** a un double effet sur les salaires des plus qualifiés : la forte demande de personnes qualifiées par les entreprises a un effet positif sur les salaires, mais dans le même temps l'offre de personnes qualifiées augmente aussi, en raison de la **massification scolaire**, ce qui pèse sur les salaires des plus qualifiés. Tout cela se traduit par une hausse générale des **inégalités de revenus**. C'est ce qu'on constate en Europe ou aux États-Unis par exemple depuis plusieurs décennies.

6. La croissance peut-elle être respectueuse de l'environnement ?

La poursuite de la croissance économique s'accompagne également de limites écologiques nombreuses. En effet, l'activité économique épuise les **ressources naturelles** et crée de la **pollution**. Le **capital naturel**, à savoir les ressources naturelles directement utiles à l'homme, est donc fortement endommagé.

Schéma 2 Rappel de 1re Défaillance de marché, p. 409

Deux approches s'opposent toutefois pour défendre une croissance soutenable. Pour les partisans de la **soutenabilité faible**, les différents capitaux nécessaires à la croissance (naturel, humain, physique et social) sont **substituables**, c'est-à-dire que si un des capitaux vient à manquer on peut le remplacer par un autre. Si le pétrole disparaît, les hommes pourront créer/inventer une autre source d'énergie pour le remplacer. Dans cette approche le progrès technique et les innovations ont donc une place centrale. Pour les tenants de la **soutenabilité forte**, il est impossible de remplacer un capital par un autre, car les capitaux sont **complémentaires**. Il est donc nécessaire de préserver avant tout le capital naturel qui est irremplaçable.

Par ailleurs, l'activité humaine, depuis la Révolution industrielle, est à l'origine d'une modification du climat, qui se manifeste par un **réchauffement climatique**. Les émissions de gaz à effet de serre émis en trop grande quantité et responsables de ce réchauffement climatique viennent des activités économiques telles que l'agriculture, le transport, l'industrie…

NOTIONS

Innovation
Utilisation à des fins productives d'une invention ou d'une découverte. Elle peut prendre plusieurs formes : innovation technologique de produit ou de procédé, qui résulte de dépenses en recherche et développement, mais aussi innovations non technologiques, organisationnelles ou de commercialisation.

Croissance endogène
Croissance résultant d'un progrès technique, lui-même endogène et cumulatif. Ce progrès technique est généré par l'accumulation de certains facteurs de production (capital humain, connaissances, infrastructures, etc.) qui génèrent des externalités positives et une croissance autoentretenue, dégageant les ressources pour l'accumulation de ces sources de croissance.

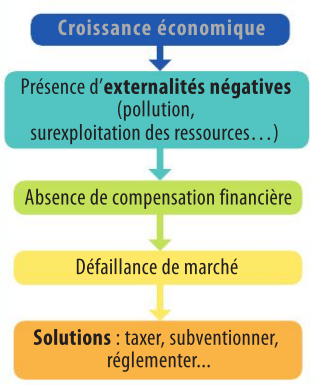
Institutions
Ensemble des organisations et des règles, formelles et informelles, qui encadrent et favorisent les relations entre les agents économiques.

Destruction créatrice
Processus par lequel les innovations s'accompagnent de la création de nouvelles activités mais aussi de la disparition ou du déclin d'autres activités, selon Joseph A. Schumpeter (1883-1950).

Inégalités de revenus
Répartition non uniforme des revenus entre les individus ou les groupes sociaux et qui crée des hiérarchies.

Croissance soutenable
Croissance économique durable, c'est-à-dire qui répond aux besoins des générations présentes sans compromettre ceux des générations futures.

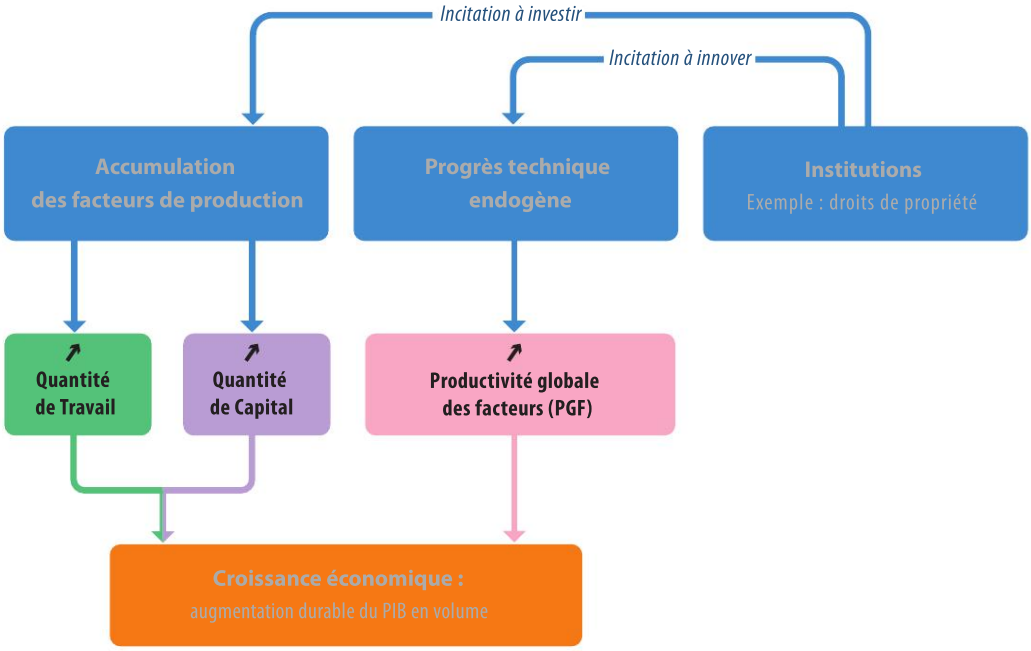
2 La pollution, une défaillance de marché



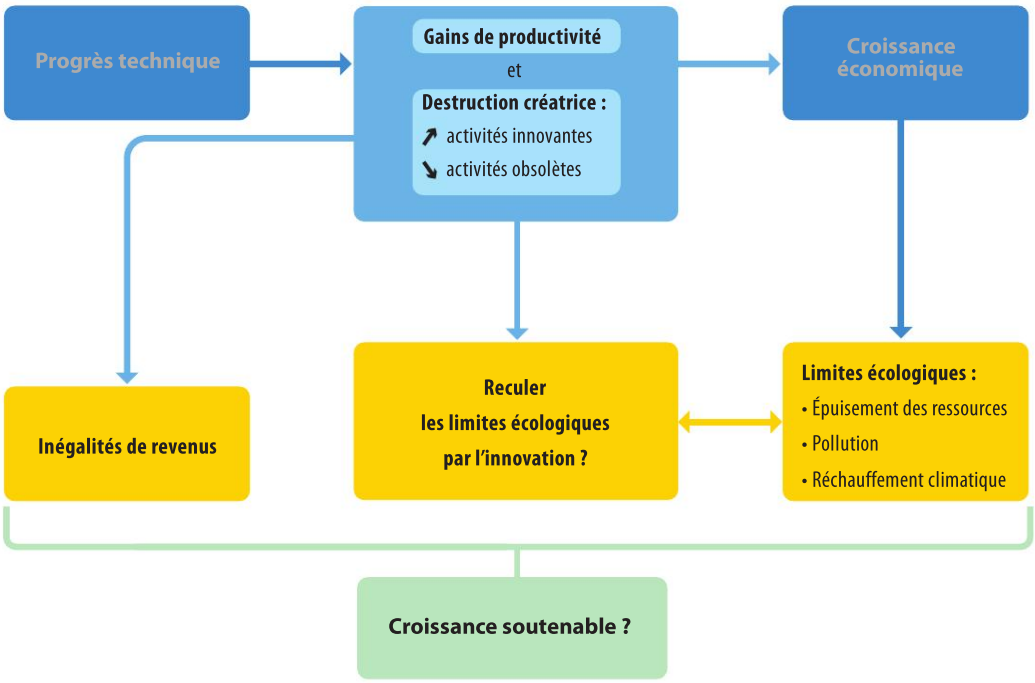
L'essentiel en schéma

Schéma interactif — Schémas animés

A Les origines de la croissance économique



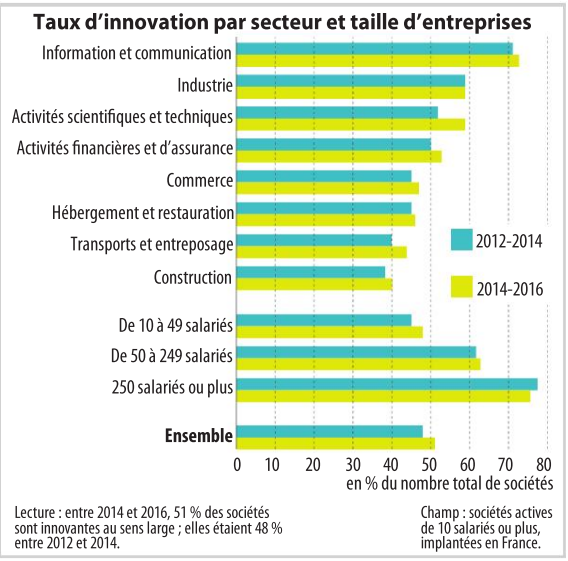
B Les effets de la croissance économique et du progrès technique



Utilisez les statistiques

1 Comparer des proportions

Objectifs de savoir-faire *Interpréter des pourcentages de répartition et comparer des proportions* Fiche outil n° 1 p. 349

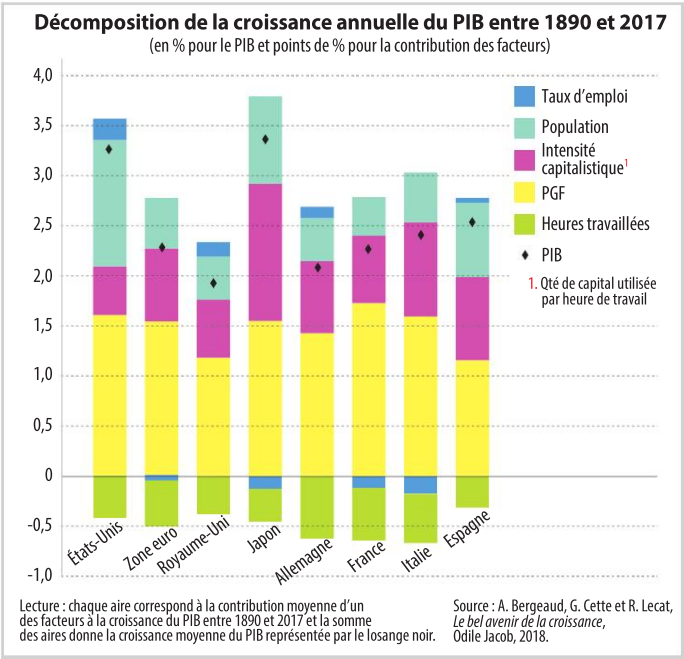


1. Rédigez une phrase présentant la signification précise des données pour les entreprises du commerce.
2. Quels sont les secteurs d'activité où les entreprises innovent le plus ? Justifiez à l'aide de données chiffrées.
3. En fonction de leur taille, quelles sont les entreprises qui innovent le plus ? Justifiez à l'aide de données chiffrées.
4. Comment ont évolué les taux d'innovation dans l'information et la communication ? dans les entreprises de 250 salariés ou plus ? Justifiez à l'aide de données chiffrées.

Source : INSEE Première, n° 1709, septembre 2018.

2 Interpréter des taux de variation moyens

Objectifs de savoir-faire *Interpréter des taux de variation et lire une contribution en points de pourcentage* Fiche outil n° 2 p. 350



1. Comment obtient-on la valeur du losange noir pour chaque pays ou groupe de pays ?
2. Rédigez une phrase présentant la signification précise de l'ensemble des données pour la zone euro.
3. À l'aide d'un calcul pertinent, mesurez la contribution en % de la PGF à la croissance française.
4. Complétez le texte suivant à l'aide de la lecture du diagramme et de vos calculs :

Pour l'ensemble des pays, on constate que c'est la _____ qui a le plus contribué à la croissance économique sur la période 1890-2017. Dans le cas de la France par exemple, la PGF a contribué pour _____ point de % à la hausse du PIB égale à _____ % par an en moyenne. Cela signifie que le progrès technique explique environ _____ % de la croissance sur la période. La contribution des _____, elle, est négative quel que soit le pays du fait de la baisse du temps de travail sur la période car les gains de productivité ont été, en partie, utilisés pour réduire le temps de travail. L'intensité capitalistique a contribué positivement à la croissance des pays, en particulier au _____ où elle a contribué pour environ 1,5 point à la croissance économique du pays.

Testez vos connaissances !

CORRIGÉS P. 400

Exercices interactifs

1 Les facteurs de la croissance économique

Exercice interactif

Indiquez à quelle catégorie appartiennent les facteurs de croissance économique suivants ant la ou les bonnes réponses.

	Facteurs permettant d'augmenter les richesses produites		
	Accumulation de...		Productivité globale des facteurs
	Travail	Capital	
1. Embauche de 10 salariés dans une usine textile pour répondre à la hausse des commandes.			
2. Construction d'un hangar pour accueillir 20 nouvelles vaches laitières dans l'exploitation de M. Martin.			
3. Installation d'une nouvelle machine entièrement automatisée dans une usine de fabrication de pneus.			
4. Achat d'un logiciel de graphisme ultraperformant dans une start-up de jeux vidéo.			
5. Augmentation des heures supplémentaires des salariés d'une chocolaterie pour préparer les fêtes de fin d'année.			
6. Achat de 5 scooters électriques par une pizzeria pour augmenter le nombre de livraisons.			
7. Remplacement d'un lecteur optique par un nouveau modèle trois fois plus puissant.			
8. Plan de formation de la main-d'œuvre.			

2 La croissance économique et le progrès technique

Exercice interactif

Complétez le texte avec les mots suivants :

ction | investissement | procédés | connaissances | productivité | produits | création | éducation | progrès technique | endogène | accumulation | recherche-développement

La croissance économique s'explique en grande partie par le _____ et les gains de _____ qu'il permet de réaliser. Il est donc fondamental de le stimuler via l'_____. Les théories de la croissance _____ développées à partir des années 1980 insistent sur la nécessité d'investir dans la _____, l'innovation, l'_____ et les infrastructures pour créer les conditions de cette croissance. Par exemple, investir dans l'éducation permet d'accroître la somme des _____ disponibles, ce qui profite à tous les secteurs d'activité et permet l'innovation. L'_____ de capitaux résultant de ces investissements est à l'origine d'une croissance dite endogène.

Le progrès technique est aussi à l'origine d'un double processus : celui de _____ des activités, industries et emplois vieillissants mais aussi de _____ grâce aux innovations de _____ et de _____. De nouveaux produits et secteurs d'activité se développent alors. On parle de destruction créatrice.

3 Vrai ou faux ?

Exercice interactif

Lorsque c'est faux, justifiez pourquoi.

	Vrai	Faux
1. Les innovations de produits pèsent sur les salaires des ouvriers et des employés.	☐	☐
2. Les plus qualifiés ne subissent pas les effets du progrès technique.	☐	☐
3. À cause du progrès technique, les inégalités de revenus augmentent entre les moins qualifiés et les plus qualifiés.	☐	☐
4. Il existe une corrélation entre l'augmentation du nombre de brevets déposés et la part des revenus détenue par les plus riches.	☐	☐
5. Les entreprises ont besoin de main-d'œuvre toujours plus qualifiée, ce qui a pour effet d'accroître les salaires de cette catégorie.	☐	☐
6. La massification scolaire permet d'augmenter l'offre de main-d'œuvre qualifiée.	☐	☐
7. La croissance est dite endogène quand elle est soutenable.	☐	☐
8. Le processus de destruction créatrice signifie épuisement des ressources et innovation.	☐	☐

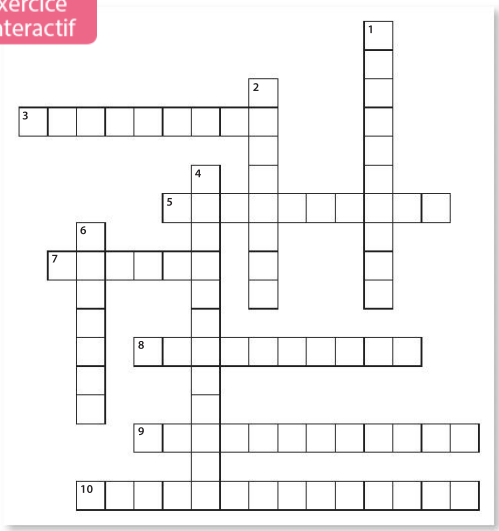
Exercices interactifs
Guide de révisions
lycee.hachette-education.com/ses/tle

Guide méthodologique complet

4 Mots croisés

Complétez la grille à l'aide des définitions.

Exercice interactif



Horizontal

3. Un des effets de la production.
5. Un des effets du progrès technique.
7. Droit de propriété sur une invention.
8. Synonyme de croissance durable.
9. Efficacité de la production.
10. Accroissement du capital.

Vertical

1. Le smartphone en est une.
2. Lorsque la croissance est autoentretenue.
4. Garantes de l'incitation à innover.
6. Synonyme de main-d'œuvre.

LE SAVIEZ-VOUS ?

En 2018, le **PIB de la France** s'élevait à **2 353 milliards d'euros**.

En 1981, **en France**, première mise en circulation du **TGV**, **train** le plus rapide du monde.



La fortune des 3 familles les plus riches des États-Unis a augmenté de **6 000 % en 35 ans**, tandis que le revenu médian américain a diminué de **3 %** pendant la même période.

Entre 2017 et 2018, les émissions de CO_2 issues de la consommation d'énergie ont diminué de 2,5 % au sein de l'**Union européenne**. **Elles représentent 80 %** des émissions totales de gaz à effet de serre de l'UE.



POUR ALLER PLUS LOIN

Vidéos et ressources interactives

Rendez-vous sur lycee.hachette.com/ses/tle.

Lien vidéo



Ensemble, tout devient fossile - « 2°C avant la fin du monde »
#DATAGUEULE, novembre 2015.
Les fossiles, présents dans la nature depuis des millions d'années, ont commencé à être extraits et exploités lors de la Révolution industrielle. Cette utilisation massive a permis l'industrialisation des pays et leur croissance, mais elle est aussi à l'origine du réchauffement climatique.

Lien vidéo



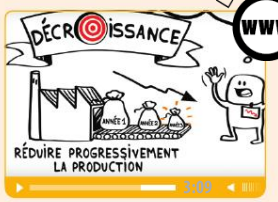
La croissance est-elle nécessaire ?
France Culture,
22 janvier 2019.
La croissance économique est systématiquement recherchée, en particulier par les décideurs politiques. Est-elle forcément nécessaire ? Peut-on se passer de la croissance économique ?

Lien vidéo



Qu'est-ce que la stagnation séculaire ?
Citéco Vidéo Challenge,
Cité de l'économie 2018.
Le débat fait rage entre deux catégories d'économistes : ceux qui pensent que nous allons vers une stagnation séculaire, et ceux qui voient dans les nouvelles technologies une promesse de renouveau de la croissance.

Lien vidéo



La décroissance, une solution à la crise ?
Dessine-moi l'éco,
décembre 2014.
Face aux effets et aux limites de la croissance économique (pollution et épuisement des ressources naturelles), la question de la décroissance se pose. Peut-on revenir à un monde sans production de masse et sans consommation de masse ?

Objectif Bac Épreuve composée

PARTIE 1 MOBILISATION DES CONNAISSANCES 4 PTS

SUJET

Comment l'accumulation du capital est-elle source de croissance ?

MÉTHODE

- Surlignez la ou les notions clés du sujet et soulignez les mots qui désignent la consigne (la tâche).
- Rédigez votre réponse en débutant par une brève définition des notions.
- Répondez à la tâche en écrivant autant de paragraphes que d'affirmations, en utilisant les étapes « Affirmer, Expliciter, Illustrer ». Fiche méthode n° 1 p. 370

APPLICATION

À l'aide d'un exemple, montrez que l'innovation s'accompagne d'un processus de destruction créatrice.

CORRIGÉ

L'accumulation du capital correspond à l'investissement, c'est-à-dire l'achat de biens de production comme les machines. La croissance, quant à elle, est l'augmentation durable de la production en volume d'un pays. L'investissement est source de croissance par plusieurs canaux.

En premier lieu, l'accumulation du capital permet d'augmenter l'intensité capitalistique, c'est-à-dire la quantité de capital par travailleur, rendant le travail plus efficace, et ainsi la production par travailleur plus importante. Par exemple, lorsque dans une économie, l'investissement des entreprises s'accroît plus rapidement que les embauches, la productivité du travail s'accroît, ce qui favorise la croissance économique.

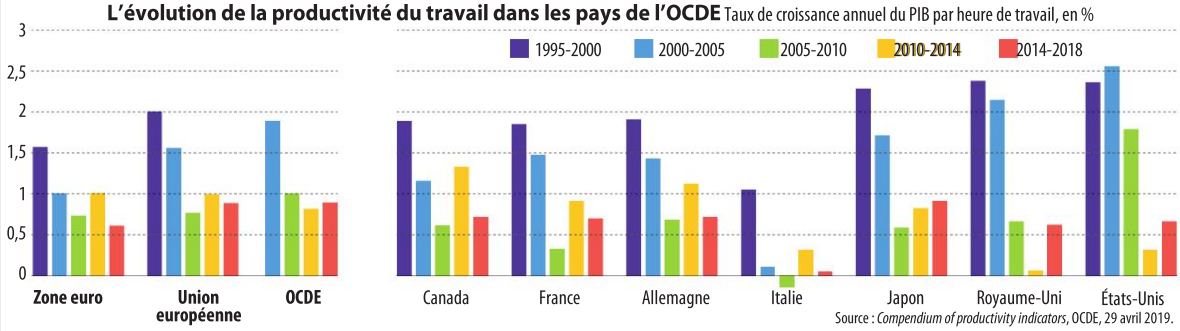
En second lieu, l'accumulation du capital peut se substituer au facteur travail, ce qui permet, là encore, d'accroître la productivité de l'entreprise chaque fois que la machine est plus efficace que les travailleurs. Par exemple, dans l'industrie automobile, nombre d'emplois d'ouvriers qualifiés ont été remplacés par des robots à commande numérique.

PARTIE 2 ÉTUDE D'UN DOCUMENT 6 PTS

SUJET

1) À l'aide du document, comparez l'évolution de la productivité du travail dans les pays de l'OCDE entre 1995 et 2018.
2) Expliquez quels peuvent être les effets de l'évolution de la productivité du travail sur la croissance économique des pays concernés.

L'évolution de la productivité du travail dans les pays de l'OCDE Taux de croissance annuel du PIB par heure de travail, en %



Source : *Compendium of productivity indicators*, OCDE, 29 avril 2019.

MÉTHODE

Question d'exploitation statistique du document :

- Au brouillon, rédigez une phrase, la plus précise et explicite possible, avec une donnée de votre choix. Cette phrase devra être utilisée au moins une fois dans votre réponse.
- Après avoir identifié la tâche (ici « comparez l'évolution »), sélectionnez, du général au particulier, les données en effectuant des regroupements pertinents.
- Répondez à la tâche en écrivant autant de paragraphes que d'affirmations, en utilisant les étapes « Affirmer, Expliciter, Illustrer ». Fiche méthode n° 1 p. 370

Question de connaissances : appliquez la même méthode qu'en première partie.

CORRIGÉ

1) Pour tous les pays de l'OCDE, la productivité du travail diminue de 1995 à 2018. En effet, si la productivité du travail a progressé en moyenne de 1,9 % de 2000 à 2005, elle n'a progressé que de 0,9 % sur la période 2014-2018.

On observe cependant des différences selon les pays et la baisse n'est pas linéaire. Ainsi, on note pour la plupart des pays de l'Union européenne une remontée de la productivité du travail sur la période 2010-2014, sauf pour le Royaume-Uni, qui connaît une hausse quasi nulle alors que les pays de la zone euro connaissent une augmentation moyenne de 1 %.

Globalement, États-Unis, Royaume-Uni et Japon ont des évolutions différentes des pays de la zone euro puisque ces trois pays connaissent un sursaut de la productivité du travail sur la dernière période (+ 0,9 %) quand les pays de la zone euro connaissent une rechute (+ 0,6 %).

2) Corrigé Document

PARTIE 3 RAISONNEMENT S'APPUYANT SUR UN DOSSIER DOCUMENTAIRE 10 PTS

SUJET **À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que l'innovation peut aider à reculer les limites écologiques de la croissance.**

DOC 1

Proportion et croissance des brevets relatifs aux différents types de technologies vertes

	Proportion de brevets (2003-2005)	Taux de croissance annuel moyen (1995-2005)
Toutes les technologies	100 %	12,1 %
Énergies renouvelables[1]	0,42 %	15,8 %
Pollution automobile	0,85 %	12,9 %
Piles à combustible	0,6 %	24,6 %
Nucléaire	0,45 %	5,8 %
TIC[2]	36 %	15,5 %
Nanotechnologies	1,1 %	18 %
Biotechnologies	5,8 %	5,5 %

Source : P. Aghion, D. Hemous, R. Veugelers, « Quelles politiques pour encourager l'innovation verte ? », *Regards croisés sur l'économie* 2009/2 (n° 6), Éd. La Découverte.

1. Énergies renouvelables : éolien (28,8 %), énergie solaire (29,2 %), géothermie (28 %), océan (7,6 %), biomasse (4,8 %), déchets (26,7 %).
2. TIC : Technologies de l'information et de la communication.

DOC 2

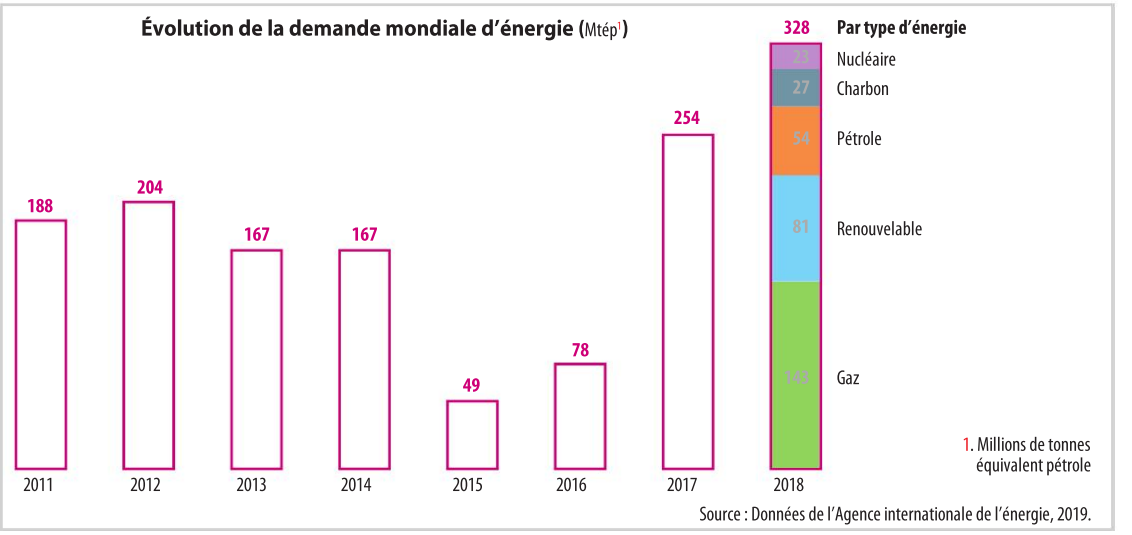
L'américain General Electric annonce dans un communiqué, ce mardi 1er octobre, la signature d'un nouveau gros contrat pour sa nouvelle Haliade X[1]. Un accord pour fournir le futur plus grand parc éolien du monde en mer du Nord. Le nombre d'éoliennes n'est cependant pas encore déterminé. Il y a à peine quelques mois, l'usine de Saint-Nazaire était au creux de la vague, en attendant le feu vert du premier parc en mer français au large de La Baule. Depuis juin, tout a changé. Non seulement, le site va commencer à fabriquer les éoliennes « classiques », mais il attaque aussi très fort avec sa nouvelle machine. Le 19 septembre, l'Américain a annoncé avoir signé un contrat de 100 Haliade X avec le Danois Orsted, pour deux parcs aux États-Unis. […] Le méga-ensemble se composera de trois parcs d'1,2 gigawatts, à 130 km au large du Royaume-Uni. Soit, pour chacun, autant qu'une grosse tranche de centrale nucléaire et deux à trois fois plus que le futur parc de Saint-Nazaire (480 MW). Au total, 3,6 gigawatts : « Cela pourrait alimenter 4,5 millions de foyers, soit environ 5 % de la production d'électricité au Royaume-Uni. » La décision finale pour l'investissement doit être prise fin 2020, « après confirmation de GE Renewable Energy comme fournisseur des éoliennes ». La construction à terre devrait intervenir début 2020 et la production d'énergie devrait commencer en 2023. Les premières éoliennes pour les États-Unis doivent commencer, elles, en 2021.

L'Haliade X, de nouvelle génération, est la plus grosse éolienne jamais construite. Les turbines sont faites à Montoir-de-Bretagne près de Saint-Nazaire, les pales de 107 mètres à Cherbourg, les mâts de 100 mètres de haut en Espagne. Deux prototypes ont déjà été réalisés. General Electric espère en fabriquer une centaine par an.

M. Marin, « Un deuxième contrat XL pour les éoliennes géantes », *Ouest-France*, 1er octobre 2019.

1. Construite à Saint-Nazaire, Haliade X est l'éolienne la plus puissante au monde.

DOC 3



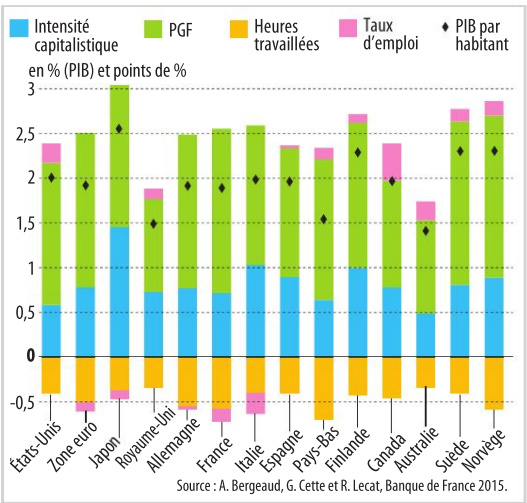
Source : Données de l'Agence internationale de l'énergie, 2019.

SUJET

Le progrès technique n'a-t-il que des effets positifs ?

DOC 1

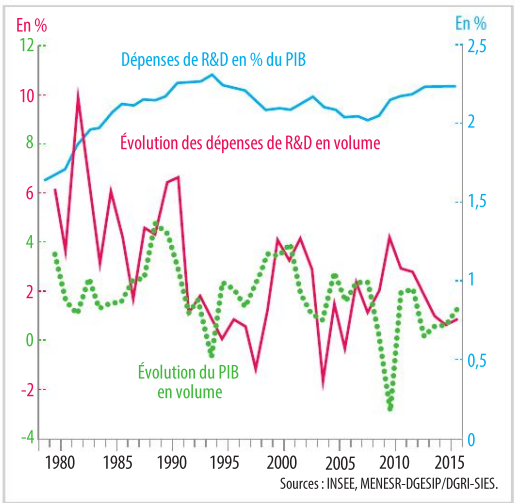
Taux de croissance annuel moyen du PIB par habitant et contribution des différents facteurs (1890-2012)



Source : A. Bergeaud, G. Cette et R. Lecat, Banque de France 2015.

DOC 2

Évolution de la part de la dépense intérieure de recherche et développement dans le PIB en France (1981-2015)

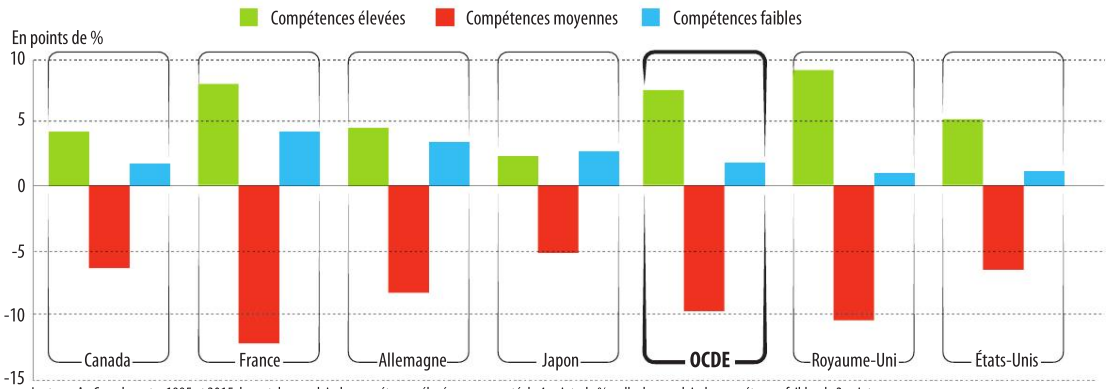


Sources : INSEE, MENESR-DGESIP/DGRI-SIES.

DOC 3

Polarisation des emplois par pays

Évolution de la répartition des emplois par niveau de compétences (1995-2015)



Lecture : Au Canada, entre 1995 et 2015, la part des emplois de compétences élevées a augmenté de 4 points de %, celle des emplois de compétences faibles de 2 points ; dans le même temps, la part des emplois de compétences moyennes a diminué de 6 points.

Source : Données OCDE 2017.

DOC 4

Le progrès technique a souvent été présenté comme l'un des principaux moteurs des inégalités salariales. Il serait en l'occurrence biaisé en faveur du travail qualifié (*skill-biased*). En effet, selon des auteurs comme Daron Acemoglu (2002), David Autor, Frank Levy et Richard Murnane (2003), si les machines sont substituables avec le travail peu qualifié, elles sont par contre complémentaires avec le travail qualifié. Par conséquent, l'automatisation et la diffusion des nouvelles technologies d'information entraînent une baisse de la demande de travail peu qualifié et une hausse de la demande de travail qualifié. Or un facteur est d'autant plus rémunéré qu'il est demandé. En conséquence, puisque les travailleurs peu qualifiés voient leurs salaires être poussés à la baisse, tandis que les travailleurs qualifiés voient leurs salaires être poussés à la hausse, les inégalités salariales tendent à s'accroître. Cette idée serait confirmée par le fait que la prime de qualification (*skill premium*), c'est-à-dire l'écart salarial entre les très diplômés et les peu diplômés, ait eu tendance à s'accroître ces dernières décennies, alors même que le nombre de diplômés a fortement augmenté. [...]

Toutefois, les études les plus récentes considèrent que ce ne sont pas nécessairement les tâches les moins qualifiées qui sont les plus exposées à l'automatisation, mais plutôt les tâches exigeant des qualifications intermédiaires. Les analyses empiriques suggèrent effectivement que le marché du travail connaît une polarisation : ce sont les emplois moyennement qualifiés qui tendent à disparaître, si bien que la main-d'œuvre se répartit de plus en plus entre des emplois très qualifiés (donc très rémunérés) et des emplois peu qualifiés (donc peu rémunérés).

Blog Illusio, « Innovation et inégalités », 10 juin 2015.

GUIDAGE MÉTHODOLOGIQUE

ÉTAPE 1 Analyser le sujet

- **Pour analyser un sujet,** il faut repérer puis commenter chaque mot du sujet : les **notions clés du programme**, puis les verbes, adverbes et tout autre mot du sujet.

Enlevez « ne… que » afin de sentir comment le sujet « bouge » avec ou sans la forme négative.

progrès technique : ensemble des innovations qui transforment les activités productives, permettant généralement d'élever la productivité.

n'a-t-il **que :** synonyme : « *ne possède-t-il que ?* », c'est-à-dire « *a-t-il seulement ?* » Le « que » implique donc de montrer qu'il y a aussi des effets négatifs.

Le **progrès technique** n'a-t-il que des effets positifs ?

effets positifs : la croissance économique est l'un des effets positifs (PGF et croissance endogène) mais il existe aussi des effets négatifs : destructions d'activités, accentuation des inégalités de revenus.

- Il faut ensuite parvenir à rédiger une phrase synthétisant les éléments de réflexion et connaissances mobilisés lors de l'analyse mot à mot du sujet pour proposer un questionnement (qu'on appelle **une problématique**), au minimum une reformulation précisant comment on interprète le sujet et donc comment on va y répondre.

  Questionnement (ou problématique) : « Ce sujet implique de montrer que les innovations de produit et de procédé ont des effets positifs mais aussi des effets négatifs. »

APPLICATION

1. **Analysez le sujet suivant** : Vous expliquerez pourquoi les institutions sont indispensables à la croissance économique.
2. **Proposez une problématique** (provisoire).

ÉTAPE 2 Organiser ses connaissances (notions, mécanismes, exemples)

- **Au brouillon**, après avoir analysé mot à mot le sujet afin de le reformuler sous forme de problématique opératoire pour construire son plan, il faut rassembler ses connaissances en lien avec le sujet.

- **Complétez le tableau suivant** pour rassembler vos connaissances sur le sujet de dissertation ci-contre.

Nous vous conseillons de trier vos connaissances selon qu'elles sont des notions/du vocabulaire, des mécanismes ou des exemples. Très souvent ce travail a déjà été amorcé lors de l'analyse du sujet, il faut le compléter.

Notions	Mécanismes	Exemples

Dans un premier temps, vous pouvez noter TOUT ce qui vous passe par la tête et dans un second temps, RAYER ce qui n'est pas en lien avec le sujet.

Objectif Bac Préparer le Grand oral

Fiche Bac n° 6 p. 388 *Le Grand oral*

Pistes de sujets possibles

- Existe-t-il une recette de la croissance économique ?
- Quelles institutions sont indispensables à la croissance économique ?
- La croissance économique aggrave-t-elle les inégalités ?

Le sujet que vous présentez devant le jury du Grand oral doit être suffisamment précis pour ne pas couvrir tout le chapitre. Il doit prendre appui sur un point du chapitre que vous souhaitez approfondir, en lien avec vos centres d'intérêt ou votre projet professionnel.



Apprendre à formuler un sujet efficace et attractif

- Votre sujet doit être formulé sous forme de question à laquelle il faudra être capable de répondre de façon synthétique le jour du Grand oral.
- Dans les médias, il existe différents types de titres qui correspondent à différents types d'articles : éditorial, article factuel (dépêche ou enquête), tribune... Selon les journaux et les articles, les titres peuvent prendre des formes variées : titre « informatif », « choc », « humoristique », « débat », etc. N'hésitez pas à vous en inspirer.

Votre but : susciter l'intérêt et la curiosité du jury !

1) Analysez ces titres de Une en cherchant à mettre en évidence leurs points communs et leurs différences.
2) Quels sont les titres qui vous paraissent les plus efficaces, qui attirent le plus votre intérêt ? Pourquoi ?

L'Édito Éco
Croissance et climat ? C'est possible
Par Dominique Seux, France Inter, 20 juin 2019

CROISSANCE La France mollit mais ne rompt pas
Libération, 17 décembre 2019

Quand l'innovation stimule les inégalités
Alternatives économiques, 14 janvier 2020

L'objectif de croissance économique serait incompatible avec une sortie de la crise écologique
Le Monde, 29 novembre 2019

DES PISTES POUR LE GRAND ORAL

Questions que le jury pourrait poser sur ce chapitre

- Qu'est-ce que le processus de « destruction créatrice » théorisé par Schumpeter ? documents 1 et 2 p. 24
- Comment le progrès technique peut-il accroître les inégalités ? document 2 p. 26
- Quels sont les liens entre croissance économique et chômage ? chapitre 3 p. 72
- Comment lutter contre les externalités négatives engendrées par la croissance économique ? chapitre 12 p. 320

Le jury peut poser des questions de connaissances sur votre sujet mais aussi sur tout le programme.

S'orienter après le bac

Quels sont les métiers du droit ?
https://diplomeo.com/formations-metier-droit

Comment devient-on avocat ?
http://www.onisep.fr/Ressources/Univers-Metier/Metiers/avocat-avocate

CONSEILS POUR LE JOUR DU GRAND ORAL

La communication non verbale (ou le langage du corps)
a) La posture : efforcez-vous de bien vous ancrer dans le sol, c'est-à-dire de vous tenir droit (sans être raide), les pieds légèrement écartés, les épaules ouvertes afin que l'air circule bien. Vous pouvez faire quelques pas ou changer votre jambe d'appui pendant votre exposé, mais ne vous balancez pas !
b) Les mains / la gestuelle : ne croisez pas vos bras. Vos mains ne doivent pas être dans votre dos ou dans vos poches car cela vous inciterait à rester trop statique. N'hésitez pas à accompagner vos propos par des mouvements de main(s), seulement une main ou les deux mains simultanément, ou à réunir vos mains puis les ouvrir comme si vous teniez un ballon. N'oubliez pas qu'un geste doit être adapté au message que vous voulez transmettre. N'en faites pas trop !

Fiche Bac n° 6 p. 388 *Le Grand oral*

SUJET GUIDÉ

Croissance soutenable ou croissance zéro ?

La recherche documentaire : des pistes pour votre sujet

Dans votre manuel, au CDI et sur Internet, collectez les faits saillants de votre sujet.

Dans votre manuel	Au CDI	Sur Internet
Dossier 6, documents 2 p. 28 et 3 p. 29 Objectif Bac, document 2 p. 39	*Le Monde, Alternatives économiques, Sciences humaines, Courrier international...*	Sites institutionnels Podcasts radio VOD des chaînes TV...

Lien audio — Podcast

« Renoncer à la croissance ? », France Culture, 22 septembre 2014

Lien vidéo — Vidéo

« En finir avec la croissance », Arte, 2019

Site Web

- **« Pacte vert européen : les conditions de sa réussite »,** *Alternatives économiques*, 4 février 2020
- **« Enquête. "Made in India" : un désastre environnemental dans nos garde-robes »,** *Courrier international,* 17 septembre 2015
- **Croissance zéro. Comment éviter le chaos ?** par Patrick Artus et Marie-Paule Virard, 2015

Site Web

De manière générale, voici les questions à se poser pour évaluer la qualité d'une source :
Qui ? Quel est l'auteur ? S'agit-il d'un spécialiste de la question ? S'exprime-t-il au nom d'une institution ?
Quoi ? Quelle est la nature du site ? Les informations sont-elles pertinentes pour répondre à ma question ?
Où ? D'où provient l'information ? S'agit-il d'une source primaire, qui apporte une information originale, produite par l'auteur, ou bien d'une source secondaire, qui analyse, réinterprète des idées, des informations apportées par d'autres sources ?
Quand ? De quand date le document ? Sur quelle période porte l'information ?
Comment ? Quelle forme prend le document ? Les informations apportées sont-elles sourcées ?
Pourquoi ? Pourquoi ces informations sont-elles publiées ?

Analyser le sujet

- **Procédez à une analyse mot à mot du sujet,** comme vous le faites pour les sujets de bac.

Croissance : augmentation durable de la production dans un pays, généralement mesurée grâce au taux de croissance du PIB en volume.

croissance zéro : oxymore selon lequel toutes les activités économiques devraient tendre à un état d'équilibre, un état stable, que ce soit de façon choisie ou subie. En effet, face à l'enjeu du réchauffement climatique, une sortie du capitalisme serait inéluctable si l'humanité veut continuer à habiter une planète vivable.

Croissance soutenable ou croissance zéro ?

soutenable : *synonyme* : durable, c'est-à-dire qui répond aux besoins du présent, sans compromettre la possibilité pour les générations futures de répondre à leurs propres besoins. Des économistes avancent l'idée que l'innovation, sous toutes ses formes, pourrait permettre de reculer les limites écologiques de la croissance.

- **Le sujet doit ensuite être questionné,** voire problématisé : « Est-il possible de continuer d'augmenter les richesses produites sans épuiser les ressources naturelles, augmenter la pollution et aggraver le réchauffement climatique ? Selon les partisans de la soutenabilité faible, l'innovation permet de dépasser ces limites, alors que pour les partisans de la soutenabilité forte, la poursuite de la croissance économique épuise le capital naturel et est incompatible avec la préservation de l'environnement pour les générations futures. »

Questions que le jury pourrait poser sur ce sujet

- Connaissez-vous le rapport Meadows « Halte à la croissance » ? recherche Internet
- Donnez des exemples d'innovations qui permettent de reculer les limites écologiques de la croissance. recherche Internet
- Quelles sont les contraintes qui pèsent sur les négociations et accords internationaux ? chapitre 12 p. 328
- Quelles sont les instruments des politiques climatiques ? chapitre 12 page 330

2 Quels sont les fondements du commerce international et de l'internationalisation de la production ?

Ressources en ⊕
Sur le site collection : lycee.hachette-education.com/ses/tle

NOTIONS À DÉCOUVRIR

- Dotations factorielles et technologiques
- Avantage comparatif
- Spécialisation internationale
- Différenciation des produits
- Fragmentation / Internationalisation de la chaîne de valeur
- Compétitivité
- Productivité
- Inégalités entre pays / au sein des pays
- Libre-échange
- Protectionnisme

DÉCOUVRIR PAR L'IMAGE

La Chine est de loin le premier exportateur mondial de jouets : 67 % des jouets exportés y étaient produits en 2017. Les jouets sont principalement vendus en Europe (42 %) et en Amérique du Nord (34 %).



Des ouvriers de l'entreprise Jingwei Toys, à Chenghai (province du Guangdong, Chine).

1. Pourquoi les jouets sont-ils principalement produits en Chine ?
2. Les pays européens ou d'Amérique du Nord auraient-ils intérêt à les produire sur leur territoire ?

DOSSIERS

A Les raisons des échanges commerciaux entre pays

1 Pourquoi les pays se spécialisent-ils ? 46
2 Pourquoi des pays comparables échangent-ils ? 48

B Le rôle des firmes dans la mondialisation

3 D'où vient la compétitivité d'un pays ? 50
4 Quelles stratégies de production pour les firmes multinationales ? 52

C Les effets du commerce international

5 Quelles sont les conséquences du commerce international sur les inégalités ? 54
6 Libre-échange ou protectionnisme ? 56

ACTIVITÉS

1 Étude de cas
La spécialisation de la Côte d'Ivoire lui est-elle favorable ? 58

2 Rédiger un texte argumenté
La fragmentation de la chaîne de valeur dans l'industrie automobile 59

3 Vers le Grand oral
Débat Faut-il craindre le retour du protectionnisme ? 60

L'essentiel 62
Utilisez les statistiques 65
Testez vos connaissances ! 66
Objectif Bac 68

DÉCOUVRIR PAR LA VIDÉO

Lien vidéo
WWW Vidéo



Le voyage de la crevette, du chalutier à l'assiette
Arte Découverte, série documentaire Product, 28 novembre 2015.

1. Combien de kilomètres les crevettes parcourent-elles entre leur capture et leur consommation ? Combien de pays sont impliqués ?
2. Pourquoi la crevette voyage-t-elle autant avant d'être consommée ?

DÉCOUVRIR EN DONNANT SON AVIS

Êtes-vous d'accord, pas d'accord ou sans opinion avec les affirmations suivantes ?
- Vous pouvez reporter vos réponses dans la grille à télécharger.
- Pour visualiser les réponses de la classe, utilisez le Q-Sort interactif

1. Les échanges internationaux sont surtout des échanges de matières premières.
2. Les pays ont intérêt à se spécialiser dans un petit nombre de productions.
3. Ce sont principalement les coûts de production qui expliquent pourquoi les pays échangent.
4. Les pays échangent entre eux uniquement des produits qu'ils ne produisent pas eux-mêmes.
5. Pour favoriser la croissance, il faut des firmes qui exportent.
6. Les firmes qui produisent à l'étranger le font toujours pour baisser leurs coûts de production.
7. Le libre-échange a permis de réduire les inégalités mondiales entre pays.
8. Le libre-échange entraîne un accroissement des inégalités de revenus au sein des pays.
9. Le protectionnisme favorise l'emploi et donc le pouvoir d'achat des ménages.

QU'EN PENSEZ-VOUS ?

Attention ! Vous devez choisir une seule affirmation avec laquelle vous n'êtes pas du tout d'accord, deux avec lesquelles vous n'êtes plutôt pas d'accord…

Pas du tout d'accord
Plutôt pas d'accord
Sans opinion
Plutôt d'accord
Tout à fait d'accord

Grille à télécharger

A Les raisons des échanges commerciaux entre pays

DOSSIER 1 Pourquoi les pays se spécialisent-ils ?

• Dotations factorielles et technologiques • Avantage comparatif • Spécialisation internationale

POUR COMMENCER

DOC 1 Serena Williams doit-elle tondre elle-même sa pelouse ?

Les échanges entre deux individus, Serena Williams et Forrest Gump, permettent de comprendre la notion d'avantage comparatif. Les conclusions de ce raisonnement peuvent être ensuite étendues aux échanges entre deux pays (voir document 2).

Imaginons que Serena Williams puisse tondre sa pelouse plus rapidement que quiconque. La question est de savoir si, parce qu'elle *peut* le faire, elle aurait *intérêt* à le faire ?

Pour répondre à cette question, nous pouvons utiliser les concepts de coût d'opportunité et d'avantage comparatif. Supposons que Serena parvienne à tondre sa pelouse en 2 heures. Dans le même temps, elle pourrait tourner dans un spot publicitaire télévisé et gagner 30 000 $. Forrest Gump, son voisin, a lui besoin de 4 heures pour tondre la pelouse du jardin de Serena. 4 heures pendant lesquelles il pourrait travailler chez McDonald's et gagner 50 $.

Dans cet exemple, Serena a un avantage absolu dans la tonte des pelouses car elle peut faire le travail en un temps minimum. Mais Forrest dispose d'un avantage comparatif pour tondre les pelouses car son coût d'opportunité s'élève à 50 $ seulement, alors que le coût d'opportunité de Serena est de 30 000 $.

Les gains tirés du commerce dans cet exemple sont énormes. Plutôt que de tondre elle-même sa pelouse, Serena devrait faire la publicité et embaucher Forrest pour sa pelouse. Tant que Serena rémunère Forrest plus de 50 $ et moins de 30 000 $, les deux sont bénéficiaires.

D'après N. Gregory MANKIW, *Principles of Economics*, © Cengage Learning 2018.



DÉFINITION

Avantage comparatif

En décidant de produire une unité supplémentaire d'un produit, un pays ou un agent renonce nécessairement à produire autre chose. Le « coût d'opportunité » mesure cette renonciation. Ainsi un pays ou un agent a un avantage comparatif dans une activité productive si son coût d'opportunité est plus faible que pour d'autres pays ou agents.

1 Complétez le tableau suivant :

Tableau à imprimer

	Forrest Gump	Serena Williams
Durée pour tondre la pelouse (en heures)	.....	.....
Qui dispose d'un avantage absolu pour tondre la pelouse ?	☐	☐
Quel est le coût d'opportunité pour chacun (en $) ? *(Autrement dit, que perd chacun à tondre la pelouse ?)*	.....	.....
Qui dispose d'un avantage comparatif ?	☐	☐
Quel est le gain à l'échange de chacun si Serena paie 500 $ à Forrest pour tondre sa pelouse ?	.....	.....

2 De quoi dépend le gain à l'échange ?

2 EXERCICE Les avantages comparatifs selon Ricardo

En 1817, l'économiste britannique David Ricardo imagine que le Portugal et l'Angleterre produisent du drap et du vin absolument identiques, mais avec des technologies plus ou moins efficaces. Le coût pour produire une unité de chaque produit est mesuré en nombre d'heures de travail.

	En heures de travail par unité	
	Portugal	Angleterre
Vin	80	120
Drap	90	100

1 Pour chaque produit, quel pays a un avantage absolu en termes de coût ?

2 Si le Portugal produit une unité supplémentaire de vin, combien d'unités de drap renonce-t-il à produire ? Même calcul pour l'Angleterre.

3 Quel pays dispose d'un avantage comparatif dans la production de vin ? Expliquez.

DOC 3 Le rôle des dotations factorielles et technologiques dans la spécialisation

Parmi d'autres choses, le Canada vend aux États-Unis beaucoup de produits forestiers. Ces exportations ne sont pas le reflet d'une qualification spéciale des bûcherons canadiens. Le Canada a un avantage comparatif dans les produits forestiers parce que sa zone forestière est bien plus étendue relativement à la taille de sa force de travail […]. Selon le modèle Heckscher-Ohlin[1], un pays aura un avantage comparatif dans un bien dont la production est intensive en facteurs relativement abondants dans ce pays en comparaison des autres pays. […]

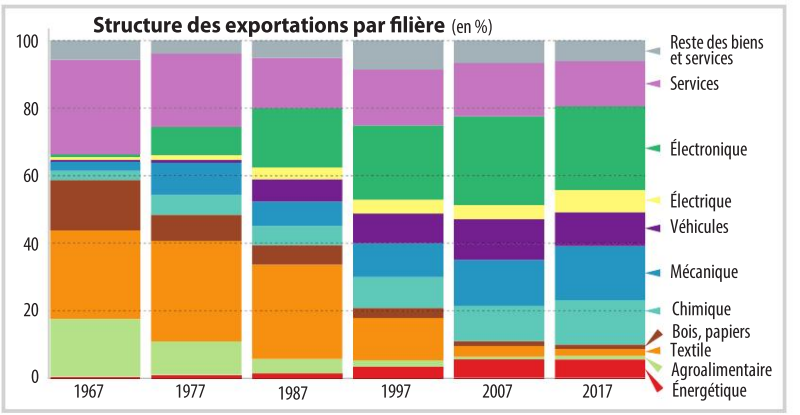
Dans les années 1970 et 1980, le Japon devint de loin le premier exportateur mondial d'automobiles […]. L'avantage comparatif du Japon dans les automobiles n'était pas le résultat du climat. Il ne pouvait pas non plus être facilement attribué à des différences de dotations en facteurs. Mis à part la rareté de la terre, la combinaison des facteurs disponibles au Japon est assez semblable à celle d'autres pays avancés. Par contre, l'avantage comparatif du Japon dans les automobiles reposait sur des techniques de production supérieures développées par les producteurs de ce pays, ce qui leur permettait de produire davantage de voitures pour un montant donné de travail et de capital que ce qu'étaient capables de faire leurs concurrents américains et européens. L'avantage comparatif du Japon dans les automobiles était un cas d'avantages comparatifs créés par des différences de technologie.

P. Krugman, R. Wells, *Macroéconomie*, 4e édition, De Boeck, 2019.

1. Eli Heckscher et Bertil Ohlin, à l'origine de ce modèle formalisé ensuite par Paul Samuelson et communément désigné par les initiales « HOS ».

1. Comment expliquer la spécialisation du Canada dans la vente de produits forestiers ?
2. Pourquoi une dotation abondante en un facteur de production peut-elle donner un avantage comparatif ?
3. Comment expliquer la spécialisation du Japon dans l'automobile ?
4. Suggérez des causes qui peuvent expliquer l'évolution des dotations en facteurs de production ou en technologie d'un pays.

DOC 4 L'évolution de la spécialisation de la Corée du Sud



1. Quelles étaient les principales spécialisations de la Corée du Sud en 1967 ? Et en 2017 ?
Fiche outil n° 10 p. 364
2. Comment l'évolution des dotations factorielles et technologiques (voir document 3) permet-elle d'expliquer ce changement de spécialisation ?

Source : « Profils pays », Panorama du CEPII, février 2019.

S'entraîner

Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS P. 400

Choisissez les bonnes réponses.

Le Vietnam est relativement bien doté en facteur travail mais peu en facteur capital. C'est le contraire pour la France. Le Vietnam a donc un avantage comparatif dans les productions qui utilisent intensivement le facteur *[travail/capital]* alors que la France a un avantage comparatif dans les productions intensives en facteur *[travail/capital]*.
Au Vietnam, le prix du facteur travail est relativement *[moins/plus]* cher qu'en France car il est *[moins/plus]* abondant. Le Vietnam se spécialise donc dans les productions qui utilisent davantage de facteur *[travail/capital]* que de facteur *[travail/capital]*, alors que la France se spécialise dans les productions intensives en facteur *[travail/capital]*, ce qui permet aux pays d'échanger en obtenant un gain à l'échange.

2 Mobiliser ses connaissances

BAC

Expliquez le rôle des dotations factorielles dans les échanges commerciaux.

DOSSIER 2 Pourquoi des pays comparables échangent-ils ?

• Différenciation des produits • Fragmentation de la chaîne de valeur

POUR COMMENCER

DOC 1 La bataille de la différenciation

Voici deux marques de glaces qui appartiennent au groupe anglo-néerlandais Unilever.



Ben & Jerry's est une marque fondée en 1978 par Ben Cohen et Jerry Greenfield dans le Vermont (USA). Les glaces sont produites dans trois usines situées aux États-Unis.



Carte d'Or est une marque créée en France en 1978. Les glaces sont produites en France à Saint-Dizier (52).

Comment expliquer qu'il n'y ait pas un seul pays spécialisé dans la production de glaces ?

DOC 2 La différenciation des produits et les échanges intrabranches

La théorie traditionnelle repose sur l'hypothèse d'homogénéité des biens : tous les producteurs anglais de drap mettent sur le marché le même drap, et le drap produit au Portugal est strictement identique à celui réalisé en Angleterre. Cependant, la théorie microéconomique a développé dès les années 1930 une hypothèse différente, celle de la différenciation des produits. […] Les consommateurs ne considèrent pas comme identiques les produits de deux firmes qui appartiennent à la même branche. Dans ces marchés dits de concurrence monopolistique[1], les firmes rivales jouissent d'un certain pouvoir de monopole qui leur confère une certaine latitude dans la fixation du prix. De plus, par des dépenses de publicité, elles peuvent créer ou renforcer la différenciation entre les produits. L'introduction de cette hypothèse dans l'explication des échanges internationaux permet de comprendre l'existence du commerce intrabranche. La différenciation des produits peut en effet donner lieu à deux types de commerce international.

Le premier résulte d'une différenciation horizontale, c'est-à-dire lorsque les produits présentent la même qualité, mais sont distingués par les consommateurs en raison de leurs différences réelles ou perçues. […] Le second relève de la différenciation verticale, lorsque les consommateurs sont confrontés à des produits qui ont des qualités différentes, comme les modèles d'automobiles d'un producteur. Les consommateurs ayant des revenus élevés demandent la qualité supérieure, alors que ceux à revenus faibles sont intéressés par la qualité inférieure. La spécialisation internationale s'explique alors par le niveau moyen de revenu des habitants.

Michel Rainelli, *Le commerce international*, Que sais-je ?, La Découverte, 2015.

1. Situation d'entreprises qui se font concurrence en différenciant leur produit, ce qui leur permet d'être en monopole sur la variété qu'elles produisent.

1. Comment une entreprise peut-elle différencier son produit ?
2. Par des exemples, distinguez différenciations horizontale et verticale.
3. En vous appuyant sur ces exemples, montrez que la différenciation produit des échanges intrabranches.

NE PAS CONFONDRE

Échanges intrabranches et interbranches

Entre deux pays, les **échanges intrabranches** concernent les échanges de produits issus d'une même branche d'activité, alors que les **échanges interbranches** correspondent aux échanges de produits issus de branches d'activité différentes.



DOC 3 Les nouvelles explications du commerce international

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les économistes ont observé que la théorie des avantages comparatifs échoue à expliquer la majeure partie des flux du commerce international. Et notamment l'explosion des échanges entre pays dotés d'économies de même niveau, qui se vendent des produits aux technologies similaires : Boeing exporte des avions en France, qui expédie des Airbus aux États-Unis ; Renault et Peugeot vendent des voitures en Allemagne, qui exporte des Volkswagen en France.

Le constat était fait, mais personne n'avait conçu la théorie qui l'exposerait rigoureusement. Paul Krugman s'y colle […]. Il recourt à des modèles mathématiques pour montrer l'importance de deux facteurs, les économies d'échelle[1] et la demande de diversité de la part des consommateurs. L'entreprise qui, la première, produit un bien en grande quantité, voit ses coûts unitaires diminuer, ce qui la rend très difficile à rattraper par les autres et aboutit à l'apparition de monopoles et à la disparition de ses concurrents nationaux. Le commerce international est alors le moyen de satisfaire la demande de diversité des consommateurs.

Patrick CHABERT, « Paul Krugman : il a formulé la nouvelle théorie du commerce international », *Capital*, 18 juillet 2016.

1. Économies d'échelle : baisse du coût moyen par unité au fur et à mesure que la quantité produite augmente.

1. Pourquoi la théorie des avantages comparatifs explique-t-elle mal le commerce international depuis 1945 ?
2. Comment la différenciation des produits permet-elle de développer des avantages comparatifs ?

REPÈRE

Paul Krugman (né en 1953)

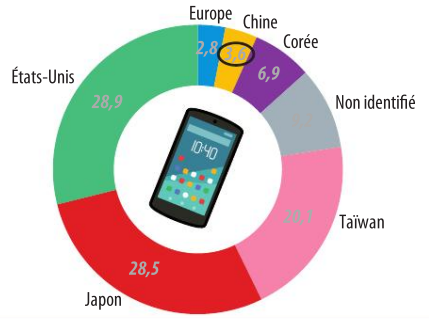
Économiste américain, initiateur de la nouvelle théorie du commerce international et de la nouvelle économie géographique, il a obtenu le prix Nobel d'économie en 2008.



4 EXERCICE L'iPhone : un exemple de fragmentation de la chaîne de valeur

Le coût de l'iPhone 7 à sa sortie de l'usine d'assemblage en Chine est de 237,45 $ et représente donc une exportation pour ce pays d'une valeur égale à ce montant.

Décomposition du coût de l'iPhone 7 à sa sortie d'usine (en %)



DÉFINITION

Fragmentation de la chaîne de valeur

Les firmes multinationales cherchent à créer de la valeur. Pour cela, elles fabriquent chaque segment de leur produit (de la conception à la commercialisation) séparément les uns des autres et n'hésitent pas à répartir toutes les étapes de la fabrication du bien dans différents pays afin de tirer profit de leurs avantages comparatifs et minimiser leurs coûts de production.

Source : D'après Jason DEDRICK et al., theconversation.com, 6 juillet 2018.

1. Rédigez une phrase présentant la signification précise de la donnée entourée.
2. Calculez le coût en dollars de la production réalisée en Chine, pays où l'iPhone est assemblé.
3. De quels pays proviennent principalement les composants nécessaires à l'assemblage de l'iPhone 7 ?

S'entraîner — Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS P. 400

Complétez le texte avec les mots suivants : intrabranche • intrafirme • fragmentation • différenciation • diversité.

Depuis la Seconde Guerre mondiale, le commerce international a connu deux évolutions majeures :
– le développement des échanges de produits similaires entre des pays comparables, ou commerce _____. Il s'explique essentiellement par la _____ des goûts des consommateurs et par une volonté de _____ des produits de la part des firmes ;
– le développement du commerce _____ du fait de la _____ de la chaîne de valeur.

2 Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire

BAC

À l'aide de vos connaissances et des documents, vous mettrez en évidence les déterminants du commerce entre pays comparables.

B Le rôle des firmes dans la mondialisation

DOSSIER 3 D'où vient la compétitivité d'un pays ?

• Compétitivité • Productivité

POUR COMMENCER

DOC 1 Les leviers de la compétitivité



France 2, JT de 20 h diffusé le 7 avril 2015.

1. Quels moyens utilisent les deux entreprises pour accroître leur productivité ?
2. Quels gains peuvent en attendre leur chef d'entreprise et les salariés ?

DÉFINITION

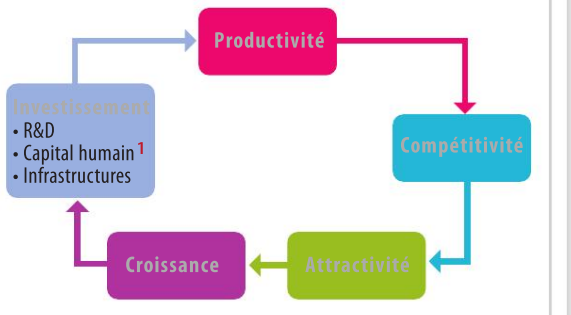
Compétitivité

Notion qui s'applique d'abord aux entreprises. Elle désigne leur capacité à augmenter la vente de leurs produits. Par extension, un pays est dit compétitif quand il développe sa production et sa capacité à exporter.

DOC 2 De la productivité à la compétitivité

Est compétitif celui qui peut faire aussi bien ou mieux que ses concurrents. Une entreprise non compétitive verra ses ventes se réduire et devra réagir rapidement sous peine de se faire exclure du marché par ses concurrents. A priori, rien n'interdit d'étendre ce concept aux pays dans la mesure où les performances nationales ne sont que la somme des performances des entreprises implantées sur son sol. […] La compétitivité ne peut pas se résumer à la capacité des pays à dégager des excédents commerciaux ou à maintenir des parts de marché à l'exportation. On peut néanmoins convenir qu'elle est étroitement liée à la capacité d'exportation des pays. […]

L'amélioration de la capacité des entreprises implantées sur le territoire national à trouver leur place face à la concurrence est fatalement une condition au maintien et à la progression des revenus et du bien-être. Mais cela ne peut pas se faire à n'importe quel prix. La modération salariale et le recours à la sous-traitance internationale permettent de maintenir des prix faibles à l'exportation et de défendre ses parts de marché, mais cette stratégie n'est pas nécessairement vecteur de bien-être pour les populations. Seule une progression rapide de la productivité permet à la fois d'assurer de bonnes performances sur les marchés mondiaux et de garantir des gains croissants à l'échange. La compétitivité macroéconomique correspond dès lors à la définition donnée par l'OCDE : « La capacité […] de nations ou d'ensembles supranationaux de générer de façon durable un revenu et un niveau d'emploi relativement élevés, tout en étant et restant exposés à la concurrence internationale. » En clair : la compétitivité n'est rien d'autre que la croissance de la productivité dans un monde ouvert au commerce international.



1. Ensemble des compétences individuelles qui permettent d'améliorer la productivité du travail, c'est-à-dire l'efficacité productive des travailleurs.

Antoine Berthou et Matthieu Crozet, « Les ressorts de la compétitivité », *L'économie mondiale*, CEPII, La Découverte, 2012.

1. Différenciez la compétitivité des entreprises et celle des nations.
2. Pourquoi une entreprise plus productive est-elle plus compétitive ?
3. La compétitivité passe-t-elle seulement par des prix plus faibles ?
4. Comment la compétitivité est-elle favorable à la productivité ?

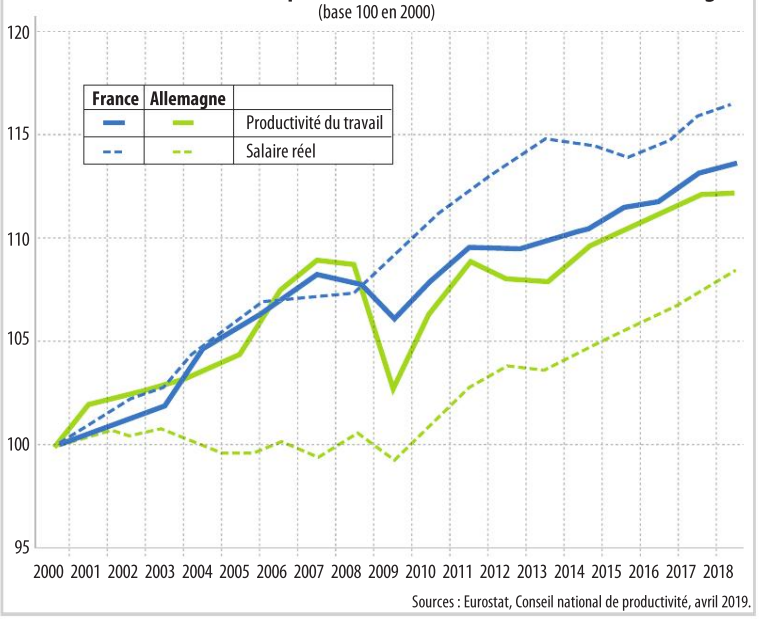
DÉFINITION

Productivité

Mesure l'efficacité des facteurs de production. De ce fait, si une entreprise parvient à produire autant avec moins de facteur travail ou capital, elle réalise des gains de productivité puisqu'elle produit de manière plus efficace.

DOC 3 Comment évolue la compétitivité-coût de la France et de l'Allemagne ?

Évolution des salaires et de la productivité du travail en France et en Allemagne
(base 100 en 2000)



Sources : Eurostat, Conseil national de productivité, avril 2019.

REPÈRE

Coût salarial unitaire et compétitivité-coût

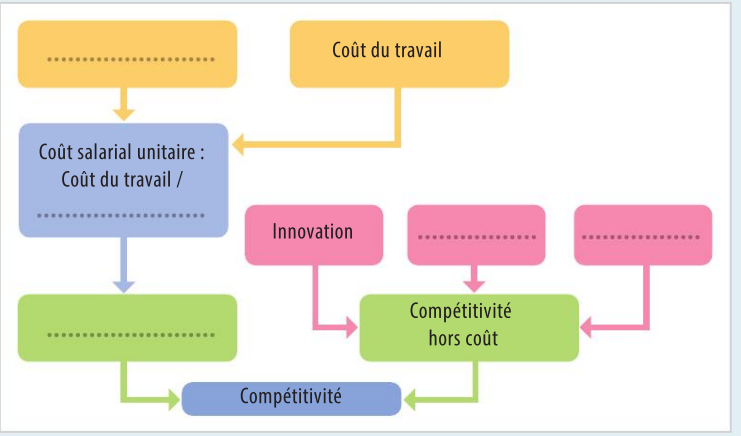
Le **coût salarial unitaire** mesure le coût salarial par unité de valeur ajoutée produite. C'est le rapport entre le coût du travail et la productivité du travail. Il correspond au calcul suivant : (salaire moyen par tête x nombre de salariés) / quantités produites.
Le coût salarial unitaire est utilisé pour mesurer la **compétitivité-coût** d'un pays, qui compare l'évolution de ses coûts salariaux unitaires à celle des pays avec lesquels il échange.

1. Rédigez une phrase présentant la signification précise des données concernant la France en 2018.
2. Quel pays a vu sa situation relative s'améliorer en termes de compétitivité ?
3. Un coût du travail élevé est-il nécessairement signe d'une baisse de la compétitivité d'un pays ? Pourquoi ?

4 EXERCICE Les déterminants de la compétitivité d'un pays

Schéma à télécharger

1. Rappelez ce qu'est la productivité du travail.
2. Complétez le schéma avec les termes suivants :
   - Image de marque
   - Productivité du travail (2 fois)
   - Compétitivité-coût
   - Qualité
3. Explicitez comment le coût salarial unitaire détermine la compétitivité-coût.
4. Comment l'image de marque permet-elle d'améliorer la compétitivité hors coût ?



S'entraîner

Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS P. 400

Complétez le schéma logique pour expliciter le lien entre la compétitivité et la productivité.

Innovation et/ou amélioration du capital humain → Hausse de la ..... → Baisse des ..... → Amélioration de la ..... → Hausse des .....

2 Étude d'un document

BAC

Après avoir présenté le document 3, vous montrerez l'influence du coût du travail sur la compétitivité des pays.

DOSSIER 4 Quelles stratégies de production pour les firmes multinationales ?

• Internationalisation de la chaîne de valeur

POUR COMMENCER

DOC 1 Renault, une firme multinationale

Sites de production mondiaux



Source : D'après Groupe Renault, Document de référence 2018.

1. Qu'est-ce qui différencie les usines du groupe Renault des usines « partenaires » ?
2. Pourquoi le groupe Renault peut-il être qualifié de firme multinationale ?
3. Pourquoi le groupe Renault a-t-il des usines dans un si grand nombre de pays ?

2 EXERCICE Les stratégies des firmes multinationales

Les firmes multinationales sont des entreprises qui possèdent au moins une filiale à l'étranger. Leurs stratégies de production conduisent à fragmenter et internationaliser la chaîne de valeur en combinant deux types de choix. D'une part, elles choisissent la localisation des unités de production en arbitrant entre différents territoires. D'autre part, elles décident de faire ou de faire faire telle ou telle étape de la production, c'est-à-dire d'internaliser en la confiant à une filiale, ou d'externaliser en la confiant à un sous-traitant. Le tableau présente ces quatre types de stratégies.

Délocalisation ? / Externalisation ?	Économie domestique	Pays étranger
Production à l'intérieur de l'entreprise	Production interne **(A)**	Investissement à l'étranger **(B)**
Production à l'extérieur de l'entreprise (sous-traitants)	Externalisation domestique **(C)**	Externalisation internationale **(D)**

1. Classez les situations suivantes dans le tableau : **(A)**, **(B)**, **(C)** ou **(D)**.
   a) The Coca-Cola Company travaille dans le monde entier avec près de 250 entreprises partenaires sous licence.
   b) Apple fait assembler l'iPhone par des entreprises chinoises.
   c) Peugeot a racheté le constructeur allemand Opel en 2017.
   d) Peugeot Sochaux achète les pare-chocs de la 3008 à l'entreprise AEE située à Audincourt.
   e) Benetton fait fabriquer des pièces textile au Bangladesh.
   f) Tefal (groupe Seb) réimplante sa production de grille-pains en Pologne.
   g) Hermès fabrique les articles textile et maroquinerie dans 42 sites de production en France.
   h) Peugeot achète les boîtes automatiques à la firme japonaise Aisin.
   i) Air France a racheté la compagnie néerlandaise KLM en 2004.
2. Quels sont les avantages attendus de l'externalisation et de la délocalisation pour l'entreprise ?

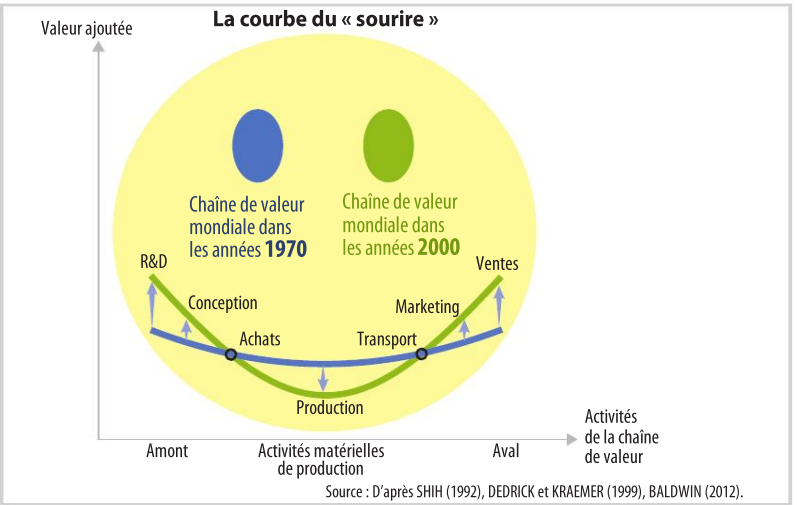
DOC 3 L'essor des chaînes de valeur mondiales

Le commerce des biens intermédiaires n'est pas nouveau. Les civilisations antiques ou celles du Moyen Âge échangeaient déjà métaux, bois ou textiles faisant l'objet d'une transformation sur leur lieu d'importation. Mais le niveau élevé des coûts du commerce (coûts de transport, d'assurance et taxes ou droits de douane imposés par l'autorité publique) limitait ces échanges à quelques matières précieuses entrant dans la fabrication de biens pour les classes les plus aisées. De ce fait, l'essentiel des produits consommés étaient fabriqués sur place dans des centres urbains puisant leurs ressources dans les campagnes environnantes. Avec la Révolution industrielle au XIXe siècle, les coûts des échanges connaissent une forte diminution sous l'effet du progrès technique et de politiques plus favorables au commerce international. Il se produit alors une « première dissociation ». Les biens de consommation finale produits dans un pays peuvent être exportés dans d'autres avec un gain mutuel lié à l'avantage comparatif. Avec l'avènement d'Internet, une autre révolution se produit dans les années 1990 qui cette fois réduit les coûts de communication. Cela donne naissance à une « seconde dissociation » où les entreprises fragmentent le processus de production lui-même dans différents pays. Le commerce devient majoritairement un échange de biens et services intermédiaires en vue de produire d'autres biens. Mais l'autre événement majeur au tournant des années 2000 est l'entrée de la Chine à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et son formidable décollage économique. L'Asie, et en particulier la Chine, devient « l'usine du monde » en proposant des coûts de main-d'œuvre faibles en même temps qu'un encadrement qualifié. Dans le contexte de coûts de transport et de communication bas, cet avantage peut être pleinement exploité par des entreprises ayant recours à l'externalisation et aux délocalisations. À cela s'ajoute le rôle croissant des distributeurs dans certaines chaînes de valeur, comme celle du textile et de l'habillement, qui peuvent tirer parti de leur proximité avec les consommateurs et organiser toute la filiale en amont en faisant produire au meilleur coût par des entreprises tierces à l'étranger.

Sébastien MIROUDOT, « Regards croisés sur l'économie », 2017/2 n° 21, La Découverte.

1. Quels ont été les facteurs qui ont favorisé l'essor des chaînes de valeur mondiales ?
2. Comment les firmes décomposent-elles les chaînes de valeur ?

DOC 4 Comment la valeur ajoutée se répartit-elle entre les différentes activités ?



Source : D'après SHIH (1992), DEDRICK et KRAEMER (1999), BALDWIN (2012).

1. Qu'est-ce qui distingue les activités matérielles de production de celles qui sont en amont ou en aval ?
2. Comment a évolué la répartition de la chaîne de valeur depuis les années 1970 ?
3. Pourquoi une multinationale comme Apple n'assemble-t-elle plus elle-même ses téléphones et ses ordinateurs ?
4. Comment ce document explique-t-il l'évolution de la spécialisation des pays ?

S'entraîner

Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS p. 400

Vrai ou faux ?

1. La fragmentation des chaînes de valeur se fait uniquement par des investissements à l'étranger.
2. La sous-traitance est une forme de fragmentation des chaînes de valeur.
3. La fragmentation des chaînes de valeur se fait nécessairement internationalement.
4. La Chine est un territoire central dans les chaînes de valeur mondiales.

2 Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire

BAC

À l'aide de vos connaissances et des documents, vous expliquerez ce qui a favorisé l'essor d'une fragmentation des chaînes de valeur.

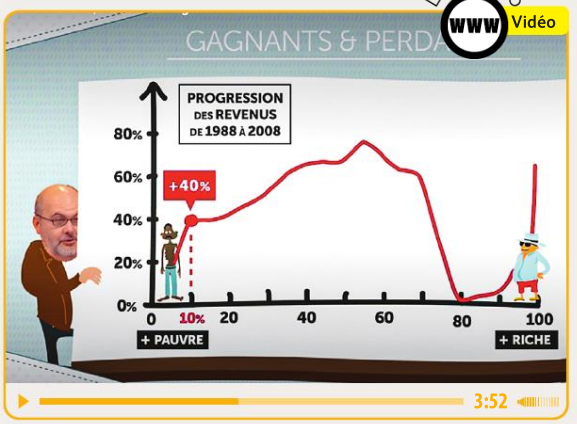
C Les effets du commerce international

DOSSIER 5 Quelles sont les conséquences du commerce international sur les inégalités ?

• Inégalités entre pays • Inégalités au sein des pays

POUR COMMENCER

Doc 1 La mondialisation, créatrice d'inégalités ?



France TV éducation, Decod'éco, novembre 2019.

1. Comment ont évolué les inégalités entre pays entre 1820 et 1970 ? Et depuis ?
2. Comment ont évolué les inégalités au sein des pays depuis les années 1970 ?
3. Comment ont évolué les inégalités mondiales depuis les années 1970 ?
4. À quel animal ressemble la courbe sur l'image ci-contre ?

NE PAS CONFONDRE

Inégalités entre pays, au sein des pays et inégalités mondiales

Les **inégalités entre pays** renseignent sur les écarts de niveaux de vie moyens entre les pays, sans prendre en compte les **inégalités au sein des pays**. En classant les personnes selon leur revenu, quel que soit le pays où elles habitent, les **inégalités mondiales** permettent de prendre en compte ces deux types d'inégalités.

Doc 2 La mondialisation favorise la baisse des prix

Un moyen de décrire l'augmentation des salaires réels est d'affirmer que les consommateurs « en ont aujourd'hui davantage pour leur argent ». Le prix de nombreux achats courants a progressé plus lentement pendant l'ère de la mondialisation et il a aussi baissé malgré une amélioration marquée de la qualité. Prenons le cas des États-Unis : en 1980, un consommateur pouvait acquérir un four micro-ondes de 37 litres pour 399,95 dollars US chez Sears, une chaîne de distribution. Aujourd'hui, un appareil du même volume coûte 57,13 dollars chez Walmart, autre grand distributeur. [...] Cela signifie que le salarié américain moyen doit travailler moins d'heures pour se l'offrir. En 1980, il lui fallait travailler 61 heures pour gagner de quoi acheter ce micro-ondes chez Sears. Aujourd'hui, trois heures suffisent pour l'acquérir chez Walmart. On peut faire la même comparaison pour bien d'autres produits concernés par l'augmentation des échanges commerciaux et de la concurrence. [...]

Étant donné que les ménages aux faibles revenus investissent une plus grande partie de leurs moyens financiers dans l'achat de produits ménagers courants, l'effet a été plus marqué pour eux que pour les ménages aux revenus élevés. [...]

Ce n'est pas seulement l'intensification des échanges commerciaux dans le monde qui a fait baisser le coût d'un four micro-ondes aux États-Unis (et ailleurs). D'autres facteurs, comme l'évolution de la technologie et les coûts de transport, ont joué un rôle important dans la baisse des coûts de production ou la facilitation des flux commerciaux. Généralement, la tendance à la spécialisation que l'essor de la mondialisation a contribué à renforcer a abouti à une meilleure utilisation des ressources et à l'évolution de la structure de la demande qui ont eu pour effet la réduction du coût des produits.

Fredrik Erixon, « Les bienfaits économiques de la mondialisation pour les entreprises et les consommateurs », ECIPE, 2018.

1. Complétez le tableau avec les données du texte et avec le résultat de calculs.

Tableau à imprimer

	1980	2018	Coefficient multiplicateur (2018/1980)
Prix du micro-ondes	.....	.....	.....
Nombre d'heures de travail pour l'acheter	.....	.....	.....
Salaire nominal horaire	.....	.....	.....

2. Expliquez la phrase soulignée.
3. Comment expliquer que la spécialisation favorise une « meilleure utilisation des ressources » ?

DOC 3 L'évolution des inégalités dans les pays dépend des dotations de facteurs

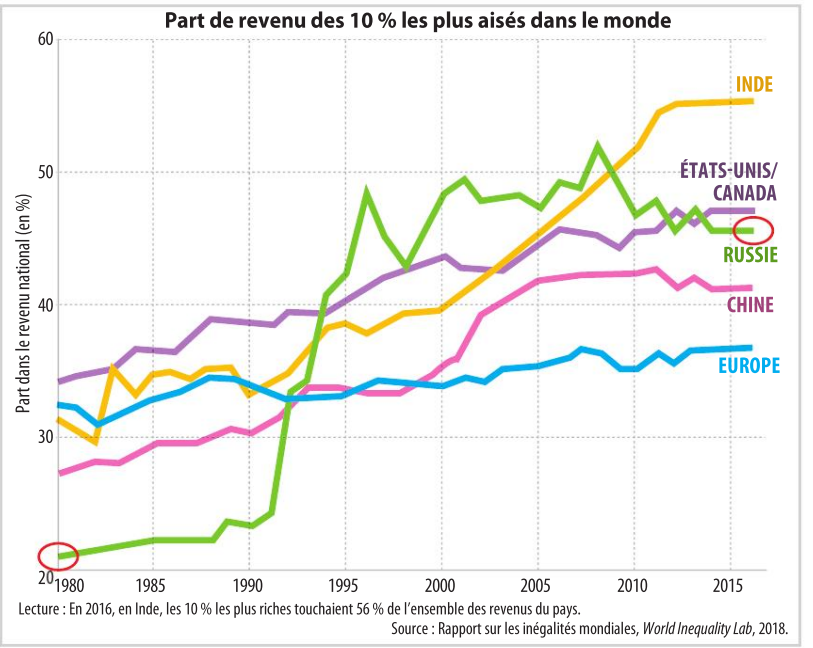
Dès les années 1940, Samuelson a établi avec Stolper un théorème montrant que le libre-échange, s'il augmente la richesse moyenne des deux pays qui s'y livrent, peut aussi provoquer un accroissement des inégalités dans l'un d'entre eux et un resserrement dans l'autre. Le modèle est le suivant : deux territoires diffèrent par la proportion relative des travailleurs qualifiés et non qualifiés. Dans l'un, l'Europe par exemple, le ratio (nombre de qualifiés)/(nombre de non qualifiés) dans la population active est plus élevé que dans l'autre, un pays moins développé, l'Inde par exemple. En conséquence, les qualifiés étant relativement plus nombreux en Europe, le ratio (salaires des qualifiés)/(salaires des non qualifiés) est initialement plus faible en Europe qu'en Inde. Dans ce modèle, on suppose que l'Europe et l'Inde disposent des mêmes techniques de production et peuvent fabriquer aussi bien des avions que des tee-shirts. Mais les biens utilisant beaucoup de travail qualifié, comme les avions, sont relativement meilleur marché en Europe puisque le travail qualifié y est relativement meilleur marché qu'en Inde. L'Europe se spécialise donc dans les avions, tandis que l'Inde se spécialise dans les biens utilisant beaucoup de travail non qualifié, comme les tee-shirts.

Du fait de cette spécialisation, les écarts de salaires entre qualifiés et non qualifiés s'accroissent en Europe au profit des premiers, car l'industrie aéronautique s'y développe et demande de plus en plus de travail qualifié […]. En revanche, les inégalités vont se réduire en Inde où les qualifiés, qui étaient rares et donc très bien payés par rapport aux non qualifiés, sont désormais en compétition avec les qualifiés européens, tandis que les non qualifiés voient leur demande augmenter avec le développement rapide de l'industrie textile.

Pierre-Noël GIRAUD, *La mondialisation : émergences et fragmentations*, Éd. Sciences Humaines, 2011.

1. Expliquez la phrase soulignée à l'aide d'un raisonnement de marché.
2. Dans quelle production l'Europe va-t-elle se spécialiser ? Pourquoi ? Et l'Inde ? Pourquoi ?
3. Quel est l'effet du commerce international sur les inégalités en Europe ? Et en Inde ?

DOC 4 Qui a bénéficié de la croissance des revenus ?



Lecture : En 2016, en Inde, les 10 % les plus riches touchaient 56 % de l'ensemble des revenus du pays.

Source : Rapport sur les inégalités mondiales, *World Inequality Lab*, 2018.

1. Rédigez une phrase présentant la signification précise de chacune des données entourées.
2. Dans quels pays les inégalités ont-elles le plus augmenté ? Le moins augmenté ?
3. Les constats établis dans ce document sont-ils cohérents avec les conclusions du document 3 ?
4. Comment expliquer que la mondialisation n'ait pas les mêmes effets sur les inégalités dans tous les pays ?

S'entraîner

Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS p. 400

Vrai ou faux ?

1. Les inégalités mondiales diminuent depuis 1970.
2. Les inégalités entre pays augmentent depuis 1970.
3. Les inégalités dans les pays riches augmentent depuis 1970.
4. La mondialisation détériore le pouvoir d'achat des ménages.
5. Dans la plupart des pays du monde, ce sont les plus riches qui profitent le plus de la mondialisation.

2 Mobiliser ses connaissances

BAC

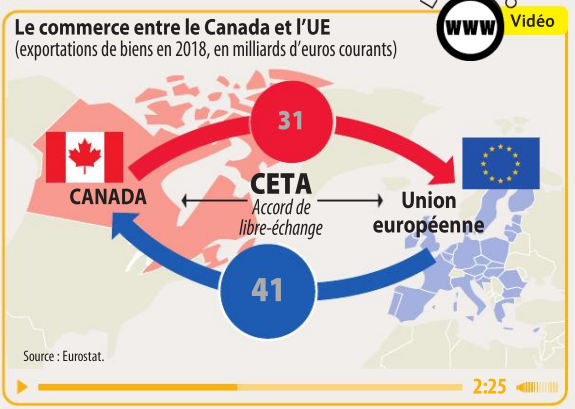
Expliquez comment la mondialisation peut accroître les inégalités au sein des pays les plus riches.

DOSSIER 6 Libre-échange ou protectionnisme ?

• Libre-échange • Protectionnisme

POUR COMMENCER

Doc 1 Le CETA, un exemple d'accord de libre-échange



« CETA : que change la ratification ? », *Le Monde*, 26 juillet 2019.

Visionnez la vidéo jusqu'à 2 min.

1. Quelles sont les principales mesures mises en œuvre dans cet accord de libre-échange ?
2. Pourquoi cet accord doit-il être ratifié à la fois par le parlement européen et par les parlements nationaux ?
3. Dans un tableau à deux colonnes, indiquez les avantages et les inconvénients anticipés pour les pays de l'Union européenne.

DÉFINITION

Libre-échange

Doctrine qui promeut l'abolition des obstacles aux échanges internationaux. Ceci passe par des accords multilatéraux comme le GATT (*General Agreement on Tariffs and Trade*), signé en 1947, que fait appliquer l'Organisation mondiale du commerce créée en 1995, mais aussi par des accords régionaux (exemple : Union européenne) et bilatéraux (exemple : CETA).

Doc 2 Quels sont les gains attendus du libre-échange ?

Pour le comprendre, il faut remonter jusqu'à la théorie de l'avantage comparatif de David Ricardo. […] En effet, un pays aura avantage à se spécialiser dans la production de biens pour lesquels il est le plus efficace et échanger, plutôt que de tout faire lui-même. […] Au final, les deux économies profiteront d'une plus grande production car elles utiliseront leurs ressources de manière plus efficiente. […]

En utilisant ses ressources de manières plus efficientes et en accédant à de nouveaux marchés, les pays vont pouvoir augmenter leur production. Cet accroissement des quantités produites va permettre de bénéficier de rendement d'échelle[1], faisant ainsi diminuer les coûts de production. L'effet sera identique dans les autres pays membres de l'accord. Au final, ces éléments combinés devraient permettre une réduction des prix de tous les biens, améliorant en même temps le pouvoir d'achat des ménages pour tous les partenaires profitant du libre-échange. Évidemment, avec un pouvoir d'achat renforcé, ces derniers pourraient également accroître leur demande de biens et services, ce qui générerait de la croissance économique. Les pays entrent ainsi dans une boucle positive.

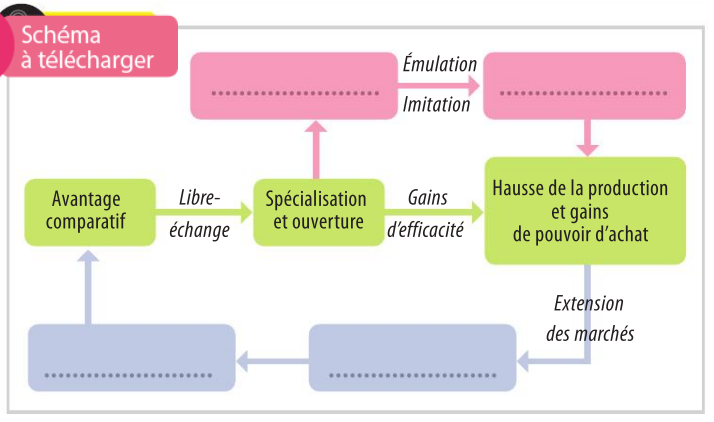
À ces arguments, s'ajoutent d'autres aspects. L'ouverture des frontières augmente la compétition entre entreprises. Pour se défendre, les entreprises se doivent d'innover afin d'être plus attractives, plus compétitives sur le marché international. Le libre-échange va ainsi favoriser non seulement l'innovation, mais également le transfert de technologies puisque le pays est forcé de s'intéresser aux connaissances de ses partenaires commerciaux.

Rachel Cordonier, « Les accords de libre-échange : pour ou contre ? », Iconomix, 11 novembre 2016.

1. Synonyme d'économies d'échelle : l'augmentation de la quantité produite fait diminuer le coût moyen par unité produite.

1. Rappelez pourquoi les pays font des gains d'efficacité lorsqu'ils se spécialisent en fonction de leurs avantages comparatifs.
2. À l'aide du texte, complétez le schéma ci-contre avec les termes suivants : Baisse des coûts • Innovations • Concurrence internationale • Économies d'échelle.
3. Montrez que le libre-échange peut procurer des gains cumulatifs, que l'auteur appelle « boucle positive » dans la phrase soulignée.

Schéma à télécharger



DOC 3 Les arguments en faveur du protectionnisme

Les partisans des tarifs douaniers et des quotas d'importation s'appuient sur de nombreux arguments. […] L'argument de la sécurité nationale repose sur la proposition selon laquelle les sources étrangères de biens peuvent être soumises à des ruptures en période de conflits internationaux ; par conséquent un pays devrait protéger les offreurs nationaux de biens cruciaux avec l'objectif d'être autosuffisant pour ces biens. […] L'argument de la création d'emplois s'intéresse aux emplois supplémentaires créés dans les secteurs concurrencés par les importations grâce à la protection commerciale. Les économistes pensent que ces emplois sont compensés par des emplois perdus ailleurs, comme dans les secteurs qui utilisent des inputs[1] importés et qui subissent maintenant des coûts plus élevés. […]

Finalement, l'argument des industries naissantes, souvent mobilisé dans les nouveaux pays industrialisés, soutient que les nouvelles activités ont besoin d'une période temporaire de protection commerciale pour être installées. […] En théorie, l'argument en faveur de la protection des industries naissantes peut être convaincant, particulièrement pour les secteurs de haute technologie qui permettent d'augmenter le niveau global de qualification dans un pays. Mais les choses sont en réalité plus compliquées : ce sont le plus souvent les secteurs politiquement influents qui obtiennent des protections. Par ailleurs, les gouvernements ne font pas toujours les meilleures prédictions en matière de technologies émergentes. Enfin, il est souvent très difficile de lever les protections dont bénéficie un secteur quand il est arrivé à maturité pour pouvoir se débrouiller seul.

P. KRUGMAN, R. WELLS, *Macroéconomie*, 4e éd., De Boeck, 2019.



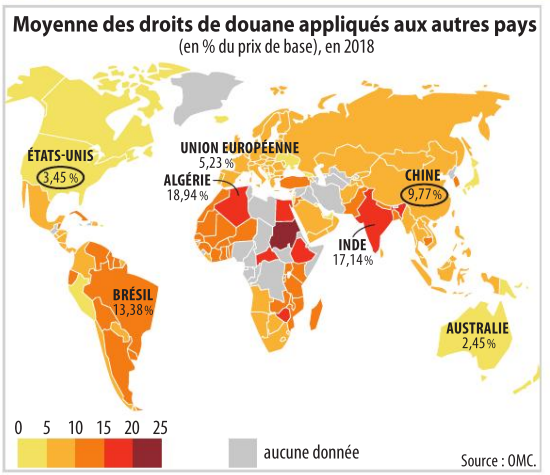
Le 8 mars 2018, Donald Trump signe un décret augmentant les taxes sur les importations d'acier et d'aluminium aux États-Unis.

1. Facteurs de production.

1. Que révèle la photo sur les motivations du protectionnisme de Donald Trump ?
2. Pourquoi peut-il être nécessaire pour un pays de protéger ses industries naissantes ?
3. Pourquoi la protection des industries naissantes n'est-elle pas toujours efficace ?

DOC 4 Des barrières aux échanges variables selon les pays

Site Web — Carte interactive en ligne / Onglet « Tarifs »



1. Rédigez une phrase présentant la signification précise de chacune des données entourées.
2. Dans un tableau à deux colonnes, recensez des exemples de pays qui pratiquent des droits de douane élevés et d'autres faibles.
3. Comment les droits de douane protègent-ils un pays ?
4. Proposez des hypothèses pour expliquer ces écarts dans les droits de douane pratiqués.

REPÈRE

Barrières tarifaires et non tarifaires aux échanges

Les **barrières tarifaires** consistent en des droits de douane ou des subventions qui donnent un avantage aux produits du pays. Les autres obstacles aux échanges sont des **barrières non tarifaires** : réglementations quantitatives (quotas) ou qualitatives (normes).

S'entraîner — Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS p. 400

Complétez le texte avec les mots suivants : emplois • innovation • spécialisation • libre-échange • avantage comparatif • économies d'échelle.

Le ..... génère des gains à l'échange car chaque pays produit plus efficacement en se spécialisant dans le domaine où il a un ....., qui s'accroît avec l'extension des marchés et les ..... Il favorise aussi la concurrence et donc l'..... Cependant, le protectionnisme peut permettre de sauvegarder des ..... ou de faire évoluer la ..... du pays.

2 Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire

BAC

À l'aide de vos connaissances et des documents, vous expliquerez pourquoi un pays peut avoir intérêt à mener une politique protectionniste.

ACTIVITÉ 1 Étude de cas

La spécialisation de la Côte d'Ivoire lui est-elle favorable ?

Objectifs

Savoirs : dotations factorielles et technologiques, avantages comparatifs, spécialisation internationale.

Savoir-faire : rechercher des informations, construire une synthèse.

Votre mission **Vous êtes économiste en Côte d'Ivoire et le gouvernement vous sollicite pour dresser un bilan des effets du commerce extérieur sur le développement du pays.**



ÉTAPE 1 S'informer sur les grands indicateurs économiques et sociaux du pays

10 min

1 Sur le site de la Banque mondiale https://www.banquemondiale.org/ sélectionnez successivement dans le menu : « NOS PAYS » ; Région « Afrique » ; « Côte d'Ivoire ». Dans les « Données sur le pays », recherchez les informations vous permettant de compléter le tableau suivant :

Tableau à imprimer

	PIB (en milliards de $ US courants)	Population (en millions)	RNB/habitant (en $ US courants)	Espérance de vie à la naissance (en années)	Taux de scolarisation (en %)
2000					
2018					
Évolution 2000/2018 (en %)					

2 Quel problème pose la mesure de l'évolution du PIB et du RNB/habitant en $ courants ?

ÉTAPE 2 S'informer sur les exportations, les importations et la spécialisation de la Côte d'Ivoire

20 min

1 Sur le site https://oec.world/fr/ sélectionnez l'onglet « recherche » matérialisé par une loupe, puis « Côte d'Ivoire ».

a) Quelles sont les deux activités dans lesquelles est spécialisée la Côte d'Ivoire ?

b) Quel est le montant des exportations liées à ces activités actuellement (en milliards de $ US courants et en % du total des exportations de ce pays) ?

c) Quels sont les deux produits les plus importés par la Côte d'Ivoire actuellement ?

d) Calculez le solde commercial actuel.

e) Dans l'onglet du menu gauche « Construire une visualisation », choisissez « Line » et « Trade Balance ». Comment évolue la balance commerciale de la Côte d'Ivoire depuis 1995 ?

f) Dans l'onglet du menu en haut de page « Construire Visualisation », sélectionnez « Côte d'Ivoire » pour l'année « 1980 ». Quels étaient les trois premiers produits exportés en 1980 ? Quels étaient les produits les plus importés en 1980 ?

g) Décrivez l'évolution de la spécialisation de la Côte d'Ivoire de 1980 à aujourd'hui.

2 Sur le site de la Banque mondiale https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/TT.PRI.MRCH.XD.WD?view=chart sélectionnez l'indice des termes de l'échange pour la Côte d'Ivoire de 1980 à aujourd'hui.

a) Rédigez une phrase présentant la signification précise de la donnée la plus récente.

b) Comment ont évolué les termes de l'échange depuis 1980 ?

c) À l'aide du Repère, formulez des hypothèses permettant d'expliquer cette évolution.

REPÈRE

Les termes de l'échange

Les termes de l'échange sont le rapport entre le prix des exportations et celui des importations.
On calcule les indices des termes de l'échange par le rapport :
[Indice des prix des exportations / Indice des prix des importations] x 100
Si ce rapport est **supérieur à 100** alors les **termes de l'échange s'améliorent** : le pays peut se procurer la même quantité de marchandises importées en exportant une quantité plus faible de marchandises.
Si ce rapport est **inférieur à 100** alors les **termes de l'échange se dégradent** : le pays doit exporter davantage de marchandises pour financer les mêmes quantités de marchandises importées.

ÉTAPE 3 Conclure

25 min

Rédigez un paragraphe AEI qui montre que la Côte d'Ivoire n'a pas choisi la bonne spécialisation depuis 1980.

Fiche méthode n° 1 p. 370 *Construire une argumentation*

ACTIVITÉ 2 Rédiger un texte argumenté

La fragmentation de la chaîne de valeur dans l'industrie automobile

Objectifs

Savoirs : stratégies des firmes multinationales, internationalisation des chaînes de valeur mondiales.

Savoir-faire : analyser un document, repérer des arguments, lire un graphique de répartition.

Dans le secteur automobile, les firmes multinationales, qui sont confrontées à une concurrence exacerbée, doivent mettre en place des stratégies à la fois pour tenter de conquérir de nouvelles parts de marché et pour ne pas disparaître du marché.

Votre mission **Chargé d'études, vous devez rédiger un argumentaire présentant les stratégies mises en œuvre par les multinationales et les avantages attendus.**

ÉTAPE 1 Étude des documents — 35 min

DOC 1 Les objectifs d'une fragmentation des chaînes de valeur dans l'automobile

La voiture « made in France » avance au ralenti. […] En seulement quatre ans, l'activité d'assemblage sur les chaînes françaises a reculé globalement de 20 %. Le groupe Renault en 2013 a produit moins d'une voiture sur cinq dans l'Hexagone, et PSA un peu plus d'une sur trois. […]

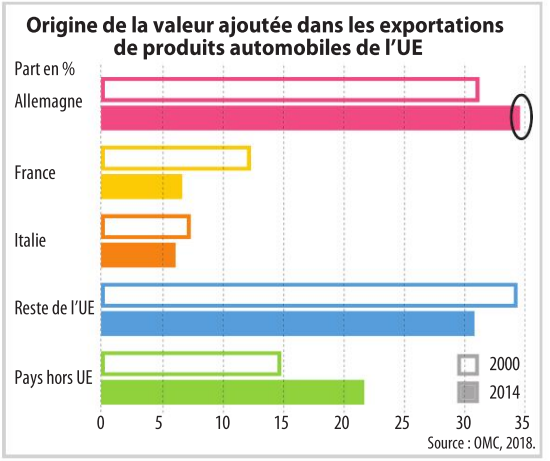
On connaît les origines du déplacement du centre de gravité de l'automobile hors des frontières. Une spécialisation dans les gammes de voitures économiques à faibles marges qui s'accommodent mal des coûts de production élevés français, une mondialisation qui facilite les transferts de production dans les pays où les coûts de production sont plus bas, le développement de marchés automobiles émergents où les constructeurs doivent produire localement pour conquérir des parts de marché. Et au final, des usines qui ferment en France […]. Au-delà, Renault s'est installé […] en Russie et en Inde (où il joue la carte du low cost). […]

D'autres pays aux économies avancées conservent une compétitivité qui leur permet de compter sur une industrie automobile plus performante et offensive à l'international. À commencer par le Japon et la Corée du Sud, où les standards de coûts de revient sont maintenant comparables aux standards européens mais où la productivité est meilleure. […] Reste aux stratégies des groupes, grâce notamment à l'innovation et la recherche de valeur ajoutée, à concevoir des produits […] qui pourront être exportés depuis la France.

Gilles Bridier, « La production automobile française peut-elle redevenir française ? », Slate.fr, 1er octobre 2014.

1. Quelles sont les stratégies des entreprises lorsqu'elles décident de fragmenter leurs chaînes de valeur au niveau mondial ?
2. Que recherchent les firmes quand elles décident de produire une partie du bien dans un pays développé ?

DOC 2 Où est produite la valeur ajoutée des automobiles exportées par l'Union européenne ?



1. Rédigez une phrase présentant la signification précise de la donnée entourée. Fiche outil n° 10 p. 364
2. À l'aide d'un calcul de votre choix, montrez l'évolution de la contribution à la valeur ajoutée de l'Allemagne dans les exportations de véhicules de l'UE entre 2000 et 2014.
3. Comment est-il possible qu'une partie de la valeur ajoutée des exportations d'automobiles par les pays de l'UE ne soit pas réalisée dans l'UE ?
4. Comment a évolué la part de la valeur ajoutée réalisée à l'extérieur de l'UE dans les exportations de véhicules de l'UE entre 2000 et 2014 ?

POUR ALLER PLUS LOIN

Comprendre la chaîne de valeur
Xerfi Canal, 28 avril 2016.

Lien vidéo — Vidéo — 3:57

ÉTAPE 2 Synthèse — 20 min

À l'aide de vos réponses aux questions, construisez deux paragraphes argumentés montrant l'intérêt que peuvent avoir les entreprises du secteur automobile à internationaliser leurs chaînes de valeur au niveau mondial. Fiche méthode n° 1 p. 370 *Construire une argumentation* Fiche méthode n° 2 p. 372 *Rédiger un texte long*

ACTIVITÉ 3 Débat

OBJECTIFS

Savoirs : libre-échange, protectionnisme, dotations factorielles et technologiques, spécialisation internationale.

Savoir-faire : réussir un débat argumenté, construire un argument, s'entraîner à l'oral.

Faut-il craindre le retour du protectionnisme ?

Lors du Grand oral, vous devrez être capable d'exposer des arguments avec des qualités de rigueur sur le fond et de clarté sur la forme. Cette activité vous permet de mettre en œuvre ces compétences au cours d'un débat qui vous invite à remobiliser une partie des notions du chapitre.

Le sujet

L'ouverture au commerce international semble de plus en plus contestée dans de nombreux pays développés, qu'il s'agisse des États-Unis ou en Europe. Des partis politiques font ainsi du protectionnisme un argument central de leur programme électoral. Aux États-Unis, Donald Trump a imposé en mars 2018 des droits de douane de 20 à 50 % sur les lave-linges coréens et taxé les importations chinoises d'acier à hauteur de 25 %. L'objectif principal avancé par les défenseurs du protectionnisme est la protection de l'emploi national. Pourtant certains économistes redoutent les effets néfastes d'un retour des barrières tarifaires et non tarifaires qui pénaliserait notamment le pouvoir d'achat des ménages. Dans ce contexte, faut-il craindre un retour du protectionnisme ? Ce dernier serait-il une menace pour la croissance et donc, à terme, pour le bien-être des populations ?

ÉTAPE 1 Préparation du débat

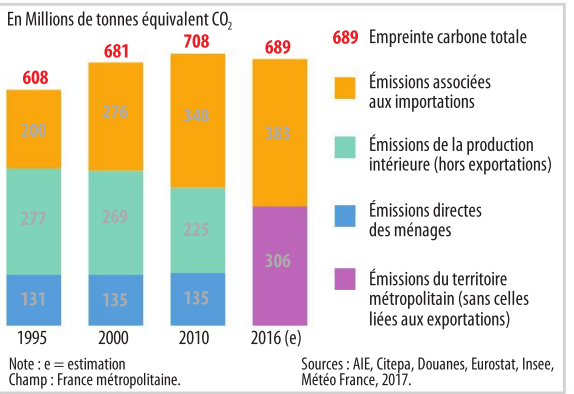
1 En groupe de 3 à 4 élèves, regardez la vidéo jusqu'à 2 min 42 s et lisez une première fois les autres documents.

DOC 1 Les risques d'un retour du protectionnisme



Interview de Sébastien JEAN, Xerfi Canal en partenariat avec le CEPII, janvier 2017.

DOC 2 Quel est le rôle du commerce international dans les émissions de CO_2 ?



DOC 3 Les dangers de l'ouverture incontrôlée

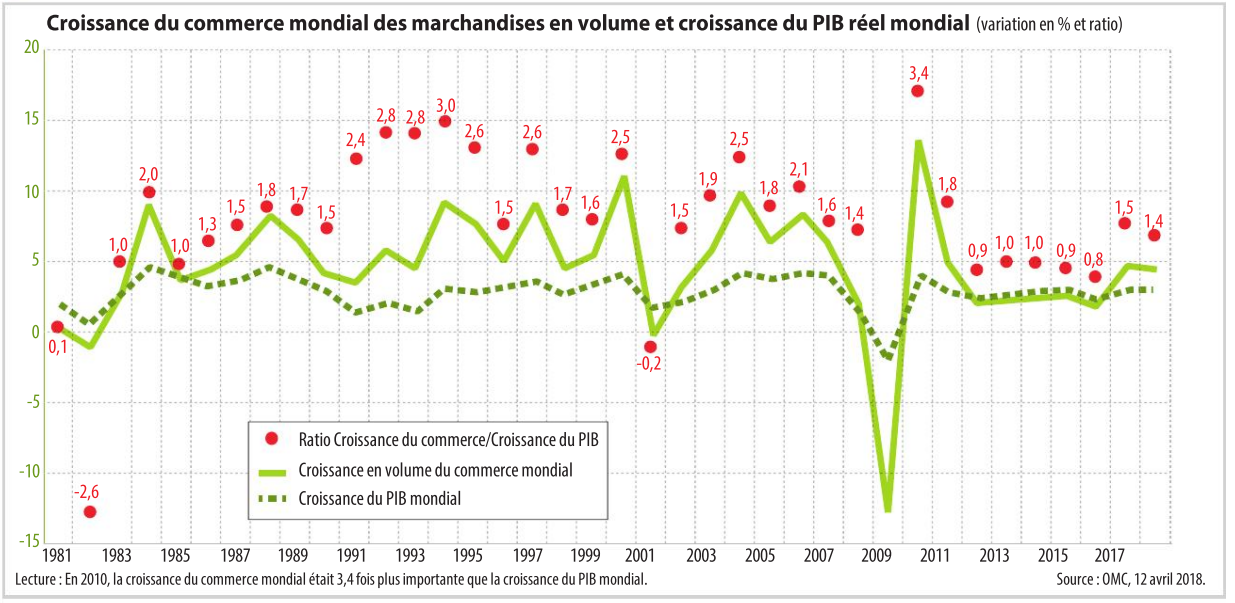
Dans les pays développés, exposés à la concurrence des pays à bas salaires, la disparition des industries de main-d'œuvre s'ajoute au progrès technique pour réduire l'emploi des travailleurs non qualifiés. Ceux-ci doivent accepter de fortes baisses de rémunération et de conditions de travail ou bien se retrouvent au chômage. […] Ainsi, la croissance des inégalités en faveur des plus riches, la hausse de la rentabilité requise par les entreprises et la baisse de leurs investissements – qui s'effectuent de plus en plus dans les pays du Sud – aboutissent à un déficit structurel de demande. […]

L'ouverture des frontières met également en péril les solidarités nationales. Les entreprises peuvent pratiquer le « tourisme fiscal », de façon à ne pas avoir à contribuer au coût des infrastructures publiques ou de la formation de leur main-d'œuvre. De leur côté, les individus riches peuvent choisir leur lieu de résidence pour réduire leurs impôts. Tandis que les États se font entre eux une dangereuse concurrence fiscale pour attirer les entreprises, comme on le voit au niveau de l'Union européenne, ce qui pénalise les dépenses publiques et la redistribution.

La mondialisation commerciale, enfin, justifie le refus de prendre des mesures fortes pour la transition écologique : les pays qui feraient payer à leurs entreprises le coût des dégâts écologiques les verraient se délocaliser.

Henri STERDYNIAK, « Libre-échange : faut-il ouvrir encore plus ? », L'État de l'économie 2015, *Alternatives économiques*, Hors-série n° 104.

DOC 4 Croissance du commerce et du PIB mondiaux



2 Relisez et visionnez à nouveau les documents et la vidéo afin d'y repérer les arguments en faveur / contre le protectionnisme. Triez ces arguments dans un tableau à deux colonnes.

Arguments en faveur du protectionnisme	Arguments contre le protectionnisme

ÉTAPE 2 Débat en classe

Grille à télécharger

55 min

1 Répartissez-vous en trois groupes : un pour le jury, et deux groupes défendant chacun un point de vue sur la question posée.

2 Procédez au débat en suivant les indications de la Fiche méthode n° 4 p. 374 *Réussir un débat*.

OBJECTIF BAC : DES PISTES POUR LE GRAND ORAL

Questions que le jury pourrait poser sur ce sujet

- Que sont les barrières tarifaires et non tarifaires ?
- Quels sont les principaux effets attendus du protectionnisme ?
- Quels sont les risques du protectionnisme ?
- Qu'est-ce que le CETA ?
- Quel est le lien entre libre-échange et réchauffement climatique ?

CONSEILS POUR LE JOUR DU GRAND ORAL

Le regard

Le regard fait partie intégrante du langage du corps. Il est nécessaire d'y apporter une attention particulière parce qu'il permet de capter l'attention du public et de donner de la pertinence au discours. Regardez votre public en veillant à ne pas fixer seulement un membre du jury mais tour à tour les deux personnes qui vous écoutent.
Astuce : Fixez l'oreille ou le nez de votre interlocuteur si vous êtes déstabilisé à l'idée de regarder votre public dans les yeux.

Fiche Bac n° 6 p. 388 *Le Grand oral*

D'autres sujets possibles sur ce chapitre

- D'où vient la compétitivité ? → dossier 3 p. 50
- L'internationalisation de la chaîne de valeur est-elle toujours souhaitable ? → dossier 4 p. 52 → activité 2 p. 59
- L'essor du commerce international a-t-il fait baisser les inégalités ? → dossier 5 p. 54
- Le libre-échange est-il compatible avec la lutte contre le réchauffement climatique ? → chapitre 1 p. 16 → chapitre 12 p. 320

S'orienter après le bac

Schéma : L'orientation post-bac *sur le rabat, en fin de manuel*

IUT et BTS, quelles sont les différences entre ces deux formations ?

Quels sont les métiers du paramédical ?
http://www.onisep.fr/Decouvrir-les-metiers/Des-metiers-par-secteur/Sante/Les-metiers-et-l-emploi-dans-le-paramedical

L'essentiel

Quels sont les fondements du commerce international et de l'internationalisation de la production ?

Podcast

Le commerce international désigne l'ensemble des échanges de biens et de services entre les pays. Sa progression donne lieu à une internationalisation de la production : de plus en plus, des entreprises localisent leur production sur plusieurs territoires pour tirer parti de leurs caractéristiques.

A Les raisons des échanges commerciaux entre pays

Podcast

1. Pourquoi les pays se spécialisent-ils ?

David Ricardo montre en 1817 que les pays n'ont pas intérêt à tout produire. Chaque produit a un coût absolu, en nombre d'heures de travail nécessaires pour produire une unité, qui provient de **dotations technologiques** permettant une productivité du travail plus ou moins forte. Mais surtout, chaque produit a un coût relatif : le produire nécessite des heures de travail qui conduisent à renoncer à produire autre chose (c'est le coût d'opportunité de la production). **Ainsi, chaque pays a intérêt à se spécialiser dans la production où il a un avantage comparatif**. En se spécialisant dans cette production, le pays va produire le bien en grande quantité. Il pourra donc échanger avec d'autres pays le surplus de cette production contre les autres biens que, désormais, il ne produit plus.

Dans les années 1930-1940, les économistes Heckscher, Ohlin et Samuelson cherchent à expliquer les spécialisations des pays par leurs dotations factorielles, c'est-à-dire les quantités de facteurs de production dont ils disposent. Chaque pays a intérêt à se spécialiser dans l'activité qui mobilise le facteur de production relativement le plus abondant sur son territoire. Mais cette théorie, dénommée HOS (initiales des auteurs), peine à expliquer les spécialisations des pays développés et l'évolution des spécialisations des pays émergents. **Le rôle des dotations technologiques est remis en avant, en prenant en compte comment les stratégies de production des multinationales et la qualité des institutions (notamment d'éducation et de recherche) les font évoluer.** Schéma

2. Pourquoi des pays comparables échangent-ils ?

Contrairement à l'époque de Ricardo, le commerce international se concentre depuis 1945 entre des pays proches par la distance et le niveau de développement. Par ailleurs, le commerce intrabranche domine : les pays les plus riches tendent à échanger entre eux des produits semblables.

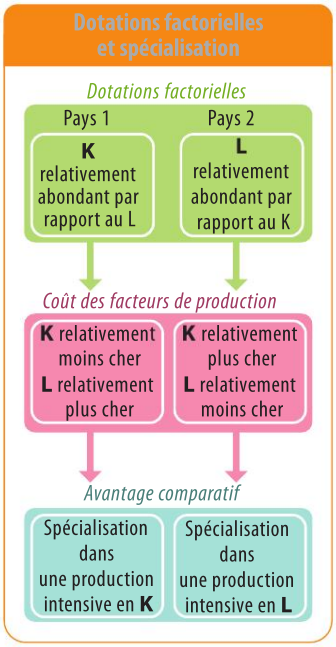
Une explication de ce commerce intrabranche réside dans la différenciation des produits. Celle-ci provient à la fois de la demande des consommateurs pour des produits moins standardisés et des stratégies des firmes combinant deux axes : la différenciation verticale par la **qualité** et la différenciation horizontale par la **variété**. Par ailleurs, les firmes opèrent une **fragmentation de la chaîne de valeur** en répartissant les différentes étapes de la fabrication du bien dans différents pays en fonction de leurs avantages comparatifs respectifs.

B Le rôle des firmes dans la mondialisation

Podcast

3. D'où vient la compétitivité d'un pays ?

La compétitivité d'un pays repose sur son aptitude à exporter. Elle est liée à la compétitivité des firmes, qui repose sur l'efficacité de leur production, mesurée par la productivité. Cette dernière est liée aux investissements des firmes dans la Recherche & Développement, la formation des salariés, mais aussi dans l'éducation et la recherche, et la construction d'infrastructures.



NOTIONS

Dotations factorielles et technologiques
Les dotations factorielles renvoient à l'abondance ou à la rareté relative des facteurs travail et capital ainsi qu'aux ressources naturelles présentes dans un pays.
Les dotations technologiques font référence à la technologie présente dans le pays.

Avantage comparatif
Un pays ou un agent a un avantage comparatif dans une activité productive si son coût d'opportunité est plus faible que pour d'autres pays ou agents.

Spécialisation internationale
Concentration de la production d'un pays sur un nombre limité de produits pour lesquels il dispose d'un avantage comparatif.

Différenciation des produits
Stratégie mise en place par une entreprise pour distinguer son produit de celui des concurrents.

Ces dépenses permettent de générer des innovations qui ont des effets différents sur la compétitivité. Les innovations de procédé et les innovations organisationnelles sont favorables à une baisse des coûts qui permet aux entreprises du pays de proposer des prix plus faibles, alors que les innovations de produit leur permettent de se différencier de la concurrence et favorisent une compétitivité qui ne dépend pas principalement du niveau des prix.

4. Quelles stratégies de production pour les firmes multinationales ?

Les firmes multinationales, qui possèdent une ou plusieurs unités de production à l'étranger, **mettent en œuvre cette fragmentation à une échelle mondiale, provoquant une internationalisation de la chaîne de valeur**. Elles localisent chaque étape de la fabrication du bien en fonction des avantages attendus de chaque pays, tout en conservant la maîtrise de l'ensemble du processus de production. Ainsi, les activités qui nécessitent du travail qualifié seront davantage implantées dans les pays développés, et les activités intensives en travail seront préférentiellement menées dans des pays où le travail est abondant et relativement peu coûteux.

Ces décisions de localisation de la production se combinent avec des décisions d'externalisation ou d'internalisation des activités. Dans le premier cas, la firme pratique une sous-traitance internationale, alors que dans le second cas elle effectue un investissement à l'étranger. Ces stratégies permettent de réaliser des économies d'échelle mais aussi d'accéder à des marchés étrangers où elle a accès à des clients solvables et de nouvelles technologies, ce qui, *in fine*, accroît sa capacité à affronter la concurrence.

C Les effets du commerce international

Podcast

5. Quelles sont les conséquences du commerce international sur les inégalités ?

Le commerce international ne bénéficie pas à tous les pays de la même façon. La première mondialisation (1870-1914) et les premières décennies de la seconde mondialisation (depuis 1945) ont vu les inégalités entre pays s'accroître. **Mais, depuis les années 1980, avec l'émergence de pays d'Asie du Sud-Est, les inégalités entre pays semblent diminuer.** La fragmentation et l'internationalisation des chaînes de valeur ont favorisé le développement d'activités de production orientées vers le marché mondial et des transferts de technologies permettant l'évolution des spécialisations.

En revanche, depuis les années 1980, le commerce international accentue les inégalités au sein des pays les plus riches, qui se spécialisent dans des activités intensives en emplois qualifiés, délaissant les activités intensives en emplois peu qualifiés. Cette spécialisation contribue ainsi à augmenter les salaires des plus qualifiés et à réduire ceux des moins qualifiés.

6. Libre-échange ou protectionnisme ?

Pour profiter des bienfaits du commerce international, de nombreux pays signent des accords de libre-échange qui visent à supprimer les barrières tarifaires et non tarifaires. Les défenseurs du libre-échange mettent en avant les gains d'efficacité liés à la spécialisation, mais aussi ceux liés aux économies d'échelle et aux transferts de technologie.

Toutefois, le protectionnisme peut se justifier dans des cas précis. Ainsi, un « protectionnisme éducateur » protège les industries naissantes de la concurrence, le temps qu'elles acquièrent un avantage comparatif. Par ailleurs, le protectionnisme est aussi mis en œuvre pour sauvegarder des emplois ou pour préserver la sécurité nationale et sanitaire.

NOTIONS

Fragmentation et internationalisation de la chaîne de valeur
Les firmes multinationales cherchent à créer de la valeur. Pour cela, elles fabriquent chaque segment de leur produit (de la conception à la commercialisation) séparément les uns des autres et n'hésitent pas à répartir toutes les étapes de la fabrication du bien dans différents pays afin de tirer profit de leurs avantages comparatifs et minimiser leurs coûts de production.

Compétitivité
Notion qui s'applique d'abord aux entreprises. Elle désigne leur capacité à augmenter la vente de leurs produits. Par extension, un pays est dit compétitif quand il développe sa production et sa capacité à exporter.

Productivité
Mesure l'efficacité des facteurs de production. De ce fait, si une entreprise parvient à produire autant avec moins de facteur travail ou capital, elle réalise des gains de productivité puisqu'elle produit de manière plus efficace.

Inégalités entre pays
Écart de revenus entre les pays, selon le revenu moyen par habitant par exemple.

Inégalités au sein des pays
Écart de revenus entre les habitants ou ménages résidents d'un pays, selon le revenu disponible par exemple.

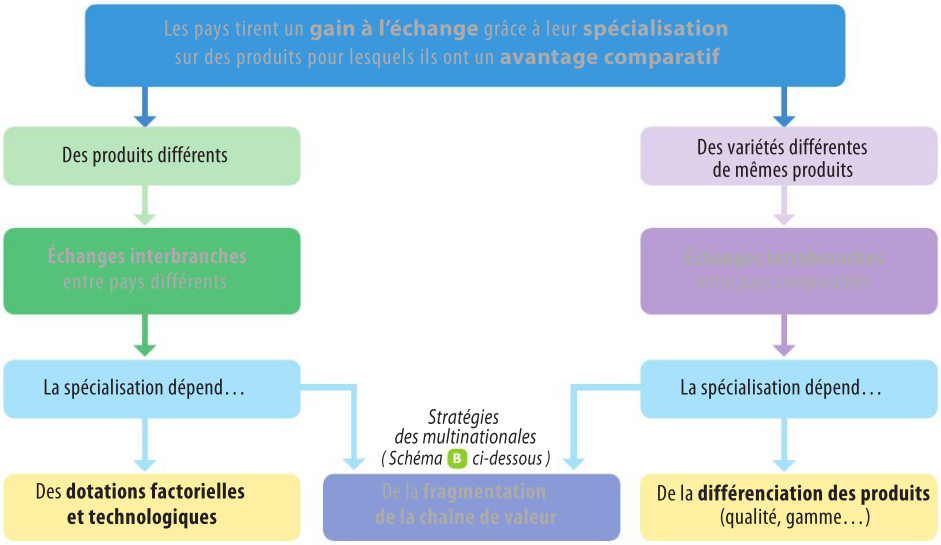
Libre-échange
Doctrine qui promeut l'abolition des obstacles aux échanges internationaux, qu'ils soient tarifaires (droits de douane, subventions, etc.) ou non tarifaires (quotas d'importation, normes, etc.). Le libre-échange est favorisé par la signature de nombreux accords internationaux.

Protectionnisme
Doctrine qui vise à mettre en place des barrières aux échanges pour protéger les entreprises présentes sur le territoire de la concurrence extérieure.

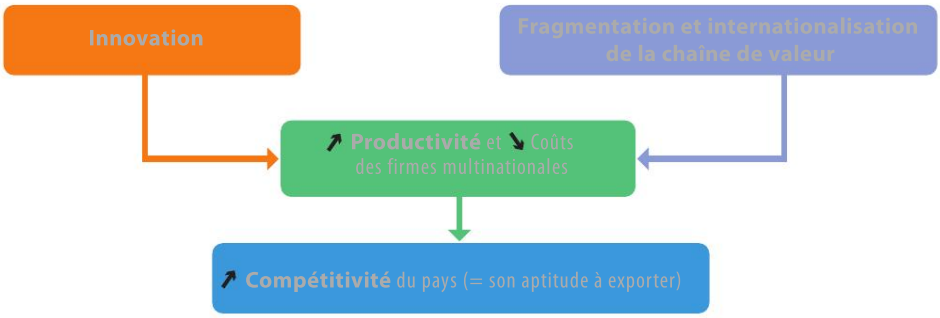
L'essentiel en schéma

Schéma interactif — Schémas animés

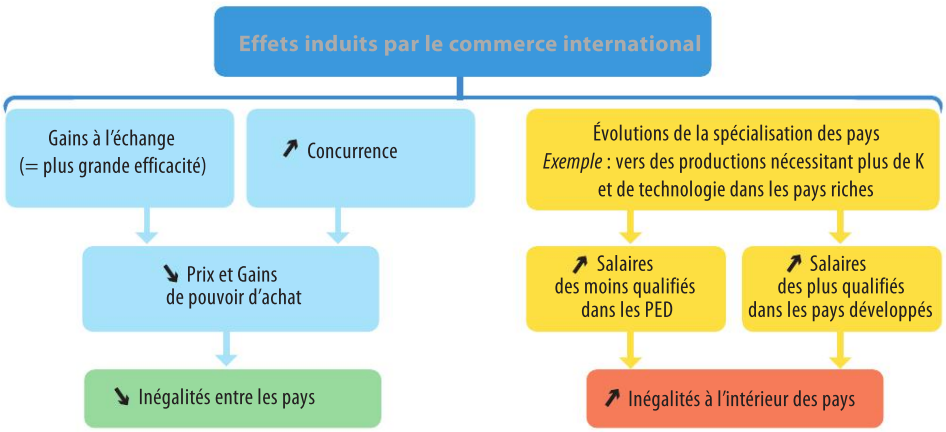
A Les raisons des échanges commerciaux entre pays



B Le rôle des firmes dans la mondialisation



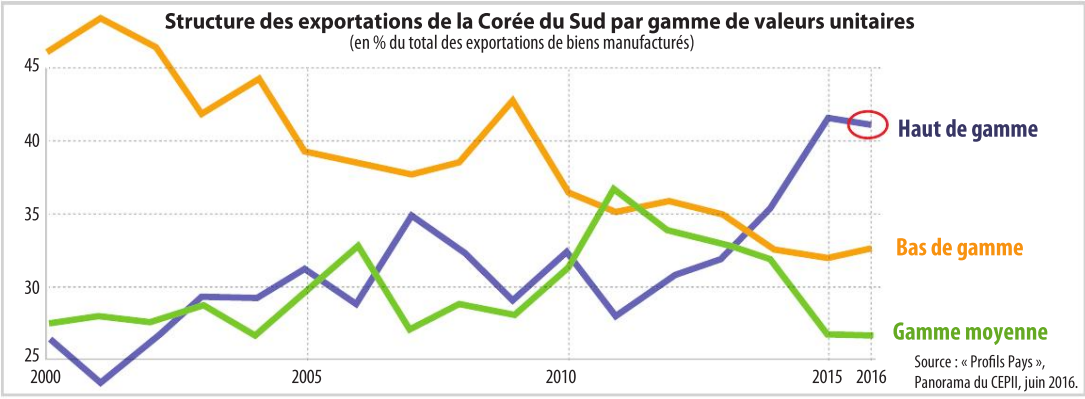
C Les effets du commerce international



Utilisez les statistiques

1 Lire et analyser un graphique chronologique

Objectifs de savoir-faire — *Lire et interpréter une proportion* → Fiche outil n° 1 p. 349
Lire et analyser un graphique chronologique → Fiche outil n° 11 p. 366



1. Rédigez une phrase présentant la signification précise de la donnée entourée.

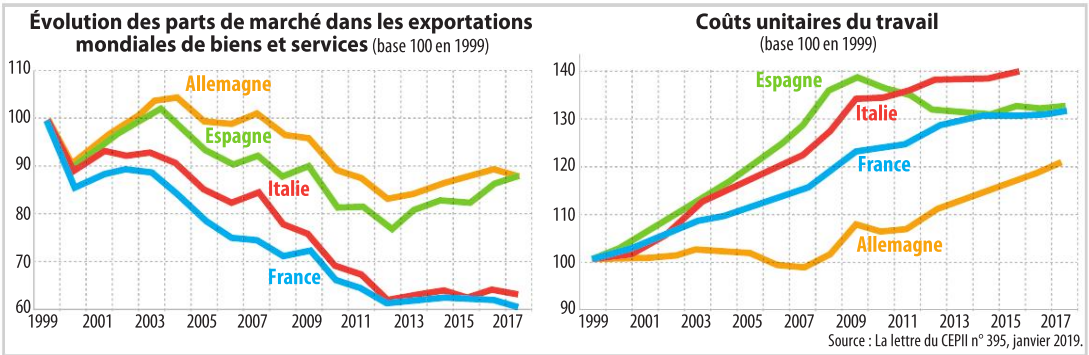
2. Toutes les formulations ci-dessous sont justes. Lesquelles sont les plus pertinentes ? Pourquoi ?

a) De 2000 à 2016, la part des exportations haut de gamme de la Corée du Sud a augmenté de 15 points de %.
b) De 2000 à 2016, la part des exportations haut de gamme de la Corée du Sud a augmenté de 58 %.
c) De 2000 à 2016, la part des exportations haut de gamme de la Corée du Sud a été multipliée par 1,6.
d) De 2000 à 2016, la part des exportations bas de gamme de la Corée du Sud a diminué de 13 points de %.
e) De 2000 à 2016, la part des exportations bas de gamme de la Corée du Sud a diminué de 30 %.
f) De 2000 à 2016, la part des exportations bas de gamme de la Corée du Sud a été multipliée par 0,7.

3. Comparez la structure des exportations en 2000 et en 2016. Que pouvez-vous en conclure ?

2 Interpréter des indices

Objectifs de savoir-faire — *Calculer et interpréter des indices* → Fiche outil n° 3 p. 352
Lire et analyser un graphique chronologique → Fiche outil n° 11 p. 366



1. Vrai ou faux ?

a) En 2017, l'Espagne exportait autant que l'Allemagne.
b) Les quatre pays ont vu leur part de marché dans les exportations mondiales diminuer depuis 1999.
c) En 2017, la part de marché de l'Allemagne dans les exportations mondiales était de 85 % environ.
d) En 2017, le coût unitaire du travail de la France était plus élevé que celui de l'Allemagne.
e) Entre 1999 et 2017, le coût unitaire du travail en France a augmenté de 30 % environ.

2. Rédigez une phrase présentant la signification précise des données concernant la France en 2017.

3. Peut-on établir un lien entre l'évolution des parts de marché dans les exportations mondiales de biens et de services et les coûts unitaires du travail ? Expliquez.

Testez vos connaissances !

CORRIGÉS P. 400

Exercices interactifs

1 Les avantages comparatifs d'Obélix et d'Astérix

Exercice interactif

Astérix et Obélix ont un défi. Ils doivent fabriquer le maximum de menhirs et rapporter le plus possible de casques romains dans la journée. Pour relever ce défi, nos deux héros peuvent répartir leurs 6 heures de travail journalier entre la production de menhirs et la collecte de casques romains.
Voici ce que chacun d'eux est capable de réaliser en 6 heures en ayant avalé de la potion magique et en étant donc au maximum de sa productivité !

	Production maximum en 6 heures de travail par jour	
	Fabrication de menhirs	Casques romains obtenus en trophées
Obélix	8	150
Astérix	3	130

1. Cochez la bonne réponse.
Qui dispose d'un avantage absolu dans la production de chacun des biens ?
☐ Obélix ☐ Astérix

2. Complétez le texte en utilisant les données du tableau et les noms des deux personnages :

Exercice interactif

Pour produire 8 menhirs, Obélix doit renoncer à ..... casques romains. Donc, pour produire 1 menhir, il doit renoncer à ..... casques romains (.....). Le coût d'opportunité du menhir pour Obélix est donc de ..... casques romains.
En revanche, pour produire 3 menhirs, Astérix doit renoncer à ..... casques romains. Donc, pour produire 1 menhir, il doit renoncer à ..... casques romains (.....). Le coût d'opportunité du menhir pour Astérix est donc de ..... casques romains. Le coût d'opportunité de la production de menhirs est donc plus faible pour ..... Il dispose donc d'un avantage comparatif dans la production de ce bien. ..... ne dispose d'aucun avantage absolu car il est moins efficace dans les deux domaines. Toutefois, pour rapporter les casques romains, il est moins désavantagé que dans la fabrication de menhirs. En effet, il est ..... fois (.....) moins rapide dans la production de menhirs qu'..... , alors qu'il n'est que ..... fois ..... moins efficace dans la récolte de casques romains. ..... dispose donc d'un avantage comparatif dans la récolte de casques romains, car c'est dans ce domaine qu'il est relativement le moins désavantagé.

2 Vrai ou faux ?

Exercice interactif

Lorsque c'est faux, justifiez pourquoi.

	Vrai	Faux
1. En se spécialisant les pays sont plus productifs, ce qui améliore leur croissance.	☐	☐
2. Selon la théorie des avantages comparatifs, chaque pays se spécialise dans la production où il est relativement le plus productif ; les pays les moins efficaces ne participent donc pas au commerce international.	☐	☐
3. Fragmenter la chaîne de valeur, c'est décomposer la production dans différentes entreprises, mais pas forcément entre différents pays.	☐	☐
4. En France, le commerce international permet de consommer des produits moins chers mais pénalise les emplois peu qualifiés.	☐	☐
5. Le commerce international accroît les inégalités entre les pays.	☐	☐
6. Le protectionnisme a permis à certains pays de s'industrialiser.	☐	☐
7. Le protectionnisme réduit le pouvoir d'achat des consommateurs.	☐	☐
8. L'internationalisation de la chaîne de valeur a réduit les échanges entre les pays.	☐	☐
9. Le commerce international favorise la hausse d'emplois qualifiés dans les pays en développement.	☐	☐
10. Le commerce international accroît les inégalités à l'intérieur des pays.	☐	☐
11. Le libre-échange favorise l'innovation.	☐	☐
12. Le protectionnisme protège les consommateurs en cas de crise sanitaire.	☐	☐

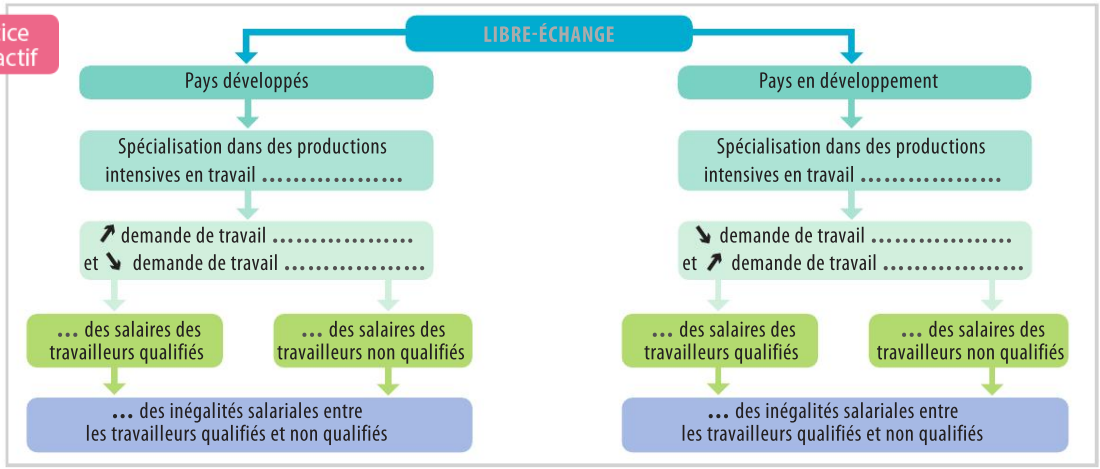
Exercices interactifs
Guide de révisions
lycee.hachette-education.com/ses/tle

Guide méthodologique complet

3 Les effets du commerce international sur les inégalités au sein des pays

Complétez le schéma avec les éléments suivants, que vous pouvez répéter autant de fois que vous le souhaitez : qualifié • non qualifié • ↗ (pour « hausse ») • ↘ (pour « baisse »).

Exercice interactif



LE SAVIEZ-VOUS ?

En 2017 les **10 principaux pays exportateurs** de marchandises représentaient **52 % du commerce mondial des marchandises.**

44 % c'est la part des **économies en développement** dans le **commerce mondial des marchandises** en 2017.

En 2017, plus de **36 millions d'emplois** (**1 sur 7**) **dans l'Union européenne** étaient liés aux exportations.

En France en 2018, les **exportations hors Union européenne** ont généré **2,8 millions d'emplois**, ce qui représente **12 %** des emplois du pays. **2/3** étaient des emplois dans le secteur des services.

POUR ALLER PLUS LOIN

Vidéos et ressources interactives

Rendez-vous sur lycee.hachette.com/ses/tle.

Lien vidéo



La France est-elle compétitive ?
France TV éducation, Decod'éco, janvier 2018.
La compétitivité d'un pays dépend de nombreux facteurs. Elle est liée à des phénomènes internes, comme la compétitivité des entreprises nationales et les politiques publiques, mais aussi à des phénomènes extérieurs, qui se déroulent sur les marchés étrangers et sur lesquels le gouvernement n'a pas de capacité d'action.

Lien vidéo



Les firmes multinationales et leur localisation
Interview d'Agnès Bénassy-Quéré et Olivier Bouba-Olga. Site SES-ENS, mai 2017.
Dans cette vidéo réalisée pour le MOOC « C'est quoi l'éco ? », les économistes Agnès Bénassy-Quéré et Olivier Bouba-Olga s'intéressent aux stratégies d'internationalisation des firmes. Quelles sont les raisons qui poussent les entreprises à s'implanter à l'étranger ? Comment se font les choix de localisation de leurs activités ?

Lien vidéo



Le commerce international accroît-il les inégalités ?
France TV éducation, Decod'éco, 2017.
Le lien de causalité entre l'ouverture commerciale et la montée des inégalités n'est pas avéré. En effet, si ces deux variables peuvent être corrélées positivement dans certains pays, ce n'est pas le cas dans d'autres où, le plus souvent, l'État intervient pour corriger les inégalités grâce à la redistribution.

Objectif Bac Épreuve composée

Corrigé

Document

PARTIE 1 MOBILISATION DES CONNAISSANCES 4 PTS

SUJET

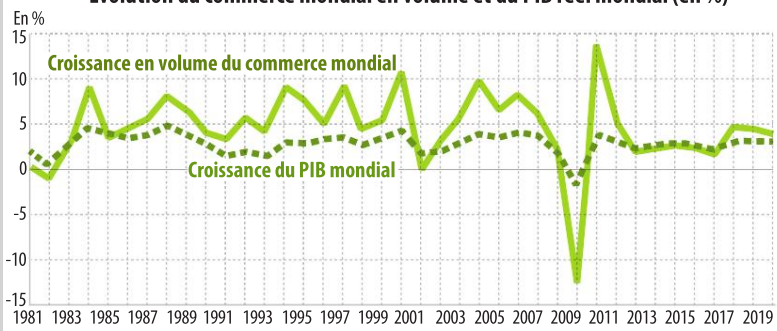
À l'aide d'un exemple, expliquez l'internationalisation de la chaîne de valeur.

PARTIE 2 ÉTUDE D'UN DOCUMENT 6 PTS

SUJET

1) Que mesure la croissance du PIB réel ?
2) À l'aide du document, vous comparerez l'évolution du commerce mondial de marchandises et celle du PIB mondial.

Évolution du commerce mondial en volume et du PIB réel mondial (en %)



Note : Prévisions pour 2018 et 2019.
Source : OMC, 2018.

PARTIE 3 RAISONNEMENT S'APPUYANT SUR UN DOSSIER DOCUMENTAIRE 10 PTS

SUJET

À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous expliquerez les effets du commerce international sur les inégalités à l'intérieur des pays développés.

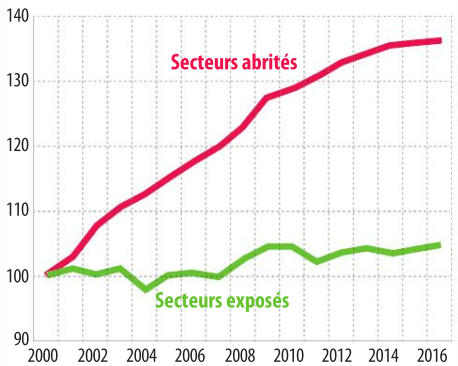
DOC 1

Bien que le commerce international ait contribué à accroître le niveau de vie dans de nombreux pays en développement, le processus d'intégration dans l'économie mondiale par le biais du commerce s'est aussi traduit par une polarisation de la répartition des revenus, en particulier à l'intérieur des pays. Des études montrent que les inégalités économiques entre les pays ont diminué mais qu'elles ont augmenté en moyenne à l'intérieur de chaque pays par suite d'une hausse rapide des revenus en haut de l'échelle et de leur stagnation au niveau le plus bas. […] La délocalisation a également accru les inégalités à l'intérieur des pays développés comme des pays en développement. De manière générale, elle a accru les inégalités dans les pays développés en abaissant les salaires des travailleurs non qualifiés et en réduisant les perspectives d'emploi des ouvriers, et, dans les pays en développement, en creusant l'écart de salaire entre les secteurs formel et informel. […] Les avantages que procure le commerce international sont le plus fréquemment captés par les grandes entreprises, souvent au détriment des petites entreprises, des femmes entrepreneurs, des exploitants agricoles et des pêcheurs. […] Ainsi, les petites entreprises sont souvent incapables de rivaliser avec les grandes entreprises étrangères car ces dernières ont les moyens de surmonter ces obstacles et d'acquérir des avantages concurrentiels.

« Les politiques commerciales et leurs répercussions sur les inégalités », Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, 6 mai 2019.

DOC 2

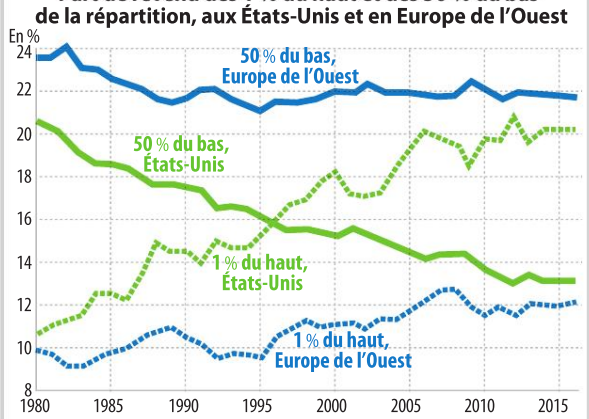
Coûts salariaux unitaires en France dans les secteurs exposés et secteurs abrités de la concurrence (base 100 en 2000)



Source : Eurostat, Calculs CNP.

DOC 3

Part de revenu des 1 % du haut et des 50 % du bas de la répartition, aux États-Unis et en Europe de l'Ouest



Lecture : En 2016, les 50 % du bas ont perçu 22 % du revenu national en Europe de l'Ouest.

Source : WID.world 2017

PARTIE 3 GUIDAGE MÉTHODOLOGIQUE

ÉTAPE 1 Analyser le sujet

- **Pour analyser un sujet**, il faut repérer puis commenter chaque mot du sujet : les **notions clés du programme**, puis les verbes, adverbes et tout autre mot du sujet.

expliquerez : formulation qui implique de détailler des mécanismes. Il s'agit donc d'un sujet analytique.

effets : synonyme de *conséquences*, *répercussions*, qui peuvent être positives mais aussi négatives.

commerce international : ensemble des flux de biens et de services entre les différents pays.

Vous expliquerez les effets du **commerce international** sur les **inégalités à l'intérieur des pays développés**.

inégalités : différences entre des individus ou des groupes qui donnent lieu à un avantage ou un désavantage et qui se traduisent par une hiérarchie entre eux.

à l'intérieur des pays développés : il est donc nécessaire de ne pas traiter des inégalités entre les pays mais bien celles qui apparaissent au sein des pays industrialisés, c'est-à-dire à l'intérieur des « pays riches et développés », pour la population.

- Il faut ensuite parvenir à rédiger une phrase synthétisant les éléments de réflexion et connaissances mobilisés lors de l'analyse mot à mot du sujet pour proposer un questionnement (qu'on appelle **une problématique**), au minimum une reformulation précisant comment on interprète le sujet et donc comment on va y répondre.

Questionnement (ou problématique) : « Ce sujet implique d'identifier et de détailler les mécanismes des conséquences négatives ou positives du commerce international sur les écarts de revenus dans la population, à l'intérieur des pays riches industrialisés. »

APPLICATION

Analysez le sujet suivant :
Vous expliquerez ce qui conduit des pays comparables à commercer entre eux.

ÉTAPE 2 Organiser ses connaissances (notions, mécanismes, exemples)

- Au brouillon, après avoir analysé mot à mot le sujet afin de le reformuler sous forme de problématique opératoire pour construire son plan, il faut rassembler ses connaissances en lien avec le sujet.
- **Complétez le tableau suivant** pour rassembler vos connaissances sur le sujet de raisonnement ci-contre.

Nous vous conseillons de trier vos connaissances selon qu'elles sont des notions/du vocabulaire, des mécanismes ou des exemples. Très souvent ce travail a déjà été amorcé lors de l'analyse du sujet, il faut le compléter.

Notions	Mécanismes	Exemples

Dans un premier temps vous pouvez noter TOUT ce qui vous passe par la tête et dans un second temps, RAYER ce qui n'est pas en lien avec le sujet.

SUJET

Le libre-échange est-il préférable au protectionnisme ?

DOC 1

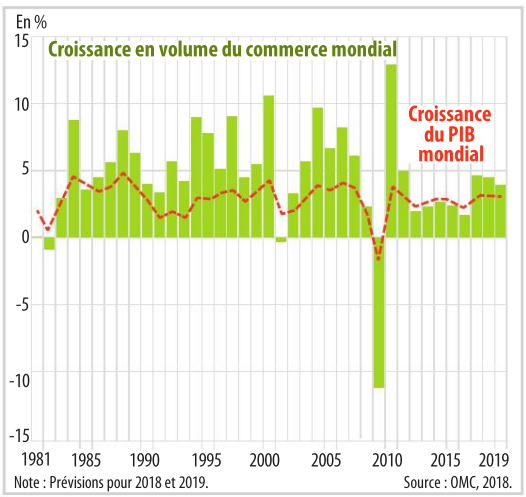
[La] théorie, dite des avantages comparatifs, présente le défaut majeur d'ignorer l'impact de la demande sur les volumes échangés. Un pays richement doté en produits agricoles, par exemple, aura beau disposer d'un avantage de coût évident dans ce secteur, sa croissance à long terme sera freinée si la demande mondiale pour ces produits s'accroît tendanciellement moins vite que celle des produits industriels.

Dès le milieu du XIXe siècle, l'économiste allemand Friedrich List montre la nécessité d'un protectionnisme éducateur destiné à faciliter l'essor des industries naissantes dans un environnement concurrentiel caractérisé par des écarts importants de développement technologique. […] De fait, une fois leur unité politique réalisée, tant l'Allemagne que les États-Unis appuient leur effort d'industrialisation dans les années 1870 sur un protectionnisme rigoureux. Ils sont imités à la même époque par le Japon, qui met les bouchées doubles pour s'approprier et copier les méthodes d'organisation économique et les techniques de production occidentales. Reproduit selon des modalités différentes dans les années 1960 et 1970 par les nouveaux pays industriels (Corée du Sud, Taiwan, Hongkong, Singapour), ce modèle place la remontée des filières de production au cœur du développement industriel, dans un mouvement qui va de l'aval vers l'amont et du simple au complexe.

Jacques Adda, « Qui sont les gagnants et les perdants du commerce mondial ? », *Alternatives économiques*, 4 janvier 2019.

DOC 2

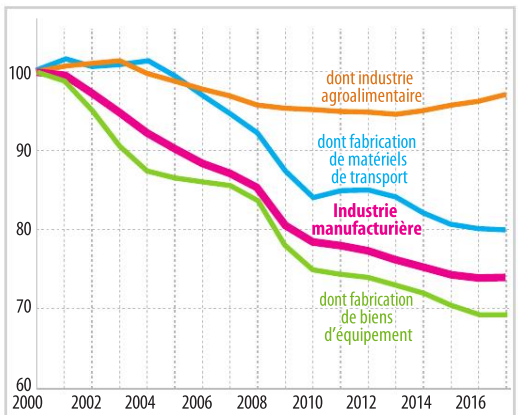
Croissance du commerce mondial des marchandises en volume et du PIB réel mondial (en %)



Note : Prévisions pour 2018 et 2019. Source : OMC, 2018.

DOC 3

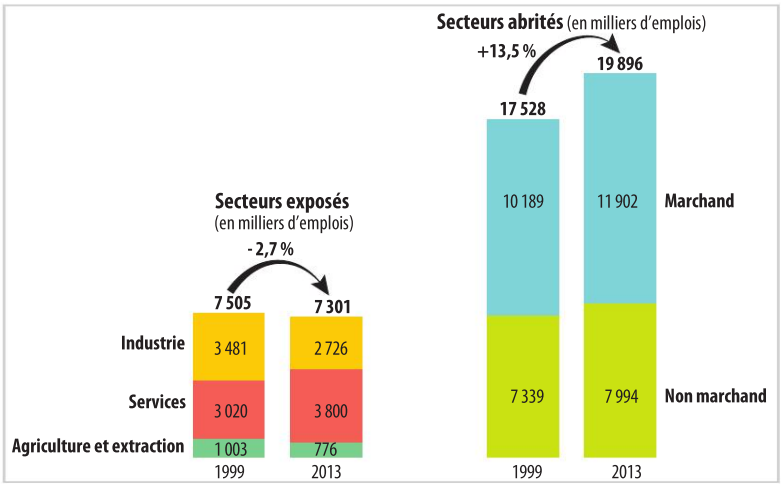
Évolution de l'emploi salarié dans l'industrie manufacturière[1] (indice base 100 en 2000)



1. Les industries manufacturières sont des industries de transformation des biens.
Champ : France, emploi salarié hors intérim dans l'industrie manufacturière.
Source : *INSEE Première*, juillet 2018.

DOC 4

Évolution des emplois exposés et abrités en France



Le secteur exposé regroupe tous les emplois que des firmes multinationales mettent en concurrence directe avec des emplois situés dans d'autres territoires.

Le secteur abrité regroupe tous les emplois qui ne sont mis en concurrence qu'avec des emplois situés dans leur territoire d'appartenance.

Philippe Frocrain et Pierre-Noël Giraud, *Dynamique des emplois exposés et abrités en France*, Presses des Mines, Paris, 2016.

GUIDAGE MÉTHODOLOGIQUE

ÉTAPE 3 Étudier le dossier documentaire : extraire les informations en lien avec le sujet

● **Pour bien utiliser le dossier documentaire**, il est nécessaire de compléter les connaissances de cours avec les informations contenues dans les documents. Mais attention, il ne faut pas relever toutes les informations des documents, seulement celles en lien avec le sujet.

Pour ce faire, toujours au brouillon, nous vous conseillons de trier les informations dans un tableau sur le modèle suivant.

	Informations en lien avec le sujet (données statistiques, citations) *Ces informations pourront vous servir à affirmer, expliciter ou illustrer.*	**Prolongements avec le cours ou lien entre les documents**
Document 1		
Document 2		
Document 3		
Document 4		

● **Complétez le tableau précédent** pour le dossier documentaire du sujet de dissertation.

ÉTAPE 4 Construire son plan détaillé

● **Le plan détaillé consiste à organiser au brouillon les arguments** permettant de « traiter le sujet, tout le sujet, rien que le sujet ». Il faut partir de sa problématique, des connaissances de cours et des informations extraites des documents. Il s'agit de rédiger des phrases suffisamment précises pour expliciter de quoi chaque partie, sous-partie ou paragraphe va traiter.

Dans une dissertation, on attend au minimum six paragraphes AEI qui doivent être organisés dans deux ou trois parties, avec ou sans sous-parties.

La construction du plan est un travail qui se fait rarement en un seul jet, mais plutôt par tâtonnements successifs. Il ne faut pas hésiter à faire « bouger » son plan, c'est-à-dire déplacer des paragraphes, ajouter/enlever des paragraphes, reformuler ses titres, les inverser, etc.

Un bon plan est souvent construit autour de titres qui reprennent les mots clés du sujet.

Plan à 2 niveaux	Plan à 2 niveaux	Plan à 3 niveaux
I) Titre • §1 Affirmation • §2 Affirmation • §3 Affirmation **II) Titre** • §4 Affirmation • §5 Affirmation • §6 Affirmation	**I) Titre** • §1 Affirmation • §2 Affirmation **II) Titre** • §3 Affirmation • §4 Affirmation **III) Titre** • §5 Affirmation • §6 Affirmation	**I) Titre** A) Sous-titre • §1 Affirmation • §2 Affirmation B) Sous-titre • §3 Affirmation • §4 Affirmation **II) Titre** A) Sous-titre • §5 Affirmation • §6 Affirmation B) Sous-titre • §7 Affirmation • §8 Affirmation

● **Une fois que vous pensez votre plan terminé**, reprenez le sujet et vérifiez que chaque titre répond au sujet et que vos titres traitent tout le sujet.

APPLICATION

Voici deux plans proposés pour le sujet de dissertation. Choisissez le meilleur plan, écartez l'autre en justifiant pourquoi.

Plan 1 : ☐ Accepté ☐ Rejeté	Plan 2 : ☐ Accepté ☐ Rejeté
I) Les avantages procurés par le libre-échange le font préférer au protectionnisme. • §1 Le libre-échange permet aux pays de gagner en efficacité en se spécialisant. • §2 Il accroît la taille des marchés et favorise la croissance. • §3 Il stimule la compétitivité et l'innovation. **II) Cependant le protectionnisme a des effets bénéfiques qui permettent de pallier les inconvénients du libre-échange.** • §4 Il protège les salariés les moins qualifiés des pays riches. • §5 Il favorise la mise en place de barrières non tarifaires qui protègent les consommateurs. • §6 Il protège les activités naissantes.	**I) Le libre-échange a des limites.** A) Le libre-échange défavorise certains travailleurs. • §1 Il réduit les salaires des travailleurs peu qualifiés des pays riches. • §2 Il provoque le chômage des travailleurs les moins productifs. B) Le libre-échange accroît le risque de faillite de certaines entreprises. • §3 Il accroît le risque de faillite des entreprises les moins compétitives • §4 Mais aussi fragilise les activités naissantes. **II) Il est donc nécessaire de mettre en place des mesures protectionnistes.** A) Le protectionnisme préserve certains emplois et le « made in France ». • §5 Le protectionnisme protège les emplois les moins qualifiés. • §6 Il permet de préserver le savoir-faire national ou local. B) Le protectionnisme permet de protéger les plus « faibles ». • §7 Le protectionnisme permet de protéger les industries naissantes. • §8 Il préserve aussi les entreprises les moins compétitives.

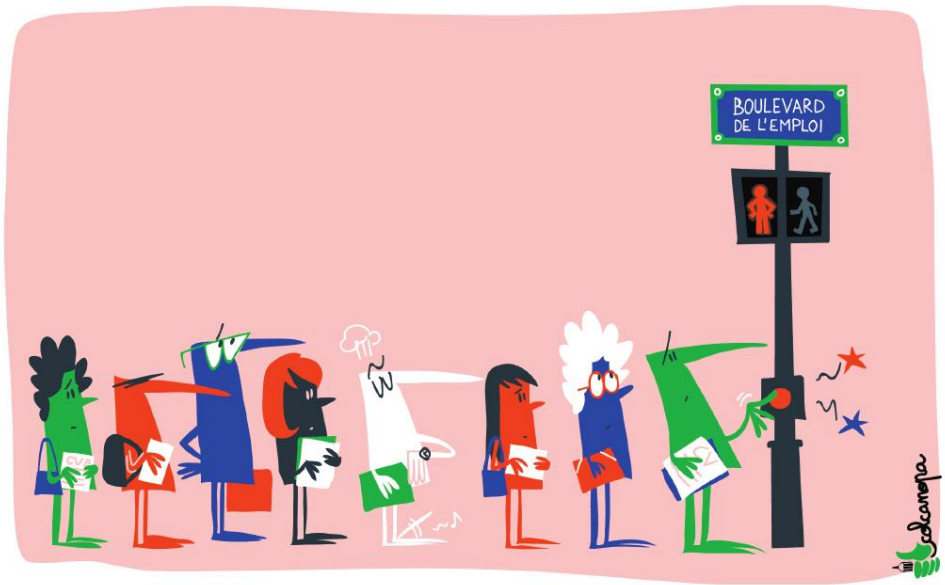
3 Comment lutter contre le chômage ?

Ressources en +
Sur le site collection : lycee.hachette-education.com/ses/tle

NOTIONS À DÉCOUVRIR
- Chômage
- Sous-emploi
- Chômage conjoncturel
- Demande globale
- Chômage structurel
- Appariement
- Salaire d'efficience
- Institutions
- Politiques conjoncturelles
- Coût du travail
- Flexibilisation
- Rigidités du marché du travail

Rappel de 1re
• Marché • Asymétrie d'information • Protection sociale

DÉCOUVRIR PAR L'IMAGE



Pourquoi ces personnes font-elles la queue pour accéder au « Boulevard de l'emploi » ?

Colcanopa, *Le Monde*, 28 septembre 2018.

DOSSIERS

A Les sources du chômage
1 Comment définir et mesurer le chômage ? 74
2 Quelles sont les causes du chômage conjoncturel ? 76
3 Quelles sont les causes du chômage structurel ? 78

B Les politiques de lutte contre le chômage
4 Le soutien de la demande globale permet-il de baisser le chômage ? 80
5 La baisse du coût du travail peut-elle réduire le chômage ? 82
6 La formation et la flexibilisation du marché du travail permettent-elles de lutter contre le chômage ? 84

ACTIVITÉS

1 Construire une carte mentale
La politique française d'allègement du coût du travail est-elle efficace ? 86

2 Rédiger une synthèse
Avantages et limites du modèle danois de flexisécurité 87

3 Vers le Grand oral
Réaliser une chronique radio A-t-on déjà tout essayé contre le chômage ? 88

L'essentiel 90
Utilisez les statistiques 93
Testez vos connaissances ! 94
Objectif Bac 96

DÉCOUVRIR EN SITUATION

Votre classe est chargée de faire des propositions pour faire baisser le taux de chômage en France. Vous vous répartissez en quatre commissions qui travailleront sur les aspects suivants :

- le coût du travail (salaire minimum, cotisations sociales, etc.) ;
- la protection de l'emploi (règles sur le licenciement, l'embauche, etc.) ;
- l'indemnisation des chômeurs ;
- une croissance favorable à l'emploi



1. Par groupe de 4, choisissez un des aspects ci-dessus et formulez des propositions qui permettraient, selon vous, de diminuer le chômage.
2. Chaque groupe propose une mesure et la défend en deux minutes devant la classe. Fiche méthode n° 3 p. 373 *S'exprimer à l'oral*
3. La classe vote et choisit trois mesures qui ont sa préférence.

DÉCOUVRIR EN DONNANT SON AVIS

Êtes-vous d'accord, pas d'accord ou sans opinion avec les affirmations suivantes ? Vous pouvez reporter vos réponses dans la grille à télécharger.
Pour visualiser les réponses de la classe, utilisez le Q-Sort interactif

1. Le chômage est la conséquence d'un salaire minimum trop élevé.
2. Pour faire baisser le chômage, il faut interdire les licenciements.
3. Les employeurs sont contraints de supprimer des emplois quand l'activité est ralentie.
4. Un chômage élevé permet aux entreprises de maintenir des salaires faibles.
5. L'indemnisation des chômeurs ne les incite pas à chercher du travail.
6. Si la consommation est élevée, les entreprises embaucheront pour produire davantage.
7. S'il y a du chômage, c'est qu'il n'y a pas assez d'emplois.
8. Contre le chômage, on a tout essayé sans succès.
9. Le plus souvent, les chômeurs préfèrent ne pas travailler.

QU'EN PENSEZ-VOUS ?

Attention ! Vous devez choisir une seule affirmation avec laquelle vous n'êtes pas du tout d'accord, deux avec lesquelles vous n'êtes plutôt pas d'accord…

- Pas du tout d'accord ☐
- Plutôt pas d'accord ☐☐
- Sans opinion ☐☐☐
- Plutôt d'accord ☐☐
- Tout à fait d'accord ☐

Grille à télécharger

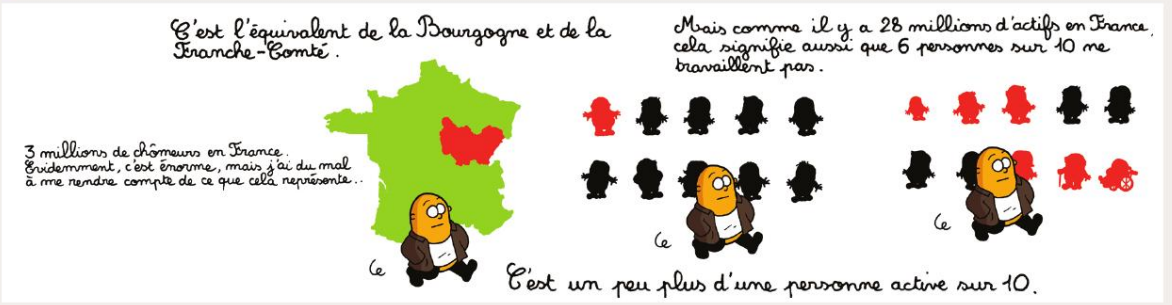
A Les sources du chômage

DOSSIER 1 Comment définir et mesurer le chômage ?

• Chômage • Sous-emploi

POUR COMMENCER

DOC 1 3 millions de chômeurs, ça représente quoi ?



Martin VIDBERG, *Le Monde*, 26 septembre 2012.

1. Chaque dessin propose une manière de se représenter l'importance du chômage en France. Lequel vous paraît le plus parlant ?
2. À partir de ces derniers, déduisez-en la formule permettant de calculer le taux de chômage.
3. Pourquoi les chômeurs font-ils partie de la population active ?

DÉFINITION

Chômage

Ensemble des personnes sans emploi, à la recherche d'un emploi et disponibles pour l'occuper. Les chômeurs font partie de la population active. Chapitre 9 p. 238

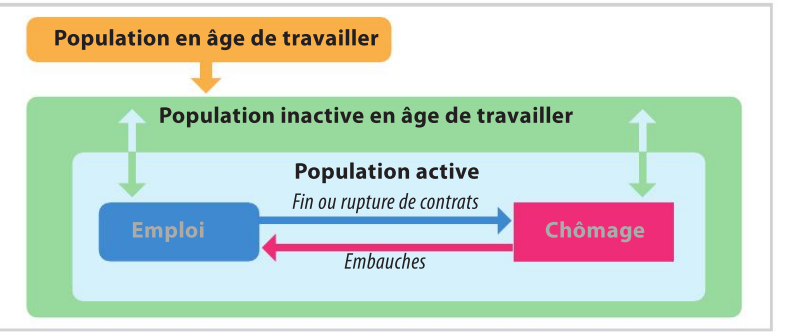
DOC 2 Que signifie le taux de chômage ?

Pour mieux comprendre ce qui se joue derrière le taux de chômage, considérons l'analogie suivante : imaginons un aéroport rempli de voyageurs. On peut expliquer cette abondance par un trafic aérien très dense, un grand nombre d'avions qui atterrissent et décollent, et de nombreux voyageurs qui entrent et sortent en permanence de l'aéroport. On peut aussi dire que le nombre important de voyageurs est dû au mauvais temps qui empêche les avions de décoller, ce qui oblige les voyageurs à s'entasser dans l'aéroport en attendant que le temps s'améliore. Dans les deux cas, le nombre de voyageurs dans l'aéroport peut être le même, mais la situation des passagers n'est pas du tout identique. De la même façon, le taux de chômage peut refléter deux réalités complètement différentes. En effet, il peut traduire un marché du travail actif, avec de nombreuses séparations (travailleurs quittant ou perdant leur emploi), de nombreuses embauches et un grand nombre de travailleurs se retrouvant au chômage et en sortant. Il peut également refléter un marché du travail sclérosé, avec peu de séparations, peu d'embauches et dans lequel une fraction de la population reste au chômage en permanence. [...]

Pourquoi ces mouvements d'entrée et de sortie sont-ils si importants ? À chaque instant, certaines entreprises connaissent un ralentissement de leur activité et diminuent leurs effectifs, tandis que d'autres, qui voient la demande qui leur est adressée augmenter, créent des emplois. [...] L'une des fonctions du marché du travail, dans les économies modernes, est de permettre cette constante réallocation du travail entre les entreprises.

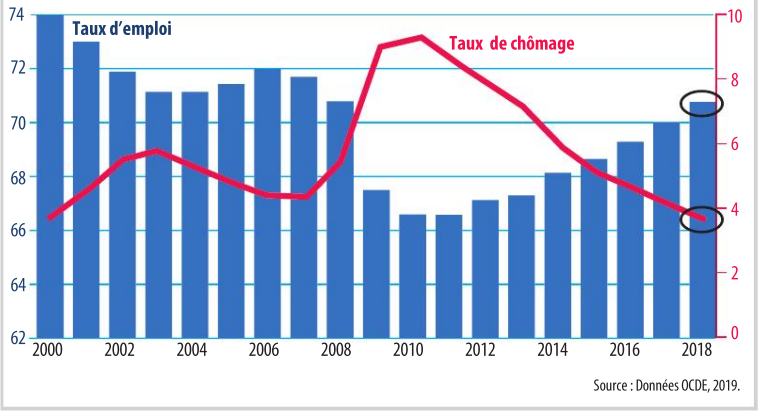
Olivier BLANCHARD, Daniel COHEN, David JOHNSON, *Macroéconomie*, 6e édition, © 2016 Pearson France.

1. Dans la métaphore utilisée par les auteurs, que représentent les personnes qui attendent dans l'aéroport ? Les avions qui décollent ? Les avions qui atterrissent ?
2. Un taux de chômage élevé indique-t-il nécessairement que le marché du travail fonctionne mal ?
3. Expliquez la phrase soulignée.



DOC 3 Le choix de l'indicateur pertinent : taux de chômage ou taux d'emploi ?

Taux d'emploi et de chômage aux États-Unis (en %)



Source : Données OCDE, 2019.

1. En vous aidant de l'encadré, rédigez une phrase présentant la signification précise des deux valeurs entourées.
2. Pouvez-vous dégager une corrélation entre taux de chômage et taux d'emploi ? S'agit-il d'une causalité ?

Fiche outil n° 12 p. 368

NE PAS CONFONDRE

Taux de chômage et taux d'emploi

$$\text{Taux de chômage} = \frac{\text{Chômage}}{\text{Population active}}$$

$$\text{Taux d'emploi} = \frac{\text{Emploi}}{\text{Population en âge de travailler}}$$

4 EXERCICE Comment mesurer le chômage ?

La définition officielle du chômage est celle du Bureau international du travail (BIT), reprise par l'INSEE. Mais Pôle emploi adopte une définition différente pour comptabiliser les demandeurs d'emploi.

Données au 2e trimestre 2019, France métropolitaine.

Chômeur au sens du BIT / de l'INSEE	Demandeur d'emploi pour Pôle emploi
Personne âgée de 15 ans ou plus qui est à la fois : – sans emploi durant une semaine donnée (pas même une heure de travail) – disponible pour prendre un emploi dans les deux semaines – en recherche active d'un emploi au cours des quatre dernières semaines Effectif : 2 366 000 chômeurs	Personne inscrite à Pôle emploi, qui, au cours du mois : 1. Est en recherche d'emploi, et : - sans emploi Catégorie A : 3 377 000 - en activité réduite courte (78 heures ou moins) Catégorie B : 746 000 - en activité réduite longue (plus de 78 heures) Catégorie C : 1 456 000 2. Dispensée de recherche d'emploi : - car en stage, formation ou maladie Catégorie D : 285 000 - car en contrat aidé ou créateur d'entreprise Catégorie E : 354 000

1. Les personnes suivantes sont-elles au chômage au sens du BIT ? Sont-elles demandeuses d'emploi, et si oui, quelle catégorie ?
   a) Agnès n'a pas travaillé depuis 6 mois et se rend régulièrement à Pôle emploi.
   b) Mario fait des petits boulots déclarés quelques heures par semaine pour compléter ses indemnités chômage.
   c) Amel a créé une petite entreprise qui ne lui permet pas de vivre ; elle recherche un emploi salarié.
   d) Dimitri a été licencié il y a un an ; il suit une formation de reconversion.
   e) Paolo est sans emploi depuis trois ans, il souhaiterait travailler mais se décourage ; il n'a pas renouvelé son inscription à Pôle emploi.
2. Sachant qu'il y avait environ 28 800 000 actifs, calculez le taux de chômage au sens du BIT puis, en comptabilisant les demandeurs d'emploi de catégorie A, selon Pôle emploi.
3. Pourquoi y a-t-il un tel écart dans les mesures du chômage ?

NE PAS CONFONDRE

Sous-emploi et halo autour du chômage

Le **sous-emploi** désigne les personnes qui ont un emploi mais travaillent à temps partiel et souhaiteraient travailler davantage. Il ne faut pas confondre cette catégorie avec celle du **halo autour du chômage** qui regroupe des personnes sans emploi qui ne font pas de démarches de recherche ou ne sont pas disponibles mais qui souhaiteraient travailler.

Chapitre 9 p. 238

S'entraîner

Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS P. 400

Vrai ou Faux ?

1. Le chômage désigne l'ensemble des personnes sans emploi.
2. Les chômeurs font partie de la population active.
3. Les personnes en sous-emploi sont des chômeurs.
4. Les chômeurs découragés forment une partie importante du halo autour du chômage.

2 Mobiliser ses connaissances

BAC

À l'aide d'un exemple, vous distinguerez les situations de chômage et celles de sous-emploi.

DOSSIER 2 Quelles sont les causes du chômage conjoncturel ?

• Chômage conjoncturel • Demande globale

POUR COMMENCER

DOC 1 Les effets de la crise financière de 2008 sur l'emploi

Lien vidéo www Vidéo



France 2, JT du 26 octobre 2008 © INA.

1. Comment expliquer la hausse du chômage à partir de 2008 ?
2. Pourquoi ce chômage peut-il être qualifié de « conjoncturel » ?

REPÈRE

Les effets de la crise de 2008 sur la croissance

La crise financière dite des « *subprimes* » éclate en 2008 et provoque un ralentissement brutal de la croissance, qui passe en France de + 2,4 % en 2007 à + 0,2 % en 2008 et – 2,9 % en 2009, la pire récession depuis 1945.

DÉFINITION

Chômage conjoncturel

Partie du chômage qui varie quand la conjoncture, c'est-à-dire la croissance, s'améliore ou se détériore, ce qu'on appelle aussi les fluctuations.

DOC 2 Le chômage dépend de la demande globale

Le raisonnement néoclassique[1] correspond bien aux évolutions de long terme du chômage. Il nous reste à montrer que le chômage se comprend bien à court terme avec une perspective keynésienne. C'est dans ce cadre que l'on peut parler d'un chômage keynésien.

Si on reprend la théorie de Keynes, il saute aux yeux que les variations du chômage (conçu principalement comme involontaire) sont le résultat des variations de la demande globale : plus la consommation et l'investissement augmentent, plus le chômage tend à se réduire jusqu'à atteindre idéalement la situation de plein-emploi où le chômage ne réagit plus aux variations de la demande globale. [...]

Plus précisément, cette relation de court terme entre demande globale et chômage repose dans la conception keynésienne sur celle entre demande effective, anticipée par les entrepreneurs, et chômage. L'analyse du climat des affaires montre que cette relation existe bien. Cet indicateur est conçu par l'INSEE pour savoir comment les chefs d'entreprises perçoivent l'avenir. Étant donné sa construction, une valeur supérieure à 100 signifie que, en moyenne, les entrepreneurs anticipent une amélioration de la situation à l'avenir, tandis qu'une valeur inférieure à 100 signifie l'anticipation inverse. De fait, les périodes de hausse du chômage sont des périodes où l'indicateur est inférieur à 100, tandis que les périodes de stabilisation puis de baisse du chômage sont celles où le climat des affaires est supérieur à 100. L'intuition keynésienne semble pleinement vérifiée à court terme.

Patrick Cotelette, *Économie du travail et des politiques de l'emploi*, Éd. Ellipses, 2018.

1. L'économie néoclassique désigne un courant de l'analyse économique, né à la fin du XIXe siècle, qui considère que le travail est une marchandise comme n'importe quelle autre et que son prix ne résulte que de la confrontation entre offre et demande sur le marché du travail.

DÉFINITION

Demande globale

Compte tenu du niveau général des prix dans l'économie, demande adressée aux producteurs du pays. Elle se compose de la demande intérieure (consommation et investissement) et de la demande extérieure (exportations).

1. Schématisez l'explication donnée dans la phrase soulignée.

   AIDE : Votre schéma doit comporter les mots suivants : emploi, chômage, demande globale, consommation, investissement, production.
2. Pourquoi les anticipations des employeurs jouent-elles un rôle dans leurs décisions d'embauche ?
3. Comment l'INSEE analyse-t-il le « climat des affaires » ?



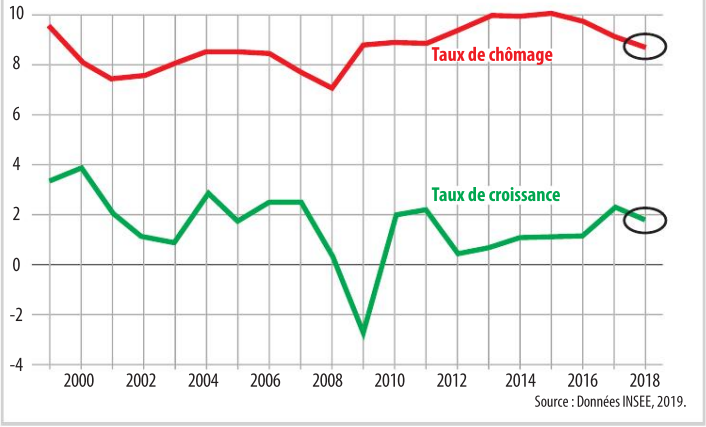
REPÈRE

John Maynard Keynes (1883-1946)

Auteur des concepts de propension à consommer et de demande effective, il renouvelle en profondeur l'analyse économique. Pour lui, l'autorégulation des marchés peut conduire à un équilibre de sous-emploi durable, c'est pourquoi il prône, suite à la Grande Dépression des années 1930, l'intervention de l'État pour relancer l'activité économique en maniant les taux d'intérêt et la dépense publique. Principal ouvrage : *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* (1936).

DOC 3 Quel lien entre croissance économique et chômage en France ?

Taux de croissance du PIB en volume (en %) **et taux de chômage** (en % des actifs)



Source : Données INSEE, 2019.

1. Rédigez une phrase présentant la signification précise de chacune des données entourées.
2. Dégagez les grandes périodes d'augmentation et de baisse de la croissance en France depuis 2000.
Fiche outil n° 11 p. 366
3. Dans un paragraphe AEI, montrez qu'une baisse de la croissance peut se traduire par une hausse du taux de chômage.
Fiche méthode n° 1 p. 370
4. Montrez que cette relation entre la croissance et le chômage n'est pas toujours vérifiée.

4 EXERCICE Analyser le lien entre croissance, emploi et chômage

Vous devez conseiller le gouvernement en estimant les effets de la croissance sur l'emploi et le chômage.

Le lien entre PIB et emploi peut être analysé à l'aide de la formule suivante :

Productivité du travail par tête

PIB ⟶ $Y = \frac{Y}{N} \times N$ ⟵ Emploi

La croissance de la production dépend donc de deux éléments : la croissance de l'emploi (**N**) et celle de la productivité du travail par tête (**Y/N**), soit la valeur ajoutée moyenne générée par une personne en emploi :

Taux de croissance de la production = Taux de croissance de la productivité du travail + Taux de croissance de l'emploi

Rappel

Chômage = Population active – Emploi

1. Calculez le taux de croissance de l'emploi dans les cas suivants :

Tableau à imprimer

En % par an		
Croissance de Y	Croissance de Y/N = gains de productivité du travail	Croissance de l'emploi
2 %	1 %	
0 %	1 %	
2 %	2 %	
3 %	2 %	

2. En France, la productivité du travail par tête augmente d'environ 1 % par an. Sachant qu'il y a environ 27 millions d'emplois (en 2018), combien d'emplois seraient créés avec une croissance de 2 % ?

3. Quand la croissance repart, les employeurs rechignent à embaucher, dans un premier temps, de peur que la conjoncture se retourne. Comment évolue la productivité du travail si l'emploi augmente moins vite que la production ?

4. Des estimations évaluent les effets de la croissance à court terme : ⅓ de gains de productivité et ⅔ de créations d'emplois. Réévaluez le nombre de créations d'emploi pour une croissance de 2 %.

5. La population active augmente de 100 000 personnes chaque année. Quelle est l'évolution du chômage compte tenu des créations d'emplois évaluées précédemment ?

S'entraîner

Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS P. 400

Complétez le texte avec les termes suivants : entreprises • emplois • demande anticipée • population active • productivité du travail.

Une hausse de la _____ (consommation et investissement) par les _____ entraîne une hausse de la production et, généralement, une hausse de la _____ car les entreprises tardent d'abord à embaucher. Le chômage conjoncturel diminuera alors si, et seulement si, à terme la hausse des _____ est supérieure à la hausse de la _____ .

2 Mobiliser ses connaissances

BAC

Montrez que les fluctuations de l'activité économique peuvent avoir des effets sur le chômage conjoncturel.

DOSSIER 3 Quelles sont les causes du chômage structurel ?

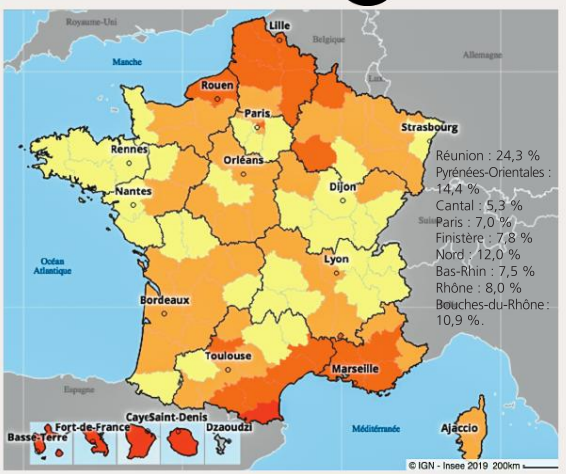
• Chômage structurel • Appariement • Salaire d'efficience • Institutions

POUR COMMENCER

DOC 1 Un chômage inégal sur le territoire

Taux de chômage (en % de la population active)

Site Web — WWW Carte interactive en ligne



Source : INSEE.

1. Calculez l'écart entre le taux de chômage le plus élevé et le moins élevé, et faites une phrase avec le résultat obtenu.
2. Formulez une hypothèse pour expliquer que le chômage ne soit pas le même partout en France métropolitaine.
3. Pourquoi les personnes au chômage dans les Pyrénées-Orientales ne cherchent-elles pas forcément un emploi ailleurs ?

DÉFINITION

Chômage structurel

Partie du chômage qui ne varie pas quand la conjoncture s'améliore ou se détériore. Le chômage structurel résulte des structures du marché du travail, et en particulier des institutions qui l'encadrent.

DOC 2 L'importance des institutions du marché du travail dans l'appariement

Dans une économie où le travail est en permanence réalloué entre entreprises et entre secteurs, la qualité de l'appariement entre travailleurs et emplois devient un déterminant important de la productivité et de la croissance, pour essentiellement deux raisons. Premièrement, plus la période pendant laquelle le travailleur reste inoccupé après un licenciement ou une démission est courte, plus l'offre de travail agrégée et donc la production sont élevées. Deuxièmement, le niveau de productivité dépend de la qualité de l'appariement entre demande et offre de travail. Une économie où les diplômés du supérieur finissent serveurs de pizzas est incapable d'atteindre le niveau de productivité qu'on pourrait attendre compte tenu de son niveau de capital humain[1].

Ces deux objectifs peuvent être contradictoires : un appariement rapide n'est pas forcément un bon appariement. Ainsi, la performance des institutions du marché du travail compte. Aux États-Unis, la faible durée des allocations chômage incite les travailleurs à trouver et accepter rapidement n'importe quel nouvel emploi : la qualité de l'appariement n'est pas assurée, mais l'ampleur des réallocations [...] garantit l'existence de nombreuses opportunités à tout moment.

En Europe, la sécurité de l'emploi est la règle (pour les travailleurs sous contrat traditionnel), mais celle-ci est ébranlée par les changements dans la structure et la dynamique des entreprises. C'est dans les pays scandinaves que les institutions du marché du travail ont connu les réformes les plus profondes, qui ont donné lieu à l'émergence d'un modèle appelé *flexicurité*[2].

Agnès Bénassy-Quéré, Jean Pisani-Ferry, Pierre Jacquet, Benoît Cœuré, *Politique économique*, 4e édition, De Boeck Supérieur, 2017.

1. Ensemble des compétences individuelles qui permettent d'améliorer la productivité du travail, c'est-à-dire l'efficacité productive des travailleurs.
2. Modèle combinant la flexibilité du marché du travail et la sécurité de l'accès à l'emploi.

1. Proposez des exemples d'institutions qui favorisent ou défavorisent l'appariement entre travailleurs et employeurs.
2. Quels sont l'avantage et l'inconvénient d'un appariement rapide entre offre et demande d'emploi ?
3. Montrez que les États-Unis et l'Europe n'ont pas fait les mêmes choix en termes d'appariement.

DÉFINITION

Appariement

Capacité du marché du travail à réaliser une adéquation entre les caractéristiques des emplois et celles des travailleurs, notamment en termes de localisation spatiale et de qualification. Les problèmes d'appariements résultent de frictions qui compliquent la recherche des travailleurs et des employeurs, comme les asymétries d'information et des institutions plus ou moins efficaces.

REPÈRE

Un marché du travail encadré par des institutions

Comme tout marché, le marché du travail repose sur des institutions, c'est-à-dire des règles qui encadrent les relations entre agents. C'est le cas des règles de protection de l'emploi qui définissent les modalités d'embauche (CDI, CDD) et de licenciement, la rémunération (salaire minimum), l'indemnisation du chômage, etc. Chapitre 9 p. 236

DOC 3 Les asymétries d'information, source de chômage structurel

[Selon] Shapiro et Stiglitz, payer un salaire élevé est un moyen de lutter contre les comportements de « tire-au-flanc » ou de triche. L'hypothèse de départ est que tout effort est coûteux pour le salarié : il va, par nature, chercher à travailler le moins possible. Pour contrer ce penchant, l'employeur pourra vérifier l'activité du salarié de façon continue, mais cette surveillance est coûteuse [...]. Une alternative consiste à rendre particulièrement coûteux pour le salarié le fait de perdre son emploi : l'employeur lui verse alors un salaire supérieur au salaire qu'il pourrait trouver ailleurs (le salaire concurrentiel). La peur de perdre ce travail particulièrement bien rémunéré constituera un ressort de motivation, permettant à l'employeur de n'effectuer qu'une surveillance ponctuelle. Le versement d'un salaire élevé permet bien d'éviter la « flânerie ouvrière » et par là d'accroître la productivité individuelle. Selon ce modèle, au niveau de salaire choisi par l'entreprise, aucun de ses travailleurs ne triche, compte tenu de la probabilité d'être détecté et du niveau plus faible de revenu obtenu dans ce cas, soit dans un emploi payé au salaire concurrentiel, soit dans une situation de chômage. Il s'agit donc bien d'un comportement optimal pour l'entreprise, mais pas pour les travailleurs considérés dans leur ensemble, puisque certains d'entre eux, n'ayant pas été recrutés et cependant désireux de travailler aux taux de salaire offert, vont se retrouver au chômage.

Bernard Gazier, Héloïse Petit, *Économie du travail et de l'emploi*, coll. Grands Repères Manuels, La Découverte, 2019.

1. Sur quoi porte l'asymétrie d'information entre employeurs et travailleurs ?
2. Pourquoi peut-il être rationnel pour les employeurs de proposer un salaire élevé ?
3. Comment cette pratique permet-elle d'expliquer le chômage d'une partie des travailleurs ?

DÉFINITION

Salaire d'efficience

En présence d'asymétrie d'information, fixation par les employeurs d'un niveau de salaire supérieur au salaire d'équilibre afin de sélectionner les travailleurs les plus efficaces et de les inciter à être productifs.

4 EXERCICE Les effets de l'instauration d'un salaire minimum sur le chômage

Pour les économistes néoclassiques, le marché du travail fonctionne comme n'importe quel autre marché. L'offre de travail émane des travailleurs, et est une fonction croissante du salaire : plus le salaire est élevé, plus ils sont prêts à travailler. Inversement, la demande de travail des employeurs est une fonction décroissante du salaire : plus le salaire est élevé, moins ils souhaitent embaucher. En concurrence parfaite, le salaire s'ajuste jusqu'à réaliser une situation d'équilibre où l'offre et la demande de travail sont égales, c'est-à-dire que tous ceux qui souhaitent travailler pour ce niveau de salaire trouvent un travail.

Schéma à télécharger



REPÈRE

Le salaire minimum

Le salaire minimum est un niveau de salaire horaire au-dessous duquel il est interdit pour un employeur de rémunérer un salarié. Créé en France en 1950, il est devenu en 1970 le SMIC. Il existe dans la plupart des pays développés, notamment dans l'Union européenne (22 pays sur 28, dont l'Allemagne, où il n'a été institué qu'en 2015) et aux États-Unis depuis 1938 (avec un salaire minimum fédéral, et dans chacun des 50 États).

Site Web
Carte interactive Salaire minimum en Europe

1. À partir des indications du texte, tracez les courbes d'offre et de demande de travail.
2. Faites apparaître le salaire d'équilibre et la quantité d'emplois d'équilibre sur le graphique.
3. Montrez qu'une forme de chômage volontaire peut exister pour ce salaire d'équilibre.
4. Placez un salaire minimum supérieur au salaire d'équilibre sur le graphique.
5. Montrez qu'une forme de chômage involontaire apparaît avec ce salaire minimum.

S'entraîner

Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS P. 400

Complétez le texte avec les termes suivants :
demande • institutions • frictions • activité économique • asymétrie d'information • appariement • offre.

Le chômage structurel désigne la partie du chômage qui ne dépend pas de l'évolution à court terme de _____. Il résulte de problèmes d'_____ entre _____ de travail (travailleurs) et _____ de travail (employeurs) qui proviennent de _____ : des imperfections dans le fonctionnement du marché du travail, comme l'_____ et certaines _____ (règles de protection de l'emploi, salaire minimum).

2 Mobiliser ses connaissances

BAC

À l'aide d'un exemple de votre choix, vous montrerez que les institutions peuvent avoir des effets positifs ou négatifs sur le chômage structurel.

B Les politiques de lutte contre le chômage

DOSSIER 4 Le soutien de la demande globale permet-il de baisser le chômage ?

• Politiques conjoncturelles

POUR COMMENCER

DOC 1 Relancer l'activité pour protéger l'emploi ?



DÉFINITION

Politiques conjoncturelles

Les politiques conjoncturelles utilisent le budget des administrations publiques (politiques budgétaires) ou la création de monnaie (politique monétaire) pour soutenir ou freiner la demande dans l'économie. Dans le premier cas il s'agit de politiques de relance, et dans le second cas de politiques de rigueur.

1. Qui sont les deux personnages ?
2. Quel paradoxe le dessinateur met-il en évidence ?
3. Quel type d'intervention publique permettrait de résoudre cette situation ?

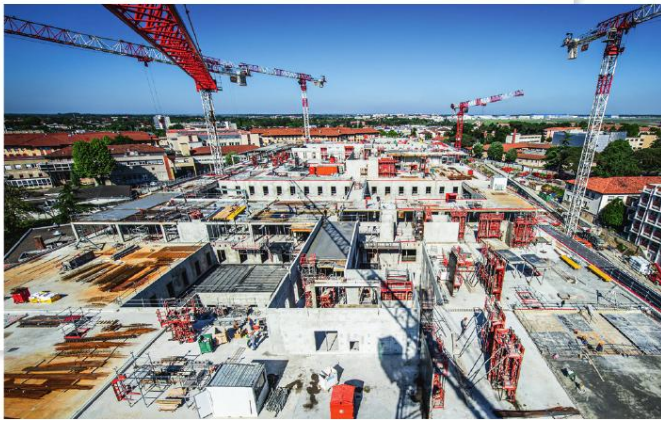
DOC 2 Des politiques budgétaires de soutien de la demande globale

Depuis la crise des *subprimes* de 2007 aux États-Unis, les économies des pays développés ont souffert [...] d'une réduction de la demande globale adressée aux entreprises. Étant donné que cette réduction conduit à un usage des facteurs de production inférieur à leur potentialité, et peut motiver des destructions d'emploi, il est légitime de considérer que les pouvoirs publics peuvent se substituer temporairement aux agents privés pour soutenir la demande globale. Ils pourraient ainsi lutter contre le chômage de nature keynésienne en permettant, par la relance, aux entreprises de maintenir les niveaux d'emploi antérieurs. [...]

Lors de graves « crises », dont la Grande Dépression constitue l'archétype, l'action des pouvoirs publics sous forme d'une politique budgétaire discrétionnaire de relance peut constituer une solution. Il s'agit alors, pour les pouvoirs publics, de se substituer aux acteurs privés pour consommer et surtout investir à leur place, mais aussi de leur procurer plus de revenus que d'habitude par des revenus de transfert ou en réduisant temporairement les recettes publiques. Par ce biais, la demande globale peut se maintenir malgré la récession en cours, ainsi que l'emploi total dans une économie. Mathématiquement, un tel choix politique implique toutes choses étant égales par ailleurs d'augmenter temporairement le déficit public et donc la dette publique.

Patrick Cotelette, *Économie du travail et des politiques de l'emploi*, Éd. Ellipses, 2018.

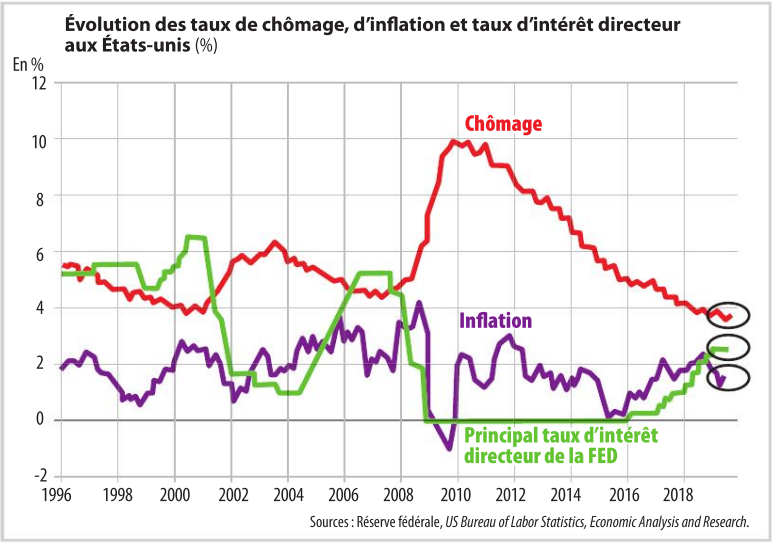
Rappel de 1re Politique budgétaire, p. 413
Demande globale, p. 409



Chantier de l'hôpital Pierre-Paul Riquet (Toulouse), l'un des plus importants chantiers hospitaliers en France ces dernières années.

1. Pourquoi l'État doit-il « se substituer aux acteurs privés » dans un contexte de crise ?
2. Comment peut-il soutenir la demande globale ?
3. Quels sont les risques de cette politique ?

DOC 3 Les effets de la politique monétaire sur la croissance et l'emploi aux États-Unis



Rappel de 1re

Politique monétaire

Action régulatrice de la Banque centrale pour garantir la stabilité de la monnaie, c'est-à-dire sa liquidité (prêts de monnaie centrale aux banques) et sa valeur (inflation faible). Elle a aussi des effets sur la demande et la croissance.

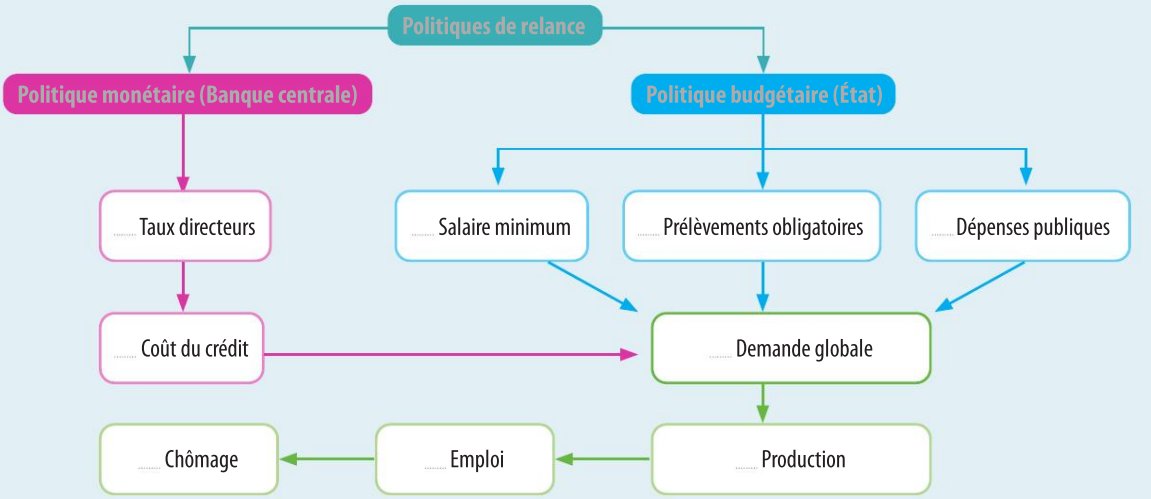
Chapitre 5 p. 136

1. Rédigez une phrase présentant la signification précise de chacune des données entourées.
2. Quel a été l'effet des taux d'intérêt bas depuis 2009 sur le taux de chômage ?
3. Expliquez comment la politique monétaire a favorisé la baisse du chômage.

4 EXERCICE Les effets d'une politique macroéconomique de soutien de la demande globale

Schéma à télécharger

Complétez le schéma avec le signe ↗ (pour « hausse ») ou ↘ (pour « baisse »).



S'entraîner

Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS P. 400

Vrai ou faux ?

1. Le chômage conjoncturel est la conséquence d'une demande globale trop faible.
2. Les fluctuations économiques n'ont qu'un effet limité sur le niveau du chômage.
3. Le soutien de la demande peut être mis en œuvre par une politique de redistribution des richesses.
4. Des taux d'intérêt directeurs élevés sont une bonne façon de soutenir la demande.

2 Étude d'un document

BAC

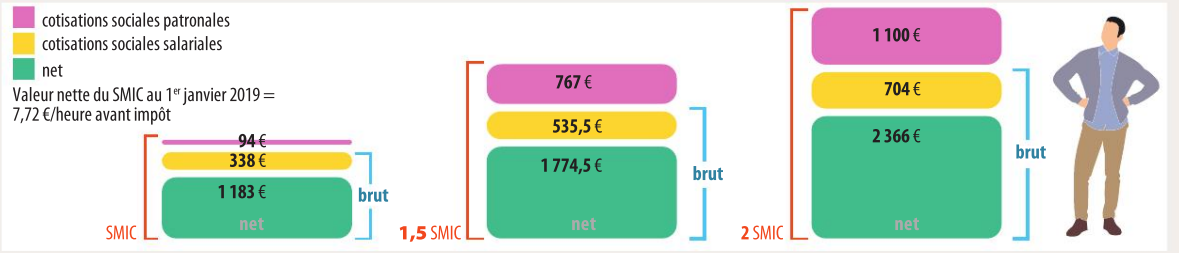
À l'aide du document 3, vous mettrez en évidence le rôle des taux directeurs pour soutenir la demande et lutter contre le chômage.

DOSSIER 5 La baisse du coût du travail peut-elle réduire le chômage ?

• Coût du travail

POUR COMMENCER

DOC 1 Combien coûte une heure de travail en France ?



Source : Données Pôle emploi, octobre 2019.

1. Combien coûte à l'employeur l'embauche d'un salarié au SMIC ?
2. Que reçoit le salarié ?
3. Calculez la part des cotisations sociales dans le coût du travail total pour 1 SMIC et pour 2 SMIC. Qu'en déduisez-vous ?
4. Comment expliquez-vous cet écart ?

DÉFINITION

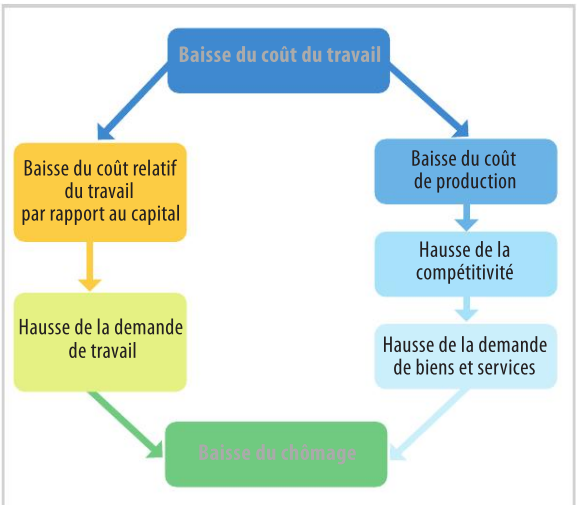
Coût du travail

Ensemble des coûts supportés par un employeur pour chaque heure de travail utilisée. Il résulte principalement du salaire net versé sur le compte bancaire du salarié et des cotisations sociales versées aux organismes de **protection sociale**.

DOC 2 Baisser le coût du travail pour stimuler les embauches ?

Du côté de la demande de travail, on peut affiner l'analyse en distinguant plusieurs catégories de travail. La distinction la plus courante oppose le travail qualifié et le travail non qualifié. Il apparaît que le chômage des non-qualifiés s'est fortement accru en Europe depuis le début des années 1980, et de nombreux travaux mettent en avant l'hypothèse d'un mauvais ajustement qualité/prix pour expliquer le chômage. Cette situation justifie la mise en œuvre de politiques de baisse des coûts du travail ciblées sur les non-qualifiés. Ces mesures sont susceptibles d'avoir deux types d'effets principaux sur l'emploi. En premier lieu, elles produisent un effet de substitution qui conduit à augmenter la part de la demande de travail des entreprises pour cette catégorie de main-d'œuvre. C'est l'effet principalement recherché, dont l'ampleur dépend des possibilités de substitution de l'emploi non qualifié à l'emploi qualifié. En second lieu, à combinaison productive donnée, la baisse du coût du travail non qualifié entraîne une baisse du coût total du travail, donc une baisse des prix (pour des marges données), une augmentation de la demande et du niveau d'activité : cet effet accroît l'utilisation de tous les facteurs de production et donc la demande de travail.

Christine Erhel, *Les politiques de l'emploi*, Que Sais-je ?, PUF, 2014.



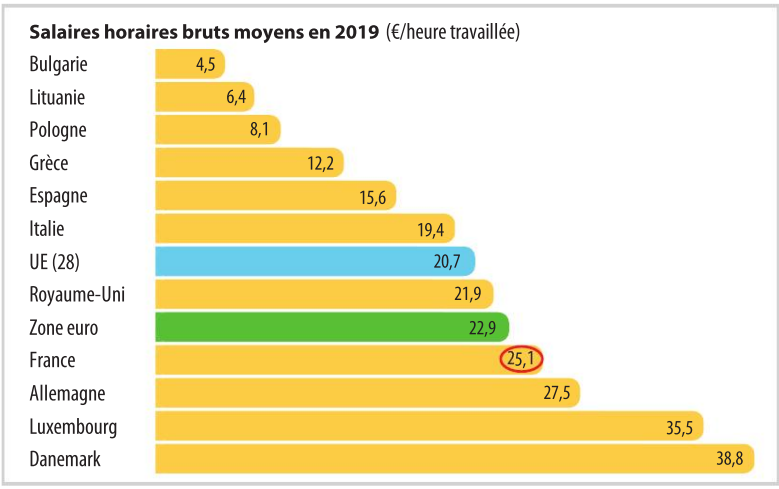
1. Pourquoi le coût du travail des travailleurs non qualifiés peut-il être considéré comme trop élevé ?
2. Quel est l'effet d'une baisse du coût du travail pour l'employeur ?
3. Baisser le coût du travail supporté par l'employeur revient-il à réduire le salaire du travailleur ?
4. Quels sont les effets attendus d'une baisse du coût du travail sur l'emploi des non-qualifiés ?

REPÈRE

Les politiques d'allègement du coût du travail

En France depuis 1993, les divers gouvernements ont mené des politiques d'allègement du coût du travail des moins qualifiés de deux manières : en modérant les augmentations du salaire minimum, mais surtout en diminuant fortement les cotisations sociales sur les bas salaires.

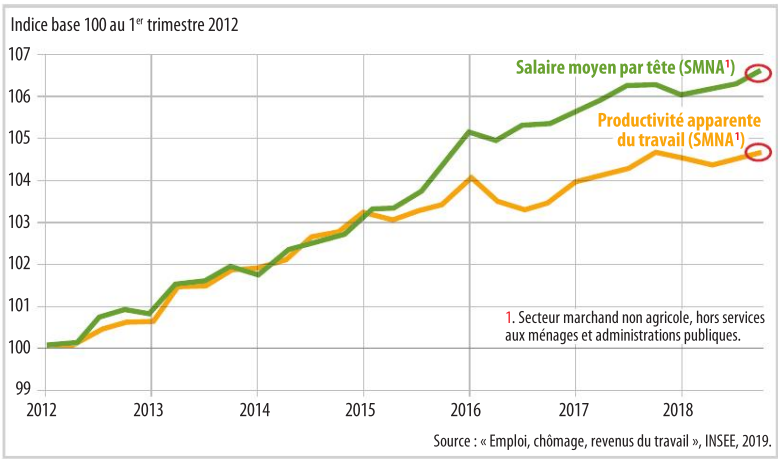
DOC 3 Un coût du travail très inégal dans l'Union européenne



1. Rédigez une phrase présentant la signification précise de la donnée entourée.
2. Comment se situe le coût du travail en France par rapport aux autres pays de l'UE ?
3. Comment pouvez-vous expliquer ces écarts de salaire brut dans l'UE ?
4. En quoi ce niveau de coût du travail peut-il nuire à l'emploi en France ?

Source : INSEE référence, édition 2019
Fiches Activité, emploi et coûts salariaux.

DOC 4 Comment évoluent le salaire et la productivité en France ?



REPÈRE

La productivité apparente du travail

Au niveau de toute une économie, il est possible de mesurer une productivité par heure de travail ou par travailleur en rapportant la valeur ajoutée produite au nombre d'heures de travail ou au nombre de travailleurs. Cette productivité est qualifiée d'« apparente » car elle ne résulte pas seulement des qualités des travailleurs. Elle reflète l'efficacité de toute l'économie, et notamment la qualité des équipements productifs, des infrastructures, des institutions, etc.

1. Rédigez une phrase présentant la signification précise de chacune des données entourées.
2. Comparez l'évolution de la productivité du travail et du salaire moyen par tête en France depuis 2012.
3. Que pouvez-vous en déduire sur l'évolution de la part consacrée aux salaires dans la valeur ajoutée produite par chaque salarié ?
4. Quelles peuvent être les conséquences de ces évolutions sur le marché du travail ?

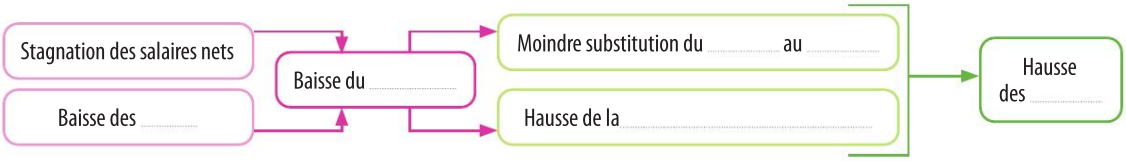
S'entraîner

Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS P. 400

Complétez le schéma avec les termes suivants : emplois • coût du travail • compétitivité • travail • cotisations sociales • capital.



2 Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire

BAC

À l'aide de vos connaissances et des documents, vous montrerez que la lutte contre le chômage peut passer par une politique de baisse du coût du travail.

DOSSIER 6 La formation et la flexibilisation du marché du travail permettent-elles de lutter contre le chômage ?

• Flexibilisation • Rigidités du marché du travail

POUR COMMENCER

Doc 1 La flexibilisation du marché du travail comme remède au chômage ?

Lien vidéo www Vidéo



France 2, JT 20 h du 31 août 2017.

1. Comment le CDI de projet peut-il contribuer à la baisse du chômage ?
2. Quelles rigidités du marché du travail sont levées avec la création du CDI de chantier (ou CDI de projet) ?
3. Quels sont les risques de ce type d'emploi pour les travailleurs ?

DÉFINITION

Flexibilisation et rigidités du marché du travail

La flexibilisation désigne les mesures visant à diminuer les rigidités sur le marché du travail (exemples : salaire minimum, règles sur les embauches et les licenciements).

REPÈRE

Le CDI de projet

Créé en 2017 dans le cadre de la réforme du droit du travail, ce nouveau contrat de travail est conclu pour la durée d'un chantier ou d'une opération menée par une entreprise. Le salarié est ainsi recruté pour les besoins du projet. L'achèvement des tâches pour lesquelles le salarié a été embauché justifie son licenciement.

Doc 2 Flexibilité et chômage conjoncturel

Contrairement aux pays européens, les États-Unis n'ont pas connu de réforme du marché du travail visant à le rendre plus flexible. Ils n'en ont pas eu besoin puisque le marché du travail étasunien est considéré comme l'archétype du marché flexible et en tous les cas, l'un des plus flexibles des pays de l'OCDE : les entreprises peuvent y ajuster rapidement et à faible coût leurs effectifs et les salaires lors d'un choc de PIB ; les travailleurs y sont réputés relativement mobiles, n'hésitant pas à changer d'emploi, y compris en passant par la case chômage et en acceptant de changer de lieu de résidence. Le salaire minimum y est peu élevé ; la couverture par des conventions collectives ne concerne que les travailleurs représentés par un syndicat, soit 12,3 % des salariés au total, mais seulement 7,4 % dans le secteur privé. […]

Ces caractéristiques structurelles du marché du travail étasunien font qu'en général, le taux de chômage y est relativement faible, à l'exception des périodes de récession économique où les ajustements sont quasi instantanés et de grande ampleur, amortis par un système d'assurance chômage contracyclique, bien que sélectif et peu généreux. La « grande récession » (officiellement délimitée par le National Bureau of Economic Research entre décembre 2007 et juin 2009) et ses prolongements ne font pas exception à cette règle : le taux de chômage y a plus que doublé entre janvier 2007 et octobre 2009, pour atteindre 10 % à son pic et repasser début 2016 sous le seuil de 5 %, ce qui distingue les États-Unis de la plupart des autres pays industrialisés, notamment en Europe. Et la réduction du nombre d'heures travaillées consécutives à la crise s'est fait principalement par des suppressions d'emplois, plutôt que par une réduction de la durée du travail pour les salariés en poste, un autre trait distinctif caractéristique de la « grande récession » aux États-Unis.

Catherine SAUVIAT, « Flexibilité et performance du marché du travail : une relation équivoque », *Chronique Internationale de l'IRES* 2016/3 (n° 155).

1. Quelles sont les caractéristiques d'un marché du travail flexible ?
2. Montrez que le marché du travail est peu rigide aux États-Unis.
3. Quels avantages et inconvénients présente un marché du travail flexible ?

REPÈRE

Convention collective

Accord écrit, signé entre les organisations représentant les travailleurs (syndicats) et les employeurs ou leurs organisations représentatives.

DOC 3 Le rôle de la formation dans la lutte contre le chômage structurel

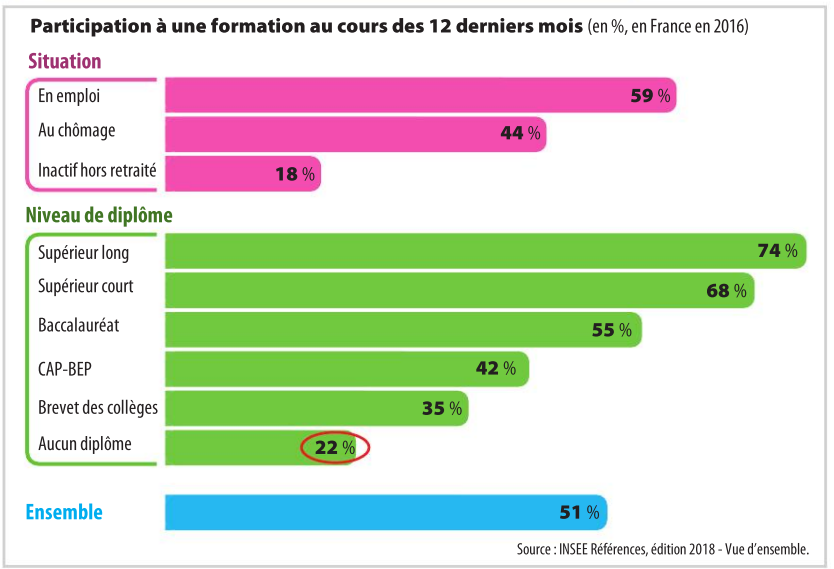
Une démarche naturelle consiste à sélectionner un dispositif particulier et examiner les effets des investissements en formation sur les bénéficiaires, en les comparant avec une population aux caractéristiques équivalentes. Il est alors possible de classer les différents programmes de formation par catégorie et par performance de manière à promouvoir ceux qui se révèlent les plus efficaces.

Un exemple dans le cas français est l'étude de Guillaume Blache [2015], qui compare le devenir d'un échantillon de 35 000 chômeurs sortis de formation en mars 2013 à celui d'une population statistique équivalente n'ayant pas bénéficié de formation. [...] Un tel appariement vise à éviter les biais de sélection tels que des différences de motivation ou de capacité. Les résultats de G. Blache montrent un effet net consistant : les pourcentages de formés en emploi six mois après la fin de la formation sont supérieurs de 12 à 16 points à ceux des membres du groupe de contrôle. Le taux d'accès à l'emploi six mois après la fin de la formation s'établit à 45,6 % pour les formés contre 33,9 % pour les non-formés, et le taux d'accès à l'emploi douze mois après la formation est de 63 % pour les formés, et 47,8 % pour les non-formés. Les différences perdurent si l'on retient un critère d'accès à l'emploi durable (CDI ou CDD de plus de six mois).

Bernard Gazier, Héloïse Petit, *Économie du travail et de l'emploi*, coll. Grands Repères Manuels, La Découverte, 2019.

1. Quelle corrélation existe-t-il entre la formation des chômeurs et leur accès à l'emploi ?
2. À l'aide d'un schéma simple, présentez la relation de causalité qui caractérise ces deux variables.
Fiche outil n° 12 p. 368
3. Dans un paragraphe argumenté, montrez ce qu'une politique publique soutenant la formation continue peut avoir comme effet positif sur l'emploi et l'activité économique.

DOC 4 Des formations continues, pour qui ?



REPÈRE

Formation initiale/continue

La formation initiale correspond à la formation jusqu'à l'accès au premier emploi. La formation continue est celle proposée aux personnes qui sont actives, en emploi ou au chômage.

1. Rédigez une phrase présentant la signification précise de la donnée entourée.
2. Qui sont les adultes qui bénéficient le plus et ceux qui bénéficient le moins d'une formation continue ?
3. Comment pouvez-vous expliquer ce paradoxe ?

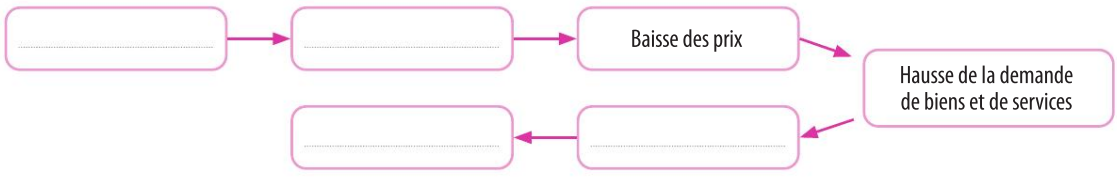
S'entraîner

Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS P. 400

Complétez le schéma à l'aide des termes suivants : Hausse de la production • Baisse des coûts de production • Flexibilité • Créations d'emplois.



2 Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire

BAC

À l'aide de vos connaissances et des documents, vous montrerez que la lutte contre le chômage peut s'appuyer sur des dispositifs visant à lever certaines rigidités du marché du travail.

ACTIVITÉ 1 Construire une carte mentale

Objectifs

Savoirs : chômage, institutions, salaire minimum.

Savoir-faire : sélectionner des informations, organiser et hiérarchiser des idées.

Outil : feuille de papier blanche ou logiciel gratuit en ligne.

La politique française d'allègement du coût du travail est-elle efficace ?

Afin d'anticiper vos révisions pour le prochain bac blanc de SES, vous décidez de préparer des fiches pour vous aider à réviser.

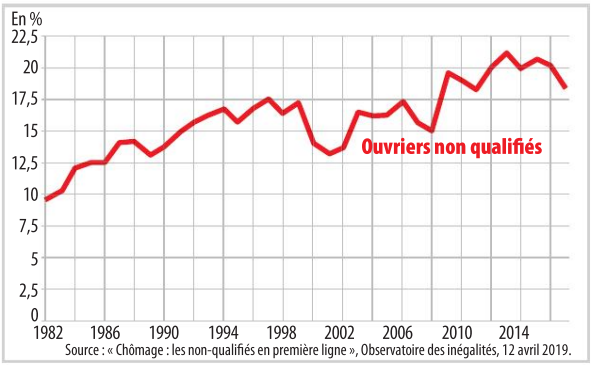
Votre mission **Réaliser une carte mentale sur la politique de baisse du coût du travail pour lutter contre le chômage des travailleurs les moins qualifiés.**

ÉTAPE 1 Sélectionner les idées et notions clés

20 min

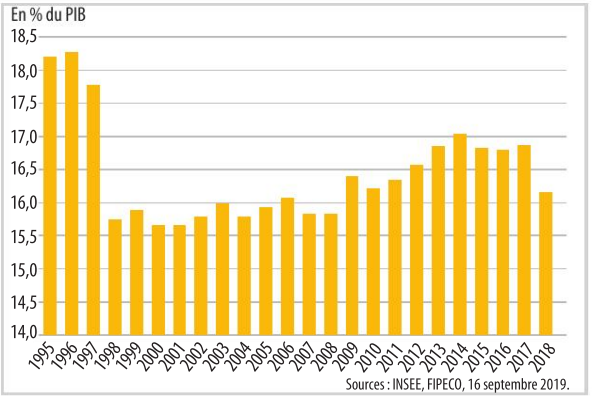
1. Prenez connaissance des documents 1 et 2, en plus de ceux du dossier 5 p. 82-83. Sélectionnez les idées et notions permettant de caractériser les effets de la politique d'allègement du coût du travail.
2. Hiérarchisez-les pour distinguer les idées et notions principales des idées et notions secondaires.
3. Mettez-les en relation au brouillon.

DOC 1 Évolution du chômage des moins qualifiés



Source : « Chômage : les non-qualifiés en première ligne », Observatoire des inégalités, 12 avril 2019.

DOC 2 L'évolution des cotisations sociales



Sources : INSEE, FIPECO, 16 septembre 2019.

DOC 3 Les effets des cotisations sociales sur l'emploi

Comme le montrent de nombreuses analyses réalisées dans le cadre de la Stratégie pour l'emploi de l'OCDE (OCDE, 1995, 1999), la lourde imposition des gains salariaux dans la zone euro crée un écart important entre la rémunération du travail telle qu'elle est payée par l'employeur et la rémunération nette du travailleur [...]. Dans la mesure où les relations professionnelles, les contraintes réglementaires ou les régimes de transferts empêchent que cet écart soit supporté par les travailleurs, les entreprises sont incitées à réduire leurs apports de main-d'œuvre [...]. Elles peuvent, pour ce faire, substituer à la main-d'œuvre (généralement peu qualifiée) d'autres facteurs de production, réduire leurs activités ou les délocaliser dans des pays où les coûts de main-d'œuvre sont plus bas pour un niveau donné de qualifications et de compétences. Cependant, lorsque les impôts et les cotisations de sécurité sociale sont répercutés sur les salaires, ils peuvent créer des contre-incitations à chercher un emploi ou à travailler davantage. Si le respect des obligations n'est pas rigoureusement contrôlé, les entreprises et les travailleurs peuvent dériver dans l'économie « informelle »[1].

« Renforcer la croissance et la résistance de l'économie », Études économiques de l'OCDE, n° 11, 2005.

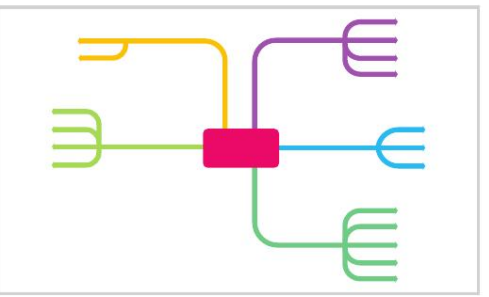
1. L'économie informelle regroupe les activités non déclarées ou illicites.

ÉTAPE 2 Élaborer la carte mentale

35 min

Fiche méthode n° 5 p. 376 *Construire une carte mentale*

1. Au centre, notez la problématique de départ : « Les effets de la baisse du coût du travail sur le chômage. »
2. Tracez ensuite 2 à 5 branches principales en utilisant une couleur différente pour chacune.
3. Créez des branches secondaires selon le même principe.
4. Renforcez les idées par des symboles ou des petits dessins.



ACTIVITÉ 2 Rédiger une synthèse

Avantages et limites du modèle danois de flexisécurité

Objectifs

Savoirs : flexibilité, rigidités du marché du travail, lutte contre le chômage.

Savoir-faire : rédiger un paragraphe argumenté, synthétiser.

Vous êtes journaliste économique et votre rédacteur en chef vous demande d'écrire un article sur le modèle danois de flexisécurité pris régulièrement en exemple par les décideurs politiques pour répondre à la problématique du chômage de masse.

Votre mission **Après avoir étudié le cas danois, vous allez produire une synthèse dans laquelle vous présenterez les avantages et les limites de la flexisécurité (ou « flexicurité ») pratiquée dans ce pays.**

ÉTAPE 1 Étudier les documents

30 min

Identifiez dans chacun des trois documents les avantages et les limites du modèle danois de flexisécurité.

DOC 1 La flexisécurité danoise

Le modèle de flexicurité danois fait cohabiter une grande facilité de licenciement pour les patrons et une forme de sécurité pour les demandeurs d'emploi qui sont bien indemnisés par l'assurance-chômage, à hauteur de 90 % de leur salaire. Il comporte aussi une politique du marché de l'emploi active, avec une formation professionnelle forte et qui s'étend tout au long de la vie. L'objectif de cette politique, lorsqu'elle a été mise en place dans les années 1990, était de diminuer le taux de chômage qui atteignait 10 %. Il est redescendu en quelques années à moins de 5 %. Le taux de rotation des emplois est devenu très élevé, mais les Danois n'avaient plus peur de perdre leur poste car ils avaient confiance dans leur système. […]

Entre 2008 et 2015, le taux de chômage a doublé au Danemark, mais est resté inférieur à 10 %. À partir de 2010, et particulièrement depuis 2015 et l'élection du nouveau gouvernement de droite, plusieurs mesures ont été prises pour le faire évoluer. La durée d'indemnisation du chômage a baissé de six à quatre ans, puis à deux ans. Mais l'indemnisation reste de 90 % du salaire. De plus en plus de Danois sont tombés dans le système de l'assurance sociale. Il a fallu créer un « statut tampon » pour accueillir tous ces chômeurs en fin de droits qui ne pouvaient plus toucher l'indemnisation. Il a fallu aussi des mesures spécifiques d'accompagnement des travailleurs les plus vulnérables, qui ont été plus particulièrement touchés par le chômage : les immigrés, les femmes et les jeunes.

« Au Danemark, un affaiblissement du volet sécurité », *L'Humanité*, 18 juillet 2017.

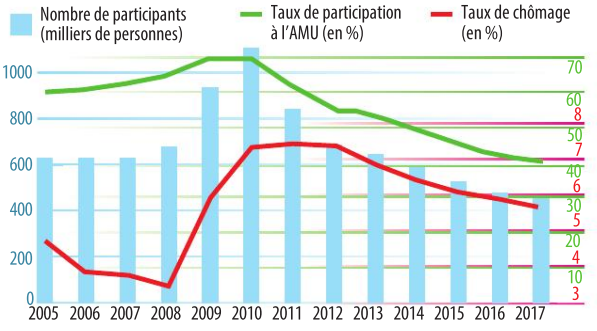
DOC 2 La recette du plein-emploi danois



France 2, JT 20 h du 9 août 2018.

DOC 3 Au Danemark, le dispositif de formation professionnelle des adultes en difficulté

L'importance de la formation continue fait consensus chez les acteurs politiques, syndicaux et patronaux. Pour autant, cet instrument clé de voûte du système danois semble se fissurer. La majorité des participants sont des personnes qualifiées (voire très qualifiées), les jeunes y ont de moins en moins recours, les demandeurs d'emploi (notamment les moins qualifiés) soulignent les difficultés d'une reconversion, et les effectifs des formations baissent d'année en année. Les récits des personnes en situation de formation montrent la nécessité d'une écoute et d'un dialogue qui se font rares dans la mise en place des politiques actives.



Sources : statbank.dk, FMI.

REPÈRE

L'AMU (Arbejdsmarkedsuddannelser)

Système de formation pour l'emploi instauré en 1960 au Danemark. Il a pour objectif de développer et d'améliorer les compétences de tous les individus en fonction des besoins des entreprises et des conditions locales du marché du travail.

ÉTAPE 2 Rédiger

Fiche méthode n° 1 p. 370 *Construire une argumentation*

25 min

Quels sont les avantages et les limites du modèle danois de flexisécurité ? Rédigez votre réponse en deux paragraphes en appliquant la méthode AEI (Affirmer, Expliciter, Illustrer).

ACTIVITÉ 3 Réaliser une chronique radio

A-t-on déjà tout essayé contre le chômage ?

OBJECTIFS

Savoirs : chômage, sous-emploi, politiques conjoncturelles, coût du travail, flexibilisation, rigidités du marché du travail, demande globale, appariement.

Savoir-faire : construire une argumentation pour exposer un fait, confronter des arguments, s'entraîner à prendre la parole, rédiger une synthèse.

En 1993, alors que le nombre de chômeurs s'apprêtait à dépasser la barre des 3 millions, François Mitterrand, président de la République, déclarait : « Contre le chômage, on a tout essayé. » Qu'en pensez-vous ? Vous allez réaliser une chronique radio pour donner une réponse argumentée à cette question à l'oral, ce qui vous permettra de mettre en œuvre des compétences précieuses pour le Grand oral.

Les formats des chroniques radio : éditorial ou reportage ?

Vous êtes journaliste dans une émission de radio qui se compose d'un éditorial et de deux reportages sur un même thème. L'éditorial de 3 minutes pose la problématique et les reportages de 5 minutes développent chacun un sujet précis. Chaque sujet a été abordé dans ce chapitre. Vous devrez donc commencer par rechercher les informations qui s'y rapportent dans les documents étudiés, puis élargir votre recherche à l'aide, par exemple, des ressources du CDI.

ÉTAPE 1 Préparer l'éditorial et les reportages

1. Constituez des groupes de 5 ou 6 élèves et répartissez-vous au sein de chaque groupe les rôles : l'éditorialiste introduit l'émission et les reporters présentent chacun un sujet précis.
2. Prenez connaissance des documents une première fois en vous aidant des dossiers présentés dans ce chapitre.
3. L'introduction de l'émission doit présenter le chômage, sous ses formes structurelle et conjoncturelle, et amener les principaux points de vue qui seront développés dans les reportages dont vous devez choisir les deux sujets dans la liste ci-dessous :

Sujet 1 : Faut-il baisser le coût du travail ou augmenter la demande globale ?

Sujet 2 : La flexibilité, un remède contre le chômage ?

Sujet 3 : Chômage, sous-emploi, parle-t-on du même phénomène ?

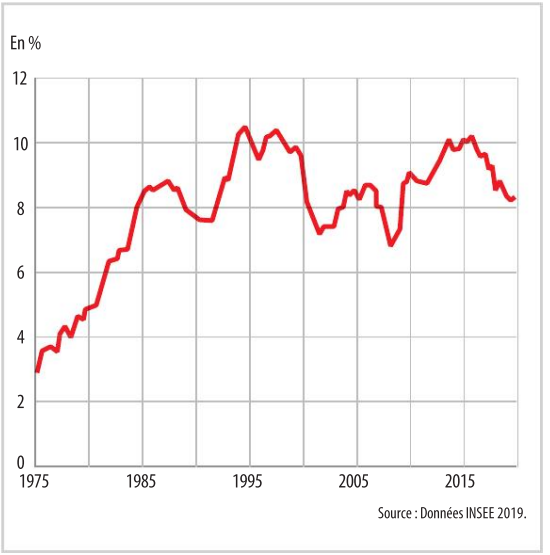
Sujet 4 : Le chômage n'est-il que le résultat d'une formation insuffisante ?

Sujet 5 : Un faible taux de chômage est-il toujours synonyme d'une bonne situation de l'emploi ?

Coup de pouce

Ces choix procèdent d'un travail d'équipe puisque vous allez devoir vous répartir les tâches en sachant précisément ce que chacun va développer. L'éditorialiste doit disposer de la vue complète des contenus des reportages, et chaque équipe de reporters doit éviter de répéter ce qui est dit dans l'autre équipe.

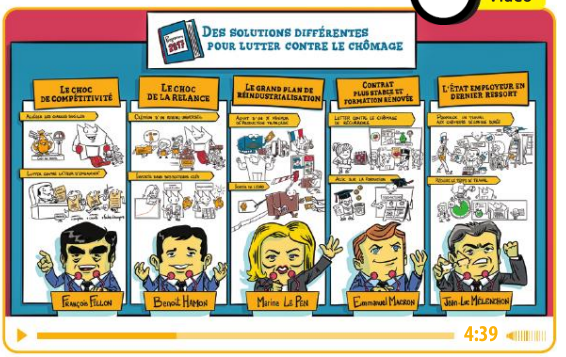
Doc 1 Évolution du taux de chômage en France depuis 1975



Source : Données INSEE 2019.

Doc 2 La lutte contre le chômage, un enjeu présidentiel

Lien vidéo WWW Vidéo



« Que proposent les candidats à la présidentielle pour lutter contre le chômage ? », Dessine-moi l'éco, 6 avril 2017.

ÉTAPE 2 Rédiger pour l'oral

Il faut écrire pour l'oreille et non pour l'œil, avec une écriture qui s'approche de la conversation. Il faut donc écrire comme on parle :

a) Rédigez au présent de narration.

b) Utilisez des phrases courtes (sujet, verbe et complément).

c) Présentez l'idée en trois temps : Affirmation-Explicitation-Illustration, pour qu'elle soit comprise et intégrée.

Fiche méthode n° 1 p. 370 *Construire une argumentation*

d) Choisissez des verbes d'action précis (par exemple le verbe « impacter » manque de précision et n'est pas dans le dictionnaire), et recherchez des synonymes.

e) Pas de mots inutiles. Les mots non porteurs d'information sont appelés « scories ».

Coup de pouce
Être à l'aise à l'oral s'apprend. Plus votre émission sera préparée à l'écrit, plus vous pourrez vous permettre d'improviser tout en vous raccrochant sur des « bases pré-écrites » solides et rassurantes !

Pour vous aider, écoutez la chronique suivante et vérifiez que ces conditions sont respectées :
https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/c-est-mon-boulot/perspectives-2020-la-baisse-du-chomage-se-poursuit 3752309.html

ÉTAPE 3 Enregistrer votre chronique

Fiche méthode n° 3 p. 373 *S'exprimer à l'oral*

Votre enseignant aura réservé une salle de classe dans laquelle vous vous rendrez à tour de rôle.

1. À l'aide d'un téléphone portable ou d'un enregistreur, chaque équipe enregistre son émission. N'hésitez pas à refaire l'enregistrement jusqu'à ce qu'il soit fluide et agréable à entendre. Il est possible d'effectuer des montages simples à l'aide d'un logiciel libre.
2. Votre enseignant pourra collecter les émissions enregistrées pour les mettre en ligne sur l'ENT du lycée.

Coup de pouce
Évitez les blancs sonores, les hésitations trop nombreuses ; les « heu » sont à remplacer par des mots de liaison qui permettent de rester naturel.

OBJECTIF BAC : DES PISTES POUR LE GRAND ORAL

Questions que le jury pourrait poser sur ce sujet

- Comment se calcule le taux de chômage ? Et le taux d'emploi ?
- Donnez un exemple d'institution du marché du travail.
- Qu'est-ce que le halo du chômage ?
- Quelles sont les principales différences entre le marché du travail américain et le marché du travail français ?

D'autres sujets possibles sur ce chapitre

- Avantages et inconvénients respectifs des marchés du travail américain et français. documents 2 p. 78 et 84
- Comment améliorer l'appariement sur le marché du travail ? dossier 3 p. 78-79
- Les enjeux autour des indicateurs de mesure du chômage. dossier 1 p. 74-75

CONSEILS POUR LE JOUR DU GRAND ORAL

La diction

La diction est un atout à travailler pour que votre auditoire vous écoute durablement. Soyez attentif aux points suivants :

a) l'articulation : les auditeurs n'ont que votre voix pour vous comprendre, vous devez être parfaitement intelligible. Utilisez la technique du crayon pour vous entraîner : lisez un texte le plus nettement possible avec un crayon serré entre les dents.

b) le flux : lorsque votre enseignant va trop vite en classe vous perdez le fil, c'est pareil pour un auditoire. Ralentissez votre débit (prévoyez 200 mots à la minute environ).

c) l'intonation : montez et baissez le ton, changez de ton pour souligner les moments forts de votre prestation.

Fiche Bac n° 6 p. 388 *Le Grand oral*

S'orienter après le bac

Schéma : L'orientation post-bac *sur le rabat, en fin de manuel*

Quelles sont les différentes voies pour accéder à une grande école de commerce ?
http://www.onisep.fr/Choisir-mes-etudes/Apres-le-bac/Principaux-domaines-d-etudes

Quels sont les métiers du marketing ?
http://www.onisep.fr/Decouvrir-les-metiers

L'essentiel

Comment lutter contre le chômage ?

Podcast

Le chômage s'est développé à partir des années 1970, alors que la croissance ralentissait. Cependant, il n'est pas seulement lié au faible niveau de croissance, ce que montre le maintien d'un chômage élevé en France. Rechercher les causes du chômage est donc un préalable pour comprendre les mesures qui permettent de lutter contre ce phénomène.

A Les sources du chômage

Podcast

1. Comment définir et mesurer le chômage ?

Le **chômage** comprend les personnes sans emploi, à la recherche d'un emploi et disponibles pour l'occuper. Il est mesuré selon les conventions du Bureau international du travail (BIT), reprises en France par l'INSEE pour des statistiques officielles qui permettent les comparaisons entre pays. Cependant, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi est bien plus élevé car il intègre des personnes sans emploi qui ont travaillé quelques heures, ou des personnes dispensées de recherche d'emploi compte tenu de situations particulières (âge, santé, en formation).

Les chômeurs sont donc des actifs, et le **taux de chômage** mesure la part des chômeurs parmi ces actifs. Une baisse du taux de chômage peut refléter un retour important vers l'emploi, mais aussi une sortie du marché du travail de chômeurs découragés. Il est donc crucial de suivre aussi les évolutions du **taux d'emploi**, mesurant la part des personnes en emploi parmi celles en âge de travailler.

Enfin, au-delà du chômage, il faut prendre en compte aussi le **sous-emploi** des personnes à temps partiel qui souhaiteraient travailler davantage.

Indicateurs

$$\text{Taux de chômage} = \frac{\text{Chômage}}{\text{Population active}} \qquad \text{Taux d'emploi} = \frac{\text{Emploi}}{\text{Population en âge de travailler}}$$

2. Quelles sont les causes du chômage conjoncturel ?

Les **fluctuations** de l'activité économique ont également une incidence sur l'emploi et peuvent générer un **chômage conjoncturel**. Selon le raisonnement élaboré par John Maynard Keynes, c'est la demande anticipée par les employeurs, sous la forme de consommation ou d'investissement, qui les conduit à produire et donc à embaucher. L'emploi et le chômage suivent donc les fluctuations de la croissance. Schéma 1

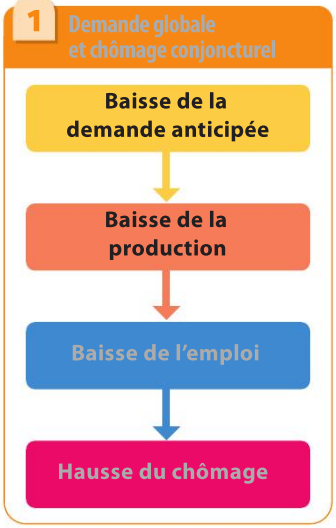
Cependant, compte tenu des rigidités plus ou moins fortes des règles de l'emploi, quand les perspectives de l'activité économique s'améliorent, les employeurs peuvent choisir d'en répercuter une partie sur une hausse de la productivité du travail, et une autre sur l'emploi.

3. Quelles sont les causes du chômage structurel ?

Le **chômage structurel** est la partie du chômage qui ne résulte pas des variations de l'activité économique. Il peut résulter d'un problème d'adéquation sur le **marché du travail** entre l'offre de travail des travailleurs et la demande de travailleurs des employeurs. Les **institutions** jouent un rôle essentiel dans cette adéquation, quantitative et qualitative.

En effet, si les conditions de la concurrence parfaite sont vérifiées, le salaire s'ajuste jusqu'à aboutir à une situation d'équilibre entre offre et demande de travail. Mais la mise en place d'un **salaire minimum** supérieur au salaire d'équilibre peut générer un chômage structurel en empêchant le retour à l'équilibre. De même, une **asymétrie d'information** entre travailleurs et employeurs peut conduire les seconds à proposer un **salaire d'efficience**,

1 Demande globale et chômage conjoncturel



NOTIONS

Chômage
Ensemble des personnes sans emploi, à la recherche d'un emploi et disponibles pour l'occuper. Les chômeurs font partie de la population active.

Sous-emploi
Ensemble des personnes qui ont un emploi mais travaillent à temps partiel et souhaiteraient travailler davantage.

Chômage conjoncturel
Partie du chômage qui varie quand la conjoncture, c'est-à-dire la croissance, s'améliore ou se détériore, ce qu'on appelle aussi les fluctuations.

Chômage structurel
Partie du chômage qui ne varie pas quand la conjoncture s'améliore ou se détériore. Le chômage structurel résulte des structures du marché du travail, et en particulier des institutions qui l'encadrent.

Institutions
Ensemble des organisations et des règles, formelles et informelles, qui encadrent et favorisent les relations entre les agents économiques.

Salaire d'efficience
En présence d'asymétrie d'information, fixation par les employeurs d'un niveau de salaire supérieur au salaire d'équilibre afin de sélectionner les travailleurs les plus efficaces et de les inciter à être productifs.

c'est-à-dire un salaire supérieur au salaire d'équilibre, pour sélectionner les meilleurs travailleurs et les inciter à être plus productifs.

Mais le problème d'adéquation que doit résoudre le marché du travail est également qualitatif, lié à des **frictions**, comme le fait que les travailleurs et les emplois ont des caractéristiques hétérogènes (localisation, qualifications, etc.). Un temps de recherche est donc nécessaire aux travailleurs et aux employeurs pour trouver un **appariement**. Des **règles de protection de l'emploi** trop rigides peuvent nuire à la rapidité de cet appariement et générer du chômage de longue durée. Schéma 2

B Les politiques de lutte contre le chômage

Podcast

4. Le soutien de la demande globale permet-il de baisser le chômage ?

Une première manière de relancer la **demande globale** pour lutter contre le chômage conjoncturel est pour l'État de mettre en œuvre une **politique budgétaire** de relance. Dans l'esprit de ce que préconisait Keynes, il s'agit d'augmenter les dépenses et de baisser les recettes des administrations publiques afin de creuser le déficit public, en empruntant les sommes nécessaires.

La Banque centrale peut également pratiquer une **politique monétaire** de relance en baissant ses taux d'intérêt directeurs. Comme les banques empruntent à un taux plus faible, elles prêtent à leurs clients à un taux plus faible, et ceux-ci s'endettent pour consommer ou investir, ce qui relance la demande.

5. La baisse du coût du travail peut-elle réduire le chômage ?

Selon l'interprétation néoclassique, le chômage provient d'un **coût du travail** trop élevé : le niveau des salaires et cotisations sociales incite les entreprises à substituer du capital au travail ou à délocaliser la production. La modération des hausses de salaires, qui augmentent moins vite que la productivité du travail, favorise alors les embauches, ainsi que les allègements de cotisations du travail.

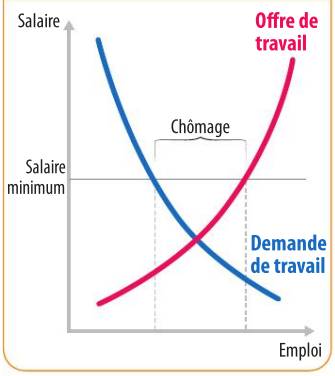
La baisse du coût du travail peut aussi passer par une amélioration de la **productivité du travail**. Celle-ci dépend de nombreux paramètres, comme les investissements en capital humain (formation), infrastructures, innovations, mais aussi de la qualité des institutions qui encadrent le marché du travail. En effet, les gains de productivité passent par un bon appariement sur le marché du travail entre les caractéristiques des emplois et celles des travailleurs.

6. La formation et la flexibilisation du marché du travail permettent-elles de lutter contre le chômage ?

Les **politiques de flexibilisation** cherchent à améliorer la capacité du marché du travail à générer de bons appariements. Elles consistent à supprimer des **rigidités**, comme certaines règles de protection de l'emploi (salaire minimum, règles d'embauche, de rupture des contrats de travail, de durée de travail, d'indemnisation du chômage, etc.), afin d'augmenter les flux de sorties et d'entrées dans l'emploi. Cette augmentation de la flexibilité du marché du travail doit permettre de diminuer la durée de chômage et donc le chômage structurel, car la durée du chômage pénalise l'employabilité des chômeurs.

La lutte contre le chômage structurel passe aussi par des **politiques de formation**, qui doivent permettre aux demandeurs d'emploi et aux personnes en emploi de s'adapter aux besoins des employeurs. Les effets de ces politiques sont très inégalitaires : la flexibilisation touche surtout les moins qualifiés, qui alternent des CDD de plus en plus courts, alors même qu'ils bénéficient moins des dépenses de formation permanente. Chapitre 9

2 L'effet d'un salaire minimum sur le chômage structurel



NOTIONS

Appariement
Capacité du marché du travail à réaliser une adéquation entre les caractéristiques des emplois et celles des travailleurs, notamment en termes de localisation spatiale et de qualification.

Politiques conjoncturelles
Les politiques conjoncturelles utilisent le budget des administrations publiques (politiques budgétaires) ou la création de monnaie (politique monétaire) pour soutenir ou freiner la demande dans l'économie. Dans le premier cas, il s'agit de politiques de relance, et dans le second cas de politiques de rigueur.

Demande globale
Compte tenu du niveau général des prix dans l'économie, demande adressée aux producteurs du pays. Elle se compose de la demande intérieure (consommation et investissement) et de la demande extérieure (exportations).

Coût du travail
Ensemble des coûts supportés par un employeur pour chaque heure de travail utilisée. Il résulte principalement du salaire net versé sur le compte bancaire du salarié et des cotisations sociales versées aux organismes de protection sociale.

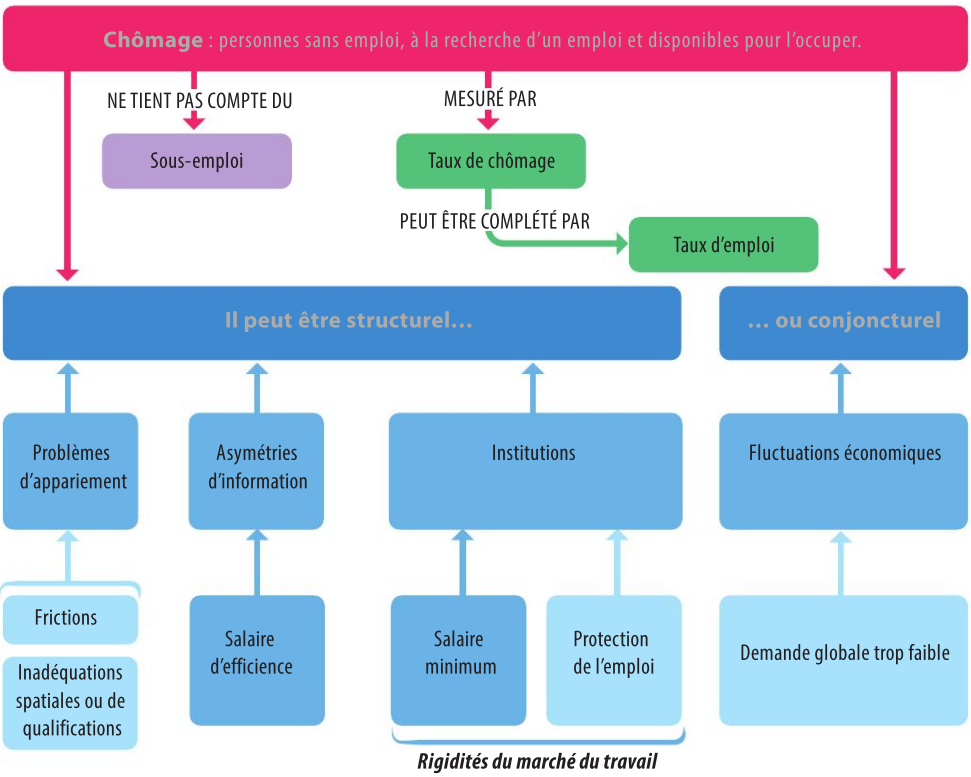
Flexibilisation
Mesures qui visent à diminuer les rigidités sur le marché du travail, qui constituent des obstacles à l'adéquation quantitative et qualitative entre offre et demande de travail.

Rigidités du marché du travail
Éléments, comme l'existence d'un salaire minimum, de règles sur les embauches (CDI, CDD…) et les licenciements, qui entravent l'ajustement du facteur travail (prix et quantité).

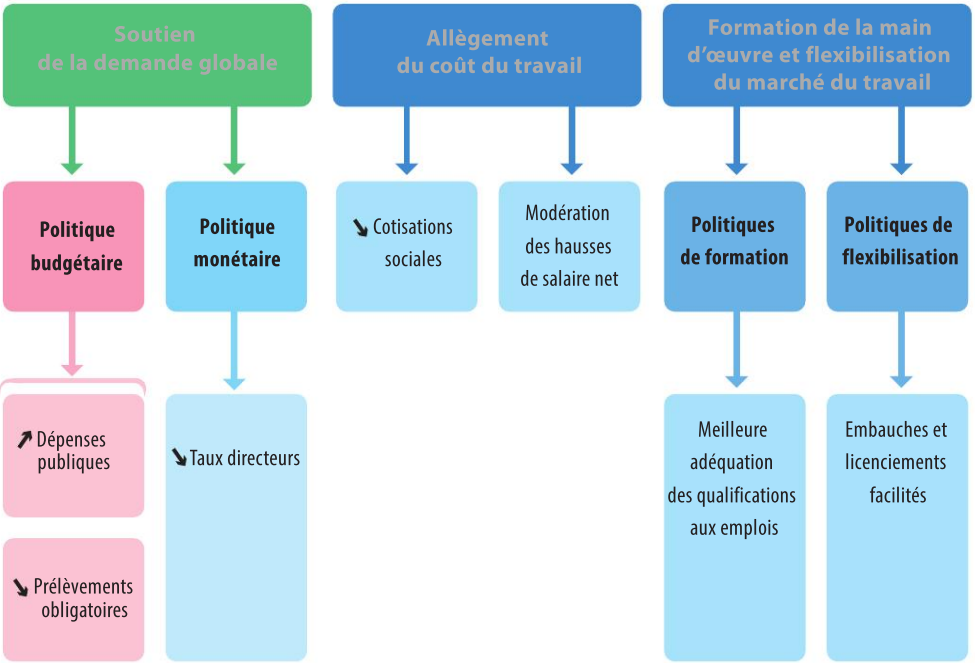
L'essentiel en schéma

schéma interactif — Schémas animés

A Les sources du chômage



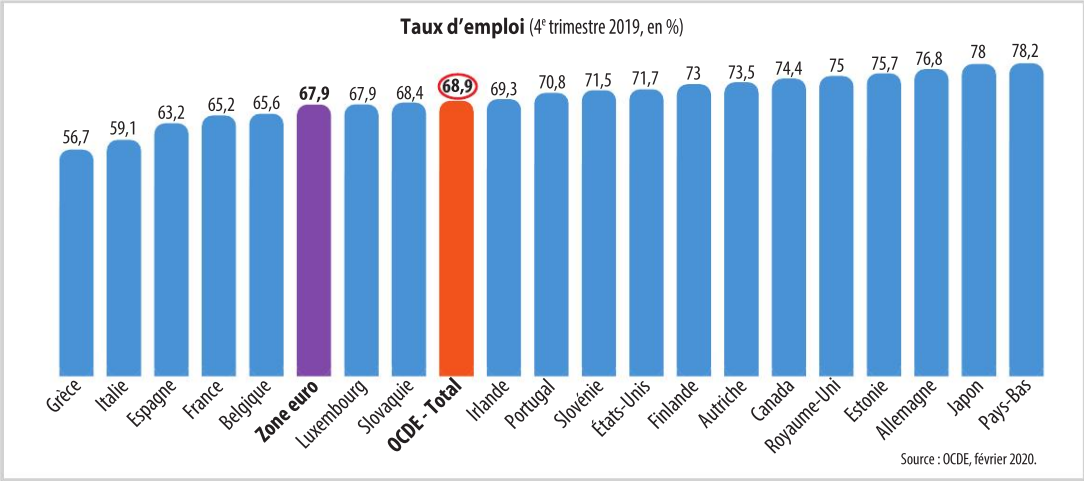
B Les politiques de lutte contre le chômage



Utilisez les statistiques

1 Lire et comprendre un graphique de répartition

Objectifs de savoir-faire *Lire et analyser un graphique de répartition* Fiche outil n° 10 p. 364



1. Rédigez une phrase présentant la signification précise de la donnée entourée.
2. À la lecture de ce graphique peut-on dire qu'il y a moins de personnes en emploi en France qu'en Irlande ?
3. Proposez au moins deux calculs distincts afin de comparer le taux d'emploi en Italie et au Japon.

2 Calculer des variations et interpréter les résultats

Objectifs de savoir-faire *Calculer et interpréter une variation* Fiche outil n° 2 p. 350

Nombre de bénéficiaires de l'aide aux créateurs et repreneurs d'entreprises (ACRE) en fin de mois

	2015	2016	2017	2018
Janvier	203 700	192 600	201 400	220 200
Février	201 900	193 400	202 000	223 900
Mars	200 800	193 600	203 100	227 400
Avril	199 100	194 500	203 500	232 500
Mai	197 400	195 900	204 000	235 400
Juin	196 200	196 200	204 500	238 700
Juillet	195 300	196 600	205 800	241 500
Août	193 800	195 800	205 800	243 100
Septembre	193 400	197200	208 200	247 800
Octobre	193 100	198 100	211 800	254 100
Novembre	192 300	198 300	214 100	257 000
Décembre	190 100	197 400	214 300	255 800

Source : Tableau de bord mensuel des politiques de l'emploi, DARES, 2019.

1. À l'aide d'un coefficient multiplicateur, calculez l'évolution du nombre de bénéficiaires de l'ACRE entre décembre 2015 et décembre 2018.
2. À l'aide d'un taux de variation, calculez l'évolution du nombre de bénéficiaires de l'ACRE entre décembre 2015 et décembre 2018.
3. À l'aide d'un écart absolu, calculez l'évolution du nombre de bénéficiaires de l'ACRE entre décembre 2015 et décembre 2018.
4. Lequel des trois résultats vous semble le plus parlant ? Justifiez.

Testez vos connaissances !

CORRIGÉS P. 400

Exercices interactifs

1 Vrai ou faux ?

Lorsque c'est faux, justifiez pourquoi.

Exercice interactif

	Vrai	Faux
1. Le chômage est la conséquence d'une offre d'emploi supérieure à la demande.	☐	☐
2. La flexibilité consiste à fluidifier le marché du travail en facilitant les licenciements pour faciliter les embauches en cas de reprise.	☐	☐
3. Le chômage peut être dû à une demande globale insuffisante.	☐	☐
4. Le chômage conjoncturel résulte d'une activité économique fluctuante.	☐	☐
5. L'existence d'un salaire minimum entraîne nécessairement un chômage élevé.	☐	☐
6. La formation a pour objectif de faire coïncider l'offre de travail avec les besoins exprimés par la demande de travail.	☐	☐
7. La protection de l'emploi peut avoir le double effet de protéger les travailleurs du chômage et de dissuader les employeurs d'embaucher des salariés.	☐	☐
8. Le coût du travail correspond au salaire versé par l'employeur au salarié.	☐	☐
9. Augmenter les dépenses publiques peut relancer l'emploi.	☐	☐
10. Le salaire d'efficience est un salaire minimum au-dessous duquel il est impossible de rémunérer un travailleur.	☐	☐

2 Quelle politique pour l'emploi ?

De quelle politique de lutte contre le chômage s'agit-il ? Reliez chaque exemple à la notion qui convient.

Exercice interactif

1. Création du Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) qui réduit les cotisations sociales versées par l'employeur. •
2. Création d'un groupement d'employeurs qui se partagent une main-d'œuvre selon les variations de leur activité. •
3. Création du bonus écologique qui réduit le prix d'achat d'une automobile qui rejette moins de gaz à effet de serre. •
4. Développement de l'intérim pour répondre rapidement aux fluctuations de l'activité. •
5. Éco-subvention pour l'achat d'une pompe à chaleur par un artisan en remplacement d'une chaudière au fioul. •
6. Baisse du salaire minimum. •

- Soutien à la demande
- Baisse du coût du travail
- Flexibilité

3 Les effets des fluctuations économiques sur le chômage

Complétez l'enchaînement en plaçant les situations suivantes dans le bon ordre :
Baisse de la demande de travail dans les domaines viticoles • Baisse de la demande américaine en vins français • Baisse de l'activité viticole française • Hausse des taxes américaines sur les importations de vins français • Hausse du chômage conjoncturel

Exercice interactif



4 QCM

Exercice interactif

Choisissez la ou les bonnes réponses.

1. La flexibilité a pour objectif de…
   - **a)** rendre plus difficiles les licenciements.
   - **b)** réduire le coût du travail.
   - **c)** adapter la quantité de travail à l'activité de l'entreprise.

2. Le chômage représente :
   - **a)** toute personne à la recherche d'un emploi.
   - **b)** les individus âgés de 15 ans ou plus sans emploi et en recherche active d'un emploi.
   - **c)** les individus d'au moins 15 ans ayant un emploi mais souhaitant en changer.

3. Le taux de chômage…
   - **a)** se calcule en rapportant le nombre de chômeurs à la population active.
   - **b)** permet de mesurer l'état de l'emploi sur un territoire.
   - **c)** se calcule en rapportant le nombre de chômeurs à la population totale.

4. La baisse du coût du travail…
   - **a)** ne peut se faire qu'en diminuant les salaires.
   - **b)** peut être réalisée par la baisse des cotisations sociales des employeurs.
   - **c)** a pour objectif de stimuler la demande de travail.

LE SAVIEZ-VOUS ?



Aux États-Unis en 2018, sur 100 actifs, environ
4 **sont au chômage (taux de chômage).**
Cependant, sur **100 personnes** en âge de travailler,
71 **ont un emploi** (taux d'emploi).

En France en 2018, sur 100 actifs, environ
9 **sont au chômage (taux de chômage).**
Cependant, sur **100 personnes** en âge de travailler,
65 **ont un emploi** (taux d'emploi).

En France, près de **40 %** des chômeurs sont **au chômage depuis plus d'un an**, contre **13 %** **aux États-Unis**.

Le salaire minimum représente environ
50 % **du salaire moyen en France**,
40 % **en Allemagne**, et
23 % **aux États-Unis**.

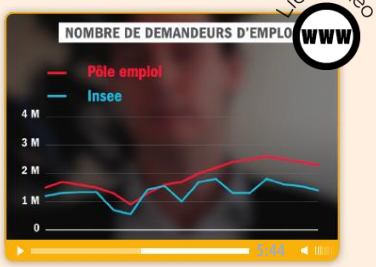


POUR ALLER PLUS LOIN

Vidéos et ressources interactives

Rendez-vous sur lycee.hachette.com/ses/tle.

Lien vidéo



Le chômage baisse-t-il vraiment ?
France Culture, 11 septembre 2019.
Qu'y a-t-il derrière les chiffres de la baisse du chômage ? Y a-t-il vraiment de moins en moins de chômeurs ou cette baisse est-elle due aux conditions d'inscription à Pôle emploi qui se sont durcies et aux radiations qu'elles occasionnent ?

Lien vidéo



Faut-il supprimer le SMIC ?
France TV éducation, Décod'éco,
12 novembre 2019.
Le salaire minimum est destiné à limiter la pauvreté des travailleurs et à donner un étalon de la valeur du travail dans la société. Pourtant, certains jugent qu'il est nuisible. Pourquoi ?

Lien vidéo



Les effets pervers de la politique de l'emploi
Xerfi Canal, 24 juin 2014.
Faut-il procurer des « petits jobs » à la population la moins qualifiée ? Découvrez pourquoi la politique de soutien à l'emploi peu qualifié, qui peut être assimilée à court terme à une politique de soutien à la demande, peut avoir des effets négatifs sur l'économie.

Objectif Bac Épreuve composée

PARTIE 1 MOBILISATION DES CONNAISSANCES 4 PTS

SUJET

Distinguez taux de chômage et taux d'emploi.

MÉTHODE

- Surlignez la ou les notions clés du sujet et soulignez les mots qui désignent la consigne (la tâche).
- Rédigez votre réponse en débutant par une brève définition des notions.
- Répondez à la tâche en écrivant autant de paragraphes que d'affirmations, en utilisant les étapes « Affirmer, Expliciter, Illustrer ».

Fiche méthode n° 1 p. 370

APPLICATION

Montrez que les asymétries d'information peuvent être source de chômage structurel.

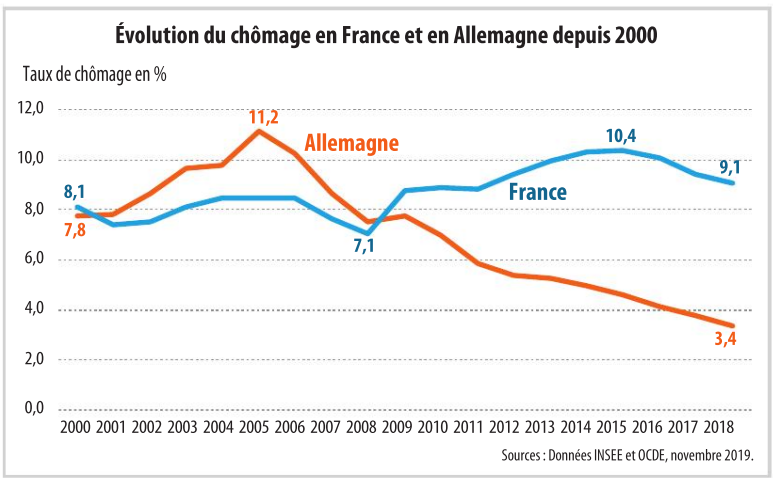
CORRIGÉ

Pour mesurer la situation de l'emploi dans un pays, les économistes peuvent recourir à deux indicateurs, le taux de chômage et le taux d'emploi. Le taux de chômage se calcule en rapportant le nombre de chômeurs à la population active, tandis que le taux d'emploi se calcule en rapportant le nombre d'emplois à la population en âge de travailler. Ces deux indicateurs peuvent être considérés comme complémentaires. En effet, si le taux de chômage donne la mesure des actifs non occupés, il ne montre pas les effets des incitations à sortir de la population active. Le taux d'emploi permet quant à lui de mesurer l'utilisation qui est faite de la ressource en facteur travail sur un territoire. Par exemple, si dans un pays le taux de chômage se situe à un faible niveau, comme 5 %, mais que le taux d'emploi plafonne à 60 %, cela peut signifier que la politique d'accompagnement des chômeurs consiste à les décourager pour faire apparaître des chiffres valorisant l'action des pouvoirs publics.

PARTIE 2 ÉTUDE D'UN DOCUMENT 6 PTS

SUJET

1) À l'aide du document, caractérisez l'évolution du chômage en France et en Allemagne depuis 2000.
2) Montrez, à l'aide d'exemples, que la mesure du chômage s'appuie sur des indicateurs précis.



Insérez dès que possible des petits calculs (coefficients multiplicateurs ou écarts en points de %).

MÉTHODE

Question d'exploitation statistique du document :

- Au brouillon, rédigez une phrase, la plus précise et explicite possible, avec une donnée de votre choix. Cette phrase devra être utilisée au moins une fois dans votre réponse.
- Après avoir identifié la tâche (ici « caractérisez l'évolution »), sélectionnez, du général au particulier, les données en effectuant des regroupements pertinents.
- Répondez à la tâche en écrivant autant de paragraphes que d'affirmations, en utilisant les étapes « Affirmer, Expliciter, Illustrer ».

Fiche méthode n° 1 p. 370

Question de connaissances : appliquez la même méthode qu'en première partie.

CORRIGÉ

1) Corrigé Document

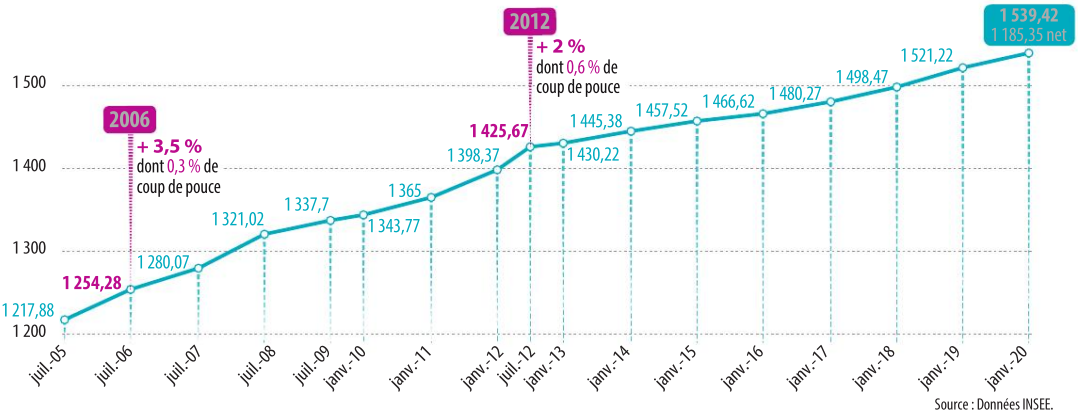
2) Le chômage est une situation dans laquelle un individu en âge de travailler est sans emploi et en recherche active d'un emploi. Le Bureau international du travail (BIT) et Pôle emploi complètent chacun cette définition afin de cadrer finement la situation et la mesurer avec précision. Pôle emploi retient comme chômeur toute personne en âge de travailler, n'ayant pas travaillé dans le mois précédent l'enquête et inscrite comme tel dans ses registres. Ainsi, par exemple, un ancien ouvrier sans emploi mais non inscrit n'apparaîtrait pas dans les chiffres du chômage, et n'entrerait donc pas dans le calcul. Le BIT, quant à lui, considère qu'est au chômage tout individu n'ayant pas travaillé la semaine précédant l'enquête et étant disponible dans les trois mois pour occuper un nouvel emploi. Ainsi, un intérimaire ayant effectué une mission d'un jour durant le mois précédent l'enquête ne rentrerait pas dans les statistiques du chômage du BIT.

PARTIE 3 RAISONNEMENT S'APPUYANT SUR UN DOSSIER DOCUMENTAIRE 10 PTS

SUJET À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous présenterez les effets des institutions sur le chômage structurel.

DOC 1

Évolution du salaire minimum depuis 2005 en France (SMIC mensuel brut en euros pour 151,67 heures)



Source : Données INSEE.

DOC 2

Montant de l'indemnité pour licenciement sans cause réelle et sérieuse
(montant plancher spécifique aux entreprises de moins de 11 salariés)

Ancienneté du salarié dans l'entreprise (en années complètes)	**Indemnité minimale** (en mois de salaire brut)
0	Sans objet
1	0,5
2	0,5
3	1
4	1
5	1,5
6	1,5
7	2
8	2
9	2,5
10	2,5

Source : Barèmes de l'article L1235-3 du Code du travail.

DOC 3

Du point de vue théorique, l'impact de la générosité de l'assurance chômage sur la qualité de l'emploi retrouvé est ambigu. D'abord, des allocations chômage plus généreuses peuvent améliorer la qualité de l'emploi retrouvé en incitant les allocataires à n'accepter que des emplois stables ou bien payés. En effet, lorsqu'une offre d'emploi peu rémunératrice se présente, les allocataires peuvent la refuser dans l'espoir qu'une meilleure opportunité se présente plus tard. Par ailleurs, une allocation chômage plus généreuse pourrait permettre aux demandeurs d'emploi de disposer d'une autonomie financière ou d'une durée de recherche minimum pour trouver un emploi adéquat. Il faut certainement du temps pour construire un projet professionnel et comprendre le fonctionnement du marché dans lequel on cherche son emploi. À l'inverse, une allocation chômage généreuse peut avoir un impact négatif sur la qualité de l'emploi retrouvé. En allongeant la durée du chômage, le « capital humain » du demandeur d'emploi peut se déprécier. S'il reste trop longtemps au chômage, l'allocataire peut perdre certaines de ses compétences, ce qui réduit ses chances de retrouver un emploi qualifié. Un allongement de la durée de recherche d'emploi en lien avec une assurance chômage plus généreuse peut également conduire à une diminution de la qualité de l'emploi si certains recruteurs utilisent la durée de chômage comme indicateur de qualité du candidat.

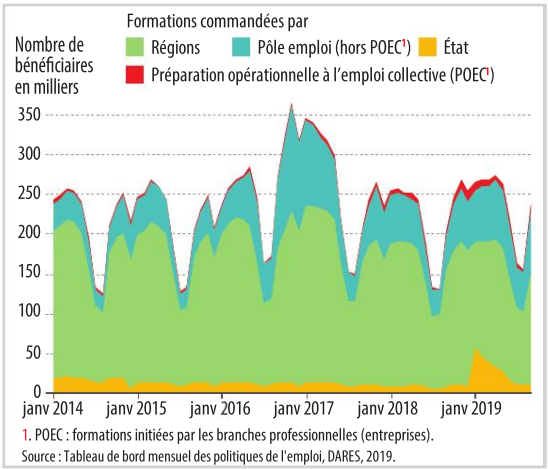
Thomas Le Barbanchon, « L'impact de la générosité de l'assurance chômage sur la durée du chômage et sur la qualité de l'emploi retrouvé », Les notes de l'IPP n° 5, avril 2013.

SUJET

Vous montrerez que la lutte contre le chômage repose sur une diversité de politiques.

DOC 1

Formation des personnes en recherche d'emploi

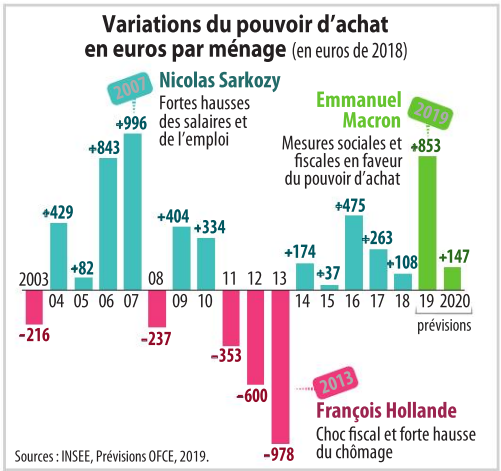


1. POEC : formations initiées par les branches professionnelles (entreprises).

Source : Tableau de bord mensuel des politiques de l'emploi, DARES, 2019.

DOC 2

Le soutien du pouvoir d'achat



DOC 3

Indicateur de protection de l'emploi et taux de chômage en % en 2013 dans différents pays de l'OCDE

	Indicateur de protection de l'emploi[1] contre les licenciements individuels et collectifs	Taux de chômage (en %)	Taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans (en %)
Canada	1,51	7,1	13,7
Danemark	2,32	7,0	13,0
France	2,82	9,9	24,1
Allemagne	2,84	5,2	7,8
Grèce	2,41	27,5	58,3
Italie	2,89	12,1	40,0
Mexique	2,62	4,9	9,5
Pays-Bas	2,94	7,2	13,2
Pologne	2,39	10,3	27,3
Portugal	2,69	16,2	38,1
Espagne	2,36	26,1	55,5
Royaume-Uni	1,59	7,5	20,6
États-Unis	1,17	7,4	15,5

Source : OCDE, 2017.

1. Indicateur créé par l'OCDE portant sur la réglementation des licenciements des salariés en emploi à durée indéterminée et dont la valeur est comprise entre 0 et 6 (plus l'indice est élevé, plus la protection de l'emploi est dite forte).

DOC 4

« L'allègement des cotisations patronales peut avoir un effet positif ponctuel sur l'employabilité des travailleurs non qualifiés », concède Gilles Saint-Paul, économiste et professeur à l'École d'économie de Paris (PSE). La baisse des cotisations est une arme utilisée depuis le gouvernement Juppé, en 1995, pour réduire le coût du travail et soutenir les entreprises. Une arme dont l'efficacité s'avère discrète voire contestable, selon une note du Conseil d'analyse économique datant de janvier 2019. Celui-ci précise que l'allègement des cotisations peut avoir un effet sur les secteurs à bas salaires et dont le coût de revient est fortement impacté par le coût du travail. En revanche, cela est bien moins efficace sur les secteurs à forte valeur ajoutée. Gilles Saint-Paul ajoute : « Pour que cela ait un effet, encore faut-il qu'il y ait de la croissance. »

Toujours selon la note du ministère de l'Économie, le coût du travail des bas salaires français passerait, avec cet allègement, sous le niveau allemand et presque au niveau de la Grande-Bretagne. Mais des doutes subsistent quant à la compétitivité des entreprises françaises à l'international. Nathalie Magne, économiste et chercheuse à l'université de Montpellier, explique : « Le coût du travail est un facteur dans la compétitivité, mais pas dans tous les secteurs. Il faut tenir compte des stratégies et de la productivité. Si ces deux critères ne sont pas bons, le coût du travail ne changera pas la donne. »

Romarik Le Dourneuf, « Quels effets la baisse des charges patronales au niveau du SMIC peut-elle avoir sur l'emploi et la compétitivité ? », *20 Minutes*, 23 octobre 2019.

GUIDAGE MÉTHODOLOGIQUE

ÉTAPE 5 Rédiger l'introduction

- **L'introduction,** quels que soient le sujet ou la discipline, est composée de cinq éléments incontournables, répartis en trois paragraphes (avec un retour à la ligne à chaque fois) :
  - **1er paragraphe :** présentation du sujet (accroche ou mise en contexte) ;
  - **2e paragraphe :**
    - définition brève des notions du sujet ;
    - questionnement du sujet (résume la phase de questionnement → Étape 1) ;
    - annonce de la problématique qui indique comment le sujet est interprété (et qui découle de la phase de questionnement → Étape1) ;
  - **3e paragraphe :** annonce des grands axes du plan.

L'accroche est facultative. Attention aux mauvaises accroches du type : « De tout temps, l'Homme… » Mieux vaut pas d'accroche qu'une mauvaise accroche !

En SES, l'accroche est souvent une référence à l'actualité ou, par défaut, une citation/une donnée que vous prenez dans le dossier documentaire (sans développer).

La problématique n'est pas forcément formulée sous forme de question. Elle peut se présenter ainsi : « Nous voulons démontrer que… » ou « Répondre à ce sujet nécessite de montrer que… et que… ».

- **Repérez les points forts et les points faibles** de l'introduction suivante écrite par un élève, puis proposez des améliorations.

> *Le chômage est-il une fatalité contre laquelle les gouvernements sont impuissants ?*
>
> *Nous allons montrer que la lutte contre le chômage repose sur une diversité de politiques.*
>
> *Nous verrons d'abord les politiques macroéconomiques de soutien de la demande globale, puis les politiques d'allègement du coût du travail, et enfin les politiques de formation et de flexibilisation.*

- **Rayez les accroches maladroites** dans la liste ci-dessous en justifiant pourquoi, puis choisissez celle qui a votre préférence en justifiant également pourquoi.

> *a) Depuis qu'il est apparu, le chômage est une préoccupation majeure de nos économies.*
>
> *b) La lutte contre le chômage est un thème qui revient régulièrement dans le débat public, et plus particulièrement lors des élections présidentielles.*
>
> *c) Qu'est-ce que le chômage ? Comment lutter contre ce fléau ?*

- **Choisissez une citation ou une donnée** extraite de l'un des quatre documents pour formuler votre accroche.

- **Rédigez l'introduction** du sujet de dissertation en suivant le guide proposé.

4 Comment expliquer les crises financières et réguler le système financier ?

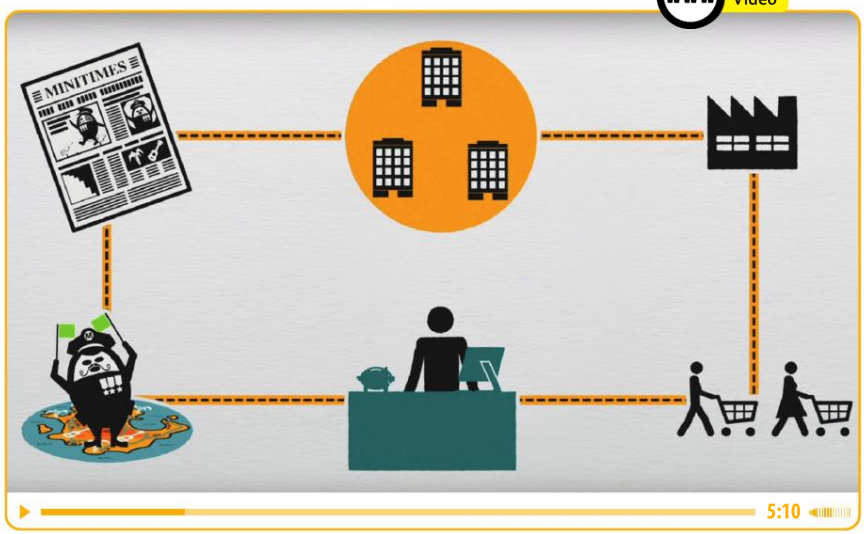
Ressources en ⊕
Sur le site collection : lycee.hachette-education.com/ses/tle

Rappel de 1re
• Besoin et capacité de financement • Crédit bancaire • Taux d'intérêt • Marchés financiers • Actions • Obligations • Aléa moral • Banque centrale • Marché monétaire

NOTIONS À DÉCOUVRIR
- Crise financière
- Bulle spéculative
- Comportements mimétiques
- Prophétie autoréalisatrice
- Panique bancaire
- Effet de richesse
- Collatéral
- Ventes forcées
- Contraction du crédit
- Supervision bancaire
- Ratio de solvabilité

DÉCOUVRIR PAR LA VIDÉO

Lien vidéo www Vidéo



« La crise financière », Citeco-Cité des sciences et de l'industrie, 2013.

1. De quel effet domino est-il question dans la vidéo ?
2. Pourquoi y a-t-il une panique bancaire ?
3. Comment réagissent alors les banques ?
4. Pourquoi une crise bancaire risque-t-elle de devenir une crise « tout court » ?

DOSSIERS

A Les causes des crises financières

1 Qu'est-ce qu'une crise financière ? 102
2 À l'origine des crises financières, les bulles spéculatives ? 104
3 Pourquoi les banques prennent-elles parfois des risques excessifs ? 106

B Les effets des crises financières et leur régulation

4 Pourquoi les banques font-elles faillite en chaîne ? 108
5 Comment une crise financière affecte-t-elle l'économie réelle ? 110
6 Comment réguler le système financier ? 112

ACTIVITÉS

1 Schématiser
Les inégalités, véritable moteur des crises financières ? 114
2 Rédiger une synthèse
La prochaine crise viendra-t-elle de Chine ? 115
3 Vers le Grand oral
Débat Les réformes bancaires sont-elles allées trop loin ? 116
L'essentiel 118
Utilisez les statistiques 121
Testez vos connaissances ! 122
Objectif Bac 124

DÉCOUVRIR PAR L'IMAGE

La faillite de la banque d'affaires Lehman Brothers le 15 septembre 2008 a représenté le point culminant de la crise des *subprimes* (2007-2008), une crise provoquée par l'effondrement des prix des biens immobiliers à partir de 2007. Cette crise a conduit les États et les banques centrales à intervenir pour sauver certaines banques.

1. Quels sont les acteurs représentés dans ce dessin ?
2. Selon vous, pourquoi l'État peut-il être amené à secourir des banques ?



Chappatte, 20 septembre 2008.

DÉCOUVRIR EN DONNANT SON AVIS

Êtes-vous d'accord, pas d'accord ou sans opinion avec les affirmations suivantes ?

- Vous pouvez reporter vos réponses dans la grille à télécharger.
- Pour visualiser les réponses de la classe, utilisez le Q-Sort interactif

1. La crise de 2008 a éclaté aux États-Unis avant de se transmettre au monde entier.
2. Les crises financières sont causées par l'endettement de l'État.
3. Quand les prix des actions augmentent, c'est le moment d'en acheter.
4. Les banques prudentes ne font pas faillite.
5. Si votre banque fait faillite, vous perdez toute l'épargne que vous y avez placée.
6. Les crises financières entraînent toujours une baisse de la croissance et une hausse du chômage.
7. Il faut laisser les banques imprudentes faire faillite.
8. Il faut interdire la spéculation.
9. Pour éviter les crises financières, il faut empêcher les banques de trop prêter.

QU'EN PENSEZ-VOUS ?

Attention ! Vous devez choisir une seule affirmation avec laquelle vous n'êtes pas du tout d'accord, deux avec lesquelles vous n'êtes plutôt pas d'accord…

Pas du tout d'accord	☐
Plutôt pas d'accord	☐ ☐
Sans opinion	☐ ☐ ☐
Plutôt d'accord	☐ ☐
Tout à fait d'accord	☐

Grille à télécharger

A Les causes des crises financières

DOSSIER 1 Qu'est-ce qu'une crise financière ?

• Crise financière

POUR COMMENCER

Doc 1 Le « jeudi noir » d'octobre 1929



« 1929 : le jeudi noir », octobre 2016 © INA.

REPÈRE

Qu'est-ce qu'un actif ?

Les actifs sont les éléments du patrimoine d'un individu ou d'une organisation. Il peut s'agir d'actifs immobiliers (logements, terrains, etc.), d'actifs financiers (des titres comme des actions ou des obligations, des devises étrangères, des crypto-monnaies comme le bitcoin, etc.) ou encore d'œuvres d'art, etc.

1. Quel actif a vu son prix s'écrouler le « jeudi noir » ?
2. Quelles en ont été les conséquences ?

Doc 2 Les mécanismes d'une crise financière

Une crise financière est un dysfonctionnement majeur dans le système financier qui empêche l'économie de jouer son rôle d'intermédiation entre épargnants et investisseurs. […] L'effondrement des prix des actifs est le catalyseur d'une crise financière. En 2008 et 2009, l'actif en cause était l'immobilier résidentiel aux États-Unis. […] Entre 2006 et 2009, les prix de l'immobilier ont chuté de 30 % environ, une chute que les États-Unis n'avaient pas vue depuis les années 1930. […]

L'insolvabilité généralisée des institutions financières est le second élément d'une crise financière. En 2008 et 2009, de nombreuses banques et autres institutions financières avaient misé sur la hausse des prix des logements en accordant des crédits hypothécaires[1] et en détenant de nombreux titres adossés[2] à des prêts immobiliers. Lorsque les prix de l'immobilier ont chuté, un grand nombre de propriétaires se sont retrouvés avec un patrimoine négatif[3] (*underwater*). La valeur de l'emprunt hypothécaire était largement supérieure à celles des maisons qu'ils ont achetées. […]

Face à la montée des insolvabilités, tout établissement financier risque de se retrouver en situation de défaut de paiement. […] Le système financier ne peut plus assumer son activité d'intermédiation même si les clients sont solvables et ont des projets d'investissements performants, ce qui provoque généralement une forte réduction de l'activité économique. […] La récession économique réduit la rentabilité de beaucoup d'entreprises et la valeur de plusieurs actifs. Il en résulte également une baisse des marchés boursiers. Certaines firmes font faillite et cessent de rembourser leurs prêts. Beaucoup de travailleurs se retrouvent au chômage et ne peuvent plus honorer leurs dettes.

Gregory Mankiw, *Macroéconomie*, De Boeck, 8e édition, 2019.

1. La maison achetée à crédit sert de garantie à la banque.
2. Titres émis par une société financière pour financer l'acquisition de crédits immobiliers (procédé appelé « titrisation »).
3. Le patrimoine net (actifs – dettes) est négatif si les actifs de l'agent ont une valeur inférieure à celle de ses dettes.

1. Rappelez comment les banques et les marchés financiers assurent le financement des agents en besoin de financement. Rappel de 1re Marchés financiers, p. 412
2. Expliquez pourquoi la baisse du prix de l'immobilier peut provoquer l'insolvabilité des ménages propriétaires.
3. Quelles sont les conséquences pour les banques ?
4. Pourquoi la crise financière risque-t-elle de devenir un véritable cercle vicieux ?

NE PAS CONFONDRE

Insolvabilité et illiquidité

Un agent est **insolvable** s'il ne peut pas faire face à ses engagements financiers, comme le remboursement de ses dettes, parce que la valeur de ce qu'il possède (ses actifs) est inférieure à celle de ses dettes. Il est **illiquide** s'il ne parvient pas à répondre à ses échéances du fait d'une difficulté à vendre ses actifs immédiatement.

3 EXERCICE Une diversité de crises financières

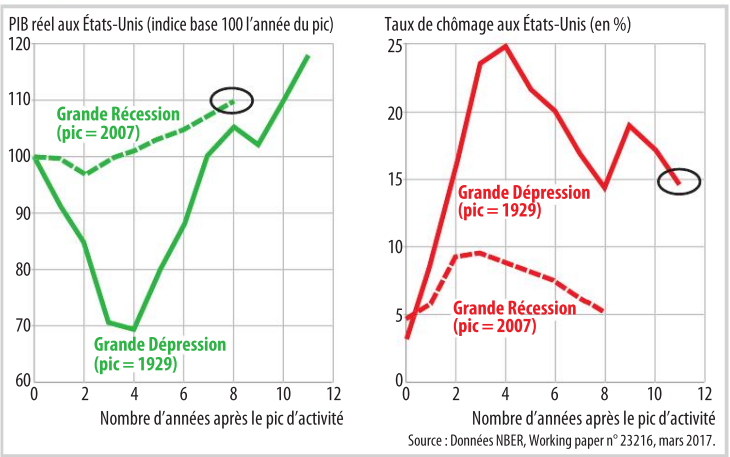
1 Associez chaque crise à sa définition.

Crise bancaire •	• Chute brutale du taux de change d'un pays
Crise de change •	• Chute des prix des logements entraînant un surendettement de leurs propriétaires
Crise boursière •	• Hausse des difficultés des banques, se traduisant par une multiplication de leurs faillites et un rationnement du crédit
Crise de la dette publique •	• Chute brutale du cours des actions
Crise immobilière •	• Hausse des difficultés de financement des États susceptible de les amener à la faillite

2 Identifiez à quelle forme de crise correspond chacun des exemples historiques suivants :

a) le « lundi noir » de Wall Street (1987)
b) crise de la zone euro (2010-2012)
c) la chute des prix des logements au Japon (1990-2005)
d) l'effondrement de la livre turque (2018)
e) la faillite des caisses d'épargne américaines (années 1980)

DOC 4 De graves récessions consécutives aux crises financières majeures



Source : Données NBER, Working paper n° 23216, mars 2017.

1 Rédigez une phrase présentant la signification précise de chacune des données entourées.

2 Lors de chacune de ces crises, de combien a baissé au maximum le PIB ? Au bout de combien d'années le PIB a-t-il retrouvé son niveau d'avant-crise ?

3 Comparez l'évolution du chômage lors de ces deux épisodes.

4 Pourquoi n'est-il pas surprenant que le chômage augmente lorsque le PIB chute ?

5 Pourquoi une hausse du chômage risque-t-elle de conduire à une nouvelle chute du PIB ?

6 Finalement, qu'est-ce qui rapproche et différencie ces deux crises ?

NE PAS CONFONDRE

Récession ou dépression ?

Une économie est officiellement en **récession** lorsque son PIB baisse pendant au moins deux trimestres consécutifs : elle produit moins de biens et services, génère moins de revenus, etc. Le terme de **dépression** est utilisé pour désigner les récessions très sévères, lorsque le PIB baisse très violemment et pendant de nombreuses années, de façon cumulative.

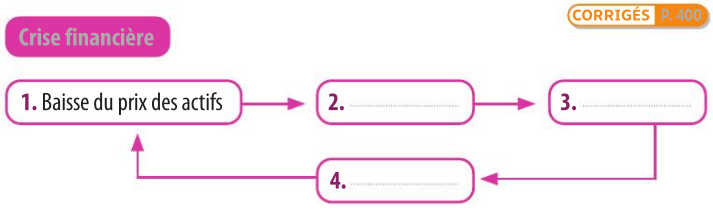
S'entraîner

Exercice interactif

1 **Autoévaluation**

Complétez le schéma avec les termes suivants : Récession • Hausse des difficultés des institutions financières • Diminution du crédit bancaire.

CORRIGÉS P. 400



2 **Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire**

BAC

À l'aide de vos connaissances et des documents, vous présenterez, au choix, les grandes caractéristiques de la crise de 1929 ou de 2008.

DOSSIER 2 À l'origine des crises financières, les bulles spéculatives ?

• Bulle spéculative • Comportements mimétiques • Prophétie autoréalisatrice

POUR COMMENCER

DOC 1 Une bulle spéculative sur les tulipes au XVII^e siècle en Hollande



« Et krach la tulipe ! », Arte, 2019.

DÉFINITION

Bulle spéculative

Hausse cumulative du prix d'un actif, nourrie par des comportements de spéculation, c'est-à-dire la recherche d'une plus-value (prix de vente supérieur au prix d'achat).

1. Pourquoi les tulipes deviennent-elles prisées au XVII^e siècle ?
2. Pourquoi acheter des bulbes, et non des tulipes, peut-il être considéré comme de la spéculation ?
3. Comment expliquer que le prix d'une tulipe ait pu dépasser celui d'un manoir ?
4. Pourquoi les prix finissent-ils par baisser ?

DOC 2 Les bulles spéculatives, au cœur des crises financières

Au XIX^e siècle, la spéculation intervient dans toutes les crises. Les deux crises majeures de 1929 et 2008 résultent elles aussi de l'éclatement d'une bulle spéculative de très grande taille. […] Une bulle se produit lorsque la valeur d'un actif est déterminée par la réponse à une question : son prix va-t-il continuer à monter ? En cas de réponse positive, il est rationnel d'acheter […] dans l'espoir de réaliser une plus-value[1]. Ce sont donc les anticipations qui gouvernent l'évolution des prix sur des marchés touchés par la spéculation. Celle-ci est définie par Keynes comme l'activité qui consiste à prévoir la psychologie du marché. Tout ce qui peut servir de réserve de valeur, l'immobilier, les objets d'art et, surtout, les actifs financiers, peut connaître des bulles.

Une bulle spéculative est la situation dans laquelle le prix d'un actif s'éloigne de sa valeur « fondamentale », définie comme la somme actualisée des revenus[2] que cet actif peut rapporter. Au plus fort de la bulle japonaise des années 1980, par exemple, la valeur foncière théorique de Tokyo[3] dépassait celle… des États-Unis. À ce niveau aberrant, une bulle ne semble reposer que sur l'irrationalité des spéculateurs enfiévrés. De fait, il est possible que certains intervenants soient grisés par leur propre réussite : « Inhérente à l'épisode spéculatif, il y a l'euphorie, la fuite collective hors du réel ». D'un autre côté, les agents peuvent être parfaitement conscients du caractère irréaliste des prix au regard des rendements escomptés, et continuer à penser qu'ils vont encore monter. La rationalité des comportements individuels peut aisément déboucher sur une irrationalité collective par un effet de composition. [Mais] une bulle finit toujours par éclater car, selon l'adage boursier, « les arbres ne montent pas jusqu'au ciel ». Plus concrètement, il faudrait un flux sans cesse accru d'achats pour que la dynamique des prix se maintienne. Arrive toujours un moment où le flux de nouveaux acheteurs se tarit et tout s'effondre.

Arnaud PARIENTY, *Précis d'économie*, La Découverte, 2017.

1. Plus-value : prix de vente – prix d'achat.
2. Somme des revenus futurs en euros d'aujourd'hui ou euros constants, une fois déduite l'inflation.
3. Valeur de l'ensemble des biens immobiliers de la ville de Tokyo.

1. Pourquoi le spéculateur cherche-t-il à « prévoir la psychologie du marché » ?
2. Pourquoi les spéculateurs sont-ils sujets à des comportements mimétiques ?
3. Montrez que le gonflement d'une bulle spéculative relève d'une prophétie autoréalisatrice.
4. Pourquoi les bulles finissent-elles par éclater ?

DÉFINITIONS

Comportements mimétiques

Tendance des agents à adopter, par suivisme, les mêmes comportements, en particulier dans un contexte de manque d'information.

Prophétie autoréalisatrice

Anticipation d'un événement qui conduit les agents à changer de comportement de telle façon que cet événement survienne.

3 EXERCICE La métaphore du concours de beauté

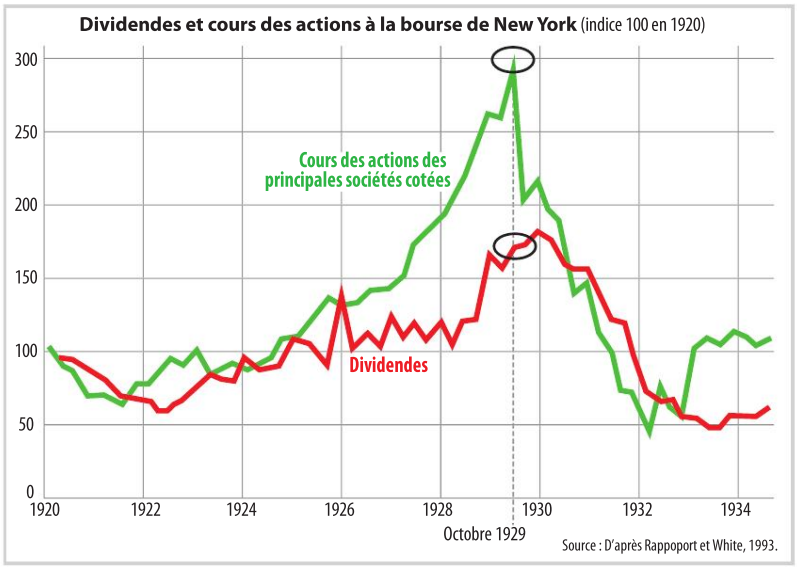
Selon John Maynard Keynes, « la technique du placement peut être comparée à ces concours organisés par les journaux où les participants ont à choisir les six plus jolis visages parmi une centaine de photographies, le prix étant attribué à celui dont les préférences s'approchent le plus de la sélection moyenne opérée par l'ensemble des concurrents » (*Théorie générale*, 1936).

1. Par bulletin secret, choisissez l'animal que vous trouvez le plus mignon, selon vos critères personnels. Votre professeur recueille les votes.
2. Lors d'un deuxième vote, vous devez choisir l'animal que vous pensez qu'une majorité de vos camarades a élu comme étant le plus mignon. Indiquez son numéro sur un bulletin.
3. Votre professeur dévoile les votes du premier et du deuxième tour. Commentez les résultats.
4. Procédez à un nouveau vote, comme à l'étape 2, et dépouillez les résultats.
5. Les résultats sont-ils très différents entre le vote à l'étape 2 et à l'étape 4 ?
6. Remplacez les animaux par des entreprises, et demandez-vous laquelle versera le plus de dividendes. En quoi le marché des actions ressemble-t-il au concours de beauté décrit par Keynes ?

Voici une sélection de cinq bébés animaux :



DOC 4 De la bulle spéculative des années 1920 au krach de 1929



1. Rappelez ce qu'est une action et ce que sont les dividendes.
   Rappel de 1re Actions, p. 408
2. Rédigez une phrase présentant la signification précise de chacune des données entourées.
3. Pourquoi les années 1920 sont-elles considérées comme des années de bulle spéculative sur le marché des actions aux États-Unis ?
4. Comment expliquer le retournement brutal du marché en octobre 1929 ?

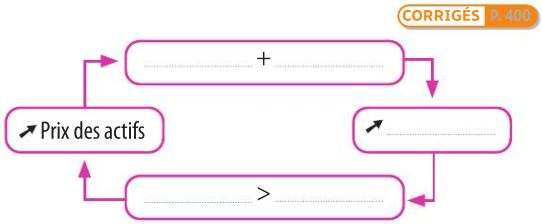
S'entraîner

Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS P. 400

Complétez le schéma avec les termes suivants :
demande des actifs • mimétisme • demande • prophéties autoréalisatrices • offre.



2 Mobiliser ses connaissances

BAC

Montrez que les marchés financiers sont propices à la formation de bulles spéculatives.

DOSSIER 3 Pourquoi les banques prennent-elles parfois des risques excessifs ?

• Aléa moral

POUR COMMENCER

DOC 1 Gérer les risques par la titrisation, de David Bowie aux crédits bancaires



Anastasia MELACHRINOS, « La titrisation », Cité de l'économie, 2018.

REPÈRE

Titrisation

Transformation d'un actif non négociable sur les marchés financiers (comme un droit d'auteur ou un crédit bancaire) en un titre financier négociable qui peut s'acheter et se vendre sur ces marchés.

1. Pourquoi David Bowie avait-il intérêt à titriser ses droits d'auteur ?
2. Complétez le schéma avec les termes suivants : 55 millions de dollars (deux fois) • Obligations (deux fois).
3. Remplacez David Bowie par une banque qui accorde des crédits, puis réalisez un schéma pour expliquer leur titrisation.
4. Quel est l'intérêt de titriser les crédits ?

Schéma à télécharger



Véhicule financier

Actif

Droits d'auteur pour 10 ans

Droits d'auteur pour 10 ans

Passif

Acheteurs des titres

DOC 2 Des banques « trop grosses pour faire faillite » ?

Le 15 septembre 2008, Lehman Brothers, alors quatrième banque d'investissement[1] des États-Unis par ordre d'importance, déposait le bilan. Le système financier mondial fut dès lors secoué par une tempête, qui surprit tous les observateurs des marchés par sa violence et son ampleur. […]

La crise financière nous a brusquement rappelé que le système bancaire n'était pas assez résistant aux intempéries. Elle a aussi clairement montré que des risques particuliers proviennent des grands établissements qui présentent de fortes interdépendances. Du fait de leur taille et de la position qu'ils occupent sur le marché, ces établissements ne peuvent pas se retirer en cas de crise sans provoquer de graves remous dans le système bancaire et dans l'économie réelle ; dans le jargon des économistes, on dit qu'ils revêtent une « importance systémique ». […]

En cas de crise, une banque d'importance systémique peut compter sur un sauvetage, du fait des coûts élevés qu'impliquerait une défaillance pour l'économie réelle. On peut donc dire que les établissements concernés bénéficient d'une garantie implicite de l'État, dont les conséquences sont d'une portée considérable. […] Les créanciers sont moins incités, en raison de la garantie de l'État, à veiller à ce que la banque ne prenne pas de risques excessifs. En effet, si tout se passe bien, ils profiteront d'une rémunération quasiment « sans risques ». En revanche, si quelque chose se passe mal, l'État doit intervenir et les créanciers ne seront pas tenus d'assumer d'éventuelles pertes. Le simple fait de supposer qu'une banque soit « *too big to fail* » peut ainsi devenir une prophétie autoréalisatrice.

Fritz ZURBRÜGG, « Le système bancaire suisse dix ans après la tempête : quelle est sa capacité de résistance ? », 6 septembre 2018.

1. Banque dont l'activité consiste essentiellement à acheter et vendre des titres sur les marchés financiers.

1. Qu'est-ce qu'une banque systémique ?
2. Montrez que l'existence de banques « d'importance systémique » crée un aléa moral.
3. Explicitez le mécanisme évoqué dans la phrase soulignée.

Rappel de 1re

Aléa moral

Situation où un agent, du fait qu'il se sait assuré contre un risque, adopte une attitude moins prudente, augmentant par là même la probabilité que ce risque se réalise.

DOC 3 De la titrisation au « *shadow banking* »

Produit des innovations financières des années 1980, la technique de la titrisation donne aux banques la possibilité de se débarrasser de leurs créances en les transformant en titres financiers pour les vendre à des investisseurs prêts à en assumer le risque. […] Les banques pouvant se défausser des risques pris sur les clients moins solvables en les transférant sur le marché des titres, l'accès au crédit bancaire est désormais ouvert à une gamme plus large d'emprunteurs. […]

Ces titres sont acquis par les investisseurs financiers, mais aussi par d'autres établissements financiers en quête de rendements attractifs. […] La titrisation a ainsi rendu possible l'émergence d'un « système bancaire fantôme », composé de banques d'affaires, de *hedge funds*[1], de sociétés d'investissement, de SIV[2], de fonds communs de placement[3] et d'organismes de crédit hypothécaire. Bien que ne collectant pas de dépôts, ces institutions non bancaires procèdent tout comme les banques à une activité de transformation, empruntant à court terme pour prêter ou placer à long terme. À la différence des banques toutefois, elles ne jouissent pas de la protection offerte par l'existence d'un prêteur en dernier ressort – la banque centrale – et des dispositifs d'assurance des dépôts qui coupent court aux risques de ruée sur les dépôts en cas de crise. N'étant pas astreintes aux contraintes réglementaires fixées par les banques centrales, elles peuvent prendre des risques plus importants que les banques traditionnelles, et jouir quand tout va bien d'une profitabilité nettement plus élevée.

Jacques ADDA, « Les mirages de la titrisation », *Alternatives économiques*, Hors-série pratique n° 58, décembre 2012.

1. Fonds spéculatifs.
2. SIV (*Structured Investment Vehicle*) : Institution financière s'endettant à court terme pour acheter des titres, notamment des obligations issues de la titrisation.
3. Fonds qui organisent la copropriété de titres entre de nombreux agents.

1. Quels sont les risques que prennent les banques en prêtant aux agents ?
2. Comment la titrisation permet-elle aux banques de gérer ces risques ?
3. En quoi le « système bancaire fantôme » ou « *shadow banking* » se distingue-t-il des banques traditionnelles ?
4. Pour quelles raisons la titrisation a-t-elle en définitive accru le risque de crise financière ?

REPÈRE

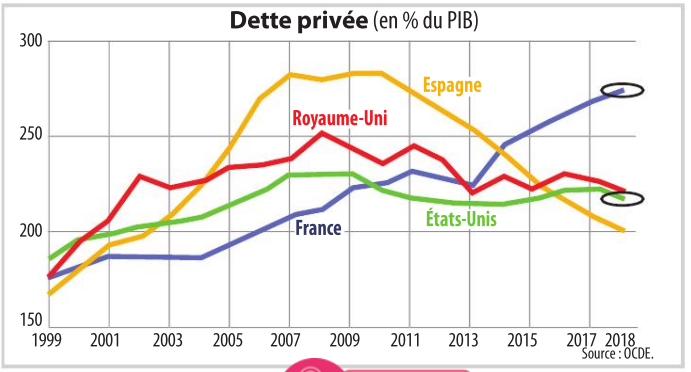
Prêteur en dernier ressort

Quand une banque fait face à des difficultés de financement passagères et qu'aucun autre agent ne souhaite lui prêter (illiquidité), la Banque centrale peut jouer le rôle de prêteur « en dernier ressort », pour éviter la faillite.

Assurance des dépôts

Dans la plupart des pays développés, l'État garantit aux déposants de ne pas perdre leurs dépôts en cas de faillite bancaire, jusqu'à un certain montant (en France, 100 000 € par personne et par établissement bancaire).

DOC 4 La dette privée accompagne les bulles spéculatives



1. Rédigez une phrase présentant la signification précise de chacune des données entourées.
2. Dégagez les grandes périodes d'évolution de la dette privée dans ces pays. Fiche outil n° 11 p. 366
3. Quel lien pouvez-vous établir entre la hausse de la dette privée et les bulles spéculatives sur l'immobilier et sur les actions dans les années 2000 ?

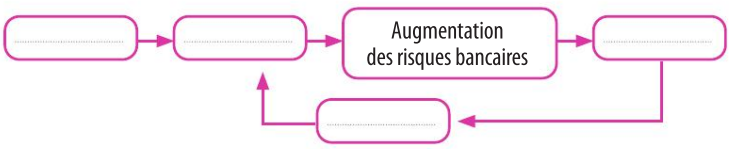
Exercice interactif

S'entraîner

1 Autoévaluation

CORRIGÉS P. 400

Complétez le schéma avec les termes suivants :
aléa moral • protection des banques et des déposants • titrisation • risque systémique.



2 Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire

BAC

À l'aide de vos connaissances et des documents, montrez que les banques sont dans des situations d'aléa moral qui les conduisent à être moins prudentes.

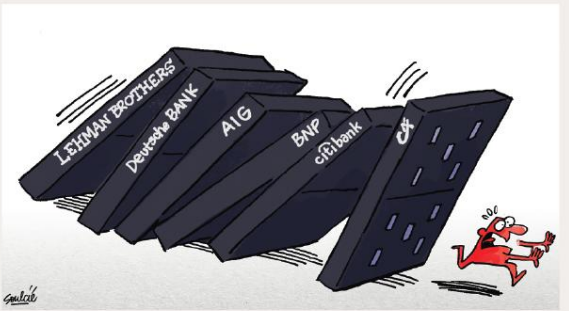
B Les effets des crises financières et leur régulation

DOSSIER 4 Pourquoi les banques font-elles faillite en chaîne ?

• Panique bancaire

POUR COMMENCER

DOC 1 L'« effet domino »



SOULCIÉ.

REPÈRE

Faillite de Lehman Brothers

Lorsqu'elle se déclare en faillite le 15 septembre 2008, la banque Lehman Brothers annonce détenir une dette de 613 milliards de dollars pour un montant total d'actifs de 639 milliards de dollars. Sa faillite est considérée comme le point culminant de la crise financière.

Pour quelles raisons la faillite d'une banque accroît-elle immédiatement le risque que d'autres banques fassent faillite à leur tour ?

DOC 2 Les paniques bancaires

Suite à l'annonce d'un concours[1] de la Banque d'Angleterre à la banque britannique Northern Rock et aux déclarations de sa direction, des tas de clients se sont précipités aux guichets de celle-ci. […] Le raisonnement de chaque client a été le suivant : j'ai un dépôt dans cette banque. Si elle ferme, je n'aurai plus rien. Le coût du retrait est assez limité (quelques minutes ou heures de queue) […], alors que le coût d'une faillite serait catastrophique. Certes, je ne sais pas si le risque est totalement fondé, mais je ne peux me permettre de le prendre. Je vais donc retirer mon argent. Raisonnement imparable, d'une rationalité indéniable. Le hic, c'est qu'une banque, aussi bien gérée soit-elle, n'est généralement pas en mesure d'alimenter les retraits d'argent sur la totalité des dépôts de ses clients. […]

Le scénario est bien connu. L'issue indécise. Soit la panique s'accélère et on peut craindre le pire, soit elle s'arrête. La banque peut communiquer des informations crédibles et rassurantes. La banque d'Angleterre elle-même peut assurer, qu'en tant que prêteur en dernier ressort, elle est tout à fait confiante dans la solvabilité de la banque et continuera à la soutenir et lui fournir les liquidités nécessaires pour passer cette mauvaise période. La banque peut aussi agir de sorte à rassurer ses clients. Une anecdote historique est de ce point de vue très amusante. Lors de la crise de 29, devant une banque américaine, confrontée à la panique de ses déposants, le directeur de l'agence décida d'annoncer à ses clients, alignés dans une queue de plusieurs heures, que compte tenu de l'affluence exceptionnelle, la banque resterait ouverte le soir jusqu'à ce que tous les clients soient reçus. La plupart des clients rentrèrent chez eux […].

Stéphane MÉNIA, « Faire nocturne pour sauver la banque », blog *Econoclaste*, 17 septembre 2007.

1. Un concours désigne un financement, ici. Les banques refusant de lui prêter sur le marché monétaire, la Northern Rock a demandé le 13 septembre 2007 des liquidités auprès de la Banque d'Angleterre, la banque centrale du Royaume-Uni.



Des clients font la queue devant une agence de la banque Northern Rock au Royaume-Uni le 14 septembre 2007.

1. Pourquoi une banque n'est-elle pas en mesure de faire face immédiatement aux retraits de la totalité des dépôts de ses clients ?
2. Qu'est-ce qui a amené les clients de la Northern Rock à douter de sa solvabilité ?
3. Montrez que la panique bancaire fonctionne comme une prophétie autoréalisatrice.
4. Comment les banques et les pouvoirs publics peuvent-ils stopper la panique ?

DOC 3 Quand les banques rechignent à se prêter

En réaction à la crise […] financière, les banques centrales ont massivement augmenté les liquidités[1] disponibles sur le marché interbancaire et les gouvernements ont mis en place des plans de sauvetage du secteur. […] En temps normal, les banques se procurent l'essentiel de la liquidité dont elles ont besoin sur le marché interbancaire : les banques dont la trésorerie est excédentaire à court terme offrent aux banques dans la situation inverse de leur prêter cette liquidité, moyennant un taux d'intérêt dit taux interbancaire. Depuis le début de la crise, en juillet 2007, ce marché interbancaire s'est asséché par manque de confiance : dans l'ignorance qu'elles étaient de la situation véritable de leurs consœurs, les banques ont préféré conserver leur éventuelle liquidité excédentaire plutôt que de la prêter. La faillite de Lehman a fortement aggravé cette situation, ce qui s'est traduit par une très forte hausse des taux interbancaires […].

Agnès Bénassy-Quéré et Benjamin Carton, « La crise mondiale », CEPII, *L'économie mondiale* 2010, La Découverte.

1. Les « liquidités » désignent ici la monnaie centrale.

1. Pourquoi le marché monétaire (Lexique p. 408) est-il essentiel aux banques ?
2. Pourquoi les banques rechignent-elles à s'accorder des prêts ?
3. Quel rôle joue la Banque centrale sur ce marché ?

4 EXERCICE Illiquidité et insolvabilité d'une banque

Voici le bilan d'une banque. Au passif figurent ses ressources, et à l'actif comment ces ressources sont utilisées.

Données fictives, en milliards d'euros							
Actif (Utilisation des ressources)				**Passif (Ressources de la banque)**			
Immobilier	10	Prêts aux clients	40	Fonds propres	10	Dépôts des clients	30
Prêts interbancaires	20	Titres détenus	30	Emprunts interbancaires	20	Titres émis (hors actions)	40

- Du côté du passif, les **fonds propres** jouent un rôle particulier. Ils incluent les actions que la banque a émises et les bénéfices qu'elle a gardés en réserve. Ces ressources appartiennent à la banque et peuvent donc servir à absorber les pertes. Au contraire, les autres ressources du passif sont des engagements remboursables à d'autres agents, à des échéances plus ou moins longues.
- Du côté de l'actif, les ressources sont utilisées pour faire des placements sur des actifs plus ou moins risqués et plus ou moins liquides, échangeables plus ou moins rapidement contre de la monnaie et à des prix qui peuvent varier. Il y a **risque d'illiquidité** pour une banque quand elle a des difficultés à honorer ses engagements inscrits au passif à un instant donné. Par exemple, si trop de déposants retirent leurs dépôts, elle ne peut pas rapidement revendre l'immobilier acheté, mais peut revendre certains titres (les titres les plus liquides, comme les prêts bancaires, en période normale), ou piocher dans ses bénéfices mis en réserve. Il y a **risque d'insolvabilité** lorsque le prix des actifs baisse tellement qu'ils ne permettent plus à la banque de faire face à ses engagements.

1. Pourquoi certaines ressources sont-elles appelées des « fonds propres » ?
2. Calculez combien représentent ces fonds propres en % de l'ensemble du bilan de la banque.
3. Associez chaque exemple au risque correspondant : Risque d'illiquidité • Risque d'insolvabilité

a) Le cours des titres que détient la banque chute.
b) Une panique bancaire.
c) Les défauts de remboursement se multiplient.
d) Les banques ne se prêtent plus sur le marché interbancaire.

4. Si une grande banque est illiquide et revend ses actifs pour se refinancer, comment va évoluer le prix de ses actifs ? Quelles sont les conséquences pour les autres banques ?

S'entraîner — Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS P. 400

Parmi ces propositions, repérez celle(s) qui est (sont) juste(s) et reformulez celle(s) qui est (sont) fausse(s) :

1. Les banques prudentes sont préservées des paniques bancaires.
2. La Banque centrale est la seule à pouvoir prêter aux banques lorsque ces dernières refusent de se prêter entre elles.
3. Un retrait massif des dépôts par les clients peut provoquer une faillite de la banque.

2 Mobiliser ses connaissances

BAC

Présentez deux canaux par lesquels une faillite bancaire en entraîne d'autres.

DOSSIER 5 Comment une crise financière affecte-t-elle l'économie réelle ?

• Effet de richesse • Collatéral • Ventes forcées • Contraction du crédit

POUR COMMENCER

DOC 1 « À vendre ! »

1. Pour quelles raisons un ménage peut-il être contraint de mettre son logement en vente ?
2. Quelle conséquence peut avoir la multiplication des ventes de maisons sur le marché de l'immobilier ?

REPÈRE

Économie réelle

Expression qui désigne, par opposition à la sphère financière, la sphère de la production.



Dessin paru dans *The International Herald Tribune*, 23 janvier 2008.

DOC 2 Les effets de richesse de la bulle spéculative

Le discours habituel sur la Grande Récession qui a démarré aux États-Unis en 2007 tourne autour de l'emballement, puis de la chute, des prix du logement, et des effets induits sur les dépenses de la classe moyenne dont le patrimoine est pour l'essentiel de nature immobilière. […] Les effets de richesse ont joué un rôle décisif dans la chute du taux d'épargne des ménages avant la crise, puis dans son rebond […]. Les prix des actifs ayant grimpé durant les années fastes, les ménages se sont sentis plus riches, ont dépensé plus et épargné moins. Quand les prix ont plongé durant la crise, les effets de richesse se sont inversés et la consommation a chuté […].

La fluctuation des prix des logements a eu un effet particulièrement important, car l'acquisition de biens immobiliers, à la différence des actifs financiers, est financée en grande partie par l'emprunt. De ce fait, la baisse des prix de l'immobilier a provoqué des difficultés financières qui ont contraint les ménages à comprimer leurs dépenses. […] Cette dynamique explique que la Grande Récession ait été beaucoup plus grave que l'éclatement de la bulle Internet (l'effondrement des cours en 2000 suite à trois années d'essor tiré par les entreprises du secteur Internet), même si les pertes boursières ont été comparables aux pertes immobilières quelques années plus tard.

L'explication pourrait toutefois être bien plus simple. La bulle Internet a été atténuée par une hausse des actifs non financiers (essentiellement les logements), tandis que l'effondrement du marché immobilier a été exacerbé par une chute des actifs financiers. Concrètement, les actifs financiers ont représenté 8 000 milliards de dollars sur les 13 000 de richesse perdue entre les points maximums et minimums. Autrement dit, c'est en partie parce que les pertes de richesse globales ont été bien plus importantes que la consommation a reculé beaucoup plus pendant la Grande Récession que pendant la bulle Internet.

Bas BAKKER et Joshua FELMAN, « Les riches et la Grande Récession », FMI, *Finances & Développement*, juin 2015.



1. Montrez que la hausse des prix immobiliers a engendré un « effet de richesse positif » jusqu'en 2007.
2. Quel a été l'effet de la baisse des prix de l'immobilier à partir de 2007 ?
3. Pourquoi l'effondrement immobilier de 2007 a-t-il été plus dommageable que le krach boursier du début des années 2000 ?

DÉFINITION

Effet de richesse

Quand la valeur du patrimoine des ménages augmente, ces derniers consomment davantage (effet de richesse positif), et ils épargnent davantage quand la valeur de leur patrimoine baisse (effet de richesse négatif).

3 EXERCICE Prix du collatéral et crédit

a) Hausse du prix des actifs et boom du crédit

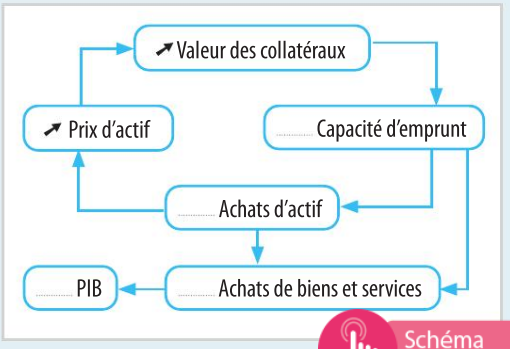


Schéma à télécharger

1. Complétez le schéma a) avec le signe ↗ ou ↘ pour montrer les effets vertueux d'une hausse du prix d'un actif.
2. À l'aide du texte b), reprenez le schéma en montrant cette fois-ci les effets pervers d'une baisse du prix d'un actif.
3. Pourquoi les banques n'améliorent-elles pas forcément leur situation lorsqu'elles vendent leurs actifs en catastrophe ?

b) Baisse du prix des actifs et contraction du crédit

Lorsqu'une institution financière est sous pression pour réduire sa dette et lever des liquidités, elle tente de vendre des actifs. Mais pour vendre des actifs rapidement, elle est souvent obligée de les vendre à prix sacrifiés. La contagion vient du fait que d'autres institutions financières détiennent des actifs comparables, dont les prix diminuent en conséquence de la vente à « prix bradé » […] renforçant ainsi le cercle vicieux sur les prix des actifs.

Paul KRUGMAN, *Macroéconomie*, De Boeck, 2e éd., 2013.

DÉFINITIONS

Collatéral / Vente forcée

Actif (par exemple un logement) mis en gage par l'emprunteur auprès du prêteur pour couvrir le risque de non-remboursement du crédit. En cas de défaut de remboursement, le prêteur récupère le **collatéral** et peut être contraint de le vendre (**vente forcée**) pour obtenir des liquidités.

DOC 4 La contraction du crédit bancaire

Si spectaculaire soit-elle, la débâcle boursière, dont les gouvernements et les grandes banques centrales peinent à venir à bout, n'est que la partie émergée d'une crise en train de se propager à l'économie réelle. Une spirale baissière et récessive s'est enclenchée. Les marchés anticipent une chute des profits des entreprises, qui font face à des perspectives d'activité dégradées. Ils vendent leurs titres. Les entreprises ne peuvent plus se financer sur les marchés des actions, et elles commencent à être confrontées au resserrement du crédit. Certaines d'entre elles, notamment les PME, ne s'en relèveront pas. […] Elles diffèrent ou renoncent à leurs projets d'investissement, réduisent leurs coûts et revoient à la baisse leurs perspectives d'embauche, quand elles ne licencient pas et mettent la clé sous la porte. […]

Trouver des sources de financement est en effet plus difficile et coûte plus cher. Face à l'augmentation probable des taux de défaut[1], les banques doivent accroître leurs fonds propres et, par voie de conséquence, elles prêtent moins. […] « Une PME qui a une trésorerie équilibrée sur l'année, mais qui a besoin d'aide pour financer son activité risque, dans un tel contexte, de voir sa banque lui refuser sa ligne de crédit », explique M. Timbeau[2].

Claire GUÉLAUD, « Du krach boursier à l'économie réelle, les mécanismes de la contagion », *Le Monde*, 11 octobre 2008.

1. Ratio calculant la part de non-paiement des échéances d'un emprunt sur l'ensemble des emprunts.
2. Xavier TIMBEAU est chercheur à l'OFCE.

1. Comment réagissent les banques quand elles se retrouvent en difficulté ?
2. Pourquoi les petites entreprises sont-elles alors les plus pénalisées ?
3. Pourquoi la contraction du crédit risque-t-elle en définitive d'aggraver la situation des banques ?

S'entraîner

Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS P. 400

Choisissez la mention exacte.

Lors d'une crise financière, les ménages et entreprises dépensent moins, ce qui risque d'entraîner une [*récession/inflation*]. En effet, d'une part, la chute du prix des actifs crée un effet de richesse [*positif/négatif*] : les ménages se sentent [*plus/moins*] riches. D'autre part, il y a une contraction du crédit. En effet, comme les actifs servent de collatéraux aux crédits, les banques sont [plus/moins] désireuses de prêter, et les ménages et entreprises peuvent [*davantage/moins*] emprunter. Ils sont forcés de [*réduire/augmenter*] leurs dépenses et [d'acheter/de vendre] des actifs en catastrophe pour se désendetter, ce qui [*diminue/augmente*] encore le prix des actifs.

2 Mobiliser ses connaissances

BAC **Présentez deux canaux de transmission par lesquels une crise financière affecte l'économie réelle.**

DOSSIER 6 Comment réguler le système financier ?

• Supervision bancaire • Ratio de solvabilité

POUR COMMENCER

DOC 1 Qui surveille les banques en zone euro ?

Lien vidéo



BCE, « Le mécanisme de surveillance unique expliqué en 3 minutes », 2014.

1. Présentez la mission du mécanisme de surveillance unique.
2. Pourquoi sa création a-t-elle paru nécessaire ?
3. Qui le pilote en pratique ?

DÉFINITION

Supervision bancaire

Surveillance par les autorités publiques du respect par les banques des règles en vigueur, afin qu'elles n'adoptent pas un comportement trop risqué, susceptible de remettre en cause la stabilité financière. *Synonyme :* régulation bancaire, contrôle prudentiel.

REPÈRE

Qui surveille les risques des banques ?

En France, c'est le rôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), qui dépend de la Banque de France. Depuis 2014, dans la zone euro, c'est le rôle de la BCE (Mécanisme de surveillance unique) pour les banques de très grande taille.

DOC 2 Les banques systémiques sont étroitement surveillées

Les banques systémiques, celles dont la défaillance affecterait l'ensemble du système financier, comme ce fut le cas avec Lehman Brothers en 2008, sont aujourd'hui mieux identifiées. Depuis 2011, le Conseil de stabilité financière établit chaque année la liste de ces banques systémiques. Ce suivi est un progrès indéniable. La gestion de la crise de 2008 aurait été différente si le Trésor américain avait été prévenu par les autorités prudentielles[1] que Lehman Brothers était une banque systémique, qui en entraînerait beaucoup d'autres dans sa chute. Il aurait eu plusieurs options à portée de main : ne pas laisser tomber cet établissement, en faciliter la reprise par un autre (comme cela avait été le cas pour Bear Stearns, par exemple), ou encore organiser son démantèlement. […]

En 2008, Lehman Brothers aurait pu être considérée comme une banque systémique au moins autant, si ce n'est plus, en raison de ses nombreuses interconnexions avec les autres établissements bancaires et financiers du monde entier qu'en raison de sa taille. Ce n'était, à l'époque, « que » la 42e plus grande banque du monde. Depuis, les interconnexions entre les banques sur le marché interbancaire ont très largement diminué, ce qui va plutôt dans le sens d'un moindre risque de contagion en cas de difficulté. Mais attention : les banques ont développé en parallèle des interconnexions avec d'autres intermédiaires financiers dont certains peuvent être issus du shadow banking (ou finance de l'ombre) […], dont le volume aurait augmenté d'environ 50 % par rapport à son niveau de 2007 pour atteindre 45 000 milliards de dollars.

Jézabel Couppey-Soubeyran et Thomas Renault, « La faillite d'une banque peut-elle encore à elle seule déclencher une crise financière ? », *The Conversation*, 21 octobre 2018.

1. Autorité administrative, souvent indépendante, en charge de la supervision, de la surveillance et du contrôle des banques.

1. Pourquoi est-il nécessaire d'identifier les banques de dimension systémique ?
2. Les banques de dimension systémique ne le sont-elles que par leur taille ?
3. Le superviseur peut-il se contenter d'observer les liens entre les seules banques ?

REPÈRES

Conseil de stabilité financière

Institution composée des ministères des Finances, des banques centrales et d'autres autorités financières de 24 pays, créée par le G20 en 2009 pour coordonner les mesures de stabilité financière, comme la supervision bancaire.

Shadow banking

Activités bancaires menées par des sociétés financières qui ne sont pas des banques, dans le but d'échapper à la supervision bancaire ou aux impôts.

Dossier 3 p. 107

3 EXERCICE L'importance des fonds propres

Voici le bilan de deux banques. Chacune dispose de deux types de ressources, qui figurent au passif : des **fonds propres**, qui sont les fonds possédés par l'entreprise, provenant de l'apport des actionnaires ou de la mise en réserve de profits passés ; des **dettes**, apports de capitaux par des créanciers, dont des déposants, qu'il faut donc rembourser.

Les deux banques ont le même montant de ressources, mais l'une a plus de fonds propres que l'autre. En revanche, elles ont la même utilisation de ces ressources, qui figurent à l'actif : une moitié de crédits, et une moitié de titres.

Crédit rennais			
Actif (Utilisation des ressources)		**Passif (Ressources de la banque)**	
Crédits	50	Fonds propres	20
Titres	50	Dettes	80

Lehman Sisters			
Actif (Utilisation des ressources)		**Passif (Ressources de la banque)**	
Crédits	50	Fonds propres	10
Titres	50	Dettes	90

1. Quelle est la différence principale entre un financement de la banque par des fonds propres et par des dettes ?
2. Calculez le rapport entre les fonds propres et les actifs détenus par chaque banque, et exprimez le résultat en %.
3. Supposons que le prix des titres chute de 10 %. Les banques vont combler les pertes en puisant dans les fonds propres, qui baissent du même montant. Calculez la nouvelle valeur des titres, et la nouvelle valeur du ratio de fonds propres en % des actifs.
4. Montrez que la situation financière de Lehman Sisters résiste moins bien que celle du Crédit rennais.
5. Que peut faire Lehman Sisters pour rétablir son ratio de fonds propres ?

DOC 4 De nouvelles réglementations bancaires

Les dirigeants, les économistes et les régulateurs s'interrogent depuis longtemps sur les mesures qui auraient pu être prises avant 2007 pour atténuer, voire prévenir la crise, laquelle a déclenché une récession mondiale dont les effets se font encore ressentir. L'une de ces mesures aurait pu consister à exiger des banques davantage de fonds propres. Les fonds propres d'une banque correspondent à l'écart entre le montant de ses actifs et celui de ses dettes (dépôts compris). Autrement dit, c'est la portion de ses actifs qui appartient à ses actionnaires. Plus le rapport des fonds propres au total des actifs est élevé, plus les créanciers et déposants sont protégés en cas de difficultés. Cela tient à plusieurs raisons. En premier lieu, comme les actionnaires ont le degré de priorité le plus faible parmi les parties prenantes, les fonds propres servent d'amortisseurs susceptibles d'absorber les éventuelles pertes bancaires. […]

Les premières réglementations bancaires – dites Bâle I, du nom de la ville où le groupe international de représentants des banques centrales et des autorités de contrôle bancaire se réunit – imposaient aux banques un ratio minimal de 8 % de fonds propres. […] La crise a donné lieu à une nouvelle série de réglementations des fonds propres, Bâle III, qui exige des banques un ratio de fonds propres sensiblement supérieur à celui qu'imposaient les règles antérieures (11,5 % au moins, et jusqu'à 15,5 % des actifs pondérés des risques).

FMI, « Marges de fonds propres », *Finances & Développement*, septembre 2016.

1. Les Accords de Bâle III ont été publiés le 16 décembre 2010 par un comité réuni à Bâle. Ce sont des propositions de réglementation bancaire soumises à l'adoption des pays du G20.

1. Comment une banque peut-elle accroître ses fonds propres ?
2. Pourquoi obliger les banques à avoir davantage de fonds propres permet-il d'atténuer les crises bancaires ?

DÉFINITION

Ratio de solvabilité

Pourcentage minimum de fonds propres, défini par les autorités, que doit détenir une banque en fonction du volume et du risque de ses actifs.

S'entraîner

Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS P. 400

Complétez le texte avec les mots suivants : banques centrales • crises financières • fonds propres • ratios de solvabilité • supervision.

Les autorités cherchent à réduire la fréquence et la gravité des ..... . D'une part, elles définissent des ....., c'est-à-dire exigent des banques qu'elles disposent d'un minimum de ..... pour être plus prudentes et plus solides. D'autre part, à travers leur mission de ....., les autorités, notamment les ....., veillent au bon respect de ces règles prudentielles.

2 Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire

BAC

À l'aide de vos connaissances et des documents, montrez les progrès en matière de régulation bancaire depuis la crise de 2008.

ACTIVITÉ 1 Schématiser

Les inégalités, véritable moteur des crises financières ?

Objectifs

Savoirs : crises financières.

Savoir-faire : lire et interpréter des statistiques, synthétiser, construire un raisonnement.

Vous êtes économiste pour une institution internationale chargée de faire des recommandations pour les pays développés. Celle-ci vous demande d'éclairer le lien entre les crises financières et la répartition des revenus.

Votre mission **Schématisez le rôle des inégalités de revenus sur le risque de crise financière, puis présentez vos recommandations en matière d'inégalités pour réduire ce risque.**

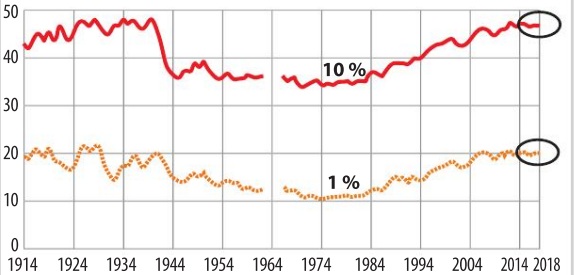
ÉTAPE 1 Étudier les documents

40 min

1. Rédigez une phrase présentant la signification précise des données entourées.
2. En utilisant différents indicateurs, décrivez comment ces parts ont varié entre 1974 et 2018.
3. Que peut-on dire en comparant le niveau actuel des inégalités aux États-Unis avec celui observé autour des années 1920 ? Quels événements est-il tentant de rapprocher ?

DOC 1 Les inégalités de revenus aux États-Unis

Part du revenu national gagnée par les 1 % et les 10 % les plus riches aux États-Unis



Note : Rupture de séries en 1964. Source : Saez et Zucman, www.taxjusticenow.org, 2019.

DOC 2 Le lien entre inégalités et instabilité financière

La hausse des inégalités observée au cours de la période récente provient pour l'essentiel d'une explosion des très hauts revenus. Il est probable que les plus riches ont cherché à recycler leur épargne, contribuant directement à la hausse de l'offre de crédit.

Cette dynamique est également susceptible d'avoir alimenté indirectement la demande de crédit des ménages les plus pauvres. […] Chaque groupe social mimant les habitudes de consommation du groupe social immédiatement supérieur, une hausse de la consommation des plus riches entraîne une hausse de la consommation pour l'ensemble de la population […]. Dans un contexte général de compression salariale, […] l'endettement devient le seul moyen de soutenir la demande et de maintenir le niveau de vie des ménages dont le pouvoir d'achat a stagné. […]

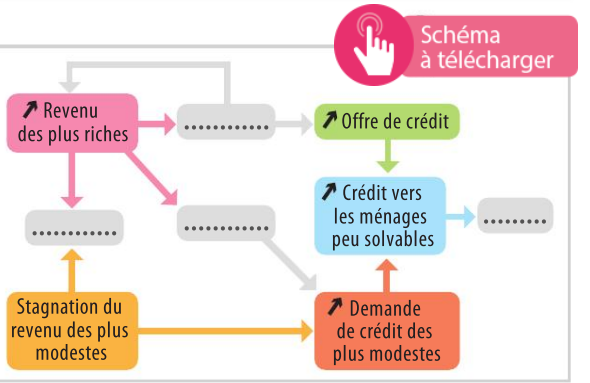
La libéralisation, de son côté, a engendré un certain nombre d'innovations financières, au premier rang desquelles la titrisation, permettant aux banques de s'affranchir de façon croissante de la gestion du risque de crédit.

Rémi Bazillier et Jérôme Héricourt, « Inégalités et instabilité financière : des maux liés ? », CEPII, *Économie mondiale* 2016, La Découverte, 2015.

1. Comment la finance permet-elle aux plus riches de s'enrichir facilement ?
2. Quelles sont les deux raisons pour lesquelles les classes moyennes et les plus modestes cherchent à s'endetter ?
3. Quelles sont les deux raisons pour lesquelles les banques ont accepté de leur prêter plus ?
4. Synthétisez les idées clés du texte en complétant le schéma avec les éléments suivants :

épargne • ↗ consommation des plus riches • ↗ inégalités de revenu • ↗ risque de crise financière

Schéma à télécharger



ÉTAPE 2 Rédiger un raisonnement argumenté

15 min

Rédigez un court texte argumenté comprenant au minimum deux paragraphes AEI et montrant que la réduction des inégalités favorise la stabilité financière.

Fiche méthode n° 1 p. 370 *Construire une argumentation*

ACTIVITÉ 2 Rédiger une synthèse

La prochaine crise viendra-t-elle de Chine ?

Objectifs

Savoirs : crises financières, bulle spéculative, régulation bancaire.

Savoir-faire : lire et interpréter des statistiques, construire un argumentaire.

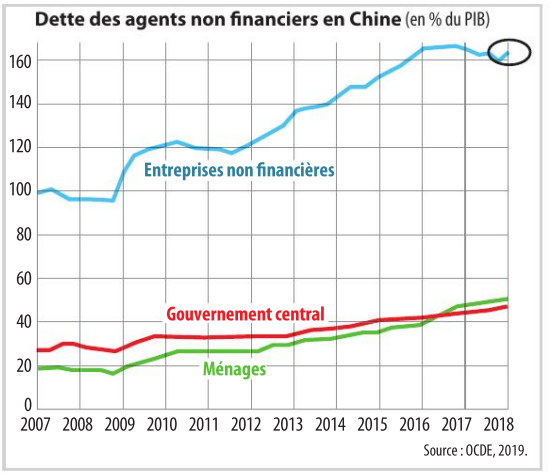
Vous êtes journaliste et vous souhaitez écrire un article sur le risque de crise financière en Chine. La directrice de la rédaction vous demande d'identifier les différentes menaces pesant sur la stabilité financière en Chine.

Votre mission **Préparez une synthèse dans laquelle vous présenterez les raisons pour lesquelles on peut craindre une crise financière en Chine.**

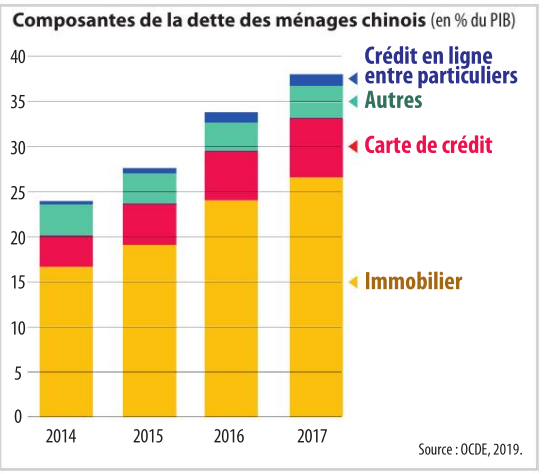
ÉTAPE 1 Étudier les documents

25 min

Doc 1 L'endettement s'envole en Chine...



Doc 2 ... notamment parmi les ménages



Doc 3 Le dilemme entre croissance et stabilité financière

Malgré des déclarations réitérées sur la nécessité de limiter la croissance de l'endettement et les mesures réglementaires prises en ce sens, les autorités tendent à lâcher du lest chaque fois que le ralentissement de l'économie devient trop prononcé […]. Revenue d'un rythme de 10 % dans les années 2003-2010 à 6,4 % en 2015, la croissance du PIB ne peut tomber en dessous de 6 % sans menacer l'emploi, et avec lui la stabilité sociale.

Peu enclin à laisser couler les entreprises surendettées, le gouvernement mise sur la démographie – autrement dit les départs en retraite d'une population vieillissante – pour désamorcer la bombe sociale qui ne manquerait pas d'exploser si les restructurations s'opéraient selon une logique de marché. Quitte à maintenir à flot les entreprises en question (dans la sidérurgie, le ciment, le charbon, la construction navale ou le bâtiment) par de nouveaux prêts du secteur bancaire public.

Or, les banques officielles, très largement contrôlées par l'État, sont de plus en plus concurrencées par le système bancaire dit parallèle, qui n'hésite pas à placer les fonds récoltés sur des titres à haut risque et à racheter les créances douteuses des banques.

Jacques Adda, « Gare à la dette chinoise ! », *Alternatives économiques*, n° 362, décembre 2016.

1. Rédigez une phrase présentant la signification précise de la donnée entourée (document 1).
2. Calculez la dette totale des agents non financiers, en % du PIB, en 2018.
3. Comment évolue ce ratio ?
4. Quelle est la principale raison de l'augmentation de la dette des ménages en Chine (document 2) ?
5. Pourquoi les autorités chinoises sont-elles réticentes à stopper l'endettement (document 3) ?

ÉTAPE 2 Rédiger un raisonnement argumenté

30 min

Pourquoi peut-on craindre une crise financière en Chine ? Écrivez une synthèse des arguments avec au moins deux paragraphes argumentés en appliquant la méthode AEI.

Fiche méthode n° 1 p. 370 *Construire une argumentation* Fiche méthode n° 2 p. 372 *Rédiger un texte long*

ACTIVITÉ 3 Débat

OBJECTIFS

Savoirs : crises financières, bulle spéculative, régulation bancaire, aléa moral, ratios de solvabilité.

Savoir-faire : réussir un débat argumenté, construire un argument, s'entraîner à l'oral.

Les réformes bancaires sont-elles allées trop loin ?

Lors du Grand oral, vous devrez être capable d'exposer des arguments avec des qualités de rigueur sur le fond et de clarté sur la forme. Cette activité vous permet de mettre en œuvre ces compétences au cours d'un débat qui vous invite à remobiliser une partie des notions du chapitre.

Le sujet

Les crises financières peuvent fortement dégrader l'activité économique et aggraver le chômage. Dans leur sillage, les autorités tendent à réformer la régulation du secteur bancaire pour réduire le risque que de tels événements se reproduisent. Ainsi, la crise financière mondiale de 2008 a conduit à l'adoption de nouvelles règles prudentielles, dites « Bâle III », qui contraignent les banques à détenir davantage de fonds propres pour mieux absorber leurs pertes en cas de crise. Si de telles réformes semblent nécessaires, il y a désaccord entre les économistes sur l'ampleur qu'elles doivent prendre.

ÉTAPE 1 Préparation du débat

1 En groupe de 3 à 4 élèves, lisez une première fois les documents et regardez la vidéo proposée.

DOC 1 Des réformes contre la croissance ?

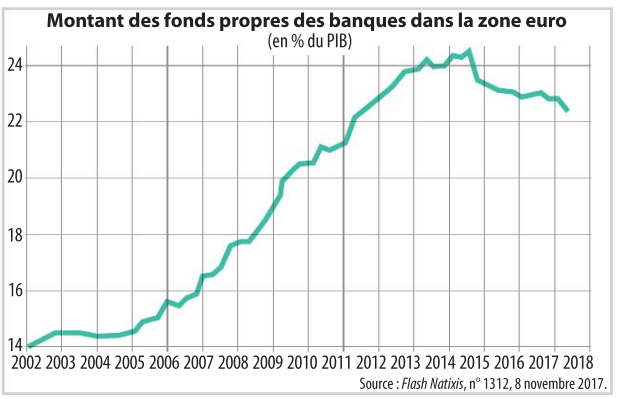
L'Union européenne devra décider dans les deux prochaines années de la transposition[1] de l'accord de Bâle du 7 décembre 2017. […] Une estimation récente de l'Autorité bancaire européenne (ABE) vient de confirmer que la transposition de cet accord viendrait augmenter en moyenne de 24 % les exigences en capital pour les banques européennes, soit 135 milliards d'euros : un montant plus que significatif ! […]

Quand on sait que le circuit bancaire représente les trois quarts du financement de l'économie de l'Union européenne, l'impact de l'accord sur les conditions d'octroi de crédit et de financement devrait ainsi être considérable. […] Une très grande partie de la capacité de développement des banques dans les années à venir devrait être ainsi consacrée au seul respect des nouvelles exigences prudentielles, sans marge de manœuvre pour accroître ses concours à l'économie ! En outre, certains types de financements seraient particulièrement touchés, à l'instar de la majorité des entreprises européennes non cotées [en Bourse]. On constate aujourd'hui que l'accompagnement de la croissance et de l'investissement en Europe repose sur un taux de croissance du crédit de 6 % dans des pays comme la France et l'Allemagne et c'est, donc, un moteur essentiel de la croissance qui serait touché.

Laurent Mignon et Hans-Walter Peters, « Les dangers de l'accord de Bâle III pour les banques et le financement de l'économie », *Les Echos*, 24 juillet 2019.

1. Du fait de la signature des accords de Bâle par l'Union européenne, il est nécessaire d'adapter le droit européen afin d'éviter les litiges qui pourraient résulter d'une absence de conformité aux nouvelles normes financières internationales.

DOC 2 Des banques aujourd'hui bien mieux capitalisées qu'avant la crise



Source : *Flash Natixis*, n° 1312, 8 novembre 2017.

DOC 3 La pression du lobby bancaire

Lien vidéo



Jézabel Couppey-Soubeyran, *La Croix*, 11 septembre 2018.

Doc 4 Les angles morts de Bâle III

La réforme ne répond pas efficacement au problème d'interdépendance entre les banques. Or, c'est l'interdépendance croissante qui est à l'origine de la vulnérabilité du système financier et constitue le facteur d'amplification d'une crise. […]

Quant au fait que la plupart des grandes banques ne peuvent effectivement pas faire faillite (*too big to fail*), il pose un problème d'incitation évident et s'avère propice à l'apparition d'aléa moral dans leurs comportements. En effet, si les coûts d'une éventuelle faillite sont couverts par l'État (et donc par les contribuables), les banques ne seront pas incitées à renforcer leurs fonds propres pour l'éviter. Cela remet considérablement en cause l'efficacité présumée des règles de Bâle III, tant ces banques chercheront à les contourner ou les ignorer.

Comme s'il avouait son impuissance face à sa complexité et son opacité, Bâle III ne cherche en aucun cas à réglementer le système bancaire parallèle[1]. En plus, les règles qu'il impose aux institutions financières tendent à le renforcer. L'existence d'un secteur non réglementé peut inciter les banques à déplacer une partie de leurs activités vers le circuit parallèle, afin de réduire leurs besoins en matière de fonds propres. Sachant que l'innovation financière permet de réduire les coûts et de contourner la réglementation, on peut imaginer que de nouveaux instruments financiers verront le jour après Bâle III, instruments qui porteront le germe de la prochaine crise systémique.

Meixing DAI et François BARRY, « La dimension macro-prudentielle de la régulation financière introduite par Bâle III », Bulletin de l'Observatoire des politiques économiques en Europe, n° 28, 2013.

1. *Shadow banking* : voir Dossiers 3 p. 107 & 6 p. 112.

2 Relisez et visionnez à nouveau les documents et la vidéo afin d'y repérer les arguments pour et contre un renforcement de la réglementation bancaire. Triez ces arguments dans un tableau à deux colonnes.

Il est nécessaire de renforcer la réglementation bancaire.	Renforcer la réglementation bancaire est inutile, voire nuisible.

ÉTAPE 2 Débat en classe

Grille à télécharger ation écharger

1 Répartissez-vous en trois groupes : un pour le jury, et deux groupes défendant chacun l'une des thèses (nécessité ou menace).

2 Procédez au débat en suivant les indications de la Fiche méthode n° 4 p. 374 *Réussir un débat*.

OBJECTIF BAC : DES PISTES POUR LE GRAND ORAL

Questions que le jury pourrait poser sur ce sujet

- Qu'est-ce qu'un effondrement boursier ?
- Qu'est-ce que la titrisation ?
- Comment une crise financière se diffuse-t-elle à l'économie réelle ?
- En quoi consistent la supervision des banques et le ratio de solvabilité ?

D'autres sujets possibles sur ce chapitre

- La crise de 2008 a-t-elle été aussi grave que la crise de 1930 ? document 4 p. 103
- La titrisation : opportunité ou danger ? dossier 3 p. 106-107
- Où la prochaine crise financière pourrait-elle survenir ? activité 2 p. 115

CONSEILS POUR LE JOUR DU GRAND ORAL

Le trac

- Il est normal et courant d'avoir le trac lors d'une prise de parole en public. Le stress peut vous faire perdre vos idées, vous pouvez avoir la bouche sèche et ne plus parvenir à articuler correctement, les mains moites, le cœur qui s'emballe, etc. Pour diminuer ces symptômes, entraînez-vous et apprenez à respirer. Il existe des applications gratuites faciles à utiliser pour apprendre à respirer : par exemple RespiRelax ou CardioZen. 10 minutes d'entraînement par jour suffisent.
- Le jour de l'oral, si vous aviez un trou de mémoire en plein exposé ou des difficultés à articuler, n'hésitez pas à vous interrompre, en indiquant à votre jury que vous avez besoin de boire (ayez une bouteille d'eau à portée de main) ou à recommencer votre phrase afin de retrouver vos esprits et de poursuivre. Le simple fait de s'interrompre pour signifier son embarras fait baisser le stress.

Fiche Bac n° 6 p. 388 *Le Grand oral*

S'orienter après le bac

Schéma : L'orientation post-bac *sur le rabat, en fin de manuel*

Comment choisir sa classe prépa ?
https://www.letudiant.fr/etudes/classes-prepa/comment-choisir-la-prepa-qui-me-convient.html

Quels cursus pouvez-vous suivre pour travailler dans la banque ou la finance ?
https://www.culturebanque.com/carriere/etudes/

L'essentiel

Comment expliquer les crises financières et réguler le système financier ?

Podcast

Le système financier, notamment le système bancaire, joue un rôle essentiel dans la croissance économique en permettant aux ménages, aux entreprises et à l'État de se financer. Malheureusement, la finance est une activité perturbée par des crises financières fréquentes qui nuisent à l'activité économique.

A Les causes des crises financières

Podcast

1. Qu'est-ce qu'une crise financière ?

Les crises financières débutent souvent par la chute du prix d'un actif. Par exemple, la Grande Dépression des années 1930 a eu pour origine un effondrement boursier en octobre 1929, et la Grande Récession a été précédée par un effondrement immobilier en 2007. Les institutions financières se retrouvent alors en difficulté, soit parce que les emprunteurs ont plus de mal à rembourser leur crédit, soit parce qu'elles détenaient elles-mêmes l'actif dont le prix s'écroule. Le système financier ne parvient plus à financer les activités économiques (consommation, investissement).

Certes, toutes les crises financières n'affectent pas forcément l'économie « réelle » : le « lundi noir » de 1987 ou l'éclatement de la « bulle Internet » en 2000 n'ont eu qu'un effet limité sur l'activité et l'emploi. Mais lorsqu'une crise financière éclate, les entreprises risquent de connaître des faillites en chaîne et le PIB de diminuer, si bien que l'économie a plus de risques de basculer dans une récession et de connaître une hausse du chômage.

2. À l'origine des crises financières, les bulles spéculatives ?

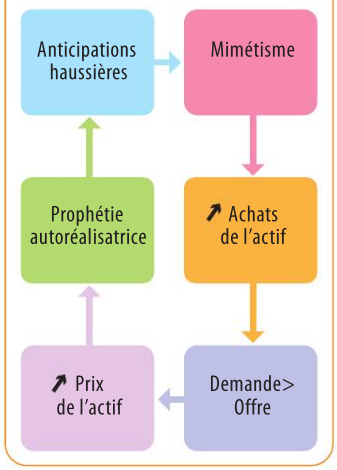
Avant de chuter, les prix d'actifs connaissent souvent une forte hausse en raison de bulles spéculatives. Celles-ci s'expliquent par des phénomènes de **comportements mimétiques** (imitation, suivisme) et de **prophéties autoréalisatrices** : plus le prix d'un actif augmente, plus les agents tendront à penser qu'il continuera d'augmenter, plus ils seront incités à acheter cet actif pour réaliser une plus-value. Or, tant que les achats se poursuivent, le prix de l'actif est poussé à la hausse. Ce phénomène d'emballement est d'autant plus marqué quand les agents peuvent s'endetter à des taux d'intérêt bas.

La bulle éclate lorsque les spéculateurs prennent conscience que le prix est excessivement élevé. À cet instant-là, les propriétaires de l'actif cherchent à s'en débarrasser, tandis que le nombre d'acheteurs potentiels s'effondre, ce qui fait plonger le prix d'actif : c'est le **krach**. L'euphorie laisse place à la panique. Et la chute du prix d'actif sera d'autant plus violente que les spéculateurs se seront précédemment endettés. Schéma 1

3. Pourquoi les banques prennent-elles parfois des risques excessifs ?

Les banques utilisent leurs ressources en recherchant le maximum de rentabilité pour les actifs qu'elles possèdent. Or **les actifs les plus rentables sont généralement les plus risqués.** En période d'euphorie spéculative, les banques sont incitées à adopter des comportements risqués, d'autant plus qu'**elles pensent être secourues par les autorités si elles se retrouvaient en difficulté : il y a aléa moral.** Ce sera en particulier le cas si elles se considèrent comme « trop grosses pour faire faillite » (*too big to fail*), car susceptibles de représenter un risque systémique, un risque pour tout le système financier.

1 Formation d'une bulle spéculative



NOTIONS

Crise financière
Perturbation majeure du système financier qui se traduit par un effondrement boursier, des faillites bancaires en chaîne et/ou une contraction du crédit.

Bulle spéculative
Hausse cumulative du prix d'un actif, nourrie par des comportements de spéculation, c'est-à-dire la recherche d'une plus-value (prix de vente supérieur au prix d'achat).

Comportements mimétiques (ou mimétisme)
Tendance des agents à adopter, par suivisme, les mêmes comportements, en particulier dans un contexte de manque d'information.

Prophétie autoréalisatrice
Anticipation d'un événement qui conduit les agents à changer de comportement de telle façon que cet événement survienne.

Aléa moral
Situation où un agent, du fait qu'il se sait assuré contre un risque, adopte une attitude moins prudente, augmentant par là même la probabilité que ce risque se réalise.

Panique bancaire (ou ruée bancaire ou *bank run*)
Situation où les clients d'une banque se pressent pour retirer leurs dépôts de peur qu'elle ne fasse faillite.

D'autre part, les banques innovent pour maximiser leur rentabilité et contourner la réglementation. Par exemple, la titrisation des crédits génère aussi un aléa moral : les banques se débarrassent du risque de ne pas être remboursées, ce qui les incite à prêter davantage, notamment à des agents peu solvables. Schéma 2

B Les effets des crises financières et leur régulation

Podcast

4. Pourquoi les banques font-elles faillite en chaîne ?

La crainte de voir leur banque faire faillite peut amener les déposants à « se ruer aux guichets » pour retirer leur épargne, ce qui précipite la faillite de leur banque, même si celle-ci allait initialement bien. Ces **paniques bancaires** relèvent des **prophéties autoréalisatrices**.

Par ailleurs, la crise se transmet aux autres banques via le marché monétaire, marché où les banques se prêtent des liquidités. En effet, lorsqu'une banque fait faillite, elle ne rembourse pas la totalité de ses créanciers, notamment les banques auprès desquelles elle s'est endettée. Comme en septembre 2008 lors de la faillite de Lehman Brothers, les banques peuvent donc être réticentes à se prêter mutuellement, ce qui entraîne une propagation de la crise par une sorte d'« effet domino ».

5. Comment une crise financière affecte-t-elle l'économie réelle ?

Tout d'abord, le dégonflement de la bulle spéculative provoque un effet de richesse négatif. Dans la mesure où les actifs (en particulier les titres financiers et les logements) font partie du patrimoine des ménages, ces derniers se sentent « moins riches » lorsque le prix des actifs chute. S'ils sont endettés, le fardeau de leur endettement augmente, ce qui les pousse à **vendre des actifs en catastrophe** (**ventes forcées**) pour se désendetter.

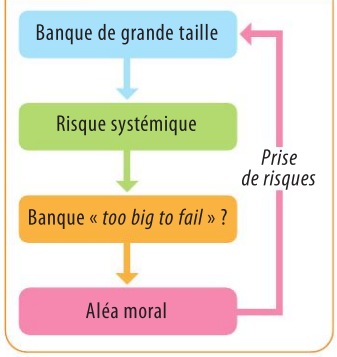
Ensuite, la crise financière s'accompagne d'une contraction du crédit. D'une part, dans la mesure où les entreprises et les ménages utilisent certains de leurs actifs comme **collatéraux**, ils peuvent moins emprunter auprès des banques si leur prix baisse. D'autre part, lorsqu'il apparaît que les emprunteurs auront plus de difficultés à rembourser leur crédit, les banques vont moins chercher à prêter. Dans tous les cas, les entreprises auront tendance à moins investir et les ménages à moins consommer. Or, si les entreprises vendent moins, elles font plus souvent faillite, produisent moins et licencient.

6. Comment réguler le système financier ?

La **régulation du système bancaire et financier** repose d'une part sur la **réglementation et la supervision bancaire**. Les pouvoirs publics édictent des règles pour empêcher les banques d'adopter des comportements trop risqués, susceptibles de compromettre la stabilité financière. Ce sont généralement les banques centrales, par exemple la BCE dans le cas de la zone euro, qui sont chargées de vérifier le respect de ces règles.

Ces règles prudentielles comprennent notamment les **ratios de solvabilité**. En temps normal, les banques seront d'autant plus prudentes dans leur activité de prêt et de spéculation qu'elles doivent détenir des fonds propres, ce qui réduit le risque de crise financière. Et si une crise financière éclate, les banques pourront d'autant plus absorber les pertes et éviter la faillite qu'elles seront bien « capitalisées », c'est-à-dire qu'elles disposeront de fonds propres.

2 Le risque systémique



NOTIONS

Effet de richesse
Tendance des propriétaires d'actifs à se sentir plus riches lorsque le prix des actifs augmente (effet de richesse positif) et moins riches lorsque le prix des actifs diminue (effet de richesse négatif).

Ventes forcées (ou en catastrophe)
Ventes d'actifs que réalisent les emprunteurs pour obtenir rapidement des liquidités et ainsi continuer de rembourser leur dette.

Contraction du crédit (ou *credit crunch*)
Effondrement des prêts accordés par les banques, soit parce que ces dernières sont plus réticentes à prêter, soit parce que les agents non financiers cherchent moins à emprunter.

Collatéral
Actif (par exemple un logement) mis en gage par l'emprunteur auprès du prêteur pour couvrir le risque de non-remboursement du crédit. En cas de défaut de remboursement, le prêteur récupère le collatéral et peut le vendre.

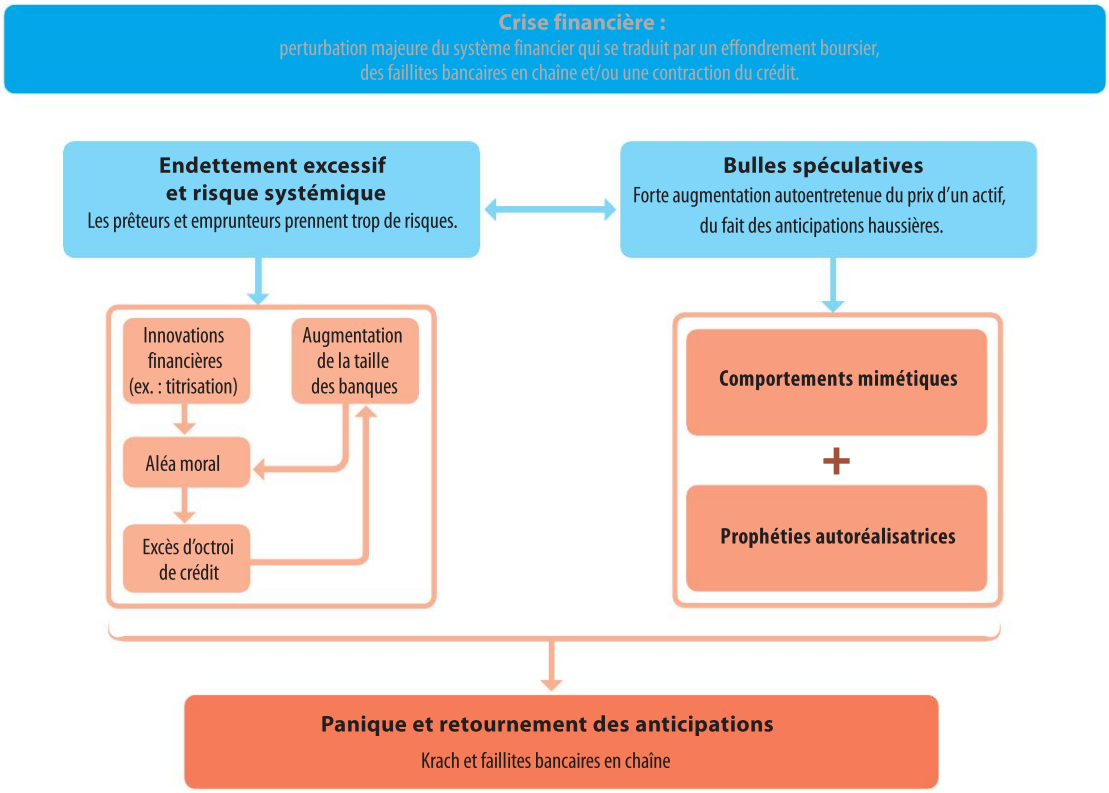
Supervision bancaire
Surveillance par les autorités publiques du respect par les banques des règles en vigueur, afin qu'elles n'adoptent pas un comportement trop risqué, susceptible de remettre en cause la stabilité financière. *Synonyme :* régulation bancaire, contrôle prudentiel.

Ratio de solvabilité
Pourcentage minimum de fonds propres, défini par les autorités, que doit détenir une banque en fonction du volume et du risque de ses actifs.

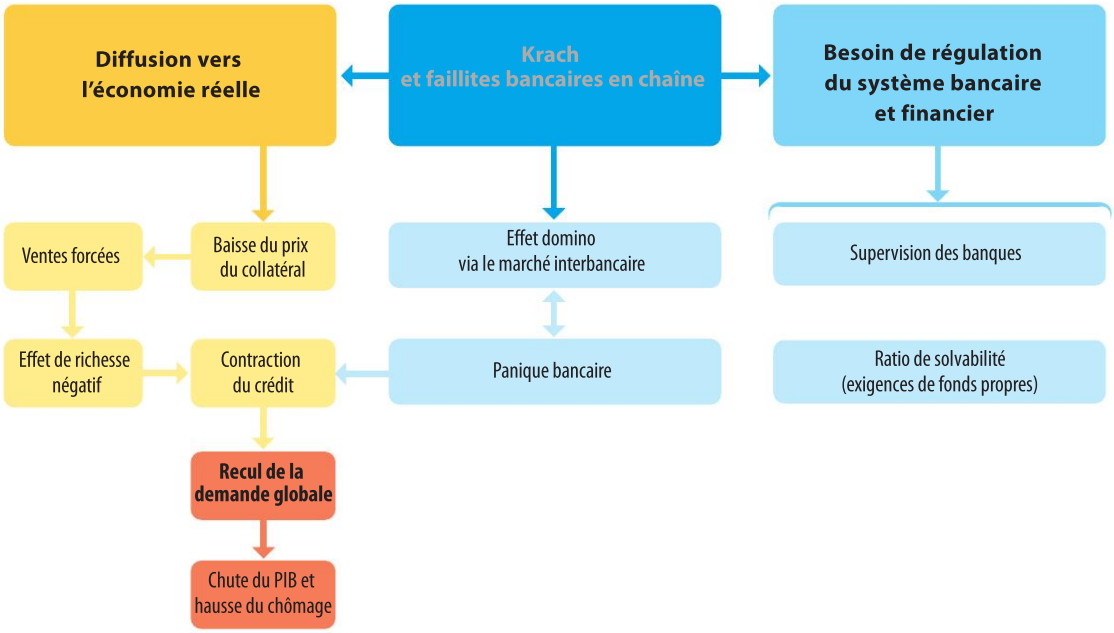
L'essentiel en schéma

Schéma interactif — Schémas animés

A Les causes des crises financières



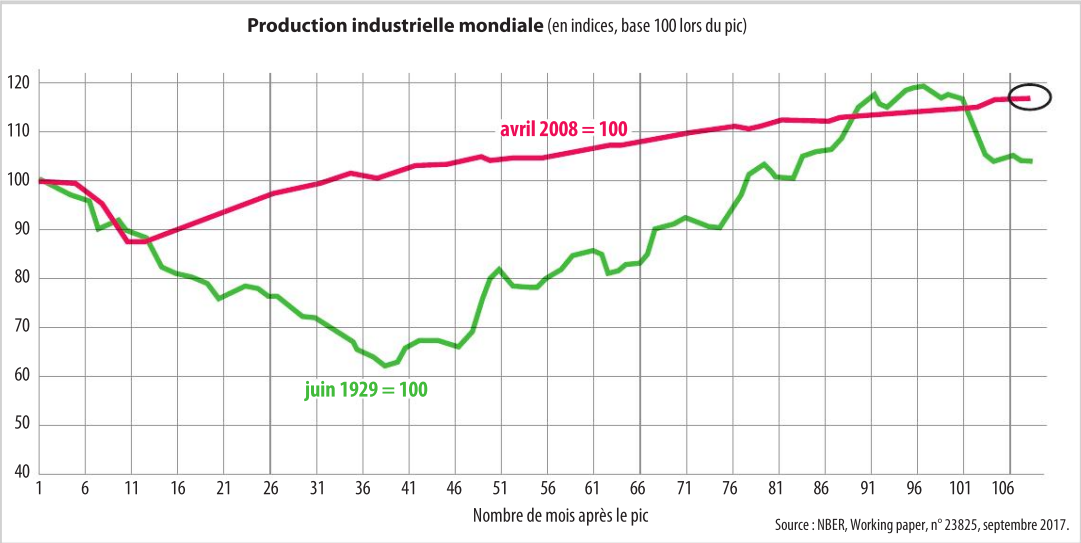
B Les effets des crises financières et leur régulation



Utilisez les statistiques

1 Interpréter des indices

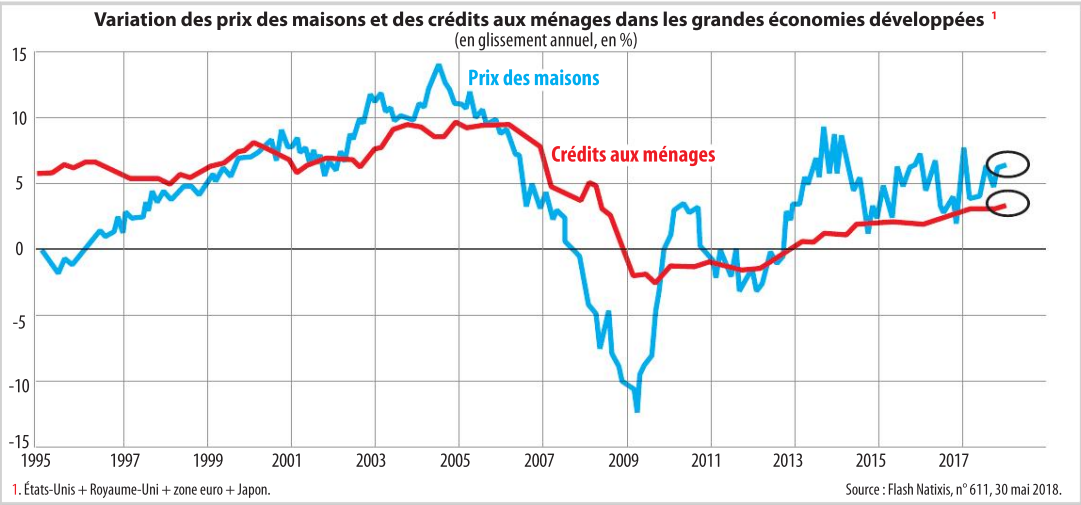
Objectifs de savoir-faire *Calculer et interpréter des indices* → Fiche outil n° 3 p. 352



1. Rédigez une phrase présentant la signification précise de la donnée entourée.
2. De combien baisse au maximum la production industrielle mondiale lors de la Grande Dépression ? Lors de la Grande Récession ?
3. Comparez ces deux baisses.
4. Quels constats ce document permet-il de mettre en évidence ?

2 Distinguer corrélation et causalité

Objectifs de savoir-faire *Lire et analyser un graphique chronologique* → Fiche outil n° 11 p. 366
Distinguer corrélation et causalité → Fiche outil n° 12 p. 368



1. Rédigez une phrase présentant la signification précise des données entourées.
2. Repérez les périodes au cours desquelles le prix des maisons chute.
3. Quelle relation observe-t-on entre le prix des maisons et les crédits aux ménages ?
4. Peut-on penser qu'il y a causalité ? Si oui, quelle variable est une cause de l'autre, selon vous ? Pour cela, décrivez en quelques phrases l'enchaînement de cause à effet.

Testez vos connaissances !

CORRIGÉS P. 400

Exercices interactifs

1 Vrai ou faux ?

Exercice interactif

Lorsque c'est faux, justifiez pourquoi.

	Vrai	Faux
1. La Grande Récession de 2008 a été déclenchée par un krach boursier.	☐	☐
2. Il y a prophétie autoréalisatrice lorsque les agents pensent qu'un événement surviendra et qu'ils changent en conséquence leur comportement d'une telle façon que cet événement survient effectivement.	☐	☐
3. Il y a bulle spéculative lorsqu'un actif s'échange à un prix bien supérieur à sa valeur fondamentale.	☐	☐
4. Les spéculateurs rationnels se détournent des titres qu'ils pensent surévalués.	☐	☐
5. Les bulles spéculatives sont plus destructrices si les spéculateurs se sont endettés.	☐	☐
6. Quand elles sont en difficulté, les banques baissent leurs taux d'intérêt pour attirer des clients.	☐	☐
7. Les effets de richesse négatifs tendent à réduire la consommation des ménages.	☐	☐
8. La régulation du système bancaire et financier vise à réduire la fréquence et l'ampleur des crises financières	☐	☐
9. Il faut exiger davantage de fonds propres des banques pour éviter les crises financières.	☐	☐
10. Il suffit de réguler les banques pour qu'il n'y ait pas de crises financières.	☐	☐

2 QCM

Exercice interactif

Choisissez la ou les bonnes réponses.

1. En général, lors d'une crise financière…
- **a)** les cours boursiers chutent.
- **b)** les faillites bancaires se multiplient.
- **c)** tous les prix augmentent.
- **d)** les banques prêtent moins.

2. Lorsqu'une bulle spéculative gonfle…
- **a)** les spéculateurs tendent à s'endetter.
- **b)** l'euphorie gagne un marché d'actifs.
- **c)** tous les prix augmentent.
- **d)** la valeur des collatéraux augmente.

3. Il y a effet de richesse négatif quand…
- **a)** les cours boursiers chutent.
- **b)** le nombre de milliardaires diminue.
- **c)** les ménages se sentent moins riches.
- **d)** les prix de l'immobilier augmentent.

4. Les ventes d'actifs en catastrophe…
- **a)** contribuent à la contagion des faillites bancaires.
- **b)** poussent les prix d'actifs à la hausse.
- **c)** transmettent les crises financières à l'économie réelle.
- **d)** sont synonymes de ventes forcées.

5. Il y a contraction du crédit si…
- **a)** les banques rationnent le crédit.
- **b)** la valeur des collatéraux chute.
- **c)** le nombre de milliardaires diminue.
- **d)** les taux d'intérêt baissent.

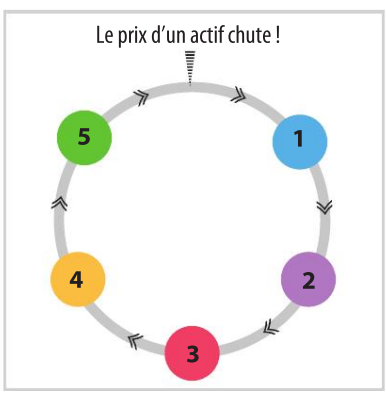
6. Les fonds propres d'une banque…
- **a)** incluent les actions qu'elle a émises.
- **b)** doivent être remboursés aux créanciers.
- **c)** font partie de son actif.
- **d)** servent à éponger ses pertes.

3 Comment une crise financière devient un cercle vicieux

Exercice interactif

Retrouvez l'enchaînement d'une crise financière en associant chaque lettre à un numéro.

- **a)** Les banques sont en difficulté et moins enclines à prêter.
- **b)** Ceux qui avaient emprunté pour acheter l'actif ont plus de difficultés à rembourser leur crédit.
- **c)** Les cours boursiers s'effondrent.
- **d)** Les profits des entreprises s'écroulent et les épargnants se détournent des actions.
- **e)** Privés de crédit, les ménages et les entreprises dépensent moins.



Exercices interactifs
Guide de révisions
lycee.hachette-education.com/ses/tle

Guide méthodologique complet

4 L'effet domino

Complétez le texte avec les mots suivants :

Exercice interactif

actifs | anticipations autoréalisatrices | confiance | chômage | faillites bancaires en chaîne | contraction du crédit | ventes forcées | panique bancaire | faillites en chaîne | liquidités | PIB

Les crises financières sont marquées par des ..... . Par exemple, les banques en difficulté vendent en catastrophe des ..... pour récupérer des ....., mais ces ..... poussent à la baisse le prix de ces actifs, ce qui met en difficulté les autres banques qui en possèdent.
Une faillite bancaire érode aussi la ..... vis-à-vis de l'ensemble des institutions financières. Les déposants peuvent se ruer aux guichets pour vider leurs comptes : c'est la ..... . Ainsi, certaines faillites bancaires relèvent des ..... : il suffit que ses créanciers et ses déposants pensent qu'elle va faire faillite pour qu'une banque fasse faillite, même si elle était fondamentalement saine.
Enfin, lorsque les banques se retrouvent en difficulté, elles restreignent leurs prêts, or une ..... pénalise l'activité économique : les entreprises risquent de connaître des ....., le ..... d'augmenter et le ..... de chuter. Les ménages et les entreprises auront plus de difficultés à rembourser leur crédit, ce qui aggravera en retour les difficultés des banques.

LE SAVIEZ-VOUS ?



La **Grande Récession de 2008** a augmenté le nombre de chômeurs de **9 millions** aux États-Unis, de **34 millions** dans le monde.

Si elle n'avait pas eu lieu, le **PIB des États-Unis** serait **7,5 %** plus élevé aujourd'hui, soit supérieur de **22 800 000 000 $**, et le revenu annuel de chaque Américain serait en moyenne supérieur de **70 000 $**.

Dans les pays développés, le soutien annoncé par l'État au secteur financier suite à la crise s'est élevé à environ **20 %** **du PIB**.

POUR ALLER PLUS LOIN

Vidéos et ressources interactives

Rendez-vous sur lycee.hachette.com/ses/tle.



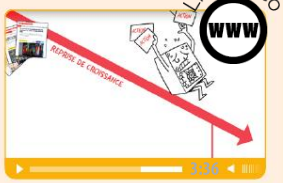
La crise des « subprimes »
Le Monde, août 2017.
De la hausse des difficultés de remboursement des ménages américains aux sauvetages du secteur bancaire, la chronologie de la crise financière mondiale. Quelles sont les pratiques qui ont déclenché la crise il y a dix ans, et qui menacent de laisser l'Histoire se répéter ? Explications en vidéo.



Images de crise
Citéco et INA © INA 2015.
Ce site permet de consulter des vidéos d'archives sur cinq grandes crises financières, notamment la Grande Dépression des années 1930, la crise des dettes souveraines dans les pays en développement dans les années 1980 et la Grande Récession depuis 2008.



Une brève histoire des crises financières : des tulipes aux subprimes
Librairie Mollat, novembre 2011.
De la « tulipomania » à la crise du crédit subprime, l'économiste Christian Chavagneux évoque les grandes crises financières à travers l'Histoire.



Un krach boursier demain : science-fiction ou prémonition ?
Dessine-moi l'éco, mars 2018.
L'Histoire nous apprend que les crises financières reviennent toujours, mais qu'il est aussi délicat de les prédire. Pourquoi des spécialistes anticipent-ils pourtant un possible nouveau krach, dix ans après celui de 2007 ?

Objectif Bac — Épreuve composée

Corrigé

Document

PARTIE 1 — MOBILISATION DES CONNAISSANCES — 4 PTS

SUJET

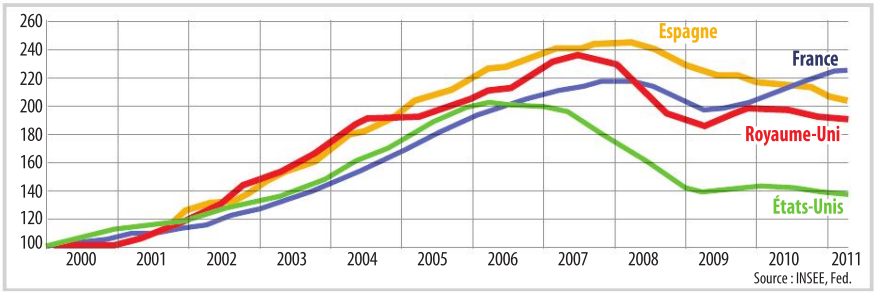
Expliquez pourquoi un effondrement boursier peut aussi bien être la cause que la conséquence d'une crise financière.

PARTIE 2 — ÉTUDE D'UN DOCUMENT — 6 PTS

SUJET

Évolution des prix immobiliers entre 2000 et 2011 (en indices, base 100 au 1er trimestre 2000)

1) À l'aide du document, comparez l'évolution des prix de l'immobilier dans les pays de l'OCDE.
2) Expliquez quel pourrait être le rôle du collatéral dans le boom, puis l'effondrement des prix de l'immobilier.



Source : INSEE, Fed.

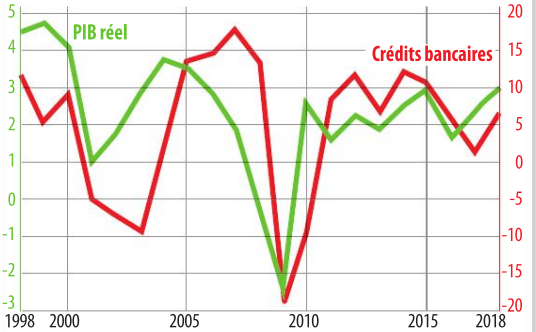
PARTIE 3 — RAISONNEMENT S'APPUYANT SUR UN DOSSIER DOCUMENTAIRE — 10 PTS

SUJET

À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez quels sont les effets d'une crise financière sur l'économie réelle.

DOC 1

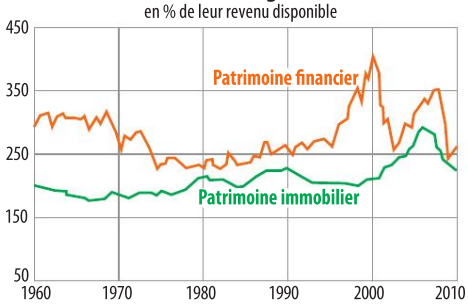
Taux de croissance du PIB réel et des crédits bancaires aux États-Unis (en %)



Source : FRED (Federal Reserve Economic Data).

DOC 2

Patrimoine des ménages américains
en % de leur revenu disponible



Lecture : Patrimoine des ménages par rapport à leurs revenus annuels. Un taux supérieur à 100 % signifie que le patrimoine possédé représente plus d'un an de revenu.

Source : Données Dexia AM, 2010.

DOC 3

Tout bascule le 24 octobre. Ce jeudi, six millions d'actions sont mises en vente. Du jamais vu. Tout au long de la matinée, les prix s'effondrent. La foule se presse autour de Wall Street. Selon un journaliste, on lit sur les regards « une espèce d'incrédulité horrifiée ». À midi, on compte déjà onze suicides de spéculateurs ruinés. Au même moment, dans les locaux de la banque J. P. Morgan, en face de la Bourse, une réunion de crise est improvisée en présence d'une demi-douzaine de grands banquiers. Ils décident de soutenir le marché en rachetant massivement des titres stratégiques. L'effet est immédiat. À la fin de la journée, certaines actions sont même en hausse par rapport à la veille. Mais le sursaut n'est qu'éphémère. […] Lundi 28 octobre, neuf millions de titres sont vendus ; mardi 29, seize millions. Cette fois, les banquiers n'interviennent pas. Plus rien ne peut enrayer le krach. Mi-novembre, l'indice Dow Jones a perdu 51 % de sa valeur depuis septembre. L'effondrement des cours se poursuivra, de façon presque linéaire, pendant plus de trois ans. […]

Contrairement à une idée reçue, le ralentissement de la croissance, aux États-Unis, est légèrement antérieur au krach de 1929. Dès le printemps, l'automobile et le bâtiment connaissent des difficultés. Mais la crise financière amplifie la tendance. […] La ruine des courtiers[1] acule les banques, dont ils sont les débiteurs, à la faillite – 4 300 établissements ferment entre 1929 et 1931. Des millions d'épargnants perdent leurs économies en un jour. L'effondrement du pouvoir d'achat entraîne une chute de la demande et une contraction de l'activité. Quatre millions d'Américains sont au chômage en 1930, huit millions en 1931, douze millions en 1932.

Thomas Wieder, « 24 octobre 1929, tout bascule », *Le Monde*, 20 septembre 2008.

1. Courtier : Professionnel effectuant l'activité de courtage, c'est-à-dire servant d'intermédiaire pour une transaction entre un vendeur et un acheteur, dont il est à tout moment indépendant.

PARTIE 3 GUIDAGE MÉTHODOLOGIQUE

ÉTAPE 3 Étudier le dossier documentaire : extraire les informations en lien avec le sujet

● **Pour bien utiliser le dossier documentaire**, il est nécessaire de compléter les connaissances de cours avec les informations contenues dans les documents. Mais attention, il ne faut pas relever toutes les informations des documents, seulement celles en lien avec le sujet.

Pour ce faire, toujours au brouillon, nous vous conseillons de trier les informations dans un tableau sur le modèle suivant.

	Informations en lien avec le sujet (données statistiques, citations) *Ces informations pourront vous servir à affirmer, expliciter ou illustrer.*	**Prolongements avec le cours ou lien entre les documents**
Document 1		
Document 2		
Document 3		

● **Complétez le tableau précédent** pour le dossier documentaire du sujet de raisonnement.

ÉTAPE 4 Construire son plan détaillé

● **Le plan détaillé consiste à organiser au brouillon les arguments** permettant de « traiter le sujet, tout le sujet, rien que le sujet ». Il faut partir de son questionnement du sujet, des connaissances de cours et des informations extraites des documents. Il s'agit de rédiger des phrases suffisamment précises pour expliciter de quoi chaque partie, sous-partie ou paragraphe va traiter.

Dans un sujet de raisonnement, on conseille de rédiger quatre paragraphes AEI (ou davantage) qui peuvent être ou non insérés dans deux ou trois parties.

La construction du plan est un travail qui se fait rarement en un seul jet mais plutôt par tâtonnements successifs. Il ne faut pas hésiter à faire « bouger » son plan, c'est-à-dire déplacer des paragraphes, ajouter/enlever des paragraphes, reformuler ses titres, les inverser, etc.

Plan à 1 niveau	Plan à 2 niveaux
• §1 Affirmation • §2 Affirmation • §3 Affirmation • §4 Affirmation	**I) Titre** • §1 Affirmation • §2 Affirmation **II) Titre** • §3 Affirmation • §4 Affirmation

● **Une fois que vous pensez votre plan terminé**, reprenez le sujet et vérifiez que chaque titre répond au sujet et que vos titres traitent tout le sujet.

Un bon plan est souvent construit autour de titres qui reprennent les mots clés du sujet.

APPLICATION

Voici trois plans proposés pour le sujet de raisonnement.
Choisissez le meilleur plan, écartez les deux autres en justifiant pourquoi.

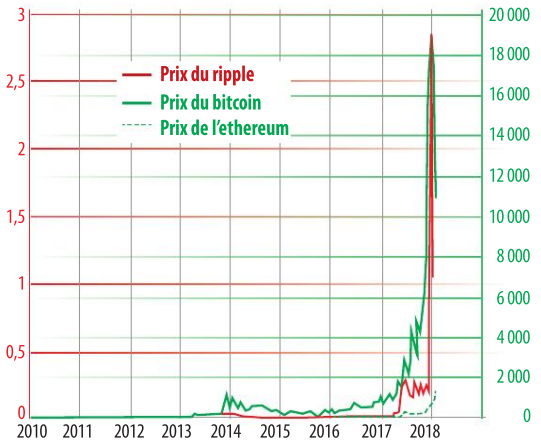
Plan 1 ☐ Accepté ☐ Refusé	Plan 2 ☐ Accepté ☐ Refusé	Plan 3 ☐ Accepté ☐ Refusé
I) Comment expliquer les crises financières ? • §1 Les crises financières naissent des bulles spéculatives… • §2 … et se transmettent via les faillites bancaires. **II) Pourquoi les crises financières affectent-elles l'activité ?** • §3 Or, les crises financières nuisent à la consommation et à l'investissement… • §4 … si bien que l'économie risque de basculer dans une récession et le chômage d'augmenter.	• §1 Avec l'effondrement boursier, les entreprises investissent moins. • §2 La chute des prix d'actifs pèse sur la consommation en entraînant des effets de richesse négatifs… • §3 … et une baisse de la valeur des collatéraux. • §4 Le rationnement du crédit nuit aussi bien à la consommation qu'à l'investissement. • §5 Or avec la baisse de la demande globale, l'économie risque de basculer dans une récession et le chômage d'augmenter.	**I) Les crises financières nuisent à l'investissement…** • §1 Via l'effondrement boursier. • §2 Via la contraction du crédit. **II) … et à la consommation** • §3 Via la contraction du crédit. • §4 Via les effets de richesse négatifs.

SUJET

Comment expliquer les crises financières ?

DOC 1

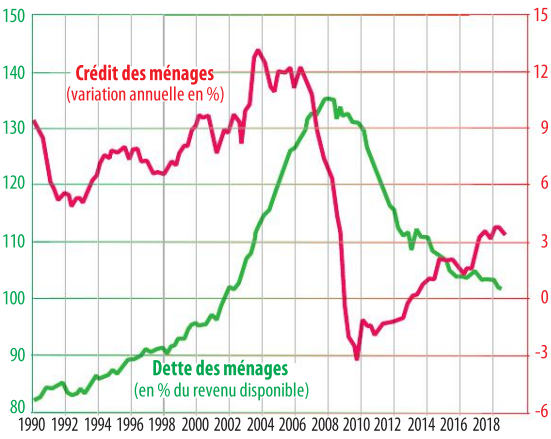
Cours de quelques crypto-monnaies (en dollars)



Source : Patrick ARTUS, Flash Natixis, n° 111, 30 janvier 2018.

DOC 3

Dette des ménages et croissance des crédits octroyés aux ménages aux États-Unis



Source : Patrick ARTUS, Flash Natixis, n° 1250, 2 novembre 2018.

DOC 2

C'est quand tout va bien que les risques se prennent. Ainsi s'exprime le fameux « paradoxe de la tranquillité » qui est au cœur des travaux menés par l'économiste Hyman Minsky dans les années 1980 sur l'instabilité financière. […]

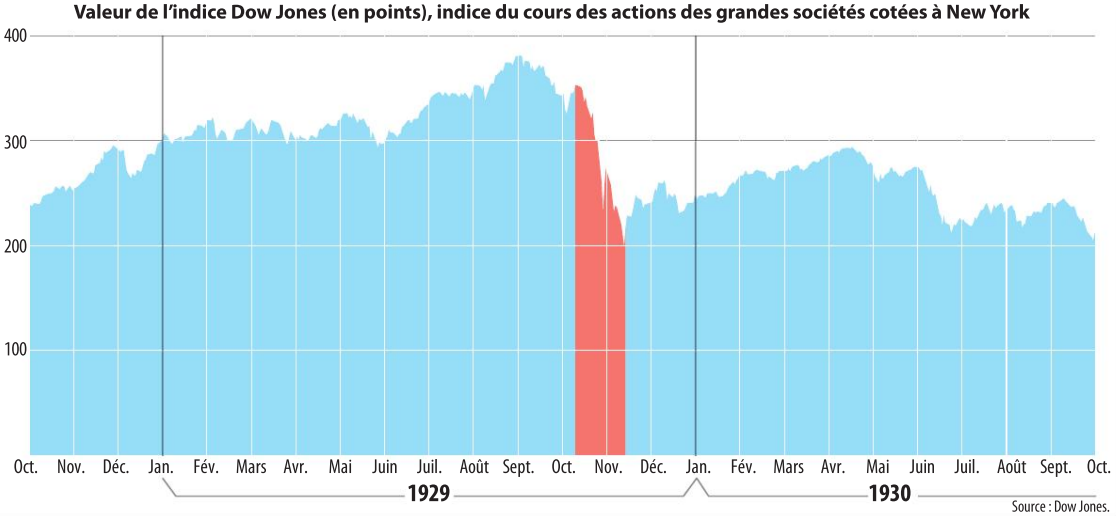
À l'origine de chaque crise financière, il y a toujours un « boom » – une invention, une découverte, une nouvelle technologie – qui donne confiance en l'avenir : une nouvelle méthode d'organisation scientifique du travail dans l'industrie automobile américaine naissante avant la crise de 1929 ; […] Internet avant le krach de 2000, etc. Ce boom euphorise les agents et leur fait anticiper des profits importants. Confiants, ils veulent investir et empruntent avec succès auprès des banques qui, elles aussi, gagnées par l'euphorie du moment, ouvrent grand les vannes du crédit. Plus les agents sont confiants, plus ils s'endettent et plus ils fragilisent leur situation financière. En incitant les agents à s'endetter toujours davantage, l'euphorie les fait progressivement glisser d'une situation financière prudente à une situation où le moindre retournement suffit à faire basculer dans la faillite […].

Or, le moment arrive forcément où les opportunités d'investissement se réduisent, où l'argent commence à manquer et le prix de l'argent (le taux d'intérêt) à augmenter. L'endettement vire au surendettement. […] Entreprises et ménages veulent à tout prix se désendetter et bradent leurs actifs, ce qui enclenche une baisse des prix de ces actifs (actions, maisons, etc.). Plus les prix baissent et moins ce qu'ils détiennent a de valeur. Du coup, plus ils cherchent à se désendetter et plus leur dette augmente…

Jézabel Couppey-Soubeyran,
« Le paradoxe de la tranquillité »,
Alternatives économiques, n° 320, janvier 2013.

DOC 4

Valeur de l'indice Dow Jones (en points), indice du cours des actions des grandes sociétés cotées à New York



Source : Dow Jones.

GUIDAGE MÉTHODOLOGIQUE

ÉTAPE 6 Rédiger les paragraphes AEI (Affirmer, Expliciter, Illustrer)

Fiche méthode n° 1 p. 370 *Construire une argumentation*

Voici un paragraphe d'élève sur le sujet de dissertation ci-contre. Repérez les points forts et les points faibles de ce paragraphe, puis proposez des améliorations.

§1 Les marchés d'actifs sont naturellement sujets à des bulles spéculatives.

Les marchés d'actifs (marchés financiers, marchés immobiliers, etc.) connaissent régulièrement des bulles spéculatives. L'optimisme laisse place à l'euphorie, mais apparaît tôt ou tard un moment où le marché prend conscience que le prix est excessivement élevé, c'est-à-dire déconnecté par rapport à ce que l'actif rapporte vraiment. Les détenteurs de l'actif cherchent alors à s'en débarrasser, quitte à le vendre en le bradant, mais rares sont ceux qui veulent encore l'acheter, ce qui fait plonger le cours, par exemple le bitcoin.

Vérifiez qu'il y a bien une affirmation, une explicitation et une illustration en lien avec l'affirmation dans ce paragraphe.

Les mots de liaison sont-ils assez nombreux et diversifiés ?

Rédigez le troisième paragraphe AEI du sujet de dissertation :

§3 L'innovation financière est source d'aléa moral.

ÉTAPE 7 Rédiger la conclusion

Toute conclusion, quels que soient l'exercice et la discipline, est composée de deux éléments incontournables : le bilan du raisonnement et la réponse explicite à la problématique/au sujet.
Facultatif : une ouverture
Attention aux mauvaises ouvertures du type : « On peut se demander si un jour, l'Homme… » Mieux vaut pas d'ouverture qu'une mauvaise ouverture !

Pour rédiger le bilan du raisonnement, il suffit de reprendre les titres de ses sous-parties ou les affirmations de ses paragraphes. Puis d'une phrase on répond à la question. Enfin, si l'on est inspiré, on rédige une question en guise d'ouverture.

Rédigez le bilan du raisonnement du sujet ci-contre en partant du plan suivant :

I) Les crises financières suivent l'éclatement de bulles spéculatives.
- §1 Les marchés d'actifs sont naturellement sujets à des bulles spéculatives…
- §2 … d'autant plus massives qu'elles sont alimentées par un boom du crédit.

II) Elles sont d'autant plus probables que les banques ont adopté des comportements risqués…
- §3 L'innovation financière est source d'aléa moral…
- §4 … tout comme la possibilité d'un sauvetage des banques *too big to fail.*

III) … et que les difficultés d'une banque tendent facilement à se transmettre aux autres banques :
- §5 En augmentant le risque d'insolvabilité.
- §6 En augmentant le risque d'illiquidité.

Rayez les ouvertures maladroites dans la liste ci-dessous en justifiant pourquoi, puis choisissez celle qui a votre préférence en justifiant également pourquoi.

a) Les crises financières ont-elles des répercussions sur l'économie réelle ?
b) Que peuvent faire les autorités pour réduire le risque qu'éclate une crise financière ?
c) Sommes-nous sur le point de connaître une nouvelle crise financière ?
d) Les crises financières tiennent donc à une insuffisance de la régulation bancaire.

Très souvent la question d'ouverture porte sur un sujet ou chapitre proche de celui traité.

APPLICATION

Proposez une question d'ouverture sur le sujet de dissertation ci-contre.

5 Quelles politiques économiques dans le cadre européen ?

Ressources en ⊕
Sur le site collection : lycee.hachette-education.com/ses/tle

NOTIONS À DÉCOUVRIR

- Intégration économique
- Marché unique
- Zone euro
- Croissance économique
- Politique européenne de la concurrence
- Banque centrale européenne
- Politique monétaire
- Politique budgétaire
- Défaut de coordination des politiques conjoncturelles
- Choc asymétrique

Rappel de 1re

• Solde budgétaire • Banque centrale • Crédit bancaire • Taux d'intérêt • Politique de la concurrence • Abus de position dominante • Entente

DÉCOUVRIR PAR LA VIDÉO

Lien vidéo www Vidéo



Quelles sont les contreparties pour la France de la contribution qu'elle verse à l'Union européenne ?

L'Union européenne fait-elle vraiment perdre de l'argent à la France ?
Les Décodeurs, *Le Monde*, 2 mai 2019.

DOSSIERS

A L'intégration européenne et ses effets

1 Quelles sont les caractéristiques de l'intégration européenne ? 130
2 L'intégration européenne est-elle source de croissance économique ? 132
3 La politique de la concurrence est-elle efficace dans l'Union européenne ? 134

B L'efficacité des politiques économiques dans l'Union européenne en question

4 Comment la Banque centrale européenne mène-t-elle la politique monétaire ? 136
5 Comment les politiques budgétaires agissent-elles sur la conjoncture ? 138
6 Quelles sont les difficultés de coordination des politiques conjoncturelles dans la zone euro ? 140

ACTIVITÉS

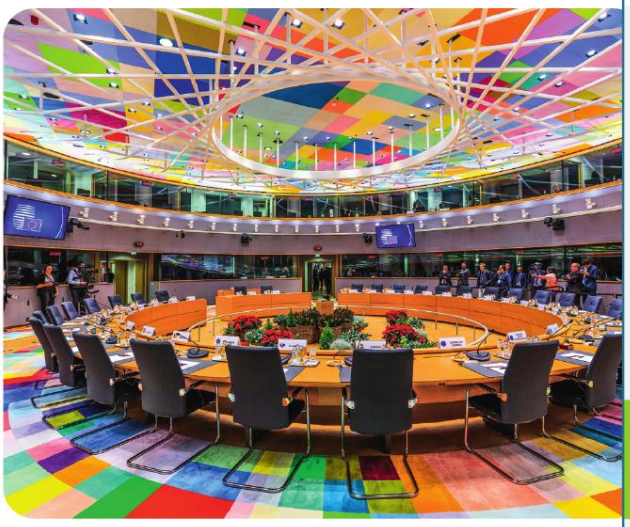
1 **Construire une carte mentale**
Quelles conséquences économiques au Brexit ? 142

2 **Rédiger un texte argumenté**
Des règles budgétaires européennes trop contraignantes ? 143

L'essentiel 144
Utilisez les statistiques 147
Testez vos connaissances ! 148
Objectif Bac 150

Préparer le Grand oral 154

DÉCOUVRIR EN SITUATION



Salle de réunion du Conseil européen à Bruxelles, avant le sommet des chefs d'État des 27 pays de l'Union européenne, le 13 décembre 2019.

Vous êtes chef d'État ou de gouvernement d'un pays membre de l'Union européenne (UE), et vous participez à ce titre au Conseil européen, lequel définit les grandes orientations et priorités politiques de l'Union européenne. Un pays candidate pour entrer dans l'UE. Mettez-vous par groupes de quatre et délibérez ensemble sur les conditions que ce pays devrait respecter pour pouvoir intégrer l'Union européenne.

1. Quelles conditions politiques vous semblent indispensables ?
2. Quelles conditions économiques vous apparaissent nécessaires ?

DÉCOUVRIR EN DONNANT SON AVIS

Êtes-vous d'accord, pas d'accord ou sans opinion avec les affirmations suivantes ?

- Vous pouvez reporter vos réponses dans la grille à télécharger.
- Pour visualiser les réponses de la classe, utilisez le Q-Sort interactif

1. Une entreprise installée en France peut vendre ses produits partout dans l'Union européenne.
2. Avec l'euro, les prix sont les mêmes dans tous les pays.
3. Tous les pays de l'Union européenne devraient adopter l'euro comme monnaie.
4. La construction européenne vise à développer la concurrence sur tous les produits.
5. L'Union européenne favorise la constitution de grands groupes qui ont une position dominante sur leur marché.
6. L'euro a fait diminuer le pouvoir d'achat.
7. L'euro a favorisé la croissance dans l'Union européenne.
8. Les États membres de l'Union européenne sont totalement libres et indépendants pour définir leur budget.
9. La Banque centrale européenne agit en toute indépendance de l'Union européenne et des États membres.

QU'EN PENSEZ-VOUS ?

Attention ! Vous devez choisir une seule affirmation avec laquelle vous n'êtes pas du tout d'accord, deux avec lesquelles vous n'êtes plutôt pas d'accord...

- Pas du tout d'accord
- Plutôt pas d'accord
- Sans opinion
- Plutôt d'accord
- Tout à fait d'accord

Grille à télécharger

A L'intégration européenne et ses effets

DOSSIER 1 Quelles sont les caractéristiques de l'intégration européenne ?

• Intégration économique • Marché unique • Zone euro

POUR COMMENCER

doc 1

Un projet économique pour une paix durable

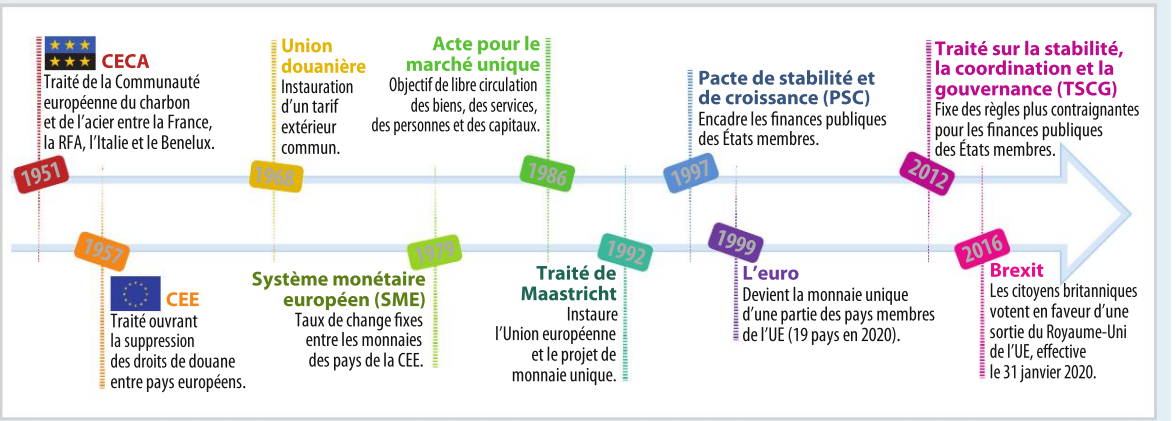
1. À la suite de quel grand événement les gouvernants européens ont-ils voulu construire l'Europe ? Pour quelles raisons ?
2. Selon vous, la construction européenne est-elle achevée ?

Lien vidéo



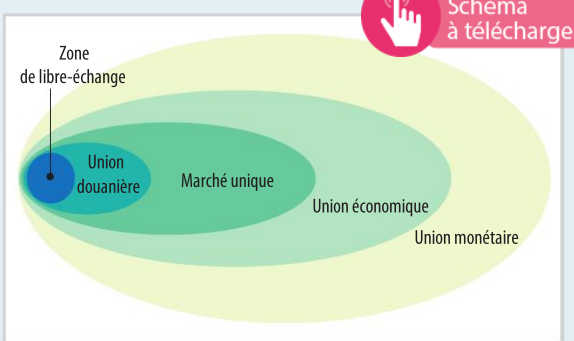
« Les grandes étapes de la construction européenne », Le Monde.fr, 24 mars 2017 © INA.

2 EXERCICE Les étapes de l'intégration européenne



1. Quels sont les produits qui font l'objet d'une libre circulation grâce au traité de 1951 ?
2. Que crée la Communauté économique européenne (CEE) en 1957 ?
3. En 1993, quels sont les apports du marché unique par rapport à une union douanière ?
4. En quoi l'euro s'inscrit-il dans la continuité de la construction européenne depuis 1951 ?
5. Placez les dates de la chronologie dans le schéma.

Schéma à télécharger



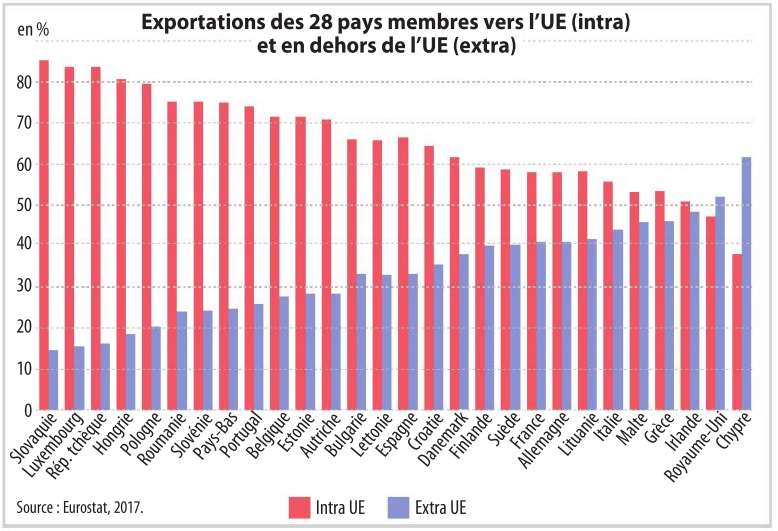
DÉFINITION

Intégration économique

Développement des interdépendances entre des pays, par le développement des échanges et la mise en œuvre de politiques communes ou harmonisées. L'intégration économique s'effectue par étapes successives :

1. Zone de libre-échange : libre circulation des biens et des services ;
2. Union douanière : tarif extérieur commun ;
3. Marché unique : libre circulation des capitaux et des personnes ;
4. Union économique : harmonisation des politiques économiques et sociales ;
5. Union monétaire : taux de change fixes ou adoption d'une monnaie unique.

DOC 3 Un commerce intraeuropéen très florissant



1. Rédigez une phrase présentant la signification précise des données pour la Slovaquie.
2. Quelle information générale retirez-vous de ce document sur les exportations des pays membres de l'Union européenne ?
3. Quelles sont, selon vous, les conséquences probables du Brexit sur les chiffres des exportations du Royaume-Uni vers l'Union européenne ? Appuyez-vous sur les chiffres du document pour justifier votre réponse.

DOC 4 La monnaie unique, une étape indispensable ?

Site Web www Carte en ligne La zone euro

L'élaboration de l'euro, dès les années 1970, s'inscrit dans un mouvement d'approfondissement de la construction européenne. Avec une monnaie unique, les Européens veulent servir le bon fonctionnement du marché commun et mettre un terme à l'instabilité monétaire.

En 1992, le traité de Maastricht prévoit ainsi la création de l'euro et d'une Banque centrale européenne, indépendante des États membres. À l'époque, seuls le Royaume-Uni et le Danemark refusent de changer de monnaie. La Suède fera le même choix trois ans plus tard lors de son entrée dans l'Union européenne.

À partir du grand élargissement de 2004, tous les nouveaux entrants s'engagent à intégrer l'euro dès qu'ils auront été à même de remplir les conditions prévues.

Critères de convergence

Pour faire partie de la zone euro, il faut remplir quatre « critères de convergence ». Les trois premiers portent sur la stabilité des prix, du taux de change et des taux d'intérêt. Le dernier, à la fois le plus connu et le plus important, concerne les finances publiques. Le déficit ne doit pas dépasser 3 % du PIB, tandis que la dette doit être contenue sous le seuil de 60 % du PIB.

Dès l'origine, respecter ces critères n'a pas été chose aisée. La France a dû mettre en œuvre une politique de rigueur[1] pour y arriver.

Jules LASTENNET, « Pourquoi l'euro ? », touteleurope.eu, 16 septembre 2019.

1. Politique économique qui a pour objectif à court terme de revenir à la stabilité des prix et de réduire les déficits publics et extérieurs en augmentant les prélèvements obligatoires et/ou en diminuant les dépenses publiques.

1. Pour quelles raisons l'euro a-t-il été créé ?
2. Tous les pays de l'Union européenne ont-ils l'obligation de l'adopter ?
3. Quels sont les critères à respecter ?
4. Citez un ou deux pays membres de l'Union européenne mais qui ne sont pas dans la zone euro.

NE PAS CONFONDRE

Marché unique et zone euro

Le **marché unique** regroupe les 27 pays de l'Union européenne. C'est un espace sans frontières où les biens, les services, les capitaux et les personnes circulent librement. La **zone euro** regroupe les 19 pays de l'UE qui ont adopté l'euro comme monnaie unique.

S'entraîner

Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS P. 400

Vrai ou faux ? Lorsque c'est faux, justifiez pourquoi.

1. L'Union européenne est une union économique et monétaire.
2. Le traité de Maastricht a institué une libre circulation des produits et des capitaux.
3. L'abolition des droits de douane entre pays européens a favorisé le commerce intraeuropéen.
4. Les pays de l'Union européenne échangent plus avec les pays de l'UE qu'avec le reste du monde.
5. La Banque centrale européenne gère la politique monétaire de tous les pays européens.

2 Mobiliser ses connaissances

BAC

Montrez que la création de l'euro a permis d'approfondir l'intégration européenne.

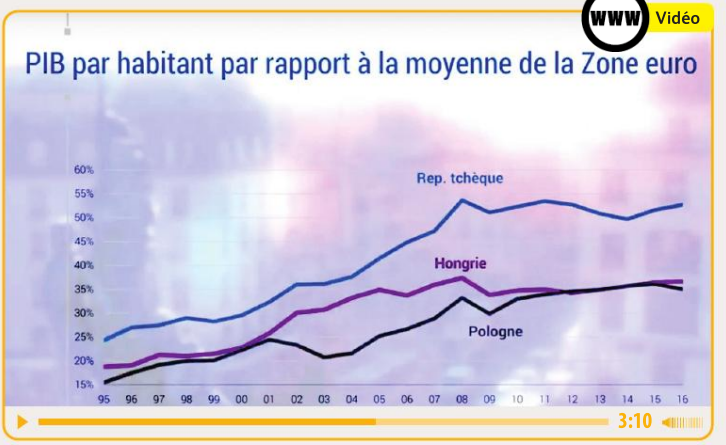
DOSSIER 2 L'intégration européenne est-elle source de croissance économique ?

• Croissance économique (voir Chapitre 1)

POUR COMMENCER

Doc 1 Les pays d'Europe de l'Est sont-ils gagnants depuis leur entrée dans l'Union européenne ?

Lien vidéo
www Vidéo



Xerfi Canal, « Le décryptage éco », novembre 2017.

1. Quels sont les apports de l'intégration européenne pour les pays d'Europe de l'Est ?
2. Comment l'économie allemande freine-t-elle leur rattrapage économique ?

DÉFINITION

Croissance économique

Augmentation durable de la production dans un pays, généralement mesurée grâce au taux de croissance du PIB en volume entre deux années. C'est un processus de long terme, qui se traduit à court terme par des phases d'expansion (taux de croissance positif) et de récession (taux de croissance négatif).

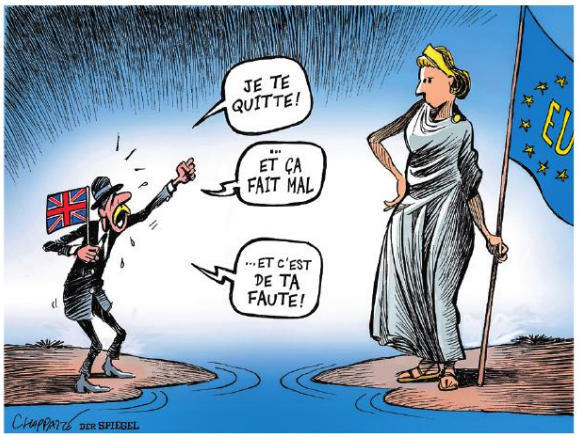
Doc 2 Les conséquences économiques possibles du Brexit

Ignorant les menaces de désastre économique brandies par les institutions internationales, les Britanniques ont décidé de quitter l'Union européenne, ouvrant ainsi une ère d'incertitude sans précédent. Le pays devrait bientôt être rattrapé par les conséquences concrètes de son choix. [...]

Les experts du Trésor britannique ont étudié plusieurs pistes possibles de renégociation des traités. Dans leur scénario dans lequel le Royaume-Uni négocierait avec l'UE un accord de libre-échange similaire à celui liant le Canada au bloc européen, chaque foyer britannique perdrait environ 4 300 livres de revenus par an (5 400 euros). Selon leurs projections, le produit intérieur brut (PIB) du pays serait d'ici à 2030 inférieur de 6 % à ce qu'il aurait été en cas de poursuite de l'aventure européenne. [...]

De nombreuses entreprises utilisent le Royaume-Uni comme porte d'entrée vers l'Europe. Or certaines d'entre elles ont prévenu qu'elles relocaliseraient leur siège européen en cas de Brexit. Et cela n'a pas traîné. La banque américaine JPMorgan, qui emploie 16 000 personnes au Royaume-Uni, a prévenu vendredi qu'elle pourrait déplacer 1 000 à 4 000 emplois hors du pays à la suite de la victoire du Brexit au référendum. D'autres banques pourraient suivre.

« 13 conséquences concrètes du Brexit », *CNews*, 4 novembre 2019.



1. Expliquez la phrase soulignée.
2. Pourquoi certaines entreprises risquent-elles de quitter le Royaume-Uni ?
3. D'après cet article, le Brexit est-il une bonne chose pour la croissance économique du Royaume-Uni ? Justifiez votre réponse.

REPÈRE

Le Brexit

Abréviation de *British Exit*, le Brexit désigne la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. Le 23 juin 2016, 51,9 % des Britanniques ont choisi de quitter l'UE. Ce vote a entraîné le déclenchement de l'article 50 du traité sur l'Union européenne qui prévoit les modalités de sortie d'un pays membre. Cette sortie est effective depuis le 31 janvier 2020.

DOC 3 Quels ont été les effets du marché unique sur la croissance ?

Qu'a changé l'instauration du marché unique, en 1987, pour les pays de l'Union européenne ?

Elle a fait bondir de façon spectaculaire les échanges entre les États européens. En moyenne, on estime qu'ils ont progressé de 109 % pour les biens et de 58 % pour les services depuis 1987. Cette hausse est trois fois plus importante que celle apportée par les accords commerciaux classiques. Et ce, car l'intégration européenne, de loin la plus poussée au monde, comporte de nombreux éléments non tarifaires, tels que la reconnaissance mutuelle des normes ou les quatre libertés de circulation (biens, services, personnes, capitaux), qui se renforcent les unes les autres.

Le marché unique a durablement gonflé le produit intérieur brut (PIB) des pays européens de 4,4 % en moyenne. [...]

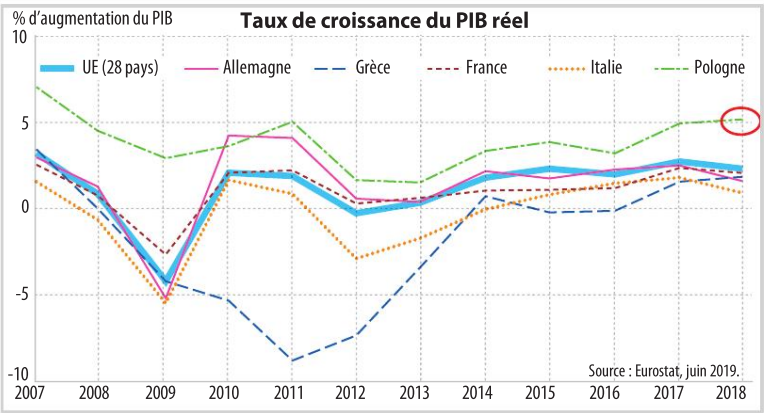
Certaines capitales ont-elles profité plus que d'autres de cette intégration commerciale ?

Oui. Les bénéfices économiques liés à la hausse des échanges ont été plus importants pour les petites économies les plus ouvertes, notamment en Europe de l'Est, comme la Hongrie, la Slovaquie, la Slovénie ou encore la République tchèque. Ces pays ont vu leur PIB croître de 10 % sous le seul effet du marché unique. Les grands États tels que la France en ont aussi profité, mais dans une proportion moindre, car la part de leur PIB dépendant des importations est plus réduite, ceux-ci disposant d'un marché intérieur plus important. De même, les pays périphériques, à l'image de la Grèce, ont un peu moins vu leurs échanges s'intensifier en raison de leur position géographique.

Entretien avec Vincent VICARD (CEPII), *Le Monde*, 19 mai 2018.

1. Par combien les échanges de biens et de services ont-ils été respectivement multipliés depuis 1987 ?
2. Pourquoi le marché unique a-t-il eu des effets plus importants sur le commerce entre pays membres de l'Union européenne qu'un accord commercial classique ?
3. Pourquoi certains pays ont-ils plus bénéficié de cette augmentation des échanges que d'autres ?

DOC 4 Des trajectoires de croissance économique qui convergent ou qui divergent ?



1. Rédigez une phrase présentant la signification précise de la donnée entourée.
2. Calculez l'écart de taux de croissance entre la France et l'Allemagne et entre la France et la Grèce en 2011, puis faites une phrase avec les résultats obtenus.
3. Émettez une hypothèse sur les écarts de croissance observés entre pays européens en 2011 et 2018.

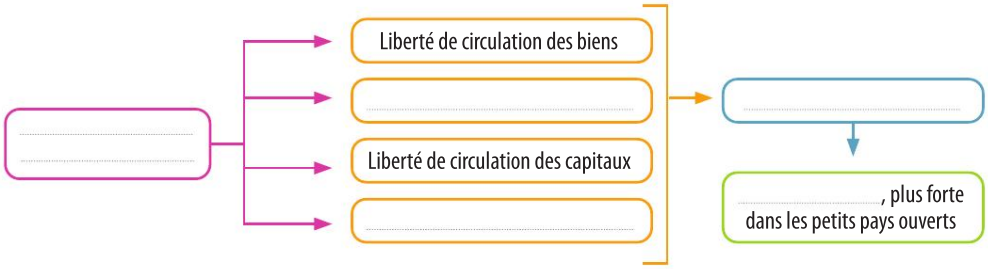
S'entraîner

Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS P. 400

Complétez le schéma avec les éléments suivants :
Liberté de circulation des personnes • Marché unique • Hausse des échanges intra-UE plutôt qu'en dehors de l'UE • Liberté de circulation des services • Hausse du PIB.



2 Mobiliser ses connaissances

BAC

Montrez que l'intégration économique a des effets sur la croissance économique des pays membres, mais contrastés selon les pays.

DOSSIER 3 La politique de la concurrence est-elle efficace dans l'Union européenne ?

• Politique européenne de la concurrence

POUR COMMENCER

Doc 1 Une concurrence très encadrée dans l'Union européenne



« Concurrence : vers de nouvelles règles européennes ? », France 24, 12 février 2019.

1. Pourquoi l'Union européenne refuse-t-elle parfois des fusions entre entreprises ?
2. Y a-t-il des secteurs qui sont épargnés par les règles de concurrence de l'UE ?
3. Quelles sont les critiques qui sont faites aux règles européennes de la concurrence ?

DÉFINITION

Politique européenne de la concurrence

Ensemble de principes et de mesures qui visent à favoriser une concurrence libre et non faussée entre les entreprises. Elle régule notamment les pratiques anticoncurrentielles (ententes, abus de position dominante), les fusions, et les aides d'État. Dans l'UE, elle est une compétence exclusive au niveau européen dont la mise en œuvre revient à la Commission européenne, assistée des autorités nationales dans chaque pays.

Doc 2 Justifications et limites de la politique de la concurrence

Rappel de 1re
Politique de la concurrence, p. 413

La politique de la concurrence tire sa justification du fait que des marchés pleinement concurrentiels garantissent la meilleure allocation des ressources et des avantages en termes de prix, de qualité et d'innovation pour les consommateurs. En particulier, le bon fonctionnement concurrentiel des marchés fait disparaître les entreprises peu performantes ou à la technologie dépassée, attirant capitaux et emplois vers les secteurs et les technologies plus performants ; cet effet dynamique, souvent oublié par ceux qui ne voient dans la concurrence qu'un vecteur d'abaissement des prix, conditionne l'innovation et sa diffusion dans le tissu économique. Toutefois, la présence [...] de comportements stratégiques des entreprises (ententes, abus de position dominante) empêche parfois ces mécanismes vertueux de jouer. Pour diverses raisons, les prix ne constituent plus de bons signaux pour orienter les décisions. Dans de tels cas, la politique de la concurrence est chargée de corriger les imperfections liées aux comportements des entreprises qui entravent le bon fonctionnement des marchés. [...]

En dépit de leur cohérence, les principes qui viennent d'être énoncés se heurtent à différentes limites dans leur mise en œuvre. Alors que ses principaux concurrents n'ont pas toujours des pratiques équivalant aux siennes, la question est de savoir dans quelle mesure l'Union européenne défend efficacement ses intérêts, et le cas échéant quelles mesures complémentaires seraient utiles. [...] Cette asymétrie dans l'application de la politique de la concurrence crée le risque pour les entreprises européennes d'être confrontées à des concurrents qui peuvent s'appuyer sur une position dominante sur leur marché national.

Sébastien Jean, Anne Perrot et Thomas Philippon, Note n° 51 du Conseil d'analyse économique, mai 2019.

1. Quels sont les avantages attendus de marchés pleinement concurrentiels ?
2. Selon vous, comment les entreprises peuvent-elles freiner la diffusion des innovations dans le tissu économique ?
3. Quel est le rôle de la politique de la concurrence ?
4. Pourquoi la rigueur de la politique de la concurrence mise en œuvre dans l'UE peut-elle être un handicap pour les entreprises européennes ?

NE PAS CONFONDRE

Position dominante et abus de position dominante

Une entreprise est en **position dominante** sur un marché si sa part de marché y est importante. Cette position dominante se transforme en **abus** si elle conduit à des pratiques visant à limiter la concurrence, comme la fixation de prix plus faibles dans certains pays pour y évincer la concurrence (prix prédateurs) ou le rachat d'entreprises innovantes pour empêcher le développement de produits ou procédés concurrents (acquisitions prédatrices).

3 EXERCICE Entente et programme de clémence

Vous êtes PDG d'un groupe industriel spécialisé dans la production de légumes en conserve. Un concurrent proposant le même produit vous contacte pour que vous vous entendiez sur les prix pratiqués en grande surface (+ 4 %). Il dit avoir contacté trois autres concurrents qui ont accepté sa proposition. Une rencontre a lieu dans un café parisien.

1. Vos ventes sont de 100 000 000 conserves dans l'UE et le prix unitaire d'une conserve est de 2,10 euros avant accord. Calculez la recette supplémentaire générée si vous acceptiez cette entente.
2. Si l'entente est découverte, vous risquez une amende de 20 millions d'euros. Sachant que la probabilité qu'elle soit découverte est de 10 %, calculez le coût de l'entente.
3. En faisant le calcul coût – avantage, décidez-vous de participer au cartel ? Justifiez votre réponse.
4. Vous savez qu'il existe un programme de clémence permettant à un membre d'une entente de dénoncer en premier ses concurrents et d'être ainsi exonéré d'amende. Que décidez-vous ? Justifiez votre réponse.

Coup de pouce

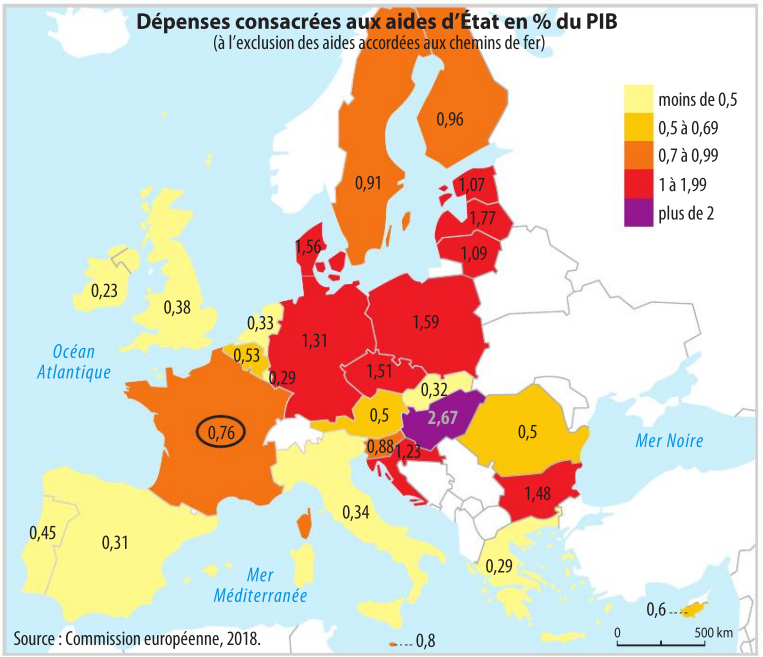
Le coût d'une entente se calcule en multipliant la probabilité d'être découvert par le montant de l'amende risquée.

REPÈRE

Des ententes sanctionnées

La Commission européenne ou les autorités nationales de la concurrence sanctionnent durement les ententes entre producteurs qui nuisent aux acheteurs, consommateurs ou entreprises. En effet, dans deux tiers des cas, les ententes portent sur des biens intermédiaires. Ainsi, la Commission a infligé des amendes de plus de 2 milliards d'euros aux membres d'ententes sur les pièces automobiles depuis 2013.

DOC 4 La disparité des subventions aux entreprises



Source : Commission européenne, 2018.

1. Rédigez une phrase présentant la signification précise de la donnée entourée.
2. Quels sont les pays qui aident le plus leurs entreprises ? Pourquoi, selon vous ?
3. Cherchez des exemples d'activités générant des externalités positives qui peuvent justifier des aides d'État.

REPÈRE

Des aides d'État encore autorisées dans l'Union européenne

Le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne interdit par principe les aides d'État ou subventions, car celles-ci sont de nature à générer des distorsions de concurrence entre les entreprises. Mais il prévoit aussi des exceptions pour des aides qui se justifient par l'existence de défaillances de marché, en particulier d'externalités positives ou négatives liées à certaines activités.

S'entraîner

Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS P. 400

Complétez le texte avec les mots suivants : externalités positives • pratiques anticoncurrentielles • ententes • services publics • fusions.

Dans l'Union européenne, la politique de la concurrence contrôle les possibilités de ..... des entreprises et les ..... afin d'empêcher les abus de position dominante et les ..... Elle interdit par principe les aides d'État, mais autorise par exception certaines si elles favorisent des ..... comme la production de services d'intérêt général, l'innovation et la protection de l'environnement. Cette politique est parfois accusée de remettre en question les ..... et de handicaper les entreprises européennes, confrontées à des concurrents soumis à des législations plus souples en Chine et aux États-Unis.

2 Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire BAC

À l'aide de vos connaissances et des documents, montrez les modalités et les limites de la politique européenne de la concurrence.

B L'efficacité des politiques économiques dans l'Union européenne en question

DOSSIER 4 Comment la Banque centrale européenne mène-t-elle la politique monétaire ?

• Banque centrale européenne • Politique monétaire

POUR COMMENCER

Doc 1 La Banque centrale européenne (BCE) et l'Eurosystème

Lien vidéo



« La BCE et l'Eurosystème expliqués en trois minutes », BCE, 7 novembre 2013.

1. Qu'est-ce que l'Eurosystème ?
2. Quel est l'objectif principal de l'Eurosystème ?
3. Comment les décisions sont-elles prises en son sein ?

Rappel de 1re

Banque centrale

Institution, généralement publique, considérée comme la « banque des banques ». Elle dispose du monopole d'émission de la monnaie centrale, que tous doivent accepter dans les paiements sur un territoire. Cette monnaie prend deux formes : fiduciaire (les billets et les pièces) et scripturale (les comptes des banques auprès de la banque centrale).

Doc 2 Les effets de la politique monétaire sur la conjoncture

L'instrument principal de la politique monétaire est la fixation des taux d'intérêt directeurs. Ces derniers sont essentiellement les taux auxquels les banques commerciales peuvent emprunter auprès de la banque centrale à très court terme, d'un jour à trois mois, afin d'obtenir de la monnaie [...]. Une modification du taux de court terme par les autorités monétaires se répercute sur les taux d'intérêt auxquels les agents financiers se prêtent entre eux à court terme. [...]

Une modification des taux directeurs se transmet aux taux de long terme au travers des anticipations que forment les marchés monétaires sur les taux futurs. Prenons l'exemple d'un agent souhaitant emprunter en période d'un assouplissement monétaire. Il a le choix entre contracter un crédit à long terme, au taux à long terme, ou bien une succession de crédits à court terme, chacun au taux court du moment. L'emprunteur optant naturellement pour le crédit le moins coûteux, la concurrence entre prêteurs va répercuter la modification des taux de court terme aux taux de plus long terme. Plus les agents sont convaincus que l'assouplissement de politique monétaire est durable et s'inscrit dans une stratégie à long terme, plus la baisse des taux de long terme sera importante. Cette baisse sera répercutée par les banques commerciales sur les taux auxquels elles prêtent aux entreprises et aux ménages, après un délai d'autant plus court que le secteur bancaire est concurrentiel. La baisse du coût du crédit bancaire va augmenter les dépenses d'investissement et de consommation de biens durables, provoquant ainsi une hausse de la demande des biens et services et donc des prix.

« Qu'est-ce que la politique monétaire ? », Note d'information de la Banque de France, septembre 2015.

1. Pourquoi les banques commerciales ont-elles besoin de monnaie centrale ?
2. Quel est l'effet d'une baisse des taux directeurs sur le comportement des banques ?
3. Pourquoi la baisse des taux à court terme (1 an, par exemple) finit-elle par influencer les taux à long terme (10 ans, par exemple) ?
4. Quels sont les effets de la baisse des taux à long terme sur l'économie ?

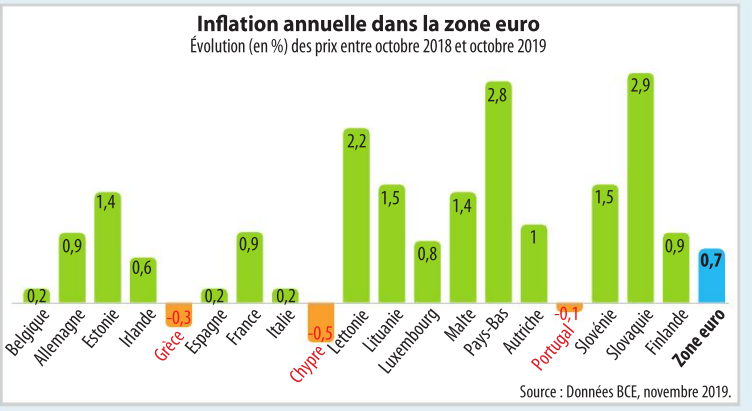
DÉFINITION

Politique monétaire

Action régulatrice de la banque centrale pour garantir la stabilité de la monnaie, c'est-à-dire sa liquidité (prêt de monnaie centrale aux banques) et sa valeur (inflation faible). Elle a aussi des effets sur la demande et la croissance.

3 EXERCICE Simuler la politique monétaire et ses effets

Dans la zone euro, la politique monétaire vise principalement à garantir la stabilité des prix, comprise comme une inflation inférieure mais proche de 2 % par an.
Vous êtes gouverneur de la Banque centrale, chargé de définir de manière indépendante des gouvernements la politique monétaire unique dans cette zone.



1. Compte tenu du niveau de l'inflation dans la zone euro, devriez-vous adopter une politique monétaire restrictive (hausse du taux d'intérêt directeur) ou expansive (baisse du taux d'intérêt directeur) ?

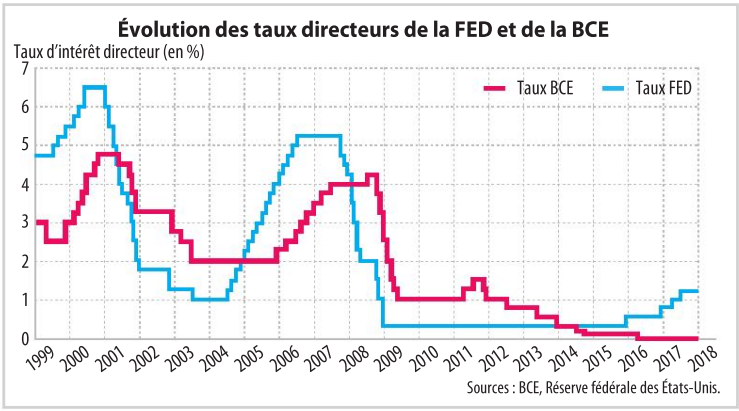
2. Compte tenu de la politique choisie, complétez le schéma avec le signe ↗ (hausse) ou ↘ (baisse).

… Taux directeurs de la BCE → … Taux d'intérêt des crédits à court terme et à long terme → … Crédits → … Demande globale (consommation et investissement) → … Inflation / … Croissance et Emploi

Schéma à télécharger

3. Montrez que cette politique monétaire unique peut avoir des effets différents pour Chypre et les Pays-Bas.

DOC 4 Des politiques monétaires similaires aux États-Unis et dans l'UE ?



REPÈRE

Des politiques monétaires non conventionnelles depuis 2008

Pour faire face à la crise des *subprimes* (2007-2009), les banques centrales ont d'abord utilisé les instruments conventionnels, en baissant leurs taux d'intérêt directeurs jusqu'à un niveau nul ou proche de zéro. Mais devant une inflation qui restait très faible, pour éviter le spectre d'une déflation, elles ont adopté des moyens non conventionnels, notamment en prêtant sur des durées plus longues aux banques en leur rachetant des titres de dette à long terme, pour faire baisser directement le taux d'intérêt sur des emprunts à long terme.

1. Rédigez une phrase présentant la signification précise des données pour 2018.
2. Dégagez les grandes périodes d'évolution des taux directeurs depuis la création de l'euro en 1999. Fiche outil n° 11 p. 366
3. La politique monétaire de la BCE vous paraît-elle aussi réactive que celle de la FED aux États-Unis ?

S'entraîner

Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS P. 400

Vrai ou faux ? Lorsque c'est faux, justifiez pourquoi.

1. Il y a une seule politique monétaire dans la zone euro, et donc un seul taux d'inflation.
2. L'objectif de la BCE est d'atteindre une inflation nulle (0 %).
3. Quand la BCE baisse ses taux directeurs, l'objectif est d'augmenter l'inflation dans la zone euro.
4. La BCE a mené une politique monétaire aussi réactive que celle de la FED après la crise de 2008.

2 Étude d'un document

BAC

À l'aide du document 4, vous montrerez que la politique monétaire européenne est de plus en plus expansionniste.

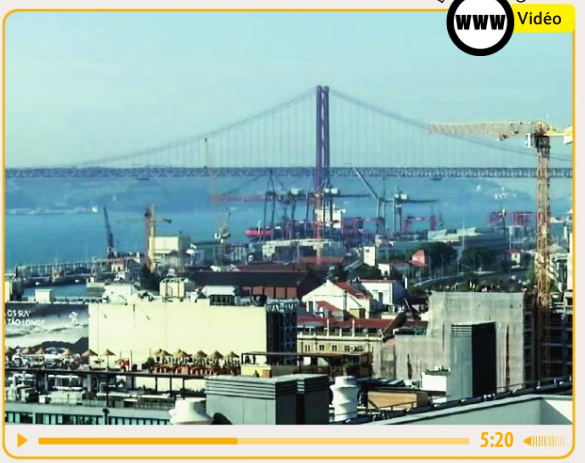
DOSSIER 5 Comment les politiques budgétaires agissent-elles sur la conjoncture ?

• Politique budgétaire

POUR COMMENCER

DOC 1 Le Portugal, miracle ou mirage économique au sein de l'Union européenne ?

Lien vidéo
www Vidéo



« Comment le Portugal est sorti de la crise sans appliquer l'austérité », LCP - Public Sénat, 15 novembre 2018.

1. Quelle est la situation économique du Portugal ?
2. Quel type de politique budgétaire est mené dans ce pays ?
3. Quelles sont les inquiétudes mises en évidence par l'économiste portugais concernant son pays ?

DÉFINITION

Politique budgétaire

Ensemble des mesures ayant des conséquences sur les ressources ou les dépenses inscrites au budget de l'État et visant directement à agir sur la conjoncture économique. Elle peut être restrictive (ou de rigueur) en cas de diminution des dépenses publiques et/ou d'augmentation des prélèvements obligatoires, ou expansionniste (ou de relance) en cas d'augmentation de ces dépenses et/ou de diminution des prélèvements obligatoires.

DOC 2 Comment la politique budgétaire peut-elle stabiliser la croissance ?

L'atténuation des variations de la conjoncture grâce aux recettes et aux dépenses publiques peut s'exercer de deux façons, mécanique ou volontaire.

En cas de ralentissement de l'activité économique, les dépenses publiques (indemnités chômage, certaines prestations sociales, etc.) tendent à augmenter spontanément, alors que les recettes perçues par l'État diminuent. Cette situation entraîne une dégradation du solde budgétaire. Mais ce transfert de revenus de l'État qui s'opère au profit des ménages et des entreprises permet de compenser mécaniquement les effets négatifs du ralentissement économique comme la baisse des dépenses des agents économiques. [...] Les recettes et les dépenses jouent ainsi le rôle de stabilisateurs automatiques du cycle économique.

Lorsque la conjoncture économique se dégrade fortement ou en cas de crise, les pouvoirs publics peuvent décider d'intervenir directement et de mettre en œuvre des mesures spécifiques en termes de dépenses, d'impôts ou de transferts sociaux afin d'influer volontairement sur la conjoncture. Les pouvoirs publics prévoient un montant de dépenses publiques supérieur aux ressources prélevées sur les agents économiques. L'État peut augmenter certaines dépenses publiques comme la rémunération des fonctionnaires, les aides aux entreprises, les dépenses d'investissement dans des infrastructures, etc., ou diminuer certaines recettes (réduction de l'impôt sur le revenu pour les ménages, remises d'impôts pour les entreprises, etc.). Le déficit budgétaire permet ainsi de stimuler l'activité économique à court terme en favorisant une augmentation de la demande des agents économiques qui disposent de davantage de ressources monétaires pour la consommation ou l'investissement.

« Qu'est-ce qu'une politique budgétaire ? », Viepublique.fr, 12 septembre 2019.

1. Comment le budget de l'État a-t-il un effet de stabilisation automatique sur les cycles de croissance ?
2. Comment l'État peut-il agir volontairement pour réduire l'instabilité de la croissance ?
3. Comment le déficit public est-il financé ? Quel est le danger pour l'État ?

REPÈRE

Politique procyclique ou contracyclique ?

La politique budgétaire, tout comme la politique monétaire, est censée être contracyclique : relancer l'activité en période de récession et la ralentir en période d'expansion. Mais dans la réalité, les politiques conjoncturelles sont parfois procycliques et accroissent l'instabilité des cycles de croissance.

DOC 3 La nécessité de règles budgétaires dans la zone euro

Lorsqu'un gouvernement mène une politique budgétaire laxiste, multipliant les cadeaux fiscaux ou les dépenses non financées, le déficit et la dette publics augmentent et la situation finit par être hors de contrôle si elle n'est pas corrigée. Il existe cependant un mécanisme de rappel, qui oblige à agir rapidement : la peur d'une chute de la monnaie entraîne la fuite des capitaux. De la sorte, les marchés financiers sanctionnent la mauvaise gestion. Dans une zone monétaire intégrée, ce mécanisme disparaît, car la monnaie est celle de toute la zone, qui ne sera que marginalement affectée par la mauvaise gestion d'un pays membre. Il y a donc un aléa comportemental (ou moral) : un pays qui intègre la zone euro est plus susceptible de laxisme budgétaire.

Pour parer ce risque, les pays de la zone se sont entendus sur des règles de bonne gestion, qui se traduisent en indicateurs chiffrés à respecter, les critères de convergence : – pour entrer dans la zone euro, le traité de Maastricht (1992) prévoit qu'il faut réunir quatre conditions : le déficit budgétaire ne doit pas dépasser 3 % du PIB et la dette publique 60 % du PIB, l'inflation et les taux d'intérêt ne doivent pas être trop supérieurs à ceux des autres pays ; – une fois membre de la zone euro, le Pacte de stabilité et de croissance (PSC) présent dans le traité d'Amsterdam (1997) reprend les deux premiers critères. S'il est constaté par la Commission européenne, un manquement à ces règles oblige l'État en cause à présenter un plan de redressement. Au cas où la situation se prolongerait, des sanctions financières sont prévues. Ces mécanismes ont fait l'objet de plusieurs réformes.

Arnaud PARIENTY, *Précis d'économie*, La Découverte, 2017.

1. Rappelez ce qu'est un aléa moral.
Rappel de 1re Aléa moral, p. 408
2. Pourquoi, dans une zone monétaire intégrée, y a-t-il un aléa moral qui est censé favoriser le laxisme budgétaire ?
3. Quelles sont les deux règles principales que doivent respecter les pays membres de la zone euro ?

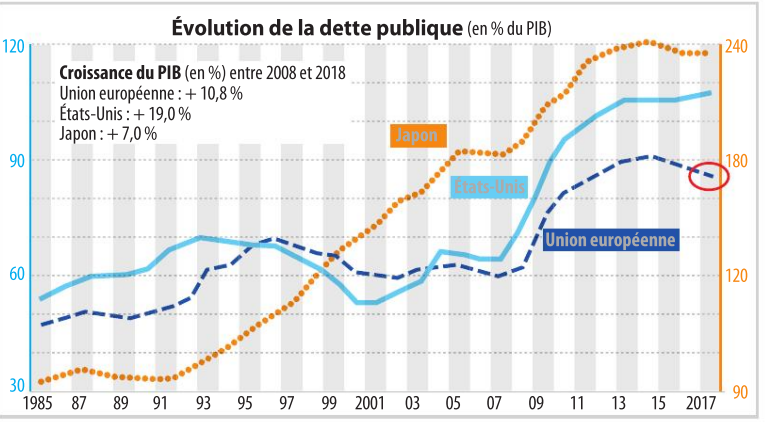
REPÈRE

Les règles budgétaires européennes

Réformées entre 2011 et 2013, les règles présentent désormais un volet préventif et correctif. Le volet préventif prévoit que chaque pays doit atteindre un « objectif à moyen terme » de déficit public structurel, c'est-à-dire corrigé des effets de la conjoncture, de l'ordre de 0,5 % du PIB. Le volet correctif prévoit des sanctions pour les pays dont le déficit ou la dette dépassent respectivement 3 % et 60 % du PIB.

DOC 4 Une dette publique sous contrôle ?

1. Rédigez une phrase présentant la signification précise de la donnée entourée.
2. Comment expliquer l'augmentation de la dette publique aux États-Unis et dans l'UE à partir de 2007 ?
3. Dans quel pays la dette publique a-t-elle le plus augmenté depuis 2007 ? Mesurez l'augmentation de la dette publique en % du PIB par un calcul adéquat.
4. La hausse de la dette publique a-t-elle forcément nui à la croissance économique ?



Sources : Commission européenne, OCDE, IMF.

S'entraîner

Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS p. 400

Parmi ces propositions, repérez celle(s) qui est (sont) juste(s) et corrigez celle(s) qui est (sont) fausse(s) :

1. Les politiques budgétaires sont décidées au niveau européen.
2. La dette publique des pays européens a baissé depuis 2008.
3. Les pays de l'Union européenne adoptent tous des politiques budgétaires restrictives depuis la crise financière.
4. Le Pacte de stabilité et de croissance permet de sanctionner des États.
5. La monnaie unique protège les États de la zone euro d'un laxisme budgétaire.

2 Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire

BAC

À l'aide de vos connaissances et des documents, expliquez que les contraintes qui pèsent sur les politiques budgétaires puissent nuire à la croissance économique d'un pays de l'Union européenne.

DOSSIER 6 Quelles sont les difficultés de coordination des politiques conjoncturelles dans la zone euro ?

• Défaut de coordination des politiques conjoncturelles • Choc asymétrique

POUR COMMENCER

DOC 1 Des perceptions caricaturales entre peuples européens ?





Der Spiegel est un magazine d'information allemand très lu et influent dans le pays.

Traduction :

a « Nos Grecs – Compréhension d'un peuple étrange ». Édition du 11 juillet 2015.

b « L'Allemagne détruit à nouveau l'Europe ». Édition du 13 juillet 2015.

1. Qui sont les personnes représentées aux deux Unes de ces journaux ?
2. Quelle est la vision du journal allemand sur le peuple grec ? Celle du journal grec sur l'Allemagne ?
3. D'où viennent ces représentations divergentes ? Aidez-vous de l'encadré Repère.

REPÈRE

La crise de la dette en Grèce (2010-2018)

La Grèce subit de plein fouet la crise des *subprimes* : le déficit et la dette publique s'envolent, d'autant plus qu'une partie avait été masquée dans les années 2000. À partir de 2010, en échange de prêts, le gouvernement grec s'engage à prendre des mesures d'austérité draconiennes pour rester dans la zone euro. Le 13 juillet 2015, le Premier ministre Alexis Tsipras accepte à nouveau un plan de mesures très impopulaires (baisse des retraites, du budget santé…) pour conserver l'euro. L'État grec sort de cette mise sous tutelle en 2018, mais reste très endetté.

DOC 2 Un problème de coordination entre politiques budgétaire et monétaire

La réforme de la zone euro est à nouveau à l'ordre du jour. Parmi les pistes envisagées, l'évolution des règles budgétaires devrait figurer en tête de liste. Celles-ci ont en effet engendré une austérité budgétaire excessive pendant la crise, aggravant et prolongeant ses conséquences économiques, sociales et politiques. Inversement, la réduction de la dette a été insuffisante dans de nombreux pays en période de conjoncture favorable dans les années 2000, les règles n'étant pas respectées ou insuffisamment rigoureuses. […]

Les erreurs de politique économique générées par les règles budgétaires ont conduit à reporter sur la Banque centrale européenne l'essentiel du rôle de stabilisation de l'activité. L'application du cadre budgétaire européen extrêmement complexe, peu transparent et sujet à erreurs a, par ailleurs, exposé la Commission européenne à des critiques des États membres, que la situation de leurs finances publiques soit solide ou dégradée. Les règles européennes, perçues comme du micro-management bruxellois portant atteinte à la souveraineté nationale, servent ainsi de bouc émissaire aux populistes antieuropéens. Les règles budgétaires sont cependant indispensables dans une union monétaire, afin d'assurer la soutenabilité de la dette publique et parce que la clause de non renflouement[1] en cas de crise n'est pas crédible.

Z. Darvas, P. Martin et X. Ragot, Note du CAE n° 47, septembre 2018.

1. En cas de difficulté financière, les budgets des États membres ne sont pas censés être renfloués par les autres États membres, par l'UE ou par la BCE. La crise grecque (2010-2018) a obligé la Commission européenne à ne pas appliquer strictement cette clause pour sauver l'euro.

1. Quelles erreurs de politique économique les règles budgétaires européennes ont-elles favorisées ?
2. Comment la politique monétaire a-t-elle dû s'ajuster ?
3. Comment expliquer ce défaut de coordination entre la politique monétaire et les politiques budgétaires ?

DÉFINITION

Défaut de coordination des politiques conjoncturelles

Manque de cohérence entre la politique monétaire, définie par la BCE dans la zone euro, et les politiques budgétaires, définies au niveau de chaque pays mais encadrées par des règles (traités).

REPÈRE

Le budget de l'UE

En 2019, les institutions de l'UE disposent d'un budget d'un peu moins de 150 milliards d'euros, soit à peine 1 % du PIB de l'ensemble des pays membres. À titre de comparaison, le budget de l'État fédéral aux États-Unis est de 3 300 milliards d'euros, soit 15 % du PIB du pays.

DOC 3 L'hétérogénéité des situations économiques dans l'Union européenne

En 2018	Taux de croissance économique (%)	Taux de chômage (%)	Taux d'inflation (%)
Allemagne	1,5	3,2	1,9
France	1,7	8,8	2,1
Espagne	2,4	14,3	1,7
Grèce	1,9	18,5	0,8
Irlande	6,9	5,7	0,5
Italie	0,8	10,6	1,1
Pologne	5,1	3,7	1,2
Roumanie	4,1	4,2	4,1
Royaume-Uni	1,4	4	2,5
Suède	2,4	6,3	2
Zone euro	1,9	7,8	1,8
Union européenne	2	6,5	1,9

Sources : D'après données Eurostat et OCDE, 2019.

1. Rédigez une phrase présentant la signification précise des données entourées.
2. Comparez la situation économique de la France et de l'Espagne.
3. Explicitez deux grandes différences économiques entre la Grèce et l'Allemagne.
4. Quel type de politique monétaire peut souhaiter un pays comme l'Allemagne pour soutenir sa croissance économique ?
5. Quels pays pourraient être pénalisés par une politique monétaire restrictive si elle venait à être mise en œuvre ?

DOC 4 La zone euro peut-elle faire face à des chocs asymétriques ?

L'euro était l'étape ultime de l'Union économique et monétaire, telle qu'envisagée dans le plan conçu par Jacques Delors en 1989. Le traité de Maastricht en 1992 avait entériné ce plan en introduisant plusieurs critères de convergence (monétaires et budgétaires), censés favoriser la convergence et permettre l'examen de passage des pays candidats à l'euro. […] Le problème ne réside pas tant dans le fait d'avoir énoncé des critères, avec toute la part d'arbitraire que leur calibrage induisait forcément, mais plutôt dans l'illusion qu'en les validant, les pays candidats formeraient une zone convergente pour toujours. […]

Pour autant […], ce n'est pas aux économistes qu'il faut en faire le reproche. Car depuis les travaux de Robert Mundell dans les années 1960, ils ont en la matière les idées assez claires : en substance, quand plusieurs pays décident d'adopter la même monnaie, il faut impérativement que ceux-ci disposent d'un ou plusieurs instruments d'ajustements alternatifs à celui qu'ils abandonnent, à savoir le taux de change.

Il faut, par exemple, qu'en cas de chômage dans une région, la main d'œuvre soit suffisamment mobile pour rejoindre une autre région où les perspectives d'emploi sont meilleures. Ou bien encore que des transferts budgétaires soient possibles pour faciliter le redressement d'une région en difficulté. On peut en imaginer bien d'autres, l'important est d'avoir précisément de quoi faire face à des chocs qui peuvent affecter certaines régions, certains pays, mais pas d'autres (« chocs asymétriques »). Ce n'est qu'à cette condition qu'une zone monétaire est « optimale » dans le jargon des économistes.

Jézabel Couppey-Soubeyran, « Macroéconomie : quelles solutions pour une zone euro plus solide ? », *Les Echos*, 23 mai 2017.

1. Rappelez les critères de convergence qu'ont dû respecter les pays pour intégrer la zone euro (voir document 3 p. 139).
2. Selon vous, la zone euro dispose-t-elle des « instruments d'ajustements alternatifs » mentionnés par l'auteure ? Est-elle une zone monétaire optimale ?
3. La politique monétaire permet-elle de faire face à des chocs asymétriques ?
4. Les politiques budgétaires nationales ou le budget européen permettent-ils de faire face à ces chocs ?

DÉFINITION

Choc asymétrique

Perturbation qui affecte l'offre ou la demande dans un secteur d'activité spécifique et/ou dans un seul pays d'une zone monétaire. *Contraire* : choc symétrique.

S'entraîner

Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS P. 400

Complétez le texte avec les mots suivants : politique monétaire • déficit • unique • chocs asymétriques • règles budgétaires • défauts de coordination • nationale.

Dans la zone euro, la politique monétaire est _____ et conduite de façon indépendante par la BCE, alors que la politique budgétaire est _____ mais contrainte par des _____. En effet, le budget européen est très limité et les institutions de l'UE ne peuvent pas connaître de _____ ni emprunter pour le financer. Cette situation entraîne des _____. La stabilisation de l'activité économique repose sur la seule _____, alors que les politiques budgétaires sont incapables de faire face à des _____.

2 Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire

BAC

À l'aide de vos connaissances et des documents, vous montrerez que les pays de l'Union européenne connaissent des difficultés à coordonner leurs politiques économiques.

ACTIVITÉ 1 Construire une carte mentale

Quelles conséquences économiques au Brexit ?

Objectifs

Savoirs : marché unique, concurrence, libre-échange.

Savoir-faire : sélectionner des informations, organiser et hiérarchiser des idées.

Outil : feuille de papier blanche ou logiciel gratuit en ligne.

Votre mission **Vous êtes le correspondant britannique d'un journal TV français et devez présenter de manière concise ce que pourraient être les conséquences économiques du Brexit. Votre rédacteur en chef vous demande de produire une carte mentale permettant de faire la synthèse de ces conséquences.**

ÉTAPE 1 Collecter les informations quantitatives et qualitatives

20 min

1. À l'aide des documents, listez les conséquences économiques probables d'un Brexit sans accord. Illustrez-les par des données chiffrées lorsque c'est possible.
2. Classez ces informations dans un tableau à trois colonnes :

Conséquences commerciales	Conséquences financières	Conséquences industrielles
…	…	…

Doc 1 *Anarchy in the UK*

Lien audio www

Podcast

Interview du journaliste Marc Chevallier

La Chronique Eco, France Inter, 7 septembre 2019.

3:00

Doc 2 Des productions industrielles menacées, à l'image de la Mini Cooper

La Mini Cooper est l'indémodable emblème de l'automobile britannique depuis soixante ans. Mais est-elle vouée à disparaître si aucun accord n'est trouvé sur le Brexit ? Dans l'usine BMW qui produit la Mini, dans la banlieue d'Oxford (Royaume-Uni), 1 000 robots et 4 500 salariés s'activent quotidiennement dans une gymnastique millimétrée pour produire une voiture toutes les 67 secondes. Si la Mini a un look très British, sous le capot, c'est une production européanisée. […] 60 % des pièces traversent ainsi la Manche et sont donc importées.

En cas de Brexit sans accord, c'est toute la chaîne de fabrication qui pourrait être perturbée. […] « Je respecte le vote et le choix du peuple britannique mais le compromis qui est actuellement sur la table, celui qui maintiendrait le Royaume-Uni dans une union douanière, serait la meilleure solution pour notre business », a indiqué Harald Krüger, PDG de BMW.

En cas de retour de barrières douanières, les pertes pourraient être colossales pour l'industrie automobile britannique. Le secteur emploie 850 000 personnes et fonctionne à flux tendus. « L'industrie automobile, plus que toute autre industrie, fonctionne avec une chaîne d'approvisionnement très courte, en important et exportant des pièces rapidement, avec des délais de fabrication très serrés. C'est comme cela qu'elle est productive. Un *no deal* plongerait tous les constructeurs dans l'inconnu » assure Tony Travers, économiste.

« Brexit : la production de la Mini Cooper menacée », Francetvinfo.fr, 19 décembre 2018.



ÉTAPE 2 Élaborer la carte mentale

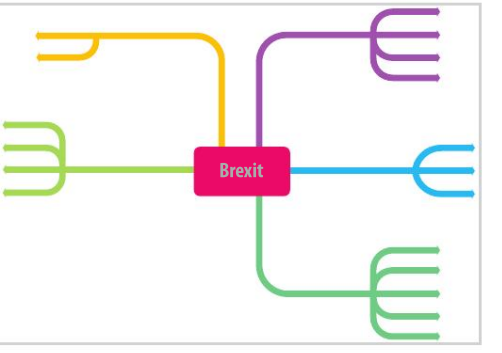
35 min

Fiche méthode n° 5 p. 376 *Construire une carte mentale*

1. Au centre, notez la notion de « Brexit ».
2. Tracez ensuite 2 à 5 branches principales en utilisant une couleur différente pour chacune.
3. Créez des branches secondaires selon le même principe.
4. Renforcez les idées par des symboles ou des petits dessins.

Coup de pouce

Vous pouvez utiliser le questionnement suivant : Quoi ? Qui ? Comment ? Combien ? Pourquoi ? Quelles conséquences ?



ACTIVITÉ 2 — Rédiger un texte argumenté

Des règles budgétaires européennes trop contraignantes ?

Objectifs

Savoirs : Traités européens, politique budgétaire.

Savoir-faire : analyser un document, construire une argumentation.

Votre mission **Vous faites partie de l'équipe de campagne d'un candidat aux élections européennes. Vous avez en charge la rédaction d'une note de synthèse sur les règles budgétaires dans l'Union européenne et les contraintes qu'elles font peser sur les économies des pays de la zone euro.**

ÉTAPE 1 Étudier les documents

25 min

1. Rappelez les trois règles qui contraignent les finances publiques des États membres (document 1).
2. Expliquez pourquoi la Commission européenne s'inquiète des projets de plans budgétaires de la France et de l'Italie (document 2).
3. Quelle proportion de pays de la zone euro respectait la règle des 3 % en 2011-2015 ? Et en 2018 ? (document 3)

DOC 1 Les règles budgétaires dans l'Union européenne

Pour entrer dans la zone euro et « réaliser l'Union économique et monétaire », les États membres de l'UE doivent respecter les critères dits « de Maastricht » [...]. Notamment, afin que la situation de leurs finances publiques soit jugée « soutenable », leur budget ne doit pas accuser de « déficit excessif » [...] : le déficit public annuel ne doit pas excéder 3 % du produit intérieur brut (PIB), et la dette publique 60 % du PIB.

En 1997, sous l'impulsion de l'Allemagne – partisane de règles strictes –, les États membres de la future zone euro ont aussi conclu un Pacte de stabilité et de croissance [...].

En 2012, les États membres de l'UE [...] ont adopté le Pacte budgétaire européen, aussi appelé Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG). [...] Les objectifs de 3 % et 60 % sont maintenus, mais l'enjeu principal – celui d'avoir un budget financé par des dépenses saines – est précisé : le déficit structurel (le niveau de déficit qui ne tiendrait pas compte de la conjoncture) ne devra plus dépasser 0,5 % du PIB (ou 1 % pour les pays dont la dette ne dépasse pas 60 % du PIB). [...]

La transposition de la « règle d'or budgétaire » peut, de son côté, être vérifiée par la Cour de justice de l'Union européenne. L'arrêt de la Cour sera alors contraignant et pourra être suivi de sanctions financières si l'État membre ne s'y conforme pas. [...] Mais dans les faits, si l'Espagne et le Portugal ont été menacés en 2016, et si l'Italie l'est en 2018, jamais de telles sanctions n'ont été prononcées.

Marie GUITTON, « Déficit : qu'est-ce que la règle européenne des 3 % ? », Touteleurope.eu, 6 février 2019.

DOC 2 La Commission européenne demande des comptes

Lien vidéo



Le Point.fr, 22 octobre 2019.

DOC 3 Évolution des déficits publics dans la zone euro

	2011-2015 Moyenne quinquennale	2018	2019 *(Prévision)*
Belgique	-3,4	-0,7	-1,7
Allemagne	0,1	1,9	1,2
Estonie	0,4	-0,6	-0,2
Irlande	-6,5	0,1	0,2
Grèce	-8,3	1,0	1,3
Espagne	-7,7	-2,5	-2,3
France	-4,3	-2,5	-3,1
Italie	-3,0	-2,2	-2,2
Chypre	-5,4	-4,4	3,7
Lettonie	-1,9	-0,7	-0,6

	2011-2015 Moyenne quinquennale	2018	2019 *(Prévision)*
Lituanie	-3,1	0,6	0
Luxembourg	0,9	2,7	2,3
Malte	-2,2	1,9	1,2
Pays-Bas	-3,1	1,5	1,5
Autriche	-2,1	0,2	0,4
Portugal	-6,2	-0,4	-0,1
Slovénie	-6,7	0,8	0,5
Slovaquie	-3,5	-1,1	-0,9
Finlande	-2,2	-0,8	-1,1
Zone euro	**-3,1**	**-0,5**	**-0,8**

Source : Commission européenne, 7 novembre 2019.

ÉTAPE 2 Synthèse

30 min

Fiche méthode n° 1 p. 370 *Construire une argumentation*

En vous appuyant sur vos réponses aux questions des documents 1, 2 et 3, rédigez deux paragraphes AEI contradictoires afin de discuter du degré de contrainte des règles budgétaires européennes.

L'essentiel

Quelles politiques économiques dans le cadre européen ?

Podcast

Initiée par le traité de Rome en 1957 qui fonde la Communauté économique européenne, l'Union européenne présente une expérience unique d'approfondissement de l'intégration économique entre des pays.

A L'intégration européenne et ses effets

Podcast

1. Quelles sont les caractéristiques de l'intégration européenne ?

Après la Seconde Guerre mondiale, le projet des fondateurs de l'Union européenne est d'en finir avec la guerre en créant une interdépendance entre les pays via une **intégration économique**. Celle-ci passe d'abord par la libéralisation des échanges de biens entre les pays en créant une zone de libre-échange et une union douanière, réalisées en 1968. Dans un second temps, avec l'Acte unique (1986), la liberté des échanges s'étend aux services, puis aux capitaux et aux personnes, faisant de la zone un véritable **marché unique**. Aujourd'hui, environ deux tiers des exportations des pays de l'UE ont ainsi pour destination un pays de l'UE.

Pour favoriser encore davantage ces échanges, les pays membres de l'Union européenne ont souhaité réaliser une union monétaire. Initiée par le traité de Maastricht (1992), elle aboutit à la création d'une monnaie unique en 1999, l'euro. La **zone euro** regroupe aujourd'hui 19 pays sur les 27 de l'Union européenne, les autres pays ayant vocation à l'intégrer, sauf disposition particulière.

2. L'intégration européenne est-elle source de croissance économique ?

L'intégration économique dans l'Union européenne a favorisé la croissance en développant fortement les échanges entre pays membres. Les pays ont pu bénéficier des gains à l'échange, chaque pays se spécialisant dans les domaines où il bénéficie d'avantages comparatifs (voir Chapitre 2), ce qui renforce la productivité et donc la croissance économique de la zone. Les entreprises ont également bénéficié de marchés plus étendus grâce à l'élargissement de l'UE (passée de 6 pays à 28, puis 27). Enfin, les marchés plus concurrentiels ont créé des incitations à innover.

Cependant, le rattrapage des pays d'Europe de l'Est s'est interrompu depuis la crise des *subprimes* en 2008. La fragmentation des chaînes de production bénéficie aux multinationales sans augmenter les salaires dans les pays plus pauvres où sont localisés leurs sous-traitants. **Par ailleurs, l'intégration économique s'est également accompagnée d'une divergence des situations entre pays**, qui s'est manifestée lors de la crise qui a frappé des pays d'Europe du Sud en 2009-2012 (Grèce, Italie, Espagne, Portugal).

3. La politique de la concurrence est-elle efficace dans l'Union européenne ?

Pour favoriser l'intégration économique, la politique européenne de la concurrence favorise une concurrence « libre et non faussée » au sein de l'Union européenne. Elle sanctionne les pratiques anticoncurrentielles (ententes, abus de position dominante), contrôle les fusions ou rachats d'entreprises, et régule les aides d'État, afin que les consommateurs bénéficient de prix attractifs.

Cependant, cette politique stricte est parfois accusée de nuire au développement des entreprises européennes. En effet, d'autres grands pays partenaires comme les États-Unis et la Chine pratiquent une politique plus souple qui permet l'apparition de multinationales en **position dominante**

NOTIONS

Intégration économique
Développement des interdépendances entre des pays, par le développement des échanges et la mise en œuvre de politiques communes ou harmonisées. L'intégration économique peut prendre plusieurs formes : zone de libre-échange, union douanière, marché commun, union économique ou union monétaire.

Marché unique
Espace sans frontières dans lequel les marchandises, les services, les capitaux et les personnes circulent librement.

Zone euro
Ensemble constitué par les 19 pays de l'Union européenne qui ont adopté l'euro comme monnaie nationale.

Croissance économique
Voir Chapitre 1 p. 16.

Politique européenne de la concurrence
Ensemble de principes et de mesures qui visent à favoriser une concurrence libre et non faussée entre les entreprises. Elle régule notamment les pratiques anticoncurrentielles (ententes, abus de position dominante), les fusions, et les aides d'État. Dans l'UE, elle est une compétence exclusive au niveau européen dont la mise en œuvre revient à la Commission européenne, assistée des autorités nationales dans chaque pays.

Banque centrale
Voir Lexique p. 400.

Politique monétaire
Action régulatrice de la banque centrale pour garantir la stabilité de la monnaie, c'est-à-dire sa liquidité (prêt de monnaie centrale aux banques) et sa valeur (inflation faible). Elle a aussi des effets sur la demande et la croissance.

Politique budgétaire
Ensemble des mesures ayant des conséquences sur les ressources ou les dépenses inscrites au budget de l'État et visant directement à agir sur la conjoncture économique.

sur les marchés, notamment dans le secteur du numérique. **Par ailleurs, la promotion de la concurrence est parfois accusée de remettre en question les services publics,** alors qu'ils génèrent des externalités positives ou réduisent les externalités négatives (les transports en commun).

B L'efficacité des politiques économiques dans l'Union européenne en question

Podcast

4. Comment la Banque centrale européenne mène-t-elle la politique monétaire ?

Dans la zone euro, la politique monétaire est conduite par la Banque centrale européenne. Son objectif principal est la stabilité des prix, c'est-à-dire une inflation inférieure à 2 % par an, mais proche de ce seuil. Le but est donc à la fois d'éviter une inflation élevée, mais aussi la déflation, car une baisse générale des prix peut plonger l'économie dans la dépression.

Pour réaliser cet objectif, la BCE fixe des taux d'intérêt directeurs qui influencent le taux d'intérêt auquel les banques se prêtent pour des durées très courtes (court terme). Ainsi, avec retard par rapport à la FED aux États-Unis, la BCE a baissé ses taux d'intérêt directeurs depuis fin 2008 dans le contexte de la crise des *subprimes* puis de la zone euro. Cela permet aux banques de prêter à leurs clients à des taux plus faibles, donc de soutenir la demande. Cependant, les effets sur les prix et la croissance sont très inégaux selon les pays. Schéma 1 Rappel de 1re Politique monétaire, p. 413

5. Comment les politiques budgétaires agissent-elles sur la conjoncture ?

Au sein de l'Union européenne et de la zone euro, les politiques budgétaires demeurent des éléments de souveraineté nationale et agissent sur la conjoncture de chaque pays. Le budget des institutions de l'UE est très faible (moins de 1 % du PIB de la zone). Dans chaque pays, le budget des administrations publiques agit sur la conjoncture: relance en période de récession, et rigueur en période d'expansion.

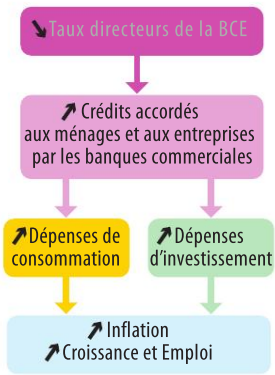
Cependant, ces politiques budgétaires nationales ont des effets sur les économies de tous les autres pays de la zone. En effet, la relance pratiquée par un pays bénéficie aussi aux autres pays en augmentant leurs exportations. Mais elle peut aussi augmenter le niveau de l'inflation dans la zone, obligeant à une politique monétaire restrictive qui est néfaste pour tous. **En conséquence, des règles européennes encadrent les politiques budgétaires nationales,** avec en particulier la double obligation de maintenir le déficit et la dette publique respectivement au-dessous de 3 et 60 % du PIB. Schéma 2 Rappel de 1re Politique budgétaire, p. 413

6. Quelles sont les difficultés de coordination des politiques conjoncturelles dans la zone euro ?

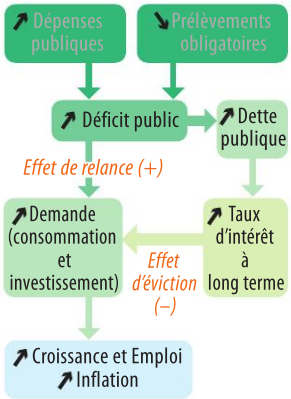
Dans la zone euro, les politiques conjoncturelles souffrent de défauts de coordination. Les règles budgétaires n'ont pas permis d'éviter la crise des dettes souveraines dans la zone euro (2009-2012). Elles ont favorisé des politiques budgétaires d'austérité en période de récession, d'où un décalage important de croissance par rapport à d'autres pays. En l'absence de budget européen, seule la politique monétaire de la BCE a pu jouer un rôle de stabilisation, alors même que ce n'est pas son objectif prioritaire.

Par ailleurs, les règles budgétaires privent les États membres de la zone euro du seul moyen de faire face à des chocs asymétriques, puisque la dévaluation de la monnaie est impossible. Or, la crise grecque à partir de 2009 a montré que le risque de défaut de remboursement de la dette d'un des États peut remettre en question sa participation à la zone euro.

1 Les effets d'une politique d'assouplissement monétaire



2 Les effets d'une politique budgétaire de relance



NOTIONS

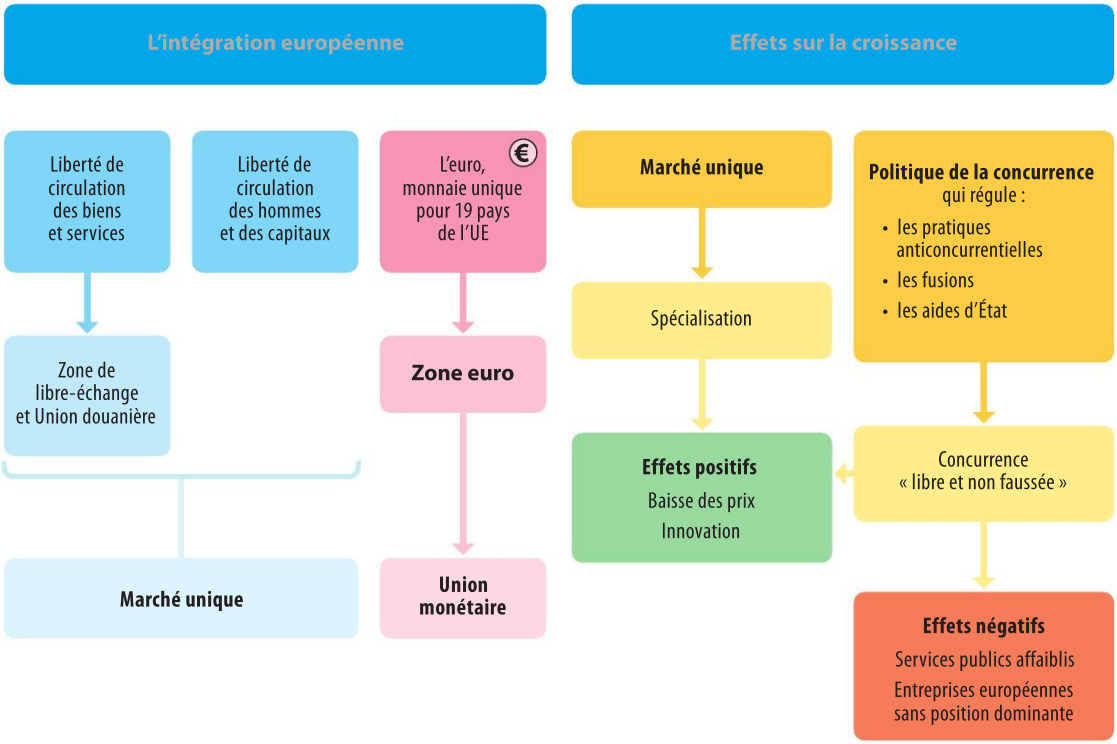
Défaut de coordination des politiques conjoncturelles
Manque de cohérence entre la politique monétaire, définie par la BCE dans la zone euro, et les politiques budgétaires, définies au niveau de chaque pays mais encadrées par des règles (traités).

Choc asymétrique
Perturbation qui affecte l'offre ou la demande dans un secteur d'activité spécifique et/ou dans un seul pays d'une zone monétaire. Il s'oppose ainsi à un choc économique symétrique qui toucherait plusieurs pays et/ou plusieurs secteurs économiques.

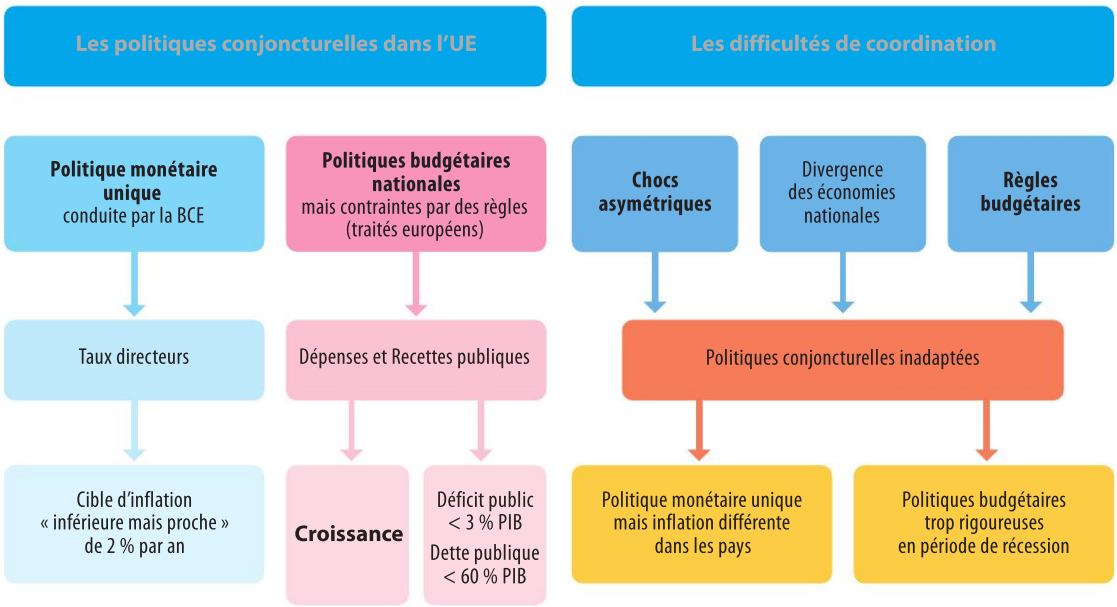
L'essentiel en schéma

Schéma interactif — Schémas animés

A L'intégration européenne et ses effets



B L'efficacité des politiques économiques dans l'Union européenne en question



Utilisez les statistiques

1 Interpréter des évolutions en pourcentage

Objectifs de savoir-faire
Comparer deux données exprimées en pourcentage Fiche outil n° 1 p. 349
Calculer et interpréter une variation Fiche outil n° 2 p. 350

Évolution de la dette publique dans plusieurs pays européens (en % du PIB)

	2015	2016	2017	2018
Allemagne	71,6	68,5	64,5	60,9
France	95,6	98	98,4	98,4
Grèce	175,9	178,5	176,2	181,1
Italie	131,6	131,4	131,4	132,2
Luxembourg	22,2	20,7	23	21,4

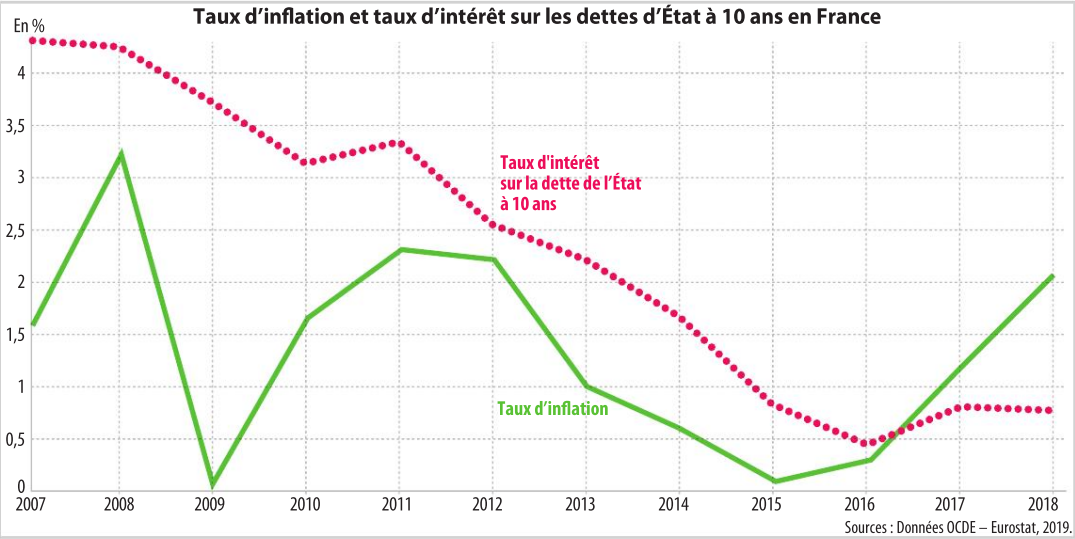
Source : Données Eurostat, avril 2019.

1. Calculez le taux de variation de la dette publique allemande entre 2015 et 2018. Faites le même calcul pour la Grèce.
2. Est-ce le même chiffre que la différence entre le pourcentage de dette publique de 2015 et de 2018 ? Expliquez pourquoi.
3. Mesurez l'augmentation de la dette publique française entre 2015 et 2018.
4. Quels sont les pays dont la dette publique a augmenté en % du PIB ? Cela signifie-t-il nécessairement que le montant de la dette publique en euros a augmenté ?

2 Différencier les taux d'intérêt nominaux et réels dans la zone euro

Objectifs de savoir-faire
Lire et analyser un graphique chronologique Fiche outil n° 11 p. 366
Distinguer taux d'intérêt réel et nominal Fiche outil n° 4 p. 353

Taux d'inflation et taux d'intérêt sur les dettes d'État à 10 ans en France



Sources : Données OCDE – Eurostat, 2019.

1. Calculez le taux d'intérêt réel des dettes d'État à 10 ans pour la France en 2008.
2. Quelle est la conséquence d'un taux d'intérêt réel élevé pour l'économie française ?
3. Calculez le taux d'intérêt réel des dettes d'État à 10 ans pour la France en 2018.
4. Quelle est la spécificité du taux d'intérêt réel en 2018 ?
5. Émettez une hypothèse sur les raisons de ce phénomène.

Rappel de 1re

Calcul du taux d'intérêt réel

Taux d'intérêt réel ≃ Taux d'intérêt nominal – Taux d'inflation

Testez vos connaissances !

CORRIGÉS P. 400

Exercices interactifs

1 Vrai ou faux ?

Exercice interactif

Lorsque c'est faux, justifiez pourquoi.

	Vrai	Faux
1. L'Union européenne s'est construite grâce à une intégration commerciale.	☐	☐
2. Les taux de croissance économique sont homogènes au sein de l'Union européenne.	☐	☐
3. La politique de la concurrence européenne encourage les ententes et empêche les fusions.	☐	☐
4. La BCE agit sur les taux d'intérêt directeurs et sur les anticipations des ménages et des entreprises.	☐	☐
5. Les politiques monétaires sont contraintes par des règles en matière de déficit public et de dette publique.	☐	☐
6. L'harmonisation des politiques économiques conjoncturelles des pays européens est réussie.	☐	☐
7. La politique monétaire unique ne permet pas de faire face à des chocs asymétriques.	☐	☐

2 QCM

Exercice interactif

Choisissez la ou les bonnes réponses parmi les propositions suivantes.

1. Une zone de libre-échange permet la libre circulation…
- **a)** des personnes.
- **b)** des capitaux.
- **c)** des biens et des services.

2. La croissance économique dans l'ensemble des pays européens…
- **a)** est facilitée par l'existence d'un marché unique.
- **b)** est limitée du fait de l'existence d'un marché unique.

3. La politique monétaire est menée par la Banque centrale européenne…
- **a)** pour 19 pays.
- **b)** pour 27 pays.
- **c)** pour 28 pays.

4. L'euro est devenu la monnaie légale…
- **a)** en 1992.
- **b)** en 1999.
- **c)** en 2002.

5. Dans le cadre européen, les politiques budgétaires…
- **a)** ne permettent pas de faire face à un choc asymétrique.
- **b)** ont un effet de stabilisation automatique sur les cycles de croissance.
- **c)** sont impossibles.

3 L'intégration européenne et ses limites

Exercice interactif

Complétez le texte avec les mots suivants :

concurrence | élargissement | choc asymétrique | Brexit | marché unique | taux directeurs | approfondissement | ententes | monétaire | budgétaires

La construction européenne a débuté avec la signature du Traité sur le charbon et l'acier en 1951 qui permettait à six États membres de soutenir collectivement leurs industries afin de les moderniser. Cette construction s'est poursuivie ensuite avec un _____ de leurs relations, mais aussi un _____ à de nouveaux membres. Grâce à la libre circulation des biens, services, capitaux et personnes, l'Union européenne devient un _____, source de croissance économique. La _____ qui s'y exerce est censée être libre et non faussée, notamment via le démantèlement des _____.

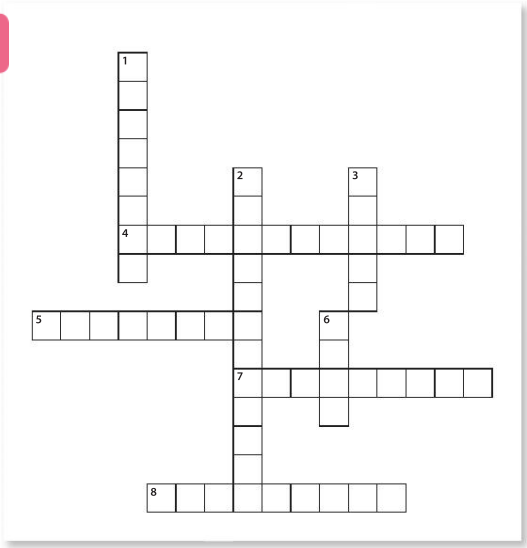
De plus, la BCE mène pour la zone euro une politique _____ unique et mobilise plusieurs canaux de transmission : _____, facilitation de prêts de long terme aux banques commerciales, etc. Mais les politiques _____ restent du ressort de chaque État membre, handicapant la coordination avec la BCE lors d'un _____ notamment. L'intégration européenne a d'ailleurs été malmenée ces dix dernières années, à la suite de la crise financière et des velléités de certains États de vouloir s'affranchir de ses règles, à l'image du _____.

Guide méthodologique complet

4 Mots croisés

Complétez la grille à l'aide des définitions.

Exercice interactif



Grille à télécharger

Vertical

1. Programme mis en place par l'UE pour lutter contre les cartels.
2. La BCE est censée l'être.
3. Celle des pays européens ne devrait pas dépasser 60 % du PIB.
6. Taux d'intérêt une fois retiré le taux d'inflation.

Horizontal

4. Défaut que l'on observe dans l'UE du fait de l'absence de politiques budgétaires communes.
5. C'est la banque des banques.
7. Taux fixé par la BCE.
8. Qualificatif négatif pour des politiques restrictives.

LE SAVIEZ-VOUS ?



Depuis sa création en **1987** plus de **4 millions** **d'étudiants européens** ont bénéficié du **programme Erasmus** de l'Union européenne.

En **2018** Airbus a battu son propre record de **production d'avions** sur une année : le groupe européen a livré **800 appareils** au cours de l'année.

2 600 milliards € c'est le montant des **achats d'actifs** effectués par la **BCE** sous la présidence de **Mario Draghi** (2011-2019).

La dette publique grecque a atteint **181,1 %** **de son PIB** en **2018**.

POUR ALLER PLUS LOIN

Vidéos et ressources interactives

Rendez-vous sur lycee.hachette-education.com/ses/tle.



Les décisions de l'UE ont-elles un impact sur notre vie quotidienne ?
TV5 Monde, 11 avril 2019.
Alimentation, téléphonie, plastique à usage unique… Certaines décisions de l'Union européenne ont des conséquences concrètes sur notre quotidien. Mais on ne peut pas lui attribuer tous nos problèmes ! Le point sur ce que fait et ne fait pas l'Union européenne.



Les politiques monétaires non conventionnelles, le nouvel instrument des banques centrales
Cité de l'économie, 12 avril 2016.
À la suite de la crise de 2008, les banques centrales ont dû adapter leur politique monétaire et mettre en place de nouveaux outils dits « non conventionnels » pour atteindre leurs objectifs.



Injustice fiscale : la faute à l'Europe ?
Arte.tv, L'info +, 12 avril 2019
L'Union européenne n'a pas réussi à éviter les stratégies d'optimisation et d'évasion fiscale que pratiquent les grandes entreprises sur son territoire. Certains États membres participent à ces stratégies en proposant des accords très attractifs aux grandes entreprises.

Objectif Bac — Épreuve composée

Corrigé Document

PARTIE 1 — MOBILISATION DES CONNAISSANCES — 4 PTS

SUJET

Expliquez comment fonctionne la politique européenne de la concurrence.

MÉTHODE

- Surlignez la ou les notions clés du sujet et soulignez les mots qui désignent la consigne (la tâche).
- Rédigez votre réponse en débutant par une brève définition des notions.
- Répondez à la tâche en écrivant autant de paragraphes que d'affirmations, en utilisant les étapes « Affirmer, Expliciter, Illustrer ». Fiche méthode n° 1 p. 370

APPLICATION

Présentez un mécanisme qui montre que le marché unique est source de croissance économique.

CORRIGÉ

La politique européenne de la concurrence est une compétence exclusive de la Commission européenne et repose sur trois piliers : premièrement, elle cherche à assurer une concurrence libre et non faussée dans l'UE en sanctionnant les ententes entre entreprises. En 2019, la Commission européenne a infligé une amende de 32 millions d'euros à des industriels qui s'étaient entendus sur les prix de vente de légumes en conserve.

Deuxièmement, la politique européenne de la concurrence peut s'opposer à des fusions qu'elle juge inutiles ou qui entraveraient son premier pilier. L'actuelle commissaire européenne à la concurrence s'est opposée à la fusion de deux entreprises du rail, Alstom et Siemens.

Enfin, elle contrôle les aides d'État accordées aux entreprises qui peuvent créer une concurrence déloyale. Cependant, cette politique de la concurrence admet des limites car des cartels et des aides d'État non autorisées persistent.

PARTIE 2 — ÉTUDE D'UN DOCUMENT — 6 PTS

SUJET

1) **Expliquez, en vous appuyant sur des situations concrètes, la différence entre l'Union européenne et la zone euro.**
2) **À l'aide des données du document, vous montrerez que les différents taux de chômage traduisent des situations économiques divergentes au sein de l'Union européenne.**

Taux de chômage selon le sexe et l'âge dans l'Union européenne en 2018 (en %)

Pays	Femmes	Hommes	Moins de 25 ans	25-74 ans	Ensemble
Allemagne	2,9	3,8	6,2	3,1	3,4
France	9,1	9,0	20,7	7,8	9,1
Grèce	24,2	15,4	39,9	18,2	19,3
Italie	11,8	9,7	32,2	9,3	10,6
Lettonie	6,4	8,4	12,2	7,1	7,4
Pays-Bas	4,0	3,7	7,2	3,2	3,8
République tchèque	2,8	1,8	6,7	2,0	2,2
Roumanie	3,5	4,7	16,2	3,3	4,2
Royaume-Uni	4,0	4,1	11,3	3,0	4,0
Suède	6,3	6,4	16,8	5,0	6,3
Union européenne à 28	**7,1**	**6,6**	**15,2**	**6,0**	**6,8**
Zone euro à 19	**8,6**	**7,9**	**16,9**	**7,4**	**8,2**

Note : données en moyenne annuelle. Champ : personnes actives de 15 à 74 ans.

Source : INSEE, 29 août 2019.

MÉTHODE

Question de connaissances : appliquez la même méthode qu'en première partie.
Question d'exploitation statistique du document :

- Au brouillon, rédigez une phrase, la plus précise et explicite possible, avec une donnée de votre choix. Cette phrase devra être utilisée au moins une fois dans votre réponse.
- Après avoir identifié la tâche (ici « montrez »), sélectionnez, du général au particulier, les données en effectuant des regroupements pertinents.
- Répondez à la tâche en écrivant autant de paragraphes que d'affirmations, en utilisant les étapes « Affirmer, Expliciter, Illustrer ». Fiche méthode n° 1 p. 370

CORRIGÉ

1) L'Union européenne est constituée de 28 membres en 2019 alors que la zone euro n'en compte que 19. 9 pays n'ont pas encore rejoint ou ne souhaitent pas rejoindre la monnaie commune, l'euro. C'est le cas du Royaume-Uni.

Le traité de Maastricht, qui a instauré l'Union européenne en 1992, a également posé les bases pour la mise en place d'une monnaie unique. En 1999, 11 pays sur les 15 membres de l'UE d'alors ont donc formé la zone euro, le Royaume-Uni, la Suède et le Danemark l'ayant refusée dès les années 1990, ainsi que la Grèce, qui ne respectait pas les critères de convergence. En effet, pour adopter la monnaie unique, les États membres ont fixé des règles budgétaires comme un déficit public inférieur à 3 % du PIB ou encore une dette publique inférieure à 60 % du PIB.

2) Corrigé à télécharger

PARTIE 3 RAISONNEMENT S'APPUYANT SUR UN DOSSIER DOCUMENTAIRE 10 PTS

SUJET

À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez les difficultés de mise en œuvre des politiques conjoncturelles dans la zone euro.

DOC 1

Indicateurs économiques dans l'Union européenne en 2018

	Taux de croissance du PIB en volume (en %)	Solde public[1] (en % du PIB)	Dette publique (en % du PIB)	Poids des prélèvements obligatoires (en % du PIB)	Poids des dépenses publiques (en % du PIB)
Zone euro	1,9	- 0,5	85,1	46,3	46,8
Allemagne	1,5	1,7	60,9	45,6	43,9
Irlande	8,2	0	64,8	25,8	25,7
Grèce	1,9 *(p)*	1,1	181,1	47,8	46,7
Espagne	2,4 *(p)*	- 2,5	97,1	38,9	41,3
France	1,7 *(p)*	- 2,5	98,4	53,5	56
Italie	0,8	- 2,1	132,2	46,4	48,6
Portugal	2,1 *(e)*	- 0,5	121,5	43,5	44

(p) = provisoire ; *(e)* = estimé. Source : Données Eurostat, avril 2019.

1. Le solde public représente la différence entre les recettes et les dépenses des administrations publiques.

DOC 2

Le pacte de stabilité et de croissance (PSC), adopté au Conseil européen d'Amsterdam des 16 et 17 juin 1997, est le premier instrument dont les quinze États membres fondateurs de la zone euro se sont dotés pour coordonner leurs politiques budgétaires nationales et éviter l'apparition de déficits publics excessifs. Il comporte alors deux types de dispositions : des dispositions préventives et des dispositions correctrices.

Le volet préventif du PSC [...] pose les bases de la surveillance multilatérale.

Il prévoit et organise tout d'abord la transmission chaque année à la Commission européenne des programmes de stabilité ou de convergence.

Il prévoit par ailleurs un mécanisme d'alerte enclenché en cas de dérapage sérieux par rapport à l'OMT[1] ou à la trajectoire, sous forme de recommandations du Conseil. [...]

Les critères de stabilité du volet correctif

Fondé sur l'article 126 du TFUE et mis en œuvre par le règlement 1467/97 du 7 juillet 1997, le volet correctif vise à éviter les écarts aux valeurs de référence précisées dans le protocole n° 12 annexé au traité, à savoir :

- 3 % pour le rapport entre le déficit public et le PIB au prix du marché[2] (critère du déficit).
- 60 % pour le rapport entre la dette publique et le PIB au prix du marché (critère de la dette).

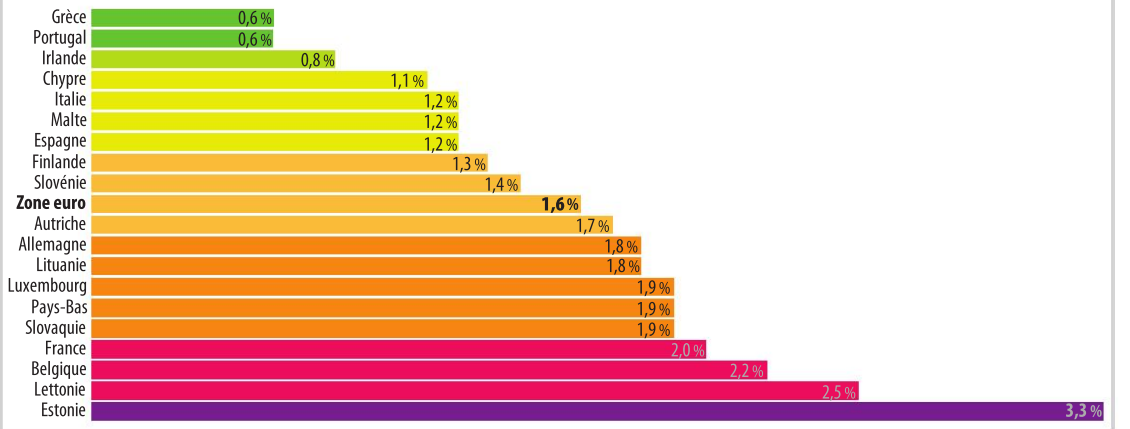
En cas du non-respect de ces critères, un État membre peut faire l'objet de la procédure pour déficits excessifs prévue à l'article 126 du TFUE.

Forum de la performance, Direction du Budget, Ministère de l'Action et des Comptes publics, 2 mai 2017.

1. La Commission européenne fixe à chaque État un objectif de solde budgétaire structurel (OMT), c'est-à-dire un solde entre dépenses et recettes qui ne tient pas compte de l'impact de la conjoncture afin de garantir la viabilité des finances publiques à long terme, malgré des déficits transitoires.
2. Le PIB au prix du marché est aussi appelé PIB nominal, c'est-à-dire comptabilisé en prix courants.

DOC 3

Inflation dans la zone euro en 2018 (en %)



Sources : Données *World Economic Outlook*, Eurostat, mai 2019.

SUJET

Dans quelle mesure les pays de la zone euro peuvent-ils faire face à un choc asymétrique ?

DOC 1

Taux de croissance du PIB en volume (en % par rapport à l'année précédente)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Quelques pays de la zone euro												
Allemagne	1,1	- 5,6	4,1	3,7	0,5	0,5	1,9	1,7	1,9	2,2	2,2	1,4
France	0,2	- 2,9	2	2,1	0,2	0,6	0,9	1,1	1,2	1,1	2,3	1,7
Grèce	- 0,3	- 4,3	- 5,5	- 9,1	- 7,3	- 3,2	0,7	- 0,3	- 0,2	- 0,2	1,5	1,9
Quelques pays de l'Union européenne mais n'ayant pas adopté l'euro												
Danemark	- 0,5	- 4,9	1,9	1,3	0,2	0,9	1,6	1,6	2	2,4	2,3	1,4
Pologne	4,2	2,8	3,6	5	1,6	1,4	3,3	3,8	2,9	3,1	4,9	5,1
Royaume-Uni	- 0,5	- 4,2	1,7	1,5	1,5	2,1	3,1	2,3	1,8	1,8	1,8	1,4
Zone euro (19 pays)	0,4	- 4,5	2,1	1,6	- 0,9	- 0,2	1,3	2,1	1,8	1,9	2,5	1,8
UE (28 pays)	0,4	- 4,3	2,1	1,7	- 0,4	0,3	1,8	2,3	1,9	2	2,5	2

Sources : Données Eurostat et OCDE, 2019.

DOC 2

La monnaie unique a permis des économies et une coordination des politiques monétaires. […] Face à ces avantages, un inconvénient essentiel : la perte, pour chaque pays, d'un instrument central de la politique économique, la monnaie, qui permet pourtant de faire face aux crises. Dans l'union monétaire que forme la zone euro, chaque pays participe aux décisions sur la politique monétaire […]. Mais il n'est pas seul à prendre les décisions, et celles-ci peuvent ne pas aller dans le sens de ses besoins.

Or, ces divergences peuvent être responsables de catastrophes. En effet, lorsqu'un pays a besoin d'une politique monétaire expansionniste, un autre peut avoir besoin au contraire d'un resserrement des taux. […] De fait, dans les pays périphériques de la zone[1], là où l'inflation était la plus importante, le taux réel était particulièrement faible, incitant notamment le secteur privé à s'endetter au-delà du raisonnable, jusqu'à ce que la bulle éclate.

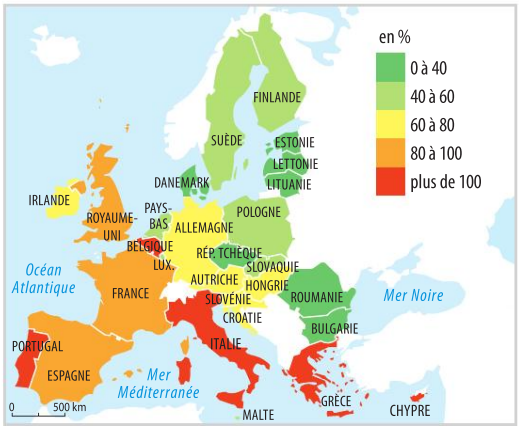
La crise financière de 2007-2008 illustre la force tant des coûts que des avantages de la monnaie unique. D'un côté, l'euro a protégé les pays membres de la volatilité des marchés mondiaux et la Banque centrale européenne est intervenue de manière centralisée et efficace pour assurer la liquidité des marchés financiers de la zone. De l'autre, un pays comme l'Espagne n'a pas disposé d'instrument autre que budgétaire pour relancer une économie gravement affectée par le retournement du marché immobilier, plongeant l'État à son tour dans la crise.

Agnès Bénassy-Quéré, « Coûts et avantages de la monnaie unique », *Alternatives économiques*, Hors-série n° 105, 1er avril 2015.

1. Ici, pays qui ne font pas partie des membres fondateurs de l'UE que sont notamment la France, l'Allemagne ou l'Italie. L'Espagne, le Portugal, l'Irlande, ou encore tous les pays ayant intégré l'UE après 2004 et ayant adopté l'euro sont dits « périphériques » de la zone.

DOC 3

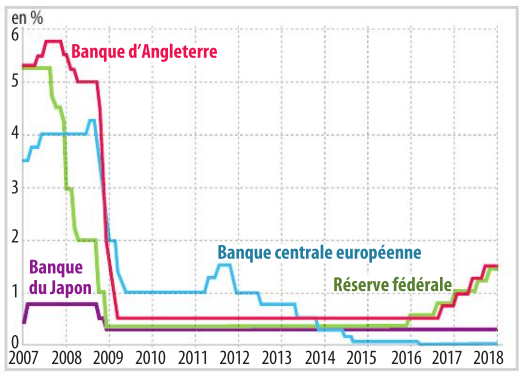
La dette publique dans l'Union européenne au 1er trimestre 2019 (en % du PIB)



Source : Données Eurostat, juillet 2019.

DOC 4

Taux directeurs des Banques centrales[1]



Sources : Réserve fédérale, BCE, Banque d'Angleterre, Prévision OFCE avril 2016.

1. La Banque d'Angleterre assure la stabilité de la livre, la Réserve fédérale celle du dollar américain.

GUIDAGE MÉTHODOLOGIQUE

ÉTAPE 1 Analyser le sujet

- **Pour analyser un sujet,** il faut repérer puis commenter chaque mot du sujet : les **notions clés du programme**, puis les verbes, adverbes et tout autre mot du sujet.

Enlevez ou remplacez par un synonyme les adverbes et verbes afin de sentir comment le sujet « bouge » sans ces mots.

Dans quelle mesure : formulation qui implique obligatoirement de discuter du pour et du contre. Supprimez cette partie de la phrase et il vous restera la question posée par le sujet : « Les pays de la zone euro peuvent-ils faire face à un choc asymétrique ? » C'est un sujet débat auquel on vous demande d'apporter une réponse nuancée : plutôt positive ou plutôt négative.

Les **pays de la zone euro** sont ceux qui ont adopté la monnaie unique. Depuis 2015, 19 pays appartiennent à la zone euro. Ces pays disposent d'une politique monétaire unique et de politiques budgétaires nationales contraintes par les traités européens.

Dans quelle mesure les **pays de la zone euro** peuvent-ils faire face à un **choc asymétrique** ?

faire face signifie ici à la fois *lutter contre* et *anticiper*. Il faut donc lister les solutions mises en œuvre par les États pour éviter ou maîtriser un choc asymétrique.

choc asymétrique : c'est une perturbation qui affecte l'offre ou la demande dans un seul pays.

- Il faut ensuite parvenir à rédiger une phrase synthétisant les éléments de réflexion et connaissances mobilisés lors de l'analyse mot à mot du sujet pour proposer un questionnement (qu'on appelle **une problématique**), au minimum une reformulation précisant comment on interprète le sujet et donc comment on va y répondre.

Questionnement (ou problématique) : « Les 19 pays ayant adopté l'euro disposent-ils des outils nécessaires et efficaces de politique conjoncturelle pour agir face à un choc d'offre ou de demande frappant un seul des pays de la zone euro ? »

APPLICATION

1. **Analysez le sujet suivant** : Dans quelle mesure la politique européenne de la concurrence est-elle efficace ?
2. **Proposez une problématique** (provisoire).

ÉTAPE 2 Organiser ses connaissances (notions, mécanismes, exemples)

- **Au brouillon**, après avoir analysé mot à mot le sujet afin de le reformuler sous forme de problématique opératoire pour construire son plan, il faut rassembler ses connaissances en lien avec le sujet.

- **Complétez le tableau suivant** pour rassembler vos connaissances sur le sujet de dissertation ci-contre.

Nous vous conseillons de trier vos connaissances selon qu'elles sont des notions/du vocabulaire, des mécanismes ou des exemples. Très souvent ce travail a déjà été amorcé lors de l'analyse du sujet, il faut le compléter.

Notions	Mécanismes	Exemples

Dans un premier temps, vous pouvez noter TOUT ce qui vous passe par la tête et dans un second temps, RAYER ce qui n'est pas en lien avec le sujet.

Objectif Bac Préparer le Grand oral

Fiche Bac n° 6 p. 388 *Le Grand oral*

Pistes de sujets possibles

- Le Brexit est-il une erreur économique pour le Royaume-Uni ?
- Le budget européen : une clé pour la poursuite de l'intégration européenne ?
- La BCE domine-t-elle les politiques économiques dans la zone euro ?

Le sujet que vous présentez devant le jury du Grand oral doit être suffisamment précis pour ne pas couvrir tout le chapitre. Il doit prendre appui sur un point du chapitre que vous souhaitez approfondir, en lien avec vos centres d'intérêt ou votre projet professionnel.

Apprendre à formuler un sujet efficace et attractif

- La formulation de votre sujet sera votre « carte de visite » auprès du jury le jour du Grand oral. Il faut donc particulièrement soigner sa formulation.
- N'hésitez pas à vous inspirer de titres d'articles de presse ou d'émissions de radio proches de votre sujet.
- Votre sujet doit obligatoirement être formulé sous forme de question à laquelle il faudra être capable de répondre de façon synthétique le jour du Grand oral.

Votre but : susciter l'intérêt et la curiosité du jury !

1) Analysez ces différents titres d'articles en cherchant à mettre en évidence leurs points communs et leurs différences.
2) Quels sont les titres qui vous paraissent les plus efficaces, qui attirent le plus votre intérêt ? Pourquoi ?

Le Brexit fissure le Royaume-Uni
La Croix, 10 avril 2019

ROYAUME-UNI Brexit : et maintenant ?
Aude Martin, 17 décembre 2019, alternatives-economiques.fr

BREXIT Le début de la fin d'une saga sans fin ?
16 octobre 2019, **libération.fr**

Accord post-Brexit : ce qui bloque (encore) entre le Royaume-Uni et l'UE
28 février 2020, lexpress.fr

DES PISTES POUR LE GRAND ORAL

Questions que le jury pourrait poser sur ce chapitre

- Quand le Royaume-Uni est-il entré dans l'Union européenne ? *(réponse : 1973)*
- Pourquoi les pays européens ont-ils construit le marché unique ? **document 3 p. 133**
- Qu'est-ce que la politique européenne de la concurrence ? **document 1 p. 134**
- Quelles sont les conséquences économiques possibles du Brexit ? **document 2 p. 132** **activité 1 p. 142**
- Le Brexit va-t-il rapprocher le Royaume-Uni des États-Unis ? **chapitre 2 p. 44**

CONSEILS POUR LE JOUR DU GRAND ORAL

Les mots de liaison
N'hésitez pas à ponctuer vos phrases de mots de liaison, comme vous avez appris à le faire à l'écrit. Cela permettra de rehausser le registre de langage de votre discours et réduira la tentation d'user de tics verbaux entre vos phrases et vos idées.
Exemples : En effet, Par exemple, En outre, Par ailleurs, En revanche, Ainsi, D'une part… d'autre part…

Fiche Bac n° 6 p. 388 *Le Grand oral*

S'orienter après le bac

Qu'est-ce que le programme Erasmus ?
Créé en 1987, le programme Erasmus est composé de 33 pays de l'Union européenne, de l'espace économique européen et de la Turquie. Erasmus permet de valider une période d'études à l'étranger. C'est un atout majeur pour l'insertion professionnelle des jeunes diplômés européens. La bourse Erasmus permet de financer son séjour et d'éviter de s'endetter.

Quelles études pour travailler dans les différentes institutions européennes ?
Les institutions de l'UE emploient 40 000 personnes dans un large éventail de métiers (juristes, économistes, linguistes, etc.). L'Office européen de sélection du personnel (EPSO) organise des « concours généraux » visant à sélectionner le personnel à des postes permanents ou non (fonctionnaires, agents temporaires et contractuels, stagiaires…).
Pour pouvoir intégrer ce programme, il faut être de nationalité européenne et avoir validé au moins une année d'études dans l'enseignement supérieur (licence ou école mais pas BTS ou DUT).

SUJET GUIDÉ

Fallait-il interdire la fusion entre Alstom et Siemens ?

Analyser le sujet

- **Procédez à une analyse mot à mot du sujet,** comme vous le faites pour les sujets de bac.

Fallait-il : verbe qui invite à prendre position « pour » ou « contre » une décision controversée.

fusion : opération financière visant à mettre en commun les patrimoines de deux entreprises pour former une nouvelle entité. La fusion Alstom-Siemens aurait permis la création d'un quasi-monopole européen, capable de rivaliser avec les concurrents américain et chinois.

Fallait-il interdire la **fusion** entre Alstom et Siemens ?

interdire : la Commission européenne a refusé la fusion en février 2019, invoquant le risque d'abus de position dominante.

Alstom et Siemens : Groupes d'origine française (Alstom, fondé en 1928) et d'origine allemande (Siemens, fondé en 1847), tous deux producteurs, entre autres, de matériels ferroviaires : TGV pour Alstom et ICE pour Siemens.

- **Le sujet doit ensuite être questionné,** voire problématisé. Fiche Bac n° 3 p. 382 (Étape 1)

Questions que le jury pourrait poser sur ce sujet

- Qu'est-ce qu'un monopole naturel ? programme de 1re
- Qu'est-ce qu'un abus de position dominante ? document 2 p. 134
- En plus des fusions, quelles autres pratiques sont contrôlées par la Commission européenne ? dossier 3 p. 134-135
- Quel est le montant du budget de l'UE ? Est-il suffisant ? document 2 p. 140

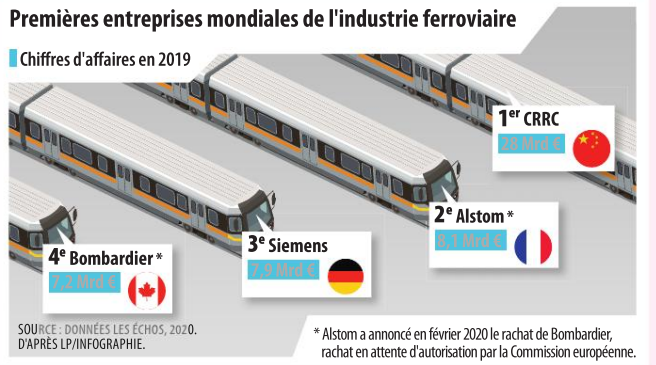
Construire le plan de l'exposé

- **Pour construire le plan de votre exposé,** il est nécessaire d'identifier deux ou trois grandes idées qui vont représenter les arguments centraux que vous souhaitez mobiliser pour répondre à la question posée. Vous trouverez ces arguments dans les articles de presse et les documents de votre manuel. Chacun de ces arguments fera ensuite l'objet d'un développement qui respecte les mêmes principes qu'à l'écrit : les affirmations (A) doivent être explicitées (E) et illustrées (I) à partir des informations recueillies pendant votre recherche.
- **Retrouvez, dans les articles suivants, les idées et les arguments** qui ont permis de construire le plan de cet exposé.

I) La Commission européenne a justifié son rejet de fusion…
- **« Bruxelles refuse la fusion Alstom-Siemens »,** la-croix.com, 6 février 2019
- **« Pourquoi la commission européenne refuse la fusion Alstom-Siemens »,** *L'Usine nouvelle,* 6 février 2019

II) Mais ce rejet risque d'avoir des conséquences en matière de compétitivité pour les entreprises européennes…
- **« Alstom/Siemens : une "triste nouvelle" pour le patron de la SNCF »,** *Le monde de l'énergie,* 6 février 2019

III) Et pourrait entraîner une disparition de celles-ci, rachetées par d'autres entreprises plus performantes
- **« Rachat de Bombardier par Alstom : le président d'Alstom France se veut rassurant »,** francebleu.fr, 25 février 2020
- **« La fusion du français Alstom et de l'allemand Siemens scellée »,** leparisien.fr, 26 septembre 2017







PARTIE II

SOCIOLOGIE ET SCIENCE POLITIQUE

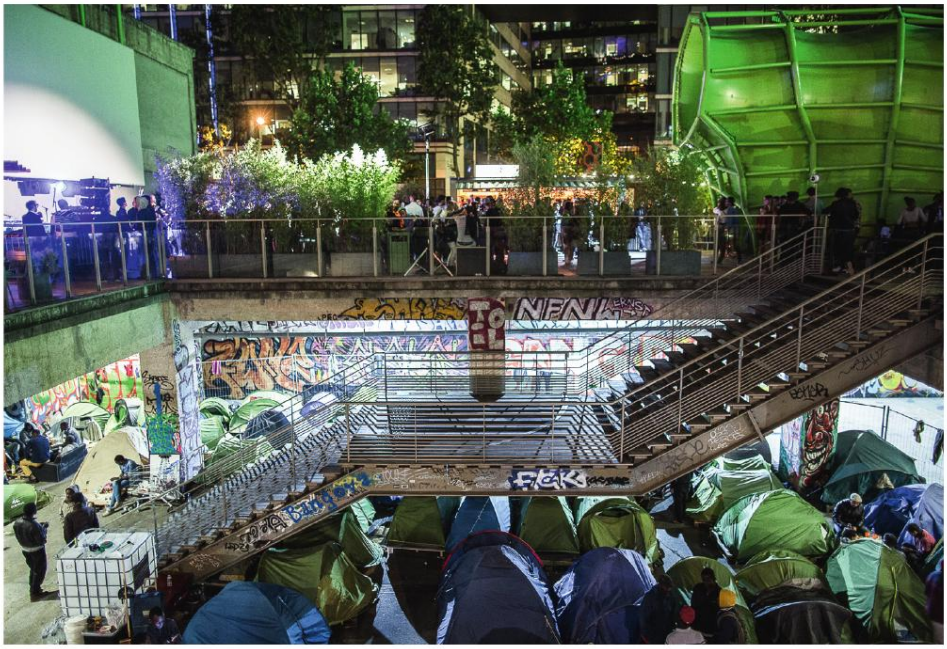
6 Comment est structurée la société française actuelle ?

Ressources en ⊕
Sur le site collection : lycee.hachette-education.com/ses/tle

NOTIONS À DÉCOUVRIR
- Espace social
- Stratification sociale
- Composition du ménage
- Cycle de vie
- Salarisation
- Tertiarisation
- Qualification
- Féminisation
- Classe sociale
- Distances inter-classes et intra-classe
- Rapports sociaux de genre
- Identification subjective

Rappel de 1re
• Groupe social • PCS • Individualisation • Ségrégation

DÉCOUVRIR PAR L'IMAGE



Un camp de migrants à la Cité de la mode et du design, à Paris, sous un bar en plein air. Photographie de Vincent Jarousseau, 2015.

Quelles caractéristiques de la structure de la société française cette photo met-elle en évidence ?

DOSSIERS

A Un espace social structuré par de multiples facteurs

1 Comment la profession et le revenu structurent-ils l'espace social ? ... 160
2 Quels sont les autres facteurs qui structurent l'espace social ? ... 162
3 Quelles sont les principales évolutions de la structure socioprofessionnelle en France ? ... 164

B L'approche en termes de classes sociales

4 Quels sont les débats théoriques autour de l'existence des classes sociales ? ... 166
5 L'analyse en termes de classes sociales permet-elle de rendre compte de la société française aujourd'hui ? ... 168

ACTIVITÉS

1 Faire une fiche de révisions
Les théories de la stratification sociale ... 170

2 Réaliser une exposition photographique
Les quartiers de votre ville, reflets de sa structure sociale ? ... 171

L'essentiel ... 172
Utilisez les statistiques ... 175
Testez vos connaissances ! ... 176
Objectif Bac ... 178

Préparer le Grand oral ... 182

DÉCOUVRIR PAR LA VIDÉO

Lien vidéo
www Vidéo



« Profession : majordome », Reportage Arte Junior, Arte, 18 janvier 2018.

Comment situez-vous la position sociale des majordomes dans la société ?

DÉCOUVRIR EN SITUATION

Grille à télécharger

Sous l'Ancien Régime, de nombreuses gravures représentaient les inégalités sociales entre les ordres (noblesse, clergé, tiers état) puis, au XIXe siècle, entre les classes sociales. Schématisez en un dessin la société française actuelle. Pour cela, utilisez une feuille A4 et des stylos de couleur.



DÉCOUVRIR EN DONNANT SON AVIS

Êtes-vous d'accord, pas d'accord ou sans opinion avec les affirmations suivantes ? Vous pouvez reporter vos réponses dans la grille à télécharger. Pour visualiser les réponses de la classe, utilisez le Q-Sort interactif

1. C'est le revenu qui détermine principalement la position sociale d'une personne.
2. Le diplôme ne joue pas un rôle important pour déterminer la position sociale d'une personne.
3. Il y a une profonde fracture sociale en France.
4. En France, il y a surtout une fracture entre les habitants des centres-villes, des banlieues et des zones rurales.
5. En France, il y a une petite élite qui concentre tout le pouvoir économique et politique.
6. Les inégalités ont plutôt tendance à diminuer en France.
7. À profession égale, les hommes et les femmes ont la même position sociale dans la société française.
8. La société française est divisée en groupes sociaux qui sont en conflit.
9. Les classes sociales n'existent plus en France.

QU'EN PENSEZ-VOUS ?

Attention ! Vous devez choisir une seule affirmation avec laquelle vous n'êtes pas du tout d'accord, deux avec lesquelles vous n'êtes plutôt pas d'accord…

- Pas du tout d'accord ☐
- Plutôt pas d'accord ☐☐
- Sans opinion ☐☐☐
- Plutôt d'accord ☐☐
- Tout à fait d'accord ☐

Grille à télécharger

A Un espace social structuré par de multiples facteurs

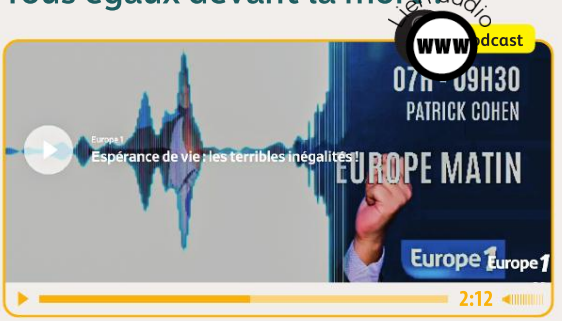
DOSSIER 1 Comment la profession et le revenu structurent-ils l'espace social ?

• Espace social • Stratification sociale

POUR COMMENCER

Doc 1 Tous égaux devant la mort ?

Lien audio



« Espérance de vie : les terribles inégalités ! », Europe 1, 7 février 2018.

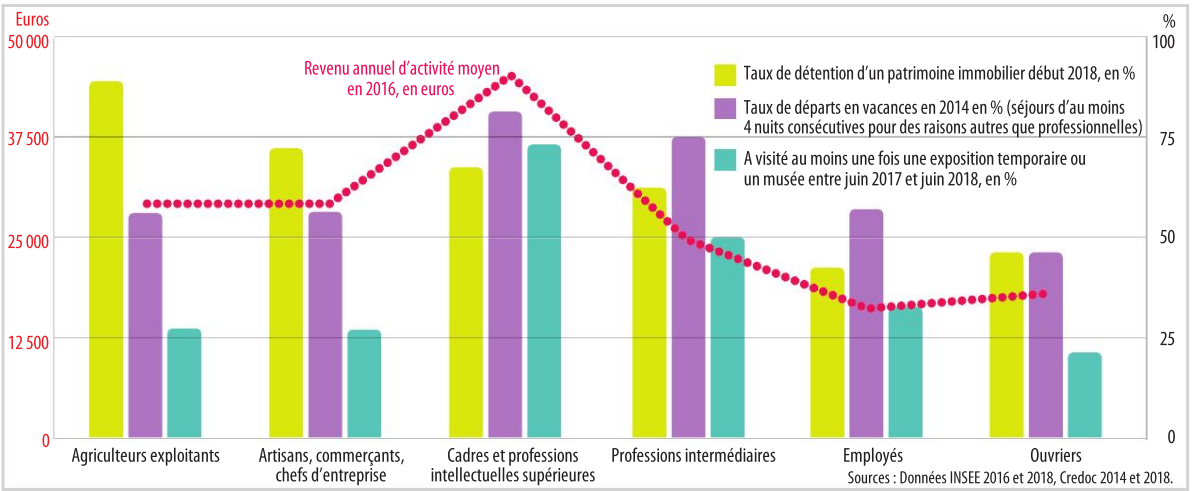
1. Quel lien existe-t-il entre richesse et espérance de vie ?
2. Comment ces écarts d'espérance de vie s'expliquent-ils ?

Rappel de 1re

Professions et catégories socioprofessionnelles (PCS)

La nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles (PCS) est un outil de classification statistique de la population à partir de la profession. Les regroupements effectués permettent de faire apparaître les catégories de personnes avec une certaine homogénéité sociale. Il existe six PCS pour les actifs et deux pour les inactifs. Les chômeurs sont classés selon leur dernière activité professionnelle.

Doc 2 Les inégalités entre PCS



Sources : Données INSEE 2016 et 2018, Credoc 2014 et 2018.

1. Rédigez une phrase présentant la signification précise des données concernant les ouvriers.
2. Comment expliquer le lien entre revenu et patrimoine visible dans le document ?
3. Classez les différentes PCS en fonction de leur situation économique (niveau de revenus et patrimoine), puis en fonction de leur mode de vie (pratiques de loisir et culturelles).
4. Comparez avec les réponses aux questions 1 et 2. Comment expliquer ce constat ?

DÉFINITIONS

Stratification sociale et espace social

La **stratification sociale** désigne le fait que la société est constituée de plusieurs groupes sociaux différenciés et hiérarchisés (selon la richesse, le pouvoir, le prestige, le mode de vie...). On peut également utiliser l'expression synonyme « structure sociale ».
La notion d'**espace social** est une métaphore utilisée par les sociologues pour décrire la société : on assimile la société à un espace, où les individus et les groupes sociaux sont répartis en fonction de leurs ressources et de leur prestige. La place d'un individu dans l'espace social indique sa place dans la structure sociale.

DOC 3 Le diplôme obtenu détermine en partie la profession

Ouvriers et employés se distinguent du reste de la population par leur faible niveau de diplôme. Respectivement 28 % et 16 % n'en possèdent aucun ou au maximum le certificat d'études primaires. 2 % des ouvriers, 4 % des agriculteurs et 8 % des employés disposent d'un diplôme supérieur à bac + 2, contre 68 % des cadres supérieurs. Seuls 1 % des cadres ne sont pas diplômés. On l'oublie souvent, mais ouvriers et employés représentent la moitié des actifs. Au total, à peine un quart des actifs dispose d'un niveau de diplôme égal ou supérieur à bac + 2, 25 % détiennent un CAP ou un BEP[1], 20 % le bac.

Ces données reflètent le poids des titres scolaires dans l'accès aux différentes positions sociales. Pour partie, elles résultent du statut de cadre supérieur lui-même qui est une originalité française : pour y accéder, il faut détenir un certain niveau d'études. Il est donc logique que l'essentiel des cadres soient davantage diplômés. Mais ces chiffres traduisent aussi les faibles possibilités de promotion interne, notamment liées aux inégalités d'accès à la formation professionnelle, particulièrement fortes dans notre pays.

« Le niveau de diplôme des catégories sociales », Observatoire des inégalités, 23 septembre 2016.

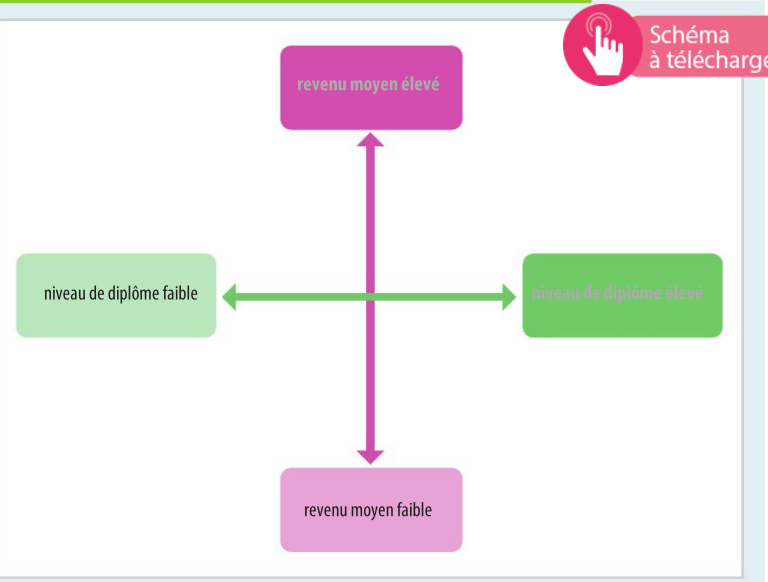
1. CAP : certificat d'aptitude professionnelle ; BEP : brevet d'études professionnelles. Ces deux diplômes peuvent s'obtenir avant le bac professionnel.

1. Quelle est la relation entre le diplôme et la PCS des individus ?
2. Citez un exemple de profession appartenant à la PCS des cadres et un exemple de profession appartenant à la PCS des ouvriers.
3. Pourquoi les cadres sont-ils plus nombreux que les ouvriers à être diplômés du supérieur ?
4. Pourquoi les cadres sans diplôme et les ouvriers diplômés du supérieur sont-ils si rares ?

4 EXERCICE Quelle est la place des PCS dans l'espace social français ?

1. Rappelez les principaux critères de définition des PCS.
Rappel de 1re PCS, p. 413
2. À partir des informations extraites des documents 2 et 3, complétez le schéma ci-contre en classant les six PCS d'actifs en fonction du revenu moyen et du niveau de diplôme de leurs membres.
3. Quelles sont les PCS les plus proches les unes des autres dans l'espace social français ? Quelles sont les plus éloignées les unes des autres ?

Schéma à télécharger



S'entraîner

Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS P. 400

Vrai ou faux ?

1. On peut établir une hiérarchie claire entre les PCS.
2. Les différences de revenus expliquent toutes les inégalités entre professions.
3. Le diplôme obtenu n'a pas beaucoup d'influence sur le devenir professionnel des individus.
4. La profession a parfois une plus grande influence sur les modes de vie que le niveau de revenus.
5. Les inégalités selon le diplôme se résorbent au fur et à mesure de la carrière.

2 Étude d'un document

BAC

À l'aide du document 2, montrez que la catégorie socioprofessionnelle est un facteur de hiérarchisation économique en France.

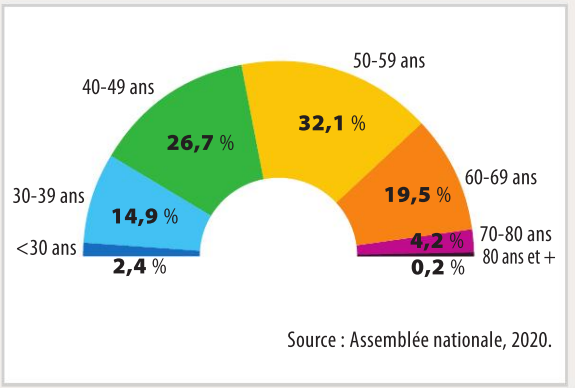
DOSSIER 2 Quels sont les autres facteurs qui structurent l'espace social ?

• Composition du ménage • Cycle de vie

POUR COMMENCER

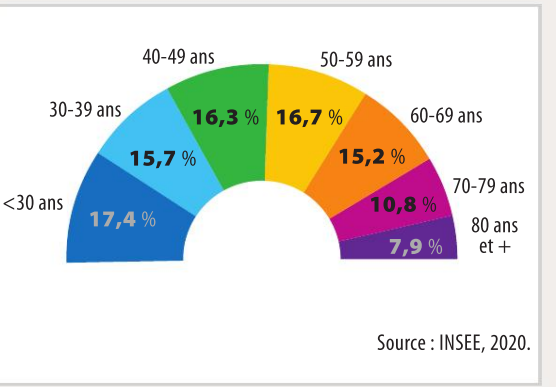
DOC 1 L'âge des députés et de leurs électeurs

a) Composition de l'Assemblée nationale en 2017 en fonction de l'âge (en %)



Source : Assemblée nationale, 2020.

b) Composition de la population de plus de 18 ans en France en 2020



Source : INSEE, 2020.

1. Quelles tranches d'âge sont surreprésentées à l'Assemblée nationale ? Quelles tranches d'âge sont sous-représentées ?
2. Quelles hypothèses pouvez-vous formuler pour expliquer ces écarts d'âge entre députés et population ?
3. À votre avis, les députés devraient-ils représenter fidèlement la répartition de la population ? Justifiez.

DOC 2 Des inégalités au cours du cycle de vie

La France fait partie des pays de l'Union européenne dans lesquels le taux de chômage des jeunes actifs de moins de 25 ans est particulièrement élevé, de l'ordre de 24 % en 2016 selon les derniers chiffres fournis par Eurostat. […] D'une manière générale, il n'est pas exagéré d'affirmer que les jeunes constituent une variable d'ajustement du marché du travail. En effet, ce sont bien les nouveaux entrants qui sont principalement concernés par l'alternance d'emplois précaires et de périodes de chômage. […] Le taux de pauvreté des 18-24 ans a augmenté de près de six points entre 2002 et 2012 tandis que celui des plus de 60 ans a diminué de plus d'un point. Ces poches de pauvreté qui s'étendent au sein de la jeunesse sont aussi directement liées aux choix effectués en matière de politiques publiques.

Ainsi, les moins de 25 ans ont longtemps été inéligibles aux minima sociaux, et notamment au Revenu minimum d'Insertion (RMI) puis au Revenu de solidarité active (RSA). Ils peuvent désormais en théorie percevoir le RSA, mais dans des conditions tellement drastiques (avoir travaillé au moins deux ans à temps plein au cours des trois années qui précèdent la demande) que seuls quelques milliers de jeunes en bénéficient. […] Les dépenses publiques sont assez fortement concentrées sur les plus âgés : entre 1979 et 2011, les dépenses publiques à destination des plus de 60 ans ont augmenté de 50 % pour atteindre 17 % du produit intérieur brut (PIB) tandis que celles consacrées aux moins de 25 ans sont restées stables, aux alentours de 9 % du PIB.

Camille Peugny, « La France sacrifie-t-elle sa jeunesse ? », *Alternatives économiques,* 20 avril 2017.

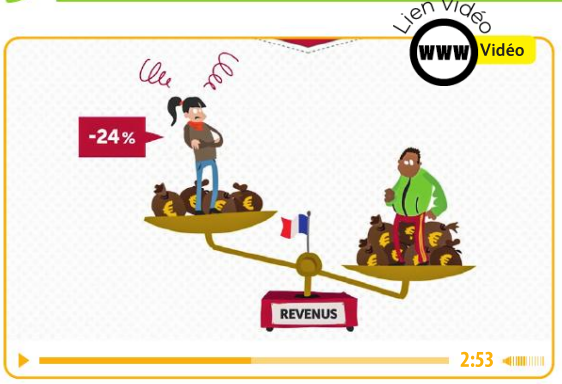
1. Comment l'âge d'un individu détermine-t-il sa position dans l'espace social ?
2. Pourquoi l'auteur déclare-t-il que la place des jeunes dans l'espace social est la conséquence de choix politiques ?
3. D'après vous, y a-t-il un lien entre la situation économique des jeunes et leur plus faible représentation politique ? Justifiez.

DÉFINITION

Cycle de vie

Succession de périodes et d'étapes (familiales, professionnelles et sociales) communes au sein d'une société, marquant le passage de la jeunesse à l'âge adulte puis à la vieillesse.

Doc 3 Comment expliquer les inégalités salariales entre femmes et hommes ?



« Pourquoi y a-t-il des inégalités de salaires hommes-femmes ? », France TV Éducation, septembre 2017.

1. Comment l'inégal partage des tâches domestiques explique-t-il les inégalités entre femmes et hommes dans le monde du travail ?
2. Quels stéréotypes associés au genre peuvent également expliquer ces inégalités ?
3. Pourquoi peut-on dire que femmes et hommes n'ont pas la même place dans l'espace social ?

NE PAS CONFONDRE

Sexe et genre

La notion de **sexe** est utilisée pour décrire les différences biologiques entre les femmes et les hommes. La notion de **genre** décrit le fait que chaque société leur associe certaines représentations, normes et valeurs.

Doc 4 Le lieu de résidence, facteur d'inégalités ?

« La banlieue ne se plaint pas, elle porte plainte ». Samedi 7 septembre 2019, cinq maires de Seine-Saint-Denis ont déposé un recours contre l'État « pour rupture d'égalité ». [...]

« Les services publics de nos villes se retirent ou sont sous-dotés et les moyens financiers accordés par l'État sont insuffisants pour accompagner leur rapide croissance démographique », commente [la] maire d'Aubervilliers.

Pour preuve, les maires annoncent des chiffres accablants. Douze mois de délai d'audience au tribunal d'Aubervilliers contre deux à Paris, un policier pour 580 habitants à Stains contre un pour 310 à Paris, la perte d'une année de scolarité pour les écoliers de Seine-Saint-Denis faute de remplacement des enseignants. [...] Pour les édiles de ces villes, « L'État se rend coupable de non-assistance à habitants en danger ».

Dorine Goth, « Cinq maires de Seine-Saint-Denis portent plainte contre l'État », actu.fr, 7 septembre 2019.

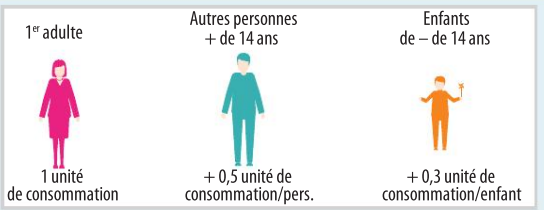
1. À quelles ressources les habitants de Seine-Saint-Denis ont-ils moins accès que les Parisiens ?
2. Montrez que les inégalités d'accès à ces ressources influencent la place des individus dans l'espace social.
3. Quelles hypothèses peut-on formuler pour expliquer ces différences d'investissement public ?

Rappel de 1re

Ségrégation

Séparation, de droit ou de fait, d'un groupe social d'avec d'autres.

5 EXERCICE Composition du ménage et niveau de vie



REPÈRE

Le niveau de vie

Les inégalités économiques dépendent du revenu et de la **composition du ménage** (nombre et âge des personnes qui habitent ensemble). Le niveau de vie est le revenu disponible du ménage divisé par le nombre d'unités de consommation.

1. Deux ménages perçoivent le même revenu, 2 000 € par mois. Le premier est constitué d'un couple avec un enfant de 10 ans, le second d'une mère seule avec un enfant de 15 ans. Calculez et comparez leur niveau de vie.
2. Les ouvriers et employés ont en moyenne plus d'enfants que les cadres et professions intermédiaires. Que peut-on en déduire en ce qui concerne leur niveau de vie ?

S'entraîner

Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire

BAC **À l'aide de vos connaissances et des documents, vous montrerez que l'espace social est structuré par de multiples facteurs.**

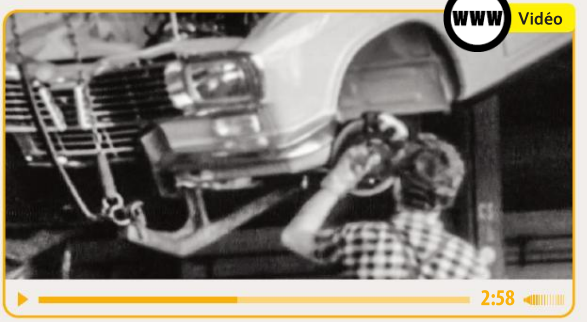
DOSSIER 3 Quelles sont les principales évolutions de la structure socioprofessionnelle en France ?

• Salarisation • Tertiarisation • Qualification • Féminisation

POUR COMMENCER

doc 1 Des agriculteurs à l'usine

Lien vidéo www Vidéo



ORTF, 8 février 1972, Archives INA.

1. Quelles raisons poussaient des agriculteurs à devenir ouvriers dans les années 1970 ?
2. Quel changement de statut professionnel ces agriculteurs connaissaient-ils en arrivant à l'usine ?
3. Quels sentiments expriment ces agriculteurs face à ce changement professionnel ?

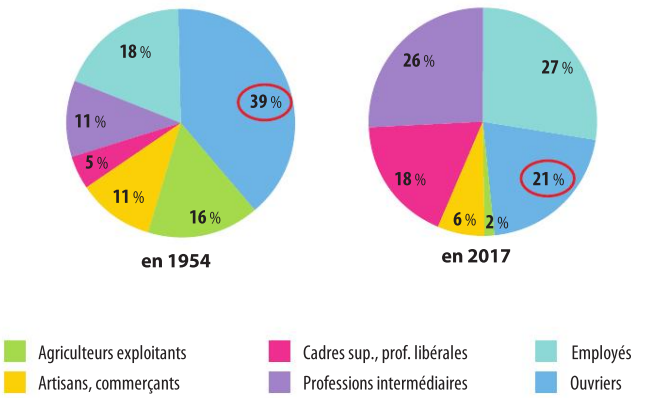
DÉFINITION

Salarisation

Augmentation de la part des salariés dans la population active.

2 EXERCICE L'évolution de la structure des emplois depuis 1954

Évolution de la population active par catégorie socioprofessionnelle



Source : Jacques RIGAUDIAT, « Emplois, chômage, statuts et métiers, 1949-2017. À propos de quelques évolutions structurelles remarquables », Note pour la Fondation Gabriel Péri, 25 septembre 2018.

1. Rédigez une phrase précise présentant la signification des données entourées.
2. Quelle information supplémentaire faudrait-il avoir pour savoir s'il y a moins ou plus d'ouvriers en 2017 qu'en 1954 ?
3. Pour chaque PCS, complétez les pointillés dans le tableau par ↗ ou ↘ selon que la catégorie est en essor ou en déclin.
4. Complétez ensuite le tableau avec les causes suivantes :

   la salarisation • la féminisation • l'élévation du niveau de qualification • la tertiarisation

   Plusieurs réponses sont possibles, et un même facteur peut expliquer plusieurs phénomènes.

Tableau à imprimer

	Cause(s)
..... agriculteurs	
..... artisans, commerçants, chefs d'entreprise	
..... cadres et professions intellectuelles supérieures	
..... professions intermédiaires	
..... employés	
..... ouvriers	

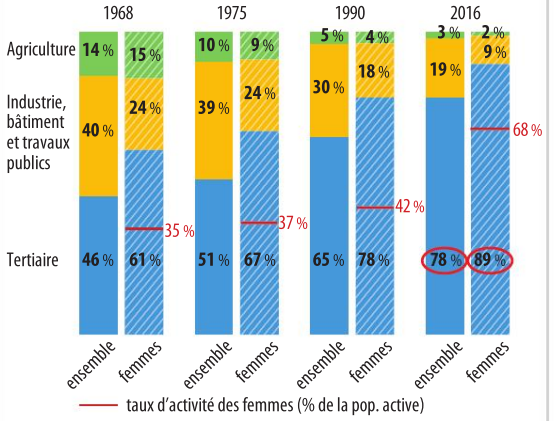
DÉFINITION

Qualification

Aptitudes requises pour occuper un emploi, mais aussi ensemble des compétences du travailleur, acquises grâce aux études et à l'expérience.

DOC 3 Progression de l'emploi féminin et tertiarisation

Structure des emplois par grands secteurs d'activité, en %



Taux d'activité : rapport entre le nombre d'actifs et la population en âge de travailler.

Champ : France métropolitaine, actifs ayant un emploi, âgés de 25 à 54 ans.

Base historique du recensement, INSEE ; Jacques Rigaudiat, « Emplois, chômage, statuts et métiers, 1949-2017. À propos de quelques évolutions structurelles remarquables. », Note pour la Fondation Gabriel Péri, 25 septembre 2018.

1. Rédigez une phrase précise présentant la signification de chacune des données entourées.
2. Pourquoi parle-t-on de tertiarisation dans la deuxième moitié du XXe siècle ?
3. Comparez l'évolution de la structure des emplois par secteur pour l'ensemble à celle des femmes de 1968 à 2016. Que constatez-vous ?

DÉFINITION

Tertiarisation

La **tertiarisation des activités** désigne l'augmentation du poids du secteur tertiaire (qui rassemble les producteurs de services) dans la population active. La **tertiarisation des emplois** désigne l'augmentation des emplois de services dans tous les secteurs d'activité, y compris le secteur industriel.

DOC 4 L'élévation du niveau de qualification

Globalement, la structure de l'emploi par qualifications s'est nettement déformée en trente ans. Les effectifs des métiers de cadres et professions intellectuelles supérieures (+2,4 millions depuis 1982) et de professions intermédiaires (+2,0 millions) ont fortement augmenté. La montée en qualification est également visible au sein des métiers d'ouvriers. Les effectifs des métiers d'ouvriers non qualifiés ont en effet globalement chuté (-1,2 million), tandis que ceux des métiers d'ouvriers qualifiés sont restés stables […] Il serait cependant faux de conclure à un recul généralisé de l'emploi peu qualifié. Car si les métiers les plus dynamiques sont pour la plupart des métiers de cadres et de professions intermédiaires, les effectifs des métiers d'employés non qualifiés (+1,1 million) ont également progressé, portés notamment par la forte augmentation des effectifs d'aides ménagères, aides à domiciles et assistantes maternelles, emplois qui ne sont ni délocalisables ni automatisables, et pour lesquels la demande est particulièrement dynamique. Ainsi, l'hypothèse d'un « progrès technique biaisé[1] » bénéficiant aux plus qualifiés ne suffit pas à elle seule à expliquer l'évolution de la structure de l'emploi par qualifications. Plus récemment, l'hypothèse de « polarisation » a été avancée : les métiers « routiniers » auraient tendance à disparaître, plus facilement remplacés par des machines, les qualifications se polarisant avec d'un côté des métiers très qualifiés et de l'autre des métiers peu qualifiés de « services », difficilement remplaçables par des machines.

« Comment ont évolué les métiers en France depuis 30 ans ? », DARES, janvier 2017.

1. Hypothèse selon laquelle l'utilisation accrue de nouvelles technologies depuis les années 1970, en particulier les technologies de l'information et de la communication, a rendu plus productifs et plus nécessaires les travailleurs les plus qualifiés, qui maîtrisent et utilisent ces technologies, ce qui expliquerait également l'augmentation de leurs revenus.

Chapitre 10, *Polarisation de l'emploi* p. 246

1. Comment la structure des emplois par qualifications a-t-elle évolué depuis les années 1980 ?
2. Qu'est-ce qui explique l'augmentation du nombre d'emplois qualifiés ?
3. Pourquoi les emplois non qualifiés n'ont-ils pas disparu ?

S'entraîner

Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS P. 400

Vrai ou faux ?

1. La part des indépendants dans l'emploi a diminué depuis les années 1950 au profit des salariés.
2. L'arrivée des femmes sur le marché du travail s'est surtout faite dans les activités de services.
3. La hausse des niveaux de qualification a entraîné une diminution des emplois peu qualifiés.
4. Les professions du secteur tertiaire sont plus qualifiées que celles du secteur secondaire.

2 Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire

BAC

À l'aide de vos connaissances et des documents, vous mettrez en évidence les principales évolutions de la structure socioprofessionnelle depuis la seconde moitié du XXe siècle.

B L'approche en termes de classes sociales

DOSSIER 4 Quels sont les débats théoriques autour de l'existence des classes sociales ?

• Classe sociale

POUR COMMENCER

DOC 1 Comment définir la bourgeoisie ?

Test : Êtes-vous un(e) bourgeois(e) ?

1 Capital économique

- Possédez-vous un portefeuille de valeurs mobilières (actions, Sicav, FCP) ?
- Disposez-vous d'au moins une personne à temps plein pour vos besoins domestiques ?
- En plus de votre résidence principale, disposez-vous d'au moins deux autres résidences (lieux de villégiature, ou pied-à-terre dans de grandes villes) ?
- Êtes-vous assujetti à l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) ?
- Possédez-vous des biens mobiliers ou immobiliers à l'étranger ?

2 Capital culturel

- Êtes-vous élève ou ancien élève d'une grande école permettant d'intégrer un grand corps de l'État ?
- Enfant, vos parents vous emmenaient-ils dans les musées de façon régulière ?
- Allez-vous au théâtre, au concert ou à l'Opéra au moins une fois par mois en moyenne ?
- Achetez-vous des œuvres d'art ou des antiquités ?
- Parlez-vous au moins deux langues étrangères ?

3 Capital familial et social

- Connaissez-vous les prénoms de vos arrière-grands-parents ?
- Pendant l'enfance, avez-vous passé des vacances en compagnie de cousins et cousines dans des maisons de famille ?
- Participez-vous à des dîners au moins deux fois par semaine (comme hôte ou comme invité) ?
- Êtes-vous membre d'un cercle auquel vous auriez été présenté par des parrains ?
- Avez-vous des membres de votre famille qui soient de nationalité étrangère ?

4 Capital symbolique

- Êtes-vous dans le Bottin mondain ?
- Des rues, à Paris ou ailleurs, portent-elles le nom de membres de votre famille ?
- Votre famille dispose-t-elle d'une maison de maître dans un village ?
- Êtes-vous membre actif d'une société caritative ?
- Êtes-vous membre de la Légion d'honneur ?

Monique Pinçon-Charlot, Michel Pinçon, *Sociologie de la bourgeoisie,* La Découverte, 2016.

1. Quel est votre score à ce test (1 point par réponse positive) ? Qu'en concluez-vous ?
2. D'après ce test, de quels types de ressources bénéficie la bourgeoisie ?
3. Pourquoi est-il pertinent d'introduire des questions sur les modes de vie pour définir la bourgeoisie ?

DOC 2 Comment Karl Marx définit-il les classes sociales ?

Lien vidéo



« Marx : la recette de la lutte des classes », *Capitalisme, épisode 4*, Arte.

1. Comment Karl Marx définit-il les classes sociales ?
2. Quel est le fondement de la lutte des classes d'après Karl Marx ?
3. Comment chaque classe sociale peut-elle défendre ses intérêts ?

REPÈRE

Karl Marx (1818-1883)

Économiste et sociologue allemand, Marx a étudié le capitalisme : ce système d'exploitation du travail par le capital se traduit socialement et politiquement par la lutte des classes. Son œuvre a eu une influence théorique et politique considérable sur le XXe siècle.



DOC 3 Comment Max Weber analyse-t-il la stratification sociale ?

[Weber] définit la « situation de classe » comme la chance typique de disposer de biens ou de services afin de se procurer des rentes ou des revenus ; chance qui doit être évaluée en fonction a) de la capacité à se procurer ces biens, b) de la destinée personnelle. En somme, les « classes » sont des (re)groupements de personnes partageant une même situation par rapport aux marchés du travail et des biens économiques. […]

Weber complète [la notion de classe] en affirmant que la domination et les divisions sociales n'ont pas qu'un fondement économique. Elles reposent aussi sur deux autres aspects qui confèrent une nature multidimensionnelle à la stratification sociale : le statut et le parti (ou le pouvoir).

La dimension de statut est liée au prestige, à « l'honneur » associé au style de vie de ceux qui occupent les positions sociales considérées comme les plus élevées. […] Les idéaux et les valeurs […] permettent d'introduire un clivage entre ceux qui les partagent et ceux qui ne les partagent pas et donnent lieu à la constitution de groupes de statuts qui jouissent d'un prestige différent à l'intérieur de la société. […] Les groupes de statut dressent des barrières autour d'eux par l'intermédiaire de pratiques culturelles excluantes et restreignent les interactions sociales personnelles, comme le mariage ou d'autres relations, aux membres du groupe de statut.

Olivier Galland, Yannick Lemel, *Sociologie des inégalités*, Armand Colin, 2018.

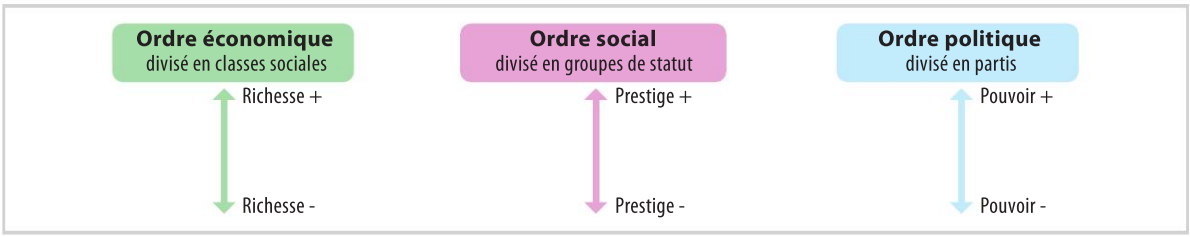
1. Indiquez si les individus suivants sont en position dominante dans l'ordre économique, social et politique.
   un député • une médaillée de la Légion d'honneur • un propriétaire immobilier
2. Max Weber définit-il les classes sociales comme Karl Marx ?
3. Pourquoi Max Weber complète-t-il la notion de classes sociales par celles de groupes de statut et de partis ?
4. Aujourd'hui, quels sont, selon vous, les groupes de statut les plus prestigieux ?

REPÈRE

Max Weber (1864-1920)



Économiste et sociologue allemand, Weber met en évidence la tendance à la rationalisation des activités sociales comme un trait de la modernité. Il refuse tout déterminisme car les facteurs qui s'imposent à l'action des hommes laissent toujours une marge de liberté.



4 EXERCICE Des classements toujours d'actualité ?

1. Pour chacun des portraits proposés, indiquez quelle serait leur place dans la structure sociale selon Karl Marx et selon Max Weber.
   a. Une cadre, titulaire d'un master, locataire de son appartement.
   b. Le secrétaire national de l'un des principaux syndicats de salariés, ancien ouvrier métallurgiste.
   c. L'actionnaire majoritaire de Free, sans diplôme.
   d. Un ouvrier du bâtiment, titulaire d'un CAP, marié à une infirmière.
   e. Une coiffeuse, propriétaire de son entreprise et de sa maison, qui emploie deux salariés.
2. Pourquoi certains portraits sont-ils difficiles à classer ?

S'entraîner

Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS P. 400

Complétez le texte avec les mots ou expressions suivants.

trois • un seul • classes sociales • la place dans les rapports de production • partis politiques • groupes de statut.

Pour Karl Marx, il existe _____ facteur(s) de stratification sociale. Les classes sociales sont définies par _____. Pour Max Weber, il y a _____ facteur(s) de stratification sociale : les _____ sont défini(es) par le prestige de leurs membres ; les _____ sont défini(es) par le niveau de richesse de leurs membres ; les _____ sont défini(es) par le pouvoir politique de leurs membres.

2 Mobiliser ses connaissances

BAC

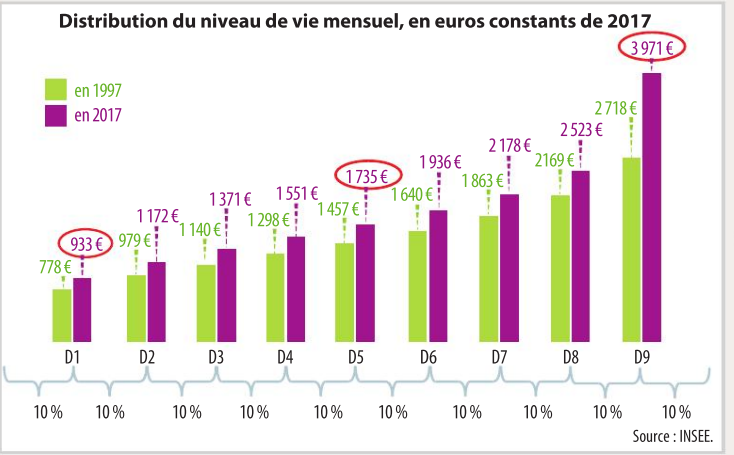
Comparez les théories de la stratification sociale de Karl Marx et de Max Weber.

DOSSIER 5 L'analyse en termes de classes sociales permet-elle de rendre compte de la société française aujourd'hui ?

• Distances inter-classes et intra-classe • Rapports sociaux de genre • Identification subjective • Individualisation

POUR COMMENCER

DOC 1 Des écarts de revenus croissants ?



Niveau de vie, voir Repère p. 163

Fiche outil n° 6 p. 356

1. Rédigez une phrase présentant la signification précise des données entourées.
2. Selon vous, à partir de quel seuil les individus font-ils partie des « pauvres » ? Des « riches » ?
3. Calculez le rapport inter-déciles en 2017 et en 1997 en faisant le rapport entre D9 et D1.
4. Ces inégalités de revenus sont-elles révélatrices d'une société structurée par des classes sociales ?

DOC 2 Des rapports de genre qui se superposent aux rapports de classe

Le fait de permettre aux femmes de mieux concilier vie professionnelle et vie familiale et de favoriser l'égalité entre les sexes fait partie des bénéfices escomptés de la politique fiscale de soutien aux services domestiques [en offrant un crédit d'impôt aux particuliers employeurs]. Selon l'un des arguments avancés, l'externalisation des tâches domestiques[1] (tâches de soins et tâches ménagères), traditionnellement dévolues aux femmes, permettrait d'atteindre une plus grande égalité entre les sexes, en déchargeant les femmes de ces tâches, pour leur permettre de s'investir sur le marché du travail sur un pied d'égalité avec les hommes.

Pour autant, […] force est de constater que ce sont les femmes les plus qualifiées qui bénéficient de ces services et ainsi de la possibilité de consacrer plus de temps à la fois à un travail plus rémunérateur et à des temps familiaux et de loisir. Cette possibilité d'externaliser les tâches domestiques pour les femmes les plus aisées repose sur le travail domestique fourni par des femmes moins qualifiées. Il y a ainsi un transfert de la charge des tâches domestiques des femmes les plus qualifiées vers les femmes les moins qualifiées. […]

Cela rejoint, dans une perspective genrée, la tendance globale à la polarisation de l'économie, source de croissance des inégalités. Les créations d'emplois concernent principalement les services de contact faiblement rémunérés, augmentant la proportion des faibles revenus et permettant, en soutien des tâches cognitives très productives, d'augmenter les revenus des salariées les mieux payées. L'impact de cette politique sur la conciliation entre vie privée et vie professionnelle s'opère donc par un remplacement des inégalités de genre au sein des couples les plus aisés par des inégalités entre femmes de différentes catégories socioprofessionnelles.

Clément Carbonnier, Nathalie Morel,
Le Retour des domestiques, Éd. du Seuil, 2018.

1. L'externalisation des tâches domestiques désigne l'emploi de salariés pour effectuer des tâches domestiques autrefois effectuées par les membres du ménage (soins aux enfants et personnes âgées, ménage, etc.).

1. Pourquoi l'État a-t-il favorisé l'externalisation des tâches domestiques ?
2. Toutes les femmes ont-elles bénéficié de ce phénomène ?
3. Pourquoi peut-on dire que cette politique a transformé les inégalités plutôt qu'elle ne les a réduites ?
4. L'existence d'inégalités de genre invalide-t-elle l'analyse de la société en termes de classes sociales ?

DÉFINITION

Rapports sociaux de genre

La notion de rapports sociaux de genre désigne le fait qu'il existe une répartition sexuée et inégale des tâches dans la société, à la fois dans les tâches domestiques et dans le monde du travail.

Doc 3 Un creusement des écarts au sein des catégories populaires ?

Une partie [des classes populaires] – notamment mobilisées dans le mouvement [des gilets jaunes] – réclament reconnaissance et redistribution. Comme le dit cette « gilets jaunes » dans une réunion publique à Roubaix : « Je vis avec 900 euros par mois, mais c'est pas ça qui m'a amenée à être « gilets jaunes »… c'est un soir quand je faisais la vaisselle, j'ai entendu [un représentant politique] parler de « gens qui ne sont rien ». Et ça m'a révoltée ! Quand on n'a pas grand-chose, on a sa dignité. Et il nous a enlevé la dignité. Quelle violence ! »

Si les habitants des quartiers populaires [de banlieue] peuvent pour partie se retrouver dans cette dénonciation du mépris de classe, elle est rarement suffisante pour les mobiliser. [Ils ont] des sentiments d'injustice légèrement distincts. Ce qui est insupportable aux habitants des quartiers populaires c'est [les] expériences qui vont des discriminations raciales ordinaires à leurs expressions les plus violentes avec la mort sous les coups de la police. Dans le cadre d'une recherche collective, nous nous sommes intéressés aux identifications collectives, aux « nous », exprimés par les habitants des quartiers populaires contemporains [de banlieue]. […] Nous avons été surpris de constater la faiblesse des « nous » de classe exprimés par les habitants que nous avons interrogés. Les expressions du type « nous les petits », « nous les ouvriers », « nous les pauvres », étaient quasiment absentes. À l'inverse, les « nous » ethno-raciaux – « nous les Noirs », « nous les arabes », « nous les descendants de l'immigration », « nous les discriminés » – étaient relativement fréquents.

Julien Talpin, « Les quartiers, les «gilets jaunes» et la gauche », *AOC*, 15 février 2019.

1. Pourquoi l'auteur désigne-t-il à la fois les « gilets jaunes » et les habitants de banlieue comme des membres des catégories populaires ?
2. Pourquoi ne se sentent-ils pas pour autant appartenir à la même classe ?

DÉFINITIONS

Distances inter-classes et intra-classe

La **distance inter-classes** désigne les inégalités existant entre des individus appartenant à deux classes sociales différentes. La **distance intra-classes** désigne les inégalités existant entre des individus appartenant à la même classe sociale.

Doc 4 L'individualisation du travail affaiblit les classes sociales

Lien Vidéo



Entretien avec Danièle Linhart, AlterNego, 22 septembre 2011.

1. Illustrez par deux exemples ce qu'est l'individualisation du travail.
2. Quels avantages les salariés peuvent-ils y trouver ? Chapitre 9
3. Montrez que l'individualisation du travail fragilise l'identification subjective à une classe sociale.

DÉFINITION

Identification subjective à un groupe social

Sentiment d'appartenir à un groupe et revendication de cette appartenance comme un élément de son identité.

Rappel de 1re

Individualisation

Processus par lequel l'individu s'autonomise des règles de son groupe d'appartenance. Dans le monde du travail, elle se traduit par une personnalisation des conditions d'emploi.

S'entraîner

Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS P. 400

Classez les éléments suivants dans le tableau.

les inégalités de genre • la montée des inégalités entre groupes sociaux • l'individualisation des conditions de travail et des salaires • l'affaiblissement de l'identification aux classes sociales • les inégalités entre les femmes

Éléments en faveur de l'existence de classes sociales	Éléments en faveur de l'inexistence de classes sociales

2 Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire

BAC

À l'aide de vos connaissances et des documents, vous montrerez pourquoi l'utilisation de la notion de classes sociales pour rendre compte de la société française fait débat.

ACTIVITÉ 1 Faire une fiche de révisions

Objectifs

Savoirs : théories de la stratification sociale, classes sociales.

Savoir-faire : sélectionner des informations, synthétiser des informations.

Les théories de la stratification sociale

Une fiche de révisions a pour objectif d'identifier et de hiérarchiser les informations essentielles du cours. Elle vous incite à relire votre cours de manière active et vous motive pour réviser régulièrement.

Votre mission **Vous devez réaliser une fiche de révisions sur les théories de la stratification sociale.**

ÉTAPE 1 Sélectionner les informations (travail en groupe) 20 min

1 À partir du programme (p. 9), du plan du cours et de la synthèse du chapitre (p. 172), listez des questions auxquelles vous devez être capable de répondre. Pour vous aider, voici quelques questions types :

- *Qu'est-ce que (telle notion) ?*
- *Comment (tel auteur) explique-t-il tel phénomène ?*
- *Quelles sont les causes de (tel phénomène) ?*
- *Quelles sont les conséquences de (tel phénomène) ?*
- *Quelle est l'utilité de (telle théorie ou de telle notion) ?*

2 En relisant votre cours, résumez sur une feuille de brouillon les éléments qui permettent de répondre à ces questions. Certains peuvent répondre à plusieurs questions : il s'agit donc d'éléments importants.

ÉTAPE 2 Réaliser la fiche (travail personnel) 35 min

Fiche Bac n° 1 p. 378 *Réviser efficacement*

Voici quelques exemples de mise en page possibles pour votre fiche de révisions.

Tableau

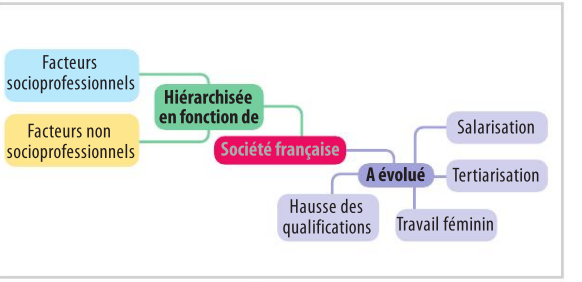
Arguments pour l'existence de classes sociales	Arguments contre l'existence de classes sociales
– inégalités économiques en fonction de la profession – différences de mode de vie en fonction de la profession – augmentation de la distance entre classes sociales, ségrégation – etc.	– autres types d'inégalités : entre hommes et femmes – individualisation au travail, baisse de l'identification subjective à sa classe – hétérogénéité des groupes socioprofessionnels – etc.

Questions/réponses

Fabriquez-vous un set de cartes recto-verso ou utilisez une application en ligne du type Flashcards.

Questions	Réponses
Quelles sont les conséquences de la hausse de l'emploi féminin ?	Renforce la tertiarisation + augmente les inégalités entre femmes
Quelles sont les conséquences de la hausse des qualifications ?	Augmente les emplois qualifiés (cadres et professions intermédiaires) + augmente les inégalités en fonction du diplôme
…	…

Carte mentale



Fiche méthode n° 5 p. 376 *Construire une carte mentale*

1 Au brouillon, testez chacune des mises en page ci-dessus à partir de quelques éléments relevés lors de l'étape 1.

2 À partir de vos essais précédents, choisissez la mise en page que vous préférez et réalisez votre fiche. Vous pouvez utiliser un seul style de mise en page pour l'ensemble de votre fiche, ou en combiner.

Coup de pouce

Soyez synthétique, ne rédigez pas tout : votre fiche doit être courte. Soignez la présentation, utilisez des couleurs : si elle est jolie, votre fiche vous donnera envie de réviser.

ACTIVITÉ 2 Réaliser une exposition photographique

Les quartiers de votre ville, reflets de sa structure sociale ?

Objectifs

Savoirs : Ségrégation, stratification sociale, classes sociales.

Savoir-faire : argumenter, s'entraîner à prendre la parole en public.

Matériel : carte de la ville, appareil photo.

Votre mission **L'office de tourisme de votre ville vous a chargé de préparer une exposition photographique pour présenter les différents quartiers de votre ville. Le thème de l'exposition est : « La structure sociale de (*votre ville*) à travers son urbanisme. »**

ÉTAPE 1 Réaliser un reportage photographique

1. En utilisant la carte de votre ville, déterminez les deux quartiers sur lesquels vous allez travailler.
   Choisissez des quartiers socialement différents. Utilisez votre connaissance de la ville, mais aussi les éléments discernables sur la carte : la densité des transports en commun, la présence ou l'absence de lieux de prestige (musées, théâtres, etc.) ou de pouvoir (mairie, grandes entreprises, etc.), l'éloignement du centre-ville… Faites la liste des éléments que vous prendrez en photo dans chaque quartier pour pouvoir les comparer (par exemple l'état du bâti, la taille des logements, les types de commerces…).

2. Par groupes de 2 à 4 élèves, allez prendre des photos en suivant votre liste. N'oubliez pas de noter le lieu précis où vous avez pris chaque photo : cela vous aidera à préparer votre exposition.

Coup de pouce

Si votre lycée se trouve dans une petite ville, le site www.geoportail.gouv.fr vous indique les caractéristiques économiques et sociales de la population à l'échelle d'un groupe de rues ; vous pourrez ainsi sélectionner facilement des zones d'habitations socialement différentes.

ÉTAPE 2 Réaliser l'exposition

1. Déterminez l'ordre dans lequel vous présenterez vos photos ; vous pouvez par exemple choisir de présenter un quartier puis l'autre, ou bien faire une présentation thématique comparant les deux quartiers.
2. Rédigez un texte court (600 caractères environ) accompagnant chaque groupe de photos. Il doit présenter ce que vous avez voulu montrer en retenant les photos exposées (le type de quartier, les différences entre quartiers, des détails intéressants à souligner, etc.). Présentez ces textes avec une police lisible et de grande taille avant de les imprimer.
3. Disposez les photos et les textes sur des panneaux en liège ou sur des grilles d'exposition (il y en a peut-être dans votre CDI).

Le quartier populaire de la Guillotière, à Lyon



Le quartier huppé des Célestins, à Lyon



ÉTAPE 3 Présenter l'exposition

Fiche méthode n° 3 p. 373 *S'exprimer à l'oral*

Lors du vernissage de l'exposition, vous présenterez votre reportage en 5 minutes en vous appuyant sur certaines photos pour répondre à la question de l'activité : les quartiers de votre ville, reflets de sa structure sociale ?

L'essentiel

Comment est structurée la société française actuelle ?

La société française est traversée par de multiples inégalités, qui dessinent une hiérarchie sociale entre les groupes et les individus. Si la notion de classes sociales a longtemps été utilisée pour la décrire, on peut s'interroger sur la pertinence de son utilisation aujourd'hui.

Podcast

A Un espace social structuré par de multiples facteurs

Podcast

1. Comment la profession et le revenu structurent-ils l'espace social ?

Il existe de fortes inégalités entre les individus selon leur profession : inégalités de revenus et de conditions de travail, différences de modes de vie. Les **catégories socioprofessionnelles (PCS)** permettent de décrire la **stratification sociale**, puisqu'elles font apparaître des **groupes sociaux** homogènes et différenciés.

Il est cependant plus difficile d'établir une hiérarchisation entre les PCS : par exemple, le revenu moyen des ouvriers et celui des employés sont très proches, tandis qu'à l'inverse les PCS réunissant des indépendants (agriculteurs, artisans, commerçants et chefs d'entreprise) sont assez hétérogènes. C'est pourquoi des sociologues décident de regrouper ouvriers et employés sous la dénomination « catégories populaires », en y ajoutant parfois une partie des petits agriculteurs, des artisans et des commerçants.

L'accès aux différentes PCS et le niveau de revenus sont fortement dépendants du diplôme obtenu. Si un haut niveau de diplôme ne garantit plus forcément l'accès aux positions les plus élevées, il permet toutefois d'augmenter fortement les chances d'y accéder. Schéma

2. Quels sont les autres facteurs qui structurent l'espace social ?

Nos sociétés sont fondées sur une répartition inégale des tâches domestiques, essentiellement assignées aux femmes, ce qui a un effet sur leur insertion sur le marché du travail. Même parmi les actifs, femmes et hommes ne sont pas égaux sur le marché du travail, puisqu'à diplôme égal, les femmes ont moins de chances d'atteindre un poste de cadre. Ces phénomènes expliquent en partie les **inégalités de revenus en fonction du sexe.**

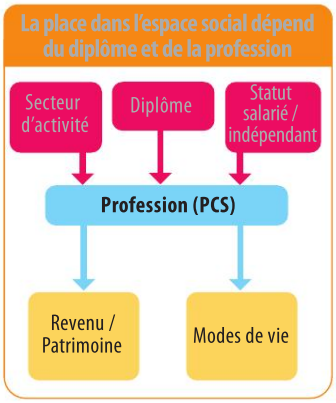
La position dans le cycle de vie constitue un autre déterminant important de la position sociale : le niveau de revenus et la position hiérarchique ont ainsi tendance à augmenter avec l'âge, et les jeunes font face à plus de difficultés d'insertion sur le marché du travail.

Le lieu de résidence détermine également la place dans l'espace social : il influence l'accès au marché du travail, ainsi qu'à d'autres types de ressources (services publics, éducation et formation professionnelle, offre culturelle, etc.). Les habitants de certaines zones cumulent ainsi les difficultés, ce qui a un impact sur leurs conditions de vie.

Enfin, l'analyse des inégalités de niveau de vie doit prendre en compte la composition des ménages. Pour un même revenu, le nombre d'adultes et d'enfants dans le ménage détermine des niveaux de vie différents.

3. Quelles sont les principales évolutions de la structure socioprofessionnelle en France ?

Durant la seconde moitié du XX^e siècle, la structure sociale s'est profondément transformée. La part de certaines PCS dans la population active a diminué : les agriculteurs, les artisans, commerçants et chefs d'entreprise, les ouvriers. À l'inverse, les PCS des cadres et professions intellectuelles supérieures, des professions intermédiaires et des employés sont en forte augmentation numérique.



NOTIONS

PCS
Voir Lexique p. 408.

Stratification sociale
La stratification sociale désigne le fait que la société est constituée de plusieurs groupes sociaux différenciés et hiérarchisés (selon la richesse, le pouvoir, le prestige, le mode de vie...). On peut également utiliser l'expression synonyme « **structure sociale** ».

Groupe social
Ensemble d'individus en interaction directe ou indirecte qui entretiennent des liens entre eux.

Cycle de vie
Succession de périodes et d'étapes (familiales, professionnelles et sociales), communes au sein d'une société, marquant le passage de la jeunesse à l'âge adulte puis à la vieillesse.

Espace social
La notion d'espace social est une métaphore utilisée par les sociologues pour décrire la société : on assimile la société à un espace, où les individus et les groupes sociaux sont répartis en fonction de leurs ressources et de leur prestige. La place d'un individu dans l'espace social indique sa place dans la structure sociale.

Composition du ménage
Nombre et âge des personnes qui habitent ensemble et partagent des dépenses communes.

Cette évolution s'explique tout d'abord par **l'augmentation du salariat (salarisation) :** certains indépendants sont devenus salariés, du fait d'un mouvement de concentration des entreprises.

Par ailleurs, **l'économie s'est tertiarisée**. Le déclin de l'industrie manufacturière a réduit la proportion d'ouvriers dans la population active. Le développement des emplois de services et d'encadrement a nécessité la création de postes qualifiés (professions intermédiaires, cadres et professions intellectuelles). Cette évolution a été accompagnée par **la hausse du niveau de qualification** moyen de la population.

Enfin, le taux d'activité des femmes a doublé sur la période. Cette arrivée importante des femmes sur le marché du travail ne s'est pas faite de façon homogène : les femmes sont concentrées dans les métiers du tertiaire, la PCS des employés étant la plus féminisée.

B L'approche en termes de classes sociales

Podcast

4. Quels sont les débats théoriques autour de l'existence des classes sociales ?

Pour Marx, les sociétés capitalistes sont structurées par les oppositions entre les classes sociales. Les classes sont définies par leur **place dans les rapports de production**, qui détermine le revenu auquel elles peuvent prétendre : les prolétaires tirent leur salaire de leur **force de travail**, tandis que les capitalistes tirent leurs profits de la possession du capital. Au sein de ces groupes peut se développer une **conscience de classe**, qui leur permet de s'organiser afin de défendre leurs intérêts.

Weber définit les classes sociales par les caractéristiques économiques des individus (niveau et nature du patrimoine et des revenus). **Il complète son analyse de la structure sociale en prenant en compte le prestige social** des individus, qui définit des **groupes de statut**, et leur pouvoir politique. D'après lui, les individus ont plus tendance à se sentir des affinités avec les individus partageant le même prestige (appartenant au même groupe de statut) plutôt que la même classe sociale.

Ainsi, la définition des classes sociales ne fait pas consensus parmi les sociologues. Selon les critères utilisés, un même individu peut être placé à différents endroits de la stratification sociale, et ce d'autant plus lorsqu'il a des caractéristiques divergentes (par exemple un niveau de diplôme et un niveau de revenus ne correspondant pas). **C'est pourquoi certains sociologues préfèrent parler aujourd'hui d'espace social hiérarchisé plutôt que de classes sociales, pour prendre en compte ces multiples critères de hiérarchisation sociale.**

5. L'analyse en termes de classes sociales permet-elle de rendre compte de la société française aujourd'hui ?

Les inégalités (en particulier celles liées au **sexe**, qui se retrouvent à tous les niveaux de l'échelle sociale) **sont multiples : les oppositions entre classes sociales ne seraient donc plus la principale ligne de fracture de la société française.** Par ailleurs, **les groupes socioprofessionnels sont de moins en moins homogènes**, en termes de niveau de vie, d'insertion sur le marché du travail ou de modes de vie. Ce phénomène est accentué par **l'individualisation de plus en plus forte du travail,** qui creuse les écarts économiques entre travailleurs et fragilise leur **identification subjective**.

Cependant, on constate que l'insertion sur le marché du travail demeure un critère déterminant de la place dans la société. Les inégalités économiques et sociales entre classes sociales sont toujours présentes, et se creusent. La **distance entre les classes sociales** prend également la forme d'une **ségrégation**, scolaire ou résidentielle. Par ailleurs, les inégalités de **genre** s'ajoutent aux inégalités de classe, mais ne les annulent pas : la distance sociale d'une femme cadre avec une femme employée est en effet plus grande qu'avec un homme cadre. Les inégalités entre femmes se sont même accentuées à la suite de leur arrivée sur le marché du travail.

NOTIONS

Salarisation
Augmentation de la part des salariés dans la population active.

Tertiarisation
La tertiarisation des activités désigne l'augmentation du poids du secteur tertiaire dans la population active, le secteur tertiaire rassemblant les producteurs de services. La tertiarisation des emplois désigne l'augmentation des emplois de services dans tous les secteurs d'activité, y compris le secteur industriel.

Qualification
Aptitudes requises pour occuper un emploi, mais aussi ensemble des compétences du travailleur, acquises grâce aux études et à l'expérience.

Féminisation
Augmentation de la part des femmes dans la population active.

Classe sociale
Groupe social de grande taille fondé sur le partage d'un même critère économique.

Individualisation
Voir Lexique p. 408.

Distance inter-classes
Inégalités existant entre des individus appartenant à deux classes sociales différentes.

Distance intra-classe
Inégalités existant entre des individus appartenant à la même classe sociale.

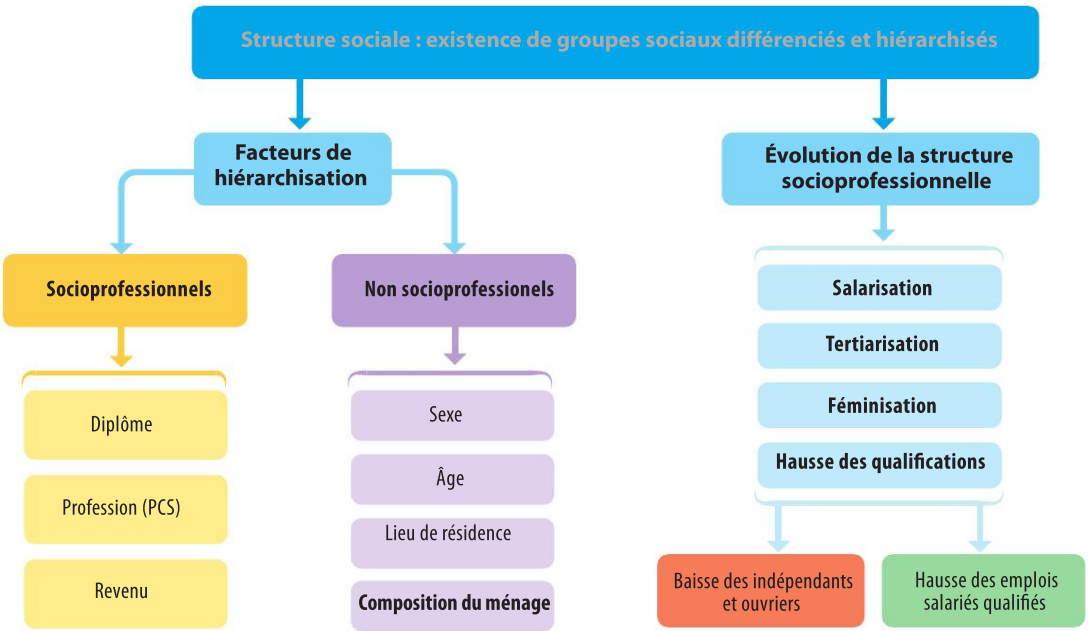
Rapports sociaux de genre
La notion de rapports sociaux de genre désigne le fait qu'il existe une répartition sexuée inégale des tâches dans la société, à la fois des tâches domestiques et dans le monde du travail.

Identification subjective
Sentiment d'appartenir à un groupe social et revendication de cette appartenance comme un élément de son identité.

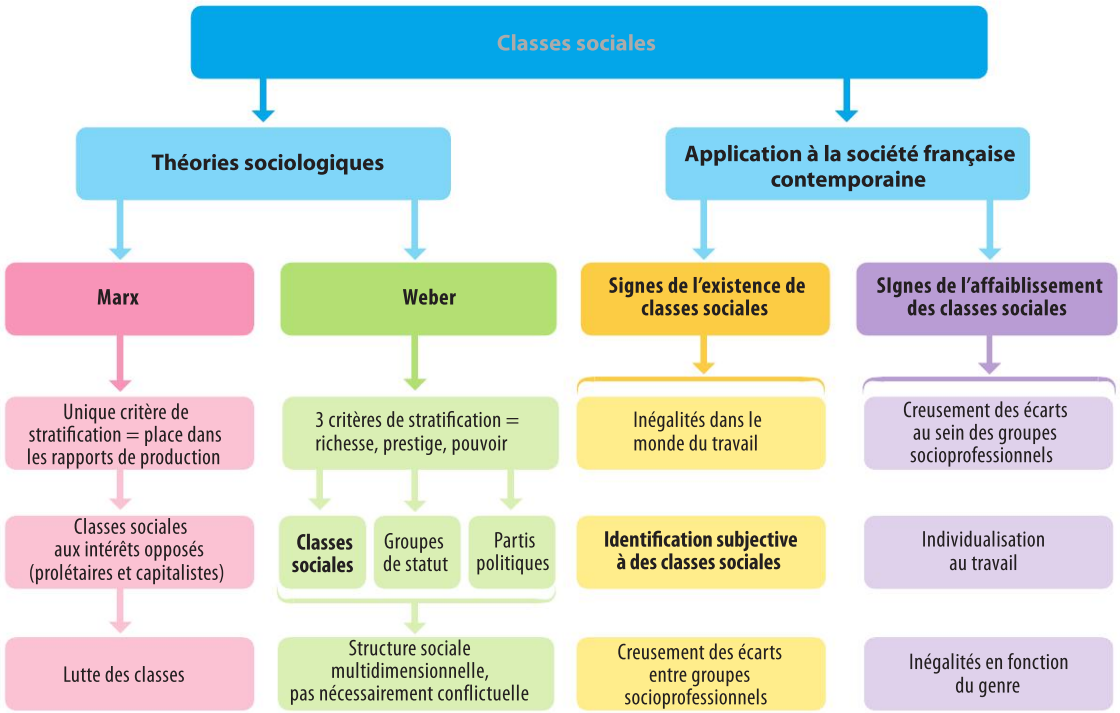
L'essentiel en schéma

Schéma interactif — Schémas animés

A Un espace social structuré par de multiples facteurs



B L'approche en termes de classes sociales



Utilisez les statistiques

1 Lire et interpréter des déciles

Objectifs de savoir-faire *Interpréter des déciles* → Fiche outil n° 6 p. 356
Calculer et interpréter un rapport inter-déciles → Fiche outil n° 6 p. 356

Distribution du patrimoine[1] en France, en euros

	2010	2015
1er décile	900	700
2e décile	3 300	3 500
3e décile	14 500	20 400
4e décile	71 400	82 300
5e décile	141 000	144 600
6e décile	198 900	194 400
7e décile	257 400	252 900
8e décile	341 600	343 500
9e décile	533 400	553 700
Rapport inter-déciles (D9/D1)	**593**	

1. Le patrimoine inclut ici les actifs financiers, les actifs professionnels et les biens financiers, sans les véhicules, biens durables et objets de valeur.

Champ : Ménages résidant en France hors Mayotte.

Source : INSEE, enquête Patrimoine 2009-2010 et 2014-2015

1. Rédigez une phrase présentant la signification précise des données soulignées.
2. Calculez le rapport inter-déciles en 2015 et rédigez une phrase présentant la signification du résultat.
3. Comment ont évolué les inégalités de patrimoine en France entre 2010 et 2015 ?

2 Calculer et interpréter une proportion

Objectifs de savoir-faire *Calculer une proportion* → Fiche outil n° 1 p. 349

Évolution de la part du travail à temps partiel en France en fonction du sexe

	2014	2015	2016	2017	2018
Part des emplois à temps partiel (en %)	19,4	19,3	19,3	19,3	…
Nombre de salariés à temps partiel (en milliers)	4 449	4 445	4 441	4 508	4 450
Sexe					
Hommes	7,4	7,6	7,7	8,0	7,9
Femmes	31,3	30,9	30,6	30,6	29,8

Champ : population des ménages, personnes de 15 ans ou plus ayant un emploi salarié, hors contrats d'apprentissage, en France hors Mayotte.

Source : Enquête Emploi en continu 2014-2018, INSEE.

1. Rédigez une phrase précise présentant la signification de la donnée soulignée.
2. Sachant qu'en 2018, il y avait environ 23 545 millions de salariés en France (hors apprentis), calculez la part des emplois à temps partiel en 2018.
3. Peut-on dire que le nombre de femmes travaillant à temps partiel a diminué entre 2014 et 2018 ? Pourquoi ?
4. Comparez le taux de temps partiel des hommes et celui des femmes, et leur évolution.

Testez vos connaissances !

CORRIGÉS P. 400

Exercices interactifs

1 Vrai ou faux ?

Exercice interactif

	Vrai	Faux
1. Les différences de modes de vie s'expliquent uniquement par les différences de revenus entre individus.	☐	☐
2. L'augmentation du niveau de qualification a abouti à la diminution du nombre d'emplois non qualifiés.	☐	☐
3. Pour Marx, la classe sociale est le seul groupe social constitutif de la structure sociale.	☐	☐
4. Pour Weber, il n'existe pas de classes sociales.	☐	☐
5. L'individualisation du travail se traduit par une plus grande hétérogénéité des rémunérations et des conditions de travail.	☐	☐
6. Les inégalités socioprofessionnelles entre hommes et femmes sont uniquement des différences de rémunération.	☐	☐

2 Savoir définir les notions clés

Exercice interactif

Reliez chaque notion à sa définition.

1. Classes sociales (selon Marx) •
2. Classes sociales (selon Weber) •
3. PCS •
4. Groupe de statut (selon Weber) •

- Groupe socioprofessionnel défini par le statut de l'emploi, le contenu de l'emploi et son niveau hiérarchique
- Groupe social défini par son niveau de prestige, dont les membres partagent des valeurs et des modes de vie communs
- Groupe social défini par sa place dans les rapports de production, dont les membres partagent des conditions de vie similaires et des intérêts communs
- Groupe social défini par son niveau de richesse économique, mais dont les membres ne partagent pas forcément des modes de vie ou des intérêts communs

3 Classes sociales ou groupes sociaux ?

Exercice interactif

Complétez le texte avec les termes suivants.

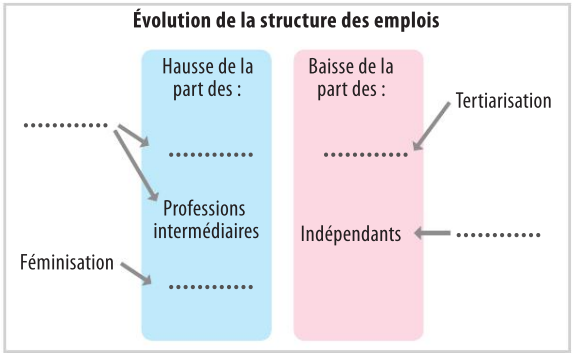
inégalités · sexe · classes sociales · classes sociales · groupes sociaux · diplôme · PCS · revenu

La structure sociale désigne l'existence de ..... différenciés, n'ayant pas les mêmes accès aux ressources économiques, sociales, politiques et symboliques. Des caractéristiques individuelles, comme le ..... ou la position dans le cycle de vie, mais aussi des caractéristiques socioprofessionnelles, comme la profession, le ..... ou le ....., déterminent la position des individus dans l'espace social. Certains sociologues privilégient la notion de ..... pour analyser la société française. Elle désigne des groupes d'individus ayant la même situation socioprofessionnelle et économique. Cependant, d'autres sociologues mettent en avant l'existence d'autres ....., et le fait que les ..... sont de plus en plus hétérogènes, pour contester l'usage de la notion de ..... pour analyser la société française contemporaine.

4 L'évolution de la structure des emplois

Exercice interactif

Complétez le schéma avec les expressions suivantes :
cadres • employés • ouvriers • salarisation • hausse des qualifications



Guide méthodologique complet

5 QCM

Exercice interactif

Choisissez la ou les bonnes réponses.

1. La tertiarisation désigne…
- **a)** l'augmentation de la part du secteur tertiaire dans l'économie
- **b)** l'augmentation de la part des emplois de services dans tous les secteurs d'activité
- **c)** la structuration de la société en trois groupes sociaux

2. Pour Marx, la classe sociale est définie par…
- **a)** le niveau de revenus
- **b)** le niveau de diplôme
- **c)** la possession du capital ou de sa force de travail

3. Pour Weber, la classe sociale est définie par…
- **a)** le niveau de revenus
- **b)** le niveau de diplôme
- **c)** la possession du capital ou de sa force de travail

4. Les femmes sont plus présentes dans le secteur…
- **a)** primaire
- **b)** secondaire
- **c)** tertiaire

5. Quel effet a eu l'individualisation du travail sur le sentiment d'appartenance à une classe sociale ?
- **a)** Elle l'a affaibli.
- **b)** Elle l'a augmenté.
- **c)** Elle n'a pas eu d'effet.

6. Quel effet a eu l'entrée des femmes sur le marché du travail sur les inégalités entre femmes ?
- **a)** Elle les a diminuées.
- **b)** Elle les a augmentées.
- **c)** Elle n'a pas eu d'effet.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Aujourd'hui, **2 FRANÇAIS SUR 3** se sentent appartenir à une **classe sociale** ; c'est la même proportion que dans les **années 1980**.

PARMI CEUX-CI,

2 sur 3 pensent appartenir aux **classes moyennes**

1 sur 10 à la **classe ouvrière**

dans les années 1980, c'était **1 sur 3** qui se sentait appartenir aux **classes moyennes**

et **1 sur 3** à la **classe ouvrière**.

Depuis 1954, **l'INSEE** utilise la profession pour classer la population française. La classification utilisée a été modifiée en 1982 puis en 2003 pour s'adapter aux évolutions des emplois et de la structure sociale.



POUR ALLER PLUS LOIN

Vidéos et ressources interactives

Rendez-vous sur lycee.hachette-education.com/ses/tle.



Le Monopoly des inégalités
Agence Herezie, Observatoire des inégalités, avril 2017.
Accepterions-nous de jouer à un jeu de société selon les mêmes règles que celles qui régissent notre société ? Quand les inégalités de ces règles sont trop évidentes, les joueurs réagissent.



Le travail des femmes longtemps méconnu
Brut, France TV info, 6 novembre 2019.
L'historienne Lucile Peytavin revient sur l'histoire du travail des femmes. Elle explique pourquoi ce travail n'a été que tardivement reconnu et rémunéré à la même valeur que le travail des hommes.



L'échelle des salaires en France
« Salaire : êtes-vous riche ou pauvre ? », Observatoire des inégalités
Qui gagne combien en France ? En saisissant un montant, évaluez quel % des salariés gagnent plus ou moins. Un moyen utile pour s'interroger sur le rôle du revenu dans la structure sociale. D'autres onglets permettent aussi de se représenter le rôle du patrimoine dans la structure sociale et les inégalités entre territoires.

Objectif Bac Épreuve composée

Corrigé

Document

PARTIE 1 MOBILISATION DES CONNAISSANCES 4 PTS

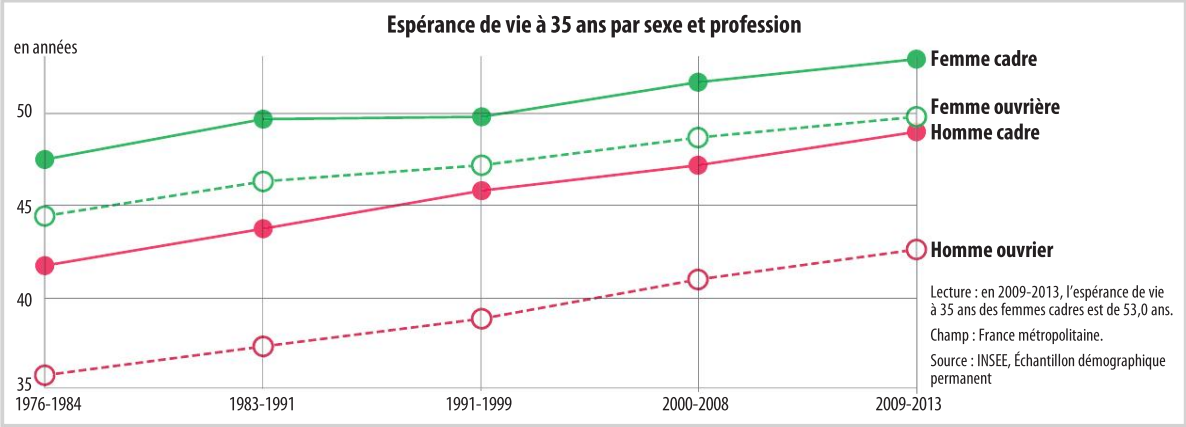
SUJET

Vous présenterez deux arguments montrant que l'approche en termes de classes sociales est pertinente pour décrire la société française aujourd'hui.

PARTIE 2 ÉTUDE D'UN DOCUMENT 6 PTS

SUJET

1) Qu'est-ce que la distance intra-classe ?
2) Comparez l'évolution de l'espérance de vie des femmes et des hommes.



PARTIE 3 RAISONNEMENT S'APPUYANT SUR UN DOSSIER DOCUMENTAIRE 10 PTS

SUJET

À l'aide de vos connaissances et des documents, vous mettrez en évidence les divers facteurs de hiérarchisation de l'espace social en France.

DOC 1

Importance relative des emplois par territoire (France métropolitaine) en 2014.

En %	Cadres supérieurs	Employés non qualifiés	Ouvriers non qualifiés
Villes centres, Pôles Urbains plus de 100 000 hab.	25,1	11,7	4,8
Banlieues, PU de plus de 100 000 hab.	22,2	12,0	7,0
Autres grands PU	12,7	13,4	8,9
Couronnes de grands PU	10,1	14,7	11,5
Moyennes et petites aires	9,6	14,3	11,9
ENSEMBLE	**17,5**	**12,9**	**8,4**

Source : INSEE.

Jacques Rigaudiat, « Emplois, chômage, statuts et métiers, 1949-2017. À propos de quelques évolutions structurelles remarquables. », Note pour la Fondation Gabriel Péri, 25 septembre 2018.

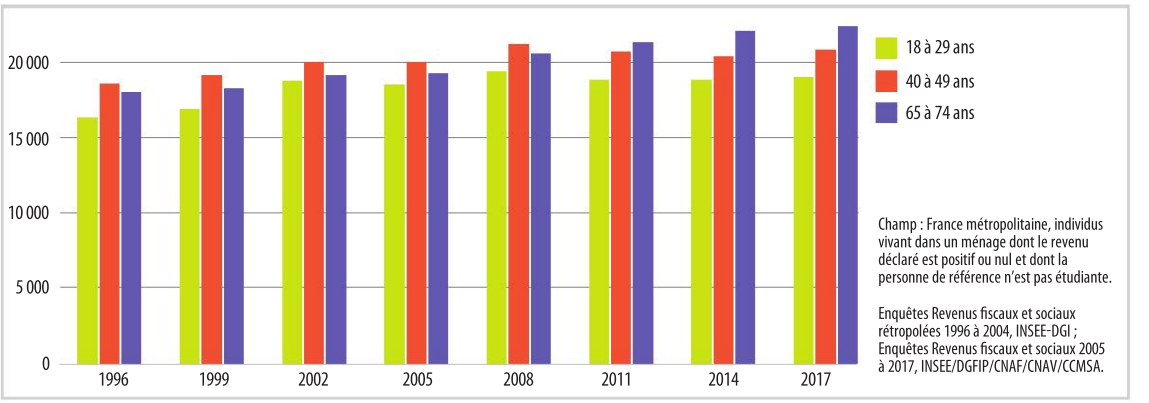
DOC 2

[En 2006,] l'arrivée d'un enfant s'accompagnait pour 40 % des femmes (contre 6 % seulement des hommes) d'une modification de l'activité professionnelle (changement de poste, réduction du temps de travail…). […] La maternité [est] un fait social qui se traduit non seulement par quelques semaines de congé légal, mais aussi par de petits arrêts de travail pour enfant malade, le temps partiel du mercredi, la responsabilité d'habiller les enfants le matin et de leur faire faire leurs devoirs le soir, toutes tâches qui continuent d'incomber prioritairement aux mères, mais pourraient parfaitement être prises en charge par les pères.

Ce n'est donc pas la maternité, mais la division traditionnelle et les stéréotypes des rôles, renforcés par l'arrivée d'un enfant, qui engendrent une série de conséquences parmi lesquelles des discriminations envers les femmes – qu'elles aient ou non des enfants – et une partie des inégalités salariales. Une partie seulement, car ces dernières prennent leur origine bien avant l'arrivée d'un enfant : le temps partiel touche ainsi fortement les jeunes femmes sans enfant, et les inégalités de salaire mensuel par diplôme (46,2 % pour les plus diplômées, 41 % pour les moins diplômées) se mettent en place dès l'insertion dans la vie professionnelle.

Dominique Méda, « L'inégalité de salaire hommes-femmes, c'est de naissance ! », *Le Monde,* 8 juin 2018.

DOC 3 **Niveau de vie médian selon l'âge (en euros de 2017)**



Champ : France métropolitaine, individus vivant dans un ménage dont le revenu déclaré est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

Enquêtes Revenus fiscaux et sociaux rétropolées 1996 à 2004, INSEE-DGI ; Enquêtes Revenus fiscaux et sociaux 2005 à 2017, INSEE/DGFIP/CNAF/CNAV/CCMSA.

PARTIE 3 GUIDAGE MÉTHODOLOGIQUE

ÉTAPE 5 Rédiger l'introduction

- **L'introduction,** quels que soient le sujet ou la discipline, est composée de cinq éléments incontournables, répartis en trois paragraphes (avec retour à la ligne à chaque fois) :
  - **1er paragraphe :** présentation du sujet (accroche ou mise en contexte) ;
  - **2e paragraphe :**
    - définition brève des notions du sujet ;
    - questionnement du sujet (résume la phase de questionnement → **Étape 1**) ;
    - annonce de la problématique qui indique comment le sujet est interprété (et qui découle de la phase de questionnement → **Étape 1**). Dans un sujet de raisonnement, il n'est pas exigé des élèves une problématisation du sujet, qui peut être repris tel quel.
  - **3e paragraphe :** annonce des grands axes du plan.

En SES, l'accroche est souvent une référence à l'actualité ou, par défaut, une citation/une donnée que vous prenez dans le dossier documentaire (sans développer).

La problématique n'est pas forcément formulée sous forme de question. Elle peut se présenter ainsi : « Nous voulons démontrer que… » ou « Répondre à ce sujet nécessite de montrer que… et que… »

- **Repérez les points forts et les points faibles** de l'introduction suivante écrite par un élève, puis proposez des améliorations.

> La société française est inégalitaire : les inégalités sont partout, dans tous les domaines.
> Elles contribuent à hiérarchiser l'espace social, c'est-à-dire qu'il existe des groupes distincts, qui n'ont pas les mêmes accès aux ressources économiques, sociales, politiques. Cela veut dire qu'en fonction de certains critères, les Français n'ont pas les mêmes chances d'atteindre un même niveau de vie ou les mêmes conditions de travail, par exemple.
> Nous étudierons successivement la profession, le niveau de diplôme, le niveau de revenus, le lieu de résidence, le sexe et l'âge.

- **Rayez les accroches maladroites** dans la liste ci-dessous en justifiant pourquoi, puis choisissez celle qui a votre préférence en justifiant également pourquoi.

> a) Les « Gilets jaunes » ont montré l'année dernière une opposition entre la France urbaine et la France rurale.
>
> b) « L'histoire de toute société jusqu'à nos jours, c'est l'histoire de la lutte des classes », disait Marx dans le *Manifeste du parti communiste*.
>
> c) La société française a toujours été inégalitaire.

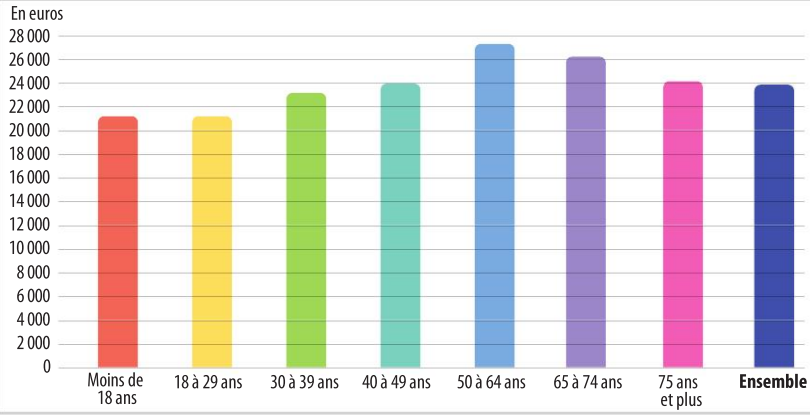
- **Choisissez une citation ou une donnée** extraite de l'un des trois documents pour formuler votre accroche.

- **Rédigez l'introduction** pour ce sujet en suivant le guide proposé.

SUJET

L'approche en termes de classes sociales est-elle pertinente pour rendre compte de la structure sociale en France ?

DOC 1 Niveau de vie moyen selon l'âge, en 2017



Champ : France métropolitaine, individus vivant dans un ménage dont le revenu déclaré est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.
Enquête Revenus fiscaux et sociaux 2017, INSEE/DGFIP/CNAF/CNAV/CCMSA.

DOC 2 Salaires mensuels nets en équivalent temps plein en 2016 selon le sexe

En euros	Hommes	Femmes
1er décile	1 245	1 145
2e décile	1 420	1 270
3e décile	1 566	1 383
4e décile	1 721	1 499
5e décile	1 899	1 639
6e décile	2 121	1 821
7e décile	2 431	2 064
8e décile	2 931	2 417
9e décile	3 926	3 091
Rapport inter-déciles (D9/D1)	3,15	2,70

Champ : France, salariés en EQTP du privé et des entreprises publiques, y compris bénéficiaires de contrats aidés et de contrats de professionnalisation en euros ; hors apprentis, stagiaires, salariés agricoles et salariés des particuliers employeurs.
Source : Déclaration annuelle de données sociales (DADS), INSEE.

DOC 3

Alors qu'ils ne représentent que 13,8 % de la population française âgée de 15 ans et plus, les ouvriers comptaient pour 22,1 % des 3 239 personnes décédées sur la route en 2007 et pour 19 % des blessés hospitalisés. […] Cette situation est en partie due au plus grand pouvoir protecteur des véhicules possédés par les personnes aisées, qui disposent d'airbags et de systèmes de freinage plus performants, d'habitacles renforcés, etc. Cela contribue à faire de leurs propriétaires des survivants potentiellement justiciables après un accident mortel.

Plusieurs juges de ce tribunal établissent d'eux-mêmes une corrélation directe entre la richesse des inculpés, la puissance de leurs voitures et leur sentiment d'omnipotence dans l'espace public, qui les amène parfois à négliger les usagers plus vulnérables, petites voitures, piétons, cyclistes, etc. […] Bien que surreprésentés, les prévenus favorisés bénéficient d'une certaine clémence. À coût humain et circonstances aggravantes équivalents, les ouvriers et les employés écopent de jugements « négatifs » – c'est-à-dire supérieurs à la peine médiane, soit dix mois d'emprisonnement ferme dans le tribunal étudié – deux fois plus fréquemment que les cadres, professions intellectuelles et professions intermédiaires : 59,3 % pour les premiers, contre 31 % pour les seconds.

Matthieu Grossetête, « Des accidents de la route pas si accidentels », *Le Monde diplomatique*, août 2016.

DOC 4 Taux de chômage selon la catégorie socioprofessionnelle en %

	2008	2010	2012	2014	2015	2016	2017	2018
Cadres	2,9	3,7	3,5	4,4	4,0	3,5	3,3	3,4
Professions intermédiaires	3,9	4,8	5,3	5,8	5,9	5,4	4,7	5,1
Employés	7,2	9,2	10,1	10,5	10,5	10,6	10,2	9,9
Ouvriers	10,1	13,3	14,2	15,1	15,0	14,9	13,5	12,6

Champ : France hors Mayotte, personnes de 15 ans ou plus
Source : Enquêtes Emploi, INSEE.

GUIDAGE MÉTHODOLOGIQUE

ÉTAPE 3 Étudier le dossier documentaire : extraire les informations en lien avec le sujet

- **Pour bien utiliser le dossier documentaire**, il est nécessaire de compléter les connaissances de cours avec les informations contenues dans les documents. Mais attention, il ne faut pas relever toutes les informations des documents, seulement celles en lien avec le sujet.

	Informations en lien avec le sujet (données statistiques, citations) *Ces informations pourront vous servir à affirmer, expliciter ou illustrer.*	**Prolongements avec le cours ou lien entre les documents**
Document 1		
Document 2		
Document 3		
Document 4		

Pour ce faire, toujours au brouillon, nous vous conseillons de procéder comme le tableau ci-contre.

- **Complétez le tableau précédent** pour le dossier documentaire de cette dissertation.

ÉTAPE 4 Construire son plan détaillé

- **Le plan détaillé consiste à organiser au brouillon les arguments** permettant de « traiter le sujet, tout le sujet, rien que le sujet ». Il faut partir de sa problématique, des connaissances de cours et des informations extraites des documents. Il s'agit de rédiger des phrases suffisamment précises pour expliciter de quoi chaque partie, sous-partie ou paragraphe va traiter. Dans une dissertation, on attend au minimum 6 paragraphes AEI qui doivent être organisés dans 2 ou 3 parties avec ou sans sous-parties.

  La construction du plan est un travail qui se fait rarement en un seul jet, mais par tâtonnements successifs. Il ne faut pas hésiter à faire bouger son plan, c'est-à-dire déplacer des paragraphes, ajouter/enlever des paragraphes, reformuler ses titres, les inverser, etc.

- Une fois que vous pensez votre plan terminé, reprenez le sujet et vérifiez que chaque titre répond au sujet et que vos titres traitent tout le sujet.

Un bon plan est souvent construit autour de titres qui reprennent les mots clés du sujet.

Plan à 2 niveaux	Plan à 2 niveaux	Plan à 3 niveaux
I) Titre • §1 Affirmation • §2 Affirmation **II) Titre** • §3 Affirmation • §4 Affirmation **III) Titre** • §5 Affirmation • §6 Affirmation	**I) Titre** • §1 Affirmation • §2 Affirmation • §3 Affirmation **II) Titre** • §4 Affirmation • §5 Affirmation • §6 Affirmation	**I) Titre** A) Sous-titre • §1 Affirmation • §2 Affirmation B) Sous-titre • §3 Affirmation • §4 Affirmation **II) Titre** A) Sous-titre • §5 Affirmation • §6 Affirmation B) Sous-titre • §7 Affirmation • §8 Affirmation

APPLICATION

Voici trois plans proposés pour le sujet de dissertation. Choisissez le meilleur plan, écartez les deux autres en justifiant pourquoi.

Plan 1 : ☐ Accepté ☐ Rejeté	Plan 2 : ☐ Accepté ☐ Rejeté	Plan 3 : ☐ Accepté ☐ Rejeté
I) Qu'est-ce qu'une classe sociale ? • §1 selon Marx • §2 selon Weber **II) L'approche en termes de classes sociales est toujours pertinente** • §3 L'importance du diplôme, du revenu et de la profession • §4 Les écarts entre groupes sociaux se sont creusés **III) … mais il existe d'autres facteurs de hiérarchisation sociale** • §5 Le sexe • §6 L'âge • §7 Le lieu de résidence	**I) L'approche en termes de classes est moins pertinente…** • §1 Les inégalités en fonction de l'âge • §2 Les inégalités en fonction du sexe **II) … mais permet quand même de rendre compte de la hiérarchisation de la structure sociale** • §3 Les différences de modes de vie entre classes sociales • §4 Les inégalités face au chômage entre les classes sociales	**I) L'approche en termes de classes est moins pertinente pour décrire la société française…** • §1 Des groupes professionnels hétérogènes • §2 L'identification subjective aux classes sociales diminue • §3 Il existe d'autres facteurs de hiérarchisation sociale **II) … mais permet quand même de rendre compte de la structure sociale** • §4 Les inégalités économiques en fonction de la profession • §5 Les différences de mode de vie entre professions • §6 L'articulation avec les rapports de genre

Objectif Bac Préparer le Grand oral

Fiche Bac n° 6 p. 388 *Le Grand oral*

Pistes de sujets possibles

- Les classes sociales existent-elles encore ?
- Les mutations du travail affectent-elles la structure sociale ?
  chapitre 9 p. 236
- Quelles représentations des classes sociales dans… (une œuvre littéraire) ?
  sujet transversal avec la spécialité HLP 1re « Les représentations du monde »
- La place des femmes dans la structure sociale : l'école suffit-elle ? chapitre 7 p. 184 chapitre 8 p. 210

Le sujet que vous présentez devant le jury du Grand oral doit être suffisamment précis pour ne pas couvrir tout le chapitre. Il doit prendre appui sur un point du chapitre que vous souhaitez approfondir, en lien avec vos centres d'intérêt ou votre projet professionnel.

Apprendre à formuler un sujet efficace et attractif

La France championne de l'inégalité entre générations
Par *Guillaume Liégard*, le 10 juin 2014, regards.fr

Inégalités entre les générations : la jeunesse française est-elle sacrifiée ?
9 juin 2014, lemonde.fr

Mais où est passée « la génération SACRIFIÉE ? »
Pascal Gateaud, 13 avril 2017, usinenouvelle.com

Les inégalités de revenus sont aussi générationnelles
Par Jérémie Baruch, lemonde.fr, 28 novembre 2018

Il n'y a pas de « génération sacrifiée »
Olivier Galland et Telos, 20 mars 2017, slate.fr

1) Quels titres donnent des indications sur la position de l'auteur de l'article ? À quoi pouvez-vous repérer cette position ?
2) Quels sont les titres qui éveillent votre intérêt et vous donnent envie d'en savoir plus ? Quelles sont leurs caractéristiques ?

DES PISTES POUR LE GRAND ORAL

Questions que le jury pourrait poser sur ce chapitre

- Quelle est la définition d'une classe sociale ? p. 173
- Quelles sont les principales évolutions de la structure socioprofessionnelle dans la dernière moitié du XXe siècle ? dossier 3 p. 164-165
- Présentez deux critères de hiérarchisation de la société. dossiers 1 et 2 p. 160 à 163
- Pourquoi l'utilisation de la notion de classe sociale fait-elle débat ? dossier 4 p. 166-167
- L'école participe-t-elle à la reproduction des classes sociales ? chapitre 7 p. 184 chapitre 8 p. 210
- Comment les caractéristiques sociales des individus influencent-elles leur engagement politique ? chapitre 10 p. 264

CONSEILS POUR LE JOUR DU GRAND ORAL

Les tics verbaux
Les tics verbaux surviennent lorsque vous êtes stressé, si vous vous lancez dans des réponses sans savoir exactement ce que vous allez répondre, et lorsque vous cherchez vos mots, vos idées.
Pour les éviter il est d'abord nécessaire d'identifier quels sont vos tics verbaux habituels : demandez à votre entourage ou filmez-vous en train de parler.
Une fois que vous les avez identifiés, entraînez-vous à les remplacer par des silences, des respirations, des modulations de voix, des mots de liaison.

Fiche Bac n° 6 p. 388 *Le Grand oral*

S'orienter après le bac

Quels sont les cursus pour travailler dans la comptabilité ?
https://diplomeo.com/formations-metier-pour-devenir-comptable

Quels sont les métiers du social ?
http://www.onisep.fr/Decouvrir-les-metiers/Des-metiers-par-secteur/Social/Les-metiers-et-l-emploi-dans-le-social

SUJET GUIDÉ

La jeunesse : une génération sacrifiée ?

La recherche documentaire : des pistes pour votre sujet

Il est nécessaire d'archiver toutes les informations intéressantes collectées afin de les retenir et de les retrouver facilement. Vous pouvez vous aider d'un tableau sur le modèle suivant.

Ce tableau peut être réalisé en ligne avec un Padlet.

Titre et source	Inégalités entre les générations : la jeunesse française est-elle sacrifiée ? *Le Monde*, 9/06/2014
Thème, résumé de l'information	Baisse du niveau de vie selon la génération. Niveau de vie = le revenu corrigé par la composition du ménage.
Citations ou données intéressantes	« Depuis 1984 en France, le niveau de vie relatif des trentenaires a perdu 17 % par rapport à celui des sexagénaires. »
Lien avec le sujet	Les plus jeunes sont défavorisés par rapport aux plus âgés en termes de revenus.
Provenance : lien URL, n° page du livre ou du journal, CDI, bibliothèque…	Europresse au CDI.

Analyser le sujet

- **Procédez à une analyse mot à mot du sujet,** comme vous le faites pour les sujets de bac.

jeunesse : jusqu'à quel âge est-on « jeune » ? Les jeunes sont-ils défavorisés parce qu'ils sont au début de leur vie active (effet d'âge), ou parce qu'ils sont nés dans un contexte de ralentissement économique et de chômage élevé (effet de génération) ? Tous les jeunes sont-ils dans la même situation ?

sacrifiée : défavorisée, en termes économiques notamment (revenus, insertion sur le marché du travail, accès au logement…). Parler de « sacrifice » sous-entend une sorte d'intentionnalité ou de dessein, une situation aggravée par les politiques menées, ou leur absence.

La **jeunesse** : une **génération** sacrifiée **?**

génération : ensemble des personnes nées à la même époque, appartenant au même groupe d'âge.

« ? » : le point d'interrogation indique qu'il y a débat.

- **Le sujet doit ensuite être questionné,** voire problématisé. Fiche Bac n° 3 p. 382 (Étape 1)

Questions que le jury pourrait poser sur ce sujet

- « La jeunesse n'est qu'un mot » : quel est le sociologue qui a utilisé cette expression ? recherche Internet
- Effet d'âge / effet de génération : savez-vous les distinguer ? lexique p. 408
- À quelle idée renvoie l'expression « OK boomer » ? recherche Internet
- Parlez-nous de « La marche pour le climat ». chapitre 12 p. 320

Construire le plan de l'exposé

Ce sujet est un sujet débat : le plan que vous adopterez doit être en adéquation avec l'opinion que vous vous serez forgée au fur et à mesure de vos recherches. Vous ne pourrez pas parler de tout en 5 minutes : vous devez donc centrer votre plan sur les éléments essentiels de votre argumentation.

Plan 1 : Vous voulez montrer que les jeunes générations sont nettement désavantagées.	Plan 2 : Vous voulez montrer que les jeunes ne sont pas une catégorie uniformément désavantagée.
I) Il existe de fortes inégalités en défaveur des plus jeunes. II) Ces inégalités s'expliquent par l'entrée dans la vie active et le contexte économique dégradé. III) Elles sont accentuées par les politiques menées qui consacrent un budget insuffisant à la jeunesse.	I) Il existe de fortes inégalités en défaveur des plus jeunes… II) Mais les générations actuelles bénéficient d'un meilleur niveau de vie que leurs parents au même âge… III) Et les inégalités entre jeunes sont également très importantes.

7 Quelle est l'action de l'école sur les destins individuels et sur l'évolution de la société ?

Ressources en ⊕
Sur le site collection : lycee.hachette-education.com/ses/tle

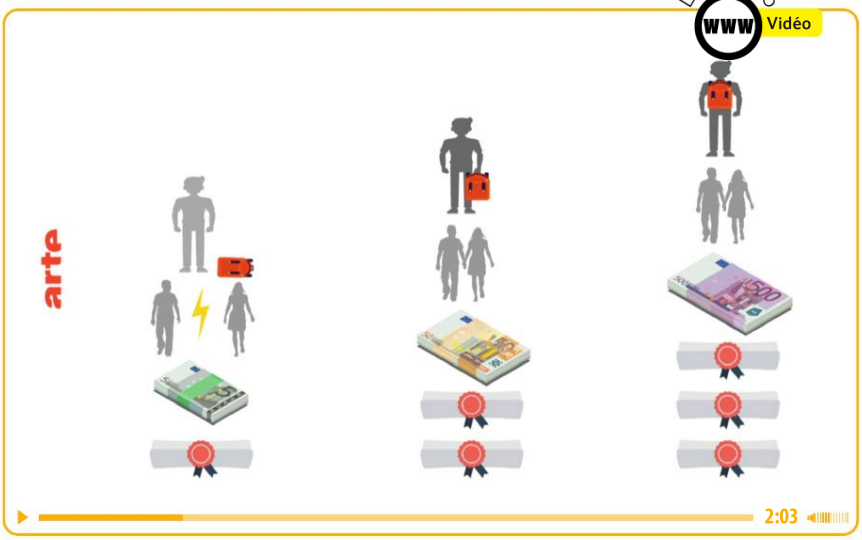
NOTIONS À DÉCOUVRIR
- Société démocratique
- Égalité des chances
- Taux de scolarisation
- Massification
- Démocratisation
- Taux d'accès à un diplôme ou à une formation
- Capital culturel
- Investissements familiaux
- Stratégies scolaires

Rappel de 2de et 1re
• Socialisation • Lien social • Capital humain • Genre • Ségrégation

DÉCOUVRIR PAR LA VIDÉO

Les jeunes en décrochage scolaire sont ceux qui sortent du système scolaire sans diplôme. En France, leur nombre et leur proportion diminuent. Mais ce recul n'est pas aussi fort dans toutes les catégories sociales, et les effets sur les trajectoires individuelles sont d'autant plus marqués que ces cas sont moins fréquents.

Lien vidéo WWW Vidéo



Comment expliquer que certains élèves « décrochent » du système scolaire ?

Anne-Charlotte Waryn, « Qui sont les décrocheurs ? », *Arte*, 23 septembre 2019.

DOSSIERS

A Les caractéristiques de l'école dans les sociétés démocratiques
1 À quoi sert l'école ? 186
2 L'école s'est-elle démocratisée depuis les années 1950 ? 188

B L'origine des inégalités de réussite scolaire
3 Quel rôle joue la socialisation familiale dans la production des inégalités scolaires ? 190
4 Comment les stratégies familiales influencent-elles la réussite scolaire ? 192

ACTIVITÉS

1 Enquêter
Le parcours scolaire jusqu'au premier emploi 194

2 Rédiger un texte argumenté
Comment évoluent les inégalités scolaires ? 195

3 Vers le Grand oral
Jeu de rôle Comment renforcer l'égalité des chances ? 196

L'essentiel 198
Utilisez les statistiques 201
Testez vos connaissances ! 202
Objectif Bac 204
Préparer le Grand oral 208

DÉCOUVRIR PAR L'IMAGE



Une promotion de l'École polytechnique.



Les lauréats du concours du Meilleur ouvrier de France.

Les diplômes de l'École polytechnique et de Meilleur ouvrier de France sont des titres accessibles sur concours et très reconnus. Pourquoi est-il important que ces concours et les formations qui y mènent soient accessibles à tous ?

DÉCOUVRIR EN DONNANT SON AVIS

Êtes-vous d'accord, pas d'accord ou sans opinion avec les affirmations suivantes ?

- Vous pouvez reporter vos réponses dans la grille à télécharger.
- Pour visualiser les réponses de la classe, utilisez le Q-Sort interactif

1. Tous les enfants ont les mêmes chances de réussir à l'école.
2. L'égalité des chances est un idéal, mais pas une réalité.
3. Aujourd'hui en France, tout le monde a le baccalauréat.
4. C'est surtout l'argent des parents qui favorise la réussite scolaire des enfants.
5. En moyenne, les filles réussissent mieux à l'école que les garçons.
6. Les garçons sont les meilleurs en mathématiques.
7. La réussite scolaire dépend d'abord des efforts fournis par les élèves.
8. En France, l'école sert d'abord à sélectionner les meilleurs élèves.
9. En France, l'école fait beaucoup et assez pour réduire l'inégalité des chances.

QU'EN PENSEZ-VOUS ?

Attention ! Vous devez choisir une seule affirmation avec laquelle vous n'êtes pas du tout d'accord, deux avec lesquelles vous n'êtes plutôt pas d'accord…

- Pas du tout d'accord
- Plutôt pas d'accord
- Sans opinion
- Plutôt d'accord
- Tout à fait d'accord

Grille à télécharger

A Les caractéristiques de l'école dans les sociétés démocratiques

DOSSIER 1 À quoi sert l'école ?

• Société démocratique • Égalité des chances • Taux de scolarisation

POUR COMMENCER

DOC 1 De l'école pour quelques-uns à l'école de la République



« Qu'est-ce que l'école de la République ? »,
Les essentiels de Jamy, France TV Éducation, 25 juin 2018.

1. Depuis quand l'instruction est-elle obligatoire pour tous les enfants en France ?
2. Quand l'école commence-t-elle à être mixte en France ?
3. Quels sont les savoirs que doit transmettre l'école de la République ?
4. Montrez que l'école de la République vise à former les citoyens d'une société démocratique.

DÉFINITION

Société démocratique

Concept forgé par Alexis de Tocqueville (1805-1859) pour désigner des sociétés où se produit un processus d'égalisation des conditions, c'est-à-dire une égalisation des droits individuels, des chances de réussite et des positions sociales.

DOC 2 L'école et l'égalité des chances

L'école républicaine de la Troisième République n'a pas été construite comme l'école de l'égalité des chances. Ce fut d'abord l'école de l'égalité d'accès de tous les enfants à l'école élémentaire afin d'instruire les citoyens de la République et de la Nation. Mais la moitié des élèves n'obtenait pas le certificat d'études primaires[1] en 1950, quand 5 % d'une classe d'âge seulement accédait au baccalauréat. [...] Cependant, avec l'élitisme républicain, cette école a mis en marche un ascenseur social réservé aux quelques enfants du peuple particulièrement « doués » et « vertueux » qui [...] pouvaient rejoindre le lycée. En fait, cet ascenseur montait haut mais très peu d'élèves l'empruntaient. Ce n'est que dans les années soixante que cet ascenseur a été réellement efficace sous l'effet d'une double conjoncture. D'abord, les portes du lycée ont été plus largement ouvertes dès la fin des années cinquante et le taux de bacheliers atteignait près de 15 % en 1965. Ensuite, la croissance économique a garanti une forte utilité des diplômes quand la France avait un besoin impératif de travailleurs bien formés, de cadres, de techniciens et d'employés qualifiés. C'est à ce moment-là que s'est installée l'image de l'ascenseur social, celle d'une école capable d'offrir à tous l'égalité des chances de s'élever dans la société. La promesse scolaire n'était plus seulement celle de l'instruction commune, elle est devenue celle de l'égalité des chances méritocratique, celle d'une école capable d'abolir les obstacles économiques et sociaux à la réussite scolaire. Depuis cette période, qui a duré une vingtaine d'années, l'égalité des chances est devenue la figure cardinale et indiscutée de la justice scolaire.

François Dubet, « Égalité des chances scolaires : le paradoxe français »,
Après-demain 2016/2 (N° 38, NF), avril 2016.

1. Examen de fin d'école primaire, entre 1866 et 1987.

1. Pourquoi l'école, dès la Troisième République, n'était-elle pas l'école de l'égalité des chances ?
2. Comment expliquer que l'ascension sociale ait été favorisée à partir des années 1960 ?
3. Expliquez la phrase soulignée.

REPÈRE

Les lois de Jules Ferry

En 1881 et 1882, Jules Ferry, ministre de l'Instruction publique, donne son nom à deux lois qui rendent l'école primaire publique gratuite, laïque, et instaure l'instruction obligatoire.

DÉFINITION

Égalité des chances

Situation dans laquelle chaque individu, quelles que soient son origine ou ses caractéristiques, a les mêmes possibilités d'accéder aux positions sociales et aux ressources (diplôme, revenu, etc.) qui permettent de les atteindre.

DOC 3 Quels savoirs acquérir à l'école ?

La prise en compte de la question des contenus dans les « politiques éducatives » ne va pas de soi : en effet, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, mais en fait à partir d'idées bien antérieures, les politiques d'éducation de l'État-providence (*Welfare state*) ont surtout été, dans presque tous les pays, des politiques de démocratisation de l'« accès » à différents niveaux scolaires, au nom de la justice mais aussi au nom du développement des compétences nécessaires à la croissance économique. [...]

L'exemple le plus célèbre, et aux conséquences les plus fâcheuses, fut celui du collège dit unique qui se généralise après 1975 (loi Haby) dans des conditions telles qu'on étendit à tous les élèves accédant à une filière désormais unique les programmes qu'on proposait antérieurement aux seuls élèves de la filière la plus académique et la plus conforme à des canons scolaires traditionnellement réservés à une minorité. L'écart toutefois entre ce que les enfants apprenaient à l'école primaire et la culture du second degré que leur imposait le collège ne s'était pas réduit par enchantement. [...]

La question a commencé toutefois à apparaître dès la loi de 1989, qui créa un Conseil national des programmes (CNP), mais davantage, aux yeux d'un public plus large, depuis le début des années 2000, en particulier avec la réelle innovation de fond et de forme que constitua le socle commun, voté par le législateur dès 2005, puis repris dans la loi de Refondation de 2013, dont on a pu dire qu'il constitua un premier essai d'une politique curriculaire en France.

Roger-François Gauthier et Agnès Florin, « Que doit-on apprendre à l'école ? Savoirs scolaires et politique éducative », Terra Nova, note, 27 mai 2016.

1. Pourquoi les politiques éducatives se préoccupent-elles peu des contenus jusqu'à la fin des années 1980 ?
2. Comment ceci permet-il d'expliquer les difficultés de mise en place du collège unique en 1975 ?
3. Montrez que la définition d'un « socle commun » à acquérir au cours de la scolarité obligatoire marque une inflexion.

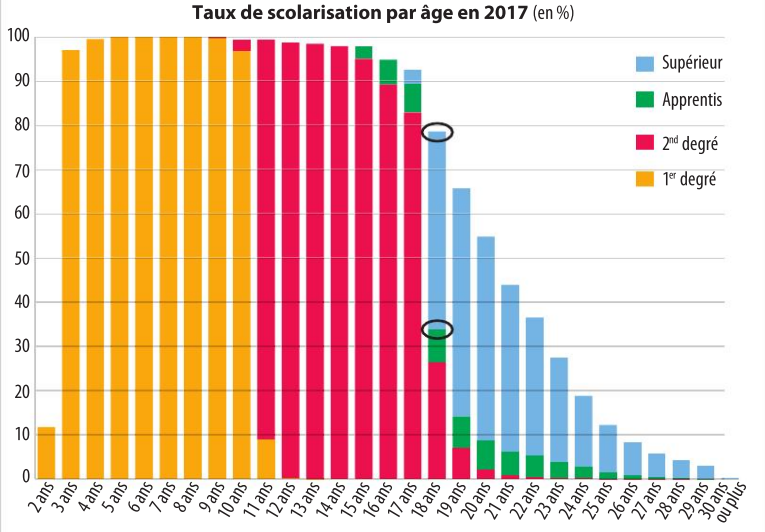
REPÈRE

Le collège unique, depuis 1975

Avant 1975, après l'école primaire, l'enseignement secondaire comportait plusieurs filières qui ne permettaient pas toutes d'accéder au baccalauréat. En 1975, la réforme Haby unifie le collège. La différenciation des parcours scolaires se fait désormais, dans la plupart des cas, après la classe de 3e.

DOC 4 La scolarisation en France

Taux de scolarisation par âge en 2017 (en %)



Champ : France hors Mayotte, enseignement public et privé. Source : DEPP.

REPÈRE

L'instruction obligatoire

En France, l'instruction est obligatoire pour tous les enfants, à partir de 3 ans et jusqu'à 16 ans révolus. Les parents peuvent choisir de scolariser leur enfant ou bien d'assurer eux-mêmes cette instruction.

DÉFINITION

Taux de scolarisation

Rapport entre le nombre d'élèves, étudiants et apprentis en formation initiale d'un âge déterminé, inscrits dans un établissement d'enseignement, et le nombre total de jeunes de cet âge.

1. Rédigez une phrase présentant la signification précise des données entourées.
2. Par un calcul approprié, calculez la part des jeunes de 16 ans pour qui l'instruction obligatoire se fait hors de l'école.

S'entraîner

Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS P. 400

Vrai ou faux ?

1. L'école a toujours visé à favoriser l'égalité des chances entre les élèves.
2. Les savoirs transmis à l'école servent à préparer au monde du travail.
3. L'instruction est obligatoire, pas l'école.
4. Depuis les années 1960, les politiques éducatives cherchent à démocratiser l'accès à l'école.

2 Mobiliser ses connaissances

BAC

Montrez comment l'école cherche à favoriser l'égalité des chances.

DOSSIER 2 L'école s'est-elle démocratisée depuis les années 1950 ?

• Massification • Démocratisation • Taux d'accès à un diplôme ou à une formation

POUR COMMENCER

Doc 1 Le choix du collège à Paris : un enjeu stratégique ?

Lien vidéo



L'Obs – YouTube, 13 avril 2018.

Note : Les élèves dits « défavorisés » sont ceux dont le parent de référence est ouvrier, retraité ouvrier ou employé, inactif.

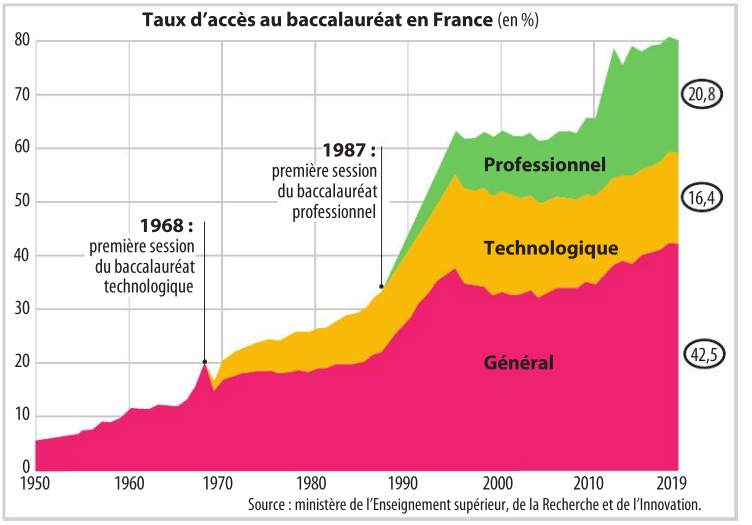
Rappel de 1re

Ségrégation sociale

Séparation, de droit ou de fait, d'un groupe social d'avec les autres.

1. Pourquoi l'économiste Julien Grelet parle-t-il de ségrégation dans les collèges parisiens ?
2. Comment mesure-t-on la ségrégation sociale dans les collèges parisiens ?
3. Quelles sont les deux causes de la ségrégation sociale des collèges à Paris ?
4. Comment la mise en place de secteurs multicollèges permet-elle d'accroître la mixité sociale des collèges ?

Doc 2 Le taux d'accès au baccalauréat : vers 80 % ?



DÉFINITION

Taux d'accès à un diplôme ou à une formation

Proportion d'élèves d'une génération (c'est-à-dire nés la même année ou dans la même période) qui obtiennent un diplôme ou accèdent à une formation.

REPÈRE

80 % d'une génération au baccalauréat

En 1985, au moment de la création du bac professionnel (dont la première session sera passée en 1987), le ministre de l'Éducation Jean-Pierre Chevènement fixe un objectif qui reste une référence : porter 80 % d'une génération au niveau du baccalauréat, toutes filières confondues.

1. Rédigez une phrase présentant la signification précise des données entourées.
2. À l'aide de l'outil statistique approprié, calculez l'évolution de la part des bacheliers en France depuis 1950. Fiche outil n° 1 p. 349
3. Quelle part représente le baccalauréat général dans l'ensemble des bacheliers en 2019 ?
4. Combien d'années a-t-il fallu pour réaliser l'objectif fixé en 1985 de 80 % d'une génération au baccalauréat ?
5. Selon vous, ce document montre-t-il une massification ou une démocratisation du bac ?

DOC 3 Une démocratisation ségrégative ?

Dans quelle mesure l'explosion de la scolarisation en lycée au cours des années 1985-1995 [...] a-t-elle transformé cette différenciation sociale des filières ? C'est aussi à cette aune que se pose la question des inégalités sociales de trajectoires scolaires car les différentes filières du bac n'offrent nullement les mêmes perspectives dans l'enseignement supérieur. Ainsi, seulement 8,3 % des bacs pro s'inscrivent à l'université (dont 27,8 % en STS et 0 % en CPGE) alors que, pour les titulaires du bac S, les pourcentages équivalents sont 71,8 % (université), 5,7 % (STS) et 18,1 % (CPGE).

En raison des différences de valeur scolaire considérables propres à chaque série de baccalauréat, l'analyse de leur recrutement social est indispensable à la connaissance des inégalités de trajectoires scolaires selon l'origine sociale. [...] Ces données montrent une spécialisation sociale des différentes séries du bac. Les enfants des catégories aisées sont majoritairement scolarisés dans les filières générales ; les enfants des catégories populaires le sont dans les filières professionnelles. Cette hiérarchisation sociale des filières est remarquablement stable. Les écarts observés en 2015 sont proches de ceux constatés en 1985. Les terminales scientifiques et professionnelles ont un recrutement quasiment inversé : 67,8 % d'élèves d'origine aisée et moyenne dans les premières, 69 % d'origine populaire dans les secondes. Ce développement particulier de l'accès au baccalauréat est à l'origine de la notion de démocratisation ségrégative.

Pierre MERLE, *La démocratisation de l'enseignement*, Collection Repères, La Découverte, 2017.

1. Pourquoi l'auteur parle-t-il de « démocratisation ségrégative » ?
2. Les différents baccalauréats permettent-ils les mêmes trajectoires scolaires dans l'enseignement supérieur ?
3. Pour quelles raisons, selon vous ?

4 EXERCICE Distinguer massification et démocratisation scolaire

1. Cochez selon que la proposition correspond à un phénomène de massification scolaire ou de démocratisation scolaire (ou les deux à la fois).

Tableau à imprimer

	Massification scolaire	Démocratisation scolaire
a) Objectif de 80 % d'une génération au niveau bac (1985)		
b) Création du bac professionnel (1985)		
c) Mise en place des Zones d'éducation prioritaire (ZEP, 1981)		
d) Bourses pour les élèves défavorisés		
e) Instruction obligatoire jusqu'à 16 ans (1959)		
f) Collège unique (1975)		

2. Expliquez pourquoi la massification scolaire ne conduit pas automatiquement à la démocratisation scolaire.

NE PAS CONFONDRE

Massification et démocratisation scolaire

La **massification** scolaire se caractérise par un allongement de la durée des études et par une élévation du niveau de formation de la population.

La **démocratisation** scolaire correspond, de surcroît, à une égalisation des chances scolaires. Elle implique donc que les résultats scolaires soient de moins en moins dépendants de variables telles que le milieu social, le sexe ou l'origine migratoire.

S'entraîner

Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS P. 400

Complétez les formules avec les termes suivants :

bacheliers • l'âge x (deux fois) • la génération x (deux fois) • personnes scolarisées.

$$\text{Taux de scolarisation} = \frac{\text{Nombre de ..... de .....}}{\text{Nombre de personnes de .....}}$$

$$\text{Taux d'accès au baccalauréat} = \frac{\text{Nombre de ..... de .....}}{\text{Nombre de personnes de .....}}$$

2 Étude d'un document

BAC

À l'aide du document 2, caractérisez l'évolution du taux d'accès aux différentes filières du baccalauréat depuis 1950.

B L'origine des inégalités de réussite scolaire

DOSSIER 3 Quel rôle joue la socialisation familiale dans la production des inégalités scolaires ?

• Capital culturel • Investissements familiaux

POUR COMMENCER

DOC 1 Quelles inégalités face à la lecture ?

Lien vidéo www Vidéo



« Inégalités dès l'enfance : la lecture, Claude Ponti et l'ironie », par Bernard LAHIRE, *France Culture*, 9 septembre 2019.

1. Comment les parents de familles favorisées incitent-ils leurs enfants à la lecture ?
2. Pourquoi ces comportements sont-ils moins fréquents dans les familles défavorisées ?
3. Pourquoi l'apprentissage des jeux de mots et l'ironie sont-ils importants dans la réussite scolaire, selon Bernard Lahire ?

Rappel de 1re

Socialisation

Ensemble des processus d'apprentissage et d'intériorisation des valeurs et des normes par lesquels la société forme et transforme les façons de faire, de penser et d'être des individus.

REPÈRE

Origine sociale et contexte familial des élèves

Pour l'Éducation nationale, l'origine sociale des élèves est repérée à partir de la PCS du parent de référence :

- « défavorisée » (ouvriers, retraités ouvriers ou employés, inactifs) ;
- « assez défavorisée » (employés, agriculteurs exploitants, artisans et commerçants) ;
- « favorisée » (professions intermédiaires, retraités cadres ou professions intermédiaires) ;
- « très favorisée » (cadres et assimilés, chefs d'entreprise, professions intellectuelles supérieures, professeurs et assimilés).

DOC 2 Le rôle du capital culturel familial dans la réussite scolaire

Certes, tous les milieux sociaux ont autant de « culture » les uns que les autres, au sens où les anthropologues parlent de la « culture touareg » ou de la « culture japonaise », par exemple. Mais les cultures spécifiques (cultures populaires pour les classes populaires, cultures bourgeoises pour les classes supérieures) se distinguent par leur plus ou moins fort ajustement à la culture proprement scolaire. Celle-ci correspond aux différents savoirs, savoir-faire et valeurs promus par l'école et/ou considérés comme légitimes par elle. Or les milieux les plus favorisés sont tendanciellement les plus scolarisés et diplômés. Ils sont ceux dont les pratiques culturelles s'ajustent le plus à la culture scolaire. […]

Les enfants issus des milieux dotés en capitaux culturels héritent ainsi, par le simple fait de « baigner » dans leur famille, des pratiques et des références culturelles (lecture, écriture, musique, etc.), mais aussi d'une gamme de vocabulaire et de façons de construire des phrases, ou encore d'habitudes d'argumenter longuement et de démontrer en passant par l'abstraction, ou bien de manières de se tenir, ou de poser leur voix… ajustées aux formes imposées de l'« excellence scolaire ».

C'est ainsi, affirment Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, que les élèves issus de milieux les plus favorisés peuvent manifester une vaste « culture légitime » (c'est-à-dire reconnue comme telle par l'école), « acquise sans intention ni effort et comme par osmose ».

L. FROUILLOU et R. BODIN, « À l'école, tu bosses, tu réussis ? », *Manuel indocile de sciences sociales*, La Découverte, 2019.

1. Quels sont les éléments qui traduisent le niveau de capital culturel parental dans cet extrait ?
2. Quels éléments du capital culturel parental se transmettent « sans intention ni effort » ?
3. Montrez que, cependant, certains éléments du capital culturel nécessitent un investissement parental pour être transmis aux enfants.

DÉFINITION

Capital culturel

Ensemble de connaissances en matière de culture savante (certifiées ou non par des titres scolaires) et de dispositions (manières d'agir, de parler, de ressentir, etc.) qui contribuent à définir la position sociale d'une personne.

DÉFINITION

Investissements familiaux

Actions intentionnelles des parents qui visent à développer et transmettre le capital culturel au sein de la famille afin de favoriser la réussite scolaire de leurs enfants.

DOC 3 Quelles trajectoires scolaires des élèves selon le diplôme des parents ?

En France, en 2014-2015, diplôme le plus élevé obtenu par les 25 à 44 ans, selon le diplôme des parents

	Diplôme des parents		
	Parents peu ou pas diplômés[1]	Au moins un parent diplômé au plus du secondaire	Au moins un parent diplômé du supérieur
Aucun diplôme, certificat d'études primaires ou brevet des collèges	23,9	8,2	3,8
CAP, BEP ou équivalent	27,0	21,0	5,4
Baccalauréat, brevet professionnel ou équivalent	21,7	25,9	12,7
Diplôme du supérieur court (niveau bac +2)	14,6	22,0	20,3
Diplôme de niveau bac +3 ou 4	8,1	12,9	23,7
Diplôme de niveau bac +5 ou plus	4,8	10,0	34,1
Ensemble	100,0	100,0	100,0
Part de diplômés du supérieur	27,4	44,9	78,1

1. Les parents n'ont pas de diplôme autre que le certificat d'études ou le brevet des collèges.

Source : INSEE Références, France, Portrait Social, Édition 2019.

1. Rédigez une phrase présentant la signification précise des données entourées.
2. Quelle relation peut-on observer entre le diplôme obtenu et le niveau de diplôme des parents ?
3. Peut-on parler de reproduction sociale ? Justifiez avec des données.

4 EXERCICE Du capital culturel à la reproduction sociale

1. Dans la liste suivante, sélectionnez les éléments de capital culturel parental qui sont favorables à la réussite scolaire des enfants.

a) lire des BD ; b) avoir fait une classe prépa scientifique ; c) visiter un zoo ; d) lire un livre par mois en moyenne ; e) savoir réparer un pneu crevé ; f) écouter de la K-pop ; g) lire régulièrement *L'Équipe* ; h) lire régulièrement *Le Monde* ; i) avoir un abonnement au théâtre ; j) visiter le musée de l'automobile ; k) écouter régulièrement les informations à la radio ; l) être bilingue ; m) connaître la mythologie grecque ; n) être diplômé d'un bac professionnel.

2. Complétez le schéma avec les termes suivants :

Investissements familiaux • Diplômes des parents • Reproduction sociale • Capital culturel des parents.



DOC 5 Les effets de la socialisation selon le genre

Quelque chose ne tourne pas rond chez les garçons. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : au collège, ils représentent 80 % des élèves sanctionnés tous motifs confondus [...], ou encore 86 % des élèves des dispositifs Relais qui accueillent les jeunes entrés dans un processus de rejet de l'institution scolaire. [...]

Très jeunes et surtout pendant les années de collège, période où la puberté vient sexuer toutes les relations, les garçons se retrouvent, en effet, pris entre deux systèmes normatifs. Le premier, véhiculé par l'école, prône les valeurs de calme, de sagesse, de travail, d'obéissance, de discrétion, vertus traditionnellement associées à la féminité. Le second, relayé par la communauté des pairs et la société civile, valorise les comportements virils et encourage les garçons à tout le contraire : enfreindre les règles, se montrer insolents, jouer les fumistes, monopoliser l'attention, l'espace, faire usage de leur force physique, s'afficher comme sexuellement dominants. [...]

Sylvie AYRAL, Yves RAIBAUD, « En finir avec la fabrique des garçons », *Libération*, 6 novembre 2014.

1. Quelles sont les différences de comportement à l'école entre les élèves selon leur genre ?
2. Comment les sociologues expliquent-ils ces différences ? Rappel de 1re Socialisation selon le genre, p. 414

S'entraîner

Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS P. 400

Vrai ou faux ?

1. Le capital culturel des parents dépend de leurs diplômes.
2. Il existe une corrélation entre le sexe des élèves et leur réussite scolaire.
3. Les garçons ont de meilleurs résultats scolaires que les filles.
4. Seules les familles avec des revenus élevés peuvent procéder à des investissements familiaux favorables à la réussite scolaire de leurs enfants.

2 Mobiliser ses connaissances

BAC

Montrez que la socialisation familiale peut être à l'origine d'inégalités de réussite scolaire.

DOSSIER 4 Comment les stratégies familiales influencent-elles la réussite scolaire ?

• Stratégies scolaires

POUR COMMENCER

Doc 1 Les coulisses de la carte scolaire

Lien vidéo WWW Vidéo



Documentaire Société, 5 avril 2019.

1. Qu'est-ce qu'un « collège de secteur » ?
2. Pourquoi certains parents cherchent-ils à contourner la carte scolaire ?
3. Quel est l'effet de ces comportements sur la mixité sociale à l'école ?

REPÈRE

Carte scolaire et sectorisation

Depuis 1963, en France, le territoire est divisé en secteurs scolaires, l'ensemble formant la carte scolaire. Celle-ci permet d'affecter les élèves dans les établissements publics de leur secteur scolaire en fonction de leur lieu de domicile. En 2007, la carte scolaire a été assouplie pour faciliter les dérogations.

Doc 2 Des stratégies d'évitement de la carte scolaire

Samira, 47 ans, a préféré scolariser ses deux garçons dans un établissement catholique, près de son lieu de travail, à Meudon (Hauts-de-Seine), pour une meilleure « discipline » mais surtout pour les « bonnes fréquentations ». « Quand je vois les jeunes de mon quartier, cela ne me convient pas, dit la restauratrice d'Issy-les-Moulineaux. Ils traînent, ils fument, on entend que c'est un peu l'anarchie dans les classes… Au primaire, c'est moins grave, mais le collège, c'est un âge où les jeunes sont très influençables. » […]

Quelque 1 841 petits Parisiens – sur 15 200 – ont pu rejoindre un autre collège que celui de leur secteur. Quasiment la moitié a obtenu gain de cause en faisant valoir un « parcours scolaire particulier », ces inscriptions dans des classes à horaires aménagés notamment qui restent, semble-t-il, une stratégie qui paie.

Le plus « simple », témoigne Alexandre, un autre père de famille, c'est encore d'« avoir la bonne boîte aux lettres ». Cet ingénieur-designer n'a pas hésité à se domicilier chez ses parents, dans le « bon arrondissement » de Paris – en l'occurrence, le 16e. […] « J'ai connu des tas d'amis qui louaient ou achetaient une chambre de bonne dans ce même objectif », confie-t-il.

En enquêtant dans les Hauts-de-Seine, Quentin Ramond, doctorant à Sciences Po, a mis au jour un phénomène qui touche désormais les familles de la classe moyenne. « Là où l'offre scolaire est attractive, on voit des familles prêtes à rester locataires dans des logements sociaux intermédiaires, et à renoncer à l'accession à la propriété qui impliquerait un déménagement loin des écoles qu'elles visent. »

Mattea Battaglia et Camille Stromboni,
« "Tout sauf mon collège de secteur" : les stratégies d'évitement de la carte scolaire », *Le Monde*, 30 décembre 2019.

1. Quelles sont les motivations des stratégies d'évitement du collège de secteur ?
2. Quelles sont les trois stratégies familiales présentées qui permettent d'éviter le collège de secteur ?
3. Montrez que ces stratégies sont génératrices d'inégalités scolaires.

DÉFINITION

Stratégies scolaires

Choix intentionnels des familles qui s'appuient sur leurs ressources (capital économique, culturel, social, connaissance du système éducatif, etc.) pour favoriser la réussite des enfants.

DOC 3 Faire garder ses enfants, un choix stratégique ?

La scolarisation de Valentine[1] a obligé ses parents à changer de mode de garde pour accueillir une jeune fille au pair chargée de chercher les enfants à l'école et de s'en occuper jusqu'au soir. Et depuis, tous les ans, ils en changent au rythme des années scolaires. Mais surtout, ils sélectionnent leurs filles au pair sur des critères stricts. Tout d'abord, ils ne prennent que des jeunes filles anglophones et d'Amérique du Nord : « On trouvait ça bien d'avoir quelqu'un d'un peu lointain plutôt que d'Angleterre. » L'objectif est tout d'abord de familiariser Thomas et Valentine à la langue anglaise. La première jeune fille au pair qu'ils ont accueillie pendant l'année de petite section de Valentine ne parlait d'ailleurs pas français : « On est partis du principe qu'ils étaient petits, trois ans et six ans, et qu'en leur parlant en anglais, ils allaient comprendre. » [...]

Sonia, forte de son expérience dans les ressources humaines, a mis en place tout un protocole pour sélectionner chaque année une nouvelle jeune fille au pair. Elle s'y prend dès novembre pour l'année scolaire suivante, « parce qu'on veut quelqu'un qui l'ait vraiment intégré dans son cursus ». [...] Ils peuvent accueillir ces jeunes Nord-Américaines grâce aux parents de Sonia qui disposent de deux « chambres de bonne » dans leur immeuble situé à vingt minutes à pied du domicile familial. Le contrat d'accueil d'une fille au pair exige en effet de la loger gratuitement, de fournir les repas et un petit salaire.

Bernard LAHIRE, *Enfances de classe*, Éd. du Seuil, 2019.

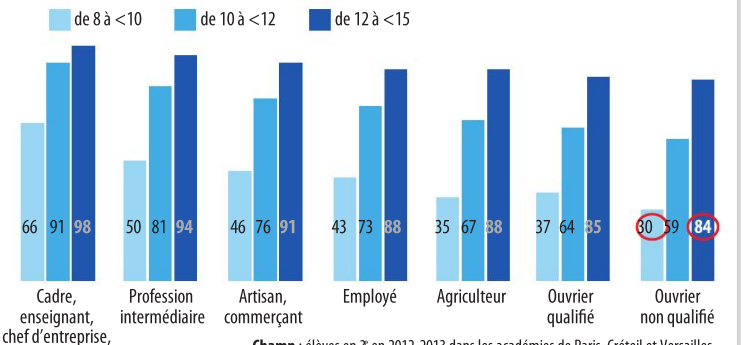
1. Les parents de Valentine et Thomas sont propriétaires d'un grand appartement bourgeois du 7e arrondissement de Paris, ils sont tous les deux diplômés d'un master (bac +5) et exercent une profession de cadre.

1. À quelle catégorie sociale appartient la famille de Valentine et de son frère Thomas ?
2. Listez les éléments qui montrent le caractère stratégique du choix de mode de garde des parents de Valentine et Thomas.
3. Quelles sont les ressources qu'ont pu mobiliser les parents pour effectuer ces choix ?
4. Comment ce mode de garde peut-il participer à la réussite scolaire de Valentine et Thomas ?

DOC 4 L'influence de l'origine sociale sur les stratégies d'orientation

1. Rédigez une phrase présentant la signification précise des données entourées.
2. Quelle relation pouvez-vous observer entre les notes au brevet et les souhaits d'orientation en seconde générale et technologique ?
3. Montrez que les parents et élèves d'origine favorisée ont des stratégies d'orientation différentes de celles des parents et élèves d'origine modeste.

Souhait d'une orientation en seconde GT selon la profession de la personne de référence de la famille et les notes obtenues au contrôle continu du brevet (en %)



Champ : élèves en 3e en 2012-2013 dans les académies de Paris, Créteil et Versailles.
Source : Enquêtes « Orientation » en fin de 3e, MEN-MESR DEPP.

S'entraîner — Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS P. 400

Complétez le schéma avec les termes suivants :
Choix d'orientation • Choix d'établissement • Choix d'éducation extrascolaires • Choix de domicile.



2 Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire

BAC

À l'aide de vos connaissances et des documents, montrez les effets des stratégies des ménages sur les trajectoires individuelles de formation.

ACTIVITÉ 1 Enquêter

Objectifs

Savoirs : taux d'accès à un diplôme ou à une formation.

Savoir-faire : préparer l'entretien « Projet d'orientation » du Grand oral.

Le parcours scolaire jusqu'au premier emploi

Votre mission **Vous disposez de statistiques sur l'adéquation entre formation et emploi d'une part, et sur le sentiment d'utilité des études d'autre part (voir encadré ci-dessous), mais vous souhaitez compléter ces chiffres par une enquête qualitative. Pour cela, vous allez réaliser un entretien ethnographique auprès d'un adulte en activité (ou qui l'a été) afin de recueillir son témoignage sur son parcours scolaire jusqu'à son premier emploi.**

L'adéquation entre formation et emploi

60 % des actifs de 15 à 55 ans ont une spécialité de formation professionnellement ciblée.
Parmi eux, seuls 40 % ont un emploi en adéquation avec celle-ci et ce sont les titulaires de bac +2 et bac +5 qui sont le plus souvent en adéquation, à l'opposé des titulaires de baccalauréats professionnel ou technologique. L'adéquation est plus élevée pour les spécialités de la santé, de l'esthétique, de la formation pédagogie, du transport, de la finance et de l'informatique.

Source : INSEE, L'adéquation entre spécialité de formation et emploi, 2011.

Le sentiment d'utilité des études

En 2016, 45 % des jeunes âgés de 15 à 34 ans ayant terminé leurs études et en emploi estiment que leurs études sont très utiles pour accomplir les tâches demandées dans leur travail. À l'opposé, 33 % considèrent que leurs études sont très peu utiles, voire pas du tout utiles, dans leur travail actuel. [...] Le sentiment d'utilité des études est globalement croissant avec le niveau de diplôme : parmi les jeunes en emploi, 14 % de ceux qui ont au plus le brevet des collèges jugent leurs études très utiles pour leur emploi ; cette part est de 38 % pour les diplômés du secondaire et de 57 % pour les diplômés du supérieur.

Source : INSEE Focus, n° 153, 2 mai 2019.

ÉTAPE 1 Réaliser l'entretien



1. Choisissez un enquêté : un adulte de votre entourage qui a déjà occupé un emploi. Expliquez-lui votre projet, demandez-lui s'il accepte d'être enregistré (proposez-lui d'anonymiser en changeant le prénom) et fixez un rendez-vous.
Prévoyez environ 1 heure d'entretien, dans un lieu calme.
2. À l'aide du guide d'entretien, d'un enregistreur et d'un carnet pour prendre des notes, réalisez l'entretien.

Guide méthodologique complet

Quelques conseils pour mener un entretien :

1. Votre guide d'entretien doit servir d'appui, mais ne doit pas se transformer en questionnaire. Il faut suivre le fil du raisonnement de l'enquêté plutôt que d'essayer à tout prix de respecter l'ordre des questions qui a été prévu. Votre entretien doit être une discussion guidée et ne doit pas se transformer en un interrogatoire.
2. Il faudra également relancer l'enquêté en lui demandant de préciser, d'illustrer, et en reformulant ses réponses sous la forme de questions.
3. Si l'enquêté donne son autorisation en début d'entretien, l'enregistrer tout en prenant quelques notes vous permettra d'être plus disponible lors de l'échange.

ÉTAPE 2 Rédiger un récit d'analyse

Fiche méthode n° 1 p. 370 *Construire une argumentation*

55 min

1. En classe, chaque élève rédige une synthèse d'environ une page, structurée en paragraphes présentant les grandes étapes du parcours scolaire jusqu'au premier emploi de la personne interviewée, afin de mettre en évidence l'adéquation formation/emploi (ou son absence) et le sentiment d'utilité des études.
2. Chaque paragraphe doit être rédigé sous la forme « AEI » et doit s'appuyer sur des extraits d'entretien cités fidèlement.
3. La synthèse devra débuter par une introduction présentant le profil de l'enquêté.

ACTIVITÉ 2 — Rédiger un texte argumenté

Comment évoluent les inégalités scolaires ?

Objectifs

Savoirs : capital culturel, investissements familiaux, socialisation selon le genre, stratégies des ménages.

Savoir-faire : construire un raisonnement.

Votre mission **Rédiger un texte argumenté pour montrer comment les inégalités scolaires évoluent et le rôle de l'école dans la réduction ou reproduction de ces inégalités.**

ÉTAPE 1 Répertorier les arguments — 30 min

Analysez les trois documents afin de trouver des données ou des faits qui illustrent les affirmations suivantes :
– Les inégalités scolaires selon l'origine sociale apparaissent dès le primaire (document 1).
– Le décrochage scolaire recule mais les inégalités se renforcent entre garçons et filles (document 2).
– Les pratiques d'enseignement contribuent à accentuer les inégalités scolaires (document 3).

DOC 1 Des inégalités de résultats dès le CE2

Score sur 100 à des tests passés en CE2, selon un indice de position sociale calculé par l'Éducation nationale

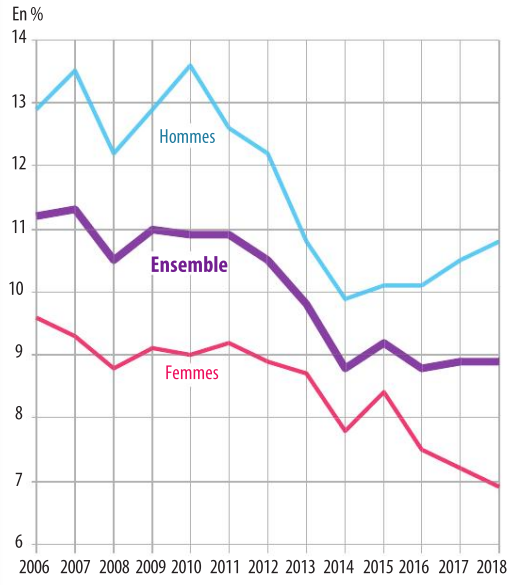
	Français	Mathématiques
Premier quart[1]	58,1	56,6
Deuxième quart	71,2	69,2
Troisième quart	79,3	78,3
Quatrième quart	87,3	84,6

1. Indice de position sociale le plus bas.

Source : ministère de l'Éducation nationale, données 2017 – Observatoire des inégalités.

DOC 2 Les sorties précoces selon le sexe

Jeunes âgés de 18 à 24 ans qui n'ont pas suivi de formation au cours des quatre dernières semaines et ont au plus le Diplôme national du brevet (en %)



Source : INSEE, enquêtes Emploi ; estimations et extrapolations MEN-MESRI-DEPP.

DOC 3 Le rôle des enseignants

S'il prend place auprès de jeunes sensibilisés de longue date par leur environnement familial et scolaire à toutes ces vertus des CPGE, le travail de canalisation des vœux des élèves vers ce type d'études par les acteurs scolaires n'en est pas moins intense. Ce travail prend d'abord la forme d'une « socialisation anticipatrice » (Merton) aux attentes de CPGE par les professeurs. Nombreux non seulement à avoir été élèves en classe préparatoire, mais à faire régulièrement des « colles » dans les CPGE du lycée ou dans d'autres établissements et parfois même à y enseigner, les professeurs du lycée François 1er, comme ceux d'autres lycées d'élite publics ou privés, adaptent très fortement leurs pratiques à celles en cours dans les classes préparatoires. Les contenus couvrent systématiquement des domaines hors programme et la charge de travail des élèves, qui les prépare à rentrer dans les logiques de pression et de rentabilisation de l'investissement scolaire des CPGE et des études sélectives [...], est extrêmement lourde. [...]

Les méthodes sont aussi influencées par le destin prévisible des élèves dans l'enseignement supérieur avec, dans certaines matières scientifiques, l'organisation de « mini-colles ». La notation, très sévère, incite les élèves à se placer dès la classe de Terminale dans l'optique des concours.

Agnès Van Zanten, « La fabrication familiale et scolaire des élites et les voies de mobilité ascendante en France », *L'Année sociologique*, 2016/1 (Vol. 66), PUF.

ÉTAPE 2 Synthèse — 25 min

Fiche méthode n° 1 p. 370 *Construire une argumentation*

À partir des éléments recueillis à l'étape 1, rédigez trois paragraphes AEI pour étayer les trois affirmations.

ACTIVITÉ 3 Jeu de rôle

OBJECTIFS

Savoirs : société démocratique, égalité des chances, inégalités de réussite scolaire, trajectoires individuelles de formation.

Savoir-faire : rédiger un argumentaire, s'exprimer avec éloquence.

Comment renforcer l'égalité des chances ?

Lors du Grand oral, vous devrez être capable d'exposer des arguments avec des qualités de rigueur sur le fond et de clarté sur la forme. Cette activité vous permet de mettre en œuvre ces compétences et vous invite à remobiliser une partie des notions du chapitre.

Le sujet

Vous êtes sociologue spécialisé dans l'éducation et le ministre de l'Éducation nationale consulte les experts de l'École afin de nourrir sa réflexion sur les facteurs d'inégalité de réussite scolaire. Il cherche en effet à proposer des mesures pour renforcer l'égalité des chances. Plusieurs experts vont être reçus. Vous ne disposerez que de 5 minutes pour présenter vos préconisations au ministre.

ÉTAPE 1 Écrire une allocution de 5 minutes

1. Choisissez un des facteurs d'inégalité de réussite scolaire que vous avez découverts dans ce chapitre :
   – rôle de l'école,
   – rôle du capital culturel parental,
   – rôle des investissements et stratégies familiales,
   – rôle de la socialisation selon le genre.

   Choisissez également le niveau sur lequel porteront vos préconisations :
   – école maternelle,
   – école élémentaire,
   – collège,
   – lycée,
   – enseignement supérieur.

2. Votre argumentaire doit être bâti en deux temps : d'abord le constat puis l'annonce d'une ou deux mesures. Débutez votre intervention par une phrase d'accroche et terminez-la par une courte ouverture et une phrase de politesse.
   Fiche Bac n° 3 p. 382 *Rédiger l'introduction & la conclusion*

3. Consacrez un premier paragraphe au constat et un second aux mesures prévues. Pour être crédible, soyez précis sur les notions et les données. Pour vous aider, visionnez l'intervention du sociologue Stéphane Beaud et répondez aux questions suivantes :
   a) Quelles sont les qualités oratoires du sociologue ?
   b) Quels éléments pourraient être améliorés ?

Doc 1 Interview de Stéphane Beaud, sociologue

Lien vidéo



UNSA Éducation, « Le rendez-vous société », 25 mars 2019.

Coup de pouce

Un texte destiné à être prononcé à l'oral ne s'écrit pas de la même façon qu'un texte destiné à être seulement lu. Les phrases doivent y être plus courtes et ne comporter qu'une idée. Comme à l'écrit, utilisez la méthode AEI et des mots de liaison. Soignez le choix des verbes et des adjectifs, ils doivent être précis et diversifiés.

Coup de pouce

Pour une intervention de 5 minutes, comptez 700 à 800 mots, soit environ 150 mots par minute.
Utilisez un traitement de texte et la fonction dédiée pour compter automatiquement les mots de votre texte.

ÉTAPE 2 Répéter et s'entraîner à discourir sans notes

Il existe des techniques pour apprendre à mémoriser un texte.
Visionnez la vidéo suivante pour découvrir certaines d'entre elles.

Doc 2 Mémoriser des discours et présentations

Lien vidéo www Vidéo



Potion de vie, 22 juin 2016.

ÉTAPE 3 Discourir avec éloquence

Fiche méthode n° 3 p. 373 *S'exprimer à l'oral*
Fiche Bac n° 6 p. 388 *Le Grand oral*

1. Entraînez-vous à parler en appliquant les conseils de la Fiche Bac n° 6 p. 388 *Le Grand oral* concernant le rythme, les intonations et l'articulation, le regard et les gestes, l'usage des mots de liaison et l'élimination des tics verbaux...
2. Filmez-vous puis visionnez la vidéo afin de repérer vos points forts et vos points faibles à améliorer. Répétez cet exercice au moins deux fois.
3. Entraînez-vous à parler devant un public en sollicitant un camarade ou un membre de votre famille.

OBJECTIF BAC : DES PISTES POUR LE GRAND ORAL

Questions que le jury pourrait poser sur ce sujet

- Comment évolue le taux d'accès au baccalauréat ?
- L'égalité des chances est-elle atteinte ?
- Distinguez massification et démocratisation scolaires.
- Quelles mesures en faveur de l'égalité des chances à l'école connaissez-vous ?

D'autres sujets possibles sur ce chapitre

- La massification scolaire est-elle aussi une démocratisation scolaire ? dossier 2 p. 188-189
- Les mesures en faveur de l'égalité des chances sont-elles efficaces ? document 1 p. 188
- L'école peut-elle réaliser, seule, l'égalité des chances ? dossier 1 p. 186-187
- Faut-il relever à 18 ans l'obligation scolaire en France ? dossier 1 p. 186-187

CONSEILS POUR LE JOUR DU GRAND ORAL

La préparation

Pendant les 20 minutes de préparation dont vous disposez, mettez vos idées en ordre :

- Préparez votre phrase de démarrage et votre phrase de conclusion.
- Remémorez-vous les trois parties de votre exposé (expliquer pourquoi vous avez choisi ce sujet ; les principaux éléments de connaissances ; la réponse explicite au sujet).
- Remémorez-vous les définitions des notions de votre sujet. Ici, « égalité des chances », « société démocratique ».
- Remémorez-vous les mécanismes clés de votre sujet. Ici, « inégalités de réussite scolaire », « trajectoires individuelles de formation ».

Fiche Bac n° 6 p. 388 *Le Grand oral*

S'orienter après le bac

Schéma : L'orientation post-bac *sur le rabat, en fin de manuel*

Pourquoi faire une licence pluridisciplinaire ?
Rendez-vous sur le site des universités de votre académie afin de rechercher la carte des licences pluridisciplinaires proposées.

Quelles sont les opportunités pour travailler dans la police ou l'armée ?
https://www.studyrama.com/formations/specialites/securite-armee-defense/

L'essentiel

Quelle est l'action de l'école sur les destins individuels et sur l'évolution de la société ?

Podcast

Depuis les lois portées par Jules Ferry en 1881-1882, l'instruction est devenue obligatoire pour les filles comme pour les garçons : de 6 à 13 ans à l'époque, de 3 à 16 ans aujourd'hui ; mais la plupart des élèves suivent des scolarités beaucoup plus longues. L'école joue donc aujourd'hui un rôle sans précédent dans la socialisation, en interaction avec d'autres instances comme la famille, les groupes de pairs, le travail, les médias, la nation, etc.

A Les caractéristiques de l'école dans les sociétés démocratiques

Podcast

1. À quoi sert l'école ?

L'école est d'abord un lieu de transmission de savoirs, mais aussi de compétences (savoir-faire) et de valeurs. L'école de la Troisième République visait d'abord la formation (« l'instruction ») de futurs citoyens aptes à faire valoir leurs droits et à remplir leurs obligations, notamment militaires. L'enseignement primaire débouchait sur le certificat d'études primaires qui marquait la fin de l'instruction obligatoire. L'enseignement secondaire était différencié, avec une minorité d'élèves qui accédaient au collège, antichambre du lycée et du baccalauréat.

Ce n'est qu'après 1945 que, progressivement, l'école de la République s'est affirmée comme une institution qui vise à favoriser l'égalité des chances. Ce processus a été initié par une augmentation de l'âge de la scolarité obligatoire, porté à 16 ans en 1959. Les filières du premier cycle de l'enseignement secondaire ont ensuite été unifiées, donnant naissance au collège unique en 1975, qui retarde le premier palier d'orientation à la fin de la 3e pour la très grande majorité des élèves. Enfin, de nouvelles filières d'accès au baccalauréat ont été créées : au baccalauréat général, héritier du baccalauréat originel créé par Napoléon Ier, s'ajoutent les baccalauréats technologiques (1965) et professionnels (1985). Par là même, l'école est devenue une institution non seulement de transmission des savoirs, mais aussi de développement d'une **société démocratique**.

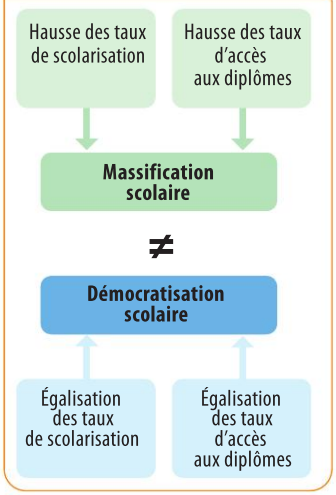
2. L'école s'est-elle démocratisée depuis les années 1950 ?

Ce projet s'est d'abord manifesté par une massification scolaire : allongement des études qui implique une hausse des **taux de scolarisation** à tous les âges ; élévation du **taux d'accès** au baccalauréat, avec la réalisation de l'objectif d'amener 80 % de chaque génération au niveau du bac ; objectif d'amener 50 % des générations actuelles et à venir au niveau bac +3.

Cependant, la démocratisation scolaire progresse beaucoup plus lentement. Certes, les résultats des filles ont fini par rejoindre et dépasser ceux des garçons. Mais les écarts de résultats entre les enfants de cadres et les enfants d'employés ou d'ouvriers restent importants dès l'enseignement primaire.

En effet, **la massification s'est faite en diversifiant les voies d'accès au baccalauréat, créant une ségrégation scolaire**, les enfants d'ouvriers et d'employés étant surreprésentés dans les filières technologiques et professionnelles. **Cette ségrégation s'ajoute à celle générée par la ségrégation territoriale,** qui s'est accentuée dans la société française avec l'élévation des prix de l'immobilier dans les centres des grandes métropoles depuis la fin des années 1990. Schéma 1

1 Massification et démocratisation scolaire



NOTIONS

Égalité des chances
Situation dans laquelle chaque individu, quelles que soient son origine ou ses caractéristiques, a les mêmes possibilités d'accéder aux positions sociales et aux ressources (diplôme, revenu, etc.) qui permettent de les atteindre.

Société démocratique
Concept forgé par Alexis de Tocqueville (1805-1859) pour désigner des sociétés où se produit un processus d'égalisation des conditions, c'est-à-dire une égalisation des droits individuels, des chances de réussite et des positions sociales.

Massification
La massification scolaire se caractérise par un allongement de la durée des études et par une élévation du niveau de formation de la population.

Taux de scolarisation
Rapport entre le nombre d'élèves, étudiants et apprentis en formation initiale d'un âge déterminé, inscrits dans un établissement d'enseignement, et le nombre total de jeunes de cet âge.

Taux d'accès à un diplôme ou à une formation
Proportion d'élèves d'une génération (c'est-à-dire nés la même année ou dans la même période) qui obtiennent un diplôme ou accèdent à une formation.

B L'origine des inégalités de réussite scolaire

Podcast

3. Quel rôle joue la socialisation familiale dans la production des inégalités scolaires ?

Ces inégalités scolaires sont en partie le résultat du processus de socialisation primaire qui se déroule en parallèle dans la famille et à l'école. En effet, l'école valorise un ensemble de savoirs et de compétences auxquels les élèves de parents diplômés sont plus susceptibles d'être exposés dans leur famille. Dans leur temps de vie familiale ou de loisirs avec leurs pairs, ceux-ci acquièrent des éléments de culture savante et des dispositions (langage, postures, ouverture culturelle, etc.) qui sont prises en compte dans les évaluations scolaires, alors qu'elles ne sont pas toujours transmises par l'école. La socialisation familiale permet ainsi la transmission d'un **capital culturel**, de manière non intentionnelle mais aussi intentionnelle via des **investissements familiaux** : des pratiques du quotidien, culturelles, qui développent le capital culturel des enfants et leur proximité à la culture transmise à l'école. Schéma 2

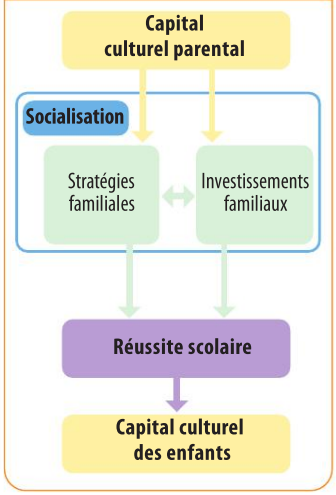
La socialisation, différenciée selon le genre des enfants, contribue à expliquer la réussite scolaire plus grande des filles mais aussi les choix différents d'orientation. Dans les interactions avec leurs parents et avec leurs pairs, les filles sont davantage exposées à des activités qui les préparent mieux que celles des garçons aux normes et valeurs de l'école (activités d'intérieur plutôt que d'extérieur, de représentation plutôt que de compétition, de respect de l'ordre plutôt que de transgression). À niveau scolaire égal, cette socialisation les conduit, en moyenne, à moins choisir les voies scientifiques et plus les voies économiques ou littéraires, et à moins s'engager dans les voies les plus sélectives. A contrario, la socialisation primaire des garçons les conduit à moins bien accepter les normes scolaires, d'où une surreprésentation des garçons parmi les élèves qui décrochent (80 % des décrocheurs). Elle les conduit aussi à mieux se valoriser, voire à se survaloriser à niveau scolaire égal par rapport aux filles, d'où une plus forte présence dans les voies sélectives.

4. Comment les stratégies familiales influencent-elles la réussite scolaire ?

Les stratégies scolaires des parents jouent également un rôle central. Ceux-ci mobilisent leurs ressources (richesse, diplômes, savoirs, relations, connaissance du système scolaire, etc.) pour effectuer des choix qui permettent des trajectoires de formation plus rentables. C'est le cas des stratégies d'évitement de la carte scolaire, d'orientation, de modes de garde et d'éducation extrascolaires, etc.

En définitive, l'ensemble de ces mécanismes interroge le rôle de l'école dans la réduction des inégalités. Si l'école n'est pas à l'origine des inégalités de situation des élèves suivant les contextes familiaux et territoriaux, elle peine à les réduire, malgré des dispositifs comme les zones d'éducation prioritaires (créées en 1981), qui donnent un peu plus de moyens aux établissements de territoires défavorisés. Certaines études tendent même à montrer que l'école peut les accroître parfois.

2 La reproduction du capital culturel



NOTIONS

Démocratisation
La démocratisation scolaire correspond à une égalisation des chances scolaires. Elle implique donc que les résultats scolaires soient de moins en moins dépendants de variables telles que le milieu social, le sexe ou l'origine migratoire.

Socialisation
Ensemble des processus d'apprentissage et d'intériorisation des valeurs et des normes par lesquels la société forme et transforme les façons de faire, de penser et d'être des individus.

Capital culturel
Ensemble de connaissances en matière de culture savante (certifiées ou non par des titres scolaires) et de dispositions (manières d'agir, de parler, de ressentir, etc.) qui contribuent à définir la position sociale d'une personne.

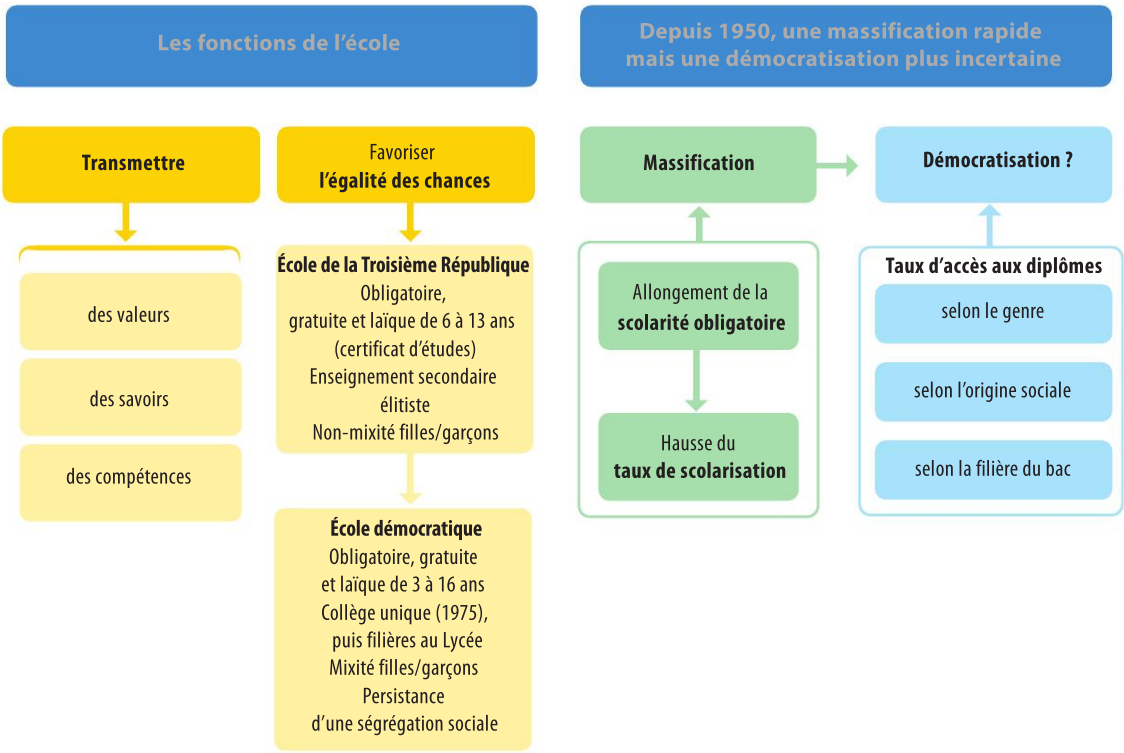
Investissements familiaux
Actions intentionnelles des parents qui visent à développer et transmettre le capital culturel au sein de la famille afin de favoriser la réussite scolaire de leurs enfants.

Stratégies scolaires
Choix intentionnels des familles qui s'appuient sur leurs ressources (capital économique, culturel, social, connaissance du système éducatif, etc.) pour favoriser la réussite des enfants.

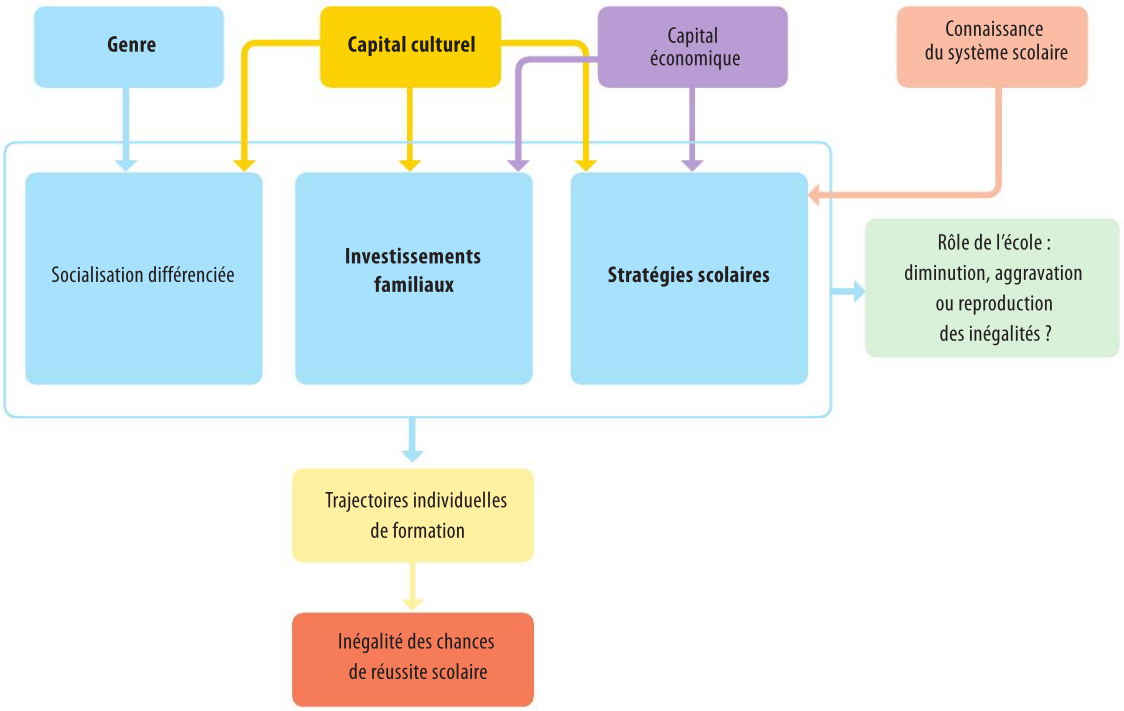
L'essentiel en schéma

Schéma interactif — Schémas animés

A Les caractéristiques de l'école dans les sociétés démocratiques



B L'origine des inégalités de réussite scolaire

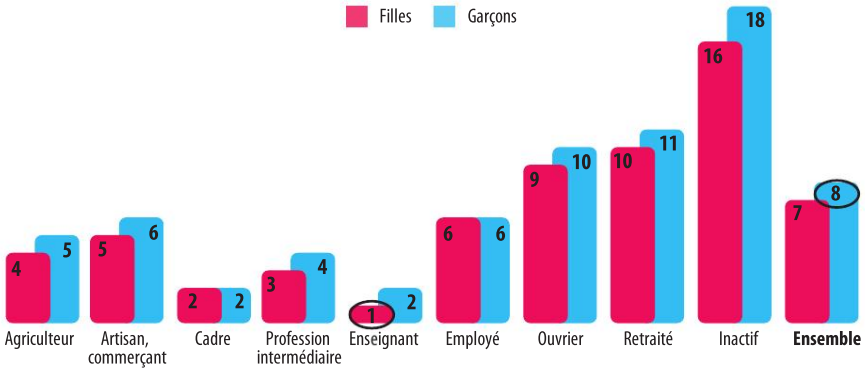


Utilisez les statistiques

1 Distinguer corrélation et causalité

Objectifs de savoir-faire *Calculer et interpréter une proportion* → Fiche outil n° 1 p. 349
Distinguer corrélation et causalité → Fiche outil n° 12 p. 368

Proportion d'élèves en retard à l'entrée en sixième selon l'origine sociale en 2017 (en %)



Lecture : en 2017, 9 % des filles et 10 % des garçons appartenant à une famille de catégorie socioprofessionnelle « ouvrier » sont entrés en sixième avec au moins un an de retard.

Champ : France métropolitaine + DOM - Enseignement public et privé.

Source : MENJ-MESRI-DEPP.

1. Rédigez une phrase précise présentant la signification des données entourées.
2. Comparez l'écart entre les données les plus éloignées à l'aide de l'outil pertinent.
3. Est-ce le sexe ou l'origine sociale qui est la variable la plus corrélée avec le redoublement ?
4. À l'aide des mécanismes de la socialisation, montrez que la corrélation entre redoublement et sexe n'est pas une causalité.

2 Lire et analyser un tableau statistique

Objectifs de savoir-faire *Lire et analyser un tableau statistique* → Fiche outil n° 8 p. 360

Origine sociale des étudiants de nationalité française en 2018-2019 (en %)

	Agriculteurs, artisans, commerçants et chefs d'entreprise	Cadres et professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités et inactifs	Ensemble	Proportion de valeurs manquantes
Universités	9,4	33,3	14,8	16,7	11,3	14,5	100	10,0
Écoles d'ingénieurs	12,7	53,9	11,7	8,8	5,4	7,4	100	8,9
BTS	12,5	15,6	14,6	19,6	23,5	14,2	100	11,0
Classes prépas	11,1	51,6	12,7	11,1	7,0	6,6	100	3,0
Écoles de commerce, gestion et comptabilité	19,5	51,1	9,5	8,5	4,3	7,2	100	37,0
Écoles normales supérieures (ENS)	6,8	62,5	10,5	7,0	2,3	11,0	100	5,0
Écoles artistiques, d'architecture et de journalisme	14,0	47,4	14,9	10,9	5,2	7,6	100	46,9
Écoles paramédicales et sociales	15,1	23,0	9,2	31,6	19,0	2,0	100	7,5
Ensemble des étudiants français	11,1	34,3	13,8	16,5	11,9	12,4	100	14,0

Champ : France métropolitaine + DOM.

Source : MEN-DEPP, RERS 2020.

1. Rédigez une phrase précise présentant la signification des données entourées.
2. Comparez la composition sociale des BTS et des classes prépas.
3. Dans quelles formations les enfants d'agriculteurs sont-ils surreprésentés ? Sous-représentés ?

Testez vos connaissances !

CORRIGÉS P. 400

Exercices interactifs

1 Vrai ou faux ?

Exercice interactif

Lorsque c'est faux, justifiez pourquoi.

	Vrai	Faux
1. L'école n'est qu'un lieu de transmission des savoirs.	☐	☐
2. Il n'y a pas de société démocratique sans école gratuite et obligatoire.	☐	☐
3. Il ne peut pas y avoir de massification scolaire sans démocratisation.	☐	☐
4. Il ne peut pas y avoir de démocratisation scolaire sans massification.	☐	☐
5. La démocratisation scolaire est incompatible avec la ségrégation des collèges.	☐	☐
6. Les familles défavorisées ont peu de capital culturel à transmettre à leurs enfants.	☐	☐
7. Le sexe féminin est la cause de la meilleure réussite scolaire des filles.	☐	☐
8. Le genre féminin est la cause de la meilleure réussite scolaire des filles.	☐	☐
9. L'égalité des chances suppose l'absence de ségrégation sociale des établissements scolaires.	☐	☐
10. Les stratégies et investissements scolaires des parents sont largement intentionnels.	☐	☐

2 QCM

Exercice interactif

Choisissez la ou les bonnes réponses.

1. La massification scolaire correspond à :
- **a)** l'égalisation des chances scolaires.
- **b)** l'allongement de la durée des études.
- **c)** l'élévation du niveau de formation d'une population.
- **d)** l'obligation scolaire jusqu'à 16 ans.

2. Quels éléments font partie du capital culturel d'un individu ?
- **a)** son diplôme
- **b)** son revenu
- **c)** son lieu d'habitation
- **d)** sa façon de parler

3. Le taux d'accès à un diplôme correspond :
- **a)** au taux de scolarisation.
- **b)** à la démocratisation.
- **c)** à la proportion d'élèves d'une génération qui obtiennent un diplôme.
- **d)** à la part des élèves dans le nombre total de jeunes d'un âge donné.

4. « Choix intentionnels des familles qui s'appuient sur leurs ressources pour favoriser la réussite des enfants. » Il s'agit de la définition :
- **a)** de la ségrégation scolaire.
- **b)** des stratégies scolaires.
- **c)** des investissements familiaux.
- **d)** de la démocratisation.

3 L'école française amplifie les inégalités de la société

Exercice interactif

Complétez le schéma avec les expressions suivantes :

d'orientation

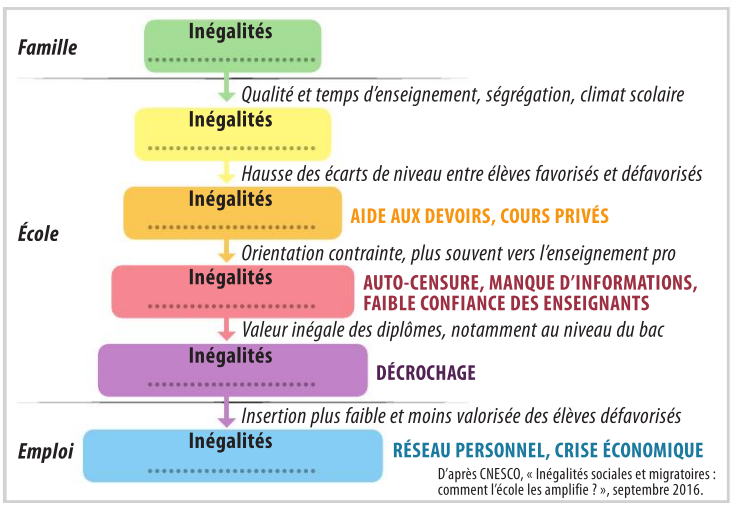
de résultats

sociales

d'insertion professionnelle

de traitement

de diplômation



D'après CNESCO, « Inégalités sociales et migratoires : comment l'école les amplifie ? », septembre 2016.

Exercices interactifs
Guide de révisions
lycee.hachette-education.com/ses/tle

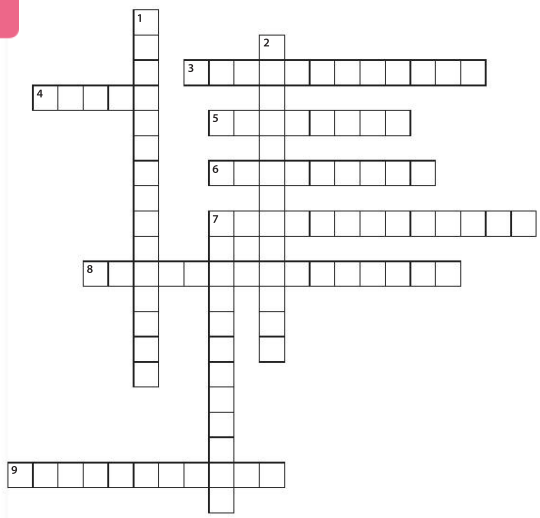
Guide méthodologique complet

4 Mots croisés

Complétez la grille à l'aide des définitions.

Exercice interactif

Grille à télécharger



Vertical

1. Actions intentionnelles parentales de transmission du capital culturel aux enfants.
2. Taux qui mesure la part des élèves dans le nombre total de jeunes d'un âge donné.
7. Conséquence de l'égalité des chances.

Horizontal

3. 80 % des générations actuelles l'obtiennent.
4. Variable sociologique corrélée à la réussite scolaire dans la plupart des pays.
5. Type de capital familial décisif dans la réussite scolaire.
6. Le choix du collège en est une.
7. Élévation du niveau de formation de la population.
8. Égalisation des chances scolaires.
9. Le contraire de la mixité sociale.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Sur **100 jeunes** nés depuis 2000, **80 %** obtiennent le baccalauréat : **42** un bac général, **16** un bac technologique, **22** un bac professionnel.

En France, 84 % des filles et **74 %** des garçons ont le baccalauréat.
Dans l'Union européenne, 45 % des filles et **35 %** des garçons âgés de **30 à 34 ans** sont diplômés du supérieur.

1 % **des collèges et lycées** accueillent **plus de 80 %** d'élèves d'origine défavorisée.



Environ **20 %** **des élèves du secondaire** sont scolarisés dans le **privé**, et environ **80 %** dans le **public**.

POUR ALLER PLUS LOIN

Vidéos et ressources interactives

Rendez-vous sur lycee.hachette.com/ses/tle.

Lien vidéo



La mixité scolaire, en 1961
Reportage diffusé en décembre 1961, INA.
La mixité scolaire, véritable révolution, est loin de faire l'unanimité lorsqu'elle est impulsée au début des années 1960, ce que révèle ce reportage.

Lien vidéo



L'école accroît-elle les inégalités ?
Alternatives économiques, 30 août 2017.
L'école française n'accroît pas les inégalités mais elle les maintient, en avantageant les plus aisés.

Lien vidéo



L'égalité des chances à l'école n'existe pas : Bourdieu, Passeron
Osons causer, 15 juillet 2015.
Une vidéo qui explique avec beaucoup de clarté comment le capital culturel contribue à la reproduction sociale selon Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron.

Lien vidéo



De la lutte des classes à l'école, Bernard Lahire
France Culture, 2 septembre 2019.
Dans son dernier ouvrage, *Enfances de classe. De l'inégalité parmi les enfants*, le sociologue met en lumière l'influence des déterminations sociales, familiales, linguistiques et culturelles sur le comportement scolaire.

Objectif Bac Épreuve composée

Corrigé

Document

PARTIE 1 MOBILISATION DES CONNAISSANCES 4 PTS

SUJET

Montrez que les investissements familiaux sont un facteur d'inégalité de réussite scolaire.

MÉTHODE

- Surlignez la ou les notions clés du sujet et soulignez les mots qui désignent la consigne (la tâche).
- Rédigez votre réponse en débutant par une brève définition des notions.
- Répondez à la tâche en écrivant autant de paragraphes que d'affirmations, en utilisant les étapes « Affirmer, Expliciter, Illustrer ». Fiche méthode n° 1 p. 370

APPLICATION

Distinguez massification et démocratisation scolaires.

CORRIGÉ

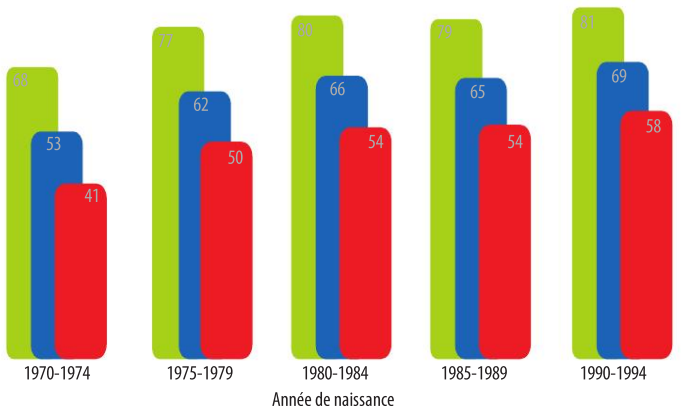
Les investissements familiaux sont un facteur d'inégalité de réussite scolaire car les parents sont inégalement compétents pour faire réussir leurs enfants à l'école. En effet, selon le diplôme des parents, leurs pratiques culturelles, notamment la lecture, et globalement leur aisance avec les codes de l'école, les parents vont être plus ou moins aptes à entreprendre des actions intentionnelles qui visent à développer et transmettre leur capital culturel afin de favoriser la réussite scolaire de leurs enfants. Par exemple, les parents les plus diplômés vont plus souvent avec leurs enfants voir des expositions ou visiter des musées.

PARTIE 2 ÉTUDE D'UN DOCUMENT 6 PTS

SUJET

1) Qu'est-ce que le taux d'accès au baccalauréat ?
2) À l'aide du document, montrez que la démocratisation scolaire est inachevée.

Obtention du baccalauréat selon la génération et le milieu social



Lecture : parmi les générations de jeunes nés de 1990 à 1994, 81 % de ceux dont le père occupe un emploi de cadre, profession intermédiaire ou est travailleur indépendant sont bacheliers, contre 58 % des jeunes de père ouvrier ou employé.

Source : INSEE, enquêtes Emploi ; calculs MEN-MESRI-DEPP.

MÉTHODE

Question de connaissances : appliquez la même méthode qu'en première partie.
Question d'exploitation statistique du document :

- Au brouillon, rédigez une phrase, la plus précise et explicite possible, avec une donnée de votre choix. Cette phrase devra être utilisée au moins une fois dans votre réponse.
- Après avoir identifié la tâche (ici « montrez »), sélectionnez, du général au particulier, les données en effectuant des regroupements pertinents.
- Répondez à la tâche en écrivant autant de paragraphes que d'affirmations, en utilisant les étapes « Affirmer, Expliciter, Illustrer ». Fiche méthode n° 1 p. 370

Insérez dès que possible des petits calculs (coefficients multiplicateurs ou écarts en points de %).

CORRIGÉ

1) Le taux d'accès au baccalauréat est la proportion d'élèves d'une génération (c'est-à-dire nés la même année ou dans la même période) qui sont titulaires du baccalauréat. Ici, le taux d'accès au baccalauréat est de 69 % pour les individus nés entre 1990 et 1994.

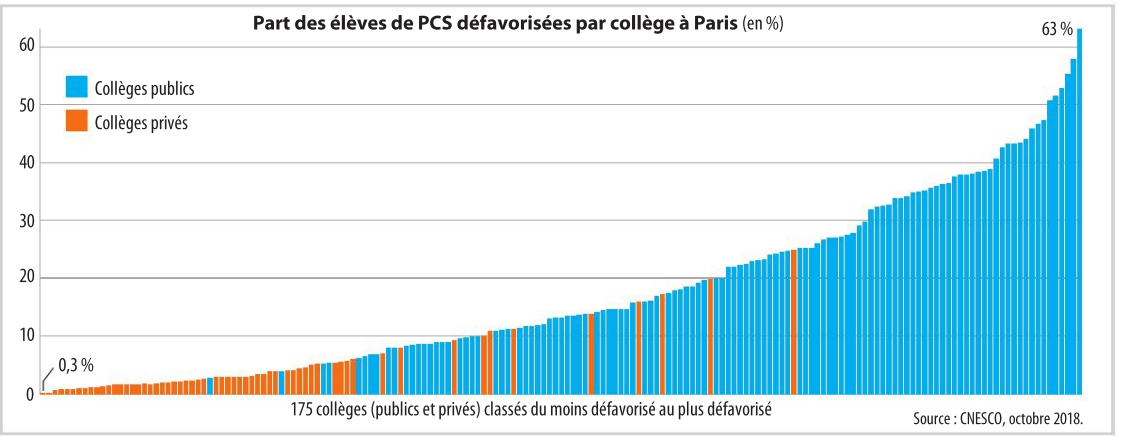
2) La démocratisation scolaire de l'accès au baccalauréat est inachevée en France car, si elle a progressé depuis les années 1970, les écarts d'accès demeurent selon l'origine sociale des élèves. En effet, si le taux d'accès au baccalauréat n'était que de 53 % pour les générations nées entre 1970 et 1974, il était de 69 % pour les générations nées entre 1990 et 1994, soit une amélioration de 18 points de %. Cette évolution traduit indéniablement une démocratisation du baccalauréat en France, démocratisation qui a profité aux enfants d'ouvriers ou employés comme aux enfants de cadres, professions intermédiaires et indépendants, mais des écarts demeurent selon l'origine sociale. Ainsi, pour les générations nées entre 1970 et 1974, 41 % des enfants de catégories défavorisées et 68 % des enfants de catégories très favorisées étaient bacheliers (soit 27 points de % d'écart), contre, respectivement, 58 % et 81 % (soit 23 points de % d'écart), 20 ans après, pour les générations nées entre 1990 et 1994.

PARTIE 3 RAISONNEMENT S'APPUYANT SUR UN DOSSIER DOCUMENTAIRE 10 PTS

SUJET

À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez qu'il existe une multiplicité de facteurs d'inégalités de réussite scolaire dans la construction des trajectoires individuelles de formation.

DOC 1



DOC 2

L'accompagnement familial dans les choix d'orientation

Agnès van Zanten a mené une enquête sur les conditions dans lesquelles les lycéens sont amenés à choisir leurs études supérieures.

Comment les enfants de milieux défavorisés sont-ils accompagnés par leur famille dans leur orientation ?

A. van Zanten : Les réponses au questionnaire auprès des jeunes, en cours d'exploitation, montrent l'inégale capacité des familles à aider les jeunes à préparer leur orientation. Selon nos premières analyses, environ les deux tiers des lycéens issus des catégories socioprofessionnelles privilégiées parlent fréquemment du choix d'un programme d'études supérieures et, potentiellement, d'une carrière, avec leurs parents, ce qui n'a rien d'étonnant puisque ces derniers ont de fortes chances d'avoir connu l'enseignement supérieur. Les élèves de milieux populaires, eux, ne sont que 20 % à discuter régulièrement d'orientation sous le toit familial. Les lycéens qui reçoivent le moins de conseils dans leur famille quant à leur orientation sont donc aussi ceux qui, le plus souvent, en reçoivent le moins à l'école, ce qui renforce les inégalités.

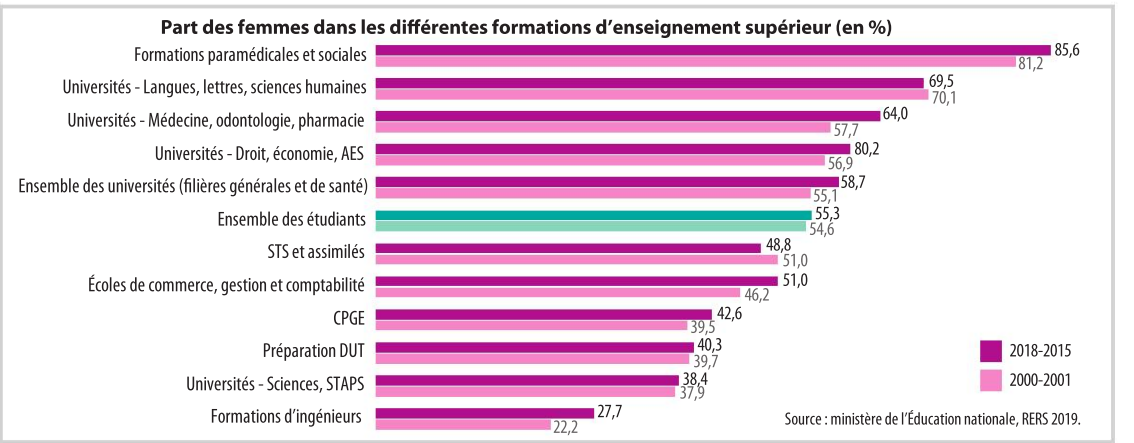
Qui fréquente les salons d'orientation et quelles offres proposent ces espaces ?

A. van Zanten : Ces salons étant pour la plupart gratuits, aucune barrière économique n'empêche les jeunes de familles à faibles moyens de s'y rendre. Mais, d'après nos observations en Île-de-France, le gros du bataillon des visiteurs est constitué de lycéens issus des classes moyennes, souvent accompagnés de leurs parents.

Un autre problème est que ces salons, qui se définissent comme une sorte de service public, de vitrine objective des offres de formation dans le supérieur, sont la plupart du temps organisés par les acteurs marchands du secteur. [...] Cette offre biaisée constitue elle aussi une source d'inégalités puisque le privé ne peut pas être une solution pour de nombreux jeunes qui n'en ont pas les moyens financiers.

Entretien avec Agnès Van Zanten, « Comment l'orientation scolaire renforce les inégalités », *Le Journal du CNRS*, 27 août 2018.

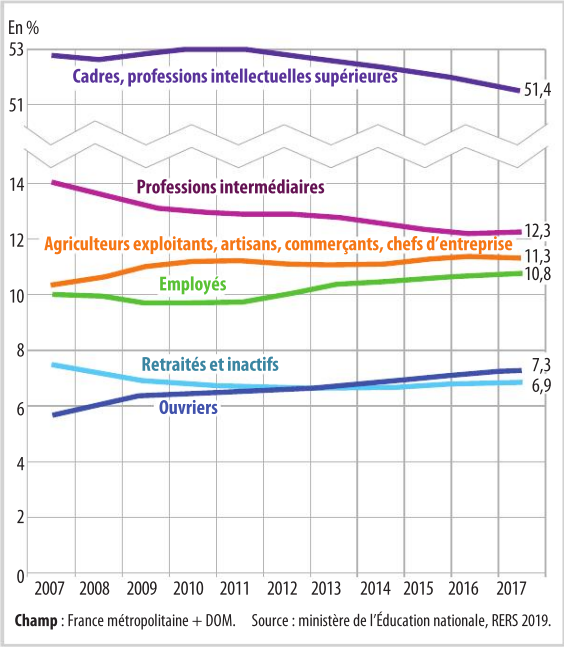
DOC 3



SUJET

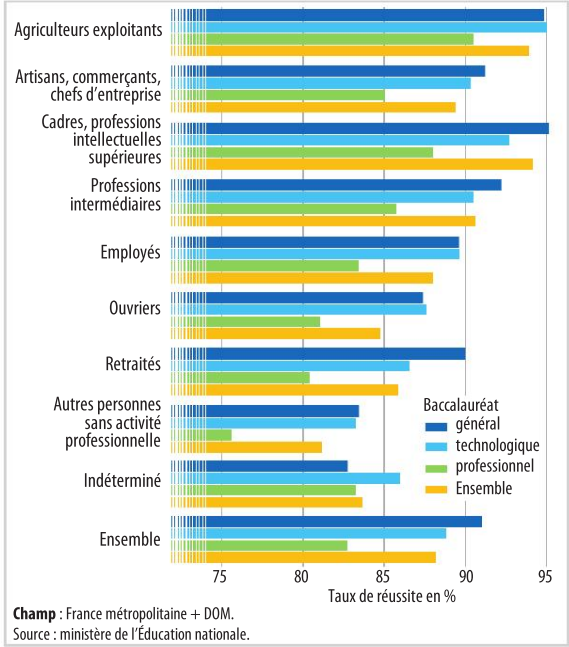
Dans quelle mesure l'école française s'est-elle démocratisée ?

DOC 1 Répartition des étudiants en classes préparatoires selon la PCS du parent référent



Champ : France métropolitaine + DOM. Source : ministère de l'Éducation nationale, RERS 2019.

DOC 2 Réussite au baccalauréat selon l'origine sociale (session 2018)



Champ : France métropolitaine + DOM.
Source : ministère de l'Éducation nationale.

DOC 3 Diplômés de l'enseignement supérieur selon l'âge et le milieu social

	20-24 ans	25-29 ans	30-34 ans	35-39 ans	40-44 ans	45-49 ans
Enfants de cadres ou de professions intermédiaires (en %)	72,7	67,2	66,0	66,7	63,2	51,7
Enfants d'ouvriers ou d'employés (en %)	44,3	38,4	36,3	37,4	34,6	24,5
Ensemble (en %)	58,1	51,8	49,6	50,9	47,9	37,0
Écart en points	28,3	28,7	29,7	29,4	28,6	27,2
Rapport	1,6	1,7	1,8	1,8	1,8	2,1

Lecture : en 2016, parmi les personnes âgées de 20 à 24 ans dont les parents sont cadres ou professions intermédiaires, 72,7 % sont diplômés du supérieur ou étudiants. C'est 28,3 points de plus que chez les enfants d'ouvriers ou d'employés, ou encore 1,6 fois plus.

Source : INSEE Données 2016 - Observatoire des inégalités.

DOC 4

Parallèlement à la croissance exceptionnelle des effectifs scolarisés en lycée et dans l'enseignement supérieur, le pourcentage des diplômés n'a cessé de croître. En moins de trente ans, les changements sont considérables. En 1980, près de 70 % des « sortants » ne dépassent pas le niveau CAP-BEP ou brevet des collèges ; en 2014, cette proportion est inférieure à 30 %. Alors qu'à peine plus d'un sortant sur vingt était titulaire d'une licence ou plus en 1980, presque un sortant de formation initiale sur trois est dans cette situation en 2014. Cette croissance des taux de diplômés n'est pas le fruit du hasard : la loi d'orientation de 1989 avait fixé l'objectif de scolarisation de 80 % d'une classe d'âge au niveau du bac. Ce mouvement a été, sinon totalement décidé, du moins fortement orienté par la politique éducative de l'époque, notamment par la création des baccalauréats professionnels pour ce qui est de l'accès au niveau bac. Ce changement d'échelle d'accès au bac et, plus généralement, l'augmentation considérable du nombre de diplômés au cours des trente dernières années témoignent des capacités considérables d'adaptation de l'institution éducative.

Pierre Merle, *La démocratisation de l'enseignement*, Collection Repères, La Découverte, 2017.

GUIDAGE MÉTHODOLOGIQUE

ÉTAPE 5 Rédiger l'introduction

- **L'introduction,** quels que soient le sujet ou la discipline, est composée de cinq éléments incontournables, répartis en trois paragraphes (avec un retour à la ligne à chaque fois) :
  - **1er paragraphe :** présentation du sujet (accroche ou mise en contexte) ;
  - **2e paragraphe :**
    - définition brève des notions du sujet ;
    - questionnement du sujet (résume la phase de questionnement → Étape 1) ;
    - annonce de la problématique qui indique comment le sujet est interprété (et qui découle de la phase de questionnement → Étape 1) ;
  - **3e paragraphe :** annonce des grands axes du plan.

L'accroche est facultative. Attention aux mauvaises accroches du type : « De tout temps, l'Homme… » Mieux vaut pas d'accroche qu'une mauvaise accroche !

En SES, l'accroche est souvent une référence à l'actualité ou, par défaut, une citation/une donnée que vous prenez dans le dossier documentaire (sans développer).

La problématique n'est pas forcément formulée sous forme de question. Elle peut se présenter ainsi : « Nous voulons démontrer que… » ou « Répondre à ce sujet nécessite de montrer que… et que… ».

- **Repérez les points forts et les points faibles** de l'introduction suivante écrite par un élève, puis proposez des améliorations.

> Depuis Jules Ferry en 1881 et 1882, l'école française a été développée. L'école est une institution centrale dans les sociétés démocratiques, il est nécessaire que tous les enfants, quels que soient leur sexe et leur origine sociale, puissent y accéder. Mais dans quelle mesure l'école française s'est-elle démocratisée ? Pour répondre à cette question nous étudierons les trois documents statistiques et le texte du sociologue Pierre Merle.

- **Rayez les accroches maladroites** dans la liste ci-dessous en justifiant pourquoi, puis choisissez celle qui a votre préférence en justifiant également pourquoi.

a) Depuis Jules Ferry en 1881 et 1882, l'école française a été développée.
b) C'est avec l'allongement de la scolarité obligatoire à 16 ans, en 1959, qu'on peut faire commencer la massification de l'école en France.
c) La forte ségrégation sociale mesurée dans les collèges des grandes villes françaises montre que, si elle a progressé, la démocratisation de l'école française n'est pas achevée.
d) C'est Charlemagne qui a inventé l'école.

- **Choisissez une citation ou une donnée** extraite de l'un des quatre documents pour formuler votre accroche.

- **Rédigez l'introduction** du sujet de dissertation en suivant le guide proposé.

Objectif Bac Préparer le Grand oral

Fiche Bac n° 6 p. 388 *Le Grand oral*

Pistes de sujets possibles

- L'impossible démocratisation ?
- Comment se produisent les trajectoires improbables ? *(sujet de 1re)*
- L'école amplifie-t-elle les inégalités ?
- Les stratégies des familles : quels effets sur les inégalités à l'école ?



Le sujet que vous présentez devant le jury du Grand oral doit être suffisamment précis pour ne pas couvrir tout le chapitre. Il doit prendre appui sur un point du chapitre que vous souhaitez approfondir, en lien avec vos centres d'intérêt ou votre projet professionnel.

Apprendre à formuler un sujet efficace et attractif

- La formulation de votre sujet sera votre « carte de visite » auprès du jury le jour du Grand oral. Il faut donc particulièrement soigner sa formulation.
- N'hésitez pas à vous inspirer de titres d'articles de presse ou d'émissions de radio proches de votre sujet.
- Votre sujet doit obligatoirement être formulé sous forme de question à laquelle il faudra être capable de répondre de façon synthétique le jour du Grand oral.
- Tout est possible : la formulation de votre sujet peut être courte et ambiguë, mais aussi plus longue et précise.

Votre but : susciter l'intérêt et la curiosité du jury !

1) Analysez ces différents titres d'articles en cherchant à mettre en évidence leurs points communs et leurs différences.
2) Quels sont les titres qui vous paraissent les plus efficaces, qui attirent le plus votre intérêt ? Pourquoi ?

L'école française, démocratique ou élitiste ?
Par *Pierre Merle*, le 8 septembre 2015, laviedesidees.fr

De l'urgence de démocratiser la réussite scolaire
Par Yannick Trigance, 28 août 2019, libération.fr

INÉGALITÉS Le long chemin de la démocratisation scolaire
Xavier Molénat, 24 novembre 2016
alternatives-economiques.fr

« L'École française a raté sa démocratisation »
Alain Bentolila, 12 novembre 2014, lexpress.fr

Est-il possible de démocratiser l'accès aux grandes écoles ?
Le 16 octobre 2019, la-croix.com

Exemples de titres de presse avec les mots clés « école » et « démocratisation ».

DES PISTES POUR LE GRAND ORAL

Questions que le jury pourrait poser sur ce chapitre

Le jury peut poser des questions de connaissances sur votre sujet mais aussi sur tout le programme.

- Qu'est-ce que le décrochage scolaire ? p. 184
- Quelles sont les étapes de la massification de l'école en France ? documents 2 et 4 p. 186-187
- Quel est aujourd'hui le taux d'accès au baccalauréat ? document 2 p. 188
- L'école joue-t-elle un rôle dans la fluidité d'une société ? chapitre 8 p. 210
- L'école joue-t-elle un rôle dans la croissance économique ? chapitre 1 p. 16
- Que peut faire l'école face au réchauffement climatique ? chapitre 12 p. 320

S'orienter après le bac

Quels sont les cursus post-bac pour devenir enseignant du primaire / du secondaire / du supérieur ?
http://www.onisep.fr/Decouvrir-les-metiers/Des-metiers-par-secteur/Enseignement/Les-formations-pour-exercer-dans-l-enseignement

Quels sont les autres métiers de l'éducation et de la formation ?
https://www.education.gouv.fr/les-fiches-metiers-par-domaine-9158
https://www.cidj.com/metiers/metiers-par-secteur/enseignement-formation

SUJET GUIDÉ

Les filles à l'école, les grandes gagnantes ?

La recherche documentaire : des pistes pour votre sujet

Dans votre manuel, au CDI et sur Internet, collectez les faits saillants de votre sujet.

Dans votre manuel	Au CDI	Sur Internet
Dossier 3, document 5 p. 191 Utilisez les statistiques p. 201 Pour aller plus loin p. 203	*Le Monde, Alternatives économiques, Sciences humaines, Courrier international...*	Sites institutionnels Podcast radio VOD des chaînes TV...

Lien audio – Podcast

- **« Le genre à l'école et la mixité filles-garçons »,** France culture, 11 octobre 2015

Lien vidéo – Vidéo

- **« Mille et une vies »,** France TV, mars 2017
- **Matilda, plateforme vidéo sur l'égalité filles-garçons à l'école**

Lien vidéo

Site Web

- **« Égalité des filles et des garçons »,** education.gouv.fr
- **« L'éducation des filles et des garçons : paradoxes et inégalités »,** Dossier de l'IFÉ, octobre 2016

Site Web

Analyser le sujet

- **Procédez à une analyse mot à mot du sujet,** comme vous le faites pour les sujets de bac.

l'école : institution qui instruit et éduque. Idéal d'égalité des chances. Instance de socialisation primaire et secondaire.

« ? » : le point d'interrogation indique qu'il y a débat. Les filles gagnent-elles ? Que gagnent-elles ? Et après l'école ?

Les filles à l'**école**, les grandes gagnantes **?**

Les filles : l'expression renvoie au sexe mais aussi au genre.

les grandes gagnantes : il y aurait des perdants (les garçons) ; « gagnantes » en termes de meilleure réussite scolaire.

- **Le sujet doit ensuite être questionné,** voire problématisé. Fiche Bac n° 3 p. 382 (Étape 1)

Questions que le jury pourrait poser sur ce sujet

- De quand date la mixité à l'école en France ? p. 204
- Qu'est-ce que le genre ? lexique p. 408
- Pourquoi les filles réussissent-elles mieux que les garçons à l'école, globalement ? socialisation différenciée
- Pourquoi les garçons sont-ils souvent plus ambitieux que les filles dans leurs choix d'orientation ? socialisation différenciée

Construire un support pour l'oral

- **Le jour J, pendant les 20 minutes de préparation,** vous pourrez réaliser un support que vous remettrez au jury sur une feuille fournie. Ce support ne fait pas l'objet d'une évaluation.

  La carte mentale est un outil privilégié pour schématiser rapidement un sujet.
  Fiche méthode n° 5 p. 376 *Construire une carte mentale*

- Voici, **en guise d'exemple,** le début d'une carte mentale sur ce sujet.

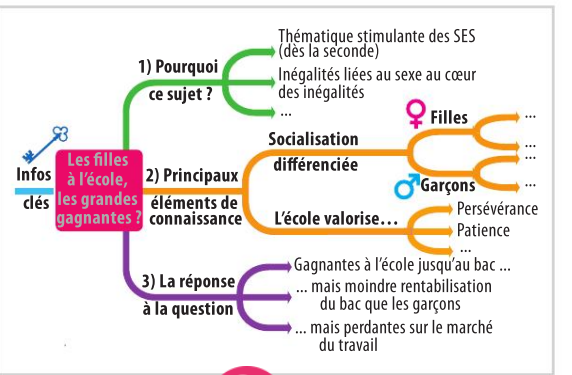


Schéma à télécharger

8 Quels sont les caractéristiques contemporaines et les facteurs de la mobilité sociale ?

Ressources en ⊕
Sur le site collection : lycee.hachette-education.com/ses/tle

NOTIONS À DÉCOUVRIR
- Mobilité sociale intergénérationnelle
- Mobilité géographique
- Mobilité professionnelle
- Tables de mobilité
- Mobilité ascendante
- Reproduction sociale
- Déclassement
- Mobilité observée
- Mobilité structurelle
- Fluidité sociale
- Ressources familiales

Rappel de 2de et 1re
• PCS • Milieu social • Configurations familiales • Diplôme

DÉCOUVRIR PAR LA VIDÉO

Lien vidéo WWW Vidéo



Documentaire « Riches depuis la Renaissance », France TV Info, 31 mai 2016.

1. Comment les chercheurs ont-ils étudié la transmission du statut social à Florence depuis la Renaissance ?
2. Comment expliquer la transmission de ce statut social et de cette richesse ?

DOSSIERS

A Les caractéristiques contemporaines de la mobilité sociale
1 Quelles sont les différentes formes de mobilité sociale ? 212
2 Comment mesure-t-on la mobilité sociale ? 214
3 La mobilité sociale des hommes est-elle identique à celle des femmes ? 216

B Les facteurs de mobilité sociale
4 Une société plus mobile est-elle nécessairement plus fluide ? 218
5 Quel est le rôle de la formation et des ressources familiales dans la mobilité sociale ? 220

ACTIVITÉS

1 Enquêter
Réaliser la table de mobilité de la classe 222

2 Exploiter des données statistiques
Comment les économistes étudient-ils la mobilité sociale ? 223

3 Vers le Grand oral
Débat La mobilité sociale est-elle en panne ? 224

L'essentiel 226
Utilisez les statistiques 229
Testez vos connaissances ! 230
Objectif bac 232

DÉCOUVRIR EN CHANSON

1. Qu'est-ce qui distingue les deux enfants dont il est question dans cette chanson ?
2. Quelles peuvent être les conséquences de cette différence de situation sur leur avenir ?

Pourquoi fortune et infortune, pourquoi suis-je né les poches vides ?
Pourquoi les siennes sont-elles pleines de thunes ?
Pourquoi j'ai vu mon père en cyclo partir travailler
Juste avant le sien en trois-pièces gris et BMW
[...]
Lui a droit à des études poussées
Pourquoi j'ai pas assez d'argent pour acheter leurs livres et leurs cahiers ?
Pourquoi j'ai dû stopper les cours ?
Pourquoi lui n'avait pas de frère à nourrir, pourquoi j'ai dealé chaque jour ?

Pourquoi quand moi je plonge, lui passe sa thèse
Pourquoi les cages d'acier, les cages dorées agissent à leur aise
Son astre brillait plus que le mien sous la grande toile
Pourquoi ne suis-je pas né sous la même étoile

Extrait de *Nés sous la même étoile*, IAM (1997)

Paroles : Philippe Fragione, Geoffroy Mussard /
Musique : Philippe Fragione, Pascal Perez / Arrangements : Éric Mazel.
© Éditions : BMG Rights Management (France) / Cote Obscur.



Le groupe IAM en concert lors du Printemps de Bourges, en 2004.

DÉCOUVRIR EN DONNANT SON AVIS

Êtes-vous d'accord, pas d'accord ou sans opinion avec les affirmations suivantes ?
- Vous pouvez reporter vos réponses dans la grille à télécharger.
- Pour visualiser les réponses de la classe, utilisez le Q-Sort interactif

1. Tout le monde a les mêmes chances de réussir et d'exercer la profession qu'il souhaite.

2. Il est plus facile pour un enfant de cadre de devenir cadre que pour un enfant d'ouvrier.

3. Réussir à exercer le métier que l'on souhaite, c'est avant tout une question de volonté individuelle.

4. Les hommes changent plus souvent de position sociale que les femmes.

5. Les femmes sont plus souvent en ascension sociale que les hommes.

6. C'est grâce à leurs diplômes que les personnes peuvent accéder à des emplois qualifiés.

7. C'est grâce aux ressources de leur famille que les individus obtiennent des emplois.

8. De plus en plus de personnes ont une moins bonne situation sociale que leurs parents dans notre société.

9. L'ascenseur social ne fonctionne plus en France aujourd'hui.

QU'EN PENSEZ-VOUS ?

Attention ! Vous devez choisir une seule affirmation avec laquelle vous n'êtes pas du tout d'accord, deux avec lesquelles vous n'êtes plutôt pas d'accord...

Pas du tout d'accord	☐
Plutôt pas d'accord	☐ ☐
Sans opinion	☐ ☐ ☐
Plutôt d'accord	☐ ☐
Tout à fait d'accord	☐

Grille à télécharger

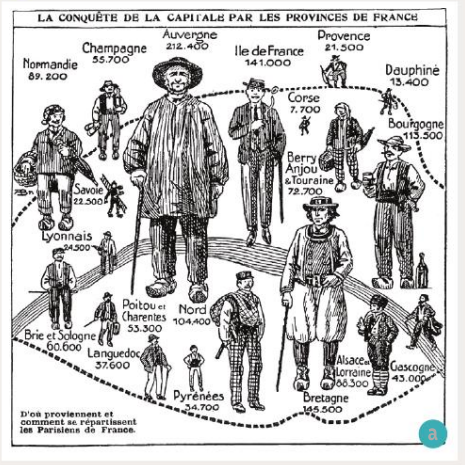
A Les caractéristiques contemporaines de la mobilité sociale

DOSSIER 1 Quelles sont les différentes formes de mobilité sociale ?

• Mobilité géographique • Mobilité professionnelle • Mobilité sociale intergénérationnelle

POUR COMMENCER

DOC 1 La mobilité au début du XXe siècle et au début du XXIe siècle





« La conquête de la capitale par les provinces de France », Almanach Hachette, 1932.

DÉFINITION

Mobilité géographique

Changement de lieu de résidence des individus à l'intérieur d'un pays (mobilité résidentielle) ou entre pays (migration).

1. Pour quelle raison des provinciaux venaient-ils habiter à Paris au début du XXe siècle ?
2. Pourquoi peut-on dire qu'ils étaient mobiles socialement ?
3. Comment expliquer que des personnes décident de s'expatrier aujourd'hui ?

DOC 2 La mobilité sociale, étude de la transmission des statuts sociaux

Toutes les sociétés sont composées de groupes sociaux différenciés et plus ou moins hiérarchisés : les statuts sociaux y sont divers et inégalement valorisés. Comment ces statuts sont-ils attribués ? Par quels processus les individus sont-ils répartis dans les différentes classes ou strates ou acquièrent-ils différents types de statuts sociaux ?

À la suite de Pitirim Sorokin (1889-1968), sociologue américain d'origine russe (émigré aux États-Unis quelques années après la révolution de 1917), les sociologues regroupent l'étude de ces questions sous l'étiquette de « mobilité sociale ». […]

S'élever, décliner ou se maintenir dans la structure sociale, au cours de sa vie ou par rapport aux repères que fournissent d'autres membres de la famille ou les condisciples de l'école, est une expérience sociale à laquelle chacun peut être attentif, pour lui-même comme pour apprécier les destins sociaux des autres. La réussite sociale, ses degrés et les différentes formes qu'elle peut prendre (par exemple, plus ou moins honnêtes ou méritantes) font l'objet d'évaluations sociales spontanées et les *success stories* remplissent les contes populaires comme les magazines spécialisés, permettant au moins de rêver. Ainsi, dans la perception et l'évaluation sociale d'autrui et de soi-même, le statut n'est pas appréhendé seulement de manière statique, mais aussi du point de vue d'une évolution, ou d'une trajectoire sociale.

La même situation sociale peut paraître bonne ou mauvaise, enviable ou indésirable, selon qu'elle correspond à un progrès ou à une régression, ou qu'elle semble porteuse d'une évolution ultérieure.

Dominique Merllié, « La mobilité sociale », Louis Chauvel (éd.), *Les Mutations de la société française. Les grandes questions économiques et sociales II,* La Découverte, 2019.

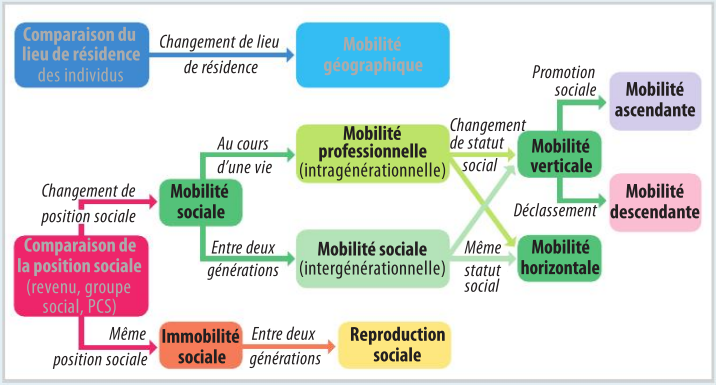
1. Donnez des exemples de groupes sociaux hiérarchisés dans la société française d'aujourd'hui.
2. À quoi correspond l'étude de la mobilité sociale ?
3. Pourquoi une même situation sociale peut-elle être interprétée différemment selon les individus ?

DÉFINITION

Mobilité sociale

Ensemble des changements de position sociale ou de statut social des individus au sein d'une société.

3 EXERCICE Les différentes formes de mobilité sociale



NE PAS CONFONDRE

Mobilité professionnelle et mobilité sociale intergénérationnelle

Alors que la **mobilité professionnelle** (ou mobilité intragénérationnelle) désigne le changement de profession d'un individu au cours de sa carrière, la **mobilité sociale intergénérationnelle** désigne le changement de position sociale d'un individu par rapport à ses parents (père ou mère).

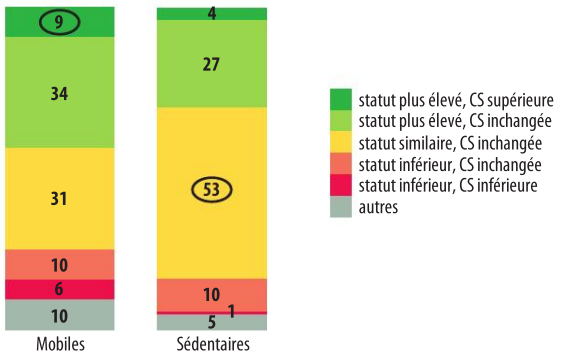
1. Associez chacun des exemples suivants à une forme de mobilité :

a) Un étudiant qui déménage pour réaliser un stage dans une entreprise.
b) Un ouvrier qui change d'entreprise pour se rapprocher de son domicile.
c) Un fils d'agriculteur qui reprend l'exploitation agricole de son père.
d) Une fille de cadre qui devient infirmière.
e) Un employé de commerce dont le fils devient cadre.
f) Un ouvrier dont le père était lui-même ouvrier qui accède à un poste d'encadrement en fin de carrière.

2. Les différentes formes de mobilité sociale peuvent-elles se combiner ?

DOC 4 Mobilité géographique et mobilité professionnelle sont liées

Évolution du statut et de la catégorie socioprofessionnelle (CS) des actifs occupés entre 2010 et 2015 (en %)



Lecture : 34 % des personnes occupant un emploi en 2010 et 2015 et ayant déménagé jugent leur statut plus élevé ou bien plus élevé que cinq ans avant sans avoir changé de catégorie socioprofessionnelle.
Champ : personnes de 21 à 65 ans en France métropolitaine, salariées au 1er avril 2009/2010 et lors de l'enquête, hors stagiaires ou en formation rémunérée.
Source : Karine BRIARD, « Quels liens entre mobilité résidentielle et situation professionnelle ? », *DARES Analyses*, n° 15, avril 2019.

1. Rédigez une phrase présentant la signification précise des données entourées.
2. Donnez un exemple d'une situation où un individu acquiert un statut social plus élevé sans changer de catégorie sociale.
3. Les personnes qui connaissent une mobilité géographique connaissent-elles une mobilité professionnelle plus importante ?

REPÈRE

Statut social

Le statut social d'une personne désigne la position plus ou moins favorisée qu'elle occupe dans l'espace social, selon des critères économiques (revenu, patrimoine), culturels (diplôme), sociaux (relations).

S'entraîner — Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS P. 400

Vrai ou faux ?

1. La mobilité sociale intergénérationnelle décrit le changement de position sociale d'un individu au cours de sa vie.
2. La mobilité géographique implique un changement de lieu de résidence.
3. Un ouvrier qui obtient une promotion dans son entreprise et devient chef d'atelier est en situation de mobilité professionnelle.
4. Une cadre qui change d'emploi et déménage pour rejoindre son conjoint dans une autre ville est en situation de mobilité professionnelle.
5. Un infirmier, vivant à Paris, qui change d'hôpital et va travailler dans un autre arrondissement est en situation de mobilité géographique.

2 Mobiliser ses connaissances

BAC

Illustrez, à l'aide d'exemples, les différentes formes de mobilité sociale.

DOSSIER 2 Comment mesure-t-on la mobilité sociale ?

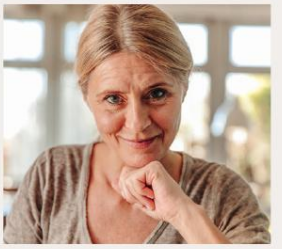
• Tables de mobilité

POUR COMMENCER

DOC 1 Des métiers différents entre parents et enfants



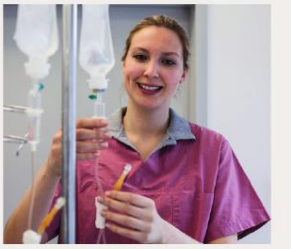
Père : agriculteur



Mère : aide-soignante



Fils : artisan



Fille : infirmière

1. Les enfants de cette famille sont-ils en situation de mobilité sociale ?
2. Avec qui est-il le plus pertinent de comparer la situation de chacun des enfants ? Pourquoi ?

DOC 2 La mesure de la mobilité sociale

La mesure précise du phénomène de mobilité sociale est une question complexe qui a fait l'objet, depuis près d'un siècle, d'une longue tradition de recherche empirique en sociologie. Elle dépend de choix de méthode préalables qui sont décisifs pour la suite des opérations de la recherche et la nature des résultats obtenus. La mobilité la plus pertinente pour notre propos est intergénérationnelle. Soit dans les sociétés de classes, le fait, pour un individu, d'occuper une autre position sociale que celle de ses parents au même âge. Elle consiste à poser la question suivante : que deviennent les positions sociales (aux environs de 40 ans) des membres de la génération des enfants par rapport à celles de leurs parents, en tenant compte des effets liés à la transformation de la structure sociale qui a eu lieu entre-temps ?

Dans les pays anglo-saxons, la position sociale est mesurée par des variables objectives (niveau de vie, salaires) et des échelles de prestige construites à partir des auto-classements des répondants. En France, elle est déterminée principalement par la catégorie socioprofessionnelle (PCS). Cet indicateur multidimensionnel (profession, mais aussi qualification, statut et responsabilité hiérarchique) fournit une vision approchée de la stratification sociale et des inégalités de classe. Il dessine une échelle grossièrement ordonnée de la hiérarchie sociale, les cadres supérieurs et professions libérales occupant les rangs supérieurs et les titulaires de métiers d'exécution (ouvriers/employé-e-s) les rangs inférieurs.

Stéphane Beaud, Paul Pasquali, « Ascenseur ou descenseur social ? Apports et limites des enquêtes de mobilité sociale », *Cahiers français*, n° 383, 2014.

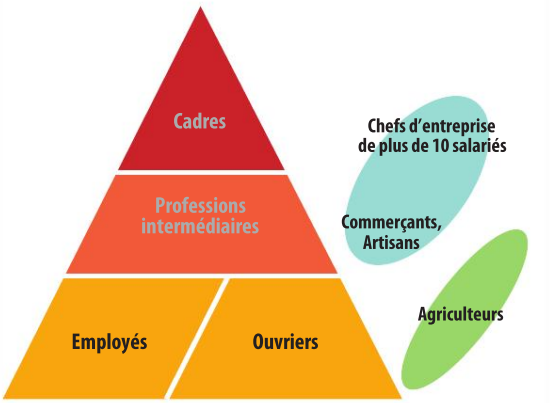
1. Pourquoi les sociologues étudient-ils la mobilité des individus aux environs de 40 ans ?
2. Pourquoi classer les individus au sein des PCS pour mesurer leur mobilité sociale ?
3. Qu'est-ce qui distingue les PCS placées dans la pyramide des deux autres sur le côté ?
4. Quelle différence y a-t-il avec la manière de mesurer la position sociale dans les pays anglo-saxons ?

Rappel de 1re

Professions et catégories socioprofessionnelles

La nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles (PCS) est un outil de classification statistique de la population à partir de la profession. Les regroupements effectués permettent de faire apparaître des catégories de personnes avec une certaine homogénéité sociale (pratiques sociales proches).

La pyramide des catégories sociales



Source : Le retour des classes sociales, Louis Chauvel, *Revue de l'OFCE n° 79*, octobre 2001.

3 EXERCICE Les tables de mobilité

Fiche outil n° 9 p 362

Destinée et origine des hommes âgés de 40 à 59 ans en France en 2014-2015

Origine (PCS du père) ↓	Destinée (catégorie socioprofessionnelle du fils) ↓						
	Agriculteur exploitant	Artisan, comm., chef d'entreprise	Cadre et prof. intel. sup.	Profession intermédiaire	Employé	Ouvrier	Ensemble
Agriculteur exploitant	26,0 80,6	7,8 8,2	8,3 4,1	20,6 ?	6,4 6,0	30,9 9,8	100 9,9
Artisan, comm., chef d'entreprise	1,2 5,1	22,2 30,7	21,2 13,9	24,8 12,9	8,9 10,9	21,7 9,1	100 13,1
Cadre et prof. intel. sup.	0,3 1,4	8,6 12,0	50,1 33,1	24,4 12,8	8,1 10,1	8,4 3,6	100 13,3
Profession intermédiaire	0,5 2,8	7,9 12,5	28,7 21,5	31,3 18,6	9,7 13,7	21,9 10,5	100 15,1
Employé	0,6 1,8	7,5 7,2	17,1 7,8	29,3 10,6	15,5 13,4	30 8,8	100 9,2
Ouvrier	0,7 8,3	7,1 29,4	10,0 19,6	23,7 37,0	12,3 45,9	46,2 58,2	100 39,4
Ensemble	3,2 100	9,5 100	20,1 100	25,3 100	10,6 100	31,3 100	100 100

Champ : hommes français à la naissance, actifs occupés ou anciens actifs, âgés de 40 à 59 ans en 2014-2015.

Source : Enquête FQP (Formation et qualification professionnelle) 2014-2015.

1. Indiquez, parmi les phrases suivantes, celles qui font une lecture correcte des données entourées en vert :

a) En 2014-2015, 30,9 % des ouvriers âgés de 40 à 59 ans étaient des fils d'agriculteurs.
b) En 2014-2015, 9,8 % des ouvriers âgés de 40 à 59 ans étaient des fils d'agriculteurs.
c) En 2014-2015, 23,7 % des fils d'ouvriers âgés de 40 à 59 ans sont devenus professions intermédiaires.
d) En 2014-2015, 37 % des fils d'ouvriers âgés de 40 à 59 ans sont devenus professions intermédiaires.

2. Rédigez une phrase présentant la signification précise des deux données entourées en rouge.

3. Quelles sont les PCS pour lesquelles les données sont les plus élevées dans la diagonale orangée ? Comment interpréter ces données élevées ?

NE PAS CONFONDRE

Table de destinée et table de recrutement

Dans la **table de destinée**, on se pose la question de savoir ce que sont devenus les fils/filles des pères/mères qui étaient dans chaque groupe social (par exemple la proportion de fils/filles d'ouvriers qui sont devenus cadres). Dans la **table de recrutement,** on se pose la question de savoir ce que faisaient les pères/mères des hommes/femmes qui appartiennent aujourd'hui à chaque groupe social (par exemple la proportion d'hommes cadres dont le père était employé).

DOC 4 Les limites des tables de mobilité

Le statut social d'une profession peut évoluer	Certaines professions peuvent voir leur prestige social augmenter ou diminuer avec le temps (c'est le cas par exemple des instituteurs). Dans ce cas, une situation d'immobilité sociale (même profession) peut cacher en réalité une amélioration ou une dégradation de la position sociale de l'individu.
Le nombre de catégories sociales retenues influence la mesure de la mobilité	Plus le nombre de catégories retenues est important, plus on va mesurer de changement entre les positions sociales des individus. Inversement, moins on utilise de catégories différentes, plus l'immobilité mesurée va être importante.
Les tables de mobilité n'ont longtemps mesuré que la mobilité sociale des hommes	Pendant longtemps, la position sociale des femmes était mesurée à partir de celle de leur conjoint que l'on comparait à celle de leur père. Cela s'explique en partie par le fort taux d'inactivité des femmes des générations précédentes, qui rendait difficile la comparaison avec la position des mères. De plus, la comparaison père/fille posait aussi problème en raison de la différence de structure des emplois entre les hommes et les femmes.

1. Pourquoi le statut social d'un instituteur il y a un siècle était-il différent de celui d'un professeur des écoles aujourd'hui ?
2. Comment évoluerait la mobilité si l'on utilisait trois grandes classes sociales pour la mesurer plutôt que six catégories socioprofessionnelles ?
3. Quelles sont les raisons expliquant que les tables de mobilité ont longtemps été centrées sur les hommes ?

S'entraîner

Mobiliser ses connaissances

Présentez deux limites à la mesure de la mobilité sociale par les tables de mobilité.

DOSSIER 3 La mobilité sociale des hommes est-elle identique à celle des femmes ?

• Reproduction sociale • Mobilité ascendante • Déclassement

POUR COMMENCER

DOC 1 De père en fille ?



NAWAK, *Le Moniteur*, 11 janvier 2018.

DÉFINITION

Reproduction sociale

Situation d'immobilité sociale dans laquelle l'individu occupe la même position sociale que l'un de ses parents.

1. Une fille qui fait le même métier que son père est-elle en situation de reproduction sociale ?
2. Pourquoi peut-il être préférable de comparer la position sociale des filles à celle de leur mère ?

DOC 2 La destinée des hommes âgés de 35 à 59 ans en France en 2015

Mobilité non verticale : mobilité de statut ; mobilité horizontale
Mobilité verticale : mobilité ascendante ; mobilité descendante ; immobilité sociale

catégorie socioprofessionnelle des pères (en %)	**catégorie socioprofessionnelle des fils** (en %)						
	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	Cadres et professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés et ouvriers qualifiés	Employés et ouvriers non qualifiés	**Ensemble**
Agriculteurs exploitants	26,7	7,9	8,5	20,4	27,4	9,1	100
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	0,9	20,6	23,1	23,8	23,6	7,9	100
Cadres et professions intellectuelles supérieures	0,2	7,9	49	25,4	13,7	3,8	100
Professions intermédiaires	0,6	7,8	26,5	31,1	26,2	7,7	100
Employés et ouvriers qualifiés	0,6	7,2	12,7	26,8	42,6	10,1	100
Employés et ouvriers non qualifiés	0,6	6,5	8,3	18,7	43,9	22,1	100
Ensemble	**2,8**	**9,1**	**20,4**	**25,3**	**32,4**	**10,1**	**100**

Lecture : en 2015, 27 % des fils d'agriculteurs exploitants exercent eux-mêmes cette profession, 9 % sont cadres et 27 % sont devenus employés ou ouvriers qualifiés.
Champ : France métropolitaine, hommes français actifs occupés ou anciens actifs occupés, âgés de 35 à 59 ans au 31 décembre de l'année d'enquête.

Fiche outil n° 9 p. 362

Marc COLLET, Émilie PÉNICAUD, « En 40 ans, la mobilité sociale des femmes a progressé, celle des hommes est restée quasi stable », *Insee Première*, n° 1739, février 2019.

1. Sélectionnez et faites une lecture de trois données illustrant une situation de mobilité ascendante, une situation de déclassement et une situation de reproduction sociale.
2. Dans quelles catégories sociales la reproduction sociale est-elle la plus importante ?
3. Quelles sont les situations de mobilité ascendante les plus fréquentes ?

NE PAS CONFONDRE

Quatre types de mobilités sociales

La mobilité verticale correspond aux trajectoires entre catégories salariées qui se traduisent par un changement de statut social. Ces trajectoires peuvent correspondre à une **mobilité ascendante**, ou à une **mobilité descendante** appelée aussi déclassement. La mobilité non verticale correspond aux trajectoires qu'il est plus délicat d'interpréter en termes ascendants ou descendants. C'est le cas des trajectoires de catégories salariées à non salariées (**mobilité de statut**) et des trajectoires entre deux catégories salariées ou entre deux catégories non salariées sans changement clair de statut social (**mobilité horizontale**).

DOC 3 La destinée des femmes âgées de 35 à 59 ans en France en 2015

Mobilité non verticale : mobilité de statut ; mobilité horizontale
Mobilité verticale : mobilité ascendante ; mobilité descendante ; immobilité sociale

catégorie socioprofessionnelle des mères (en %)	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	Cadres et professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés et ouvriers qualifiés	Employés et ouvriers non qualifiés	Ensemble
	catégorie socioprofessionnelle des filles (en %)						
Agriculteurs exploitants	8	3	11,2	19,1	33,2	25,5	100
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	1,3	10,1	15,4	28	27,9	17,3	100
Cadres et professions intellectuelles supérieures	0,3	4,6	41,7	31,6	11,6	10,2	100
Professions intermédiaires	0,1	3,9	29	37,7	19	10,4	100
Employés et ouvriers qualifiés	0,6	4,1	14,9	30,2	32,9	17,4	100
Employés et ouvriers non qualifiés	0,9	3,7	7,5	22,4	34,1	31,4	100
Ensemble	**1,3**	**4,4**	**15,2**	**27,5**	**30,0**	**21,6**	**100**

Lecture : en 2015, 8 % des filles d'agricultrices exploitantes exercent elles-mêmes cette profession, 11 % sont cadres et 33 % sont devenus employées ou ouvrières qualifiées.
Champ : France métropolitaine, femmes françaises actives occupées ou anciennes actives occupées, âgées de 35 à 59 ans au 31 décembre de l'année d'enquête.

Fiche outil n° 9 p. 362

1. Quelle est la proportion de filles ayant une mère cadre qui deviennent cadres ?
2. Comparez la mobilité ascendante des femmes à celle des hommes présentée dans le document 2.
3. En comparant la dernière ligne de ce document avec celle du document 2, calculez l'écart entre la proportion de femmes et d'hommes qui appartiennent aux employés/ouvriers, puis l'écart entre la proportion de femmes et d'hommes qui sont cadres ou professions intermédiaires.

DOC 4 Une mobilité féminine influencée par la position sociale des mères

En 2015, 28 % des hommes occupaient […] une position sociale plus élevée que celle de leur père : c'était 24 % en 1977, mais c'est en baisse par rapport au chiffre de 31 % de 2003. En parallèle, la mobilité descendante a, elle, progressé de plus en plus. En 2015, elle concernait 15 % des hommes, soit deux fois plus que quarante ans avant.

Du côté des femmes, en revanche, l'ascenseur social n'a pas connu de panne. En 2015, 40 % des femmes occupent une position sociale plus élevée que leur mère, soit 2,4 fois plus qu'en 1977, constate l'Insee. Globalement, la mobilité ascendante domine clairement. […]

Ces évolutions sont cependant à relativiser car « cela s'explique en partie par le niveau socioprofessionnel des mères nettement inférieur à celui des pères », souligne l'institut de la statistique. Ainsi, les filles d'ouvrières ou d'employées avaient en 2015 à peine plus de chances que les garçons fils d'ouvriers et d'employés de connaître une ascension sociale (45 % contre 40 %), mais les mères ouvrières ou employées étant proportionnellement plus nombreuses, la situation de leurs filles pèse plus dans la moyenne globale. Lorsque l'on compare la situation des femmes à celle de leur père, la situation apparaît moins rose qu'il n'y paraît de premier abord.

L'Insee constate ainsi que les trajectoires des femmes sont plus souvent descendantes par rapport à leur père. Ainsi, 25 % des femmes de 35 à 59 ans occupaient encore en 2015 une position sociale inférieure à celle de leur père alors que 22 % ont connu une trajectoire ascendante.

Leïla DE COMARMOND,
« Les femmes profitent plus de l'ascenseur social que les hommes », *Les Échos*, 27 février 2019.

1. Comment ont évolué la mobilité sociale des hommes et celle des femmes depuis 1977 ?
2. Quelle est l'explication de la plus forte mobilité ascendante des femmes par rapport à celle des hommes ?
3. La mobilité des femmes est-elle la même lorsqu'elles sont comparées à leur père plutôt qu'à leur mère ?

S'entraîner

Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS P. 400

Choisissez la bonne réponse.

1. Les filles d'agricultrice deviennent *[plus/moins]* souvent ouvrières ou employées non qualifiées que les fils d'agriculteur.
2. Les fils de père ouvrier ou employé qualifié ont *[plus/moins]* de chances de devenir profession intermédiaire que les filles de même origine.
3. Les filles de mère cadre ont *[plus/moins]* de chances de devenir elles-mêmes cadres que les fils de cadre.
4. Les filles sont *[plus/moins]* souvent en mobilité ascendante par rapport à leur mère que par rapport à leur père.

2 Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire

BAC

Comparez la mobilité sociale des hommes à celle des femmes.

B Les facteurs de mobilité sociale

DOSSIER 4 Une société plus mobile est-elle nécessairement plus fluide ?

• Mobilité observée • Mobilité structurelle • Fluidité sociale

POUR COMMENCER

Doc 1 Les ouvriers ont-ils disparu ?

1. Comment la proportion d'ouvriers dans la population active a-t-elle évolué entre 1970 et 2017 ?
2. Pour quelle autre raison les ouvriers sont-ils moins visibles qu'autrefois ?
3. Quelles conséquences ces évolutions peuvent-elles avoir sur la mobilité sociale ?

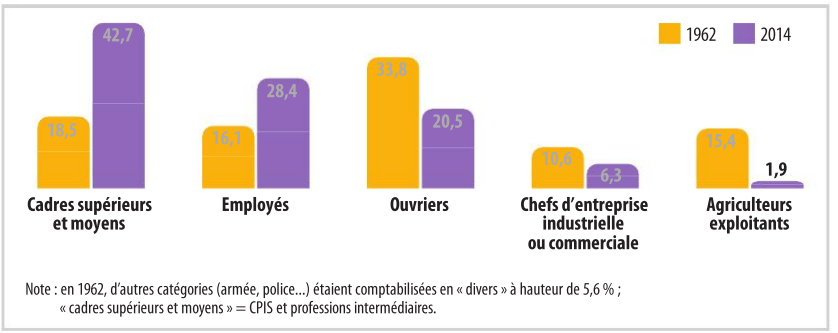
Lien vidéo www Vidéo



France TV Éducation, septembre 2017.

Doc 2 Une mobilité qui s'explique en partie par l'évolution des emplois

a) L'évolution de la structure sociale (en % de la population active)



Note : en 1962, d'autres catégories (armée, police...) étaient comptabilisées en « divers » à hauteur de 5,6 % ; « cadres supérieurs et moyens » = CPIS et professions intermédiaires.

Louis Maurin, « Classes sociales : la vraie-fausse fin des ouvriers », *Alternatives économiques*, n° 378, avril 2018.

1. Calculez l'évolution de la proportion d'agriculteurs ainsi que de cadres supérieurs et moyens dans la population active entre 1962 et 2014.
2. Quelle conséquence cette évolution peut-elle avoir sur l'accès aux statuts d'agriculteurs et de cadres ?
3. Toute la mobilité sociale s'explique-t-elle par l'évolution de la structure des emplois ?
4. Une mobilité élevée indique-t-elle nécessairement une grande fluidité ?

b) Une évolution qui produit une mobilité structurelle

Les situations de mobilité peuvent s'expliquer largement par les changements de la structure sociale (part des différentes catégories dans la population) entre les générations. […]

Ainsi, dans un contexte de déclin de l'emploi agricole et de croissance des emplois ouvriers, par exemple, nombreux sont les enfants d'agriculteurs qui deviennent ouvriers, tandis que les agriculteurs sont très rarement recrutés en dehors de leur milieu. À l'inverse, avec la croissance forte des emplois classés comme cadres, leurs titulaires ont souvent leurs origines dans d'autres catégories. C'est en ce sens que la mobilité peut être qualifiée de structurelle : elle est portée par les changements d'ensemble ou de structure de la société. […]

Ces causes structurelles ne suffisent cependant pas à rendre compte de tous les flux observés et les sociologues ou les statisticiens ont parfois cherché à évaluer une mobilité nette, à calculer comme différence entre la mobilité totale ou brute et la « mobilité structurelle ». […] Les spécialistes du domaine lui ont substitué la distinction entre « mobilité absolue » ou « observée » et « mobilité relative » ou « fluidité ». […] Un progrès de la « fluidité » signifie que la « force » du lien statistique entre origines et destinées tend à s'affaiblir, ou que l'on tend à se rapprocher d'une situation où les destinées seraient indépendantes des origines, les inégalités sociales d'accès aux différentes positions sociales se réduisant globalement.

Dominique Merllié, « La mobilité sociale », Louis Chauvel (éd.), *Les Mutations de la société française*, La Découverte, 2019.

NE PAS CONFONDRE

Mobilité observée et fluidité sociale

La **mobilité sociale observée** désigne la proportion d'individus qui occupent une position sociale différente de celle leur parent référent. Elle est influencée par l'évolution de la structure sociale entre les générations. La **fluidité sociale** mesure une mobilité relative, c'est-à-dire la force du lien entre l'origine et la position sociale d'une catégorie sociale par rapport à une autre.

3 EXERCICE Mesurer la fluidité sociale

Destinée des fils de cadres par rapport aux fils d'ouvriers en 2014-2015

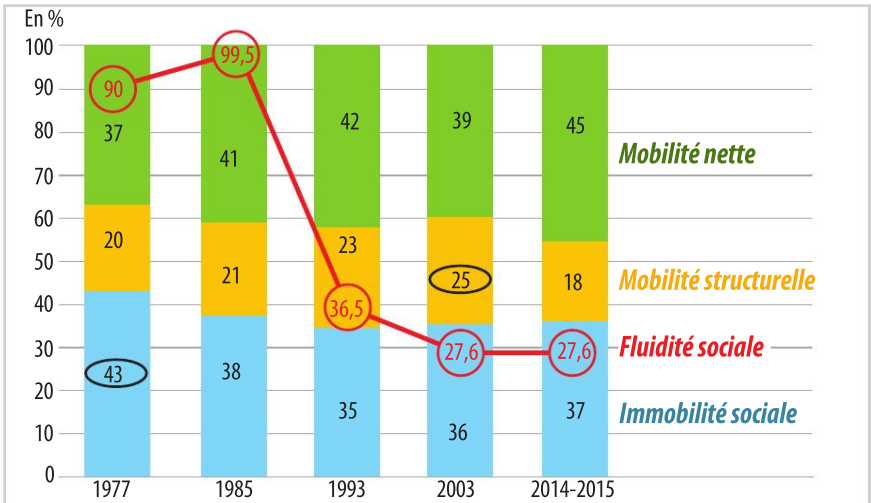
En %	Fils cadre et profession intellectuelle supérieure	Fils ouvrier
Père cadre et profession intellectuelle supérieure	50,1	8,4
Père ouvrier	10	46,2

1. Rédigez une phrase présentant la signification précise de la donnée entourée.
2. Complétez le texte ci-dessous à l'aide du résultat d'un calcul approprié.

> En France en 2014-2015, les chances pour un fils de cadre de devenir cadre représentent ..... fois ses chances de devenir ouvrier. Mais les chances pour un fils d'ouvrier de devenir cadre représentent ..... fois ses chances de devenir ouvrier.

3. Faites le rapport entre les deux ratios calculés précédemment et rédigez une phrase exprimant la signification du résultat trouvé.
4. Quel serait ce rapport dans une situation d'égalité des chances parfaite, dans laquelle les enfants de cadres et d'ouvriers auraient les mêmes chances de devenir cadres ou ouvriers ?

DOC 4 L'évolution de la mobilité sociale et de la fluidité sociale depuis 1977



Champ : France métropolitaine, hommes français actifs occupés ou anciens actifs occupés, âgés de 40 à 59 ans au 31 décembre de l'année d'enquête.
Lecture : En 2015, 36,5 % des hommes français âgés de 40 à 59 ans, actifs ayant un emploi ou anciens actifs occupés, sont dans le même groupe socioprofessionnel que leur père.
La fluidité sociale est mesurée ici par le rapport des chances de devenir cadre plutôt qu'ouvrier pour un fils de cadre par rapport à un fils d'ouvrier.
En 2015, les fils de cadre avaient 27,6 fois plus de chances que les fils d'ouvrier de devenir cadres plutôt qu'ouvriers.
INSEE, *enquêtes Formation et qualification professionnelle*, 1977, 1985, 1993, 2003 et 2014-2015.

1. Rédigez une phrase présentant la signification précise des données entourées en noir.
2. Calculez la part des individus mobiles en 1977 et en 2014-2015.
3. Les évolutions de la mobilité sociale entre 1977 et 2014-2015 se sont-elles traduites par une augmentation de la fluidité sociale ?

S'entraîner — Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS P. 400

Complétez le texte avec les expressions suivantes :
mobilité structurelle • mobilité observée • fluidité sociale • mobilité relative.

Dans les études de mobilité, la ..... correspond à la proportion des individus qui occupent une position différente de celle de leurs parents. Une partie de cette mobilité s'explique par des changements dans les emplois entre la génération des parents et celle des enfants : on parle de ..... . Pour mesurer la mobilité indépendamment de ces changements dans la structure des emplois, les sociologues mesurent une ..... en comparant la mobilité d'une catégorie par rapport à une autre (par exemple la mobilité des cadres par rapport à celle des ouvriers). Cette mesure donne une indication de la ....., c'est-à-dire du niveau d'égalité des chances dans la société à travers la force du lien entre origine et position sociale pour les différentes catégories sociales.

2 Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire

BAC

Montrez que l'évolution de la structure socioprofessionnelle contribue à expliquer la mobilité sociale.

DOSSIER 5 Quel est le rôle de la formation et des ressources familiales dans la mobilité sociale ?

• Ressources familiales

POUR COMMENCER

DOC 1 Les trajectoires sociales de la dynastie Pinault



François PINAULT, entouré de son fils François-Henri et de son petit-fils François-Louis, le 27 avril 2016.

REPÈRE

La dynastie Pinault

Milliardaire français, François Pinault est fils d'un marchand de bois d'origine paysanne. Après s'être marié à la fille du fournisseur de bois de son père, il rachète l'entreprise de son beau-père et fait fortune dans le commerce du bois avant de se tourner vers la distribution et le luxe. Son fils, François-Henri, fait de brillantes études (HEC) et travaille pendant 16 ans dans le groupe de son père, Pinault-Printemps-Redoute. En 2005, il succède à son père et transforme l'entreprise en un géant mondial du luxe : Kering. Son petit-fils, François-Louis, est entré à 18 ans au conseil d'administration de la fondation Pinault qui gère la collection d'art contemporain que possède François Pinault.

1. Comment les ressources familiales ont-elles favorisé les trajectoires sociales de ces trois personnes ?
2. Quels autres facteurs ont joué ?

DOC 2 Les ressorts de la mobilité sociale dans une famille d'origine algérienne

L'enquête a souligné avec force le caractère déterminant de la certification scolaire, l'« arme du diplôme » et l'importance des conditions de socialisation. Le suivi détaillé dans une même famille des parcours a fait apparaître les facteurs sociaux qui sont sous-jacents à la meilleure réussite scolaire des filles comme aux plus grandes chances d'échec à l'école des garçons. […] L'enquête a ainsi mis en évidence la force des dispositions sexuées dans les familles algériennes : pour les filles, à la fois la vision de l'école comme la voie de salut et d'émancipation pour échapper à l'enfermement domestique promis aux femmes de la lignée, ainsi que l'effet « bénéfique » sur leur scolarité de la restriction de leur liberté de circulation. Elle a, à l'opposé, pu mesurer l'effet éminemment négatif des privilèges éducatifs accordés aux garçons dans leur enfance et adolescence. En même temps, elle fait aussi bien voir l'importance, dans les trajectoires ascendantes des sœurs aînées, des rencontres personnelles (les enseignants pour Samira, les animateurs pour Leïla) qui vont être autant de petits – mais pourtant décisifs – étais[1] dans leurs parcours scolaires. […]

Enfin, l'enquête a aussi permis de relativiser la force du diplôme par rapport à d'autres atouts moins débattus dans l'espace public, comme l'importance des solidarités familiales. Les trois frères peu ou non diplômés sont durablement « en emploi », et ont évité Pôle emploi. Les sœurs aînées ont joué en ce domaine […] un rôle majeur. L'enquête illustre, à cet égard, le rôle essentiel de la redistribution dans la fratrie des petits capitaux accumulés en cours de route par les deux sœurs aînées au profit des cadets : capital informationnel (sur l'école et les ficelles qui mènent à l'emploi), capital économique (quand il a fallu les aider ponctuellement), capital culturel (accès aux livres et aux lieux de la culture), capital moral (quand les sœurs vont aider le frère aîné aux prises avec la police et la justice), capital professionnel (quand Leïla contribuera à placer Azzedine à la RATP), etc.

Stéphane BEAUD, *La France des Belhoumi*, La Découverte, 2018.

1. Un étai est une pièce destinée à soutenir provisoirement une construction.

1. À quoi correspond le processus de socialisation ?
   Rappel de 1re Socialisation, p. 414
2. Qu'est-ce qui explique les trajectoires de mobilité ascendante connues par les sœurs aînées ?
3. Les parcours des trois frères sont-ils identiques à ceux des sœurs aînées ?
4. Comment s'expliquent les positions sociales acquises par les trois frères de la famille Belhoumi ?
   Chapitre 7 Capital culturel p. 190

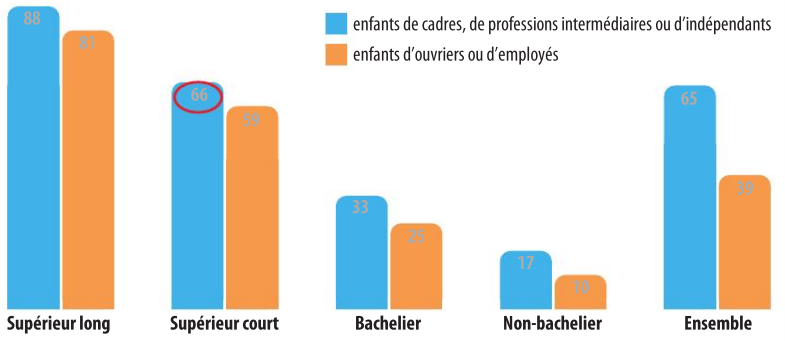
DÉFINITION

Ressources familiales

Les différents types de capitaux (économique, culturel, social) que les individus peuvent mobiliser au sein de leur famille, mais aussi plus largement tout ce qui peut favoriser la réussite sociale des individus (ressources morales, corporelles, langagières…).

DOC 3 Le rôle de la formation dans l'accès à l'emploi

Part des jeunes ayant un emploi de cadre, de profession intermédiaire ou d'indépendant en 2016, selon le diplôme et l'origine sociale (en %)



Lecture : en 2016, 33 % des jeunes sortis de formation initiale depuis 1 à 10 ans qui sont bacheliers, en emploi et dont le père occupe un emploi de cadre, de profession intermédiaire ou est travailleur indépendant, occupent eux-mêmes un tel emploi.

Champ : France métropolitaine + DOM hors Mayotte ; jeunes se déclarant en emploi en 2016 et ayant quitté la formation initiale depuis 1 à 10 ans.

Source : INSEE, *enquêtes Emploi* ; calculs : MEN-MESRI-DEPP ; *L'État de l'école*, n° 27, novembre 2017.

1. Rédigez une phrase présentant la signification précise de la donnée entourée.
2. Le niveau de formation est-il déterminant dans l'accès aux emplois de cadre ou de professions intermédiaires ?
3. Montrez qu'à niveau de formation équivalent, les enfants d'ouvriers ou d'employés n'ont pas le même accès aux emplois que les enfants de cadres.
4. D'où vient cet écart selon vous ?

DOC 4 Des configurations familiales parfois hétérogènes

Les parents de Mathis ont tous les deux 37 ans. La mère de Mathis, Virginie, est inactive, c'est-à-dire qu'elle s'occupe de l'organisation de la vie domestique de la famille. Le père, Antoine, possède une dizaine de brasseries parisiennes qu'il a héritées de son propre père et dont il assure la gestion. […] La situation professionnelle d'Antoine – qui garantit aussi un avenir professionnel pour ses enfants – inscrit la famille dans la bourgeoisie. Il s'agit toutefois d'une fraction de la bourgeoisie qui, si elle est fortement dotée en capital économique, ne possède pas les ressources de la bourgeoisie établie, et en particulier les ressources culturelles. […]

La faiblesse des ressources culturelles se donne à voir dans les trajectoires scolaires et professionnelles des parents de Mathis. La mère, Virginie, n'a pas le bac. […]

Mathis se trouve dans une configuration bien particulière qui montre la difficulté qu'il peut y avoir pour les classes supérieures en ascension sociale à convertir leurs ressources économiques en ressources culturelles, surtout lorsque la pente de la trajectoire familiale ne relève pas d'une réussite scolaire. L'accès à la bourgeoisie par héritage limite les possibilités de transmission de dispositions sociales rentables scolairement, tout particulièrement lorsque, comme ici, la mère est issue des classes populaires et s'est toujours maintenue éloignée de la culture scolaire.

Pour autant, on observe bien des formes explicites de stratégies d'éducation tournée vers la réussite à l'école et l'investissement dans des formes scolaires valorisées par la bourgeoisie d'affaires – comme la pédagogie Montessori.

Bernard LAHIRE (dir.), *Enfances de classes*, Éd. du Seuil, 2019.

1. Quelles sont les caractéristiques de la configuration familiale dans laquelle vit Mathis ?
2. Quelles sont les ressources dont dispose cette famille pour cet enfant ?
3. Décrivez les deux effets contradictoires que peut potentiellement produire cette configuration familiale sur le parcours de Mathis et sa mobilité future.

Rappel de 1re

Configurations familiales

La notion de configurations familiales permet de ne pas penser la famille comme une notion unique, mais d'aborder la diversité des familles selon le milieu social, la taille de la fratrie, la situation conjugale ou l'origine migratoire des parents, le niveau de revenu, etc.

S'entraîner

Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS P. 408

Vrai ou faux ?

1. Plus les individus sont diplômés, plus ils accèdent à des positions sociales supérieures.
2. À diplôme égal, les individus ont les mêmes chances d'accéder aux différentes positions sociales.
3. Les configurations familiales sont identiques pour les enfants d'un même milieu social.
4. Les ressources et configurations familiales peuvent remplacer le diplôme comme facteur de mobilité.

2 Étude d'un document

BAC

À l'aide du document 3, comparez le rôle du diplôme dans l'accès aux emplois de cadres et de professions intermédiaires pour les enfants d'ouvriers ou d'employés par rapport aux enfants de cadres, de professions intermédiaires ou d'indépendants.

ACTIVITÉ 1 Enquêter

Objectifs

Savoirs : mobilité sociale intergénérationnelle.

Savoir-faire : mesurer la mobilité sociale, enquêter.

Réaliser la table de mobilité de la classe

Votre mission **Construire les tables de mobilité de votre classe pour comparer les caractéristiques de la mobilité sociale dans vos familles avec celles de la mobilité sociale des Français.**

ÉTAPE 1 Enquêter en famille

En préparation de la séance, chaque élève doit demander la profession de ses parents et la profession exercée par ses grands-parents au même âge.
À partir du site de l'INSEE (https://www.insee.fr/fr/information/2406153), les élèves doivent ensuite associer la catégorie socioprofessionnelle (PCS) qui correspond à chacun de leurs parents et de leurs grands-parents.

ÉTAPE 2 Saisir les données

Chacun des élèves saisit les informations concernant ses parents et grands-parents, de manière anonyme, dans le tableau à télécharger.

Tableaux à télécharger

Élève	Père	Mère	Grand-père paternel	Grand-père maternel	Grand-mère paternelle	Grand-mère maternelle
Élève 1	Profession intermédiaire	Employée	Ouvrier	Agriculteur	Inactive	Agricultrice
Élève 2	Ouvrier	Inactive	Ouvrier	Ouvrier	Employée	Inactive
Élève 3	…					
…						

ÉTAPE 3 Construire les tables de mobilité

À partir des informations recueillies, le professeur affiche ou distribue aux élèves les deux tables de mobilité brute, celle pour les hommes et celle pour les femmes.

Tableau à imprimer

Exemple :

Origine (PCS du grand-père / de la grand-mère)	Destinée (PCS de votre père/mère)						
	Agriculteur	ACCE	CPIS	Prof. inter.	Employé	Ouvrier	Ensemble
Agriculteur	2	0	1	1	1	2	7
ACCE	0	1	0	0	0	1	2
CPIS	0	0	4	2	0	0	6
Prof. inter.	0	0	2	1	1	0	4
Employé	0	0	1	1	1	1	4
Ouvrier	0	1	1	2	2	6	12
Ensemble	2	2	10	6	6	9	35

Fiche outil n° 9 p. 362 *Lire et interpréter les tables de mobilité sociale*

À l'aide de la fiche outil n° 9, construisez les tables de destinée et de recrutement des parents des élèves de la classe.

ÉTAPE 4 Analyser

- Comparez la table de mobilité des parents d'élèves de la classe avec les tables de mobilité étudiées dans le chapitre. Votre classe est-elle représentative de la population française ?
- Quelles sont les catégories qui sont surreprésentées ou sous-représentées ?
- La mobilité sociale entre la génération de vos grands-parents et celle de vos parents est-elle plus ou moins importante que la mobilité en France en 2014-2015 ?

ACTIVITÉ 2 Exploiter des données statistiques

Comment les économistes étudient-ils la mobilité sociale ?

Objectifs

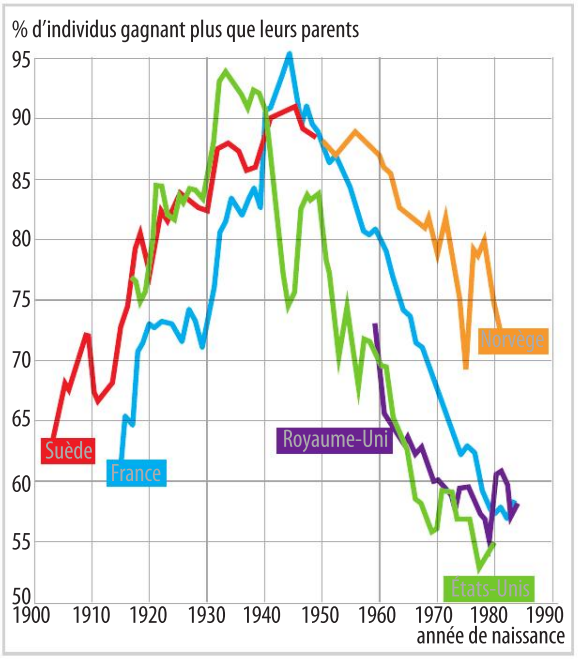
Savoir : mobilité sociale.

Savoir-faire : lire et calculer des pourcentages de répartition, lire des élasticités, distinguer corrélation et causalité.

Votre mission **Comprendre le regard et les outils utilisés par les économistes pour étudier la mobilité sociale et réfléchir au lien entre inégalités et mobilité sociales.**

ÉTAPE 1 Comprendre comment les économistes mesurent la mobilité

DOC 1 La mobilité intergénérationnelle des revenus

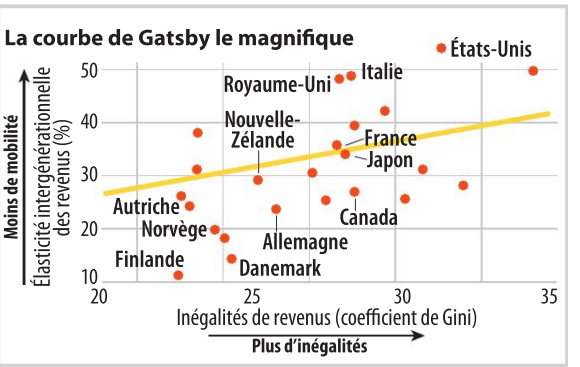


Yonatan Berman, « *The long run evolution of absolute intergenerational mobility* », 2 janvier 2019.

DOC 2 Inégalités et mobilité sociale

L'élasticité intergénérationnelle du revenu mesure le pourcentage d'augmentation des revenus du fils pour une augmentation de 1 % des revenus du père. Par exemple, aux États-Unis, un revenu du père de 1 % plus élevé se traduit par un revenu du fils 0,47 % plus élevé. Dit autrement, lorsqu'un père gagne deux fois plus qu'un autre, statistiquement son fils va gagner en moyenne 47 % de plus que l'autre fils.

Fiche outil n° 2 p. 350 *Calculer et interpréter une variation*



Miles Corak, « Poverty and Equality of Opportunity », Public Economics Forum, Canberra, 26 novembre 2019.

Chapitre 11 p. 296

1. Comment les économistes mesurent-ils la mobilité entre parents et enfants dans ces deux documents ?
2. À partir du document 1, faites une phrase utilisant les données pour la France pour la génération née en 1945 et pour celle née en 1980.

ÉTAPE 2 Décrire les caractéristiques de la mobilité étudiée par les économistes

1. Comment la mobilité intergénérationnelle des revenus a-t-elle évolué au cours du XX^e siècle ?
2. Distinguez les pays où la mobilité est la plus forte de ceux où la mobilité est plus faible.
3. Quel est le sens de la corrélation mise en évidence par le document 2 entre les inégalités de revenu et la mobilité intergénérationnelle des revenus ? Fiche outil n° 12 p. 368 *Distinguer corrélation et causalité*

ÉTAPE 3 Synthèse

Expliquez en un paragraphe les différences entre les instruments de mesure utilisés par les économistes et ceux utilisés par les sociologues pour mesurer la mobilité sociale.

ACTIVITÉ 3 Débat

OBJECTIFS

Savoirs : mobilité ascendante, déclassement, reproduction sociale, mobilité structurelle.

Savoir-faire : réussir un débat argumenté, construire un argument, s'entraîner à l'oral.

La mobilité sociale est-elle en panne ?

Lors du Grand oral, vous devrez être capable d'exposer des arguments avec des qualités de rigueur sur le fond et de clarté sur la forme. Cette activité vous permet de mettre en œuvre ces compétences au cours d'un débat qui vous invite à remobiliser une partie des notions du chapitre.

Le sujet

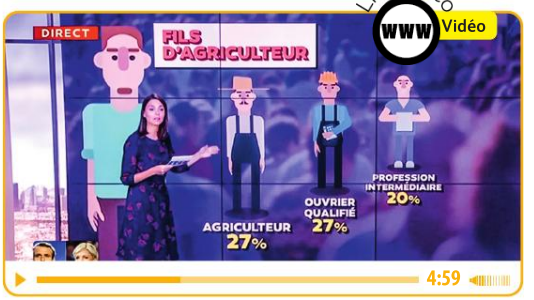
Aujourd'hui, près de 2/3 des Français occupent une position sociale différente de celle de leurs parents. Cela ne signifie cependant pas qu'ils ont connu une amélioration de leur statut social. On peut donc se demander comment a évolué la mobilité sociale, et plus particulièrement comment a évolué le statut social des Français et des Français par rapport à celui de leurs parents.

ÉTAPE 1 Préparation du débat

1. En groupe de 3 à 4 élèves, regardez la vidéo du document 1 et lisez une première fois les autres documents.
2. Relisez et visionnez à nouveau les documents et la vidéo afin d'y repérer les arguments pour et contre. Triez ces arguments dans un tableau à deux colonnes.

DOC 1 La mobilité sociale est-elle en panne ?

Lien Vidéo



Le Grand Dossier, 24 h Pujadas, LCI, 13 mars 2019.

DOC 2 Une dégradation des perspectives de mobilité pour les générations récentes

Depuis le milieu des années 1990, beaucoup de travaux ont mis en évidence le poids des inégalités entre les générations. Plus précisément, comparées aux premiers-nés du baby-boom, les générations nées dans les années 1960 feraient face à une situation nettement dégradée, que ce soit en termes de salaire, d'accès aux emplois d'encadrement, d'accès à la propriété du logement, sans même parler de l'exposition au chômage. Cette situation privilégiée des premiers-nés du baby-boom peut également se mesurer à l'aune des perspectives de mobilité sociale qui se sont offertes à eux […].

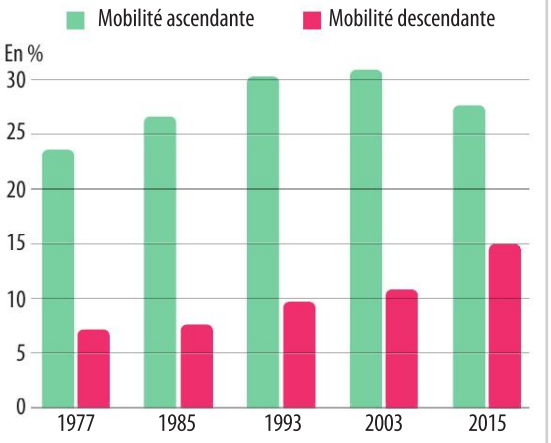
Quel que soit l'âge considéré, le rapport ascendants/descendants est maximal pour les générations nées au milieu des années 1940, avant d'amorcer une baisse sensible parmi les générations ultérieures. Ainsi, à l'âge de 35-39 ans, les mobiles ascendants sont 2,1 fois plus nombreux que les descendants pour la génération 1944-1948, tandis que ce rapport tombe à 1,4 pour la génération née entre 1964 et 1968. […]

Certes, parmi les femmes comme parmi les hommes, et quelle que soit la génération de naissance, les ascendants demeurent plus nombreux que les descendants, de sorte que le mouvement global de la société reste ascendant. Toutefois, l'écart entre les deux flux diminue assez sensiblement. En 2003, parmi les 35-39 ans, 35 % connaissent une mobilité ascendante et 25 % une mobilité descendante, alors que les proportions étaient respectivement de 40 % et 18 % vingt ans auparavant. Pour les femmes, l'écart est encore plus réduit que pour les hommes, puisqu'en 2003, 34 % d'entre elles étaient en situation de mobilité ascendante, contre plus de 28 % en situation de mobilité descendante.

Camille Peugny, « La dynamique générationnelle de la mobilité sociale », *Idées économiques et sociales*, n° 175, 2014.

DOC 3 L'évolution de la mobilité sociale père/fils depuis 1977

Évolution de la proportion d'hommes en situation de mobilité verticale par rapport à leur père de 1977 à 2015

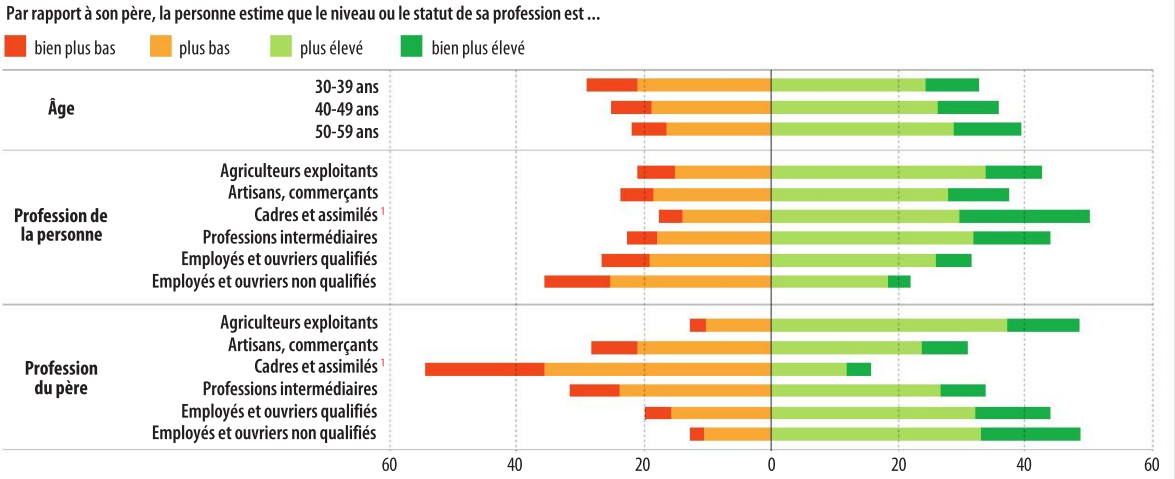


Lecture : en 2015, par rapport à leur père, 28 % des hommes ont connu une trajectoire de mobilité ascendante et 15 % une trajectoire de mobilité descendante.

Champ : France métropolitaine, hommes français actifs occupés ou anciens actifs occupés, âgés de 35 à 59 ans au 31 décembre de l'année d'enquête.

INSEE, *enquêtes Formation et qualification professionnelle* 1977, 1985, 1993, 2003 et 2014-2015.

DOC 4 La mobilité sociale a aussi une dimension subjective



1. Cadres, professions intellectuelles supérieures et chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus.

Lecture : 29 % des 30-39 ans considèrent que le niveau ou le statut de leur profession est plus bas que celui de leur père.

Champ : France métropolitaine, hommes français actifs occupés ou anciens actifs occupés, âgés de 35 à 59 ans au 31 décembre de l'année d'enquête. Source : INSEE, *enquête FQP 2014-2015*.

ÉTAPE 2 Débat

55 min

Grille à télécharger

ation
lécharger

1. Répartissez-vous en trois groupes : un groupe pour le jury et deux groupes défendant chacun un point de vue sur la question posée.
2. Procédez au débat en suivant les indications de la Fiche méthode n° 4 p. 374 *Réussir un débat*.

OBJECTIF BAC : DES PISTES POUR LE GRAND ORAL

Questions que le jury pourrait poser sur ce sujet

- À quoi correspond la mobilité sociale ? Comment la mesure-t-on ?
- Donnez des exemples de situation de mobilité ascendante et de mobilité descendante.
- Comment a évolué la mobilité sociale en France depuis les années 1970 ?
- Quels sont les facteurs qui peuvent expliquer cette évolution de la mobilité sociale ?

D'autres sujets possibles sur ce chapitre

- Une société plus mobile est-elle nécessairement plus juste ? dossier 4 p. 218-219
- La mobilité des femmes est-elle différente de celle des hommes ? dossier 3 p. 216-217
- L'école favorise-t-elle la mobilité sociale ? dossier 5 p. 220-221

CONSEILS POUR LE JOUR DU GRAND ORAL

Le rythme et le silence

- Trouver le bon rythme à l'oral nécessite d'ajuster le débit de sa parole. Le rythme doit être suffisamment soutenu pour captiver l'auditoire, mais pas trop rapide pour ne pas le perdre ni le fatiguer.
- Pour travailler votre rythme, vous pouvez vous entraîner chez vous en chronométrant votre présentation orale. Si vous devez parler trop rapidement pour ne pas dépasser les 5 minutes, c'est que votre présentation est trop longue. Inversement, si pour tenir les 5 minutes de présentation, vous devez ralentir votre débit, ou si vous n'avez plus rien à énoncer au bout de 3 à 4 minutes, c'est que votre présentation manque de contenu.

Conseils : on considère que le bon débit à l'oral est d'environ 140 à 160 mots par minute, ce qui correspond à un texte de 700 à 800 mots pour une présentation de 5 minutes.
Lors de l'entretien, ne vous précipitez pas pour répondre aux questions qui vous sont posées. Vous pouvez marquer un temps de silence pour réfléchir à votre réponse.

Fiche Bac n° 6 p. 388 *Le Grand oral*

S'orienter après le bac

Schéma : L'orientation post-bac *sur le rabat, en fin de manuel*

Quel est l'intérêt de choisir une licence professionnelle (L3 Pro) plutôt qu'une licence classique (L3) ?
https://diplomeo.com/licence_pro

Quels sont, aujourd'hui, les niveaux d'études nécessaires pour accéder à des emplois de cadres ou professions intellectuelles supérieures ?
https://www.studyrama.com/pro/emploi/devenir-cadre-20502.html

L'essentiel

Quels sont les caractéristiques contemporaines et les facteurs de la mobilité sociale ?

Podcast

La mobilité sociale est un enjeu majeur de nos sociétés démocratiques. Le statut et la position sociale ne se transmettant plus de façon héréditaire, la mobilité est perçue comme une chance et une possibilité offerte aux individus. Mais qu'en est-il réellement ?

A Les caractéristiques contemporaines de la mobilité sociale

Podcast

1. Quelles sont les différentes formes de mobilité sociale ?

La mobilité sociale désigne les changements de position sociale des individus dans la société. Lorsque l'on compare la position sociale des individus à celle de leurs parents, on parle de **mobilité sociale intergénérationnelle**. Celle-ci se distingue donc de la **mobilité professionnelle**, c'est-à-dire du changement de position sociale d'un individu au cours de sa vie, mais aussi de la **mobilité géographique**, c'est-à-dire du changement de lieu de résidence d'un individu.

Depuis les travaux de Pitirim Sorokin au début du XX^e siècle, les sociologues s'intéressent tout particulièrement à la **mobilité intergénérationnelle** pour comprendre dans quelle mesure, dans nos sociétés méritocratiques, le statut social se transmet d'une génération à l'autre.

2. Comment mesure-t-on la mobilité sociale ?

Pour mesurer la mobilité sociale, les sociologues utilisent des tables de mobilité, qui mettent en relation la **catégorie socioprofessionnelle** d'un individu et celle de son père ou de sa mère. Elles sont construites à partir d'enquêtes réalisées à intervalles réguliers par l'INSEE depuis 1963. Ces tables permettent d'étudier le nombre d'individus (parents et enfants) dans chaque catégorie socioprofessionnelle et de calculer la destinée des individus issus de chaque groupe social, mais aussi l'origine sociale des individus qui appartiennent aujourd'hui à chacun des différents groupes sociaux.

Si ces tables permettent de mesurer l'importance de la mobilité sociale et d'étudier son évolution, elles ont des limites. **Le nombre de groupes sociaux utilisés pour les construire influence la mesure de la mobilité**, puisque plus l'on distingue de groupes sociaux, plus la mobilité entre les groupes paraît importante.

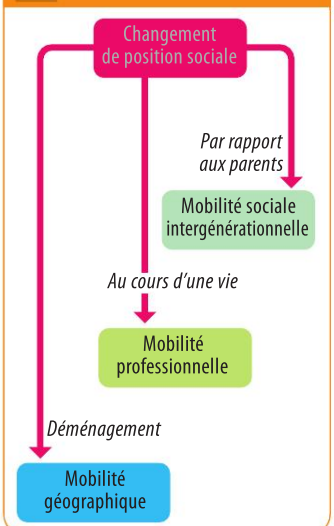
De même, la mesure de la mobilité par l'appartenance à un groupe socioprofessionnel **ne tient pas compte de l'évolution des individus à l'intérieur du groupe** (un enfant d'ouvrier non qualifié qui devient ouvrier qualifié est perçu comme immobile) **ni de l'évolution du statut social des professions**.

Enfin, **pendant longtemps, la mesure de la mobilité n'a concerné que les hommes**. Les tables de mobilité n'étaient pas disponibles pour les femmes, qui étaient considérées comme inactives ou partageant la position sociale de leur mari. Lorsqu'on a commencé à mesurer leur mobilité, on comparait leur position sociale avec celle de leur père, ce qui posait des difficultés, du fait de la structure des emplois différente pour les hommes et pour les femmes.

3. La mobilité sociale des hommes est-elle identique à celle des femmes ?

La dernière enquête FQP réalisée par l'Insee et les dernières tables de mobilité publiées permettent de comparer précisément la mobilité sociale des hommes avec celle des femmes, en étudiant la destinée des femmes par rapport à leur père mais aussi par rapport à leur mère.

1 Mobilité sociale



NOTIONS

Mobilité sociale (mobilité observée)
Ensemble des changements de position sociale ou de statut social des individus au sein d'une société.

Mobilité sociale intergénérationnelle
Changement de position sociale d'un individu par rapport à ses parents (père ou mère).

Mobilité professionnelle
Changement de profession d'un individu au cours de sa carrière.

Mobilité géographique
Changement de lieu de résidence des individus à l'intérieur d'un pays (mobilité résidentielle) ou entre pays (migration).

Tables de mobilité
Voir p. 215

PCS
Voir Lexique p. 408

La mobilité sociale féminine est plus importante que la mobilité sociale masculine, surtout si l'on compare la position sociale des femmes par rapport à celle de leur mère. Ainsi, en 2014-2015, seulement 29,5 % des femmes sont en situation de **reproduction sociale** par rapport à leur mère, contre 34,6 % des hommes. Les femmes se caractérisent aussi par une **mobilité ascendante** par rapport à leur mère plus importante que celle des hommes.

Cette plus grande mobilité des femmes est néanmoins à nuancer car elle s'explique principalement par une position sociale plus basse des mères. Au contraire, **si l'on compare la position sociale des femmes par rapport à leur père, les femmes connaissent moins de mobilité ascendante** et plus de **déclassement** que les hommes.

B Les facteurs de mobilité sociale

Podcast

4. Une société plus mobile est-elle nécessairement plus fluide ?

L'augmentation de la mobilité depuis les années 1950 s'explique en partie par l'évolution de la structure socioprofessionnelle, c'est-à-dire des emplois occupés par les individus entre la génération des parents et celle des enfants. On parle de **mobilité structurelle** pour désigner la partie de la mobilité qui est contrainte par l'évolution des emplois entre la génération des pères/mères et celles des fils/filles.

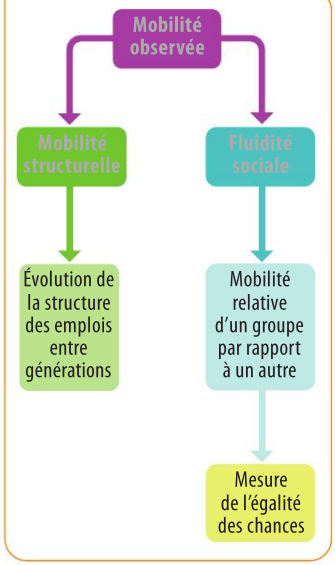
Pour mesurer l'évolution de la mobilité, indépendamment de l'évolution de la structure socioprofessionnelle, les sociologues ont développé la notion de **fluidité sociale**. **Celle-ci vise à évaluer le degré d'égalité de chances dans la société en mesurant la force du lien qui unit l'origine et la destinée sociales** des enfants d'une catégorie socioprofessionnelle par rapport à une autre. On parle aussi de **mobilité relative**, car on regarde les changements de position sociale d'un groupe relativement à un autre groupe. La mesure de la fluidité sociale montre que l'augmentation de la **mobilité observée** ne se traduit pas automatiquement par une augmentation de la fluidité sociale.

5. Quel est le rôle de la formation et des ressources familiales dans la mobilité sociale ?

La mobilité sociale s'explique aussi par le **niveau de formation** atteint par les individus et par les **ressources et configurations familiales** dont ils disposent.

L'accès à une catégorie socioprofessionnelle différente de celle de ses parents est souvent lié au niveau de formation atteint par l'individu. Ainsi, 81 % des enfants d'ouvriers ou d'employés qui obtiennent un diplôme du supérieur long deviennent cadres ou professions intermédiaires et connaissent donc une mobilité ascendante. Inversement, parmi les enfants de cadres ou de professions intermédiaires qui ont le baccalauréat comme plus haut niveau de diplôme, 66 % ont changé de catégorie socioprofessionnelle et sont donc en mobilité plutôt descendante. **Dans nos sociétés marquées par l'emprise du diplôme, l'accès à un emploi et plus particulièrement aux emplois qualifiés passe très largement par la possession d'un diplôme du supérieur.** Les situations de mobilité sociale (ascendante comme descendante) s'expliquent ainsi souvent par le niveau de formation atteint par les individus. Toutefois, les **configurations familiales dans lesquelles les individus vivent et les ressources dont ils disposent permettent aussi d'expliquer les situations de mobilité sociale comme les situations de reproduction sociale**. Selon les familles, le capital culturel, économique ou social diffère, ce qui facilite ou rend plus difficile l'accès à certaines positions sociales. Ainsi, si les familles les plus aisées bénéficient de ressources qui favorisent l'accès et la conservation des positions sociales, les familles des classes populaires ne sont pas totalement dépourvues de ressources, ce qui permet d'expliquer certaines trajectoires statistiquement peu probables.

2 Mobilité structurelle et fluidité sociale



NOTIONS

Mobilité ascendante
Situation dans laquelle l'individu améliore sa position sociale par rapport à celle de ses parents ou à une position antérieure.

Reproduction sociale
Situation d'immobilité sociale dans laquelle l'individu occupe la même position sociale que l'un de ses parents.

Déclassement (mobilité descendante)
Situation dans laquelle la position sociale d'un individu se dégrade par rapport à celle de ses parents ou à une position antérieure.

Mobilité structurelle
Mobilité sociale qui est contrainte par l'évolution de la structure des emplois entre la génération des fils/filles et celle des pères/mères.

Fluidité sociale
Force du lien entre l'origine et la position sociale d'une catégorie sociale par rapport à une autre. C'est une mesure du degré d'égalité des chances dans la société.

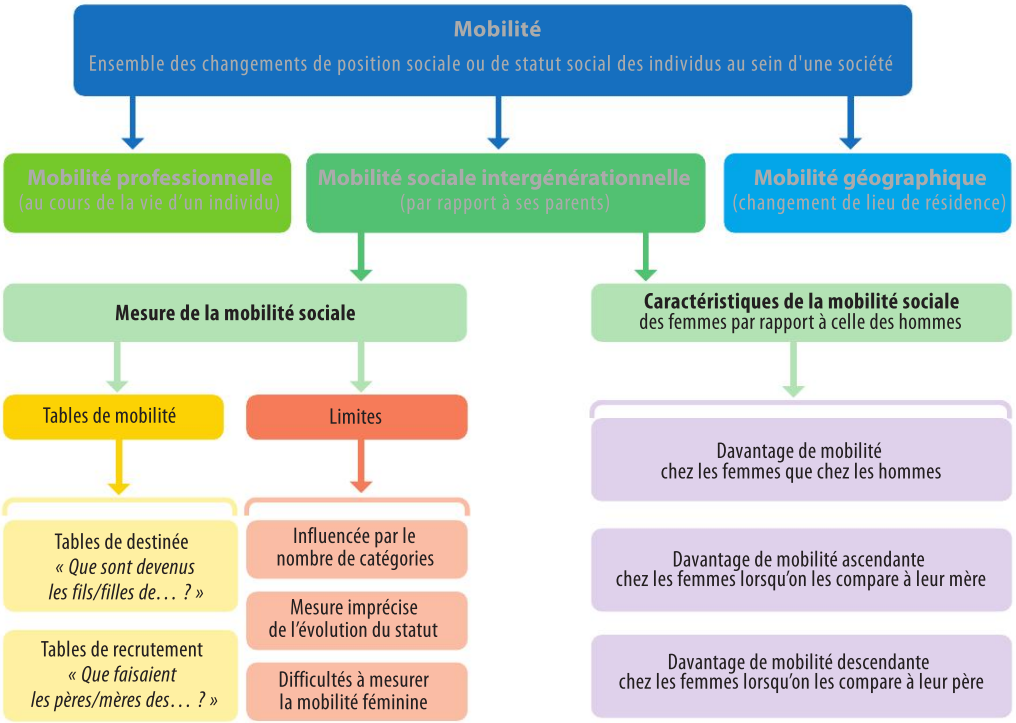
Ressources familiales
Les différents types de capitaux (économique, culturel, social) que les individus peuvent mobiliser au sein de leur famille, mais aussi plus largement tout ce qui peut favoriser la réussite sociale des individus (ressources morales, corporelles, langagières…).

Configurations familiales
Voir Lexique p. 408

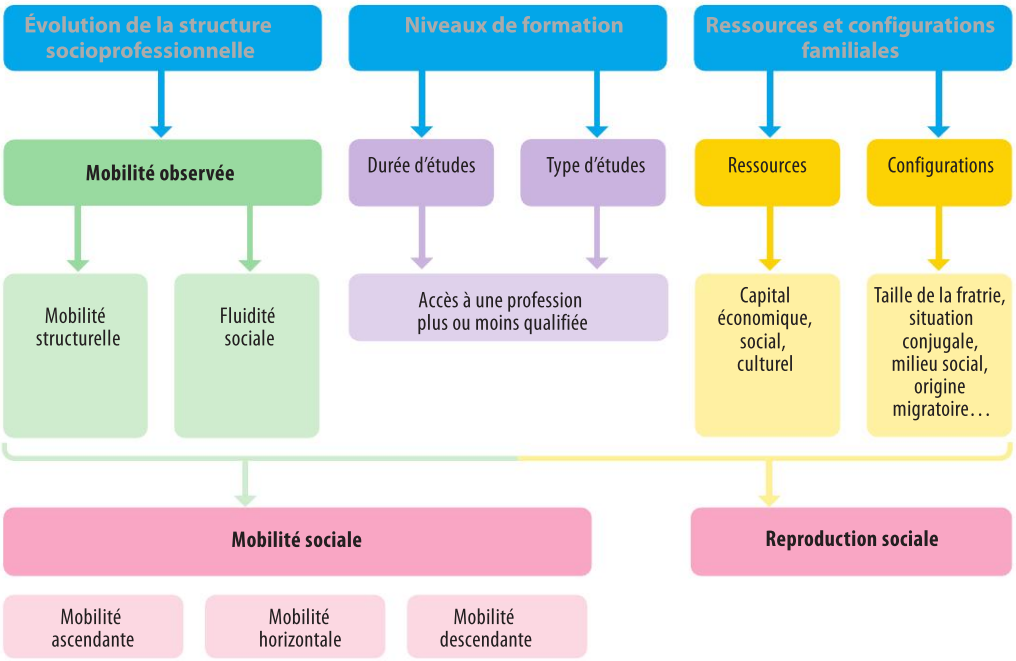
L'essentiel en schéma

Schéma interactif — Schémas animés

A Les caractéristiques contemporaines de la mobilité sociale



B Les facteurs de mobilité sociale



Utilisez les statistiques

1 Calculer et représenter la mobilité sociale

Objectifs de savoir-faire *Lire et interpréter les tables de mobilité sociale* Fiche outil n° 9 p. 362

Origine (PCS du père)	Destinée (catégorie socioprofessionnelle du fils)						
	Agriculteur exploitant	Artisan, comm., chef d'entreprise	Cadre et prof. intel. sup.	Profession intermédiaire	Employé	Ouvrier	Ensemble
Agriculteur exploitant	175	53	56	139	43	208	674
Artisan, comm., chef d'entreprise	11	199	190	222	79	174	895
Cadre et prof. intel. sup.	3	78	453	221	73	76	904
Profession intermédiaire	6	81	294	321	99	224	1025
Employé	4	47	107	183	97	187	625
Ouvrier	18	191	269	637	331	1 239	2 685
Ensemble	217	649	1369	1 723	722	2 128	6 808

Champ : hommes français à la naissance, actifs occupés ou anciens actifs, âgés de 40 à 59 ans en 2014-2015. Effectifs en milliers.

Source : INSEE, Enquête FQP, 2014-2015.

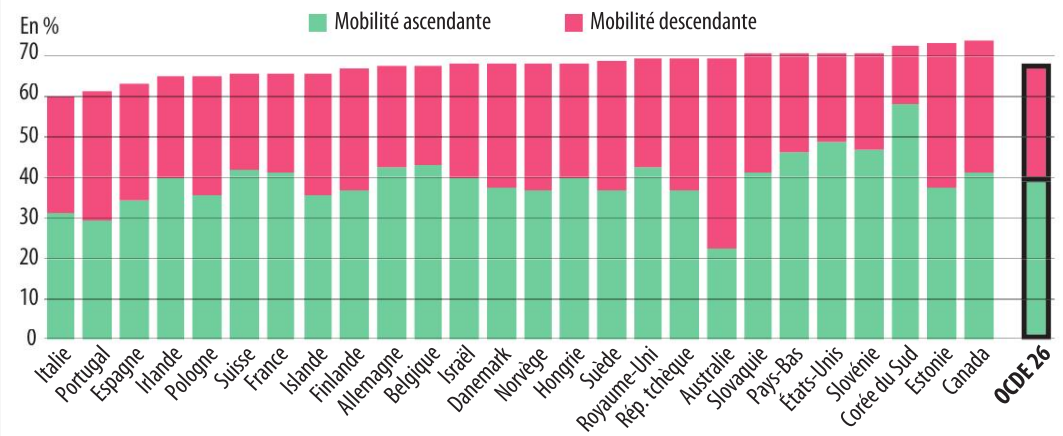
1. Combien de fils cadres ont un père ouvrier ?
2. Combien de pères étaient ouvriers ? Combien de fils sont ouvriers ?
3. Calculez le pourcentage de fils d'ouvriers qui sont devenus cadres.
4. Calculez le pourcentage de fils exerçant une profession intermédiaire dont le père était agriculteur exploitant.
5. Comment expliquer que 80,6 % des agriculteurs soient fils d'agriculteurs, mais que seulement 26 % des fils d'agriculteurs soient devenus agriculteurs ?

2 Calculer et lire des proportions

Objectifs de savoir-faire *Calculer et interpréter une proportion* Fiche outil n° 1 p. 349

La mobilité sociale dans l'OCDE entre 2002 et 2014

Part des 25-64 ans dont la classe sociale est supérieure ou inférieure à celle de leurs parents, 2002-2014



Note : la classe sociale est basée sur les neuf catégories de la Classification socioéconomique européenne (ESeC) construite à partir des professions.

Source : calculs de l'OCDE d'après les sept vagues de l'ESS pour les pays européens (2002-2014) ; la PSID pour les États-Unis (1999-2013) ; le CNEF pour l'Australie et la Corée (2000-2014) et le cycle 15 de l'ESG pour le Canada.

Source : OCDE, *L'Ascenseur social en panne ? Comment promouvoir la mobilité sociale*, Éditions OCDE, Paris, 2019.

1. Rédigez une phrase présentant la signification précise des données pour les États-Unis.
2. La mobilité ascendante est-elle plus ou moins importante que la mobilité descendante dans les pays de l'OCDE ?
3. Comparez la mobilité sociale en France par rapport à celle des 26 pays de l'OCDE.

Testez vos connaissances !

CORRIGÉS P. 400

Exercices interactifs

1 Vrai ou faux ?

Exercice interactif

Lorsque c'est faux, justifiez pourquoi.

	Vrai	Faux
1. La mobilité professionnelle désigne les changements de profession d'un individu par rapport à ses parents.	☐	☐
2. Les tables de mobilité permettent de mesurer la mobilité sociale en comparant la catégorie socioprofessionnelle d'un individu par rapport à celle de son père ou sa mère.	☐	☐
3. La mesure de la mobilité est indépendante des catégories utilisées pour classer les individus.	☐	☐
4. La mobilité sociale des femmes est différente de celle des hommes.	☐	☐
5. La mobilité structurelle désigne la mobilité liée aux changements de niveau d'éducation entre les générations.	☐	☐
6. La fluidité sociale mesure la mobilité observée dans la société.	☐	☐
7. Plus le niveau de formation des individus est élevé, moins ils ont de mobilité sociale.	☐	☐
8. Les configurations familiales peuvent expliquer l'accès à des ressources qui favorisent la mobilité sociale.	☐	☐

2 La lecture des tables de la mobilité

Exercice interactif

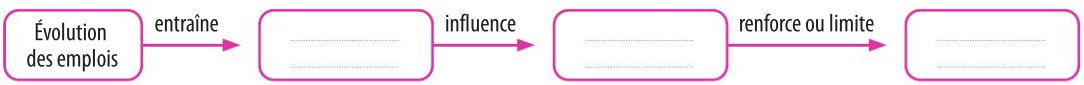
Indiquez pour chacune de ces phrases si elle est formulée à la lecture de la table brute de mobilité, de la table de destinée ou de la table de recrutement.

1. En 2014-2015, 23,7 % des fils d'ouvriers âgés de 40 à 59 ans exerçaient une profession intermédiaire.
2. En 2014-2015, 7,8 % des cadres âgés de 40 à 59 ans avaient un père employé.
3. En 2014-2015, 331 000 employés âgés de 40 à 59 ans avaient un père ouvrier.
4. En 2014-2015, 30,9 % des hommes de 40 à 59 ans dont le père était agriculteur exploitant occupaient un emploi d'ouvrier.
5. En 2014-2015, 190 000 fils d'artisans, commerçants ou chefs d'entreprise âgés de 40 à 59 ans sont devenus cadres.
6. En 2014-2015, 10,1 % des hommes de 40 à 59 ans travaillant comme employés avaient un père cadre.

3 Mobilité structurelle et fluidité sociale

Exercice interactif

Complétez le schéma avec les termes suivants : Mobilité sociale • Fluidité sociale • Mobilité structurelle



4 Les explications de la mobilité

Exercice interactif

Reliez les situations suivantes à l'un des trois facteurs de mobilité sociale.

1. Un fils d'ouvrier obtient un diplôme d'école de commerce. •
2. Le nombre d'emplois de cadres augmente. •
3. Les emplois industriels diminuent. •
4. Un fils de cadre obtient un poste de direction sur recommandation de son père. •
5. Une fille d'employé en couple avec un cadre obtient un poste de secrétaire de direction dans l'entreprise de son mari. •
6. Une fille de cadre fait un stage dans une agence de voyages dans le cadre de son BTS tourisme. •

- Évolution de la structure socioprofessionnelle
- Niveau de formation des individus
- Ressources et configurations familiales

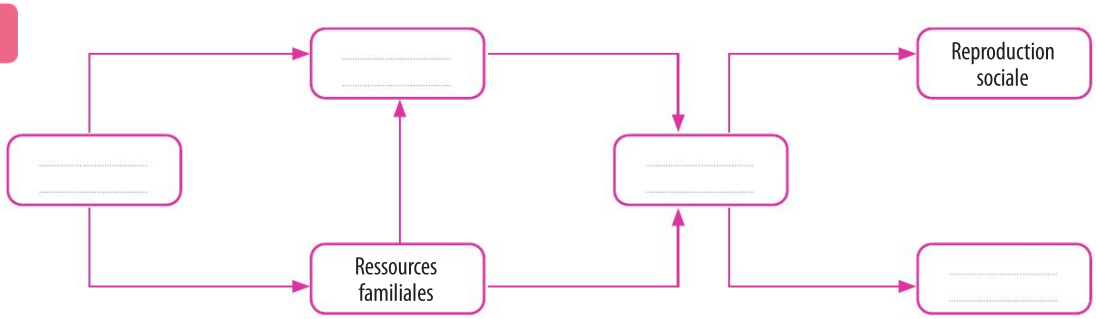
Exercices interactifs
Guide de révisions
lycee.hachette-education.com/ses/tle

Guide méthodologique complet

5 La mesure de la mobilité

Complétez le schéma avec les termes suivants : mobilité sociale • emploi obtenu • niveau de formation • configurations familiales

Exercice interactif



LE SAVIEZ-VOUS ?

En 1953, **52,2 % des hommes** étaient dans la **même position sociale que leur père**, contre **36,5 % en 2014-2015.**

En 2014-2015, **71 % des femmes** âgées de 35 à 59 ans relèvent d'une **catégorie socioprofessionnelle différente** de celle de leur **mère**.



Alors qu'**en 1962**, la population active comptait **15,4 % d'agriculteurs**, elle n'en compte plus que **1,9 % en 2014**.

POUR ALLER PLUS LOIN

Vidéos et ressources interactives

Rendez-vous sur lycee.hachette.com/ses/tle.

Lien vidéo



Repenser la mobilité sociale
Canal-u.tv, 4 janvier 2018.
Rémi Sinthon dresse un bilan critique de la façon dont la sociologie a abordé jusqu'à présent les questions de stratification et de mobilité sociales. Il propose une analyse différente, inspirée par les travaux de Pierre Bourdieu.

Lien vidéo



Qu'est-ce que le déclassement ?
Médiapart/République des idées, 2019.
Après la publication de son livre, *La Peur du déclassement* (2009), Éric Maurin évoque avec le sociologue Louis Chauvel la définition du déclassement, son ampleur aujourd'hui, les trajectoires sociales des classes moyennes, etc.

Lien vidéo



Les jeunes, l'école et la méritocratie
Alohanews.be, interview du 1er août 2019.
Camille Peugny revient sur les caractéristiques de la mobilité sociale en France et l'importance de la reproduction sociale. Il aborde le rôle de l'école et des diplômes, les parcours professionnels des jeunes et interroge la notion de méritocratie.

Lien audio



Une série documentaire radiophonique sur les transclasses
France Culture, 12 septembre 2018.
Quatre émissions qui retracent le parcours d'individus ayant changé de milieu social. Une série qui permet d'aborder les situations de mobilité ascendante et de questionner leurs déterminants.

Objectif Bac Épreuve composée

Corrigé

Document

PARTIE 1 MOBILISATION DES CONNAISSANCES 4 PTS

SUJET

Distinguez mobilité observée et fluidité sociale.

PARTIE 2 ÉTUDE D'UN DOCUMENT 6 PTS

SUJET

1) Illustrez par des exemples les situations d'immobilité sociale, de mobilité ascendante et de mobilité descendante.
2) À l'aide des données du document, comparez l'évolution de la mobilité sociale des hommes à celle des femmes.

Évolution de la mobilité sociale des hommes et des femmes par rapport à leur père entre 1977 et 2003 (en %) Hommes – Femmes	1977		1985		1993		2003	
	H	F	H	F	H	F	H	F
Immobilité sociale (%)	42,1	33,0	38,4	29,7	36,7	26,7	36,6	23,4
Mobilité non verticale (%)	39	52,9	38,1	52,0	34,8	49,3	33,1	50,3
Mobilité de statut (%)	*30,8*	*31,3*	*29,7*	*28,8*	*26*	*27,2*	*23,8*	*25,1*
Mobilité horizontale (%)	*8,2*	*21,6*	*8,4*	*23,2*	*8,7*	*22,1*	*9,3*	*25,2*
Mobilité verticale (%)	18,9	14,1	23,5	18,4	28,5	24,0	30,3	26,3
Mobilité ascendante (%)	*14,9*	*6,4*	*18,7*	*9,2*	*22,3*	*13,1*	*23,2*	*14,6*
Mobilité descendante (%)	*4,0*	*7,7*	*4,8*	*9,1*	*6,2*	*10,9*	*7,2*	*11,7*
Mobilité non verticale/Mobilité verticale	2,1	3,8	1,6	2,8	1,2	2,1	1,1	1,9
Mobilité ascendante/Mobilité descendante	3,7	0,8	3,9	1,0	3,6	1,2	3,2	1,2

Lecture : l'immobilité sociale correspond à la diagonale du tableau de mobilité. La mobilité est décomposée en une part non verticale et une part verticale. La première est une mobilité de statut (entre les groupes 1 ou 2 d'une part, et les groupes 3 à 6 d'autre part). La seconde est mesurée au sein des seuls groupes de salariés, ordonnés selon trois niveaux (le groupe 3, le groupe 4, les groupes 5 et 6), en distinguant alors les mouvements intergénérationnels ascendants et descendants.
Champ : hommes et femmes français âgés de 35 à 59 ans, actifs occupés ou anciens actifs occupés à la date de l'enquête.

L.-A. Vallet, « Mobilité observée et fluidité sociale en France de 1977 à 2003 », Revue *Idées*, n° 175, 2014.

PARTIE 3 RAISONNEMENT S'APPUYANT SUR UN DOSSIER DOCUMENTAIRE 10 PTS

SUJET

À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que les niveaux de formation des individus contribuent à expliquer leur trajectoire sociale.

Doc 1

Catégorie socioprofessionnelle des actifs occupés sortis de formation initiale depuis 1 à 4 ans, selon le diplôme en 2017 (en %)

	Supérieur long	Supérieur court	Baccalauréat ou équivalent	CAP, BEP	Brevet ou sans diplôme	Ensemble
Agriculteurs, artisans, commerçants, chefs d'ent.	2,0	2,3	3,0	1,6	2,2	2,3
Cadres et professions intellectuelles supérieures	41,3	2,1	0,8	0,5	0,0	18,4
Professions intermédiaires	39,7	46,1	17,4	6,9	13,6	30,2
Employés	14,0	32,8	46,1	44,0	38,9	29,6
Ouvriers	3,0	16,7	32,8	47,0	45,3	19,5
Ensemble des actifs occupés	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Lecture : en 2017, 18,4 % des jeunes actifs en emploi sortis de formation initiale depuis 1 à 4 ans sont cadres ou professions intellectuelles supérieures. **Champ :** France métropolitaine + DOM hors Mayotte.

Source : INSEE, enquête Emploi ; calculs : MENJ-MESRI-DEPP.

Doc 2

Un jeune homme […] dont le père a occupé divers emplois d'ouvrier et dont la mère effectuait des ménages obtient […] un DUT, puis une licence professionnelle dans le domaine de la productique industrielle qui lui permet, au bout de quelques emplois précaires, d'accéder, deux ou trois ans après sa sortie de formation, disons en 2007, à un poste pérenne de technicien dans un service d'ordonnancement de la production. Cet emploi le classe parmi les professions intermédiaires alors qu'il aurait pu espérer, au vu de son diplôme, devenir cadre.

Ce jeune homme est-il déclassé ? Son diplôme ne lui a pas permis d'atteindre la position sociale à laquelle une licence donnait accès jusque dans les années 1990 : cet individu est donc déclassé dès lors que son diplôme est rapporté à l'emploi qu'il occupe, quelle que soit son origine sociale. En revanche, la comparaison de la position sociale qu'il a atteinte avec celle de son père en particulier, de son milieu d'origine en général, ne laisse guère de doute : le jeune homme est en ascension sociale.

Y. Doazan et H. Eckert, « Les jeunes et leurs diplômes. Le déclassement à l'aune de la valeur des titres scolaires », *Éducation et sociétés*, vol. 34, n° 2, 2014.

PARTIE 3 GUIDAGE MÉTHODOLOGIQUE

ÉTAPE 6 Rédiger les paragraphes AEI (Affirmer, Expliciter, Illustrer)

Fiche méthode n° 1 p. 370 *Construire une argumentation*

- **Voici un paragraphe d'élève** sur le sujet de raisonnement ci-contre. Repérez les points forts et les points faibles de ce paragraphe, puis proposez des améliorations.

§1 Le niveau de formation influence le type d'emploi obtenu.

En effet, les niveaux de formation atteints par les individus vont influencer le type d'emploi qu'ils vont obtenir. Les élèves les moins diplômés vont avoir plus de mal à obtenir des bons postes, des emplois. Par exemple, seulement 0,5 % des cadres et professions intellectuelles supérieures ont un CAP/BEP. Inversement, les individus les plus diplômés vont davantage avoir accès à des emplois qualifiés. Ainsi, 41,3 % des jeunes actifs diplômés du supérieur long sont cadres ou professions intellectuelles supérieures.

Vérifiez qu'il y a bien une affirmation, une explicitation et une illustration en lien avec l'affirmation dans ce paragraphe.

Les mots de liaison sont-ils assez nombreux et diversifiés ?

- **Rédigez le deuxième paragraphe AEI** du sujet de Raisonnement :

§2 Le type d'emploi obtenu conduit à des trajectoires de mobilité (ascendante comme descendante).

ÉTAPE 7 Rédiger la conclusion

- **Toute conclusion**, quels que soient l'exercice et la discipline, est composée de deux éléments incontournables : le bilan du raisonnement et la réponse explicite à la problématique/au sujet.
Facultatif : une ouverture.
Attention aux mauvaises ouvertures du type : « On peut se demander si un jour, l'Homme… » Mieux vaut pas d'ouverture qu'une mauvaise ouverture !

Pour rédiger le bilan du raisonnement, il suffit de reprendre les titres de ses sous-parties ou les affirmations de ses paragraphes. Puis d'une phrase on répond à la question. Enfin, si l'on est inspiré, on rédige une question en guise d'ouverture.

- **Rédigez le bilan du raisonnement** du sujet ci-contre en partant du plan suivant :

§1 Le niveau de formation influence le type d'emploi obtenu.
§2 Le type d'emploi obtenu conduit à des trajectoires de mobilité (ascendante comme descendante).
§3 Le niveau de formation est influencé par l'origine sociale, ce qui conduit à des trajectoires de reproduction sociale.

- **Rayez les ouvertures maladroites** dans la liste ci-dessous en justifiant, puis choisissez celle qui a votre préférence en justifiant également pourquoi.

a) Mais les études sont-elles vraiment utiles ?
b) La trajectoire sociale des individus n'est-elle pas aussi le fruit du hasard ?
c) L'explication des trajectoires sociales des individus ne doit-elle pas aussi prendre en compte les évolutions de la structure sociale ?
d) On peut se demander si la trajectoire sociale des individus ne peut pas aussi contribuer à expliquer leur niveau de formation.

Très souvent la question d'ouverture porte sur un sujet ou chapitre proche de celui traité.

APPLICATION

Proposez une question d'ouverture portant sur le sujet ci-contre.

SUJET

L'évolution de la structure socioprofessionnelle suffit-elle à expliquer la mobilité sociale ?

DOC 1

Table de destinée : catégorie socioprofessionnelle du fils en fonction de la catégorie socioprofessionnelle du père (en %) en 2014-2015

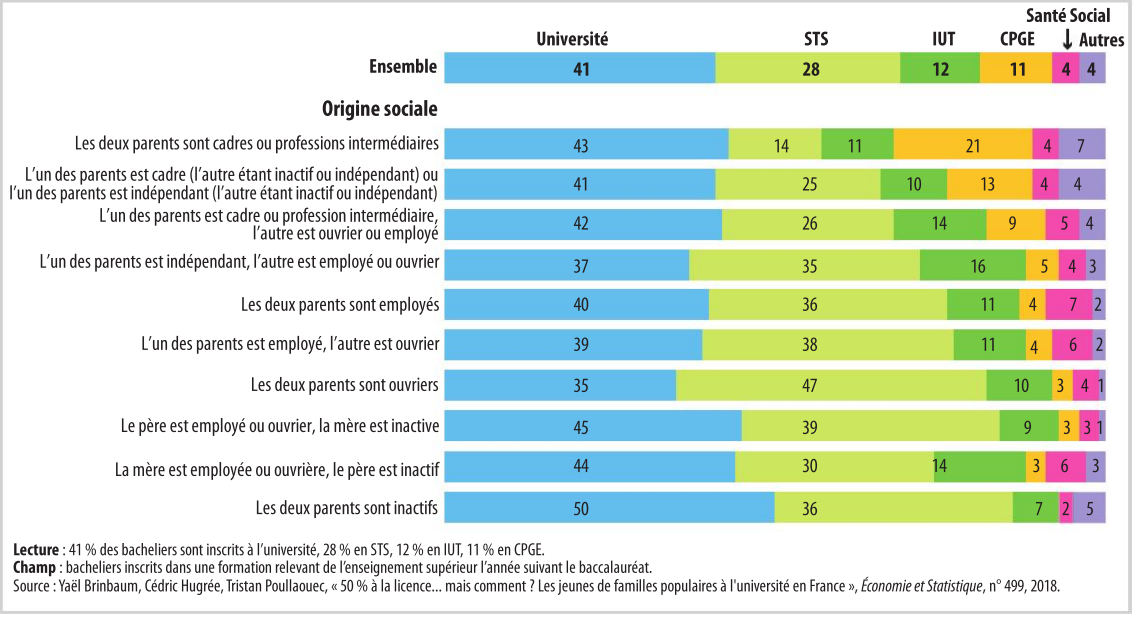
Catégorie socio-professionnelle du père	Catégorie socioprofessionnelle du fils						
	Agriculteur	Artisan, Commerçant, Chef d'entreprise	Cadre et Profession intel. sup.	Profession intermédiaire	Employé	Ouvrier	Ensemble
Agriculteur	25	8	8,8	18,6	7,1	32,5	100
Artisan, Commerçant, Chef d'entreprise	0,8	20,3	22,2	22,9	9,5	24,3	100
Cadre et profession intel. sup.	0,2	8	47	25,7	9,1	10	100
Profession intermédiaire	0,7	7,9	25,5	31,5	11,3	23,1	100
Employé	0,5	6,8	16,3	26,1	16,6	33,6	100
Ouvrier	0,5	7,4	9,4	22,9	12,3	47,6	100
Ensemble	2,6	9,2	19,3	24,5	11,3	33	100

Champ : France métropolitaine, hommes âgés de 30 à 59 ans qui travaillent ou ont déjà travaillé à la date de l'enquête.

Source : INSEE, juillet 2017.

DOC 2

Formation suivie après le baccalauréat selon l'origine sociale



Lecture : 41 % des bacheliers sont inscrits à l'université, 28 % en STS, 12 % en IUT, 11 % en CPGE.
Champ : bacheliers inscrits dans une formation relevant de l'enseignement supérieur l'année suivant le baccalauréat.
Source : Yaël Brinbaum, Cédric Hugrée, Tristan Poullaouec, « 50 % à la licence... mais comment ? Les jeunes de familles populaires à l'université en France », *Économie et Statistique*, n° 499, 2018.

DOC 3

Catégorie socioprofessionnelle des personnes en 2014-2015 et de leurs parents (en %)

	Femmes	Hommes	Ensemble	Mère	Père
Agriculteurs exploitants	0,9	2,5	1,7	5,5	7,8
Artisans et commerçants	3,7	8,4	6,0	5,9	11,1
Cadres et assimilés	13,5	19,7	16,5	3,8	14,4
Professions intermédiaires	24,7	24,2	24,5	10,6	14,5
Employés et ouvriers qualifiés	29,0	33,3	31,1	22,8	33,9
Employés et ouvriers non qualifiés	25,7	11,6	18,9	25,2	13,0
N'a jamais travaillé ou profession inconnue	2,5	0,3	1,5	26,1	5,3
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Lecture : en 2014-2015, 19,7 % des hommes sont cadres, 25,2 % des personnes ont une mère qui était employée ou ouvrière non qualifiée à la fin de leurs études.

Champ : France métropolitaine, personnes de 30 à 59 ans.

Source : INSEE, enquête FQP 2014-2015.

GUIDAGE MÉTHODOLOGIQUE

ÉTAPE 6 Rédiger les paragraphes AEI (Affirmer, Expliciter, Illustrer)

Fiche méthode n° 1 p. 370 *Construire une argumentation*

- **Voici un paragraphe d'élève** sur le sujet de dissertation ci-contre. Repérez les points forts et les points faibles de ce paragraphe, puis proposez des améliorations.

§1 La mobilité sociale s'explique par une évolution des emplois entre la génération des pères et celle des fils.

Au cours des 50 dernières années, la structure du travail a fait face à de nombreuses modifications. Tout d'abord, la tertiarisation de l'économie a donné naissance à de nouveaux postes liés aux nouvelles technologies (Internet, électronique) ou à l'environnement. En effet, il y a aujourd'hui (2015) 24,5 % des personnes de France métropolitaine âgées de 40 à 59 ans qui exercent ou exerçaient une profession intermédiaire alors que ce n'était le cas que pour 12 % de leurs parents. À l'inverse, cette tertiarisation a entraîné un recul des professions primaires comme celle des agriculteurs, grâce au progrès des machines (nécessitant moins de main-d'œuvre).

Vérifiez qu'il y a bien une affirmation, une explicitation et une illustration dans chaque paragraphe.

Les mots de liaison sont-ils assez nombreux et diversifiés ?

- **Rédigez le deuxième paragraphe AEI** du sujet de dissertation :

§2 Cette évolution des emplois crée une mobilité structurelle qui favorise la mobilité sociale.

ÉTAPE 7 Rédiger la conclusion

- **Toute conclusion**, quels que soient l'exercice et la discipline, est composée de deux éléments incontournables : le bilan du raisonnement et la réponse explicite à la problématique/au sujet. Facultatif : une ouverture.
  Attention aux mauvaises ouvertures du type «On peut se demander si un jour, l'Homme…». Mieux vaut pas d'ouverture qu'une mauvaise ouverture !
- **Rédigez le bilan du raisonnement** du sujet ci-contre en partant du plan suivant :

Pour rédiger le bilan du raisonnement, il suffit de reprendre les titres de ses sous-parties ou les affirmations de ses paragraphes. Puis, d'une phrase, on répond à la question. Enfin, si l'on est inspiré, on rédige une question en guise d'ouverture.

I) La mobilité sociale s'explique par l'évolution de la structure socioprofessionnelle…
- § 1 Une évolution des emplois entre la génération des pères et celle des fils.
- § 2 Cette évolution des emplois crée une mobilité structurelle qui favorise la mobilité sociale.
- § 3 L'évolution des emplois ne favorise cependant pas toujours la mobilité ascendante.

II) mais aussi par le niveau de formation ainsi que les ressources et les configurations familiales des individus.
- § 4 La mobilité sociale des individus est liée au niveau de formation qu'ils ont atteint.
- § 5 Elle dépend aussi des ressources familiales que les individus peuvent mobiliser.
- § 6 Les configurations familiales dans lesquelles les individus évoluent peuvent aussi jouer un rôle de frein ou de moteur à la mobilité.

- **Rayez les ouvertures maladroites** dans la liste ci-dessous en justifiant, puis choisissez celle qui a votre préférence en expliquant également pourquoi.

a. Pour autant, ne peut-on pas expliquer la mobilité sociale également par la volonté des individus ?
b. La mobilité sociale est-elle vraiment un objectif à rechercher ?
c. Avec les évolutions technologiques, la mobilité sociale continuera-t-elle à exister ?
d. La recherche des explications de la mobilité ne doit-elle cependant pas également s'accompagner d'une réflexion sur la reproduction sociale et ses mécanismes ?

Très souvent, l'ouverture est une question qui porte sur un sujet ou un chapitre proche de celui qui a été traité.

APPLICATION

Proposez une question d'ouverture portant sur le sujet de dissertation ci-contre.

9 Quelles mutations du travail et de l'emploi ?

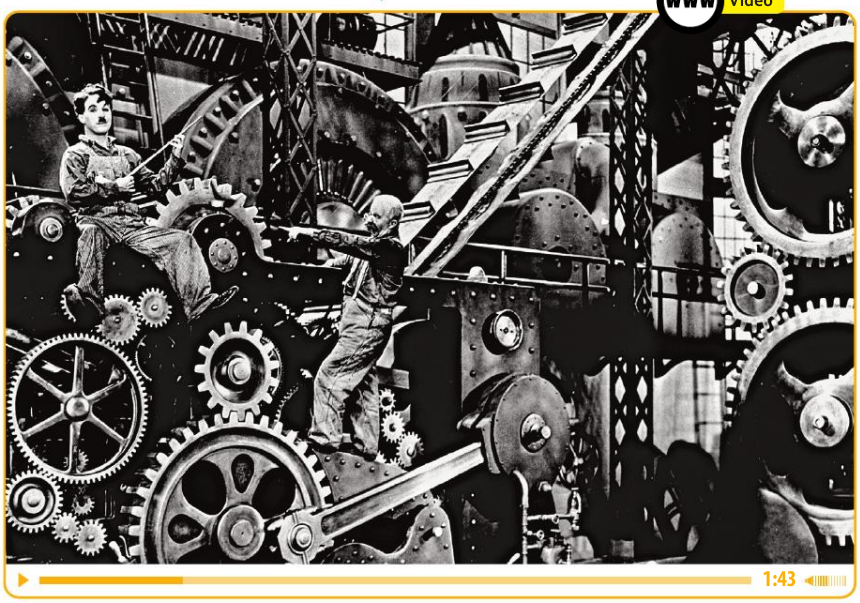
Ressources en ⊕
Sur le site collection : lycee.hachette-education.com/ses/tle

Rappel de 1re
• Hiérarchie • Lien social • PCS • Précarité • Socialisation

NOTIONS À DÉCOUVRIR
- Travail
- Emploi
- Activité
- Statut d'emploi (salarié, non-salarié)
- Chômage
- Qualité d'un emploi
- Organisation taylorienne
- Organisation post-taylorienne
- Conditions de travail
- Télétravail
- Polarisation des emplois
- Intégration sociale
- Précarisation

DÉCOUVRIR PAR LA VIDÉO

Lien vidéo WWW Vidéo



Ce film de Chaplin est une satire du travail à la chaîne.
Les Temps modernes, Charlie Chaplin, 1936.

1. Qu'est-ce que le travail à la chaîne ?
2. Quels sont ses effets sur le personnage interprété par Charlie Chaplin ?
3. Proposez des exemples actuels de travail à la chaîne.

DOSSIERS

A Du travail à l'emploi
1 Quelles sont les frontières de l'emploi ? 238
2 Qu'est-ce qui fait la qualité d'un emploi ? 240

B L'organisation du travail évolue
3 Le taylorisme est-il dépassé ? 242
4 Quels sont les effets de l'évolution de l'organisation du travail sur les conditions de travail ? 244

C Les effets des mutations du travail et de l'emploi
5 Quels sont les effets du numérique sur le travail et l'emploi ? 246
6 Le travail est-il toujours source d'intégration sociale ? 248

ACTIVITÉS

1 Rédiger un texte argumenté
Le management participatif : révolution ou mirage ? 250

2 Distinguer stocks et flux
Comment progresse la précarité de l'emploi ? 251

3 Vers le Grand oral
Débat Vers la fin du salariat ? 252

L'essentiel 254
Utilisez les statistiques 257
Testez vos connaissances ! 258
Objectif Bac 260

DÉCOUVRIR EN SITUATION



Vous êtes en recherche d'emploi et vous hésitez entre deux propositions. La première est une mission d'intérim de 6 mois renouvelable payée 2 300 € net par mois, prime de précarité comprise. La seconde est une embauche en CDI dans une grande entreprise, payée 1 850 € net par mois avec des perspectives d'évolution, après une période d'essai de 3 mois.

Quelle offre d'emploi préférez-vous ? Pourquoi ?

DÉCOUVRIR EN DONNANT SON AVIS

Êtes-vous d'accord, pas d'accord ou sans opinion avec les affirmations suivantes ? Vous pouvez reporter vos réponses dans la grille à télécharger.
Pour visualiser les réponses de la classe, utilisez le Q-Sort interactif

1. Les emplois les moins qualifiés sont de moins en moins nombreux en France.
2. Les chômeurs sont des inactifs.
3. Avoir un emploi et être salarié, c'est la même chose.
4. Sans travail, on n'est rien.
5. Avec le progrès technique, le travail à la chaîne a presque complètement disparu.
6. Grâce au numérique, la hiérarchie est de moins en moins stricte dans les entreprises.
7. Grâce au numérique, les conditions de travail sont de moins en moins pénibles.
8. Les entreprises sont de plus en plus nombreuses à proposer des améliorations des conditions de travail.
9. Le travail des cadres est moins pénible que celui des ouvriers.

QU'EN PENSEZ-VOUS ?

Attention ! Vous devez choisir une seule affirmation avec laquelle vous n'êtes pas du tout d'accord, deux avec lesquelles vous n'êtes plutôt pas d'accord…

- Pas du tout d'accord
- Plutôt pas d'accord
- Sans opinion
- Plutôt d'accord
- Tout à fait d'accord

Grille à télécharger

A Du travail à l'emploi

DOSSIER 1 Quelles sont les frontières de l'emploi ?

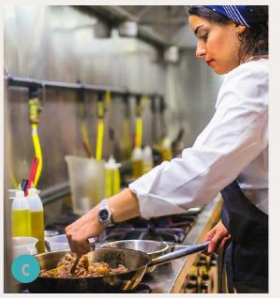
• Travail • Emploi • Activité • Statut d'emploi (salarié, non-salarié) • Chômage

POUR COMMENCER

DOC 1 Travail ou emploi ?









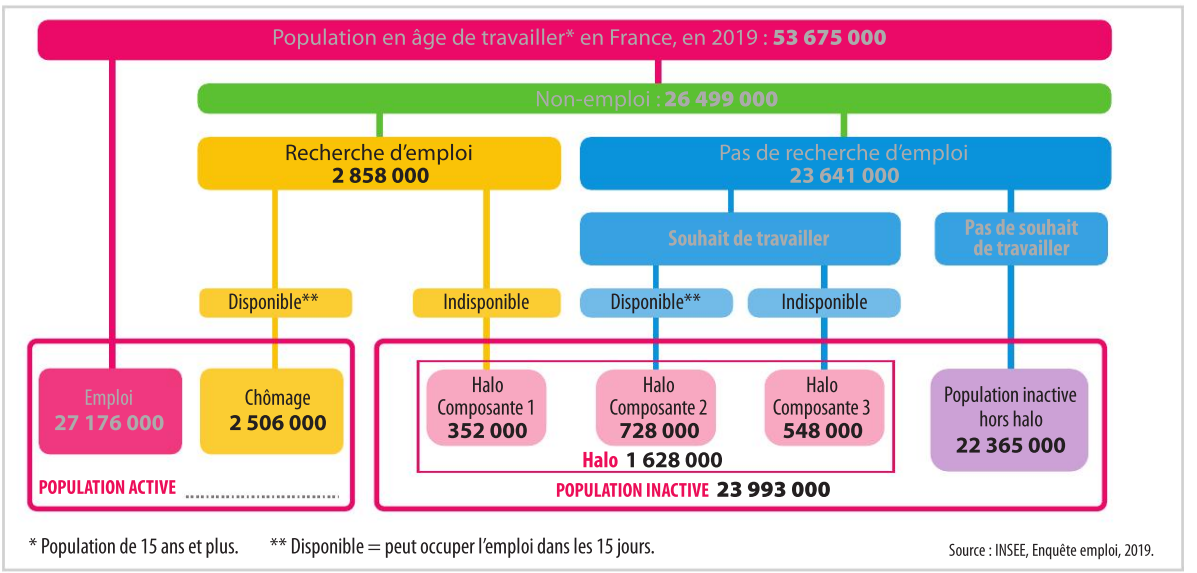
1. Ces personnes effectuent-elles un travail ?
2. Occupent-elles toutes un emploi ?
3. Proposez d'autres exemples comparables.

NE PAS CONFONDRE

Travail et emploi

Le **travail** correspond à toutes les activités humaines de production de biens et services. L'**emploi** correspond à l'ensemble des activités humaines de production rémunérées et déclarées, qui contribuent donc à définir le statut social de l'individu dans la société, sa position sociale.

DOC 2 Emploi, chômage et inactivité



* Population de 15 ans et plus. ** Disponible = peut occuper l'emploi dans les 15 jours.

Source : INSEE, Enquête emploi, 2019.

1. À partir de ce schéma, énoncez une définition de la population active.
2. Calculez la population active et le taux d'activité en France.
3. À l'aide d'un calcul pertinent, comparez le chômage au halo du chômage.
4. En quoi les personnes dans le halo ont-elles une situation intermédiaire entre inactivité et chômage ?

REPÈRE

Qui sont les chômeurs ?

Est au chômage une personne qui n'a pas d'emploi, en recherche un et est disponible pour l'occuper. Pour le Bureau international du travail (BIT), selon une définition qui permet des comparaisons internationales et est utilisée par l'INSEE, cela implique de ne pas avoir travaillé ne serait-ce qu'une heure au cours du mois précédent, d'avoir cherché activement un emploi et d'être disponible dans les 15 jours. À ces chômeurs s'ajoute cependant le « halo autour du chômage », c'est-à-dire des inactifs qui souhaitent travailler.

DOC 3 L'impossible définition du travail ?

Prenons un cas concret qui illustre la difficulté de s'accorder sur ce qu'est le travail. Alex pratique des jeux vidéo et met ses parties en ligne : c'est un *streamer*. Il gagne entre 500 et 2 000 euros par mois, via la fidélité de sa « communauté » qui le suit. Est-ce qu'il travaille ? Dans un premier temps, nous pourrions répondre : « Évidemment que non, puisqu'il joue ! » C'est peut-être ce que pensent les parents d'Alex, d'ailleurs, et c'est exactement ce que ses *followers* espèrent : s'ils regardent ce que fait Alex, ce n'est pas pour le voir « travailler » mais bien pour admirer son jeu ! C'est aussi le point de vue des statistiques publiques qui ne comptent pas cette activité comme du « travail » dans le PIB. En outre, Alex ne cotise pas à la Sécurité sociale en tant que travailleur. Pourtant, il doit déclarer aux impôts les revenus de cette activité. Lui a le sentiment de « travailler », car pour construire et maintenir sa communauté et vivre de cette activité, il doit réaliser de nombreuses tâches, parfois pénibles, et le faire avec assiduité, même les jours où il aimerait mieux faire autre chose. Cette activité est donc parfois contraignante, demande des efforts, de la peine, et fait l'objet d'une rémunération autant que d'une reconnaissance. De ce point de vue, « c'est du boulot », d'après Alex. On voit que la qualification d'une activité comme du « travail » est une question de point de vue. Alex, ses parents, l'État, la communauté n'ont pas le même.

M.-A. Dujarier, « Qu'est-ce que le travail ? »,
in *Manuel indocile de sciences sociales*, La Découverte, 2019.

NE PAS CONFONDRE

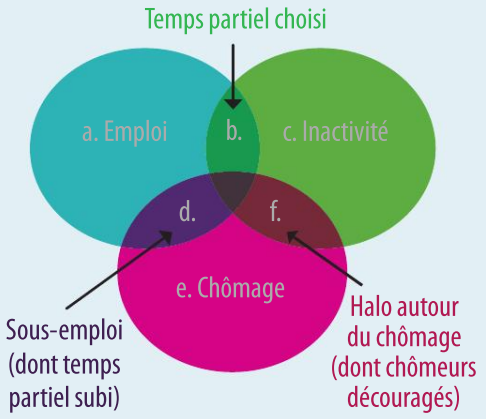
Emploi salarié et non salarié

L'**emploi** est **salarié** lorsque le travailleur est lié par un contrat de travail à un employeur. Sinon, l'**emploi** est indépendant ou **non salarié**. Le salariat implique une subordination du salarié à l'employeur, mais aussi un statut protecteur (règles pour la rémunération, les horaires, la protection sociale, etc.).

1. Alex occupe-t-il un emploi ?
2. Cette activité est-elle salariée ou non salariée ?
3. Quel inconvénient représente, pour Alex, le fait de ne pas cotiser à la Sécurité sociale ?

4 EXERCICE Les frontières poreuses entre emploi, chômage et inactivité

1. Placez les exemples dans le schéma ci-dessous.



2. Cherchez d'autres exemples de situations intermédiaires entre emploi, inactivité et chômage.

1. Karim, 46 ans, est officier de police à temps plein depuis 21 ans.
2. Dan, 28 ans, est en formation de reconversion suite à un licenciement.
3. Anne-Cécile, 23 ans, alterne périodes courtes de chômage et missions d'intérim depuis qu'elle a fini ses études.
4. Josette, 85 ans, est à la retraite.
5. Valdo, 58 ans, est sans emploi depuis son licenciement, dispensé de recherche d'emploi compte tenu de son âge.
6. Aron, 41 ans, est acteur de théâtre et intermittent du spectacle.
7. Magali, 19 ans, est étudiante en licence AES, et livreuse pour Uber Eats le week-end.
8. Augustin, 22 ans, est étudiant en dernière année d'école de commerce et fait un stage dans une banque.
9. Stelio, 50 ans, est en recherche d'un emploi de conducteur de chantier, mais n'est pas disponible immédiatement car il s'occupe de sa mère dépendante.
10. Wahiba, 42 ans, a créé une boutique de bijoux et accessoires.
11. Anna, 31 ans, est sans emploi depuis la naissance de son deuxième enfant, mais complète ses revenus en réalisant des microtâches.

S'entraîner — Exercice interactif

1 Autoévaluation CORRIGÉS P. 400

Complétez les équations avec les mots suivants :
Non-salariés • Population inactive • Chômage.

- Population totale = Population active + ...
- Population active = Emploi + ...
- Emploi = Salariés + ...

2 Mobiliser ses connaissances BAC

À l'aide de deux exemples, montrez que la frontière entre emploi, chômage et inactivité est parfois incertaine.

DOSSIER 2 Qu'est-ce qui fait la qualité d'un emploi ?

• Qualité d'un emploi

POUR COMMENCER

Doc 1 Employé(e) de restaurant : un bon job ?



Lien vidéo
WWW Vidéo

ONISEP, *Les Métiers animés*, 17 octobre 2016.

REPÈRE

Qualification de l'emploi

Aptitudes requises pour occuper un emploi donné. La qualification dépend du niveau d'étude et de l'expérience.

1. Quels critères vous font penser qu'employé(e) de restaurant est un emploi de qualité ?
2. Quels critères vous font penser le contraire ?

Doc 2 Des horizons de carrière et un potentiel de formation inégaux

a) Des différences de perception des carrières

Les évolutions professionnelles perçues par les salariés sont très différentes selon le contexte dans lequel ils évoluent, ou selon leur position dans l'entreprise. Une typologie construite à partir d'une analyse statistique permet de rendre compte de cette diversité. [...]

Les parcours ascendants sont marqués par des hausses cumulées de salaire, de responsabilité, d'autonomie ou encore d'intérêt du travail. [...] Le profil de ces salariés se distingue par un niveau de diplôme et de qualification particulièrement élevé. Plus de 80 % ont accédé à une formation dans le cadre du travail entre 2014 et 2017. [...]

Contrairement au précédent, un [...] type de parcours professionnel, qualifié de bloqué, regroupe des salariés pour qui le statu quo va de pair avec une faible satisfaction dans l'emploi et une perception très défavorable des conditions de travail. Huit de ces salariés sur dix ont déclaré un travail pénible ou répétitif ; ils sont tout autant à juger leur travail insuffisamment rémunéré. De manière très significative, cette catégorie se distingue par des emplois peu qualifiés, les ouvriers et employés de commerce constituant plus de la moitié des effectifs. [...] Pour ces salariés, le taux d'accès effectif à la formation s'écarte le plus fortement de leur souhait exprimé de se former. En effet, moins de la moitié d'entre eux ont accédé à une formation dans le cadre de leur travail en 2014-2017, et seulement un tiers en excluant les formations réglementaires.

Ekaterina Melnik-Olive, Camille Stephanus, « La formation en entreprise accompagne les promotions mais fait défaut aux plus fragiles », *Céreq Bref*, n° 374, 2019.

b) Parcours professionnel et pratiques de formation des salariés dans l'entreprise entre 2014 et 2017

En %	Parcours ascendant	Parcours bloqué	Ensemble
Part des salariés	28	12	100
Salariés souhaitant se former dans les 5 années à venir	74	70	68
Salariés formés dans le cadre du travail	81	48	67
Salariés non formés dans le cadre du travail	19	52	33
Salariés ayant participé à un entretien professionnel[1]	79	48	66

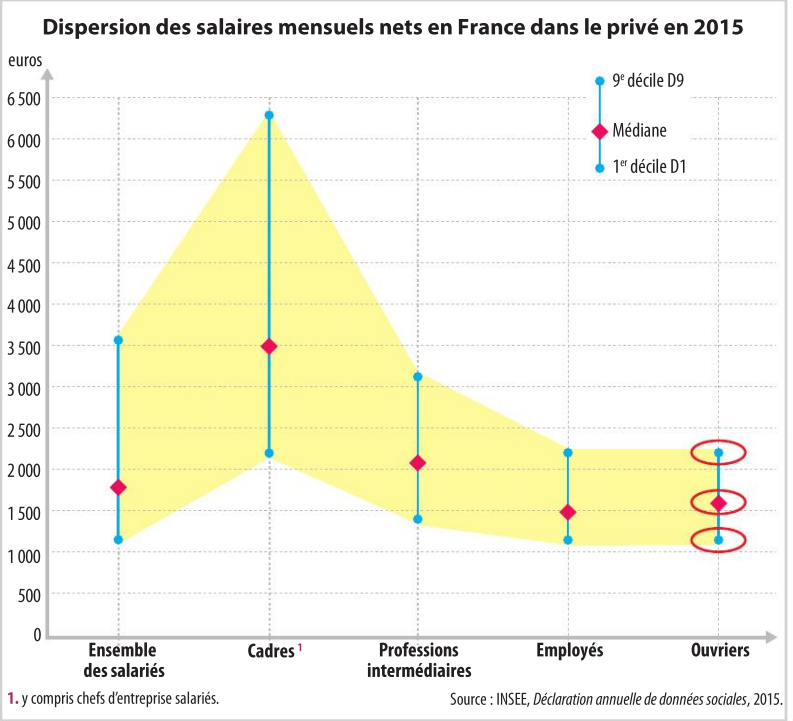
1. Part des salariés pour lesquels cet entretien a porté sur les questions relatives à la formation ou les perspectives de carrière.

Lecture : 70 % des salariés bloqués ont exprimé le souhait de se former et 48 % ont suivi au moins une formation dans le cadre de leur travail entre 2014 et 2017.
Champ : salariés des entreprises de 10 salariés et plus âgés de 16-65 ans en 2013, toujours dans l'entreprise répondante à la date de la 3e vague de l'enquête, soit en 2017.

Sources : CNEFP - France compétences - Céreq, dispositif Defis - enquête 2015-2017.

1. Dans un tableau à deux colonnes, représentez les caractéristiques des salariés avec des parcours ascendants et des salariés avec des parcours bloqués.
2. À l'aide de données, montrez que ces deux types de salariés ont des pratiques de formation différentes.
3. La formation en cours de carrière des salariés est-elle un facteur de réduction des inégalités ?

DOC 3 Des salaires inégaux entre et au sein des professions



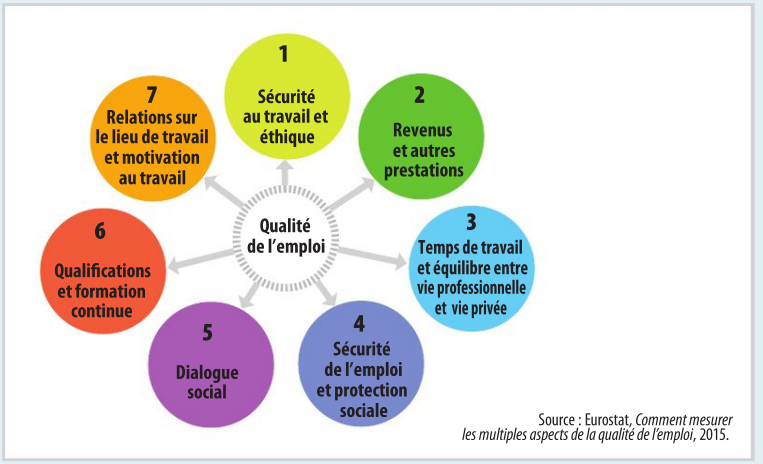
Fiche outil n° 5 p. 354
Fiche outil n° 6 p. 356

Lecture : en 2015, 10 % des cadres (1er décile D1) gagnaient moins de 2 160 euros par mois, alors que 10 % (9e décile D9) gagnaient plus de 6 360 euros.

1. Rédigez une phrase présentant la signification précise de chacune des données entourées.
2. Classez les PCS par ordre décroissant de salaire médian.
3. Proposez un calcul pour mesurer les inégalités de salaire au sein des différentes PCS, et faites les calculs correspondants.
4. Dans quelle catégorie socioprofessionnelle les inégalités de salaires sont-elles les plus élevées ? Pourquoi, selon vous ?

4 EXERCICE Les composantes de la qualité de l'emploi

Eurostat a développé une méthodologie pour évaluer la qualité de l'emploi selon ses multiples aspects, en la déclinant en 7 dimensions.



1. En binôme, choisissez chacun un métier.
2. Recherchez pour ce métier des informations sur les 7 dimensions présentées ci-contre, notamment à l'aide des fiches métiers sur le site de l'Onisep.
3. Comparez la qualité de l'emploi de ce métier avec celle du métier choisi par votre binôme.
4. Des deux métiers, lequel est de meilleure qualité ? Justifiez.

S'entraîner

Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS P. 400

Vrai ou faux ?

1. Un ouvrier gagne toujours moins qu'un cadre.
2. Globalement, les salariés plus diplômés sont mieux payés.
3. Les travailleurs les plus diplômés ont plus accès à la formation permanente.
4. La variété des tâches est un facteur d'insatisfaction pour les travailleurs.

2 Étude d'un document

BAC

À l'aide du document 3, montrez que les emplois salariés sont de qualité inégale pour ce qui est de leur rémunération.

B L'organisation du travail évolue

DOSSIER 3 Le taylorisme est-il dépassé ?

• Organisation taylorienne • Organisation post-taylorienne

POUR COMMENCER

Doc 1 Les principes du taylorisme

Lien vidéo
www Vidéo



Extrait d'un documentaire diffusé par Planète en 2010.

1. Pourquoi Taylor chronomètre-t-il le travail ?
2. Comment la division du travail en tâches élémentaires et répétitives permet-elle d'augmenter les rendements ?
3. Quel est l'intérêt pour l'employeur de pouvoir recruter une main-d'œuvre sans qualifications de métier ?

DÉFINITION

Organisation taylorienne du travail

Système d'organisation du travail mis en place par l'ingénieur et consultant américain F. W. Taylor (1856-1915). Ce système, qu'il prétend « scientifique », s'appuie sur la division horizontale (spécialisation) et verticale (hiérarchie) du travail. Il prend le nom de « taylorisme » après que Taylor l'a théorisé dans l'ouvrage *Les Principes du management scientifique* (1911).

Doc 2 Le taylorisme en « Amazonie »

Je lève la tête et contemple le hangar de la cellule 6 où je me trouve. À Montélimar, c'est sur plus de 36 000 m² que s'étale l'usine. « Usine », car les entrepôts logistiques d'Amazon sont organisés selon une chaîne de production, avec une division des tâches très stricte. Si l'usine ne fabrique pas de la marchandise, elle produit littéralement des colis. Ici, les articles, de nature extrêmement diverse […], sont la matière première des colis à produire. En masse. C'est pour cela que deux équipes de travailleurs sont constituées, strictement séparées et autonomes l'une de l'autre. Il y a celle de la « réception », appelée *inbound*, dont le régiment d'ouvriers a pour mission de recevoir et de stocker dans les entrepôts les produits acheminés et livrés par les transporteurs routiers. Et il y a la cohorte de la « production », dite *outbound*, qui prélève les produits dans les différents stocks afin de les placer sur les lignes de production. Sur ces lignes, une autre sous-division d'employés de la production entre alors en action : elle est assignée à l'empaquetage à la chaîne. […]

Attendant les consignes de productivité données par les managers avant que ne débute l'ouvrage, tous profitent de ces dernières secondes pour se saluer ou se dire un mot. Derrière eux, les panneaux lumineux affichent chiffres et records historiques de production, ainsi que des listes de noms, de tâches, de process, de règles de sécurité et de courbes : « 110 000 produits expédiés » en une seule journée d'activité, tel est le record de cet entrepôt logistique.

Jean-Baptiste Malet, *En Amazonie. Infiltré dans le « meilleur des mondes »*, Fayard, 2013.



Une employée d'entrepôt de vente par correspondance scanne un produit.

1. Que produit cette « usine » ? Avec quelle « matière première » ?
2. Le scanner sert-il seulement à enregistrer les produits ?
3. En quoi l'organisation du travail chez Amazon correspond-elle aux préconisations formulées par Taylor il y a un siècle ?

DOC 3 Du travail standardisé au travail flexible

On situe généralement une rupture au cours des années 1970 : le rejet du taylorisme exprimé lors des événements de Mai 1968 conjugué aux mutations introduites par la conjoncture économique et par « "Notre" révolution industrielle, celle de l'informatique » [Daniel Cohen]. À un travail standardisé a succédé un travail intégrant des compétences et des tâches multiples. [...] L'automate humain des *Temps modernes* de Chaplin semble en voie de disparition. À travers la participation, l'« investissement » demandé aux employés, l'entreprise semble faire droit aux compétences singulières de la personne. [...]

De manière générale, il semble que le type du travailleur moderne se définisse par sa flexibilité. [...] Soutenue par le développement de l'informatique, l'économie du juste-à-temps issue d'un essoufflement de la norme de la consommation de masse a entraîné une reconfiguration des conditions de travail et une revalorisation générale de l'adaptation, de la polyvalence, de la responsabilité et des qualités de communication du travailleur. La nouvelle combinatoire productive fondée sur l'injonction du juste-à-temps façonne un type de travailleur qui se distingue du travailleur taylorien par sa flexibilité, sa souplesse, sa capacité d'ajustement aux vicissitudes de la demande et du réseau dont il fait partie. La présence constante de la demande finale a provoqué un élargissement de ses compétences.

Thomas Le Bon, « Le travailleur taylorien : une "figure" dépassée ? », *L'Homme et la société*, n° 195-196, 2015.

DÉFINITION

Organisation post-taylorienne du travail

L'organisation post-taylorienne du travail cherche à répondre à la demande en « juste-à-temps », plutôt qu'à produire pour ensuite vendre la production. Cette nouvelle logique implique pour l'organisation du travail une plus grande **flexibilité**, notamment dans la gestion des horaires et des compétences, donc une **recomposition des tâches** (plus de polyvalence) et aussi un **management participatif** (impliquer les travailleurs en leur donnant plus d'autonomie et de responsabilités).

1. Expliquez l'expression « l'injonction du juste-à-temps ».
2. Cherchez dans le texte des passages correspondant aux trois composantes des organisations post-tayloriennes.
3. Expliquez la phrase soulignée.

DOC 4 Autonomie ou travail contraint ?

Conditions de travail des salariés en 2013 par catégorie sociale

En %	Cadres	Professions intermédiaires	Employés administratifs	Employés de commerce et services	Ouvriers qualifiés	Ouvriers non qualifiés	Ensemble
Contraintes et risques physiques							
Avoir au moins trois contraintes physiques[1]	8	25	11	46	63	64	34
Intensité du travail et pression temporelle							
Avoir au moins trois contraintes de rythme[2]	26	35	32	28	54	45	35
Devoir se dépêcher	51	47	44	46	44	40	46
S'interrompre pour effectuer une tâche non prévue	74	72	72	58	52	44	64
Autonomie, marge de manœuvre							
Avoir un travail répétitif	11	27	44	58	61	72	41
Ne pas pouvoir régler soi-même les incidents	16	24	34	37	36	46	30

1. Rédigez une phrase présentant la signification précise des données entourées.
2. Quelles sont les catégories socio-professionnelles pour lesquelles les contraintes / l'autonomie sont les plus fortes ? Justifiez avec des données pertinentes.
3. L'autonomie signifie-t-elle une absence de contraintes ?

1. Par exemple : rester longtemps debout, subir des secousses ou des vibrations.
2. Par exemple : la cadence automatique d'une machine, une demande extérieure.

Champ : France, ensemble des salariés, 2013.

Source : DARES, « Chiffres clés sur les conditions de travail et la santé au travail », A. Mauroux, *Synthèse* n° 22, 2016.

S'entraîner

Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS P. 400

Complétez le tableau avec les mots suivants : Relation hiérarchique stricte • Flexibilité • Division verticale du travail • Management participatif • Recomposition des tâches • Division horizontale du travail

Taylorisme	Post-taylorisme

2 Mobiliser ses connaissances

BAC

Comparez les modèles d'organisation du travail taylorien et post-taylorien.

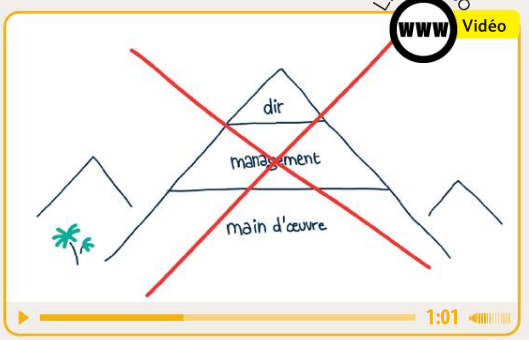
DOSSIER 4 Quels sont les effets de l'évolution de l'organisation du travail sur les conditions de travail ?

• Conditions de travail

POUR COMMENCER

DOC 1 Une entreprise libérée, c'est quoi ?

Lien vidéo



Possum interactive, 2015.

1. Quelles sont les caractéristiques managériales d'une entreprise libérée ?
2. À quelles conditions l'absence de hiérarchie ne devient-elle pas l'anarchie ?
3. Pensez-vous que cette idée d'« entreprise libérée » est réaliste ?

REPÈRE

Management

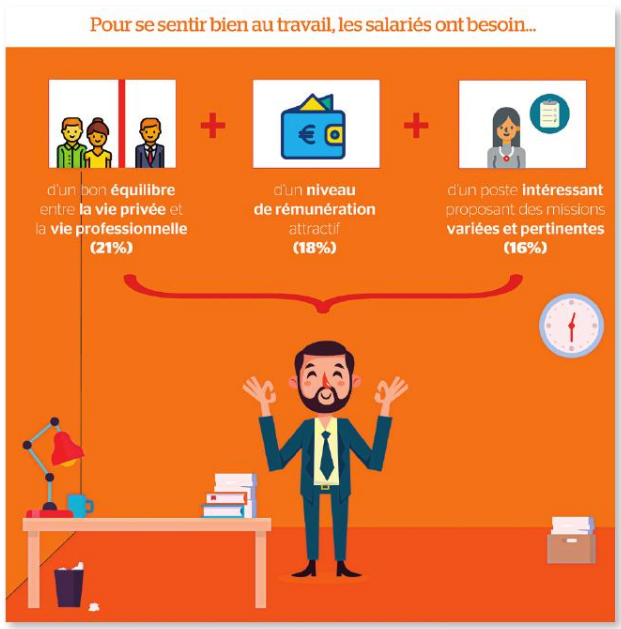
Mode d'organisation et de gestion des entreprises. Il comprend une dimension technique et une dimension humaine afin d'optimiser la coordination et la motivation des travailleurs.

DOC 2 Les enjeux du bien-être au travail

En France, 38 % des salariés souffrent de stress, un sur deux ressent une fatigue liée à une surcharge de travail et 63 % se disent potentiellement concernés par le risque d'épuisement professionnel. Voilà les chiffres, plutôt inquiétants, d'une étude publiée en février par BVA-BPI Group (« Baromètre des salariés. La santé et le bien-être au travail »). [...] Pourtant, côté employeur, la question du bien-être sur le lieu de travail n'est pas nouvelle. « Elle se pose depuis les débuts du taylorisme, rappelle Danièle Linhart, sociologue, spécialiste de l'évolution du travail et directrice de recherche au CNRS. Il y a toujours eu l'idée que les salariés bien dans leur peau étaient plus productifs que ceux qui sont malheureux. » [...] Et les nouvelles générations, en quête d'un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle, font du bien-être un enjeu central du travail : « Pour attirer les plus jeunes collaborateurs, la rémunération ne suffit plus. Un environnement de travail favorable est indispensable pour leur donner envie de rester », résume Laurence Breton-Kueny, vice-présidente de l'Association nationale des directeurs des ressources humaines et DRH du groupe Afnor.

Hélène Bielak, « Ça veut dire quoi le bien-être au travail ? », *Capital*, 20 juin 2019.





Sondage Opinion Way pour HubOne, 2018.

1. Quels sont les avantages du bien-être au travail pour les salariés ?
2. Quels sont les avantages du bien-être au travail pour les employeurs ?
3. Comment les entreprises peuvent-elles améliorer le bien-être au travail ?

DOC 3 Les ambivalences du nouveau modèle managérial

Prenons le cas des horaires variables, initiés au milieu des années 1970 dans certaines entreprises : ils se présentent comme un desserrement des contraintes temporelles accordé aux salariés, qui peuvent désormais disposer d'une certaine marge dans les heures d'embauche. Si le gain est réel, il contribue cependant à déstructurer la vie collective car les salariés ne prennent plus leur pause ensemble, ne déjeunent plus ensemble et ne sortent plus en même temps.

Il en va de même avec la polyvalence, qui permet aux salariés et surtout aux ouvriers de changer de postes dans la journée ou dans la semaine, ce qui incontestablement introduit une certaine variété dans un univers répétitif, mais complique, là encore, la vie des collectifs, dans la mesure où les salariés ne travaillent plus dans la durée côte à côte.

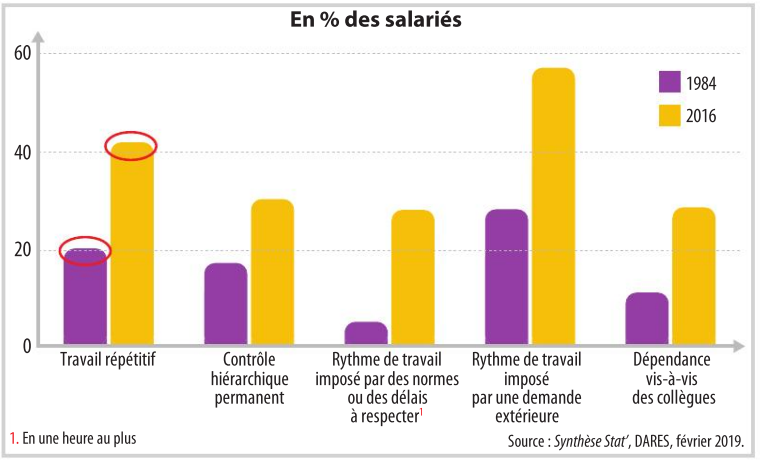
Les augmentations individuelles de primes, puis de salaires, auront les mêmes effets ambivalents : d'un côté, cela permet une reconnaissance des qualités et des efforts de chacun, ce qui satisfait certaines aspirations bien réelles ; de l'autre, et de façon évidente, cela institue des logiques de compétition, de concurrence entre membres des collectifs, et parachève la perte de substance qui les affecte.

Et que dire de ces fameux entretiens individuels d'évaluation avec le N+1 (le supérieur hiérarchique immédiat) au cours desquels chaque salarié, quelle que soit sa place dans la hiérarchie, se voit assigner des objectifs personnels pour l'année et, un an plus tard, subit une évaluation, elle aussi personnelle, de sa performance ?

Danièle LINHART, *La Comédie humaine du travail*, Érès, 2015.

1. Quel lien pouvez-vous établir entre la flexibilité de la production et le « desserrement des contraintes temporelles » sur les salariés ?
2. Quel lien pouvez-vous établir entre les « entretiens individuels d'évaluation » et le management participatif ?
3. Quels sont les avantages et les inconvénients de ces deux évolutions pour les salariés ?
4. La polyvalence n'a-t-elle que des avantages pour les salariés ?

DOC 4 Quelle évolution des contraintes physiques et de l'intensité du travail ?



1. En une heure au plus

Source : *Synthèse Stat'*, DARES, février 2019.

1. Rédigez une phrase présentant la signification précise de chacune des données entourées.
2. Par un calcul de votre choix, mesurez l'évolution du travail répétitif parmi les salariés, et faites une phrase avec le résultat.
3. Quelles sont les contraintes caractéristiques des organisations du travail post-tayloriennes ?
4. L'évolution de l'organisation du travail a-t-elle amélioré les conditions de travail ?

S'entraîner — Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS P. 400

Choisissez la bonne réponse.

	Effet sur les conditions de travail	
	Positif	Négatif
1. La polyvalence permet aux salariés de changer de poste dans la journée ou dans la semaine, ce qui introduit une certaine variété dans un univers répétitif.		
2. Les augmentations individuelles de salaires permettent une reconnaissance des qualités et des efforts de chacun.		
3. Les augmentations individuelles de salaires instituent des logiques de compétition, de concurrence entre membres des collectifs.		
4. Les horaires variables entraînent un desserrement des contraintes temporelles accordé aux salariés.		

2 Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire

BAC

À l'aide de vos connaissances et des documents, vous montrerez les effets de l'évolution de l'organisation du travail sur les conditions de travail.

C Les effets des mutations du travail et de l'emploi

DOSSIER 5 Quels sont les effets du numérique sur le travail et l'emploi ?

• Polarisation des emplois • Télétravail

POUR COMMENCER

DOC 1

Le numérique contre l'emploi ?



« *Coming soon* : les livraisons par drone », CHAPPATTE, *The International New York Times*, 12 décembre 2013.

REPÈRE

La livraison par drones : science-fiction ?

Depuis 2013, le géant Amazon annonce qu'il est sur le point de livrer des colis par drones. Dans les faits, des contraintes économiques (coût élevé), techniques (autonomie) et réglementaires (vol réglementé dans les zones peuplées) retardent la réalisation de ces annonces. C'est une course à l'innovation qui est engagée aujourd'hui entre Amazon, Google, Uber et de grands transporteurs comme DHL pour lever ces barrières.

1. Détaillez l'ensemble des tâches que réalise le travailleur en bleu de travail.
2. Lesquelles sont remplacées par le drone ? Lesquelles seront préservées ?
3. Ce travailleur perdra-t-il forcément son emploi ?
4. Quels emplois seraient créés par l'utilisation des drones dans la livraison ?

2 EXERCICE

Une polarisation des emplois ?

1. Quelle est la phrase de lecture correcte ?
   1. De 1993 à 2010 en Suède, les emplois très qualifiés se sont accrus de 7 %.
   2. Entre 1993 et 2010 en Suède, 7 % des emplois étaient très qualifiés.
   3. De 1993 à 2010 en Suède, la part des emplois très qualifiés dans l'emploi total s'est accrue de 7 points de %.

2. Complétez ce texte avec les mots **hausse** ou **baisse**.

   Le développement du numérique entraîne une polarisation des emplois qui se traduit par la ..... des emplois très qualifiés, la ..... des emplois peu qualifiés et la ..... des emplois de qualification intermédiaire.

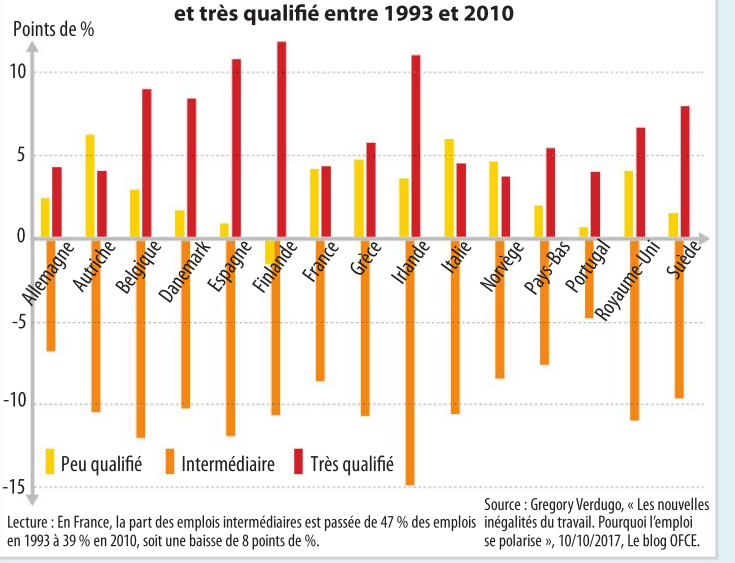
3. Citez :
   1. Deux pays à forte polarisation des emplois.
   2. Deux pays à faible polarisation des emplois.

DÉFINITION

Polarisation des emplois

Augmentation du nombre d'emplois peu qualifiés et qualifiés, et diminution du nombre d'emplois intermédiaires.

Évolution des parts de l'emploi peu qualifié, intermédiaire et très qualifié entre 1993 et 2010



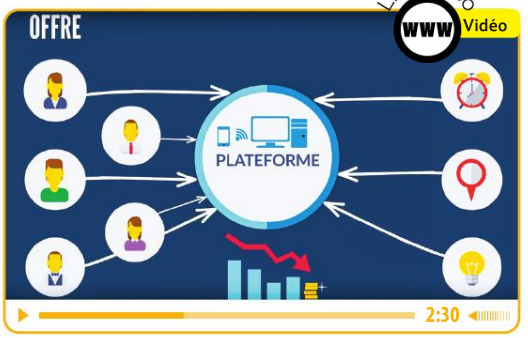
Lecture : En France, la part des emplois intermédiaires est passée de 47 % des emplois en 1993 à 39 % en 2010, soit une baisse de 8 points de %.

Source : Gregory Verdugo, « Les nouvelles inégalités du travail. Pourquoi l'emploi se polarise », 10/10/2017, Le blog OFCE.

Doc 3 Le numérique transforme les relations d'emploi

a) Les plateformes, l'avenir pour le travail ?

Lien vidéo



Anastasia Melachrinos et Pierre Jacquel, L'éco en schémas et le Printemps de l'économie, 19 mars 2019.

1. À l'aide de la vidéo, recensez les avantages et les inconvénients du statut d'indépendant pour Alex.
2. Pourquoi les juges espagnols ont-ils considéré que les chauffeurs-livreurs étaient des salariés de Deliveroo ?

b) Quel statut juridique pour les travailleurs des plateformes ?

Deliveroo a été condamné, mardi 23 juillet, par la justice espagnole pour ne pas avoir déclaré quelque 500 livreurs travaillant pour lui à Madrid, évitant ainsi de payer 1,2 million d'euros de cotisations à la sécurité sociale (Seguridad social). Le tribunal « condamne » la société car les travailleurs présentés comme indépendants étaient en fait « soumis à une relation de travail » avec Deliveroo, peut-on lire dans le jugement. Deliveroo a toujours affirmé que ces livreurs à vélo travaillaient en indépendants, avec la possibilité de choisir librement leurs horaires et le nombre d'heures qu'ils souhaitaient effectuer.

Mais pour le juge, « l'essentiel est que, une fois la commande acceptée, [le livreur] devait l'honorer en suivant les instructions détaillées déterminées par l'entreprise, sans marge appréciable d'autonomie du travailleur ». Deliveroo envoyait, par exemple, des livreurs plus expérimentés pour accompagner les novices dans leur première tournée afin de leur « enseigner la mécanique du service », souligne le magistrat.

Le Monde avec AFP, 23 juillet 2019.

Doc 4 Le numérique brouille les frontières du travail

Où va le travail ? On pourrait la prendre pour une femme d'affaires. Assise sur son canapé, des lunettes papillon vissées sur le nez et l'œil fixé sur l'écran de son ordinateur portable, Sarah Guyon parcourt, imperturbable, la liste des « missions » rémunérées du jour.

Deux centimes d'euro pour cliquer sur un article du Figaro, 18 centimes pour installer un logiciel permettant de lire des fichiers PDF, 36 pour inscrire ses coordonnées dans une demande de devis pour le réparateur automobile Speedy… « Ça ne paraît pas énorme comme ça, mais, en me connectant tous les jours, j'arrive à gagner 200 à 300 euros par mois », explique cette mère de 26 ans.

Il y a cinq ans, après la naissance de son deuxième enfant et les premières « galères financières », elle est venue grossir les rangs de l'armée invisible des « travailleurs du clic », ces individus effectuant en ligne des tâches, souvent très rapides, rémunérées à la pièce. Ils seraient aujourd'hui plus de 250 000 en France à se connecter occasionnellement sur des plateformes de microtravail – un nombre qui dépasse celui des personnes travaillant pour Uber ou Deliveroo –, et 15 000 à y être « très actifs » selon une étude publiée en février par des chercheurs de Télécom ParisTech, du CNRS et de MSH Paris-Saclay.

Pour l'heure, le travail du clic n'est ni encadré ni reconnu comme tel. Et Sarah Guyon, qui vit à Montmeyran, dans la Drôme, est toujours considérée par l'INSEE comme « inactive ».

Laura Motet, « Sarah, "travailleuse du clic" : "La nuit, je remplis des demandes de devis qui me rapportent plusieurs euros d'un coup" », *Le Monde*, 25 avril 2019.

1. Montrez que les « travailleurs du clic » sont une forme particulière de télétravail.
2. Pourquoi l'INSEE ne considère-t-il pas ce travail comme un emploi mais comme une activité hors travail ?
3. Quels problèmes pose cette non-reconnaissance du microtravail ?

DÉFINITION

Télétravail

Activité rémunérée exercée à distance grâce aux technologies de l'information et de la communication.

S'entraîner

Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS P. 400

Vrai ou faux ?

1. Deliveroo considère les livreurs comme des travailleurs indépendants.
2. Un « travailleur du clic » est considéré comme un inactif par l'INSEE.
3. La polarisation des emplois est la conséquence du chômage élevé.
4. Le numérique conduit à la diminution des emplois peu qualifiés.

2 Étude d'un document

BAC

À l'aide du document 2, comparez les pays en matière de polarisation de l'emploi.

DOSSIER 6 Le travail est-il toujours source d'intégration sociale ?

• Intégration sociale • Précarisation

POUR COMMENCER

Doc 1 Un million de travailleurs pauvres en France

Lien Vidéo



France 2, Reportage « SDF, la morsure du froid », 8 septembre 2018.

DÉFINITION

Intégration sociale

Processus par lesquels un individu est affilié par de multiples liens sociaux aux membres d'un groupe social ou de la société dans laquelle il vit, c'est-à-dire qu'il est reconnu et qu'il s'identifie à tel groupe et/ou se sent appartenir à la société.

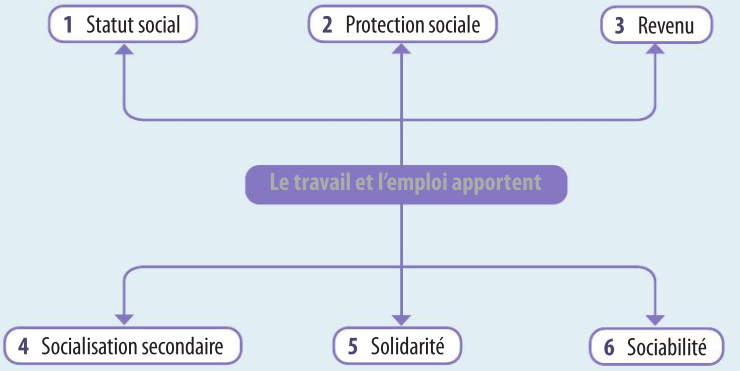
REPÈRE

En France en 2012, selon l'INSEE, 24 % des sans-domiciles adultes francophones avaient un emploi. Certains dorment dans des centres d'hébergement ou à l'hôtel. D'autres dorment dans la rue dans des abris de fortune.

1. Quel est l'emploi occupé par Mickaël ?
2. Selon vous pourquoi n'a-t-il pas la possibilité de se loger avec son salaire ?
3. Quelles sont les difficultés rencontrées par Mickaël ?

2 EXERCICE Connaître les sources d'intégration sociale du travail

1. Attribuez les exemples ci-dessous à l'une des six fonctions intégratrices du travail.



a) Bonne estime de soi.
b) Savoir travailler en équipe.
c) Accès à la norme de consommation.
d) Versement d'une pension retraite.
e) Se faire des amis.
f) Sentiment d'utilité sociale.
g) Subvenir aux besoins de sa famille.
h) Appartenir à un syndicat.
i) Accès aux loisirs.
j) Avoir une couverture santé.
k) Savoir diriger une équipe.
l) Participer à une action collective pour de meilleures conditions de travail.
m) Déjeuner avec ses collègues de travail.

Rappel de 1re

Sociabilité et socialisation

La **sociabilité** est l'ensemble des relations sociales qui relient un individu à d'autres individus ; quant à la **socialisation**, elle correspond aux processus d'apprentissage et d'intériorisation de valeurs et normes tout au long de la vie.

REPÈRE

Statut social

Position sociale plus ou moins prestigieuse qui définit l'identité sociale d'un individu.

2. Quels types d'emplois sont source d'une forte intégration sociale ?
3. Dans quel cas l'emploi est-il faiblement intégrateur ?

DOC 3 La précarité du travail et de l'emploi affaiblit le lien social

Pour Durkheim, l'intégration des individus au système social passe par leur intégration – directe ou indirecte – au monde du travail, ce qui leur assure une fonction précise, interdépendante des autres fonctions, et par conséquent une utilité sociale. Cette conception repose sur la notion de la solidarité organique caractéristique des sociétés modernes à forte différenciation sociale. Il est frappant de constater qu'il distinguait déjà, de façon certes assez implicite, ce qui relève du rapport à l'emploi (plus ou moins forte instabilité pour les travailleurs face à l'avenir) et ce qui relève du rapport au travail (plus ou moins forte adaptation des travailleurs à leurs tâches). Or, ces deux dimensions correspondent, l'une et l'autre, à de profondes mutations qui ont été étudiées par les sociologues au cours des deux dernières décennies, notamment celles qui se rapportent d'une part à l'intensification du travail et, d'autre part, à l'instabilité de l'emploi. […]

Le salarié est précaire lorsque son travail ne lui permet pas d'atteindre les objectifs fixés par l'employeur et lui semble sans intérêt, mal rétribué et faiblement reconnu dans l'entreprise. […]. On peut parler alors d'une *précarité du travail*. Mais le salarié est également précaire lorsque son emploi est incertain et qu'il ne peut prévoir son avenir professionnel. […] Cette situation se caractérise à la fois par une forte vulnérabilité économique et par une restriction, au moins potentielle, des droits sociaux puisque ces derniers sont fondés, en grande partie, sur la stabilité de l'emploi. […] On peut parler, dans ce cas, d'une *précarité de l'emploi*.

« Le lien social : entretien avec Serge Paugam », propos recueillis par Anne Châteauneuf-Malclès, *SES-ENS*, 2012.

1. Rappelez ce que signifie « solidarité organique » pour Émile Durkheim.
2. Quelles sont les causes de la précarité du travail ?
3. Quelles sont les causes de la précarité de l'emploi ?
4. Montrez que les précarités du travail et de l'emploi affaiblissent l'intégration sociale par le travail.

Rappel de 1re

Lien social

Selon le sociologue Serge Paugam, ensemble des liens de protection (« compter sur ») et de reconnaissance (« compter pour ») qui permettent de lier les individus entre eux, aux groupes sociaux et à la société auxquels ils appartiennent.

DOC 4 La persistance d'un chômage élevé affaiblit le rôle intégrateur du travail

		Taux de chômage de longue durée (d'au moins un an) en % des actifs					Effectifs (en milliers)	Part dans le chômage (en %)
		2014	2015	2016	2017	2018	2018	2018
Ensemble		4,5	4,6	4,6	4,2	3,8	1 122	41,5
Sexe	Femmes	4,3	4,3	4,3	4,0	3,6	524	40,0
	Hommes	4,7	4,8	4,3	4,4	3,9	598	42,9
Âge	De 15 à 24 ans	7,2	6,9	6,9	6,2	5,1	145	24,3
	De 25 à 49 ans	4,3	4,3	4,3	4,0	3,6	650	42,2
	50 ans ou plus	4,1	4,3	4,4	4,1	3,7	327	57,6

Champ : France hors Mayotte, population des ménages, personnes actives.

Source : INSEE, *Enquêtes emploi*, 2019.

1. Rédigez une phrase présentant la signification précise des données entourées.
2. Quel lien pouvez-vous établir entre âge et chômage de longue durée ?
3. Pour quelles catégories le chômage de longue durée a-t-il le moins baissé ?
4. Explicitez comment le chômage de longue durée affaiblit le pouvoir intégrateur du travail.

REPÈRE

Chômage de longue durée

Un chômeur de longue durée est un actif au chômage depuis plus d'un an.

S'entraîner

Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS P. 400

Choisissez la bonne réponse.

1. Le développement des emplois précaires *[renforce/affaiblit]* le rôle intégrateur du travail.
2. Être un travailleur syndiqué est un signe *[d'intégration/d'affaiblissement de l'intégration]*.
3. La précarité de l'emploi correspond à *[une mauvaise rémunération/un risque de chômage élevé]*.

2 Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire

BAC

À l'aide de vos connaissances et des documents, vous mettrez en évidence le pouvoir intégrateur du travail.

ACTIVITÉ 1 Rédiger un texte argumenté

Le management participatif : révolution ou mirage ?

Objectifs

Savoirs : organisation post-taylorienne du travail, flexibilité, management participatif, conditions de travail, relation hiérarchique.

Savoir-faire : construire un raisonnement.

Votre mission **Rédiger un argumentaire dans lequel vous montrerez que le management participatif, s'il peut être présenté comme une révolution qui permet simultanément d'améliorer le bien-être au travail et les performances des entreprises, est considéré comme un mirage par ses détracteurs.**

ÉTAPE 1 Analyser le sujet et répertorier les arguments

30 min

Les relations hiérarchiques trop strictes peuvent nuire à l'efficacité tout autant qu'au bien-être des salariés. Aussi, de plus en plus d'entreprises allègent les échelons hiérarchiques et assouplissent le commandement en prônant un management participatif. Analysez les trois documents afin de classer les arguments dans un tableau à deux colonnes :

Le management participatif est une révolution.	Le management participatif est un mirage.

DOC 1 Le management participatif, avantages et inconvénients

Lien vidéo



Le Journal du net, 10 février 2019.

DOC 2 Libérer l'entreprise ?

L'entreprise libérée repose sur une idée simple. Il faut en finir avec l'entreprise taylorienne, pyramidale et bureaucratique, et apprendre à faire confiance aux salariés : ce sont les mieux à même de savoir comment bien faire leur travail, résoudre les problèmes et innover. Dès lors qu'on les libère des consignes tatillonnes, contrôles, règles et directives de toutes sortes, ils s'en sortent très bien. Tout le monde y gagne ; les salariés sont plus heureux, les clients satisfaits et les dirigeants comblés… car les bénéfices sont au rendez-vous. « La liberté, ça marche », affirment sans ambages I. Getz et B. Carney[1]. […]

Concrètement, comment ça marche ? En fait, il n'y a pas de modèle, ni d'organisation unique. Chacun doit se débrouiller en fonction du contexte. […]

Gore, par exemple, est une entreprise de textile américaine qui a mis au point Gore-Tex (tissu révolutionnaire dont sont faits les vêtements sportifs). L'entreprise compte 10 000 salariés dans 45 pays. L'unité de base de la firme est formée d'unités de production de 250 personnes maximum, qui sont relativement autonomes et dirigées par un « leader naturel » désigné au sein de l'équipe. L'évaluation des salariés est collégiale (chacun note les autres).

Jean-François Dortier, « L'entreprise libérée, réalité ou imposture ? », *Sciences humaines*, mars 2016.

1. Auteurs de *Liberté & Cie. Quand la liberté des salariés fait le bonheur des entreprises*, Fayard, 2012.

DOC 3 Libérer pour mieux dominer ?

Premier grief, ce système n'a pas que des gagnants. […] Pour les tenants de l'entreprise libérée, les cadres sont tenus coupables de tous les maux. Ils sont considérés comme de petits chefs dominateurs qui brident leurs équipes. Il faut donc leur enlever tout pouvoir effectif. […] Autre défaut […], la dérive autocratique d'un système qui se veut démocratique et égalitaire : En réalité le pouvoir appartient moins que jamais aux salariés. Il est plus que jamais entre les mains de la direction qui, en supprimant et en stigmatisant un échelon intermédiaire, installe une mainmise totale sur l'entreprise. […] Si ce procédé permettait de favoriser le bien-être au travail, cela pourrait être accepté. Cependant, François Geuze est catégorique : bonheur au travail et entreprise libérée ne font pas forcément bon ménage. « Les salariés sont censés être libres et responsables. Dans les faits, tout le monde contrôle tout le monde. La pression sociale est très forte, que ce soit sur les congés, les horaires de travail… Nombreux sont ceux qui ne peuvent pas supporter ça. Les entreprises libérées sont touchées par les maladies professionnelles et le burn-out. D'ailleurs, l'instauration de l'holacratie[1], étape ultime de l'entreprise libérée, chez Zappos, entreprise de vente en ligne, a eu l'effet suivant : 1 salarié sur 7 a préféré démissionner. »

Lucas Jakubowicz, « L'entreprise libérée, révolution ou imposture ? », *Le Journal du net*, 11 janvier2016.

1. Système de gouvernance fondé sur une organisation d'équipes auto-organisées.

ÉTAPE 2 Synthèse

25 min

À partir des arguments classés dans votre tableau, rédigez deux paragraphes AEI en développant un argument à l'appui de chacune des thèses suivantes : le management participatif est une révolution ; le management participatif est un mirage.

Fiche méthode n° 1 p. 370 *Construire une argumentation*

ACTIVITÉ 2 — Distinguer stocks et flux

Comment progresse la précarité de l'emploi ?

Objectifs

Savoirs : précarisation, emploi salarié, formes d'emploi.

Savoir-faire : schématiser.

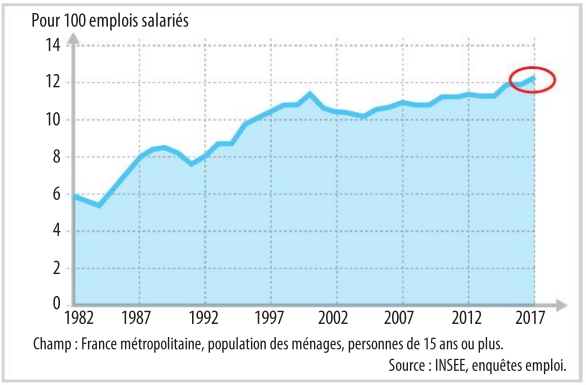
Votre mission **Chargé d'études pour un organisme d'information auprès des jeunes, vous devez réaliser un schéma expliquant la place des contrats à durée déterminée dans l'emploi salarié.**

ÉTAPE 1 Interpréter les informations

30 min

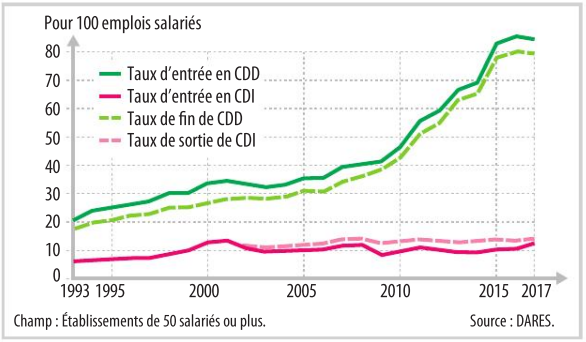
Vous avez consulté le site de la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES) du ministère du Travail et de l'Emploi, et en avez extrait les deux graphiques ci-dessous. Données consultables ici : http://dataviz.dares.travail-emploi.gouv.fr/MMO/

DOC 1 Part des CDD dans l'emploi salarié



Champ : France métropolitaine, population des ménages, personnes de 15 ans ou plus.
Source : INSEE, enquêtes emploi.

DOC 2 Taux d'entrée et de sortie de l'emploi en CDD et CDI



Champ : Établissements de 50 salariés ou plus.
Source : DARES.

REPÈRE

CDI et CDD

En France, le Code du travail indique que « le contrat de travail à durée indéterminée (CDI) est la forme normale et générale de la relation de travail ». Mais il permet dans des situations particulières de fixer une durée déterminée au contrat de travail (CDD), inférieure à 18 mois : en remplacement d'un salarié, pour pallier l'accroissement temporaire de l'activité, ou encore pour réaliser une mission particulière. Dans la plupart des cas, au-delà de 18 mois, le contrat de travail doit être un CDI.

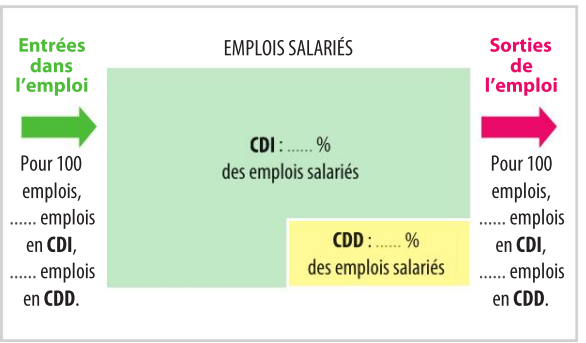
1. Rédigez une phrase présentant la signification précise de la donnée entourée.
2. À l'aide d'un calcul simple dont vous intégrerez le résultat dans une phrase, montrez l'évolution de la part des CDD dans l'emploi salarié.
Fiche outil n° 2 p. 350
3. Complétez les phrases suivantes :
a) En 2017, pour 100 emplois salariés, il y avait… entrées en CDD et… sorties de CDD.
b) En 2017, pour 100 emplois salariés, il y avait… entrées en CDI et… sorties de CDI.
4. La part des contrats de moins d'un mois est passée de 57 % des CDD en 1998 à 83 % en 2017. Comment cette évolution explique-t-elle l'augmentation des taux d'entrée et de sortie en CDD ?

ÉTAPE 2 Représenter la précarité de l'emploi salarié

Schéma à télécharger

25 min

1. À l'aide des informations collectées, complétez le schéma.
2. Sur le schéma, placez des flèches vers le haut (↗) ou vers le bas (↘) pour indiquer l'évolution des variables suivantes : part des CDI et des CDD dans les emplois salariés, taux d'entrée/de sortie en CDD/CDI.
3. À partir de ce schéma, énoncez en quoi les dernières décennies montrent une précarisation de l'emploi.



ACTIVITÉ 3 Débat

Vers la fin du salariat ?

OBJECTIFS

Savoirs : emploi salarié/non salarié, chômage, inactivité, numérique et travail.

Savoir-faire : réussir un débat argumenté, construire un argument, s'entraîner à l'oral.

Lors du Grand oral, vous devrez être capable d'exposer des arguments avec des qualités de rigueur sur le fond et de clarté sur la forme. Cette activité vous permet de mettre en œuvre ces compétences au cours d'un débat qui vous invite à remobiliser une partie des notions du chapitre.



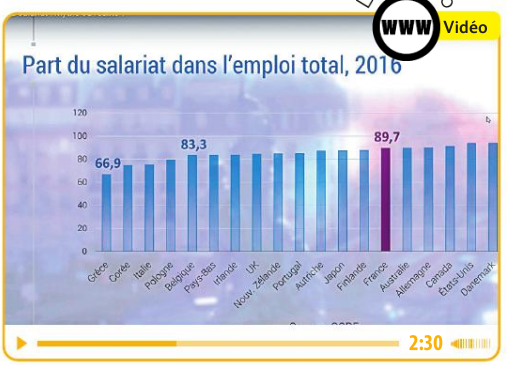
Le sujet

Aujourd'hui, plus de 9 travailleurs sur 10 sont des salariés. Mais les évolutions du marché du travail, de l'organisation du travail et les opportunités ouvertes par le numérique développent de nouvelles formes d'emploi qui brouillent les frontières entre emploi, chômage et inactivité, et entre emploi salarié et emploi indépendant. Le salariat va-t-il disparaître ?

ÉTAPE 1 Préparation du débat

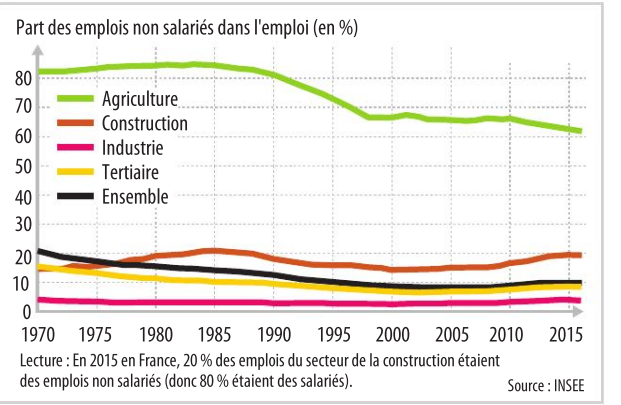
1. En groupe de 3 à 4 élèves, regardez la vidéo proposée et lisez une première fois les autres documents.

DOC 1 La fin du salariat, mythe ou réalité ?



Olivier Passet, « La fin du salariat : mythe ou réalité ? », *Xerfi Canal*, 15 octobre 2018.

DOC 2 Un emploi sur 10 est non salarié



Lecture : En 2015 en France, 20 % des emplois du secteur de la construction étaient des emplois non salariés (donc 80 % étaient des salariés).

Source : INSEE

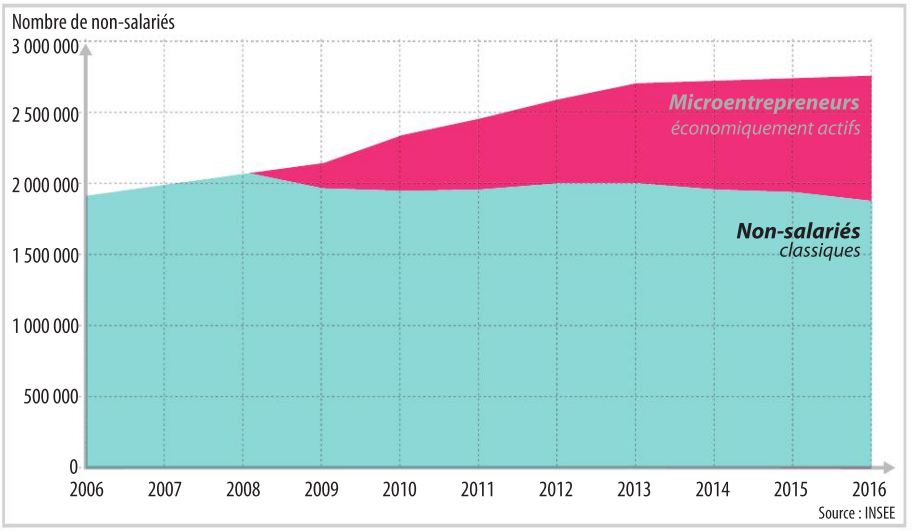
DOC 3 Le numérique brouille les frontières entre travail salarié et non salarié

Tout sauf le salariat ! Depuis qu'à travers le monde, un nombre croissant de juges requalifient les relations de travail entre les plateformes et leurs travailleurs en contrats de travail, avec pour conséquence l'application du droit du travail et de ses protections (salaire minimum, licenciement, congés, protection sociale…), un vent de panique souffle sur ces entreprises dont certaines menacent purement et simplement de fermer boutique. Il faut dire que toutes ou presque fonctionnent sur un *business model* construit pour éviter le salariat, quitte à exiger impérativement au moment du recrutement que les travailleurs exercent en tant qu'indépendants. Est-ce une raison pour brader la protection de travailleurs qui sont pour beaucoup en situation de dépendance économique vis-à-vis de la plateforme, et signent avec elle ce que le Code civil appelle désormais un « contrat d'adhésion » ? Un contrat dont les conditions sont définies unilatéralement par l'une des parties, installant le travailleur dans une insécurité financière permanente. […]

Ne cédons pas aux sirènes de ceux qui, pour promouvoir leur *business model*, nous présentent le salariat comme un reliquat du vieux monde ! Sourde à ces sirènes, l'Assemblée de Californie vient d'ailleurs d'acter que pour pouvoir recruter un travailleur en tant qu'indépendant, les plateformes devront prouver qu'il est hors de tout contrôle de l'entreprise, qu'il exerce une activité qui n'est pas le cœur de l'entreprise et qu'il a un business indépendant dans le secteur d'activité considéré.

Dominique Méda, Pascal Lokiec, Éric Heyer, « Ubérisation : est-ce la fin du salariat ? », *Libération*, 10 juin 2019.

DOC 4 L'emploi non salarié se développe avec le statut de microentrepreneur



REPÈRE

Microentrepreneurs

En France, ce sont des travailleurs indépendants qui bénéficient du statut simplifié de microentrepreneur (anciennement appelé « autoentrepreneur » à sa création en 2007) pour exercer leur activité, ce qui permet de déclarer une activité très simplement et d'être exempté de TVA jusqu'à un certain seuil de chiffre d'affaires.

2 Relisez et visionnez à nouveau les documents et la vidéo afin d'y repérer les arguments pour et contre. Triez ces arguments dans un tableau à deux colonnes.

Le salariat va rester le statut d'emploi principal.	Le salariat va décliner.

ÉTAPE 2 Débat en classe

Grille à télécharger

55 min

1 Répartissez-vous en trois groupes : un pour le jury, et deux groupes défendant chacun un point de vue sur la question posée.

2 Procédez au débat en suivant les indications de la Fiche méthode n° 4 p. 374 *Réussir un débat*.

REPÈRE

Salariat

Statut majoritaire des travailleurs aujourd'hui, qui se mettent à disposition d'un employeur en échange d'un salaire, ce qui implique un lien de subordination (une hiérarchie). Contraire : statut indépendant.

OBJECTIF BAC : DES PISTES POUR LE GRAND ORAL

Questions que le jury pourrait poser sur ce sujet

- Qu'est-ce que le salariat ? Quand est-il apparu ?
- Donnez quelques exemples d'emplois salariés et non salariés.
- Dans lequel des trois secteurs (agriculture, industrie, tertiaire) y a-t-il le moins de salariés ? Pourquoi ?
- La France est-elle une exception parmi les pays de l'OCDE pour la part des salariés dans l'emploi total ?
- Pourquoi les emplois non salariés se développent-ils de nouveau en France ?

D'autres sujets possibles sur ce chapitre

- Que sera le travail demain ? dossiers 3, 4 et 5 p. 242, 244, 246 et activité 2 p. 251
- Comment améliorer la qualité des emplois ? dossiers 2, 4 et 6 p. 240, 244, 248 et activité 1 p. 250
- Qu'est-ce que le travail ? dossier 1 p. 238
- Numérique et polarisation des emplois, une opportunité ou une menace ? dossier 5 p. 246

CONSEILS POUR LE JOUR DU GRAND ORAL

Être à l'aise debout

Vous devrez obligatoirement vous tenir debout lors de la présentation de votre sujet. Pour l'entretien, vous pourrez rester debout ou vous asseoir. Entraînez-vous à parler dans les deux positions.

- La position debout permet d'avoir une gestuelle plus ample et dynamique, de mieux projeter sa voix et d'impliquer tout son corps dans la communication.
- Si vous préférez la position assise, veillez à vous tenir bien droit et à ne garder vos jambes ni croisées ni sous votre chaise, afin de pouvoir utiliser votre buste.
- Dans tous les cas, pensez à regarder vos interlocuteurs et à accompagner votre propos de gestes des bras et des mains.

Fiche Bac n° 6 p. 388 *Le Grand oral*

Construisez une carte mentale pour visualiser les notions, mécanismes et exemples principaux de votre sujet.

Fiche méthode n° 5 p. 376 *Construire une carte mentale*

S'orienter après le bac

Schéma : L'orientation post-bac *sur le rabat, en fin de manuel*

Quelles sont les principales différences entre les études courtes et les études longues ?

Quels sont les métiers du management ? Quels cursus y préparent ? https://diplomeo.com/formations-metier-management

L'essentiel

Quelles mutations du travail et de l'emploi ?

Podcast

Nous consacrons moins de 15 % de notre temps de vie au travail, contre plus de 40 % en 1900. Pourtant, le travail reste une activité essentielle dans les sociétés contemporaines, surtout quand il implique d'occuper un emploi. Quelles sont les principales mutations du travail et de l'emploi ?

A Du travail à l'emploi

Podcast

1. Quelles sont les frontières de l'emploi ?

Le travail désigne toute participation humaine à une activité de production de biens ou de services. Au sens large, il comprend des activités rémunérées, la plupart du temps grâce à un emploi, mais aussi des activités non rémunérées comme le travail domestique, le travail bénévole (pour une association, par exemple), ou le travail que vous fournissez parfois en tant que consommateur ou usager (quand vous rangez votre plateau-repas ou publiez des contenus sur un réseau social).

Un emploi consiste en un travail rémunéré et déclaré qui permet d'acquérir un statut social, une position dans la société, du fait du revenu et des droits qui en découlent. Le **statut juridique de l'emploi** peut être **salarié**, quand un contrat spécifie une relation de subordination à un employeur, ou **non salarié** quand le travailleur est indépendant.

Les personnes qui occupent un emploi sont dans une situation d'activité, de même que celles qui sont au chômage, puisqu'elles recherchent un emploi et sont disponibles pour l'occuper. En revanche, les personnes sans emploi qui n'en recherchent pas un ou ne sont pas disponibles sont en situation d'**inactivité**.

Les évolutions des formes d'emploi rendent plus incertaines les frontières entre emploi, chômage, et inactivité. Le développement du chômage conduit à l'apparition d'un « **halo autour du chômage** » constitué notamment de chômeurs découragés, tandis que le développement du temps partiel fait apparaître un « **sous-emploi** » de ceux qui souhaiteraient travailler plus. Schéma 1

2. Qu'est-ce qui fait la qualité d'un emploi ?

Les emplois sont de qualité variable, selon le statut juridique (salarié/non salarié), la **rémunération** et la **sécurité économique** qu'ils apportent. **Le salariat est devenu au XXe siècle un gage de stabilité** au fur et à mesure que s'inventaient un droit du travail et une protection sociale. Cependant, le développement des formes précaires d'emploi (CDD, intérim) introduit de la précarité dans le salariat.

Les conditions de travail sont elles aussi inégales, de même que la **variété des tâches**, sans qu'un lien univoque puisse être trouvé entre ces deux caractéristiques : les emplois pénibles peuvent être très spécialisés comme très polyvalents.

Les emplois ouvrent également des perspectives très variables à leurs occupants en termes d'horizon de carrière. Ainsi, les salariés avec les meilleurs niveaux de formation initiale bénéficient davantage de formation et de promotions durant leur carrière, leur permettant de s'inscrire dans des trajectoires ascendantes, contrairement aux salariés moins qualifiés.

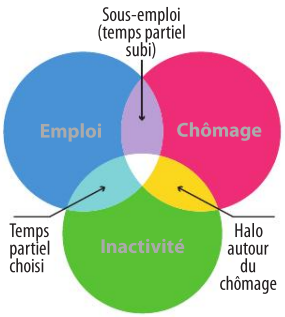
B L'organisation du travail évolue

Podcast

3. Le taylorisme est-il dépassé ?

Au début du XXe siècle, un modèle d'organisation taylorien s'impose dans les grandes entreprises, inspiré des préceptes conçus par F. W. Taylor (1856-1915). Il vise à supprimer les « temps morts » et à améliorer l'efficacité du travail en s'appuyant sur une **division horizontale** (spécialisation) et **verticale** (séparation entre exécution et décision) du travail, ainsi que sur une **relation hiérarchique stricte**.

1 Le brouillage des frontières entre emploi, chômage et inactivité



NOTIONS

Travail
Participation humaine à une activité de production de biens et services.

Emploi
Travail rémunéré et déclaré qui permet d'acquérir un statut social.

Activité/inactivité
Une personne est active si elle occupe un emploi ou en recherche un (situation de chômage). Les autres personnes sont inactives.

Statut d'emploi (salarié, non salarié)
Salarié si le travailleur est dans une relation de subordination avec un employeur qui décide de l'utilisation du temps de travail ; non salarié si le travailleur vend lui-même le produit de son travail.

Chômage
Situation d'une personne sans emploi, à la recherche d'un emploi et disponible pour l'occuper.

Qualité d'un emploi
Ensemble de caractéristiques de l'emploi qui ont des effets sur le bien-être des travailleurs.

Conditions de travail
Caractéristiques du travail tel qu'il est perçu par les travailleurs, en termes de contraintes ou de risques plus ou moins élevés.

Ce modèle entre en crise au cours des années 1970 avec la montée des exigences de flexibilité au sein des entreprises. Un **modèle post-taylorien** apparaît alors, caractérisé par la **flexibilité** imposée aux travailleurs (en termes d'horaires, de compétences), ce qui passe par une **recomposition des tâches** (plus de polyvalence) et par un **management participatif** (travail plus autonome, mais responsabilisation par le biais d'objectifs à réaliser).

4. Quels sont les effets de l'évolution de l'organisation du travail sur les conditions de travail ?

Ces évolutions ont des effets ambivalents sur les conditions de travail des salariés. La dénonciation des « cadences infernales » (grèves de 1968 en France), du travail abrutissant et contraint a été au cœur du changement de modèle d'organisation du travail. Les emplois correspondent désormais à un ensemble de tâches avec une part plus forte d'autonomie pour les travailleurs afin de diminuer les coûts d'encadrement.

Pourtant, les enquêtes ne montrent pas de recul de la pression immédiate de la hiérarchie, tandis que d'autres formes de contraintes se développent, comme la pression des clients et du groupe de travail. L'organisation post-taylorienne se caractérise donc par de nouveaux moyens pour réaliser l'objectif de Taylor : optimiser le travail.

C Les effets des mutations du travail et de l'emploi

5. Quels sont les effets du numérique sur le travail et l'emploi ?

Podcast

Le numérique modifie en profondeur le travail. Il brouille les frontières entre travail et hors travail en permettant au salarié de travailler chez lui (**télétravail**), tout en renforçant les moyens de contrôle sur son travail. Les géants du numérique développent aussi des stratégies fines pour mettre l'usager au travail gratuitement : ainsi, ce dernier fournit des données sur son activité, il publie des contenus…

Par ailleurs, le numérique transforme les relations d'emploi en suscitant l'émergence de **plateformes** sur lesquelles les travailleurs vendent leurs services aux utilisateurs. Toutefois apparaît une relation de dépendance à la plateforme, qui fixe parfois elle-même le prix des prestations et les horaires. Une forme hybride de statut juridique apparaît ici, avec des travailleurs juridiquement non salariés mais économiquement dépendants.

Enfin, le numérique peut conduire à une **polarisation des emplois**. Ces innovations permettent de remplacer des tâches « numérisables » de niveau de qualification croissant tout en créant ou développant d'autres tâches « non numérisables », très qualifiées (conception de ces innovations) ou très peu qualifiées (reconnaissance d'images, livraison de colis). Schéma 2

6. Le travail est-il toujours source d'intégration sociale ?

Le travail, et surtout l'emploi, sont toujours des activités essentielles à l'intégration sociale d'un individu. Les revenus générés, le statut juridique plus ou moins stable et les droits à la protection sociale tendent à protéger de la pauvreté et de la précarité celui qui occupe ou a occupé un emploi. Le travail en lui-même suscite des liens sociaux avec toutes les parties prenantes de la relation de travail.

Cependant, le taux persistant de chômage élevé remet en question l'intégration par le travail et l'emploi. Ce sont aussi les occupants des emplois qui sont touchés, avec la **précarisation** croissante et la **polarisation de la qualité des emplois**, l'augmentation des inégalités coïncidant avec le nombre croissant de « travailleurs pauvres ». Ces évolutions invitent à la fois à repenser le rôle intégrateur du travail et de l'emploi, et à s'interroger sur des modalités d'intégration où travail comme emploi joueraient un rôle moins central.

NOTIONS

Modèle d'organisation taylorien
Modèle d'organisation du travail fondé sur la division horizontale (spécialisation) et verticale (hiérarchie).

Modèle d'organisation post-taylorien
Nouvelle logique d'organisation du travail qui implique une plus grande flexibilité (horaires et compétences), la recomposition des tâches et un management participatif.

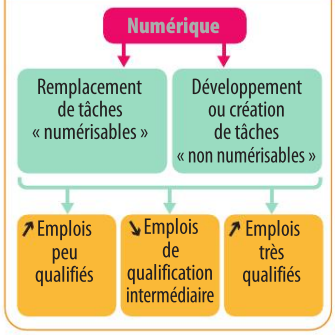
Télétravail
Activité rémunérée exercée à distance grâce aux technologies de l'information et de la communication.

Polarisation des emplois
Augmentation du nombre d'emplois peu qualifiés et qualifiés, et diminution du nombre d'emplois intermédiaires.

Précarisation
Développement de formes d'emplois précaires, du fait d'une durée de contrat déterminée et de plus en plus courte (CDD), ou de l'instabilité du temps de travail et de la rémunération (intérim).

Intégration sociale
Processus par lesquels un individu est affilié par de multiples liens sociaux aux membres d'un groupe social ou de la société dans laquelle il vit.

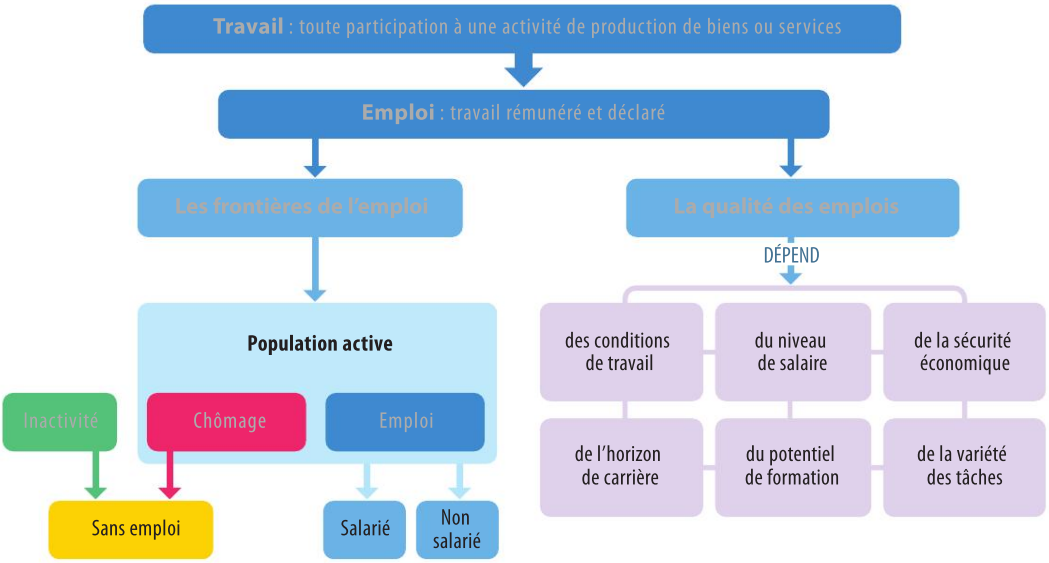
2 La polarisation des emplois sous l'effet du numérique



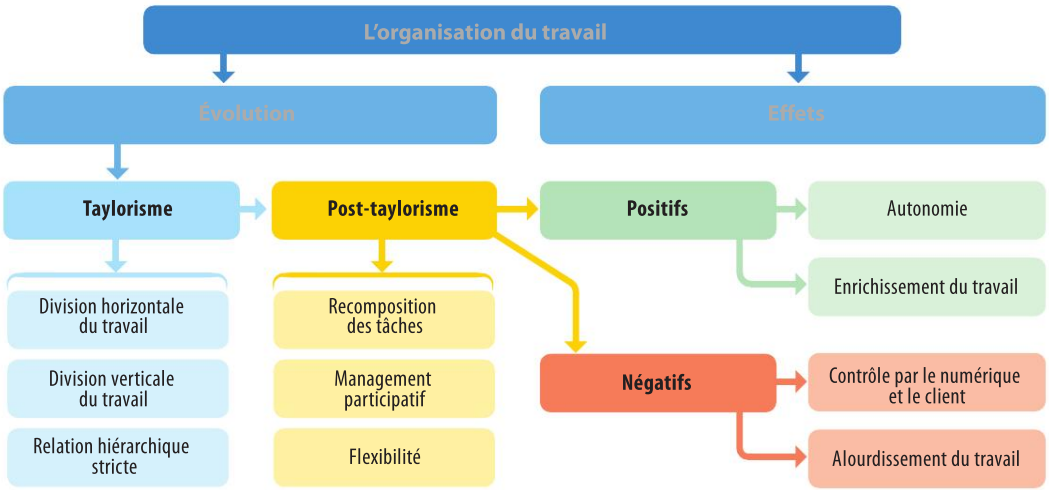
L'essentiel en schéma

schéma interactif — Schémas animés

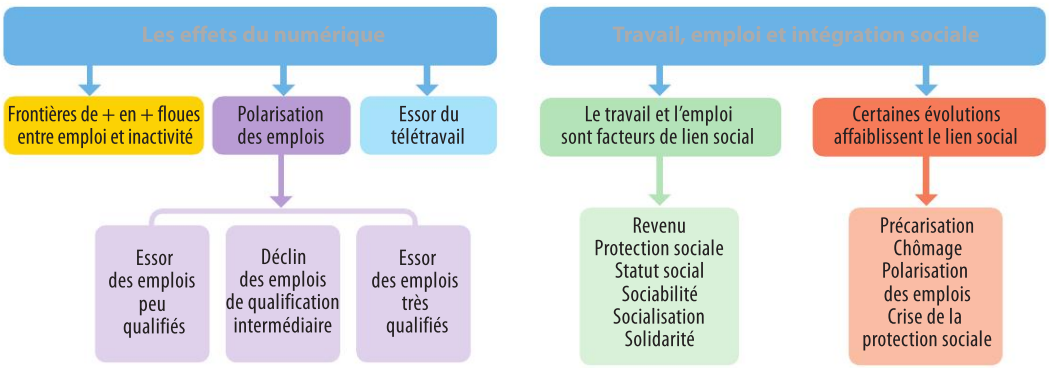
A Du travail à l'emploi



B L'organisation du travail évolue



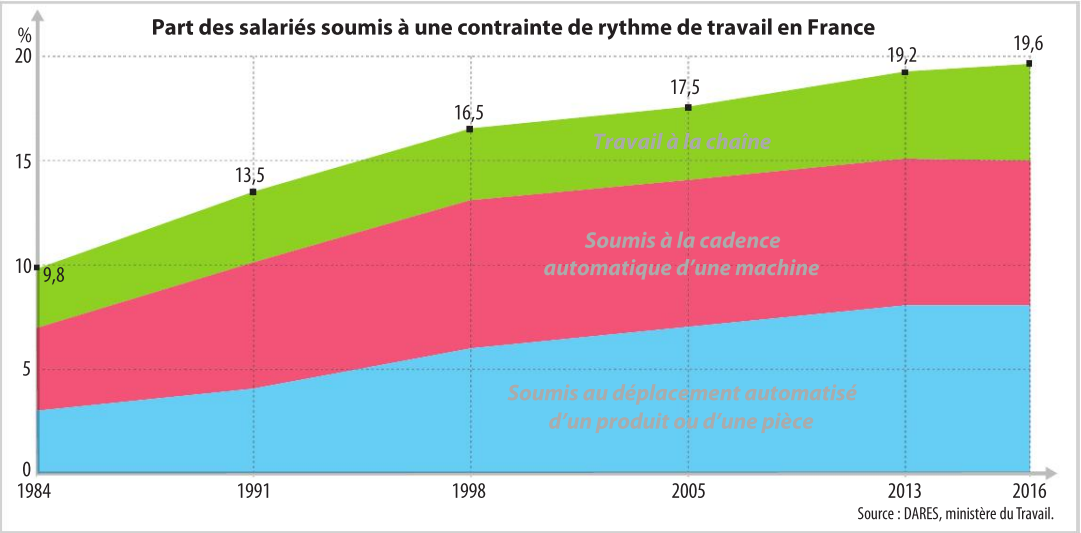
C Les effets des mutations du travail et de l'emploi



Utilisez les statistiques

1 Lire et analyser un graphique chronologique

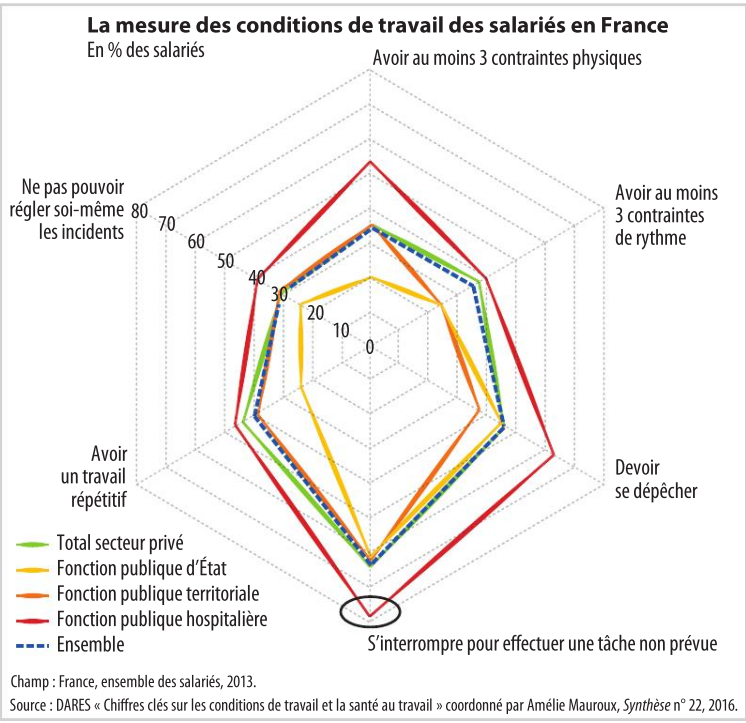
Objectifs de savoir-faire *Calculer et interpréter des variations* → Fiche outil n° 2 p. 350
Lire et analyser un graphique chronologique → Fiche outil n° 11 p. 366



1. En 2016, sur 100 salariés, combien étaient soumis au déplacement automatisé d'un produit ou d'une pièce ?
2. En 2016, sur 100 salariés, combien étaient soumis à au moins une des trois contraintes de rythme ?
3. Procédez au calcul pertinent afin de savoir lequel des trois types de contraintes a le plus augmenté de 1984 à 2016.
4. Procédez au calcul pertinent afin de mesurer l'évolution de l'ensemble des contraintes de rythme de travail de 1984 à 2016.

2 Lire et interpréter un graphique radar

Objectifs de savoir-faire *Calculer et interpréter une proportion* → Fiche outil n° 1 p. 349



1. Rédigez une phrase présentant la signification précise de la donnée entourée.
2. À l'aide de calculs pertinents, comparez la donnée précédente à celle des salariés du secteur privé.
3. Quel est l'avantage de ce type de représentation graphique ?
4. Quel est l'inconvénient de ce type de représentation graphique ?

Testez vos connaissances !

CORRIGÉS P. 400

Exercices interactifs

1 QCM

Exercice interactif

Choisissez la ou les bonnes réponses.

1. Pour l'INSEE, dans la population active sont comptabilisé(e)s :
- **a)** les personnes en emploi.
- **b)** les personnes au chômage.
- **c)** les lycéens.
- **d)** les adultes en formation.

2. Le halo du chômage englobe...
- **a)** les travailleurs à temps partiel qui souhaitent travailler plus.
- **b)** les retraités.
- **c)** les personnes en formation qui souhaiteraient travailler.
- **d)** les chômeurs découragés.

3. Le pouvoir intégrateur du travail est affaibli par...
- **a)** le taylorisme.
- **b)** le chômage élevé.
- **c)** la précarisation.
- **d)** le management participatif.

4. Le post-taylorisme se caractérise par...
- **a)** la recomposition des tâches.
- **b)** une division verticale du travail renforcée.
- **c)** un recul de la flexibilité.
- **d)** un management participatif.

5. La qualité de l'emploi dépend...
- **a)** du salaire.
- **b)** des collègues.
- **c)** des conditions de travail.
- **d)** du taux de chômage.

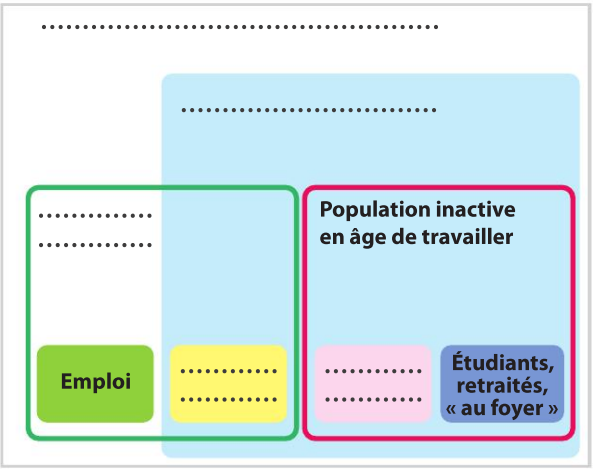
6. La polarisation de l'emploi se traduit par...
- **a)** le déclin des emplois très qualifiés.
- **b)** le déclin des emplois peu qualifiés.
- **c)** le déclin des emplois de qualification intermédiaire.

2 De la population en âge de travailler à l'emploi

Exercice interactif

Complétez le schéma avec les mots suivants :

- chômage
- halo du chômage
- population active
- population de 15 ans et plus
- sans emploi.



3 Les modèles d'organisation du travail

Exercice interactif

Reliez chaque exemple au modèle d'organisation du travail qui convient.

1. juste-à-temps/flux tendus
2. division horizontale du travail
3. bureau des méthodes
4. recomposition des tâches
5. parcellisation des tâches
6. relation hiérarchique stricte
7. polyvalence
8. division verticale du travail
9. management participatif
10. standardisation

- taylorisme
- post-taylorisme

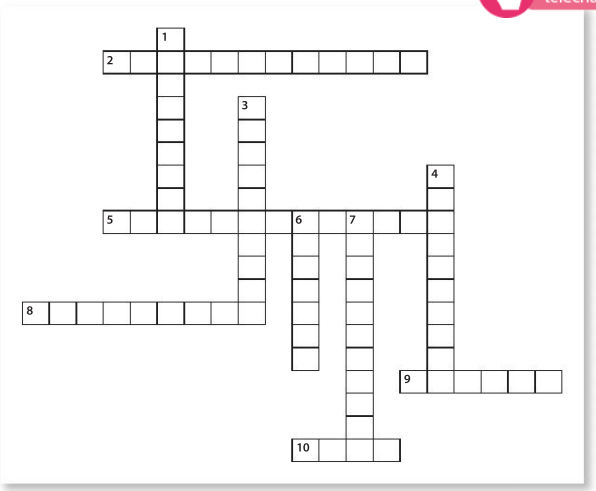
Exercices interactifs
Guide de révisions
lycee.hachette-education.com/ses/tle

Guide méthodologique complet

4 Mots croisés

Complétez la grille à l'aide des définitions.

Grille à télécharger



Horizontal

2. déclin des qualifications intermédiaires
5. conséquence du développement de la flexibilité
8. adaptation des travailleurs aux contraintes de l'entreprise
9. salarié ou non-salarié
10. à la frontière du chômage

Vertical

1. ne pas vouloir ou pouvoir travailler
3. organisation scientifique du travail
4. mode de gouvernance de l'entreprise
6. possède un contrat de travail
7. travail à domicile

LE SAVIEZ-VOUS ?

EN FRANCE EN 2019…

près de **90 %**
- des emplois sont salariés ;
- des emplois salariés sont en CDI ;
- des embauches se font en CDD.

près de **40 %** des embauches se font en CDD de moins d'un mois ;

moins de **1 %** des personnes en emploi travaillent via **une plateforme**



34 accidents pour 1 000 salariés tous secteurs confondus (niveau le plus bas **depuis 70 ans**) mais **95 accidents pour 1 000 salariés** dans le secteur des services à la personne.

POUR ALLER PLUS LOIN

Vidéos et ressources interactives

Rendez-vous sur lycee.hachette-education.com/ses/tle.



Quels seront les emplois de demain ?
Décod'eco, France TV Éducation, 2017.
Régulièrement, nous voyons passer des chiffres, qui suggèrent un bouleversement permanent de l'emploi. Mais en creusant un peu, on se rend compte que ce sont des chiffres zombies, qui ne reposent sur rien et ne restent que parce que tout le monde les répète sans les vérifier. Qu'en est-il vraiment ?



Il va falloir compter ses heures !
Arte, 18 mai 2019.
Comment comptabiliser le télétravail et le travail des cadres ? Un arrêt a été pris par la Cour européenne de justice qui va devoir être transposé dans le droit du travail de chaque pays membre : les employeurs doivent mettre en place un système de décompte des heures faites chaque jour par leurs salariés.



Le happiness management
Le Monde, 7 janvier 2019.
Cette technique de management (« management du bonheur », en français) s'est concrétisée par l'arrivée médiatisée de *chief happiness officers* (« responsables du bonheur »), l'installation d'espaces de travail ludiques, voire de baby-foot, toboggans ou salles de sport privées.

Objectif Bac — Épreuve composée

PARTIE 1 — MOBILISATION DES CONNAISSANCES — 4 PTS

SUJET

Présentez deux caractéristiques du modèle d'organisation post-taylorien.

MÉTHODE

- Surlignez la ou les notions clés du sujet et soulignez les mots qui désignent la consigne (la tâche).
- Rédigez votre réponse en débutant par une brève définition des notions.
- Répondez à la tâche en écrivant autant de paragraphes que d'affirmations, en utilisant les étapes « Affirmer, Expliciter, Illustrer ».

Fiche méthode n° 1 p. 370

CORRIGÉ

Le modèle d'organisation post-taylorien du travail voit progressivement le jour dès les années 1970. Il correspond à une adaptation du modèle taylorien élaboré au début du XXe siècle à un nouveau contexte économique et social qui exige une organisation moins rigide, plus flexible.

D'une part, cette flexibilité est obtenue par une recomposition du travail. Il s'agit d'aller vers davantage de polyvalence, ce qui affaiblit la division horizontale du travail, par exemple en confiant des tâches moins spécialisées aux ouvriers.

D'autre part, cette flexibilité passe par un management participatif. Chaque salarié se voit reconnaître une marge d'autonomie dans l'exercice des tâches, ce qui se traduit par un recul de la division verticale du travail. Mais chacun a la responsabilité de réaliser des objectifs déterminés à l'avance, comme un nombre de pièces à réaliser et un faible taux de défauts sur ces pièces.

APPLICATION

Montrez que le numérique peut accroître les risques de polarisation de l'emploi.

PARTIE 2 — ÉTUDE D'UN DOCUMENT — 6 PTS

SUJET

1) Expliquez par un exemple la distinction entre salarié et non salarié.
2) À l'aide des données du document, montrez que les emplois précaires sont occupés de façon inégale.

Statut d'emploi et type de contrat en 2017

	Ensemble		Sexe (en %)		Âge (en %)		
	en milliers	en %	Femmes	Hommes	15-24 ans	25-49 ans	50 ans ou plus
Non-salariés	3 129	11,6	8,6	14,5	2,3	10,5	16,4
Salariés	23 749	88,4	91,4	85,5	97,7	89,5	83,6
Emploi à durée indéterminée	20 093	84,6	84,2	85,0	44,9	86,8	92,1
Contrat à durée déterminée	2 576	10,8	12,9	8,8	31,1	10,1	6,3
Apprentissage	380	1,6	1,1	2,1	16,3	0,2	0,0
Intérim	701	3,0	1,8	4,1	7,8	2,9	1,6
Ensemble	23 751	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Ensemble des emplois	26 880	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Champ : France hors Mayotte, population des ménages, personnes en emploi de 15 ans ou plus. Source : INSEE, *Enquête emploi 2017*.

MÉTHODE

Question de connaissances : appliquez la même méthode qu'en première partie.
Question d'exploitation statistique du document :

- Au brouillon, rédigez une phrase, la plus précise et explicite possible, avec une donnée de votre choix. Cette phrase devra être utilisée au moins une fois dans votre réponse.
- Après avoir identifié la tâche (ici « montrez l'inégalité »), sélectionnez, du général au particulier, les données en effectuant des regroupements pertinents.
- Répondez à la tâche en écrivant autant de paragraphes que d'affirmations, en utilisant les étapes « Affirmer, Expliciter, Illustrer ».

Fiche méthode n° 1 p. 370

Insérez dès que possible des petits calculs (coefficients multiplicateurs ou écarts en points de %).

CORRIGÉ

1) Un emploi est un travail rémunéré et déclaré. Il peut revêtir deux statuts distincts : emploi salarié ou emploi non salarié. Dans le premier cas, le travailleur est lié à un employeur par un contrat de travail qui prévoit une durée de travail, une rémunération et un lien de subordination, alors que le travailleur est un prestataire indépendant de celui qui achète ses services dans le second cas. Par exemple, l'infirmière d'un lycée ou d'une clinique a un emploi salarié car elle a un contrat de travail qui la place sous la subordination d'une organisation. Au contraire, une infirmière libérale qui se rend au domicile des patients exerce un emploi non salarié qui ne comporte pas de lien de subordination avec ses employeurs.

2) Corrigé

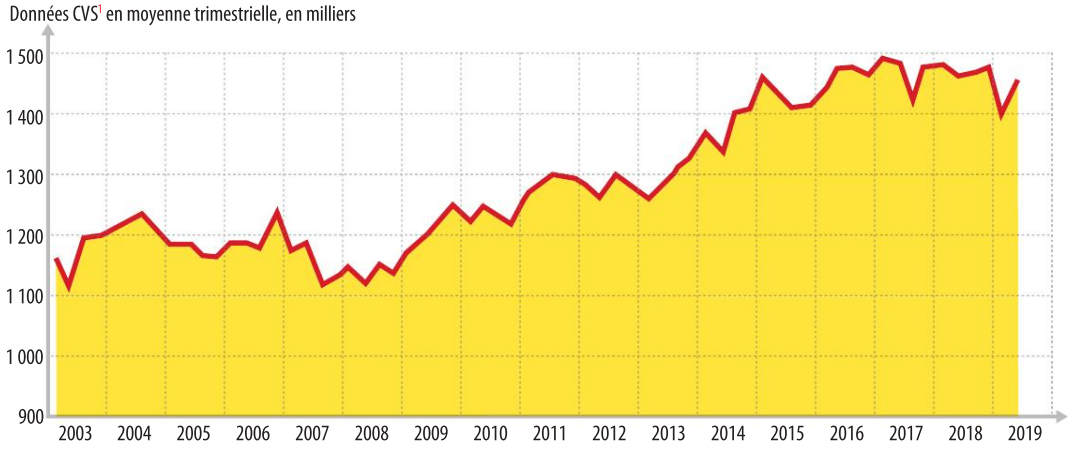
PARTIE 3 RAISONNEMENT S'APPUYANT SUR UN DOSSIER DOCUMENTAIRE 10 PTS

SUJET **À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que certaines évolutions de l'emploi peuvent affaiblir le pouvoir intégrateur du travail.**

DOC 1

Personnes dans le halo autour du chômage

Données CVS[1] en moyenne trimestrielle, en milliers



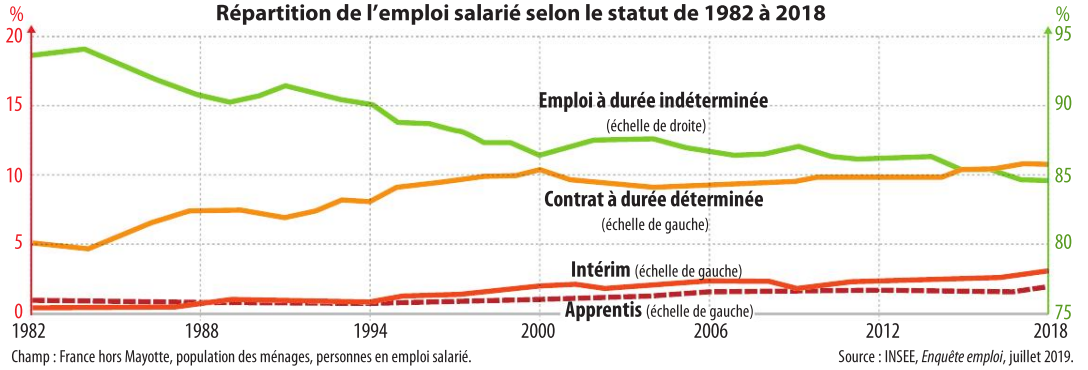
Champ : France métropolitaine, population des ménages, personnes de 15 ans ou plus.

1. CVS = corrigées des variations saisonnières

Source : INSEE, *Enquête emploi*, août 2019.

DOC 2

Répartition de l'emploi salarié selon le statut de 1982 à 2018



Champ : France hors Mayotte, population des ménages, personnes en emploi salarié.

Source : INSEE, *Enquête emploi*, juillet 2019.

DOC 3

Ainsi, au cours du dernier quart de siècle, les « personnels des services directs aux particuliers », au sens de l'INSEE, ont vu leurs effectifs doubler pour atteindre plus de 2,5 millions de salariés. Cette catégorie socio-professionnelle regroupe notamment les employées qui s'occupent des enfants, des personnes âgées et du ménage. Or, les gardiennes d'enfants, les aides à domicile ou les femmes de ménage travaillent seules au quotidien. Leurs semaines peuvent se dérouler sans qu'elles ne croisent aucune collègue. Cette solitude sur le lieu de travail peut en partie être objectivée grâce aux données de l'enquête « Conditions de travail » réalisée par la DARES. En 2013, 76 % des actifs déclaraient ainsi pouvoir être aidés par les autres personnes avec lesquelles ils travaillent, en cas de difficulté dans leur activité professionnelle. Cette proportion n'était que de 28 % pour les aides à domicile, 15 % pour les gardiennes d'enfants et 9 % pour les femmes de ménage.

Au-delà de l'isolement inhérent à l'exercice de certains métiers en expansion, un certain nombre de politiques menées dans le champ de l'emploi provoquent une fragilisation des collectifs de travail. L'allongement des chaînes de sous-traitance, l'incitation à l'autoentrepreneuriat ou encore l'ubérisation contribuent à isoler les salariés. Ici encore, comme les vigiles et autres agents de sécurité, les chauffeurs privés et les coursiers en deux roues travaillent seuls.

Camille Peugny, « La politique, des usines aux ronds-points », *Alternatives économiques*, 14 mars 2019.

SUJET

Le travail est-il encore source d'intégration sociale aujourd'hui en France ?

DOC 1

Types de ménages dans lesquels vivent les enfants pauvres et les autres (en %)[1]

	Structure de la population	
	des enfants pauvres	des enfants non pauvres
Un couple	**59,6**	**83,6**
Deux actifs occupés	10,5	61,3
Un actif occupé, un chômeur	7,3	6,1
Un actif occupé, un inactif	21,9	14,4
Deux chômeurs	2,3	0,3
Un chômeur, un inactif	9,9	0,8
Deux inactifs	7,7	0,8
Une personne seule	**35,8**	**13,7**
Un actif occupé	11,7	12,3
Un chômeur	8,7	0,6
Un inactif	15,4	0,8
Autres[2]	**4,6**	**2,7**
Total	**100,0**	**100,0**

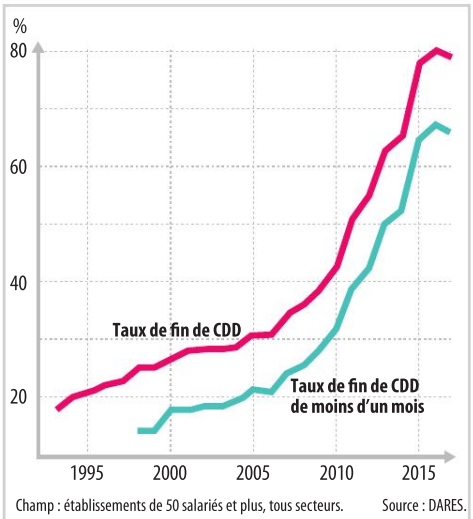
Champ : France métropolitaine, personnes vivant dans un ménage dont le revenu déclaré au fisc est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

1. Pauvreté au seuil de 60 % des personnes de moins de 18 ans.
2. Enfants ne vivant pas dans un ménage de type parent(s) et enfant(s).

Source : INSEE Références, édition 2018 – Revenus – Salaires.

DOC 2

Taux de fin de CDD et de fin de CDD de moins d'un mois (en % de l'effectif moyen en emploi)



Champ : établissements de 50 salariés et plus, tous secteurs. Source : DARES.

DOC 3

Shayan Mohammadi, 21 ans, et Ali Mohmmad Hussaini, âgé de 35 ans, sont deux réfugiés afghans. Dans le 2e arrondissement de Paris, ils viennent d'ouvrir les portes de leur restaurant, après un long parcours chaotique. « J'étais à Calais, dans le nord de la France. J'y suis resté à peu près trois ou quatre mois. C'était la folie là-bas », raconte Ali Mohmmad Hussaini. « C'était mon rêve d'ouvrir mon restaurant et de travailler dans le monde des affaires. Je voulais être actif dans la société française et être utile », témoigne à son tour Shayan Mohammadi, propriétaire du restaurant Kabul Kitchen. Leur recette pour être utile : faire découvrir la cuisine afghane. La spécialité de la maison c'est le riz au safran avec du poulet. Les deux hommes voulaient aussi créer un lieu de rencontre pour les réfugiés. Les restes du restaurant sont distribués aux personnes de la rue.

France Info, « Migrants : quand deux réfugiés afghans s'associent pour ouvrir un restaurant à Paris », 21 juin 2019.

DOC 4

Êtes-vous d'accord avec les affirmations suivantes : le travail est une activité…

		Qui développe votre sociabilité	Qui vous permet de faire valoir vos qualités personnelles	Qui vous stresse	Qui développe votre créativité
Total		80 %	79 %	65 %	58 %
Sexe	Homme	75 %	76 %	62 %	59 %
	Femme	85 %	81 %	69 %	56 %
Âge	18-24 ans	92 %	91 %	80 %	70 %
	25-34 ans	86 %	79 %	65 %	52 %
	35-49 ans	77 %	78 %	69 %	58 %
	50 ans et plus	76 %	75 %	58 %	58 %
CSP	Cadres	85 %	80 %	69 %	72 %
	Professions intermédiaires	81 %	80 %	69 %	57 %
	Employés	85 %	82 %	63 %	57 %
	Ouvriers	67 %	70 %	63 %	47 %
Secteur	privé	78 %	77 %	67 %	56 %
	public	85 %	82 %	63 %	60 %
Taille d'entreprise	Moins de 10 salariés	82 %	85 %	60 %	63 %
	De 10 à 49 salariés	84 %	79 %	69 %	60 %
	De 50 à 499 salariés	75 %	68 %	59 %	53 %
	500 salariés et plus	74 %	77 %	74 %	53 %

Base : ensemble des salariés en France. Source : Sondage BVA, « La place du travail dans la vie des salariés », mai 2019.

GUIDAGE MÉTHODOLOGIQUE

ÉTAPE 1 Analyser le sujet

- **Pour analyser un sujet,** il faut repérer puis commenter chaque mot du sujet : les **notions clés du programme**, puis les verbes, adverbes et tout autre mot du sujet.

Enlevez ou remplacez par un synonyme les adverbes et verbes afin de sentir comment le sujet « bouge » sans ces mots.

est-il : sujet débat.

encore : sous-entendu, il l'a été. L'est-il autant qu'avant ? L'est-il toujours ?

intégration sociale : processus par lesquels un individu est affilié par de multiples liens sociaux aux membres d'un groupe social ou de la société dans laquelle il vit, c'est-à-dire qu'il est reconnu et qu'il s'identifie à tel groupe et/ou se sent appartenir à la société. Ici il faudra discuter des conditions dans lesquelles le travail est source d'intégration sociale.

Le **travail** est-il encore source d'**intégration sociale** aujourd'hui en France ?

le travail : il s'agit là du travail déclaré et rémunéré, donc de l'emploi. Il faut ici connaître les six propriétés intégratrices du travail : statut social, protection sociale, revenu, solidarité, socialisation, sociabilité.

source de : synonyme de *cause*, il faut discuter des effets que le travail a sur l'intégration sociale.

aujourd'hui en France : cadre spatio-temporel qui implique de tenir compte des évolutions récentes de l'emploi en France : précarisation, chômage élevé persistant, polarisation de l'emploi.

- Il faut ensuite parvenir à rédiger une phrase synthétisant les éléments de réflexion et connaissances mobilisés lors de l'analyse mot à mot du sujet pour proposer un questionnement (qu'on appelle **une problématique**), au minimum une reformulation précisant comment on interprète le sujet et donc comment on va y répondre.

Questionnement (ou problématique) : « Ce sujet implique de se demander à quelles conditions l'emploi est source d'intégration sociale en France aujourd'hui, c'est-à-dire si toutes les formes d'emploi jouent ce rôle avec la même efficacité, notamment compte tenu des évolutions contemporaines de l'emploi en France. »

APPLICATION

1. **Analysez le sujet suivant :** Quels sont les effets du numérique sur le travail et l'emploi ?
2. **Proposez une problématique** (provisoire).

ÉTAPE 2 Organiser ses connaissances (notions, mécanismes, exemples)

- **Au brouillon,** après avoir analysé mot à mot le sujet afin de le reformuler sous forme de problématique opératoire pour construire son plan, il faut rassembler ses connaissances en lien avec le sujet.

Nous vous conseillons de trier vos connaissances selon qu'elles sont des notions/du vocabulaire, des mécanismes ou des exemples. Très souvent ce travail a déjà été amorcé lors de l'analyse du sujet, il faut le compléter.

- **Complétez le tableau suivant** pour rassembler vos connaissances sur le sujet de dissertation ci-contre.

Notions	Mécanismes	Exemples

Dans un premier temps, vous pouvez noter TOUT ce qui vous passe par la tête et dans un second temps, RAYER ce qui n'est pas en lien avec le sujet.

10 Comment expliquer l'engagement politique dans les sociétés démocratiques ?

Ressources en ⊕
Sur le site collection : lycee.hachette-education.com/ses/tle

NOTIONS À DÉCOUVRIR

- Engagement politique
- Militantisme
- Engagement associatif
- Consommation engagée
- Paradoxe de l'action collective
- Incitations sélectives
- Rétributions symboliques
- Structure des opportunités politiques
- Action collective
- Luttes minoritaires
- Syndicat
- Répertoires de l'action collective

Rappel de 1re

• Socialisation politique • Vote • Conflit • Parti politique • PCS

DÉCOUVRIR PAR LA VIDÉO

Lien vidéo www Vidéo



Réseau Animafac, « Et pour vous, c'est quoi l'engagement en 2017 ? », mars 2017.

1. Comment les jeunes interrogés perçoivent-ils l'engagement ?
2. Parmi toutes ces visions de l'engagement, quelle est celle dont vous vous sentez le plus proche ?

DOSSIERS

A Les formes et les déterminants de l'engagement politique

1 Quelles sont les formes de l'engagement politique ? ... 266
2 Est-il toujours rationnel de s'engager ? ... 268
3 Comment les caractéristiques sociales des individus influencent-elles leur engagement politique ? ... 270

B Les transformations de l'engagement des individus dans l'action collective

4 Comment ont évolué les revendications collectives ? ... 272
5 Quelles évolutions pour les acteurs et les répertoires de l'action collective ? ... 274

ACTIVITÉS

1 **Enquêter**
Réaliser un entretien avec un militant politique ... 276

2 **Exploiter des données statistiques**
La sociologie des Gilets jaunes ... 277

L'essentiel ... 278
Utilisez les statistiques ... 281
Testez vos connaissances ! ... 282
Objectif Bac ... 284
Préparer le Grand oral ... 288

DÉCOUVRIR PAR L'IMAGE



Avec sa pancarte « En grève pour le climat », Greta Thunberg en tête d'une manifestation de jeunes à Paris le 22 février 2019.



Action de Greenpeace devant le siège de l'entreprise Petit Navire à Paris, pour dénoncer les méthodes de pêche grâce auxquelles la marque s'approvisionne.

1. Pour quelles raisons et de quelle façon ces personnes se mobilisent-elles ?
2. Quel est l'effet recherché dans chacune de ces actions ?
3. Qu'est-ce qui peut expliquer la participation des individus à ces actions ?

DÉCOUVRIR EN DONNANT SON AVIS

Êtes-vous d'accord, pas d'accord ou sans opinion avec les affirmations suivantes ?
- Vous pouvez reporter vos réponses dans la grille à télécharger.
- Pour visualiser les réponses de la classe, utilisez le Q-Sort interactif

1. Il y a de moins en moins de personnes qui s'engagent aujourd'hui.
2. Les jeunes ont moins d'engagements politiques que les générations précédentes.
3. S'engager politiquement est dangereux en France.
4. Il y a plus d'engagement politique en France que dans les autres pays d'Europe.
5. Cela ne sert à rien de s'engager si les autres ne s'engagent pas.
6. Le plus efficace pour s'engager politiquement, c'est de voter aux élections.
7. Tout le monde peut s'engager politiquement.
8. Quand on est jeune, on n'est pas assez mûr pour s'engager politiquement.
9. Les hommes s'engagent plus que les femmes.

QU'EN PENSEZ-VOUS ?

Attention ! Vous devez choisir une seule affirmation avec laquelle vous n'êtes pas du tout d'accord, deux avec lesquelles vous n'êtes plutôt pas d'accord…

Pas du tout d'accord	☐
Plutôt pas d'accord	☐ ☐
Sans opinion	☐ ☐ ☐
Plutôt d'accord	☐ ☐
Tout à fait d'accord	☐

Grille à télécharger

A Les formes et les déterminants de l'engagement politique

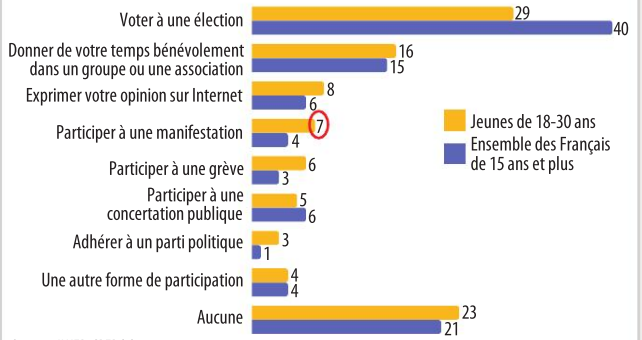
DOSSIER 1 Quelles sont les formes de l'engagement politique ?

• Engagement politique • Vote • Militantisme • Engagement associatif • Consommation engagée

POUR COMMENCER

DOC 1 Des formes différenciées d'engagement politique

Parmi ces différentes formes de participation à la vie publique, laquelle vous semble la plus efficace pour contribuer à ce que les choses bougent ? (en %)



Source : INJEP-CREDOC, 2017.

1. Rédigez une phrase présentant la signification précise de la donnée entourée.
2. Quelles sont les formes de participation politique les plus efficaces pour les Français ?
3. Les jeunes de 18-30 ans partagent-ils la même vision que l'ensemble des Français sur les formes de participation politique efficaces ?

DÉFINITION

Engagement politique

Ensemble des formes d'activité politique que les individus peuvent réaliser pour exercer une influence sur les détenteurs du pouvoir politique.

DOC 2 S'engager en militant

« Je n'avais jamais osé tracter chez mes parents, parce que mes parents étant commerçants dans cette ville-là, ils connaissent les gens, je connaissais les gens, je n'avais pas envie… […] J'ai mis un certain temps, enfin j'ai dû évoluer pour prendre mon courage à deux mains, et sortir ; alors j'y allais avec des lunettes de soleil à l'époque, mais le temps s'y prêtait aussi… J'ai commencé à sortir des réunions entre nous, pour aller dans la rue, et c'était très dur, parce que [la ville], c'est très ouvrier comme milieu, et on se faisait parfois insulter quand on tractait pour l'Europe, y'en a qui disaient à leur femme : "ne touche pas à ça, c'est de la merde !" Il faut… Il y a quand même un pas à faire pour aller tracter. […] En fait je crois que le déclic, c'est plus le jour où j'ai commencé à tracter que le jour où j'ai pris ma carte. Le jour où j'ai commencé à tracter, j'ai dû assumer mes positions vraiment, et depuis c'est… c'est une des choses qui me prend le plus de temps en dehors des études. […] Là, je m'assume très bien maintenant. »

Martin, adhérent Jeunes Populaires de Paris depuis 2003, étudiant à l'ESSEC.

« Au niveau politique, je ne me sentais pas la force d'aller distribuer des tracts, sachant que tu peux avoir un bon retour et tu peux avoir, tu ne sais jamais sur qui tu tombes, […] sur le mec de droite qui veut te chercher des noises… et puis finalement je me dis à plusieurs on est plus forts, voilà. Il suffit d'être convaincant, si tu crois à ce que tu dis, déjà…

– Et ça, c'est plus facile de tracter pour le MJS que pour le PS ?

– Euh, ou que pour les Jeunes communistes, surtout. C'est vrai que c'est aussi la solution peut-être de facilité, parce que bon c'est moins mal vu, entre guillemets, d'être socialiste que d'être communiste. Je ne me sentais pas la force de relever des idées, tu sais, des petites mémés "oh comment on peut être communiste, avec ce qu'ils ont fait en Russie" alors que c'est pas le communisme […]. Mais bon après si en militant tu n'as que ça en face de toi, bon c'est… Même si pour moi un militant communiste c'est très beau à voir, tu sens le feu, tu sens la passion, la… la persévérance, y croire, ils ont des convictions et moi je trouve que c'est admirable les gens comme ça, malgré tout ce qui a pu arriver […], qui arrivent à croire et qui n'ont pas dévié de ce que dit Marx… »

Fabien, adhérent au Mouvement des jeunes socialistes (MJS) depuis 2003.

Lucie Bargel, « Apprendre un métier qui ne s'apprend pas. Carrières dans les organisations de jeunesse des partis », *Sociologie* 2014/2 (Vol. 5), PUF.

1. Identifiez les différentes actions que ces militants politiques réalisent.
2. Commentez la phrase soulignée.
3. Quels sont les différents freins qui peuvent rendre l'engagement militant difficile ?

DÉFINITION

Militantisme

Engagement des individus dans un parti, un syndicat, une association ou un mouvement social qui va au-delà de la simple adhésion et se caractérise par la participation aux actions menées.

DOC 3 S'engager dans des associations

Taux d'adhésion selon le type d'associations (en %)

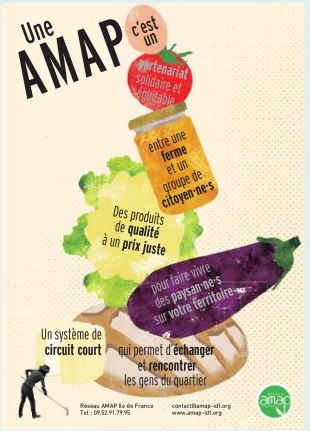
	1981	1990	1999	2008	2018
Sportives	–	16	16	16	19
Culturelles	6	9	8	8	9
Humanitaires	–	–	–	–	8
Syndicales	10	5	4	4	6
Organisations religieuses	4	6	4	4	5
Environnementales	–	2	2	3	4
Professionnelles	4	5	3	2	4
Politiques	2	3	2	3	2
Associations de consommateurs	–	–	–	–	2
Groupes d'entraide mutuelle	–	–	–	–	2
Autres groupes	–	5	7	6	5
Total	–	**37**	**38**	**38**	**41**

Lecture : En 1990, 16 % des Français étaient membres d'une organisation sportive.

Source : Pierre Bréchon, Frédéric Gonthier, Sandrine Astor (direction), *La France des valeurs. Quarante ans d'évolutions*, Presses universitaires de Grenoble, 2019.

1. Comment a évolué le taux d'adhésion aux associations entre 1990 et 2018 ?
2. À l'aide d'un calcul approprié, mesurez l'évolution du taux d'adhésion aux syndicats entre 1981 et 2018.
3. Proposez des exemples pour illustrer trois des types d'associations évoqués dans ce document.
4. Peut-on considérer l'adhésion à toutes ces associations comme un engagement politique ?

4 EXERCICE S'engager en consommant





DÉFINITION

Consommation engagée

Ensemble des pratiques de consommation qui tiennent compte des conséquences économiques, sociales ou écologiques des décisions de consommation, et conduisent les individus à ne pas suivre leur intérêt individuel mais des principes politiques dans les choix de consommation.

1. En quoi ces affiches illustrent-elles des pratiques de consommation engagée ?
2. Indiquez pour chacune des pratiques de consommation suivantes s'il s'agit de consommation engagée ou non :
   a) Consommer des produits fabriqués en France.
   b) Consommer des produits de marque.
   c) Consommer des produits d'occasion.
   d) Consommer des produits issus de l'agriculture biologique.
   e) Ne pas consommer les produits d'une entreprise qui fait travailler des enfants.
   f) Ne pas consommer de produits de mauvaise qualité.
   g) Ne pas consommer de produits issus des animaux ou de leur exploitation.

S'entraîner — Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS P. 400

Associez les actions suivantes aux quatre formes d'engagement politique.

1. Organiser la distribution des repas aux Restos du cœur. •
2. Mettre un bulletin dans l'urne le jour de l'élection. •
3. Être trésorier de son club de football. •
4. Coller des affiches pour un parti politique. •
5. Animer une réunion syndicale dans son entreprise. •
6. Acheter des vêtements issus du commerce équitable. •
7. Boycotter une entreprise qui fait travailler des enfants. •

- Vote
- Militantisme
- Engagement associatif
- Consommation engagée

2 Mobiliser ses connaissances

BAC

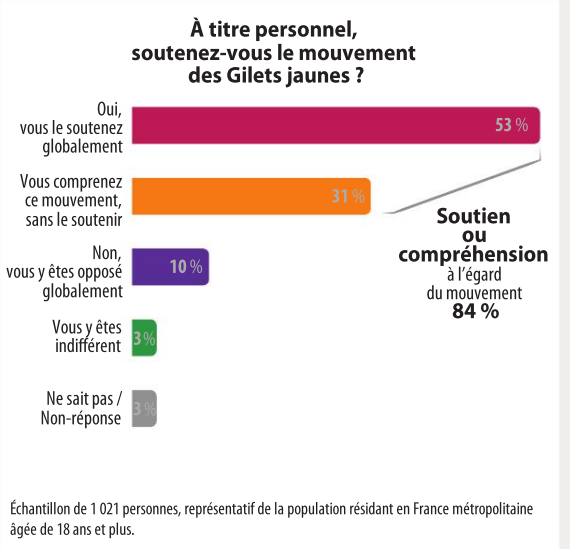
À l'aide d'exemples, illustrez les différentes formes que peut prendre l'engagement politique.

DOSSIER 2 Est-il toujours rationnel de s'engager ?

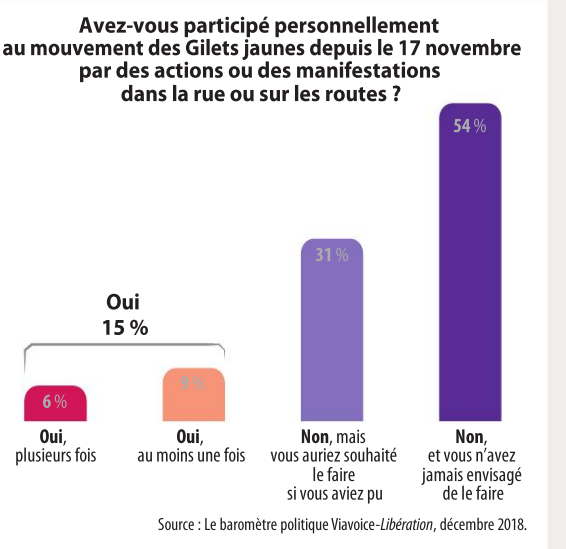
• Paradoxe de l'action collective • Incitations sélectives • Rétributions symboliques • Structure des opportunités politiques

POUR COMMENCER

DOC 1 Soutenir ou participer au mouvement des Gilets jaunes ?



Échantillon de 1 021 personnes, représentatif de la population résidant en France métropolitaine âgée de 18 ans et plus.



Source : Le baromètre politique Viavoice-*Libération*, décembre 2018.

1. Comparez la proportion de Français qui, en décembre 2018, déclaraient soutenir le mouvement des Gilets jaunes, et ceux qui y ont personnellement participé.
2. Montrez que cette différence peut illustrer le paradoxe de l'action collective.

DÉFINITION

Paradoxe de l'action collective

Dans une situation où l'action collective a un coût pour chaque individu et de potentielles retombées bénéfiques pour tous, y compris pour ceux qui n'ont pas participé, chacun à intérêt rationnellement à laisser les autres agir et à se comporter en passager clandestin (*free-rider*). La situation est paradoxale : les individus ont un intérêt commun à se mobiliser, mais leur intérêt individuel les conduit à laisser les autres agir.

DOC 2 Des incitations sélectives qui poussent à se mobiliser

En dépit de cet obstacle que représente le coût individuel de l'engagement, des mouvements sociaux apparaissent bel et bien. Une première explication est proposée par Olson selon une distinction entre petits et grands groupes. La taille réduite des premiers permet un contrôle mutuel de leurs membres qui pare aux défections : tout « passager clandestin » est immédiatement repérable, alors qu'il a beaucoup plus de chances de passer inaperçu dans un grand groupe. Mais la principale explication réside dans la capacité de certains groupes à proposer des incitations sélectives dont la valeur compense le coût de l'engagement. Ces incitations sont des rétributions individuelles de l'engagement, des bénéfices (différents du bien collectif) que l'on fait miroiter ou que l'on offre au militant potentiel en échange de son engagement. Olson donne pour exemple de telles incitations sélectives les mutuelles que les syndicats américains offrent à leurs adhérents, ou l'influence qu'ils exercent en faveur de leur avancement. Ces incitations sélectives sont positives, au sens où elles représentent un avantage personnel pour celui qui en bénéficie. Mais d'autres formes d'incitations, dites négatives, peuvent aussi dissuader un individu d'adopter la stratégie du passager clandestin et le conduire à se mobiliser ; il s'agit cette fois de contraintes, pouvant prendre la forme de sanctions, de pressions psychologiques, voire de brutalités à l'égard des individus qui renâcleraient à s'engager (en termes économiques, le coût de l'engagement est alors moindre que celui du non-engagement).

Lilian Mathieu, *Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux*, Paris, Éd. Textuel, 2004.

1. Pourquoi la mobilisation est-elle plus difficile dans un grand groupe que dans un petit groupe selon Olson ?
2. Expliquez à quoi correspondent les incitations sélectives qui poussent les individus à s'engager.
3. Donnez deux exemples pour illustrer la différence entre incitations positives et incitations négatives.

DOC 3 Le militantisme apporte aussi des rétributions symboliques

Les militants retirent bel et bien diverses satisfactions de leur engagement. Ces composantes sensibles de leur activité peuvent être analysées comme des mécanismes de « récompense », ou, pour mieux dire, comme des rétributions de l'implication dans les activités d'un mouvement collectif. […]

Leur engagement leur procure diverses satisfactions qui contribuent elles aussi à soutenir, voire à renforcer, leurs dispositions à l'investissement dans l'action collective. Le sentiment de ne pas subir, d'agir en faveur d'une juste cause, de transformer ou de pouvoir transformer la réalité, parfois de faire l'histoire, donne ou conforte des raisons de militer. […]

L'engagement militant peut donner l'occasion d'exercer des rôles sociaux gratifiants et contribuer à l'affirmation et à la valorisation de soi. Certains y trouvent des revanches contre les expériences de désinsertion familiale, de précarité, de chômage ou de marginalisation.

L'expérience militante et le capital de relations constitué à cette occasion (de façon délibérée ou pas) peuvent aussi faciliter l'insertion sur le marché du travail ou des reconversions. […] Pour les plus investis, le militantisme est encore un espace de sociabilité, d'intégration, d'amitié, parfois de vie amoureuse, de convivialité et de loisir. Il peut avoir un parfum d'aventure rompant les routines de la vie courante. Il donne par exemple quelques frissons quand il faut coller des affiches de nuit sous la menace de groupes adverses ou, dans un autre domaine, quand des bénévoles doivent assurer une mission dans des pays en proie à la guerre civile. Dans le cas des intellectuels, le militantisme donne des titres à intervenir dans les débats publics, des accès à des tribunes […].

Daniel Gaxie, « Les rétributions du militantisme », *Politika*, 3 novembre 2017.



Congrès *Europe écologie-Les Verts*, Saint-Denis, 2019.

1. Quelles sont les différentes formes de rétributions que les militants peuvent recevoir pour leur engagement ?
2. Qu'est-ce qui distingue ces rétributions des incitations sélectives identifiées par Olson (document 2) ?
3. Quel effet vont produire ces rétributions sur l'engagement des individus ?

4 EXERCICE L'influence de la structure des opportunités politiques

Structure des opportunités politiques

- **Degré d'ouverture ou de fermeture des institutions politiques** (nombre de partis, coopération entre partis politiques et mouvements sociaux)
- **Degré de stabilité des alignements politiques** (durée des gouvernements, stabilité des résultats électoraux)
- **Existence de conflits et divisions entre élites politiques**
- **Présence ou absence d'alliés influents apportant leur soutien au mouvement**

→ Stratégies des autorités → Chances de succès de la mobilisation → Options stratégiques des protestataires

D'après Sidney Tarrow (1994) et Hanspeter Kriesi (1995).

DÉFINITION

Structure des opportunités politiques

Environnement politique et signaux envoyés aux acteurs collectifs qui vont, selon la conjoncture, influencer positivement ou négativement l'engagement des individus et le développement de mouvements sociaux.

1. Associez chacun des exemples suivants à l'un des quatre éléments qui influencent la structure des opportunités politiques :
   a) Le soutien de l'église catholique à une mobilisation collective.
   b) La présence au sein du gouvernement de ministres en désaccord avec les autres.
   c) Le même parti politique gouverne depuis 15 ans le pays.
   d) Un prix Nobel soutient les revendications d'un collectif.
   e) Un État centralisé avec un pouvoir central fort.
2. Expliquez les mécanismes par lesquels la structure des opportunités politiques influence la mobilisation et l'engagement des individus.

S'entraîner — Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS P. 400

Associer les notions suivantes aux exemples :
paradoxe de l'action collective • incitations sélectives • rétributions symboliques • structure des opportunités politiques.

1. Un syndicat met en place une caisse de grève pour ses adhérents.
2. Un artiste célèbre apporte son soutien à une mobilisation de sans-papiers.
3. Des militants au sein du mouvement étudiant font la fête ensemble.
4. Tous les individus bénéficient d'une réduction d'impôts obtenue par les Gilets jaunes.

2 Mobiliser ses connaissances

BAC

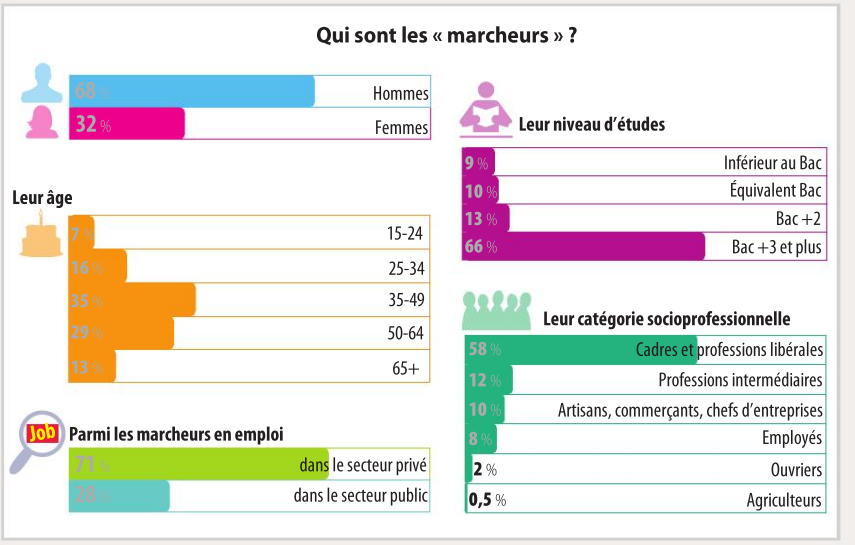
Expliquez le paradoxe de l'action collective.

DOSSIER 3 Comment les caractéristiques sociales des individus influencent-elles leur engagement politique ?

• Catégorie socioprofessionnelle • Diplôme • Âge et génération • Sexe

POUR COMMENCER

DOC 1 Les adhérents du mouvement En Marche



Source : D'après enquête réalisée par Terra Nova auprès des adhérents de La République en marche, 2018.

Rappel de 1re

Les PCS

La nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles (PCS) est un outil de classification statistique de la population à partir de la profession. Les regroupements effectués permettent de faire apparaître des catégories de personnes avec une certaine homogénéité sociale (pratiques sociales proches). Quatre critères principaux sont retenus : la profession, le statut (indépendant ou salarié), le niveau hiérarchique et la qualification du poste, le secteur d'activité de l'employeur (privé/public, agriculture/industrie/services).

1. À l'aide des données, dressez le portrait-robot du militant d' « En Marche ».
2. Ce portrait-robot vous semble-t-il représentatif de la population française ?

Tableau à imprimer ulation 17

DOC 2 Un engagement politique influencé par l'âge ou la génération ?

Plus critiques, moins déférents quant à leur devoir d'électeur, ils sont aussi plus protestataires. « Les jeunes sont comme un miroir grossissant, constate Anne Muxel, sociologue au Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof), qui laboure ce terrain depuis plus de vingt ans. Ils sont porteurs de leur temps, et ils ont été socialisés dans une période qui est elle-même en profonde mutation. Tout ce que l'on observe dans l'ensemble de la population – abstention, défiance, montée des populismes, mobilité électorale, demande de démocratie directe – se retrouve donc amplifié dans la jeunesse. » […] « Les générations plus âgées ont été socialisées à la politique dans une période où partis et syndicats étaient beaucoup plus structurants, avec une orientation idéologique plus marquée », explique-t-elle. […]

Des citoyens politisés autrement, plus critiques mais engagés : c'est aussi ce qui ressort de l'enquête « Generation What ? », une consultation de grande ampleur dont le CNRS a publié les résultats en décembre 2016. […] L'engagement dans une organisation politique ne les attire guère : seuls 32 % se disent éventuellement intéressés. Mais ils sont une majorité (54 %) à affirmer qu'ils ne pourraient pas être heureux sans voter, et près des deux tiers d'entre eux (62 %) déclarent pouvoir participer demain ou dans les prochains mois à un grand mouvement de révolte.

Si le recours aux moyens d'action protestataires a globalement augmenté dans l'ensemble de la population (en 1981, à peine une personne interrogée sur deux disait avoir pris part à une manifestation ou pouvoir le faire, contre 71 % en 2008), cette tendance est particulièrement marquée dans les jeunes générations. Pétitions, boycotts, manifestations, voire occupations de lieu : les enquêtes le montrent, plus les citoyens sont jeunes, plus ils considèrent ces moyens d'action comme des manières normales de s'exprimer en politique.

Catherine VINCENT, « Les jeunes et la politique : génération citoyenne, génération protestation », *Le Monde*, 23 février 2017.

1. Qu'est-ce qui distingue la socialisation politique des jeunes générations par rapport aux générations précédentes ?
2. Le niveau d'abstention plus élevé chez les jeunes est-il dû à leur âge ou à leur génération (voir Lexique p. 408) ?
3. Quelles sont les formes d'action privilégiées par les jeunes pour s'engager ?

DOC 3 Les logiques sociologiques de l'intérêt pour la politique

En %	Intérêt pour la politique (très et assez)	Importance de la politique dans sa vie (très et assez)
Sexe		
Hommes	41	41
Femmes	37	39
Âge		
18-29 ans	34	43
30-49 ans	37	38
50-59 ans	37	34
60 ans et plus	48	45
Profession		
Professions intellectuelles, scientifiques et artistiques	57	56
Professions intermédiaires	47	45
Employés de type administratif	40	41
Personnel des services	37	35
Agriculteurs et ouvriers de l'agriculture	38	35
Métiers qualifiés de l'industrie et de l'artisanat	29	34

Pierre Bréchon, Frédéric Gonthier, Sandrine Astor (direction), *La France des valeurs. Quarante ans d'évolutions*, Presses universitaires de Grenoble, 2019.

1. Rédigez une phrase présentant la signification précise des deux données entourées.
2. Quelles sont les variables qui influencent l'intérêt pour la politique des individus ?
3. Comment peut-on expliquer l'influence de la profession exercée sur l'intérêt pour la politique ?

Champ : personnes de 18 ans ou + résidant en France en 2018.

DOC 4 Une socialisation sexuée qui influence l'engagement politique

Le fait de s'engager dans une activité militante présuppose d'abord la possession de dispositions contestataires […]. Mais en raison de la dimension genrée de la socialisation en général, et de la socialisation politique en particulier, ces dispositions sont inégalement distribuées entre femmes et hommes. Ainsi, ce sont ces derniers qui disposent plus massivement du goût pour la contestation et l'action collective, tandis que la socialisation des premières aura tendance à les tenir à distance du militantisme, ce qui explique que les hommes représentent encore aujourd'hui la majorité des militants. […]

La sociologie du militantisme a insisté sur l'importance des « disponibilités biographiques », entendues comme l'absence de contraintes personnelles, telles que l'emploi, la vie de couple ou la parentalité, pour permettre cette conversion des dispositions en engagement. […] Le maintien d'une forte inégalité dans la répartition des tâches ménagères et des soins aux enfants constitue un frein beaucoup plus conséquent à l'engagement des femmes qu'à celui des hommes. Le militantisme politique ou syndical des premières est ainsi largement soumis, encore aujourd'hui, à un rééquilibrage des rôles masculins et féminins dans le couple et/ou la famille. Xavier Dunezat a souligné les mêmes mécanismes à l'œuvre dans des mouvements de chômeurs et chômeuses à la fin des années 1990 : tandis que les femmes engagées doivent assumer la charge du travail domestique ou, pour celles dont le conjoint est également engagé, renégocier la division des tâches dans le couple, le militantisme des hommes est généralement rendu possible par une délégation de ces tâches à leur conjointe, que cette répartition inégalitaire ait été préexistante à la participation au mouvement ou qu'elle se soit instaurée par l'engagement.

Alban Jacquemart, « Engagement militant », in Catherine Achin et al., *Dictionnaire. Genre et science politique*, © 2013 Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.

1. Expliquez l'extrait de phrase souligné. Chapitre 6 p. 163
2. Quelle est la conséquence de cette socialisation genrée sur l'engagement politique des hommes et des femmes ? (voir « Genre », Lexique p. 408)
3. Pourquoi les hommes disposent-ils de plus de « disponibilités biographiques » pour militer et s'engager ?

S'entraîner — Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS P. 400

Indiquez l'effet des variables suivantes en précisant si elles influencent positivement ou négativement l'engagement politique.

1. Les plus diplômés vont être [*plus/moins*] engagés et intéressés par la politique.
2. Les ouvriers vont être [*plus/moins*] engagés et intéressés par la politique que les professions intermédiaires.
3. Les plus jeunes vont participer [*plus/moins*] à des actions de protestation politique que les plus âgés.
4. Les hommes vont être [*plus/moins*] engagés politiquement que les femmes.

2 Étude d'un document

BAC

À l'aide du document 3, montrez que l'engagement politique dépend de variables sociodémographiques.

B Les transformations de l'engagement des individus dans l'action collective

DOSSIER 4 Comment ont évolué les revendications collectives ?

• Action collective • Nouveaux enjeux de mobilisation • Luttes minoritaires

POUR COMMENCER

DOC 1

Les conflits du travail au XXe siècle



Affiche de Félix Doumenq (1919).



Grève des mineurs de 1963, Lens (Pas-de-Calais).



Manifestation en mars 2016 à Grenoble contre la loi dite « loi Travail ».

DÉFINITION

Action collective

Ensemble des formes d'actions, organisées en concertation par un ensemble d'individus, pour défendre une cause ou un intérêt commun.

1. Qui étaient les acteurs centraux des conflits du travail tout au long du XXe siècle ?
2. Identifiez les raisons pour lesquelles ces individus se mobilisent.

DOC 2

De nouveaux enjeux de mobilisation se développent dans les années 70

La seconde moitié du XXe siècle est une période importante de mutation des mouvements sociaux, en lien avec les transformations sociales et économiques (désindustrialisation des économies occidentales, fin de la Guerre froide et mondialisation). Ainsi, le mouvement ouvrier, caractérisé par l'opposition qu'il met en place, entre au sein de l'usine (travailleurs et syndicats contre propriétaires des moyens de production), s'étiole à partir des années 1960, avec la fin de la « conscience ouvrière » et l'essor de l'économie de service. 1968 marque un tournant avec l'apparition des « nouveaux mouvements sociaux » (Touraine, 1968), qui font intervenir de nouvelles figures de l'action collective comme les étudiants, les régionalistes, les féministes ou encore les homosexuels. Ces groupes portent des revendications d'ordre culturel, dans des luttes désormais transversales, qui ne se limitent pas à un pays en particulier et portent sur les effets de pouvoir en tant que tel[1]. Ces nouveaux mouvements sociaux s'accompagnent de l'affirmation du sujet et de la dimension globale des luttes, conduisant, à partir des années 1980, à l'émergence des mouvements globaux structurés autour des organisations non gouvernementales (comme le mouvement altermondialiste) et reposant sur la combinaison d'actions très locales et d'une structuration mondiale.

P. Boyer et al., « Les déterminants de la mobilisation des "gilets jaunes" », *Working Papers*, CREST, 26 juillet 2019.

1. Ce dernier point implique la disparition dans les revendications d'un adversaire identifié. Les nouveaux mouvements sociaux interrogent les formes de domination et de pouvoir dans la société, touchant tant la sphère publique (politique, travail) que privée.

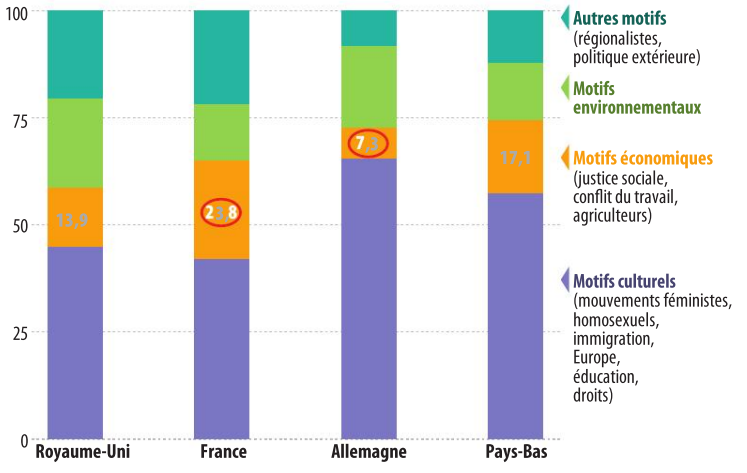
Période	Conflit central	Principaux mouvements
XVIIe et XVIIIe siècles	Expansion de l'État	Révoltes anti-taxes et autres formes de résistance à l'expansion de l'État
XIXe siècle	Lutte des classes et pauvreté	Développement du mouvement ouvrier
1900-1960	Distribution du bien-être	Institutionnalisation du mouvement ouvrier
Depuis 1960	Autonomie, résistances aux formes de domination	Nouveaux mouvements sociaux

D'après Sandro Cattacin, Marco G. Giugni et Florence Passy, *États et mouvements sociaux. La dialectique de la société politique et de la société civile*, Actes Sud, 1997.

1. Quelles sont les revendications du mouvement ouvrier ?
2. Les revendications portées par les « nouveaux mouvements sociaux » sont-elles nouvelles ?
3. Comment expliquer l'émergence de ces revendications ?

DOC 3 Quels motifs pour les actions protestataires ?

Part des différents motifs d'actions protestataires entre 1975 et 2005
(en % du total des mobilisations)



Source : H. Kriesi et al., *Political Conflict in Western Europe*, Cambridge University Press, 2012.

1. Rédigez une phrase présentant la signification précise des données entourées.
2. Par un calcul approprié, comparez ces deux données et exprimez la signification du résultat dans une phrase.
   - Fiche outil n° 1 p. 349
   - Fiche outil n° 2 p. 350
3. Ce document confirme-t-il ou infirme-t-il la thèse développée dans le document 2 ?
4. Les actions protestataires ont-elles les mêmes objets dans les différents pays européens ?

DOC 4 « Black Lives Matter »

Depuis plus de trois ans, *Black Lives Matter* s'est constitué comme un vaste mouvement social cherchant à révéler et à démanteler ce que ses militants considèrent être la violence institutionnelle dirigée contre les minorités raciales aux États-Unis. L'acquittement contesté en juillet 2013 du vigile George Zimmerman dans la mort du jeune Africain-Américain Trayvon Martin fut à l'origine de la formule #BlackLivesMatter, d'abord lancée sur les réseaux sociaux Facebook et Twitter. […]

La coalition à l'origine du mouvement *Black Lives Matter* s'enracine dans une compréhension de l'injustice raciale comme phénomène structurel de longue durée. En cela, le mouvement récuse les conceptions psychologiques dominantes dans les champs politique, médiatique et scientifique considérant le racisme comme la conséquence de l'intention individuelle.

Comprenant le racisme comme un phénomène structurel ou institutionnel, c'est-à-dire comme un phénomène se reproduisant à l'intérieur des systèmes sociaux (systèmes scolaire, judiciaire, politique, économique, de santé, etc.), le mouvement s'assigne comme tâche de changer les structures du pouvoir dans la société, voire de provoquer une révolution. À côté de concepts classiques comme « racisme institutionnel » et « suprématie blanche », le mouvement a recours à des concepts plus neufs comme « racisme d'État » et « violence d'État » insistant spécifiquement sur le rôle actif de l'État dans la perpétuation de la violence raciste à l'égard des communautés de couleur.

Audrey Célestine, Nicolas Martin-Breteau, « "Un mouvement, pas un moment" : *Black Lives Matter* et la reconfiguration des luttes minoritaires à l'ère Obama », *Politique américaine*, n° 28, 2016 © L'Harmattan.

DÉFINITION

Luttes minoritaires

Mouvements sociaux portés par des minorités politiques, c'est-à-dire des groupes de personnes qui sont, à un moment donné, dans une position d'infériorité dans la société et donc susceptibles de subir des discriminations (c'est-à-dire un traitement différencié et inégal selon un critère prohibé par la loi).

1. Quels sont le point de départ et les revendications du mouvement *Black Lives Matter* ?
2. Pourquoi peut-on parler de lutte minoritaire à propos de ce mouvement ?
3. Proposez des exemples de luttes minoritaires dans la société française d'hier ou d'aujourd'hui.
4. Expliquez la phrase soulignée.

S'entraîner

Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS P. 400

Vrai ou faux ?

1. Les conflits du travail sont au cœur des nouveaux mouvements sociaux.
2. Les nouveaux mouvements sociaux ont porté des nouveaux enjeux de mobilisation par rapport au mouvement ouvrier.
3. Les conflits du travail portent en général des revendications post-matérialistes.
4. Les nouveaux mouvements sociaux ont remplacé les conflits du travail.
5. Les luttes minoritaires sont celles qui sont portées par un petit nombre de personnes.

2 Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire

BAC

À l'aide de vos connaissances et des documents, vous montrerez la diversité et les transformations des objets de l'action collective.

DOSSIER 5 Quelles évolutions pour les acteurs et les répertoires de l'action collective ?

• Partis politiques • Syndicats • Associations • Répertoires de l'action collective

POUR COMMENCER

DOC 1 Une diversité d'acteurs et de moyens d'action collective



1



2



3


4

1. Associez chaque photo à l'un des acteurs de l'action collective : a) syndicat ; b) association ; c) groupement ; d) parti politique.
2. Quels modes d'action ces militants ont-ils utilisé pour se faire entendre ?

DOC 2 Les groupes contestataires mobilisent différents moyens d'action

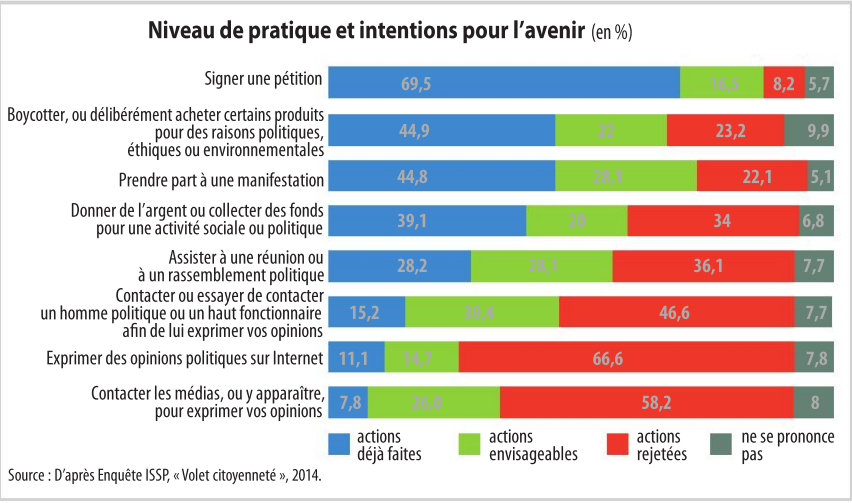
Le concept de répertoire d'action collective désigne le stock limité de moyens d'action à la disposition des groupes contestataires, à chaque époque et dans chaque lieu. Charles Tilly, à qui l'on doit ce concept, […] a montré, grâce à un travail sur de longues périodes dans différents pays comme la France ou la Grande-Bretagne, qu'on avait assisté à une modification des répertoires d'action au cours du temps. Ainsi, en France les modes d'action ont considérablement évolué en quatre siècles : le charivari (qui consiste à s'assembler bruyamment avec des instruments improvisés sous les fenêtres de personnes dont on dénonce le comportement), les émeutes du grain, les révoltes contre les taxes ou les invasions de champ prévalant du XVIe au XVIIIe siècle vont laisser la place au XIXe siècle à de nouveaux modes d'action comme la grève ou la manifestation. […]

À ces deux répertoires, ancien et moderne, certains auteurs vont être tentés d'ajouter un troisième répertoire naissant au XXe siècle. Ainsi, les théoriciens des nouveaux mouvements sociaux des années 1960 vont caractériser ces derniers par la nouveauté de leurs enjeux, de leurs valeurs et de leurs acteurs mais aussi de leurs modes d'action, qui seraient marqués par l'expression des identités plutôt qu'orientés stratégiquement, et qui laisseraient une large part à l'action directe. De façon moins controversée, d'autres auteurs vont voir dans le processus d'internationalisation des répertoires le signe d'une transformation décisive. Ainsi Erik Neveu émet l'hypothèse que l'on est peut-être aujourd'hui, au tournant du XXIe siècle, avec l'importance prise par les phénomènes de mondialisation, face à l'émergence d'un répertoire de troisième génération se déroulant « dans un espace supranational », « visant des enjeux très techniques » et donnant « une place clé à l'expertise ».

Cécile Péchu, « Répertoire d'action », in Olivier Fillieule et al., *Dictionnaire des mouvements sociaux*, © 2009 Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.

1. À quoi fait référence le concept de « répertoire d'action collective » ?
2. Comment ont évolué les répertoires d'action entre le XVIe siècle et le XIXe siècle ?
3. Le répertoire d'action qui émerge au XIXe siècle est-il toujours en vigueur aujourd'hui ?

DOC 3 Des moyens d'action inégalement utilisés



Source : D'après Enquête ISSP, « Volet citoyenneté », 2014.

1. Quelle est la proportion des Français qui ont déjà pris part à une manifestation ?
2. Qu'est-ce qui caractérise les actions les plus utilisées par les Français ?
3. Comment expliquer que certaines actions politiques soient davantage rejetées qu'envisagées ?

4 EXERCICE L'évolution des acteurs de l'action collective

En 1980, dans la Pologne communiste, aucun syndicat indépendant du pouvoir n'est autorisé. Mais en août, aux chantiers navals de Gdansk, les ouvriers se mettent en grève pour réclamer la réintégration d'Anna Walentynowicz, ouvrière licenciée pour avoir milité pour la création de syndicats libres. Ce mouvement de solidarité va donner naissance au syndicat « Solidarność » qu'elle va cofonder avec Lech Walesa. Le syndicat est légalisé le 31 août 1980 après 14 jours de grève et va devenir dans les années 80 le principal groupe d'opposition au pouvoir communiste.

Comptant jusqu'à 10 millions de membres, il est de nouveau interdit en 1982 et ses principaux responsables arrêtés. Il redevient légal en avril 1989 et est autorisé à participer aux premières élections législatives de juin 1989.

En décembre 1990, Lech Walesa est élu président de la République et quitte alors son poste à la tête de Solidarność.



Lech Walesa aux chantiers navals de Gdansk, en août 1980.

1. Comment et par quels moyens le syndicat Solidarność est-il créé ?
2. À quel moment peut-on dire que Solidarność devient aussi un parti politique ?
3. Qu'est-ce que cet exemple historique nous montre sur la distinction entre association, partis politiques et syndicats ?

S'entraîner — Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS P. 400

Indiquez pour chacune des actions suivantes quel est l'acteur (parti politique, syndicat, association, groupement) qui se mobilise et quel moyen d'action est utilisé (grève, manifestation, boycott, pétition).

	Acteur	Moyen d'action
1. Les Républicains demandent à leurs militants de faire signer aux citoyens un texte contre un projet de loi.		
2. Une coordination étudiante appelle les étudiants à protester dans la rue contre la sélection à l'université.		
3. La CFDT demande aux salariés des entreprises de transport de cesser le travail.		
4. Greenpeace appelle les consommateurs à ne pas acheter les produits d'une entreprise.		

2 Étude d'un document

BAC

À l'aide du document 3, montrez la diversité du répertoire d'action collective utilisé dans les sociétés démocratiques.

ACTIVITÉ 1 Enquêter

Réaliser un entretien avec un militant politique

Objectifs

Savoirs : engagement politique, répertoires d'action, rétributions du militantisme.

Savoir-faire : construire un questionnaire, réaliser un entretien, rédiger une synthèse.

Votre mission **Vous allez réaliser un entretien sociologique avec un militant pour comprendre les motifs de son engagement politique.**

ÉTAPE 1 Contacter un militant politique



1. La première étape consiste à trouver et à contacter un militant politique de votre ville. Il peut s'agir d'une personne engagée dans un parti politique, un syndicat, une association ou un collectif de défense d'une cause. Évitez d'interroger un proche avec qui il est paradoxalement plus difficile de mener un entretien sociologique.
2. Lorsque vous aurez identifié la personne, prenez contact avec elle (par mail ou téléphone) en lui présentant votre démarche.

ÉTAPE 2 Préparer un guide d'entretien

Il est indispensable de préparer un guide d'entretien, c'est-à-dire une liste des questions que vous souhaitez poser à votre interlocuteur et qui vous serviront de fil conducteur pour votre discussion. Ces questions doivent vous permettre de comprendre l'objet de l'engagement de la personne que vous interrogez, les groupes auxquels il appartient, ses motivations, les actions auxquelles il participe et les rétributions du militantisme qu'il perçoit.

Méthodologie

1. Pour construire votre guide d'entretien, réfléchissez bien à la façon de formuler vos questions : posez des questions ouvertes ; évitez les présupposés.
2. Votre guide d'entretien doit servir d'appui, mais ne doit pas se transformer en interrogatoire. Il faut suivre le fil du raisonnement de l'enquêté plutôt que d'essayer à tout prix de respecter l'ordre des questions qui a été prévu.
3. Relancez l'enquêté en reformulant ses réponses sous forme de questions et demandez-lui de préciser ou d'illustrer son propos.

ÉTAPE 3 Réaliser l'entretien

Le jour du rendez-vous, vérifiez que vous avez bien pris votre grille d'entretien, un stylo, des feuilles et un appareil vous permettant d'enregistrer votre interlocuteur (smartphone, enregistreur). Pensez à lui demander son autorisation avant de l'enregistrer. S'il donne son accord, vous pourrez utiliser l'enregistrement réalisé pour compléter votre prise de notes.

Ne soyez pas trop focalisé sur vos questions afin de laisser le temps à votre interlocuteur de développer sa réponse. N'hésitez pas à le relancer si vous avez le sentiment qu'il ne répond que partiellement à une question.

ÉTAPE 4 Analyser et restituer l'entretien

Fiche méthode n° 2 p. 372 *Rédiger un texte long*

1. Assez rapidement après l'entretien, lorsque celui-ci est encore bien ancré dans votre mémoire, faites un résumé des informations qui vous ont été apportées par le militant politique que vous avez interrogé. L'objectif de ce résumé est de décrire précisément l'engagement politique de ce militant en mobilisant les notions et les analyses vues dans le chapitre.
2. Vous pouvez ensuite présenter ce résumé à l'oral ou par écrit.

Pour aller plus loin et vous aider dans la préparation de l'entretien : https://mastersociologie.hypotheses.org/3342

ACTIVITÉ 2 — Exploiter des données statistiques

La sociologie des Gilets jaunes

Objectifs

Savoirs : variables sociodémographiques de l'engagement.

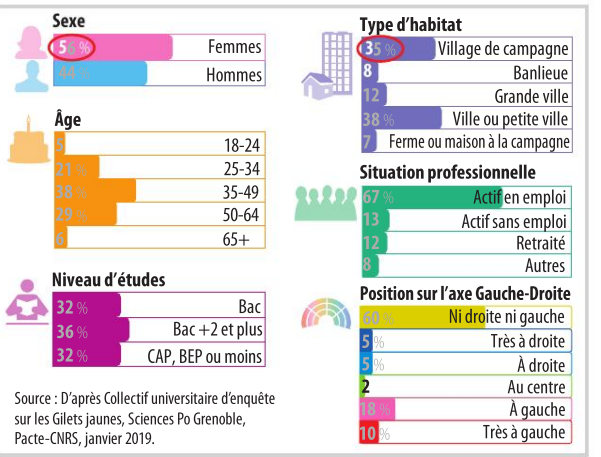
Savoir-faire : lire et calculer des proportions.

Votre mission **À l'aide des travaux de chercheurs en sciences sociales, vous devez faire un résumé des caractéristiques sociologiques des individus engagés et mobilisés dans le mouvement des Gilets jaunes fin 2018 - début 2019.**

ÉTAPE 1 Exploiter les documents — 30 min

DOC 1 Les caractéristiques sociologiques des Gilets jaunes sur Facebook

Les données recueillies sont issues de deux questions ouvertes administrées dans le cadre d'un questionnaire diffusé sur 300 groupes Facebook en France métropolitaine. La population de l'enquête est celle des Gilets jaunes présents sur les réseaux sociaux et qui déclarent participer ou soutenir le mouvement.



Source : D'après Collectif universitaire d'enquête sur les Gilets jaunes, Sciences Po Grenoble, Pacte-CNRS, janvier 2019.

1. Rédigez une phrase présentant la signification des données entourées. Fiche outil n° 1 p. 349
2. Quel est le profil des personnes qui adhèrent aux groupes de Gilets jaunes sur Facebook ?
3. Ce profil est-il cohérent avec les caractéristiques sociologiques qui influencent l'engagement politique ?

DOC 2 Une sociologie des Gilets jaunes par l'enquête

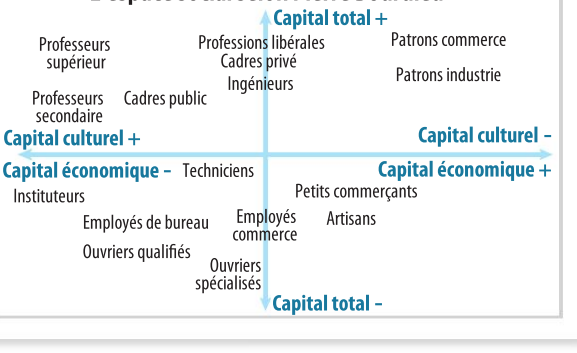
Le sociologue Benoît Coquard [...] a suivi la mobilisation dès les premiers jours. « J'ai demandé la profession d'environ 80 personnes. Dans une région déjà très ouvrière, à 9 exceptions près (professions intermédiaires du privé, artisans, agriculteurs), celles et ceux que j'ai rencontrés appartiennent sans surprise aux classes populaires », expliquait-il dans la revue *Contretemps* le 23 novembre, tout en précisant n'avoir pas repéré de « portrait-robot du gilet jaune ».

Le sociologue décrit par ailleurs « une mobilisation exceptionnelle, surtout dans ce type d'endroit » : « beaucoup de monde, alors même que l'on se trouve dans des milieux ruraux peu peuplés et peu enclins à se mobiliser en temps normal ». [...]

La forte mobilisation des femmes est une autre caractéristique du mouvement, « alors même que, d'habitude, dans les activités publiques, ce sont les hommes qui sont placés sur le devant de la scène, particulièrement en milieu rural », poursuit Benoît Coquard. Là où il s'est rendu, il dit avoir à plusieurs reprises repéré « le profil de la mère de famille divorcée et précaire ». [...] « Sociologiquement, il y a une cohérence globale dans les profils rencontrés. Les "gilets jaunes" sont centrés dans la zone "en bas à droite" de l'espace social, si l'on prend une grille de lecture bourdieusienne. » Cette zone va des classes populaires aux classes intermédiaires plutôt peu diplômées et exerçant des métiers manuels. « Ce sont des personnes qui ont des goûts proches, qui se côtoient au quotidien, sont en accord dans leurs visions du monde », reprend le sociologue.

Mikael Corre, « Qui sont les "gilets jaunes" ? », *La Croix*, 1er décembre 2018.

L'espace social selon Pierre Bourdieu



1. Comment ce sociologue a-t-il enquêté pour obtenir des informations sur les Gilets jaunes ?
2. Ses observations sont-elles cohérentes avec les résultats de la recherche précédente ?
3. Pourquoi le sociologue considère-t-il qu'il y a une cohérence globale dans le profil des Gilets jaunes ?

ÉTAPE 2 Rédiger — 25 min

Fiche méthode n° 2 p. 372 *Rédiger un texte long*

Rédigez une synthèse qui résume les caractéristiques sociologiques des Gilets jaunes. Vous pourrez indiquer les limites des recherches effectuées sur ce groupe mobilisé.

L'essentiel

Comment expliquer l'engagement politique dans les sociétés démocratiques ?

Podcast

A Les formes et les déterminants de l'engagement politique

Podcast

1. Quelles sont les formes de l'engagement politique ?

L'engagement politique désigne l'ensemble des formes d'activité politique que les individus peuvent réaliser pour exercer une influence sur les détenteurs du pouvoir politique. Le caractère très général de la notion interdit de penser l'engagement politique sous une forme unique. Si dans les démocraties l'engagement politique passe par la forme conventionnelle et ritualisée du **vote**, il va aussi se traduire par du **militantisme**, la participation aux associations (**engagement associatif**) ou des choix individuels de consommation qui visent à défendre une cause et des principes collectifs (**consommation engagée**).

2. Est-il toujours rationnel de s'engager ?

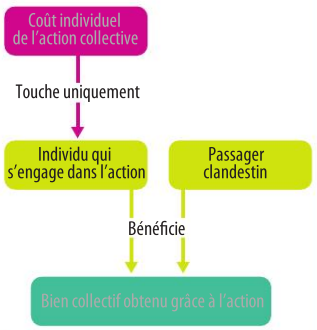
Si les raisons de s'engager et de se mobiliser ne manquent pas pour les individus, l'engagement politique ne va cependant pas de soi. En 1966 dans la *Logique de l'action collective*, l'économiste Mancur Olson met en évidence le **paradoxe de l'action collective**. Dans les situations où l'action collective conduit à la distribution de biens collectifs, les individus ont rationnellement intérêt à ne pas participer à l'action et à laisser les autres s'engager à leur place (ils adoptent un **comportement de passager clandestin**). En effet, l'engagement dans l'action collective a un coût individuel (par exemple une retenue sur salaire pour une grève), alors que le résultat de l'action est un bien collectif qui bénéficie à tous, y compris ceux qui n'ont pas participé. Schéma 1

Malgré ce paradoxe les individus se mobilisent et s'engagent. Pour l'expliquer, Mancur Olson fait appel à la notion d'**incitations sélectives**, c'est-à-dire aux mécanismes mis en place par le groupe qui se mobilise pour pousser les individus à se mobiliser et empêcher les comportements de passager clandestin. Ces incitations peuvent être positives, lorsqu'il s'agit de procurer aux membres du groupe ou à ceux qui se mobilisent des avantages particuliers, ou négatives lorsqu'il s'agit au contraire de sanctionner les individus qui ne se mobilisent pas.
En France, Daniel Gaxie montrera que loin de se limiter à des incitations matérielles, le militantisme et l'engagement procurent aussi des **rétributions symboliques** (sentiment d'utilité, mise en valeur de soi, liens amicaux ou affectifs…) qui peuvent expliquer l'engagement des individus.
De même l'approche en termes de processus politique développé par Tilly, Tarrow et McAdam, met en évidence que l'engagement et la protestation politique dépendent de la **structure des opportunités politiques**, c'est-à-dire de l'environnement et des conditions politiques qui permettent à la mobilisation de se développer.

3. Comment les caractéristiques sociales des individus influencent-elles leur engagement politique ?

Si l'engagement politique dépend des conditions d'émergence de l'action collective, il est aussi influencé par les variables sociodémographiques comme le **diplôme** et la **catégorie socioprofessionnelle**, l'**âge** et la **génération** ou le **sexe**.
En France, Daniel Gaxie a montré dans *Le Cens caché* en 1978 que la participation et l'intérêt pour la politique étaient largement influencés par le **niveau de compétence politique** des individus, qui dépendait lui-même de

1 Le paradoxe de l'action collective



NOTIONS

Engagement politique
Ensemble des formes d'activité politique que les individus peuvent réaliser pour exercer une influence sur les détenteurs du pouvoir politique.

Militantisme
Engagement des individus dans un parti, un syndicat, une association ou un mouvement social qui va au-delà de la simple adhésion et se caractérise par la participation aux actions menées.

Engagement associatif
Participation aux activités d'une association.

Consommation engagée
Ensemble des pratiques de consommation qui tiennent compte des conséquences économiques, sociales ou écologiques des décisions de consommation, et conduisent les individus à ne pas suivre leur intérêt individuel mais des principes politiques dans les choix de consommation.

Paradoxe de l'action collective
Contradiction entre l'intérêt commun que les individus peuvent avoir à se mobiliser avec d'autres personnes qui partagent leur situation et leur intérêt individuel qui les pousse à laisser les autres agir à leur place pour ne pas supporter les coûts de l'engagement.

Incitations sélectives
Mécanismes mis en place par le groupe qui se mobilise pour pousser les individus à se mobiliser et empêcher les comportements de passager clandestin.

la **catégorie sociale** et du **diplôme**. Les individus plus diplômés et issus des catégories sociales supérieures vont davantage s'engager, manifester de l'intérêt pour la politique que les moins diplômés ou les catégories sociales populaires.

De même, l'engagement politique varie aussi en fonction de l'**âge** et de la **génération**. Le vote est ainsi davantage pratiqué par les générations plus âgées, alors qu'à l'inverse les plus jeunes vont davantage valoriser et mobiliser des formes d'engagement et de participation politique plus contestataires.

Le **sexe** enfin influence l'engagement politique, les hommes étant plus présents et plus représentés dans les activités politiques que les femmes. Cela s'explique largement par une socialisation politique différenciée entre les sexes et une division sexuée du travail domestique et du travail militant qui laisse plus de disponibilités aux hommes pour se mobiliser.

B Les transformations de l'engagement des individus dans l'action collective

Podcast

4. Comment ont évolué les revendications collectives ?

À côté du vote et des décisions individuelles de consommation, l'engagement politique des individus s'inscrit dans des actions collectives menées par des mouvements sociaux. Si historiquement les **conflits du travail** ont été au cœur des actions de protestation politique et de l'engagement militant des individus aux XIXe et XXe siècles, les objets de l'action collective se sont modifiés au cours du XXe siècle et on a vu l'**émergence de « nouveaux mouvements sociaux »** (NMS) porteurs de revendications nouvelles, davantage centrées sur la reconnaissance d'une identité : mouvements des droits civiques, féministes, écologistes, homosexuels.

Ces nouveaux enjeux de mobilisation ont fait émerger des luttes minoritaires, portées par des groupes de personnes en situation d'infériorité dans la société et objets de discrimination. Schéma 2

Si ces mouvements ont fait émerger des revendications différentes de celles du mouvement ouvrier traditionnel, les politistes nuancent leur nouveauté. Les revendications féministes par exemple existaient bien avant les années 1960-70 et les traditionnels conflits du travail n'ont pas disparu.

5. Quelles évolutions pour les acteurs et les répertoires de l'action collective ?

Si les objets de l'action collective se sont diversifiés et transformés, c'est aussi le cas des acteurs et des répertoires d'action utilisés par les mouvements sociaux. Alors que le mouvement ouvrier traditionnel était associé aux **syndicats** et à des **partis politiques** (notamment le parti communiste), d'autres acteurs vont progressivement devenir centraux dans les mobilisations et les mouvements sociaux. Les **associations** et les groupements plus informels (coordination, collectifs) vont jouer un rôle majeur dans le développement des nouveaux mouvements sociaux et l'émergence de nouvelles revendications.

De la même façon, le répertoire de l'action collective, c'est-à-dire l'ensemble des moyens d'action utilisés à une époque donnée par les mouvements sociaux pour protester, a évolué. Historiquement, et à la suite des travaux de Charles Tilly, on distingue ainsi le passage d'un répertoire d'action local, en vigueur entre le XVIIe et la première moitié du XIXe siècle, à un répertoire national à partir du milieu du XIXe siècle. Plus récemment, les nouveaux mouvements sociaux ont aussi été associés au développement de nouvelles formes d'action, plus spectaculaires, faisant appel à la médiatisation.

NOTIONS

Rétributions symboliques
Récompenses non matérielles que reçoivent les individus par leur implication dans l'action collective.

Structure des opportunités politiques
Environnement politique et signaux envoyés aux acteurs collectifs qui vont, selon la conjoncture, influencer positivement ou négativement l'engagement des individus et le développement de mouvements sociaux.

Catégorie socioprofessionnelle
Voir Lexique p. 408.

Action collective
Ensemble des formes d'actions organisées en concertation par un ensemble d'individus pour défendre une cause ou un intérêt commun.

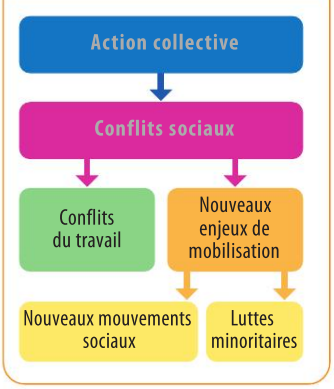
Luttes minoritaires
Mouvements sociaux portés par des minorités politiques, c'est-à-dire des groupes de personnes qui sont, à un moment donné, dans une position d'infériorité dans la société et donc susceptibles de subir des discriminations.

Syndicat
Association volontaire de personnes qui a pour objet la défense des intérêts professionnels communs de ses membres.

Parti politique
Voir Lexique p. 408.

Répertoire de l'action collective
Ensemble des moyens d'action utilisés par les mouvements sociaux à une époque donnée pour protester.

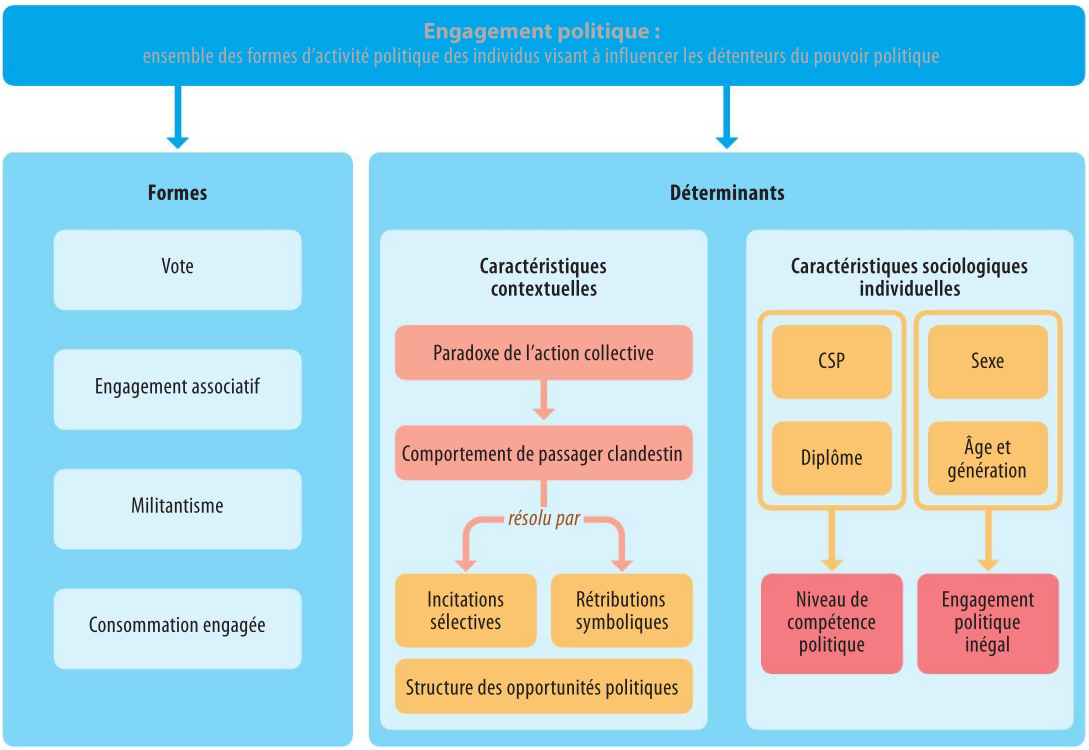
2 Transformations des objets de l'action collective



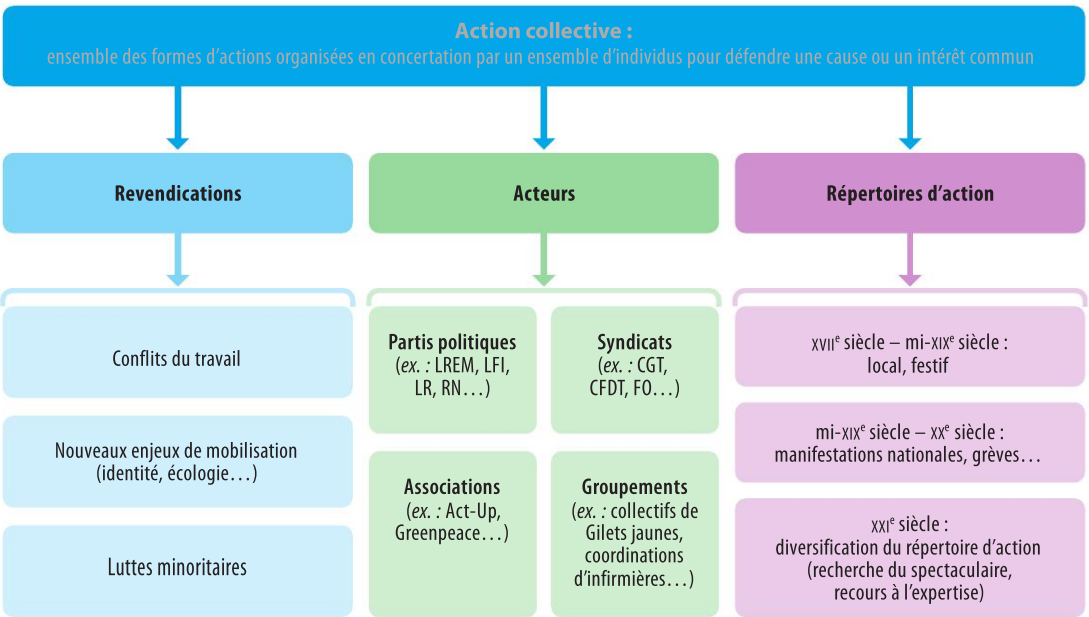
L'essentiel en schéma

schéma interactif — Schémas animés

A Les formes et les déterminants de l'engagement politique



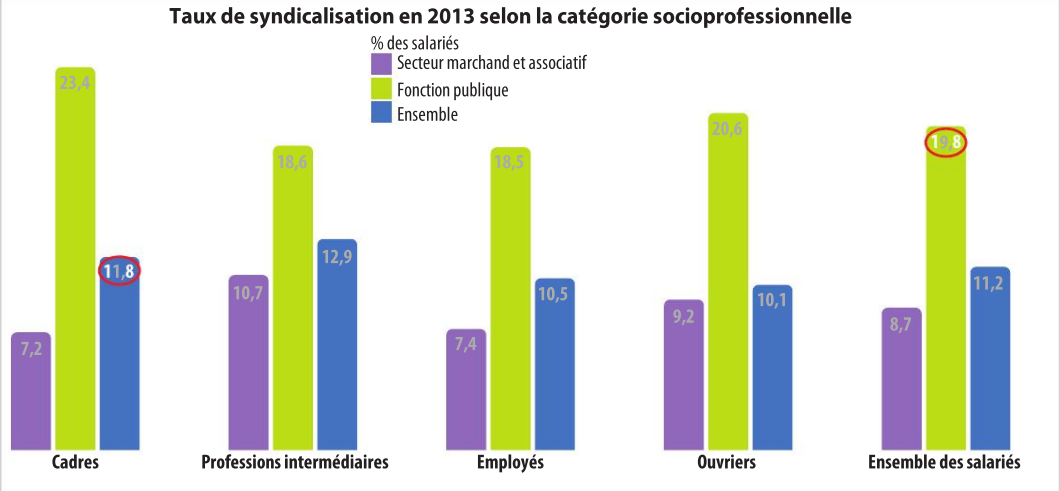
B Les transformations de l'engagement des individus dans l'action collective



Utilisez les statistiques

1 Calculer et lire des proportions

Objectifs de savoir-faire *Calculer et interpréter une proportion* Fiche outil n° 1 p. 349

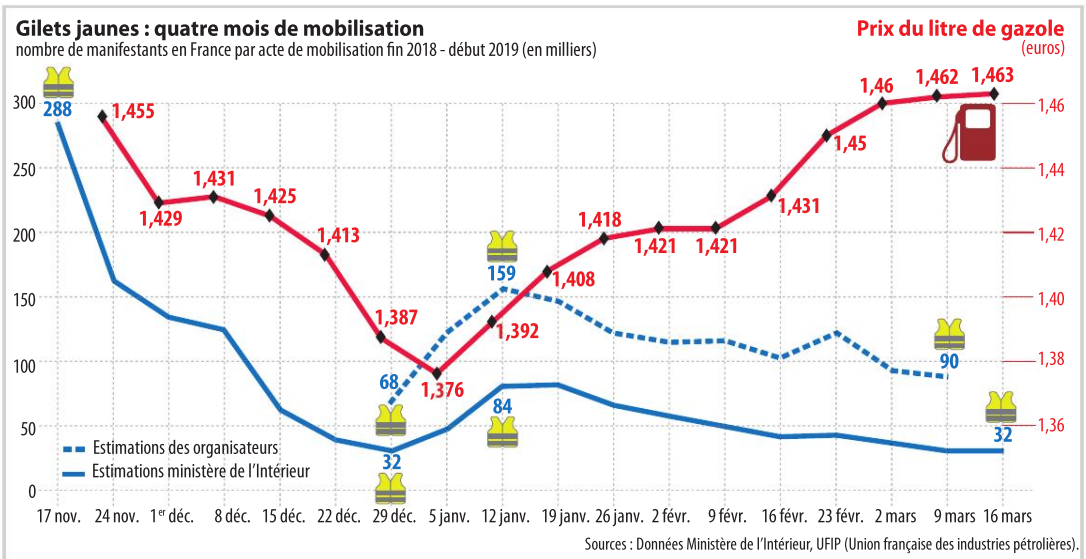


Lecture : Dans la fonction publique, 23,4 % des cadres se déclarent syndiqués contre 7,2 % dans le secteur marchand et associatif.
Champ : salariés ; France entière.
Source : « La syndicalisation en France », DARES Analyses, n° 025, mai 2016.

1. Rédigez une phrase présentant la signification précise des données entourées.
2. Calculez l'écart entre le taux de syndicalisation des ouvriers dans la fonction publique et l'ensemble des ouvriers.
3. Montrez que le taux de syndicalisation est influencé par la catégorie socioprofessionnelle.
4. Montrez que le secteur d'activité influence davantage la syndicalisation que la catégorie socioprofessionnelle.

2 Corrélation et causalité

Objectifs de savoir-faire *Calculer et interpréter une variation* Fiche outil n° 2 p. 350
Distinguer corrélation et causalité Fiche outil n° 12 p. 368



Sources : Données Ministère de l'Intérieur, UFIP (Union française des industries pétrolières).

1. Calculez l'évolution du nombre de manifestants selon le ministère de l'Intérieur entre le 17 novembre et le 29 décembre 2018.
2. Sur quelle période peut-on identifier une corrélation entre le prix du gazole et le nombre de manifestants Gilets jaunes ?
3. Cette corrélation peut-elle être interprétée comme un lien de causalité ? Justifiez votre réponse.

Testez vos connaissances !

CORRIGÉS P. 400

Exercices interactifs

1 Vrai ou faux ?

Exercice interactif

Lorsque c'est faux, justifiez pourquoi.

	Vrai	Faux
01. L'engagement politique en démocratie se limite au vote.	☐	☐
02. La consommation engagée consiste à prendre en compte des principes politiques dans les choix individuels de consommation.	☐	☐
03. Les nouveaux mouvements sociaux sont apparus depuis le début des années 2000.	☐	☐
04. Les luttes minoritaires sont les luttes portées par les groupes subissant des discriminations collectives.	☐	☐
05. Les individus engagés utilisent toujours le même répertoire d'action collective.	☐	☐
06. Les Français sont davantage prêts à signer une pétition qu'à participer à une manifestation.	☐	☐
07. Les syndicats et les partis politiques sont les acteurs uniques des mobilisations collectives.	☐	☐
08. Le paradoxe de l'action collective désigne les résultats contradictoires que les individus obtiennent lorsqu'ils se mobilisent.	☐	☐
09. Les incitations sélectives sont des récompenses ou des sanctions qui vont inciter les individus à participer à l'action collective.	☐	☐
10. Les femmes et les plus diplômés vont davantage s'engager politiquement que les hommes et les moins diplômés.	☐	☐

2 Les déterminants de l'engagement

Exercice interactif

Complétez le texte avec les notions suivantes :

incitations sélectives — structure des opportunités politiques — rétributions symboliques — paradoxe de l'action collective

Pour rendre compte de l'engagement des individus, Mancur Olson a développé le concept de _____ qui met en évidence le fait que les individus, même s'ils ont des raisons d'agir pour une cause, ne vont pas nécessairement se mobiliser. Pour encourager l'action collective et l'engagement il est donc nécessaire, selon lui, que les groupes mettent en place des _____.
Celles-ci ne suffisent cependant pas à expliquer les mobilisations car le militantisme n'apporte pas seulement des avantages matériels mais aussi des _____, telles qu'un sentiment d'utilité ou de nouveaux liens de sociabilité. De plus l'engagement des individus dans l'action collective va dépendre de _____, c'est-à-dire de l'environnement politique et des signaux envoyés aux acteurs qui vont favoriser ou non leur engagement.

3 Les objets et les acteurs de l'action collective

Exercice interactif

Associez les objets de l'action collective avec les acteurs et les actions correspondants.

Objets	Acteurs	Actions
Conflits du travail	Conseil représentatif des associations noires de France (CRAN)	Grève
Nouveaux mouvements sociaux	CGT	Déployer une banderole sur une centrale nucléaire
Luttes minoritaires	Greenpeace	Testing anti-discrimination

Exercices interactifs
Guide de révisions
lycee.hachette-education.com/ses/tle

Guide méthodologique complet

4 Les objets de l'action collective

Exercice interactif

Reliez chaque exemple à l'objet de l'action collective qui convient. Attention, certaines mobilisations peuvent rentrer dans plusieurs catégories.

1. Les mouvements féministes se mobilisent pour l'égalité salariale dans les entreprises. •
2. Des ouvriers luttent contre la fermeture de leur usine. •
3. Des militants écologistes s'opposent à la construction d'une centrale nucléaire. •
4. Des militants homosexuels réclament l'égalité des droits. •
5. Des descendants d'immigrés se battent contre les contrôles d'identité au faciès. •
6. Un groupe d'habitants s'oppose à la fermeture d'une école dans sa commune rurale. •
7. Des femmes manifestent pour le droit à l'avortement. •

- Conflits du travail
- Nouveaux mouvements sociaux
- Luttes minoritaires

LE SAVIEZ-VOUS ?

7 millions de grévistes en **mai 1968**, **la plus grande grève de l'histoire de France**.

40,8 % des Français étaient **membres d'une association** en 2016, mais seulement **6,3 % adhéraient à un syndicat** et **1,2 % à un parti politique**.



En 2018,
41 % des Français ont déjà participé à une manifestation.
43 % des jeunes de 18 à 30 ans ont signé une pétition et
15 % ont participé à une manifestation, une grève ou ont occupé des lieux.

POUR ALLER PLUS LOIN

Vidéos et ressources interactives

Rendez-vous sur lycee.hachette.com/ses/tle.

Lien vidéo



***120 Battements par minute*, bande-annonce du film**
Palme d'Or au Festival de Cannes en 2017, ce film retrace l'engagement des militants d'Act-Up dans la lutte contre le sida au début des années 90.

Lien vidéo



S'engager en consommant
AOC Media, 4 mai 2018.
Consommer des produits du commerce équitable, des produits bio, ou encore des produits respectant le droit des travailleurs… Une interview de la sociologue Sophie Dubuisson-Quellier à propos de la consommation engagée.

Lien vidéo



Les jeunes et la politique
Afev, 12 février 2014.
Entretien avec la politiste Céline Braconnier sur les jeunes et l'engagement politique, à partir des résultats d'une enquête de l'Observatoire de la jeunesse solidaire.

Lien vidéo



Daniel Gaxie, « Rapports au politique »
Entretien issu de la revue en ligne Politika.io, 20 avril 2017.
Daniel Gaxie revient sur son parcours de jeune militant mais aussi d'enseignant et de chercheur. Il présente comment il en est venu à s'intéresser au rapport au politique.

Objectif Bac — Épreuve composée — Corrigé

Document

PARTIE 1 — MOBILISATION DES CONNAISSANCES — 4 PTS

SUJET

Montrez, à l'aide de deux exemples, que l'engagement politique prend des formes variées.

PARTIE 2 — ÉTUDE D'UN DOCUMENT — 6 PTS

SUJET

1) **Calculez l'écart entre la proportion de personnes ayant déjà signé une pétition en 1981 et en 2018.**
2) **À l'aide du document, montrez que les formes d'engagement politique utilisées par les individus se sont transformées depuis 1981.**

L'évolution de la participation politique 1981-2018

Proportion des répondants déclarant avoir déjà eu recours à ces modalités (en %)	1981	1990	1999	2008	2018
Signer une pétition	43	51	68	64	64
Participer à un boycott	10	11	12	16	18
Prendre part à une manifestation autorisée	25	31	38	42	41
Participer à une grève sauvage	10	9	12	12	9

Source : P. Bréchon, F. Gonthier, S. Astor, *La France des valeurs. Quarante ans d'évolutions*, PUG, 2019.

PARTIE 3 — RAISONNEMENT S'APPUYANT SUR UN DOSSIER DOCUMENTAIRE — 10 PTS

SUJET

À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que l'engagement politique dépend de variables sociodémographiques.

DOC 1

Près de six Français sur dix (59 %) considèrent que le vote est le moyen le plus efficace pour influencer les décisions politiques. Mais cette priorité n'a pas la même intensité aux deux bouts de l'échelle des âges. […] 70 % des 65 ans et plus citent le vote en premier, seulement 53 % des 18-24 ans. Les jeunes font l'usage d'une citoyenneté de plus en plus intermittente, marquée par un lien plus ténu à l'obligation de voter et par des allers-retours entre le vote et l'abstention. Leur participation électorale est moins systématique […].

La jeunesse scolarisée est la plus politisée. Porteuse dans sa large majorité d'une culture politique de gauche, elle utilise une palette élargie d'expressions politiques : le vote, même si les jeunes restent dans l'ensemble plus abstentionnistes que leurs aînés, mais aussi la protestation et la manifestation. Du côté des jeunes peu diplômés, si les valeurs universalistes apparaissent plus enracinées que parmi leurs aînés de même niveau de diplôme, elles restent néanmoins moins affirmées […]. Leur confiance dans la démocratie représentative apparaît plus ébranlée, et l'on observe non seulement un déficit de leur lien au politique, mais aussi des risques de relâchement de leur lien démocratique. Ils sont plus en retrait de toute forme de participation citoyenne, qu'il s'agisse du vote mais aussi de la manifestation.

Anne Muxel, « L'engagement politique dans la chaîne des générations », *Revue Projet*, vol. 316, n°3, 2010 © CERAS.

DOC 2

Taux de syndicalisation en France en 2016

2016	France entière		
	Ensemble des salariés	Fonction publique	Marchand et associatif
Ensemble	**11,0**	**19,1**	**8,4**
Sexe			
Hommes	**12,0**	21,7	9,9
Femmes	**10,0**	17,5	6,8
Âge (ans)			
Moins de 30	**3,7**	5,6	3,3
50 ou plus	**14,9**	24,4	11,5
CS			
Cadres	**11,2**	23,5	6,3
Professions intermédiaires	**12,3**	17,3	10,3
Employés	**10,8**	17,9	7,9
Ouvriers	**9,7**	20,7	8,8

Lecture : en 2016 en France 11,0 % des salariés déclarent adhérer à un syndicat.

Champ : salariés de plus de 15 ans.

Sources : DARES-DGAFP-DREES-INSEE.

DOC 3

Les analyses localisées de la participation électorale soulignent les variations des écarts de comportements politiques entre les hommes et les femmes selon le milieu social et le territoire considérés. Agrikoliansky et Lévêque montrent ainsi qu'aux élections municipales de 2008, les femmes du 16e arrondissement de Paris ont davantage voté que les hommes, tandis que c'est l'inverse dans le 10e, ce qui s'explique largement par la composition socioprofessionnelle des arrondissements : la plus forte présence de femmes « inactives » (au foyer) dans le 16e arrondissement correspond, dans ce cas, à une insertion particulièrement intense dans les réseaux sociaux locaux (autour des activités parascolaires et paroissiales) […]. À contrario, dans le 10e arrondissement, les femmes sont plus nombreuses à être « actives », et le sont vraisemblablement souvent hors de l'arrondissement, donc moins prises dans des réseaux locaux incitant à la participation.

Lucie Bargel, « Socialisation politique », *Dictionnaire. Genre et science politique*, © 2013 Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.

PARTIE 3 GUIDAGE MÉTHODOLOGIQUE

ÉTAPE 1 Analyser le sujet

- **Pour analyser un sujet**, il faut repérer puis commenter chaque mot du sujet : les **notions clés du programme**, puis les verbes, adverbes et tout autre mot du sujet.

Enlevez ou remplacez par un synonyme les adverbes et verbes afin de sentir comment le sujet « bouge » sans ces mots.

montrerez : verbe indiquant qu'il s'agit de présenter et d'expliquer les différentes variables sociodémographiques qui influencent l'engagement politique.

l'engagement politique désigne la pluralité des activités politiques et associatives que les citoyens vont exercer pour agir sur la société et influencer les détenteurs du pouvoir politique.

Vous montrerez que **l'engagement politique** dépend de **variables sociodémographiques**.

dépend de : implique le sens de causalité suivant : variables → engagement politique. Il faut donc mettre au jour les causes sociodémographiques de l'engagement politique.

variables sociodémographiques : elles désignent le sexe, l'âge et la génération, le diplôme et la catégorie socioprofessionnelle.

- Il faut ensuite parvenir à rédiger une phrase synthétisant les éléments de réflexion et connaissances mobilisés lors de l'analyse mot à mot du sujet pour proposer un questionnement (qu'on appelle **une problématique**), au minimum une reformulation précisant comment on interprète le sujet et donc comment on va y répondre.

Questionnement (ou problématique) : « Ce sujet implique de se demander quelles sont les différentes caractéristiques sociologiques des individus qui vont influencer l'engagement politique et associatif, c'est-à-dire l'investissement dans des activités politiques et des associations. Il faut donc présenter et comprendre comment le sexe, l'âge, le diplôme ou la catégorie socioprofessionnelle vont favoriser ou non l'engagement politique. »

APPLICATION

Analysez le sujet suivant : Vous montrerez la diversité des acteurs et des répertoires de l'action collective.

ÉTAPE 2 Organiser ses connaissances (notions, mécanismes, exemples)

- **Au brouillon**, après avoir analysé mot à mot le sujet afin de le reformuler sous forme de problématique opératoire pour construire son plan, il faut rassembler ses connaissances en lien avec le sujet.
- **Complétez le tableau suivant** pour rassembler vos connaissances sur le sujet de raisonnement ci-contre.

Nous vous conseillons de trier vos connaissances selon qu'elles sont des notions/du vocabulaire, des mécanismes ou des exemples. Très souvent ce travail a déjà été amorcé lors de l'analyse du sujet, il faut le compléter.

Notions	Mécanismes	Exemples

Dans un premier temps vous pouvez noter TOUT ce qui vous passe par la tête et dans un second temps, RAYER ce qui n'est pas en lien avec le sujet.

SUJET

Comment peut-on expliquer l'engagement politique ?

DOC 1

Certains syndicats possèdent un arsenal d'incitations et de récompenses sélectives : ils offrent des avantages non collectifs à ceux qui adhèrent et les refusent aux autres. Dans certains cas particuliers, ces avantages non collectifs étaient importants. Certains grands syndicats offraient diverses sortes d'assurances à leurs adhérents. Fait significatif, le premier grand syndicat national à se révéler viable en Grande-Bretagne, l'*Amalgamated Society of Engineers*, instauré en 1851, offrait un large éventail d'avantages non collectifs. […] L'Amicale des cheminots aux États-Unis a quelquefois aussi attiré des membres en faisant bénéficier d'assurances ses adhérents. Au début des syndicats de cheminots, le taux des accidents était élevé et beaucoup de compagnies refusaient d'assurer les travailleurs du rail. Ainsi les Mutuelles de cheminots offraient un puissant mobile pour adhérer. Les premiers temps, le syndicat des conducteurs allait jusqu'à faire porter son programme sur les assurances à l'exclusion de tout autre point.

Il y eut pourtant des périodes où ces Mutuelles de cheminots étaient déficitaires. Les syndicats devaient alors compter principalement sur les règles d'avancement pour garder leurs adhérents. Par les contrats avec les compagnies de chemin de fer, les membres du syndicat se voyaient garantir des promotions à l'ancienneté alors que les travailleurs non syndiqués dépendaient uniquement dans ce domaine du bon vouloir de leur employeur. Il est significatif que les syndicats de cheminots aient été à un moment les seuls grands syndicats nationaux où ne régnât aucune forme de contrainte quant à l'adhésion des membres.

Mancur Olson, *Logique de l'action collective* (1966), Paris, PUF, 1978.

DOC 2

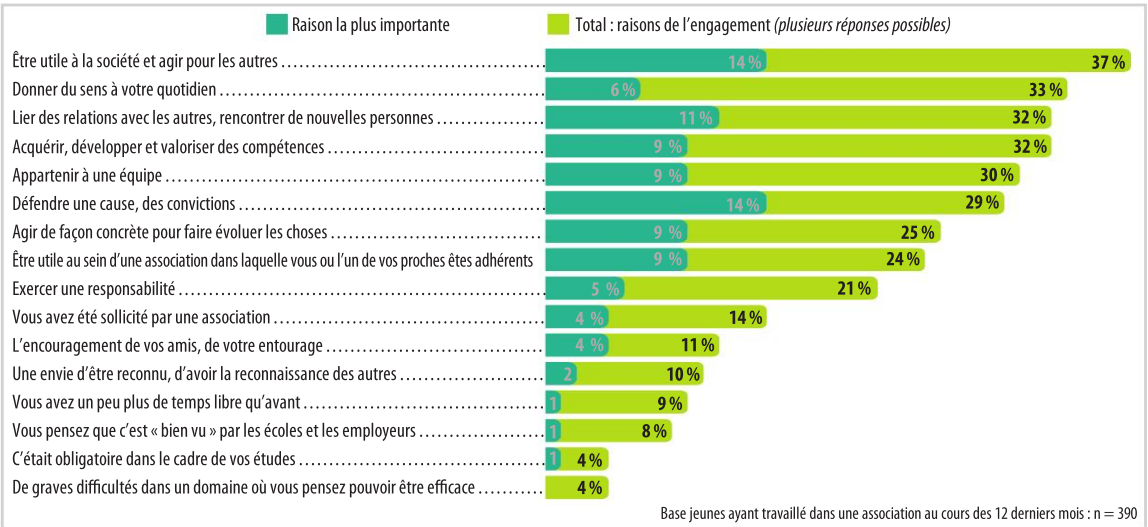
Évolution du taux d'adhésion de 1983 à 2013 selon les caractéristiques sociodémographiques des adhérents

	Membres d'au moins une association	
Taux d'adhésion (en %)	**1983**	**2013**
Ensemble	43	42
Sexe		
Hommes	53	44
Femmes	34	40
Âge		
16-24 ans	31	36
25-39 ans	47	41
40-49 ans	50	43
50-64 ans	41	44
65 ans ou plus	45	43
Niveau de diplôme		
Aucun diplôme	30	22
Inférieur au Bac	43	36
Bac	58	45
Supérieur au Bac	67	56
Catégorie socioprofessionnelle		
Agriculteurs	44	48
Artisans, commerçants	45	37
Cadres	67	60
Professions intermédiaires	56	52
Employés	41	37
Ouvriers	35	32
Autres inactifs	nd	37
Niveau de vie		
1er quartile (les plus modestes)	nd	29
2e quartile	nd	39
3e quartile	nd	45
4e quartile (les plus aisés)	nd	55

nd : non disponible.
Champ : personnes âgées de 16 ans ou plus résidant en ménages ordinaires en France métropolitaine.
Source : *INSEE Première*, n° 1580, janvier 2016.

DOC 3

Les raisons de l'engagement des jeunes



Base jeunes ayant travaillé dans une association au cours des 12 derniers mois : n = 390

Source : AFEV-CSA-Observatoire des Jeunes et de l'Engagement, juillet 2018.

GUIDAGE MÉTHODOLOGIQUE

ÉTAPE 3 Étudier le dossier documentaire : extraire les informations en lien avec le sujet

● **Pour bien utiliser le dossier documentaire**, il est nécessaire de compléter ses connaissances de cours avec les informations contenues dans les documents. Mais attention, il ne faut pas relever toutes les informations des documents, seulement celles en lien avec le sujet.

Pour ce faire, toujours au brouillon, nous vous conseillons de trier les informations dans un tableau sur le modèle suivant.

	Informations en lien avec le sujet (données statistiques, citations) *Ces informations pourront vous servir à affirmer, expliciter ou illustrer.*	**Prolongements avec le cours ou lien entre les documents**
Document 1		
Document 2		
Document 3		

● **Complétez le tableau précédent** pour le dossier documentaire du sujet de dissertation.

ÉTAPE 4 Construire son plan détaillé

● **Le plan détaillé consiste à organiser au brouillon les arguments** permettant de « traiter le sujet, tout le sujet, rien que le sujet ». Il faut partir de sa problématique, des connaissances de cours et des informations extraites des documents. Il s'agit de rédiger des phrases suffisamment précises pour expliciter de quoi chaque partie, sous-partie ou paragraphe va traiter.

Dans une dissertation, on attend au minimum six paragraphes AEI qui doivent être organisés dans deux ou trois parties, avec ou sans sous-parties.

La construction du plan est un travail qui se fait rarement en un seul jet mais plutôt par tâtonnements successifs. Il ne faut pas hésiter à faire « bouger » son plan, c'est-à-dire déplacer des paragraphes, ajouter/enlever des paragraphes, reformuler ses titres, les inverser, etc.

Un bon plan est souvent construit autour de titres qui reprennent les mots clés du sujet.

Plan à 2 niveaux	Plan à 2 niveaux	Plan à 3 niveaux
I) Titre • §1 Affirmation • §2 Affirmation • §3 Affirmation **II) Titre** • §4 Affirmation • §5 Affirmation • §6 Affirmation	**I) Titre** • §1 Affirmation • §2 Affirmation **II) Titre** • §3 Affirmation • §4 Affirmation **III) Titre** • §5 Affirmation • §6 Affirmation	**I) Titre** A) Sous-titre • §1 Affirmation • §2 Affirmation B) Sous-titre • §3 Affirmation • §4 Affirmation **II) Titre** A) Sous-titre • §5 Affirmation • §6 Affirmation B) Sous-titre • §7 Affirmation • §8 Affirmation

● **Une fois que vous pensez votre plan terminé**, reprenez le sujet et vérifiez que chaque titre répond au sujet et que vos titres traitent tout le sujet.

APPLICATION

Voici deux plans proposés pour le sujet de dissertation. Choisissez le meilleur plan, écartez l'autre en justifiant pourquoi.

Plan 1 : ☐ Accepté ☐ Rejeté	Plan 2 : ☐ Accepté ☐ Rejeté
I) L'engagement politique prend différentes formes. • §1 Les individus s'engagent en votant. • §2 Les individus s'engagent en militant. • §3 Ils peuvent aussi pratiquer la consommation engagée. **II) L'engagement politique s'est modifié au cours du temps.** • §4 L'engagement politique traditionnel portait sur les conflits du travail. • §5 De nouveaux enjeux de mobilisation et des luttes minoritaires sont apparus à partir des années 60. • §6 Les répertoires d'action utilisés par les acteurs de l'action collective ont évolué.	**I) L'engagement politique s'explique par des variables sociodémographiques.** A) L'engagement politique dépend du niveau de diplôme et de la PCS. • §1 L'engagement politique dépend du niveau de diplôme. • §2 L'engagement politique dépend de la PCS. B) L'engagement politique est aussi influencé par l'âge et le sexe. • §3 L'engagement politique est influencé par l'âge et la génération. • §4 L'engagement politique est influencé par le sexe. **II) L'engagement politique s'explique aussi par le contexte et l'environnement politique.** A) Les incitations sélectives et les rétributions symboliques encouragent les individus à s'engager. • §5 Les incitations sélectives encouragent les individus à s'engager. • §6 L'engagement procure aussi des rétributions symboliques. B) La structure des opportunités politiques peut aussi influencer l'engagement. • §7 La structure des opportunités politiques peut favoriser les mobilisations. • §8 Elle peut aussi freiner l'engagement des individus.

Objectif Bac Préparer le Grand oral

Fiche Bac n° 6 p. 388 *Le Grand oral*

Pistes de sujets possibles

- L'engagement politique des jeunes diffère-t-il du reste de la population ?
- L'engagement politique a-t-il un sexe ?
- Comment a évolué l'engagement politique en France depuis les années 1960 ?
- Existe-t-il des différences d'engagement politique selon les pays ?
- Comment expliquer l'engagement politique des individus dans un mouvement social ?

Le sujet que vous présentez devant le jury du Grand oral doit être suffisamment précis pour ne pas couvrir tout le chapitre. Il doit prendre appui sur un point du chapitre que vous souhaitez approfondir, en lien avec vos centres d'intérêt ou votre projet professionnel.

Apprendre à formuler un sujet efficace et attractif

- La formulation de votre sujet sera votre « carte de visite » auprès du jury le jour du Grand oral. Il faut donc particulièrement soigner sa formulation.
- N'hésitez pas à vous inspirer de titres d'articles de presse ou d'émissions de radio proches de votre sujet.
- Votre sujet doit obligatoirement être formulé sous forme de question à laquelle il faudra être capable de répondre de façon synthétique le jour du Grand oral.

Votre but : susciter l'intérêt et la curiosité du jury !

1) Analysez ces différents titres d'articles et d'émissions en cherchant à mettre en évidence leurs points communs et leurs différences.
2) Quels sont les titres qui vous paraissent les plus efficaces, qui attirent le plus votre intérêt ? Pourquoi ?

Comment les jeunes vivent l'engagement
La Croix, 28 février 2019

Engagement - Les jeunes font de la politique, mais autrement
Par Émilien Urbach, 10 septembre 2018, humanite.fr

LES JEUNES ont-ils tourné le dos à l'engagement politique ?
Ils seraient désabusés, apathiques, à tout le moins passifs. « Les jeunes », dit-on, ne s'engagent plus. Est-ce le cas ou les formes d'engagement ont-elles changé ?
lesoir.be, 18 mai 2017

Quand la jeunesse s'engage
France Culture, 7 avril 2018

Les jeunes boudent l'engagement politique traditionnel
Par Hughes Lefèvre, 9 décembre 2015, etudiantlefigaro.fr

Exemples de titres dans les médias avec les mots clés « engagement », « politique », « jeunes », « jeunesse ».

DES PISTES POUR LE GRAND ORAL

Questions que le jury pourrait poser sur ce chapitre

- Quelles sont les différentes formes que peut prendre l'engagement politique ? dossier 1 p. 266-267
- Quels sont les facteurs qui peuvent freiner l'engagement politique des individus ? document 2 p. 268
- Quels sont les éléments qui favorisent l'engagement politique des individus ? documents 3 et 4 p. 269

CONSEILS POUR LE JOUR DU GRAND ORAL

La préparation
Pendant les 20 minutes de préparation dont vous disposez, mettez vos idées en ordre, repassez dans votre tête les trois parties de votre exposé :
I) Pourquoi vous avez choisi ce sujet ;
II) Les principaux éléments de connaissances ;
III) La réponse explicite à la question posée par votre sujet.

Fiche Bac n° 6 p. 388 *Le Grand oral*

S'orienter après le bac

Quelles sont les différentes formations qui proposent des études de sciences politiques dans le supérieur ? Qu'est-ce qui les différencie ?
https://www.letudiant.fr/etudes/secteurs/sciences-politiques.html

Quels sont les métiers de la politique ?
https://www.lemonde.fr/campus/article/2017/03/06/metiers-de-la-politique-cinq-professionnels-racontent-leur-engagement_5089979_4401467.html

SUJET GUIDÉ

Les jeunes et l'engagement politique, le divorce ?

La recherche documentaire : des pistes pour votre sujet

- **Pour répondre à la question que vous avez choisi de présenter au jury,** il est nécessaire de rechercher des informations qui vont vous permettre de dégager les enjeux, de problématiser votre sujet puis d'appuyer votre argumentation.
  Cette recherche documentaire va vous amener à étudier différents documents (textes ou documents statistiques). Il est primordial d'accorder de l'importance aux sources des informations que vous utiliserez, en ayant toujours à l'esprit d'exercer un esprit critique sur celles-ci.

De manière générale, voici les quelques questions à se poser pour évaluer la qualité d'une source : **Qui ? Quoi ? Où ? Quand ? Comment ? Pourquoi ?**

Préparer le Grand oral p. 43

- **Quel que soit le sujet traité,** différents types de sources peuvent être mobilisés :

Source institutionnelle	http://www.cnesco.fr/fr/engagements-citoyens/ http://www.sciencespo.fr/cevipof/fr/content/etudes-et-enquetes http://www.injep.fr/
Source médiatique	https://www.la-croix.com/France/Politique/Comment-jeunes-vivent-lengagement-2019-02-28-1201005549 https://www.franceculture.fr/emissions/politique/quand-la-jeunesse-sengag
Source scientifique	https://www.cairn.infopersee.fr erudit.org
Source individuelle ou informelle	https://www. politijeune.canalblog.com/archives/2018/04/13/36317977.html

Pour aller plus loin :
- http://www.faireunerecherche.fse.ulaval.ca/ressources/affiches/
- https://eduscol.education.fr/numerique/dossier/competences/rechercher

Construire le plan de l'exposé

- **Pour construire le plan de votre exposé,** il est nécessaire d'identifier deux ou trois grandes idées qui vont représenter les arguments centraux que vous souhaitez mobiliser pour répondre à la question posée.
  Chacun de ces arguments fera ensuite l'objet d'un développement qui respecte les mêmes principes qu'à l'écrit : les affirmations (A), doivent être explicitées (E) et illustrées (I) à partir des informations recueillies pendant votre recherche.

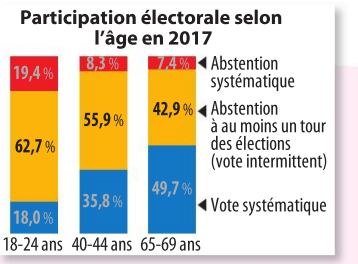
- **Voici un plan d'exposé** sur le sujet proposé :

I) Des jeunes qui participent moins aux élections

Illustration : Taux d'abstention des 18-25 ans

Une donnée : En 2017, 19,4 % des jeunes de 18-24 ans, inscrits sur les listes électorales, se sont abstenus à tous les tours des élections présidentielle et législatives, contre seulement 7,4 % des inscrits de 65-69 ans.

Un graphique : ①



①

II) Mais qui participent davantage aux actions protestataires

Illustration : Taux de participation des jeunes aux différentes actions protestataires ②



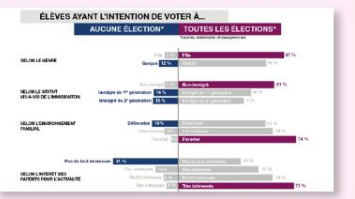
②

III) Un engagement politique hétérogène parmi les jeunes

Illustration : Différence d'engagement politique selon le sexe ou l'origine sociale

Une donnée : Si 12 % des lycéens déclarent être engagés en politique, c'est le cas de seulement 9 % des filles, contre 16 % des garçons. De même, 25 % des garçons envisagent une candidature politique contre 15 % des filles.

Un sondage : ③



③



Asuncion, capitale du Paraguay, le 27 décembre 2015. La ville est menacée par les pluies diluviennes causées par El Niño.



PARTIE III

REGARDS CROISÉS

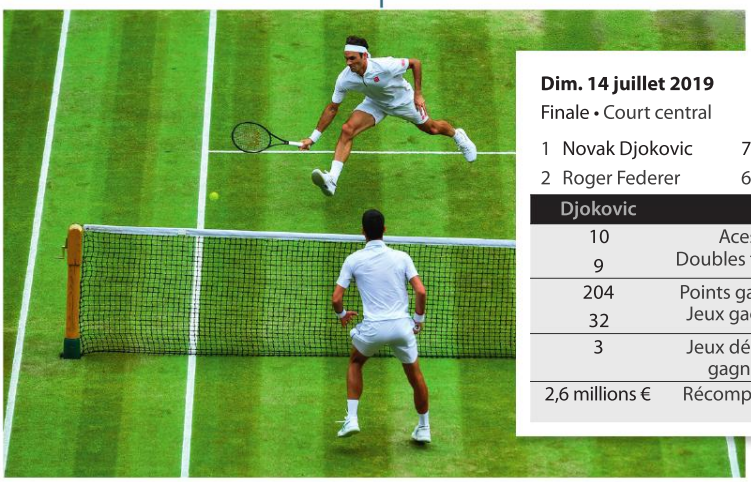
11 Quelles inégalités sont compatibles avec les différentes conceptions de la justice sociale ?

Ressources en ⊕
Sur le site collection : lycee.hachette-education.com/ses/tle

NOTIONS À DÉCOUVRIR
- Inégalités
- Rapport inter-quantiles
- Courbe de Lorenz
- Coefficient de Gini
- Top 1 %
- Corrélation de revenu parents-enfants
- Égalité des droits
- Égalité des chances
- Égalité des situations
- Justice sociale
- Utilitarisme
- Égalitarisme strict
- Égalitarisme libéral
- Libertarisme
- Fiscalité
- Services collectifs
- Discrimination
- Désincitations

Rappel de 1re
• Revenu disponible • Protection sociale

DÉCOUVRIR PAR L'IMAGE



Dim. 14 juillet 2019
Finale • Court central

1	Novak Djokovic	7	1	7	4	13
2	Roger Federer	6	6	6	6	12

Djokovic		Federer
10	Aces	26
9	Doubles fautes	6
204	Points gagnés	218
32	Jeux gagnés	36
3	Jeux décisifs gagnés	9
2,6 millions €	Récompense	1,3 million €

Le 14 juillet 2019 à Wimbledon, après 4 h 57 min d'une finale très disputée, Novak Djokovic remporte le 422e échange du match contre Roger Federer : « jeu, set, et match ! »

1. Comment justifier l'écart entre les récompenses des deux finalistes de ce tournoi ?
2. Comment justifier aussi l'écart avec ce que reçoit un joueur éliminé au premier tour (50 000 €) ?

DOSSIERS

A La dynamique des inégalités économiques et sociales
1 Comment ont évolué les inégalités économiques depuis le début du XXe siècle ? 294
2 Comment les inégalités se cumulent-elles ? 296

B La justice sociale face aux inégalités
3 Quelles sont les différentes formes d'idéal égalitaire ? 298
4 Qu'est-ce qu'une société juste ? 300

C L'action des pouvoirs publics pour favoriser la justice sociale
5 Comment les pouvoirs publics peuvent-ils favoriser la justice sociale ? 302
6 Les pouvoirs publics peuvent-ils réduire les inégalités ? 304

ACTIVITÉS

1 Concevoir une infographie
Qui est pauvre ? Qui est riche ? 306

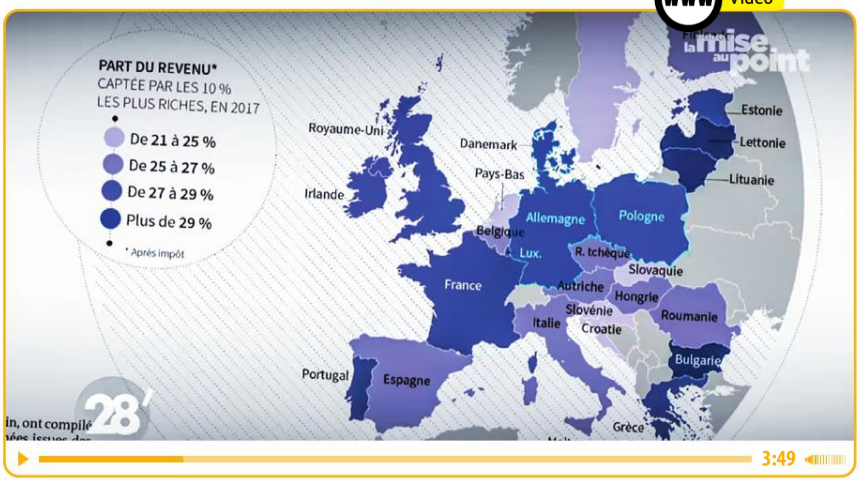
2 Rédiger un texte argumenté
La fiscalité est-elle redistributive en France ? 307

3 Vers le Grand oral
Débat Pour ou contre le revenu universel ? 308

L'essentiel 310
Utilisez les statistiques 313
Testez vos connaissances ! 314
Objectif Bac 316

DÉCOUVRIR PAR LA VIDÉO

Lien vidéo
WWW Vidéo



« Revenus, patrimoine : la France est-elle vraiment un pays inégalitaire ? », 28 minutes, Arte, 3 avril 2019.

1. Comment ont évolué les inégalités en France par rapport à d'autres pays européens ?
2. Recherchez des arguments pour et contre une fiscalité plus redistributive.

DÉCOUVRIR EN DONNANT SON AVIS

Êtes-vous d'accord, pas d'accord ou sans opinion avec les affirmations suivantes ?

- Vous pouvez reporter vos réponses dans la grille à télécharger.
- Pour visualiser les réponses de la classe, utilisez le Q-Sort interactif

1. En France, les inégalités sont moindres aujourd'hui qu'il y a un siècle.
2. Depuis 40 ans, les inégalités augmentent en France.
3. Il est injuste qu'un cadre gagne plus qu'un ouvrier.
4. Il est injuste qu'un cadre vive plus longtemps qu'un ouvrier.
5. Garantir des droits identiques pour tous permet d'obtenir une société juste.
6. Les inégalités justes, c'est « à chacun selon son mérite ».
7. L'État doit intervenir pour réduire les inégalités.
8. Diminuer les impôts des plus riches est bon pour l'économie, donc pour tous.
9. Il faudrait supprimer les aides car elles enferment les pauvres dans l'assistance.

QU'EN PENSEZ-VOUS ?

Attention ! Vous devez choisir une seule affirmation avec laquelle vous n'êtes pas du tout d'accord, deux avec lesquelles vous n'êtes plutôt pas d'accord…

Pas du tout d'accord
Plutôt pas d'accord
Sans opinion
Plutôt d'accord
Tout à fait d'accord

Grille à télécharger

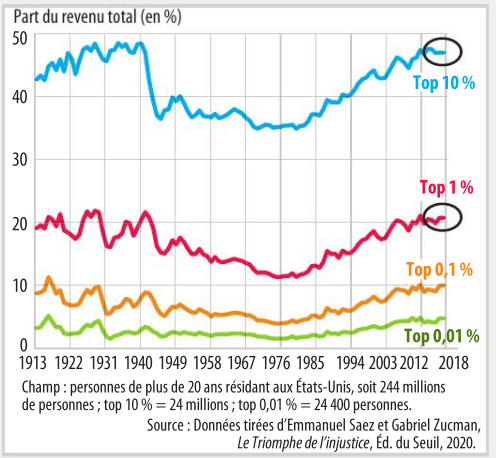
A La dynamique des inégalités économiques et sociales

DOSSIER 1 Comment ont évolué les inégalités économiques depuis le début du XXe siècle ?

• Inégalités • Rapport inter-quantiles • Courbe de Lorenz • Coefficient de Gini • Top 1 %

POUR COMMENCER

DOC 1 Les hauts revenus depuis un siècle aux États-Unis



Champ : personnes de plus de 20 ans résidant aux États-Unis, soit 244 millions de personnes ; top 10 % = 24 millions ; top 0,01 % = 24 400 personnes.

Source : Données tirées d'Emmanuel Saez et Gabriel Zucman, *Le Triomphe de l'injustice*, Éd. du Seuil, 2020.

1. Rédigez une phrase présentant la signification précise des données entourées.
2. Quelle part du revenu total gagnent les 90 % les plus pauvres en 2018 aux États-Unis ?
3. Dégagez les grandes périodes d'évolution des inégalités aux États-Unis depuis 1913.
4. Proposez des explications du renouveau des inégalités depuis le début des années 1980.

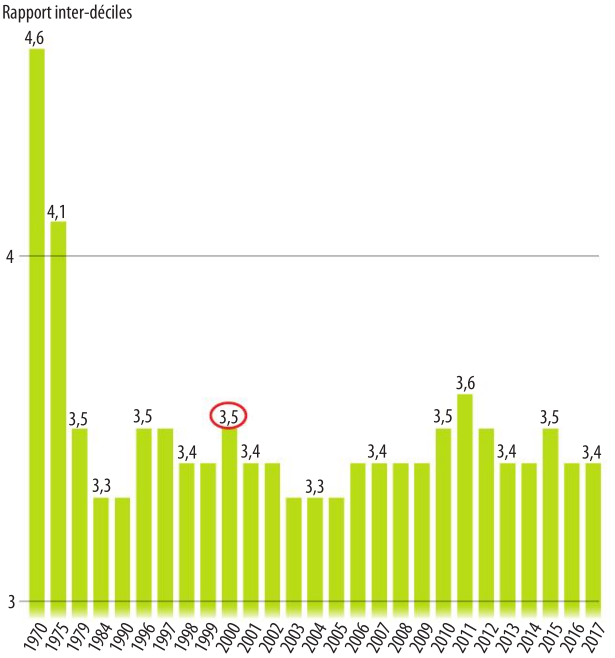
DÉFINITION

Inégalités

Disparités d'accès à une ressource ou une pratique socialement valorisée. Les inégalités économiques concernent les seules ressources monétaires (salaires, revenus, épargne, patrimoine).

DOC 2 Comment évoluent les écarts de revenus en France depuis 1970 ?

Rapport entre le niveau de vie[1] des 10 % les plus riches et le niveau de vie des 10 % les plus pauvres



1. Revenus après impôts directs et prestations sociales.

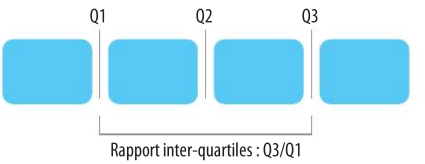
Lecture : en 2017, le niveau de vie minimum des 10 % les plus riches était au moins 3,4 fois supérieur au niveau de vie le plus élevé des 10 % les plus pauvres.

Source : INSEE.

DÉFINITION

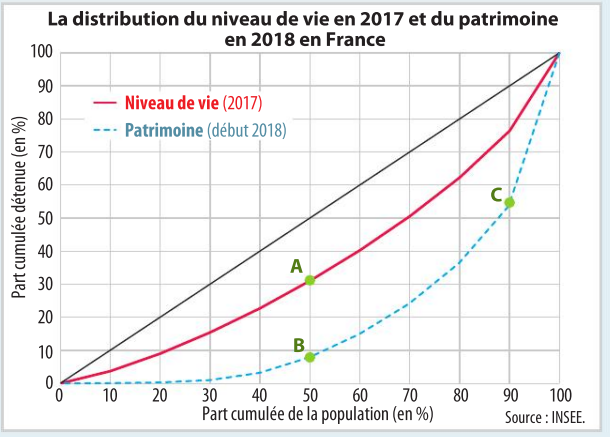
Rapport inter-quantiles

Mesure des inégalités basée sur une division de la population en ***n*** parties égales, délimitées chacune par une valeur pour la variable mesurée : les **quantiles**. Si la population est divisée en 10 parties, il y a donc 9 quantiles, appelés déciles, et le rapport inter-quantiles mesure le ratio entre le dernier décile (9e décile, D9) et le premier (D1). Fiche outil n° 6 p. 356



1. Rédigez une phrase présentant la signification précise de la donnée entourée.
2. Dégagez les périodes d'évolution du rapport inter-déciles entre 1970 et 2017.
   Fiche outil n° 11 p. 366
3. Cet indicateur montre-t-il une forte croissance des inégalités en France ?

3 EXERCICE La courbe de Lorenz pour visualiser les inégalités en un coup d'œil



Source : INSEE 2016.

1. Rédigez une phrase présentant l'information apportée par chacun des trois points A, B et C. Fiche outil n° 7 p. 358
2. Vrai ou Faux ? :
   a) En 2018, en France, les 25 % les moins riches détenaient 0 % du patrimoine total.
   b) 25 % du patrimoine total étaient détenus par les 70 % les plus riches.
   c) En 2017, en France, les 10 % les plus riches recevaient plus de 70 % du revenu total.
   d) En 2018, les personnes dont le patrimoine était inférieur au patrimoine médian possédaient moins de 10 % du patrimoine.
3. Interprétez la position de la courbe du patrimoine par rapport à celle du niveau de vie.

REPÈRE

Niveau de vie

Le niveau de vie est le revenu disponible par unité de consommation.

Chapitre 6 p. 163

Rappel de 1re

Revenu disponible

Somme des revenus issus de la production et des revenus de transfert, diminuée des impôts directs et des cotisations sociales.

DOC 4 Mesurer la concentration des revenus pour mieux évaluer les inégalités

Le rapport inter-déciles est un indicateur imparfait car il ne prend pas en compte l'évolution de ce que touchent les très riches, ceux situés très au-dessus du seuil d'entrée dans les 10 % les plus aisés. Pour mesurer les inégalités sur l'ensemble de l'échelle des niveaux de vie, il faut utiliser l'indice de « Gini » qui compare la répartition des revenus dans toute la population à une situation d'égalité théorique. Plus il est proche de zéro, plus on s'approche de l'égalité. Plus il tend vers un, plus l'inégalité est forte.

Ce Gini nous raconte une histoire plus nuancée. Il diminue jusqu'au début des années 1990, se stabilise ensuite, puis augmente dès 1999. À cette période, les revenus des plus favorisés progressent rapidement. Ils profitent d'importantes baisses d'impôts décidées dans un contexte de forte croissance économique. On assiste alors à un tournant dans l'histoire des inégalités de niveau de vie en France, qui se remettent à augmenter fortement. Le Gini atteint un pic en 2011 (0,305), puis diminue jusqu'en 2013 (0,288) sous le double effet de la crise financière et d'une augmentation des impôts pour les plus aisés. Depuis, il est stable à 0,29.

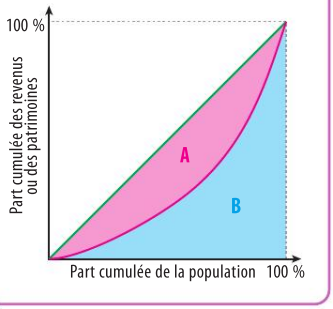
« Les inégalités de niveau de vie en voie de stabilisation », *Observatoire des inégalités*, 10 septembre 2019.

DÉFINITION

Coefficient de Gini

Indicateur synthétique qui mesure la concentration des revenus ou des patrimoines entre les membres d'une population. Il est compris entre 0 (égalité parfaite) et 1 (une personne concentre tout). Il se calcule à partir de la courbe de Lorenz avec la formule suivante :

$$\text{Coefficient de Gini} = \frac{\text{Surface A}}{(\text{Surface A} + \text{Surface B})}$$



1. Pourquoi le rapport inter-déciles rend-il mal compte de l'évolution des inégalités ?
2. Comparez les périodes d'évolution du coefficient de Gini en France à celles du rapport inter-déciles (document 2).
3. Pour quelle raison le coefficient de Gini a-t-il connu une hausse au début des années 2000 ?

S'entraîner

Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS P. 400

Vrai ou faux ?

1. Aux États-Unis, les inégalités de revenus ont diminué tout au long du XXe siècle.
2. Le 5e décile correspond à la médiane.
3. Le coefficient de Gini est un indicateur plus précis que le rapport inter-déciles.
4. Les inégalités de revenus sont supérieures à celles du patrimoine.
5. Plus la courbe de Lorenz est proche de la bissectrice, plus les inégalités sont fortes.

2 BAC Étude d'un document

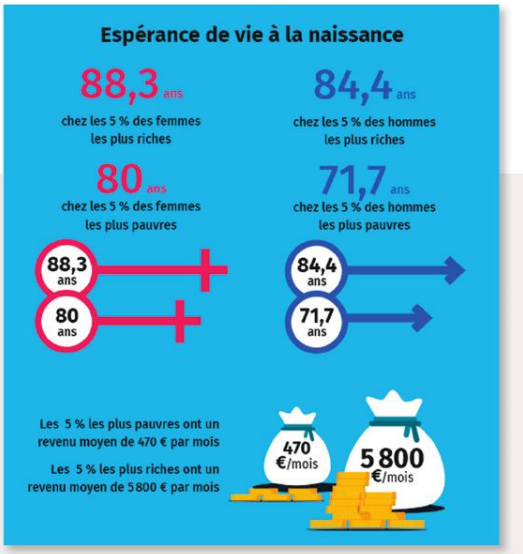
Après avoir présenté le document 2, vous décrirez l'évolution des inégalités de niveau de vie en France depuis 1970.

DOSSIER 2 Comment les inégalités se cumulent-elles ?

• Corrélation de revenu parents-enfants

POUR COMMENCER

DOC 1 Une espérance de vie inégale selon le revenu et le sexe



Source : viepublique.fr, 26 février 2018.

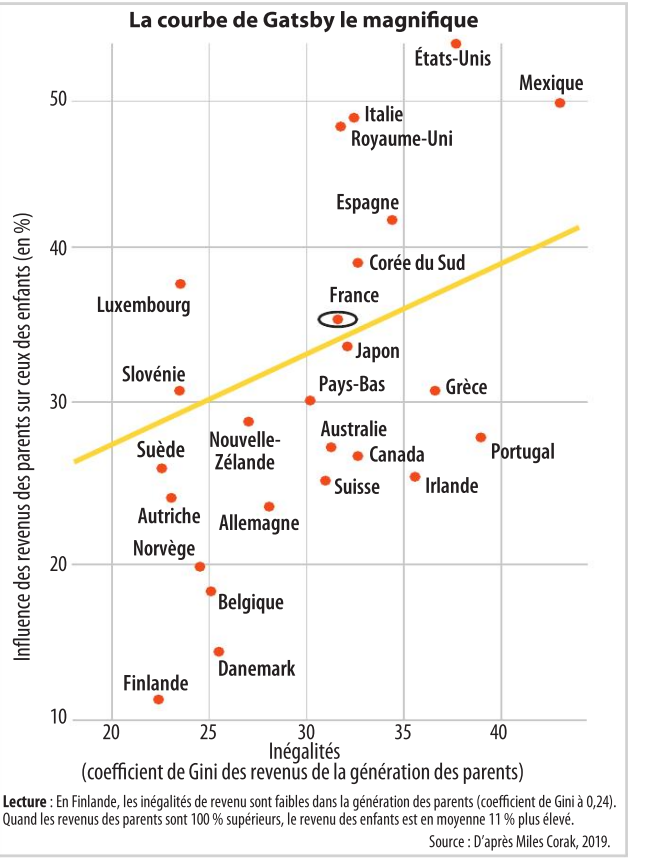
1. Quelle corrélation pouvez-vous établir entre revenu et espérance de vie ?
Fiche outil n° 12 p. 368
2. Formulez des hypothèses pour expliquer cette corrélation.
3. Les inégalités d'espérance de vie sont-elles plus fortes selon le revenu ou selon le sexe ? Justifiez avec un calcul de votre choix. Fiche outil n° 2 p. 350

DOC 2 La courbe de Gatsby : l'inégalité des revenus favorise-t-elle la mobilité sociale ?

La mobilité intergénérationnelle de revenu interroge la possibilité qu'a un enfant d'accroître facilement ses revenus par rapport à ses parents. [...] Combien pourraient, à l'instar de Gatsby le Magnifique[1] – ce personnage, issu d'une famille de fermiers pauvres et devenu millionnaire – se hisser au sommet de l'ascenseur social ? Dans chaque pays, la réponse diffère. Mais une constante traverse un bon nombre de situations. Selon « la courbe de Gatsby », une forte inégalité est liée à une faible mobilité sociale.

Emmanuel Flachaire et Claire Lapique, « La mobilité, l'autre déterminant des inégalités », *The Conversation*, 1er juillet 2019.

1. Héros du roman de l'écrivain américain F. Scott Fitzgerald (1896-1940) paru en 1925.



Lecture : En Finlande, les inégalités de revenu sont faibles dans la génération des parents (coefficient de Gini à 0,24). Quand les revenus des parents sont 100 % supérieurs, le revenu des enfants est en moyenne 11 % plus élevé.

Source : D'après Miles Corak, 2019.

DÉFINITION

Corrélation de revenu parents-enfants

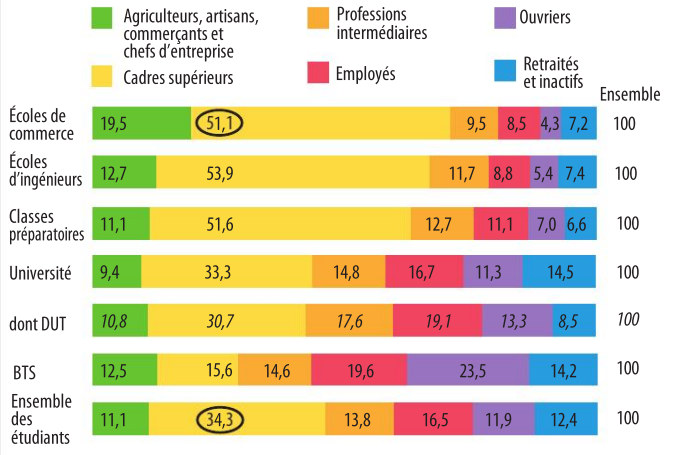
Pour mesurer la mobilité sociale, des chercheurs mesurent la corrélation entre le revenu des parents et celui de leurs enfants. Ils construisent pour cela un indicateur qui mesure l'influence des revenus des parents sur celui des enfants. Une valeur de e % indique ainsi le surcroît moyen de revenu (en %) des enfants dont les parents ont un revenu 100 % supérieur. Une valeur nulle signifie que le revenu des parents n'a aucune influence sur celui des enfants.

1. Rédigez une phrase présentant la signification précise des données pour le point entouré.
2. Illustrez l'affirmation de la phrase soulignée par les données de deux pays aux situations contrastées.
3. La courbe de Gatsby permet-elle de conclure qu'il y a beaucoup de « Gatsby le magnifique » ?

Chapitre 8, Activité 2 p. 223

DOC 3 Un recrutement socialement inégal dans le supérieur

Origine sociale des étudiants en 2018-2019 (en %)



Source : ministère de l'Éducation nationale.

1. Rédigez une phrase présentant la signification précise des données entourées.
2. Montrez que les enfants d'ouvriers sont sous-représentés en classes préparatoires.
3. Comparez la part des enfants de cadres à celle des enfants d'ouvriers parmi les étudiants d'écoles de commerce.
4. Comment expliquez-vous la surreprésentation des enfants de cadres parmi les étudiants d'écoles de commerce ?

DOC 4 Des inégalités multiformes et cumulatives dès le plus jeune âge

Comme chez les adultes, les inégalités qui affectent les enfants sont à la fois multiformes et cumulatives. […]

Ces inégalités économiques ont des conséquences sur les conditions de logement. Les enfants dont le niveau de vie est le plus bas (inférieur au premier quartile) sont plus nombreux que les autres à résider dans un habitat insalubre ou présentant plus de deux « défauts de confort » (infiltrations, froid, électricité défectueuse, absence de sanitaires ou d'eau chaude). Ils vivent aussi plus fréquemment dans un logement surpeuplé et disposent moins souvent d'une chambre individuelle. Ces conditions de logement ont elles-mêmes des incidences sur la scolarité. Même s'il convient de prendre ce résultat avec prudence dans la mesure où toutes les enquêtes ne le confirment pas, il semble en effet que, à autres caractéristiques contrôlées, le fait de partager sa chambre avec un ou plusieurs frères et sœurs soit corrélé positivement avec la probabilité de redoublement avant quinze ans. […]

À l'autre extrémité de l'espace social, les enfants des classes aisées bénéficient généralement de conditions de logement confortables et d'un habitat qui contribue à la reproduction de leur catégorie sociale. Les revenus des parents rendent possible l'installation des familles dans des quartiers à forte sélectivité sociale, qui garantissent un entre-soi élevé, non seulement dans les espaces du quotidien, mais aussi et surtout à l'école.

Martine Court, *Sociologie des enfants*, La Découverte, 2017.

1. Listez les inégalités entre enfants évoquées dans ce texte.
2. Montrez que les inégalités économiques peuvent provoquer des inégalités sociales dès l'enfance.
3. Montrez que des inégalités sociales dans l'enfance peuvent provoquer des inégalités économiques à l'âge adulte.

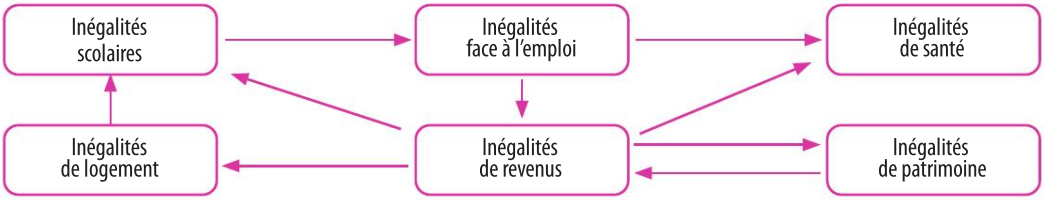
S'entraîner

Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS P. 400

Associez chaque flèche à l'explication qui convient : Diplômes et qualifications • Recours aux médecins spécialistes • Épargne • Cours particuliers et écoles privées • Pénibilité du travail • Sectorisation scolaire favorisant l'entre-soi • Revenus du patrimoine • Prix du m² selon quartier • Inégalités de salaires.



2 Étude d'un document

BAC

À l'aide du document 2, montrez que de fortes inégalités de revenus ne favorisent pas la mobilité sociale.

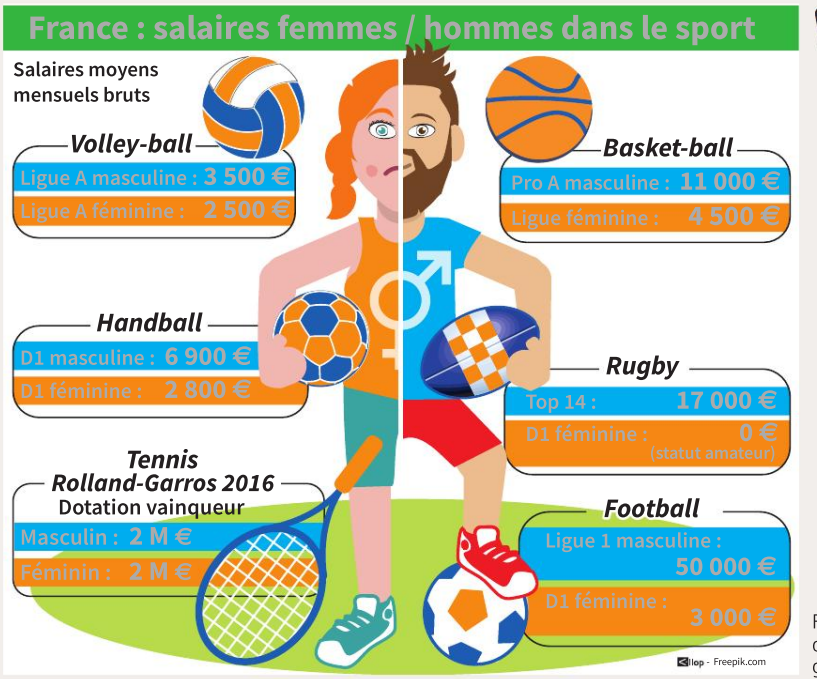
B La justice sociale face aux inégalités

DOSSIER 3 Quelles sont les différentes formes d'idéal égalitaire ?

• Égalité des droits • Égalité des chances • Égalité des situations

POUR COMMENCER

DOC 1 Les inégalités hommes-femmes dans le sport professionnel



1. Par un calcul, mesurez l'inégalité de salaires entre les hommes et les femmes en Ligue 1 de Football.
2. Tous les sports sont-ils aussi inégalitaires ?
3. Comment expliquer ces inégalités ?
4. Selon vous, ces inégalités sont-elles justes ?

Richard Gougis, « Parité salariale dans le sport : c'est vraiment pas gagné ! », *Midi Libre*, 8 mars 2017.

DOC 2 La justice sociale repose sur des conceptions différentes de l'égalité

La justice sociale est un objectif politique largement partagé, mais elle demeure délicate à définir. Tour d'horizon des conceptions en concurrence. […]

L'approche la moins exigeante est celle de l'égalité des droits. Il s'agit ici simplement de veiller à ce que les règles soient les mêmes pour tous, et donc à exclure toute forme de privilèges propres aux sociétés d'ordres ou de castes. C'est elle que proclame la Déclaration universelle des droits de l'homme du 26 août 1789 et la seule que reconnaissent les libertariens les plus ardents, comme l'économiste Friedrich Hayek ou le philosophe Robert Nozick. […] Dans cette perspective, les inégalités peuvent être justes si elles découlent de procédures qui le sont.

Ceux qui prônent l'égalité des chances mettent eux aussi l'accent sur le respect des procédures. Ils n'excluent cependant pas des inégalités de traitement, au moins temporaires, pour corriger des handicaps individuels ou collectifs. […] Cette conception de la justice repose également sur une vision compétitive de la société s'accommodant de fortes inégalités de situations.

Seuls les défenseurs de l'égalité des positions considèrent que la justice sociale doit se mesurer à l'aune des positions atteintes et non initiales. Des sociologues ont ainsi pointé la confusion entourant la définition du mérite, entre talents « naturels » et efforts personnels, et l'impossibilité de l'isoler d'autres facteurs de réussite arbitraires (héritages économiques ou culturels, environnement institutionnel, chance, etc.). Plus encore, ils avancent qu'une méritocratie n'est pas seulement impossible mais qu'elle est aussi indésirable. Elle impose en effet à tous une certaine conception de la réussite à l'exclusion d'autres et favorise les « maladies de l'excellence » (stress, *burn-out* ou dépression).

Igor Martinache, « La justice sociale, un idéal en débat », *Alternatives économiques*, Hors-série n° 2, septembre 2015.

1. Quelles sont les trois conceptions de l'égalité distinguées ici ? Définitions p. 310
2. Pourquoi l'égalité des droits ne suffit-elle pas à garantir l'égalité des chances ?
3. Pourquoi la méritocratie est-elle critiquée ?

3 EXERCICE Les différentes conceptions de l'égalité

1. À quel type d'égalité les exemples suivants correspondent-ils ? Classez-les dans le tableau ci-dessous :

a) droit de propriété ; **b)** obligation de scolarité jusqu'à 16 ans ; **c)** liberté de réunion ; **d)** école gratuite et obligatoire ; **e)** droit de vote des femmes ; **f)** obligation pour chaque ville d'avoir 25 % de logements sociaux ; **g)** aides au logement ; **h)** zones d'éducation prioritaire ; **i)** lois favorables à l'égalité professionnelle entre femmes et hommes (à travail égal, salaire égal) ; **j)** loi en faveur de la parité hommes-femmes en politique ; **k)** anonymisation des noms des élèves dans Parcoursup.

Égalité des droits	Égalité des chances	Égalité des situations

2. Montrez que l'idéal égalitaire correspond à trois définitions, que vous illustrerez.

DOC 4 Un plaidoyer pour les inégalités

On veut oublier d'abord que l'égalité promue par la Déclaration des Droits de l'Homme était celle des droits. Aucun révolutionnaire n'imaginait abolir les distinctions entre individus. [...] Par un glissement subtil, tout est fait pour nous faire croire que notre devise républicaine réclame l'égalité des conditions – c'est-à-dire l'égalité économique. [...]

Il faut défendre les inégalités. [...] Un système trop redistributif brise les incitations en donnant de façon imméritée à certains tout en privant les autres du fruit de leurs efforts. [...]

À trop s'intéresser à l'égalité observée à un moment donné, nous oublions l'essentiel : ce sont moins les inégalités sociales qui sont préoccupantes que l'absence d'espoir de mobilité. Ce n'est pas l'écart qui importe, mais les trajectoires. L'inégalité, si elle est maîtrisée et surtout si elle laisse la possibilité d'évolution, est un puissant levier de dépassement de soi. Elle n'est rien d'autre au fond que l'expression de cette « quête du bonheur » reconnue comme un droit fondamental par la constitution américaine. Les inégalités sont la conséquence des efforts individuels, des chemins singuliers empruntés par des êtres poursuivant leurs propres objectifs.

Nous ne serions pas obsédés par le thème des inégalités si la dynamique sociale n'était pas bloquée. C'est elle qu'il faut relancer. Croire qu'il suffirait d'aplanir les différences, briser les élans et hausser de force les moins favorisés pour harmoniser le corps social est une erreur grave. Vouloir l'égalité parfaite, c'est nécessairement expliquer aux meilleurs, aux entreprenants, aux plus intelligents, aux courageux, qu'ils doivent faire le deuil de leurs rêves et de leur énergie. Si trop d'inégalités dégradent le bien-être des populations, ayons le courage de dire que trop d'égalité rend aussi profondément malheureux. Mieux vaut l'inégalité en mouvement qu'une égalité immobile.

Olivier Babeau, « Plaidoyer pour les inégalités », *Le Figaro*, 24 septembre 2019.

1. Quels sont les arguments de l'auteur pour défendre les inégalités ?
2. Quel type d'égalité l'auteur privilégie-t-il ?
3. En sélectionnant des extraits du texte, montrez que l'auteur se réclame d'une conception méritocratique de la justice sociale.
4. Les recherches empiriques mentionnées dans le dossier 2 (document 2) permettent-elles d'établir que la mobilité est plus forte dans les sociétés inégalitaires ?

REPÈRE

Méritocratie

Conception de la justice sociale qui peut être résumée par la formule « à chacun selon son mérite », le mérite étant défini comme la contribution individuelle de chacun.

S'entraîner — Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS P. 400

Reliez chaque type d'égalité à une critique qui lui est adressée.

Égalité des droits •	• Isoler le mérite individuel est impossible.
Égalité des chances •	• Désincite à rechercher la réussite.
Égalité des situations •	• Peut être purement formelle, juridique.

2 Mobiliser ses connaissances

BAC

Distinguez égalité des droits et égalité des chances.

DOSSIER 4 Qu'est-ce qu'une société juste ?

• Justice sociale • Utilitarisme • Égalitarisme strict • Égalitarisme libéral • Libertarisme

POUR COMMENCER

DOC 1 À la recherche de la justice sociale



Décod'éco, France TV Éducation, septembre 2017.

DÉFINITIONS

Justice sociale
Principes qui permettent d'apprécier le caractère juste ou injuste d'une société, notamment de la répartition des droits et devoirs entre ses membres.

Utilitarisme
Conception de la justice sociale où la société juste est celle qui maximise le bonheur total de ses membres. Cette conception suppose une mesure du bonheur individuel et collectif, appelée « utilité ».

1. Pourquoi est-il difficile de se mettre d'accord sur les principes de justice sociale ?
2. Montrez que la conception marxiste défend un égalitarisme strict.
3. Comment l'utilitarisme justifie-t-il les inégalités ?
4. Pourquoi la position de John Rawls peut-elle être qualifiée d'« égalitarisme libéral » ?

DOC 2 L'égalitarisme libéral de John Rawls

Dans la lignée de Kant et de Rousseau, Rawls défend [...] une approche contractualiste. Pour déterminer les principes acceptables par tous, il propose de partir d'une situation fictive, la « position originelle », où chacun serait placé derrière un voile d'ignorance, l'empêchant de connaître non seulement sa place dans la société mais également ses capacités naturelles, son caractère psychologique et sa propre conception du bien ou son projet de vie.

Dans une telle situation, chacun privilégierait nécessairement deux principes à tout autre : le « principe de liberté » suivant lequel « chaque personne a un droit égal à un schème[1] pleinement adéquat de libertés de base égales pour tous, qui soit compatible avec un même schème de liberté pour tous ; et dans ce schème, la juste valeur des libertés politiques égales, et celle-là seulement, doit être garantie » et un « principe de différence » qui pose que « les inégalités sociales et économiques doivent satisfaire à deux conditions : elles doivent être liées à des fonctions et à des positions ouvertes à tous, dans des conditions équitables des chances, et elles doivent procurer le plus grand bénéfice aux membres les plus désavantagés de la société ».

Ces principes sont eux-mêmes organisés suivant un ordre de priorité absolue où le critère suivant n'est examiné que si le précédent est satisfait. Le respect des libertés de base vient ainsi avant l'égalité des chances, laquelle est elle-même devant le fait que toute inégalité de position ne peut se justifier que si elle profite à tous, et en particulier aux plus défavorisés.

Igor MARTINACHE, « La justice sociale, un idéal en débat », *Alternatives économiques*, Hors-série n° 2, 1er septembre 2015.

1. Structure, forme.

1. Pourquoi est-il nécessaire de se placer derrière un « voile d'ignorance » pour définir des principes acceptables par tous ?
2. Pourquoi faut-il donner la priorité à la liberté sur l'égalité, selon Rawls ?
3. Quelles sont les inégalités qui sont justifiées dans cette conception de la justice sociale ?
4. Proposez un exemple d'inégalité qui serait justifiée, selon Rawls, et un exemple d'inégalité qui ne le serait pas.

NE PAS CONFONDRE

Égalitarisme strict et égalitarisme libéral
L'**égalitarisme strict** désigne un ensemble de conceptions de la justice sociale qui donnent une priorité à l'égalité, comprise comme égalité des situations, ce qui peut impliquer de limiter la liberté des membres de la société. Au contraire, l'**égalitarisme libéral** donne une priorité à la liberté sur l'égalité, conçue comme égalité des droits et des chances plutôt que des situations, mais considère aussi que cette conception de l'égalité est une condition pour que la liberté s'exerce.

DOC 3 La justice selon le libertarisme

En simplifiant, on voit bien qu'il existe deux courants irréconciliables au sein du libéralisme. D'un côté, ceux qui fondent leur conception de la liberté sur l'égalité, de l'autre ceux qui la fondent sur la sauvegarde de la propriété matérielle. Les premiers considèrent que le devoir de solidarité est beaucoup trop négligé, les seconds le décrivent comme contraire au libéralisme. Et on en revient au champ d'intervention de l'État. La mise en œuvre de la justice sociale, la logique redistributive, fondamentale pour les égalitaristes, accentuerait, pour les libertariens (par exemple, Robert Nozick, 1938-2002, auteur d'un livre important, *Anarchie, État et utopie*, publié en 1974, soit trois ans après le livre majeur de Rawls), le risque d'un pouvoir fort, voire d'une société quasi totalitaire, aux antipodes des principes fondamentaux du libéralisme. Un auteur, assez difficilement classable, tant son œuvre est riche et foisonnante, Friedrich August Hayek (1899-1992), considère que l'on ne peut raisonnablement organiser une quelconque redistribution sans sacrifier la liberté. Dès lors, à ses yeux, la notion de justice sociale est dépourvue de sens. Il faut laisser le marché s'autoréguler, condition indispensable pour qu'il produise un maximum de bienfaits. L'État ne peut contribuer au bonheur des gouvernés sans courir le risque d'instaurer un système totalitaire. Mais Hayek néglige le fait qu'être libre c'est aussi pouvoir être capable d'user de cette liberté.

Alain POLICAR, *Le libéralisme politique expliqué aux jeunes gens*, Éd. Le Bord de l'eau, 2019.

1. À quelle conception de la justice sociale se rattachent les libéraux qui « fondent leur conception de la liberté sur l'égalité » ?
2. Quels sont les effets pervers possibles de la quête d'égalité pour les libertariens ?
3. Cherchez des exemples illustrant la phrase soulignée.

NE PAS CONFONDRE

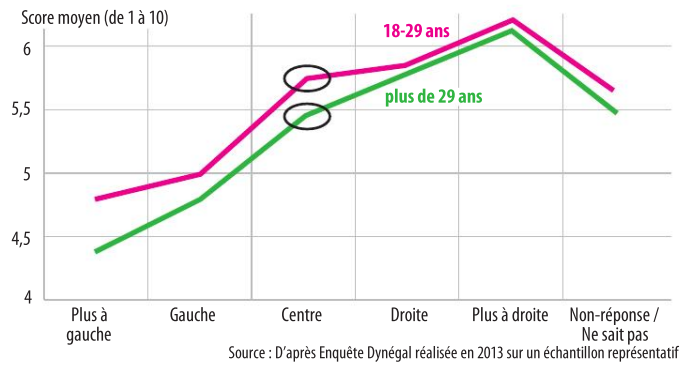
Égalitarisme et libertarisme

L'**égalitarisme** regroupe toutes les conceptions de la justice sociale qui prônent une certaine conception de l'égalité entre les membres de la société : égalitarisme strict, mais aussi égalitarisme libéral. Le **libertarisme** s'y oppose radicalement et considère la liberté individuelle comme un droit naturel inaliénable qui s'appuie sur la propriété : propriété de son corps, propriété matérielle, immatérielle.

DOC 4 La perception de l'égalité des chances selon l'âge et le positionnement politique

« Les gens ont les mêmes chances de réussir quelle que soit leur origine »

Réponse de 1 (pas du tout d'accord) à 10 (entièrement d'accord)



Source : D'après Enquête Dynégal réalisée en 2013 sur un échantillon représentatif de 4 000 personnes résidant en France, *Revue de l'OFCE*, 2017/1 (n° 150).

1. Rédigez une phrase présentant la signification de chacune des données entourées.
2. Les 18-29 ans ont-ils une vision plus ou moins déterministe des inégalités de réussite que les personnes plus âgées ? Justifiez.
3. Montrez que cette représentation dépend aussi du positionnement politique des personnes.

S'entraîner

Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS P. 400

Attribuez chaque citation à son auteur et au courant théorique correspondant.

A. John Stuart Mill (1806-1873)	**1.** « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins. »	**a)** Libertarisme
B. John Rawls (1921-2002)	**2.** « Un État minimal, limité de façon étroite aux fonctions de protection contre la violence, le vol, l'escroquerie, et pour assurer le respect des contrats privés, est justifié. Toute extension de ces fonctions viole le droit des individus à ne pas être contraints, et est donc injustifiée. »	**b)** Égalitarisme strict
C. Karl Marx (1818-1883)	**3.** « La morale est l'utilité ou principe du plus grand bonheur. »	**c)** Utilitarisme
D. Robert Nozick (1938-2002)	**4.** « Nous ne méritons pas notre place dans la répartition des dons à la naissance, pas plus que nous ne méritons notre point de départ initial dans la société. »	**d)** Égalitarisme libéral

2 Mobiliser ses connaissances

BAC

Montrez comment des inégalités de situations sont considérées comme justes selon différentes conceptions de la justice sociale.

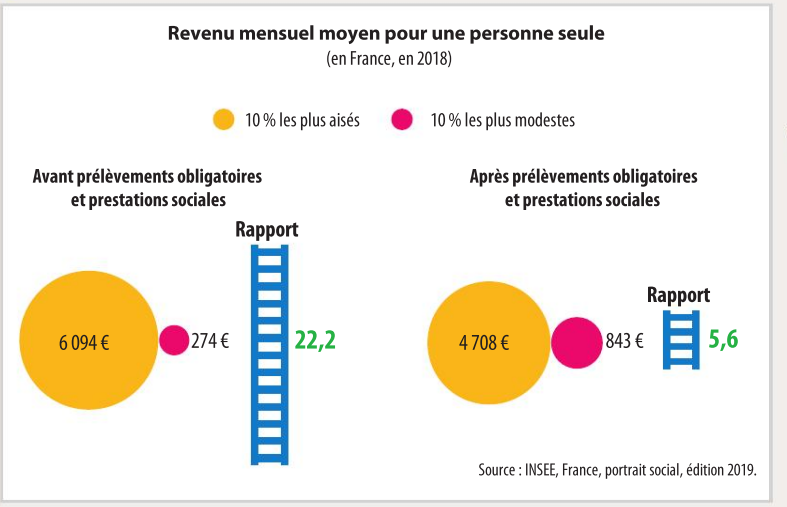
C L'action des pouvoirs publics pour favoriser la justice sociale

DOSSIER 5 Comment les pouvoirs publics peuvent-ils favoriser la justice sociale ?

• Fiscalité • Protection sociale • Services collectifs • Discrimination

POUR COMMENCER

DOC 1 La redistribution divise par quatre l'échelle des revenus



1. À l'aide d'un calcul, comparez le revenu mensuel moyen des 10 % les plus modestes avant et après impôts et prestations sociales.
2. Rédigez une phrase interprétant la signification des rapports 22,2 et 5,6.
3. Peut-on affirmer que la redistribution réduit les inégalités de revenus ? Justifiez.

DOC 2 Les moyens des pouvoirs publics pour assurer la redistribution

Deux mécanismes de redistribution sont à l'œuvre. Du côté des prélèvements, l'impôt sur le revenu est celui qui contribue le plus à la réduction des inégalités, car, plus on s'élève dans l'échelle des revenus, plus le taux d'imposition croît (on parle de « progressivité » de l'impôt). Du côté de la protection sociale, certaines prestations sont réservées aux ménages aux revenus les plus faibles : aides au logement, RSA, minimum vieillesse, etc. Les prestations familiales jouent également un grand rôle. Les allocations familiales ne sont pas exclusivement destinées aux personnes les plus pauvres, mais depuis 2015, elles sont modulées selon les ressources du foyer. Quant aux autres prestations familiales, elles sont souvent soumises à conditions de ressources.

La redistribution monétaire contribue à diminuer les inégalités de niveau de vie et à protéger des effets de la pauvreté. Pour dresser un panorama complet des transferts et de la redistribution opérés par l'État, il faudrait chiffrer de façon précise l'effet des impôts indirects et des services publics. Les premiers, comme la TVA, pèsent davantage sur le revenu des plus pauvres […]. Quant aux services publics, leur rôle dans la réduction des inégalités est central. L'école gratuite, les logements sociaux ou les remboursements de soins ne se limitent pas à redistribuer de la richesse, ils permettent également de réduire les inégalités sociales d'accès aux soins, à l'éducation, au logement, etc.

Anne Brunner et Louis Maurin, « Impôts et prestations sociales réduisent les inégalités de revenus de moitié », *Observatoire des inégalités*, 16 janvier 2018.

1. Quels sont les deux mécanismes de la redistribution ?
2. Quels sont leurs effets ?
3. Quels autres dispositifs sont également redistributifs ?
4. Pourquoi l'école gratuite permet-elle de réduire les inégalités d'accès à l'éducation ?

Rappel de 1re

Protection sociale

Système de redistribution visant à prendre en charge les risques sociaux (maladie, vieillesse, chômage…) et à prémunir les individus contre la pauvreté et l'insécurité économique ; il peut aussi contribuer à la réduction des inégalités.

DÉFINITION

Services collectifs

Services non marchands produits par les administrations publiques et mis à disposition des ménages sous la forme de prestations en nature.

DOC 3 La structure des comptes de la protection sociale



Source : DRESS, Comptes de la protection sociale 2017, juin 2019.

1. Classez les exemples de prestations sociales perçues par les individus dans le type de risque qui convient :
allocation logement • RSA (revenu de solidarité active) • indemnités chômage • pension de retraite • allocations familiales • indemnités maladie.
2. Calculez le montant des prestations sociales de pauvreté et d'exclusion en 2017.
3. Calculez le montant des impôts et taxes affectés à la protection sociale en 2017.
Fiche outil n° 1 p. 349
4. Quelle est la principale ressource de la protection sociale en France en 2017 ?

DÉFINITION
Fiscalité
Ensemble des prélèvements obligatoires qui financent les administrations publiques.

DOC 4 Des mesures de discrimination positive pour les bacheliers

Il y a quelques années, cela aurait fait scandale. On aurait crié à la menace sur le niveau, alerté sur la rupture d'égalité entre les candidats… […]

Et pourtant, le principe d'un coup de pouce aux classes sociales les plus défavorisées est en train de s'installer, à bas bruit, dans l'enseignement supérieur. Parcoursup, le système d'affectation des lycéens après le bac, agit comme une petite révolution. Voilà deux sessions qu'est appliqué un « pourcentage minimal de bacheliers retenus bénéficiaires d'une bourse nationale de lycée », lié à la part de boursiers parmi les candidats, à l'entrée des universités, des classes préparatoires, en STS et en IUT. […] La discrimination positive en direction des boursiers, instaurée en 2018, est à l'œuvre, sans levée de boucliers. […]

Au début des années 2000, la création d'une voie spéciale d'entrée à Sciences Po Paris pour les lycéens d'établissement de quartiers défavorisés partenaires, à côté du concours, provoque encore de fortes résistances. […] Au cours du quinquennat Hollande, ce sont des quotas de bacheliers professionnels et technologiques qui sont progressivement instaurés en BTS et en DUT, au début des années 2010. […] En 2018, Parcoursup généralise l'examen du dossier scolaire des candidats, y compris à l'entrée de l'université. En contrepartie, les quotas de boursiers apparaissent comme la garantie sociale qui tempère la sélection.

Camille Stromboni, « Discrimination positive des étudiants, une révolution à bas bruit », *Le Monde*, 10 juillet 2019.

1. Quel type d'égalité le passage souligné vise-t-il à rétablir ?
2. Montrez que cette mesure est une forme de discrimination positive.
3. À l'aide du texte et de vos connaissances, proposez d'autres exemples de dispositifs de discrimination positive.

REPÈRE
Discrimination positive
Adoption de mesures spécifiques et plus avantageuses pour une catégorie défavorisée, afin de réduire l'inégalité des situations.

S'entraîner — Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS P. 400

Complétez le texte avec les mots suivants : protection sociale • discriminations • fiscalité • services collectifs • impôts progressifs.

Les administrations publiques diminuent les inégalités en se finançant par des prélèvements obligatoires, mais, en France, la ..... contribue peu à la baisse des inégalités, car les ..... ont une part très faible. Néanmoins, l'utilisation de ces ressources corrige les inégalités en finançant la ....., des ....., et en permettant la mise en place de mesures de lutte contre les ..... .

2 Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire

BAC

À l'aide de vos connaissances et des documents, vous présenterez les moyens dont disposent les pouvoirs publics pour favoriser la justice sociale.

DOSSIER 6 Les pouvoirs publics peuvent-ils réduire les inégalités ?

• Désincitations • Consentement à l'impôt

POUR COMMENCER

DOC 1 Une campagne de « testing » pour déceler les entreprises qui discriminent

Au printemps 2016, le ministère du Travail a lancé une campagne de « testing » de grande ampleur auprès de 40 grandes entreprises de plus de 1 000 salariés, sélectionnées sans le savoir, afin d'étudier les politiques de recrutement.
Le but : épingler les entreprises qui ont des mauvaises pratiques, pour qu'elles prennent des mesures.

1. Pourquoi le ministère du Travail a-t-il lancé des campagnes de « testing » ?
2. Que révèlent les résultats ?
3. Montrez qu'énoncer des règles ne suffit pas pour favoriser l'égalité professionnelle.

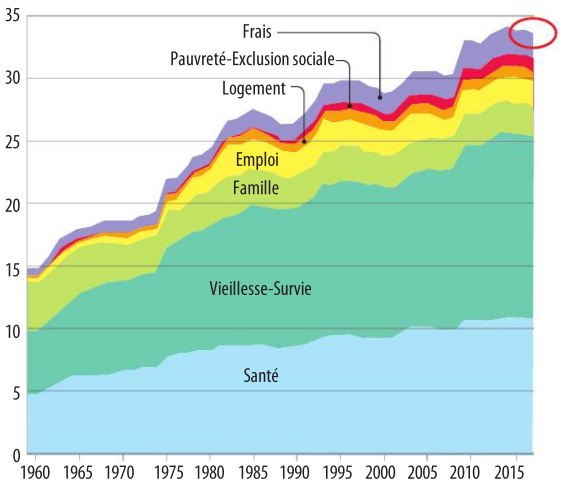


Source : Catherine GASTÉ, « Discrimination à l'embauche : AccorHotels et Courtepaille épinglés », *Le Parisien*, 14 mars 2017.

DOC 2 La contrainte de financement de la protection sociale

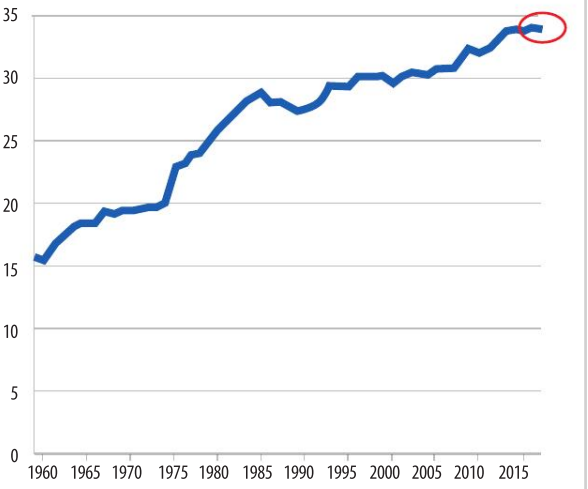
Dépenses de protection sociale (en % du PIB)

En 2017, dépenses de protection sociale = **33,7** % du PIB



Recettes publiques affectées à la protection sociale (en % du PIB)

En 2017, recettes affectées à la protection sociale = **34** % du PIB



Sources : DREES, INSEE.

1. Rédigez une phrase présentant la signification précise des données entourées.
2. Par un calcul, mesurez l'évolution de la part des dépenses de protection sociale dans le PIB entre 1959 et 2017. Fiche outil n° 1 p. 349
3. Quelles sont les dépenses dont la part dans le PIB a le plus augmenté ?
4. Comment ont évolué les recettes publiques affectées à la protection sociale depuis 1959 ? Pourquoi ?

DOC 3 Une protection sociale source de désincitations au travail ?

Les aides sociales et la prime d'activité seraient inefficaces [...]. Le débat n'est pas nouveau, et toute une littérature s'est développée en économie autour de cette fameuse « trappe à inactivité ». [...]

En l'occurrence, chacun ne trouverait rentable d'entrer sur le marché du travail que si le salaire qu'il peut espérer gagner est supérieur à un certain niveau de salaire appelé « salaire de réserve ». Ce dernier est différent d'une personne à l'autre ; il dépend notamment des préférences de l'individu, des revenus que ce dernier peut percevoir sans travailler, ainsi que de l'ensemble des revenus que gagnent les autres membres du ménage. En l'occurrence, un individu a un salaire de réserve d'autant plus élevé qu'il donne une préférence au loisir et que son ménage est susceptible de percevoir des aides sociales. [...]

Depuis les années 1990, de nombreuses études ont confirmé qu'il ne suffit pas que le salaire soit simplement supérieur au montant des aides sociales pour qu'il soit plus « rentable » financièrement d'occuper un emploi qu'être inactif, tout du moins dans l'immédiat. [...] Ces études restent par ailleurs souvent aveugles au fait que de nombreux ménages n'ont pas recours aux aides auxquelles ils ont droit. Surtout, réduire l'individu à un *homo œconomicus* ne permet pas d'appréhender tous les « gains » du retour à l'emploi. [...] En effet, l'emploi confère un statut au travailleur, une dignité, il lui permet d'accroître son réseau social, lui donne des droits (en premier lieu, celui de bénéficier de l'assurance sociale).

Martin ANOTA, « Pourquoi les aides sociales ne sont pas des trappes à inactivité », *Alternatives économiques*, 15 juin 2018.

1. Comparez ce que gagnait en 2020 un salarié à mi-temps au SMIC et un inactif qui reçoit le RSA.
2. Quel est l'effet du RSA sur l'incitation à travailler ?
3. Pourquoi une personne qui touche le RSA est-elle autorisée pendant quelques mois à le cumuler avec ses revenus d'activité et avec la prime d'activité ?
4. Pour les personnes qui bénéficient des aides sociales, le retour à l'emploi dépend-il seulement d'un calcul monétaire ?

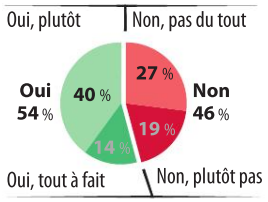
REPÈRE

Minima sociaux et salaire minimum

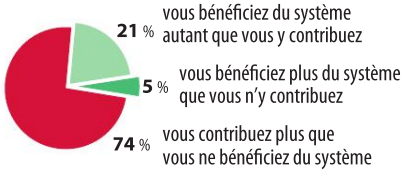
En France, un travailleur salarié ne peut pas gagner moins que le salaire minimum (SMIC), fixé en 2020 à environ 8 euros net par heure, soit 1 219 euros mensuels. Mais des minima sociaux sont prévus pour tous ceux qui ont des revenus inférieurs à un seuil, comme le RSA (revenu de solidarité active), fixé à environ 560 euros par mois pour une personne seule sans aucun revenu. Une personne au RSA peut le cumuler pendant quelques mois avec ses revenus d'activités, qui lui permettent aussi de toucher la prime d'activité.

DOC 4 Une crise de légitimité de l'action publique ?

Quand vous payez des impôts, avez-vous le sentiment de faire un acte citoyen ?



De manière générale, quand vous pensez aux différents impôts et taxes que vous payez et à ce dont vous pouvez bénéficier de la part de l'État, avez-vous le sentiment que…



Échantillon de 1 070 personnes représentatif de la population française de 18 ans et plus.
Source : D'après Gérard COURTOIS, « Le ras-le-bol fiscal s'accentue en France », IPSOS pour *Le Monde*, 22 novembre 2018.

1. Montrez, à l'aide de données du document, qu'en France, le consentement à l'impôt est fragile.
2. Comment expliquer que 74 % des personnes interrogées pensent plus contribuer au système qu'en bénéficier ?
3. Selon vous, cette donnée correspond-elle à la réalité ?

S'entraîner

Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS P. 400

Classez chacune des critiques formulées à l'encontre de l'action redistributrice de l'État dans la colonne correspondante : Hausse des dépenses de protection sociale plus rapide que le PIB • Désincitation au travail • Recul du consentement à l'impôt • Faible effet sur les inégalités.

Crise de financement	Crise d'efficacité	Crise de légitimité

2 Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire

BAC

À l'aide de vos connaissances et des documents, vous montrerez que l'action des pouvoirs publics pour réduire les inégalités connaît des limites.

ACTIVITÉ 1 Concevoir une infographie

Qui est pauvre ? Qui est riche ?

Objectifs

Savoirs : inégalités, top 1 %.

Savoir-faire : sélectionner des informations et les organiser visuellement.

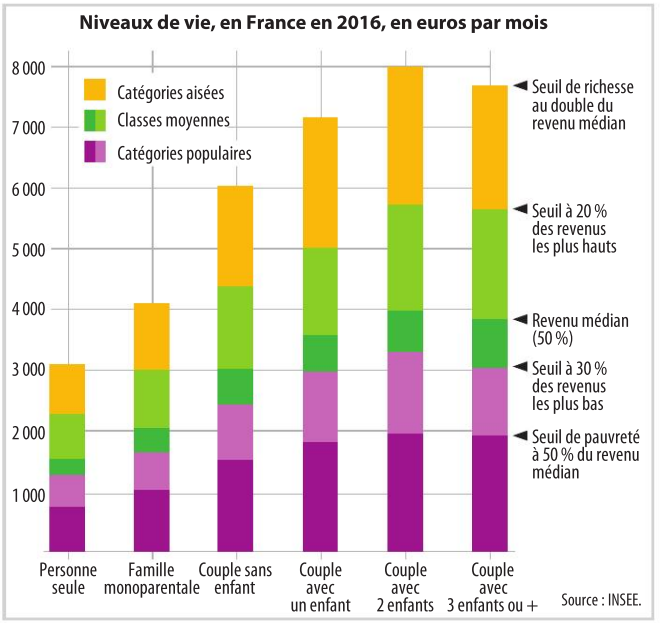
Votre mission **Vous êtes journaliste économique et vous devez proposer à votre rédacteur en chef une infographie illustrant la question « Qui est pauvre, qui est riche en France ? »**

ÉTAPE 1 S'informer et sélectionner des données

30 min

Après avoir consulté les deux documents, sélectionnez et organisez les données principales que vous utiliserez pour votre infographie. N'oubliez pas d'y apporter une valeur ajoutée en effectuant des calculs pertinents de comparaison.

DOC 1 Les écarts de niveaux de vie selon les ménages



REPÈRE

Revenu et patrimoine

Les revenus sont des flux monétaires issus du travail (salaire), de l'État-providence (revenus de transfert) ou de la propriété (profit, intérêts, loyers, dividendes). Le patrimoine est un stock de richesses monétaires, financier (épargne, titres), ou non financier (propriété de logement(s), propriété d'entreprise, d'œuvres d'art...).

DOC 2 Aujourd'hui, c'est quoi « être riche » ?

À partir de quand est-on riche ? Combien y a-t-il de « riches » en France ? En fait, personne ne le sait, car il n'existe pas de définition officielle ni objective de qui peut être considéré comme « riche ». Pour sérier cette question, il faut avoir une double approche : en termes de flux c'est-à-dire de revenus, et en termes de stocks c'est-à-dire de patrimoine (immobilier, financier ou professionnel). [...] L'écart des rémunérations n'est pas proportionnel et plus on grimpe dans l'échelle des salaires, plus les écarts sont importants. En valeurs absolues, il y a plus de différence à l'intérieur des 10 % qui gagnent le plus qu'entre le 1er et le 9e décile. C'est bien pourquoi il faut concentrer l'analyse sur les 1 % les mieux lotis. Dans le privé, cela équivaut à un salaire annuel net supérieur à 100 000 euros. Mais le salaire avant impôts, sans que soient pris en compte des revenus de la propriété, donne une vision trop partielle des choses. [...]

En dehors des revenus courants, il faut aussi observer le patrimoine. Pour faire partie du club très fermé des 1 % des ménages détenant les plus hauts patrimoines, il faut au minimum disposer d'un capital net (c'est-à-dire une fois déduit l'endettement) de 2,5 millions d'euros. Ces points de repère valent ce qu'ils valent. [...] Cela concerne un peu plus 500 000 personnes, moins de 1 % de la population. L'équivalent d'une ville comme Lyon.

Alexandre Mirlicourtois, « C'est quoi « être riche » : revenus et patrimoines », *La Tribune*, 18 octobre 2017.

ÉTAPE 2 Créer votre infographie

25 min

1. Au brouillon crayonnez l'ébauche (le « draft ») de votre infographie.
2. Pensez à mettre en valeur le titre et les sous-titres.
3. Aérez la mise en page pour faciliter la lecture.
4. Choisissez des représentations graphiques lisibles et des pictogrammes adaptés au sujet.
5. Mettez en valeur les informations et données essentielles grâce à un choix pertinent de taille, de police et de couleur.

Coup de pouce

Vous pouvez utiliser un outil en ligne pour réaliser votre infographie, comme Piktochart (https://piktochart.com/) ou Infogram (https://infogram.com/).

ACTIVITÉ 2 — Rédiger un texte argumenté

Objectifs

Savoirs : fiscalité, impôts proportionnels/progressifs, revenu disponible, redistribution.

Savoir-faire : construire un raisonnement.

La fiscalité est-elle redistributive en France ?

La France est un des pays occidentaux les plus égalitaires bien qu'elle présente un taux de prélèvements obligatoires élevé, puisque ces derniers représentent 45 % du PIB en 2018 : cela signifie-t-il pour autant que notre système fiscal est redistributif ?

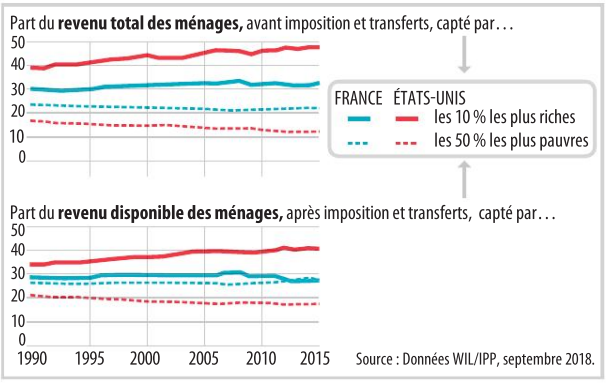
Votre mission **Rédigez deux paragraphes, l'un montrant que le système fiscal français contribue à la réduction des inégalités, l'autre développant les limites du caractère redistributif de notre système fiscal.**

ÉTAPE 1 Répertorier les arguments — 30 min

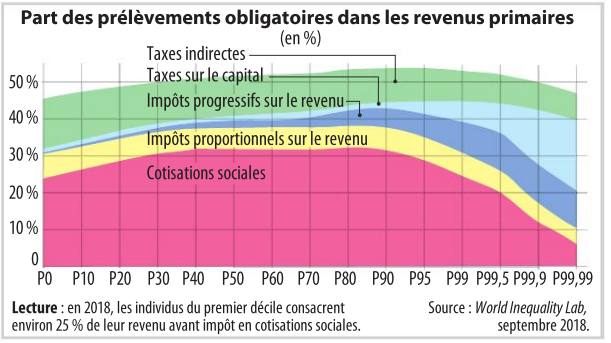
Analysez les documents afin de classer les arguments dans un tableau à deux colonnes :

Arguments montrant que notre système fiscal est redistributif	Arguments montrant les limites de ce caractère redistributif

DOC 1 Les inégalités de revenus en France



DOC 2 Qui paie le plus de prélèvements obligatoires en France ?



DOC 3 Un système fiscal de moins en moins redistributif

De fait, l'injustice sociale – c'est-à-dire le déclin de la progressivité des impôts, dans un contexte de montée des hautes rémunérations et d'explosion des grandes fortunes – n'est en rien spécifique aux États-Unis : c'est un phénomène mondial, aux manifestations politiques protéiformes. À l'origine, par exemple, le mouvement des « gilets jaunes » apparu à la fin de l'année 2018 peut se lire comme une révolte fiscale contre un pouvoir politique qui, venant d'abolir l'impôt de solidarité sur la fortune, cherchait à compenser le manque à gagner par une imposition accrue des carburants.

Que faire ? Si l'on en croit la plupart des commentateurs, taxer de façon plus juste les hauts patrimoines et les sociétés multinationales sur le Vieux continent relève de l'utopie, car la concurrence fiscale est inscrite dans l'ADN de la construction européenne. L'Europe assure en effet une parfaite mobilité du travail et du capital, mais elle ne prévoit aucune politique fiscale commune. […]

Sans surprise, cette (non-)régulation économique s'est traduite par une course accélérée au moins-disant en matière d'impôt sur les sociétés, par la disparition des impôts sur la fortune, l'adoption d'une *flat tax*[1] sur les revenus du capital, la baisse des taux marginaux progressifs d'imposition sur ceux tirés du travail, et la montée en puissance des impôts régressifs sur la consommation.

Emmanuel Saez et Gabriel Zucman, *Le Triomphe de l'injustice*, Éd. du Seuil, 2020.

1. Une *flat tax* est un impôt proportionnel.

ÉTAPE 2 Rédiger les paragraphes — 25 min

Fiche méthode n° 1 p. 370 *Construire une argumentation*

En groupe de 2 à 3 élèves, et à partir des arguments classés dans votre tableau, rédigez deux paragraphes AEI développant chacun un argument du caractère redistributif du système fiscal français et de ses limites.

ACTIVITÉ 3 Débat

Pour ou contre le revenu universel ?

OBJECTIFS

Savoirs : inégalités, prestations sociales, justice sociale, désincitations, contrainte de financement.

Savoir-faire : réussir un débat argumenté, construire un argument, s'entraîner à l'oral.

Lors du Grand oral, vous devrez être capable d'exposer des arguments avec des qualités de rigueur sur le fond et la clarté sur la forme. Cette activité vous permet de mettre en œuvre ces compétences au cours d'un débat qui vous invite à remobiliser une partie des notions du chapitre.

Le sujet

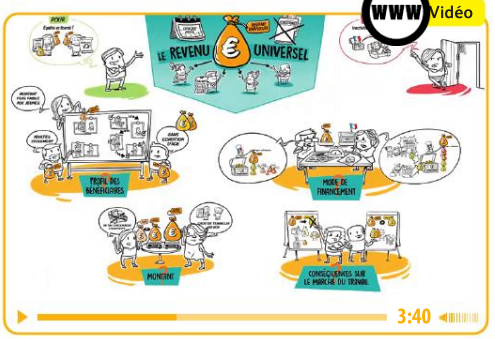
Longtemps jugé utopique, le revenu universel est apparu dans le programme d'un candidat à l'élection présidentielle de 2017 (Benoît Hamon, PS). Ce revenu pour tous demeure l'objet de débats quant aux conditions et justifications de sa mise en œuvre, aux limites de son efficacité et à ses conséquences sur le système de protection sociale.

ÉTAPE 1 Préparation du débat

1. En groupe de 3 à 4 élèves, regardez la vidéo et lisez une première fois les autres documents.

DOC 1 Le revenu universel : est-ce une bonne idée ?

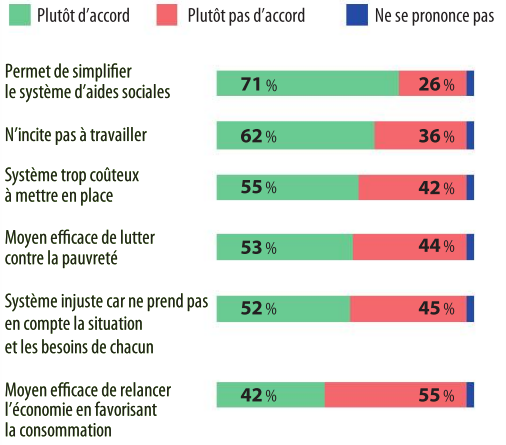
Lien vidéo WWW Vidéo



Dessine-moi l'éco, mars 2016.

DOC 2 Des avis très partagés

Avantages et inconvénients du revenu minimum universel selon les Français en 2016



Source : D'après BVA, *Le Point*, BC Consulting.

DOC 3 Les justifications du revenu universel

Le revenu universel ou revenu de base consiste à verser à tous les membres d'une communauté nationale un revenu mensuel. Son principe est d'être d'un montant égal pour tous, sans contrôle des ressources ou des besoins, sur une base individuelle, de façon inconditionnelle, sans exigence de contrepartie. […] Destiné à répondre à la fin du travail, le revenu universel doit également être suffisant pour permettre de vivre décemment sans travailler – alors que le RSA est volontairement faible, de manière à ne pas désinciter au travail.

Le revenu universel fait l'objet d'un intérêt médiatique et politique croissant. Il est défendu à la fois par des libéraux, pour qui il s'agit de lutter contre un système paternaliste et inquisiteur, par des sociaux-démocrates, dans l'objectif de compléter la protection sociale actuelle, et par ceux qui y voient un moyen de gérer la fin du travail (qu'ils croient que la fin du travail est inéluctable du fait de la robotisation ou, comme les décroissants, qu'ils veuillent volontairement limiter la production).

Le revenu universel suffisant est défendu par André Gorz (2002) qui souligne notamment que la production « distribue à un nombre décroissant d'actifs un volume décroissant de rémunérations et de salaires ». Pour Yoland Bresson (1996), « le plein-emploi est fini. Il ne reviendra plus ». Pour Yannick Vanderborght et Philippe Van Parijs (2005), le revenu universel est « une technique douce de partage du travail ». De même, pour Baptiste Mylondo (2010), « le revenu inconditionnel agit donc comme une prime à la réduction du temps de travail susceptible en fin de compte d'impulser un réel partage de l'emploi ». Dans cette optique, B. Mylondo propose que ce revenu soit fixé au niveau du seuil de pauvreté, soit 1 000 euros mensuels aujourd'hui, mais le financement de ce projet n'est pas chiffré. Marc de Basquiat et Gaspard Koenig (2017) ont chiffré une réforme introduisant un revenu de base de 500 euros mais ce montant serait trop faible pour pouvoir vivre décemment sans travailler. Un tel revenu universel poursuit d'autres objectifs : rationaliser le système, éviter le non-recours aux allocations et les versements indus.

Guillaume Allègre, « Un revenu universel pour répondre à la fin du travail ? », *Vie-publique.fr*, 26 juillet 2019.

DOC 4 Un revenu minimal pour affaiblir l'État-providence ?

Le but de ce revenu universel serait donc bien de proposer une alternative à la dépendance des individus vis-à-vis de leur salaire. Ce qui amène à une réflexion morale : en venant en complément des rémunérations du travail, le revenu universel ne risque-t-il pas d'inciter les employeurs à niveler globalement les salaires vers le bas ? Car comme le disait le sociologue Robert Castel (1933-2013), « un stock de travailleurs potentiels déjà partiellement rémunérés par un médiocre revenu de subsistance constituerait une nouvelle armée de réserve dans laquelle le nouveau capitalisme pourrait librement puiser au moindre coût ».

D'ailleurs Julien Dourgnon admet cette critique : « Soyons honnêtes : il n'est pas impossible, en effet, que le revenu universel serve d'alibi pour accélérer l'affaiblissement de l'État-providence et de ses régulations collectives », indique-t-il en conclusion de son livre. Mais « rien n'est écrit », ajoute-t-il, et « l'inverse est tout à fait possible : faire du revenu universel un outil pour renouer avec l'idée du progrès émancipateur ». Dont acte. Mais il y a fort à parier que si un revenu universel était instauré, les puissantes forces du marché s'engouffreraient dans la brèche, et le pouvoir politique éprouverait alors toutes les peines du monde pour maintenir les acquis sociaux des ménages.

Mathias Thépot, « Le revenu universel n'a pas pour but le pouvoir d'achat », *La Tribune*, 25 janvier 2017.

2 Relisez et visionnez à nouveau les documents et la vidéo afin d'y repérer les arguments pour et contre. Triez ces arguments dans un tableau à deux colonnes.

Avantages du revenu universel (arguments en faveur)	Critiques ou limites du revenu universel (arguments en défaveur)

ÉTAPE 2 Débat en classe

Grille à télécharger ation lécharger

55 min

1 Répartissez-vous en trois groupes : un pour le jury, et deux groupes défendant chacun un point de vue sur la question posée.

2 Procédez au débat en suivant les indications de la Fiche méthode n° 4 p. 374 *Réussir un débat*.

OBJECTIF BAC : DES PISTES POUR LE GRAND ORAL

Questions que le jury pourrait poser sur ce sujet

- Qu'appelle-t-on « inégalités économiques » ?
- Comment mesure-t-on les inégalités économiques ?
- Comment les inégalités économiques engendrent-elles des inégalités sociales ?
- De quel type d'égalité relève le revenu universel ?
- À quelle conception de la justice sociale renvoie le revenu universel ?

D'autres sujets possibles sur ce chapitre

- Assiste-t-on à un retour des inégalités en France au XXIe siècle ? dossier 1 p. 294
- Le revenu universel : quelle justice sociale ?
- Pourquoi parle-t-on du système des inégalités ? dossier 2 p. 296
- Faut-il choisir entre liberté et égalité ? dossier 3 p. 298
- Justice sociale : l'impossible définition ? dossiers 3 et 4 p. 298, 300
- L'État-providence est-il dépassé ? dossiers 5 et 6 p. 302, 304

CONSEILS POUR LE JOUR DU GRAND ORAL

Entrer et quitter la salle

- Après y avoir été invité, entrez dans la salle d'un pas dynamique mais sans vous précipiter.
- Tenez-vous droit, saluez les deux membres du jury d'une voix assurée en les regardant pour établir un premier contact visuel. Soyez souriant.
- Avec calme et détermination, posez vos affaires sur une chaise ou au pied du bureau.
- Face au jury, présentez-vous. Approchez-vous ensuite d'eux, muni de votre pièce d'identité et de votre convocation, pour remettre la feuille sur laquelle figurent vos deux sujets.
- À la fin de votre oral, rangez vos affaires sans empressement ni lenteur.
- Ne quittez pas la salle sans avoir remercié votre jury pour son attention.
- Dites « au revoir ».

Fiche Bac n° 6 p. 388 *Le Grand oral*

S'orienter après le bac

Schéma : L'orientation post-bac *sur le rabat, en fin de manuel*

Quelles voies mènent aux études de sciences politiques ? https://www.letudiant.fr/etudes/secteurs/sciences-politiques.html

Comment devient-on journaliste ? https://www.imaginetonfutur.com/journaliste.html

L'essentiel

Quelles inégalités sont compatibles avec les différentes conceptions de la justice sociale ?

En France, depuis la Déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen (1789), l'égalité est une valeur fondamentale. Pourtant, la crise des Gilets jaunes en 2018-2019 montre qu'une partie de la société conteste les inégalités aujourd'hui. Comment ont-elles évolué depuis le XXe siècle ? Sont-elles justifiées ? Quels sont les enjeux de l'action des pouvoirs publics pour la justice sociale ?

A La dynamique des inégalités économiques et sociales

Podcast

1. Comment ont évolué les inégalités économiques depuis le début du XXe siècle ?

Depuis le début du XXe siècle, les inégalités de revenus ont tendance à décroître, comme le montrent différents indicateurs tels que la part de revenu des 1 % les plus riches (**top 1 %**), ou bien encore le **rapport inter-quantiles**. Cependant, le **coefficient de Gini** qui permet une analyse plus globale de la concentration des revenus montre que la baisse des inégalités s'est arrêtée au début des années 1980, et qu'elles sont reparties à la hausse dans la plupart des pays développés (à partir du début du XXIe siècle pour la France). En effet, les revenus des 10 % les plus riches progressent plus rapidement.

La courbe de Lorenz permet de montrer ces inégalités, en comparant graphiquement la distribution du revenu total ou du patrimoine à une situation parfaitement égalitaire. En France, les 10 % de personnes les plus riches gagnent environ 25 % des revenus et détiennent 50 % du patrimoine total.

2. Comment les inégalités se cumulent-elles ?

Les inégalités économiques sont cumulatives : les inégalités de revenus génèrent des inégalités de patrimoine encore plus fortes via l'épargne, et ce patrimoine génère des revenus de la propriété qui accentuent les inégalités de revenus. **Par ailleurs, elles sont en partie héréditaires, via l'héritage économique et culturel**, ce que mesure la **corrélation de revenu parents-enfants**.

Les inégalités économiques induisent également des inégalités sociales qui concernent l'accès à des ressources non monétaires comme les conditions ou modes de vie (conditions de logement, écarts d'espérance de vie, réussite scolaire, etc.). Ainsi, **les inégalités économiques et sociales ont un caractère multiforme et cumulatif** : elles se cumulent et s'engendrent mutuellement.

B La justice sociale face aux inégalités

Podcast

3. Quelles sont les différentes formes d'idéal égalitaire ?

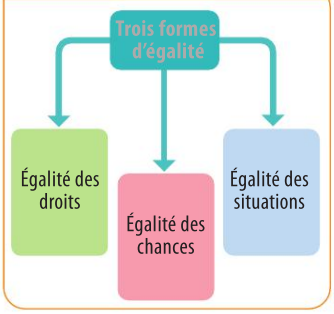
La justice sociale désigne l'ensemble des principes qui définissent une société juste. Plusieurs conceptions de la justice sociale coexistent, **en s'appuyant sur trois conceptions possibles de l'égalité**. Tout d'abord, l'**égalité des droits**, qui implique les mêmes droits et devoirs pour tous les citoyens. Ensuite, l'**égalité des chances** correspond à l'égale possibilité pour tous les individus d'accéder à toutes les positions sociales, quelles que soient leur naissance. Enfin, l'**égalité des situations** ou égalité réelle se traduit par l'égalité des conditions matérielles de vie. Schéma 1

4. Qu'est-ce qu'une société juste ?

Plusieurs conceptions de la justice sociale s'affrontent pour déterminer sur quels principes s'établit une société juste. Tout d'abord, pour l'**utilitarisme**

Podcast

1 Les différentes formes d'égalité



NOTIONS

Inégalités
Disparités d'accès à une ressource ou une pratique socialement valorisée. Les inégalités économiques concernent les seules ressources monétaires (salaires, revenus, épargne, patrimoine).

Top 1 %
Part des 1 % de ménages ou d'individus les plus favorisés dans le revenu ou le patrimoine total.

Rapport inter-quantiles
Fiche outil n° 6 p. 356

Coefficient de Gini
Fiche outil n° 7 p. 358

Courbe de Lorenz
Voir Coefficient de Gini.

Corrélation de revenu parents-enfants
Indicateur qui mesure l'influence des revenus des parents sur celui des enfants.

Justice sociale
Principes qui permettent d'apprécier le caractère juste ou injuste d'une société, notamment de la répartition des droits et devoirs entre ses membres.

Égalité des droits
Situation dans laquelle les individus ont les mêmes droits et devoirs, quelles que soient leurs caractéristiques.

Égalité des chances
Situation dans laquelle chaque individu, quelle que soit son origine ou ses caractéristiques, a les mêmes possibilités d'accéder aux positions sociales et aux ressources (diplôme, revenu, etc.) qui permettent de les atteindre.

Égalité des situations
Situation dans laquelle les individus ont le même accès à une ressource ou pratique socialement valorisée.

(Jeremy Bentham, John Stuart Mill), la distribution des revenus est juste si elle permet de maximiser le bien-être global dans la société (« le bonheur du plus grand nombre »). Pour l'**égalitarisme strict** (Karl Marx), la société est juste si elle applique la règle de « chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ». Cette approche égalitariste a pour objectif de réduire les inégalités et partager les richesses pour atteindre l'égalité réelle. L'**égalitarisme libéral** propose de concilier liberté et égalité. Ainsi, pour John Rawls, les inégalités sont justes si elles reposent sur une liberté égale des individus, l'égalité des chances, et si elles permettent d'améliorer la situation des plus désavantagés.

Cette poursuite de l'idéal égalitaire est rejetée par le libertarisme (Robert Nozick, Friedrich Hayek). Dans cette conception, la justice sociale est réalisée dès que la liberté et l'égalité des droits des individus sont respectées. Les inégalités sont légitimes car elles reposent sur les décisions individuelles libres et reflètent le talent naturel des individus.

C L'action des pouvoirs publics pour favoriser la justice sociale

Podcast

5. Comment les pouvoirs publics peuvent-ils favoriser la justice sociale ?

Les pouvoirs publics ont développé de nombreux dispositifs pour réduire les inégalités. **Historiquement, le premier a été la fiscalité**, en particulier les impôts progressifs comme l'impôt sur le revenu, mais la part de ces impôts baisse et **les prélèvements obligatoires sont moins redistributifs depuis les années 1980**.

Ce sont donc surtout les prestations de protection sociale et les services collectifs financés par les prélèvements obligatoires qui jouent un rôle redistributif. Après la Seconde Guerre mondiale, l'État-providence a instauré un système d'assurances sociales reposant sur les cotisations sociales et permettant de couvrir les individus face aux risques sociaux (maladie, vieillesse, chômage…). Par ailleurs, les inégalités n'étant pas seulement économiques, l'État fournit aux ménages des services non marchands, gratuits ou semi-gratuits, comme la santé, l'éducation, le logement ou bien le transport.

Enfin, l'État agit sur les inégalités en créant des règles juridiques pour lutter contre les discriminations. En application d'un article de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, la loi proclame ainsi depuis 1973 le principe « à travail égal, salaire égal » entre femmes et hommes, mais les pratiques prennent du temps à s'adapter, comme le montrent de manière frappante les écarts de rémunération entre sportifs et sportives professionnels. De même, à l'école, des mesures de discrimination positive comme les quotas de boursiers dans Parcoursup ou des modes d'accès spécifiques à des filières sélectives (Sciences Po, par exemple) favorisent l'accès des lycéens de l'éducation prioritaire. Schéma 2

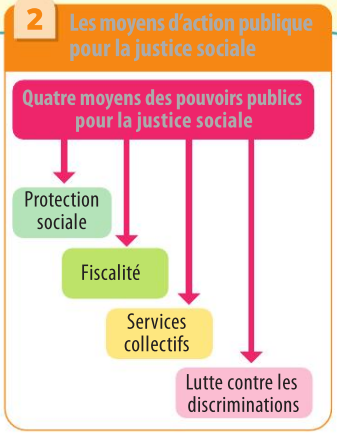
6. Les pouvoirs publics peuvent-ils réduire les inégalités ?

L'action des pouvoirs publics pour la justice sociale s'opère sous contrainte de financement : les dépenses augmentent, obligeant à augmenter les ressources, mais aussi à faire des choix (exemple : réforme des retraites).

De plus, des critiques d'efficacité se développent contestant la capacité des pouvoirs publics à réduire les inégalités et à lutter contre les discriminations. Par ailleurs, certains dénoncent les effets pervers de la protection sociale : en versant des prestations sociales, les pouvoirs publics engendreraient des **désincitations** au travail (« trappes à inactivité »), les revenus du travail pouvant être inférieurs à ceux issus de la protection sociale.

Enfin, la légitimité de l'action des pouvoirs publics est remise en cause : par exemple, la fiscalité est critiquée et on assiste à un moindre consentement à l'impôt de la part des citoyens.

2 Les moyens d'action publique pour la justice sociale



NOTIONS

Utilitarisme
Conception de la justice sociale où la société juste est celle qui maximise le bonheur total de ses membres. Cette conception suppose une mesure du bonheur individuel et collectif, appelée « utilité ».

Égalitarisme strict
Ensemble de conceptions de la justice sociale qui donnent une priorité à l'égalité, comprise comme égalité des situations, ce qui peut impliquer de limiter la liberté des membres de la société.

Égalitarisme libéral
Ensemble de conceptions de la justice sociale qui donnent une priorité à la liberté sur l'égalité, conçue comme égalité des droits et des chances plutôt que des situations, mais considérant aussi que cette conception de l'égalité est une condition pour que la liberté s'exerce.

Libertarisme
Conception de la justice sociale qui considère la liberté individuelle comme un droit naturel inaliénable qui s'appuie sur la propriété : propriété de son corps, propriété matérielle, immatérielle.

Fiscalité
Ensemble des prélèvements obligatoires qui financent les administrations publiques

Services collectifs
Services non marchands produits par les administrations publiques et mis à disposition des ménages sous la forme de prestations en nature.

Discrimination
Situation défavorable d'une personne ou d'un groupe de personnes du fait d'un traitement inégal en raison de critères prohibés par la loi (sexe, origine, handicap, orientation sexuelle…).

Désincitation
Changement d'un paramètre qui modifie l'analyse coût-avantage et donc les décisions de certains agents.

L'essentiel en schéma

schéma interactif — Schémas animés

A La dynamique des inégalités économiques et sociales

Baisse des inégalités économiques au XXe siècle mais recrudescence des inégalités

Inégalités économiques
- de salaires
- de revenus
- de patrimoine

Mesurées par
- rapport inter-quantiles
- courbe de Lorenz et coefficient de Gini
- top 1 %
- corrélation de revenu parents-enfants

Des inégalités économiques et sociales qui se cumulent

Inégalités économiques
- Revenus
- Patrimoine

↔

- Santé
- Éducation
- Logement
- Etc.

→ **Inégalités sociales**

B La justice sociale face aux inégalités

Trois formes d'égalité

Égalité des droits
Mêmes droits et devoirs pour tous

Égalité des chances
Mêmes probabilités d'accès aux positions sociales

Égalité des situations
Égalité réelle des conditions de vie

Et différentes conceptions de la justice sociale

Utilitarisme
Maximiser le bien-être collectif (Jeremy Bentham, John Stuart Mill)

Égalitarisme strict
Viser l'égalité réelle des situations (Karl Marx)

Libertarisme
Privilégier la liberté et viser une simple égalité des droits (Robert Nozick, Friedrich Hayek)

Égalitarisme libéral
Privilégier la liberté, viser l'égalité des chances et corriger certaines inégalités (John Rawls)

C L'action des pouvoirs publics pour favoriser la justice sociale

Les moyens d'action des pouvoirs publics

Fiscalité (Prélèvements obligatoires)

Protection sociale

Services collectifs

Lutte contre les **discriminations**

→ **Inégalités**

Une politique qui suscite des débats

Contrainte de financement
Déficit public, taux de prélèvements obligatoires

Efficacité dans la réduction des inégalités
Désincitations et « trappe à inactivité »

Légitimité
Consentement à l'impôt

Utilisez les statistiques

1 Lire et interpréter revenu disponible moyen, médian, déciles, rapport inter-déciles, et mesurer des variations

Objectifs de savoir-faire
Calculer et interpréter une variation → Fiche outil n° 2 p. 350
Lire et interpréter une moyenne et une médiane → Fiche outil n° 5 p. 354
Les indicateurs d'inégalités / Les quantiles → Fiche outil n° 6 p. 356

Évolution du revenu disponible des ménages de 2008 à 2015 (en euros constants 2015)

	2008	2010	2010[1]	2011	2012	2012[2]	2013	2014	2015
Revenu disponible moyen	36 970	37 190	37 180	37 210	36 700	36 740	36 130	36 020	36 300
Revenu disponible médian	30 660	30 530	30 230	30 000	29 740	29 780	29 690	29 920	30 040
1er décile (D1)	13 810	13 540	13 530	13 520	13 490	13 430	13 640	13 680	13 630
9e décile (D9)	63 830	65 210	64 460	65 120	63 900	63 980	63 580	62 790	63 210
Rapport inter-déciles (D9/D1)	4,6	4,8	4,8	4,8	4,7	4,8	4,7	4,6	4,6

1. À partir de 2010, les estimations de revenus financiers mobilisent l'enquête Patrimoine 2010.
2. À partir de 2012, les estimations de revenus financiers mobilisent l'enquête Patrimoine 2014-2015.

Champ : France métropolitaine, ménages dont le revenu déclaré au fisc est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

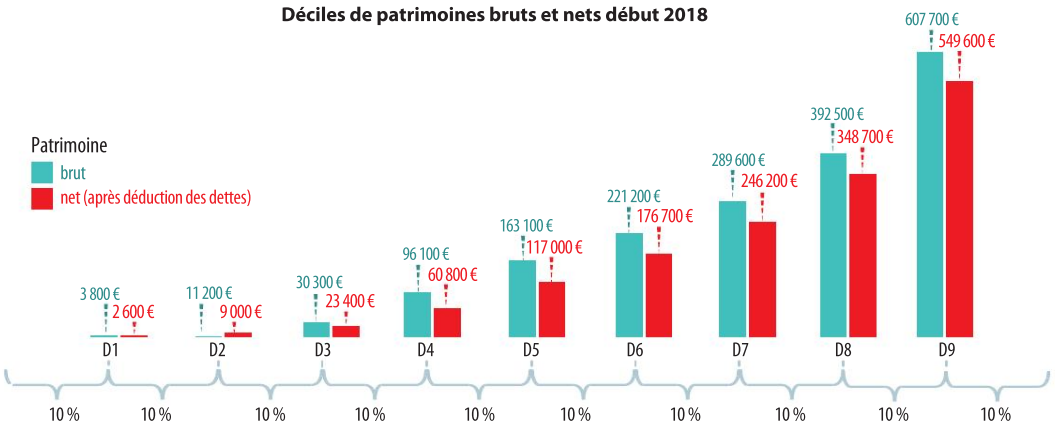
Sources : INSEE-DGFiP-CNAF-CNAV-CCMSA, Enquêtes Revenus fiscaux et sociaux (ERFS) 2008-2015.

1. Rédigez une phrase présentant la signification précise du revenu disponible médian en 2015.
2. Mesurez à l'aide de deux outils la variation du revenu disponible des ménages du 1er décile entre 2008 et 2015.
3. Calculez le rapport inter-déciles pour 2015.

2 Lire et interpréter les déciles et le rapport inter-déciles

Objectifs de savoir-faire
Les indicateurs d'inégalités / Les quantiles → Fiche outil n° 6 p. 356

Déciles de patrimoines bruts et nets début 2018



Champ : ménages ordinaires résidant en France hors Mayotte.

Lecture : En France, début 2018, 10 % des ménages ont un patrimoine brut supérieur à 607 700 euros et un patrimoine net supérieur à 549 600 euros (D9).

Source : INSEE.

1. Quel est le montant de patrimoine brut médian des ménages en France en 2018 ?
2. Quel pourcentage de ménages détient un patrimoine net supérieur à 23 400 euros en 2018 ?
3. Rédigez une phrase présentant la signification précise des valeurs de D9.
4. Calculez puis rédigez une phrase précise interprétant le rapport inter-déciles D9/D1 de la distribution du patrimoine brut en France en 2018.

Testez vos connaissances !

CORRIGÉS P. 400

Exercices interactifs

1 Vrai ou faux ?

Exercice interactif

Lorsque c'est faux, justifiez pourquoi.

	Vrai	Faux
01. Depuis le début du XXe siècle, les inégalités de niveaux de vie n'ont cessé de s'accroître.	☐	☐
02. En France, les inégalités de patrimoine sont plus importantes que les inégalités de revenus.	☐	☐
03. Plus le rapport inter-déciles est élevé, moins les inégalités sont fortes.	☐	☐
04. Plus la courbe de Lorenz est éloignée de la droite d'équirépartition plus les inégalités sont fortes.	☐	☐
05. L'égalité des droits est suffisante pour garantir l'égalité des situations.	☐	☐
06. Les mesures de discrimination positive permettent de rétablir l'égalité des chances.	☐	☐
07. Les cotisations sociales sont versées aux ménages par les administrations de la Sécurité sociale.	☐	☐
08. La protection sociale en France est majoritairement financée par les impôts comme la CSG.	☐	☐
09. La TVA est un impôt progressif.	☐	☐
10. Les services collectifs sont financés par les impôts et permettent de réduire les inégalités.	☐	☐

2 L'action des pouvoirs publics en matière de justice sociale

Exercice interactif

Complétez le texte avec les mots suivants :

fiscalité | redistribution | services collectifs | discrimination positive | cotisations sociales | impôts | progressif | protection sociale | prestations sociales

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'État-providence a mis en place un système de _____ qui couvre l'ensemble des risques sociaux. Cette intervention de l'État permet de réduire les inégalités grâce à la _____ qui témoigne de la solidarité de la société. Cette dernière repose sur deux mécanismes : les _____ prélevées sur le salaire brut et les _____ (revenus de transfert) versées aux ménages.

De plus, l'État lutte également contre les inégalités en prélevant des _____, néanmoins ils ne sont pas tous justes : ainsi, l'impôt _____ dont le taux de prélèvement augmente avec le revenu est celui qui corrige le mieux les inégalités.

Par ailleurs, les inégalités sont également réduites par les _____ (d'éducation, de santé, de logement) qui sont fournis gratuitement ou quasi gratuitement et financés par les _____ ; ainsi la _____, au sens large, participe à la justice sociale. Enfin, des mesures de _____ (ex. : lois en faveur de la parité en politique, éducation prioritaire, quotas d'élèves boursiers…) visent à rétablir l'égalité des chances.

3 Repérer les étapes d'un paragraphe argumenté

Exercice interactif

Reconstituez deux paragraphes AEI à partir des six phrases suivantes. Fiche méthode n° 1 p. 370

1. Aujourd'hui, les 10 % des ménages les plus riches possèdent 50 % du patrimoine total.
2. Les inégalités économiques et sociales se cumulent entre elles.
3. En effet, les inégalités de revenus entraînent des inégalités de patrimoine car la détention d'un patrimoine dépend de la capacité à épargner, et celle-ci augmente avec les revenus. En retour, les inégalités de patrimoine sont elles-mêmes à l'origine d'inégalités de revenus en raison des revenus générés par le patrimoine détenu.
4. Les inégalités économiques sont cumulatives : les inégalités de revenus créent des inégalités de patrimoine.
5. En 2017, l'espérance de vie à la naissance pour les 5 % des femmes les plus riches était de 88,3 ans, soit 8 ans de plus que celle des 5 % des femmes les plus pauvres.
6. Les inégalités de revenus entraînent des inégalités de consommation et de santé.

Exercices interactifs
Guide de révisions
lycee.hachette-education.com/ses/tle

Guide méthodologique complet

4 Des moyens de lutte contre les inégalités sous contraintes

Exercice interactif

Associez chaque type d'inégalité au moyen mis en œuvre pour la réduire et à la limite que ce dernier peut rencontrer.

Hausse des inégalités de revenus	Mesures de discrimination positive (ex. : quota d'élèves boursiers)	Inefficaces et/ou stigmatisation
Surreprésentation des enfants de cadres parmi les étudiants de CPGE	Hausse des prestations chômage	Effet pervers et risque de désincitation
Inégalités face au chômage en fonction du diplôme	Hausse des taux de l'impôt sur le revenu	Consentement à l'impôt

5 Quel niveau d'inégalités selon les théories de la justice sociale ?

Exercice interactif

Associez le niveau de correction des inégalités qui convient à chaque théorie de la justice sociale.

égalitarisme strict	aucune correction des inégalités nécessaire
libertarisme	correction limitée des inégalités à l'augmentation de la satisfaction totale des individus
égalitarisme libéral	correction des inégalités jusqu'à l'égalité
utilitarisme	correction des inégalités maximisant le revenu minimum

LE SAVIEZ-VOUS ?

En France, les **10 % les plus riches** reçoivent environ **25 % de l'ensemble des revenus** et possèdent environ **50 % de l'ensemble des patrimoines**.



13 ans c'est l'écart d'**espérance de vie** des hommes entre les 5 % les plus riches et les 5 % les plus pauvres.

En France, avant redistribution, les 10 % les plus riches gagnent en moyenne environ **20 fois plus** que les 10 % les plus pauvres. Après redistribution, ils gagnent environ **6 fois plus**.

Les **prestations sociales** contribuent pour **2/3** à la **réduction des inégalités**, soit **deux fois plus** que les prélèvements obligatoires.

POUR ALLER PLUS LOIN

Vidéos et ressources interactives

Rendez-vous sur lycee.hachette.com/ses/tle.



Liberté - Inégalités ? - Fraternité
Observatoire des inégalités, septembre 2019.
Ce web-documentaire analyse la contradiction entre l'idéal républicain « Liberté, Égalité, Fraternité » et la persistance des inégalités.



Pourquoi les inégalités de richesse augmentent ?
Décod'actu, France TV Éducation, 2019.
Cette vidéo permet de distinguer les inégalités de revenus et de patrimoine, de les comparer et d'expliquer comment elles se cumulent et se renforcent.



Gilets jaunes : les impôts sont-ils vraiment injustes ?
Arte, janvier 2019.
Une vidéo riche en données statistiques et infographies qui, à partir du sentiment d'injustice fiscale, rappelle la diversité des impôts et leur rôle dans la réduction des inégalités.



Les conceptions de la justice sociale
Maxime Lambrecht, 2018.
Maxime Lambrecht, youtubeur et professeur d'éthique et philosophie du droit, explique quatre conceptions de la justice sociale : l'utilitarisme, le libertarisme, l'égalitarisme libéral (Rawls) et l'égalitarisme strict (Marx).

Objectif Bac — Épreuve composée

Corrigé

Document

PARTIE 1 — MOBILISATION DES CONNAISSANCES — 4 PTS

SUJET

Vous montrerez, à l'aide d'un exemple, que les inégalités économiques et sociales peuvent être cumulatives.

MÉTHODE

- Surlignez la ou les notions clés du sujet et soulignez les mots qui désignent la consigne (la tâche).
- Rédigez votre réponse en débutant par une brève définition des notions.
- Répondez à la tâche en écrivant autant de paragraphes que d'affirmations, en utilisant les étapes « Affirmer, Expliciter, Illustrer ».

Fiche méthode n° 1 p. 370

APPLICATION

Distinguez la conception utilitariste de la justice sociale de celle de l'égalitarisme strict.

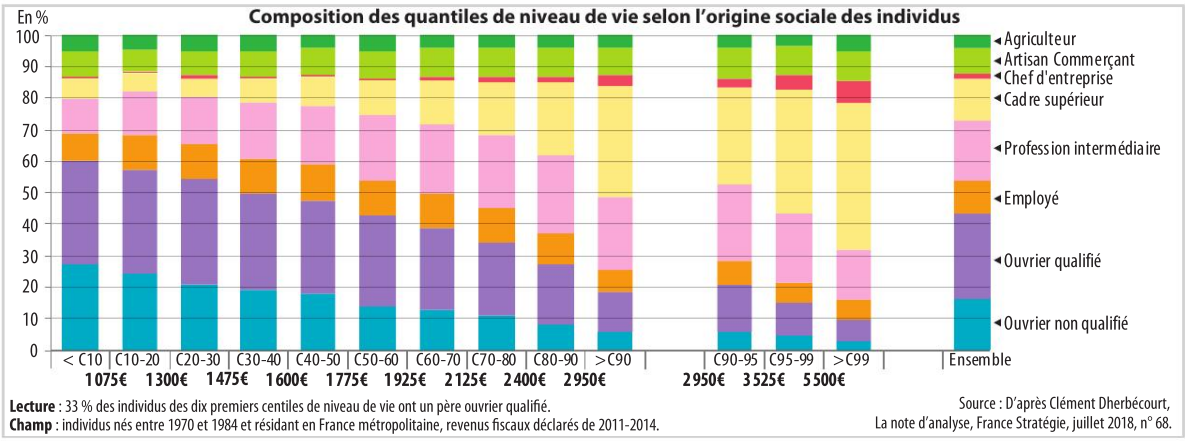
CORRIGÉ

Les inégalités économiques (celles concernant les richesses monétaires) et sociales (celles concernant l'accès aux ressources matérielles et symboliques comme l'emploi, le logement, la santé, les diplômes, les loisirs...) ont tendance à se renforcer mutuellement. En effet, les inégalités économiques entre elles, d'une part, les inégalités sociales entre elles, d'autre part, mais aussi les inégalités économiques en interaction avec les inégalités sociales s'engendrent les unes les autres, formant un véritable système d'inégalités. Par exemple, la pauvreté engendre des difficultés d'accès au logement qui elles-mêmes entraînent des difficultés de réussite scolaire, une moins bonne santé et une moindre espérance de vie (logements insalubres, accès aux soins). Ainsi en France, les 5 % d'hommes les plus fortunés vivent, en moyenne, 13 ans de plus que les 5 % les plus pauvres.

PARTIE 2 — ÉTUDE D'UN DOCUMENT — 6 PTS

SUJET

1) Présentez l'intérêt des déciles pour mesurer des inégalités.
2) Analysez le lien entre origine sociale et niveau de vie en France.



Lecture : 33 % des individus des dix premiers centiles de niveau de vie ont un père ouvrier qualifié.
Champ : individus nés entre 1970 et 1984 et résidant en France métropolitaine, revenus fiscaux déclarés de 2011-2014.

Source : D'après Clément Dherbécourt, La note d'analyse, France Stratégie, juillet 2018, n° 68.

MÉTHODE

Question de connaissances : appliquez la même méthode qu'en première partie.
Question d'exploitation statistique du document :

- Au brouillon, rédigez une phrase, la plus précise et explicite possible, avec une donnée de votre choix. Cette phrase devra être utilisée au moins une fois dans votre réponse.
- Après avoir identifié la tâche (ici « analysez le lien »), sélectionnez, du général au particulier, les données en effectuant des regroupements pertinents.
- Répondez à la tâche en écrivant autant de paragraphes que d'affirmations, en utilisant les étapes « Affirmer, Expliciter, Illustrer ».

Fiche méthode n° 1 p. 370

CORRIGÉ

1) Les déciles permettent de mesurer les inégalités économiques en classant les individus ou ménages de manière croissante par tranches de 10 % de l'effectif total, en fonction de la distribution du salaire, du niveau de vie ou du patrimoine... En effet, les déciles indiquent soit la valeur qui sépare chaque tranche de 10 % de population (9 déciles pointés), soit la valeur moyenne de chaque décile (10 déciles moyens). Ainsi, les déciles permettent d'appréhender la répartition des salaires, des revenus ou des patrimoines, des 10 % les plus pauvres aux 10 % les plus riches, là où la moyenne masque les écarts. À partir des déciles, on peut alors calculer le rapport inter-déciles (D9/D1) qui permet de mesurer les inégalités entre D1 et D9. Enfin, D5 indique la médiane, c'est-à-dire la valeur séparant la population en deux, 50 % de la population la moins dotée se situant en dessous de la médiane, les 50 % les plus dotés se situant au-dessus.

2) Corrigé à télécharger

PARTIE 3 RAISONNEMENT S'APPUYANT SUR UN DOSSIER DOCUMENTAIRE 10 PTS

SUJET

À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que la protection sociale permet de réduire les inégalités.

DOC 1

Montant annuel moyen par ménage en 2016 en euros	Q1	Q2	Q3	Q4	Q5	Ensemble des ménages ordinaires
Revenus nets d'activité	**9 293**	**17 395**	**23 637**	**31 942**	**56 417**	**27 737**
Salaires nets	7 206	15 440	22 078	30 324	49 707	**24 951**
Revenus des entrepreneurs indépendants nets	2 087	1 956	1 559	1 617	6 170	**2 786**
Revenus du patrimoine	**1 445**	**2 762**	**5 446**	**8 853**	**24 889**	**8 679**
Revenus de la propriété	196	206	197	607	8 655	**1972**
Revenus du logement	1 249	2 555	5 249	8 246	16 234	**6 707**
Transferts nets reçus	**10 167**	**9 084**	**8 792**	**7 269**	**7 002**	**8 463**
Prestations	12 327	12 680	14 055	15 298	25 329	**15 938**
Impôts	- 1 575	- 3 013	- 4 737	- 7 678	- 20 206	**- 7 442**
Autres transferts	- 585	- 583	- 526	- 351	1 878	**- 33**
Revenu disponible brut	**20 905**	**29 241**	**37 875**	**48 063**	**88 307**	**44 878**

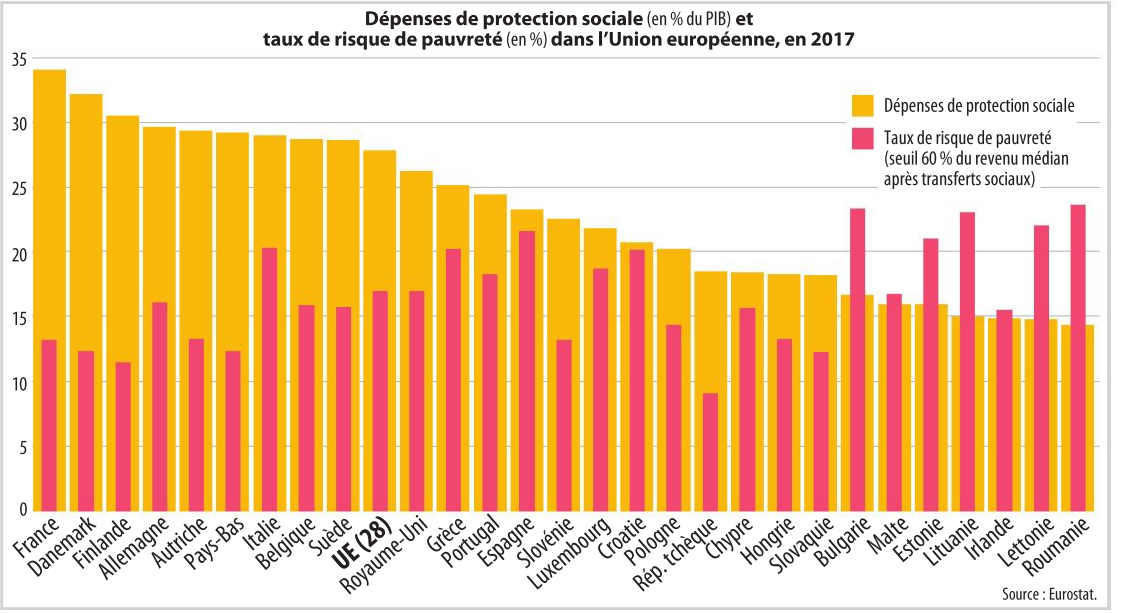
Source : INSEE, Enquête ERFS 2016, L'économie française, édition 2019.

DOC 2

De leur côté, les prestations sociales mettent en jeu des masses moyennes deux fois moins importantes que les prélèvements, mais contribuent pour 65 % à la réduction des inégalités en 2017, soit presque deux fois plus que les prélèvements. Elles comprennent en effet deux types de transferts particulièrement progressifs car dotés d'un barème très ciblé sur les ménages disposant de faibles revenus. Les aides au logement, d'une part, apportent un soutien financier important aux ménages qui les perçoivent : elles représentent 13 % du niveau de vie moyen des 20 % de personnes les plus modestes (et même 20 % de celui des 10 % les plus modestes) et contribuent pour 16 % à la réduction des inégalités. Les minima sociaux, d'autre part, réservés aux personnes les plus pauvres, sont par nature les prestations sociales les plus ciblées. Les minima sociaux et la prime d'activité représentent, en 2017, 17 % du niveau de vie moyen des 20 % de personnes les plus modestes (et même 28 % de celui des 10 % les plus modestes) et contribuent pour 23 % à la réduction globale des inégalités. Enfin, les prestations familiales contribuent pour 25 % à la réduction des inégalités.

INSEE, France, Portrait social, novembre 2018.

DOC 3



SUJET

L'action des pouvoirs publics pour réduire les inégalités est-elle efficace ?

DOC 1 Effets de la redistribution sur les niveaux de vie des plus riches et des plus pauvres

	Montant moyen pour les 10 % les plus pauvres en euros	Montant moyen pour les 10 % les plus riches en euros
Niveau de vie avant redistribution	**281**	**5 939**
Cotisations patronales famille + CSG-CRDS	- 13	- 443
Impôts sur le revenu	5	- 785
Taxe d'habitation	- 4	- 65
Allocations familiales	64	12
Autres prestations familiales	100	3
Aides au logement	172	1
RSA et autres minima sociaux	217	4
Niveau de vie après redistribution	**821**	**4 666**

Champ : France métropolitaine. Montants mensuels pour une personne seule.
Source : INSEE - Observatoire des inégalités, 2015

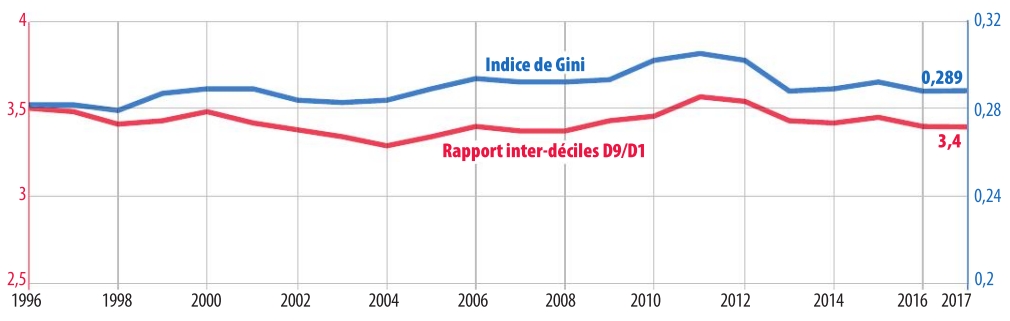
DOC 2

Ils fonctionnent ponctuellement, parce qu'ils permettent à une poignée d'étudiants venant de milieux défavorisés de s'en sortir. L'expérience n'est d'ailleurs pas toujours rose pour ceux qui en bénéficient : parfois, l'étiquette « égalité des chances » colle à la peau. Je me souviens que, lorsque nous avons été admis à l'ENA, le directeur de Sciences Po avait fait un discours devant les lauréats en soulignant que l'un d'entre nous venait des CEP [conventions éducation prioritaire]. Un hommage, de son point de vue, mais aussi, inconsciemment, le rappel que l'intéressé restait marqué par cette filière « différente » par laquelle il était entré à Sciences Po. L'adaptation des élèves concernés au nouveau milieu social auquel ils accèdent est souvent difficile : une enseignante à Sciences Po m'expliquait ainsi qu'elle reconnaissait tout de suite les copies des CEP, parce qu'elles étaient plus « scolaires ». L'absence de maîtrise de la culture légitime est aussi un handicap, dans un milieu où certains savent manier leur connaissance de l'opéra pour marquer leur appartenance à une certaine classe sociale.

Surtout, la principale critique que l'on peut faire sur ces dispositifs est qu'ils ne changent hélas rien au problème systémique. […] Mais politiquement, ils ont un effet pervers : celui de servir de « bonne conscience » aux défenseurs d'une organisation sociale inégalitaire dont ils bénéficient, et à laquelle ils doivent le fait qu'ils se situent en haut de la pyramide. Il faut donc faire l'effort de penser plus loin : à court terme, poursuivons les actions pour l'« égalité des chances », mais à long terme, interrogeons-nous sur les moyens d'atteindre une plus grande égalité des places en réduisant les inégalités dans la société.

Interview de David Guilbaud, « La méritocratie est la bonne conscience des gagnants du système », *Le Monde*, Campus, 5 février 2019.

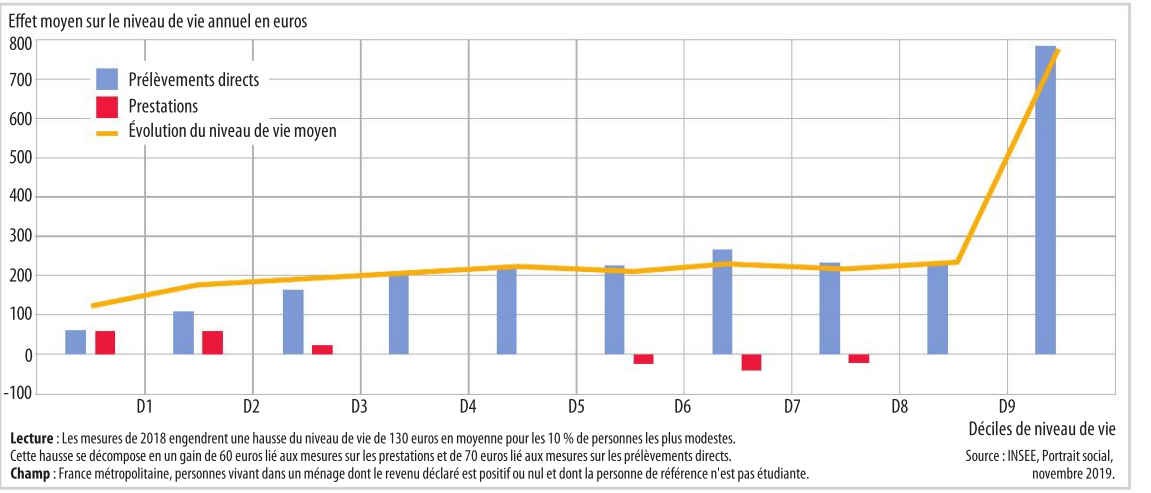
DOC 3 Évolution de quelques indicateurs d'inégalités



Champ : France métropolitaine, personnes vivant dans un ménage dont le revenu déclaré est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante. Source : INSEE.

DOC 4

Décomposition de l'effet des prélèvements directs et des prestations sociales sur le niveau de vie en 2018



Lecture : Les mesures de 2018 engendrent une hausse du niveau de vie de 130 euros en moyenne pour les 10 % de personnes les plus modestes. Cette hausse se décompose en un gain de 60 euros lié aux mesures sur les prestations et de 70 euros lié aux mesures sur les prélèvements directs.
Champ : France métropolitaine, personnes vivant dans un ménage dont le revenu déclaré est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

Source : INSEE, Portrait social, novembre 2019.

GUIDAGE MÉTHODOLOGIQUE

ÉTAPE 5 Rédiger l'introduction

- **L'introduction,** quels que soient le sujet ou la discipline, est composée de cinq éléments incontournables, répartis en trois paragraphes (avec retour à la ligne à chaque fois) :
  - **1er paragraphe :** présentation du sujet (accroche ou mise en contexte) ;
  - **2e paragraphe :**
    - définitions brèves des notions du sujet ;
    - questionnement du sujet (résume la phase de questionnement → Étape 1) ;
    - annonce de la problématique qui indique comment le sujet est interprété (et qui découle de la phase de questionnement → Étape 1) ;
  - **3e paragraphe :** annonce des grands axes du plan.

L'accroche est facultative. Attention aux mauvaises accroches du type : « De tout temps, l'Homme… » Mieux vaut pas d'accroche qu'une mauvaise accroche !

En SES, l'accroche est souvent une référence à l'actualité ou, par défaut, une citation/une donnée que vous prenez dans le dossier documentaire (sans développer).

La problématique n'est pas forcément formulée sous forme de question. Elle peut se présenter ainsi : « Nous voulons démontrer que… » ou « Répondre à ce sujet nécessite de montrer que… et que… ».

- **Rayez les accroches maladroites** dans la liste ci-dessous en justifiant pourquoi, puis choisissez celle qui a votre préférence en justifiant également pourquoi.

a) Dans tous les pays, il y a des inégalités.
b) La fiscalité peu progressive en France ne permet pas de réduire de manière significative les inégalités de revenus.
c) En France, en 2018, plus de 14 % des individus étaient considérés comme pauvres, c'est-à-dire bénéficiaient d'un niveau de vie inférieur à 60 % du revenu médian.

- **Repérez les points forts et les points faibles** de l'introduction suivante écrite par un élève, puis proposez des améliorations.

« Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. » La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 consacre ainsi l'égalité et la liberté comme des principes fondamentaux. Mais les inégalités peuvent nuire à la liberté. L'action publique désigne l'ensemble des mesures prises par les pouvoirs publics pour atteindre des objectifs politiques fixés. Dans quelle mesure les pouvoirs publics parviennent-ils à réduire les inégalités ? Après avoir montré comment l'action publique en France permet de lutter contre les inégalités, nous analyserons les limites de cette action.

- **Choisissez une citation ou une donnée** extraite de l'un des quatre documents pour formuler votre accroche.
- **Rédigez l'introduction** du sujet de dissertation en suivant le guide proposé.

12 Quelle action publique pour l'environnement ?

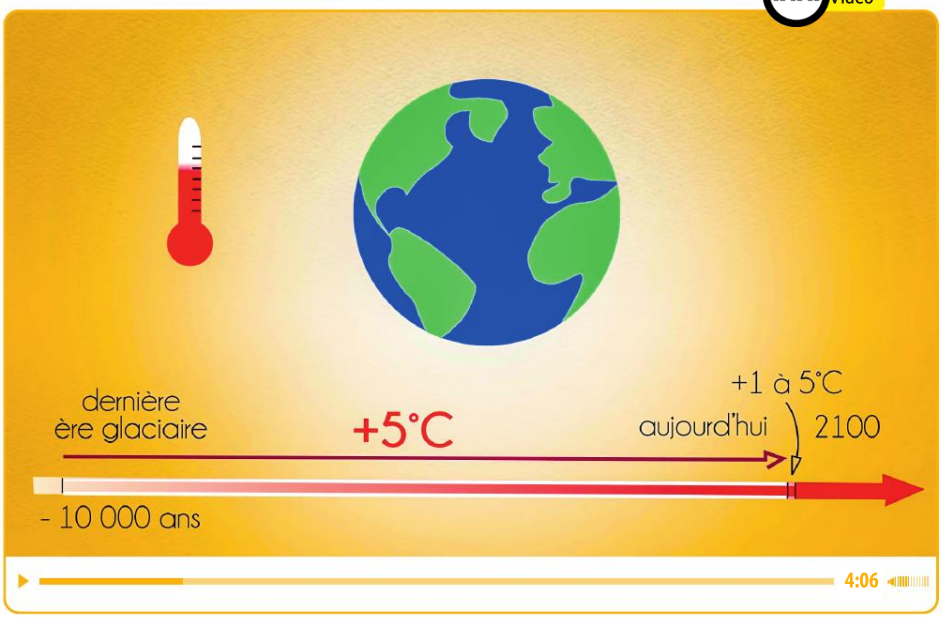
Ressources en ⊕
Sur le site collection : lycee.hachette-education.com/ses/tle

NOTIONS À DÉCOUVRIR
- Pouvoirs publics
- Organisations non gouvernementales (ONG)
- Mise à l'agenda
- Échelles de l'action publique
- Passager clandestin
- Réglementation
- Marchés de quotas d'émission
- Taxe
- Subvention

Rappel de 2de et 1re
- Défaillances du marché • Bien commun • Externalités • Taxe forfaitaire • Conflit • Coopération
- Société civile organisée • Partis politiques

DÉCOUVRIR PAR LA VIDÉO

Lien vidéo WWW Vidéo



« Le changement climatique : comprendre ses causes et ses conséquences pour mieux réagir », ADEME, juin 2015.

1. Comment s'explique l'augmentation des gaz à effet de serre ?
2. Quelles sont les conséquences présentées dans la vidéo ?
3. Quelles sont les pistes d'action envisagées ?

DOSSIERS

A Les questions environnementales comme problème public
1 Quels sont les acteurs de la construction des questions environnementales ? 322
2 Quelles relations entretiennent les acteurs des questions environnementales ? 324

B Les échelles de l'action publique pour l'environnement
3 Du local au mondial : comment articuler l'action publique ? 326
4 Quelles sont les contraintes qui pèsent sur les négociations et accords internationaux ? 328

C Les instruments des politiques climatiques
5 Quelle est l'efficacité des mesures réglementaires ? 330
6 Quelle est l'efficacité des mesures incitatives ? 332

ACTIVITÉ

Jeu de rôle
Faut-il supprimer des lignes d'avion en France ? 334

L'essentiel 336
Utilisez les statistiques 339
Testez vos connaissances ! 340
Objectif Bac 342
Préparer le Grand oral 346

DÉCOUVRIR PAR L'IMAGE

Quels enjeux du changement climatique cette photo illustre-t-elle ?



Antarctique, janvier 2017.

DÉCOUVRIR EN SITUATION

1. On vous dépose au lycée en voiture, après 5 km de trajet durant lequel vous avez envoyé un mail et deux tweets.
   À l'aide du tableau ci-contre, calculez le bilan carbone de ce trajet.
2. Comment expliquer la différence entre un repas végétarien et un repas avec de la viande ?

Transport	
Voiture particulière – puissance fiscale moyenne, motorisation essence	259 g CO_2 éq/km
TGV (France)	3,69 g CO_2 éq/passager.km
Métro (Paris)	5,70 g CO_2 éq/passager.km
Avion (voyageurs) de 180-250 sièges, trajet de 0 à 1 000 km	293 g CO_2 éq/passager.km

Alimentation	
Repas classique avec bœuf	4,52 kg CO_2 éq/repas
Repas classique avec poulet	1,11 kg CO_2 éq/repas
Repas végétarien	0,45 kg CO_2 éq/repas

Électronique	
Ordinateur fixe avec écran plat	1 280 kg CO_2 éq/appareil
Ordinateur portable de 14,1 pouces	202 kg CO_2 éq/appareil
Smartphone	30 kg CO_2 éq/appareil

Communication	
1 mail	4 g CO_2 éq/unité
1 mail avec pièce jointe	35 g CO_2 éq/unité
1 tweet	0,02 g CO_2 éq/unité
1 requête Internet	6,65 g CO_2 éq/unité

A Les questions environnementales comme problème public

DOSSIER 1 Quels sont les acteurs de la construction des questions environnementales ?

• Pouvoirs publics • ONG • Société civile organisée • Mise à l'agenda

POUR COMMENCER

Doc 1 Greta Thunberg et le mouvement lycéen contre le changement climatique

Lien vidéo WWW Vidéo



Extraits du discours de Greta Thunberg à la Conférence mondiale sur le climat (COP24) à Katowice (Pologne), *Brut*, 17 décembre 2018.

REPÈRE

COP1, 21, 24, 25, etc.

Chaque année depuis 1995, les États signataires de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques signée en 1992 se réunissent pour réfléchir aux solutions à mettre en place pour lutter contre le changement climatique. La COP21 *(Conference of Parties)* s'est tenue en 2015 à Paris et a débouché sur l'Accord de Paris. La COP25 s'est tenue à Madrid (Espagne) en décembre 2019 et n'a abouti à aucune décision significative.

1. Qui est Greta Thunberg ? Que dénonce-t-elle ?
2. Quels effets a eu son discours ?

Doc 2 La mise à l'agenda des questions environnementales

Les questions environnementales sont transformées, sans doute depuis les années 1970 mais plus encore depuis le milieu des années 2000, en une « cause », investie par des groupes sociaux et politiques différents (partis écologistes, associations environnementalistes, scientifiques…), qui la mettent en forme symboliquement. […]

Les leaders d'opinion et les journalistes ne sont cependant pas les seuls à produire des récits concernant l'environnement : de plus en plus d'habitants et de citoyens refusant tel projet d'environnement ou défendant la préservation de tel espace se constituent en associations et produisent par eux-mêmes les récits permettant d'attirer les médias et de sensibiliser l'opinion publique. De nombreux travaux montrent comment ces associations produisent ainsi une expertise, en allant chercher des scientifiques, en décrivant, photographiant, filmant des espaces naturels ou des espèces animales ou végétales. Individus « ordinaires », au sens de non nécessairement insérés dans l'espace médiatique ou scientifique, ils deviennent ainsi les principaux porteurs de la cause qu'ils défendent. […].

La constitution de l'urgence écologique en problème public a pour objectif de faire pression sur les gouvernements pour y apporter des solutions à partir d'actions publiques et suggère donc qu'il s'agit de questions politiques.

Laurent Willemez, « De la cause de l'environnement à l'urgence écologique », *Savoir/Agir* 2015/3 (n° 33).



Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) rassemble depuis 1988 des scientifiques du monde entier. Il publie régulièrement des rapports à destination des pouvoirs publics et de la société civile.

1. Quels sont les acteurs mobilisés pour faire de l'écologie un « problème public » ?
2. Par quels moyens les citoyens mobilisés au sein d'associations peuvent-ils faire pression sur les pouvoirs publics ?
3. Proposez des exemples d'actions qui visent à « mettre à l'agenda » un problème environnemental.

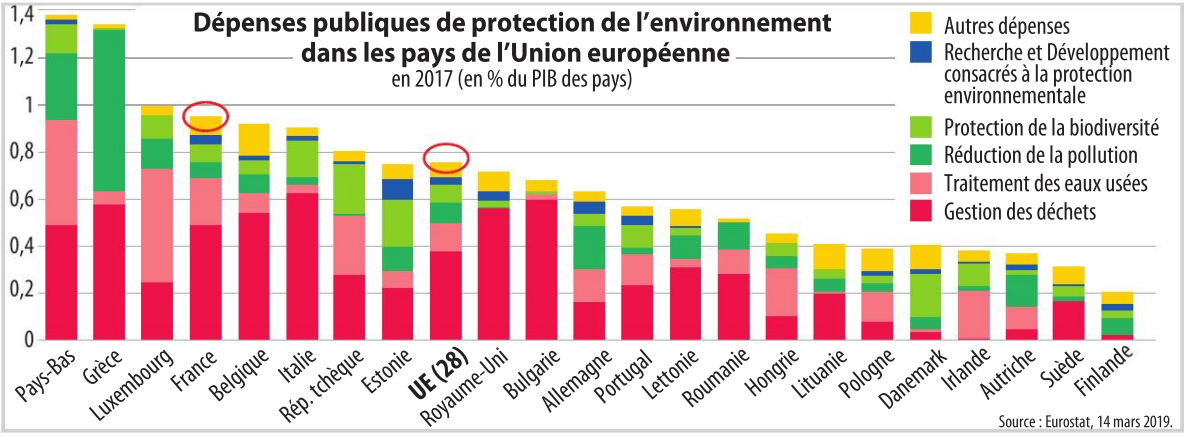
DÉFINITION

Mise à l'agenda

Processus qui vise à transformer un problème en un problème public, susceptible de faire l'objet d'une décision politique. ▸ Schéma ci-dessous



DOC 3 Des États inégalement impliqués dans la protection de l'environnement



1. Rédigez une phrase présentant la signification précise des données entourées.
2. Quels sont les deux principaux domaines qui font l'objet de dépenses publiques de protection de l'environnement ?
3. Proposez des hypothèses pour expliquer l'implication inégale des États dans la protection de l'environnement.

4 EXERCICE Quelles mobilisations lors d'une catastrophe industrielle ?

Un incendie dont l'origine n'est pas identifiée détruit partiellement une usine de traitement de déchets toxiques à proximité d'une grande ville. Une fumée importante se dégage des lieux et entraîne de nombreuses nuisances pour les habitants : nuage noir, odeur forte et désagréable, pollution des sols et des eaux par les cendres, etc.

1. Identifiez quel type d'acteurs (pouvoirs publics, ONG, entreprises, experts, mouvements citoyens) prend les actions suivantes :
   a) Le préfet ordonne la fermeture des écoles durant trois jours.
   b) Une agence indépendante réalise des tests multiples sur les cultures et sur l'eau.
   c) Des habitants du lotissement voisin de l'usine portent plainte et organisent une marche dans la ville pour sensibiliser l'opinion à cet incident.
   d) Greenpeace se fait le relais des habitants en publiant sur les réseaux sociaux des photos et vidéos des dégradations.
   e) Le tribunal saisi par les riverains nomme un comité d'experts chargé d'une évaluation des impacts environnementaux de l'incendie.
   f) La direction de l'entreprise publie plusieurs communiqués rappelant qu'elle tient à disposition de la justice les documents attestant de son respect de toutes les normes en vigueur.
2. Parmi ces acteurs, distinguez ceux qui relèvent de la société civile organisée (voir définition).

DÉFINITION

Société civile organisée

Ensemble des acteurs collectifs qui cherchent à influencer le pouvoir politique en se mobilisant.

S'entraîner

Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS P. 400

Complétez le texte avec les mots suivants : expertise • problèmes publics • mobiliser • débat politique • pouvoirs publics • dimension collective • action politique • mise à l'agenda • médiatiser • sélection.

L'émergence des questions environnementales en France et leur prise en compte par les ..... peuvent être analysées comme résultant d'un processus de ..... . En effet, la pollution, le dérèglement climatique ou encore les atteintes à la biodiversité ne deviennent des ..... que lorsque des acteurs leur confèrent une ..... . Ces derniers interagissent, que ce soit pour ..... le grand public, pour ..... tel aspect ou encore apporter une ..... . Ces actions conduisent à une ..... de ces enjeux par les participants du ..... et potentiellement par une ..... .

2 Étude d'un document

BAC

À l'aide du document 3, vous caractériserez les dépenses publiques environnementales en France en 2017 puis vous les comparerez avec le pays de votre choix.

DOSSIER 2 Quelles relations entretiennent les acteurs des questions environnementales ?

• Conflit • Coopération

Site Web www Carte en ligne des projets contestés

POUR COMMENCER

DOC 1 Des projets d'équipement qui génèrent des conflits

1. Quels motifs peuvent conduire les individus à s'opposer à un projet d'équipement ?
2. Quels sont les répertoires d'actions collectives possibles dans ce type de conflit ?

DÉFINITION

Répertoires de l'action collective

Ensemble des moyens d'action utilisés à une époque donnée par les mouvements sociaux pour protester. Chapitre 10 p. 264

Rappel de 1re

Conflit

Affrontement entre des acteurs aux intérêts ou valeurs distincts : individus (conflit interindividuel) ou groupes sociaux (conflit social).



« Où se trouvent les principaux projets contestés en France ? », novethic.fr, réalisation : Concepcion Alvarez.

DOC 2 La nécessité de la coopération : l'exemple des échecs de la taxe carbone en France

L'échec de la TGAP (taxe générale sur les activités polluantes) en 2001 permet de comprendre le lien entre efficacité écologique et conformité juridique : parce que la fiscalité n'était pas calibrée pour atténuer efficacement les émissions de gaz à effet de serre, elle a été retoquée par le Conseil constitutionnel […].

L'échec de la taxe carbone en 2010 est plus complexe : le pouvoir politique a pris soin d'organiser un débat public et une consultation d'experts afin de construire un véritable consensus démocratique (au prix d'une moindre efficacité écologique mais au bénéfice de la justice sociale) pour échouer sur le même principe juridique que le projet d'extension de la TGAP. Une fois le projet censuré, le gouvernement a pris prétexte d'une défaite électorale dans un contexte économique particulièrement difficile pour renoncer à amender son projet.

L'échec de 2018 est encore différent : la méthode subreptice utilisée pour réintroduire une « contribution climat énergie » (ou « composante carbone ») dans la fiscalité française a permis d'éviter la censure du Conseil constitutionnel mais au prix de l'absence de débat public et de compensations sociales, injustice qui a fini par rattraper le projet et le condamner à la suspension dans un contexte politique marqué par les revendications d'équité fiscale du mouvement des « Gilets jaunes ».

Audrey Berry, Éloi Laurent, « Taxe carbone, le retour, à quelles conditions ? », Sciences Po – OFCE, *Working Paper*, n° 06/2019.

1. Quels sont les acteurs qui interviennent dans l'adoption d'une loi ? Recensez ces acteurs à l'aide des trois lois établissant une taxe carbone en France.
2. Identifiez les relations de conflit et de coopération entre ces acteurs concernant cette loi.
3. Comment les auteurs expliquent-ils l'échec de la taxe carbone en 2018 ?

Rappel de 1re

Coopération

Comportement où chacun poursuit ses intérêts en prenant en compte ceux des autres, ou agit au nom d'intérêts communs pour « co-opérer », c'est-à-dire agir ensemble.

DOC 3 Comment les lobbys opèrent au sein de l'Union européenne

Il veut couper court à tout « fantasme ». « Non, les institutions européennes ne sont pas vendues aux lobbys[1] », insiste au bout du fil Pierre Moscovici, actuel commissaire européen chargé des affaires économiques et financières. Pour l'ancien ministre de François Hollande, « le rôle des lobbys est de nous donner un écho du monde extérieur ». Ne pas les recevoir serait, selon ce dernier, « une erreur » : « Cela reviendrait à légiférer dans une bulle. » […]

« Tous les lobbys ne sont pas toxiques, abonde l'eurodéputé LFI Younous Omarjee. Il est naturel d'entendre le monde économique. Le problème est de dénoncer les pratiques toxiques. » Entreprises, fédérations industrielles et intersectorielles, ONG et syndicats, cabinets de consulting ou d'avocats, think tanks[2]… Toutes ces entités peuvent ainsi être considérées comme des lobbys et nombre d'entre elles possèdent des bureaux à Bruxelles, au pied des institutions européennes. […]

« On estime qu'il y a entre 25 000 et 30 000 lobbyistes à Bruxelles : 70 % d'entre eux représentent des intérêts commerciaux, 20 % des intérêts publics et 10 % la société civile, que ce soit des ONG ou des syndicats », détaille […] l'activiste [Martin Pigeon.] « Ils ont été créés à la demande, et parfois avec le financement de la Commission, qui avait besoin d'informations que les institutions nationales ne voulaient pas lui donner. »

Margaux Duguet, « Amendements prérédigés, accès au Parlement… Comment les lobbys opèrent au sein de l'Union européenne », *France Info*, 16 mai 2019.

1. Un lobby est un groupe d'influence ou de pression.
2. Un think tank est un cercle de réflexion ou d'expertise.

1. Comment les lobbys justifient-ils leur mission auprès des institutions européennes ?
2. Montrez que les problèmes environnementaux nécessitent une certaine coopération des différents acteurs.
3. D'après vous, quelles peuvent être les limites d'une telle coopération avec les pouvoirs publics ?

DOC 4 Coopérer pour sauver l'Amazonie ?



La dégradation environnementale de l'Amazonie a des racines profondes. Le déboisement a commencé dans les années 1970 : il est le résultat de politiques publiques qui ont facilité l'avancée de la frontière agro-industrielle (colonies agricoles, crédit, routes, mines, grands barrages), « grignotant » la forêt de toutes parts. Au début des années 2000, le gouvernement a mis en place des programmes coordonnés de lutte contre le déboisement en partenariat avec la société civile et supportés par des financements internationaux : délimitation d'aires protégées, contrôle du déboisement illégal, et accords commerciaux. […] Mais le taux de déboisement est reparti à la hausse depuis 2012, en raison de la pression du lobby de l'« agribusiness » qui a abouti à une flexibilisation de la législation fédérale et à la fragilisation des instruments de surveillance. […]

De plus, ce modèle disqualifie d'autres systèmes de production agroécologiques plus diversifiés, qui sont pourtant bien présents mais menacés. Or, la délimitation de territoires amérindiens et traditionnels est l'instrument le plus efficace pour contrer le déboisement, pour peu qu'on investisse dans le développement durable de ces territoires. […] Plus que jamais, la mise en œuvre de stratégies de contention du déboisement en Amazonie dépendra des relations entre l'État et la société civile, mais aussi de la capacité des chercheurs à dialoguer avec différents groupes sociaux et à prendre au sérieux les aspirations et les connaissances de ceux qui savent protéger la forêt.

Ludivine Eloy, « Comment lutter contre le déboisement en Amazonie ? », *Le Journal CNRS*, 25 septembre 2019.

REPÈRE

Les incendies

En 2019, des incendies gigantesques ont ravagé la forêt amazonienne, détruisant environ 900 000 hectares, et ont suscité une crise diplomatique, le Brésil étant accusé de ne pas assez protéger cette forêt. En retour, la position brésilienne est résumée par son président : « L'Amazonie est au Brésil, pas à vous ! »

1. Pourquoi des pays étrangers s'inquiètent-ils des incendies de forêt au Brésil ?
2. Comment le gouvernement brésilien a-t-il agi pour lutter contre le déboisement à partir du début des années 2000 ?
3. Quels acteurs se sont opposés à cette lutte ?
4. Quels types de coopération seraient aujourd'hui nécessaires ?

S'entraîner

Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS P. 400

Vrai ou faux ?

1. Un conflit environnemental est nécessairement violent.
2. Les médias n'ont aucun rôle à jouer dans un conflit sur des questions environnementales.
3. Les groupes d'intérêt représentent seulement les entreprises.
4. Les acteurs mobilisés face aux problèmes environnementaux ne choisissent pas toujours la coopération.

2 Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire

BAC

À l'aide de vos connaissances et des documents, vous montrerez que différents acteurs entretiennent des relations de coopération ou de conflit sur les questions environnementales.

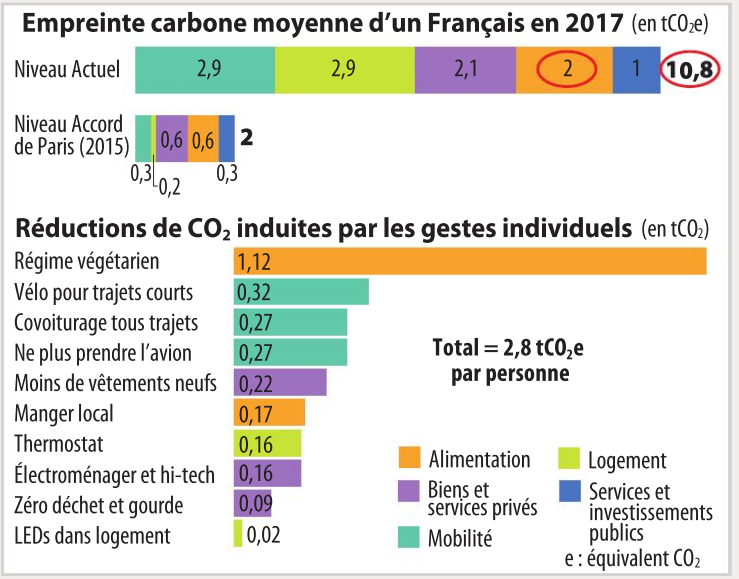
B Les échelles de l'action publique pour l'environnement

DOSSIER 3 Du local au mondial : comment articuler l'action publique ?

• Échelles de l'action publique

POUR COMMENCER

DOC 1 Empreinte carbone et gestes individuels



1. Rédigez une phrase présentant la signification précise de chacune des données entourées.
2. Dans quels domaines les gestes individuels semblent-ils les plus efficaces pour réduire l'empreinte carbone moyenne des personnes en France ? De combien la réduisent-ils ?
3. L'ensemble des gestes individuels indiqués suffisent-ils à atteindre les niveaux d'émissions recommandés par l'Accord de Paris ? Selon vous, que doit-on faire d'autre ?

« Faire sa part ? Pouvoir et responsabilité des individus, des entreprises et de l'État face à l'urgence climatique », *Carbone 4*, juin 2019.

2 EXERCICE Distinguer les différents niveaux d'action publique

L'action publique pour la protection de l'environnement s'articule à l'échelle locale des quartiers, des communes et des États, jusqu'à un niveau européen, voire mondial.

1. Pour chacune des actions listées ci-après, associez le(s) niveau(x) de gouvernance qui vous semble(nt) le(s) plus pertinent(s) :
   - **1.** Collectivités territoriales (communes, départements, régions)
   - **2.** État central (préfectures, ministères…)
   - **3.** Union européenne
   - **4.** International.

   a) Fixation de quotas de pêche dans la Manche
   b) Démantèlement d'une centrale nucléaire
   c) Installation d'une station d'épuration
   d) Mise en place d'une taxe carbone
   e) Sensibilisation des lycéens au développement durable
   f) Fixation des normes de construction
   g) Arrêté municipal réglementant les dépôts sauvages

2. Quelles limites présentent les actions publiques qui s'effectuent uniquement à un niveau local ou national ? Prenez l'exemple d'une taxe carbone pour illustrer votre réponse.

REPÈRE

« Penser global, Agir local »

Agronome, biologiste et écologue américain d'origine française, René Dubos (1901-1982) est l'un des premiers à avoir popularisé cette expression qui résume ce que devrait être toute initiative écologiste. Il faut d'une part prendre conscience que nous partageons la même Terre et que nos choix ont des conséquences sur tout le monde. D'autre part, les individus sont invités à agir quotidiennement pour l'environnement, là où ils vivent.

DOC 3 Pollution de l'air : quand les citoyens font condamner l'État



Une ancienne habitante de la Seine-Saint-Denis […] a demandé la condamnation de l'État à la réparation des préjudices consécutifs à la pollution atmosphérique en Île-de-France, en raison de sa carence fautive. […] Le tribunal constate dans son jugement que les seuils de concentration de certains gaz polluants ont été dépassés de manière récurrente entre 2012 et 2016 dans la région Île-de-France. Il en déduit que le plan de protection de l'atmosphère pour l'Île-de-France adopté le 7 juillet 2006 et révisé le 24 mars 2013, ainsi que ses conditions de mise en œuvre, sont insuffisants au regard des obligations fixées par la directive 2008/50/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 telles que transposées dans le code de l'environnement. En conséquence le tribunal juge que l'insuffisance des mesures prises pour remédier au dépassement des valeurs limites est constitutive d'une carence fautive susceptible d'engager la responsabilité de l'État. En revanche le tribunal juge que le préfet de police, préfet de la zone de défense et de sécurité de Paris, n'a pas commis de faute en prenant suffisamment rapidement les mesures d'urgence qu'il a adoptées pour lutter contre l'épisode de pollution de décembre 2016 (circulation alternée, prescriptions particulières prévues dans les autorisations d'exploitation des installations classées pour la protection de l'environnement, interdiction de l'utilisation du bois de chauffage individuel […].

Tribunal administratif de Montreuil,
Communiqué de presse du 25 juin 2019.

1. Sur quels éléments se fonde la décision de justice pour reconnaître la faute de l'État français ?
2. Quel est le rôle du pouvoir judiciaire concernant les questions environnementales ?
3. Montrez que cette décision fait intervenir plusieurs échelles de l'action publique.

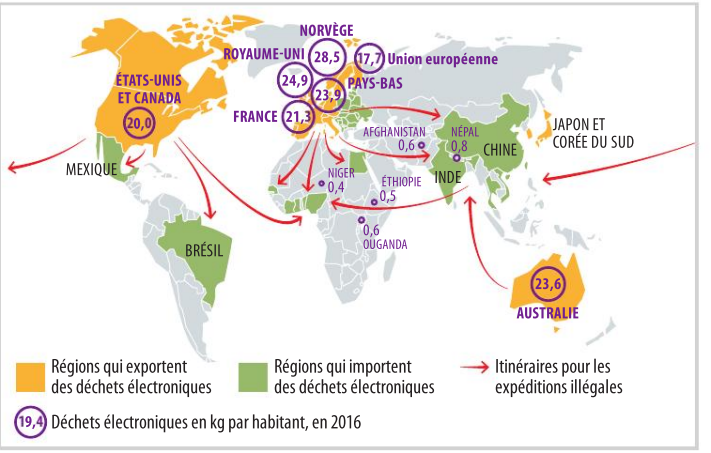
REPÈRE

Les recours contre l'État pour « inaction climatique »

Depuis la fin des années 2010, dans de nombreux pays, des citoyens, des associations, des entreprises ou encore des élus portent plainte directement contre des États pour non-respect des engagements internationaux et nationaux qu'ils ont pris pour lutter contre le dérèglement climatique. Si peu d'actions en justice aboutissent à ce jour, elles permettent une mise en évidence d'externalités négatives et une médiatisation des problèmes environnementaux.

DOC 4 Où vont les déchets électroniques ?

1. À l'aide des données, comparez les émissions de déchets électroniques de la Norvège et du Niger.
2. Comment expliquer les flux de déchets électroniques présentés sur la carte ?
3. Montrez que la gestion des déchets ne peut pas être traitée seulement à l'échelle nationale.



« *A New Circular Vision for Electronics – Time for a Global Reboot* »,
PACE/World Economic Forum, janvier 2019.

S'entraîner

Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS P. 400

Complétez le texte avec les mots suivants : interdépendance • transversale • échelles • collectivités territoriales • environnement • pouvoirs publics • Union européenne • national • individuels.

Les actions en faveur de l'environnement menées par les _____ s'articulent à différentes _____. Si des choix _____ de consommation ont un impact important, des réponses plus larges doivent aussi être apportées. En France, les _____ (communes, départements et régions) disposent de nombreuses compétences en matière d'aménagement du territoire, d'infrastructures publiques et de protection des écosystèmes. Au niveau _____, l'État agit dans de nombreux domaines de manière _____. Plus largement, l'_____ et les traités internationaux engagent les pays dans une collaboration plus étroite en faveur de l'_____, ceci dans un contexte de mondialisation et d'_____.

2 Mobiliser ses connaissances

BAC

À l'aide d'un exemple, montrez qu'un même problème environnemental peut faire l'objet d'actions publiques du niveau local au niveau mondial.

DOSSIER 4 Quelles sont les contraintes qui pèsent sur les négociations et accords internationaux ?

• Bien commun • Passager clandestin

POUR COMMENCER

DOC 1 Le difficile respect des accords pour le climat

Lien vidéo

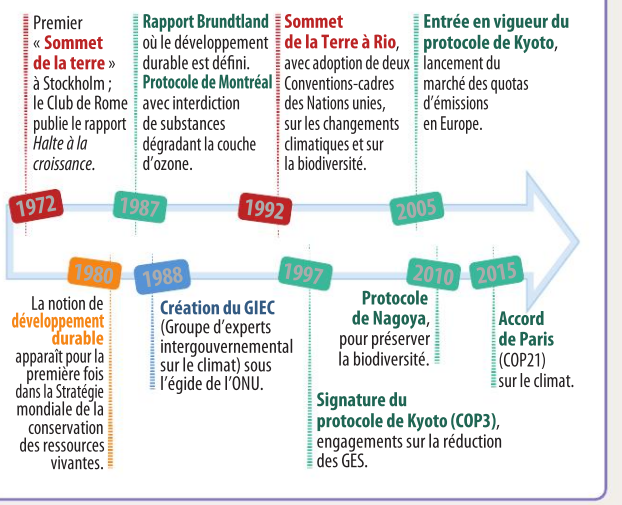


« Climat : les engagements de l'accord de Paris sont-ils vraiment tenus ? », TV5 Monde, 29 novembre 2018.

1. À quoi les pays s'étaient-ils engagés lors de la COP21 en novembre 2015 ?
2. Le niveau d'engagement est-il le même pour tous les signataires de l'accord ? Et le respect des engagements ?
3. Selon vous, pourquoi des pays ne respectent-ils pas leurs engagements ?

REPÈRE

Les grandes dates des négociations et accords internationaux relatifs à la préservation de l'environnement



DOC 2 Le changement climatique : un problème de bien commun

Un accord climatique ne consiste pas à agréger le plus grand nombre possible de propositions. Il vise à trouver un cadre nouveau, permettant de résoudre les deux questions de fond sur lesquelles achoppe la négociation depuis le démarrage : celle de la coordination internationale requise pour protéger le bien commun planétaire qu'est le climat, et celle de l'équité dans la répartition des efforts à consentir.

L'action face au risque climatique, à peu près tout le monde est d'accord pour y participer… à condition que son voisin en fasse autant. Lorsque le Sénat américain refuse de ratifier le protocole de Kyoto, son argument est que les Chinois et les Indiens n'ont pas les mêmes contraintes. La main sur le cœur, les industriels européens sont prêts à accepter une remontée du prix du carbone, mais uniquement si on fait de même chez les concurrents. Les pays émergents seraient d'accord pour s'engager s'ils ne suspectaient pas les pays industrialisés de vouloir en profiter pour échapper à leur responsabilité… La stabilité du climat constitue un bien commun, dont la protection exige une action partagée. Or chaque acteur pris isolément a intérêt à jouer au « passager clandestin » en attendant le plus longtemps possible que les autres pays s'engagent dans l'action. Symétriquement, aucun pays n'a intérêt à s'engager unilatéralement tant qu'il n'a pas la conviction que d'autres suivront dans le cadre d'une coalition plus large.

C. DE PERTHUIS et R. TROTIGNON, *Le climat, à quel prix ? La négociation climatique*, Éd. Odile Jacob, 2015.

1. À l'aide de la typologie des biens, montrez que la stabilité du climat correspond à un bien commun.
2. Quelles sont les raisons qui peuvent conduire à l'inaction des pays, selon les auteurs ?
3. Expliquez la phrase soulignée.

Les différents types de biens

	Rivalité La consommation d'un individu empêche ou dégrade celle d'autres individus.	**Non rivalité** La consommation d'un individu n'empêche pas celle des autres individus.
Excluabilité L'accès au bien est restreint.	Biens privatifs	Biens de club
Non excluabilité Il est difficile d'exclure des agents.	Biens communs	Biens publics ou collectifs

Rappel de 1re Biens communs, p. 408

3 EXERCICE « Les passagers clandestins du climat »

Imaginons deux pays frontaliers qui cherchent à réduire leurs émissions de GES afin de lutter contre le dérèglement climatique. Les experts ont recommandé des investissements massifs afin de renouveler le capital productif trop polluant des pays. Chaque pays doit alors s'engager à investir 100 millions d'euros dans des technologies vertes chaque année durant 10 ans. On peut modéliser la situation sous la forme d'un dilemme du prisonnier à travers le tableau suivant.

1. Quelles sont les stratégies que risquent de privilégier les pays ? Quelles en sont les conséquences ?
2. Montrez que la signature d'un accord international est soumise au problème du « passager clandestin ».
3. Comment s'assurer que ce type de problème ne subsiste pas une fois l'accord signé ?

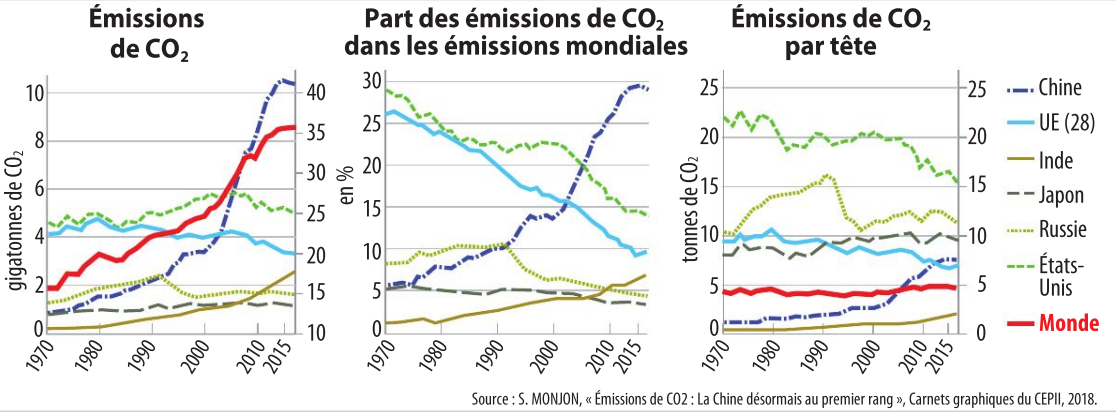
Pays B \ Pays A	Investir dans des technologies vertes	Ne rien faire
Investir dans des technologies vertes	Le dérèglement climatique est limité.	Le pays A poursuit dans son modèle de croissance et bénéficie des efforts du pays B (léger ralentissement des hausses de températures).
Ne rien faire	Le pays B poursuit dans son modèle de croissance et bénéficie des efforts du pays A (léger ralentissement des hausses de températures).	Le dérèglement climatique se poursuit.

DÉFINITION

Passager clandestin (ou *free-rider*)

Situation d'un agent qui, dans une action collective, obtient un gain sans en avoir supporté les coûts.

DOC 4 Développement économique et émissions de CO_2



Source : S. MONJON, « Émissions de CO2 : La Chine désormais au premier rang », Carnets graphiques du CEPII, 2018.

1. Rédigez une phrase présentant la signification précise des données concernant la Chine en 2015.
2. Comment expliquer que la Chine émette plus de CO_2 que les États-Unis alors qu'elle émet moins de CO_2 par habitant ?
3. Inventez un dialogue entre le négociateur représentant les États-Unis et celui représentant la Chine pour diminuer les émissions totales de CO_2.

S'entraîner

Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS P. 400

Complétez le texte avec les mots suivants : inégalités de développement • bien commun • passager clandestin • rivalité • négociations internationales • coûts • non excluabilité.

L'environnement est considéré par les économistes comme un ..... , c'est-à-dire un bien qui possède des caractéristiques spécifiques : ..... et ..... . Les ..... liées à sa préservation connaissent ainsi plusieurs difficultés : certains pays peuvent adopter un comportement de ..... afin de bénéficier de l'action des autres, déjà engagés, sans en payer les ..... . Aussi, tous les pays ne semblent pas avoir la même responsabilité face au dérèglement climatique, il est donc nécessaire de tenir compte des ..... .

2 Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire

BAC

À l'aide de vos connaissances et des documents, vous montrerez que les négociations internationales en vue d'accords sur le climat se heurtent à de nombreuses contraintes économiques et politiques.

C Les instruments des politiques climatiques

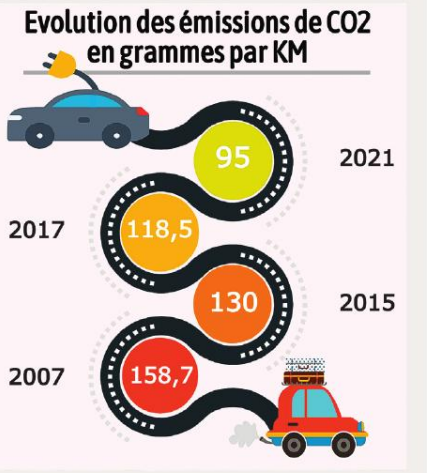
DOSSIER 5 Quelle est l'efficacité des mesures réglementaires ?

• Réglementation

POUR COMMENCER

DOC 1 Les émissions de CO_2 des automobiles encadrées par des normes dans l'UE

La législation européenne fixe à chaque constructeur des objectifs différents selon le type de véhicules qu'il produit, afin d'aboutir à une norme moyenne d'émissions de CO_2 par véhicule. Ainsi, pour produire certains véhicules plus polluants que la moyenne, les constructeurs doivent développer des modèles plus propres. Ceux qui ne respectent pas l'objectif se voient infliger une amende.



Zonebourse.com, 9 avril 2019.

1. Par un calcul approprié, mesurez l'évolution, en pourcentage, des émissions moyennes de CO_2 des nouveaux véhicules dans l'Union européenne entre 2007 et 2021.
2. Comment les constructeurs peuvent-ils respecter ces objectifs malgré le développement des SUV, modèles beaucoup plus lourds et donc gourmands en énergie ?

DÉFINITIONS

Politique climatique
Ensemble des mesures et instruments mis en œuvre par les pouvoirs publics visant à limiter le réchauffement climatique. Un des principaux objectifs est la baisse des émissions de gaz à effet de serre (GES).

Réglementation
Dans le cadre de la politique climatique, elle recouvre l'ensemble des normes (directives, lois, arrêtés) imposées par les administrations publiques.

DOC 2 Les effets contrastés des normes carbone dans l'automobile

L'Union européenne, avec le Japon, est le leader mondial dans les normes carbone appliquées à l'automobile, et l'attractivité du marché unique, avec ses 500 millions de consommateurs, implique que les constructeurs de la planète adoptent dans les faits les normes européennes.

Cependant, cet outil révèle aussi clairement ses insuffisances en l'absence d'un signal prix fort, comme on le constate à l'aune de la mauvaise performance de l'industrie du transport routier : les constructeurs automobiles se conforment certes aux normes d'émission plus strictes et produisent des véhicules qui consomment moins de carburant et moins de CO_2 par km, mais les consommateurs font face à un coût inférieur et ont tendance à conduire sur des distances plus longues (un cas d'école du « paradoxe de Jevons[1] »). […]

Selon l'Agence européenne de l'environnement (2009), les véhicules routiers servant au transport de personnes ont vu l'intensité de combustion des énergies fossiles qu'ils utilisent reculer de plus de 40 % de 1990 à 2005 et leur intensité carbonique reculer de l'ordre de 2 %. En revanche, le nombre de kilomètres parcourus a littéralement explosé, progressant de plus de 100 % sur cette période, de même qu'a progressé le nombre de voitures privées dans la flotte totale (de près de 10 %). […] D'autres facteurs que l'amélioration technologique interviennent vraisemblablement dans cette surconsommation européenne de transport privé depuis 1990, mais la conséquence en termes de politiques publiques est incontestablement « jevonsienne » : si on veut réduire les émissions de GES dans l'Union européenne, il faudra utiliser d'autres instruments que les standards et les normes technologiques (par exemple une fiscalité environnementale, susceptible d'agir sur les volumes consommés).

Éloi LAURENT, « La politique climatique européenne : vers une nouvelle ambition ? », in OFCE, *L'économie européenne 2018*, La Découverte, 2018.

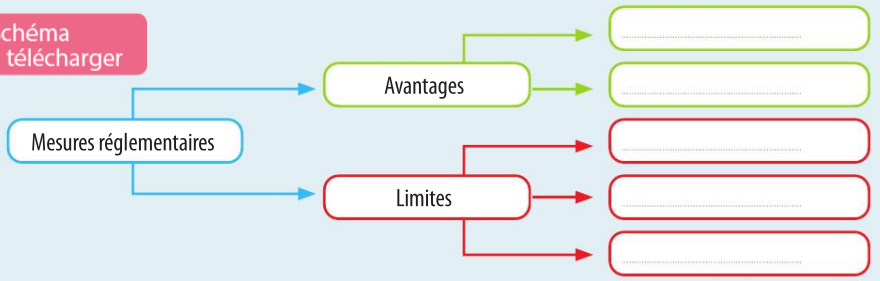
1. En 1865, Stanley Jevons (1835-1882) montre que les machines à vapeur plus efficaces (moins de charbon consommé par unité d'énergie produite) conduisent à multiplier ces machines et donc à augmenter la consommation de charbon, par une sorte d'« effet rebond ».

1. Pourquoi les normes européennes en matière de pollution automobile s'imposent-elles aux constructeurs de la planète ?
2. Pourquoi la baisse des consommations de carburant des véhicules ne génère-t-elle pas forcément une baisse de la consommation globale et donc des émissions ?
3. Expliquez la phrase soulignée.

3 EXERCICE Les avantages et les limites de l'instrument réglementaire

1 Complétez le schéma avec les éléments suivants : Paradoxe de Jevons • Faible coût de mise en œuvre • Risque d'inéquité • Application immédiate • Contrôle coûteux et difficile.

Schéma à télécharger



2 Donnez au moins une limite et un avantage de chacune des mesures réglementaires suivantes :

a) « Couvre-feu thermique », c'est-à-dire la coupure des chauffages carbonés entre 22h et 6h.
b) Obligation faite aux cantines scolaires de proposer un menu végétarien.
c) Fixation de normes d'émissions de monoxyde de carbone pour les constructeurs automobiles européens.
d) Interdiction de vols intérieurs déjà desservis par le train.

Doc 4 Quelles règles pour les « routes polaires » ?

Site Web WWW Carte en ligne Frontières et revendications en Arctique

Lointain, [...] l'Arctique paraissait encore l'être il y a peu, en tant qu'espace sinon vierge, du moins largement préservé des transformations causées par l'homme. Or, le changement climatique frappe de plein fouet l'Arctique. Au cours du siècle dernier, le réchauffement y a été deux à trois fois plus important que la moyenne globale. Depuis la fin des années 1970, l'océan Arctique aurait perdu 75 % de son volume de glace de mer, et les experts prédisent que d'ici quelques décennies, l'océan boréal devrait être libéré des glaces pendant l'été. Cette fonte de la banquise arctique transformerait profondément le paysage maritime mondial, par l'ouverture d'une nouvelle connexion maritime entre le Pacifique Nord et l'Atlantique Nord. Une telle mutation environnementale ouvrirait certes des opportunités économiques importantes pour la région boréale, que ce soit en termes de navigation commerciale ou de nouvelles pêches, mais au prix de défis considérables en termes d'atténuation de la perte inévitable de biodiversité, de risque accru de pollution marine ou d'altération des modes de vies des communautés autochtones. En vertu de leur souveraineté et de leur juridiction sur de larges portions de l'océan Arctique, les cinq États limitrophes (États-Unis, Canada, Danemark, Norvège et Russie) sont en première ligne pour répondre à ces défis. Cependant, la nature et l'échelle des enjeux requièrent plus que jamais une plus grande coopération internationale.

« Le grand défi de l'Arctique. Feuille de Route Nationale sur l'Arctique », ministère des Affaires étrangères et du Développement international, juin 2016.

1 Quelles opportunités économiques sont offertes par le changement climatique en Arctique ?
2 Montrez que ces opportunités imposent de nouvelles règles.
3 Quels intérêts peuvent rendre difficile la coopération internationale pour la définition de ces règles ?

S'entraîner

Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS P. 400

Complétez le texte avec les mots suivants : surutiliser • contraindre • rapidement • normes • difficile • coûteux • rebond • pouvoirs publics.

L'utilisation de mesures réglementaires peut ..... les agents économiques. Ce type d'instrument a pour avantage d'être mis en place ..... et de permettre aux ..... de mettre fin à des dommages estimés trop importants. Cependant, dans la pratique, le contrôle de ces mesures se révèle ..... et ..... . Aussi, l'application de certaines ....., par exemple celles appliquées aux constructeurs automobiles, peut conduire à un effet ..... puisque les consommateurs bénéficient d'un bien plus économe en énergie qu'ils peuvent ....., et donc augmenter *in fine* les émissions polluantes.

2 Mobiliser ses connaissances

BAC

Montrez qu'en matière de préservation de l'environnement la réglementation peut être un outil efficace.

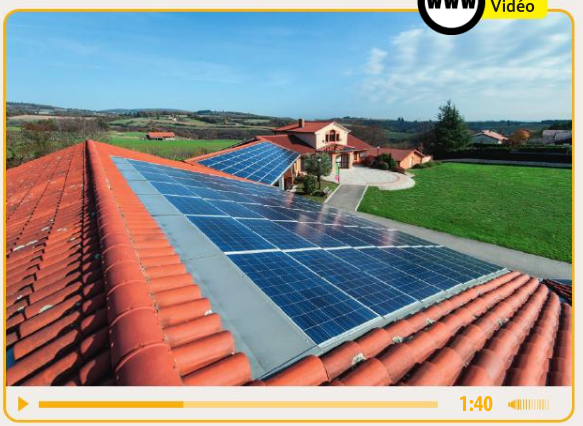
DOSSIER 6 Quelle est l'efficacité des mesures incitatives ?

• Marchés de quotas d'émission • Taxe • Subvention

POUR COMMENCER

Doc 1 Le rôle des subventions

Lien vidéo
www Vidéo



« Énergie solaire : découvrez combien votre toiture peut vous rapporter », Solaire 63 – Le cadastre solaire du Puy-de-Dôme, janvier 2018.

1. Comment la diffusion de panneaux photovoltaïques peut-elle contribuer à la préservation de l'environnement ?
2. En quoi consiste la subvention liée aux panneaux solaires ?
3. Pourquoi les pouvoirs publics peuvent-ils avoir intérêt à subventionner certaines innovations ?

NE PAS CONFONDRE

Taxe et subvention

La **taxe** désigne un prélèvement fiscal monétaire obligatoire effectué par l'État ou les collectivités locales alors qu'une **subvention** est une aide financière ou matérielle des autorités publiques à destination des producteurs ou des consommateurs. Ces deux outils s'inscrivent dans la fiscalité écologique.

Doc 2 Le casse-tête de la fixation du barème des taxes

On distingue généralement deux approches qui peuvent être mobilisées pour aider à fixer le niveau des taxes environnementales. La première méthode consiste à fixer le montant de la taxe au niveau des dommages environnementaux engendrés par la pollution, en application du principe pollueur/payeur. La difficulté réside ici dans l'estimation du niveau des dommages, et dans leur traduction en valeur monétaire [...].

L'idée sous-jacente à la deuxième méthode est de fixer le niveau de la taxe afin d'atteindre un objectif politique de réduction des pollutions. Les pouvoirs publics français se sont ainsi dotés de nombreux objectifs environnementaux, dans le domaine de la lutte contre le réchauffement climatique (i.e. division par quatre des émissions de gaz à effet de serre entre 1990 et 2050), de la réduction des déchets [...] et dans plusieurs autres domaines. Il s'agit de s'appuyer sur une connaissance fine du ou des secteurs économiques visés par la taxe pour déterminer à partir de quel niveau de taxe certaines entreprises ou certains ménages vont modifier leurs comportements et diminuer les pollutions.

Dans tous les cas, il est nécessaire de procéder à une étude d'impact préalable à la fixation ou à l'actualisation d'un barème. Celle-ci permet notamment d'évaluer l'impact environnemental de la taxe, et de vérifier qu'il existe des alternatives économiques et techniques permettant de réduire la pollution à un coût acceptable pour l'ensemble de la société.

Pays	Année de la mise en place	Taux[1] en €/tCO_2
Finlande	1990	35-60 (2015)
Norvège	1991	45 (2015)
Suède	1991	120 (2015)
Danemark	1992	22,80 (2015)
Suisse	2008	76 (2016)
Canada	2008	20 (2015)
Irlande	2010	20 (2015)
Japon	2012	2,4 (2015)
Mexique	2012	0,9 (2015)
France	2014	30,5 (2017)

« Fiscalité environnementale, un état des lieux », ministère de l'Environnement, de l'énergie et de la mer en charge des relations internationales sur le climat, janvier 2017.

1. L'année à laquelle se rapporte le taux indiqué figure entre parenthèses.

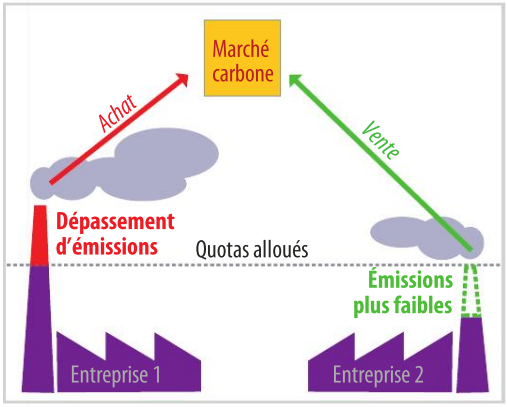
1. Quelles sont les deux méthodes utilisées pour fixer le niveau des taxes environnementales ?
2. À quelles difficultés sont confrontés les pouvoirs publics pour fixer ce niveau ?
3. À partir du tableau, comparez la situation de la France en matière de taxe carbone avec celle des autres pays présentés.

Rappel de 1re

Des taxes pour internaliser les externalités négatives

Une externalité négative est un effet néfaste engendré par l'activité d'un agent sur le bien-être d'un autre, sans que ce préjudice ne soit dédommagé par un paiement. Une taxe peut rendre l'externalité coûteuse pour celui qui la produit, ce qui l'amène à « internaliser l'externalité ».

DOC 3 Le système d'échanges de quotas d'émissions de CO_2



Promesse tenue : la Chine, premier émetteur mondial de CO_2 de la planète, a officialisé, mardi 19 décembre, le lancement d'un marché du carbone à l'échelle nationale. [...]

Ce système d'échange de quotas d'émissions de CO_2 (*Emission Trading Scheme*, ETS), comme il en existe en Europe depuis 2005, s'inspire de la règle du pollueur-payeur. Il s'agit de fixer un plafond annuel d'émissions aux différentes industries. Celles qui le dépassent peuvent alors acheter des quotas supplémentaires à celles qui ne l'ont pas atteint. Ce système d'échange ne s'appliquera d'abord qu'à 1 700 centrales électriques, moins que les 11 000 installations diverses actuellement concernées pour l'Europe. Mais celles-ci émettent à elles seules, selon l'agence de planification chinoise, 3,3 milliards de tonnes de CO_2, soit le tiers des émissions annuelles du pays (environ 10 milliards de tonnes de CO_2 en 2016).

Brice PEDROLETTI, *Le Monde*, 26 décembre 2017.

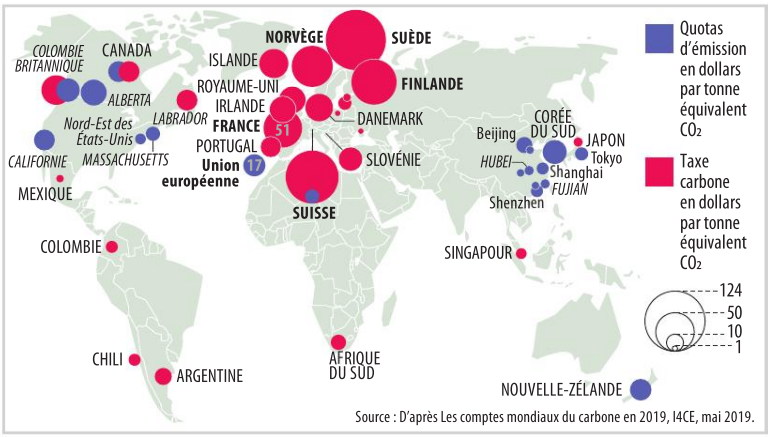
REPÈRE

Le système d'échanges de quotas d'émission dans l'Union européenne

En 2019, le système d'échange de quotas d'émission de l'Union européenne fonctionne dans 31 pays et limite les émissions de plus de 11 000 installations couvrant environ 45 % des émissions de gaz à effet de serre de l'UE.

1. Quels sont les résultats attendus par la Chine de l'instauration d'un marché du carbone ?
2. Montrez que, comme la taxation, ce système s'inspire de la règle du pollueur-payeur.
3. Quels choix ont les entreprises qui dépasseraient, année après année, leurs quotas d'émissions ?
4. Quel avantage ont les entreprises qui n'atteignent pas leurs quotas ?

DOC 4 Carte mondiale des prix du carbone en 2019



Source : D'après Les comptes mondiaux du carbone en 2019, I4CE, mai 2019.

1. Quel est le prix de la tonne de CO_2 sur le marché des quotas dans l'Union européenne ? Et le prix de la taxe carbone par tonne en France ?
2. Quel système semble le plus incitatif d'après cette carte ?
3. Comment peuvent réagir les entreprises à ces différences de prix du carbone ?

S'entraîner

Exercice interactif

1 Autoévaluation

CORRIGÉS P. 400

Placez les éléments suivants dans le tableau : Instrument bien accueilli par les agents économiques • Renchérit le coût des technologies polluantes et oriente les comportements • Efficacité qui dépend fortement de la variation des prix des quotas • Peut bénéficier à des agents qui polluent • Difficulté à fixer un barème • Responsabilise les émetteurs et prend en compte les activités des entreprises

	Avantages	Limites
Taxe		
Subvention		
Marché des quotas d'émissions		

2 Mobiliser ses connaissances

BAC

Présentez deux limites de la taxation comme instrument de réduction de la pollution.

ACTIVITÉ

Objectifs

Savoirs :
acteurs mobilisés sur les questions environnementales.

Savoir-faire :
construire un argument, s'entraîner à l'oral.

Jeu de rôle

Faut-il supprimer des lignes d'avion en France ?

Afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre en France, plusieurs experts et députés rejoignent un mouvement citoyen pour proposer d'interdire certaines lignes d'aviation intérieures au profit du train, jugé moins polluant. Face à cette mobilisation, l'Assemblée nationale décide de réunir la Commission du développement durable et de l'aménagement du territoire pour auditionner des experts, des associations, des organisations non gouvernementales et des entreprises. Vous participez à cette mission d'information en vue de préparer une proposition de loi.

Votre mission **Reproduire les conditions d'une audition organisée par la Commission. Chaque groupe prend le rôle d'un des acteurs bien identifiés.**



Né en Suède en 2018, le mouvement « *flygskam* » ou « honte de prendre l'avion » consiste à boycotter ce moyen de transport face à l'urgence climatique.

ÉTAPE 1 Former les groupes et effectuer des recherches

1 Par groupe de 3 ou 4, répartissez-vous les groupes d'acteurs et inventez noms et représentants :
- un groupe d'usagers de l'avion qui ne souhaitent pas une réduction de l'offre de transports dans le pays ;
- une association écologiste qui milite pour la suppression des vols substituables par le train ;
- un expert qui met en avant les conséquences économiques négatives d'une telle décision ;
- un autre expert qui met en avant l'impact écologique du transport aérien ;
- un représentant d'une entreprise française de transport aérien particulièrement inquiet ;
- le groupe de députés qui présentent et animent l'audition.

2 Effectuez des recherches avec votre groupe correspondant au rôle choisi.
Vous pouvez exploiter les ressources suivantes.



- **Environnement : faut-il supprimer des vols intérieurs en France ?** *Air Journal*, 14 juin 2019.
- **La suppression des lignes intérieures : une mesure contre les régions françaises** *La Tribune*, 19 juin 2019.
- **Face aux appels à bouder l'avion, Air France défend ses actions** *L'Écho touristique*, 5 juin 2019.



- **Le « flygskam », la honte de prendre l'avion** Arte, 2019.
- **Faut-il arrêter de voyager ?** *Complément d'enquête*, France 2, 12 septembre 2019.

ÉTAPE 2 Construire les arguments

Fiche méthode n° 1 p. 370 *Construire une argumentation*

Vous devez fournir au moins trois arguments qui défendent votre cause (un par membre). Le temps de parole étant limité à 7 minutes maximum chacun, à vous de choisir le registre rhétorique et la forme à adopter pour convaincre les députés. Vous pouvez vous inspirer des registres présentés dans le Repère pour légitimer votre discours devant les députés. Par exemple on peut imaginer qu'un expert justifie ses propos en alignant des arguments d'ordre scientifique et rationnel qui prônent l'efficacité (cité industrielle).

Coup de pouce

Pour arriver à convaincre il faut également imaginer les arguments de vos adversaires.

REPÈRE

En 1991, deux sociologues ont analysé un grand nombre de courriers de lecteurs envoyés au journal *Le Monde*. Il s'agissait d'étudier comment les lecteurs justifiaient leurs critiques et quels types d'arguments ils avançaient. Les sociologues Luc Boltanski et Laurent Thévenot ont ainsi identifié plusieurs « cités » d'arguments pour légitimer un discours.

		Justification
Registre ou « Cité »	inspiré	la passion, le merveilleux, la spontanéité, l'émotion, le sentiment, le pathos
	domestique	la tradition, l'ordre, la hiérarchie
	de l'opinion	être connu, avoir du succès, être populaire
	civique	le collectif, le bien-être du groupe, l'équité, l'intérêt commun
	marchand	la compétitivité, pouvoir vendre, pouvoir produire, le marché
	industriel	la raison, l'efficacité, le raisonnement scientifique

ÉTAPE 3 L'audition

Fiche méthode n° 3 p. 373 *S'exprimer à l'oral*

1. Les membres de la commission présentent le débat et définissent les principaux termes et les buts poursuivis (durée : 5 minutes).
2. Chaque acteur est auditionné selon un ordre tiré au sort. Chacun des membres du groupe doit pouvoir s'exprimer (durée : 7 minutes).
3. Les députés concluent l'audition par un rappel des arguments (durée : 3 minutes).



Réunion de la Commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, le 18 novembre 2019 à Paris.

ÉTAPE 4 Évaluation et vote de la loi

1. Le groupe de députés ayant mené l'audition évalue successivement chaque groupe en utilisant la grille ci-dessous.

Grille à télécharger

Compétences évaluées	Non / Insuffisant	À peu près / Juste suffisant	Oui / Très bien
Sur la forme	**0 point**	**1 point**	**2 points**
Respect du temps imparti			
Qualité de l'élocution			
Registre de langue assez soutenu			
Sur le fond	**0 point**	**2 points**	**4 points**
Le discours contient des arguments.			
Les arguments sont organisés (Affirmer, Expliciter, Illustrer).			
Les arguments répondent correctement à la question.			
Total (sur 20 points)			

2. La loi doit être votée. Chacun joue alors le rôle d'un député qui, en assemblée, conformément à son mandat et sa conviction personnelle, doit exprimer son vote : POUR, CONTRE, ABSTENTION.

L'essentiel

Quelle action publique pour l'environnement ?

Podcast

Les questions environnementales concernent aussi bien les sciences de la nature que les sciences sociales. En effet, l'économie, la sociologie et la science politique fournissent des outils pour comprendre et expliquer comment les sociétés peuvent et doivent s'organiser pour répondre aux défis écologiques.

A Les questions environnementales comme problème public

podcast

1. Quels sont les acteurs de la construction des questions environnementales ?

Les questions environnementales recouvrent une diversité de domaines et une pluralité d'acteurs. Ces derniers se mobilisent pour faire reconnaître tel ou tel autre aspect des phénomènes environnementaux perçus. Les **organisations non gouvernementales**, les entreprises, les associations, les experts (dont les scientifiques), les partis politiques et la **société civile organisée** tendent à médiatiser et à sensibiliser le « grand public » sur ces questions. Les **pouvoirs publics** peuvent s'en emparer en les **inscrivant à l'agenda politique**.

Plus généralement, les différents acteurs ne poursuivent pas nécessairement les mêmes fins et ne connaissent pas les mêmes contraintes. Par exemple, la société civile organisée dispose d'un répertoire d'action collective étendu mais sa légitimité auprès de l'opinion publique et son influence sur les décideurs dépendent de sa médiatisation.

2. Quelles relations entretiennent les acteurs des questions environnementales ?

Ces acteurs entretiennent des relations de conflit et de coopération. Ainsi, des associations peuvent coopérer avec des experts scientifiques pour dénoncer certaines pratiques d'entreprises ou certaines décisions publiques dans une perspective conflictuelle. De même, la médiatisation des mouvements citoyens ou le travail des groupes d'intérêt témoignent, quant à eux, d'une volonté de coopération avec les pouvoirs publics qui jouent le plus souvent le rôle d'arbitre.

B Les échelles de l'action publique pour l'environnement

podcast

3. Du local au mondial : comment articuler l'action publique ?

Protéger le vivant et satisfaire de manière durable les besoins humains nécessitent d'agir aussi bien localement qu'au niveau mondial. Les politiques environnementales reposent sur le choix de l'échelon le plus pertinent. En France, le principe de subsidiarité consiste à réserver à l'Union européenne uniquement ce que les États ou les collectivités locales ne pourraient effectuer que de manière moins efficace. Inversement, certaines actions ne peuvent être prises que localement.

À l'échelle mondiale, des institutions internationales peuvent aussi incarner les engagements environnementaux des États. Elles peuvent soutenir financièrement des projets écologiques. Elles participent à la diffusion de données et alertent sur l'état du monde. Ainsi, par exemple, l'Organisation des Nations unies (ONU) a créé le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) en 1988.

NOTIONS

Organisation non gouvernementale (ONG)
Organisation à but non lucratif, indépendante des États et des institutions internationales, qui se mobilise pour défendre une cause d'intérêt général.

Société civile organisée
Ensemble des acteurs collectifs qui cherchent à influencer le pouvoir politique en se mobilisant.

Pouvoirs publics
Désignent le gouvernement et l'ensemble des services chargés de l'administration d'un État, d'une collectivité territoriale ou d'une administration publique.

Mise à l'agenda
Processus qui vise à transformer un problème en un problème public, susceptible de faire l'objet d'une décision politique.

Conflit
Affrontement entre des acteurs aux intérêts ou valeurs distincts : individus (conflit interindividuel) ou groupes sociaux (conflit social).

Coopération
Comportement où chacun poursuit ses intérêts en prenant en compte ceux des autres, ou agit au nom d'intérêts communs pour « co-opérer », c'est-à-dire agir ensemble.

Échelles locale, nationale, européenne, mondiale
Les actions publiques peuvent être prises via un arsenal législatif, exécutif ou judiciaire par des collectivités territoriales, des départements, des régions, des États (notamment en France de manière déconcentrée), l'Union européenne, des organisations intergouvernementales, etc.

Biens communs
Biens non excluables et rivaux.

Passager clandestin (ou *free-rider*)
Situation d'un agent qui, dans une action collective, obtient un gain sans en avoir supporté les coûts.

Réglementation
Dans le cadre de la politique climatique, elle recouvre l'ensemble des normes (directives, lois, arrêtés) imposées par les administrations publiques.

4. Quelles sont les contraintes qui pèsent sur les négociations et accords internationaux ?

La stabilité du climat passe par des accords internationaux, car cette stabilité a les caractéristiques d'un bien commun mondial. En effet, les pays qui réduisent leurs émissions subissent un coût que ne supportent pas les autres (rivalité), alors même que tous bénéficient de l'atténuation du réchauffement (non-excluabilité). Cette situation explique les difficultés des négociations internationales, chaque pays ayant intérêt à adopter une stratégie de **passager clandestin**.

Par ailleurs, les inégalités de développement entre pays peuvent constituer une difficulté supplémentaire lorsqu'il faut parvenir à un accord international, les pays émergents mettant les pays développés face à leurs responsabilités dans les émissions polluantes actuelles.

Enfin, les rythmes électoraux ou les contraintes organisationnelles ou politiques pesant sur les administrations peuvent conduire à des dysfonctionnements qui retardent ou empêchent l'action publique.

C Les instruments des politiques climatiques

Podcast

Le changement climatique révèle l'existence d'une défaillance de marché : puisque le climat est un **bien commun**, sans action des pouvoirs publics, les agents prennent leurs décisions de consommation et de production sans prendre en compte les dégâts qu'elles provoquent. Pour y remédier, les pouvoirs publics disposent d'instruments contraignants ou incitatifs.

5. Quelle est l'efficacité des mesures réglementaires ?

La mise en place de différentes normes et mesures réglementaires peut contraindre des agents économiques à limiter leurs consommations ou encore à modifier leurs systèmes de production. Ce type d'instrument a pour avantage d'être applicable rapidement et de permettre aux pouvoirs publics de mettre fin à des techniques ou produits dont les dommages sont estimés irréversibles.

Cependant, dans la pratique, le contrôle de ces mesures se révèle très difficile et coûteux. Aussi, l'application de certaines normes, par exemple celles appliquées aux constructeurs automobiles, peut conduire à une surutilisation par les consommateurs qui bénéficient d'un bien plus économe en énergie, et donc augmenter *in fine* les émissions polluantes. De manière plus générale, beaucoup d'économistes reprochent à la **réglementation** son caractère trop contraignant (non incitatif) et lui préfèrent d'autres instruments.

6. Quelle est l'efficacité des mesures incitatives ?

L'instrument fiscal (comme la taxe carbone) augmente le prix de certains biens ou de certaines ressources. Il vise à intégrer le coût social de certaines activités au coût privé (principe du pollueur-payeur). À l'inverse, les **subventions** accordées à certains agents permettent de valoriser certaines conduites. Enfin, le **marché ou système d'échanges de quotas d'émissions** de CO_2 compte sur les mécanismes de marché en limitant l'offre de « droit à polluer ». Il permet aux agents d'échanger ces quotas fixés par la puissance publique. Le prix de ces derniers encourage le changement de technologie mais aussi l'investissement en compensation carbone (comme la reforestation). Schéma 1

Ces instruments présentent cependant un certain nombre de limites car en pratique, il est difficile, pour les pouvoirs publics, d'internaliser les externalités. Schéma 2
La taxe peut être perçue comme injuste ou créer des situations d'inéquité et peut peser sur la compétitivité des entreprises nationales. Le marché des quotas d'émissions peut lui se retrouver confronté à des comportements spéculatifs qui peuvent conduire à une certaine volatilité des prix, et son efficacité dépend fortement des quotas alloués par les pouvoirs publics.

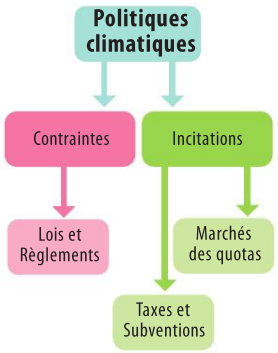
NOTIONS

Taxe
Prélèvement fiscal monétaire obligatoire effectué par l'État ou les collectivités locales.

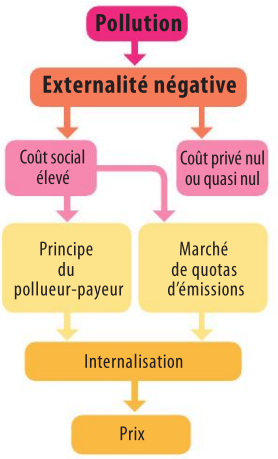
Subvention
Aide financière ou matérielle des autorités publiques à destination des producteurs ou des consommateurs.

Marché de quotas d'émission
Marché de « droits à polluer ». Il repose sur la distribution aux entreprises de quotas d'émissions de CO_2 par les pouvoirs publics, qui peuvent ensuite être achetés/vendus.

1 Les instruments des politiques climatiques



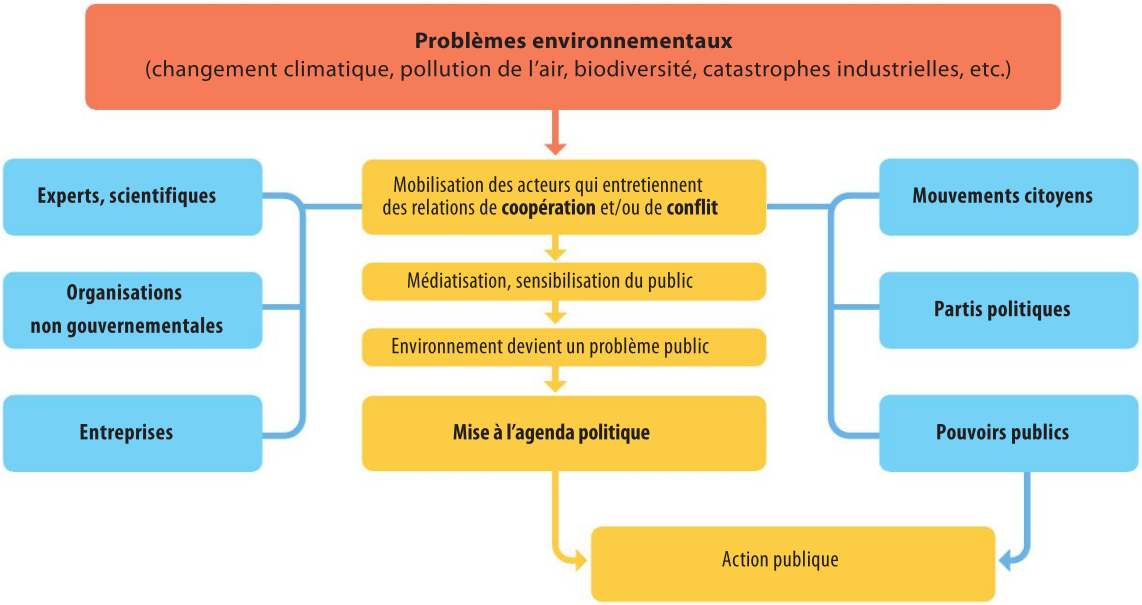
2 Internaliser les externalités



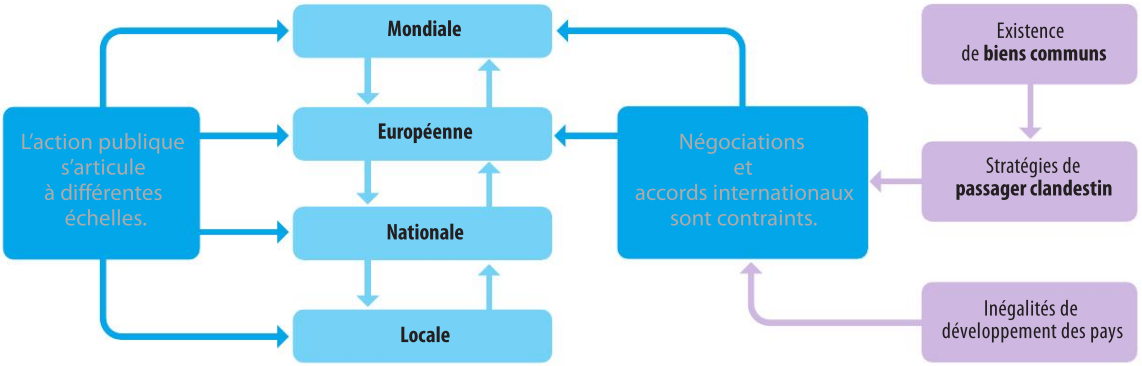
L'essentiel en schéma

Schéma interactif — Schémas animés

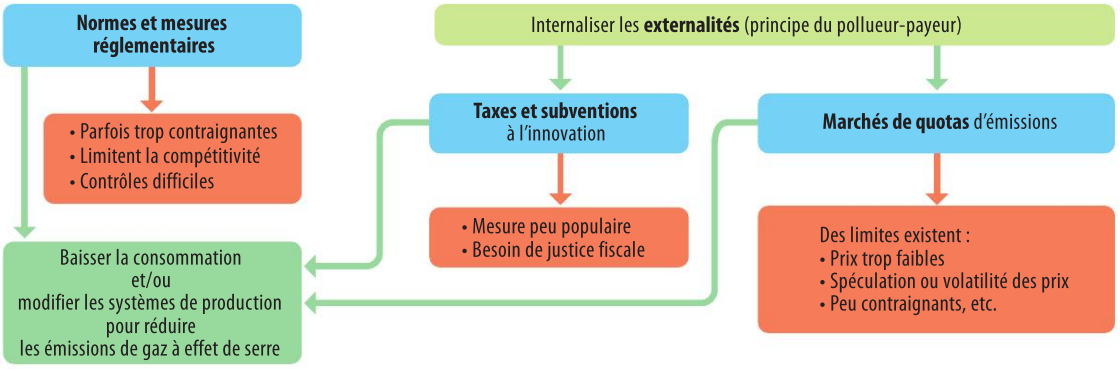
A Les questions environnementales comme problème public



B Les échelles de l'action publique pour l'environnement



C Les instruments des politiques climatiques



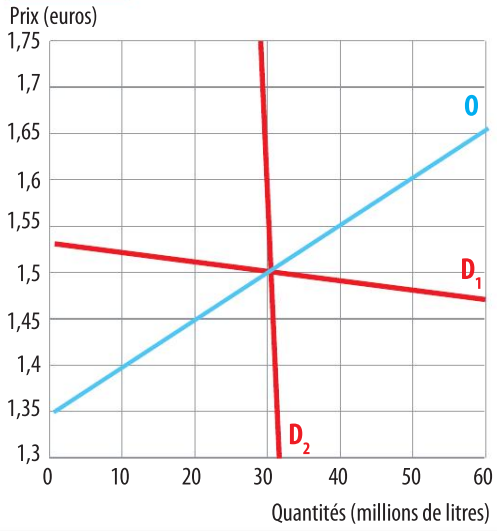
Lire et interpréter des fonctions simples

Rappel de 1re Marché, p. 412

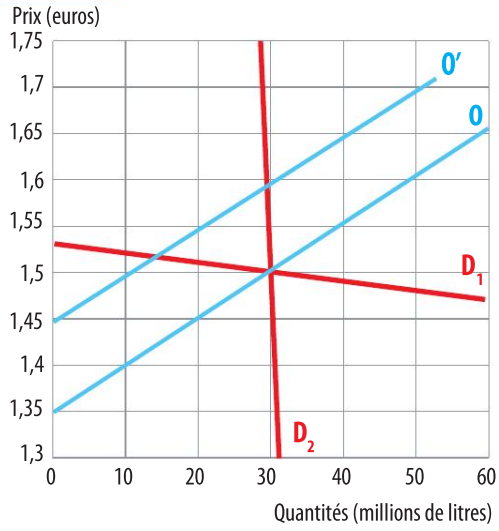
Objectifs de savoir-faire *Lire et interpréter une représentation graphique de fonctions simples (offre, demande)*

Voici la représentation graphique simplifiée du marché concurrentiel du carburant en France

CAS N° 1



CAS N° 2



CAS N° 1 : L'ÉQUILIBRE AVANT TAXE

1. Quels sont le prix et la quantité d'équilibre sur ce marché ?
2. Rappelez pourquoi l'offre sur le marché est croissante quand le prix du carburant augmente.
3. Comment évoluent les quantités demandées si le prix augmente ?
4. Il existe deux courbes de demande car on distingue deux populations :
   - la demande d'une population urbaine avec un domicile relativement proche des lieux de travail et de loisirs ;
   - la demande d'une population rurale dont le domicile est plus éloigné des lieux de travail et de loisirs.

   Associez les deux types de population aux courbes (D_1) et (D_2) en justifiant votre choix.

REPÈRE

Les pentes des droites de demande et d'offre

Dans une représentation graphique classique du marché, l'inclinaison des pentes des droites de demande et d'offre désigne la sensibilité au prix des différents agents. Un agent est réputé « très sensible » au prix quand une modification de ce dernier entraîne une modification plus que proportionnelle des quantités demandées ou offertes sur le marché.

CAS N° 2 : L'ÉQUILIBRE APRÈS TAXE

5. L'État met en place une taxe carbone de 0,10 € par litre, payée par les producteurs. Pour toutes les quantités produites, ceux-ci exigent un prix plus élevé de 0,10 €, ce qui fait apparaître une nouvelle courbe d'offre (O'). Quel est l'effet attendu par les pouvoirs publics d'une telle taxe sur les quantités échangées ?
6. En prenant la population dont la demande est D1, indiquez le nouveau prix payé par les consommateurs et la quantité échangée. Qui paie finalement cette taxe, entre les producteurs et les consommateurs ? Comment évoluent les quantités ?
7. En prenant la population dont la demande est D2, indiquez le nouveau prix payé par les consommateurs et la quantité échangée. Qui paie finalement cette taxe, entre les producteurs et les consommateurs ? Comment évoluent les quantités ?
8. Comment cet exercice permet-il d'expliquer l'opposition du mouvement dit des « Gilets jaunes », en 2018-2019, à l'augmentation des taxes sur le carburant ?

Testez vos connaissances !

CORRIGÉS P. 400

Exercices interactifs

1 Vrai ou faux ?

Exercice interactif

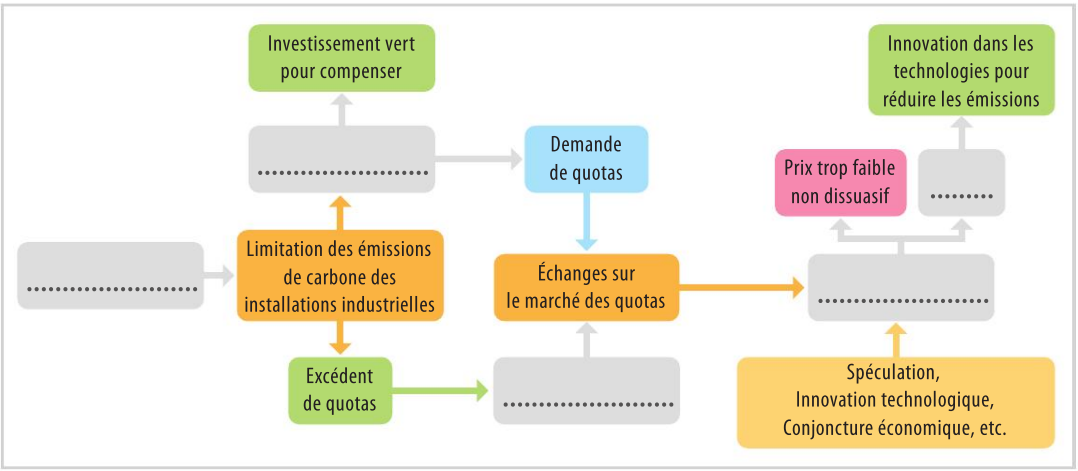
Lorsque c'est faux, justifiez pourquoi.

	Vrai	Faux
1. Les questions environnementales relèvent d'un processus de mise à l'agenda.	☐	☐
2. En matière de changement climatique les actions locales sont peu utiles, seules comptent les négociations internationales.	☐	☐
3. Les économistes considèrent le changement climatique comme un problème de bien de club.	☐	☐
4. En matière de négociations internationales, les pays sont confrontés au problème du passager clandestin.	☐	☐
5. Le principe du pollueur-payeur correspond à une action réglementaire.	☐	☐
6. Le système d'échange de quotas d'émissions repose sur des mécanismes d'incitation.	☐	☐
7. La réglementation peut contribuer paradoxalement à une augmentation des émissions polluantes.	☐	☐
8. Les subventions à l'innovation verte permettent systématiquement de réduire les pollutions.	☐	☐
9. « Internaliser les externalités » signifie réduire la pollution.	☐	☐

2 Le marché des quotas d'émission

Exercice interactif

Complétez le schéma avec les éléments suivants afin d'expliquer le principe d'un système d'échange de quotas d'émission : Détermination des prix sur le marché • Prix élevé dissuasif • Attribution des quotas d'émission par les autorités • Dépassement de quotas • Offre de quotas.



3 Les pouvoirs publics face au principe de justice climatique

Exercice interactif

Complétez le texte avec les mots suivants :

action publique | équitable | fiscalité | dédommagement | inégalités économiques et sociales | dérèglement | mouvements citoyens | inaction climatique | réglementation

Le _____ climatique a des conséquences sociales importantes. Il est source d'_____. Le principe de justice climatique repose d'une part sur le _____ de ceux qui voient leur environnement dégradé. Ainsi, des _____ et des associations dénoncent et portent plainte contre des entreprises ou encore contre des États pour _____. D'autre part, il requiert une application _____ des mesures de l'_____ (comme une _____ et une _____ justes) pour prévenir, réduire ou contrôler les dommages à l'environnement. Ce principe questionne ainsi nos démocraties occidentales.

Exercices interactifs
Guide de révisions
lycee.hachette-education.com/ses/tle

Guide méthodologique complet

4 Les limites de l'action publique

Reliez les titres d'articles aux difficultés de l'action publique en matière d'environnement.

Exercice interactif

1. « Accord de Paris sur le climat : aucun pays de l'UE n'a tenu parole, pas un », *L'Express*, décembre 2018.
2. « COP23 : les pays en développement dans l'attente d'un geste fort des pays riches », *RFI*, novembre 2017.
3. « Glyphosate : les lobbys intoxiquent-ils les politiques ? », *France Culture*, juin 2018.
4. « Un tiers des substances chimiques les plus utilisées en Europe non conformes à la réglementation », *Le Monde*, octobre 2018.
5. « Taxe carbone : peut-on concilier écologie et justice sociale ? », *Libération*, novembre 2018.

a) L'efficacité des accords internationaux se heurte au problème du passager clandestin.

b) Les relations peuvent être conflictuelles entre les différents acteurs mobilisés sur les questions environnementales.

c) La mise en place d'une taxe environnementale peut se heurter à des problèmes d'équité.

d) Les négociations climatiques doivent tenir compte des inégalités de développement.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Dans l'Union européenne, **10 secteurs** sont responsables de **83 % des émissions de CO_2** alors qu'ils ne représentent que **28 % des emplois et 21 % de la valeur ajoutée** : électricité et gaz, caoutchouc et plastique, transport terrestre, métaux, produits chimiques, coke et pétrole raffiné, transport aérien, transport maritime et fluvial, agriculture, commerce.

Environ 90 % des technologies vertes proviennent des pays de l'OCDE. La contribution de la Chine et de l'Inde augmente.

Dans les pays de l'OCDE, près d'**un demi-million de décès prématurés** seraient dus chaque année à l'exposition à l'ozone et aux particules fines en suspension dans l'air. En termes de bien-être, cela représente un **coût annuel équivalent à 3,8 % du PIB**.

1/3 des lobbyistes en France travaillent sur les **questions environnementales**.



POUR ALLER PLUS LOIN

Vidéos et ressources interactives

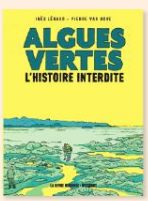
Rendez-vous sur lycee.hachette-education.com/ses/tle.



L'homme a mangé la Terre
Bande-annonce du film documentaire de Jean-Robert Viallet, 2019.
Depuis la fin du XVIII[e] siècle, l'industrialisation a durablement marqué la Terre. Le film décrit les étapes successives de l'anthropocène.



L'énergie décarbonée
Cité de l'économie, octobre 2019.
Quelles alternatives au charbon, gaz et pétrole pour une énergie décarbonée ?



Algues vertes, l'histoire interdite
d'Inès Léraud et Pierre Van Hove, *La revue dessinée – Delcourt*, juin 2019.
Enquête sur le traitement des algues vertes en Bretagne, un exemple du processus de mise à l'agenda.



Test en ligne : calculez votre empreinte écologique
Site du WWF.

Objectif Bac Épreuve composée

Corrigé

Document

PARTIE 1 MOBILISATION DES CONNAISSANCES 4 PTS

SUJET

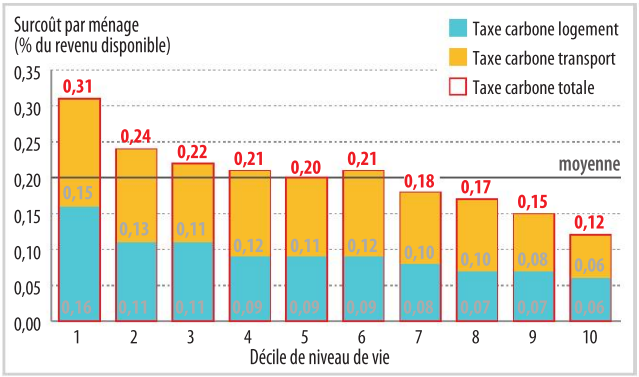
Montrez qu'en matière d'environnement, des stratégies de passager clandestin peuvent contraindre les négociations et les accords internationaux.

PARTIE 2 ÉTUDE D'UN DOCUMENT 6 PTS

SUJET

Effet de la hausse de la taxe carbone en 2020 (passage de 44,60 à 55 €/tCO_2) sur le revenu

1) À l'aide d'un exemple, présentez le principe de la taxation en matière environnementale.
2) À l'aide des données du document, montrez que la taxe carbone présente un risque d'inéquité.



Audrey Berry, Éloi Laurent, « Taxe carbone, le retour, à quelles conditions ? », Sciences Po – OFCE, *Working Paper,* n° 06/2019.

PARTIE 3 RAISONNEMENT S'APPUYANT SUR UN DOSSIER DOCUMENTAIRE 10 PTS

SUJET

À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez comment l'action publique pour l'environnement mobilise différents acteurs.

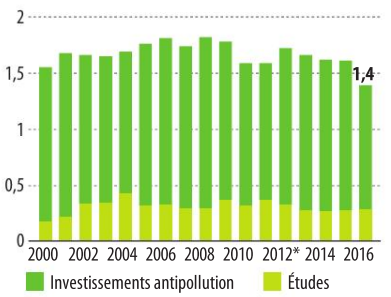
DOC 1

L'écologie est installée dans le paysage politique : au-delà des partis dits écologistes, les candidats à la présidentielle française présentent tous un volet – plus ou moins – environnemental dans leur programme. Les dernières élections en Bavière qui ont vu la montée en puissance des *Grünen*, les manifestations demandant la prise en compte des perspectives environnementales à la suite de la démission de Nicolas Hulot, la mise à l'agenda politique et médiatique des « COP » sur le changement climatique ou la publication du dernier rapport du GIEC indiquent l'inscription durable et forte de ces discours dans l'espace public. La création même du GIEC est de fait un signe de la prise en compte des problématiques du réchauffement climatique par les instances internationales (l'attribution du prix Nobel de la paix à ce rassemblement de chercheurs en climatologie établit l'installation des réflexions environnementales sur le plan mondial, global, et non pas seulement international).

V. Bonnet et A. Geslin, « Les mots de l'écologie, 25 ans après. Circulation des discours et des notions », *Mots. Les langages du politique*, 5 mars 2019.

DOC 2

Dépenses de protection de l'environnement des entreprises françaises (en milliards d'euros)



* Élargissement en 2012 aux secteurs de l'énergie, de l'extraction d'hydrocarbures et de l'artisanat commercial.

Source : INSEE.

DOC 3

Qui influence dans l'ombre les textes de loi votés par les responsables politiques ? Associations, ONG, think tanks, syndicats, mais aussi grands groupes internationaux ou cabinets plus ou moins opaques... Les lobbies (ou représentants d'intérêts) interviennent tout au long du processus législatif, donnant lieu, parfois, à des dérives. Deux ONG, Transparency France et le WWF France, lancent une campagne, lundi 30 septembre, pour « lever le voile sur les relations entre les lobbies et les responsables politiques ».

« Alors que de plus en plus de lobbies cherchent à influencer la loi, la défiance des citoyens envers les responsables politiques n'en finit plus de grandir », constatent les deux organisations dans un communiqué. « Pesticides, perturbateurs endocriniens, énergies fossiles, plastique... Les scandales sur les actions de lobbying défraient régulièrement la chronique, révélant l'opacité qui entoure les décisions politiques et renforçant le sentiment que les responsables politiques sont «sous influence» », ajoutent-elles.

« Lutte contre les lobbies », France info TV, 30 septembre 2019.

PARTIE 3 GUIDAGE MÉTHODOLOGIQUE

ÉTAPE 3 Étudier le dossier documentaire : extraire les informations en lien avec le sujet

- **Pour bien utiliser le dossier documentaire**, il est nécessaire de compléter ses connaissances de cours avec les informations contenues dans les documents. Mais attention, il ne faut pas relever toutes les informations des documents, seulement celles en lien avec le sujet.

Pour ce faire, toujours au brouillon, nous vous conseillons de trier les informations dans un tableau sur le modèle suivant.

	Informations en lien avec le sujet (données statistiques, citations) *Ces informations pourront vous servir à affirmer, expliciter ou illustrer.*	**Prolongements avec le cours ou lien entre les documents**
Document 1		
Document 2		
Document 3		

- **Complétez le tableau précédent** pour le dossier documentaire du sujet de dissertation.

ÉTAPE 4 Construire son plan détaillé

- **Le plan détaillé consiste à organiser au brouillon les arguments** permettant de « traiter le sujet, tout le sujet, rien que le sujet ». Il faut partir de sa problématique, des connaissances de cours et des informations extraites des documents. Il s'agit de rédiger des phrases suffisamment précises pour expliciter de quoi chaque partie, sous-partie ou paragraphe va traiter.

Dans un sujet de raisonnement, on conseille de rédiger quatre paragraphes AEI (ou davantage) qui peuvent être ou non insérés dans deux ou trois parties.

La construction du plan est un travail qui se fait rarement en un seul jet mais par tâtonnements successifs. Il ne faut pas hésiter à faire « bouger » son plan, c'est-à-dire déplacer des paragraphes, ajouter/enlever des paragraphes, reformuler ses titres, les inverser, etc.

Un bon plan est souvent construit autour de titres qui reprennent les mots clés du sujet.

Plan à 1 niveau	Plan à 2 niveaux
• §1 Affirmation • §2 Affirmation • §3 Affirmation • §4 Affirmation	**I) Titre** • §1 Affirmation • §2 Affirmation **II) Titre** • §3 Affirmation • §4 Affirmation

- **Une fois que vous pensez votre plan terminé**, reprenez le sujet et vérifiez que chaque titre répond au sujet et que vos titres traitent tout le sujet.

APPLICATION

Voici trois plans proposés pour le sujet de raisonnement. Choisissez le meilleur plan, écartez les deux autres en justifiant pourquoi.

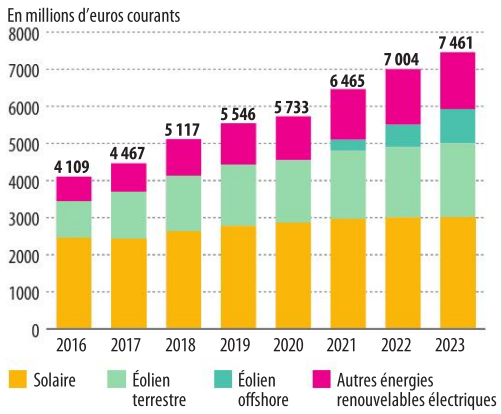
Plan 1 : ☐ Accepté ☐ Rejeté	Plan 2 : ☐ Accepté ☐ Rejeté	Plan 3 : ☐ Accepté ☐ Rejeté
• §1 Les entreprises agissent pour l'environnement (investissements verts et lobbys). • §2 Les pouvoirs publics agissent pour l'environnement (taxes et mesures réglementaires). • §3 Les ONG et les experts agissent pour l'environnement (la médiatisation des problèmes publics, des relations de coopération pour l'environnement). • §4 Les limites de l'action publique (conflit entre les acteurs).	**I) Une action publique qui repose sur une diversité d'acteurs participant à la mise à l'agenda des questions environnementales :** • §1 Les questions environnementales mobilisent des acteurs divers à différentes échelles. • §2 L'émergence des questions environnementales dans le débat public relève d'un processus de mise à l'agenda. **II) Des relations qui oscillent entre coopération et conflit :** • §3 Si la coopération semble nécessaire à la réalisation d'une action publique en faveur de l'environnement... • §4 … de nombreuses réalisations se heurtent à des conflits entre les différents acteurs.	**I) Les questions environnementales sont mises à l'agenda** • §1 Une action locale et globale • §2 Divers acteurs • §3 Des relations de conflits et de coopération **II) Les limites de l'action publique** • §4 Le problème des lobbys • §5 L'échec des instruments à lutter contre certaines émissions • §6 Un effort d'investissement insuffisant

SUJET

Les actions publiques en faveur de l'environnement sont-elles toujours efficaces ?

DOC 1

Prévisions des soutiens[1] aux énergies renouvelables en France métropolitaine

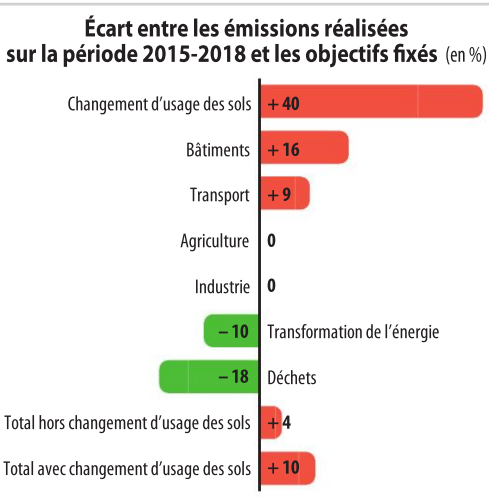


Les données 2016 et 2017 sont estimées ; à partir de 2018 il s'agit de prévisions.
Source : Cour des comptes, « Rapport : le soutien aux énergies renouvelables », mars 2018.

1. Les soutiens représentent les investissements publics dans les énergies renouvelables financés par une taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité.

DOC 2

Des ambitions aux actes



Lecture : un pourcentage positif signifie que l'objectif n'a pas été atteint, et inversement.
Source : Haut Conseil pour le climat, 2019.

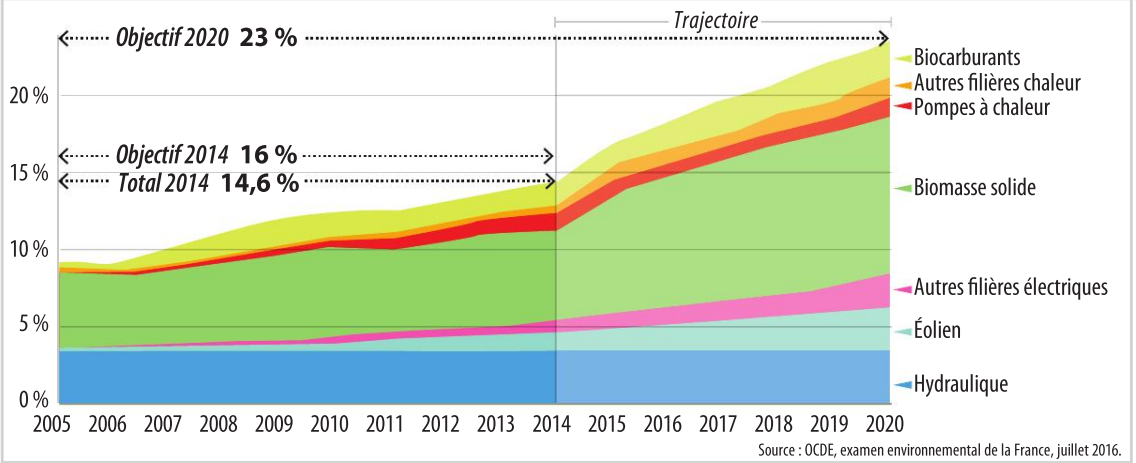
DOC 3

Chaque pays agit d'abord dans son propre intérêt, au nom de ses agents économiques, tout en espérant profiter des efforts des autres. En économie, le changement climatique est présenté comme un problème de bien commun. À long terme, la plupart des pays devraient tirer un bénéfice important d'une réduction massive des émissions globales de GES, car le réchauffement climatique aura des effets économiques, sociaux et géopolitiques considérables. Cependant, les incitations individuelles à cette réduction sont négligeables. La majorité des bénéfices liés aux mesures d'atténuation prises par un pays donné profite en réalité à d'autres pays. […] De surcroît, la plus grande partie des bienfaits de cette politique ne bénéficie pas aux individus aujourd'hui en âge de voter, mais plutôt aux générations futures.

Jean Tirole, Économie du bien commun, PUF, 2016.

DOC 4

Part des énergies renouvelables dans la consommation d'énergie



Source : OCDE, examen environnemental de la France, juillet 2016.

En ce qui concerne la part des énergies renouvelables dans la consommation brute d'énergie, l'objectif 2020 de 23 %, sera, comme l'a constaté l'OCDE, difficile à atteindre : les efforts accomplis depuis 2005 devraient être en effet quasiment triplés entre 2014 et 2020 pour l'électricité renouvelable et quadruplés pour la chaleur renouvelable.

GUIDAGE MÉTHODOLOGIQUE

ÉTAPE 6 Rédiger les paragraphes AEI (Affirmer, Expliciter, Illustrer)

Fiche méthode n° 1 p. 370 *Construire une argumentation*

- **Voici un paragraphe d'élève** sur le sujet de dissertation ci-contre. Repérez les points forts et les points faibles de ce paragraphe, puis proposez des améliorations.

§1 La fiscalité basée sur le principe du pollueur-payeur permet d'inciter les agents économiques à adapter leurs comportements.

Le document 1 montre l'effort d'investissement réalisé par les pouvoirs publics puisque les investissements publics dans les énergies renouvelables devraient augmenter chaque année. Ainsi, en 2016, le montant total investi était de 4 109 millions d'euros et il devrait être de 7 461 millions d'euros en 2023, soit presque le double. Ces investissements sont possibles du fait d'une fiscalité permettant la constitution de ressources fiscales. En matière environnementale, la taxation peut reposer sur le principe du pollueur-payeur qui vise à faire varier l'imposition en fonction du niveau de pollution. Ces instruments peuvent alors faire évoluer les comportements des agents économiques et être efficaces pour la préservation de l'environnement.

Vérifiez qu'il y a bien une affirmation, une explicitation et une illustration en lien avec l'affirmation dans ce paragraphe.

Les mots de liaison sont-ils assez nombreux et diversifiés ?

- **Rédigez le quatrième paragraphe AEI** du sujet de dissertation :

§4 La stabilité climatique est un cas de bien commun qui fait émerger un problème de passager clandestin.

ÉTAPE 7 Rédiger la conclusion

- **Toute conclusion**, quels que soient l'exercice et la discipline, est composée de deux éléments incontournables : le bilan du raisonnement et la réponse explicite à la problématique/au sujet.
Facultatif : une ouverture.
Attention aux mauvaises ouvertures du type : « On peut se demander si un jour, l'Homme… » Mieux vaut pas d'ouverture qu'une mauvaise ouverture !
- **Rédigez le bilan du raisonnement** du sujet ci-contre en partant du plan suivant :

Pour rédiger le bilan du raisonnement, il suffit de reprendre les titres de ses sous-parties ou les affirmations de ses paragraphes. Puis d'une phrase on répond à la question. Enfin, si l'on est inspiré, on rédige une question en guise d'ouverture.

I) Dans une certaine mesure, les actions publiques peuvent être efficaces :
- §1 La fiscalité basée sur le principe du pollueur-payeur permet d'inciter les agents économiques à adapter leurs comportements.
- §2 La mise en place de normes permet la réduction de certaines pollutions.
- §3 Le marché des quotas d'émissions permet de responsabiliser les entreprises.

II) … mais elles connaissent un certain nombre de limites :
- §4 La stabilité climatique est un cas de bien commun qui fait émerger un problème de passager clandestin.
- §5 La difficile internalisation des externalités.
- §6 La mise en place de normes restrictives se heurte au paradoxe de Jevons.

- **Rayez les ouvertures maladroites** dans la liste ci-dessous en justifiant pourquoi, puis choisissez celle qui a votre préférence en justifiant également pourquoi.

a) L'efficacité des instruments économiques de préservation de l'environnement est-elle compatible avec des objectifs de croissance économique ?
b) Faut-il supprimer les voitures à moteur thermique ?
c) Comment faire face aux catastrophes naturelles à répétition ?
d) La fiscalité n'est-elle pas déjà trop importante en France ?

Très souvent la question d'ouverture porte sur un sujet ou chapitre proche de celui traité.

APPLICATION

Proposez une question d'ouverture sur le sujet de dissertation ci-contre.

Objectif Bac Préparer le Grand oral

Fiche Bac n° 6 p. 388 *Le Grand oral*

Pistes de sujets possibles

- L'échec des accords internationaux en matière de préservation de l'environnement : une fatalité ? dossier 4 p. 328-329
- Action locale ou décisions globales ? dossier 3 p. 326-327
- Climat : quels sont les répertoires d'action les plus efficaces ? chapitre 10 p. 264

Le sujet que vous présentez devant le jury du Grand oral doit être suffisamment précis pour ne pas couvrir tout le chapitre. Il doit prendre appui sur un point du chapitre que vous souhaitez approfondir, en lien avec vos centres d'intérêt ou votre projet professionnel.

Apprendre à formuler un sujet efficace et attractif

Pour vous aider à formuler votre sujet, vous pouvez vous inspirer des titres suivants proposés dans les médias. Ces ressources pourront aussi vous être utiles pour construire votre exposé.

Transition écologique : un bon marché ?
France Culture, le 30 janvier 2020

ENVIRONNEMENT
L'échec de la COP25 reflète la fracture entre deux mondes malgré l'urgence climatique
novethic.fr, le 16 décembre 2019

COP25 Un échec dû à la corruption
Par Brice Böhmer (Transparency International), le 24 décembre 2019, liberation.fr

TRANSPORTS : Faut-il arrêter de prendre l'avion ?
Par Vincent Grimault, 3/06/2019, alternatives-economiques.fr

DES PISTES POUR LE GRAND ORAL

Questions que le jury pourrait poser sur ce chapitre

- Pourriez-vous citer un projet contesté pour des raisons environnementales ? document 1 p. 324
- Quels répertoires d'action les acteurs mobilisés peuvent-ils utiliser ? document 4 p. 323 ; chapitre 10 p. 274-275
- Qu'est-ce que le principe du pollueur-payeur ? En quoi peut-il créer des situations d'inéquité ? documents 1 et 2 p. 332
- Comment expliquer que certains pays ne respectent pas les accords internationaux en matière d'environnement ? dossier 4 p. 328-329

S'orienter après le bac

- **Les métiers liés à la protection de l'environnement** sont nombreux et variés, à l'image des enjeux réels qu'elle recouvre : Ingénieur en énergies renouvelables, Technicien de traitement des déchets, Juriste ou journaliste spécialisés en questions environnementales, Géologue, Hydrobiologiste, Économiste, Anthropologue, Politiste, Urbaniste, Inspecteur de sites, Agriculteur, Agronome...
- **Les cursus pour travailler dans des ONG environnementales** En plus des bénévoles qu'elles mobilisent, les ONG emploient de nombreux salariés et mobilisent des compétences diverses. Il n'y a donc pas de cursus type pour travailler dans une ONG environnementale. Il est possible de développer une expertise sur ces sujets en BTS, BTSA ou DUT notamment dans les domaines de l'eau, des déchets, ou de la maintenance des énergies renouvelables, mais, pour accéder à un poste de responsable de projet, d'expert ou d'ingénieur, un bac +5 ou +8 est requis. Ainsi, les compétences en développement durable et en gestion de l'environnement peuvent faire l'objet d'une spécialisation en master après un cursus en licence de sciences, géographie et aménagement, droit, économie, écoles de commerce et d'ingénieurs...

CONSEILS POUR LE JOUR DU GRAND ORAL

Répondre aux questions

- Plusieurs types de questions peuvent vous être posés durant la première phase de l'entretien (10 minutes) :
  – Revenir sur, ou approfondir, un terme, un mécanisme ou un exemple abordé lors de votre exposé pour évaluer votre esprit critique.
  – Préciser votre démarche de travail, les difficultés rencontrées, pour évaluer votre réflexivité.
  Les questions visent à tester votre vivacité intellectuelle et langagière. Plus que la maîtrise parfaite de tous les sujets, il s'agit de proposer une réponse structurée mobilisant un vocabulaire précis.
- Ensuite, un dernier temps d'échange est prévu (5 minutes environ) en lien avec votre projet d'orientation.
  – Quel est mon projet d'orientation/professionnel ?
  – Pourquoi ce choix ?
  – Quelles sont les compétences que je vais devoir approfondir ?
  – Comment le sujet traité peut-il s'inscrire dans mon projet d'orientation ?

Fiche Bac n° 6 p. 388 *Le Grand oral*

SUJET GUIDÉ

Le lycée, un échelon pertinent pour l'action environnementale ?

Analyser le sujet

Ce sujet invite à questionner, à travers les actions possibles au lycée, les liens entre l'action locale et les enjeux globaux relatifs à l'environnement. dossier 3 p. 326-327

- Il s'agit alors, dans un premier temps, de montrer qu'au lycée un certain nombre d'actions sont possibles et peuvent effectivement contribuer à réduire l'empreinte carbone de l'établissement.



Site Web
- **« Bienvenue dans le lycée écolo de Drancy »,** *Le Parisien*, 10 juin 2019
- **Le programme Eco-Lycée (association Teragir)** repose sur la mobilisation de l'ensemble des acteurs d'un établissement et propose plusieurs pistes d'actions.

Depuis 2019, les collèges et lycées élisent des éco-délégués qui réfléchissent spécifiquement à ces questions. Retrouvez, sur l'affiche ci-contre, les huit mesures qui ont été officiellement identifiées.

- Dans un second temps, ce type de sujet invite le candidat à prolonger sa réflexion quant à l'articulation des actions locales (comme celles d'un lycée) et des actions qui pourraient être entreprises à une échelle plus vaste : nationale ou internationale.
- Enfin, le sujet doit être analysé mot à mot.
Fiche Bac n° 3 p. 382 (Étape 1)

Construire un support pour l'oral

- **Le jour J, pendant les 20 minutes de préparation,** vous pourrez réaliser un support que vous remettrez au jury sur une feuille fournie. Ce support ne fait pas l'objet d'une évaluation.

  La carte mentale est un outil privilégié pour schématiser rapidement un sujet.

Fiche méthode n° 5 p. 376 *Construire une carte mentale*

- Compte tenu du temps imparti et de l'absence d'évaluation de ce support, il ne doit pas occuper la plus grande partie du temps de préparation, et doit donc avoir été pensé en amont. Deux possibilités peuvent être envisagées :
  – construire un schéma sur l'un des mécanismes/enjeux importants développés durant l'exposé.
  – construire un schéma de synthèse qui mobilise les différents éléments développés durant l'exposé, et présentés en conclusion.

exemple de carte mentale sur ce sujet

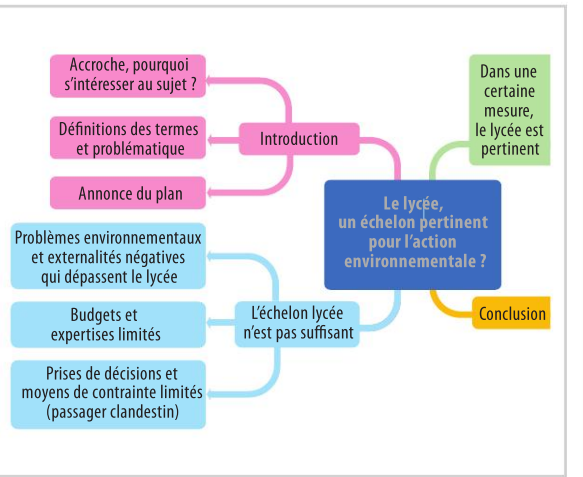


Schéma à télécharger

FICHES OUTILS

1. Calculer et interpréter une proportion 349
2. Calculer et interpréter une variation 350
3. Calculer et interpréter des indices 352
4. Lire et interpréter une valeur nominale et une valeur réelle 353
5. Lire et interpréter une moyenne et une médiane 354
6. Lire et interpréter les indicateurs d'inégalités (1) Les quantiles 356
7. Lire et interpréter les indicateurs d'inégalités (2) La courbe de Lorenz et le coefficient de Gini 358
8. Lire et analyser un tableau statistique 360
9. Lire et interpréter les tables de mobilité sociale 362
10. Lire et analyser un graphique de répartition 364
11. Lire et analyser un graphique chronologique 366
12. Distinguer corrélation et causalité 368

FICHES MÉTHODE

1. Construire une argumentation 370
2. Rédiger un texte long 372
3. S'exprimer à l'oral 373
4. Réussir un débat 374
5. Construire une carte mentale 376

FICHES BAC

1. Réviser efficacement 378
2. L'épreuve composée 380
3. La dissertation 382
4. Les types de sujets et de plans 385
5. Utiliser un brouillon 387
6. Le Grand oral 388

FICHE OUTIL 1 — CALCULER ET INTERPRÉTER UNE PROPORTION

Applications

→ Chapitre 1, exercice 1 p. 35
→ Chapitre 2, exercice 1 p. 65
→ Chapitre 7, exercice 1 p. 201
→ Chapitre 8, exercice 2 p. 229
→ Chapitre 10, exercice 1 p. 281

Pour mesurer l'importance d'une donnée exprimée en **valeur absolue** (en milliers, millions ou milliards d'euros ou de personnes, par exemple), il faut l'exprimer en **valeur relative**. Pour cela, on la compare à une autre donnée exprimée en valeur absolue : on calcule une **proportion**, exprimée en pour cent (%), qu'il faut savoir interpréter.

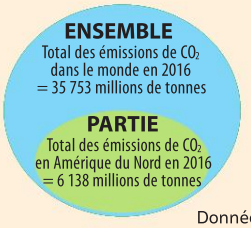
Schéma interactif — Fiche animée — Exercice interactif

Pourquoi calculer une proportion ?

EXEMPLE

Question :

« Les émissions de CO_2 en Amérique du Nord sont-elles importantes ? »



Données EDGAR, 2017.

→ La **valeur absolue** « 6 138 millions de tonnes de CO_2 » ne suffit pas pour répondre : tout dépend du volume total d'émissions de CO_2 dans le monde. Pour pouvoir répondre précisément, il faut transformer cette valeur absolue en **valeur relative**, en calculant la **proportion** des émissions en Amérique du Nord dans le total des émissions mondiales.

Comment calculer une proportion ?

Pour mesurer l'importance d'une grandeur A par rapport à une grandeur B, il faut faire un **rapport** (c'est-à-dire une division) entre les deux :

$$\text{Proportion} = \frac{A}{B}$$

Très souvent, la grandeur B est l'ensemble auquel appartient la partie A. Ainsi, les émissions de CO_2 en Amérique du Nord (grandeur A) sont une partie de l'ensemble des émissions mondiales (grandeur B). La formule peut donc s'écrire :

$$\text{Proportion} = \frac{\text{Partie}}{\text{Ensemble}}$$

Pour calculer la proportion des émissions en Amérique du Nord dans l'ensemble des émissions, le calcul est le suivant :

(6 138 / 35 753) = 0,172 = 17,2/100 = 17,2 %

→ En 2016, 17,2 % des émissions mondiales de CO_2 proviennent d'Amérique du Nord.

Comment présenter une proportion dans une phrase ?

Une proportion n'a de signification que par rapport à un ensemble. **Toute phrase d'interprétation doit donc citer clairement cet ensemble.**

→ *Toujours se demander : « % de quoi ? »*

% de quoi ?

D'après les données EDGAR, en 2016, 17,2 % des émissions mondiales de CO_2 sont produites en Amérique du Nord.

ensemble — partie

Comment comparer deux données exprimées en % ?

Lorsqu'on veut comparer deux données en %, on peut soustraire la plus petite à la plus grande.

*Le résultat s'exprime en **points de pourcentage**, et non en %.*

En 2014, la proportion des émissions en Amérique du Nord dans le total des émissions mondiales de CO_2 était de 17,8 %. En 2016, cette proportion passe à 17,2 %. Comment comparer ces deux données ?

Valeur en 2016 – Valeur en 2014 = 17,2 – 17,8 = –0,6

→ La proportion des émissions en Amérique du Nord dans le total des émissions mondiales de CO_2 était inférieure de 0,6 point de % en 2016 par rapport à 2014. Autrement dit, cette proportion a diminué de 0,6 point de % entre 2014 et 2016.

À RETENIR

CALCULER

$$\text{Proportion} = \frac{\text{Partie}}{\text{Ensemble}}$$

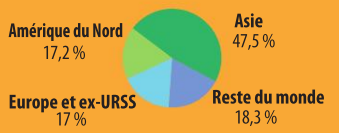
INTERPRÉTER

Une proportion s'exprime toujours en **pourcentage** (%) d'un ensemble. Dans une phrase présentant une proportion, il ne faut donc jamais oublier de **préciser l'ensemble**.

COMPARER

Pour comparer deux proportions, on soustrait l'une à l'autre pour calculer la différence. Celle-ci s'exprime toujours en **points de pourcentage** et non en %.

REPRÉSENTATION USUELLE



Données EDGAR (Emission Database for Global Atmospheric Research), 2017.

FICHE OUTIL 2 CALCULER ET INTERPRÉTER UNE VARIATION

Applications

→ Chapitre 1, exercice 2 p. 35
→ Chapitre 5, exercice 1 p. 147
→ Chapitre 9, exercice 1 p. 257
→ Chapitre 10, exercice 2 p. 281
→ Chapitre 11, exercice 1 p. 313

Pour étudier l'évolution d'une variable, on peut calculer sa **variation absolue** (en centaines, en milliers, en millions, etc.) ou sa **variation relative** qui permet de mesurer l'ampleur du phénomène par rapport à sa valeur de départ. Deux outils permettent de l'exprimer : les **taux de variation** (en %) et les **coefficients multiplicateurs**.

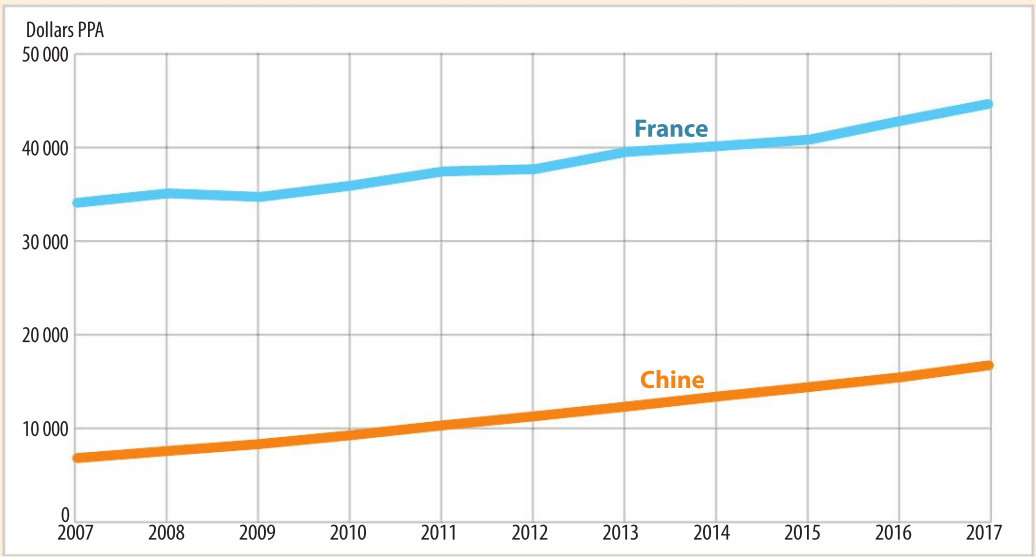
Schéma interactif fiche animée — Exercice interactif

Pourquoi calculer une variation relative ?

EXEMPLE

Question : « Le PIB par habitant a-t-il baissé ou augmenté depuis 2007 ? Les variations sont-elles importantes ? »

10 ans de PIB par habitant en France et en Chine



Source : agrégats des comptes nationaux, OCDE.

→ Entre 2007 et 2017, le PIB/hab. en France a augmenté de :
Valeur d'arrivée – Valeur de départ = 44 651 – 34 093 = 10 558 dollars.
Mais cette **variation absolue** ne suffit pas à dire si l'augmentation du PIB/hab. est importante.
→ Pour le savoir, il faut calculer la **variation relative** du PIB/hab., qui permet d'évaluer l'ampleur de l'augmentation du PIB/hab. par rapport à la valeur de départ.

Comment calculer et interpréter une variation relative ?

Avec un taux de variation

Entre 2007 et 2008, le PIB/hab. augmente en France. Mais de combien de % ?

$$\text{Taux de variation} = \frac{\text{(Valeur d'arrivée – Valeur de départ)}}{\text{Valeur de départ}} = \frac{\text{(PIB/hab. en 2008 – PIB/hab. en 2007)}}{\text{PIB/hab. en 2007}}$$

$$= \frac{(35\,103 - 34\,093)}{34\,093} \approx 0{,}029 = 2{,}9/100 = 2{,}9\ \%$$

→ Le taux de variation étant positif, le PIB/hab. a augmenté de 2,9 % entre 2007 et 2008.
Remarque : Si le taux de variation est négatif, cela signifie que la variable a diminué de … % sur la période.

Avec un coefficient multiplicateur

Le coefficient multiplicateur répond à la question : **« Par combien la valeur de départ a-t-elle été multipliée ? »**

$$\text{Coefficient multiplicateur du PIB/hab. en Chine entre 2007 et 2017} = \frac{\text{Valeur d'arrivée}}{\text{Valeur de départ}} = \frac{\text{PIB/hab. en 2017}}{\text{PIB/hab. en 2007}} = \frac{16\,738}{6\,829} \approx 2{,}45$$

→ Le PIB/hab. a été multiplié par 2,45 en Chine entre 2007 et 2017.

Comment calculer un taux de variation cumulé ?

Peut-on déduire le taux de variation entre 2007 et 2017 en faisant la somme des taux de variation annuels ? NON, cela donnerait un résultat erroné car ces taux, en %, portent à chaque fois sur des valeurs de départ différentes !

Pour trouver le taux de variation cumulé sur l'ensemble de la période, il faut passer par les coefficients multiplicateurs en appliquant la méthode suivante :

1. Transformer chaque taux de variation en coefficient multiplicateur.
On utilise la formule suivante : coefficient multiplicateur = (taux de variation en % / 100) + 1

2. Multiplier les coefficients multiplicateurs pour obtenir un coefficient multiplicateur cumulé.

3. Transformer ce coefficient multiplicateur cumulé en taux de variation cumulé.
On utilise la formule suivante : taux de variation en % = (coefficient multiplicateur – 1) x 100

Remarque : Des petits écarts de taux de variation annuels donnent rapidement des écarts importants de taux de variation cumulés : entre 2007 et 2017, +145 % pour le PIB/hab. de la Chine contre seulement +31 % pour la France.

Comment interpréter un taux de croissance annuel moyen ?

Le **taux de croissance annuel moyen** revient à se demander quel aurait été le taux de croissance annuel s'il avait été le même chaque année sur l'ensemble de la période.

→ Par exemple pour la Chine, le taux de croissance annuel moyen sur la période 2007-2017 est de 9,4 %. Cela signifie que le PIB chinois a augmenté de 9,4 % EN MOYENNE PAR AN.

Si le taux de croissance annuel avait été chaque année de 9,4 %, le PIB chinois aurait connu la même augmentation globale en passant de 6 829 $ en 2007 à 16 738 $ en 2017.

LA « RÈGLE DE 70 »

Une variable qui augmente de t % par an (taux de variation annuel moyen) double en 70/t années !
Par exemple, le taux de croissance annuel moyen du PIB en volume de la Chine était de 10 % sur la période 2010-2017. Donc son PIB en volume double en 70/10 = 7 ans. C'est bien ce qui s'est produit. Il est en effet passé de 6 100 milliards de $ en 2010 à 12 200 milliards de $ en 2017, ce qui constitue un doublement.

À RETENIR

CALCULER

$$\text{Taux de variation} = \frac{\text{(Valeur d'arrivée - Valeur de départ)}}{\text{Valeur de départ}}$$

$$\text{Coefficient multiplicateur} = \frac{\text{Valeur d'arrivée}}{\text{Valeur de départ}}$$

Coefficient multiplicateur cumulé = Produit des coefficients multiplicateurs pour chaque période

Ne surtout pas ajouter des taux de variation pour calculer un taux de variation cumulé. Il faut d'abord calculer un coefficient multiplicateur cumulé avant de le transformer en taux de variation cumulé.

CHOISIR LE BON INDICATEUR

- Si la variable a plus que doublé, utiliser le coefficient multiplicateur.
- Si la variation est négative ou inférieure à un doublement, privilégier le taux de variation.

INTERPRÉTER

- La **variation relative** exprime l'ampleur de la variation par rapport à la valeur de départ. Toute phrase d'interprétation doit donc préciser les dates de départ et d'arrivée.
- Le **taux de variation** s'exprime en % de la valeur de départ. S'il est positif, la variable a augmenté. S'il est négatif, la variable a diminué.
- S'il s'agit d'un **taux de variation annuel moyen**, ajouter « en moyenne par an » à la fin de votre phrase d'interprétation.
- Le **coefficient multiplicateur** n'a pas d'unité. Il exprime par combien la valeur de départ a été multipliée entre deux dates.

FICHE OUTIL 3 CALCULER ET INTERPRÉTER DES INDICES

Applications

→ Chapitre 1, document 3 p. 19
→ Chapitre 2, exercice 2 p. 65
→ Chapitre 3, document 4 p. 83
→ Chapitre 4, exercice 1 p. 121

Transformer des données en **indices** facilite la comparaison entre les valeurs prises par une variable, notamment dans le temps. Comment ? Prenons un exemple avec les données de la productivité horaire de trois pays sur plus d'un siècle.

Schéma interactif — Fiche animée

EXEMPLE

	Productivité horaire du travail en dollars			
	1900	1940	1980	2018
France	3,1	6,0	33,2	61,8
États-Unis	5,2	14,2	36,0	64,1
Japon	1,2	4,0	20,8	44,7

→

	Indice de la productivité horaire du travail, base 100 en 1900			
	1900	1940	1980	2018
France	100	193,5	1 071,0	1 993,5
États-Unis	100	273,1	692,3	1 232,7
Japon	100	333,3	1 733,3	3 725

Source : D'après Bergeaud, Cette et Lecat, 2016.

Les données en indices sont toujours sans unité.

Comment calculer des indices pour mesurer une variation dans le temps ?

EXEMPLE

En choisissant 1900 comme année de base :

$$\text{Indice de la productivité en France en 2018, base 100 en 1900} = \text{Indice de la productivité en France}_{2018/1900} = \frac{\text{Productivité en France en 2018}}{\text{Productivité en France en 1900}} \times 100 = \frac{61,8}{3,1} \times 100 = 1\,993,5$$

Comment interpréter ces indices dans le temps ?

Prenons l'exemple de l'indice de la France $_{1940/1900}$ = 193,5

- Phrase d'interprétation : L'indice de la France était de 193,5 en 1940, base 100 en 1900. Cela signifie que la productivité horaire y a augmenté de 93,5 % entre 1900 et 1940.

Prenons l'exemple de l'indice des États-Unis $_{1940/1900}$ = 273,1

- Phrase d'interprétation : L'indice des États-Unis était de 273,1 en 1940, base 100 en 1900. Cela signifie que la productivité horaire a été multipliée par 2,7 entre 1900 et 1940.

Attention aux erreurs d'interprétation

En 2018, l'indice du Japon est supérieur à l'indice des États-Unis, mais cela ne signifie pas que la productivité horaire du travail est supérieure au Japon par rapport aux États-Unis !
L'indice ne nous indique pas la valeur de la productivité en 2018, mais l'ampleur de sa variation par rapport à l'année de base. Il indique que la productivité horaire du travail a augmenté plus vite au Japon entre 1900 et 2018 qu'aux États-Unis.

Remarque : Les indices peuvent également être utilisés pour comparer des données dans l'espace, par exemple entre différents pays ou différents groupes sociaux dont l'un est choisi pour « base ».

À RETENIR

CALCULER

Indice pour A, base 100 en B :

$$\text{Indice}_{A/B} = \frac{\text{Valeur en A}}{\text{Valeur en B (base)}} \times 100$$

Une donnée en indice n'a **pas d'unité**.

INTERPRÉTER

- Faire une phrase du type : L'indice en [A] est de [valeur de l'indice], base 100 en [B].
- Puis transformer l'indice en coefficient multiplicateur (si la valeur en A est plus du double de la valeur en B, la base) ou en taux de variation (dans tous les autres cas) et faire une phrase avec le résultat obtenu.

ERREUR À ÉVITER

Un indice qui mesure la variation d'une variable au cours du temps n'indique pas la valeur de cette variable, mais seulement l'ampleur de la variation par rapport à la date choisie pour référence.

FICHE OUTIL 4 LIRE ET INTERPRÉTER UNE VALEUR NOMINALE ET UNE VALEUR RÉELLE

Applications

→ Chapitre 1, document 1 p. 18
→ Chapitre 2, document 4 p. 61
→ Chapitre 3, document 3 p. 77
→ Chapitre 4, document 4 p. 103
→ Chapitre 5, exercice 2 p. 147

Le pouvoir d'achat de la monnaie (ce qu'il est possible d'acheter avec un euro) varie en fonction de la variation des prix. Pour réaliser des comparaisons pertinentes de variables exprimées en monnaie à deux dates différentes, il faut corriger les grandeurs nominales de l'effet de la hausse des prix. Ainsi, on convertit les **valeurs nominales** (telles qu'elles sont « nommées », mesurées, en euros du moment, ou euros courants) en **valeurs réelles** (exprimées en euros d'une année de référence, ou euros constants).

Schéma interactif Fiche animée

Du PIB nominal au PIB réel

EXEMPLE

	PIB en euros courants de chaque année	Indice des prix, base 100 en 2014	PIB en euros constants de 2014
2014	2 149,8	100	2 149,8
2016	2 228,6	101,3	2 199,2
2018	2 353,1	102,9	2 285,9

Source : INSEE, Comptes nationaux - base 2014, mai 2019.

En 2018, le PIB nominal était de 2 353,1 milliards d'euros : c'est la valeur du PIB exprimée en euros courants de 2018.
Mais le PIB réel était seulement de 2 285,9 milliards d'euros : c'est le PIB exprimé en euros constants de 2014, en tenant compte du fait que les prix ont augmenté entre 2014 et 2018 et dégradé la valeur d'un euro.

→ **Pour connaître le PIB réel, il faut diviser le PIB nominal par un indice des prix, c'est-à-dire le « déflater ».**

Du taux d'intérêt nominal au taux d'intérêt réel

Le **taux d'intérêt** représente le coût du crédit pour celui qui emprunte ou le rendement de l'épargne pour celui qui place son argent. Le **taux d'intérêt nominal** est le taux indiqué sur le contrat.

Pour connaître le coût réel du crédit ou la rémunération réelle d'un placement, il faut calculer le **taux d'intérêt réel**. Pour cela, on déflate le taux d'intérêt nominal, on le corrige de l'évolution des prix qui modifie le pouvoir d'achat de la monnaie.

Taux d'intérêt réel ≈ Taux d'intérêt nominal – Taux d'inflation

EXEMPLE

- Si un ménage emprunte sur un an 100 € au taux d'intérêt nominal de 2 %, le coût nominal de l'emprunt sera de 2 € d'intérêts (100 x 0,02). Mais si le taux d'inflation est de 5 %, en achetant aujourd'hui un bien à 100 €, il économise 5 € : un an plus tard, il aurait payé 105 €. Le coût réel de l'emprunt est donc négatif : il lui coûte 2 €, mais lui permet d'économiser 5 € compte tenu de l'inflation. **Le taux d'intérêt réel est de 2 % – 5 % = – 3%.**
- À l'inverse, pour un ménage ayant placé 100 € pendant un an au taux d'intérêt nominal de 2 %, le rendement nominal du placement sera de 2 € d'intérêts. Mais avec un taux d'inflation de 5 %, il paiera 105 € dans un an ce qu'il aurait acheté aujourd'hui 100 €, et perd donc 5 € de pouvoir d'achat. Le rendement réel de l'emprunt est négatif : il lui rapporte 2 €, mais lui fait perdre 5 € de pouvoir d'achat.

À RETENIR

- Une **valeur nominale** se mesure en **monnaie courante**, aux prix de l'année en cours.
- Une **valeur réelle** se mesure en **monnaie constante**, corrigée de la variation des prix par rapport à une année de référence.
- **Taux d'intérêt réel ≈ Taux d'intérêt nominal – Taux d'inflation**
- **Quelques synonymes**

Données non corrigées de la variation des prix = « Non déflatées »	Données corrigées de la variation des prix = « Déflatées »
Nominales	Réelles
En valeur	En volume
Monnaie courante	Monnaie constante

FICHE OUTIL 5 LIRE ET INTERPRÉTER UNE MOYENNE ET UNE MÉDIANE

Applications

→ Chapitre 6, documents 2 p. 160 et 1 p. 180
→ Chapitre 9, document 3 p. 241
→ Chapitre 11, exercice 1 p. 313

La moyenne et la médiane sont les deux **valeurs centrales les plus utilisées** pour résumer simplement une série statistique.

Schéma interactif Fiche animée

Qu'est-ce qu'une moyenne et comment la calculer ?

La moyenne permet de connaître ce que serait la valeur de chaque donnée si ces données étaient toutes identiques. Par exemple, le patrimoine moyen permet de se représenter ce que chaque ménage détiendrait si tous les ménages détenaient le même patrimoine.

Pour calculer la moyenne, il faut additionner toutes les valeurs d'une série statistique, puis diviser le total par le nombre de valeurs additionnées.

EXEMPLE

Dans une classe, les notes en SES de 11 élèves sont les suivantes.
Notes : 16 ; 5 ; 7 ; 18 ; 10 ; 12 ; 8 ; 9 ; 4 ; 14 ; 16
On additionne toutes les valeurs : 16 + 5 + 7 + 18 + 10 + 12 + 8 + 9 + 4 + 14 + 16 = 119

$$\text{Moyenne simple} = \frac{119}{11} \approx 10{,}8$$

→ De même, pour calculer le patrimoine moyen :

$$\text{Patrimoine moyen} = \frac{\text{Somme de tous les patrimoines}}{\text{Nombre de ménages}}$$

→ Un élève a obtenu : $\frac{14}{20}$ à un contrôle coefficient 1 et $\frac{8}{20}$ à un contrôle coefficient 2.

$$\text{Moyenne simple} = \frac{14 + 8}{2} = 11$$

La **moyenne pondérée** est obtenue en additionnant chaque note pondérée par son coefficient, puis en divisant le résultat par la somme des coefficients.

$$\text{Moyenne pondérée} = \frac{(14 \times 1) + (8 \times 2)}{3} = 10$$

Qu'est-ce qu'une médiane et comment la calculer ?

Lorsque les valeurs d'une série statistique sont ordonnées par ordre croissant (ou décroissant), la médiane est la valeur qui sépare la série en deux parties d'effectif égal. Il y a donc autant de valeurs supérieures à la médiane que de valeurs inférieures.

EXEMPLE

Dans la classe, les valeurs des notes des 11 élèves peuvent être ordonnées par ordre croissant : 4 ; 5 ; 7 ; 8 ; 9 ; 10 ; 12 ; 14 ; 16 ; 16 ; 18

La médiane est de 10/20 car il y a autant d'élèves dont la note est inférieure que d'élèves dont la note est supérieure.

Comment interpréter moyenne et médiane ?

Étudions le patrimoine brut des ménages en France en 2018.

Patrimoine brut des ménages en 2018 (en euros)			
En euros	Ensemble	Moins de 30 ans	70 ans et plus
Patrimoine moyen	276 000	69 900	308 000
Patrimoine médian	163 100	17 300	183 500

Source : INSEE.

Le **patrimoine** brut **moyen** s'élevait en 2018 à 276 000 euros. En faisant l'hypothèse que les patrimoines détenus sont tous identiques, cela signifie que si tous les ménages détenaient le même patrimoine brut, celui-ci serait de 276 000 euros.

Le **patrimoine** brut **médian** s'élevait en 2018 à 163 100 euros. Cela signifie que 50 % des ménages détenaient un patrimoine brut supérieur à 163 100 euros et que 50 % des ménages détenaient un patrimoine brut inférieur à 163 100 euros.

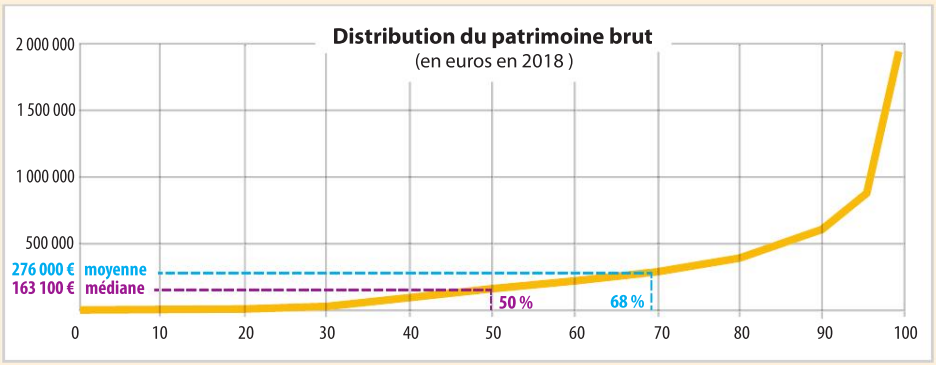
Quels sont les intérêts respectifs de la moyenne et de la médiane ?

La moyenne est intéressante pour comparer la situation de deux populations statistiques. Par exemple, en 2018, le patrimoine moyen des moins de 30 ans est de 69 900 euros et celui des plus de 70 ans de 308 000 euros, ce qui montre une inégalité de patrimoine entre ces classes d'âge.

En revanche, **la moyenne donne une moins bonne représentation des patrimoines au sein de la population que la médiane**.

EXEMPLE

Observons comment sont distribués les patrimoines en France, en classant les ménages par ordre croissant de patrimoine, des plus faibles (10 % détiennent moins de 3 800 €) aux plus élevés (10 % détiennent plus de 607 700 €).



Source : INSEE, enquête Histoire de vie et Patrimoine 2017-2018.

Plus des deux tiers des ménages (68 % exactement) détiennent moins que le patrimoine moyen, c'est-à-dire 276 000 euros. En effet, la moyenne est tirée vers le haut par les patrimoines élevés de quelques ménages, alors qu'ils sont peu nombreux.

Le patrimoine moyen permet de se représenter ce que chaque ménage détiendrait si tous les ménages détenaient le même patrimoine. Mais il ne reflète pas la situation de la majeure partie des ménages. La médiane est bien plus significative, car les valeurs extrêmes qui font baisser ou augmenter artificiellement la moyenne n'ont pas d'effet sur elle. Imaginez que les ménages à très haut patrimoine décident de quitter la France : le patrimoine moyen changerait, le patrimoine médian très peu, voire pas du tout !

À RETENIR

CONTEXTUALISER

- **Moyenne simple** = $\frac{\text{Somme des valeurs}}{\text{Nombre de données}}$
- **Moyenne pondérée** = $\frac{\text{Somme des valeurs pondérées par leur coefficient}}{\text{Somme des coefficients}}$
- **Médiane :** Après avoir rangé les valeurs par ordre croissant (ou décroissant), la médiane est la donnée qui sépare la population en deux parties d'effectif égal.

INTERPRÉTER

- La moyenne est la valeur qu'auraient les données si tous les individus de la population présentaient les mêmes caractéristiques. *Ex. : la note moyenne à un devoir est celle que chaque élève aurait si tous les élèves avaient la même note !*
- 50 % des individus au sein de la population présentent une valeur inférieure à la médiane pour la caractéristique étudiée, et 50 % une valeur supérieure. *Ex. : la moitié des élèves de la classe ont une note inférieure à la médiane et la moitié une note supérieure.*

ANALYSER

La moyenne permet de résumer facilement les valeurs d'une série de données pour une population donnée.
Mais la médiane est un indicateur plus représentatif.

FICHE OUTIL 6 LIRE ET INTERPRÉTER LES INDICATEURS D'INÉGALITÉS (1)

Applications

→ Chapitre 2, document 4 p. 55
→ Chapitre 6, exercice 1 p. 175
→ Chapitre 6, document 2 p. 180
→ Chapitre 9, document 3 p. 241
→ Chapitre 11, exercices 1 et 2 p. 313

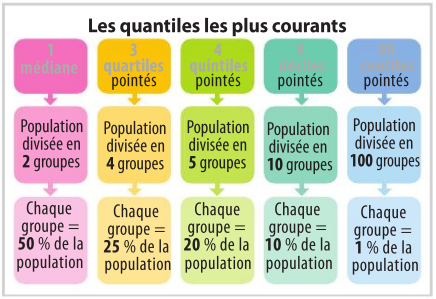
Savoir interpréter les différents outils de mesure est essentiel pour dresser un état des lieux des inégalités dans chaque pays et comparer leur niveau entre pays.
Les quantiles sont un premier outil très important pour mesurer la **dispersion** des valeurs prises par une variable comme les revenus ou les patrimoines : l'écart ou le rapport entre les valeurs élevées et les valeurs faibles.

Qu'est-ce qu'un quantile ?

Considérons une population : les personnes qui résident en France. Elles peuvent être classées par ordre croissant selon une caractéristique quantifiable, leur niveau de vie, pour rendre compte des inégalités entre elles.

- Pour mesurer la dispersion, pourquoi ne pas prendre la valeur maximale et la valeur minimale ? Parce que ces valeurs peuvent ne correspondre qu'à un tout petit nombre de membres de la population.
- **Pour définir des seuils qui soient plus représentatifs des valeurs fortes et faibles,** la population peut être classée en n groupes de taille égale, du groupe le plus défavorisé au groupe le plus favorisé.

→ Un **quantile** est un seuil qui représente la frontière entre deux groupes de taille égale. Par extension, les groupes ainsi délimités sont parfois eux-mêmes appelés des quantiles. Donc, pour éviter les confusions, on parlera pour désigner ces seuils de « quantiles pointés ».



REPÈRE

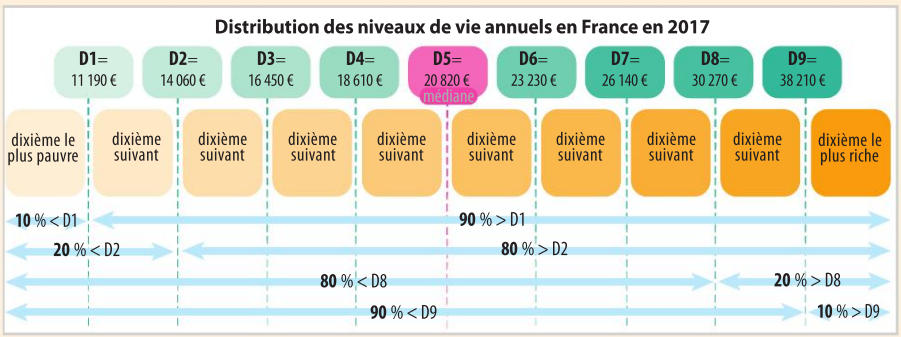
Niveau de vie

L'INSEE évalue le niveau de vie des personnes à partir du revenu disponible de tous les membres du ménage, en prenant en compte tous les revenus y compris les prestations sociales, et en déduisant les cotisations sociales et impôts directs. Ce revenu disponible total du ménage est ensuite divisé par le nombre d'unités de consommation du ménage : le premier membre adulte du ménage compte pour 1 ; les suivants pour 0,5 s'ils ont 14 ans ou plus, ou 0,3 s'ils ont moins de 14 ans.

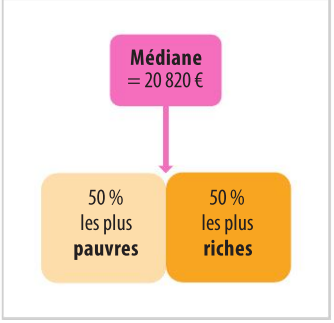
Comment interpréter les quantiles ?

EXEMPLE

Analysons la répartition des niveaux de vie annuels en divisant la population en dix groupes, ce qui revient à déterminer 9 déciles pointés. Voici les données en France en 2017 :



- Le **5e décile pointé (D5)** divise la population en deux parties de taille égale. C'est donc la **médiane.** Fiche outil n° 5 p. 354
  → En France, en 2017, la moitié de la population avait un niveau de vie annuel inférieur à 20 820 €, et l'autre moitié un niveau de vie annuel supérieur.
- Le **premier décile pointé (D1)** sépare les 10 % les plus pauvres, qui ont un niveau de vie inférieur à D1, des 90 % les plus riches.
  → En France, en 2017, 10 % des individus avaient un niveau de vie annuel inférieur à 11 190 €. 90 % avaient un niveau de vie supérieur.
  Les deux phrases sont équivalentes, mais la première est plus claire.
- Le **neuvième décile pointé (D9)** sépare les 90 % les plus pauvres, qui ont un niveau de vie inférieur à D9, des 10 % les plus riches.



→ En France, en 2017, 90 % des individus avaient un niveau de vie annuel inférieur à 38 210 €. 10 % avaient un niveau de vie supérieur.

Les deux phrases sont équivalentes, mais la deuxième est plus claire.

Déciles pointés inférieurs à D5 → Phrase du type : « x % ont un niveau de vie inférieur à ».
Déciles pointés supérieurs à D5 → Phrase du type : « x % ont un niveau de vie supérieur à ».

Comment interpréter l'écart inter-quantiles et le rapport inter-quantiles ?

- **L'écart inter-quantiles** est l'écart absolu (obtenu par simple **soustraction**) entre le quantile pointé le plus haut et le quantile pointé le plus bas. Il s'exprime **en euros**. Par exemple, **l'écart inter-déciles** pour les niveaux de vie annuels est obtenu en faisant **D9 – D1** = 38 210 – 11 190 = 27 020 €

  → En France en 2017, les 10 % les plus riches avaient un niveau de vie annuel supérieur d'AU MOINS 27 020 € à celui des 10 % les plus pauvres.

- **Le rapport inter-quantiles** est le rapport (obtenu par une **division**) entre le quantile pointé le plus haut et le plus bas. C'est un coefficient multiplicateur, **sans unité**. Fiche outil n° 2 p. 350
  Par exemple, le **rapport inter-déciles** pour les niveaux de vie est obtenu en faisant **D9/D1** = 38 210 / 11 190 = 3,4

→ En France en 2017, les 10 % les plus riches avaient un niveau de vie annuel AU MOINS 3,4 fois supérieur à celui des 10 % les plus pauvres.

➔ **Plus l'écart ou le rapport inter-quantiles sont élevés, plus les inégalités sont importantes.**

Le **« au moins »** est essentiel pour que la phrase soit rigoureuse. En effet, **D9** est le **niveau de vie minimal** des 10 % des individus les plus riches, et **D1** est le **niveau de vie maximal** des 10 % des individus les plus pauvres. Donc D9/D1 exprime l'inégalité la plus faible entre les 10 % les plus riches et les 10 % les plus pauvres.
Par exemple, si l'on s'en tient aux seuls salaires, le rapport inter-déciles est de 3 en France, mais le rapport entre le salaire du PDG de Carrefour (7 305 055 € en 2018, soit 608 755 € par mois) et celui d'un salarié au SMIC (1 173 € environ par mois en 2018) est de 519 !

Intérêt et limites de ces indicateurs

- L'intérêt du rapport ou de l'écart inter-quantiles est de ne pas tenir compte de valeurs très élevées ou très basses, mais peu fréquentes, en fixant des seuils de comparaison : 10 % les plus riches / 10 % les plus pauvres pour les déciles ; 25 % les plus riches / 25 % les plus pauvres pour les quartiles ; etc.
- La limite de ces indicateurs est qu'ils ne tiennent pas compte de l'ensemble de la distribution, aux extrémités, mais aussi au milieu de la distribution, en se bornant à comparer deux points.
- D'où le développement d'autres indicateurs plus complets, comme le coefficient de Gini.
  Fiche outil n° 7 p. 358

À RETENIR

- Les **quantiles** pointés sont des seuils qui divisent la population, rangée par ordre croissant des valeurs d'une variable, en n parties de taille égale.
- Ainsi, une division de la population ordonnée en 10 parties permet de définir 9 seuils appelés **déciles**.
- La **médiane** est le seuil tel que 50 % de la population se trouvent au-dessus et 50 % se trouvent en dessous.
- **Écart inter-quantiles** = quantile le plus élevé – quantile le plus faible. Par exemple D9 – D1.
- **Rapport inter-quantiles** = quantile le plus élevé / quantile le plus faible. Par exemple D9/D1.
- **Plus l'écart ou le rapport inter-quantiles sont élevés, plus les inégalités sont importantes.**

FICHE OUTIL 7 — LIRE ET INTERPRÉTER LES INDICATEURS D'INÉGALITÉS (2)

Applications
→ Chapitre 11, documents 3 et 4 p. 295
→ Chapitre 11, document 3 p. 318

La mesure de la **dispersion** entre quantiles, par exemple entre les 10 % les plus riches et les 10 % les plus pauvres, repose sur la simple comparaison de deux points. Elle ne prend donc pas en compte l'ensemble de la distribution, en particulier les valeurs extrêmes. Ce biais est corrigé par des outils qui représentent et mesurent la **concentration** des valeurs : courbe de Lorenz et coefficient de Gini.

Comment est construite la courbe de Lorenz ?

1. Classer la population en groupes délimités par des quantiles

Comme dans la Fiche outil n° 6, considérons la population des personnes résidant en France, classées par ordre croissant de niveau de vie (voir « Repère » p. 356). Cette population est ensuite divisée en 10 groupes, séparés par des seuils appelés **déciles**. Chacun de ces 10 groupes reçoit une part des revenus versés en France, au cours d'une année donnée.

EXEMPLE

Répartition du revenu total en France en 2017			
Dixièmes de la population	Part du revenu total reçu par chaque dixième (en %)	Dixièmes de la population	Part du revenu total reçu par chaque dixième (en %)
10 % les plus pauvres	3,5	dixième suivant	9,2
dixième suivant	5,3	dixième suivant	10,3
dixième suivant	6,4	dixième suivant	11,7
dixième suivant	7,3	dixième suivant	14,1
dixième suivant	8,3	10 % les plus riches	23,9

Source : INSEE.

→ En France en 2017, les 10 % les plus pauvres recevaient 3,5 % du revenu total. Les 10 % suivants recevaient 5,3 % du revenu total. *etc.* Les 10 % les plus riches recevaient 23,9 % du revenu total.

2. Calculer la part cumulée du revenu total pour les ménages en dessous d'un quantile

Ceci permet ensuite de calculer quelle part du revenu national reçoivent les x % de personnes qui ont un revenu inférieur à un décile donné.

→ Par exemple, les 20 % les plus pauvres reçoivent :

3,5 % du revenu total (reçus par les 10 % les plus pauvres)
\+ 5,3 % du revenu total (reçus par les 10 % suivants)
= 8,8 % du revenu total

Ces calculs donnent les résultats suivants :

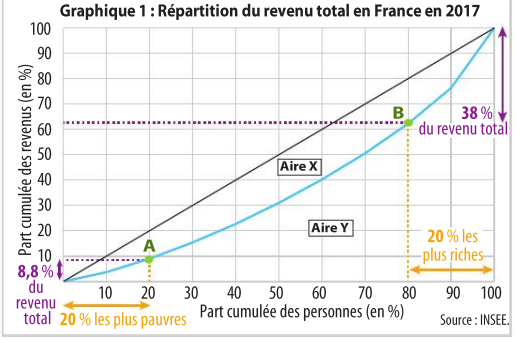
Répartition du revenu total en France en 2017, en % cumulés croissants			
% cumulés croissants des ménages	% cumulés croissants du revenu total	% cumulés croissants des ménages	% cumulés croissants du revenu total
Les 10 % les plus pauvres	3,5	Les 60 % les plus pauvres	40,0
Les 20 % les plus pauvres	8,8	Les 70 % les plus pauvres	50,3
Les 30 % les plus pauvres	15,2	Les 80 % les plus pauvres	62,0
Les 40 % les plus pauvres	22,5	Les 90 % les plus pauvres	76,1
Les 50 % les plus pauvres	30,8	100 % des ménages	100

Source : INSEE.

3. Représenter ces données avec la courbe de Lorenz

- Ces données peuvent être représentées graphiquement dans un axe, avec :
  – En abscisses, les % cumulés croissants de la population ;
  – En ordonnées, les % cumulés croissants du revenu (ou du patrimoine) total.
- On peut ensuite tracer une **courbe de Lorenz** qui permet de faire apparaître graphiquement la **concentration** de la distribution des revenus ou du patrimoine. Elle permet de se demander si les revenus ou le patrimoine sont concentrés

Graphique 1 : Répartition du revenu total en France en 2017



entre les mains d'un petit nombre d'individus (signe de fortes inégalités) ou au contraire s'ils sont répartis de manière plus égalitaire.

Comment interpréter la courbe de Lorenz ?

- Un point de la droite ou de la courbe se lit de la manière suivante : les x % **les plus pauvres** reçoivent y % du revenu total.

Point A : les 20 % les plus pauvres reçoivent 8,8 % du revenu total.

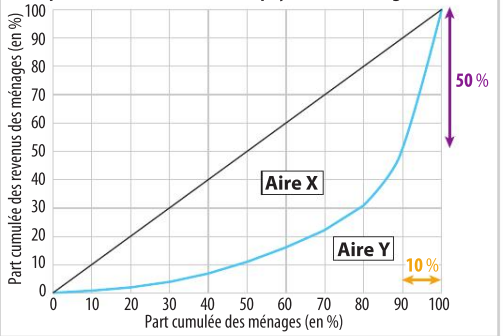
Point B : les 80 % les plus pauvres se partagent 62,0 % du revenu total. On peut en déduire que les 20 % (100 – 80) les plus riches reçoivent 38,0 % (100 – 62,0 = 38).

Quand vous cherchez à interpréter un point d'abscisse inférieur à 50 % (point A par exemple), il est préférable que la phrase d'interprétation présente la situation des plus pauvres. Quand vous cherchez à interpréter un point d'abscisse supérieur à 50 % (point B par exemple), une phrase d'interprétation qui présente la situation des plus riches sera plus parlante.

- L'intérêt de la courbe de Lorenz est de faire apparaître graphiquement le niveau des inégalités.
  – La droite d'**équirépartition** représente l'égalité parfaite. 10 % des individus se partagent 10 % du revenu total, 20 % se partagent 20 % du revenu total, etc.
  – Plus la courbe de Lorenz est proche de la droite, plus les inégalités sont faibles. Plus la courbe est éloignée de la droite, plus les inégalités sont fortes (graphique 2). En effet la part du revenu total que reçoivent les plus riches est alors élevée.

→ Dans le cas fictif présenté dans le graphique 2, les 10 % les plus riches reçoivent 50 % du revenu total, alors qu'en 2017, en France, les 10 % les plus riches ne recevaient que 23,9 % du revenu total (graphique 1).

Graphique 2 :
Répartition du revenu dans un pays fictif très inégalitaire



Comment est calculé le coefficient de Gini et comment l'interpréter ?

La courbe de Lorenz permet de calculer un indicateur mesurant les inégalités : c'est l'indice ou le coefficient de Gini, compris entre 0 et 1 (ou entre 0 et 100 %).

$$\text{Coefficient de Gini} = \frac{\text{Aire X}}{\text{Aire X + Aire Y}}$$

Plus il est proche de 1 (ou de 100 %), plus les inégalités sont fortes. En effet :

→ Si le coefficient de Gini est de 1, cela signifie que l'aire X est égale à la somme de l'aire X et de l'aire Y, ce qui traduit une inégalité totale (un seul individu accapare tout le revenu total !).

→ Si le coefficient de Gini est de 0, cela signifie que l'aire X est égale à 0 car la courbe de Lorenz est confondue avec la droite d'équirépartition, ce qui traduit une situation d'égalité parfaite.

→ En France, en 2017, le Gini des niveaux de vie est de 0,289. Les inégalités sont plus faibles par rapport à d'autres pays comme les États-Unis (0,39) ou, record mondial, le Brésil (0,53) et la République sud-africaine (0,62).

À RETENIR

- Un point de la courbe de Lorenz se lit toujours de la manière suivante : x % des individus ayant les revenus (ou salaires ou patrimoines) **les plus faibles** reçoivent y % du revenu total (ou de la masse des salaires ou du patrimoine total).
- **Coefficient de Gini** = **Aire située entre la courbe et la droite** (aire X sur les graphiques) / **Aire située entre les axes et la droite** (somme de l'aire X et de l'aire Y sur les graphiques)

	Niveau d'inégalités	Position de la courbe de Lorenz par rapport à la droite d'équirépartition	Aire de X	Coefficient de Gini
Graphique 1	Plus faible	Plus proche	Plus faible	Plus proche de 0
Graphique 2	Plus fort	Plus éloignée	Plus élevée	Plus proche de 1

FICHE OUTIL 8 LIRE ET ANALYSER UN TABLEAU STATISTIQUE

Applications

→ Chapitre 3, document 3 p. 98
→ Chapitre 5, document 3 p. 141
→ Chapitre 7, exercice 2 p. 201
→ Chapitre 9, document 4 p. 243

En SES, les tableaux permettent d'organiser de manière claire les **données statistiques sur une population** et de les traiter efficacement. Comment lire ces tableaux pour en retirer les informations pertinentes ?

Schéma interactif Fiche animée Exercice interactif

Comment repérer les informations essentielles dans un tableau ?

titre date

EXEMPLE

Proportion de bacheliers en 2016 dans la génération entrée en 6e en 2007 selon l'origine migratoire et le sexe

unité

En %	Garçons	Filles	Ensemble
Asie	88	92	89
Turquie	64	75	69
Afrique subsaharienne	61	84	73
Maghreb	64	80	71
Portugal	72	83	78
France	75	85	80

Champ : panel d'élèves nés en France métropolitaine, entrés en 6e en 2007. Pour toutes les données (sauf France) les élèves ont des parents nés étrangers à l'étranger.

Source : MENJ.

source champ

Contextualiser les données

- **LE TITRE** indique de quel phénomène traitent les données.
  → Proportion de bacheliers dans une génération selon l'origine migratoire et le sexe.
- **LA SOURCE** indique d'où proviennent les données.
  → MENJ. Le ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse publie des statistiques extrêmement fiables sur les diplômes obtenus dans la population.
- **LE CHAMP** indique la population statistique étudiée.
  → Les individus entrés en 6e en 2007 et nés en France métropolitaine de parents nés étrangers à l'étranger. Exception pour la catégorie « France » où les parents sont nés en France.
- **LA DATE** ou **PÉRIODE** de recueil des données.
  → Élèves suivis de leur entrée en 6e en 2007 jusqu'en 2016.

Interpréter les données

- **LES UNITÉS** indiquent si les données du tableau sont des valeurs absolues (des centaines, des milliers, etc.) ou des valeurs relatives (en %). Les unités se trouvent soit dans le titre du tableau, soit en haut à gauche, soit dans l'intitulé des lignes ou des colonnes. → Ce sont des pourcentages (%).
- **LE CARACTÈRE EN COLONNES** indique l'une des deux caractéristiques selon lesquelles les données sont étudiées. → Ici, le caractère en colonnes est le sexe de l'individu. Il se divise en deux modalités : garçons ou filles.
- **LE CARACTÈRE EN LIGNES** indique l'une des deux caractéristiques selon lesquelles les données sont étudiées. → Ici, le caractère en lignes est l'origine migratoire de l'individu. Il se divise en six modalités : élèves dont les parents sont nés étrangers dans un pays d'Asie, en Turquie, dans un pays d'Afrique subsaharienne, dans un pays du Maghreb, au Portugal ou élèves dont les parents sont nés en France.

  Lorsque les valeurs du tableau sont étudiées à partir de **deux** caractères, on parle de tableau à **double** entrée.

Comment interpréter une donnée d'un tableau ?

Avant d'analyser le tableau, il est important de vérifier que vous êtes capable de faire une phrase d'interprétation avec chaque donnée. Pour une donnée particulière, la phrase doit reprendre au minimum les éléments suivants (exemple avec la donnée 88 % dans la première colonne) :

- la valeur indiquée et son unité → **88 %**
- la modalité du caractère en ligne → élèves dont les parents sont nés étrangers dans un pays d'Asie
- la modalité du caractère en colonne → garçons
- le champ → élèves entrés en 6e en 2007

- la date → élèves suivis de leur entrée en 6e en 2007 jusqu'en 2016.
- le lieu → en France
- la source → Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse

➔ Si les données sont des **valeurs absolues**, pensez à les convertir quand vous les interprétez. Par exemple, pour une donnée exprimée en milliers, pensez à ajouter trois 0.

➔ Si les données sont des **valeurs relatives** en %, demandez-vous si ce sont des **proportions** (Fiche outil n° 1) ou des **taux de variation** (Fiche outil n° 2). → Ici, ce sont des proportions en %.
- S'il s'agit de proportions, quel est l'**ensemble** auquel elles se rapportent ? → Ici, la donnée 88 % est au croisement de la ligne « Asie » et de la colonne « Garçons ». On en déduit que l'ensemble inclut tous les garçons entrés en 6e en 2007 et dont les parents sont nés en Asie.
- S'il s'agit de proportions, quelle est la **partie** ? → La partie est composée des garçons entrés en 6e en 2007 dont les parents sont nés en Asie et qui sont bacheliers à la date de l'enquête en 2016.

- Utilisez l'ensemble des points précédents pour construire votre phrase d'interprétation : **Selon le ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, en France, 88 % des garçons entrés en 6e en 2007 et dont les parents sont nés étrangers en Asie sont bacheliers à la date de l'enquête en 2016.**

⚠ **Les phrases suivantes sont erronées :**
88 % des garçons bacheliers ont des parents nés étrangers en Asie. → Erreur sur l'ensemble.
88 % des garçons dont les parents sont nés étrangers en Asie ont obtenu leur baccalauréat en 2007. → Erreur sur le champ. La population étudiée concerne les élèves entrés en 6e en 2007, et non la population qui a passé l'examen du baccalauréat en 2007.

Comment analyser les données du tableau ?

1. Dégagez les informations générales à partir de la modalité la plus générale (« Ensemble » ou « Total »). → Ici, on voit que les chances d'être bachelier sont plus élevées pour les élèves originaires d'Asie (89 %) que pour les enfants de natifs (80 %) et pour les enfants ayant d'autres origines migratoires (chances inférieures à 80 %).

2. Repérez d'éventuelles valeurs extrêmes (donnée la plus élevée et donnée la plus faible) et cherchez des liens logiques entre ces données et les modalités qui leur correspondent. → La proportion d'élèves originaires d'Asie qui deviennent bacheliers est supérieure de 20 points à celle des élèves originaires de Turquie. Deux hypothèses explicatives sont possibles. D'une part, on peut émettre l'hypothèse que les parents originaires d'Asie ont une situation socioéconomique (en France, mais aussi par le passé dans le pays d'origine) plus favorable que celle des parents originaires de Turquie. D'autre part, on peut penser que la mobilisation scolaire des parents originaires d'Asie est plus forte que celle des parents originaires de Turquie.

3. Comparez les différentes colonnes ou les différentes lignes, soit entre elles, soit par rapport à la ligne ou colonne « Ensemble » ou « Total ». Observez-vous des différences significatives ? → Quelle que soit l'origine migratoire, les filles ont des chances plus élevées de devenir bachelières. Lorsque les élèves ont des parents nés au Maghreb et en Afrique subsaharienne, l'écart de réussite entre filles et garçons est particulièrement marqué : environ 20 points.

À RETENIR

CONTEXTUALISER
- Titre
- Source
- Date
- Champ

INTERPRÉTER
- Interpréter les données avec trois informations essentielles : **unités**, **caractère en ligne**, **caractère en colonne**.
- Attention aux unités :
  → Si ce sont des valeurs absolues, penser à convertir les données du tableau (en ajoutant trois 0 si ce sont des milliers par exemple).
  → Si ce sont des valeurs relatives (en %), se demander si ce sont des proportions ou des taux de variation.

ANALYSER
- Aller du général (ligne ou colonne « Ensemble ») au particulier (influence des autres modalités).
- Repérer les valeurs extrêmes.
- Comparer les données d'une ligne (ou d'une colonne) à la ligne (ou colonne) « Ensemble », ou comparer les lignes ou colonnes entre elles.

FICHE OUTIL 9 LIRE ET INTERPRÉTER LES TABLES DE MOBILITÉ SOCIALE

Applications
→ Chapitre 8 : document 3 p. 215
documents 2 et 3 p. 216-217
activité 1 p. 222
exercice 1 p. 229
document 1 p. 234

Les tables de mobilité permettent de mettre en évidence le lien plus ou moins fort entre la **position sociale** occupée par les individus et celle d'un de leurs parents. Cette fiche doit vous permettre d'analyser avec rigueur ces tables.

Remarque : Cette fiche est centrée sur les tables de mobilités reliant la position des fils à celle des pères, mais les tables de mobilité permettent d'étudier toutes les combinaisons possibles, et notamment la position des filles par rapport à celle de leur mère ou de leur père.

Comment interpréter une donnée d'une table de destinée ?

EXEMPLE

En % Origine sociale (PCS du père) ↓	Position sociale (PCS du fils) ↓						
	Agriculteurs exploitants	Artisans, comm., chefs d'entreprise	Cadres et prof. intell. sup.	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Ensemble
Agriculteurs exploitants	26.0	7.8	8.3	20.6	6.4	30.9	100
Artisans, comm., chefs d'entreprise	1.2	22.2	21,2	24,8	8,9	21,7	100
Cadres et prof. intell. sup.	0,3	8,6	50,1	24,4	8,1	8,4	100
Professions intermédiaires	0.5	7,9	28,7	31,3	9,7	21,9	100
Employés	0.6	7.5	17.1	29.3	15.5	30	100
Ouvriers	0.7	7.1	10	23.7	12.3	46.2	100
Ensemble	3.2	9.5	20.1	25.3	10.6	31.3	100

Champ : hommes français à la naissance, actifs occupés ou anciens actifs, âgés de 40 à 59 ans en 2014-2015.
Source : INSEE - Enquête FQP (Formation et qualification professionnelle) 2014-2015.

Les **tables de destinée** permettent d'analyser le **destin social** des individus en se demandant : « Que sont devenus les individus issus d'une certaine catégorie sociale ? » → Par exemple : quelles positions sociales occupent les hommes dont le père était ouvrier ?

→ **L'ensemble de référence sera donc systématiquement composé de tous les hommes de 40 à 59 ans ayant une même origine sociale.** → Par exemple : au bout de la ligne « Ouvriers », le 100 % indique tous les fils d'ouvriers.

Donc TOUJOURS construire des phrases du type : « … % des fils » ou « … % des hommes de 40 à 59 ans dont le père est membre de … », mais JAMAIS du type : « … % des pères … ».

Méthode pour interpréter la donnée en rouge

1. Je détermine quel est l'ensemble de référence. → Les fils d'ouvriers.
2. Je détermine quelle est la partie de cet ensemble. → Les fils d'ouvriers qui sont membres de la catégorie « CPIS » (Cadres et professions intellectuelles supérieures).
3. Je rédige ma phrase d'interprétation : « En France, en 2014-2015, 10 % des **fils d'ouvriers** sont membres de la catégorie CPIS ».

Méthode pour interpréter la donnée en violet

1. Je détermine l'ensemble de référence. → Les hommes de 40 à 59 ans (ligne « Ensemble »).
2. Je détermine quelle est la partie de cet ensemble. → Les hommes membres de la catégorie « CPIS ».
3. Je rédige ma phrase d'interprétation : « En France, en 2014-2015, 20,1 % des **hommes de 40 à 59 ans** sont membres de la catégorie CPIS ».

Comment interpréter une donnée d'une table de recrutement ?

EXEMPLE

En % Origine sociale (PCS du père) ↓	Position sociale (PCS du fils) → Agriculteurs exploitants	Artisans, comm., chefs d'entreprise	Cadres et prof. intell. sup.	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Ensemble
Agriculteurs exploitants	80,6	8,2	4,1	8,1	6,0	9,8	9,9
Artisans, comm., chefs d'entreprise	5,1	30,7	13,9	12,9	10,9	9,1	13,1
Cadres et prof. intell. sup.	1,4	12,0	33,1	12,8	10,1	3,6	13,3
Professions intermédiaires	2,8	12,5	21,5	18,6	13,7	10,5	15,1
Employés	1,8	7,2	7,8	10,6	13,4	8,8	9,2
Ouvriers	8,3	29,4	19,6	37,0	45,9	58,2	39,4
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100

Champ : hommes français à la naissance, actifs occupés ou anciens actifs, âgés de 40 à 59 ans en 2014-2015.
Source : INSEE - Enquête FQP (Formation et qualification professionnelle) 2014-2015.

Les **tables de recrutement** permettent d'analyser l'**origine sociale** des individus qui composent une catégorie en se demandant : « D'où viennent les individus membres d'une certaine catégorie sociale ? » → Par exemple, on se demandera quelles sont les origines sociales des hommes appartenant à la catégorie des ouvriers.

➔ **L'ensemble de référence sera donc systématiquement composé de tous les individus occupant une même position sociale.** → Par exemple : en bas de la colonne « ouvriers », le 100 % inclut tous les ouvriers.

Méthode pour interpréter la donnée en rouge

1. Je détermine quel est l'ensemble de référence. → Les ouvriers.
2. Je détermine quelle est la partie de cet ensemble. → Les ouvriers qui ont un père membre de la catégorie « CPIS ».
3. Je rédige ma phrase d'interprétation : « 3,6 % des ouvriers ont un père membre de la catégorie CPIS ».

Méthode pour interpréter la donnée en violet

1. Je détermine l'ensemble de référence. → Les hommes de 40 à 59 ans.
2. Je détermine quelle est la partie de cet ensemble. → Les hommes dont le père est membre de la catégorie « CPIS ».
3. Je rédige ma phrase d'interprétation : « **13,3 %** des hommes de 40 à 59 ans ont un père membre de la catégorie CPIS ».

À RETENIR

Tables de	Destinée	Recrutement
Question	Que deviennent-ils ?	D'où viennent-ils ?
Ensemble de référence	Les personnes issues d'une même origine sociale = PCS des pères.	Les personnes occupant une même position sociale = PCS des fils.
Exemple de phrase d'interprétation	… % des fils de [PCS du père] sont [PCS du fils].	… % des [PCS du fils] ont un père [PCS du père].
Interprétation ligne ou colonne « Ensemble »	… % des hommes sont [PCS du fils].	… % des hommes ont un père [PCS du père].
Que trouve-t-on dans la diagonale ?	Reproduction sociale	Autorecrutement

FICHE OUTIL 10 LIRE ET ANALYSER UN GRAPHIQUE DE RÉPARTITION

Applications

→ Chapitre 3, exercice 1 p. 93
→ Chapitre 8, document 4 p. 213 et p. 219
→ Chapitre 10, document 3 p. 273
→ Chapitre 12, document 1 p. 326

Un graphique permet de représenter visuellement les données statistiques d'un tableau. Selon la nature des données étudiées, on choisit des graphiques de types différents pour les représenter : **diagrammes circulaires ou en barres.**

Comment choisir la bonne représentation graphique ?

Exportations et importations de biens de la France dans le monde en 2018 (en milliards d'euros)

	Exportations	Importations
Union européenne	286,4	322,8
Europe hors UE	32,5	42,2
Afrique	24,8	26,5
Amérique	54,4	47,9
Proche et Moyen-Orient	14,6	12,4
Asie	66,4	95,9
Reste du monde	3,2	13,1
Total monde	482,3	560,8

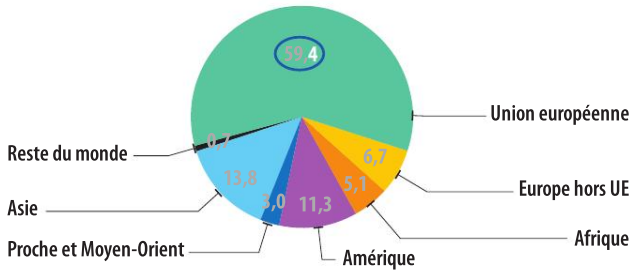
Champ : Exportations et importations de biens, hors commerce intracommunautaire inférieur à 460 000 €.
Source : Douanes, direction générale du Trésor.

- Pour représenter la répartition d'**une seule population statistique**, le **diagramme circulaire** est le plus approprié.

EXEMPLE

On veut représenter la répartition des exportations de biens de la France par région du monde.

Répartition des exportations de biens de la France par région du monde en 2018 (en %)



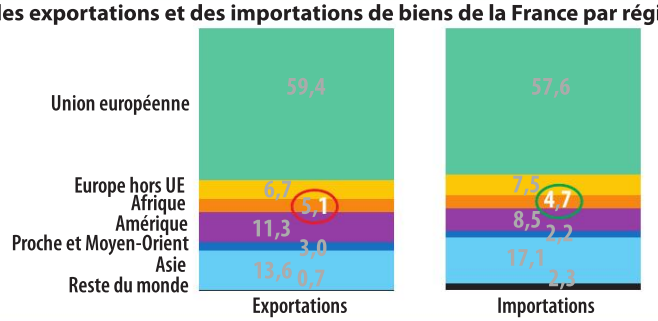
Champ : Exportations et importations de biens, hors commerce intracommunautaire inférieur à 460 000 €.
Source : Douanes, direction générale du Trésor.

- Pour comparer les répartitions d'**au moins deux populations statistiques**, le **diagramme en barres** est le plus approprié car il permet de juxtaposer plusieurs répartitions (dates ou ensembles différents, par exemple).

EXEMPLE

On veut représenter sur un même graphique la répartition des exportations de biens de la France et la répartition des importations de biens de la France par région du monde.

Répartition des exportations et des importations de biens de la France par région du monde en 2018 (en %)



Champ : Exportations et importations de biens, hors commerce intracommunautaire inférieur à 460 000 €.
Source : Douanes, direction générale du Trésor.

Comment lire un graphique de répartition ?

Contextualiser les données

- **LE TITRE** indique de quel phénomène traitent les données.
  → Répartition des exportations et importations de biens de la France dans le monde.
- **LA SOURCE** indique d'où proviennent les données.
  → Douanes, direction générale du Trésor.
- **LE CHAMP** indique la population statistique étudiée.
  → Exportations et importations de biens, hors commerce intracommunautaire inférieur à 460 000 €.
- **LA DATE** ou **PÉRIODE** → 2018.

Interpréter les données

- **LES UNITÉS**
  → Ce sont des pourcentages (%).
- **L'ENSEMBLE** : le diagramme circulaire est un diagramme de répartition en %, donc il faut se demander quel est l'ensemble auquel se rapportent les différentes parties.
  → Ici, il s'agit de l'ensemble des exportations.
- **L'INTITULÉ DES PARTIES** indique les critères à partir desquels est effectuée la répartition.
  → Ici, il s'agit des différentes régions du monde.
- **FORMULER UNE PHRASE AVEC UNE DONNÉE** pour vérifier le sens de lecture.
  – Diagramme circulaire → 59,4 % des exportations de biens de la France se font vers des pays de l'Union européenne.
  – Diagramme en barres → 4,7 % des importations proviennent de pays d'Afrique et 5,1 % des exportations se font à destination de pays d'Afrique.

Analyser et hiérarchiser les données pour retenir l'essentiel

- Dans un diagramme circulaire, il faut **interpréter les parts** en partant des plus importantes.
  → Plus de la moitié des exportations se font à destination d'autres pays de l'UE (commerce intra-zone). À noter également que les deux autres destinations privilégiées des exportations sont l'Amérique et l'Asie.
- Dans un diagramme en barres empilées, il faut **comparer les deux répartitions** en repérant les proportions qui diffèrent le plus. → La principale différence concerne l'Asie. 17,1 % des importations proviennent de pays d'Asie, alors que seulement 13,8 % des exportations se font à destination de pays d'Asie. Les importations venues d'Asie pèsent donc plus dans le total des importations de biens en France que les exportations vers l'Asie ne pèsent dans le total des exportations françaises. À l'inverse, les importations venues d'Amérique pèsent moins dans le total des importations de biens en France que les exportations vers l'Amérique ne pèsent dans le total des exportations françaises.

À RETENIR

CONTEXTUALISER
- Titre
- Source
- Date
- Champ

INTERPRÉTER
Les données sont interprétées à partir de trois informations essentielles : **unités**, **ensemble**, **parties.**

ANALYSER
Il faut analyser les données en les hiérarchisant :
- dans un **diagramme circulaire**, on part des plus grandes proportions ;
- dans un **diagramme en barres**, on repère les proportions qui diffèrent.

FICHE OUTIL 11 LIRE ET ANALYSER UN GRAPHIQUE CHRONOLOGIQUE

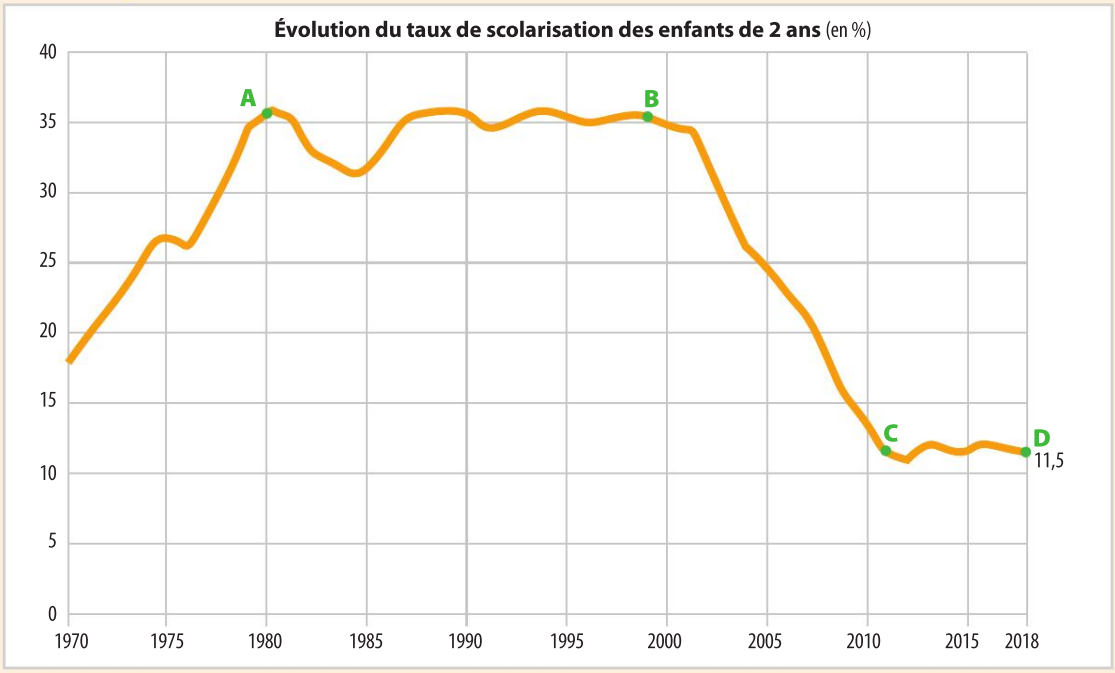
Applications

→ Chapitre 2, exercices 1 et 2 p. 65
→ Chapitre 5, exercice 2 p. 147
→ Chapitre 9, exercice 1 p. 257
→ Chapitre 12, document 4 p. 329

Les graphiques chronologiques permettent de représenter l'**évolution d'une variable** au cours du temps. Comment les interpréter ?

Comment lire un graphique chronologique ?

EXEMPLE



Champ : France métropolitaine avant 1999 ; France métropolitaine + DOM (intégration de Mayotte à partir de 2011), public et privé (sous et hors contrat).
Sources : MENJ-MESRI-DEPP ; INSEE, estimations démographiques, traitements DEPP, 2019.

Contextualiser les données

- **LE TITRE** indique le sujet du graphique.
  → Évolution du taux de scolarisation des enfants de 2 ans.
- **LA SOURCE** indique d'où proviennent les données.
  → MENJ-MESRI-DEPP ; INSEE, estimations démographiques, traitements DEPP.
  Ce sont des organismes publics officiels, ce qui garantit la fiabilité des statistiques.

Interpréter les données

- **LES UNITÉS** → Ce sont des %.
- **L'AXE DES ORDONNÉES** indique les valeurs prises par la variable aux différentes dates.
  → Ici, c'est la proportion d'enfants de deux ans qui sont scolarisés (taux de scolarisation).
- **L'AXE DES ABSCISSES** indique les différentes dates.
  → Les valeurs sont données de 1970 à 2018.

Le graphique représente l'évolution du taux de scolarisation des enfants de 2 ans, à partir de données fournies par le ministère de l'Éducation nationale et la DEPP. L'axe des ordonnées présente le taux de scolarisation en %, l'axe des abscisses présente les dates. Chaque point de la courbe présente donc le taux de scolarisation des enfants de 2 ans à une date donnée.

- **POUR LIRE UNE DONNÉE**, prendre un point de la courbe et reporter ce point sur l'axe des abscisses et l'axe des ordonnées. Par exemple, pour le point A, on voit que le taux de scolarisation des enfants de deux ans était de 36 % (axe des ordonnées) en 1980 (axe des abscisses).

Comment analyser un graphique chronologique ?

- Donner la **tendance générale** en indiquant comment la variable a évolué entre les deux dates les plus éloignées. → Ici la tendance générale est à la baisse puisque le taux de scolarisation était de 18 % en 1970 et de 11,5 % en 2018.
- Déterminer les **points de rupture** quand :
  – la courbe était croissante ou décroissante et se met à stagner (et réciproquement) ;
  – la courbe était croissante et devient décroissante (et réciproquement) ;
  – la courbe avait une pente forte qui devient plus faible (et réciproquement).
  → Dans ce graphique, les points de rupture sont A, B et C.
- **Périodiser**, c'est-à-dire déterminer plusieurs périodes significatives chaque fois situées entre deux points de rupture.
  → Dans ce graphique, quatre grandes périodes peuvent être repérées :
  - Entre 1970 et 1980 (point A), le taux de scolarisation augmente de 18 points, passant de 18 % en 1970 à 36 % en 1980.
  - Entre 1980 (point A) et 1999 (point B), le taux de scolarisation reste globalement stable autour de 35 %.
  - Entre 1999 (point B) et 2011 (point C), le taux de scolarisation diminue fortement de 23 points, passant de 35 % en 1999 à 12 % en 2011.
  - Entre 2011 (point C) et 2018 (point D), le taux de scolarisation reste globalement stable autour de 11,5 %.

Il ne s'agit pas de décrire chaque mouvement de la courbe à la hausse ou à la baisse. Il faut repérer des grandes tendances. On détermine en général entre 2 et 6 périodes au plus.
→ Par exemple, pendant la deuxième période 1980-1999, le taux de scolarisation a baissé assez sensiblement entre 1980 et 1984. Mais comme cette baisse a été suivie immédiatement d'une hausse d'une ampleur comparable, on choisit de négliger cette fluctuation.

Coup de pouce

Placez votre règle entre deux points de la courbe pour repérer les grandes tendances et les points de rupture entre ces tendances. Cela vous aidera à laisser de côté les fluctuations les moins importantes pour ne retenir que les principales.

À RETENIR

CONTEXTUALISER
- Titre
- Source

INTERPRÉTER

Les données sont interprétées à partir de trois informations essentielles : **unités, axe des ordonnées, axe des abscisses.** L'axe des abscisses donne toujours les dates ou périodes.

ANALYSER
- Repérer d'abord la tendance générale.
- Périodiser le graphique en trouvant les points de rupture.

FICHE OUTIL 12 DISTINGUER CORRÉLATION ET CAUSALITÉ

Applications

→ Chapitre 4, exercice 2 p. 121
→ Chapitre 6, document 2 p. 160
→ Chapitre 7, exercice 1 p. 201
→ Chapitre 10, exercice 2 p. 281
→ Chapitre 11, document 2 p. 296

« Faut-il manger du chocolat pour avoir des prix Nobel ? » était le titre d'un article[1] présentant les résultats d'une étude qui montre que les pays où les habitants mangent le plus de chocolat obtiennent plus de prix Nobel. Ce type de constat s'appelle une « corrélation », mais ne dit en rien que manger du chocolat augmente l'intelligence !

1. *La Dépêche*, 12 octobre 2012.

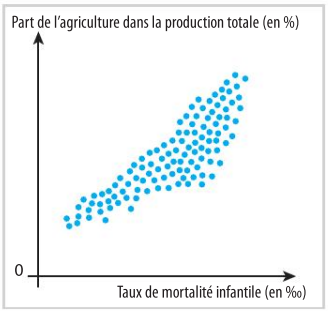
Qu'est-ce qu'une corrélation ?

Une **corrélation** est un constat statistique que deux variables évoluent dans le même sens (corrélation positive) ou en sens inverse (corrélation négative). Quand les évolutions des deux variables paraissent indépendantes l'une de l'autre, il n'y a pas de corrélation.

Imaginons que des économistes cherchent à comparer, pour une centaine de pays, le taux de mortalité infantile et la part de l'agriculture dans la production totale. Voici les trois cas de figure possibles pour les résultats (chaque point représente un pays).

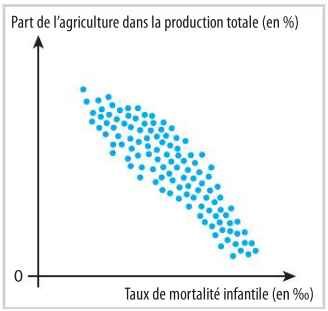
EXEMPLE

Cas 1 : Les deux variables évoluent dans le même sens.



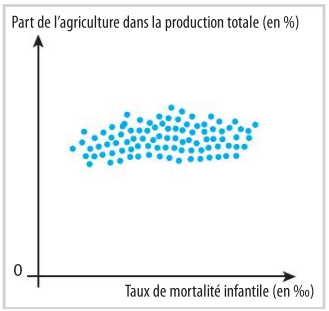
Dans les pays où le taux de mortalité est plus élevé, la part de l'agriculture dans la production totale est également forte. ➔ Il s'agit d'une **corrélation positive**.

Cas 2 : Les deux variables évoluent en sens inverse.



Dans les pays où le taux de mortalité est plus faible, la part de l'agriculture dans la production totale est forte. ➔ Il s'agit d'une **corrélation négative**.

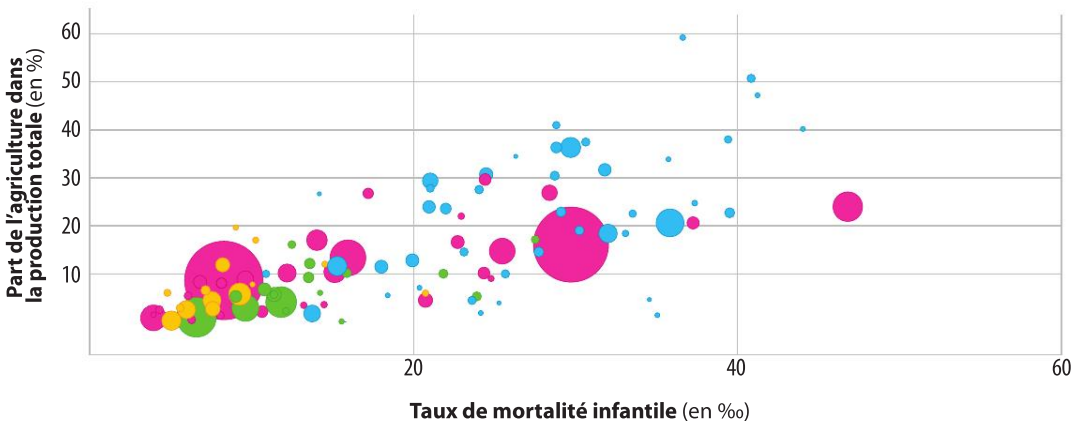
Cas 3 : Les deux variables évoluent indépendamment l'une de l'autre.



Dans les pays où le taux de mortalité est plus élevé, la part de l'agriculture dans la production totale est parfois forte, parfois faible. ➔ Il n'y a **pas de corrélation**.

De la corrélation à la causalité

Voici les résultats trouvés à partir de l'application en ligne *Gapminder World* pour l'année 2015. Chaque pays est figuré par un point, dont la taille est proportionnelle à sa population. https://www.gapminder.org/world/



➔ Ici, il y a une corrélation et elle est positive : dans les pays où le taux de mortalité infantile est élevé, la part de l'agriculture dans la production totale est élevée également.

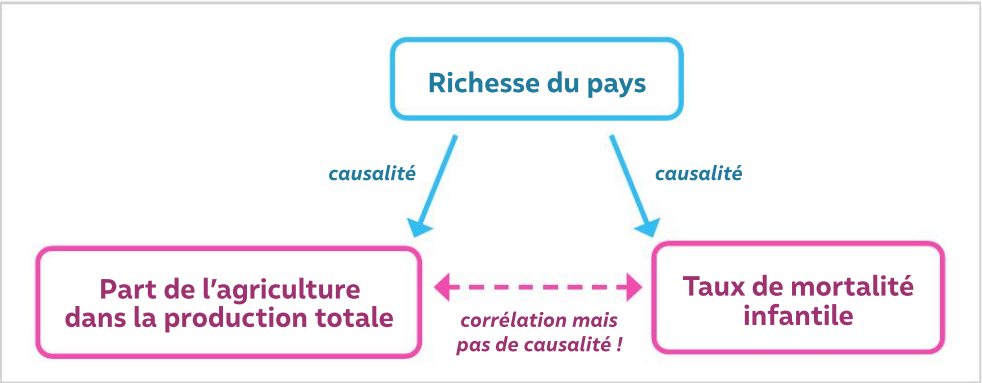
Pour dégager une **causalité** entre ces deux phénomènes mesurés par les variables A (taux de mortalité infantile) et B (part de l'agriculture dans la production totale), vous devez élaborer une relation de cause à effet sous la forme d'une déduction : A entraîne B ou B entraîne A.

➔ Ici, iriez-vous imaginer que la mortalité infantile ait une influence sur le poids de l'agriculture dans l'économie d'un pays ?

➔ Ou que le poids de l'agriculture dans une économie puisse expliquer la mortalité infantile dans ce pays ?

Cet exemple montre qu'**une corrélation n'implique pas nécessairement de lien de causalité entre deux variables A et B**.

Une des raisons peut être qu'il existe une troisième variable C qui explique la corrélation trouvée entre A et B. Ici, c'est le niveau de richesse du pays : avec un revenu par habitant relativement élevé, il est plus facile de lutter contre la mortalité infantile et le développement économique réduit peu à peu la part de l'agriculture dans la production totale !



Conclusion

Une corrélation n'est donc qu'un indice d'une causalité possible entre deux variables, mais **un indice à considérer avec précaution**, en retirant l'influence de variables cachées.

➔ Ici, en ne prenant que des pays de même niveau de richesse, il n'y a plus de corrélation entre le taux de mortalité infantile et la part de l'agriculture dans la production totale !

Une corrélation peut aussi être le simple fruit du hasard. Vous pouvez vous amuser à générer des corrélations absurdes, sans liens de causalité, avec cette animation : https://goo.gl/vP66tD

➔ Par exemple, depuis vingt ans, il y a une excellente corrélation positive entre deux variables qui baissent régulièrement : les ventes de cigarettes et le nombre d'homicides en France.

À RETENIR

- Une **corrélation** est un lien statistique entre deux variables.
- Une corrélation peut être **positive** (les deux variables évoluent dans le même sens) ou **négative** (les deux variables évoluent en sens inverse).
- Pour dégager une **causalité**, il faut élaborer une **relation de cause à effet** sous la forme d'une déduction : A entraîne B.
- **Une corrélation n'est pas toujours synonyme de causalité** : une **variable cachée** peut expliquer le lien statistique ou la corrélation peut être un simple hasard.

FICHE MÉTHODE 1

CONSTRUIRE UNE ARGUMENTATION

Applications

→ Chapitre 1, activité 2 p. 31
→ Chapitre 5, activité 2 p. 143
→ Chapitre 11, activité 2 p. 307

Lorsque vous vous exprimez à l'oral comme à l'écrit, vous devez chercher à convaincre en développant des arguments. Pour rendre ces arguments le plus efficaces possible, **A**ffirmer ne suffit pas. Il faut aussi **E**xpliciter cette affirmation et l'**I**llustrer. En clair, il faut appliquer la méthode « AEI ».

Argumenter, c'est développer, à partir de **l'Affirmation** d'une idée, une **E**xplicitation et une **I**llustration. → **Méthode AEI** → **Objectif = CONVAINCRE** celui qui va me lire ou m'écouter.

Les trois piliers de la méthode AEI

A — **AFFIRMER une idée qui répond au sujet.**

E — **EXPLICITER l'idée :** détailler l'affirmation par un mécanisme, une définition, expliquer ce qui est affirmé.

I — **ILLUSTRER l'idée explicitée :** donner un ou des exemples en rapport avec l'affirmation et l'explicitation, notamment des statistiques quand c'est possible.

ASTUCE

Pour passer de l'affirmation à l'explicitation, ponctuez, pour vous-même, votre affirmation d'un « c'est-à-dire que… ? ». En répondant à cette question, vous commencerez à expliciter. Pour passer de l'explicitation à l'exemple, ponctuez votre explicitation d'un « par exemple ».

Application de la méthode AEI

Question : « Une société plus mobile est-elle nécessairement une société plus fluide ? »

A — Une société plus mobile n'est pas nécessairement une société plus fluide car mobilité et fluidité sociale ne mesurent pas exactement la même chose.

E — **En effet**, la mobilité observée est la proportion totale des enfants qui occupent une position sociale différente de celle de leurs parents, alors que la fluidité sociale est la situation dans laquelle les individus ont la même probabilité d'accéder à une position donnée plutôt qu'une autre, indépendamment de leur origine sociale et de l'évolution de la structure des PCS d'une génération à l'autre.

On complète son affirmation d'un **« en effet ».**

I — **Par exemple**, en 2015, seulement 26 % des fils d'agriculteurs sont devenus agriculteurs. On en déduit donc que 74 % des fils d'agriculteurs exerçaient une autre profession que celle de leur père, ce qui indique une forte mobilité sociale observée. Mais la plupart des agriculteurs d'aujourd'hui (très peu nombreux) sont fils d'agriculteurs (80 %), ce qui signifie que seulement 20 % des agriculteurs actuels n'ont pas un père lui-même agriculteur. La fluidité sociale est donc faible dans cette catégorie, car la probabilité de devenir agriculteur est très dépendante de la profession du père.

On complète son explicitation par des **exemples.**

Utiliser des connecteurs logiques

Les connecteurs logiques (mots de liaison) donnent de la cohérence à l'argumentation en affichant clairement le lien logique entre les phrases. Voyons ce qu'ils apportent à notre paragraphe sur la mobilité et la fluidité sociale.

« **alors que** » et « **Mais** » expriment l'**opposition**. Cela indique que l'idée va dans le sens inverse de la précédente.

« **car** » et « **en effet** » expriment la **causalité**.

Une société plus mobile n'est pas nécessairement une société plus fluide **car** mobilité et fluidité sociale ne mesurent pas exactement la même chose.

En effet, la mobilité observée est la proportion totale des enfants qui occupent une position sociale différente de celle de leurs parents, **alors que** la fluidité sociale est la situation dans laquelle les individus ont la même probabilité d'accéder à une position donnée plutôt qu'une autre, indépendamment de leur origine sociale et de l'évolution de la structure des PCS d'une génération à l'autre.

Par exemple, en 2015, **seulement** 26 % des fils d'agriculteurs ne sont pas devenus agriculteurs. On en déduit **donc** que 74 % des fils d'agriculteurs exerçaient une autre profession que celle de leur père, ce qui indique une forte mobilité sociale observée. **Mais** la plupart des agriculteurs d'aujourd'hui (très peu nombreux) sont fils d'agriculteurs (80 %), ce qui signifie que **seulement** 20 % des agriculteurs actuels n'ont pas un père lui-même agriculteur. La fluidité sociale est **donc** faible dans cette catégorie, **car** la probabilité de devenir agriculteur est très dépendante de la profession du père.

« **Par exemple** » indique que vous allez **illustrer** l'explicitation précédente.

« **donc** » indique la **conséquence**.

Tableau des connecteurs logiques

Nature du lien entre les idées	Exemples de connecteurs logiques
La **succession**	D'abord…, ensuite…, enfin En premier lieu…, en second lieu… **D'une part**…, **d'autre part**…
La **gradation** (vous ajoutez un argument qui va dans le même sens que votre argument précédent et qui accentue encore votre propos)	De plus, de surcroît, **en outre**, puis, également, par ailleurs Non seulement…, mais encore…
L'**opposition** (vous développez un argument qui va dans un sens opposé à votre précédent argument)	Au contraire, a contrario, **en revanche**, en fait Or, à l'inverse, inversement, alors que
La **concession** (vous faites une concession sur un point mineur de votre argumentation, mais cela ne remet pas du tout en cause votre développement ; la nuance a des conséquences plus importantes que la simple concession)	S'il est vrai que…, il n'en reste pas moins que… **Certes…, mais…** Bien que, quoique Même si, en dépit de, malgré
La **restriction** ou la **nuance** (vous nuancez ce que vous venez de développer)	**Cependant**, néanmoins, pourtant, toutefois, mais
La **causalité** (vous allez formuler la cause du phénomène que vous venez d'énoncer)	**Car**, parce que, en raison de, du fait que, puisque **En effet**, effectivement
La **conséquence** (vous allez formuler la conséquence du phénomène que vous venez d'énoncer)	**Donc**, **ainsi**, aussi, c'est pourquoi, si bien que, **dès lors**, d'où, c'est-à-dire **De ce fait**, afin de, dans le but de, par conséquent En conséquence, par suite, c'est dire que
L'**alternative**	Soit…, soit… Ou bien…, ou bien… Ou…, ou…
L'**analogie** (vous faites se succéder deux phrases ou deux paragraphes qui développent des arguments similaires ou proches)	**De même**, ainsi que, comme, parallèlement, simultanément
Le **paradoxe**	**Paradoxalement**, contre toute attente
L'**illustration**	**Par exemple,** ainsi, en effet
La **conclusion**	Pour conclure, en conclusion, en fin de compte, in fine, **finalement**, en définitive, pour finir

À RETENIR

- Pour **argumenter** de manière convaincante, je ne me contente pas d'**affirmer** quelque chose, je l'**explicite** (je détaille) et l'**illustre** (je donne un ou des exemples).
- Expliciter est le plus difficile. Il s'agit de détailler un mécanisme ou une définition avec ses connaissances de cours.
- Pour donner de la cohérence à mon § (§ = paragraphe), j'utilise des **connecteurs logiques**.
- Un §AEI commence toujours par un **alinéa** (deux carreaux) et est rédigé d'un seul bloc (pas de retour à la ligne à l'intérieur du §).
- Un § AEI comporte obligatoirement **une seule affirmation**, chaque nouvelle affirmation fait l'objet d'un nouveau §.



FICHE MÉTHODE 2

Applications
→ Chapitre 3, activité 2 p. 87
→ Chapitre 4, activité 2 p. 115
→ Chapitre 10, activités 1 et 2 p. 276-277

RÉDIGER UN TEXTE LONG

Les capacités à rédiger efficacement sont essentielles au lycée dans la plupart des disciplines. Elles sont également déterminantes dans les études supérieures. Les conseils présentés dans cette fiche vous aideront à y parvenir en apprenant à mieux organiser et structurer votre propos.

Les deux conditions d'un texte long réussi

- Trouver un **fil directeur** (la thèse à argumenter) et ne jamais le perdre de vue pour éviter le hors-sujet.
- **Organiser** son texte avec une introduction, deux ou trois paragraphes AEI (voir Fiche méthode n° 1) et une phrase de conclusion.

Comment trouver un fil directeur ?

Au lycée, ces textes longs sont rédigés en réponse à une question posée par un professeur qu'il faut analyser en étant particulièrement attentif à **deux types de mots clés** :

1. Les **mots qui indiquent le contenu** qui doit être étudié, qu'on peut repérer notamment grâce aux notions en sociologie, économie ou science politique présentes dans l'intitulé du sujet.
2. Les **mots consignes** tels que « montrez », « analysez », « expliquez », « illustrez », « quels sont ? », « peut-on dire que ? », etc. Ces mots indiquent la tâche demandée à l'élève.

EXEMPLE

Pour répondre à la question « Expliquez le rôle des dotations factorielles dans les échanges internationaux », le mot consigne est « Expliquez » et le contenu de la réponse doit porter sur les dotations factorielles et les échanges internationaux (c'est-à-dire les exportations et les importations des pays).

- Après une analyse attentive de la question, il faut **dégager un objectif précis** qu'il sera essentiel de garder en mémoire tout au long de la réponse. Par exemple, dans la question ci-dessus, l'objectif est d'expliciter le lien de cause à effet entre dotations factorielles (cause) et échanges internationaux (effets).

Comment organiser mon texte ?

Après l'analyse de la question, un objectif a été défini. Il s'agit à présent d'organiser le propos pour arriver à produire une réponse structurée et convaincante.

- L'**introduction** doit inclure la définition des notions essentielles et annoncer l'objectif de la démonstration (la thèse centrale qu'il faudra argumenter).
- Le cœur de la démonstration est constitué des **paragraphes AEI** (deux ou trois). Chaque paragraphe AEI doit présenter un argument permettant de défendre la thèse à démontrer.
- La **conclusion** doit rappeler en une phrase ce que vous avez démontré.

IMPORTANT : la structure de la réponse doit être immédiatement visible sur votre feuille. L'introduction, les paragraphes AEI et la conclusion doivent commencer par un **alinéa** (un retrait de deux carreaux).

EXEMPLE

Pour la question « Expliquez le rôle des dotations factorielles dans les échanges internationaux », l'objectif est d'expliciter le lien de cause à effet entre dotations factorielles et échanges internationaux. Les paragraphes AEI devront donc correspondre à cet objectif et présenter les effets des dotations factorielles.

- On peut imaginer un premier paragraphe AEI qui montre que les dotations factorielles déterminent les avantages comparatifs d'un pays.
- Le deuxième paragraphe AEI évoquera les effets des avantages comparatifs sur la spécialisation du pays, et donc ses exportations et importations.

À RETENIR



FICHE MÉTHODE 3

Applications

→ Chapitre 3, activité 3 p. 88
→ Chapitre 6, activité 2 p. 171
→ Chapitre 7, activité 3 p. 196
→ Chapitre 9, activité 3 p. 252
→ Chapitre 12, activité p. 334

Fiche Bac n° 6 p. 388 *Le Grand oral*

S'EXPRIMER À L'ORAL

La réforme du baccalauréat a introduit une nouvelle épreuve – le Grand oral – sur laquelle vous serez évalués en fin d'année. Comme pour l'écrit, la maîtrise de l'oral n'est pas une compétence spontanée, elle se travaille ; d'où l'intérêt d'appliquer les conseils présentés dans cette fiche méthode. Une communication orale efficace doit conjuguer deux qualités. Elle doit soigner la **forme**, la **manière de dire**. Elle repose aussi sur le **fond**, la **manière de penser**.

Comment préparer ma présentation orale ?

- Soit vous avez la possibilité de préparer cette présentation orale en amont. Vous disposez alors d'un temps relativement important qui vous permettra de préparer de manière très précise ce que vous allez exposer, y compris les formulations choisies.
- Soit vous avez un **temps limité** le jour de l'examen pour préparer votre présentation et vous passez votre oral dans la foulée. Dans ce cas, vous devez, au **brouillon**, aller à l'essentiel et vous concentrer uniquement sur le **plan** avec les **titres** des principales parties et les **idées essentielles**. Pensez à **indiquer au brouillon** le timing : par exemple, mon intro fera 1 minute, mon I) 2 minutes, etc. *Rappel : l'exposé du Grand oral se fait sans notes.*

Comment améliorer le fond de ma présentation orale ?

- Mobiliser des **connaissances appropriées** et le **vocabulaire spécifique** à la discipline scolaire concernée.
- **Problématiser** : l'auditoire doit identifier clairement l'enjeu central, le fil directeur, de votre propos qui doit être organisé autour de cette problématique.
- **Structurer** votre présentation **autour d'un plan** avec des parties construites en rapport avec l'objectif de votre démonstration. L'annoncer clairement à l'auditoire.
- **Faire une introduction** qui définit les termes, expose l'enjeu de votre présentation et le plan qui sera utilisé.
- **Exposer les arguments** en appliquant la méthode **AEI**.
- Conclure votre exposé **en répondant à la problématique** ou à **votre question** dans le cadre du Grand oral.

Comment améliorer la forme de ma présentation orale ?

La voix et la posture

- La **voix** doit montrer votre engagement et traduire votre **conviction**. Elle doit être audible, vous devez articuler. Évitez à la fois un débit trop lent qui traduit un manque de dynamisme et un débit trop rapide qui peut rendre votre exposé difficile à suivre.
- N'hésitez pas à ménager des **temps de pause**. Cela montre le caractère réfléchi de votre intervention.
- Votre force de conviction dépend également de votre **présence**, de la **gestuelle** : montrez du dynamisme, mais aussi de la maîtrise. C'est ce qu'on appelle « la communication non verbale ». Pensez par exemple à ce que vous faites de vos mains. Évitez les gestes qui traduisent votre nervosité : balancements, différents tics, etc.
- Pensez à **regarder dans les yeux chaque membre du jury**. Aucun d'entre eux ne doit se sentir mis à l'écart.
- **Tenez-vous droit, souriez**, montrez que vous êtes heureux d'être là, content d'échanger avec le jury.
- Afin de pouvoir vous **exprimer de façon fluide sans notes**, utilisez la technique de mémorisation développée page 197.
- Si le jury pose des **questions, prenez un temps de réflexion** avant de répondre. N'hésitez pas à les lui faire reformuler si vous n'avez pas compris ou pour gagner un peu de temps.
- **N'hésitez pas à dire que vous ne savez pas**, tout en essayant de rebondir sur des choses que vous savez. « Je ne connais pas. Par contre, j'ai lu que… »

Le langage et l'organisation

- Utilisez le **langage légitime**, celui qui est valorisé dans la société et se rapproche du langage écrit. Évitez au contraire d'utiliser un langage trop familier.
- **Expliquez les termes** que vous employez en précisant par exemple que vous utilisez tel terme « au sens de ». N'hésitez pas à reformuler une même idée.
- **Prévoyez des phrases de transition**, plus encore qu'à l'écrit.
- N'hésitez pas à **faire des rappels** en utilisant des formulations telles que : « comme nous l'avons montré tout à l'heure ».
- **Respectez le timing**. Si vous ne terminez pas votre présentation dans le temps imparti, vous risquez d'être pénalisé par le jury, voire d'être interrompu. Munissez-vous d'une montre que vous poserez devant vous sur la table.

À RETENIR

- Le FOND :
  - → Vocabulaire de la discipline
  - → Fil directeur
  - → Argumentation organisée autour d'un plan : intro + paragraphes AEI + conclusion
- La FORME :
  - → Voix et posture
  - → Langage et organisation explicites avec phrases de transition

FICHE MÉTHODE 4

RÉUSSIR UN DÉBAT

Applications

→ Chapitre 2, activité 3 p. 60
→ Chapitre 4, activité 3 p. 116
→ Chapitre 8, activité 3 p. 224
→ Chapitre 9, activité 3 p. 252
→ Chapitre 11, activité 3 p. 308

En SES, les questions étudiées font souvent l'objet de débats, y compris parmi les chercheurs en sciences sociales. Il peut alors être intéressant de débattre entre élèves au sein d'une classe. Mais pour que ces échanges soient fructueux, un peu d'organisation est nécessaire. Cette fiche propose une méthode pour réussir un débat.

Quel est l'intérêt d'organiser un débat ?

- S'entraîner à **sélectionner des arguments** dans un dossier documentaire.
- Améliorer ses **capacités à argumenter à l'oral,** mais aussi **à l'écrit.**
- **S'approprier les arguments** sur le sujet et la problématique d'un cours.
- **Donner du sens au cours** en le reliant à des questions de société ou d'actualité.
- **Se préparer au Grand oral** (exposé et entretien).

Que signifie « débattre » ?

Débattre, ce n'est pas :
- se battre, chercher à dominer les autres en parlant plus fort ou en coupant la parole ;
- échanger des opinions, sans justification.

Débattre, c'est :
- échanger des arguments, c'est-à-dire des affirmations s'appuyant sur des explicitations et des illustrations ;
- écouter les autres, pour anticiper leurs arguments, et pour contre-argumenter.

Comment préparer le débat ?

Au moins une semaine avant le débat, le professeur fournit aux élèves un **dossier documentaire reprenant les principaux arguments et données factuelles**. L'idéal est de faire porter le débat sur un chapitre de cours déjà étudié. À la maison, **les élèves doivent repérer** dans le dossier documentaire les **informations et arguments** utiles pour le débat et **les classer en deux colonnes**. Il faut également qu'ils anticipent les contre-arguments et préparent d'éventuelles réponses à ces derniers. **Les élèves** ne savent pas à l'avance dans quelle équipe ils se trouveront et donc quelle position ils devront défendre dans le débat. Ils **doivent se préparer à défendre les deux positions.**

Par exemple, à propos d'un débat « Faut-il craindre le retour du protectionnisme ? », les élèves pourront organiser leur feuille de copie ainsi :

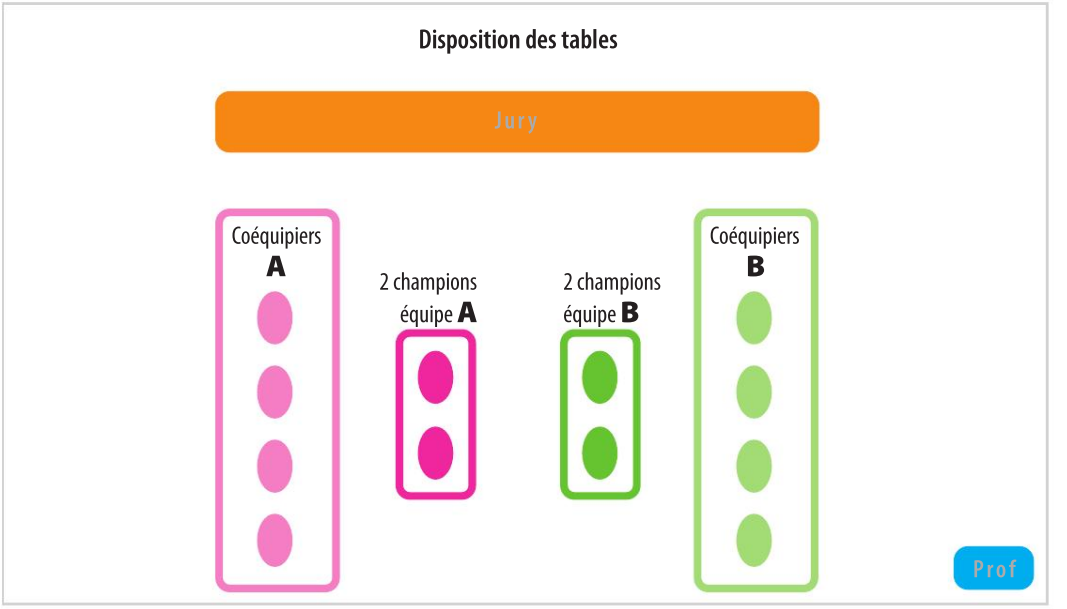
« Pour »	« Contre »
Oui, il faut craindre le retour du protectionnisme car…	Non, il ne faut pas craindre le retour du protectionnisme car…
Argument 1	Argument 1
Contre-argument	Contre-argument
Réponse au contre-argument	Réponse au contre-argument
Argument 2	Argument 2
Contre-argument	Contre-argument
Réponse au contre-argument	Réponse au contre-argument
Etc.	Etc.

Coup de pouce
Un contre-argument placé du côté POUR peut constituer un argument pour le CONTRE, et inversement.

Quelles sont les règles à respecter lors du débat ?

- En demi-groupe (possible en classe entière mais la moitié des élèves restent alors spectateurs).
- **2 équipes** (5-7 élèves) **+ un jury** (5 élèves). La **répartition** des élèves dans les deux équipes et dans le jury se fait **au hasard**.
- **Chaque équipe** est **chargée de défendre une position** dans le débat.
- Le **professeur** ne fait qu'observer et se place physiquement **en retrait**.
- **3 rounds de débat de 5 minutes** chacun avec un **arrêt de 3 minutes entre chaque round**.
- Chaque équipe peut demander **1 temps mort par round** (1 minute de temps mort).
- **Chaque équipe se choisit 2 champions** : le débat a donc lieu entre 4 élèves.
- Les **équipiers** scrutent le débat afin de **conseiller les champions lors des coupures** entre chaque round ou lors des temps morts, qu'ils sont les seuls habilités à demander.
- Au début de **chaque round**, un ou les deux champions **peuvent être remplacés** par des membres de leur équipe.
- **Pendant les rounds, l'équipe doit être silencieuse** et n'a surtout pas le droit de communiquer avec ses champions.

Quelle organisation spatiale de la salle lors du débat ?



Quel est le rôle du jury ?

Matériel nécessaire pour le jury :

- 2 montres-chronomètres (1 pour les rounds, 1 pour les temps morts)
- 1 cloche ou sonnette

Chaque membre du jury a un rôle précis qui lui est attribué :

- **Le président de jury** lance le débat et intervient uniquement dans les cas extrêmes. Il est le chef de la cloche et des 2 chronomètres (un pour les rounds, un pour les temps morts).
- **Chaque autre membre** du jury **évalue EXCLUSIVEMENT l'une des 4 cases** de la grille pour les 2 équipes. Il attribue une barre à chaque fois que c'est nécessaire au regard de ce qu'il évalue.

À la fin du débat, le **président de jury** centralise les « barres » et fait le solde des points et pénalités. Il **déclare quelle est l'équipe qui a gagné** et le jury fait un bref bilan de son évaluation du débat : il énonce les points forts et les points faibles de chaque équipe.

Grille d'évaluation du jury		
	FORME	FOND
+	Clarté des propos Capacité à écouter Capacité à convaincre (posture, ton, regard, gestes…) Capacité à reprendre la parole	Nombre d'arguments Qualité des arguments (maîtrise, pertinence, précision, vocabulaire économique, sociologique ou de la science politique) Capacité à réorienter le débat Capacité à choisir le bon argument pour contre-argumenter
–	Agressivité Couper la parole Rester silencieux / être en retrait Monopoliser la parole Les coéquipiers parlent pendant les rounds	Affirmations gratuites (sans preuves) Répétitions (enferment le débat) Contradictions/erreurs Propos hors sujet

À RETENIR

- Pour un débat réussi, il faut des **règles**, pour encadrer les échanges, et des valeurs partagées (écoute, rigueur, honnêteté intellectuelle).
- Les débats vous font progresser dans vos **compétences de forme à l'oral** : qualité de l'expression, niveau de langage, aisance.
- Les débats vous font progresser dans votre **maîtrise des connaissances** en SES, en vous poussant à les utiliser comme des arguments. C'est aussi une excellente préparation à la **dissertation**.

FICHE MÉTHODE 5

CONSTRUIRE UNE CARTE MENTALE

Applications

→ Chapitre 3, activité 1 p. 86
→ Chapitre 5, activité 1 p. 142
→ Chapitre 7, Grand oral p. 209
→ Chapitre 12, Grand oral p. 347

Au lycée, vous aurez à traiter un grand nombre d'informations dans les différentes disciplines. Cette fiche vous propose une méthode pour être plus efficace dans le traitement de ces informations.

Qu'est-ce qu'une carte mentale ?

Une carte mentale est une **représentation schématique** des **liens entre des idées** ou des connaissances autour d'un sujet central. Appelée aussi « arbre à idées », elle consiste à rassembler et réorganiser des idées. Vous allez ici apprendre à construire ce type de représentation.

Pourquoi utiliser une carte mentale ?

Devant un flux important d'informations, le cerveau est incapable de les retenir toutes. Il va nécessairement sélectionner les plus importantes ; la carte mentale permet de **mieux mémoriser** en faisant ressortir sur un support matériel les éléments essentiels.
Par ailleurs, comprendre, c'est être capable de faire des liens entre des informations. La carte mentale représente visuellement ces différents liens, ce qui permet de **mieux comprendre.**

Dans le cadre de votre travail scolaire, l'utilisation de la carte mentale pourra servir à :

- **Réviser un cours.** Elle facilite la mémorisation, la compréhension et l'apprentissage au cours de sa réalisation, mais aussi lors de sa relecture. En effet, elle clarifie les connaissances à retenir en rendant visibles l'organisation des informations essentielles et les liens entre elles.
- **Présenter un exposé oral.** Elle peut servir de support à votre présentation le jour du **Grand oral**. La carte mentale sera alors montrée à votre jury qui pourra ainsi mieux suivre votre exposé et visualiser les points importants de votre sujet.
- **Choisir un sujet et le problématiser**, notamment dans le cadre du **Grand oral**. Elle permet, en partant des mots clés d'un chapitre, des faits et exemples, des théories éventuelles, etc., de construire votre sujet pour ensuite, via les branches de votre carte mentale, dégager le ou les enjeux de votre sujet (la problématique).
- **Prendre des notes ou remettre en forme des notes.** Elle permet d'organiser graphiquement sa prise de notes et de sélectionner l'essentiel.

Comment réaliser une carte mentale ?

- Partir du **sujet central** qui sera représenté au centre de la feuille en format paysage. Ici, la spécialité SES.
- Les connaissances ou **idées essentielles** sont représentées au moyen d'un mot clé ou de deux ou trois mots maximum. Les SES peuvent être associées à différentes spécialités en première et en terminale. Et chaque doublette de spécialités en terminale offrira certains débouchés spécifiques après le bac.
- Les **relations** entre ces connaissances ou liens sont représentées sous forme de **branches** au moyen de traits simples ou fléchés si l'on veut donner une direction aux relations établies. Privilégiez les arborescences de **2 à 4 branches** (exceptionnellement 5 ou 6). Attention : les branches ne doivent pas se croiser ! Ici, chaque branche représente une relation entre des spécialités et des débouchés dans l'enseignement supérieur.
- Utiliser des **couleurs :** une couleur par branche pour bien distinguer le contenu de chacune d'elles.
- Ne pas hésiter à inclure des petites **images** ou symboles qui faciliteront la mémorisation.
- Hiérarchiser les idées en utilisant une **taille** plus importante de caractères pour les idées essentielles.
- Éventuellement, utiliser un **logiciel** gratuit en ligne qui permet de créer des cartes mentales, comme Coggle, par exemple.

À RETENIR

- Utilisations possibles : mémoriser un cours, prendre des notes ou les mettre en forme, présenter un exposé oral ou problématiser un sujet, notamment dans le cadre du **Grand oral**.
- Partir du sujet central au centre de la feuille au format paysage.
- Créer des branches représentant chacune une idée principale et des sous-branches.
- Chaque idée principale doit se composer d'un nombre réduit de mots (trois au maximum).
- Penser à la présentation : couleur, taille des mots, images, etc.

EXEMPLE

Un exemple de carte mentale sur les débouchés de la spécialité SES :

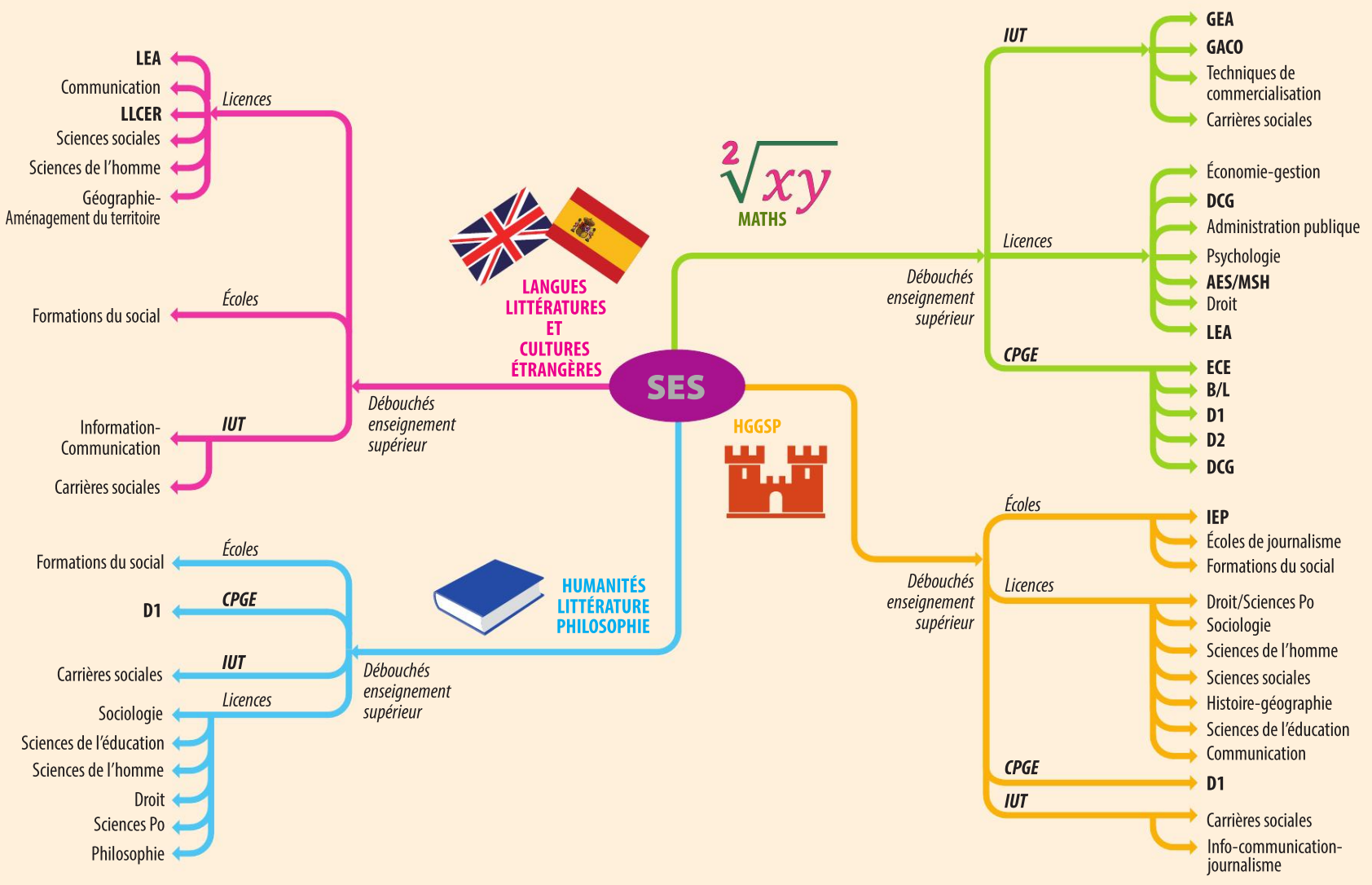


Schéma à télécharger

Tableau à imprimer

FICHE BAC 1

RÉVISER EFFICACEMENT

Réviser une leçon ou un chapitre est un travail personnel qui nécessite d'abord de connaître les procédés qui vous permettent de comprendre et de mémoriser, puis de les adapter dans l'élaboration d'une fiche de révisions.

Étape 1 : Apprendre à se connaître pour mieux s'organiser et mémoriser

Apprendre à vous connaître suppose de comprendre le type de mémoire qui vous correspond le plus pour adapter ensuite vos méthodes de travail. Il ne faut pas hésiter à combiner les pistes évoquées ci-dessous.

Vous avez une mémoire plutôt **visuelle** si :

– votre mémoire s'appuie sur des images mentales que vous « repassez » dans votre tête ;
– vous comprenez mieux grâce à des schémas, des images ;
– vous retenez mieux lorsque vous avez vu des explications écrites au tableau ou dans les livres.

→ **Vous pouvez alors :**
– relire vos notes et faire des fiches écrites, des schémas, des plans, des graphiques ;
– rechercher souvent des exemples pour illustrer ;
– soigner la présentation de votre cours, souligner les titres, etc.

Vous avez une mémoire plutôt **auditive** si :

– vous avez besoin d'entendre ou de réciter à haute voix ;
– vous retenez mieux lorsque les explications sont courtes, bien synthétisées ;
– vous allez à l'essentiel, aux idées principales ;
– vous êtes plus à l'aise dans les cours où l'on peut parler, s'exprimer.

→ **Vous pouvez alors :**
– reformuler votre cours en idées générales et expliquer à haute voix pour vous-même ou quelqu'un d'autre ;
– vous faire interroger par un tiers ;
– et, pourquoi pas, réciter votre cours en chantant !

Vous avez une mémoire plutôt **kinesthésique** si :

– vous êtes plus à l'aise dans les situations où vous pouvez expérimenter ;
– vous retenez mieux si vous avez réellement participé au cours en posant des questions ;
– votre mémoire s'appuie sur des idées générales, abstraites sans trop de détails.

→ **Vous pouvez alors :**
– relire vos notes en les rapprochant le plus possible d'exemples concrets, de situations vécues ou qui vous sont connues par ailleurs ;
– participer le plus possible aux cours ;
– réciter en faisant autre chose (par exemple, du sport).

Étape 2 : C'est pendant le cours lui-même que se joue l'essentiel de vos révisions d'après cours !

Lorsque vous êtes en classe, que vous suivez ou participez à un cours, votre prise de notes doit être entièrement guidée par le fait que vous êtes en train de rédiger le matériau qui vous servira ensuite à réviser. Selon que vous avez une mémorisation plutôt visuelle, auditive ou kinesthésique, vous adapterez votre façon de prendre des notes. Vous pouvez prendre des notes très denses et exhaustives ou très synthétiques, en privilégiant les mots clés ou les exemples ou seulement les titres. La prise de notes peut être linéaire (en écrivant de gauche à droite et de haut en bas de sa page) ou schématique (avec peu de texte et beaucoup de symboles, de flèches d'implication, de type carte mentale...).

Étape 3 : Réviser

MÉTHODE 1 **Lire son cours de façon fractionnée (ou séquentielle) pour se l'approprier**

Une première lecture doit vous permettre de repérer et distinguer, en les surlignant/soulignant avec des couleurs différentes :
– le plan du cours ;
– les mots importants, les définitions ;
– les exemples, les faits, les données chiffrées ;
– les explications ;
– les mécanismes ;
– etc.

Technique du cahier ouvert/fermé

1. Vous lisez une première fois votre cours. Vous fermez le cahier. Quelques heures après, sur une feuille, vous notez les informations que vous avez retenues, en vrac, ou mieux : de façon ordonnée.
2. Dans un second temps, vous rouvrez votre cahier, et vous relisez votre cours. Vous fermez votre cahier. Plus tard, avec un stylo d'une autre couleur, vous reprenez votre feuille et vous la complétez avec les nouvelles informations mémorisées.
3. Vous répétez cette opération jusqu'à ce que la totalité du cours soit sur votre feuille. Cet exercice est d'autant plus efficace qu'il se déroule sur plusieurs jours.

ASTUCES

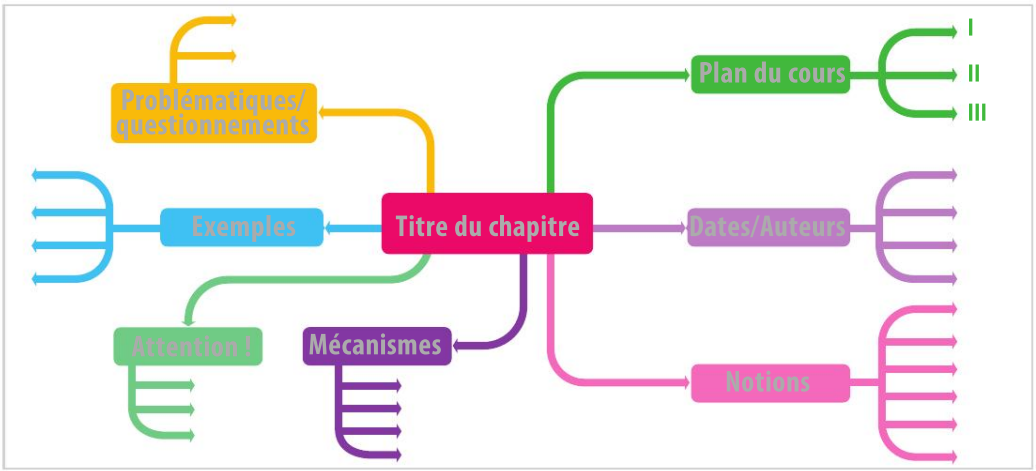
1. Mieux vaut réviser sur quatre demi-journées 4 x 30 minutes, plutôt que sur une seule séance de deux heures.
2. Il est important de refaire en entier, sans les corrigés, ce qui a été fait en cours : calculs, lectures de données, exercices, etc.

MÉTHODE 2 Ficher son cours

La fiche de révisions vise à **identifier**, **hiérarchiser et organiser les informations** essentielles d'un chapitre afin de les **mémoriser**. C'est surtout en faisant la fiche que vous mémorisez.

La fiche de révisions peut se présenter sous la forme d'un tableau, d'un schéma, d'une carte mentale ou d'une fiche « linéaire ».
N'hésitez pas à utiliser des couleurs ou des formats d'écriture différents (minuscules/majuscules).

Voici un exemple de support : une carte mentale réalisée à partir de l'application en ligne Coggle



MÉTHODE 3 Jouer

À l'aide de petites cartes bristol sur lesquelles vous écrivez au recto une notion (ou une question de connaissances) et au verso la réponse.
→ Vous pouvez utilisez une application en ligne du type FlashCards pour fabriquer des cartes virtuelles à utiliser avec votre smartphone.
→ N'hésitez pas à mutualiser vos cartes avec des camarades et jouez régulièrement.

MÉTHODE 4 Oraliser son cours

Vous pouvez également lire ou vous faire lire votre cours à voix haute.
Vous pouvez raconter/expliquer votre cours à un tiers.
Vous pouvez vous enregistrer en train de lire votre cours puis vous écouter.

MÉTHODE 5 Anticiper

Seul ou, encore mieux, à plusieurs, vous pouvez rédiger les questions ou les exercices d'évaluation que vous proposeriez si vous étiez l'enseignant.

FICHE BAC 2

L'ÉPREUVE COMPOSÉE

L'épreuve composée est, avec la dissertation, l'un des deux sujets **au choix** en SES au baccalauréat.

En terminale, l'épreuve composée dure **4 heures** et est composée de **trois parties** indépendantes portant sur des chapitres distincts :

- **Mobilisation des connaissances :** Cette première partie de l'épreuve, sans document d'appui, est composée d'une question notée sur 4 points.
- **Étude d'un document :** Cette deuxième partie de l'épreuve est une étude d'un document statistique (graphique, tableau, carte, radar, etc.) comportant deux questions. Elle est notée sur 6 points.
- **Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire :** il s'agit de traiter un sujet en développant un raisonnement dans un écrit organisé comportant une introduction, un développement et une conclusion, en exploitant les documents du dossier et en faisant appel à ses connaissances personnelles. Cette troisième partie est notée sur 10 points.

Partie 1 : Mobilisation des connaissances (4 points)

voir entraînements guidés p. 38, 96, 150, 204, 260, 316

Cette partie comporte une question qui vise à évaluer votre maîtrise des connaissances (définition de concepts, explicitation de raisonnements, etc.).

MÉTHODE

1. Analysez le sujet.
   a. De quoi parle le sujet ? Il faut entourer les notions qui y figurent.
   b. Que faut-il faire ? Pour identifier la tâche, il faut souligner les mots qui l'indiquent.
2. Repérez, dans la liste des notions du programme, celles qui doivent être mobilisées.
3. Rédigez votre réponse en utilisant les trois étapes « Affirmer, Expliciter, Illustrer » Fiche méthode n° 1 p. 370 et en utilisant toutes les notions et les mécanismes pertinents du programme.

ASTUCES

1. Au début ou au cours de votre réponse, vous devez définir brièvement la ou les notions clés du sujet.
2. Si la consigne vous indique de répondre « à l'aide d'un (ou deux) exemple(s) », il est préférable de ne pas terminer par l'Illustration mais de commencer par elle, ou de la placer juste après l'Affirmation (§ IAE ou AIE).

Partie 2 : Étude d'un document (6 points)

voir entraînements guidés p. 38, 96, 150, 204, 260, 316

Il est demandé au candidat de répondre aux deux questions en mobilisant les connaissances acquises dans le cadre du programme et en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse, de collecte et de traitement de l'information.

MÉTHODE

Vous devez d'abord identifier la nature de chacune des deux questions afin de distinguer la question de connaissances de la question de collecte et traitement de l'information. Leur ordre n'est pas prédéfini.
La question de connaissances demande d'expliciter une notion ou un mécanisme clé en rapport avec le document statistique, alors que la question de collecte et traitement de l'information possède un verbe d'action qui indique une tâche d'exploitation statistique (comparer, caractériser une évolution, décrire…).

a) Question de connaissances : appliquez la même méthode qu'en première partie.

b) Question d'exploitation statistique du document :

1. Au brouillon, rédigez une phrase, la plus précise et explicite possible, avec une donnée de votre choix. Cette phrase devra être utilisée au moins une fois dans votre réponse.

2. Après avoir identifié la tâche (comparer, caractériser une évolution…), sélectionnez, du général au particulier, les données en effectuant des regroupements pertinents.

3. Rédigez en écrivant autant de paragraphes que d'affirmations, en utilisant les deux étapes « Affirmer, Illustrer ». Fiche méthode n° 1 p. 370

ASTUCE

Insérez dès que possible des petits calculs (coefficients multiplicateurs ou écarts en points de %).

Partie 3 : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire (10 points)

Le libellé du sujet invite le candidat à développer un raisonnement, à rassembler et mettre en ordre des informations pertinentes issues du dossier documentaire et de ses connaissances personnelles. Le dossier documentaire mis à la disposition du candidat ne doit ni borner son horizon (en le détournant du recours à ses propres connaissances), ni lui servir de prétexte à une paraphrase ou à un commentaire systématique et détaillé. Il comporte deux ou trois documents de natures différentes (texte, graphique, tableau statistique, schéma, etc.). Aucun texte ne devra pas dépasser 2 500 signes ni aucun document statistique comporter plus de 120 données chiffrées.

Il n'y a pas d'indication de longueur attendue dans les consignes officielles, mais il faut viser une longueur de 3 ou 4 pages.

Guidage méthodologique

1. Analyser le sujet au brouillon p. 69, 285
2. Organiser ses connaissances au brouillon p. 69, 285
3. Étudier le dossier documentaire au brouillon p. 125, 343
4. Construire son plan détaillé au brouillon p. 125, 343
5. Rédiger son introduction au brouillon p. 179
6. Rédiger le développement (paragraphes AEI) p. 233
7. Rédiger sa conclusion p. 233

À RETENIR

	En terminale (4 heures)	
Partie 1 : Mobilisation des connaissances	1 question sur 4 points	Les trois parties de l'épreuve composée portent sur trois questions différentes et au moins deux champs du programme (science économique ; sociologie et science politique ; regards croisés).
Partie 2 : Étude d'un document	6 points Une question de mobilisation des connaissances Une question de collecte et traitement de l'information	
Partie 3 : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire	10 points 3 documents (dont au moins un texte et un document statistique)	

FICHE BAC 3

LA DISSERTATION

La dissertation est l'un des deux sujets **au choix** en SES au baccalauréat. C'est aussi une épreuve utilisée dans de nombreux concours et examens après le bac (classes préparatoires, instituts d'études politiques, université, etc.).

Remarque : À la différence de la dissertation en français et en philosophie, et de la composition en histoire-géographie, la dissertation de SES est accompagnée d'un dossier documentaire.

La dissertation invite à poser et à traiter, d'une façon organisée et réfléchie, un problème exigeant un effort d'analyse en mobilisant des connaissances issues des sciences sociales (économie, sociologie, science politique).

Il vous est donc demandé :
- de répondre à la question posée par le sujet ;
- de construire une argumentation à partir d'une problématique, qu'il faut élaborer à partir du sujet ;
- de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans un dossier composé de trois ou quatre documents (texte, graphiques, tableaux) de nature factuelle ;
- de rédiger, en utilisant le vocabulaire économique et social spécifique et approprié à la question, en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties, en veillant à la clarté de l'expression et en soignant la présentation.

Pour réussir une dissertation, il est indispensable d'adopter une démarche méthodologique rigoureuse. Les étapes 1 à 5 ci-dessous sont à faire au brouillon.

AU BROUILLON

Étape 1 : Analyser le sujet pour le problématiser (durée indicative : 15 min)

- Recopiez le sujet sur une ligne au brouillon. Pour analyser un sujet, il faut repérer puis commenter chaque mot du sujet : les notions clés du programme, puis les verbes, adverbes et tout autre mot du sujet.

voir Chapitre 9, p. 263

est-il : sujet débat.

encore : sous-entendu, il l'a été. L'est-il autant qu'avant ? L'est-il toujours ?

intégration sociale : processus par lesquels un individu est affilié par de multiples liens sociaux aux membres d'un groupe social ou de la société dans laquelle il vit, c'est-à-dire qu'il est reconnu et qu'il s'identifie à tel groupe et/ou se sent appartenir à la société. Ici il faudra discuter des conditions dans lesquelles le travail est source d'intégration sociale.

Le **travail** est-il encore source d'**intégration sociale** aujourd'hui en France ?

le travail : il s'agit là du travail déclaré et rémunéré, donc de l'emploi. Il faut ici connaître les six propriétés intégratrices du travail : statut social, protection sociale, revenu, solidarité, socialisation, sociabilité.

source de : synonyme de *cause*, il faut discuter des effets que le travail a sur l'intégration sociale.

aujourd'hui en France : cadre spatio-temporel qui implique de tenir compte des évolutions récentes de l'emploi en France : précarisation, chômage élevé persistant, polarisation de l'emploi.

- Il faut ensuite parvenir à rédiger une phrase synthétisant les éléments de réflexion et connaissances mobilisés lors de l'analyse mot à mot du sujet pour proposer un questionnement (qu'on appelle **une problématique**), au minimum une reformulation précisant comment on interprète le sujet et donc comment on va y répondre.
- Problématiser n'est ni un recopiage du sujet ni une simple reformulation du sujet : problématiser revient à révéler la ou les questions sous-entendues par le sujet et à expliciter leurs enjeux implicites.
  – La problématique n'est pas forcément formulée sous forme de question. Elle peut se présenter ainsi : « Nous voulons démontrer que… » ou « Répondre à ce sujet nécessite de montrer que… et que… ».
  – Cette étape doit vous conduire à pressentir deux ou trois (plus rares en SES) axes du plan provisoire.

ASTUCE

Enlevez ou remplacez par un synonyme les adverbes et verbes afin de sentir comment le sujet « bouge » sans ces mots.

Étape 2 : Organiser ses connaissances (durée indicative : 20 min)

Au brouillon, il faut ensuite rassembler ses connaissances en lien avec le sujet.

– Les connaissances peuvent être décomposées en notions, mécanismes, et exemples qui illustrent ces notions ou mécanismes.

Notions	Mécanismes	Exemples

– Notez TOUTES les connaissances en lien avec le sujet, y compris les faits d'actualité, tirés de vos lectures, etc.

– RAYEZ celles qui ne sont finalement pas en lien avec le sujet.

Étape 3 : Étudier le dossier documentaire (durée indicative : 40 min)

- Lisez une première fois les documents pour les comprendre et identifier les phrases ou les mots en lien avec le sujet.
- Lisez une deuxième fois le document pour l'analyser. Cela peut se réaliser en complétant un tableau comme celui-ci :

	Informations en lien avec le sujet (données statistiques, citations). *Ces informations pourront vous servir à affirmer, expliciter ou illustrer.*	Prolongements avec le cours ou lien entre les documents
Document 1		
Document 2		
Etc.		

ASTUCE

Dès la première lecture, n'hésitez pas à souligner, entourer, surligner, annoter à l'aide de symboles (!!) les documents du sujet, textes comme documents statistiques.

ASTUCES

1. Faites des calculs simples pour comparer les données chiffrées (par exemple, en calculant un écart en points de % ou un coefficient multiplicateur).
2. Lors de la phase de rédaction, pour faire référence à un document, notez simplement son numéro entre parenthèses (« … (document 2) … »).

Étape 4 : Construire son plan détaillé (durée indicative : 20 min)

- Le plan détaillé consiste à organiser au brouillon les arguments permettant de « traiter le sujet, tout le sujet, rien que le sujet ». Il faut partir de son questionnement du sujet, des connaissances de cours et des informations extraites des documents. Il s'agit de rédiger des phrases suffisamment précises pour expliciter de quoi chaque partie, sous-partie ou paragraphe va traiter.

Dans un sujet de dissertation, on conseille de rédiger six paragraphes AEI (ou davantage) qui sont insérés dans deux ou trois parties.

Plan à 2 niveaux	Plan à 2 niveaux	Plan à 3 niveaux
I) Titre • §1 Affirmation • §2 Affirmation • §3 Affirmation **II) Titre** • §4 Affirmation • §5 Affirmation • §6 Affirmation	**I) Titre** • §1 Affirmation • §2 Affirmation **II) Titre** • §3 Affirmation • §4 Affirmation **III) Titre** • §5 Affirmation • §6 Affirmation	**I) Titre** A) Sous-titre • §1 Affirmation • §2 Affirmation B) Sous-titre • §3 Affirmation • §4 Affirmation **II) Titre** A) Sous-titre • §5 Affirmation • §6 Affirmation B) Sous-titre • §7 Affirmation • §8 Affirmation

- La construction du plan est un travail qui se fait rarement en un seul jet mais plutôt par tâtonnements successifs. Il ne faut pas hésiter à faire « bouger » son plan, c'est-à-dire déplacer des paragraphes, ajouter/enlever des paragraphes, reformuler ses titres, les inverser, etc.

ASTUCES

1. Une fois que vous pensez votre plan terminé, reprenez le sujet et vérifiez que chaque titre répond au sujet et que vos titres traitent tout le sujet.
2. Un bon plan est souvent construit autour de titres qui reprennent les mots clés du sujet.
3. Hiérarchisez les arguments du plus important au moins important.

Remarque : Si cela vous aide, en SES, les titres des parties et sous-parties peuvent apparaître dans le devoir.

Étape 5 : Rédiger l'introduction (durée indicative : 30 minutes)

Quels que soient le sujet ou la discipline, l'introduction est composée de cinq éléments incontournables, répartis en trois paragraphes (avec un retour à la ligne à chaque fois) :
– **1er paragraphe :** présentation du sujet (accroche ou mise en contexte) ;
– **2e paragraphe :**
  – définition brève des notions du sujet ;
  – questionnement du sujet (résume la phase de questionnement > Étape 1) ;
  – annonce de la problématique qui indique comment le sujet est interprété (et qui découle de l'Étape 1 de questionnement) ;
– **3e paragraphe :** annonce des grands axes du plan.

L'accroche est facultative. Attention aux mauvaises accroches du type : « De tout temps, l'Homme... » Mieux vaut pas d'accroche qu'une mauvaise accroche !

En SES, l'accroche est souvent une référence à l'actualité, à l'histoire, ou, par défaut, une citation/une donnée que vous prenez dans le dossier documentaire (sans développer).

DIRECTEMENT SUR LA COPIE

Étape 6 : Rédiger le développement et les paragraphes AEI (durée indicative : 1 h 30)

– Si vous ne recopiez pas les titres, chaque partie du développement débute par une phrase introductive qui annonce le titre de la partie.
– Marquez un alinéa à chaque début de paragraphe : visuellement, il doit être possible de repérer vos arguments.
– Chaque paragraphe comporte une Affirmation en lien avec le sujet et une ou plusieurs Explicitations et Illustrations en rapport avec l'Affirmation. Fiche méthode n° 1 p. 370
– Aérez la copie : sautez une ou deux lignes entre l'introduction et le développement puis entre le développement et la conclusion, ainsi qu'entre chaque partie du développement.
– Pensez à rédiger une transition entre les deux parties du développement (ce n'est pas nécessaire si vous rédigez les titres des parties).

Étape 7 : Rédiger la conclusion (durée indicative : 10 minutes)

Toute conclusion, quels que soient l'exercice et la discipline, est composée de deux éléments incontournables : le bilan du raisonnement et la réponse explicite à la problématique/au sujet. Facultatif : une ouverture.
Attention aux mauvaises ouvertures du type : « On peut se demander si un jour, l'Homme... » Mieux vaut pas d'ouverture qu'une mauvaise ouverture !
Pour rédiger le bilan de son développement, il suffit de reprendre les titres des parties (ou sous-parties) de son plan détaillé rédigé sur le brouillon.
Puis une phrase répond à la question posée dans l'introduction.
Enfin, si l'on est inspiré, on rédige une question en guise d'ouverture. En effet, répondre à la question peut suggérer d'autres questions liées, qui permettent d'aller plus loin ou d'explorer d'autres enjeux.

Utilisez le présent et le passé composé, évitez le passé simple ou le futur. Relisez votre copie pour vérifier le sens des phrases et corriger les fautes d'orthographe ou de grammaire.

FICHE BAC 4

LES TYPES DE SUJETS ET DE PLANS

L'analyse du sujet est une étape essentielle et primordiale pour réussir une dissertation ou un raisonnement.

Étape 1 : Repérer la consigne pour déterminer le type de sujet

La consigne débute par un terme introductif qui permet d'identifier le type de sujet. On distingue deux grands types de sujets : les sujets de type analyse/démonstration (en raisonnement et dissertation) et les sujets de type débat/discussion (en dissertation uniquement).

Termes introductifs	Que dois-je faire ?	Sujet
Comment… ?	Décrire et expliquer les **mécanismes**, les liaisons, les enchaînements qui valident l'existence de la relation qui suit le « comment ».	**Analyse**
Pourquoi… ? ***Expliquez…***	Décrire et expliquer les **causes**.	
Quels effets… ?	Décrire et expliquer les **conséquences**.	
Montrez que…	Énoncer des **arguments**, des justifications permettant de **prouver** l'affirmation qui suit le « montrez que ».	
Dans quelle mesure… ? ***Peut-on dire que… ?***	**Discuter** l'influence d'un phénomène ou la pertinence d'une explication. Appelle une **réponse nuancée**.	**Discussion, débat**

Étape 2 : Comprendre le verbe de la consigne

Vous devez ensuite comprendre le sens de la tâche à effectuer, dans le cadre de laquelle vous allez argumenter. Cela suppose que vous compreniez le verbe qui la définit :

- **Comparer** consiste à mettre en parallèle deux ou plusieurs faits de façon à isoler les ressemblances et les différences.
- **Caractériser** suppose de donner des éléments caractéristiques d'un fait. Si on dispose de données chiffrées, on les utilise pour quantifier la description.
- **Distinguer** consiste à mettre en parallèle deux ou plusieurs faits de façon à isoler les différences uniquement.
- **Expliquer** signifie « dire pourquoi » ; c'est donner les éléments nécessaires pour faire comprendre un fait, un phénomène ou une situation.
- **Montrer** consiste à expliciter une idée ou un argument en le prouvant par des faits.

Étape 3 : Trouver le plan adapté à la consigne

Les consignes ou questions ouvertes correspondent à des plans d'analyse thématique. Par exemple, le sujet de raisonnement « Vous montrerez que le marché est défaillant » suppose un plan dans lequel chaque partie ou paragraphe expliquera une défaillance de marché.

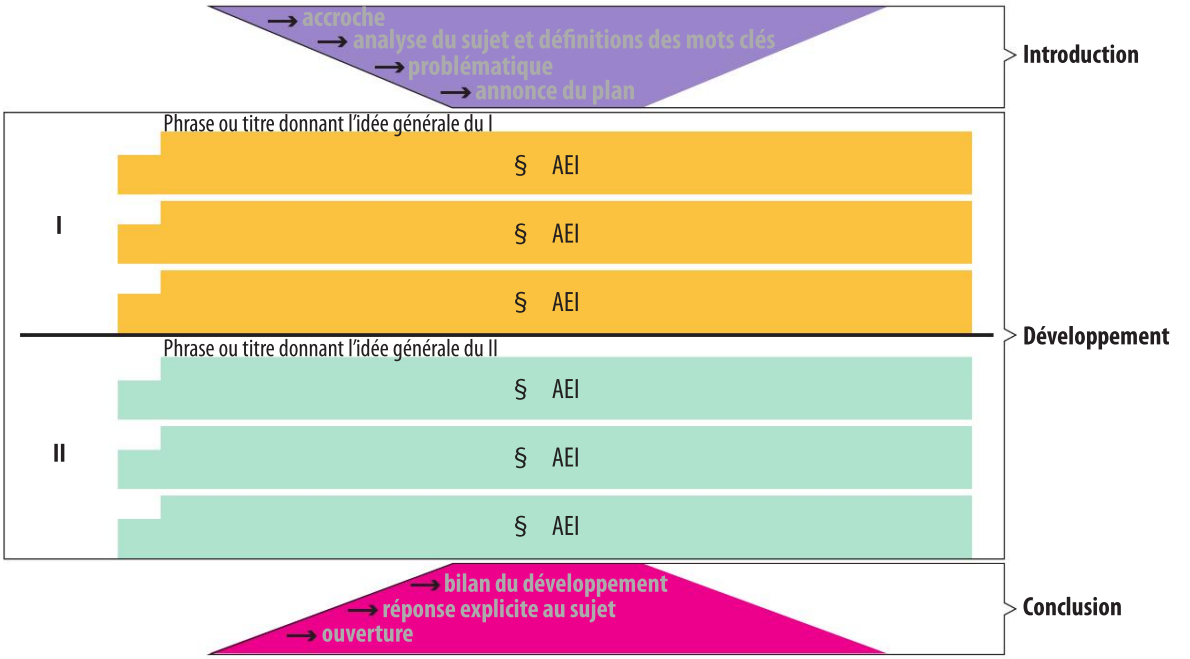
Les questions fermées, qui n'offrent que deux possibilités de réponse, renvoient à des plans de type : « oui (ou non) mais… ». Par exemple, le sujet de dissertation « Le vote n'est-il qu'un acte individuel ? » va donner lieu à un plan du type : « oui (ou non) mais… ».

Sujet	Termes introductifs	Plans possibles
Analyse	***Comment… ?***	I. Mécanisme n° 1 / II. Mécanisme n° 2, etc.
	Pourquoi… ?	I. Cause n° 1 / II. Cause n° 2, etc.
	Quels effets (rôles)… ?	I. Effets positifs / II. Effets négatifs
	Mettez en évidence…	I. Sur l'offre / II. Sur la demande
	Expliquez…	I. Quantitatifs / II. Qualitatifs
	Montrez que…	I. Directs / II. Indirects
	Quels sont les déterminants… ?	I. Déterminant n° 1 / Déterminant n° 2, etc.
Discussion, débat	***Dans quelle mesure… ?*** ***Peut-on dire que… ?*** Questions fermées	I. Oui (ou Non)… II. Mais…

Vous pourrez ensuite, après avoir mis en relation vos connaissances avec les informations extraites du dossier documentaire, construire un plan en 1, 2 ou 3 niveaux selon l'épreuve et le sujet :

Plan à 1 niveau Succession logique de paragraphes	Plan à 2 niveaux	Plan à 3 niveaux
• §1 Affirmation • §2 Affirmation • §3 Affirmation • §4 Affirmation	**I) Titre** • §1 Affirmation • §2 Affirmation • §3 Affirmation **II) Titre** • §4 Affirmation • §5 Affirmation • §6 Affirmation	**I) Titre** A) Sous-titre • §1 Affirmation • §2 Affirmation B) Sous-titre • §3 Affirmation • §4 Affirmation **II) Titre** A) Sous-titre • §5 Affirmation • §6 Affirmation B) Sous-titre • §7 Affirmation • §8 Affirmation
Question de raisonnement	Question de raisonnement Dissertation	Dissertation

Un exemple de plan à 2 niveaux



FICHE BAC 5

UTILISER UN BROUILLON

Un brouillon sert à réfléchir et à organiser sa pensée. Selon les sujets et les élèves, le brouillon sera différent. Faire un brouillon est donc un travail personnel qui nécessite d'écrire, de barrer, de tâtonner, de relier, etc. C'est une étape très importante à laquelle vous devez consacrer du temps mais qui vous fera gagner du temps et de l'efficacité au moment de la rédaction.

Ce que le brouillon n'est pas !

Parfois, les élèves ont une représentation très propre et linéaire du brouillon, qui serait une version prérédigée de la réponse finale. Or, si tel était le cas, le brouillon ne jouerait pas son rôle de réflexion, d'organisation et de révision de la réponse. Il ne faut donc pas penser que faire un brouillon, c'est forcément rédiger de façon linéaire une réponse dans laquelle les idées seraient déjà organisées : certains y arrivent, mais le brouillon ainsi pratiqué exclut l'erreur et le tâtonnement, ce qui est contraire à son rôle.

Les gestes du brouillon

- Utilisez des abréviations, des symboles et des schémas pour exprimer votre pensée, mais ne rédigez pas des phrases (hormis l'introduction).
- Utilisez des flèches, des couleurs, des numéros pour mettre en relation vos idées ou pour faire des regroupements d'idées.
- Ajoutez, barrez, réécrivez, déplacez, remplacez, reformulez en plusieurs essais vos mots ou vos idées.

ASTUCE

Évitez d'écrire au recto-verso afin de pouvoir étaler vos feuilles de brouillon devant vous, et ainsi avoir une vision d'ensemble.

La gestion de l'espace de la feuille

- Vous pouvez faire un schéma, un tableau de mots, dresser des listes ou écrire de façon linéaire.
- Vous pouvez utiliser l'espace de toute la feuille ou bien séparer la feuille en deux ou trois colonnes, selon la consigne ou le type de sujet.
- Laissez des espaces ou des zones de griffonnage.

Au brouillon, tout est possible !

Un gain de temps et d'efficacité

Faire un brouillon doit vous faire gagner en efficacité au moment de la rédaction sur la copie car vous n'avez plus qu'à vous consacrer à la rédaction (paragraphes AEI) de la réponse en suivant la trame élaborée au brouillon.

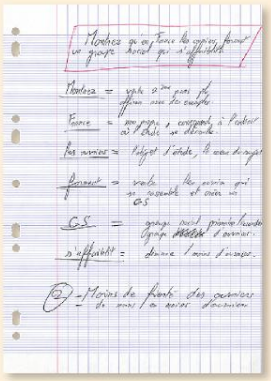
Cela vous permet enfin et surtout, avant de commencer à rédiger, d'avoir une vue d'ensemble sur votre rédaction à venir, de vérifier que toutes les idées y sont pour répondre au sujet, qu'elles sont au bon endroit et dans le bon ordre, qu'il n'y a pas de hors-sujet…

ASTUCE

Seuls l'introduction et les titres de votre plan détaillé doivent être rédigés entièrement au brouillon. Le brouillon est un outil qui doit vous amener à élaborer et organiser votre pensée, il n'est en aucun cas une version rédigée de votre réponse. Si vous vous y prenez mal, le brouillon peut au contraire vous faire perdre du temps.

Des exemples de brouillons :





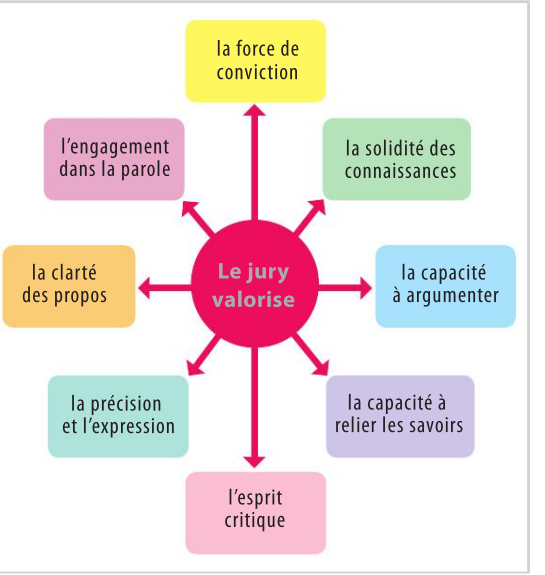
FICHE BAC 6 LE GRAND ORAL

PRÉSENTATION DE L'ÉPREUVE

L'épreuve orale terminale est l'une des cinq épreuves terminales de l'examen du baccalauréat. Pendant l'année scolaire, l'élève choisit deux questions portant sur les deux enseignements de spécialité, soit pris isolément, soit abordés de manière transversale. Ces questions mettent en lumière un des grands enjeux du ou des programmes de ces enseignements. Elles sont adossées à tout ou partie du programme du cycle terminal et ont été élaborées et préparées par le candidat avec ses professeurs et, s'il le souhaite, avec d'autres élèves.

L'épreuve permet au candidat de montrer sa capacité à prendre la parole en public de façon claire et convaincante. Elle lui permet aussi de mettre les savoirs qu'il a acquis, particulièrement dans ses enseignements de spécialité, au service d'une argumentation, et de montrer comment ces savoirs ont nourri son projet de poursuite d'études, voire son projet professionnel.

Sur 20 points – Coefficient 10



FORMAT ET DÉROULEMENT DE L'ÉPREUVE

Au début de l'épreuve, le candidat transmet ses deux sujets au jury, qui choisit une des deux questions. Le candidat dispose alors de 20 minutes de préparation pour mettre en ordre ses idées et réaliser, s'il le souhaite, un support qu'il remettra au jury sur une feuille qui lui est fournie. Ce support ne fait pas l'objet d'une évaluation.

L'exposé du candidat se fait sans notes.

Ensuite, le candidat expose et s'entretient avec les deux membres du jury pendant 20 minutes selon le découpage suivant (en trois temps) :

Premier temps : Présentation d'une question (5 minutes)

Le candidat explique pourquoi il a choisi de préparer cette question pendant sa formation, puis il la développe et y répond. Le jury évalue les capacités argumentatives et les qualités oratoires du candidat.

Deuxième temps : Échange avec le candidat (10 minutes)

Le jury interroge ensuite le candidat pour l'amener à préciser et à approfondir sa pensée. Il peut aussi interroger le candidat sur toute partie du programme du cycle terminal de ses enseignements de spécialité et évaluer ainsi la solidité des connaissances et les capacités argumentatives du candidat.

Troisième temps : Échange sur le projet d'orientation du candidat (5 minutes)

Le candidat explique en quoi la question traitée éclaire son projet de poursuite d'études, voire son projet professionnel. Il expose les différentes étapes de la maturation de son projet (rencontres, engagements, stages, mobilité internationale, intérêt pour les enseignements communs, choix de ses spécialités, etc.) et la manière dont il souhaite le mener après le baccalauréat.

Le jury mesure la capacité du candidat à conduire et exprimer une réflexion personnelle témoignant de sa curiosité intellectuelle et de son aptitude à exprimer ses motivations.

Le candidat effectue sa présentation du premier temps debout, sauf aménagements pour les candidats à besoins spécifiques. Pour les deuxième et troisième temps de l'épreuve, le candidat est assis ou debout, selon son choix.

MÉMENTO

Préparation	**20 minutes**	
Oral	**20 minutes**	
– Exposé	5 minutes	Debout
– Échange sur le sujet et les connaissances	10 minutes	Assis ou debout
– Échange sur le projet d'orientation post-bac	5 minutes	Assis ou debout

ÉVALUATION INDICATIVE DE L'ÉPREUVE ORALE

Qualité orale de l'épreuve	La voix soutient efficacement le discours. Qualités d'expression orale marquées (débit, fluidité, variations et nuances pertinentes, etc.). Le candidat est pleinement engagé dans sa parole. Il utilise un vocabulaire riche et précis.
Qualité de la prise de parole en continu	Discours fluide, efficace, tirant pleinement profit du temps et développant ses propositions.
Qualité des connaissances	Connaissances maîtrisées, les réponses aux questions du jury témoignent d'une capacité à mobiliser ces connaissances à bon escient et à les exposer clairement.
Qualité de l'interaction	S'engage dans sa parole, réagit de façon pertinente. Prend l'initiative dans l'échange. Exploite judicieusement les éléments fournis par la situation d'interaction.
Qualité et construction de l'argumentation	Maîtrise des enjeux du sujet, capacité à conduire et exprimer une argumentation personnelle, bien construite et raisonnée.

PRÉPARATION DU GRAND ORAL

A Pendant l'année

Comment choisir son sujet ?

(dès le mois de septembre)

- Il est préférable d'attendre que l'année scolaire soit engagée pour choisir votre sujet afin d'avoir suffisamment de recul sur vos cours de terminale. Il est cependant nécessaire, dès septembre, d'avoir en tête cette quête d'un sujet pour le Grand oral.
- Privilégiez un thème ou un chapitre qui vous a particulièrement intéressé pendant le cycle terminal. Plus votre sujet sera précis et resserré, plus il sera aisé de le traiter et de le présenter lors du Grand oral. Vous pouvez également choisir un sujet qui vous permet de faire des liens entre les savoirs de vos deux spécialités de terminale. Enfin, privilégiez également un sujet qui pourrait être en rapport avec votre projet d'orientation, voire votre projet professionnel.

La formulation et l'analyse du sujet

(à partir de décembre)

- Une fois votre sujet choisi, cherchez, par tâtonnements, une formulation « parlante » à même de séduire votre jury. N'hésitez pas à vous inspirer de titres d'articles de presse ou d'émissions de radio portant sur votre sujet.
- Votre sujet doit obligatoirement être formulé sous forme de question à laquelle il faudra être capable de répondre de façon synthétique le jour du Grand oral. Tout est possible : formulation courte et ambiguë, mais aussi plus longue et précise. Votre but : susciter l'intérêt du jury.

Votre sujet doit obligatoirement être formulé sous forme de question.

La recherche documentaire éventuelle
(de janvier à février)

Partez d'abord des documents étudiés en classe, ceux utilisés par votre enseignant et ceux de votre manuel. Quelles notions avez-vous découvertes ? Quels données ou exemples sont surprenants ou décisifs concernant votre sujet ?

Préparer son oral (à partir d'avril)

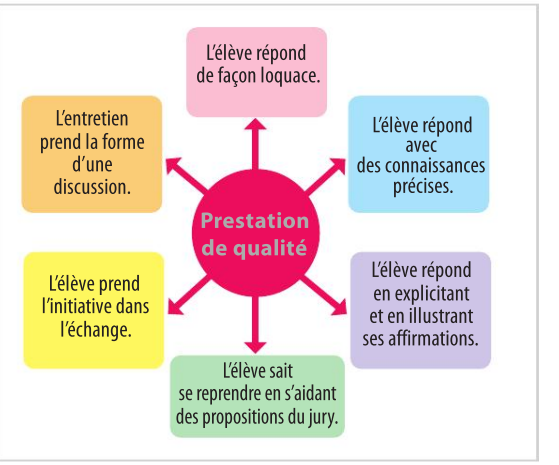
- **Le plan de l'exposé**

Votre exposé de 5 minutes doit vous permettre :
– d'expliquer pourquoi vous avez choisi de préparer cette question ;
– de développer les principaux éléments de connaissances ;
– de répondre de façon explicite à la question posée par votre sujet.

Avec l'aide de vos enseignants, vous devrez avoir à cœur, tout au long de l'année de terminale, de vous exercer à la prise de parole formelle en expérimentant des postures, des gestuelles, des intonations, l'usage de mots de liaison et l'élimination des tics verbaux…

- **Échange sur le sujet et les connaissances**

Vous aurez à répondre aux questions du jury sur le contenu de votre exposé mais aussi sur toute partie du programme du cycle terminal. Efforcez-vous d'anticiper les questions que le jury pourrait vous poser à l'issue de votre exposé. Maîtrisez parfaitement les définitions des notions du sujet ainsi que quelques faits, exemples et données statistiques. Votre jury commencera probablement par vous poser des questions basiques sur votre sujet, pour ensuite élargir.



- **Échange sur le projet d'orientation**

Vous devez être capable d'énoncer les étapes de votre réflexion sur votre projet post-bac (y compris si vous hésitez encore). Faites le lien entre le choix de vos spécialités et votre orientation post-bac. Ce qui importe est de pouvoir formuler les différentes alternatives auxquelles vous avez pensé, les questions que vous vous êtes posées (ou vous posez encore), les démarches de recherche que vous avez entreprises : rencontre d'étudiants, de professionnels, discussions avec des membres de votre famille, vos enseignants, rendez-vous avec le Psy-EN, lectures de blogs, livres ou magazines consacrés à l'orientation et la formation…

Le jury mesure la capacité du candidat à conduire et exprimer une réflexion personnelle témoignant de sa curiosité intellectuelle et de son aptitude à exprimer ses motivations.

B Conseils pour le jour du Grand oral

Être à l'aise debout et assis

Vous devrez obligatoirement vous tenir debout lors de la présentation de votre sujet. Pour l'entretien vous pourrez rester debout ou vous asseoir. Entraînez-vous à parler dans les deux positions.

- La position debout permet d'avoir une gestuelle plus ample et dynamique, de mieux projeter sa voix et d'impliquer tout son corps dans la communication.
- Si vous préférez la position assise, veillez à vous tenir bien droit et vos jambes ni croisées ni sous votre chaise, afin de pouvoir utiliser votre buste.

La voix / L'élocution

La diction est un atout à travailler pour que votre auditoire vous écoute durablement. Soyez attentif aux points suivants :

- la fluidité : vous devez bien articuler pour être parfaitement intelligible. Utilisez la technique du crayon pour vous entraîner régulièrement : lisez un texte le plus nettement possible avec un crayon serré entre les dents.
- le débit : lorsque votre enseignant va trop vite en classe vous perdez le fil, c'est pareil pour un auditoire. Ralentissez votre débit.
- les variations de voix (intonation) : montez et baissez le ton, changez de ton pour souligner les moments forts de votre prestation.

La communication non verbale (langage du corps)

- Le regard fait partie intégrante du langage du corps. Il est nécessaire d'y apporter une attention particulière parce qu'il permet de capter l'attention du public et de donner de la pertinence au discours. Regardez votre public en veillant à ne pas fixer seulement un membre du jury mais tour à tour les deux personnes qui vous écoutent.

ASTUCE

Fixez l'oreille ou le nez de vos auditeurs si vous êtes déstabilisé à l'idée de les regarder dans les yeux.

- La posture / la gestuelle / les mains : ne croisez pas vos bras. Efforcez-vous de vous tenir droit (sans être raide), épaules ouvertes et tête dégagée. Vous pouvez faire quelques pas ou changer votre jambe d'appui pendant votre exposé (mais ne vous balancez pas !). Vos mains ne doivent pas être dans votre dos ou dans vos poches car cela vous inciterait à rester trop statique. N'hésitez pas à accompagner votre propos par des mouvements de vos mains (seulement la main droite ou les deux mains simultanément), à réunir vos mains puis les ouvrir comme si vous teniez un ballon.

ASTUCE

Votre voix et votre corps doivent montrer votre conviction.

Le rythme et le silence

- Trouver le bon rythme à l'oral nécessite d'ajuster la vitesse de sa parole. Le rythme doit être suffisamment soutenu pour captiver l'auditoire, mais pas trop rapide pour ne pas le perdre ni le fatiguer. Pour travailler votre rythme, vous pouvez vous entraîner chez vous en chronométrant votre présentation orale. S'il vous faut parler trop rapidement pour ne pas dépasser les 5 minutes imparties, c'est que votre présentation est trop longue. Inversement, si pour tenir les 5 minutes de présentation vous devez trop ralentir votre débit, ou si vous n'avez plus rien à énoncer au bout de 3-4 minutes, c'est que votre présentation manque de contenu.

ASTUCE

On considère que le bon rythme à l'oral est d'environ 140 à 160 mots par minute, ce qui correspond à un texte de 700 à 800 mots pour une présentation de 5 minutes.

- Lors de l'entretien, ne vous précipitez pas pour répondre aux questions qui vous seront posées. Vous pouvez marquer un temps de silence pour réfléchir à votre réponse.

ASTUCE

N'ayez pas peur des silences, ils indiquent votre capacité à réfléchir et votre confiance en vous.

Le trac

- Il est normal et courant d'avoir le trac lors d'une prise de parole en public. Le stress peut vous faire perdre vos idées, vous pouvez avoir la bouche sèche et ne plus parvenir à articuler correctement, les mains moites, le cœur qui s'emballe, etc. Pour diminuer ces symptômes, apprenez et entraînez-vous à respirer.

ASTUCE

Il existe des applications gratuites faciles à utiliser pour apprendre à respirer : par exemple RespiRelax ou CardioZen. 10 minutes d'entraînement par jour suffisent.

- Le jour de l'oral, si vous avez un trou de mémoire en plein exposé ou des difficultés à articuler, n'hésitez pas à vous interrompre, en indiquant à votre jury que vous avez besoin de boire (ayez une bouteille d'eau à portée de main), ou à recommencer votre phrase afin de retrouver vos esprits et de poursuivre.

ASTUCE

Le simple fait de s'interrompre pour signifier son embarras fait baisser le stress.

Les tics verbaux

- Les tics verbaux surviennent lorsque vous êtes stressé, si vous vous lancez dans des réponses sans savoir exactement ce que vous allez dire et lorsque vous cherchez vos mots, vos idées. Pour les éviter il est d'abord nécessaire d'identifier quels sont vos tics verbaux habituels : demandez à votre entourage ou filmez-vous en train de parler.
- Une fois que vous les avez identifiés, entraînez-vous à les remplacer par des silences, des respirations, des modulations de voix, des mots de liaison.

La préparation et le support (facultatif)

Pendant les 20 minutes de préparation dont vous disposez pour mettre en ordre vos idées, vous pouvez réaliser un support que vous remettrez au jury sur une feuille fournie. Ce support ne fait pas l'objet d'une évaluation.

- Préparez votre phrase de départ et votre phrase de conclusion.
- Remémorez-vous les trois parties de votre exposé (*Le plan de l'exposé*).
- Remémorez-vous les définitions des notions de votre sujet.

Rappel

L'exposé du candidat se fait sans notes.

Le support peut prendre différentes formes, selon votre préférence :

- une carte mentale pour visualiser les notions, mécanismes et exemples principaux de votre sujet.

Fiche méthode n° 5 p. 376 *Construire une carte mentale*

- le plan de votre intervention (liste des points abordés, mots clés).
- un schéma.

Entrer et quitter la salle

- Entrez dans la salle d'un pas dynamique mais sans vous précipiter. Tenez-vous droit, saluez les deux membres du jury d'une voix assurée en les regardant pour établir un contact visuel. Soyez souriant.
- Avec calme et détermination, posez vos affaires sur une chaise ou au pied du bureau.
- Présentez-vous puis approchez-vous du jury pour lui donner votre feuille sur laquelle figurent vos deux sujets.
- Ne quittez pas la salle sans avoir remercié votre jury pour son attention. Rangez vos affaires sans empressement ni lenteur. Dites « au revoir ».

Sujet Bac n° 1 Épreuve composée

PARTIE 1 MOBILISATION DES CONNAISSANCES 4 PTS

SUJET À l'aide d'exemples, illustrez la diversité des répertoires de l'action collective.

PARTIE 2 ÉTUDE D'UN DOCUMENT 6 PTS

SUJET
1) Illustrez, à l'aide d'exemples, le rôle du capital culturel dans la réussite scolaire.
2) À l'aide du document, mettez en évidence un lien entre origine sociale et trajectoires de formation.

Niveau de diplôme des élèves dix ans après leur entrée en sixième selon leurs caractéristiques sociales et familiales (en %)

		Panel 2007			
		Bac GT	Bac pro	CAP-BEP	Sortis sans diplôme
Origine sociale de l'élève	Agriculteurs	57,2	26,5	7,7	5,7
	Artisans, commerçants	57,9	22,1	10,9	9,1
	Prof. libérales, cadres, chefs d'entreprise	85,4	8,4	2,7	3,5
	Enseignants	86,3	7,9	1,9	3,9
	Professions intermédiaires	65,3	18,5	8,3	8,0
	Employés	50,0	24,2	12,0	13,9
	Ouvriers qualifiés	40,8	27,8	16,4	15,0
	Ouvriers non qualifiés	34,6	27,8	19,3	18,3
	Inactifs	23,8	22,8	19,7	33,7
Ensemble		56,7	20,9	11,1	11,3

Champ : France métropolitaine. Source : Ministère de l'Éducation nationale, DEPP, RERS 2019.

PARTIE 3 RAISONNEMENT S'APPUYANT SUR UN DOSSIER DOCUMENTAIRE 10 PTS

SUJET À l'aide de vos connaissances et des documents, vous montrerez comment les institutions influent sur la croissance.

DOC 1 **Dépenses privées et publiques en recherche et développement (en % du PIB) et PIB par habitant (en dollars constants de 2010)**

	Dépenses en recherche et développement (% du PIB)		PIB par habitant ($ US constants de 2010)	
Pays	1996	2016	1996	2016
Chine	0.56	2.11	1 332	6 884
France	2.22	2.25	34 276	42 055
Singapour	1.32	2.22	30 414	54 765
États-Unis	2.44	2.77	39 356	52 534

Source : Données Banque mondiale, 2020.

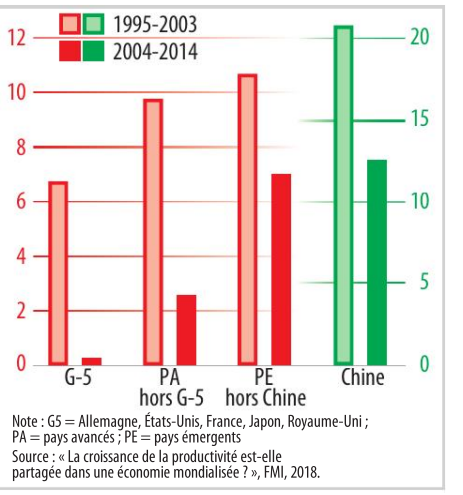
DOC 2

Une difficulté [...] pour tracer la frontière entre ce que l'État, d'une part, et ce que les entreprises, d'autre part, devraient faire est le flou de la distinction entre recherche fondamentale (science) et recherche appliquée (technologie). [...]. Des découvertes fondamentales dans le domaine de la génétique ou des mathématiques peuvent résulter en quelques années seulement en des produits très rentables, vaccins ou logiciels. Inversement, des recherches appliquées peuvent aboutir à des découvertes fondamentales, tels les supraconducteurs au milieu des années 1980 par des chercheurs d'IBM.

Dans ce contexte, valoriser la recherche fondamentale publique en lui ouvrant des débouchés industriels, tout en respectant la mission d'élargissement des connaissances de ce secteur, est un défi important posé aux gouvernements.

Dominique GUELLEC, *Économie de l'innovation*, Éd. La Découverte, 2017.

DOC 3 **Dépôts de brevets (croissance annuelle en %)**



Note : G5 = Allemagne, États-Unis, France, Japon, Royaume-Uni ; PA = pays avancés ; PE = pays émergents
Source : « La croissance de la productivité est-elle partagée dans une économie mondialisée ? », FMI, 2018.

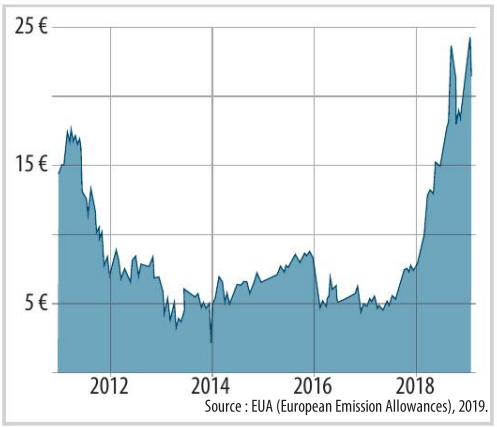
Dissertation

SUJET Comment concilier la croissance économique avec la préservation de l'environnement ?

DOC 1

Évolution du prix de la tonne de carbone en Europe

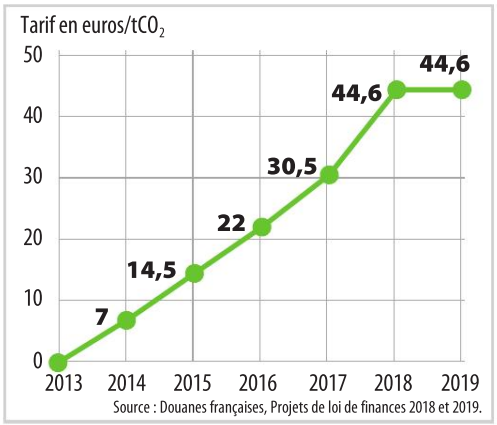
Ce graphique représente, en euros, l'évolution du prix de l'émission d'une tonne de carbone pour les entreprises à l'échelle de l'UE, de 2011 à 2019.



Source : EUA (European Emission Allowances), 2019.

DOC 2

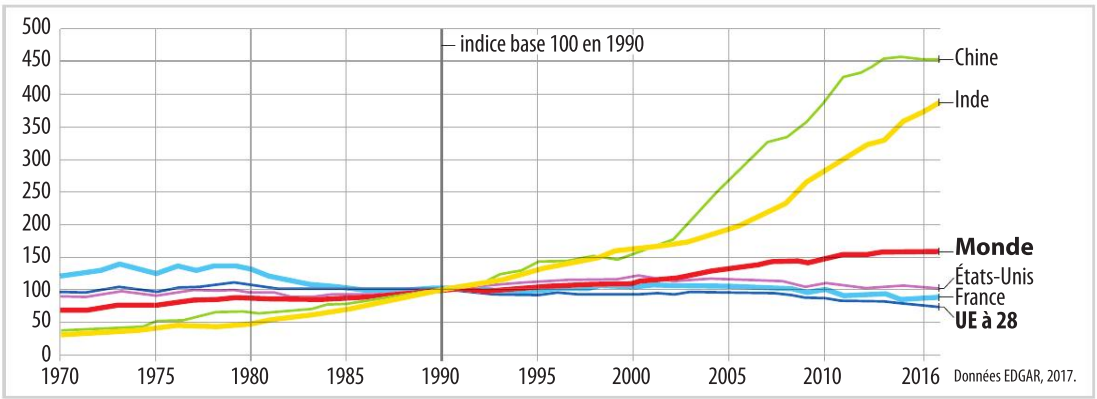
Évolution de la taxe carbone mise en place en France



Source : Douanes françaises, Projets de loi de finances 2018 et 2019.

DOC 3

Évolution des émissions de CO_2 dans le monde entre 1970 et 2016



Données EDGAR, 2017.

DOC 4

Les véhicules sont responsables de deux types bien distincts d'émissions dans l'atmosphère : les émissions de gaz à effet de serre – GES – (et notamment le dioxyde de carbone, ou CO_2, émis par la combustion de carburants) contribuant au dérèglement climatique de la planète et les émissions de gaz nocifs pour la santé. Suivant une approche de développement durable, le transport routier est engagé depuis plusieurs années dans des actions visant à réduire tant les émissions polluantes des véhicules (norme Euro) que les émissions de gaz à effet de serre (voir programme « objectif CO_2 »).

Pour limiter les émissions de gaz nocifs, des réglementations européennes ont été prises depuis le début des années 1970. Appelées normes Euro depuis 1990, elles imposent des valeurs limites d'émissions des oxydes d'azote (NOx), du monoxyde de carbone (CO), des hydrocarbures (HC) et des particules.

Les émissions polluantes des véhicules d'un poids total autorisé en charge (PTAC) de plus de 3,5 tonnes sont ainsi encadrées par des normes européennes de plus en plus contraignantes, de Euro 0 en 1990 à Euro VI depuis le 1er janvier 2014.

Ainsi, tous les véhicules neufs doivent désormais être conformes à la norme Euro VI, en application du règlement n° 595/2009 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2009.

La Commission européenne travaille de plus pour que les émissions de Nox (oxydes d'azote) des véhicules soient mesurées en condition réelle de conduite (projet RDE – *Real Driving Emissions*) au moyen d'un dispositif de mesures embarqué (outil PEMS - systèmes portables de mesure des émissions) conformément au règlement (UE) 2016/1718 de la Commission du 20 septembre 2016.

« Normes euros d'émissions de polluants pour les véhicules lourds – Véhicules propres », ministère de la Transition écologique et solidaire, 27 mars 2017.

Sujet Bac n° 2 Épreuve composée

PARTIE 1 MOBILISATION DES CONNAISSANCES 4 PTS

SUJET

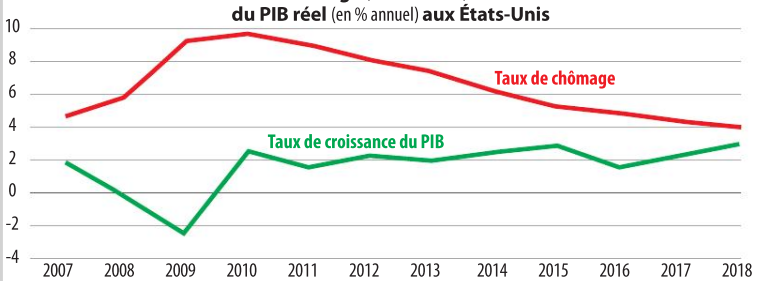
À l'aide d'un exemple, expliquez comment la taxation peut permettre de faire face aux externalités négatives sur l'environnement.

PARTIE 2 ÉTUDE D'UN DOCUMENT 6 PTS

SUJET

1) Expliquez les effets d'une fluctuation de l'activité économique sur le chômage conjoncturel.
2) À l'aide du document, comparez l'évolution du taux de croissance du PIB réel et du taux de chômage aux États-Unis entre 2008 et 2018.

Évolution du taux de chômage (en % des actifs) **et du taux de croissance du PIB réel** (en % annuel) **aux États-Unis**



Source : Données Banque mondiale, 2020.

PARTIE 3 RAISONNEMENT S'APPUYANT SUR UN DOSSIER DOCUMENTAIRE 10 PTS

SUJET

À l'aide de vos connaissances et des documents, vous montrerez que le commerce international a plusieurs déterminants.

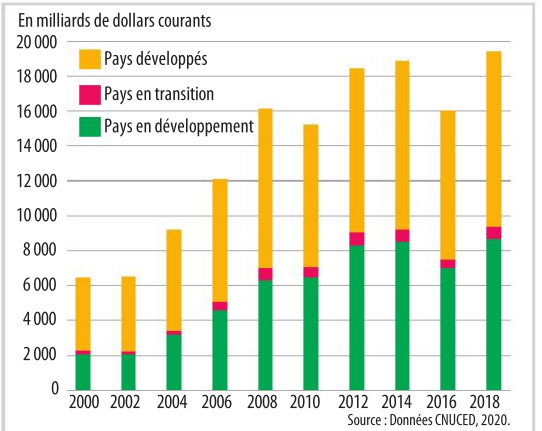
DOC 1

Le 787 Dreamliner, dernier-né de la gamme d'avions fabriqués par Boeing, est un produit américain bien connu, assemblé dans l'État de Washington et vendu dans le monde entier – plus de 80 % des commandes viennent d'ailleurs que des États-Unis. Non seulement les Dreamliners se vendent dans le monde entier, ils sont fabriqués dans le monde entier. Une grande partie des pièces et équipements sont produits en dehors des États-Unis : la partie centrale du fuselage par Alenia (Italie) ; les sièges du poste de pilotage par Ipeco (Royaume-Uni) ; les pneus par Bridgestone (Japon) ; le train d'atterrissage par Messier-Bugatti-Dowty (France) et les portes de la soute par Saab (Suède). Les avions ne sont qu'un exemple de la fabrication multinationale. De plus en plus de produits finis (automobiles, téléphones portables et appareils médicaux) sont produits dans un pays à partir d'intrants fabriqués dans un grand nombre d'autres pays, en partie du fait de la diminution des barrières commerciales et de la baisse des coûts de transport et de communication résultant des avancées technologiques au cours des vingt dernières années. Cette expansion de ce qu'on appelle les chaînes de valeur mondiales change le processus de création du revenu et de la croissance dans le monde. La nature de la concurrence a aussi changé. Est-ce que la concurrence entre les pays porte sur les biens produits ou sur la main-d'œuvre et le capital employés pour les fabriquer ?

Michele RUTA et Mika SAITO, « Les chaînes de valeur », Finances & Développement, FMI, mars 2014.

DOC 2

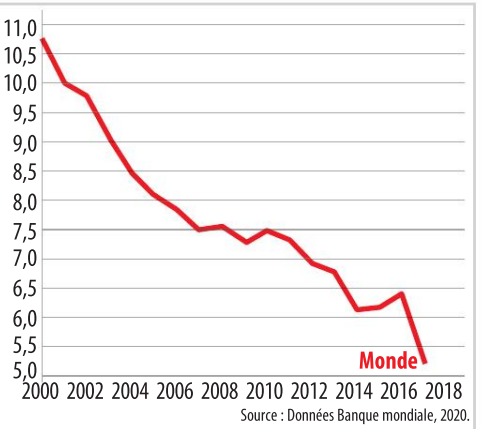
Évolution des exportations mondiales de marchandises en fonction du niveau de développement



Source : Données CNUCED, 2020.

DOC 3

Taux des droits de douane appliqués, moyenne simple, tous produits (en %)



Source : Données Banque mondiale, 2020.

Dissertation

SUJET **Comment rendre compte aujourd'hui de la structure sociale en France ?**

DOC 1

Pratiques culturelles selon le sexe en 2015

Sorties à des spectacles au cours des 12 derniers mois (en %)	Ensemble	Femmes	Hommes
Oui	54	57	52
Au plus 3 fois	37	38	35
Plus de 3 fois	18	18	17
Non, par manque de moyens financiers	6	8	5
Non, parce que cela ne m'intéresse pas	19	15	24
Non, car pas de spectacle, de salle de spectacle, ou difficilement accessible	3	4	3
Non, pour d'autres raisons ou non renseigné	17	17	17

Champ : France métropolitaine, personnes âgées de 16 ans ou plus résidant en ménage ordinaire.

Source : INSEE, enquête SRCV 2015.

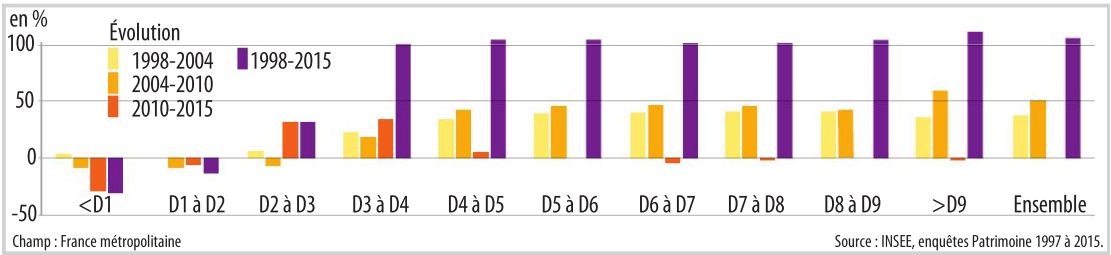
DOC 2

La santé de la population s'est améliorée de façon remarquable au cours des dernières décennies, puisqu'en un siècle, nous avons gagné 30 ans de vie en plus. Néanmoins, cet état de santé moyen recouvre d'importantes disparités. À 35 ans, un cadre supérieur a encore 47 ans à vivre en moyenne, un ouvrier 41 ans : ces six ans de différence représentent plus que les progrès accomplis globalement sur l'espérance de vie en un quart de siècle. À âge égal, la mortalité des personnes sans diplôme est deux fois plus élevée que celle des bacheliers. Quel que soit le critère retenu, revenu, éducation, catégorie sociale, statut d'emploi..., les moins favorisés meurent plus prématurément. Dans cette vie plus courte, ils vivent également plus longtemps avec des maladies ou des incapacités. Ainsi, sur les 47 ans qui restent à vivre, en moyenne, à un homme cadre supérieur de 35 ans, celui-ci peut espérer vivre 34 ans sans aucune incapacité même légère, tandis que pour un ouvrier, ce seront 24 ans sur 41 au total. Pour les femmes, si l'écart d'espérance de vie entre cadres supérieures et ouvrières est deux fois moins important que pour les hommes (3 ans), la différence est plus proche pour l'espérance de vie sans aucune incapacité (8 ans). [...] Les écarts de mortalité entre groupes sociaux s'observent pour la plupart des pathologies. Ils sont particulièrement élevés pour certaines d'entre elles : un homme ouvrier a deux fois et demie plus de chances de mourir d'un AVC avant 65 ans qu'un cadre, un non diplômé 4,4 fois plus de chances de décéder d'un cancer des voies aéro-digestives supérieures qu'un bachelier. Les cancers contribuent, globalement, à 40 % des écarts de mortalité entre les deux niveaux d'éducation, les maladies cardiovasculaires à un tiers. Pour les femmes, ce sont ces dernières qui contribuent le plus à la surmortalité des non diplômées (pour 40 %), devant les cancers.

Dominique POLTON, « Les inégalités de santé », Cahiers français, 2015.

DOC 3

Évolution entre 1998 et 2015 du patrimoine brut financier, immobilier et professionnel moyen par tranches



Champ : France métropolitaine

Source : INSEE, enquêtes Patrimoine 1997 à 2015.

DOC 4

Niveaux de vie annuels et indicateurs d'inégalités de 1996 à 2016

	1996	2001	2006	2011	2016
Seuils de niveau de vie (en euros 2016)					
Niveau de vie médian (D5)	17 310	18 770	19 700	20 430	20 520
Premier décile de niveau de vie (D1)	9 110	10 260	10 760	10 850	11 040
Neuvième décile de niveau de vie (D9)	31 880	35 060	36 540	38 730	37 570
Masses de niveau de vie détenues					
S20 (en %)	8,8	9,0	8,9	8,5	8,9
S50 (en %)	31,0	30,8	30,6	29,9	30,8
S80 (en %)	62,8	61,9	61,4	60,6	62,1
Indice de Gini	0,282	0,289	0,294	0,305	0,288

Champ : France métropolitaine, personnes vivant dans un ménage dont le revenu déclaré est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

Sources : INSEE-DGFIP-CNAF-CNAV-CCMSA, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux.

Sujet Bac n° 3 Épreuve composée

PARTIE 1 MOBILISATION DES CONNAISSANCES 4 PTS

SUJET

Illustrez, à l'aide de deux exemples, les effets du marché unique sur la croissance.

PARTIE 2 ÉTUDE D'UN DOCUMENT 6 PTS

SUJET

1) Montrez que des incitations sélectives peuvent expliquer l'engagement politique des individus.
2) À l'aide du document, vous caractériserez le lien entre catégorie socioprofessionnelle et taux d'adhésion à des associations.

Taux d'adhésion à des associations chez les cadres et ouvriers en 2016 (en %)

Association	Cadres et prof. intel. sup.	Ouvriers (y c. ouvriers agricoles)
Action sanitaire et sociale ou humanitaire et caritative	11,0	3,2
Sport	25,8	16,3
Culture	16,7	3,8
Loisirs	10,1	5,2
Défense de droits et d'intérêts communs	5,5	1,0
Syndicat (hors groupement professionnel)	9,0	5,6
Ensemble	56,9	32,6

Champ : France métropolitaine, personnes âgées de 16 ans ou plus résidant en ménages ordinaires.
Source : INSEE, enquêtes SRCV, 2018.

PARTIE 3 RAISONNEMENT S'APPUYANT SUR UN DOSSIER DOCUMENTAIRE 10 PTS

SUJET

À l'aide de vos connaissances et des documents, vous montrerez que l'évolution des formes de l'organisation du travail a des effets sur les conditions de travail.

DOC 1

Évolution des contraintes sur le rythme de travail déclarées par les salariés (en % des salariés interrogés)

Rythme de travail imposé par…	1978	1998	2016
Le déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce	3	6	8
La cadence automatique d'une machine	6	7	7
D'autres contraintes techniques	7	16	17
La dépendance immédiate vis-à-vis des collègues	13	27	29
Des normes de production à satisfaire en une journée	21	43	48
Une demande extérieure	34	65	70
Les contraintes ou surveillances permanentes de la hiérarchie		29	31
Un contrôle ou un suivi informatisé			35

Champ : salariés de France métropolitaine.
Source : « Quelles sont les évolutions récentes des conditions de travail et des risques psychosociaux ? », DARES Analyses n° 082, décembre 2017.

DOC 2

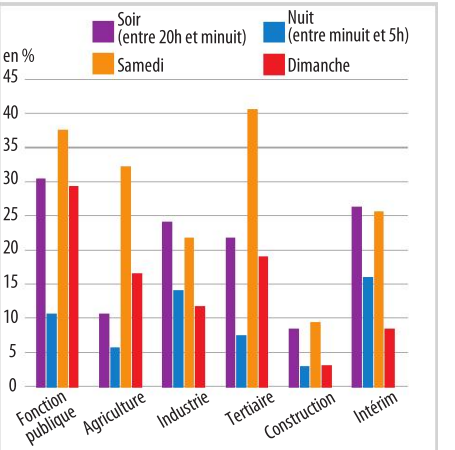
Les formes modernes d'organisation […] se distinguent l'une de l'autre par leur approche managériale et leur rapport au travail. L'organisation apprenante est orientée vers le travailleur et s'appuie sur une approche du travail volontariste, d'où découlent des pratiques organisationnelles et managériales participatives (décentralisation des décisions et autonomie, travail en équipe). Ses maîtres mots sont autonomie, apprentissage et enrichissement du travail. En 2010, ce modèle concernait […] principalement des cadres, dirigeants ou non, et des professions intermédiaires. […]

L'organisation en *lean production* est quant à elle orientée vers les exigences du marché, le travailleur devant sans cesse s'adapter à des contraintes externes mouvantes, par la mise en place de pratiques performantes (management par la qualité, travail en équipe, rotation des tâches et juste-à-temps). […] Les entreprises qui en relèvent sont celles qui concentrent le plus d'ouvriers et d'employés qualifiés. […]

Salima BENHAMOU, « Imaginer l'avenir du travail. Quatre types d'organisation du travail à l'horizon 2030 », Document de travail N° 2017-05, avril, France Stratégie.

DOC 3

Fréquence mensuelle moyenne des horaires atypiques en 2017 selon les secteurs d'activité



Champ : ensemble des salariés ; France entière (hors Mayotte).
Lecture : en 2017, 29,3 % des salariés de la fonction publique travaillaient le dimanche.
Source : INSEE, enquête Emploi 2017 ; calculs DARES.

Dissertation

SUJET

Quelles sont les causes du chômage structurel ?

DOC 1

Importance des éventuelles barrières à l'embauche citées par les entreprises (en % des salariés du secteur)

	Industrie	Services	Bâtiment	Ensemble des secteurs
Incertitude situation économique	34	24	54	28
Main-d'œuvre compétente indisponible	29	24	41	27
Coûts recrutement	5	6	9	6
Cotisations sociales trop élevées	17	17	32	18
Niveau des salaires trop élevé	5	7	7	7
Coûts de licenciement	12	9	22	10
Risques juridiques associés au licenciement	14	13	26	14
Pérennité législation du travail	11	10	21	11
Autres	5	3	4	4

Lecture : les entreprises industrielles qui citent l'incertitude sur la situation économique parmi les principales barrières à l'embauche emploient 34 % des salariés du secteur.

Note : la moitié des entreprises sont confrontées à des barrières au moment d'embaucher des travailleurs en CDI ou CDD de longue durée. Plusieurs barrières à l'embauche peuvent être citées par une même entreprise.

Source : INSEE, Note de conjoncture, juin 2017.

DOC 2

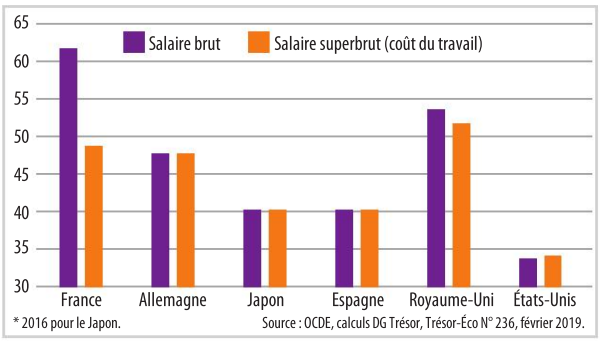
Taux de chômage (en %) pour quelques pays de l'OCDE en 2017

	Taux de chômage
France	9,4
Allemagne	3,7
Japon	2,8
Espagne	17,2
Royaume-Uni	4,3
États-Unis	4,4

Source : OCDE, 2020.

DOC 3

Ratio entre le salaire minimum et le salaire médian en 2017*



* 2016 pour le Japon.

Source : OCDE, calculs DG Trésor, Trésor-Éco N° 236, février 2019.

DOC 4

Au cours des trois dernières années, le marché du travail français a été relativement dynamique : plus de 500 000 emplois ont été créés, le nombre de déclarations d'embauches a fortement augmenté, et les indicateurs de demande de main-d'œuvre des entreprises indiquent une croissance importante. Les projets de recrutement mesurés par l'enquête « Besoin de main-d'œuvre » de Pôle Emploi ont ainsi crû de plus de 30 % entre 2015 et 2018.

Dans le même temps, le taux de chômage a diminué, mais reste cependant à un niveau élevé (9,1 %). Dans le même temps, le nombre d'entreprises déclarant rencontrer des difficultés de recrutement a sensiblement augmenté depuis 2016, dans tous les secteurs d'activité. Lorsqu'on les interroge spécifiquement dans les enquêtes de conjoncture sur les barrières à l'embauche qu'elles peuvent rencontrer, les entreprises citent l'indisponibilité de main-d'œuvre compétente comme raison principale de leurs difficultés à embaucher.

Il semble donc exister un problème d'ajustement entre l'offre et la demande de travail en France, avec la coexistence d'une demande de travail de la part des entreprises qui croît et d'une main-d'œuvre disponible relativement importante. […]

Une analyse des données croisant de nombreux indicateurs de demande de travail (nombre de projets de recrutement, nombre de postes vacants…) et d'offre de travail (nombre de chômeurs ou de demandeurs d'emploi…) pour chaque métier illustre bien la diversité et la complexité des situations. En particulier, deux situations, toutes deux problématiques en termes d'ajustement, mais pour des raisons sensiblement différentes, se détachent :

La première correspond à des métiers pour lesquels les besoins de recrutement sont élevés, et le vivier de main-d'œuvre disponible est réduit […]. Il s'agit notamment de métiers qualifiés, de cadres ou de techniciens, dans des secteurs en croissance, comme les ingénieurs de l'informatique ou les techniciens de l'énergie. Le mauvais ajustement du marché du travail sur ces métiers pourrait notamment être lié à des problématiques de qualification.

La seconde situation de tension correspond à des métiers pour lesquels les besoins de recrutement sont également élevés, mais le vivier de main-d'œuvre est plus important […]. Il s'agit souvent de métiers moins qualifiés, dans des secteurs comme le bâtiment, les services aux particuliers ou l'hôtellerie-restauration.

« La situation du marché du travail au 3e trimestre 2018 », DARES, 2019.

Sujet Bac n° 4 Épreuve composée

PARTIE 1 MOBILISATION DES CONNAISSANCES 4 PTS

SUJET

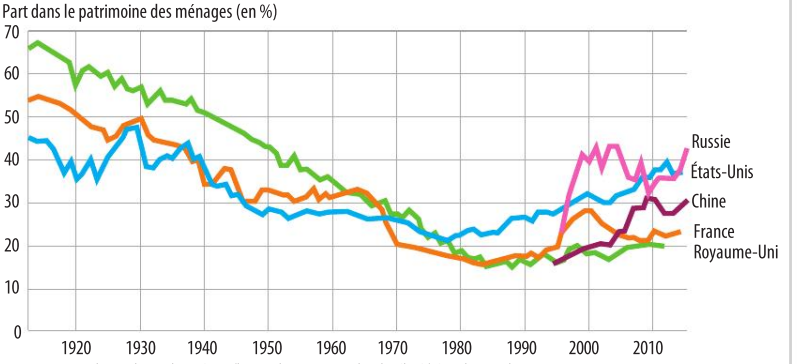
Expliquez comment le numérique accroît les risques de polarisation des emplois.

PARTIE 2 ÉTUDE D'UN DOCUMENT 6 PTS

SUJET

1) **Donnez un exemple d'inégalité économique injuste selon la conception de l'égalitarisme libéral de la justice sociale.**
2) **À l'aide du document, vous comparerez l'évolution des inégalités de patrimoine selon les pays.**

Part de patrimoine des 1 % les plus aisés, 1913–2015



Lecture : En 2015, la part du centile supérieur (les 1 % des patrimoines les plus élevés) était de 43 % du patrimoine total des ménages russes, contre 22 % en 1995.

Source : WID.world, 2018.

PARTIE 3 RAISONNEMENT S'APPUYANT SUR UN DOSSIER DOCUMENTAIRE 10 PTS

SUJET

À l'aide de vos connaissances et des documents, vous montrerez comment l'action collective s'est transformée.

DOC 1

Nombre de journées individuelles non travaillées (JINT) pour fait de grève pour 1 000 salariés en emploi

Champ : entreprises de 10 salariés ou plus du secteur marchand non agricole en France.
Source : DARES 2019.

Nombre de JINT pour 1 000 salariés en emploi					
2010	318	**2013**	79	**2016**	131
2011	77	**2014**	81	**2017**	71
2012	60	**2015**	69		

DOC 2

La théorie des nouveaux mouvements sociaux prend pour objet les mouvements nés dans les années 1960-1970 autour de la libération des femmes, des minorités sexuelles, de la paix et de l'environnement. Ces mouvements sont censés partager une vision globale de la justice et être organisés selon une structure horizontale, décentralisée et souvent informelle. Ils se développeraient dans des sociétés postindustrielles et particulièrement démocratiques, dans lesquelles les grands problèmes sociaux seraient considérés comme réglés. […] Leurs thèmes « post-matérialistes », plus audibles dans les couches sociales possédant un capital culturel élevé, seraient susceptibles de bouleverser le clivage droite-gauche en donnant lieu à des alliances transversales. Les NMS ne chercheraient pas à renverser le gouvernement, mais à influencer les politiques publiques tout en contribuant au renforcement identitaire, au soutien communautaire et à l'expression culturelle. Si l'application de ce modèle aux luttes homosexuelles correspond à une certaine réalité historique, on peut aussi reprocher à la théorie des NMS de placer ces luttes homosexuelles (mais aussi féministes) du côté de l'immatériel alors qu'elles touchent à tant de questions juridiques, économiques et infrastructurelles.

Sébastien CHAUVIN et Arnaud LERCH, Sociologie de l'homosexualité, Éd. La Découverte, 2013.

DOC 3

Cristallisé par quelques vidéos virales, le mouvement des « gilets jaunes » de l'hiver 2018-2019 […] est d'abord prise de parole inédite de composantes des classes populaires (rurales, artisanales, femmes seules) qui étaient jusque-là éloignées des répertoires protestataires et qui s'élèvent contre une série de mesures autour du coût des déplacements, de l'injustice fiscale. Il va propulser dans l'espace public des thématiques largement occultées sur l'essor d'une population de travailleurs pauvres, le déclin de petites villes, la distance aux élus. […] Les Gilets jaunes obligent le président Macron à revenir sur certaines décisions, ils ouvrent les portes d'autres arènes sociales comme les médias (même si souvent critiques ou condescendants) ; ils vont même amener les pouvoirs publics à ouvrir des espaces de discussion inédits (cahiers de doléances, « Grand Débat »).

Érik NEVEU, « Qu'est-ce qu'un mouvement social ? », Sociologie des mouvements sociaux, Éd. La Découverte, 2019.

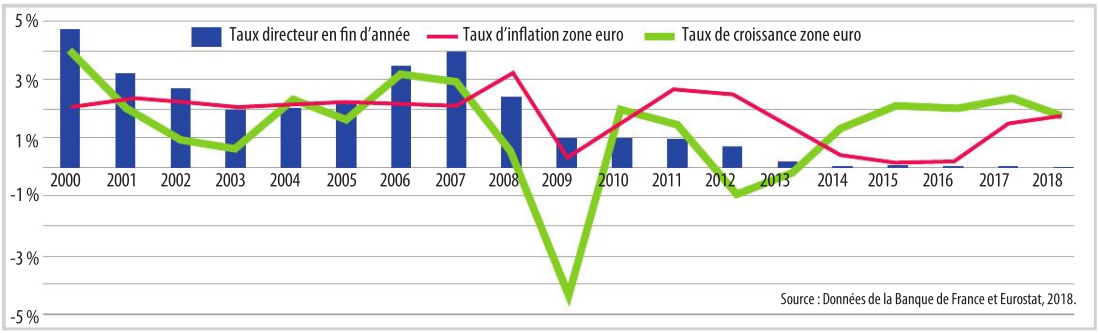
Dissertation

SUJET

Quelles sont les difficultés de coordination des politiques monétaires et budgétaires dans la zone euro ?

DOC 1

Taux directeur de la BCE, taux d'inflation et taux de croissance dans la zone euro depuis 2000



Source : Données de la Banque de France et Eurostat, 2018.

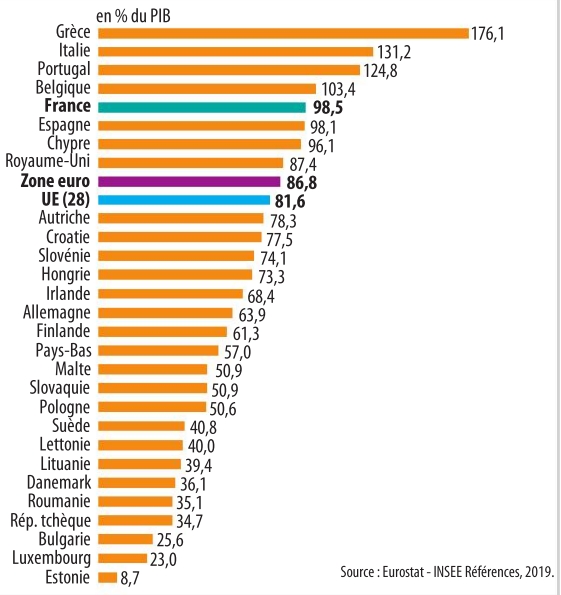
DOC 2

Le Pacte de stabilité et de croissance (PSC), adopté en 1997, constitue la pierre angulaire de la gouvernance budgétaire européenne. Il comporte aujourd'hui trois règles principales qui s'appliquent à l'ensemble des États membres de l'Union européenne : un plafond de déficit budgétaire à 3 % du PIB, un plafond de dette publique fixé à 60 % du PIB et l'objectif d'atteindre « une position proche de l'équilibre ou excédentaire » à moyen terme pour le déficit public. Une série des réformes ont été mises en œuvre afin de compléter l'édifice. Elles fixent de nouveaux objectifs en termes structurels – pour laisser de la place aux stabilisateurs automatiques – et introduisent des flexibilités pour alléger le carcan des objectifs numériques rigides qui s'appliquent de façon homogène à des pays qui peuvent être en situation hétérogène.

Bruno DUCOUDRÉ, « Refonte des règles budgétaires européennes », Revue de l'OFCE, vol. 158, no. 4, 2018.

DOC 3

Dette publique au sein de l'UE en 2017



Source : Eurostat - INSEE Références, 2019.

DOC 4

Taux d'inflation et taux de croissance du PIB réel dans quelques pays de la zone euro

	Allemagne		Grèce		Espagne		France	
	taux d'inflation	taux de croissance	taux d'inflation	taux de croissance	taux d'inflation	taux de croissance	taux d'inflation	taux de croissance
2008	2,8	1	4,2	-0,3	4,1	0,9	3,2	0,3
2009	0,2	-5,7	1,3	-4,3	-0,2	-3,8	0,1	-2,9
2010	1,1	4,2	4,7	-5,5	2	0,2	1,7	1,9
2011	2,5	3,9	3,1	-9,1	3	-0,8	2,3	2,2
2012	2,2	0,4	1	-7,3	2,4	-3	2,2	0,3
2013	1,6	0,4	-0,9	-3,2	1,5	-1,4	1	0,6
2014	0,8	2,2	-1,4	0,7	-0,2	1,4	0,6	1
2015	0,7	1,7	-1,1	-0,4	-0,6	3,8	0,1	1,1
2016	0,4	2,2	0	-0,2	-0,3	3	0,3	1,1
2017	1,7	2,5	1,1	1,5	2	2,9	1,2	2,3
2018	1,9	1,5	0,8	1,9	1,7	2,4	2,1	1,7

Source : Données Eurostat, 2020.

Chapitre 1

DOSSIER 1 **Autoévaluation** p. 19

Il existe deux facteurs de production essentiels à la croissance économique : le facteur **travail** qui dépend de la **population active** occupée et de la durée du travail, et le facteur **capital** qui se cumule grâce à l'**investissement**. L'augmentation de ces deux facteurs va permettre d'augmenter les **quantités produites**, et donc elle crée de la croissance. Il existe, toutefois, une partie de la croissance qui ne s'explique pas par l'augmentation de ces deux facteurs de production, mais par une amélioration de leur **efficacité**. Ce gain d'efficacité est mesuré par la **productivité globale des facteurs**. Plus la combinaison des facteurs de production est efficace et plus les entreprises vont pouvoir augmenter les quantités produites, ce qui est synonyme de croissance économique.

DOSSIER 2 **Autoévaluation** p. 21

1. Faux. – **2.** Faux. – **3.** Vrai. – **4.** Vrai.

DOSSIER 3 **Autoévaluation** p. 23

Les **droits de propriété** sont fondamentaux pour favoriser la croissance économique. En effet, sans droit de propriété, les entreprises ne sont pas incitées à produire puisqu'elles peuvent se faire « **voler** » leur production. La **contrefaçon**, par exemple, est considérée comme une fraude puisque le droit de propriété est utilisé par quelqu'un qui n'y est pas autorisé. De même, un entrepreneur qui **innove** peut se faire dérober le résultat de ses **recherches** s'il ne dépose pas un **brevet** pour protéger son innovation. Pour cela, il faut que les pays disposent d'**institutions** solides et non **corrompues** (**tribunaux**, autorités de la concurrence, banques centrales…) pour **inciter** à innover et ainsi favoriser l'activité et la **croissance** économique.

DOSSIER 4 **Autoévaluation** p. 25

(de gauche à droite et de haut en bas) **Invention** – **Innovation** – « Grappes d'innovations » par imitation et diffusion – **Création** ; Croissance de l'activité d'entreprises – **Destruction** ; Déclin de l'activité d'entreprises – **Alternance de hausse et de baisse de la production et de l'emploi**

DOSSIER 5 **Autoévaluation** p. 27

Les **inégalités** ont fortement augmenté ces dernières années dans les pays riches et développés. Une des explications possibles est le **progrès technique**. Les nouvelles technologies accroissent la productivité des travailleurs les plus **qualifiés**, ce qui entraîne pour ces derniers des rémunérations plus élevées. Mais face au développement des technologies, la population se forme toujours plus, ce qui a pour effet d'augmenter l'**offre** de travail qualifié et de baisser les salaires.

DOSSIER 6 **Autoévaluation** p. 29

1. Vrai. – **2.** Faux. – **3.** Faux. – **4.** Faux.

TESTEZ VOS CONNAISSANCES ! p. 36-37

Exercice 1

1. Travail – **2.** Capital – **3.** Capital & PGF – **4.** PGF – **5.** Travail – **6.** Capital – **7.** Capital & PGF – **8.** Travail & PGF.

Exercice 2

La croissance économique s'explique en grande partie par le **progrès technique** et les gains de **productivité** qu'il permet de réaliser. Il est donc fondamental de le stimuler via l'**investissement**. Les théories de la croissance **endogène** développées à partir des années 1980 insistent sur la nécessité d'investir dans la **recherche-développement**, l'innovation, l'**éducation** et les infrastructures pour créer les conditions de cette croissance. Par exemple, investir dans l'éducation permet d'accroître la somme des **connaissances** disponibles, ce qui profite à tous les secteurs d'activité et permet l'innovation. L'**accumulation** de capitaux résultant de ces investissements est à l'origine d'une croissance dite endogène.

Le progrès technique est aussi à l'origine d'un double processus : celui de **destruction** des activités, industries et emplois vieillissants mais aussi de **création** grâce aux innovations de **produits** et de **procédés**. De nouveaux produits et secteurs d'activité se développent alors. On parle de destruction créatrice.

Exercice 3

1. Faux. Ce sont les innovations de procédés qui pèsent sur les salaires des ouvriers et des employés. – **2. Faux.** Les emplois des plus qualifiés se transforment aussi. – **3. Vrai.** – **4. Vrai.** – **5. Vrai et Faux.** Certaines entreprises ont aussi besoin de main-d'œuvre peu ou pas qualifiée. – **6. Vrai** – **7. Faux.** *Soutenable* est synonyme de *durable*. « La croissance est endogène » signifie qu'elle est auto-entretenue grâce à l'accumulation de différents types de capitaux. – **8. Faux.** Le processus de destruction créatrice signifie que l'innovation crée et détruit à la fois des activités et des emplois.

Exercice 4

Horizontal : 3. Pollution – **5.** Inégalités – **7.** Brevet – **8.** Soutenable – **9.** Productivité – **10.** Investissement

Vertical : 1. Innovation – **2.** Endogène – **4.** Institutions – **6.** Travail

Chapitre 2

DOSSIER 1 **Autoévaluation** p. 47

Le Vietnam est relativement bien doté en facteur travail mais peu en facteur capital. C'est le contraire pour la France. Le Vietnam a donc un avantage comparatif dans les productions qui utilisent intensivement le facteur **travail** alors que la France a un avantage comparatif dans les productions intensives en facteur **capital**. Au Vietnam, le prix du facteur travail est relativement **moins** cher qu'en France car il est **plus** abondant. Le Vietnam se spécialise donc dans les productions qui utilisent davantage de facteur **travail** que de facteur **capital**, alors que la France se spécialise dans les productions intensives en facteur **capital**, ce qui permet aux pays d'échanger en obtenant un gain à l'échange.

DOSSIER 2 **Autoévaluation** p. 49

Depuis la Seconde Guerre mondiale, le commerce international a connu deux évolutions majeures :

– le développement des échanges de produits similaires entre des pays comparables, ou commerce **intrabranche**. Il s'explique essentiellement par la **diversité** des goûts des consommateurs et par une volonté de **différenciation** des produits de la part des firmes ;

– le développement du commerce **intrafirme** du fait de la **fragmentation** de la chaîne de valeur.

DOSSIER 3 **Autoévaluation** p. 51

Innovation et/ou amélioration du capital humain → Hausse de la **productivité** → Baisse des **prix** → Amélioration de la **compétitivité** → Hausse des **exportations**

DOSSIER 4 **Autoévaluation** p. 53

1. Faux. – **2.** Vrai. – **3.** Faux. – **4.** Vrai.

DOSSIER 5 **Autoévaluation** p. 55

1. Vrai. – **2.** Faux. – **3.** Vrai. – **4.** Faux. – **5.** Vrai.

DOSSIER 6 **Autoévaluation** p. 57

Le **libre-échange** génère des gains à l'échange car chaque pays produit plus efficacement en se spécialisant dans le domaine où il a un **avantage comparatif**, qui s'accroît avec l'extension des marchés et les **économies d'échelle**. Il favorise aussi la concurrence et donc l'**innovation**. Cependant, le protectionnisme peut permettre de sauvegarder des **emplois** ou de faire évoluer la **spécialisation** du pays.

TESTEZ VOS CONNAISSANCES ! p. 66-67

Exercice 1

1. Obélix.

2. Pour produire 8 menhirs, Obélix doit renoncer à **150** casques romains. Donc, pour produire 1 menhir, il doit renoncer à **18,75** casques romains (**150/8**). Le coût d'opportunité du menhir pour Obélix est donc de **18,75** casques romains.
En revanche, pour produire 3 menhirs, Astérix doit renoncer à **130** casques romains. Donc, pour produire 1 menhir, il doit renoncer à **43,3** casques romains (**130/3**). Le coût d'opportunité du menhir pour Astérix est donc de **43,3** casques romains.
Le coût d'opportunité de la production de menhirs est donc plus faible pour **Obélix**. Il dispose donc d'un avantage comparatif dans la production de ce bien.
Astérix ne dispose d'aucun avantage absolu car il est moins efficace dans les deux domaines. Toutefois, pour rapporter les casques romains, il est moins désavantagé que dans la fabrication de menhirs. En effet, il est **2,6** fois (**8/3**) moins rapide dans la production de menhirs qu'**Obélix**, alors qu'il n'est que **1,15** fois (**150/130**) moins efficace dans la récolte de casques romains. **Astérix** dispose donc d'un avantage comparatif dans la récolte de casques romains, car c'est dans ce domaine qu'il est relativement le moins désavantagé.

Exercice 2

1. Vrai. – **2. Faux.** Selon la loi des avantages comparatifs, les pays les moins efficaces se spécialisent dans la production où ils sont relativement les moins défavorisés et participent ainsi au commerce international. Donc, tous les pays ont un avantage comparatif. – **3. Vrai.** Fragmenter la chaîne de valeur n'implique pas nécessairement une internationalisation de la chaîne de valeur, même si les deux vont souvent de pair. – **4. Vrai.** – **5. Faux.** Le commerce international accroît les inégalités à l'intérieur des pays mais il diminue celles entre les pays. – **6. Vrai.** Au XIX^e^ siècle, protéger les industries naissantes a permis aux États allemands de développer une industrie et de rattraper les pays déjà industrialisés (Royaume-Uni et France). – **7. Vrai.** – **8. Faux.** L'internationalisation de la chaîne de valeur favorise les échanges intrafirmes (entre la maison mère et les filiales) ou interfirmes (entre les entreprises et leurs sous-traitants), ce qui accroît le volume des échanges entre les pays. – **9. Faux.** Le commerce international favorise la hausse d'emplois qualifiés dans les pays développés et favorise la hausse des emplois non qualifiés dans les pays en développement. – **10. Vrai.** – **11. Vrai.** – **12. Vrai.**

Exercice 3

• Pays développés → Spécialisation dans des productions intensives en travail **qualifié** → Hausse (↗) demande de travail **qualifié** et Baisse (↘) demande de travail **non qualifié** → **Hausse** (↗) des salaires des travailleurs qualifiés & **Baisse** (↘) des salaires des travailleurs non qualifiés → **Hausse** (↗) des inégalités salariales entre les travailleurs qualifiés et non qualifiés
• Pays en développement → Spécialisation dans des productions intensives en travail **non qualifié** → Baisse (↘) demande de travail **qualifié** et Hausse (↗) demande de travail **non qualifié** → **Baisse** (↘) des salaires des travailleurs qualifiés & **Hausse** (↗) des salaires des travailleurs non qualifiés → **Baisse** (↘) des inégalités salariales entre les travailleurs qualifiés et non qualifiés

Chapitre 3

DOSSIER 1 Autoévaluation p. 75

1. Faux. – **2.** Vrai. – **3.** Faux. – **4.** Vrai.

DOSSIER 2 Autoévaluation p. 77

Une hausse de la **demande anticipée** (consommation et investissement) par les **entreprises** entraîne une hausse de la production et, généralement, une hausse de la **productivité du travail** car les entreprises tardent d'abord à embaucher. Le chômage conjoncturel diminuera alors si, et seulement si, à terme la hausse des **emplois** est supérieure à la hausse de la **population active**.

DOSSIER 3 Autoévaluation p. 79

Le chômage structurel désigne la partie du chômage qui ne dépend pas de l'évolution à court terme de l'**activité économique**. Il résulte de problèmes d'**appariement** entre **offre** de travail (travailleurs) et **demande** de travail (employeurs) qui proviennent de **frictions** : des imperfections dans le fonctionnement du marché du travail, comme l'**asymétrie d'information** et certaines **institutions** (règles de protection de l'emploi, salaire minimum).

DOSSIER 4 Autoévaluation p. 81

1. Vrai. – **2.** Faux. – **3.** Vrai. – **4.** Faux.

DOSSIER 5 Autoévaluation p. 83

Stagnation des salaires nets – Baisse des **cotisations sociales** → Baisse du **coût du travail** → Moindre substitution du **capital** au **travail** – Hausse de la **compétitivité** → Hausse des **emplois**

DOSSIER 6 Autoévaluation p. 85

Flexibilité → **Baisse des coûts de production** → Baisse des prix → Hausse de la demande de biens et de services → **Hausse de la production** → **Créations d'emplois**

TESTEZ VOS CONNAISSANCES ! p. 94-95

Exercice 1

1. Faux. Le chômage résulte d'une offre d'emplois inférieure à la demande. – **2. Vrai.** – **3. Vrai.** – **4. Vrai.** – **5. Faux.** Cela dépend du niveau de ce salaire minimum (supérieur ou pas au salaire d'équilibre). Des allègements de cotisations sociales peuvent compenser son niveau élevé, et ce salaire minimum peut soutenir la demande globale. – **6. Vrai.** – **7. Vrai.** – **8. Faux.** Le coût du travail correspond au salaire net (perçu par le salarié), auquel s'ajoutent les cotisations sociales salariales et patronales. – **9. Vrai.** – **10. Faux.** Le salaire d'efficience est un salaire supérieur au salaire d'équilibre, dont l'objectif est d'attirer les meilleurs travailleurs et de les inciter à être plus productifs.

Exercice 2

Soutien de la demande : 3 ; 5
Baisse du coût du travail : 1 ; 6
Flexibilité : 2 ; 4

Exercice 3

Hausse des taxes américaines sur les importations de vins français → Baisse de la demande américaine en vins français → Baisse de l'activité viticole française → Baisse de la demande de travail dans les domaines viticoles → Hausse du chômage conjoncturel

Exercice 4

1. b) c) ; **2.** b) ; **3.** a) ; **4.** b) c)

Chapitre 4

DOSSIER 1 Autoévaluation p. 103

1. Baisse du prix des actifs → **2.** Hausse des difficultés des institutions financières → **3.** Diminution du crédit bancaire → **4.** Récession → **1.** Baisse du prix des actifs, etc.

DOSSIER 2 Autoévaluation p. 105

↗ Prix des actifs → Prophéties autoréalisatrices + Mimétisme → ↗ Demande des actifs → Demande > Offre → ↗ Prix des actifs, etc.

DOSSIER 3 Autoévaluation p. 107

Titrisation → Aléa moral → Augmentation des risques bancaires → Risque systémique → Protection des banques et des déposants → Aléa moral, etc.

DOSSIER 4 Autoévaluation p. 109

1. Faux. – **2.** Vrai. – **3.** Vrai.

DOSSIER 5 Autoévaluation p. 111

Lors d'une crise financière, les ménages et entreprises dépensent moins, ce qui risque d'entraîner une **récession**. En effet, d'une part,

la chute du prix des actifs crée un effet de richesse **négatif** : les ménages se sentent **moins** riches. D'autre part, il y a une contraction du crédit. En effet, comme les actifs servent de collatéraux aux crédits, les banques sont **moins** désireuses de prêter, et les ménages et entreprises peuvent **moins** emprunter. Ils sont forcés de **réduire** leurs dépenses et **de vendre** des actifs en catastrophe pour se désendetter, ce qui **diminue** encore le prix des actifs.

DOSSIER 6 **Autoévaluation** p. 113

Les autorités cherchent à réduire la fréquence et la gravité des **crises financières**. D'une part, elles définissent des **ratios de solvabilité**, c'est-à-dire exigent des banques qu'elles disposent d'un minimum de **fonds propres** pour être plus prudentes et plus solides. D'autre part, à travers leur mission de **supervision**, les autorités, notamment les **banques centrales**, veillent au bon respect de ces règles prudentielles.

TESTEZ VOS CONNAISSANCES ! p. 122-123

Exercice 1

1. Faux. La Grande Récession de 2008 a été déclenchée par un krach immobilier à l'été 2007, qui a entraîné une crise bancaire, puis un effondrement de la bourse en septembre 2008. – **2. Vrai.** – **3. Vrai**. – **4. Faux**. S'ils pensent que les prix vont continuer à augmenter, les spéculateurs vont garder ces titres, voire en acheter encore, pour faire une plus-value (revendre plus cher que le prix d'achat). – **5. Vrai.** – **6. Faux.** Les banques remontent leurs taux d'intérêt pour augmenter leurs revenus, accorder moins de crédits et sélectionner des emprunteurs plus solvables. – **7. Vrai**. – **8. Vrai**. – **9. Vrai**. – **10. Faux**. Il faut aussi réguler les marchés financiers.

Exercice 2

1. a) b) d) [c) Faux : par exemple, lors de la grande dépression des années 1930, le déficit de demande s'est traduit par une déflation (baisse durable de l'ensemble des prix)] ; **2. a) b) d)** [c) Faux : certains prix augmentent] ; **3. a) c)** [d) Faux : c'est un effet de richesse positif] ; **4. a) c) d)** [b) Faux : ces ventes d'actifs conduisent à une baisse des prix d'actifs] ; **5. a) b)** [d) Faux : dans ce cas, la demande de crédit augmente, car le coût de l'emprunt diminue] ; **6. a) d)** [b) Faux : comme leur nom l'indique, les fonds propres appartiennent à la banque, et ne doivent être remboursés à personne ; c) Faux : ils font partie du passif de la banque, car c'est, avec la dette, une des ressources des banques]

Exercice 3

Le prix d'un actif chute ! → 1 b) → 2 a) → 3 e) → 4 d) → 5 c) → etc.

Exercice 4

Les crises financières sont marquées par des **faillites bancaires en chaîne**. Par exemple, les banques en difficulté vendent en catastrophe des **actifs** pour récupérer des **liquidités**, mais ces **ventes forcées** poussent à la baisse le prix de ces actifs, ce qui met en difficulté les autres banques qui en possèdent.

Une faillite bancaire érode aussi la **confiance** vis-à-vis de l'ensemble des institutions financières. Les déposants peuvent se ruer aux guichets pour vider leurs comptes : c'est la **panique bancaire**. Ainsi, certaines faillites bancaires relèvent des **anticipations autoréalisatrices** : il suffit que ses créanciers et ses déposants pensent qu'elle va faire faillite pour qu'une banque fasse faillite, même si elle était fondamentalement saine.

Enfin, lorsque les banques se retrouvent en difficulté, elles restreignent leurs prêts, or une **contraction du crédit** pénalise l'activité économique : les entreprises risquent de connaître des **faillites en chaîne**, le **chômage** d'augmenter et le **PIB** de chuter. Les ménages et les entreprises auront plus de difficulté à rembourser leur crédit, ce qui aggravera en retour les difficultés des banques.

Chapitre 5

DOSSIER 1 **Autoévaluation** p. 131

1. Faux. La zone euro est une union économique et monétaire. – **2.** Faux. C'est l'Acte unique en 1986. – **3.** Vrai. – **4.** Vrai. – **5.** Faux. La Banque centrale européenne gère la politique monétaire des pays membres de la zone euro.

DOSSIER 2 **Autoévaluation** p. 133

1. Marché unique – **2. Liberté de circulation des services** ; **Liberté de circulation des personnes** – **3. Hausse des échanges intra-UE plutôt qu'en dehors de l'UE** – **4. Hausse du PIB**

DOSSIER 3 **Autoévaluation** p. 135

Dans l'Union européenne, la politique de la concurrence contrôle les possibilités de **fusions** des entreprises et les **pratiques anticoncurrentielles** afin d'empêcher les abus de position dominante et les **ententes**. Elle interdit par principe les aides d'État, mais autorise par exception certaines si elles favorisent des **externalités positives** comme la production de services d'intérêt général, l'innovation et la protection de l'environnement. Cette politique est parfois accusée de remettre en question les **services publics** et de handicaper les entreprises européennes, confrontées à des concurrents soumis à des législations plus souples en Chine et aux États-Unis.

DOSSIER 4 **Autoévaluation** p. 137

1. Faux. Les taux d'inflation diffèrent entre les pays.
2. Faux. Elle vise une inflation inférieure mais proche de 2%.
3. Vrai.
4. Faux. Elle a tardé à baisser les taux d'intérêts directeurs, et les a même remontés fin 2011.

DOSSIER 5 **Autoévaluation** p. 139

1. Faux. Les politiques budgétaires sont décidées au niveau national mais contraintes par des règles budgétaires européennes.
2. Faux. La dette publique des pays européens a augmenté fortement depuis 2008 de plus de 25 points de %.
3. Faux. Une grande majorité des pays de l'Union européenne adoptent des politiques budgétaires restrictives depuis la crise financière.
4. Vrai. Grâce à son volet correctif.
5. Faux. La monnaie unique peut favoriser les comportements d'aléa moral et donc de laxisme budgétaire.

DOSSIER 6 **Autoévaluation** p. 141

Dans la zone euro, la politique monétaire est **unique** et conduite de façon indépendante par la BCE, alors que la politique budgétaire est **nationale** mais contrainte par des **règles budgétaires**. En effet, le budget européen est très limité et les institutions de l'UE ne peuvent pas connaître de **déficit** ni emprunter pour le financer. Cette situation entraîne des **défauts de coordination**. La stabilisation de l'activité économique repose sur la seule **politique monétaire**, alors que les politiques budgétaires sont incapables de faire face à des **chocs asymétriques**.

TESTEZ VOS CONNAISSANCES ! p. 148-149

Exercice 1

1. Vrai. – **2. Faux.** Les taux de croissance économique sont hétérogènes au sein de l'Union européenne. – **3. Faux.** La politique de la concurrence européenne limite les ententes et peut empêcher certaines fusions. – **4. Vrai.** – **5. Faux.** Ce sont les politiques budgétaires qui sont contraintes par des règles en matière de déficit public et de dette publique. – **6. Faux.** L'harmonisation des politiques économiques conjoncturelles des pays européens est un échec du fait de positionnements différents dans les cycles économiques et de l'impossibilité pour la politique monétaire de la BCE de faire face aux chocs asymétriques. – **7. Vrai.**

Exercice 2

1. c) ; **2.** a) ; **3.** a) ; **4.** b) ; **5.** a) et b)

Exercice 3
La construction européenne a débuté avec la signature du Traité sur le charbon et l'acier en 1951 qui permettait à six États membres de soutenir collectivement leurs industries afin de les moderniser. Cette construction s'est poursuivie ensuite avec un **approfondissement** de leurs relations, mais aussi un **élargissement** à de nouveaux membres. Grâce à la libre circulation des biens, services, capitaux et personnes, l'Union européenne devient un **marché unique**, source de croissance économique. La **concurrence** qui s'y exerce est censée être libre et non faussée, notamment via le démantèlement des **ententes**.
De plus, la BCE mène pour la zone euro une politique **monétaire** unique et mobilise plusieurs canaux de transmission : **taux directeurs**, facilitation de prêts de long terme aux banques commerciales, etc. Mais les politiques **budgétaires** restent du ressort de chaque État membre, handicapant la coordination avec la BCE lors d'un **choc asymétrique** notamment. L'intégration européenne a d'ailleurs été malmenée ces dix dernières années, à la suite de la crise financière et des velléités de certains États de vouloir s'affranchir de ses règles, à l'image du **Brexit**.

Exercice 4
Vertical : 1. clémence – **2.** indépendante – **3.** dette – **6.** réel
Horizontal : 4. coordination – **5.** centrale – **7.** directeur – **8.** récession

Chapitre 6

DOSSIER 1 **Autoévaluation** p. 161
1. Faux. – **2.** Faux. – **3.** Faux. – **4.** Vrai. – **5.** Faux.

DOSSIER 3 **Autoévaluation** p. 165
1. Vrai. – **2.** Vrai. – **3.** Faux. – **4.** Faux.

DOSSIER 4 **Autoévaluation** p. 167
Pour Karl Marx, il existe **un seul** facteur de stratification sociale. Les classes sociales sont définies par **la place dans les rapports de production**. Pour Max Weber, il y a **trois** facteurs de stratification sociale : les **groupes de statut** sont définis par le prestige de leurs membres ; les **classes sociales** sont définies par le niveau de richesse de leurs membres ; les **partis politiques** sont définis par le pouvoir politique de leurs membres.

DOSSIER 5 **Autoévaluation** p. 169

Éléments en faveur de l'existence de classes sociales	Éléments en faveur de l'inexistence de classes sociales
La montée des inégalités entre groupes sociaux Les inégalités entre les femmes	Les inégalités de genre L'individualisation des conditions de travail et des salaires L'affaiblissement de l'identification aux classes sociales

TESTEZ VOS CONNAISSANCES ! p. 176-177

Exercice 1
1. Faux. – **2. Faux**. – **3. Vrai**. – **4. Faux**. – **5. Vrai.** – **6. Faux**.

Exercice 2
1. classes sociales (selon Marx) : groupe social défini par sa place dans les rapports de production, dont les membres partagent des conditions de vie similaires et des intérêts communs.
2. classes sociales (selon Weber) : groupe social défini par son niveau de richesse économique, mais dont les membres ne partagent pas forcément des modes de vie ou des intérêts communs.
3. PCS : groupe socioprofessionnel défini par le statut de l'emploi, le contenu de l'emploi et son niveau hiérarchique.
4. groupe de statut (selon Weber) : groupe social défini par son niveau de prestige, dont les membres partagent des valeurs et des modes de vie communs.

Exercice 3
La structure sociale désigne l'existence de **groupes sociaux** différenciés, n'ayant pas les mêmes accès aux ressources économiques, sociales, politiques et symboliques. Des caractéristiques individuelles, comme le **sexe** ou la position dans le cycle de vie, mais aussi des caractéristiques socioprofessionnelles, comme la profession, le **revenu** ou le **diplôme**, déterminent la position des individus dans l'espace social.
Certains sociologues privilégient la notion de **classes sociales** pour analyser la société française. Elle désigne des groupes d'individus ayant la même situation socioprofessionnelle et économique. Cependant, d'autres sociologues mettent en avant l'existence d'autres **inégalités**, et le fait que les **PCS** sont de plus en plus hétérogènes, pour contester l'usage de la notion de **classes sociales** pour analyser la société française contemporaine.

Exercice 4
Hausse des qualifications → **Cadres** / Professions intermédiaires
Féminisation → **Employés**
Tertiarisation → **Ouvriers**
Salarisation → Indépendants

Exercice 5
1. a) b) ; **2.** c) ; **3.** a) ; **4.** c) ; **5.** a) ; **6.** b)

Chapitre 7

DOSSIER 1 **Autoévaluation** p. 187
1. Faux. Cet objectif émerge en même temps que la massification dans les années 1960. – **2.** Faux. Ils servent d'abord à former les futurs citoyens de la République. – **3.** Vrai. – **4.** Vrai.

DOSSIER 2 **Autoévaluation** p. 189

$$\text{Taux de scolarisation} = \frac{\text{Nombre de } \textbf{personnes scolarisées} \text{ de } \textbf{l'âge x}}{\text{Nombre de personnes de } \textbf{l'âge x}}$$

$$\text{Taux d'accès au baccalauréat} = \frac{\text{Nombre de } \textbf{bacheliers} \text{ de } \textbf{la génération x}}{\text{Nombre de personnes de } \textbf{la génération x}}$$

DOSSIER 3 **Autoévaluation** p. 191
1. Vrai. – **2.** Vrai. – **3.** Faux. La socialisation, différenciée selon le genre des enfants, contribue à expliquer la réussite scolaire plus grande des filles. – **4.** Faux. La dotation en capital culturel est aussi un facteur, et ne va pas toujours de pair avec des revenus élevés (exemple : les enseignants).

DOSSIER 4 **Autoévaluation** p. 193
Inégalités économiques et sociales → **Choix de domicile** / **Choix d'établissement** → Inégalités de traitement à l'école → **Choix d'éducation extrascolaires** → Inégalités de résultats scolaires → **Choix d'orientation** → Inégalités de diplômes

TESTEZ VOS CONNAISSANCES ! p. 202-203

Exercice 1
1. Faux. L'école est aussi un lieu d'éducation et de socialisation. – **2. Vrai.** – **3. Faux.** L'accès accru ne garantit pas l'égalité des chances. – **4. Vrai.** – **5. Vrai.** – **6. Vrai.** – **7. Faux.** C'est le genre qui en est la cause, c'est-à-dire non pas la biologie mais la construction sociale de dispositions différentes. – **8. Vrai.** – **9. Vrai.** – **10. Vrai.**

Exercice 2
1. b) c) et d) ; **2.** a) d) ; **3.** c) ; **4.** b)

Exercice 3
(de haut en bas) **1. Inégalités sociales** – **2. Inégalités de traitement** – **3. Inégalités de résultats** – **4. Inégalités d'orientation** –

5. Inégalités de diplômation – **6. Inégalités d'insertion professionnelle**

Exercice 4

Vertical : **1.** investissements – **2.** scolarisation – **7.** méritocratie
Horizontal : **3.** baccalauréat – **4.** genre – **5.** culturel – **6.** stratégie – **7.** massification – **8.** démocratisation – **9.** ségrégation

Chapitre 8

DOSSIER 1 **Autoévaluation** p. 213

1. Faux. – **2.** Vrai. – **3.** Vrai. – **4.** Vrai. – **5.** Faux.

DOSSIER 3 **Autoévaluation** p. 217

1. Les filles d'agricultrice deviennent **plus** souvent ouvrières ou employées non qualifiées que les fils d'agriculteur. **2.** Les fils de père ouvrier ou employé qualifié ont **moins** de chances de devenir profession intermédiaire que les filles de même origine. **3.** Les filles de mère cadre ont **moins** de chances de devenir elles-mêmes cadres que les fils de cadres. **4.** Les filles sont **plus** souvent en mobilité ascendante par rapport à leur mère que par rapport à leur père.

DOSSIER 4 **Autoévaluation** p. 219

Dans les études de mobilité, la **mobilité observée** correspond à la proportion des individus qui occupent une position différente de celle de leurs parents. Une partie de cette mobilité s'explique par des changements dans les emplois entre la génération des parents et celle des enfants : on parle de **mobilité structurelle**. Pour mesurer la mobilité indépendamment de ces changements dans la structure des emplois, les sociologues mesurent une **mobilité relative** en comparant la mobilité d'une catégorie par rapport à une autre (par exemple la mobilité des cadres par rapport à celle des ouvriers). Cette mesure donne une indication de la **fluidité sociale**, c'est-à-dire du niveau d'égalité des chances dans la société à travers la force du lien entre origine et position sociale pour les différentes catégories sociales.

DOSSIER 5 **Autoévaluation** p. 221

1. Vrai. – **2.** Faux – **3.** Faux. – **4.** Vrai.

TESTEZ VOS CONNAISSANCES ! p. 230

Exercice 1

1. Faux. Cela désigne les changements de profession d'un individu au cours de sa vie. – **2. Vrai.** – **3. Faux.** Le nombre de catégories utilisées influence la mobilité observée. Plus on distingue de catégories et plus on mesurera de la mobilité et inversement. – **4. Vrai.** – **5. Faux.** La mobilité structure désigne la mobilité sociale qui s'explique par les évolutions dans la structure des emplois d'une génération à l'autre. – **6. Faux.** La fluidité sociale mesure une mobilité relative, l'influence de l'origine sociale sur la destinée des individus d'un groupe par rapport à un autre. – **7. Faux.** Plus le niveau de formation des individus est élevé, plus ils ont la possibilité de connaître une mobilité ascendante, sauf pour les enfants de cadre pour qui cela renforcera la reproduction sociale. – **8. Vrai.**

Exercice 2

1. Table de destinée – **2.** Table de recrutement – **3.** Table brute – **4.** Table de destinée – **5.** Table brute – **6.** Table de recrutement.

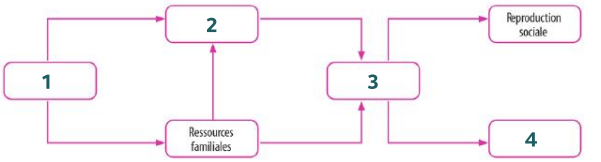
Exercice 3

Évolution des emplois *entraîne* → **Mobilité structurelle** *influence* → **Mobilité sociale** *renforce ou limite* → **Fluidité sociale**

Exercice 4

Évolution de la structure socioprofessionnelle : 2, 3
Niveaux de formation des individus : 1, 6
Ressources et configurations familiales : 4, 5

Exercice 5



1. Configurations familiales – **2.** Niveau de formation – **3.** Emploi obtenu – **4.** Mobilité sociale

Chapitre 9

DOSSIER 1 **Autoévaluation** p. 239

Population totale = Population active + **Population inactive**
Population active = Emploi + **Chômage**
Emploi = Salariés + **Non-salariés**

DOSSIER 2 **Autoévaluation** p. 241

1. Faux. – **2.** Vrai. – **3.** Vrai. – **4.** Faux.

DOSSIER 3 **Autoévaluation** p. 243

Taylorisme	Post-taylorisme
Relation hiérarchique stricte	Flexibilité
Division verticale du travail	Management participatif
Division horizontale du travail	Recomposition des tâches

DOSSIER 4 **Autoévaluation** p. 245

	Effet sur les conditions de travail	
	Positif	Négatif
1.	✓	
2.	✓	
3.		✓
4.	✓	

DOSSIER 5 **Autoévaluation** p. 247

1. Vrai. – **2.** Vrai. – **3.** Faux. – **4.** Faux.

DOSSIER 6 **Autoévaluation** p. 249

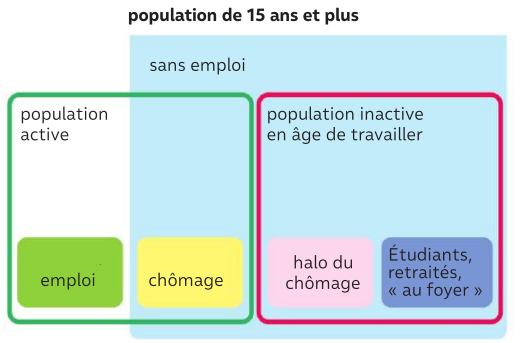
1. Le développement des emplois précaires **affaiblit** le rôle intégrateur du travail. – **2.** Être un travailleur syndiqué est un signe **d'intégration**. – **3.** La précarité de l'emploi correspond à **un risque de chômage élevé**.

TESTEZ VOS CONNAISSANCES ! p. 258-259

Exercice 1

1. a) b) ; **2.** c) d) ; **3.** b) c) ; **4.** a) d) ; **5.** a) c) ; **6.** c)

Exercice 2



Exercice 3
taylorisme : 2 ; 3 ; 5 ; 6 ; 8 ; 10
post-taylorisme : 1 ; 4 ; 7 ; 9

Exercice 4
Horizontal : 2. Polarisation – **5.** Précarisation – **8.** Flexibilité – **9.** Statut – **10.** Halo
Vertical : 1. Inactivité – **3.** Taylorisme – **4.** Management – **6.** Salarié – **7.** Télétravail

Chapitre 10

DOSSIER 1 Autoévaluation p. 267
1. Engagement associatif – **2.** Vote – **3.** Engagement associatif – **4.** Militantisme – **5.** Militantisme – **6.** Consommation engagée – **7.** Consommation engagée.

DOSSIER 2 Autoévaluation p. 269
1. incitations sélectives – **2.** structure des opportunités politiques – **3.** rétributions symboliques – **4.** paradoxe de l'action collective.

DOSSIER 3 Autoévaluation p. 271
1. Les plus diplômés vont être ***plus*** engagés et intéressés par la politique. – **2.** Les ouvriers vont être ***moins*** engagés et intéressés par la politique que les professions intermédiaires. – **3.** Les plus jeunes vont participer ***plus*** à des actions de protestation politique que les plus âgés. – **4.** Les hommes vont être ***plus*** engagés politiquement que les femmes.

DOSSIER 4 Autoévaluation p. 273
1. Faux. – **2.** Vrai. – **3.** Faux. – **4.** Faux. – **5.** Vrai.

DOSSIER 5 Autoévaluation p. 275

	Acteur	Moyen d'action
1.	Parti politique	Pétition
2.	Groupement	Manifestation
3.	Syndicat	Grève
4.	Association	Boycott

TESTEZ VOS CONNAISSANCES ! p. 282-283

Exercice 1
1. Faux. L'engagement politique peut aussi s'effectuer par le militantisme, l'engagement associatif ou par des pratiques de consommation engagée. – **2. Vrai.** – **3. Faux.** Les nouveaux mouvements sociaux décrivent des mouvements qui apparaissent dans les années 1960-70. – **4. Vrai.** – **5. Faux.** Le répertoire d'action collective évolue dans le temps. Les moyens d'actions utilisés au 19e et au 20e siècle ne sont pas les mêmes que ceux qui étaient utilisés au 17e et au 18e siècle. – **6. Vrai.** – **7. Faux.** Les associations et les groupements peuvent aussi être acteurs de mobilisations collectives. – **8. Faux.** Le paradoxe de l'action collective désigne la contradiction entre l'intérêt collectif que les individus peuvent avoir à se mobiliser avec les autres et leur intérêt individuel qui les conduit à laisser les autres agir. – **9. Vrai.** – **10. Faux.** Les hommes vont davantage s'engager politiquement que les femmes.

Exercice 2
Pour rendre compte de l'engagement des individus, Mancur Olson a développé le concept de **paradoxe de l'action collective** qui met en évidence le fait que les individus, même s'ils ont des raisons d'agir pour une cause, ne vont pas nécessairement se mobiliser. Pour encourager l'action collective et l'engagement il est donc nécessaire, selon lui, que les groupes mettent en place des **incitations sélectives**.

Celles-ci ne suffisent cependant pas à expliquer les mobilisations car le militantisme n'apporte pas seulement des avantages matériels mais aussi des **rétributions symboliques**, telles qu'un sentiment d'utilité ou de nouveaux liens de sociabilité. De plus l'engagement des individus dans l'action collective va dépendre de **structure des opportunités politiques**, c'est-à-dire de l'environnement politique et des signaux envoyés aux acteurs qui vont favoriser ou non leur engagement.

Exercice 3
Conflits du travail – CGT – Grève
Nouveaux mouvements sociaux – Greenpeace – Déployer une banderole sur une centrale nucléaire
Luttes minoritaires – Conseil représentatif des associations noires de France (CRAN) – Testing anti-discrimination

Exercice 4
Conflits du travail : 2 ; 6
Nouveaux mouvements sociaux : 1 ; 3 ; 4 ; 7
Luttes minoritaires : 1 ; 4 ; 5 ; 7

Chapitre 11

DOSSIER 1 Autoévaluation p. 295
1. Faux. – **2.** Vrai. – **3.** Vrai. – **4.** Faux. – **5.** Faux.

DOSSIER 2 Autoévaluation p. 297



1. Sectorisation scolaire favorisant l'entre-soi – **2.** Diplômes et qualifications – **3.** Pénibilité du travail – **4.** Cours particuliers et écoles privées – **5.** Inégalités de salaires – **6.** Recours aux médecins spécialistes – **7.** Épargne – 8. Revenus du patrimoine – **9.** Prix du m² selon quartier

DOSSIER 3 Autoévaluation p. 299
Égalité des droits → Peut être purement formelle, juridique.
Égalité des chances → Isoler le mérite individuel est impossible.
Égalité des situations → Désincite à rechercher la réussite.

DOSSIER 4 Autoévaluation p. 301
A) John Stuart Mill → **Citation n° 3** → **c)** Utilitarisme
B) John Rawls → **Citation n° 4** → **d)** Égalitarisme libéral
C) Karl Marx → **Citation n° 1** → **b)** Égalitarisme strict
D) Robert Nozick → **Citation n° 2** → **a)** Libertarisme

DOSSIER 5 Autoévaluation p. 303
Les administrations publiques diminuent les inégalités en se finançant par des prélèvements obligatoires, mais, en France, la **fiscalité** contribue peu à la baisse des inégalités, car les **impôts progressifs** ont une part très faible. Mais l'utilisation de ces ressources corrige les inégalités en finançant la **protection sociale**, des **services collectifs**, et en permettant la mise en place de mesures de lutte contre les **discriminations.**

DOSSIER 6 Autoévaluation p. 305

Crise de financement	Crise d'efficacité	Crise de légitimité
Hausse des dépenses de protection sociale plus rapide que le PIB	Désincitation au travail Faible effet sur les inégalités	Recul du consentement à l'impôt

TESTEZ VOS CONNAISSANCES ! p. 314-315

Exercice 1

1. Faux. Les inégalités de niveaux de vie ont baissé entre 1945 et 1975. – **2. Vrai.** – **3. Faux.** Plus les inégalités sont fortes plus l'écart relatif entre ce que possède les 10 % les plus riches et ce que possède les 10 % les plus pauvres est élevé. – **4. Vrai.** – **5. Faux.** L'égalité des droits ne corrige pas les inégalités économiques et sociales d'origine et ne garantit donc pas l'égalité des situations. – **6. Vrai.** – **7. Faux.** Ce sont les ménages et les employeurs qui versent des cotisations sociales salariales et patronales aux administrations de la Sécurité sociale. – **8. Faux.** La protection sociale est financée majoritairement par les cotisations sociales : elles représentent 61 % des ressources. Néanmoins, la part des impôts dans le financement de la protection sociale a fortement augmenté en 20 ans. – **9. Faux.** La TVA est un impôt proportionnel. – **10. Vrai.**

Exercice 2

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'État-providence a mis en place un système de **protection sociale** qui couvre l'ensemble des risques sociaux. Cette intervention de l'État permet de réduire les inégalités grâce à la **redistribution** qui témoigne de la solidarité de la société. Cette dernière repose sur deux mécanismes : les **cotisations sociales** prélevées sur le salaire brut et les **prestations sociales** (revenus de transfert) versées aux ménages.

De plus, l'État lutte également contre les inégalités en prélevant des **impôts**, néanmoins ils ne sont pas tous justes : ainsi, l'impôt **progressif** dont le taux de prélèvement augmente avec le revenu est celui qui corrige le mieux les inégalités.

Par ailleurs, les inégalités sont également réduites par les **services collectifs** (d'éducation, de santé, de logement) qui sont fournis gratuitement ou quasi gratuitement et financés par les **impôts** ; ainsi la **fiscalité**, au sens large, participe à la justice sociale. Enfin, des mesures de **discrimination positive** (ex. : lois en faveur de la parité en politique, éducation prioritaire, quotas d'élèves boursiers…) visent à rétablir l'égalité des chances.

Exercice 3

Reconstituez deux paragraphes AEI à partir des six phrases suivantes.

§1 : [**A**] **4.** Les inégalités économiques sont cumulatives : les inégalités de revenus créent des inégalités de patrimoine. **[E] 3.** En effet, les inégalités de revenus entraînent des inégalités de patrimoine car la détention d'un patrimoine dépend de la capacité à épargner, et celle-ci augmente avec les revenus. En retour, les inégalités de patrimoine sont elles-mêmes à l'origine d'inégalités de revenus en raison des revenus générés par le patrimoine détenu. **[I] 1.** Aujourd'hui, les 10 % des ménages les plus riches possèdent 50 % du patrimoine total.

§2 : [**A**] **2.** Les inégalités économiques et sociales se cumulent entre elles. **[E] 6.** Les inégalités de revenus entraînent des inégalités de consommation et de santé. **[I] 5.** En 2017, l'espérance de vie à la naissance pour les 5 % des femmes les plus riches était de 88,3 ans soit 8 ans de plus que celle des 5 % des femmes les plus pauvres.

Exercice 4

Hausse des inégalités de revenus → Hausse des taux de l'impôt sur le revenu → Consentement à l'impôt

Surreprésentation des enfants de cadres parmi les étudiants de CPGE → Mesures de discrimination positive (ex. : quota d'élèves boursiers) → Inefficaces et/ou stigmatisation

Inégalités face au chômage en fonction du diplôme → Hausse des prestations chômage → Effet pervers et risque de désincitation

Exercice 5

Associez le niveau de correction des inégalités qui convient à chaque théorie de la justice sociale.

égalitarisme strict → correction des inégalités jusqu'à l'égalité

libertarisme → aucune correction des inégalités nécessaire

égalitarisme libéral → correction des inégalités maximisant le revenu minimum

utilitarisme → correction limitée des inégalités à l'augmentation de la satisfaction totale des individus

Chapitre 12

DOSSIER 1 **Autoévaluation** p. 323

L'émergence des questions environnementales en France et leur prise en compte par les **pouvoirs publics** peuvent être analysées comme résultant d'un processus de **mise à l'agenda**. En effet, la pollution, le dérèglement climatique ou encore les atteintes à la biodiversité ne deviennent des **problèmes publics** que lorsque des acteurs leur confèrent une **dimension collective**. Ces derniers interagissent, que ce soit pour **mobiliser** le grand public, pour **médiatiser** tel aspect ou encore apporter une **expertise**. Ces actions conduisent à une **sélection** de ces enjeux par les participants du **débat politique** et potentiellement par une **action politique**.

DOSSIER 2 **Autoévaluation** p. 325

1. Faux. – **2.** Faux. – **3.** Faux. – **4.** Vrai.

DOSSIER 3 **Autoévaluation** p. 327

Les actions en faveur de l'environnement menées par les **pouvoirs publics** s'articulent à différentes **échelles**. Si des choix **individuels** de consommation ont un impact important, des réponses plus larges doivent aussi être apportées. En France, les **collectivités territoriales** (communes, départements et régions) disposent de nombreuses compétences en matière d'aménagement du territoire, d'infrastructures publiques et de protection des écosystèmes. Au niveau **national**, l'État agit dans de nombreux domaines de manière **transversale**. Plus largement, l'**Union européenne** et les traités internationaux engagent les pays dans une collaboration plus étroite en faveur de l'**environnement**, ceci dans un contexte de mondialisation et d'**interdépendance**.

DOSSIER 4 **Autoévaluation** p. 329

L'environnement est considéré par les économistes comme un **bien commun**, c'est-à-dire un bien qui possède des caractéristiques spécifiques : **rivalité** et **non excluabilité**. Les **négociations internationales** liées à sa préservation connaissent ainsi plusieurs difficultés : certains pays peuvent adopter un comportement de **passager clandestin** afin de bénéficier de l'action des autres, déjà engagés, sans en payer les **coûts**. Aussi, tous les pays ne semblent pas avoir la même responsabilité face au dérèglement climatique, il est donc nécessaire de tenir compte des **inégalités de développement**.

DOSSIER 5 **Autoévaluation** p. 331

L'utilisation de mesures réglementaires peut **contraindre** les agents économiques. Ce type d'instrument a pour avantage d'être mis en place **rapidement** et de permettre aux **pouvoirs publics** de mettre fin à des dommages estimés trop importants. Cependant, dans la pratique, le contrôle de ces mesures se révèle **difficile** et **coûteux**. Aussi, l'application de certaines **normes**, par exemple celles appliquées aux constructeurs automobiles, peut conduire à un effet **rebond** puisque les consommateurs bénéficient d'un bien plus économe en énergie qu'ils peuvent **surutiliser**, et donc augmenter *in fine* les émissions polluantes.

DOSSIER 6 Autoévaluation p. 333

	Avantages	Limites
Taxe	Renchérit le coût des technologies polluantes et oriente les comportements	Difficulté à fixer un barème
Subvention	Instrument bien accueilli par les agents économiques	Peut bénéficier à des agents qui polluent
Marché des quotas d'émissions	Responsabilise les émetteurs et prend en compte les activités des entreprises	Efficacité qui dépend fortement de la variation des prix des quotas

TESTEZ VOS CONNAISSANCES ! p. 340-341

Exercice 1

1. Vrai. – **2. Faux.** Les actions locales sont utiles. Par exemple, certains comportements individuels de consommation peuvent, dans une certaine mesure, orienter la production des entreprises ou encore la prise en compte du problème par les pouvoirs publics. – **3. Faux.** Les économistes considèrent le changement climatique comme un problème de bien commun (c'est-à-dire dont la consommation obéit au principe de rivalité et de non excluabilité). – **4. Vrai.** – **5. Faux.** Le principe du pollueur-payeur correspond à une action des pouvoirs publics liée à la mise en place de taxes. – **6. Vrai.** – **7. Vrai.** – **8. Faux.** Une amélioration technologique peut paradoxalement entraîner une augmentation de la consommation d'un bien (effet rebond). Les subventions à l'innovation verte peuvent aussi bénéficier à des agents polluants. – **9. Faux.** « Internaliser les externalités » revient à intégrer le coût social d'une externalité négative au coût interne (privé) supporté désormais par l'agent économique responsable.

Exercice 2

(de gauche à droite) 1. Attribution des quotas d'émission par les autorités – **2.** Dépassement des quotas – **3.** Offre de quotas – **4.** Détermination des prix sur le marché – **5. (en haut)** Prix élevé dissuasif

Exercice 3

Le **dérèglement** climatique a des conséquences sociales importantes. Il est source d'**inégalités économiques et sociales**. Le principe de justice climatique repose d'une part sur le **dédommagement** de ceux qui voient leur environnement dégradé. Ainsi, des **mouvements citoyens** et des associations dénoncent et portent plainte contre des entreprises ou encore contre des États pour **inaction climatique**. D'autre part, il requiert une application équitable des mesures de l'**action publique** (comme une **fiscalité** et une **réglementation** justes) pour prévenir, réduire ou contrôler les dommages à l'environnement. Ce principe questionne ainsi nos démocraties occidentales.

Exercice 4

1. a) ; **2.** d) ; **3.** b) ; **4.** a) ; **5.** c)

En violet : les notions du programme.

A

Abus de position dominante
Pratiques d'une entreprise qui a acquis une position dominante sur un marché (part de marché élevée, par exemple), et qui s'en sert pour restreindre la concurrence. Exemples : fixation de prix plus faibles dans certains pays pour y évincer la concurrence (prix prédateurs), rachat d'entreprises innovantes pour empêcher le développement de produits ou procédés concurrents (acquisitions prédatrices).

Actifs
Éléments du patrimoine d'un individu ou d'une organisation. Il peut s'agir d'actifs immobiliers (logements, terrains, etc.), d'actifs financiers (des titres comme des actions ou des obligations, des devises étrangères, des crypto-monnaies comme le bitcoin, etc.) ou encore d'œuvres d'art, etc.

Action collective
Ensemble des formes d'actions organisées en concertation par un ensemble d'individus pour défendre une cause ou un intérêt commun. ➜ p. 272, 279

Actions
Titres de propriété sur une partie du capital d'une entreprise, qui peuvent être revendus généralement sur les marchés financiers.

Activité/inactivité
Une personne est active si elle occupe un emploi ou en recherche un (situation de chômage). Les autres personnes sont inactives. ➜ p. 238, 254

Aléa moral
Situation où un agent, du fait qu'il se sait assuré contre un risque, adopte une attitude moins prudente, augmentant par là même la probabilité que ce risque se réalise. ➜ p. 106, 118

Allègement du coût du travail
En France depuis 1993, les divers gouvernements ont mené des politiques d'allègement du coût du travail des moins qualifiés de deux manières : en modérant les augmentations du salaire minimum, mais surtout en diminuant fortement les cotisations sociales sur les bas salaires.

Appariement
Capacité du marché du travail à réaliser une adéquation entre les caractéristiques des emplois et celles des travailleurs, notamment en termes de localisation spatiale et de qualification. Les problèmes d'appariements résultent de frictions qui compliquent la recherche des travailleurs et des employeurs, comme les asymétries d'information et des institutions plus ou moins efficaces. ➜ p. 78, 91

Association
Statut juridique (loi de 1901) d'une organisation créée entre personnes pour réaliser un projet collectif dans un but « non lucratif », c'est-à-dire sans redistribuer le profit à ces personnes. Une entreprise peut avoir un statut associatif. Les partis politiques et les syndicats sont des associations.

Assurance des dépôts
Dans la plupart des pays développés, l'État garantit aux déposants de ne pas perdre leurs dépôts en cas de faillite bancaire, jusqu'à un certain montant (en France, 100 000 € par personne et par établissement bancaire).

Asymétrie d'information
Information inégale entre les offreurs et les demandeurs, sur les propriétés du produit échangé ou sur les comportements des autres.

Avantage comparatif
En décidant de produire une unité supplémentaire d'un produit, un pays ou un agent renonce nécessairement à produire autre chose. Le « coût d'opportunité » mesure cette renonciation. Ainsi un pays ou un agent a un avantage comparatif dans une activité productive si son coût d'opportunité est plus faible que pour d'autres pays ou agents. ➜ p. 46, 62

B

Banque centrale
Institution, généralement publique, considérée comme la « banque des banques ». Elle dispose du monopole d'émission de la monnaie centrale, que tous doivent accepter dans les paiements sur un territoire. Cette monnaie prend deux formes : fiduciaire (les billets et les pièces) et scripturale (les comptes des banques auprès de la banque centrale). ➜ p. 136, 144

Barrières tarifaires et non tarifaires aux échanges
Les barrières tarifaires consistent en des droits de douane ou des subventions qui donnent un avantage aux produits du pays. Les autres obstacles aux échanges sont des barrières non tarifaires : réglementations quantitatives (quotas) ou qualitatives (normes).

Besoin et capacité de financement
Lorsque les revenus d'un agent sont supérieurs à ses dépenses, il dégage une capacité de financement. Inversement, si ses revenus sont inférieurs à ses dépenses, il a un besoin de financement.

Biens communs
Biens non excluables et rivaux. ➜ p. 328, 336

Brevets et licences
Un brevet protège une innovation technique, c'est-à-dire un produit ou un procédé qui apporte une solution technique à un problème technique donné. Il donne à celui qui le possède un monopole sur son exploitation économique, sauf s'il vend des autorisations d'utiliser l'innovation (des licences) à d'autres agents.

Budget de l'UE
En 2019, les institutions de l'UE disposent d'un budget d'un peu moins de 150 milliards d'euros, soit à peine 1 % du PIB de l'ensemble des pays membres. À titre de comparaison, le budget de l'État fédéral aux États-Unis est de 3 300 milliards d'euros, soit 15 % du PIB du pays. Contrairement à un État souverain, l'Union européenne ne peut pas emprunter sur les marchés financiers. Elle doit donc avoir des dépenses qui s'équilibrent avec ses recettes (pas de déficit).

Bulle spéculative
Hausse cumulative du prix d'un actif, nourrie par des comportements de spéculation, c'est-à-dire la recherche d'une plus-value (prix de vente supérieur au prix d'achat). ➜ p. 104, 118

C

Capital culturel
Ensemble de connaissances en matière de culture savante (certifiées ou non par des titres scolaires) et de dispositions (manières d'agir, de parler, de ressentir, etc.) qui contribuent à définir la position sociale d'une personne. ➜ p. 190, 199

Capital économique (sens sociologique)
Ensemble des caractéristiques économiques (revenus et patrimoine, essentiellement) qui influencent la position sociale d'un individu ou d'un ménage.

Capital humain
Ensemble des compétences individuelles qui permettent d'améliorer la productivité du travail, c'est-à-dire l'efficacité productive des travailleurs.

Capital social (sens sociologique)
Réseau de sociabilité et de connaissances plus ou moins proches d'un individu ou d'un ménage, qui influence sa position sociale.

Carte scolaire et sectorisation
Depuis 1963, en France, le territoire est divisé en secteurs scolaires, l'ensemble formant la carte scolaire. Celle-ci permet d'affecter les élèves dans les établissements publics de leur secteur scolaire en fonction de leur lieu de domicile. En 2007, la carte scolaire a été assouplie pour faciliter les dérogations.

Catégorie socioprofessionnelle
Voir **PCS**.

CDI et CDD
En France, le Code du travail indique que « le contrat de travail à durée indéterminée (CDI) est la forme normale et générale de la relation de travail ». Mais il permet dans des situations particulières de fixer une durée déterminée au contrat de travail (CDD), inférieure à 18 mois : en remplacement d'un salarié, pour pallier l'accroissement temporaire de l'activité, ou encore pour réaliser une mission particulière. Dans la plupart des cas, au-delà de 18 mois, le contrat de travail doit être un CDI.

Choc asymétrique
Perturbation qui affecte l'offre ou la demande dans un secteur d'activité spécifique et/ou dans un seul pays d'une zone monétaire. *Contraire :* choc symétrique. ➜ p. 140, 141, 145

Chômage
Ensemble des personnes sans emploi, à la recherche d'un emploi et disponibles pour l'occuper. Les chômeurs font partie de la population active. ➜ p. 74, 90, 238, 254

Chômage conjoncturel
Partie du chômage qui varie quand la conjoncture, c'est-à-dire la croissance, s'améliore ou se détériore, ce qu'on appelle aussi les fluctuations. ➜ p. 76, 90

Chômage de longue durée
Un chômeur de longue durée est un actif au chômage depuis plus d'un an.

Chômage structurel
Partie du chômage qui ne varie pas quand la conjoncture s'améliore ou se détériore. Le chômage structurel résulte des structures du marché du travail, et en particulier des institutions qui l'encadrent. ➜ p. 78, 90

Classe sociale
Groupe social de grande taille fondé sur le partage d'un même critère économique. ➜ p. 166, 173

Coefficient de Gini
Indicateur synthétique qui mesure la concentration des revenus ou des patrimoines entre les membres d'une population. Il est compris entre 0 (égalité parfaite) et 1 (une personne concentre tout). Il se calcule à partir de la courbe de Lorenz. ➜ p. 294, 295, 310, 358

Collatéral
Actif (par exemple un logement) mis en gage par l'emprunteur auprès du prêteur pour couvrir le risque de non-remboursement du crédit. En cas de défaut de remboursement, le prêteur récupère le collatéral et peut le vendre. ➜ p. 110, 111, 119

Collège unique, depuis 1975
Avant 1975, après l'école primaire, l'enseignement secondaire comportait plusieurs filières qui ne permettaient pas toutes d'accéder au baccalauréat. En 1975, la réforme Haby unifie le collège. La différenciation des parcours scolaires se fait désormais, dans la plupart des cas, après la classe de 3e.

Compétitivité
Notion qui s'applique d'abord aux entreprises. Elle désigne leur capacité à augmenter la vente de leurs produits. Par extension, un pays est dit compétitif quand il développe sa production et sa capacité à exporter. ➜ p. 50, 63

Compétitivité-coût
Capacité qu'à une entreprise à vendre son bien à des prix plus faibles que ceux des concurrents pour conquérir des parts de marché.

Compétitivité hors coût
Capacité qu'à une entreprise à proposer des biens de meilleure qualité que ceux des concurrents ou, du moins, à adopter une stratégie qui laisse supposer que ce bien est de meilleure qualité (service après-vente, packaging, publicité, etc.) pour conquérir des parts de marché.

Comportements mimétiques (ou mimétisme)
Tendance des agents à adopter, par suivisme, les mêmes comportements, en particulier dans un contexte de manque d'information. ➜ p. 104, 118

Composition du ménage
Nombre et âge des personnes qui habitent ensemble et partagent des dépenses communes. ➜ p. 162, 173

Conditions de travail
Caractéristiques du travail tel qu'il est perçu par les travailleurs, en termes de contraintes ou de risques plus ou moins élevés. ➜ p. 244

Configurations familiales
La notion de configurations familiales permet de ne pas penser la famille comme une notion unique, mais d'aborder la diversité des familles selon le milieu social, la taille de la fratrie, la situation conjugale ou l'origine migratoire des parents, le niveau de revenu, etc.

Conflit
Affrontement entre des acteurs aux intérêts ou valeurs distincts : individus (conflit interindividuel) ou groupes sociaux (conflit social). ➜ p. 324, 336

Conflits du travail
Conflits qui portent sur des enjeux liés à l'activité professionnelle : conditions de travail, rémunération, droits et devoirs des salariés, etc.

Conscience de classe
Sentiment subjectif, pour les individus, de faire partie d'une classe sociale, d'en partager les modes de vie, la culture, les intérêts.

Conseil de stabilité financière
Institution composée des ministères des Finances, des banques centrales et d'autres autorités financières de 24 pays, créée par le G20 en 2009 pour coordonner les mesures de stabilité financière, comme la supervision bancaire.

Conseil européen (Le)
Composé des chefs d'État ou de gouvernement des pays membres de l'Union européenne et du président de la Commission, le Conseil européen se réunit au moins deux fois par an dans le pays qui assure la présidence de l'UE. Il définit les grandes orientations et priorités politiques de l'Union européenne.

Consentement à l'impôt
Disposition à accepter le paiement des prélèvements obligatoires.

Consommation engagée
Ensemble des pratiques de consommation qui tiennent compte des conséquences économiques, sociales ou écologiques des décisions de consommation, et conduisent les individus à ne pas suivre leur intérêt individuel mais des principes politiques dans les choix de consommation. ➜ p. 266, 267, 278

Contraction du crédit (ou *credit crunch*)
Effondrement des prêts accordés par les banques, soit parce que ces dernières sont plus réticentes à prêter, soit parce que les agents non financiers cherchent moins à emprunter. ➜ p. 110, 119

Convention collective
Accord écrit, signé entre les organisations représentant les travailleurs (syndicats) et les employeurs ou leurs organisations représentatives.

Coopération
Comportement où chacun poursuit ses intérêts en prenant en compte ceux des autres, ou agit au nom d'intérêts communs pour « co-opérer », c'est-à-dire agir ensemble. ➜ p. 324, 336

COP1, 21, 24, 25, etc.
Chaque année depuis 1995, les États signataires de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques signée en 1992 se réunissent pour réfléchir aux solutions à mettre en place pour lutter contre le changement climatique. On parle de « COP » pour *Conference of Parties*.

Corrélation de revenu parents-enfants
Indicateur qui mesure l'influence des revenus des parents sur celui des enfants. Une valeur e % indique le surcroît moyen de revenu (en %) des enfants dont les parents ont un revenu 100 % supérieur. Une valeur nulle signifie donc que le revenu des parents n'a aucune influence sur celui des enfants. ➜ p. 296, 310

Courbe de Lorenz
Voir **Coefficient de Gini**.

Coût du travail
Ensemble des coûts supportés par un employeur pour chaque heure de travail utilisée. Il résulte principalement du salaire net versé sur le compte bancaire du salarié et des cotisations sociales versées aux organismes de protection sociale. ➜ p. 82, 91

Coût salarial unitaire et compétitivité-coût
Le coût salarial unitaire mesure le coût salarial par unité de valeur ajoutée produite. C'est le rapport entre le coût du travail et la productivité du travail. Il correspond au calcul suivant : (salaire moyen par tête x nombre de salariés) / quantités produites.
Il est utilisé pour mesurer la compétitivité-coût d'un pays, qui compare l'évolution de ses coûts salariaux unitaires à celle des pays avec lesquels il échange.

Création monétaire
Augmentation de la masse monétaire en circulation dans l'économie. Elle se fait principalement par les crédits octroyés par les banques commerciales.

Crédit bancaire
Prêt octroyé par une banque à un emprunteur. Celui-ci doit rembourser la somme empruntée (le principal) et payer des intérêts. *Synonyme :* emprunt bancaire

Crise financière
Perturbation majeure du système financier qui se traduit par un effondrement boursier, des faillites bancaires en chaîne et/ou une contraction du crédit. ➜ p. 102, 118

Croissance économique
Augmentation durable de la production dans un pays, généralement mesurée grâce au taux de croissance du PIB en volume entre deux années. C'est un processus de long terme, qui se traduit à court terme par des phases d'expansion (taux de croissance positif) et de récession (taux de croissance négatif). ➜ p. 18, 32, 132, 144

Croissance endogène
Croissance résultant d'un progrès technique lui-même endogène et cumulatif. Ce progrès technique est généré par l'accumulation de certains facteurs de production (capital humain, connaissances, infrastructures, etc.) qui génèrent des externalités positives et une croissance autoentretenue, dégageant les ressources pour l'accumulation de ces sources de croissance. ➜ p. 20, 33

Croissance soutenable
Croissance économique durable, c'est-à-dire qui répond aux besoins des générations présentes sans compromettre ceux des générations futures. ➜ p. 28, 33

Cycle de vie
Succession de périodes et d'étapes (familiales, professionnelles et sociales) communes au sein d'une société, marquant le passage de la jeunesse à l'âge adulte puis à la vieillesse. ➜ p. 162, 172

D

Déclassement
Voir **Mobilité sociale descendante**.

Défaillances du marché
Situations dans lesquelles le marché n'est pas efficace.

Défaut de coordination des politiques conjoncturelles
Manque de cohérence entre la politique monétaire, définie par la BCE dans la zone euro, et les politiques budgétaires, définies au niveau de chaque pays mais encadrées par des règles (traités). ➜ p. 140, 145

Déficit public / Déficit budgétaire
Voir **Solde public / Solde budgétaire**

Demande globale
Compte tenu du niveau général des prix dans l'économie, demande adressée aux producteurs du pays. Elle se compose de la demande intérieure (consommation et investissement) et de la demande extérieure (exportations). ➜ p. 76, 91

Démocratisation
La démocratisation scolaire correspond à une égalisation des chances scolaires. Elle implique donc que les résultats scolaires soient de moins en moins dépendants de variables telles que le milieu social, le sexe ou l'origine migratoire. ➜ p. 188, 189, 199

Dépression
Terme utilisé pour désigner les récessions très sévères, lorsque le PIB baisse très violemment et pendant de nombreuses années, de façon cumulative. Voir **Récession**.

Désincitation
Changement d'un paramètre qui modifie l'analyse coût-avantage et donc les décisions de certains agents. ➜ p. 304, 311

Destruction créatrice
Processus par lequel les innovations s'accompagnent de la création de nouvelles activités mais aussi de la disparition ou du déclin d'autres activités, selon Joseph A. Schumpeter (1883-1950). ➜ p. 24, 33

Développement durable
Le développement durable est le développement qui répond aux besoins du présent, sans compromettre la possibilité pour les générations futures de répondre à leurs propres besoins. Il intègre des enjeux économiques, sociaux et environnementaux.

Différenciation des produits
Stratégie mise en place par une entreprise pour distinguer son produit de celui des concurrents. ➜ p. 48, 62

Discrimination
Situation défavorable d'une personne ou d'un groupe de personnes du fait d'un traitement inégal en raison de critères prohibés par la loi (sexe, origine, handicap, orientation sexuelle…). ➜ p. 302, 311

Discrimination positive
Adoption de mesures spécifiques et plus avantageuses pour une catégorie défavorisée, afin de réduire l'inégalité des situations.

Distance inter-classes
Inégalités existant entre des individus appartenant à deux classes sociales différentes. ➜ p. 168, 169, 173

Distance intra-classe
Inégalités existant entre des individus appartenant à la même classe sociale. ➜ p. 168, 169, 173

Dotations factorielles et technologiques
Les dotations factorielles renvoient à l'abondance ou à la rareté relative des facteurs travail et capital ainsi qu'aux ressources naturelles présentes dans un pays. Les dotations technologiques font référence à la technologie présente dans le pays. ➜ p. 46, 62

Droits de propriété
Reconnaissance juridique des droits d'une personne sur une chose.

E

Échanges intrabranches et interbranches
Entre deux pays, les échanges intrabranches concernent les échanges de produits issus d'une même branche d'activité, alors que les échanges interbranches correspondent aux échanges de produits issus de branches d'activité différentes.

Échelles de l'action publique (locale, nationale, européenne, mondiale)
Les actions publiques peuvent être prises via un arsenal législatif, exécutif ou judiciaire par des collectivités territoriales, des départements, des régions, des États (notamment en France de manière déconcentrée), l'Union européenne, des organisations intergouvernementales, etc. ➜ p. 326, 336

Économie réelle
Expression qui désigne, par opposition à la sphère financière, la sphère de la production.

Effet d'âge / Effet de génération
On parle d'effet d'âge lorsqu'un comportement varie avec l'âge des répondants, donc au cours de leur vie. On parle d'effet de génération lorsqu'un comportement dépend de l'année de naissance des répondants mais ne change pas ou peu au cours de leur vie. ➜ p. 270

Effet de richesse
Tendance des propriétaires d'actifs à se sentir plus riches lorsque le prix des actifs augmente (effet de richesse positif) et moins riches lorsque le prix des actifs diminue (effet de richesse négatif). ➜ p. 110, 119

Effet rebond (ou Paradoxe de Jevons)
L'amélioration de l'efficacité technologique d'un bien ou d'un système de production, consécutivement à l'application d'une norme, peut conduire à une surutilisation et donc paradoxalement à une augmentation des dommages environnementaux. Il s'agit d'un effet pervers (non désiré) de certains mesures réglementaires.

Égalitarisme
Ensemble de conceptions de la justice sociale qui prônent une certaine conception de l'égalité entre les membres de la société : égalitarisme strict, mais aussi égalitarisme libéral.

Égalitarisme libéral
Ensemble de conceptions de la justice sociale qui donnent une priorité à la liberté sur l'égalité, conçue comme égalité des droits et des chances plutôt que des situations, mais considérant aussi que cette conception de l'égalité est une condition pour que la liberté s'exerce. ➜ p. 300, 311

Égalitarisme strict
Ensemble de conceptions de la justice sociale qui donnent une priorité à l'égalité, comprise comme égalité des situations, ce qui peut impliquer de limiter la liberté des membres de la société. ➜ p. 300, 311

Égalité des chances
Situation dans laquelle chaque individu, quelles que soient son origine ou ses caractéristiques, a les mêmes possibilités d'accéder aux positions sociales et aux ressources (diplôme, revenu, etc.) qui permettent de les atteindre. ➜ p. 186, 198, 298, 310

Égalité des droits
Situation dans laquelle les individus ont les mêmes droits et devoirs, quelles que soient leurs caractéristiques. ➜ p. 298, 310

Égalité des situations
Situation dans laquelle les individus ont le même accès à une ressource ou pratique socialement valorisée. ➜ p. 298, 310

Emploi
Travail rémunéré et déclaré qui permet d'acquérir un statut social. ➜ p. 238, 254

Engagement associatif
Participation aux activités d'une association. ➜ p. 266, 278

Engagement politique
Ensemble des formes d'activité politique que les individus peuvent réaliser pour exercer une influence sur les détenteurs du pouvoir politique. ➜ p. 266, 278

Entente
Accord entre des offreurs déjà présents sur le marché pour limiter la concurrence qui s'exerce entre eux (par exemple en se mettant d'accord pour pratiquer des prix plus élevés).

Espace social
La notion d'espace social est une métaphore utilisée par les sociologues pour décrire la société : on assimile la société à un espace, où les individus et les groupes sociaux sont répartis en fonction de leurs ressources et de leur prestige. La place d'un individu dans l'espace social indique sa place dans la structure sociale. ➜ p. 160, 172

Externalité
Effet produit par un agent économique lorsqu'il procure à autrui, par son activité, sans compensation monétaire, un avantage gratuit (externalité positive) ou un dommage (externalité négative).

F

Facteurs de production
Ensemble des moyens mis en œuvre pour produire, c'est-à-dire générer de la valeur ajoutée : le travail (moyens humains) et le capital (biens et services qui servent durablement à produire). Au sens strict, les consommations intermédiaires n'en font pas partie, car elles sont détruites et transformées lors de la production. ➜ p. 18, 32

Féminisation
Augmentation de la part des femmes dans la population active. ➜ p. 164, 173

Fiscalité
Ensemble des prélèvements obligatoires qui financent les administrations publiques, en particulier la production de services collectifs et la protection sociale. Voir **Services collectifs** et **Protection sociale**. ➜ p. 302, 303, 311

Flexibilisation
Mesures visant à diminuer les rigidités sur le marché du travail, lesquelles constituent des obstacles à l'adéquation quantitative et qualitative entre offre et demande de travail. ➜ p. 84, 91

Fluctuations
Mouvements alternés ascendants (expansion) et descendants (récession) de la production, de l'emploi, des prix, etc.

Fluidité sociale
Elle mesure une mobilité relative, c'est-à-dire la force du lien entre l'origine et la position sociale d'une catégorie sociale par rapport à une autre. ➜ p. 218, 227

Formation initiale/continue
La formation initiale correspond à la formation jusqu'à l'accès au premier emploi. La formation continue est celle proposée aux personnes qui sont actives, en emploi ou au chômage.

Fragmentation et internationalisation de la chaîne de valeur
Les firmes multinationales cherchent à créer de la valeur. Pour cela, elles fabriquent chaque segment de leur produit (de la conception à la commercialisation) séparément les uns des autres et n'hésitent pas à répartir toutes les étapes de la fabrication du bien

dans différents pays afin de tirer profit de leurs avantages comparatifs et minimiser leurs coûts de production. ➜ p. 48, 49, 52, 63

Frictions
Terme anglo-saxon désignant la durée plus ou moins longue de passage d'un emploi à l'autre, qui retarde les nouveaux appariements entre employeurs et travailleurs.

G

Génération
Ensemble de personnes du même âge et qui partagent une situation sociale et une expérience historique commune.

Genre
La notion de genre décrit le fait que chaque société associe aux différences biologiques entre les hommes et les femmes certaines représentations, normes et valeurs. Voir **Sexe**.

GIEC (Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat)
Créé en 1988 sous l'égide de l'ONU, il rassemble des chercheurs des différents États membres qui ont pour mission de recenser les travaux scientifiques relatifs au changement climatique et qui peuvent produire des rapports à destination des gouvernements.

Groupe de statut
Selon Max Weber, groupe d'individus qui ont le même niveau de prestige social.

Groupe social
Ensemble d'individus en interaction directe ou indirecte qui entretiennent des liens entre eux.

H

Halo autour du chômage
Ensemble des personnes sans emploi qui ne font pas de démarches de recherche ou ne sont pas disponibles mais qui souhaiteraient travailler.

Hiérarchie
Relation sociale où une inégalité de statut donne de l'autorité à certains sur les autres.

I

Identification subjective
Sentiment d'appartenir à un groupe social et revendication de cette appartenance comme un élément de son identité. ➜ p. 168, 169, 173

Illiquidité
Un agent est illiquide s'il ne parvient pas à répondre à ses échéances du fait d'une difficulté à vendre ses actifs immédiatement.

Inaction climatique (procès pour)
Depuis la fin des années 2010, dans de nombreux pays, des citoyens, des associations, des entreprises ou encore des élus portent plainte directement contre des États pour non-respect des engagements internationaux et nationaux qu'ils ont pris pour lutter contre le dérèglement climatique.

Incitation
Action de conduire un agent à adopter un comportement économique jugé souhaitable grâce à une politique adaptée. Les mesures réglementaires, contraignantes, se révèlent peu incitatives et les économistes leur préfèrent les taxes, les subventions ou les marchés de quotas d'émissions qui, en donnant un prix à la pollution, incitent les agents économiques à modifier leurs technologies ou l'utilisation de certains composants.

Incitations sélectives
Mécanismes mis en place par le groupe qui se mobilise pour pousser les individus à se mobiliser et empêcher les comportements de passager clandestin. ➜ p. 268, 278

Individualisation
Processus par lequel l'individu s'autonomise des règles de son groupe d'appartenance. Dans le monde du travail, elle se traduit par une personnalisation des conditions d'emploi. ➜ p. 168, 169

Inégalités
Disparités d'accès à une ressource ou une pratique socialement valorisée. Les inégalités économiques concernent les seules ressources monétaires (salaires, revenus, épargne, patrimoine). ➜ p. 294, 310

Inégalités au sein des pays
Écart de revenus entre les habitants ou ménages résidents d'un pays, selon le revenu disponible par exemple. ➜ p. 54, 63

Inégalités de revenus
Répartition non uniforme des revenus entre les individus ou les groupes sociaux et qui crée des hiérarchies. ➜ p. 26, 33

Inégalités entre pays
Écart de revenus entre les pays, selon le revenu moyen par habitant par exemple. ➜ p. 54, 63

Inégalités mondiales
Les inégalités entre pays renseignent sur les écarts de niveaux de vie moyens entre les pays, sans prendre en compte les inégalités au sein des pays. En classant les personnes selon leur revenu, quel que soit le pays où elles habitent, les inégalités mondiales permettent de prendre en compte ces deux types d'inégalités.

Inflation
Hausse cumulative et générale de l'indice des prix à la consommation.

Innovation
Utilisation à des fins productives d'une invention ou d'une découverte. Elle peut prendre plusieurs formes : innovation technologique de produit ou de procédé, qui résulte de dépenses en recherche et développement, mais aussi innovations non technologiques, organisationnelle ou de commercialisation. ➜ p. 20, 33

Innovations (types d')
Les innovations technologiques résultent de dépenses en recherche et développement. Il s'agit des innovations de produit (introduction d'un produit nouveau ou amélioré) et des innovations de procédé (mise en œuvre d'une méthode de production ou de distribution nouvelle ou améliorée). D'autres innovations ne sont pas liées à des progrès dans la technologie : les innovations organisationnelles (sur les pratiques de travail, l'organisation du lieu de travail ou les relations extérieures de la firme) et les innovations de commercialisation (aspect extérieur du produit, conditionnement, promotion, tarification).

Insolvabilité
Un agent est insolvable s'il ne peut pas faire face à ses engagements financiers, comme le remboursement de ses dettes, parce que la valeur de ce qu'il possède (ses actifs) est inférieure à celle de ses dettes.

Institutions
Ensemble des organisations et des règles, formelles et informelles, qui encadrent et favorisent les relations entre les agents économiques. ➜ p. 22, 33, 78, 90

Intégration économique
Développement des interdépendances entre des pays, par le développement des échanges et la mise en œuvre de politiques communes ou harmonisées. L'intégration économique peut prendre plusieurs formes : zone de libre-échange, union douanière, marché unique, union économique ou union monétaire. ➜ p. 130, 144

Intégration sociale
Processus par lesquels un individu est affilié par de multiples liens sociaux aux membres d'un groupe social ou de la société dans laquelle il vit, c'est-à-dire qu'il est reconnu et qu'il s'identifie à tel groupe et/ou se sent appartenir à la société. ➜ p. 248, 255

Internaliser les externalités
Transformation de coûts sociaux comme la dépollution des eaux ou les dépenses publiques de santé, en coût privé, à la charge du pollueur. Cela doit conduire les pouvoirs publics à fixer un prix à la pollution (par exemple donner un prix au carbone), ce qui dans la pratique se révèle particulièrement difficile.

Internationalisation de la chaîne de valeur
Voir **Fragmentation de la chaîne de valeur.**

Investissements familiaux
Actions intentionnelles des parents qui visent à développer et transmettre le capital culturel au sein de la famille afin de favoriser la réussite scolaire de leurs enfants. ➜ p. 190, 199

J

Justice sociale
Principes qui permettent d'apprécier le caractère juste ou injuste d'une société, notamment de la répartition des droits et devoirs entre ses membres.. ➜ p. 300, 310

K

Krach
Effondrement soudain du prix des actifs sur les marchés financiers. Origine : mot allemand qui désigne le vacarme, terme utilisé par l'Empereur François-Joseph d'Autriche-Hongrie lors de la crise de 1873. À ne pas confondre avec *crash* (aviation) ni *crack* (drogue).

L

Libertarisme
Conception de la justice sociale qui considère la liberté individuelle comme un droit naturel inaliénable qui s'appuie sur la propriété : propriété de son corps, propriété matérielle, immatérielle. ➜ p. 300, 301, 311

Libre-échange
Doctrine qui promeut l'abolition des obstacles aux échanges internationaux, qu'ils soient tarifaires (droits de douane, subventions, etc.) ou non tarifaires (quotas d'importation, normes, etc.). Le libre-échange est favorisé par la signature de nombreux accords internationaux. ➜ p. 56, 63

Lien social
Selon le sociologue Serge Paugam, ensemble des liens de protection (« compter sur ») et de reconnaissance (« compter pour ») qui permettent de lier les individus entre eux, aux groupes sociaux et à la société auxquels ils appartiennent.

Luttes minoritaires
Mouvements sociaux portés par des minorités politiques, c'est-à-dire des groupes de personnes qui sont, à un moment donné, dans une position d'infériorité dans la société et donc susceptibles de subir des discriminations. ➜ p. 272, 273,279

M

Management
Mode d'organisation et de gestion des entreprises. Il comprend une dimension technique et une dimension humaine afin d'optimiser la coordination et la motivation des travailleurs.

Marché
Ensemble des transactions d'achat (demande) et de vente (offre) d'un produit donné, qui contribuent à déterminer son prix.

Marché de quotas d'émission
Marché de « droits à polluer ». Il repose sur la distribution aux entreprises de quotas d'émissions de CO_2 par les pouvoirs publics, qui peuvent ensuite être achetés/vendus. ➜ p. 332, 337

Marchés financiers
Ensemble des transactions d'achat et de vente de titres financiers, comme les obligations et les actions.

Marché monétaire
Aussi appelé « marché interbancaire », c'est le marché où les banques et les grandes entreprises empruntent et se prêtent de la monnaie centrale. Cette monnaie centrale est plus ou moins abondante selon les prêts accordés par la banque centrale aux banques.

Marché unique
Espace sans frontières dans lequel les marchandises, les services, les capitaux et les personnes circulent librement. ➜ p. 130, 131, 144

Massification
La massification scolaire se caractérise par un allongement de la durée des études et par une élévation du niveau de formation de la population. ➜ p. 188, 189, 198

Méritocratie
Conception de la justice sociale qui peut être résumée par la formule « à chacun selon son mérite », le mérite étant défini comme la contribution individuelle de chacun.

Microentrepreneurs
En France, ce sont des travailleurs indépendants qui bénéficient du statut simplifié de microentrepreneur (anciennement appelé « autoentrepreneur » à sa création en 2007) pour exercer leur activité, ce qui permet de déclarer une activité très simplement et d'être exempté de TVA jusqu'à un certain seuil de chiffre d'affaires.

Militantisme
Engagement des individus dans un parti, un syndicat, une association ou un mouvement social qui va au-delà de la simple adhésion et se caractérise par la participation aux actions menées. ➜ p. 266, 278

Minima sociaux
En France, des minima sociaux sont prévus pour tous ceux qui ont des revenus inférieurs à un seuil, comme le RSA (Revenu de solidarité active), fixé à environ 560 euros par mois pour une personne seule sans aucun revenu. Une personne au RSA peut le cumuler pendant quelques mois avec ses revenus d'activités, qui lui permettent aussi de toucher la prime d'activité.

Mise à l'agenda
Processus qui vise à transformer un problème en un problème public, susceptible de faire l'objet d'une décision politique. ➜ p. 322, 336

Mobilité ascendante
Situation dans laquelle l'individu améliore sa position sociale par rapport à celle de ses parents ou à une position antérieure. ➜ p. 216, 227

Mobilité géographique
Changement de lieu de résidence des individus à l'intérieur d'un pays (mobilité résidentielle) ou entre pays (migration). ➜ p. 212, 226

Mobilité observée
Désigne la proportion d'individus qui occupent une position sociale différente de celle leur parent référent. ➜ p. 218, 226

Mobilité professionnelle
Changement de profession d'un individu au cours de sa carrière. ➜ p. 212, 213, 226

Mobilité sociale descendante
Situation dans laquelle la position sociale d'un individu se dégrade par rapport à celle de ses parents ou à une position antérieure. *Synonyme :* Déclassement. ➜ p. 216, 227

Mobilité sociale intergénérationnelle
Changement de position sociale d'un individu par rapport à ses parents (père ou mère). ➜ p. 212, 213, 226

Mobilités sociales (types de)
La mbilité verticale correspond aux trajectoires entre catégories salariées qui se traduisent par un changement de statut social. Ces trajectoires peuvent correspondre à une mobilité ascendante, ou à une mobilité descendante appelée aussi déclassement.
La mobilité non verticale correspond aux trajectoires qu'il est plus délicat d'interpréter en termes ascendants ou descendants. C'est le cas des trajectoires de catégories salariées à non salariées (mobilité de statut) et des trajectoires entre deux catégories salariées ou entre deux catégories non salariées sans changement clair de statut social (mobilité horizontale).

Mobilité structurelle
Mobilité observée due aux évolutions de la structure socioprofessionnelle des emplois entre générations. ➜ p. 218, 227

N

***Nimby* ou « *Not In My BackYard* »**
Cet acronyme signifie « pas dans mon arrière-cour ». L'expression désigne le paradoxe des individus favorables à l'installation d'un projet écologique local mais qui ne souhaitent pas en subir les nuisances. Par exemple, ils peuvent être à la fois pour le développement des énergies renouvelables et contre l'installation d'une éolienne à proximité de chez eux.

Niveau de vie
Le niveau de vie d'un ménage est obtenu en additionnant les revenus disponibles de tous ses membres, et en le divisant par le nombre d'unités de consommation (UC) : 1 pour le premier adulte, puis 0,5 par personne supplémentaire de plus de 14 ans, et 0,3 par personne supplémentaire de moins de 14 ans.

Nouveaux enjeux de mobilisation
Revendications nouvelles, par rapport aux revendications traditionnelles du mouvement ouvrier, portées par les nouveaux mouvements sociaux qui se développent dans les années 1960.

O

Obligations
Titres de créance sur un emprunteur, qui peuvent être revendus généralement sur les marchés financiers, contrairement aux emprunts bancaires.

Organisation non gouvernementale (ONG)
Organisation à but non lucratif, indépendante des États et des institutions internationales, qui se mobilise pour défendre une cause d'intérêt général. ➜ p. 322, 336

Organisation post-taylorienne (du travail)
Nouvelle logique d'organisation du tavail qui implique une plus grande flexibilité (horaires et compétences), la recomposition des tâches et un management participatif. ➜ p. 242, 243, 255

Organisation taylorienne (du travail)
Modèle d'organisation du travail fondé sur la division horizontale (spécialisation) et verticale (hiérarchie). ➜ p. 242, 255

Origine sociale
Milieu social des parents. Il est établi en déterminant la PCS d'un des deux parents, dit le parent de référence, celui qui a le statut social le plus favorisé.

P

Panique bancaire (ou ruée bancaire ou *bank run*)
Situation où les clients d'une banque se pressent pour retirer leurs dépôts de peur qu'elle ne fasse faillite. ➜ p. 108, 119

Paradoxe de l'action collective
Contradiction entre l'intérêt commun que les individus peuvent avoir à se mobiliser avec d'autres personnes qui partagent leur situation et leur intérêt individuel qui les pousse à laisser les autres agir à leur place pour ne pas supporter les coûts de l'engagement. ➜ p. 268, 278

Parti politique
Association d'individus qui partagent des idées communes et cherchent à accéder au pouvoir. ➜ p. 274, 279

Passager clandestin (ou *free-rider*)
Situation d'un agent qui, dans une action collective, obtient un gain sans en avoir supporté les coûts. ➜ p. 328, 329, 336

Patrimoine
Le patrimoine est un stock de richesses monétaires, financier (épargne, titres), ou non financier (propriété de logement(s), propriété d'entreprise, d'œuvres d'art...). Voir **Revenu**.

PCS (Professions et catégories socioprofessionnelles)
La nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles (PCS) est un outil de classification statistique de la population à partir de la profession. Les regroupements effectués permettent de faire apparaitre des catégories de personnes avec une certaine homogénéité ociale (pratiques sociales proches). Quatre critères principaux sont retenus : la profession, le statut (indépendant ou salarié), le niveau hiérarchique et la qualification du poste, le secteur d'activité de l'employeur (privé/public, agriculture/industrie/services). Il existe six PCS pour les actifs et deux pour les inactifs. Les chômeurs sont classés selon leur dernière activité professionnelle.

« Penser global, Agir local »
Expression popularisée par René Dubos (1901-1982), agronome américain, signifiant d'une part qu'il faut prendre conscience que nous partageons la même Terre et que nos choix ont des conséquences sur tout le monde, et que, d'autre part, les individus sont invités à agir quotidiennement pour l'environnement, là où ils vivent.

PIB (Produit intérieur brut)
Indicateur statistique qui mesure la production réalisée sur un territoire pendant un an. Mesuré par l'INSEE en France, il se calcule en additionnant toutes les valeurs ajoutées (marchandes et non marchandes). Cependant, il ne permet pas de rendre compte des inégalités de revenus ou des effets de la production sur l'environnement.

PIB en valeur et en volume
Le PIB en valeur (ou nominal) est mesuré avec les prix de chaque année. Ceci pose un problème pour comparer les données dans le temps, puisque la monnaie voit son pouvoir d'achat se détériorer avec la hausse des prix. Pour supprimer l'effet de l'inflation, le PIB en volume (ou réel) est donc mesuré à prix constants.

Polarisation des emplois
Augmentation du nombre d'emplois peu qualifiés et qualifiés, et diminution du nombre d'emplois intermédiaires. ➜ p. 246, 255

Politique budgétaire
Ensemble des mesures ayant des conséquences sur les ressources ou les dépenses inscrites au budget de l'État et visant directement à agir sur la conjoncture économique. Elle peut être restrictive (ou de rigueur) en cas de diminution des dépenses publiques et/ou d'augmentation des prélèvements obligatoires, ou expansionniste (ou de relance) en cas d'augmentation de ces dépenses et/ou de diminution des prélèvements obligatoires. ➜ p. 138, 144

Politique climatique
Ensemble des mesures et instruments mis en œuvre par les pouvoirs publics visant à limiter le réchauffement climatique. Un des principaux objectifs est la baisse des émissions de gaz à effet de serre (GES).

Politique de formation
Mesures initiées par les pouvoirs publics (Éducation nationale, Enseignement supérieur et Pôle emploi) pour organiser la formation initiale et continue des travailleurs.

Politique de la concurrence
Ensemble des mesures prises par les pouvoirs publics pour favoriser la concurrence et empêcher les pratiques anticoncurrentielles.

Politique européenne de la concurrence
Ensemble de principes et de mesures qui visent à favoriser une concurrence libre et non faussée entre les entreprises. Elle régule notamment les pratiques anticoncurrentielles (ententes, abus de position dominante), les fusions, et les aides d'État. Dans l'UE, elle est une compétence exclusive au niveau européen dont la mise en œuvre revient à la Commission européenne, assistée des autorités nationales dans chaque pays. ➜ p. 134, 144

Politique monétaire
Action régulatrice de la Banque centrale pour garantir la stabilité de la monnaie, c'est-à-dire sa liquidité (prêts de monnaie centrale aux banques) et sa valeur (inflation faible). Elle a aussi des effets sur la demande et la croissance. ➜ p. 81, 136, 144

Politique monétaire conventionnelle
Politique monétaire qui se donne comme objectif la stabilité des prix (une cible d'inflation faible) en utilisant comme instrument principal les taux d'intérêt directeurs.

Politique procyclique / contracyclique
Une politique procyclique est une politique qui accroit l'instabilité des cycles de croissance.
Une politique contracyclique va à l'encontre de la tendance du cycle économique. Elle cherche à relancer l'activité en période de récession et à la ralentir en période d'expansion.
La politique budgétaire, tout comme la politique monétaire, est censée être contracyclique : relancer l'activité en période de récession et la ralentir en période d'expansion. Mais dans la réalité, les politiques conjoncturelles sont parfois procycliques et accroissent l'instabilité des cycles de croissance.

Politiques conjoncturelles
Les politiques conjoncturelles utilisent le budget des administrations publiques (politiques budgétaires) ou la création de monnaie (politique monétaire) pour soutenir ou freiner la demande dans l'économie. Dans le premier cas il s'agit de politiques de relance, et dans le second cas de politiques de rigueur. ➜ p. 80, 91

Politiques monétaires non conventionnelles
Politiques monétaires mises en place depuis 2008 pour pallier l'échec des politiques conventionnelles utilisant les taux d'intérêt directeurs à réaliser l'objectif de stabilité monétaire, mais aussi pour étendre les objectifs de la politique monétaire à la stabilité financière. Sous ce terme sont regroupées des mesures diverses : prêts sur des durées longues aux banques, rachats massifs de titres privés et publics (*quantitative easing*), dont des titres plus risqués (*qualitative easing*), guidage des anticipations, etc.

Position dominante
Une entreprise est en position dominante sur un marché si sa part de marché y est importante.

Pouvoirs publics
Désignent le gouvernement et l'ensemble des services chargés de l'administration d'un État, d'une collectivité territoriale ou d'une administration publique. ➜ p. 322, 336

Précarisation
Développement de formes d'emplois précaires, du fait d'une durée de contrat déterminée et de plus en plus courte (CDD), ou de l'instabilité du temps de travail et de la rémunération (intérim). ➜ p. 255

Prêteur en dernier ressort
Quand une banque fait face à des difficultés de financement passagères et qu'aucun autre agent ne souhaite lui prêter (illiquidité), la Banque centrale peut jouer le rôle de prêteur « en dernier ressort », pour éviter la faillite. Voir **Illiquidité**.

Productivité
Mesure l'efficacité des facteurs de production. De ce fait, si une entreprise parvient à produire autant avec moins de facteur travail ou capital, elle réalise des gains de productivité puisqu'elle produit de manière plus efficace. ➜ p. 50, 63

Productivité apparente du travail
Au niveau de toute une économie, mesure de la productivité par heure de travail ou par travailleur obtenue en rapportant la valeur ajoutée produite au nombre d'heures de travail ou au nombre de travailleurs. Cette productivité est qualifiée d'« apparente » car elle ne résulte pas seulement des qualités des travailleurs. Elle reflète l'efficacité de toute l'économie, et notamment la qualité des équipements productifs, des infrastructures, des institutions, etc.

Productivité globale des facteurs (PGF)
Amélioration de l'efficacité des facteurs de production et de leur combinaison. Elle se mesure en retranchant de la croissance du PIB tout ce qui est lié à l'utilisation de quantités plus importantes de travail et de capital. ➜ p. 18, 32

Progrès technique
Ensemble des innovations qui transforment les produits et les activités productives, permettant généralement de réaliser des gains de productivité. ➜ p. 20, 32

Prophétie autoréalisatrice
Anticipation d'un événement qui conduit les agents à changer de comportement de telle façon que cet événement survienne. ➜ p. 102, 118

Protectionnisme
Doctrine qui vise à mettre en place des barrières aux échanges pour protéger les entreprises présentes sur le territoire de la concurrence extérieure. ➜ p. 56, 63

Protection sociale
Système de redistribution visant à prendre en charge les risques sociaux (maladie, vieillesse, chômage…) et à prémunir les individus contre la pauvreté et l'insécurité économique ; il peut aussi contribuer à la réduction des inégalités.

Q

Qualification
Aptitudes requises pour occuper un emploi, mais aussi ensemble des compétences du travailleur, acquises grâce aux études et à l'expérience. ➜ p. 164, 173, 240

Qualité d'un emploi
Ensemble de caractéristiques de l'emploi qui ont des effets sur le bien-être des travailleurs. ➜ p. 240, 254

R

Rapport inter-quantiles
Mesure des inégalités basée sur une division de la population en *n* parties égales, délimitées chacune par une valeur pour la variable mesurée : les quantiles. Si la population est divisée en

10 parties, il y a donc 9 quantiles, appelés déciles, et le rapport inter-quantiles mesure le ratio entre le dernier décile (9e décile, D9) et le premier (D1). ➜ p. 294, 310, 356

Rapports sociaux de genre
Ils désignent le fait qu'il existe une répartition sexuée et inégale des tâches dans la société, à la fois dans les tâches domestiques et dans le monde du travail. ➜ p. 168, 173

Ratio de solvabilité
Pourcentage minimum de fonds propres, défini par les autorités, que doit détenir une banque en fonction du volume et du risque de ses actifs. ➜ p. 112, 113, 119

Récession
Une économie est officiellement en récession lorsque son PIB baisse pendant au moins deux trimestres consécutifs : elle produit moins de biens et services, génère moins de revenus, etc.

Réchauffement climatique
Modification du climat caractérisée par un accroissement de la température moyenne à la surface de la Terre en raison, en particulier, des activités humaines qui accroissent les émissions de gaz à effet de serre. *Synonyme :* Dérèglement climatique.

Réglementation
Dans le cadre de la politique climatique, elle recouvre l'ensemble des normes (directives, lois, arrêtés) imposées par les administrations publiques. C'est un outil de la fiscalité écologique. ➜ p. 330, 336

Règles budgétaires européennes
Réformées entre 2011 et 2013, elles présentent désormais un volet préventif et correctif. Le volet préventif prévoit que chaque pays doit atteindre un « objectif à moyen terme » de déficit public structurel, c'est-à-dire corrigé des effets de la conjoncture, de l'ordre de 0,5 % du PIB. Le volet correctif prévoit des sanctions pour les pays dont le déficit ou la dette dépassent respectivement 3 % et 60 % du PIB.

Règles de protection de l'emploi
Institutions qui offrent des garanties aux travailleurs sur les rémunérations (salaire minimum, tarification des heures supplémentaires), le temps de travail, les règles d'embauches (CDI, CDD, etc.) et les règles de licenciement (causes admises comme légitimes, indemnités, etc.).

Régulation bancaire
Voir **Supervision bancaire**.

Répertoires de l'action collective
Ensemble des moyens d'action utilisés par les mouvements sociaux à une époque donnée pour protester. ➜ p. 274, 279, 324

Reproduction sociale
Situation d'immobilité sociale dans laquelle l'individu occupe la même position sociale que l'un de ses parents. ➜ p. 191, 216, 227

Ressources familiales
Les différents types de capitaux (économique, culturel, social) que les individus peuvent mobiliser au sein de leur famille, mais aussi plus largement tout ce qui peut favoriser la réussite sociale des individus (ressources morales, corporelles, langagières...). ➜ p. 220, 227

Rétributions symboliques
Récompenses non matérielles que reçoivent les individus par leur implication dans l'action collective. ➜ p. 268, 279

Revenu
Les revenus sont des flux monétaires issus du travail (salaire), de l'État-providence (revenus de transfert) ou de la propriété (profit, intérêts, loyers, dividendes). Voir **Patrimoine**.

Revenu disponible
Somme des revenus issus de la production et des revenus de transfert, diminuée des impôts directs et des cotisations sociales.

Rigidités du marché du travail
Éléments, comme l'existence d'un salaire minimum, de règles sur les embauches (CDI, CDD…) et les licenciements, qui entravent l'ajustement du facteur travail (prix et quantité). ➜ p. 84, 91

Risques sociaux
Risques qui impliquent une baisse de revenus et/ou des dépenses pour les individus qui en sont victimes, et qui sont pris en charge collectivement. *Contraire :* risques individuels.

S

Salaire d'efficience
En présence d'asymétrie d'information, fixation par les employeurs d'un niveau de salaire supérieur au salaire d'équilibre afin de sélectionner les travailleurs les plus efficaces et de les inciter à être productifs. ➜ p. 78, 79, 90

Salaire minimum
Niveau de salaire horaire au-dessous duquel il est interdit pour un employeur de rémunérer un salarié. Créé en France en 1950, il est devenu en 1970 le SMIC. Il existe dans la plupart des pays développés, notamment dans l'Union européenne (22 pays sur 28, dont l'Allemagne, où il n'a été institué qu'en 2015) et aux États-Unis depuis 1938 (avec un salaire minimum fédéral, et dans chacun des 50 États).

Salariat
Statut majoritaire des travailleurs aujourd'hui, qui se mettent à disposition d'un employeur en échange d'un salaire, ce qui implique un lien de subordination (une hiérarchie). *Contraire :* statut indépendant.

Salarisation
Augmentation de la part des salariés dans la population active. ➜ p. 164, 173

Ségrégation
Séparation, de droit ou de fait, d'un groupe social d'avec d'autres.

Services collectifs
Services non marchands produits par les administrations publiques et mis à disposition des ménages sous la forme de prestations en nature. ➜ p. 302, 311

Sexe
La notion de sexe est utilisée pour décrire les différences biologiques entre les hommes et les femmes. Voir **Genre**.

Shadow banking
Activités bancaires menées par des sociétés financières qui ne sont pas des banques, dans le but d'échapper à la supervision bancaire ou aux impôts.

Sociabilité
Ensemble des relations sociales qui relient un individu à d'autres individus.

Socialisation
Ensemble des processus d'apprentissage et d'intériorisation des valeurs et des normes par lesquels la société forme et transforme les façons de faire, de penser et d'être des individus. ➜ p. 190, 199

Socialisation politique
Formation et transformation des opinions et comportements politiques au contact de différentes instances de socialisation (famille, couple, médias, syndicats, univers professionnel, groupes de pairs, etc.).

Socialisation selon le genre
Tout au long de la vie, la socialisation conduit à l'apprentissage et à l'intériorisation de valeurs, normes et pratiques sociales différentes selon le genre, ce qui crée des dispositions durables qui ont des conséquences sur la scolarité, la vie affective et conjugale, le travail, les pratiques politiques, etc.

Société civile organisée
Ensemble des acteurs collectifs qui cherchent à influencer le pouvoir politique en se mobilisant. ➜ p. 322, 323, 336

Société démocratique
Concept forgé par Alexis de Tocqueville (1805-1859) pour désigner des sociétés où se produit un processus d'égalisation des conditions, c'est-à-dire une égalisation des droits individuels, des chances de réussite et des positions sociales. ➜ p. 186, 198

Solde public / Solde budgétaire
Le solde public est la différence entre les recettes et les dépenses des administrations publiques. Le solde budgétaire s'applique aux seules administrations centrales d'État. Quand il est négatif, il y a déficit. Quand il est positif, il y a excédent.

Sous-emploi
Ensemble des personnes qui ont un emploi mais travaillent à temps partiel et souhaiteraient travailler davantage. ➜ p. 74, 75, 90

Spécialisation internationale
Concentration de la production d'un pays sur un nombre limité de produits pour lesquels il dispose d'un avantage comparatif. ➜ p. 46, 62

Statut d'emploi (salarié, non salarié)
Salarié si le travailleur est dans une relation de subordination avec un employeur qui décide de l'utilisation du temps de travail ; non salarié si le travailleur vend lui-même le produit de son travail. ➜ p. 238, 239, 254

Statut social
Position plus ou moins favorisée qu'une personne occupe dans l'espace social, selon des critères économiques (revenus, patrimoine), culturels (diplôme), sociaux (relations). *Synonyme :* position sociale.

Stratégies scolaires
Choix intentionnels des familles qui s'appuient sur leurs ressources (capital économique, culturel, social, connaissance du système éducatif, etc.) pour favoriser la réussite des enfants ➜ p. 192, 199

Stratification sociale
La stratification sociale désigne le fait que la société est constituée de plusieurs groupes sociaux différenciés et hiérarchisés (selon la richesse, le pouvoir, le prestige, le mode de vie...). On peut également utiliser l'expression synonyme « structure sociale ». ➜ p. 160, 172

Structure des opportunités politiques
Environnement politique et signaux envoyés aux acteurs collectifs qui vont, selon la conjoncture, influencer positivement ou négativement l'engagement des individus et le développement de mouvements sociaux. ➜ p. 268, 269, 279

Substituabilité ou complémentarité des facteurs de production
Produire consiste à combiner des facteurs de production : le travail et le capital. Selon les productions, et selon les emplois, ces facteurs sont complémentaires (jusqu'à présent, il faut un conducteur pour les camions) ou substituables (l'intelligence artificielle permettra, à terme, de remplacer les conducteurs).

Subvention
Aide financière ou matérielle des autorités publiques à destination des producteurs ou des consommateurs. ➜ p. 332, 337

Supervision bancaire
Surveillance par les autorités publiques du respect par les banques des règles en vigueur, afin qu'elles n'adoptent pas un comportement trop risqué, susceptible de remettre en cause la stabilité financière. *Synonymes :* régulation bancaire, contrôle prudentiel. ➜ p. 112, 119

Syndicat
Association volontaire de personnes qui a pour objet la défense des intérêts professionnels communs de ses membres. ➜ p. 274, 279

T

Tables de mobilité (destinée et origine)
Tableau à double entrée qui permet de comparer les positions sociales des individus par rapport à leurs parents (père ou mère). Lorsque les pourcentages sont calculés sur l'ensemble des parents (le père le plus souvent), on parle de table de destinée, lorsque les pourcentages sont calculés sur l'ensemble des individus, on parle de table d'origine. ➜ p. 214, 215, 226

Taux d'accès à un diplôme ou à une formation
Proportion d'élèves d'une génération (c'est-à-dire nés la même année ou dans la même période) qui obtiennent un diplôme ou accèdent à une formation. ➜ p. 188, 198

Taux de chômage
Proportion de chômeurs, en %, parmi les actifs. ➜ p. 75, 90

Taux d'emploi
Proportion de personnes en emploi, en %, parmi les personnes en âge de travailler (plus de 15 ans ; définition parfois restreinte aux 15-64 ans). ➜ p. 75, 90

Taux de scolarisation
Rapport entre le nombre d'élèves, étudiants et apprentis en formation initiale d'un âge déterminé, inscrits dans un établissement d'enseignement, et le nombre total de jeunes de cet âge. ➜ p. 186, 187, 198

Taux d'intérêt
Pour l'emprunteur, le taux d'intérêt est le coût de l'emprunt. Il va déterminer la somme à débourser en plus du remboursement du montant emprunté. Pour le prêteur (une banque par exemple) le taux d'intérêt rémunère le service de prêt. Le taux d'intérêt est le prix qui se fixe sur le marché des fonds prêtables.

Taux directeurs
Taux d'intérêt fixés par la Banque centrale qui déterminent à quel taux elle prête aux banques à court terme, et aussi quel taux d'intérêt rapportent les réserves que les banques conservent dans le bilan de la Banque centrale.

Taxe
Prélèvement fiscal monétaire obligatoire effectué par l'État ou les collectivités locales. C'est un outil de la fiscalité écologique ➜ p. 332, 337

Taxe forfaitaire
Impôt d'un montant fixe et non proportionnel.

Télétravail
Activité rémunérée exercée à distance grâce aux technologies de l'information et de la communication. ➜ p. 246, 247, 255

Termes de l'échange
Rapport entre le prix des exportations et celui des importations. On calcule les indices des termes de l'échange par le rapport : [Indice des prix des exportations / Indice des prix des importations] x 100
Si ce rapport est supérieur à 100 alors les termes de l'échange s'améliorent : le pays peut se procurer la même quantité de marchandises importées en exportant une quantité plus faible de marchandises.
Si ce rapport est inférieur à 100 alors les termes de l'échange se dégradent : le pays doit exporter davantage de marchandises pour financer les mêmes quantités de marchandises importées.

Tertiarisation
La tertiarisation des activités désigne l'augmentation du poids du secteur tertiaire dans la population active, le secteur tertiaire rassemblant les producteurs de services. La tertiarisation des emplois désigne l'augmentation des emplois de services dans tous les secteurs d'activité, y compris le secteur industriel. ➜ p. 164, 165, 173

Titrisation
Transformation d'un actif non négociable sur les marchés financiers (comme un droit d'auteur ou un crédit bancaire) en un titre financier négociable qui peut s'acheter et se vendre sur ces marchés.

« *Too big to fail* »
Expression qui décrit les banques « trop grandes pour faire faillite ». Leur taille fait que leur faillite provoquerait un risque systémique, c'est-à-dire un risque d'effondrement du système bancaire, ce qui contraint les pouvoirs publics à les sauver pour éviter des faillites en chaîne.

Top 1 %
Part des 1 % de ménages ou d'individus les plus favorisés dans le revenu ou le patrimoine total. ➜ p. 294, 310

Tragédie des communs
Elle concerne les biens communs, c'est-à-dire des biens non excluables et rivaux. Elle correspond à une situation de surexploitation d'une ressource limitée lorsque celle-ci est accessible à tous et qu'il y a concurrence pour l'obtenir.

Travail
Participation humaine à une activité de production de biens et services ➜ p. 238, 254

U

Utilitarisme
Conception de la justice sociale où la société juste est celle qui maximise le bonheur total de ses membres. Cette conception suppose une mesure du bonheur individuel et collectif, appelée « utilité ». ➜ p. 300, 311

V

Ventes forcées (ou en catastrophe)
Ventes d'actifs que réalisent les emprunteurs pour obtenir rapidement des liquidités et ainsi continuer de rembourser leur dette. ➜ p. 110, 111, 119

Z

Zone euro
Ensemble constitué par les 19 pays de l'Union européenne qui ont adopté l'euro comme monnaie nationale. ➜ p. 130, 144

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

Couverture
© Getty Images x3 ; © Shutterstock ; © Alain Jocard / Afp

p. 4 © Chappatte, Le Temps, Suisse, www.chappatte.com ; © Lu Hanxin/Xinhua/AFP ; © Ina **p. 5** © Soulcié/Iconovox ; © Ina ; © V. Jarousseau / HansLucas **p. 6** © Klaus Vedfelt/Getty Images ; © G.Costanzo /Stone/ Gettyimages ; © Bess Adler/Bloomberg/Getty **p. 7** © Baptiste Giraudon/Paris match/Scoop ; © Observatoire des inégalités ; © Antarctica/ Alamy/Photo12 **p. 14-15** © Sompong Rattanakunchon/Getty Images **p. 16** © Frank Rumpenhorst/dpa Picture-Alliance/ Afp **p. 17** © Chappatte, Le Temps, Suisse, www.chappatte.com **p. 18** source : Cité de l'économie © Universcience 2012 **p. 20** source : Crecis, Louvain school of management **p. 22** © materials obtained from USPTO.gov ; © Mattel/Bestimage **p. 24** © Chesnot/Getty Images ; © Imagno/La Collection **p. 26** © Thomas Loupapre/Divergence ; © Andrew Yates/Afp **p. 28** © trademachines.fr **p. 29** © Yue Yuewei/Xinhua/Afp **p. 30** © Courtesy of TED Talks **p. 31** © Marceau Bretonnier **p. 37** © DATAGUEULE ; source : France Culture ; source : Citéco Vidéo Challenge, Cité de l'économie ; source : Dessine-moi l'éco **p. 44** © Lu Hanxin/Xinhua/AFP **p. 45** © Arte **p. 46** © Tim Clayton/Corbis via Getty Images **p. 48** © Shutterstock ; © www.cartedor.fr **p. 49** © Nelson Barnard/Getty Images North America/AFP **p. 50** © Ina **p. 54** source : France TV Education **p. 57** © Mandel Ngan/AFP **p. 58** © Gettyimages **p. 60** © www.xerficanal.com **p. 67** source : France TV Education ; © Agnès Bénassy-Quéré et Olivier Bouba-Olga. Site SES-ENS, mai 2017 ; source : France TV Education **p. 72** © Colcanopa **p. 74** © Martin Vidberg **p. 76** © Ina ; © akg-images **p. 80** © Pierre Kroll ; © Frédéric Lancelot/Divergence **p. 84** © Ina **p. 87** © Ina **p. 88** source : Dessine-moi l'éco **p. 95** source : France Culture ; source : France TV Education ; © Xerfi Canal **p. 100** source : Citeco-Cité des sciences et de l'industrie **p. 101** © Chappatte, The New York Times, www. chappatte.com **p. 102** © Ina **p. 104** source : www.arte.tv/fr **p. 105** 1 © Shutterstock/Aaltair ; 2 © Shutterstock/Aaltair ; 3 © Shutterstock/Topten22 ; 4 © Shutterstock/Chaonucha Tipsoontornpong ; 5 © Shutterstock/Alena Ozerova **p. 106** source : Cité de l'économie ; Shutterstock/360b **p. 108** © Soulcié/Iconovox ; © Geoffrey Robinson/Alamy/Photo12 **p. 110** © Chappatte, The New York Times, www.chappatte.com **p. 112** source : European Central Bank, www.banking-supervision.europa.eu **p. 116** © La Croix **p. 123** © Andrew Winning/Reuters ; © Ina ; © librairie Mollat à Bordeaux ; source : Dessine-moi l'éco **p. 128** © source les Décodeurs © vignette tirée de la conférence - Les illusions économiques de l'Union européenne - par Charles-Henri Gallois **p. 129** © Monasse Th/Andia.fr **p. 130** © Ina **p. 132** © www.xerficanal. com ; © Chappatte dans Der Spiegel, www.chappatte.com **p. 134** © France 24 **p. 136** source : European Central Bank, www.bankingsupervision.europa.eu **p. 138** © Public Sénat **p. 140** © Der Spiegel ; source : www.frontpages.gr/DR **p. 142** source : France TV info **p. 143** source : lepoint.fr **p. 149** © Shutterstock/Sebastien Burel ; source : Cité de l'économie ; © Arte.tv **p. 156-157** © Charly Triballeau/Afp **p. 158** © V. Jarousseau / HansLucas **p. 159** © Arte.tv ; © Iaroslav Neliubov/Shutterstock **p. 160** source : Europe 1 **p. 163** source : France TV Education **p. 164** © Ina **p. 166** © Darjeeling - Illustration par Delphine Perret ; © Leemage **p. 167** © RuedesArchives **p. 169** © Alternego **p. 171** © Antoine Merlet / Docpix.fr (x2) **p. 177** © Observatoire des inégalités ; © Brut.media ; source : Xerfi Canal **p. 184** © Arte.tv **p. 185** © José Nicolas/saif images ; © Xavier Popy/Rea **p. 186** source : France TV Education **p. 188** source : https://www.youtube.com/ watch?v=h7xDC7F4sAQ&feature=youtu.be **p. 190** © FatCamera/Getty Images **p. 192** © Simon Lambert/Haytham-Rea **p. 196** © UNSA Éducation **p. 197** © www.youtube.com/user/Potiondevie/about **p. 203** © Ina ; source : Alternatives économiques 2017 ; © Osons causer ; © Didier Goupy/Signatures **p. 208** © Klaus Vedfelt/Getty Images **p. 210** © Ina **p. 211** © Alain Jocard/AFP ; **p. 212** © Almanach Hachette ; © Xavier Testelin/Divergence **p. 214** © G.Costanzo /Stone/ Gettyimages ; © Tao Wu/EyeEM/Gettyimages ; © Byakkaya/E+/Gettyimages ; © The Good Brigate / Digital Vision /Gettyimages **p. 216** © Nawak **p. 218** source : France TV Education **p. 220** © Bertrand Guay/AFP **p. 224** © Extrait émission Lci « 24 heures Pujadas » **p. 231** source : Canat-u-tv ; © Médiapart / République des idées, 2019 ; © www. alohanews.be ; source : France Culture **p. 236** © coll. Christophe L **p. 238** © G.Costanzo/Stone/Gettyimages ; ©Tao Wu / EyeEM / GettyImages ; © Byakkaya/E+/Gettyimages ; © The Good Brigate/Digital Vision/Getty images **p. 240** © Onisep Nouvelle-Aquitaine/2017 **p. 242** © Ford Motor Company Collection/NARA ; © Bess Adler/Bloomberg/Getty **p. 244** © 2019 Hub-One/ llustration Romain Mesdon **p. 246** © Chappatte **p. 247** © Anastasia Mélachrinos et Pierre Jaquel/Printemps de l'Economie/Mars 2019 **p. 248** source : youtube.com/watch?v=A0y2IFXdKJI **p. 250** © Journal du net **p. 252** © Olivier Passet/Xerfi Canal **p. 259** source : France TV Education ; © Arte.tv ; © Clémence Duneau/Le Monde **p. 264** source : réseau Animafac **p. 265** © Baptiste Giraudon/Paris match/Scoop ; © Micha Patault/Greenpeace **p. 267** © Réseau AMAP/Ile de France ; © La société des consommateurs **p. 269** © G. Van der Hasselt/AFP **p. 272** © Coll.Dimier/ Kharbine-Tapabor ; © Janine Niepce/Roger-Viollet ; © Alain Pellorce/Naturimages **p. 274** © Elise Hardy/Gamma-Rapho via Getty ; © Alexis Sciard/IP3 ; © Christophe Simon/AFP ; © Arnold Jerocki/Getty Images **p. 275** © Jean-Louis Atlan/ Sygma via Getty Images **p. 276** © Stéphane Mahé/Reuters **p. 283** © Les films de Pierre/AFPForum/Photo12 ; avec l'autorisation de AOC Média ; © AFEV, 12/02/2014 ; © Politika.io **p. 290-291** © Jorge Adorno/Reuters **p. 292** © Antoine Couvercelle/Panoramic/Bestimage **p. 293** source : Arte/infographie Le Monde **p. 296** © Espérance de vie à la naissance - Vie public.fr - La Documentation Française © DILA **p. 298** © A. Llop - Midi Libre 2017 **p. 300** source : France TV Education **p. 304** © Le Parisien/Infographie **p. 308** source : Dessine-moi l'éco **p. 315** © Observatoire des inégalités ; source : France TV Education ; © Shutterstock/Andrey Popov ; source : Maxime Lambrecht **p. 320** source : www.ademe.fr **p. 321** © Antarctica/Alamy/Photo12 **p. 322** © Beata Zawrzel/NurPhoto/Afp ; source : www.enercoop.fr **p. 324** © Novethic **p. 325** © Ueslei Marcelino/Reuters **p. 327** © Garo/Phanie/Afp **p. 328** © Frederic Legrand/Comeo/Shutterstock **p. 330** © Zonebourse avec Agence Européenne de l›Environnement **p. 332** © Alban Pernet/Rea **p. 334** © Shutterstock **p. 335** © Xosé Bouzas/Hans Lucas **p. 341** source : Les Mutins de Pangée ; source : Cité de l'économie ; Algues vertes, l'histoire interdite de I. Léraud et P. Van Hove © La revue dessinée/DELCOURT, 2019 **p. 347** source : education.gouv.fr/MENJ

« Les droits de reproduction des illustrations sont réservés en notre comptabilité pour les auteurs ou ayants droit dont nous n'avons pas trouvé les coordonnées malgré nos recherches et dans les cas éventuels où les mentions n'auraient pas été spécifiées. »